

LE DÉPARTEMENT
DES
COTES-DU-NORD

SOUS
LE CONSULAT ET L'EMPIRE

(1800-1815)•

ESSAI D'HISTOIRE ADMINISTRATIVE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

RENÉ DURAND

Ancien Élève de l'École Normale Supérieure
Agrégé d'Histoire et de Géographie

TOME I

RENNES-PARIS

—
IMPRIMERIES OBERTHUR

—
1925

LE DÉPARTEMENT
DES
COTES-DU-NORD

SOUS
LE CONSULAT ET L'EMPIRE
(1800-1815)

ESSAI D'HISTOIRE ADMINISTRATIVE

LE DÉPARTEMENT
DES
COTES-DU-NORD

SOUS
LE CONSULAT ET L'EMPIRE
(1800-1815)

ESSAI D'HISTOIRE ADMINISTRATIVE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

RENÉ DURAND

Ancien Élève de l'École Normale Supérieure
Agrégré d'Histoire et de Géographie

TOME I

RENNES-PARIS

—
IMPRIMERIES OBERTHUR

—
1925



A Monsieur Henri SÉE

Professeur Honoraire d'Histoire Moderne

à la Faculté des Lettres

de l'Université de Rennes.

INTRODUCTION

Le présent travail est une contribution à l'histoire intérieure du Premier Empire, étudiée dans le cadre de son unité administrative, le département. Ayant choisi celui des Côtes-du-Nord, on a tenté de reconstituer d'une façon aussi exacte que possible son existence à tous égards — politique, policière, judiciaire, religieuse, intellectuelle, économique, hospitalière, fiscale, militaire et maritime — pendant les quinze années qui se sont écoulées du 18 Brumaire à Waterloo.

Ce dessein nous a dicté le plan de notre livre. Huit chapitres sont consacrés à la description des institutions dont le régime bonapartiste dota le département des Côtes-du-Nord : agents du pouvoir central et assemblées élues (Tome I, chapitre I^{er}), personnel policier dans sa lutte contre la chouannerie et dans son œuvre de surveillance de l'esprit public (II), tribunaux et mécanisme répressif (III), clergé concordataire (IV) ¹, enseignement primaire et secondaire (V), organisation et contrôle de l'activité économique (Tome II, chapitre I^{er}), travaux publics (II) ², santé et assistance publiques (III). On a tâché ensuite d'évaluer ce que le gouvernement de Napoléon a exigé en retour de ce même département : impôts et levées d'hommes, soldats et marins (IV). Un épilogue (V) racontera après l'effon-

1. Pour des raisons de symétrie matérielle l'étude du clergé dans le diocèse de Saint-Brieuc et de Tréguier avant et pendant la Révolution a dû être jointe au chapitre III du Tome I.

2. Pour les mêmes raisons que ci-dessus l'étude du commerce a dû être jointe à celle des travaux publics au chapitre II du Tome II.

drement du système, en 1814, les événements qui se sont déroulés dans les Côtes-du-Nord sous la Première Restauration et les Cent-Jours jusqu'à la chute définitive de l'Empereur. Enfin, la conclusion générale essaiera de dégager le bilan du régime napoléonien dans le département en 1815.

Toutefois, au cours de cette tâche, on n'a pas oublié que la Révolution, dont l'Empire n'est que l'aboutissement et la partielle consolidation, n'avait pas fait entièrement table rase du passé, même lointain. On a mis en lumière, toutes les fois qu'on l'a pu, la continuité qui reliait aux institutions traditionnelles de l'Ancien Régime, les créations administratives nouvelles, nées du grand effort rationaliste des hommes du Consulat, héritiers eux-mêmes des hommes de 1789 et de 1793 : la chose en valait la peine, surtout dans une province aussi archaïque, aussi incomplètement assimilée que la Bretagne. C'est pourquoi, en tête de chaque chapitre, figure une esquisse rétrospective et, le plus souvent, hélas ! imparfaite, faute de travaux antérieurs, des institutions à peu près équivalentes existant dans le pays de Dinan, Saint-Brieuc et Tréguier à la veille de 1789. On l'a complétée par l'analyse des Cahiers et par l'indication très brève et, elle aussi, très approximative, toujours par suite de l'absence de monographies, des créations de la Constituante et de la Convention.

D'autre part, on s'est bien rendu compte que ni le département des Côtes-du-Nord ni même l'ensemble des cinq départements bretons ne sont vraiment représentatifs de la France entière. On n'a pas perdu de vue les études symétriques consacrées depuis une dizaine d'années à l'histoire de régions différentes pendant la même période consulaire et impériale : l'une portant sur un département de toute première importance, les Bouches-du-Rhône, et

sur une grande ville de commerce, Marseille³; deux autres, sur deux départements d'importance moyenne mais riches et peuplés, le Pas-de-Calais et la Côte-d'Or⁴; enfin une quatrième, sur un département limitrophe du nôtre, mais purement français, l'Ille-et-Vilaine⁵.

Nous ne manquerons pas, chemin faisant, de rapprocher nos propres conclusions de celles auxquelles ont abouti les auteurs de ces travaux.

Ainsi, le lecteur en parcourant les pages qui vont suivre aura sous les yeux deux sortes de points de repère et de comparaison. Les uns sont situés dans le passé de ce pays mi « gallo », mi « breton » encore si mal unifié, si incohérent que les bureaucrates de l'ancienne Monarchie à son déclin ne savent trop comment le nommer et l'appellent, faute de mieux, « diocèses de Saint-Brieuc et Tréguier »⁶. Les autres sont synchroniques, empruntés à divers coins de la France napoléonienne, soumise, sans doute, à une administration centralisée et uniforme, mais conservant néanmoins une certaine variété de structure économique et

3. G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *Le département des Bouches-du-Rhône de 1800 à 1810*, Paris et Marseille, 1899, 1 vol. in-8°.

4. J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *Le Pas-de-Calais de 1800 à 1810*, Paris, 1907, 1 vol. in-8°, et P. VIARD, *L'administration préfectorale dans le département de la Côte-d'Or sous le Consulat et le Premier Empire*, Paris et Lille, 1914, 1 vol. in-8°.

5. L. BENAERTS, *Le régime consulaire en Bretagne. Le département d'Ille-et-Vilaine durant le Consulat (1799-1804)*, Paris, 1914, 1 vol. in-8°. On pourra aussi consulter, bien que ce ne soit pas une étude d'histoire administrative à proprement parler, E. SAGERET, *Le Morbihan et la chouannerie morbihannaise sous le Consulat*, Paris, 1914-1918, 4 vol. in-8°.

6. L'expression Penthièvre n'est plus employée à partir du XVII^e siècle que par les généalogistes et des feudistes. Rappelons à ce propos qu'aux anciens évêchés de Saint-Brieuc et de Tréguier la Constituante ajouta pour former les Côtes-du-Nord des fragments de ceux de Cornouaille, de Dol et de Saint-Malo. Ce dernier diocèse devait fournir à la nouvelle unité une acquisition territoriale d'importance. Nous voulons parler du pays de Dinan qui a toujours joué et joue encore dans la vie du département un rôle considérable. Par là, et non point par la sauvage contrée de Broons, Caulnes et Jugon couverte de bois, de landes et d'étangs, s'établirent des communications relativement aisées avec la Normandie, avec la France. Dinan contrebalança Loudéac; ce fut grâce à lui que les Côtes-du-Nord connurent de 1789 à 1815 et même au-

sociale. Ainsi cette minutieuse description de l'existence d'une région encore pauvre et arriérée au début du XIX^e siècle constituera, espérons-nous, une « coupe » très instructive à travers les fondations de la « France contemporaine », pour parler le langage des architectes. Elle permettra de vérifier et au besoin de rectifier les aperçus généraux des ouvrages de synthèse qui ne peuvent guère placer sous nos yeux que les belles façades des régimes disparus, façades impressionnantes — de loin. Vérification et rectification se feront pour chaque institution dans la conclusion particulière de chaque chapitre et la conclusion générale portant sur la vie d'ensemble du département ne sera que le résumé de ces conclusions particulières.

Pour élaborer et rédiger ce livre on s'est heurté à de très grosses difficultés : désordre effroyable des Archives départementales des Côtes-du-Nord dans les séries postérieures à 1789, absence complète d'inventaires et même de répertoires numériques⁷, rareté des travaux d'approche vraiment scientifiques et critiques, surtout en ce qui concerne l'histoire du pays avant la Révolution, ainsi qu'on l'a déjà dit. On se plaît à penser que le lecteur en tiendra compte à l'auteur.

Il convient toutefois de dire aussi les encouragements et les conseils qui n'ont pas manqué à ce dernier au cours

delà un personnel politique animé d'un esprit progressiste et cependant pondéré, très voisin de l'esprit normand. Quant au reste du département (pays de Saint-Brieuc, Trécorrois, pays de Loudéac) il présenta comme caractéristique essentielle d'être à cheval sur une frontière linguistique, la limite du français et du breton étant constituée par une ligne Plouha (W. de Saint-Brieuc), Saint-Connec (S. E. de Mûr-de-Bretagne). Encore doit-on noter que l'unité dialectale de la portion bretonne ne fut pas parfaite, l'extrémité N.-W. des Côtes-du-Nord (Guingamp et Lannion) parlant le trécorrois, les extrémités S.-W. (Callac, Saint-Nicolas-du-Pélem, Corlay, Mûr, Goarec, Rostrenen, Maël-Carhaix) parlant le cornouaillais. Cf. sur la formation du département des Côtes-du-Nord, L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord (Etudes et Documents)*, Paris, 1909, 1 vol. in-12, p. 1-29, les limites du département des Côtes-du-Nord.

7. Cf. la Bibliographie.

de sa rude besogne. Qu'il me soit permis de remercier ici M. H. Sée, professeur d'histoire moderne à la Faculté des Lettres de l'Université de Rennes, à qui appartient l'idée première du sujet et qui n'a cessé de s'y intéresser; MM. A. Aulard et P. Sagnac, professeurs à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, qui l'ont approuvé et en ont précisé les limites et la portée; M. R. Musset, professeur de géographie à la Faculté des Lettres de l'Université de Rennes, qui a bien voulu me guider dans la confection des deux cartes jointes à l'ouvrage; M. Max. Courtecuisse, archiviste des Côtes-du-Nord⁸, qui a pris à-tâche, par son zèle et sa courtoisie, de faire oublier les errements de quelques-uns de ses prédécesseurs; M. l'abbé H. Pommeret, docteur ès lettres, professeur à l'Ecole Saint-Charles de Saint-Brieuc, auteur d'une thèse appréciée sur le même département pendant la période immédiatement antérieure⁹, à l'érudition et à la complaisance duquel je n'ai jamais recouru en vain; enfin, M. L. Conduché, bibliothécaire de la ville de Rennes, qui a mis à mon entière disposition le riche fonds d'imprimés d'histoire bretonne dont il est le gardien diligent¹⁰.

8. Aujourd'hui archiviste du Var.

9. *L'esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution (1789-1799), essai d'histoire politique d'un département breton*, Saint-Brieuc, 1921, 1 vol. in-8°.

10. On trouvera chemin faisant, dans la Bibliographie et dans les Notes, l'indication des autres personnes qui ont eu l'amabilité de nous communiquer des documents

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

I. — Documents d'Archives.

ARCHIVES NATIONALES¹.

SÉRIE BII. — *Votes populaires (1793-1851).*

N^{cs} 133 et 133^{bis}, 134 et 134^{bis}. Acceptation de la Constitution de l'an VIII, Côtes-du-Nord.

N^{os} 496 et 496^{bis}. Acceptation de la Constitution de l'an X, idem.

N^{os} 699^a, 699^b, 699^c, 699^d et 699^e. Acceptation de la Constitution de l'an XII.

SÉRIE CC. — *Papiers du Sénat conservateur.*

N^o 28. Listes authentiques des notables éligibles. Elections nationales de l'an IX.

N^{os} 29 et 30. Liste des éligibles élus candidats au Corps législatif (ans XI, XII, XIII, 1806, 1807, 1808 et 1811).

N^o 38. Pièces à l'appui des listes électorales. Procès-verbaux d'élection. Titres produits par les candidats.

N^o 57. Pièces à l'appui du Sénatus-Consulte du 12 octobre 1807 concernant l'épuration des tribunaux. Correspondance des premiers présidents et des procureurs généraux classés par ordre de cours, n^o 5, Rennes.

N^o 65. Liste authentique des candidats pour le Sénat présentés par les collèges électoraux (an XVI-1812).

1. On s'est servi pour s'orienter dans les séries modernes des Archives Nationales de l'*Etat sommaire par séries des documents conservés aux Archives Nationales*, Paris, 1891, 1 vol. in-4^o et surtout de l'excellent petit livre de Ch. SCHMIDT, *Les sources de l'histoire de France depuis 1789 aux Archives Nationales*, Paris, 1907, 1 vol. in-8^o.

XIII

SÉRIE F^{1a}. — *Administration générale.*

N° 408. Arrêtés, adresses, circulaires des administrations départementales (Côte-d'Or — Dordogne); Côtes-du-Nord.

SÉRIE F^{1b}. — *Personnel administratif.*

Dossiers des préfets, sous-préfets, secrétaires généraux, conseillers de préfecture : n°s 156⁴ Barbedienne, 156²⁸ Boullé, 157³⁰ Concedieu, 158³² Devismes, 161¹ de Gacon, 161¹⁴ Le Gorrec (Claude), 161¹⁶ C^{te} de Goyon, 162⁶ Hillion, 162²⁷ Houvenagle, 166² Le Grontec, 166²⁵ Le Minihy, 167¹³ Mauviel, 168² Néel-Lavigne.

SÉRIE F^{1b}. — *Personnel administratif. Objets généraux.*

Côtes-du-Nord : N° 3. (an VII-1807).

— N° 4. (1807-1813).

— N° 5. (1814-1820).

Communes : Saint-Brieuc, Dinan, Guingamp, Lannion, Loudéac, Lamballe, Quintin, Tréguier.

SÉRIE F^{1c}. — *Esprit public et élections.*

Côtes-du-Nord : N° 1. Adhésions et adresses (1790-1852).

— N° 3. Elections (an IX-an XII).

— N° 4. — (an XII-an 1809).

— N° 5. — (1810-1815).

— N° 10. Comptes rendus administratifs (germinal an III-1819).

— N° 11. Fêtes nationales (an IV-1852).

— N° 12. Prestations de serment (1792-1815).

— N° 13. Correspondance et divers (an VIII-1856).

SÉRIE F^{1e}. — *Conseils généraux.*

Côtes-du-Nord : N° 1. (an VIII-1817, extraits des procès-verbaux).

SÉRIE F^{1e}. — *Conseils d'arrondissement.*

Côtes-du-Nord (série très incomplète. Il ne subsiste que les extraits des procès-verbaux de l'an VIII).

SÉRIE F². — *Administration départementale.*

N° 991. Routes royales et départementales, Grande voirie et police du roulage (1806-1832), Calvados — Lozère.

N° 1286. Police des théâtres, Aisne — Var.

SÉRIE F⁷. — *Police générale.*

- N^{os} 3089-3092. Feuilles de travail du 1^{er} Arrondissement de Police (an XII-1814).
- N^o 3268. Demandes de places et nominations de Commissaires de Police (an VIII-1815), Ain — Forêts.
- N^o 3283. Prisons d'Etat. Détenus par mesure de haute police (1792-1818), Côtes-du-Nord — Doubs.
- N^o 3343. Emigrés. Listes et objets généraux (1792-1825), Côtes-du-Nord — Escaut.
- N^o 3590. Conscription (an VII-1815), Corrèze — Côtes-du-Nord.
- N^o 3625. Mercuriales. Commerce et subsistances, Côtes-du-Nord (1811-1813).
- N^o 3643⁵. Mouvement des ports et surveillance des côtes, Côtes-du-Nord (1806-1811).
- N^o 3669². Statistique personnelle et morale, Côtes-du-Nord (an VI-1830).
- N^{os} 3701-3705. Bulletins de police (Minutes du ministre, an VIII-an XII).
- N^o 3900. Rapports de gendarmerie (an V-an X), Ain — Dyle.
- N^{os} 5027-5031². Emigration.
- N^o 5796. Emigration. Application du Sénatus-Consulte du 6 floréal an X, Ain — Landes.
- N^o 5808. Emigration. Lettres de transmission des certificats d'amnistie (an X-an XI), Ain — Creuse.
- N^{os} 6480-6482. Affaire Prigent.
- N^o 7024. Missions extraordinaires, 1814, 13^e Division militaire.
- N^o 7029. Idem, 1814, 13^e Division militaire : C^{te} de Ferrières.
- N^o 7039. Affaires diverses (an IV-an XI), dossier 1558.
- N^o 7649. Idem, dossier 1810.
- N^o 7824. Idem, dossier 6582.
- N^o 7885. Idem, dossier 2104, Côtes-du-Nord (an X).
- N^o 7939. Idem, dossier 9069, Côtes-du-Nord (an X).
- N^o 7988. Idem, dossier 9822.
- N^o 8059. Affaires religieuses.
- N^o 8085. Situation des départements (an XII-1814), Côtes-du-Nord.
- N^o 8166. Affaires particulières.
- N^o 8288. Idem.
- N^o 8364. 1^{er} Arrondissement de Police. Statistique personnelle.
- N^o 8369. Enquête sur les séminaires, 1811 : séminaires du 1^{er} Arrondissement de Police.
- N^o 8377. Situation des départements (an XII-1814), Côtes-du-Nord.

SÉRIE F⁸. — *Police sanitaire.*

- N° 42. Hygiène publique, Côtes-du-Nord (an X-1830).
- N° 105. Vaccine, Côtes-du-Nord (an XII-1825).
- N° 143. Police sanitaire. Agents attachés aux administrations.

SÉRIE F⁹. — *Police militaire.*

- N° 173. Recrutement. Correspondance générale (an VI-1833),
Côtes-du-Nord.
- N° 304. Recrutement. Désertion, Côtes-du-Nord — Dordogne
(an VI-1829).
- N° 480. Garde nationale.
- N° 810. Compagnies de réserve.
- N°s 896 et 1033. Gardes d'honneur.

SÉRIE F¹⁰. — *Agriculture.*

- N° 251. Fermes expérimentales (an VIII-1810), Côtes-du-Nord.
- N° 345. Cueillette du varech dans les départements de l'Ouest.
- N° 413. Chanvres et lins (an III-1811).
- N° 470. Destruction des loups (1806-1812).
- N° 472. Idem (1814-1815).
- N° 486. Idem (an VIII-an-X).
- N° 510. Animaux domestiques (1795-1811).
- N°s 530-531. Bêtes à cornes (1812-1814).
- N° 614. Jury pastoral (1813).
- N°s 616-617. Elèves bergers (an IX-1813).
- N°s 634-641. Haras (an IV-1813).
- N°s 645-646. Idem (1809-1829).
- N°s 1304 et 1311. Ecoles vétérinaires. Nominations d'élèves.

SÉRIE F¹¹. — *Substances.*

- N° 338. Côtes-du-Nord (an II-an IX).
- N° 339. Idem (an X-an XIV).
- N° 340. Idem (an XIV-1811).

SÉRIE F¹². — *Commerce et industrie.*

- N° 631. Statistique industrielle (an XIII-1820).
- N° 922. Chambres consultatives de manufactures (an XI-1851),
Bouches-du-Rhône — Creuse.
- N° 1249^B. Foire et marchés, Côtes-du-Nord.
- N° 1285. Circulaire de 1811 concernant les marchés et les
foires.
- N° 1682. Commerce extérieur (an VIII-an IX).
- N° 1686. Idem (1810).

SÉRIE F¹⁴. — *Ponts et Chaussées.*

- N° 268. Côtes-du-Nord. Travaux (1790-1820).
- N° 805. Idem. Routes et concessions (an VI-1815).
- N° 1269. Enquête sur le roulage et la navigation par départements, 1811.

SÉRIE F¹⁵. — *Hospices et Secours.*

- N° 614. Côtes-du-Nord (an VIII-1811).
- N° 615. Idem (1811-1815).

SÉRIE F¹⁷. — *Instruction Publique.*

- N° 1344¹³. Côtes-du-Nord. Pièces sur l'Ecole centrale de Saint-Brieuc.
- N° 1791. Ecoles primaires. Académie de Rennes (1809-1822).
- N° 2836. Collèges communaux de l'Académie de Rennes. Mâhecoul à Vitré (1814-1815 et années antérieures).
- N° 2837. Idem (1815-1816 à 1819-1820).
- N° 63006. Etat des collèges communaux (1809-1814) classés par villes.
- F^{17a} 62995. Etat des collèges communaux (1800-1808).
- F^{17o} 45. Dossier de Germé, recteur de l'Académie de Rennes.

SÉRIE F¹⁸. — *Imprimerie et librairie*, n° 569.SÉRIE F¹⁹. — *Cultes.*

- N° 337. Affaires des Cultes dans les départements, Côte-d'Or — Dordogne — Côtes-du-Nord (an X-1822).
- N° 830. Personnel des Séminaires, Reims — Saint-Brieuc.
- N° 908^B. Chanoines, Rouen — Sens
- N° 951^B. Ordinations. Diocèse de Saint-Brieuc.
- N° 1330* (nouveaux versements). Registre des archevêques et évêques de France depuis 1802.

SÉRIE F²⁰. — *Statistique.*

- N° 12. Etat de situation des départements (an X). Renseignements divers.
- N° 135. Justices de paix. Etat par départements.
- N° 295. Moulins. Etat par départements.

SÉRIE BB. — *Papiers du Ministre de la Justice.*

- BB⁶. Division civile n°s 178, 179 et 181, Côtes-du-Nord.
- BB⁸. Division criminelle n° 18, Côtes-du-Nord.

XVII

- N° 253. Correspondance générale (ans VI, VII et VIII).
- N° 254. Idem (an IV-an XI).
- N° 255. Idem (1806-1814).

SÉRIE AD (Collection Rondonneau), XVI. — Histoire des départements (1790-1815).

N° 32. Côtes-du-Nord.

SÉRIE AF^{IV}. — *Cartons*.

- Nos 1-860. Arrêtés consulaires et décrets impériaux (an VIII-1815). Chaque carton se subdivise en plaquettes.
- N° 1017. Missions des conseillers d'Etat dans les divisions militaires (an IX), 13^e Division.
- N° 1044. Rapports des Ministres à l'Empereur. Ministre de l'Intérieur. Cultes (an VIII-an XII).
- N° 1045. Idem (an XII-1806).
- N° 1046. Idem (1807).
- N° 1047. Idem (1810-1811).
- N° 1048. Idem (1811-1814).
- N° 1053. Ministre de l'Intérieur. Affaires locales (an VIII-1812).
- N° 1055. Ministre de l'Intérieur. Ponts et Chaussées. Travaux publics (1808-1811).
- N° 1057. Idem (1812-1814).
- N° 1060. Ministre de l'Intérieur. Manufactures. Commerce (an VIII-1809).
- N° 1061. Idem (1810-1811).
- N° 1062. Idem (1811-1814).
- N° 1065. Ministre de l'Intérieur. Administration générale et correspondance (an VIII-an XIII).
- N° 1067. Idem (1812-1814).
- N° 1068. Idem (1813).
- N° 1077. Ministre des Finances. Domaines, enregistrement, forêts (an VIII-1813).
- N° 1078. Idem. Postes. Droits réunis, tabacs (an VIII-1814).
- N° 1121. Ministre de la Guerre. Conscription (an VIII-an XII).
- N° 1122. Idem (an XII-1806).
- N° 1123. Idem (1807-1808).
- N° 1124. Idem (1809-1811).
- N° 1125. Idem (avril-décembre 1811).
- Nos 1126-1146. Idem (1812).
- N° 1147. Idem (1813-1814).
- Nos 1420-1421. Listes d'éligibilité par départements (an IX-an X).

XVIII

N^{os} 1422-1423. Liste des six cents plus imposés par département (an XI-an XII).

N^{os} 1426-1427. Liste des trente plus imposés par département (an XIII-an XIV).

N^o 1428. Conseils municipaux. Nominations (an VIII-1809).

N^{os} 1436 et 1438. Liste des six cents plus imposés par département (1811-1813).

N^{os} 1498-1534. Bulletins de Police (1807-1814).

N^{os} 3782-3785. Idem (1814-1815).

SÉRIE AFIV^x. — *Registres*.

N^{os} 86-89. Mandements d'Evêques (1808-1811).

N^{os} 241-249. Secrétairerie d'Etat Impériale. Finances. Contributions et revenus. Tableau par départements (an X-1810).

ARCHIVES DE LA MARINE (aux Archives Nationales) ².

SÉRIE BB³. — *Correspondance du ministre avec les Ports*. Correspondance envoyée, n^o 243, 1 registre : Saint-Servan, Saint-Brieuc, Paimpol et Bréhat (1805).

ARCHIVES DE LA GUERRE.

I. — *Archives historiques*. Archives modernes. Première Partie : De la Révolution à la Paix d'Amiens, Armée de l'Ouest.

Correspondance (cartons).

N^o 1. (du 11 au 31 décembre 1799).

N^o 2. (janvier 1800).

N^o 3. (février, mars et avril 1800).

N^o 4. (mai, juin et 1^{re} quinzaine de juillet 1800).

N^o 5. (2^e quinzaine de juillet, août et septembre 1800).

N^o 6. (octobre, novembre et décembre 1800; janvier 1801).

N^o 7. (février, mars, avril, mai et juin 1801).

N^o 8. (juillet-décembre 1801, janvier-mai 1802).

2. Sur les Archives de la Marine en général, cf. Ch.-V. LANGLOIS et H. STEIN, *Les Archives de l'histoire de France*, Paris, 1893, 1 vol. in-8^o, p. 58-60.

3. Sur les Archives historiques modernes de la guerre, cf. Ch.-V. LANGLOIS et H. STEIN, *ibid.*, p. 55.

XIX

Situations (cartons).

- N° 1. (février 1799-avril 1802).
- N° 2. (juin 1799-janvier 1800).
- N° 3. (janvier-août 1800).
- N° 4. (septembre-décembre 1800).
- N° 5. (janvier-mars 1801).
- N° 6. (avril-août 1801).
- N° 7. (septembre 1801-avril 1802).

Série commune aux différentes époques. Correspondance militaire générale. 13^e Division militaire. Correspondance générale et ministérielle (1799-1809) (Registres) :

- N° 2. (1802-1803).
- N° 3. (1803-1807).

Ordres généraux de la Division (1801-1816).

II. — *Archives administratives*⁴. Dossiers des officiers généraux.

- N° 135. Général Delaborde.
- N° 181. — Casabianca.
- N° 398. — Travot.
- N° 470. — Frère.
- N° 485. — Roulland.
- N° 527. — Valletaux.
- N° 551. — Gratien.
- N° 805. — Lorcet.
- N° 859. — Simon.
- N° 946. — Boyer.
- N° 1073. — Fabre.
- N° 1078. — Vaufreland.
- N° 1236. — Cacault.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES CÔTES-DU-NORD⁵.

SÉRIE K. — *Lois, ordonnances et arrêtés du préfet.*

I. — *Arrêtés du préfet (registres).*

- 3 K 1^a. Arrêtés relatifs aux établissements publics (1^{er} floréal an VIII-8 vendémiaire an XII).

4. Sur les Archives administratives de la Guerre, cf. Ch.-V. LANGLOIS et H. STEIN, *op. cit.*, p. 55-57.

5. On trouvera le cadre général de classement des Archives dép. dans Ch.-V. LANGLOIS et H. STEIN, *op. cit.*, p. 71-74.

En ce qui concerne les Archives dép. des Côtes-du-Nord en particulier, on peut dire sans exagération que ce dépôt est un des plus déshérités qui soit,

- 3 K 1². Idem (17 vendémiaire an XII-30 janvier 1808).
- 3 K 1³. Idem (15 février 1808-24 février 1814).
- 3 K 1⁴. Idem (26 mars 1814-1827).
- 3 K 1⁵. Arrêtés relatifs à l'organisation des autorités constituées et aux objets généraux (28 germinal an VIII-17 prairial an IX).
- 3 K 1⁶. Idem (11 prairial an IX-5 août 1815).
- 3 K 2¹. Arrêtés relatifs à la formation des listes de jurés du tribunal criminel du département (prairial an VIII-14 septembre 1807).
- 3 K 2². Idem (14 septembre 1807-1810).
- 3 K 3¹. Arrêtés relatifs à l'organisation des mairies et conseils municipaux (an XIII-1816).
- 3 K 4¹. Arrêtés relatifs à la police (11 pluviôse-3 complémentaire an XII).
- 3 K 4². Idem (30 germinal an VIII-2 janvier 1806).
- 3 K 4³. Idem (3 mars 1806-1817).
- 3 K 6¹. Arrêtés relatifs aux propriétés communales (1^{er} frimaire an XIII-1^{er} août 1809).
- 3 K 6². Idem (1^{er} août 1809-25 septembre 1813).
- 3 K 6³. Idem (3 novembre 1813-8 mai 1820).
- 3 K 7¹. Arrêtés relatifs aux contributions directes (an VIII-an XII).

au point de vue des instruments de travail. On possède en tout et pour tout un *Inventaire sommaire des Archives départementales antérieures à 1789* par J. LAMARE, Saint-Brieuc, 2 vol. in-4°. Le tome I^{er} (1869) comprend les séries A à E; le tome II (1896), la suite incomplète de la série E. Pour les séries F à L, on est réduit, faute de mieux, à utiliser l'*Etat général par fonds des Archives départementales, Ancien Régime et Période révolutionnaire*, Paris, 1903, 1 vol. in-4°, Côtes-du-Nord, col. 173-179 et l'*Etat sommaire des Papiers de la Période révolutionnaire conservés dans les Archives départementales*, Paris, 1907, 2 vol. in-4°, t. I^{er}, Côtes-du-Nord, col. 499-528, que l'on complétera par les indications de sources données dans H. POMMERET (abbé), *L'esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution*. Bibliographie p. VIII-XI.

Pour les séries K et M-Z, c'est-à-dire celles qui concernent le XIX^e siècle et fournissent la principale documentation de ce livre, aucun répertoire, même sommaire. Ces séries étaient au moment où l'auteur a commencé de recueillir ses matériaux (en octobre 1909) dans le plus inextricable pêle-mêle et à peu près complètement inexplorées. L. DUBREUIL avait donné un coup de sonde dans la série Q et fourni sur cette série quelques renseignements précieux dans la bibliographie de sa thèse de doctorat es lettres sur *La vente des biens nationaux dans le département des Côtes-du-Nord (1790-1830)*, Paris, 1912, 1 vol. in-8°, p. XIV-XV. Par ailleurs, c'était l'inconnu. On verra par la bibliographie ci-dessous que quelques-unes de ces séries seulement — M par exemple (correspondances du préfet et des sous-préfets) — ont été sommairement classées et cotées. On a reproduit ces cotes toutes les fois qu'on a pu les retrouver. Mais, pour la plupart des séries, il a fallu se contenter de citer les registres et les liasses dans l'ordre où ils ont été communiqués et avec les indications très approximatives, parfois même erronées, qu'ils portaient.

- 3 K 7¹. Idem (an XII-1808).
 3 K 7². Idem (1808-1810).
 3 K 7⁴. Idem (1813-1816).
 3 K 7¹⁶. Arrêtés relatifs aux dépenses administratives et judiciaires (an VIII-an XI).
 3 K 7¹⁷. Idem (an XI-an XIII).
 3 K 7¹⁸. Idem (an XIII-1808).
 3 K 7¹⁹. Idem (1809-1812).
 3 K 7^{19 bis}. Arrêtés relatifs aux frais de justice criminelle (an VIII-an XI).
 3 K 7²⁰. Idem (an XII).
 3 K 7²¹. Idem (an XII-1808).
 3 K 7²². Idem (1808-1818).
 3 K 7²³. Arrêtés relatifs aux prisons et aux frais de conciergerie (an VIII-an X).
 3 K 7²⁵. Idem (an XIII-1815).
 3 K 7²⁶. Idem (an XI-an XIII).
 3 K 7²⁷. Idem (1809-1810).
 3 K 7²⁸. Arrêtés relatifs aux octrois et contributions indirectes (1807-1811).
 3 K 7²⁹. Idem (1811-1831).
 3 K 8¹. Arrêtés relatifs aux domaines nationaux et au personnel des émigrés⁶ (an VIII-an IX).
 3 K 8². Idem (an IX-an X).
 3 K 8³. Idem (an X-an XI).
 3 K 8⁴. Idem (an XI-an XIII).
 3 K 8⁵. Idem (an XIII-1806).
 3 K 8⁶. Idem (1806-1808).
 3 K 8⁷. Idem (1808-1809).
 3 K 8⁸. Idem (1809-1811).
 3 K 8⁹. Idem (1811-1813).
 3 K 8¹⁰. Idem (1813-1817).
 3 K 8¹¹. Arrêtés relatifs à la liquidation des créances sur les émigrés et les corporations supprimées (28 prairial an VIII-11 novembre 1811).
 3 K 8¹⁴. Transcription des arrêtés du ministre de la Police générale relatifs aux émigrés (an IX-an X).
 3 K 9¹. Arrêtés relatifs aux subsistances militaires (germinal an VIII-an XIII).
 3 K 9². Idem (an XIII-1807).
 3 K 9⁴. Arrêtés relatifs à la gendarmerie nationale, aux mouvements et levées de troupes (29 germinal an VIII-16 mai 1808).

6. Ces arrêtés n'ont été mentionnés par L. DUBREUIL, *op. cit.*, p. XIII que de la façon très sommaire que voici : « Registres des arrêtés du préfet. Très nombreux registres non classés. *Passim.* »

- 3 K 9⁵. Idem (10 juin 1808-1835).
 3 K 10¹. Arrêtés relatifs aux travaux publics (an VIII-an X).
 3 K 10². Idem (an X-an XII).
 3 K 10³. Idem (an XII).
 3 K 10⁴. Idem (an XIII).
 3 K 10⁵. Idem (an XIV).
 3 K 10⁶. Idem (1807-1809).
 3 K 10⁷. Idem (1809-1811).
 3 K 10⁸. Idem (1811-1813).
 3 K 10⁹. Idem (1813-1817).
 3 K 13¹. Arrêtés relatifs aux nominations de marguilliers
 (an XII-1808).
 3 K 13². Arrêtés relatifs aux cultes (an X-1808).
 3 K 13³. Idem (1808-1823).
 3 K 14¹. Arrêtés relatifs aux secours publics, hospices et octrois
 de bienfaisance (an VIII-an XI).
 3 K 14². Idem (an XI-an XIII).
 3 K 14³. Idem (an XIII-1807).
 3 K 14⁴. Idem (1807-1816).

II. — *Arrêtés des sous-préfets* (registres).

- 4 K 1. Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (11 prairial
 an VIII-28 vendémiaire an XI).
 4 K 2. Idem (7 brumaire an XI-10 nivôse an XIV).
 4 K 3. Idem (17 janvier 1806-18 février 1813).
 4 K 4. Idem (18 février 1813-10 juin 1836).

III. — *Arrêtés rendus en conseil de préfecture*.

- 5 K 3⁵. Délibérations et arrêtés du conseil de préfecture
 relatifs au contentieux des contributions directes
 (an VIII-an XII).
 5 K 3⁷. Idem (an XII-1807).
 5 K 3⁸. Idem (1807-1811).
 5 K 3⁹. Idem (1811-1813).
 5 K 3¹⁰. Idem (1813-1814).
 5 K 4¹. Délibérations et arrêtés du conseil de préfecture
 relatifs au contentieux des domaines nationaux
 (an VIII-an IX).
 5 K 4². Idem (an IX-an XI).
 5 K 4³. Idem (an XI-an XII).
 5 K 4⁴. Idem (an XII-1806).
 5 K 4⁵. Idem (1806-1808).
 5 K 4⁶. Idem (1808-1809).
 5 K 4⁷. Idem (1809-1811).

XXIII

- 5 K 4⁸. Idem (1811-1813).
- 5 K 4⁹. Idem (1813-1823).
- 5 K 5¹. Délibérations et décisions du conseil de préfecture
relatives aux travaux publics (an VIII-1827).
- 5 K 5². Idem (an VIII-1810).

SÉRIE L. — *Epoque révolutionnaire*⁷.

L^t. Instruction publique. Ecole centrale de Saint-Brieuc
(an IV-an IX), 7 liasses.

SÉRIE M. — *Personnel et administration générale*.

I. — *Correspondance du préfet :*

- 2 M 11 et 2 M 12. Comptes analytiques des arrêtés, ordon-
nances et correspondance du préfet (Adminis-
tration des domaines), 2 liasses.
- 2 M 18. Correspondance du préfet. Bureau particulier, 1 re-
gistre.
- 2 M 22. Correspondance intérieure⁸ du préfet. Objets géné-
raux, registre (25 germinal an VIII-25 vendémiaire
an X).
- 2 M 23. Idem (25 vendémiaire an X-30 fructidor an XI).
- 2 M 24. Idem (2 complémentaire an XI-30 prairial an XII).
- 2 M 25. Idem (30 prairial an XII-2 juillet 1810).
- 2 M 26. Idem (3 juillet 1810-14 juillet 1812 et 26 juillet 1814-
16 mars 1815).
- 2 M 36. Correspondance extérieure⁹. Objets généraux (4 floréal
an VIII-21 frimaire an XIV).
- 2 M 37. Idem (3 janvier 1807-19 avril 1815).
- 2 M 38. Idem (21 avril 1815-17 mai 1817).
- 2 M 45. Correspondance intérieure et extérieure. Objets géné-
raux (13 janvier 1810-20 mars 1816).
- 2 M 46. Correspondance intérieure. Police administrative et
de sûreté générale (25 germinal an VIII-11 ther-
midor an IX).
- 2 M 47. Idem (11 thermidor an IX-10 prairial an XI).
- 2 M 48. Idem (11 prairial an XI-26 messidor an XIII).

⁷. Cf. *L'Etat sommaire des papiers de la période révolutionnaire conservés dans les Archives départementales*, cité ci-dessus.

⁸. La « correspondance intérieure » désigne la correspondance échangée avec des autorités ou des particuliers « à l'intérieur » du département.

⁹. La « correspondance extérieure » désigne la correspondance échangée avec des autorités ou des particuliers à l'extérieur du département, notamment avec les ministres.

- 2 M 49. Idem (26 messidor an XIII-17 août 1807).
- 2 M 50. Idem (17 août 1807-23 juin 1810).
- 2 M 51. Idem (27 juin 1810-15 juillet 1812).
- 2 M 53. Idem (15 juillet-16 décembre 1812 et 1^{er} juillet 1814-15 mars 1816).
- 2 M 55. Correspondance extérieure. Police administrative et de sûreté générale (25 germinal an VIII-16 prairial an IX).
- 2 M 56. Idem (16 prairial an IX-3 complémentaire an X).
- 2 M 57. Idem (10 vendémiaire an XI-8 frimaire an XIV).
- 2 M 58. Idem (8 frimaire an XIV-21 juillet 1808).
- 2 M 59. Idem (21 juillet 1808-19 novembre 1817).
- 2 M 62. Correspondance relative à la police secrète (8 vendémiaire an IX-25 brumaire an XIII).
- 2 M 63. Idem (3 frimaire an XIII-30 mai 1807).
- 2 M 64. Correspondance intérieure relative aux établissements publics (27 germinal an VIII-27 prairial an X).
- 2 M 65. Idem (28 prairial an X-17 brumaire an-XII).
- 2 M 66. Idem (17 brumaire an XII-29 messidor an XIII).
- 2 M 67. Idem (29 messidor an XIII-1^{er} août 1806).
- 2 M 68. Idem (1^{er} août 1806-18 avril 1809).
- 2 M 69. Idem (19 avril 1809-22 juin 1812).
- 2 M 70. Idem (24 juin 1812-29 mai 1815).
- 2 M 72. Correspondance extérieure relative aux établissements publics (25 germinal an VIII-18 pluviôse an XII).
- 2 M 73. Idem (18 pluviôse an XII-20 février 1808).
- 2 M 74. Idem (27 février 1808-4 septembre 1812).
- 2 M 75. Idem (4 septembre 1812-28 juin 1816).
- 2 M 80. Correspondance générale relative à l'administration des biens communaux et de fabrique (18 vendémiaire an XIV-19 novembre 1806).
- 2 M 81. Idem (19 novembre 1806-16 août 1808).
- 2 M 82. Idem (17 août 1808-18 octobre 1809).
- 2 M 83. Idem (20 octobre 1809-8 juillet 1811).
- 2 M 84. Idem (10 juillet 1811-10 octobre 1814).
- 2 M 85. Idem (12 octobre 1814-8 mars 1819).
- 2 M 92. Correspondance intérieure relative aux octrois et impôts indirects (5 janvier 1808-2 avril 1810).
- 2 M 93. Idem (2 avril 1810-17 mai 1815).
- 2 M 94. Correspondance extérieure relative aux octrois et impôts indirects (26 décembre 1809-9 mai 1815).
- 2 M 95. Correspondance intérieure et extérieure relative aux octrois et impôts indirects (18 mai 1815-24 janvier 1816).
- 2 M 96. Correspondance intérieure relative aux contributions directes (26 germinal an VIII-24 pluviôse an IX).

- 2 M 97. Idem (24 pluviôse an IX-1^{er} ventôse an X).
 2 M 98. Idem (1^{er} ventôse an X-24 brumaire an XI).
 2 M 99. Idem (21 brumaire an XI-18 pluviôse an XII).
 2 M 100. Idem (19 pluviôse an XII-19 nivôse an XIII).
 2 M 101. Idem (19 nivôse an XIII-19 décembre 1806).
 2 M 102. Idem (20 décembre 1806-14 mars 1808).
 2 M 103. Idem (14 mars 1808-24 juillet 1809).
 2 M 104. Idem (24 juillet 1809-21 septembre 1810).
 2 M 105. Idem (24 septembre 1810-27 janvier 1812).
 2 M 106. Idem (27 janvier 1812-21 août 1813).
 2 M 107. Idem (23 août 1813-25 octobre 1814).
 2 M 108. Idem (25 octobre 1814-17 janvier 1816).
 2 M 115. Correspondance extérieure relative aux contributions directes (25 germinal an VIII-8 février 1808).
 2 M 116. Idem (10 février 1808-26 mai 1813).
 2 M 117. Idem (28 mai 1813-29 janvier 1819).
 2 M 120. Correspondance intérieure et extérieure relative à la comptabilité (24 germinal an VIII-26 décembre 1810).
 2 M 121. Idem (23 prairial an VIII-4 août 1810).
 2 M 122. Correspondance intérieure relative aux domaines nationaux (28 germinal an VIII-22 thermidor an IX).
 2 M 123. Idem (24 thermidor an IX-1^{er} pluviôse an XI).
 2 M 124. Idem (4 pluviôse an XI-21 vendémiaire an XIII).
 2 M 125. Idem (23 vendémiaire an XIII-27 février 1806).
 2 M 126. Idem (1^{er} mars 1806-28 août 1807).
 2 M 127. Idem (31 août 1807-22 août 1809).
 2 M 128. Idem (22 août 1809-2 décembre 1811)¹⁰.
 2 M 130. Correspondance générale intérieure et extérieure relative aux domaines nationaux et aux émigrés (10 décembre 1811-31 mai 1813).
 2 M 131. Idem (31 mai 1813-6 août 1816)¹¹.
 2 M 136. Correspondance extérieure relative aux domaines nationaux (26 germinal an VIII-27 brumaire an XI).
 2 M 137. Idem (27 brumaire an XI-4^e complémentaire an XIII).
 2 M 138. Idem (3 vendémiaire an XIV-29 avril 1808).
 2 M 139. Idem (29 avril 1808-2 décembre 1811)¹².
 2 M 142. Correspondance diverse relative à la guerre (27 germinal an VIII-18 germinal an IX).

10. Registres cités par L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, bibliographie p. XIV sous la cote Qm 122-128.

11. Registres cités par L. DUBREUIL, *ibid.*, p. XIV sous la rubrique Qm sans autre cote.

12. Registres cités par L. DUBREUIL, *ibid.*, p. XIV, sous la cote Q2 m 136-139.

- 2 M 143. Idem (18 germinal an IX-11 floréal an X).
 2 M 144. Correspondance intérieure relative à la guerre (31 octobre 1815-15 avril 1816).
 2 M 145. Correspondance diverse relative à la guerre (26 germinal an VIII-5 vendémiaire an IX).
 2 M 146. Idem (6 vendémiaire an IX-3 complémentaire an X).
 2 M 147. Idem (11 floréal an X-17 frimaire an XI).
 2 M 148. Idem (17 frimaire-11 germinal an XI).
 2 M 149. Idem (11 germinal-27 messidor an XI).
 2 M 150. Idem (27 messidor an XI-29 vendémiaire an XII).
 2 M 151. Idem (3 brumaire-7 pluviôse an XII).
 2 M 152. Idem (7 pluviôse-13 germinal an XII).
 2 M 153. Idem (13 germinal an XII-3 nivôse an XIII).
 2 M 154. Idem (3 nivôse an XIII-19 frimaire an XIV).
 2 M 155. Idem (19 frimaire an XIV-8 décembre 1806).
 2 M 156. Idem (8 décembre 1806-24 juillet 1807).
 2 M 157. Idem (24 juillet 1807-23 mai 1808).
 2 M 158. Idem (23 mai-31 décembre 1808).
 2 M 159. Idem (2 janvier-20 septembre 1809).
 2 M 160. Idem (22 septembre 1809-19 décembre 1810).
 2 M 161. Idem (19 décembre 1810-11 janvier 1815).
 2 M 162. Idem (13 janvier-31 octobre 1815).
 2 M 168. Correspondance extérieure relative à la guerre (27 messidor an XI-5 thermidor an XII).
 2 M 169. Idem (5 thermidor an XII-21 frimaire an XIII).
 2 M 170. Idem (21 frimaire an XIII-5 août 1807).
 2 M 171. Idem (5 août 1807-28 avril 1809).
 2 M 172. Idem (1^{er} mai 1809-10 mai 1811).
 2 M 173. Idem (14 mai 1811-22 août 1814).
 2 M 174. Idem (22 août 1814-19 juin 1816).
 2 M 181. Correspondance relative à la guerre. Sections des prisons¹³ (28 germinal an VIII-13 floréal an XI).
 2 M 182. Idem (13 floréal an XI-25 ventôse an XIII).
 2 M 183. Idem (25 ventôse an XIII-20 novembre 1809).
 2 M 184. Idem (8 décembre 1809-25 septembre 1812).
 2 M 185. Correspondance intérieure relative aux travaux publics (27 germinal an VIII-11 frimaire an X).
 2 M 186. Idem (12 frimaire an X-28 prairial an XI).
 2 M 187. Idem (28 prairial an XI-7 germinal an XII).
 2 M 188. Idem (8 germinal an XII-28 floréal an XIII).
 2 M 189. Idem (28 floréal an XIII-22 juin 1807).
 2 M 190. Idem (22 juin 1807-23 mai 1809).
 2 M 191. Idem (23 mai 1809-10 juillet 1810).

13. Le titre de ces registres semble inexact. Il n'y est point question d'affaires militaires, mais bien de la justice et des prisons civiles.

XXVII

- 2 M 192. Idem (18 juillet 1810-20 mai 1812).
- 2 M 193. Idem (20 mai 1812-30 janvier 1815).
- 2 M 194. Idem (30 janvier 1815-24 janvier 1816).
- 2 M 211. Correspondance extérieure relative aux travaux publics (28 germinal an VIII-24 pluviôse an XIII).
- 2 M 212. Idem (15 ventôse an XIII-27 novembre 1811).
- 2 M 213. Idem (28 novembre 1811-16 janvier 1816).
- 2 M 215. Correspondance relative aux cultes et aux pensions (4 floréal an X-4 fructidor an XI).
- 2 M 216. Idem (9 fructidor an XI-21 ventôse an XIII).
- 2 M 217. Idem (21 ventôse an XIII-3 juin 1808).
- 2 M 218. Idem (6 juin 1808-30 septembre 1816).
- 2 M 220. Correspondance intérieure relative aux secours publics (27 germinal an VIII-29 nivôse an X).
- 2 M 221. Idem (1^{er} pluviôse an X-15 nivôse an XII).
- 2 M 222. Idem (15 nivôse an XII-4 floréal an XIII).
- 2 M 223. Idem (4 floréal an XIII-15 juillet 1806).
- 2 M 224. Idem (16 juillet 1806-10 avril 1807).
- 2 M 225. Idem (10 avril 1807-13 janvier 1808).
- 2 M 226. Idem (17 janvier 1808-6 mars 1811).
- 2 M 227. Idem (6 mars 1811-8 juillet 1813).
- 2 M 228. Idem (8 juillet 1813-22 janvier 1816).
- 2 M 229. Correspondance extérieure relative aux secours publics (29 germinal an VIII-20 mai 1806).
- 2 M 230. Idem (31 mai 1806-26 décembre 1809).
- 2 M 231. Idem (10 janvier 1810-29 janvier 1816).

II. — *Correspondance des sous-préfets :*

- 2 M 262. Correspondance diverse du sous-préfet de Saint-Brieuc (11 octobre 1814-30 juin 1815).
- 2 M 264. Correspondance du sous-préfet de Guingamp avec le préfet du département (6 prairial an VIII-15 prairial an IX).
- 2 M 265. Correspondance générale du sous-préfet de Guingamp avec le préfet du département (6 prairial an VIII-15 prairial an XI).
- 2 M 1¹. Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités supérieures (11 prairial an VIII-29 ventôse an X).
- 2 M 1². Idem (1^{er} germinal an X-30 germinal an XII).
- 2 M 1³. Idem (1^{er} floréal an XII-30 juin 1806).
- 2 M 1⁴. Idem (1^{er} juillet 1806-19 octobre 1808).
- 2 M 1⁵. Idem (15 octobre 1808-27 février 1811).
- 2 M 1⁶. Idem (1^{er} mars 1811-9 août 1813).
- 2 M 1⁷. Idem (9 août 1813-3 novembre 1815).

XXVIII

11 Registres non cotés. Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités inférieures ou égales et avec les particuliers.

- N° 1. (21 brumaire an X-30 vendémiaire an XI).
- N° 2. (1^{er} brumaire an XI-30 brumaire an XII).
- N° 3. (1^{er} frimaire an XII-12 brumaire an XIII).
- N° 4. (12 brumaire an XIII-31 janvier 1806).
- N° 5. (1^{er} février 1806-9 avril 1807).
- N° 6. (9 avril 1807-25 août 1808).
- N° 7. (26 août 1808-26 février 1810).
- N° 8. (1^{er} mars 1810-6 août 1811).
- N° 9. (7 août 1811-29 mars 1813).
- N° 10. (30 mars 1813-12 mars 1815).
- N° 11. (12 mars 1815-13 décembre 1817).

III. — Administration générale :

Elections (législatives, conseil général et conseil d'arrondissement), 1 liasse non cotée.

Elections et nominations communales, 1 liasse non cotée.

Personnel, 1 liasse non cotée.

2 M^l. Ministère de l'Intérieur. Circulaires imprimées, 1 liasse.

2 M 261. Lettres adressées au préfet par plusieurs fonctionnaires et autres personnes (an XII-1807), 1 liasse.

IV. — Police :

5 M. Police générale et administrative (an VII), 1 carton.

Idem (an IX), 3 cartons.

Idem (an X), 1 carton.

Idem (an XI), 1 carton.

Idem (an XII), 2 cartons.

Idem (an XIII), 1 carton.

Idem (an XIV-1806), 2 cartons.

Idem (1807), 1 carton.

Idem (1808), 1 carton.

Idem (1809), 1 carton.

Idem (1810), 1 carton.

Idem (1811), 1 carton.

Idem (1812), 1 carton.

Idem (1813), 1 carton.

Idem (1814), 1 carton.

Idem (1815). 1 carton.

Idem (1800-1815), 1 carton.

5 M. Police générale (an VIII-1815), 1 liasse.

XXIX

- 5 M 1. Personnel des commissaires de police (an VIII-1823),
1 liasse.
5 M 3. Idem. Dinan et Guingamp, 1 liasse.
5 M 4. Idem. Lannion et Loudéac, 1 liasse.
5 M 127-5 M 129. Police des théâtres (an VIII-1865), 3 liasses.
5 M 137. Surveillance légale. Instructions et correspondance
générale (an IX-1819), 1 liasse (concerne les forçats
libérés).

V. — *Subsistances* :

- 7 M 1. Produits des récoltes. Instructions, correspondance et
tableaux (an VIII-1820), 1 liasse.

VI. — *Mercuriales* :

- 1 registre (ans IX, X et XI).
1 registre (1807-1814).

VII. — *Statistique* :

- 11 M 2. Statistique générale (an VIII-1858), 1 liasse.

VIII. — *Agriculture* :

- Epizooties (an IX-1830), 1 liasse non cotée.

IX. — *Industrie et Commerce* :

- 13 M 1. Correspondance ministérielle (an VIII-1824) et Cham-
bres consultatives de Quintin, Uzel, et Moncontour
(an XII-1847), 1 liasse.
13 M 2. Registre des délibérations du conseil du commerce.

SÉRIE N. — *Administration et comptabilité départementales*.

- 1 N 11. Registre des délibérations du conseil général des
Côtes-du-Nord (an VIII-an X).
1 N 12. Idem (an X-an XII).
1 N 13. Idem (an XIII).
1 N 14. Idem (1806).
1 N 15. Idem (1807-1813).
1 N 16. Idem (1813-1821).
1 N 97. Registre des délibérations du conseil d'arrondissement
de Saint-Brieuc (an VIII-1811).
1 N 97^{bis}. Idem (1814).
2 N 1. Registre des délibérations du conseil d'arrondissement
de Lannion (an VIII-1840).

SÉRIE P. — *Finances, cadastre, postes, eaux et forêts*

- 1 P 8. Personnel des receveurs généraux (an XI-1840), 1 liasse.
- 1 P 16. 1 liasse.
- 1 P 25. Ministre des Finances (an VIII), 1 liasse.
- 1 P 26. Divers, 1 liasse.
- 1 P 28. Idem, 1 liasse.
- 2 P. Contributions directes, 1 liasse factice.
- 2 P. Contributions directes. Percepteurs (an X-1815), 2 liasses.
- 2 P. Commissions et prestations de serment des percepteurs, 1 liasse.
- 2 P. Contributions. Cautionnement des receveurs municipaux (an XII-1824), 1 liasse.
- 2 P 21. Contributions directes. Répartements (an VIII-1806), 1 liasse.
- 2 P 3. Idem (1811-1819), 1 liasse.
- 2 P 4. Idem (1807-1813), 1 liasse.
- 2 P 7. Contributions directes. Percepteurs. Cautionnements (an XI-1826), 1 liasse.
- 2 P 28. Contributions extraordinaires, 1 liasse.
- 4 P 2. Taxe spéciale sur les tabacs pour l'an XII, 1 liasse.
- 4 P 3. Tabacs, 1 liasse.
- 4 P 4. Contributions indirectes (poids et mesures), 1 liasse.
- 6 P. Douanes. Divers, 1 liasse.
- 7 P. Postes et télégraphes (an VIII-1808), 1 liasse.
- 8 P. Monnaies, 1 liasse.
- 8 P 1-8 P 4. Poids et mesures. Divers, 4 liasses.

SÉRIE R. — *Guerre et affaires militaires* ¹⁴.

Correspondance diverse (liasses non cotées).

An VIII, 1 liasse.

An IX, 1 liasse.

An X, 1 liasse.

An XI, 1 liasse.

An XII, 1 liasse.

An XIII, 1 liasse.

 $\frac{1 R}{236}$ Instructions, 1 liasse. $\frac{1 R}{259}$ Instructions. Lettres ministérielles (an VIII-1829), 1 liasse.

Recrutement. Instructions ministérielles, 3 liasses non cotées.

Recrutement de l'armée (1800-1815), 4 liasses non cotées.

¹⁴ Cette série est une des plus inextricablement confuses du dépôt : on a dû adopter un classement arbitraire et provisoire.

1 R
25. Exemption et remplacement (an VIII), 1 liasse.

Conscription (1807), 1 liasse non cotée (inexactement intitulée « Défense des côtes »).

Divers (1810), 1 liasse non cotée (concerne en réalité les levées de conscrits maritimes et d'ouvriers pour les arsenaux).

Divers, 1 liasse non cotée (conscription)

Commandement des Côtes-du-Nord (1806), 1 liasse non cotée

Idem (1812), 1 liasse non cotée.

Idem (1815). Correspondance, 1 liasse non cotée.

Etats de services, 1 liasse non cotée.

Vétérans. Lettres ministérielles et contrôle, 1 liasse non cotée.

1 R
130. Vélites (an XII-1815), 1 liasse.

Gardes d'honneur, 4 liasses non cotées.

Idem (1813), 1 liasse non cotée.

Compagnie de réserve. Délibérations du Conseil d'administration, 1 registre non coté.

Compagnie de réserve et gardes-côtes, 1 liasse non cotée.

Canonniers gardes-côtes et correspondance du général Boyer, 1 liasse non cotée.

Remonte (an VIII-1820), 1 liasse non cotée.

Mouvements des troupes. Etapes et convois (an IX-1825), 1 liasse non cotée.

Gendarmerie nationale (an VIII-1829), 1 liasse non cotée.

Garde nationale et divers, 1 liasse non cotée.

Garde nationale (1813), 1 liasse non cotée.

Idem (1814-1815), 1 liasse non cotée.

4 R. Délibérations du conseil d'administration de la garde nationale, 1 registre.

4 R 3. Conseil d'organisation, 1 registre.

4 R 9. Garde nationale. Colonnes mobiles. Instructions ministérielles, 1 liasse.

4 R 10. Garde nationale. Comptabilité, 1 liasse.

4 R 11-4 R 15. Garde nationale (1813-1814), 5 liasses.

7 R 3. Ecoles militaires et Prytanée, 1 liasse.

Jury d'équité ou commission départementale (1814 et 1815). 1 liasse non cotée.

Recrutement, armes, fort des Sept-Iles et divers (1814), 1 liasse non cotée (concerne en réalité les prisonniers de guerre).

Défense des côtes (1808). Garde nationale, artillerie, prisonniers de guerre, 1 liasse non cotée.

Divers (1809), 1 liasse non cotée.

Divers (1813), 1 liasse non cotée.

Divers, 1 liasse non cotée.

SÉRIE S. — *Travaux publics.*

- Ponts et Chaussées. Personnel. Ingénieur en chef, 1 liasse non cotée.
- Ponts et Chaussées. Police des routes et correspondance générale du ministre et de l'administration des Ponts et Chaussées, 1 liasse non cotée.
- Ponts et Chaussées. Personnel. Inspecteurs et conducteurs, 1 liasse non cotée.
- Correspondance de l'ingénieur en chef (1809-1813), 1 liasse non cotée.
- Travaux publics. Divers, 1 liasse non cotée.
- Ponts et Chaussées. Correspondance ministérielle (an XIII, 1811 et 1812), 1 liasse non cotée.
- Personnel. Ingénieurs ordinaires, 1 liasse non cotée.
- Personnel et traitements, 1 liasse non cotée.
- Travaux publics. Grandes routes. Organisation des cantonniers (1808-1809), 1 liasse non cotée.
- Travaux publics. Etat des ouvrages entrepris sur les grandes routes du département (an VIII-an XIV), 1 liasse non cotée.
- Ports maritimes. Pièces générales, 1 liasse non cotée.
- Idem. Divers, 1 liasse non cotée.
- 3 S. Service hydraulique. Cours d'eau et usines, 2 liasses.
- 4 S. Bacs et bateaux (1792-1820), 1 liasse.
Bacs et bateaux (an IX-1835), 1 liasse.
- 5 S 4. Navigation intérieure. Canalisation entre Nantes et Brest (an XI-1838), 1 liasse.
- 5 S 20. Canal d'Ille-et-Rance. Pièces diverses (1813-1840), 1 liasse.
- 6 S. Ports maritimes. Pièces générales et communes à plusieurs ports, 1 carton.
- 6 S. Phare du cap Fréhel, 1 liasse.
- 6 S. Port du Légué, 1 liasse.
- 6 S 1. Ports maritimes. Pièces générales, 1 liasse.
- 6 S 4. Port de Binic (an IX-1830), 1 liasse.
- 6 S 31. Phares et fanaux. Pièces générales (1806-1832), 1 liasse.
- 6 S 39. Balises et amers (an X-1839), 1 liasse.
- 7 S. Mines et minières, 1 liasse.
- 7 S 1. Idem (an IX-1849), 1 liasse.

SÉRIE T. — *Instruction publique, Sciences et Arts.*

- Généralités. Enseignement primaire (an VIII-1815), 1 liasse non cotée.
- Idem. Enseignement secondaire (an VIII-1815), 1 liasse non cotée.

XXXIII

- Ecole centrale de Saint-Brieuc (an X), 13 liasses non cotées.
 Idem (an XI), 14 liasses non cotées.
 Idem. Correspondance (an XI-1808), 7 liasses non cotées.
 Délibérations du Bureau d'administration de l'Ecole secondaire communale de Saint-Brieuc (an XII-1852), 1 registre non coté.
 Collège de Saint-Brieuc (1809-1815), 1 liasse non cotée.
 Ecole secondaire de Guingamp. Correspondance (an IX-1815), 1 liasse non cotée.
 Délibérations du Bureau d'administration du collège de Lannion (1804-1838), 1 registre non coté.
 Ecole secondaire de Lamballe (an XII-1851), 1 liasse non cotée.
 Ecole secondaire de Tréguier (an X-1838), 1 liasse non cotée.

HORS SÉRIE. — Ecole centrale de Saint-Brieuc. Recueil de thèses imprimées (an VIII-an XII).

Idem. Palmarès (an VIII-an XI).

Ecole secondaire communale de Saint-Brieuc. Thèses de l'an XII.

SÉRIE U. — *Justice.*

- 1 U 1. Justice (1800-1815), 1 liasse.
 1 U 2. Frais de justice, 1 liasse.
 2 U. Justices de paix. Divers, 1 liasse.
 2 U 1. Justices de paix. Organisation (an VIII-1815), 1 liasse.
 2 U 2. Idem, 1 liasse.
 3 U. Tribunaux de première instance des 5 arrondissements (1800-1815), 1 liasse.
 6 U. Justice militaire (an IX-1807), 1 liasse.
 7 U. Notaires. Divers. 1 liasse.
 7 U. Notaires certificateurs, 1 liasse.
 Tribunaux de commerce (1800-1830), 1 liasse non cotée.
 Tribunal de commerce de Saint-Brieuc. Registre d'audience (an VIII-1809), 1 registre non coté.
 Idem. Liquidation de courses de différents corsaires (1806-1812), 1 liasse non cotée.

SÉRIE V. — *Cultes.*

- Cultes. Police (an VIII-1815).
 Cultes (an VIII au Concordat), 1 liasse non cotée.
 Pensionnaires ecclésiastiques (an VIII), 1 liasse non cotée.
 Cultes avant le Concordat (an IX), 1 liasse non cotée.

$\frac{1 \text{ V } 1}{1}$. Police du culte (an IX), 1 liasse.

$\frac{1 \text{ V } 1}{2}$. Idem, 1 liasse.

XXXIV

- Cultes. Divers (an IX-an X), 1 liasse non cotée.
- Personnel ecclésiastique. Dénombrement des prêtres et leur réunion (an X), 1 liasse non cotée.
- Prêtres émigrés, 1 liasse non cotée.
- Cultes (an X), 1 liasse non cotée.
- Organisation du culte. Personnel (an X), 1 liasse non cotée.
- Réorganisation du culte catholique (an X), 1 liasse non cotée.
- Idem (an XI), 1 liasse non cotée.
- Déclarations de soumission des prêtres rentrés (an X-1810), 1 registre non coté.
- Circonscriptions ecclésiastiques : cures et succursales, 1 liasse non cotée.
- Tableau des cures et succursales du diocèse, 1 registre non coté.
- Notes et extraits : Concordat, 1 liasse non cotée.
- Extraits du carton : curés (an XI-1813), 1 liasse non cotée.
- Frais du culte, 1 liasse non cotée.
- Police, 1 liasse non cotée.
- Réorganisation du culte catholique (an XII), 2 liasses non cotées.
- Prestation de serment, 1 liasse non cotée.
- Desservants et succursales, 1 liasse non cotée.
- Prestation de serment des desservants (an XII-1814), 1 liasse non cotée.
- Traitements du clergé (1806), 1 liasse non cotée.
- Exécution du décret du 30 septembre 1807, 1 liasse non cotée.
- Pensions ecclésiastiques, 2 cartons non cotés.
- Traitements du clergé et divers : arrondissement de Loudéac, 1 liasse non cotée.
- Circonscriptions paroissiales an XIII, 1 liasse non cotée.
- Desservants (an XII-1814), 1 liasse non cotée.
- Idem (1807-1815), 1 liasse non cotée.
- Arrondissement de Lannion : traitement des desservants, 1 liasse non cotée.
- $\frac{1V4}{1}$. Eglises et Presbytères, 1 liasse.
- $\frac{1V12}{1}$. Grand séminaire de Saint-Brieuc : bourses et demi-bourses, 1 liasse.
- Organisation du culte : cloches, 1 liasse non cotée.
- Idem : mobilier, 1 liasse non cotée.
- Conseils de fabrique. Marguilliers, 1 liasse non cotée.
- Conseils de fabrique, 2 articles non cotés.
- Mandements de M^{re} Caffarelli, 1 liasse non cotée.
- Dossier Caffarelli, 1 liasse non cotée.

Refus de sacrements et de sépultures religieuses (1800-1815),
1 liasse non cotée.

Mésintelligence entre les maires et les recteurs, 1 liasse non
cotée.

Fêtes supprimées. Repos dominical, 1 liasse non cotée.

Exercice du culte : publications, 1 liasse non cotée.

Publications dans les églises. Son des cloches, 1 liasse non
cotée.

Quêtes, 1 liasse non cotée.

Pèlerinages et processions, 1 liasse non cotée.

Missions et calvaires (1800-1815), 1 liasse non cotée.

Police (an X-1811), 1 liasse non cotée.

Prêtres insoumis, 1 liasse non cotée.

Divers, 2 liasses non cotées.

$\frac{4 V}{2}$. Ordres religieux : renseignements généraux (1809),
1 liasse.

$\frac{4 V}{3 \text{ et } 4}$. Idem : pièces communes. Tableau du personnel (1807-
1812), 1 liasse.

Ordres religieux d'hommes : 1 liasse non cotée.

Religieuses. Généralités, 1 liasse non cotée.

Ursulines de Tréguier (1809-1831), 1 liasse non cotée.

Idem de Quintin (1806-1831), 1 liasse non cotée.

Idem de Dinan (1809-1852), 1 liasse non cotée.

Idem de Lamballe (an XII-1826), 1 liasse non cotée.

Idem de Lannion, 1 liasse non cotée.

$\frac{4 V}{7}$. Filles de la Croix de Tréguier, 1 liasse.

$\frac{4 V}{7 \text{ et } 9}$. Filles de la Croix de Guingamp, 1 liasse.

$\frac{4 V}{10-13}$. Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de Tréguier,
1 liasse.

Hospitalières de Lannion. Demande de rétablissement (an IX-
1810), 1 liasse non cotée.

Hospice de Lannion, 1 liasse non cotée.

Hospitalières de Guingamp, 1 liasse non cotée.

$\frac{4 V}{19 \text{ et } 20}$. Dames du Refuge, 1 liasse.

$\frac{4 V}{33}$. Filles de Saint-Thomas, 1 liasse.

Filles du Saint-Esprit d'Uzel, 1 liasse non cotée.

Dissolution des congrégations non autorisées (1809), 1 liasse
non cotée.

Confréries, 1 liasse non cotée.

Pièces diverses : Protestants, Juifs, 1 liasse non cotée.

HORS SÉRIE. — Documents concernant la Franc-Maçonnerie communiqués par M. D. Tempier, archiviste des Côtes-du-Nord.

SÉRIE X. — *Etablissements de Bienfaisance.*

- 1 X. Hospices et Bureaux de bienfaisance. Titres communs et instructions ministérielles, 4 liasses.
Biens et revenus de l'hospice de Saint-Brieuc, 2 liasses non cotées.
- 1 X 3. Hospice de Saint-Brieuc. Correspondance administrative (an VIII-an XIII), 1 liasse.
Idem. Administration de biens et revenus (1807-1827), 1 liasse.
Etat des rentes affectées (an X-an XI), 1 liasse.
Idem. Personnel (an X-1836), 1 liasse.
- 1 X 4. Hospice de Dinan. Divers, 1 liasse.
Idem. Biens rendus aux émigrés et aux fabriques, 1 liasse.
Idem. Personnel, 1 liasse.
Idem. Correspondance générale et ministérielle (an VIII-1837), 2 liasses.
Idem. Etats de situation. Mouvement de l'hospice, 1 liasse.
- 1 X 5. Hospice de Guingamp. Administration des biens et revenus (1793-1827), 1 liasse.
Idem. Divers, 1 liasse.
Idem. Correspondance administrative antérieure à l'an IX, 1 liasse.
Idem. Personnel. Correspondance ministérielle (an IX-1838), 1 liasse.
- 1 X 6. Hospice de Lannion. Biens dévolus aux hospices en remplacement de ceux aliénés (ans X et XI), 1 liasse.
Idem. Personnel, 1 liasse.
Idem. Administration avant le rappel des Sœurs hospitalières, 1 liasse.
- 1 X 7. Hospice de Loudéac. Divers (an X-1827), 1 liasse.
Idem. Biens et revenus (an XI-1855), 1 liasse.
- 1 X 8. Hospice de Lamballe. Remise des biens attribués en remplacement de ceux aliénés (an IX-1814), 1 liasse.
Idem. Divers, 1 liasse.
Idem. Personnel (1807-1828), 1 liasse.
- 1 X 9. Hospice de Moncontour. Divers, 1 liasse.
- 1 X 9. Idem. Personnel (an IX-1835), 1 liasse.
- 1 X 11. Hospice de Quintin. Pièces générales et personnel, 1 liasse.

XXXVII

- 1 X 12. Hospice de Tréguier. Mouvement et entretien, 1 liasse.
Idem Divers, 4 liasses.
Idem. Correspondance et arrêtés (1806-1814), 1 liasse.
1 X 84. Renouvellement des Conseils de charité, 1 liasse.
4 X. Enfants trouvés et abandonnés. Pièces diverses (1808-1850), 1 liasse.
6 X. Secours publics, 1 article.
X. Société de Charité maternelle (1810-1811), 1 liasse.

SÉRIE Y. — *Etablissements de répression.*

- 1 Y 1¹. Prisons (an VIII-1839), 1 liasse.
1 Y 1². Idem, 1 liasse.
1 Y 2. Idem, 1 liasse.
2 Y 3. Médecins des prisons, 1 liasse.
2 Y 5. Prisons (an X-1806), 1 liasse.
2 Y 8. Etats généraux des mouvements (1812-1815), 1 liasse
3 Y 1. Dépôt de mendicité (1808-1815), 1 liasse.

SÉRIE Z. — *Affaires diverses.*

- 1 Z 13. Décorations du Lys (1800-1815), 1 liasse.
3 Z 1-3 Z 6 bis. Fêtes et cérémonies publiques (an VIII-1818),
7 liasses.
4 Z. Erections de monuments (1800-1815), 6 liasses.
-

ARCHIVES DE LA DIRECTION DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES DU DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD.

ARCHIVES DE LA DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DU TIMBRE DU DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD.

ARCHIVES DES SOUS-PRÉFECTURES ¹⁵.

Archives de la Sous-Préfecture de Guingamp.

Registre des délibérations du conseil d'arrondissement
(an VIII-1808).

15. Les Archives de la sous-préfecture de Lannion ont été versées dans les séries M et N des Archives départementales, cf. *supra*. Les Archives de la sous-préfecture de Dinan ont été détruites par un incendie en 1848. Ainsi ont disparu notamment les registres des délibérations du conseil d'arrondissement de Dinan.

XXXVIII

Registre des commissions et des prestations de serment (1790-1868).

Archives de la Sous-Préfecture de Loudéac.

Registre des délibérations du conseil d'arrondissement (an VIII-1831).

Registre des arrêtés du sous-préfet (an VIII-1829).

Registre de correspondance du sous-préfet (ventôse an IX-pluviôse an X).

ARCHIVES MUNICIPALES ¹⁶.

Archives municipales de Saint-Brieuc. — SÉRIE D. — Registres de délibérations du conseil municipal.

N° 37. (ventôse an II-pluviôse an IX).

N° 38. (an IX-an XII).

N° 39. (an XIII-1813).

N° 40. (1814-18 août 1821).

Registres d'arrêtés du maire et des adjoints (improprement intitulés Registres de délibérations de la municipalité).

N° 2. (20 pluviôse an IX-1811).

N° 3. (13 mars 1811-8 décembre 1816).

Registres de correspondance du maire avec les autorités supérieures.

N° 1. (an IX-1806).

N° 2. (1806-1815).

Idem avec les particuliers.

N° 1. (an IX-1809).

N° 2. (1809-1818).

SÉRIE K. — Elections communales, 1 liasse.

SÉRIE L. — Police (an XII-1871); idem.

Archives municipales de Lamballe. — SÉRIE D. — Registres de délibérations du conseil municipal.

16. On trouvera le cadre de classement général des Archives municipales postérieures à 1789 dans G. DESJARDINS, *Le service des Archives départementales*, Paris, 1890, 1 vol. in-8°, p. 91.

Sur les Archives municipales des principales villes des Côtes-du-Nord, notamment de Saint-Brieuc, longtemps victimes de la plus parfaite incurie, cf. les rapports de l'archiviste départemental au conseil général, sessions d'août 1911, 1912 et 1913, imprimés avec les *procès-verbaux* de ces sessions.

XXXIX

N° 1. (an IX-an XII).

N° 2. (an XII-1810)

N° 3. (1811-1817).

Registre d'arrêtés du maire (an X-1838).

Registres de correspondance du maire.

N° 1. (an VII-an X).

N° 2. (an X-1815).

Archives municipales de Moncontour. — SÉRIE D. — Registres de délibérations du conseil municipal.

N° 1. (an IX-1812).

N° 2. (1812-1849).

SÉRIE Q. — Registre du bureau de bienfaisance (1770-1857).

Archives municipales de Paimpol. — SÉRIE D. — Registres de délibérations du conseil municipal.

N° 1. (an IX-an XII).

N° 2. (an XIII-1809).

Archives municipales de Quintin. — SÉRIE D. — Registres de délibérations du conseil municipal.

N° 1. (an VI-an VIII).

N° 2. (an IX-an XII).

N° 3. (1804-1809).

N° 4. (1810-1814).

N° 5. (1814-1819).

Registre d'arrêtés du maire (an IX-1832).

Archives municipales de Dinan. — SÉRIE D. — Registres de délibérations du conseil municipal (an VII-an X).

Registres de délibérations du conseil municipal.

N° 1. (an IX-1810).

N° 2. (1811-1814).

N° 3. (1815-1819).

Registres de correspondance du maire.

N° 1. (an VI-an IX).

N° 2. (an X-an XIII).

N° 3. (an XIII-1808).

N° 4. (1808-1812).

N° 5. (1812-1828).

Registre des serments prêtés, solennités et autres événements remarquables arrivés à Dinan depuis le 6 août 1813 (1813-1863).

XI.

Archives municipales de Guingamp. — SÉRIE D. — Registres de délibérations du conseil municipal.

N° 1. (an VI-an XII), en partie registre d'arrêtés du maire.

N° 2. (an VIII-1807).

N° 3. (1807-1827).

Registre de correspondance du Maire (an VII-an XII).

Archives municipales de Lannion. — SÉRIE D. — Registres de délibérations du conseil municipal.

N° 1. (an VIII-1816).

N° 2. (1806-1815).

Registres de correspondance du maire.

N° 1. (1804-1854).

N° 2. (1813-1837).

Archives municipales de Tréguier. — SÉRIE D. — Registres de délibérations du conseil municipal.

N° 1. (an VII-1805).

N° 2. (1806-1815).

Registres de correspondance du maire.

N° 1. (1806-1809).

N° 2. (1809-1827).

SÉRIE Q. — Registre de délibérations du bureau de bienfaisance (an XI-1831).

Registre de correspondance du bureau de bienfaisance (an XI-1806).

Archives municipales de Loudéac. — SÉRIE D. — Registres de délibérations du conseil municipal.

N° 1. (an IV-an XIV).

N° 2. (an II-1815).

N° 3. (1806-1837).

N° 4. (1815-1833).

Registres de correspondance du maire.

N° 1. (an V-an VIII).

N° 2. (an XI-1831).

ARCHIVES HOSPITALIÈRES¹⁷.

Archives hospitalières de Saint-Brieuc. — SÉRIE E. — Registres de délibérations de la commission administrative.

N° 1. (an IX-1814).

N° 2. (1814-1836).

Archives hospitalières de Lamballe. — SÉRIE E. — Registres de délibérations de la commission administrative.

N° 1. (an IX-1807).

N° 2. (1809-1821).

Archives hospitalières de Moacontour. — SÉRIE E. — Registre de délibérations de la commission administrative (an V-1825).

Archives hospitalières de Quintin. — SÉRIE E. — Registres de délibérations de la commission administrative.

N° 1. (an V-an XIII).

N° 2. (an XIII-1810).

N° 3. (1811-1820).

Archives hospitalières de Dinan. — SÉRIE E. — Registres de délibérations de la commission administrative.

N° 1. (an V-an XII).

N° 2. (an XII-1814).

N° 3. (1815-1832).

Registres de correspondance.

N° 1. (an V-1806).

N° 2. (1806-1817).

Archives hospitalières de Guingamp. — SÉRIE E. — Registres de délibérations de la commission administrative.

N° 1. (1791-an XIII).

N° 2. (an XIII-1832).

Archives hospitalières de Lannion. — SÉRIE E. — Registre de délibérations de la commission administrative (an XIII-1819).

17. On trouvera le cadre de classement général des Archives hospitalières, identique pour les documents antérieurs et postérieurs à 1789, dans Ch.-V. LANGLOIS et H. STEIN, *op. cit.*, p. 443-444.

Sur les Archives des principaux établissements hospitaliers des Côtes-du-Nord longtemps vouées au même sort ou presque que les Archives municipales, cf. les rapports de l'archiviste départemental cités ci-dessus.

XLII

Archives hospitalières de Tréguier. — SÉRIE E. — Registres de délibérations de la commission administrative.

N° 1. (an I-an X).

N° 2. (an X-1812).

N° 3. (1813-1825).

Archives hospitalières de Loudéac. — SÉRIE E. — Registre de délibérations de la commission administrative (an V-1817).

ARCHIVES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-BRIEUC¹⁸.

Tribunal d'arrondissement. — Registres de délibérations du tribunal.

N° 1. (an VIII-1810).

N° 2. (1810-1833).

Tribunal correctionnel. — 16 registres d'audience (an IV-1815).

Dossiers correspondant aux registres d'audience.

Tribunal criminel de département. — 1 registre de jugements en appel des jugements rendus en matière correctionnelle, de douane, et autres par les tribunaux d'arrondissement (an VIII-1811).

✓ Dossiers correspondant (an VIII-1809).

Tribunal spécial. — Registres d'audience :

N° 1. (10 floréal-8 messidor an IX).

N° 2. (8 messidor an IX-9 messidor an X).

N° 3. (21 thermidor an X-30 mai 1807).

N° 4. (26 juin 1807-11 février 1811).

N° 5. (30 frimaire an XI-24 février 1809).

Dossiers correspondant.

Cour d'assises. — Dossiers (1811-1815).

Pièces diverses concernant les notaires, avocats, avoués et huissiers.

18. Les Archives des greffes ne sont pas en principe accessibles au public. Nous devons communication de celles du Tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc à la complaisance de M. le Président Hattu, et de M. Marcel, greffier du Tribunal.

XLIII

ARCHIVES DU PARQUET DE SAINT-BRIEUC ¹⁹.

Une dizaine de liasses (an-XIII-1816).

ARCHIVES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PAIMPOL ²⁰.

Registres de jugements.

N° 1. (an VII-an X).

N° 2. (an X-1815).

ARCHIVES DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES DE SAINT-BRIEUC ²¹.

Registre de la chambre de discipline (an XII-an XIII).

Registre des assemblées générales (an XII-1885).

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES D'ILLE-ET-VILAINE ²².

SÉRIE U. — *Justice*.

Cour d'appel. Correspondance du procureur général avec le procureur des tribunaux.

Saint-Brieuc (1811-1816), 1 liasse.

Dinan (an VIII-1815), 1 liasse.

ARCHIVES ACADÉMIQUES DE RENNES ²³.

Registre de correspondance du recteur (29 novembre 1809-24 janvier 1812).

19. Nous devons communication de ces Archives à la complaisance de M. Good, procureur de la République à Saint-Brieuc.

20. Nous devons communication de ces Archives à la complaisance de M. Buhot de Launay, président du Tribunal de commerce de Paimpol.

21. Nous devons communication de ces Archives à la complaisance de M. Bertho, président de la Chambre des Notaires de l'arrondissement de Saint-Brieuc.

22. Au Palais de Justice de Rennes.

23. Nous devons communication de ces Archives à une obligeante autorisation de M. GÉRARD-VARET, recteur de l'Académie de Rennes.

ARCHIVES DU PORT DE BREST²³.

Fonds de l'intendance. — Registres et correspondance du préfet maritime avec le ministre.

- N° 1. (22 thermidor an VIII-6 brumaire an IX).
- N° 2. (7 brumaire-17 nivôse an IX).
- N° 3. (17 nivôse-3 germinal an IX).
- N° 4. (3 germinal-22 floréal an IX).
- N° 5. (24 messidor-17 fructidor an IX).
- N° 6. (18 fructidor an IX-11 frimaire an X).
- N° 7. (11 frimaire-8 germinal an X).
- N° 8. (8 germinal-9 fructidor an X).
- N° 9. (9 nivôse-28 floréal an XI).
- N° 10. (28 floréal an XI-9 vendémiaire an XII).
- N° 11. (10 vendémiaire-12 nivôse an XII).
- N° 12. (13 nivôse-7 germinal an XII).
- N° 13. (7 germinal-9 messidor an XII).
- N° 14. (9 messidor-5 complémentaire an XII).
- N° 15. (2 vendémiaire-30 frimaire an XIII).
- N° 16. (2 nivôse-30 ventôse an XIII).
- N° 17. (1^{er} germinal-30 prairial an XIII).
- N° 18. (1^{er} messidor-5 complémentaire an XIII).
- N° 19. (1^{er} trimestre 1806).
- N° 20. (2^e trimestre 1806).
- N° 21. (3^e trimestre 1806).
- N° 22. (4^e trimestre 1806).
- N° 23. (1^{er} trimestre 1807).
- N° 24. (2^e trimestre 1807).
- N° 25. (3^e trimestre 1807).
- N° 26. (4^e trimestre 1807).
- N° 27. (1^{er} trimestre 1808).
- N° 28. (2^e trimestre 1808).
- N° 29. (3^e trimestre 1808).
- N° 30. (4^e trimestre 1808).
- N° 31. (1^{er} trimestre 1809).
- N° 32. (2^e trimestre 1809).
- N° 33. (3^e trimestre 1809).
- N° 34. (4^e trimestre 1809).
- N° 35. (1^{er} trimestre 1810).
- N° 36. (2^e trimestre 1810).

23. Nous avons consulté ces Archives en 1913, par conséquent à une époque antérieure à la constitution de dépôts réguliers dans chacun des cinq ports de guerre, laquelle date de 1919. Nous citons les documents d'après l'inventaire sommaire que nous en fîmes nous-même au cours de nos recherches.

- N° 37. (3^e trimestre 1810).
- N° 38. (4^e trimestre 1810).
- N° 39. 1^{re} division (1^{er} janvier-30 septembre 1811).
- N° 40. 1^{re} division (1^{er} octobre 1811-20 décembre 1812).
- N° 41. 1^{re} division (21 décembre 1812-31 décembre 1813).
- N° 42. 2^e division (1^{er} janvier 1811-30 avril 1812).
- N° 43. 3^e division (1^{er} janvier-30 novembre 1811).
- N° 44. 3^e division (1^{er} décembre 1811-30 septembre 1812).
- N° 45. 4^e et 5^e divisions (1^{er} janvier 1811-15 mai 1812).
- N° 46. 4^e et 5^e divisions (15 mai 1812-31 décembre 1813).
- N° 47. 2^e division (1^{er} mai 1812-31 décembre 1813).
- N° 48. 3^e division (1^{er} octobre 1812-13 octobre 1813).
- N° 49. 3^e division (13 octobre-31 décembre 1813).
- N° 50. (1^{er} trimestre 1814).
- N° 51. (2^e trimestre 1814).
- N° 52. (3^e trimestre 1814).
- N° 53. (4^e trimestre 1814).
- N° 54. (1^{er} trimestre 1815).
- N° 55. (2^e trimestre 1815).

Fonds de l'Arsenal. — Etats relatifs aux corsaires armés dans l'arrondissement de Brest.

- 1^{er} carton (au V-1807).
- 2^e carton (1808-1810).
- 3^e carton (1811-1812).
- 4^e carton (1813-1826).

II. Documents manuscrits (autres que les documents d'Archives).

Mémoires inédits de M. Arsène-Augustin Bienvenue (1798-1877), avocat à Saint-Brieuc depuis 1818, fils de Louis Bienvenue (1760-1835), le personnage politique de l'époque révolutionnaire et le juge de paix de l'époque impériale, dont il sera question au cours du présent travail. Ces mémoires comprennent deux versions manuscrites, la première (manuscrit A) de 176 pages s'arrêtant à 1793, la seconde (manuscrit B) de 159 pages s'arrêtant en 1830. Ils ont été rédigés entre 1835 et 1853²⁵.

25. Nous devons communication de ces Mémoires à l'amabilité de M^e E. Bienvenue, avocat au barreau de Saint-Brieuc, petit-fils de leur auteur.

*Papiers communiqués par M. Alain Raison du Cleuziou*²⁶. Papiers divers parmi lesquels se trouvent ceux d'Elles, curé concordataire de Lannion

III. — Documents imprimés.

DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

Abbayes, prieurés et couvents d'hommes en France. Liste générale d'après les papiers de la Commission des Réguliers en 1768, éd. L. Lecestre, Paris, 1902, 1 vol. in-8°.

Administration des Finances. Comptes Rendus (an IX-1814), Paris, 14 vol. in-4°²⁷.

L'Agriculture française, par MM. les Inspecteurs de l'Agriculture, Paris, 1844, 1 vol. in-8°²⁸.

Almanach National puis Impérial (an VIII-1815), Paris, 15 vol. in-8° (Les deux années 1814 et 1815 ne forment qu'un seul volume).

Annales de la Religion, t. I, VI, VII, VIII, IX et XIII²⁹.

Archives Parlementaires, éd. Mavidal et Laurent, Paris, 1862-1912, 19 vol. in-4°, t. III, IV et V (Cahiers de Doléances du Tiers Etat des sénéchaussées de Dinan, Lannion-Tréguier, Ploërmel et Saint-Brieuc).

Archives statistiques de la France. Ministère des Travaux publics, de l'Agriculture et du Commerce, t. I et II, Paris, 1835-1837, 2 vol. in-4°.

L. BENAERTS. — *Les Commissaires extraordinaires de Napoléon I^{er} en 1814 d'après leur correspondance inédite*, Paris, 1915, 1 vol. in-8° (Thèse complémentaire de doctorat ès lettres).

C. BLOCH. — *L'Assistance publique. Instruction, recueil de textes et notes* (publication de la Commission de recherches et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution), Paris, 1909, 1 vol. in-8°.

26. Nous devons communication de ces Papiers à l'amabilité de M. A. Raison du Cleuziou, membre de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord.

27. Bibl. Nat., Lf⁵⁸ 32 et 33.

28. Bibl. Nat., Journaux, 56474.

29. Bibl. Nat., Lc³ 10.

H. et G. BOURGIN. — *L'industrie sidérurgique en France au début de la Révolution* (Collection de Documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française), Paris, 1920, 1 vol. in-8°.

Bulletin des Lois ³⁰ :

2^e série, t. IX (1^{er} vendémiaire-27 nivôse an VIII).

3^e série, t. I à IX (nivôse an VIII-2^e semestre de l'an XII).

4^e série, t. I à XX (28 floréal an XII-1^{er} trimestre 1814).

5^e série, t. I, II et III et tome unique (2^e trimestre 1814-juin 1815).

L. CAHEN et R. GUYOT. — *L'Œuvre législative de la Révolution*, Paris, 1913, 1 vol. in-8°.

P. CARON. — *Le commerce des céréales. Instruction, recueil de textes et notes* (publication de la Commission de recherches.....), Paris, 1907, 1 vol. in-8°.

ID. — *L'enquête sur l'état des routes et des canaux au début de l'an II*, dans le *Bulletin d'histoire économique de la Révolution*, 1917-1919, p. 1-362.

P.-G. CHANLAIRE et P.-E. HERBIN. — *Tableau général de la nouvelle division de la France en départements, arrondissements communaux et justices de paix d'après les lois du 28 pluviôse an VIII et 8 pluviôse an IX indiquant la population, l'étendue territoriale et le nombre des communes par chaque justice de paix et arrondissement communal avec atlas*, Paris, an X (1802), 1 vol. in-4°.

J. CHAPTAL (C^{te}). — *Analyse des Procès-Verbaux des Conseils généraux des départements (an VIII et an IX)*, Paris, 1801-1802, 2 vol. in-4°.

ID. — *De l'Industrie française*, Paris, 1819, 2 vol. in-8° (Titre inexact. Renferme des détails non seulement sur l'industrie proprement dite sous le Premier Empire, mais encore sur l'agriculture).

Le Code civil.

Le Code de commerce.

Le Commerce. Instruction, recueil de textes et notes (publication de la Commission de recherches...), Paris, 1912, 1 vol. in-8°.

Les Contributions directes. Instruction, recueil de textes et notes (publication de la Commission de recherches...), Paris, 1914, 1 vol. in-8°.

30. Cf. sur le *Bulletin des Lois* et son maniement très malaisé, *Grande Encyclopédie*, art. *Bulletin des Lois* et P. CARON, *Manuel pratique pour l'étude de la Révolution française*, Paris, 1912, 1 vol. in-8°, p. 188.

COURTIN. — *Travaux des Ponts et Chaussées depuis 1800 ou tableau des constructions neuves faites sous le règne de Napoléon 1^{er}*, Paris, 1812, 1 vol. in-8°.

P.-M. DESMAREST. — *Quinze ans de Haute Police*, Paris, 1833, 1 vol. in-8°; réédit. L. Grasilier et A. Savine, Paris, 1900, 1 vol. in-18.

Dictionnaire des Girouettes par une Société de Girouettes, Paris, 1815, 1 vol. in-8°.

H.-G. DUCHESNE. — *La France ecclésiastique ou état présent du clergé séculier et régulier des ordres religieux, militaires et des Universités*, Paris, 1768-1782, 5 vol. in-12.

DUJARDIN-SAILLY. — *Législation des douanes de l'Empire français*, Paris, 1812, 1 vol. in-4°.

J.-B. DUVERGIER. — *Collection des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat*, Paris, 1825-1828, 24 vol. in-8° :

T. I à XIX (1789-1815).

Plus spécialement :

T. XI (brumaire an VII-brumaire an VIII).

T. XII (brumaire an VIII-thermidor an IX).

T. XIII (fructidor an IX-fructidor an X).

T. XIV (vendémiaire an XI-floréal an XII).

T. XV (floréal an XII-juin 1806).

T. XVI (juillet 1806-décembre 1809).

T. XVII (janvier 1810-août 1811).

T. XVIII (septembre 1811-mars 1814).

T. XIX (avril 1814-juillet 1815).

Encyclopédie méthodique, Paris, 1789-1832, 166 vol. in-4°. Finances.

Etat de la France au 18 brumaire d'après les rapports des conseillers d'Etat chargés d'une enquête sur la situation de la République, éd. F. Rocquain, Paris, 1874, 1 vol. in-12.

L'état de la France en l'an VIII et en l'an IX. Documents publiés par F.-A. Aulard (publication de la Société de l'histoire de la Révolution française), Paris, 1897, 1 vol. in-8°.

Etat général de la Légion d'honneur depuis son origine, publié par les soins du Grand-Chancelier Lacépède, Paris, 1814, 2 vol. in-8°³¹ :

T. I, Table des noms par ordre alphabétique. Décrets par ordre chronologique.

T. II, Décrets par ordre chronologique (suite)³¹.

31. Nous devons communication de l'exemplaire de la Grande Chancellerie à l'obligeance de M. A. Vovard, secrétaire adjoint du conseil de l'Ordre.

- Etat général par ordre alphabétique des routes de l'Empire français..... du royaume d'Italie pour l'an 1813*, Paris, 1813, 1 vol. in-8° ³².
- M. GAUDIN (Duc de Gaëte). — *Notice historique sur les finances de la France (1800-1814)*, Paris, 1818, 1 vol. in-18.
- N. GILLET et F. DEMOLY. — *Analyse des circulaires, instructions et décisions émanées du ministre de la Justice*, 2^e éd., Paris, 1859, 1 vol. in-8°.
- L. GOUJON. — *Mémorial forestier ou recueil complet et suivi des lois, arrêtés et instructions relatifs à l'administration forestière (1789-1807)*, Paris, 1810, 6 vol. in-8°.
- P.-E. HERBIN et J. PEUCHET. — *Statistique générale et particulière de la France et de ses colonies*, Paris, an XII (1803), 7 vol. in-8° et atlas.
- H. HUSSON (Dr). — *Recherches historiques et médicales sur la vaccine*, 2^e éd., Paris, an IX (1801), 1 vol. in-8°.
- ID. — *Rapport sur les vaccinations pratiquées en France en 1806 et 1807*, Paris, 1809, 1 vol. in-8°.
- ISAMBERT, JOURDAN et DECRUSY. — *Recueil général des anciennes lois françaises de 420 à 1789*, Paris, 1822-1827, 20 vol. in-8°, t. XXVII.
- DE LUBERSAC (Abbé). — *Journal historique et religieux de l'émigration et déportation du clergé de France en Angleterre*, Londres, 1802, 1 vol. in-8°.
- M. MARION. — *Les impôts directs sous l'Ancien Régime, principalement au XVIII^e siècle*, Paris, 1910, 1 vol. in-8° (recueil de textes avec introduction).
- Ministère des Travaux Publics. *Ports maritimes de la France*, Paris, 1874, 1899, 8 vol. in-4°.
- Le Moniteur Universel* (an VIII-1814), 30 vol. in-f° (2 volumes par an dans la réimpression Agasse non datée. Il existe une table en 1 vol. in-f° divisé en deux parties. 1^{re} partie : Table chronologique et analytique; 2^e partie : Table alphabétique des noms de personnes et de lieux).
- NAPOLÉON I^{er}. *Correspondance publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III*, Paris, 1858-1880, 32 vol. in-8° (spécialement le t. XIX, 14 mai-15 octobre 1809, et le t. XX, 16 octobre 1809-31 juillet 1810).

32. Bibl. Nat., 8° L²³ 6.

NAPOLÉON I^{er}. *Lettres inédites*, éd. L. Lecestre, Paris, 1897, 2 vol. in-8°.

ID. — *Lettres inédites*, éd. L. de Brotonne, Paris, 1898, 1 vol. in-8°

J. PEUCHET. — *Statistique élémentaire de la France*, Paris, 1805, 1 vol. in-8°.

V. PIERRE. — *La déportation ecclésiastique sous le Directoire. Documents inédits recueillis et publiés*, Paris, 1896, 1 vol. in-8°.

La Police secrète du Premier Empire. Bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'Empereur, éd. E. d'Hauterive, Paris, 1908-1924, 3 vol. in-8° (en cours de publication).

A. POTIQUET. — *Recueil par ordre chronologique des lois, décrets, etc., concernant le Service des Ponts et Chaussées*, 2^e éd., Paris, 1868-1878, 5 vol. in-8°.

Procès-verbaux du Comité de mendicité de la Constituante (1790-1791), éd. C. Bloch et A. Tuetey (Collection de Documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française), Paris, 1911, 1 vol. in-8°.

F. RÉAL. — *Indiscrétions tirées du portefeuille d'un fonctionnaire de l'Empire (1797-1830). Souvenirs anecdotiques mis en ordre par Musnier-Desclozeaux*, Paris, 1835, 2 vol. in-8°.

Recueil des lettres, circulaires, instructions, programmes, discours et autres actes publics émanés du Ministère de l'Intérieur (thermidor an V-1820), Paris, an VII-1821, 20 vol. in-4°³¹.

Recueil général des lois, décrets, arrêtés et ordonnances concernant les douanes de 1789 à 1876, Paris, 1877, 4 vol. in-4°.

Recueil officiel des instructions et circulaires du Ministère de la Justice de 1791 à 1875, Paris, 1879-1883, 3 vol. in-8°.

R. SAVARY (Duc de Rovigo). — *Mémoires pour servir à l'histoire de l'Empereur Napoléon*, Paris, 1828, 8 vol. in-8°.

Ch. SCHMIDT. — *La réforme de l'Université impériale en 1811*, Paris, 1905, 1 vol. in-8°.

Statistique agricole de 1814 (Notices, inventaires et documents publiés par le Comité des Travaux historiques et scientifiques du Ministère de l'Instruction publique), Paris, 1914, 1 vol. in-8°.

A. TRESCAZE. — *Recueil chronologique des contributions indirectes de 1789 à 1820*, Poitiers, 13 vol. in-4°.

A. YOUNG. — *Voyages en France pendant les années 1787, 1788 et 1789*, trad. Lesage, Paris, 1860, 2 vol. in-16.

DOCUMENTS RELATIFS A L'HISTOIRE DE LA BRETAGNE
ET DES CÔTES-DU-NORD.

J. ALLAIN (Abbé). — *Documents sur le Chapitre de la cathédrale de Tréguier*, Vannes, 1902, 1 plaq. in-12.

Almanach de Bretagne ³³, Rennes, 1727-1792, in-32.

Almanach du département d'Ille-et-Vilaine et des quatre autres départements composant la ci-devant province de Bretagne pour l'année 1791, Rennes, 1791, 1 vol. in-32 ³⁴.

Annuaire dinannais pour 1833, Dinan, 1833, 1 vol. in-12 ³⁵.

Annuaire du département des Côtes-du-Nord pour l'an XIII et pour 1806, Saint-Brieuc, an XIII et 1806, 2 vol. in-32.

Annuaire du département des Côtes-du-Nord pour 1845, Saint-Brieuc, Prud'homme, 1845, 1 vol. in-12, et *Annuaire du département des Côtes-du-Nord*, Saint-Brieuc, Guyon, 1914, 1 vol. in-32 ³⁶.

J.-P. BOULLÉ. — *Correspondance avec ses commettants du Tiers de Ploërmel*, éd. A. Macé, dans la *Revue de la Révolution*, 1887, t. X, p. 161; 1888, t. XI, p. 11-20, 45-53, 113-120; t. XII, p. 7-14, 34-42, 49-58, 109-112; t. XIII, p. 11-17, 65-79; 1889, t. XIV, p. 26-32, 42-51, 89-92, 114-123; t. XV, p. 13-28, 99-120; t. XVI, p. 15-29, 45-60 et 61-84.

ID. — *Rapport à l'Assemblée Nationale sur l'affaire de Saint-Jean-de-Luz*, lu à la séance du 5 juin 1790, Paris, 1790, 1 plaq. in-8°.

ID. — *Lettre de M. Boullé, membre de l'Assemblée Nationale, et son commissaire dans les départements de la frontière du Nord*, lue à la séance du 7 septembre 1791, Paris, 1791, 1 plaq. in-8°.

ID. — *Rapport sur la situation de la frontière et de l'armée du Nord*, fait à la séance du 25 septembre 1791, Paris, s. d., 1 plaq. in-8°.

ID. — *Mémoire justificatif pour les anciens fonctionnaires publics du département du Morbihan destitués et détenus à Vannes en*

33. La Bibliothèque municipale de Rennes en possède une collection incomplète, mais très précieuse sous le n° 99.000 : années 1727, 1730, 1731, 1732, 1753, 1754, 1758, 1762, 1764, 1765, 1768, 1772, 1776, 1778, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1786, 1788, 1789, 1790. Cf. Bibl. Nat., Lc²⁹ 35.

34. Nous citons l'exemplaire de la Bibl. municip. de Rennes, n° 99.001.

35. Bibl. municip. de Dinan.

36. Bibl. municip. de Saint-Brieuc.

vertu d'arrêtés du représentant Prieur de la Marne, Vannes, an II, 1 plaq. in-4°.

J.-P. BOULLÉ. — *Sur le projet de consacrer par des monuments et fêtes publiques la mémoire de la journée du 8 fructidor*, an VI.

Cahiers de Doléances de la Sénéchaussée de Rennes pour les Etats Généraux de 1789, éd. H. Sée et A. Lesort, Rennes, 1909-1912, 4 vol. in-8° :

T. III. Evêchés de Saint-Malo et Saint-Brieuc.

T. IV. Evêché de Tréguier. — *Cahier du Bas-Clergé. Cahier général de la Sénéchaussée.*

R. CATHENOS. — *Vies de M. de la Garaye et de M^{me} de Pontbriand, sa sœur*, Saint-Malo et Dinan, 1790, 1 vol. in-16 ; rééd. Dinan, 1875, 1 vol. in-18.

F.-A. DE CHATEAUBRIAND. — *Mémoires d'Outre-Tombe*, éd. E. Biré, Paris, 1898-1901, 6 vol. in-18, t. I.

A. CHATTON (Abbé). — *Souvenirs d'un ancien élève du Petit-Séminaire de Plouguernevel*, Saint-Brieuc, 1899, 1 vol. in-8°.

A. CORRE et P. AUBRY (D^{res}). — *Documents de criminologie rétrospective (Bretagne, XVII^e et XVIII^e siècles)*, Lyon et Paris, 1895, 1 vol. in-8°.

L. DUBREUIL. — *Le régime révolutionnaire dans le district de Dinan (25 nivôse an II-30 floréal an III)*, Paris, 1912, 1 vol. in-8°. Publication de textes (Thèse complémentaire de doctorat ès lettres).

Id. — *Les vicissitudes du domaine congéable en Basse-Bretagne à l'époque de la Révolution (Collection de Documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française)*, Rennes, 1915, 2 vol. in-8°.

Protestation des chanoines de la cathédrale de Saint-Brieuc contre la Constitution civile du Clergé, dans *La Révolution française*, t. LXX, 1917, p. 351-358.

R. DURAND. — *L'Hôtel-Dieu de Tréguier à la veille de la Révolution*, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. LI, 1913, p. 61-71.

Id. — *Un docteur de Sorbonne exilé à Guingamp au XVII^e siècle*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXX, 1914-1915, p. 473-475.

Id. — *Une lettre de cachet à l'Abbaye de Beauport*, *ibid.*, t. XXXI, 1915-1916, p. 47-49.

Id. — *Une lettre de cachet à Quimper au XVII^e siècle*, dans le *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, 1922, p. 43.

R. DURAND. — *L'Hôpital de Tréguier au XVIII^e siècle*, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. LIV, 1922, p. 95-97.

Les églises et les usages civils. Documents publiés dans la *Révolution française*, t. LXII, 1912, p. 425-428.

Etreennes bretonnes géographiques, historiques, civiles, etc., ou état abrégé de la Bretagne contenant l'histoire de la province, la chronique de ses rois, comtes, ducs et évêques, villes et bourgs, leurs commerce, routes, courriers, carrosses, messageries, etc., les noms des gens en place, les foires et la carte de Bretagne, Rennes, 1751-1791, in-32³⁷.

H. FLEURY. — *Mémoires*, éd. R. Oheix, dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, t. LXIII et LXIV, 1888.

J.-M. JACOB (évêque constitutionnel des Côtes-du-Nord). — *Lettre pastorale du 16 mai 1791*, éd. Ch. Le Pêchoux, dans *La Pensée bretonne*, 15 janvier 1924.

Id. — *Règlement synodal pour le diocèse de Saint-Brieuc*, Lamballe, an VI, 1 plaq. in-12.

Id. — *Lettre pastorale du 27 thermidor an VIII*, Saint-Brieuc, an VIII, 1 plaq. in-12.

Id. — *Mandement... pour faire chanter le Te Deum en actions de grâces de la paix conclue avec l'Empereur à Lunéville, 9 ventôse an IX*, Saint-Brieuc, an IX, 1 plaq. in-16.

Le Journal des Côtes-du-Nord, Saint-Brieuc, 1811-1815, trihebdomadaire³⁸.

F. et J.-M. DE LA MENNAIS. — *Lettres inédites adressées à Bruté de Rémur*, éd. de Courcy, Nantes, 1862, 1 vol. in-12.

Cl. LE COZ (évêque constitutionnel d'Ille-et-Vilaine). — *Correspondance*, éd. Roussel, Paris, 1900-1903, 2 vol. in-8°.

F.-C. LE LAY. — *Les derniers Etats de Bretagne. Lettres des députés et codéputés de Pontivy aux Etats de 1788-1789*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXVIII, 1912-1913, p. 1-46.

37. La Bibliothèque municipale de Rennes en possède la collection suivante, incomplète mais non moins précieuse que celle de l'*Almanach* cité plus haut sous le n° 99.003 : années 1751, 1752, 1754, 1759, 1760, 1762, 1763, 1768, 1770, 1771, 1773, 1774, 1775, 1777, 1779, 1782, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1791.

38. Nous citons la collection incomplète des Archives départementales des Côtes-du-Nord.

- A. LEMASSON (Abbé). — *Notes sur les ecclésiastiques du département des Côtes-du-Nord déportés pendant la Grande Révolution, dans les Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. XLIX, 1911, p. 23-54³⁹.
- ID. — *Documents pour servir à l'histoire de l'abbaye des chanoines réguliers de Notre-Dame de Beaulieu au diocèse de Saint-Malo*, Nantes, 1915, 1 vol. in-8°.
- Ph. LE NOIR, sieur de Grevain. — *Histoire ecclésiastique de Bretagne depuis la Réformation jusqu'à l'Edit de Nantes*, éd. B. Vaurigaud, Nantes, 1851, 1 vol. in-8°.
- LESAGE (Chanoine). — *Mémoires. Fragments publiés dans la Semaine religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, 1891-1912.
- J. LETACONNOUX. — *Les relations du pouvoir central et de la province de Bretagne. Correspondance des Contrôleurs généraux avec la province de Bretagne (1689-1715)*, Rennes, 1907, 1 vol. in-4°.
- FR. MICHEL. — *Extrait abrégé des vieux mémoires de l'abbaye Saint-Aubin-des-Bois en Bretagne*, Paris, 1853, 1 vol. in-16 (rare).
- F.-D. NOËL-MARS. — *Histoire du royal monastère de Saint-Jacut-de-l'Isle-de-la-Mer*, éd. A. Lemasson (abbé), dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. L, 1912, p. 10-89, et Saint-Brieuc, 1912, 1 vol. in-8°.
- Ch. NÉEL DE LAVIGNE. — *Souvenirs*, Dinan, 1850, 1 vol. in-8°.
- OGÉE. — *Dictionnaire historique et géographique de Bretagne*, Nantes, 1778-1780, 4 vol. in-4° ; rééd. Marteville et Varin, Rennes, 1843-1853, 2 vol. in-4°.
- Ordo du diocèse de Saint-Brieuc*, années 1805, 1806, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813 et 1814, Saint-Brieuc, 9 vol. in-12.
- A. POUILLAIN-DUPARC. — *La coutume et jurisprudence coutumière de la Bretagne dans leur ordre naturel*, Rennes, 1778, 1 vol. in-8°.
- La prise de Saint-Brieuc par les Chouans*, Saint-Brieuc, 1889, 1 vol. in-4° (Recueil de documents).
- Remontrances du Parlement de Bretagne au XVIII^e siècle. Textes inédits précédés d'une introduction*, Angers, 1909, 1 vol. in-8°, éd. A. Le Moy (Thèse complémentaire de doctorat ès lettres).
- E. RENAN. — *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, Paris, 1883, 1 vol. in-16.

39. Il s'agit en réalité, sous ce titre vague, d'un Mémoire de l'abbé A. Besson détenu sur les pontons de Rochefort. Cf. plus loin, chap. III, p.

Rôle général de tous les officiers mariniens et matelots de la province de Bretagne, contenant leurs âges, qualités, signaux et demeure, ensemble leur rang de service sur les vaisseaux du Roi, divisés en 5 classes, arrêté à Brest le 15^e jour du mois de mars 1671, Paris, 1671, 1 vol. in-f^o ⁴⁰.

RUFFELET (Abbé). — *Annales briochines ou abrégé chronologique de l'histoire ecclésiastique, civile et littéraire du diocèse de Saint-Brieuc*, Saint-Brieuc, 1771, 1 vol. in-12; rééd. S. Ropartz, Saint-Brieuc, 1850, 1 vol. in-12.

L. SÉCHÉ. — *La chasse aux régicides sous la Restauration. Lettre inédite du comte de Goyon, préfet des Côtes-du-Nord*, dans *L'Archiviste*, 1892-1893, p. 52-55 ⁴¹.

E. SEVESTRE (Abbé). — *Le clergé breton en 1801 d'après les enquêtes préfectorales de l'an IX et de l'an X*, Paris, 1912, 1 vol. in-8^o.

TOUSSAINT DE SAINT-LUC (Le P.). — *Mémoires sur l'état du clergé et de la noblesse en Bretagne*, Paris, 1691, réimprimé à Rennes, 1858, 1 vol. in-8^o (rare).

D. TEMPIER. — *Extraits des registres de la ville de Saint-Brieuc relatifs aux Bénédictines et aux Ursulines de cette ville*, dans les *Mémoires de la Société archéologique des Côtes-du-Nord*, t. II, 1885-1886, p. XXXIII-XLI.

ID. — *Revue des Archives historiques des Côtes-du-Nord. Documents anciens et modernes tirés des dépôts publics et des collections particulières*, Saint-Brieuc, 1884-1886 (Publication interrompue après 4 fascicules).

A. DE LA VILLERABEL (Chanoine). — *Bénédiction de la chapelle de Montbareil en 1842 d'après les annales de la communauté*, dans la *Semaine religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, 1891, p. 307-312.

Travaux modernes (Livres et Articles).

I. — TRAVAUX GÉNÉRAUX.

E. AIGNAN. — *Histoire du Jury*, Paris, 1822, 1 vol. in-8^o.

E. ALLAIN (Abbé). — *L'instruction primaire en France avant la Révolution*, Paris, 1881, 1 vol. in-8^o.

⁴⁰. Bibl. Nat., Lf⁶⁹ 12.

⁴¹. Bibl. Nat., 8^o L7c 10.

- E. ALLAIN (Abbé). — *La question de l'enseignement en 1789 d'après les cahiers*, Paris, 1886, 1 vol. in-18.
- ID. — *L'œuvre scolaire de la Révolution (1789-1802). Etudes critiques et documents inédits*, Paris, 1891, 1 vol. in-8°.
- E. ALLARD. — *Les phares. Histoire, construction, éclairage*, Paris, 1889, 1 vol. in-4°.
- J. ALBOIZE et Ch. ELIE. — *Fastes des gardes nationales de la France*, Paris, 1849, 2 vol. in-8°.
- Annales de l'Institut des Frères des Ecoles chrétiennes*, Paris, 1883, 1 vol. in-8°.
- L. AUCOC. — *Le Conseil d'Etat avant et depuis 1789*, Paris, 1876, 1 vol. in-8°.
- A. AULARD. — *La civilisation napoléonienne : les préfets*, dans *la Révolution française*, t. LXI, 1911, p. 141-164, 193-215 et 322-342.
- ID. — *Napoléon I^{er} et le monopole universitaire. Origines et fonctionnement de l'Université impériale*, Paris, 1911, 1 vol. in-12.
- H. AVENEL. — *Histoire de la presse française depuis 1789*, Paris, 1900, 1 vol. in-8°.
- A. BABEAU. — *La vie militaire sous l'Ancien Régime*, Paris, 1890, 2 vol. in-8°.
- ID. — *Le recrutement territorial sous l'Ancien Régime. Etude sur la milice dans la Champagne méridionale*, Paris, 1877, 1 pièce in-8°.
- H. BACQUÈS. — *Les douanes françaises*, 3^e éd., Paris, 1882, 1 vol. in-12.
- V. BARBIER. — *Monographie des directions de douanes en France*, Paris, 1890, 2 vol. in-8°.
- E.-P. BEAULIEU. — *Les gabelles sous Louis XIV*, Paris, 1903, 1 vol. in-8°.
- A. BELLET. — *Les Français à Terre-Neuve et sur les côtes de l'Amérique du Nord. La grande pêche de la morue à Terre-Neuve depuis la découverte du Nouveau-Monde par les Basques au XVI^e siècle*, Paris, 1902, 1 vol. in-8°.
- A. BELLOC. — *Les postes françaises. Recherches historiques sur leurs origines, leur développement, leur législation*, Paris, 1886, 1 vol. in-8°.
- E.-D. BERGE. — *Histoire du notariat*, Paris, 1815, 1 vol. in-12.

- E. BESSON. — *Un chapitre de notre histoire financière : l'Enregistrement et la Ferme générale*, Paris, 1893, 1 plaq. in-8°.
- C. BLOCH. — *L'assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution*, Paris, 1909, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat ès lettres).
- M. BLOCK. — *L'octroi : pourquoi il est conservé*, Paris, 1878, 1 vol. in-8°.
- G. BORD. — *La franc-maçonnerie en France des origines à 1815*, Paris, 1908, 1 vol. in-8°.
- M. BOUCHET. — *L'assistance publique en France pendant la Révolution*, Paris, 1908, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat en droit, très médiocre).
- J. BOURDON. — *L'administration communale et le Consulat*, dans la *Revue des études napoléoniennes*, 1914, p. 289-304.
- Id. — *L'administration militaire sous Napoléon I^{er} et ses rapports avec l'administration générale*, *ibid.*, 1917, p. 17-46.
- A. BRETTE. — *Les Constituants*, Paris, 1897, 1 vol. in-8° (Publication de la *Société de l'histoire de la Révolution française*).
- E. BUCQUOY (L^v). — *Les gardes d'honneur sous le Premier Empire*, Nancy, 1908, 1 vol. in-8°.
- E. CAMPARDON. — *Liste des membres de la noblesse impériale*, Paris, 1889, 1 vol. in-8° (Publication de la *Société de l'histoire de la Révolution française*).
- P. CARON. — *Concordance des calendriers, républicain et grégorien*, Paris, 1905, 1 vol. in-8° (Publication de la *Société d'histoire moderne et contemporaine*).
- G. CARRON (Abbé). — *Les confesseurs de la foi dans l'Eglise gallicane à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, 1820, 4 vol. in-8°.
- G. CAUDRILLIER. — *Le complot de l'an XII*, dans la *Revue historique*, 1900-1902, t. LXXIV, LXXV et LXXVIII.
- G. CERISE. — *Etudes sur l'ancienne France : la lutte contre l'incendie avant 1789*, Paris, 1885, 1 vol. in-8°.
- Cl. CHAILLOU-DESBARRES. — *Essai historique et critique sur la législation des grains jusqu'à nos jours*, Paris, 1820, 1 vol. in-8°.
- G. DE CHAMBERET. — *Précis historique de la Gendarmerie depuis les premiers temps de la Monarchie jusqu'à nos jours*, Paris et Lyon, 1861, 1 vol. in-12.

- I. CHAPPE. — *Histoire de la télégraphie*, Le Mans, 1840, 2 tomes en 1 vol. in-8°.
- J. CHAVANON et G. SAINT-YVES. — *Le Pas-de-Calais de 1800 à 1810. Etude sur le système administratif institué par Napoléon I^{er}*. Paris, 1907, 1 vol. in-8°.
- A. CHEVALIER. — *Les Frères des écoles chrétiennes après la Révolution (1797-1830)*, Paris, 1887, 1 vol. in-8°.
- E. CHEVALLIER (Capitaine de vaisseau). — *Histoire de la marine française sous le Consulat et l'Empire*, Paris, 1886, 1 vol. in-8°.
- A. DE COLMONT. — *Histoire des expositions des produits de l'industrie française*, Paris, 1855, 1 vol. in-8°.
- Congrégation des Filles de la Sagesse*, Paris, 1925, 1 vol. in-12.
- J. CONTRASTY (Abbé). — *Le clergé français exilé en Espagne (1792-1802)*, Toulouse, 1910, 1 vol. in-8°.
- CL.-A. COSTAZ. — *Histoire de l'administration en France de l'agriculture, des arts utiles, du commerce, des manufactures, des subsistances, des mines et des usines*, Paris, 1832, 2 vol. in-8°.
- J. DE CRISENOY. — *Mémoire sur l'inscription maritime*, Paris, 1870, 1 vol. in-8° (très médiocre).
- E. DAUDET. — *La Police et les Chouans sous le Consulat et l'Empire (1800-1815)*, Paris, 1895, 1 vol. in-16.
- A. DEBAUVE. — *Les travaux publics et les ingénieurs des Ponts et Chaussées depuis le XVII^e siècle*, Paris, 1893, 1 vol. in-8°.
- A. DEBIDOUR. — *Le général Bigarré*, Paris, 1880, 1 vol. in-8°.
- A. DECHAMBRE. — *Dictionnaire des Sciences médicales*, Paris, 1864-1889, 100 vol. in-8°.
- E. DEJEAN. — *Un préfet du Consulat, Jacques-Claude Beugnot, organisateur des préfectures au Ministère de l'Intérieur, préfet de la Seine-Inférieure*, Paris, 1907, 1 vol. in-8°.
- H. DELATTRE. — *Esquisse historique de la gendarmerie française*, Paris et Limoges, 1885, 1 vol. in-18.
- F.-J. DELAUNEY (Chef d'escadrons). — *Napoléon et la défense des côtes*, Paris, 1850, 1 pièce in-12 (très médiocre).
- A. DESJARDINS. — *Les cahiers des Etats Généraux en 1789 et la législation criminelle*, Paris, 1883, 1 vol. in-8°.
- F. DREYFUS. — *L'assistance sous la Législative et la Convention*, Paris, 1905, 1 vol. in-8°.

- M. DUNAN. — *La garde d'honneur du préfet de l'Allier (compagnie de réserve, compagnie départementale). Premier Empire et Restauration*, Moulins, 1913, 1 vol. in-8°.
- ID. — *Le système continental. Bulletin d'histoire économique*, dans la *Revue des Etudes napoléoniennes*, 1913, p. 115-146.
- E. DUPONT. — *La part des communes dans les frais du culte paroissial pendant l'application du Concordat*, Paris, 1906, 1 vol. in-12.
- R. DURDENT. — *Histoire critique du Sénat Conservateur depuis sa création en nivôse an VIII jusqu'à sa dissolution en avril 1814*, Paris, 1815, 1 vol. in-8°.
- E. DURTELLE DE SAINT-SAUVEUR. — *Les pays d'obédience dans l'ancienne France. Etude de droit public ecclésiastique*, Rennes, 1908, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat en droit d'une grande valeur).
- A. DURUY. — *L'armée royale en 1789*, Paris, 1888, 1 vol. in-12.
- J.-M. DUTENS. — *Histoire de la navigation intérieure en France*, Paris, 1829, 2 vol. in-4°.
- V. EMION. — *Législation, jurisprudence et usages du commerce des céréales*, Paris, 1854, 1 vol. in-8°.
- L'Episcopat français depuis le Concordat jusqu'à la Séparation (1802-1905)*, Paris, 1907, 1 vol. in-4°.
- A. ESMEIN. — *Histoire de la procédure criminelle en France*, Paris, 1882, 1 vol. in-8°.
- P. D'EXAUVILLEZ et M. HENRION. — *Vie de Mgr de Quélen, archevêque de Paris*, Paris, 1840, 2 vol. in-8°.
- H. FAURÉ. — *Galerie administrative ou Biographie des préfets depuis l'organisation des préfectures jusqu'à nos jours*, Aurillac, 1839, 2 vol. in-8°.
- FONTENEAU (Le P.). — *Histoire de la Congrégation de la Sagesse*, Paris et Poitiers, 1878, 1 vol. in-8°.
- E. FLEURY et E. DANICOURT. — *Histoire populaire de la ville et du château de Ham*, Ham, 1881, 1 vol. in-16.
- V. FLOUR DE SAINT-GENIS. — *Histoire documentaire et philosophique de l'administration des Domaines des origines à 1903 d'après des pièces officielles et les documents inédits*, Le Havre, 1901-1903, 2 vol. in-8°.
- A. FOULON. — *Etude sur la représentation légale du commerce en France*, Nantes, 1876, 1 vol. in-8°.

- E. GABORY. — *Napoléon et la Vendée*, Paris, 1914, 1 vol. in-8°.
- N. GALLOIS. — *Les corsaires français sous la République et l'Empire*, Paris et Le Mans, 1847, 2 vol. in-8°.
- J. GÉBELIN. — *Histoire des milices provinciales (1688-1791). Le tirage au sort sous l'Ancien Régime*, Paris, 1882, 1 vol. in-8°.
- E. GENEVOIS. — *Histoire critique de la juridiction consulaire en France*, Paris, 1866, 1 vol. in-8°.
- G. GIRARD. — *Le service militaire en France à la fin du règne de Louis XIV. Racolage et milice (1704-1715)*, Paris, 1922, 1 vol. in-8°.
- G. GOMEL. — *Histoire financière de l'Assemblée Constituante*, Paris, 1896-1897, 2 vol. in-8°.
- ID. — *Histoire financière de la Législative et de la Convention*, Paris, 1902-1905, 2 vol. in-8°.
- E. GONDOLFF. — *Le tabac sous l'ancienne Monarchie. La Ferme royale (1629-1791)*, Vesoul, 1914, 1 vol. in-8°.
- La Grande Encyclopédie* (Nombreux articles biographiques. Quelques articles d'institutions).
- E. GRANGEZ. — *Précis historique et statistique des voies navigables en France et d'une partie de la Belgique*, Paris, 1855, 1 vol. in-8°.
- J.-M. GROSSETÊTE (Abbé). — *La grande pêche de Terre-Neuve et d'Islande*, Rennes, 1921, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat en droit).
- E. DE GROUCHY (V^{te}). — *La presse sous le Premier Empire*, Paris, 1896, 1 vol. in-8°.
- A. GUIDÉE (Le P.). — *Notice historique sur le R. P. François, Renault*, Paris, 1864, 1 vol. in-12.
- J. GUIFFREY. — *Les Conventionnels*, Paris, 1889, 1 vol. in-8° (Publication de la Société de l'histoire de la Révolution française).
- V. HALLAYS-DABOT. — *Histoire de la censure théâtrale en France*, Paris, 1862, 1 vol. in-12.
- E. HATIN. — *Histoire politique et littéraire de la presse en France*, Paris, 1859-1861, 8 vol. in-8°.
- C^{te} D'HAUSSONVILLE. — *L'Eglise romaine et le Premier Empire*, 3^e éd., Paris, 1870, 5 vol. in-12.
- L. HENNET (L^t). — *Les milices garde-côtes*, Paris, 1886, 1 pièce in-8°.
- A. HIVER DE BEAUVOIR. — *Histoire critique des institutions judiciaires de la France de 1789 à 1848*, Paris, 1848, 1 vol. in-8°.

- H. HOUSSAYE. — *1814-1815 (Les Cent-Jours), 1815 (Waterloo), 1815 (La seconde abdication, La Terreur blanche)*, Paris, 1888-1905, 4 vol. in-8°.
- A. HOUYVET. — *Les tribunaux de commerce. Organisation, compétence, procédure*, Paris, 1894, 1 vol. in-8°.
- Ch. JOURDAIN. — *Le budget des cultes en France depuis le Concordat*, Paris, 1859, 1 vol. in-8°.
- Th. KÜN. — *Manuel complet de l'aspirant au surnumérariat de l'Enregistrement*, Paris, 1885, 1 vol. in-8°.
- A. KUSCINSKI. — *Dictionnaire des Conventionnels*, Paris, 1916, 1 vol. in-8° (Publication de la Société de l'histoire de la Révolution française).
- Id. — *Les députés à la Législative*, Paris, 1900, 1 vol. in-8° (*id.*).
- Id. — *Les députés au Corps législatif (an IV-an VIII)*, Paris, 1905, 1 vol. in-8° (*id.*).
- P. DE LA GORCE. — *Histoire religieuse de la Révolution française*, Paris, 1918-1923, 5 vol. in-8°.
- L. LALLEMAND. — *La Révolution et les pauvres*, Paris, 1898, 1 vol. in-8°.
- E. LAVISSE. — *Histoire de la France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919 :*
 T. III, *Le Consulat et l'Empire*, par G. PARISSET, Paris, s. d. (1920), 1 vol. in-4°.
 T. IV, *La Restauration*, par S. CHARLÉTY, Paris, s. d. (1921), 1 vol. in-4°.
- E. LAVISSE et A. RAMBAUD. — *Histoire générale du IV^e siècle à nos jours*, Paris, 1852-1899, 12 vol. in-8° :
 T. VIII, *La Révolution française (1789-1799)*
 T. IX, *Napoléon (1800-1815)*.
- F. LEFEBVRE. — *Organisation et attributions de l'administration de l'Enregistrement*, Paris, 1921, 1 vol. in-8°.
- E. LE GALLO. — *Les Cent-Jours. Essai sur l'histoire intérieure de la France depuis le retour de l'île d'Elbe jusqu'à la nouvelle de Waterloo*, Paris, 1924, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat ès lettres).
- L. LE MAÎTRE. — *Historique de la Gendarmerie*, Paris, 1879, 1 vol. in-12.
- G. LE POITTEVIN. — *La liberté de la presse depuis la Révolution*, Paris, 1901, 1 vol. in-12.

- G. LEPREUX. — *Gallia Typographica*, t. IV. *Province de Bretagne*, Paris, 1876, 1 vol. in-8°.
- J. LÉFACONNOUX. — *Les transports en France au XVIII^e siècle*, dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XI, 1908-1909, p. 97-114.
- ID. — *Les voies de communication en France au XVIII^e siècle*, dans la *Vierteljahreschrift für Sozial und Wirtschaftsgeschichte*, t. VII, 1909, p. 94-141.
- E. LEVASSEUR. — *La population française. Histoire de la population avant 1789 et démographie de la France comparée avec celle des autres nations au XIX^e siècle*, Paris, 1889-1892, 3 vol. in-8°.
- L. LÉVY-SCHNEIDER. — *L'application du Concordat par un prélat d'Ancien Régime. Mgr Champion de Cicé, archevêque d'Aix et Arles (1802-1810)*, Paris, 1921, 1 vol. in-8°.
- ID. — *Napoléon I^{er} et la garde nationale*, dans la *Révolution française*, t. LV, 1908, p. 530-545, et t. LVI, 1909, p. 18-45 et 114-143.
- L. LIARD. — *L'enseignement supérieur en France (1789-1893)*, Paris, 1894, 2 vol. in-8°.
- F. LIOUVILLE. — *De la profession d'avocat*, Paris, 1864, 1 vol. in-8°.
- E. LOMIER. — *Histoire des régiments de gardes d'honneur (1813-1814)*, Paris, 1913, 1 vol. in-8°.
- J. LORÉDAN. — *La machine infernale de la rue Nicaise (3 nivôse an IX)*, Paris, 1924, 1 vol. in-12.
- J. LORTÉL. — *Napoléon et les avocats*, dans la *Revue des études napoléoniennes*, t. IV, 1913, p. 29-40.
- F. LUCAS. — *Etude historique et statistique sur les voies de communication en France*, Paris, 1873, 1 vol. in-8°.
- L. MADELIN. — *Fouché*, 5^e éd., Paris, 1923, 2 vol. in-8° (Thèse de doctorat ès lettres).
- M. MARION. — *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1923, 1 vol. in-8°.
- ID. — *Histoire financière de la France depuis 1715*, Paris, 1914-1924, 4 vol. in-8°.
- P. MARMOTTAN. — *Un projet de Code rural sous le Premier Empire*, dans la *Revue des études napoléoniennes*, t. III, 1913, p. 321-345.
- A. DE M. (Comte DE MARTEL). — *Essai sur l'affaire de la machine infernale*, Paris, 1870, 1 vol. in-12.

- E. MARTIN. — *Petite histoire financière de l'Ancien Régime*, Paris, 1923, 1 vol. in-8°.
- F. MASSON. — *Le livre du sacre de l'empereur Napoléon*, Paris, 1908, 1 vol. gr. in-8° illustré.
- M. MAUGUIN. — *Etudes historiques sur l'administration de l'agriculture en France*, Paris, 1876-1877, 3 vol. in-8°.
- L. MENTION. — *L'armée de l'Ancien Régime de Louis XIV à la Révolution*, Paris, s. d. (1900), 2 vol. in-8°.
- Les Ministères français (1789-1911)*, Paris, 1911, 1 vol. in-8° (Publication de la Société d'histoire moderne et contemporaine).
- M. MINORET. — *La contribution personnelle et mobilière pendant la Révolution*, Paris, 1900, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat en droit).
- E. MONTEILS (Dr). — *Histoire de la vaccination. Recherches historiques et critiques*, Paris, 1874, 1 vol. in-8°.
- J. MORVAN. — *Le Soldat impérial (1800-1814)*, Paris, 1904, 2 vol. in-8°.
- A. NAVEREAU (L^é). — *Le logement des gens de guerre de 1439 à 1789*, Poitiers, 1924, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat en droit).
- Notice historique sur la vie politique et militaire du maréchal Brune*, Paris, 1821.
- A. NOUGARÈDE. — *Notice sur la vie et les travaux de M. le Comte Bigot de Préameneu*, Paris, 1843, 1 vol. in-8°.
- J.-M. ORY (Le P.). — *Les origines de Notre-Dame de Charité du Refuge ou son histoire depuis sa fondation jusqu'à la Révolution*, Abbeville, 1891, 1 vol. in-8°.
- R. PEYRE. — *Napoléon I^{er} et son temps : histoire militaire, gouvernement intérieur, lettres, sciences et arts*, Paris, 1888, 1 vol. gr. in-8° illustré.
- P. PISANI (Chanoine). — *Répertoire biographique de l'épiscopat constitutionnel (1791-1802)*, Paris, 1907, 1 vol. in-8°.
- F. PLASSE (Abbé). — *Le clergé français réfugié en Angleterre*, Paris, 1885, 2 vol. in-8°.
- P. POULLET. — *Les institutions françaises de 1795 à 1814*, Paris, 1907, 1 vol. gr. in-8°.
- L. RADIGUET. — *L'acte additionnel aux constitutions de l'Empire du 22 avril 1815*, Paris, 1911, 1 vol. in-8°.

- A. RAILLIET et L. MOULÉ. — *Histoire de l'Ecole d'Alfort*, Paris, 1908, 1 vol. in-4°.
- A. RAMBAUD. — *Histoire de la civilisation contemporaine en France*, 9^e éd., Paris, 1912, 1 vol. in-12.
- ID. — *Histoire de la civilisation française* :
 T. I. *Depuis les origines jusqu'à la Fronde*.
 T. II. *Depuis la Fronde jusqu'à la Révolution*, 9^e éd., Paris, 1901-1905, 2 vol. in-12.
- J. RÉGNIER. — *Les préfets du Consulat et de l'Empire*, Paris, 1913, 1 vol. in-12.
- A. RICARD (Mgr). — *Le Concile national de 1811*, Paris, s. d. (1894), 1 vol. in-12.
- H. RIVIÈRE. — *Précis historique et critique de la législation française sur le commerce des céréales et les mesures d'administration prises dans les temps de cherté*, Paris, 1859, 1 vol. in-8°.
- ID. — *Etude sur les tribunaux de commerce*, Paris, 1865, 1 vol. in-8°.
- A. ROBERT et G. COUGNY. — *Dictionnaire des Parlementaires français de 1789 à 1889*, Paris, 1889, 5 vol. in-8°.
- P. ROBINET (Dr). — *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire*, Paris, 1899, 2 vol. gr. in-8° (très médiocre).
- P. ROBIQUET. — *Un sous-pacificateur de la Vendée : le général Hédouville*, dans la *Revue historique*, t. LXXVIII, 1902, p. 288-319.
- A. ROUSSET et H. LOUCHE-DEFONTAINES. — *Histoire des impôts indirects depuis leur établissement, aux premiers temps de la monarchie, jusqu'à leur reconstitution à l'époque impériale*, Paris, 1883, 1 vol. in-8°.
- M. SABATIER. — *Le centenaire de l'Ordre des Avocats*, dans le *Correspondant*, 1910, p. 889-922.
- P. SAGNAC. — *La législation civile de la Révolution française*, Paris, 1898, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat ès lettres).
- G. SAINT-YVES et J. FOURNIER. — *Le département des Bouches-du-Rhône de 1800 à 1810*, Paris et Marseille, 1899, 1 vol. in-8°.
- Ch. SAINTE-FOL. — *Annales de l'ordre de Sainte-Ursule depuis la Révolution française jusqu'à nos jours*, Clermont-Ferrand, 1858, 5 vol. in-8°.
- A. SAULNIER. — *Recherches historiques sur le droit de douane jusqu'à la Révolution de 1789*, Paris, 1839, 1 vol. in-8°.

- M. SAUTAI (Capitaine). — *Les milices provinciales sous Louvois et Barbezieux (1688-1697)*, Paris, 1909, 1 vol. in-8°.
- L. SCIOUT. — *Histoire de la constitution civile du clergé (1790-1801)*, Paris, 1872-1881, 4 vol. in-8°.
- E. SÉLIGMAN. — *La justice en France pendant la Révolution (1789-1792)*, Paris, 1901, 1 vol. in-8°.
- C. SERUZIER. — *Précis historique sur les Codes français, accompagné de notes bibliographiques sur la généralité des Codes et suivi d'une dissertation sur la codification*, Paris, 1844, 1 vol. in-8°.
- F. SICARD. — *Institutions militaires des Français*, Paris, 1831, 4 vol. in-8°.
- R. STOURM. — *Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution*, Paris, 1885, 2 vol. in-8° (superficiel et vieilli).
- TENAÏLLE-CHAMPTIN (L^y). — *Histoire de la Gendarmerie depuis sa création jusqu'en 1790*, Paris, 1829, 1 vol. in-8°.
- A. THIERS. — *Histoire du Consulat et de l'Empire*, Paris, 1845-1862, 20 vol. in-8°.
- G. TOUDOUZE. — *La défense des côtes de Dunkerque à Bayonne au XVII^e siècle*, Paris, 1900, 1 vol. in-8°.
- A. VANDAL. — *L'avènement de Bonaparte*, Paris, 1902-1907, 2 vol. in-8°.
- C. VAN SCHOOR. — *La presse sous le Consulat et l'Empire*, Bruxelles, 1899.
- G. VAUTHIER. — *La Société maternelle sous l'Empire*, dans la *Revue des études napoléoniennes*, 1914, 2^e partie, p. 79-82.
- ID. — *Les Congrégations religieuses sous l'Empire*, *ibid.*, 1917, 2^e partie, p. 233-245.
- ID. — *L'épuration de la magistrature en 1808*, *ibid.*, 1919, 1^{re} partie, p. 218-223.
- P. VIARD. — *L'administration préfectorale dans le département de la Côte-d'Or sous le Consulat et le Premier Empire*, Paris et Lille, 1914, 1 vol. in-8°.
- E. VIDEMENT. — *Les herbes marines. Utilisation. Réglementation*, Saint-Brieuc, 1909, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat en droit).
- E. VIGNON. — *Etudes historiques sur l'administration des voies publiques en France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1862-1880, 4 vol. in-8°.
- Th. VILLENAVE. — *Notice historique sur Réal*, Paris, 1846, 1 vol. in-8°.

- E. VINCENS. — *Notice sur la cherté des grains de 1811 à 1812*, dans le *Journal des Economistes*, t. VI, août-novembre 1843, p. 224-246.
- P. VINSON. — *Un essai de représentation professionnelle pendant les Cent-Jours*, dans la *Révolution française*, t. LXVII, 1914, p. 36-63 et 131-160.
- P. VIOLLET. — *Le Roi et ses Ministres*, Paris, 1912, 1 vol. in-8°.
- H. WELSCHINGER. — *La censure sous le Premier Empire, avec des documents inédits*, Paris, 1882, 1 vol. in-8°.

II. — TRAVAUX RELATIFS A L'HISTOIRE DE LA BRETAGNE
ET DES CÔTES-DU-NORD.

- AR. F. — *La franc-maçonnerie en Bretagne*, dans le *Fureteur breton*, 1911-1912, p. 78 et 122.
- J. BAUDRY. — *Etude historique et biographique sur la Bretagne avant la Révolution à propos d'une correspondance inédite (1782-1790)*, Paris, s. d. (1905), 2 vol. in-8°.
- Ch. BELLIER-DUMAINE. — *Histoire du Collège de Dinan*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XI, 1895-1896, p. 3-26, 198-222, 442-465 et 672-690 ; t. XII, 1896-1897, p. 83-99, 227-237 et 360-381.
- L. BENAERTS. — *Le régime consulaire en Bretagne. Le département d'Ille-et-Vilaine durant le Consulat (1799-1804)*, Paris, 1914, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat ès lettres).
- Saint-Malo pendant le Consulat et l'Empire. Les corsaires*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XIV, 1898-1899, p. 367-403.
- D. BERNARD. — *L'établissement du télégraphe Chappe dans les Côtes-du-Nord et le Finistère en 1794*, dans le *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, t. XLIII, 1916, p. 201-211.
- E. BERNARD. — *Un chef chouan dans les Côtes-du-Nord*, dans la *Revue des Etudes historiques*, 1915, p. 377-417.
- M. BERNARD. — *L'œuvre de Caffarelli à Brest de thermidor an VIII à pluviôse an IX*, dans *La Révolution française*, t. LXVIII, 1915, p. 24-48.
- P. BERNARD. — *La congrégation de Saint-Thomas-de-Villeneuve. Ses origines, son gouvernement, sa vie intime, ses œuvres*, Paris, 1920, 1 plaq. in-16.
- H. BINET (L^t). — *L'administration militaire des Etats de Bretagne au XVIII^e siècle*, dans le *Bulletin historique et philologique du Ministère de l'Instruction publique*, 1910, p. 179-207.

- H. BINET (L^t). — *La défense des côtes en Bretagne au XVIII^e siècle. Etudes et documents*, dans la *Revue de Bretagne*, 1910, t. I, p. 57-72, 113-129, 169-189, 225-247; t. II, p. 225-248; 1911, t. I, p. 112-180; 1912, t. I, p. 236-253, 304-311, 352-358; t. II, p. 5-23, 80-93; 1913, t. I, p. 123-147, 172-176, 259-265 et 300-308.
- E. BLIVET. — *Quintin. Deux siècles d'un monastère d'Ursulines*, Saint-Brieuc, 1924, 1 vol. in-12.
- A. BOTREL. — *Le général Valleteau (1757-1811)*, dans les *Annales de Bretagne*, tome XXX, 1914-1915, p. 64-71.
- F. BOURDAIS. — *La navigation intérieure en Bretagne depuis le Moyen-Age jusqu'à nos jours*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXIII, 1908, p. 335-341 (Analyse d'un mémoire de licence ès lettres resté inédit).
- F. BOURDAIS et R. DURAND. — *L'industrie et le commerce de la toile en Bretagne au XVIII^e siècle*, dans les *Etudes et Documents publiés par le Comité des Travaux historiques et scientifiques*, Paris, 1922, 1 vol. in-8°.
- H. BOURDE DE LA ROGERIE. — *Notes sur les papeteries des environs de Morlaix depuis le XVI^e siècle jusqu'au commencement du XIX^e*, extrait du *Bulletin historique et philologique du Ministère de l'Instruction publique*, Paris, 1912, 1 plaq. in-8°.
- A. DE BRACHET. — *Le conventionnel J.-B. Le Carpentier (1759-1829)*, Paris, 1912, 1 vol. in-12 (très médiocre).
- A. BRIEND. — *Les juridictions consulaires en Bretagne avant la Révolution*, Rennes, 1924, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat en droit).
- G. DE CADOU DAL. — *G. Cadoudal et la chouannerie*, Paris, 1887, 1 vol. in-8°.
- S. CANAL. — *Les origines de l'intendance en Bretagne. Essai sur les relations de la Bretagne avec le pouvoir central*, Paris, 1911, 1 vol. in-8°.
- L. DE CARNÉ (C^{te}). — *Les Etats de Bretagne et l'administration de cette province jusqu'en 1789*, Paris, 1868, 2 vol. in-8°.
- N.-L. CARON. — *L'administration des Etats de Bretagne de 1493 à 1790*, Paris, 1872, 1 vol. in-8°.
- CHAPOTIN (R.-P.). — *Souvenirs dominicains dans le diocèse de Saint-Brieuc*, dans la *Revue historique de l'Ouest*, t. II, 1886-1887, p. 474; t. III, 1887, p. 148-156, 238-248, 346-360; t. V, 1889, p. 440-511; t. VI, 1890, p. 660-686; t. VII, 1891, p. 661-667; t. X, 1894, p. 151-154.
- CH. CHASSIN. — *Les pacifications de l'Ouest*, Paris, 1890-1900, 3 vol. in-8°.

- R. CHASSIN DU GUERNY. — *Etudes historiques sur l'organisation de la seigneurie de Quintin*, Rennes, 1905, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat en droit, médiocre).
- E. CHRÉTIEN. — *Les mines de plomb argentifère dans les Côtes-du-Nord*, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. LII, 1920, p. 27-32.
- J. DE COATTAREL. — *Une tenue d'Etats de Bretagne sous la Régence Les Etats de Dinan (1717-1718)*, Rennes, 1911, 1 vol. in-8°.
- Le Collège de Tréguier depuis sa fondation jusqu'à nos jours*, par un ancien élève, Saint-Brieuc, 1895, 1 vol. in-8°.
- N. DABERT (Mgr). — *Histoire de Saint Thomas de Villeneuve dit l'aumônier, archevêque de Valence (Espagne), de l'ordre des Ermites de Saint-Augustin*, Lyon et Paris, 1852, 1 vol. in-8°.
- Id. — 2^e édition augmentée d'une *Notice historique sur l'Institut des Filles de Saint-Thomas-de-Villeneuve*, Digne, 1855, 1 vol. in-8°.
- Le Diocèse de Saint-Brieuc pendant la période révolutionnaire. Notes et Documents* (Conférences ecclésiastiques de 1892), Saint-Brieuc, 1892-1894, 3 vol. in-8°. Le t. III, *Doyenné de Lamballe*, est de l'abbé Cauret.
- A. DUBOIS DE LA VILLERABEL. — *L'Ecole Saint-Charles de Saint-Brieuc*, Saint-Brieuc, 1891, 1 vol. in-8°.
- DU BOIS DE LA VILLERABEL (Mgr). — *Dom Leuduger, fondateur de la Congrégation des Filles du Saint-Esprit*, Saint-Brieuc, 1924, 1 vol. in-8°.
- L. DUBREUIL. — *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord (Etudes et documents)*, Paris, 1909, 1 vol. in-12.
- Id. — *Les travaux de secours dans le département des Côtes-du-Nord en 1790 et 1791*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXV, 1910, p. 254-278.
- Id. — *Une tenure bretonne : le domaine congéable*, dans la *Révolution française*, 1910, t. LVIII, p. 481-502, et LIX, p. 24-51.
- Id. — *La vente des biens nationaux dans le département des Côtes-du-Nord (1790-1830)*, Paris, 1912, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat ès lettres).
- Id. — *L'extraction du salpêtre dans le district de Dinan*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXVIII, 1912-1913, p. 147-178.
- Id. — *Les origines de la Chouannerie dans le département des Côtes-du-Nord*, dans *La Révolution française*, t. LXVIII, 1915, p. 128-155, 225-243, 349-365.

- L. DUBREUIL. — *Un évêque-concordataire, J.-B. Caffarelli, évêque de Saint-Brieuc (1^{er} mai 1802-11 janvier 1815)*, *ibid.*, t. LXXI, 1918, p. 537-542, et t. LXXII, 1919, p. 11-38.
- Id. — *Un correspondant de François Reyher, Nicolas Armez*, dans le *Recueil des Travaux de la Société libre d'Agriculture, Sciences et Arts du département de l'Eure*, 1918, p. 10-50.
- Id. — *Jean-Marie Baudouin de Maison-Blanche, juriste et député*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXIII, 1918-1919, p. 105-130 et 203-216.
- Id. — *Révolutionnaires de Basse-Bretagne : le conventionnel Pierre Guyomar*, *ibid.*, t. XXXIV, 1920, p. 168-187 et 298-318.
- Id. — *La culture du lin et les toiles en Bretagne*, dans *Le Fureteur breton*, mai 1922-mai 1923, p. 14-21.
- DU CHASNET. — *Vieux métiers. La poterie*, dans *Art et Décoration*, t. XXIV, 1908, p. 133-136.
- A. DU CHÂTELLIER. — *Histoire de la Révolution dans les départements de l'ancienne Bretagne*, Paris, 1836, 6 vol. in-8°.
- F. DUINE (Abbé). — *La métropole de Bretagne*, Paris, 1916, 1 vol. in-8°.
- A. DUPORTAL. — *Saint-Brieuc. La police de la ville à la fin du XVII^e siècle*, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. XLVII-XLVIII, 1909-1910, p. 1-73, et t. XLIX-L, 1911-1912, p. 71-108.
- A. DUPUY. — *L'instruction secondaire en Bretagne au XVIII^e siècle*. Discours de rentrée des Facultés de Rennes, Rennes, 1883, 1 plaq. in-8°.
- Id. — *La Bretagne au XVIII^e siècle. Les Prisons*, dans les *Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. XVI, 1883, p. 1-54.
- Id. — *Les épidémies en Bretagne au XVIII^e siècle*, dans les *Annales de Bretagne*, t. I, 1886, p. 115-148 et 290-308 ; t. II, 1886-1887, p. 20-49 et 190-226 ; t. III, 1887-1888, p. 179-205.
- Id. — *Etudes sur l'administration municipale en Bretagne au XVIII^e siècle*, Paris et Rennes, 1891, 1 vol. in-8°.
- R. DURAND. — *Le Collège de Saint-Brieuc en 1763*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXVIII, 1912-1913, p. 597-601.
- Id. — *Jean-Marie de Lamennais, vicaire capitulaire du diocèse de Saint-Brieuc et les congrégations (1815-1819)*, dans les *Documents sur l'histoire religieuse de la France pendant la Restauration (1814-1820)*, publiés par le Comité des Travaux historiques du

- Ministère de l'Instruction publique*, Paris, 1913, 1 vol. in-8°, p. 261-271.
- R. DURAND. — *Le prix des grains à Guingamp sous la Révolution*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXIX, 1913-1914, p. 499-501.
- Id. — *La maréchaussée dans le pays de Saint-Brieuc avant 1789*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXI, 1915-1916, p. 325-329.
- Id. — *La défense de Brest sous le Consulat*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXI, 1915-1916, p. 522-527 (avec carte).
- Id. — *Le commerce en Bretagne au XVIII^e siècle*, *ibid.*, t. XXXII, 1917, p. 447-420 (avec carte).
- Id. — *L'installation de la cour impériale de Rennes (1^{er} mai 1811)*, dans le *Bulletin de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. XLIII, 1921, p. XXXII-XXXIII.
- Id. — *Le personnel judiciaire dans les Côtes-du-Nord pendant la Révolution*, dans *La Révolution française*, t. LXXIV, 1921, p. 218-231.
- Id. — *La population du département des Côtes-du-Nord en 1793*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXVII, 1925, p. 486-495.
- C. DUTEMPLE (Abbé). — *Histoire de Lamballe*. T. 1^{er} : *La vie féodale. La vie religieuse*, Saint-Brieuc, 1918, 1 vol. in-8°⁴² (médiocre).
- ENTRAYGUES (Abbé). — *Mgr de Royère, évêque de Tréguier, dernier évêque de Castres (1727-1802)*, Paris, 1912, 1 vol. in-16.
- E. ESQUIEN. — *La franc-maçonnerie en Bretagne*, dans *Le Fureteur breton*, 1919, p. 49-50.
- M. FOUÉRÉ-MACÉ (Abbé). — *Le prieuré royal de Saint-Magloire de Lehon*, Rennes, 1892, 1 vol. in-4°.
- E. GALMICHE. — *Les règlements du Collège de Saint-Brieuc de 1731 à 1791*, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. LI, 1913, p. 71-92.
- Id. — *La poste aux lettres dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution française*, dans la *Revue de Bretagne*, t. L, 1913, p. 84-90.
- Id. — *La vie militaire à Saint-Brieuc sous l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXIV, 1920, p. 129-143.
- Id. — *Une affaire de tabac en Bretagne au XVIII^e siècle*, dans les *Comptes rendus, Procès-verbaux et Mémoires de l'Association bretonne* (Session de Quimper, 1923), Saint-Brieuc, 1924, 1 vol. in-8°, p. 131-135.

⁴². Cf. R. DURAND, *Compte rendu* dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXIII, 1918-1919, p. 437-447.

- A.-D. GAUTIER. — *Essai sur la statistique de l'arrondissement de Loudéac*, dans l'*Annuaire dinannais* pour 1834, p. 79-125.
- T. GAUTIER. — *Histoire de l'imprimerie en Bretagne*, Rennes, 1857, 1 vol. in-8°.
- Généalogie de la famille Jégou du Laz*, Vannes, 1897, 1^{er} vol. in-8°.
- Généalogie de la famille de Saisy de Kerampuil, suivie de pièces justificatives et complémentaires*, Vannes, 1896, 1 vol. in-8°.
- J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY. — *Anciens évêchés de Bretagne. Histoire et monuments*, Saint-Brieuc, 1855-1879, 6 vol. in-8°.
- ID. — *Etudes sur la Révolution en Bretagne, principalement dans les Côtes-du-Nord*, Paris et Saint-Brieuc, 1858, 1 vol. in-8°.
- A. GIFFARD. — *Les justices seigneuriales en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1902, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat en droit, d'une grande valeur).
- R. GIFFARD. — *Essai sur les présidiaux bretons*, Paris, 1904, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat en droit).
- GAULTIER DE KERMOAL. — *Esquisse de l'industrie linière dans le département des Côtes-du-Nord (XIV^e-XIX^e siècles)*, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. IX, 1866, p. 171-204.
- A. DE GOUÉ. — *Des charges et des obligations militaires imposées à la Bretagne depuis la fin du XVI^e siècle jusqu'en 1789*, Paris, 1906, 1 vol. in-8°.
- L. GOUGAUD (Dom). — *La soule en Bretagne et les jeux similaires du Cornwall et du Pays de Galles*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXVII, 1911-1912, p. 571-604.
- L. GUIHENNEUC. — *Etude sur la capitation proprement dite dans la province de Bretagne de 1695 à 1788*, Rennes, 1905, 1 vol. in-8°.
- A. GUILLOTIN DE CORSON (Chanoine). — *Pouillé historique de l'archevêché de Rennes*, Rennes, 1880-1886, 6 vol. in-8°.
- A. GUILLOU. — *Essai historique sur Tréguier par un Trécorrois*, Saint-Brieuc, 1913, 1 vol. in-8° (très médiocre).
- L. GUILLOU. — *Essai sur le fonctionnement et l'administration des Domaines en Bretagne (1759-1771) à la suite de l'aliénation des droits domaniaux faite au profit de la province*, Rennes, 1904, 1 vol. in-8°.

- Ch. GUIMART. — *Histoire des évêques de Saint-Brieuc*, Paris, 1852, 1 vol. in-8°.
- HABASQUE. — *Notions historiques, géographiques, statistiques et agronomiques sur le littoral des Côtes-du-Nord*, Saint-Brieuc, 1832-1836, 3 vol. in-8°.
- A. HAMON. — *La franc-maçonnerie en Bretagne et particulièrement dans les Côtes-du-Nord aux XVIII^e et XIX^e siècles*, dans l'*Acacia*, t. XVII, 1911, p. 453-467.
- Th.-X. DE HAUCOUR. — *Le Parlement de Bretagne*, Rennes, 1893, 1 vol. in-8°.
- P. HÉMON. — *François Delaizire, maître des forges du Vaublanc et de la Hardouinaie (1743-1796)*, Saint-Brieuc, 1898, 1 vol. in-8°.
- Id. — *La légende de Le Roux de Chef du Bois*, Rennes, 1899, 1 vol. in-8°.
- Id. — *Le Deist de Botidoux a-t-il trahi les députés girondins ?* Paris, 1909, 1 plaq. in-8°.
- F.-M. HENRY (Le P.). — *Dom Maudez-René Le Cozannet. Le diocèse de Tréguier au début du XVIII^e siècle*, Saint-Brieuc, 1924, 1 vol. in-8°.
- E. HERPIN. — *Armand de Chateaubriand, correspondant des Princes entre la France et l'Angleterre, d'après des documents inédits*, Paris, 1910, 1 vol. in-16.
- Id. — *La cathédrale de l'ancien diocèse de Saint-Malo*, Saint-Malo, 1895, 1 vol. in-16 (très médiocre).
- HERVOT (D^r). — *La médecine et les médecins à Saint-Malo (1510-1820)*, Rennes, 1905, 1 vol. in-8°.
- Id. — *Mémoire sur la topographie médicale du canton du Clos-Poulet et de la ville de Saint-Malo* (Manuscrit du D^r Chifoliau), dans *L'Hermine*, t. XXXIV, 1906, p. 100-109 et 213-218.
- Ch. HETTIER. — *Relations de la Normandie et de la Bretagne avec les îles de la Manche pendant l'émigration*, Caen, 1885, 1 vol. in-8°.
- A. HOUSSAYE. — *Moncontour-de-Bretagne et ses environs. Notice géographique*. *Annales*, Saint-Brieuc, 1910, 1 vol. in-8° (très médiocre).
- E. JAC. — *Un gentilhomme apothicaire : le comte de la Garaye*, Paris, 1904, 1 vol. in-16.
- B. JOLLIVET. — *Les Côtes-du-Nord. Histoire et géographie de toutes les communes du département*, Guingamp, 1854-1859, 5 vol. in-8°.

- Th. JUHEL. — *Notice sur Saint-Jacut-de-la-Mer et l'abbaye royale du même lieu*, Dinan, 1890, 1 plaq. in-8°.
- L. KERBIRIOU (Abbé). — *Jean-François de la Marche, évêque-comte de Léon (1729-1806). Etude sur un diocèse breton et sur l'émigration*, Paris et Quimper, 1924, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat ès lettres)⁴³.
- M. DE KERHUEL. — *Les privilèges financiers de la Bretagne au XVIII^e siècle*, Paris, 1903, 1 vol. in-8°.
- G. DE KÉRIGANT. — *Les Chouans. Episodes des guerres de l'Ouest dans les Côtes-du-Nord depuis 1792 jusqu'en 1800, suivis d'une notice sur la prise d'armes des royalistes de ce département pendant les Cent-Jours de 1815*, Dinan, 1882, 1 vol. in-12.
- R. KERVILER. — *Essai d'une bibliographie des publications périodiques de la Bretagne*, Rennes, 1884, 1 vol. in-8°.
- Id. — *Cent ans de représentation bretonne. Les Etats généraux et l'Assemblée Constituante. L'Assemblée Législative*, Paris, 1885-1891, 2 vol. in-8°.
- Id. — *Recherches et notices sur les députés de la Bretagne aux Etats généraux de 1789*, Rennes, 1889-1890, 2 vol. in-8°.
- Id. — *Répertoire général de bio-bibliographie bretonne*, Rennes, 1886-1906, 17 vol. in-8°. S'arrête aux lettres Gr.
- A. DE LA BORDERIE et B. POCQUET. — *Histoire de Bretagne. La Bretagne province*, t. V (1515-1715) et VI (1715-1789), Rennes, 1913-1914, 2 vol. in-4°.
- T. LAFOND. — *Etudes sur la Commission intermédiaire des Etats de Bretagne*, Nantes, 1902, 1 vol. in-8°.
- Ch. DE LA LANDE DE CALAN. — *La réforme de la milice garde-côtes en 1756*, dans le *Bulletin archéologique de l'Association bretonne*, 1891, p. 259-264.
- Id. — *La défense des côtes de Bretagne aux XVI^e et XVII^e siècles*, Vannes, 1892, 1 vol. in-8°.
- Id. — *Les haras de Bretagne au XVIII^e siècle*, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. XXXII, 1894, p. 172-184.
- J. LAMARE. — *Histoire du Collège de Saint-Brieuc*, *ibid.*, t. III, 1866, p. 65-82.

⁴³ Cf. R. DURAND, *Compte rendu dans le Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, 1924, p. 62-65.

- J. LAMARE. — *Histoire de Saint-Brieuc*, *ibid.*, t. XXII, 1884, p. 1-392.
- Ch.-V. LANGLOIS. — *Histoire de Bretagne à l'usage des écoles élémentaires*, Paris, 1891, 1 vol. in-12.
- A. LAVEILLE (Mgr). — *J.-M. de La Mennais*, Vannes, 1911, 2 vol. in-8°.
- A. LE BRAZ. — *Le théâtre celtique*, Paris, 1904, 1 vol. in-12 (Thèse de doctorat ès lettres).
- F.-G. LE LAY. — *Histoire de la ville et communauté de Pontivy au XVIII^e siècle*, Paris, 1911, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat ès lettres).
- Ch. LE MAOUT. — *Annales armoricaines et histoire physique, civile et ecclésiastique du département des Côtes-du-Nord (anciens diocèses de Saint-Brieuc et de Tréguier), depuis la conquête de l'Armorique par J. César jusqu'en l'an 1800*, Saint-Brieuc, 1846, 1 vol. in-16.
- A. LEMASSON (Abbé). — *L'abbaye de Saint-Jacut et la Révolution (Extrait du Bulletin paroissial de Saint-Jacut)*, 1913 et 1914, 1 vol. in-8°, 135 p.
- Id. — *Les origines du pèlerinage et du sanctuaire de Notre-Dame de Nazareth, près Plancoët*, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. LI, 1914, p. 101-224.
- Id. — *Les actes des prêtres insermentés du diocèse de Saint-Brieuc, guillotisés ou déportés à Rochefort et à l'île de Ré*, Saint-Brieuc, 1916-1920, 2 vol. in-8°.
- Id. — *L'abbé Mathurin Cochon, vicaire à la Trinité-Porhoët pendant la Révolution*, Vannes, 1921, 1 plaq. in-8°.
- Id. — *Les paroisses et le clergé de l'arrondissement de Dinan de 1789 à 1815. Etude historique, biographique et documentaire*, en cours de publication dans l'*Union malouine et dinannaise* depuis le 18 février 1922.
- Id. — *Les prêtres déportés à Jersey en 1796 d'après les registres de Mgr de Cheylus*, dans les *Comptes rendus de l'Association bretonne*. Session de Quimper (1923), t. XXXV, Saint-Brieuc, 1924, 1 vol. in-8°.
- R. LE MÉE (Abbé). — *L'instruction du peuple en Bretagne avant la Révolution*, Saint-Brieuc, 1884, 1 vol. in-16.
- A. LE MÉHAUTÉ. — *Les bureaux de l'Hôtel des Postes, Télégraphes et Téléphones de Saint-Brieuc depuis l'origine jusqu'à nos jours*,

dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. XLIX, 1911, p. 159-192.

- LEMERCIER (Abbé). — *Notice sur la congrégation des Filles du Saint-Esprit* (de Plérin), 1706-1850, Saint-Brieuc, 1888, 1 vol. in-8°.
- E. LEMIERE. — *Bibliographie des ouvrages et des écrits publiés sur les guerres de la Vendée et de la Chouannerie*, en cours de publication dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. XLII, 1914; t. LV, 1924. Est rendue à la lettre K.
- J. LE MONNIER. — *Guingamp, Avaugour et Penthievre*, Rennes, 1923, 1 vol. in-8° (médiocre)⁴⁴.
- A. LE MOY. — *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle*, Angers, 1909, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat ès lettres).
- A. LENEPVOU DE CARFORT. — *Notice historique sur Lannion et ses environs*, Lannion, 1874, 1 vol. in-12.
- R. LENEPVOU DE CARFORT (V^{te}). — *Etude généalogique sur la maison Le Nepvou de l'évêché de Saint-Brieuc*, Saint-Brieuc, 1913, 1 vol. in-4°.
- G. LENÔTRE. — *Le marquis de La Rouërie et la conjuration bretonne*, Paris, 1899, 1 vol. in-8°.
- ID. — *Bleus, Blancs et Rouges*, Paris, 1912, 1 vol. in-8°.
- ID. — *La Mirlilantouille. Episodes de la Chouannerie bretonne (1794-1800)*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, novembre-décembre 1923, p. 797-825, janvier-février et mars-avril 1924, p. 85-117, 577-602, 885-912, 655-681 et 881-910.
- LE SAGE (Abbé). — *Notions historiques sur le diocèse de Saint-Brieuc avant, pendant et après la Révolution et sur les environs de Broons et Uzel*, Saint-Brieuc, 1850, 1 vol. in-8°.
- J. LE SAGE. — *Coup d'œil rétrospectif sur la ville de Dinan depuis l'établissement de sa municipalité jusqu'à nos jours*, Dinan, s. d. (1871), 1 vol. in-8°.
- J. LETACONNOUX. — *Le régime de la corvée en Bretagne au XVIII^e siècle*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXI, 1905-1906, p. 144-159; t. XXII, 1906-1907, p. 271-293, 453-466 et 592-627; t. XXIII, 1907-1908, p. 498-520.

⁴⁴. Cf. R. DURAND, *Compte rendu dans les Annales de Bretagne*, t. XXXVI, 1924, p. 417-420.

- ID. — *La Chouannerie dans le département des Côtes-du-Nord durant le Directoire*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXIV, 1908-1909, p. 147-163.
- ID. — *Les subsistances et le commerce des grains en Bretagne au XVIII^e siècle*, Rennes, 1909, 1 vol. in-8°.
- ID. — *Les grands chemins de Bretagne : essai sur la résistance provinciale à la centralisation administrative au XVIII^e siècle*, dans la *Revue du XVIII^e siècle*, janvier-juin 1917.
- P. LEVOT. — *Biographie bretonne*, Vannes et Paris, 1857, 2 vol. in-8°.
- ID. — *Histoire de la ville et du port de Brest*, Brest et Paris, 1864-1876, 5 vol. in-12.
- J. LORÉDAN. — *La grande misère et les voleurs au XVIII^e siècle. Marion du Faouët et ses « associés » (1740-1770), d'après des documents inédits*, Paris, 1910, 1 vol. in-8°.
- LÉON MAÎTRE. — *L'assistance publique dans la Loire-Inférieure avant 1789 : étude sur les léproseries, aumôneries, hôpitaux généraux et bureaux de charité*, Nantes, 1880, 1 vol. in-8°.
- LÉONCE MAÎTRE. — *Une loge maçonnique au XVIII^e siècle en Bretagne (Notes historiques)*, Paris, 1903, 1 plaq. in-8°.
- G. MARTIN. — *La franc-maçonnerie et la préparation de la Révolution de 1789 en France et plus spécialement en Bretagne*, Toulouse, 1925, 1 plaq. in-8°.
- A. MAULION. — *Le tribunal d'appel et la cour de Rennes. Personnel (an VIII-1904)*, Rennes, 1904, 1 vol. in-8°.
- Notice sur Jean-François Le Boyer, professeur de physique et de mathématiques au Collège de Nantes*, dans les *Annales de la Société royale académique de Nantes*, t. VII, 1836, p. 100 et seq.
- L. ODORICI. — *Recherches sur Dinan et ses environs*, Dinan, s. d. (1857), 1 vol. in-12.
- U. ONFROY-KERMOALQUIN (Abbé). — *Etudes sur les villes de Bretagne*, Guingamp, 1846, 1 vol. in-8° (Lamballe, Guingamp, Tréguier).
- P. PARFOURU. — *La torture et les exécutions en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, dans les *Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. XXV, 1896, p. 245-280.
- H. DE PENANSTER. — *Une conspiration en l'an XI et en l'an XII*, Paris, 1896, 1 vol. in-16.

R. PETIT (Dr). — *La science et l'art de guérir en Bretagne au XVIII^e siècle*, dans les *Annales de Bretagne*, t. II, 1886-1887, p. 3-20 et 261-291.

PIÉDERRIÈRE (Abbé). — *Les petites écoles en Bretagne avant la Révolution*, dans la *Revue de Bretagne*, 1877, t. II, p. 131-138, 215-224 et 229-300.

F. PLAINE (Dom). — *Essai historique sur les origines et les vicissitudes de l'imprimerie en Bretagne*, 1876, 1 plaq. in-4^e.

M. PLIHON. — *L'imprimerie à Lamballe avant et pendant la Révolution*, dans le *Bulletin archéologique de l'Association bretonne*, t. XXVI, 1907 (Lamballe), p. 134-137.

B. POCQUET. — *Les origines de la Révolution en Bretagne*, Paris, 2 vol. in-12.

H. POMMERET (Abbé). — *L'esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution (1789-1799). Essai d'histoire politique d'un département breton*, Saint-Brieuc, 1921, 1 vol. in-8^o (Thèse de doctorat ès lettres)⁴⁵.

La famille Prud'homme à Saint-Brieuc. Trois siècles de souvenirs intimes, Saint-Brieuc, 1912, 1 vol. in-4^e (Imprimerie Prud'homme. Non mis dans le commerce).

C.-J.-B. QUERNEST. — *Notions historiques et archéologiques sur la ville de Lamballe*, Saint-Brieuc, 1887, 1 vol. in-8^o.

F. QUEYSSETTE. — *La fiscalité royale en Bretagne de 1689 à 1715*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXV, 1910, p. 476-487.

ID. — *L'administration financière des Etats de Bretagne de 1689 à 1715*, Paris, 1911, 1 vol. in-8^o (Mémoire de diplôme d'études supérieures d'histoire).

B. ROBIDOU. — *Histoire et panorama d'un beau pays* (Saint-Malo, Saint-Servan, Dinan et Dol), Dinan, 1853, 2 vol. in-8^o, et 1861, 1 vol. in-4^e.

F. ROBIDOU (Abbé). — *Les derniers corsaires malouins. La course sous la République et l'Empire*, Paris et Rennes, 1920, 1 vol. in-8^o (Thèse de doctorat ès lettres posthume).

J. ROGER. — *Les médecins bretons du XVI^e au XX^e siècles. Biographie et bibliographie*, Paris, 1900, 1 vol. in-8^o.

⁴⁵ Cf. R. DURAND, *Compte rendu* dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXV, 1923, p. 307-311.

S. ROPARTZ. — *Guingamp. Etudes pour servir à l'histoire du Tiers Etat en Bretagne*, 2^e éd., Saint-Brieuc et Paris, s. d. (1859), 2 vol. in-8° (médiocre).

ID. — *Portraits bretons des XVII^e et XVIII^e siècles*, Saint-Brieuc, 1857, 1 vol. in-12.

R. ROUAULT DE LA VIGNE. — *Un médecin agronome au pays de Lamballe : le Dr Lavergne*, Saint-Brieuc, 1908, 1 plaq. in-8°.

A. ROUSSEL (Le P.). — *La Mennais et ses correspondants inconnus*, Paris, 1912, 1 vol. in-12.

E. SAGERET. — *Le Morbihan et la Chouannerie morbihannaise*, Paris, 1914-1918, 4 vol. in-8°⁴⁶.

F. SAULNIER. — *Le Parlement de Bretagne (1554-1790). Répertoire alphabétique et biographique de tous les membres de la Cour*, Rennes, 1909, 2 vol. in-4°.

G. SAULNIER DE LA PINELAIS. — *Les gens du Roi au Parlement de Bretagne (1553-1790)*, Paris et Rennes, 1902, 1 vol. in-8°.

H. SÉE. — *Les Etats de Bretagne au XVI^e siècle*, Paris et Rennes, 1895, 1 vol. in-8°.

ID. — *Les classes rurales en Bretagne du XVI^e siècle à la Révolution*, Paris, 1906, 1 vol. in-8°.

ID. — *L'industrie et le commerce de la Bretagne dans la première moitié du XVIII^e siècle d'après le Mémoire de l'Intendant des Gallois de la Tour*, dans le *Bulletin de la Commission de recherches et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution*. Publication du Comité d'Ille-et-Vilaine, Rennes, 1922, 1 plaq. in-8°.

ID. — *Les forêts et la question du déboisement en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime*, *ibid.*, Rennes, 1924, 1 plaq. in-8°.

ID. — *La santé publique dans le diocèse de Saint-Brieuc à la fin de l'Ancien Régime*, dans les *Notices, inventaires et documents du Comité des Travaux historiques du Ministère de l'Instruction publique*, Paris, 1924, 1 vol. in-8°.

ID. — *La misère, la mendicité et l'assistance en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime*, dans le *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, mars 1925, p. 88-91.

ID. — *L'état économique de la Haute-Bretagne sous le Consulat d'après les statistiques de Borie et de Huet*, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, mars-avril 1925, p. 151-163.

46. Cf. R. DURAND, *Compte rendu des tomes III et IV dans les Annales de Bretagne*, t. XXXIV, 1922, p. 230-234.

- J. SOUCHET (Abbé). — *Tableau de tous les évêques de Saint-Brieuc dont il est parlé dans l'histoire, la chronologie et les chartes*, Saint-Brieuc, 1860, 1 feuille in-folio.
- S. STROWSKI. — *Le député Boullé et les premiers mois de la Révolution*, dans la *Nouvelle Revue*, 1^{er} et 15 mai 1909, p. 91-101 et 205-214.
- J. TÉPHANY (Abbé). — *Histoire de la persécution religieuse dans les diocèses de Quimper et de Léon*, Quimper, 1879, 1 vol. in-8°.
- G. THOMAS. — *La tenue des Etats de Bretagne de l'année 1724 à Saint-Brieuc*, Rennes, 1923, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat en droit, très médiocre)⁴⁷.
- E. TRÉGUY (Abbé). — *La paroisse de Notre-Dame de Matignon*, Saint-Brieuc, 1913, 1 vol. in-8°.
- Id. — *Le Guildo*, Saint-Brieuc, 1913, 1 vol. in-8°.
- TRESVAUX (Abbé). — *L'Eglise de Bretagne depuis ses commencements jusqu'à nos jours*, Paris, 1839, 1 vol. in-8°. Publiée d'après les matériaux de dom Hyacinthe Morice de Beaubois, religieux bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur.
- Id. — *Histoire de la persécution révolutionnaire en Bretagne à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, 1845, 2 vol. in-12, rééditée à Rennes en 1892.
- J. TRÉVÉDY. — *Organisation judiciaire de la Bretagne avant 1789*, dans la *Nouvelle Revue historique du Droit français et étranger*, t. XVII, 1893, p. 192-257 et 376-381.
- B. VAURIGAUD. — *Essai sur l'histoire des Eglises réformées de Bretagne*, Paris, 1870, 3 vol. in-8°.
- P. VIARD. — *Les subsistances en Ille-et-Vilaine sous le Consulat et l'Empire*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXII, 1917, p. 328-352 et 471-488.
- L. DE VILLERS. — *Histoire de la Société d'Agriculture, du Commerce et des Arts établie par les Etats de Bretagne*, dans le *Bulletin archéologique de l'Association bretonne*, 3^e série, t. XVI, 1898, p. 315-352.
- V. VINCENT. — *Essai sur le protestantisme en Haute-Bretagne jusqu'à l'Edit de Nantes*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXIX, 1914, p. 30-39.

47. Cf. R. DURAND, *Compte rendu dans le Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, 1924, p. 59-61.

Le Département des Côtes-du-Nord

CHAPITRE I

Le Personnel dirigeant, les Élections et les Assemblées (1800-1814)

I. LES AGENTS DU POUVOIR CENTRAL ET LES ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES DANS LES ÉVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER, SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — L'intendant de Bretagne et ses subdélégués. — Les États de Bretagne et leur commission intermédiaire. — Les communautés de ville et le personnel municipal. — Les paroisses rurales : généraux et syndics. — Les Cahiers de doléances et les questions électorale et administrative.

II. LES AGENTS DU POUVOIR CENTRAL ET LES ASSEMBLÉES ÉLUES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — La représentation des Côtes-du-Nord aux assemblées nationales : Constituante, Législative, Convention, Anciens et Cinq-Cents. — Les assemblées et administrations locales en 1791. — Les représentants du peuple en mission et leurs épurations. — Les assemblées et administrations locales sous le Directoire.

III. LES AGENTS DU POUVOIR CENTRAL ET LES ASSEMBLÉES ÉLUES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Le préfet Boullé : son passé, son caractère, son installation. — Le conseil de préfecture. — Les secrétaires généraux : Concedieu et Le Gorrec. — Les bureaux de la préfecture. — Les arrondissements et les sous-préfets : Mauviel, à Guingamp; Gagon, puis Néel, à Dinan; Le Grontec, à Lannion; Hillion, à Loudéac. — Les municipalités, maires et adjoints des principales communes. — Les missions de Challan, Barbé-Marbois et Bérenger. — Les assemblées élues : conseil général; conseils d'arrondissement; leurs principales sessions; les conseils municipaux et leur activité. — Les plébiscites. — Les élections proprement dites : système des notabilités; système de l'an X et différents renouvellements. — Les fêtes et cérémonies; translation du cœur de Duguesclin.

CONCLUSION. — Caractère absolutiste et centralisateur de l'administration napoléonienne. — Comparaison avec d'autres départements.

I. — LES AGENTS DU POUVOIR CENTRAL ET LES ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES DANS LES ÉVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER, SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

Sous l'Ancien Régime, les évêchés de Saint-Brieuc et de Tréguier relevaient, au point de vue de l'administration civile, de la généralité de Rennes.

Les intendants de Bretagne, à poste fixe à Rennes depuis 1689, étendaient leur autorité sur un territoire à peu près équivalent à cinq de nos départements contemporains : Ile-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Loire-Inférieure.

On sait quelles étaient les attributions à la fois très étendues et très confuses de ces fonctionnaires. Maître des requêtes du Conseil d'Etat, détaché de Paris d'une façon permanente dans une généralité, en qualité de commissaire départi pour la police, la justice et les finances, l'intendant est le véritable « Maître Jacques » de l'ancienne monarchie. Finances, travaux publics, police générale, agriculture, industrie, commerce, affaires religieuses, instruction publique, presse, assistance publique, l'intendant se mêle à peu près de tout, même du judiciaire et du militaire. A cet égard, il est le prédécesseur authentique de nos modernes préfets. Telles sont les attributions en Bretagne au XVII^e siècle d'un Pomereu, d'un Béchameil de Nointel, d'un Ferrand de Villemain ; au XVIII^e siècle d'un Feydeau de Brou, d'un Pontcarré de Viarmes, d'un Caze de la Bove, d'un Bertrand de Molleville ¹.

Ces attributions, si vastes et si mal précisées, exposaient l'intendant, on le conçoit aisément, à de nombreux conflits avec les autres représentants de l'autorité royale, gouverneurs ou parlements, et davantage encore avec les institutions locales élues, quand elles existaient, telles que, par exemple, les Etats provinciaux. On distinguait à ce point de vue dans la France de l'Ancien Régime « les pays d'élections » et « les pays

1. Sur les origines et le fonctionnement de l'intendance en Bretagne, cf. A. DE LA BORDERIE et B. POCQUET, *Histoire de Bretagne. La Bretagne province*, t. V (1515-1715), publié en 1913, et t. VI (1715-1789), publié en 1914, et plus spécialement J. LETACONNOUX, *Les relations du Pouvoir central et de la province de Bretagne au XVII^e siècle. Correspondance des contrôleurs généraux avec la province de Bretagne (1689-1715)*, Rennes, 1907, 1 vol. in-4^o et S. CANAL, *Les origines de l'intendance en Bretagne. Essai sur les relations de la Bretagne avec le pouvoir central*, Paris, 1911, 1 vol. in-8^o.

A partir du XVIII^e siècle, les intendants se font seconder par des « subdélégués » qui cumulent d'ailleurs souvent cette fonction avec la possession d'un office de judicature ou de finances. Il y eut des subdélégués de l'intendant de Bretagne en résidence à Dinan, Saint-Brieuc, Lamballe, Tréguier, Callac, Corlay, au XVIII^e siècle. Cf. *Etrennes de Bretagne de 1768*, et années suivantes. On peut y voir les précurseurs des sous-préfets napoléoniens, mais les subdélégations ne formaient pas des circonscriptions administratives permanentes. Chaque intendant les remaniait à son gré. L'institution est d'ailleurs fort mal connue et nécessiterait une monographie.

d'Etats ». La Bretagne était « un pays d'Etats » et peut-être, de tous les pays d'Etats, un de ceux où le particularisme était le plus tenace, la résistance à la centralisation sans cesse croissante de l'ancienne monarchie, la plus acharnée. L'histoire des Etats de Bretagne, au XVIII^e siècle surtout, se résume dans les péripéties d'un long duel entre les représentants de la province « à la mauvaise tête » devenue proverbiale, et le représentant du roi, l'intendant.

Ces Etats, dont l'origine remontait à la période féodale de l'histoire bretonne, se réunissaient en principe tous les deux ans, depuis 1630, et comprenaient des représentants du haut clergé, de la noblesse et du tiers état. Le clergé était représenté par les évêques, les abbés, les députés des chapitres; la noblesse, par les barons et les gentilshommes de la province; enfin, le Tiers par les députés de 41 villes bretonnes. Mentionnons dans la région qui nous intéresse, comme villes ayant le droit de députer aux Etats : Saint-Brieuc, Tréguier, Dinan, Guingamp, Lamballe, Lannion, Quintin et Moncontour².

Au cours du XVIII^e siècle, on ne compte pas moins d'une quarantaine de sessions tant ordinaires qu'extraordinaires. Le plus souvent elles se tenaient à Rennes; cependant, quand le gouvernement royal voulait déjouer l'opposition concertée et fréquente, « la cabale » du Parlement et des Etats, il usait du subterfuge suivant. Les Etats étaient convoqués dans une ville autre que la turbulente cité parlementaire. C'est ainsi que se tinrent à Saint-Brieuc les Etats de 1715, où la noblesse bretonne releva la tête pour la première fois, après les dures années de despotisme de Louis XIV³. Dinan connut la session orageuse de 1717 où devaient s'ourdir les premières trames de la conspiration de Pontcallec⁴.

2. Cf. A. DE LA BORDERIE et B. POCQUET, *op. cit.*, t. VI. Sur les Etats de Bretagne en général on consultera C^{te} DE CARNÉ, *Les Etats de Bretagne et l'administration de cette province jusqu'en 1789*, Paris, 1868, 2 vol. in-8°; N.-L. CARON, *L'administration des Etats de Bretagne de 1493 à 1790*, Paris, 1872, 1 vol. in-8° et H. SÉE, *Les Etats de Bretagne au XVI^e siècle*, Paris et Rennes, 1895, 1 vol. in-8°. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 196 donne la liste des sessions d'Etats de Bretagne tenues aux XVII^e et XVIII^e siècles à Saint-Brieuc.

3. A. DE LA BORDERIE et B. POCQUET, t. cité, p. 2.

4. *Ibid.*, p. 5, cf. J. DE COATTAREL, *Une tenue d'Etats de Bretagne sous la Régence. Les Etats de Dinan (1717-1718)*, Rennes, 1911, 1 vol. in-8°.

En 1724, 1726 et 1730, les Etats de Bretagne siégèrent de nouveau à Saint-Brieuc, ainsi qu'en 1758⁵. Enfin, c'est à Saint-Brieuc qu'eut lieu, le 16 avril 1789, l'assemblée du clergé et de la noblesse convoquée spécialement et séparément du Tiers pour élire les députés de ces deux ordres privilégiés aux Etats généraux⁶.

Les attributions des Etats étaient surtout financières : outre le budget de la province, recettes et dépenses (agriculture, hygiène, travaux publics), les Etats votaient les impôts royaux, en particulier le « don gratuit », et ce vote était l'objet d'interminables discussions et marchandages entre les représentants de la province et ceux du roi, gouverneurs et intendants.

D'ailleurs, à partir de 1735, il convient de signaler l'apparition d'une nouvelle institution bretonne très importante, la « Commission intermédiaire des Etats », délégation permanente chargée de contrôler dans l'intervalle des sessions l'emploi des fonds votés par l'assemblée. Ce rôle très considérable, que l'on pourrait rapprocher de celui de nos « Commissions départementales » contemporaines, diminuait, on le comprend, d'une façon notable, les pouvoirs de l'intendant⁷.

Avec les Etats provinciaux, la Bretagne d'avant 1789 connaissait une autre espèce d'assemblées représentatives : ce sont les « Communautés de ville ». On désignait sous ce nom toute municipalité « pourvue de deniers communs et investie du droit d'envoyer des députés aux Etats »⁸. Elles dataient pour la plupart du XV^e siècle et achevèrent de s'organiser définitivement au XVI^e et au début du XVII^e, quelquefois en obtenant du roi des lettres patentes qui les assimilaient aux « bonnes villes » du royaume. Parfois aussi ces lettres patentes comportent concession de « deniers d'octroi », et c'est pour la communauté de ville ainsi privilégiée une ressource nouvelle

5. *Ibid.*, p. 188, 193, 196, 282. Sur les Etats de Saint-Brieuc de 1724, cf G. THOMAS, *La tenue des Etats de Bretagne de l'année 1724 à Saint-Brieuc*, Rennes, 1923, 1 vol. in-8°.

6. *Ibid.*, p. 388. Cf. B. POCQUET, *Les origines de la Révolution en Bretagne*, Paris, 1885, 2 vol. in-12, et H. POMMERET (abbé), *L'esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution*, Saint-Brieuc, 1921, 1 vol. in-8°, p. 51-56.

7. A. DE LA BORDERIE et B. POCQUET, *op. cit.*, t. VI, p. 209, et T. LAFOND, *Etude sur la Commission intermédiaire des Etats de Bretagne*, Nantes, 1902, 1 vol. in-8°.

8. A. DUPUY, *Etudes sur l'administration municipale en Bretagne au XVIII^e siècle*, Paris et Rennes, 1891, 1 vol. in-8°, p. 10.

qui vient s'ajouter aux biens-fonds et aux rentes qu'elle possède d'autre part sous le nom de « deniers patrimoniaux ».

Comme on l'a dit plus haut à propos des Etats, on compte en Bretagne, au XVIII^e siècle, une quarantaine de ces communautés parmi lesquelles, dans la région qui nous occupe : Saint-Brieuc, Lamballe, Quintin, Moncontour, Dinan, Tréguier, Lannion, Guingamp⁹.

Naturellement, comme on le constate toujours quand il s'agit d'institutions d'Ancien Régime, la plus grande diversité se remarque dans les constitutions municipales de ces villes. A Dinan, tous les habitants âgés de plus de 25 ans sont électeurs municipaux. Ailleurs, par exemple à Tréguier, à Lannion, le suffrage est un suffrage restreint et très compliqué.

La communauté de ville ou, comme on dit parfois, « les échevins », est un organe délibérant. L'exécution de ses délibérations est confiée à des magistrats municipaux, eux aussi recrutés de façon variable, mais qui se ramènent presque toujours à trois :

le « maire »,

le « procureur-syndic »,

et le « miseur », auxquels il faut adjoindre, bien qu'il ne fasse pas à proprement parler partie de la communauté, le « gouverneur » ou « lieutenant du Roi ».

Ces magistrats sont essentiellement et dès l'origine électifs : à la vérité, le gouvernement royal pendant les vingt-cinq dernières années du règne de Louis XIV a bien essayé de les transformer en officiers royaux de judicature, à charge vénale. Mais finalement, par arrêt du conseil du 9 avril 1748, il a « réuni » les offices, c'est-à-dire les a restitués moyennant finances aux communautés avec faculté d'élire librement leurs titulaires. Toutefois, à Saint-Brieuc et à Guingamp, les charges municipales continuèrent de s'acheter.

Quant aux gouverneurs et aux lieutenants de Roi, ce ne sont pas des membres de la communauté au sens strict du mot. Depuis que les villes de l'intérieur avaient cessé d'être fortifiées, c'est-à-dire depuis le XVI^e siècle, elles n'avaient plus de gouverneur. En 1696 seulement, dans le but de battre monnaie, le gouvernement de Louis XIV eut l'idée de rétablir

9. *Ibid.*, p. 12 et seq.

cette dignité en en faisant un office municipal et vénal, ainsi d'ailleurs que celle de « lieutenant de Roi ». C'était une sinécure, ne conférant à son titulaire aucune participation effective à la gestion des affaires de la ville, mais qui se trouvait acquéreur comme tous les offices, parmi les vanités oisives de la province. C'est ainsi que Saint-Brieuc possédait un lieutenant de Roi.

Par contre, le maire est vraiment la cheville ouvrière de la communauté : élu pour deux ou trois ans, c'est lui qui en préside toutes les séances, c'est lui qui la représente aux Etats¹⁰.

Au XVIII^e siècle, nous relevons, parmi les maires de Saint-Brieuc, les noms suivants : Bernard du Hautcilly, Ruffelet, Vittu de Kersaint, Lymon de la Belleissue, Jean-Louis Bagot et surtout Souvestre de la Villemain et Poulain-Corbion qui occupèrent ce poste sans interruption, l'un pendant près de vingt ans (1752-1772), l'autre pendant dix ans (1779-1789)¹¹.

10. *Ibid.*, p. 15-38. On consultera plus spécialement, pour l'histoire municipale de Saint-Brieuc, RUFFELET (Abbé), *Annales briochines ou Abrégé chronologique de l'histoire ecclésiastique, civile et littéraire du diocèse de Saint-Brieuc*, Saint-Brieuc, 1771, 1 vol. in-12, rééd. par S. ROPARTZ, Saint-Brieuc, 1850, 1 vol. in-12; Charles LE MAOUT, *Annales armoricaines et Histoire physique, civile et ecclésiastique du département des Côtes-du-Nord (anciens diocèses de Saint-Brieuc et de Tréguier)*, depuis la conquête de l'Armorique par J. César jusqu'en l'an 1800, Saint-Brieuc, 1846, 1 vol. in-16, et surtout J. LAMARE, *Histoire de Saint-Brieuc*, dans *Bulletins et Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. XXII, année 1884, Mémoires, p. 1-392.

Sur l'histoire de Dinan, B. ROBIDOU, *Histoire et Panorama d'un beau pays (Saint-Malo, Saint-Servan, Dinan et Dol)*, Dinan, 1853, 2 vol. in-8°, et 1861, 1 vol. in-4°; L. ODORICI, *Recherches sur Dinan et ses environs*, Dinan, s. d. (1857), 1 vol. in-12, et J. LE SAGE, *Coup d'œil rétrospectif sur la ville de Dinan depuis l'établissement de sa municipalité jusqu'à nos jours*, Dinan 1871, 1 vol. in-8°.

Sur l'histoire de Lamballe, U. ONFROY-KERMOALQUIN, *Etudes sur les villes de Bretagne*, Guingamp, 1846, 1 vol. in-8°; Lamballe; C.-J.-B. QUERNEST, *Notions historiques et archéologiques sur la ville de Lamballe*, Saint-Brieuc, 1887, 1 vol. in-8°, et C. DUTEMPLE (abbé), *Histoire de Lamballe*, t. 1^{er} : *la vie féodale, la vie religieuse*, Saint-Brieuc, 1919, 1 vol. in-8°.

Sur l'histoire de Guingamp, U. ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.* : Guingamp, et S. ROPARTZ, *Guingamp. Etudes pour servir à l'histoire du tiers état en Bretagne*, Saint-Brieuc et Paris, 2^e éd., s. d. (1859), 2 vol. in-8°; J. LE MONNIER, *Guingamp, Avaugour et Penthievre*, Rennes, 1923, 1 vol. in-8°.

Sur l'histoire de Quintin, R. CHASSIN DU GUERNY, *Etudes historiques sur l'organisation de la seigneurie de Quintin*, Rennes, 1905, 1 vol. in-8°.

Sur Moncontour, A. HOUSSEY, *Moncontour-de-Bretagne et ses environs. Notice géographique*, Annales, Saint-Brieuc, 1910, 1 vol. in-8°.

Sur Lannion, A. LENEVOU DE CARFORT, *Notice historique sur Lannion et ses environs*, Lannion, 1874, 1 vol. in-12.

Sur Tréguier, U. ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.* : Tréguier, et A. GUILLOU, *Essai historique sur Tréguier par un Trégorrois*, Saint-Brieuc, 1913, 1 vol. in-8°.

11. J. LAMARE, *op. cit.*, p. 173.

Tout auprès du maire est le procureur du Roi ou procureur-syndic. Il joue dans la communauté de ville un rôle analogue à celui du procureur royal devant les juridictions royales, à celui du procureur fiscal devant les juridictions seigneuriales. « Si c'est le maire qui préside les séances du corps de ville, c'est le procureur du Roi qui prononce les réquisitoires, c'est-à-dire expose les questions. La communauté ne délibère qu'après avoir entendu ses conclusions ». Il en résulte que le rôle de procureur-syndic dans la vie municipale est en fait très important, presque aussi important sinon plus que celui du maire. Saint-Brieuc a un procureur-syndic, qui paraît avoir été désigné communément sous le nom « d'avocat-syndic ». Guingamp a un « procureur du Roi, syndic de la communauté ». Les petites communautés font remplir cet office par le maire : c'est le cas pour Dinan, Lamballe, Tréguier, etc.

Enfin, le « miseur » ou trésorier est préposé aux finances de la ville. Propriétaire de sa charge, il perçoit sur les revenus municipaux dont il a le maniement, des taxations qui s'élèvent à deux sous pour les deniers d'octroi et à un sou pour les deniers patrimoniaux. A Saint-Brieuc, l'office de miseur était cumulé par le maire ; Guingamp avait deux miseurs ¹².

L'organisation que nous venons de décrire ne s'applique qu'aux villes proprement dites, c'est-à-dire aux localités ayant eu des remparts au Moyen Age ou qui ont formé le chef-lieu d'une seigneurie considérable. Elles seules députent aux Etats. Toutes les agglomérations, même relativement considérables, qui ne satisfont pas aux deux conditions ci-dessus ne peuvent être qualifiées de villes et n'ont pas de communauté. Cela ne veut pas dire pourtant qu'elles sont absolument dépourvues de tout organe représentatif.

Le corps de ville est remplacé pour elles par le « général de paroisse ». Le général de paroisse rurale est à la fois notre conseil de fabrique concordataire et une espèce de conseil municipal. Composé primitivement de la « généralité » des paroissiens, mais réduit successivement par une série d'arrêtés du Parlement de Bretagne à 17 membres, le général comprend à dater du XVII^e siècle le sénéchal de juridiction ou à son défaut l'alloué, le procureur du Roi quand la paroisse est dans le ressort d'une juridiction royale, le seigneur ou son procureur

12. A. DUPUY, *op. cit.*, p. 38-51.

fiscal quand elle dépend d'une justice seigneuriale, le recteur, deux trésoriers ou marguilliers en exercice et douze délégués qui sont obligatoirement d'anciens trésoriers sortis de charge. En tant que conseil de fabrique, le général de paroisse administre le temporel de l'église : à cet égard les personnages essentiels en sont les marguilliers.

Mais il a en outre des attributions purement profanes, que l'on appelle au XVIII^e siècle « le gouvernement extérieur » de la paroisse. Les affaires les plus importantes de ce « gouvernement extérieur » sont, pour les paroisses rurales, le passage des troupes, et la corvée des grands chemins. Les paroisses confient le soin d'y pourvoir à deux personnages spéciaux, le « syndic militaire », qui s'enhardit parfois à prendre le titre de maire et le « syndic des grands chemins ». Ce dernier est assisté de « députés » en nombre variable qui doivent surveiller les corvoyeurs.

On voit donc que la paroisse, circonscription purement ecclésiastique à l'origine, tend, à ce double point de vue, à devenir vers la fin du XVIII^e siècle une unité administrative laïque, analogue à notre commune. Malheureusement, à la différence des communautés de villes, les généraux de paroisse n'ont pas de deniers communs. N'ayant pas de deniers communs, ils restent de toute nécessité des municipalités incomplètes et à peu près totalement impuissantes dans le triple domaine de la voirie rurale, de l'assistance publique et de l'instruction primaire ¹³.

Un intendant auquel font contrepoids des Etats périodiques mais ne représentant guère que les ordres privilégiés, des communautés de ville en petit nombre, enfin des généraux de paroisses rurales à pouvoirs très restreints, telle était l'organisation administrative et représentative de la Bretagne et par conséquent des évêchés de Saint-Brieuc et Tréguier à la fin du XVIII^e siècle.

Que valait-elle et comment fonctionnait-elle ? Elle ne valait pas grand'chose et fonctionnait mal. L'étude détaillée des sessions d'Etats révèle chez les représentants du clergé et de la noblesse bretonne un parlementarisme égoïste et brouillon ; celle des registres municipaux, chez les notables des communautés, peu de sérieux, peu d'application au travail, beaucoup

13. *Ibid.*, p. 91-143.

de vanité et de formalisme; et cette impression est corroborée par les doléances des intendants. Enfin les généraux de paroisse ne sont, on vient de le voir, que des embryons de municipalités. Aussi les Cahiers de 1789, pour la plupart, traitent-ils sans ménagement cet ensemble d'institutions caduques ¹⁴.

Dans la sénéchaussée de Rennes, de très nombreux cahiers de paroisse réclament le doublement du Tiers et le vote par tête, tant aux Etats généraux qu'aux Etats provinciaux ¹⁵. Le Cahier général de la sénéchaussée les résumant, s'exprime ainsi qu'il suit dans son titre premier : « Toutes délibérations définitives seront prises dans l'assemblée générale et par tête, la délibération par classe des privilégiés ne pouvant qu'anéantir l'esprit public... mettre un obstacle éternel aux lois et aux réformes les plus nécessaires, enfin soumettre vingt-cinq millions d'hommes aux despotiques volontés de quelques milliers d'individus » ¹⁶.

La réforme des communautés de ville n'est pas réclamée avec moins d'énergie. Ecoutons plutôt là-dessus le Cahier de la ville de Guingamp (art. 27) : « La municipalité chargée de veiller aux affaires publiques et de soutenir les intérêts du citoyen de toute classe devrait être formée de manière que chaque classe de citoyens pût faire valoir ses droits. Dans presque toutes les villes de la province et particulièrement dans cette ville, les municipalités ne sont composées que d'un très petit nombre de membres pris dans les classes supérieures, tandis que les classes inférieures n'ont personne pour les représenter, d'où il résulte qu'elles sont toujours sacrifiées...

14. On trouvera le cahier du Tiers de la sénéchaussée de Dinan dans les *Archives parlementaires*, éd. Mavidal et Laurent, t. III, p. 148-152; celui de la sénéchaussée de Lannion et Tréguier, au t. IV, p. 76-78; ceux des sénéchaussées de Ploërmel et de Saint-Brieuc, au t. V, p. 378-386 et 629-633 (texte incorrect); celui de la sénéchaussée de Jugon manque.

Les cahiers des paroisses de la sénéchaussée de Rennes (évêchés de Dol, Saint-Malo, Saint-Brieuc et Tréguier) ont fait l'objet de l'importante et excellente publication de H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes pour les Etats généraux de 1789*, Rennes, 1909-1912, in-4° et in-8°. Le tome III est consacré aux évêchés de Saint-Malo et de Saint-Brieuc; le tome IV à l'évêché de Tréguier.

15. H. SÉE et A. LESORT, *op. cit.*, t. III, évêché de Saint-Brieuc, p. 518, cahier de la ville de Lamballe; p. 760, cahier de la ville de Moncontour; t. IV, évêché de Tréguier, p. 70, cahier de La Trinité-lez-Guingamp; p. 107, cahier de Pommerit-le-Vicomte; p. 167, cahier de Bourbriac; p. 171, cahier de Saint-Adrien; p. 186, cahier de Pont-Melvez; p. 211, cahier de Plufur; p. 214, cahier de Plounevez-Moédec; p. 224, cahier de Botsorhel.

16. *Ibid.*, t. IV, p. 240.

Les charges en titre d'office dans les municipalités offrent encore des inconvénients en ce que les personnes qui en sont pourvues sont inamovibles, ce qui écarte chaque citoyen de pouvoir à son tour avoir entrée dans la communauté.

Le maire, ayant toutes charges et les corvées et étant le chef des municipalités, doit en avoir tous les honneurs, il doit présider les assemblées et les juges doivent être exclus de toute espèce de prétentions à cet égard.

La réformation des municipalités actuelles et la réformation sous un nouveau régime doivent donc être très intéressantes. S. M. et la nation assemblée sont suppliées d'ordonner que la communauté de ville soit composée de deux membres de chaque classe de citoyens, que les juges, les avocats, les procureurs, les négociants, les marchands tenant boutique ouverte, les corporations des artisans aient des représentants, que les membres qui composent les municipalités soient amovibles tous les quatre ans... que les charges de procureur du roi, de contrôleur, de greffier et de miseur soient remboursées sur les fonds de la communauté et que ces charges soient occupées par des membres qui seront élus et choisis dans l'Assemblée »¹⁷.

Même note dans le Cahier général de la sénéchaussée de Rennes (art. CLXI) : « Il sera travaillé à un plan commun de réformation de toutes les municipalités du royaume, fondé sur la nécessité de la représentation libre et complète de toutes les classes sans distinction de corps et corporations... »¹⁸.

Le Cahier de la sénéchaussée de Saint-Brieuc réclame « la réformation des municipalités de la province sur un plan uniforme : l'élection de leurs membres par la généralité des citoyens... l'établissement de nouvelles municipalités dans toutes les villes qui en sont susceptibles telles que Châteaulaudren, Pontrieux, Lanvollon, Binic, et la Roche-Derrien »¹⁹.

Celui de la sénéchaussée de Dinan réclame « que les habitants des campagnes soient admis à l'avenir à se faire représenter à toutes Assemblées nationales et que dans ces assemblées les représentants du tiers état soient en nombre égal à celui des deux ordres réunis de l'église et de la noblesse,

17. *Ibid.*, t. IV, p. 33-35, cf. t. III, p. 520, cahier de la ville de Lamballe, et p. 760, cahier de la ville de Moncontour.

18. *Ibid.*, t. IV, p. 265.

19. *Archives parlementaires*, t. V, p. 631.

que les voix y soient comptées par tête... et que les députés aux Etats particuliers de la province soient élus dans la même forme que pour les Etats généraux » ²⁰.

Celui de la sénéchaussée de Lannion se plaint que « les campagnes ne sont pas représentées aux Etats; elles doivent l'être par des députés librement élus, non nobles ni anoblis. Le tiers état n'a que quarante-deux députés, nombre insuffisant qui devrait monter jusqu'à la concurrence des deux autres ordres réunis. On se plaint généralement de la fonction actuelle des municipalités et de ce que les corps et corporations n'y sont pas représentés par des députés élus librement » ²¹.

Le Cahier de la sénéchaussée de Ploërmel exprime le vœu « que les députés du Tiers aux Etats particuliers de la Bretagne soient toujours en nombre égal à celui des deux autres ordres réunis, que non seulement les villes municipales mais encore les petites villes, les bourgs et paroisses de campagne y aient des représentants pour établir un juste équilibre... » Et un peu plus loin « Qu'il soit fait un règlement général de toutes les organisations municipales et que ce règlement soit appliqué à toutes les communautés sans exception, indépendamment de tous les règlements particuliers. Que les assemblées municipales soient composées de différents ordres de citoyens habitant des villes et que l'élection des maires et officiers municipaux se fasse par l'assemblée générale de leurs habitants » ²².

II. — LES AGENTS DU POUVOIR CENTRAL ET LES ASSEMBLÉES ÉLUES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

Tel était l'état de chose administratif existant en Bretagne, tel était aussi l'état de l'opinion, réclamant énergiquement une réforme radicale, lorsque la monarchie française, à bout d'expédients, se décida à convoquer les Etats généraux. On sait comment d'une part en Bretagne la noblesse et le haut clergé refusèrent de participer aux élections, comment d'autre part, ainsi que dans tout le reste de la France, le Tiers vit sa

20. *Ibid.*, t. III, p. 149.

21. *Ibid.*, t. IV, p. 77.

22. *Ibid.*, t. V, p. 385.

représentation doublée. En conséquence, le territoire du futur département des Côtes-du-Nord envoya siéger aux États généraux les députés suivants :

ORDRE DU TIERS. — 1° *Sénéchaussée de Saint-Brieuc et Jugon* : Palasne de Champeaux, sénéchal de Saint-Brieuc ; Poulain de Corbion, maire de Saint-Brieuc ; Neuville, sénéchal de Jugon.

2° *Sénéchaussée de Dinan* : Coupart et Gagon du Chesnay, tous les deux avocats, Gagon avait été maire de Dinan ; nous le reverrons sous-préfet.

3° *Sénéchaussée de Lannion* : Couppé de Kervennou, sénéchal de Lannion, et Baudouin de Maison-Blanche, avocat.

4° *Sénéchaussée de Ploërmel* : Robin de Morhéry, négociant en toiles et agriculteur.

Plus sept suppléants : Ribault de Jugon et Daniel de Kérinou, de Lannion, tous les deux procureurs royaux ; Boullaire de la Villemoisais, procureur fiscal du duché de Penthièvre au siège de Lamballe ; les avocats Denoual du Plessix, de Dinan ; Fleury, de Quintin, et Le Provost de Launay, de Pontrioux ; Le Deist de Botidoux, négociant anobli de Saint-Martin-des-Prés ; en somme, une majorité de gens de robe et de citoyens²³. Pour beaucoup d'entre eux cette élection devait être le point de « départ d'une longue carrière publique pendant toute la Révolution »²⁴. Ajoutons même l'Empire, car nous aurons l'occasion de les rencontrer au cours de cet ouvrage.

ORDRE DU CLERGÉ (Bas-clergé). — 1° *Diocèse de Saint-Malo* : Rathier, recteur de Broons.

2° *Diocèse de Saint-Brieuc* : Ruello, recteur de Loudéac, et Hingant, recteur d'Andel.

3° *Diocèse de Tréguier* : Lucas, recteur de Minihi-Tréguier, et Delaunay, chanoine Prémontré, prieur-recteur de Plouagat-Châtelaudren.

23. R. KERVILIER, *Recherches et notices sur les députés de la Bretagne aux États généraux de 1789*, Rennes, 1889-1890, 2 vol. in-8°; A. BRETTE, *Les Constituants*, Paris, 1897, 1 vol. in-8°, et H. POMMERET (abbé), *L'Esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution*. (Ce dernier ouvrage donne la bibliographie détaillée de la période révolutionnaire dans le département et des notes biographiques sur la plupart des personnages politiques dont il est question ici).

24. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 42.

« Tous ces prêtres, personnages fort effacés à l'Assemblée nationale seront parmi les premiers ecclésiastiques qui se réunirent au tiers état et, au début de la Constituante, ils voteront tous les deux avocats. Gagon avait été maire de Dinan; nous avec la majorité ». Certains même prêteront le serment de fidélité; il est vrai qu'ils le rétracteront ensuite ²⁵.

Quand l'Assemblée législative eut remplacé la Constituante, la représentation du nouveau département des Côtes-du-Nord fut la suivante : Delaizire, propriétaire des forges du Vau-blanc; Urvoi Saint-Mirel, propriétaire à Bourseul et avocat, Derrien, imprimeur à Rostrenen, Rivoallan, avocat à Lannion, Digaultray, avocat à Quintin, Glais de Bizoin, négociant en toiles à Merléac, Bagot, médecin et maire de Saint-Brieuc, Morand, avocat et ex-sénéchal de Paimpol; au total, huit députés, plus trois suppléants, dont Rupérou ex-sénéchal de Guingamp, tous « patriotes » mais modérés, et dont beaucoup remplissaient déjà des fonctions administratives. Aucun d'eux ne jouera un rôle bien important à la Législative; sincèrement royalistes au fond du cœur, ils déploreront pour la plupart la journée du 10 août et la dictature de la Commune parisienne, mais ils les subiront sans essayer de protester ²⁶.

A la Convention, même chiffre de députés et de suppléants. On retrouve parmi eux les anciens constituants, Couppé et Palasne-Champeaux, auxquels les électeurs adjoignent quelques hommes nouveaux : Guyomar, marchand drapier et maire de Guingamp, l'un des hommes politiques d'opinions les plus avancées du département, que nous retrouverons sous l'Empire; Gaultier, de Pontrieux, et Goudelin de Broons, tous deux avocats avant 1789; Fleury, un autre avocat de Quintin qui se piquait de littérature; Girault, commissaire de la marine à Dinan, et Loncle des Alleux, avocat, puis maire de Moncontour ²⁷.

Rappelons en passant l'attitude de ces conventionnels dans le procès de Louis XVI. Couppé vota pour la réclusion, Guyomar pour la déportation à la paix. Un seul régicide : Loncle. Le suffrage universel, introduit brusquement dans les

25. *Ibid.*, p. 49-51.

26. A. KUSCINSKI, *Les députés à la Législative*, Paris, 1900, 1 vol. in-8°, et H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 144-146 et 171.

27. J. GUIFFREY, *Les Conventionnels*, Paris, 1889, 1 vol. in-8°; A. KUSCINSKI, *Dictionnaire des Conventionnels*, Paris, 1916, 1 vol. in-8°; H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 178-179.

Côtes-du-Nord, n'avait pas donné des résultats sensiblement différents du suffrage censitaire de 1791 : les électeurs du pays de Saint-Brieuc et même de celui de Tréguier continuaient de répugner aux solutions extrêmes ²⁸.

Dans la lutte entre girondins et montagnards, les députés des Côtes-du-Nord, qui penchaient en général pour les premiers, finirent par se rallier à la politique démocratique et unitaire des seconds. Il convient pourtant de noter que Couppé signa la protestation des 75 députés contre la journée du 2 juin. Il fut arrêté à Mantes au moment où, par crainte du renouvellement des journées de septembre contre l'Assemblée, il essayait de gagner la Normandie (juillet 1793). La Convention le considéra comme « démissionnaire » et appela à siéger son suppléant. Cette arrestation fut pour ses collègues un avertissement efficace. Ceux-ci se désolidarisèrent de l'équipée fédéraliste et tâchèrent de se faire oublier pendant la Terreur. Quant à Couppé, détenu durant une année entière, il dut s'estimer trop heureux d'éviter le Tribunal révolutionnaire. Après la chute de Robespierre, il revint, grâce à l'intervention de Guyomar, siéger sur les bancs de la Convention thermidorienne ²⁹.

La Constitution de l'an III permit au corps électoral des Côtes-du-Nord d'exprimer plus librement les tendances modérées, qui étaient au fond les siennes depuis le début de la Révolution. Par application du décret des deux-tiers, il réélut en tête de liste Couppé, Gaultier, Fleury, tous anciens girondins ou thermidoriens; Palasne-Champeaux, Toudic, Girault, Guyomar et Goudelin ne passèrent que dans la liste complétive. Quant aux quatre députés du dernier tiers, leur choix fut encore plus significatif. Ce furent Vistorte de Bois-léon, ancien juge seigneurial du duché de Penthievre à Guingamp, le type de l'« opportuniste de gauche », et trois protecteurs du clergé réfractaire : Delaporte, ex-avocat à Lamballe; Guinot de Boismenu, notaire à Plérin, et Maquaire de Rougemont qui appartenait avant 1785 à l'administration des domaines ³⁰.

28. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 197.

29. *Ibid.*, p. 218 et 233-234.

30. A. KUSCINSKI, *Les Députés au Corps législatif (an IV-an VIII)*, Paris, 1905, 1 vol. in-8°, et H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 326-327.

Cette tendance modérée s'accroît encore aux élections de l'an V qui envoient au Corps législatif un bloc « d'honnêtes gens » ou de « patriotes de 89 », en réalité, catholiques et royalistes, savoir pour les Anciens, l'imprimeur Prud'homme le « chef incontesté des catholiques orthodoxes », ancien lieutenant du maire de Saint-Brieuc, et Alexandre Nayrod, de Lannion, frère d'un prêtre déporté; pour les Cinq-Cents, Gautier de La Motte, ex-sénéchal des régaires de Saint-Brieuc, et François Limon, de Quintin, neveu de deux prêtres réfractaires, incarcéré sous la Terreur³¹.

Fructidorisés, ces modérés furent remplacés après une savante « préparation » du corps électoral par des républicains « patriotes exclusifs », bourgeois mais anticléricaux : Couëssurel, Rivoallan et l'ex-conventionnel Guyomar, aux Anciens; Duval-Villebogard, Le Gorrec, Faisant, Guiot et Digaultray, l'ancien membre de la Législative, aux Cinq-Cents³². Les élections partielles de l'an VII qui envoient aux Anciens Mathieu Le Mée, aux Cinq-Cents Pouhaër, Ribault et Hello reflètent à peu près les mêmes tendances³³.

En même temps que la Révolution faisait ainsi participer par cette série de consultations populaires le département des Côtes-du-Nord à la vie de la nation française, à un degré que n'avaient jamais connu les anciens évêchés de Saint-Brieuc et de Tréguier, elle les dotait d'assemblées locales vraiment représentatives selon le vœu des cahiers³⁴.

On sait qu'aux termes de la Constitution de 1791, chaque département eut son conseil, assemblée législative en miniature, qui votait le budget départemental, et son directoire, exerçant le pouvoir exécutif. Le département se subdivisait en districts avec conseil et directoire organisés de façon symétrique.

31. H. POMMERET (abbé), *ibid.*, p. 326 n. 2 et 386.

32. *Ibid.*, p. 440-441.

33. *Ibid.*, p. 477.

34. Ch. V. LANGLOIS, dans son *Histoire de Bretagne à l'usage des classes élémentaires*, Paris, 1891, 1 vol. in-12 — excellente par ailleurs — croit pouvoir avancer (p. 63) que la Bretagne avant 1789 n'envoyait pas de députés aux Etats généraux. Cette assertion nous paraît erronée au moins pour les Etats généraux de 1614. Cf. A. DE LA BORDERIE et B. POCQUET, *Histoire de Bretagne*, t. V, p. 374 : la Bretagne y comptait douze représentants, peut-être délégués par les Etats provinciaux.

Le premier conseil du département des Côtes-du-Nord, élu dès mai-juin 1790, comprit trente-six membres, parmi lesquels Jacob, l'évêque constitutionnel, et Delaizire, l'industriel, futur membre de la Législative. Le directoire comprit huit membres : Mathieu Le Mée, Rivoallan, Urvoi Saint-Mirel, Rupérou, Morand, Bouthier de Villegaste, Fercocq et Corvoisier. Le procureur-général-syndic chargé de requérir l'application des lois et de représenter le pouvoir central fut Nicolas Armez, un prêtre acquis aux idées nouvelles qui sera une des personnalités les plus marquantes du département, non seulement sous la Révolution mais encore sous l'Empire ³⁵.

Le département se subdivisa en neuf districts : Saint-Brieuc, Dinan, Lamballe, Guingamp, Lannion, Loudéac, Broons, Pontrioux et Rostrenen ³⁶. Dans le directoire du district de Guingamp nous remarquerons Vistorte et Le Grontec, deux noms qui figureront sur les listes des fonctionnaires consulaires et impériaux ³⁷.

La même année 1790 vit s'organiser d'une manière uniforme les municipalités des communes grandes et petites, urbaines et rurales.

Saint-Brieuc eut la sienne composée de la manière suivante : Bagot, médecin, maire ; huit officiers municipaux et dix-huit notables. Le procureur de la commune fut Gourlay ³⁸. A Dinan, le maire fut Le Coq et le procureur de la commune Ch. Néel, un négociant, futur sous-préfet de l'Empire ³⁹.

35. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, Paris, 1909, 1 vol. in-12 : L'organisation du travail du premier directoire, p. 29, et H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 104, note 1. Sur Armez, particulièrement, cf. R. KERVILER, *Bio-Bibliographie bretonne*, t. 1^{er}, p. 274. et L. DUBREUIL, *Un correspondant de François Reyer : Nicolas Armez dans le Recueil des Travaux de la Société libre d'agriculture, sciences et arts du département de l'Eure*, année 1913, p. 10-50.

36. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*. Les limites du département, p. 22.

37. L. DUBREUIL, *Le régime révolutionnaire dans le district de Dinan*, Paris, 1912, 1 vol. in-8°, Introduction, p. xxx, note 3, et *Almanach du département d'Ille-et-Vilaine et des quatre autres départements concernant la ci-devant province de Bretagne pour l'année 1791*, Rennes, 1791, 1 vol. in-12, p. 134 : Côtes-du-Nord.

38. J. LAMARE, *Histoire de Saint-Brieuc*, p. 198.

39. *Almanach du département d'Ille-et-Vilaine...*, loc. cit. L'histoire municipale de Dinan, Guingamp, Lannion sous la Révolution reste à faire.

Telle fut dans ses grandes lignes l'organisation administrative du département des Côtes-du-Nord au début de la Révolution. Bien entendu, cette organisation subit la répercussion de toutes les fluctuations de la politique générale.

En décembre 1792, à la suite de la chute de la royauté et de la réunion de la Convention, l'administration centrale est renouvelée de fond en comble. L'assemblée électorale de Lamballe reconstitue le directoire départemental comme il suit : Le Mercier, président, Le Dissez fils, Raffray, maire de Loudéac, Prigent, Gouëffic, Hello, Ozou, Rupérou et Le Mée. Ces deux derniers avaient seuls fait partie du précédent directoire ; le procureur-général-syndic fut Le Saulnier. La nouvelle administration centrale formée de républicains modérés resta en fonctions pendant toute la Terreur⁴⁰. Bien qu'elle eût affiché au début des sympathies fédéralistes et girondines, elle en fut quitte pour des épurations partielles pratiquées par les représentants du peuple envoyés en mission dans l'Ouest. Ce fut d'abord Carrier qui, de Rennes, en septembre 1793, fit arrêter Le Saulnier, Rupérou et Ozou⁴¹.

Carrier ne vint jamais personnellement dans les Côtes-du-Nord ; il n'en fut pas de même un peu plus tard de Le Carpentier (frimaire an II, décembre 1793), précédemment chargé de la levée en masse dans la Manche et dans l'Orne. Toutefois ayant choisi Saint-Malo comme centre de ses opérations, il ne s'aventura pas dans la direction de l'ouest au delà de Dinan, où son action fut presque exclusivement anti-religieuse. Saint-Brieuc échappa à sa sollicitude régénératrice et le directoire du département subsista tant bien que mal pendant ces jours périlleux, réduit à cinq membres, dont le président ; Hello et Le Mée continuaient d'en faire partie⁴².

Le Carpentier ayant été rappelé à Paris peu de temps après la chute de Robespierre, le représentant thermidorien Bour-

40. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 127, et *Le Régime révolutionnaire dans le district de Dinan*, Introduction, p. XXXV, note 1.

41. L. DUBREUIL, *Le régime révolutionnaire...*, *ibid.*, et H. POMMERÉT (abbé), *op. cit.*, p. 240-241.

42. H. POMMERÉT (abbé), *op. cit.*, p. 258-260, et L. DUBREUIL, *Le régime révolutionnaire...*, Introduction, p. LXXVIII, note 2. Sur Le Carpentier lui-même on consultera malgré son insigne médiocrité la monographie de A. DE BRACHET, *Le Conventionnel J.-B. Le Carpentier (1759-1829)*, Paris, 1912, 1 vol. in-12.

sault réintégra Ozou au directoire du département (frimaire an III, décembre 1794) ⁴³.

En fin prairial, le mouvement de réaction s'accroît par les soins des représentants Guezno et Guermeur. L'administration centrale du département des Côtes-du-Nord est réorganisée ainsi qu'il suit : Le Mée, Ozou, Le Dissez fils, Lorin, Vauquelin, Limon, Boullaire-Villemoisan et Guy-Marie Lorin. Le procureur-général-syndic est Rupérou ⁴⁴.

En même temps que l'administration départementale, les administrations de district et les municipalités importantes voient leur personnel se modifier selon les vicissitudes de la politique générale.

Pour les districts, bornons-nous à celui de Dinan qui seul a été l'objet d'une monographie détaillée. En frimaire an I (décembre 1792), le directoire primitif fut renouvelé par l'élection ; y prennent place : Nicolas, Delourmel, homme de loi, Carillet, notaire, et Roquelin ex-juge ; Robinot Saint-Cyr fut élu procureur-syndic ⁴⁵.

Le 8 brumaire an II (29 octobre 1793), par ordre de Carrier, ce directoire est épuré. Nicolas, Roquelin et Robinot Saint-Cyr sont seuls maintenus. Delourmel et Carillet sont remplacés par Dereuse, ancien contrôleur des Fermes et Forcouëffe ⁴⁶.

En pluviôse an II (février 1794), Le Carpentier procéda à une épuration plus radicale encore. Le président du directoire fut Lemasson, ancien avocat à Saint-Potan ; ses membres, Forcouëffe et Dereuse précédemment nommés, auxquels furent adjoints Hédal, procureur, et Dubos, ancien principal du collège de Dinan. Le procureur-syndic Robinot Saint-Cyr fut destitué et remplacé par un agent national, le marchand Corseul. Ce directoire, dont les membres étaient des jacobins prononcés, appartenant pour la plupart à la Société populaire, seconda Le Carpentier dans sa politique de déchristianisation ⁴⁷. Il ne cessa ses fonctions qu'en frimaire an III

43. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 172, note 2, et H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 285.

44. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 183, note 3, et H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 311.

45. L. DUBREUIL, *Le Régime révolutionnaire dans le district de Dinan*, Introduction, p. XXXV, note 1.

46. *Ibid.*, pp. XXXVI.

47. *Ibid.*, p. XLI.

(décembre 1794); à cette époque Boursault l'épura en sens contraire, en sens thermidorien. Alors Forcouëffe devint président; les membres du directoire furent Vaugreno, Le Golias, receveur de l'enregistrement, Delaunay, remplacé peu après par Charles Néel, et Roquelin. L'agent national fut Charles Beslay. Ce nouveau directoire dura jusqu'en prairial an III exclusivement ⁴⁸.

Les municipalités connaissent des transformations analogues; choisissons par exemple celle de Saint-Brieuc. En novembre 1791, le corps municipal constitué en 1790 fut renouvelé de la manière suivante : Poulain-Corbion remplaça Bagot comme maire, mais il n'accepta pas et démissionna en faveur de Le Gal; Dubois Saint-Séverin devint procureur de la commune ⁴⁹.

Le 9 octobre 1792, nouvelles élections en exécution des décrets de la Convention. Lorin (René) devient maire; Loizel, procureur de la commune. Les officiers municipaux sont Gautier, Guimart, Le Meur, Beauchemin, Langlois, Deschamps, Dubois Saint-Séverin et Cadiou. C'est la municipalité que l'on pourrait appeler « terroriste », celle du moins qui fonctionna à Port-Brieuc pendant toute la durée de la Terreur ⁵⁰. Elle fut épurée une première fois par Boursault le 20 frimaire an III (18 décembre 1794); Dubois Saint-Séverin devint maire et Esprit Cartel, agent national. Elle le fut de nouveau par Guezno et Guermeur; Dubois Saint-Séverin resta maire, Poulain-Corbion remplaça Esprit Cartel comme procureur de la commune (20 floréal an III, mai 1795) ⁵¹.

Nous manquons malheureusement de renseignements sur les autres municipalités importantes du département.

La Constitution de l'an III qui transforma le régime électoral modifia également l'organisation départementale et municipale. Plus de directoire départemental distinct du conseil de département; ces deux organisations sont remplacées par un rouage unique, l'administration centrale du département composée de cinq membres, auprès de laquelle le Directoire nomme un commissaire exécutif. Plus de municipalités communales, sauf dans les villes; des municipalités cantonales

48. *Ibid.*, p. CVII.

49. J. LAMARE, *op. cit.*, p. 205.

50. *Ibid.*, p. 207.

51. *Ibid.*, p. 217 et 219.

les remplacent groupant les agents municipaux de chaque commune. Auprès d'elles, le Directoire est également représenté par un commissaire exécutif.

Voyons l'application de ces dispositions nouvelles dans les Côtes-du-Nord. En l'an IV, après les élections de vendémiaire, la nouvelle administration centrale est composée comme il suit : Le Normand-Kergré, président ; Le Febvre-Volozenne, Daniel Kérinou, Limon et Michel Morvonnais⁵². Le commissaire du Directoire exécutif est Nicolas Armez, rentré dans la vie privée depuis le début de la Révolution ; il démissionna du reste peu après, en floréal de la même année⁵³.

Aux élections de l'an V, les citoyens des Côtes-du-Nord renommèrent Le Normand-Kergré, Le Febvre-Volozenne et Daniel Kérinou ; ils remplacèrent Michel Morvonnais, démissionnaire, et Le Mée, puis Limon, élu député aux Cinq-Cents, par Delpeuch-Merguen et Boullaire-Villemoisan. Ce dernier devint en fin prairial commissaire du Directoire et céda sa place d'administrateur à Grandville-Cherdel, président de la municipalité du canton de Moncontour⁵⁴.

Cette administration était royaliste. Le Normand-Kergré et Daniel Kérinou étaient, l'un, beau-frère de prêtre réfractaire, l'autre, beau-frère d'émigré⁵⁵. Elle fut fructidorisée le 4 complémentaire an V par arrêté directorial. Baudouin Maison-Blanche en devint le président avec Couëssurel, Le Bihan, Provost-Launay et Barbedienne comme membres. Boullaire-Villemoisan à son tour fut révoqué le 20 vendémiaire an VI et remplacé par Pouhaër, auparavant commissaire du Directoire près la municipalité du canton de Paimpol⁵⁶.

Cette administration composée de « patriotes », acquéreurs de biens nationaux, céda la place à son tour en l'an VII à un personnel nouveau, mais animé à peu près du même esprit. Le Provost-Launay devint président, assisté de Barbedienne,

52. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 330-331.

53. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 204-208 ; *Un correspondant de François Reyser : Nicolas Armez*, p. 10-50, et H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 335 et 361, note 1.

54. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 177-178, et H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 386.

55. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 331.

56. L. DUBREUIL, *La Révolution...*, p. 178-179, et H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 411-413.

Brichet, Loncle et Delaunay. Denoual-Duplessix remplit les fonctions de commissaire du Directoire exécutif⁵⁷. C'était cette administration qui était en activité lorsque se produisit le coup d'Etat de l'an VIII.

Mêmes transformations dans les municipalités. A Saint-Brieuc qui, de par sa population, a gardé une municipalité distincte, nous voyons se succéder les personnels suivants. Le 26 brumaire an IV (17 novembre 1795), Lorin (Guy-Marie) devient maire ou plus exactement président de l'administration municipale de Port-Brieuc. Jouannin est commissaire du Directoire. Les officiers municipaux sont Prud'homme, Connan, Besson, Ferrary⁵⁸. Cette municipalité, contre-révolutionnaire, à peu près comme l'était à la même date l'administration départementale, fut fructidorisée elle aussi en octobre 1797 (an V). Une nouvelle municipalité fut installée : elle comprit Gauthier, Bourel-Villaudoré, Langlois, officier de santé, Fortmorel et Deschamps-Oizel en remplacement de Jouannin et Sébert non acceptants. Poulain-Corbion fut commissaire du Directoire exécutif ; Langlois, président⁵⁹.

En germinal an VI (mars 1758), eurent lieu des élections : Langlois, Deschamps-Oizel, Guimart et Bourel-Villaudoré obtinrent les suffrages des Briochins⁶⁰. En floréal an VII (avril 1799), c'est Le Minihy qui est président ; Bourel-Villaudoré, Guimart et Le Mée-Desfontaines sont officiers municipaux. Après le coup de main des chouans du 4 au 5 brumaire (25-26 octobre 1799) sur Saint-Brieuc, Poulain-Corbion qui y fut tué, fut remplacé par Damar Saint-Rivily comme commissaire du Directoire⁶¹.

Au total, au moment où se clôt la Révolution, c'est un personnel de modérés, très peu différent de celui des premières années du nouveau régime, que nous trouvons installé au pouvoir dans le département des Côtes-du-Nord, qu'il s'agisse de siéger dans des assemblées locales ou de le représenter à Paris au Corps législatif. Ce personnel composé en grande

57. L. DUBREUIL, *La Révolution...*, p. 241, note 1, et H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 477.

58. J. LAMARE, *op. cit.*, p. 221.

59. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 387, et J. LAMARE, *op. cit.*, p. 224.

60. Ch. LE MAOUT, *ibid.*, p. 388.

61. Ch. LE MAOUT, *ibid.*, p. 401

partie de bourgeois acquéreurs de biens nationaux, aussi hostiles aux émigrés, aux chouans et aux prêtres réfractaires qu'aux terroristes, plus soucieux d'égalité que de liberté, se ralliera très facilement au régime de Brumaire et à sa nouvelle organisation ⁶².

III. — LES AGENTS DU POUVOIR CENTRAL ET LES ASSEMBLÉES ÉLUES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814).

Cette organisation fut l'œuvre de la célèbre loi du 28 pluviôse an VIII, qui plaçait à la tête de chacun des départements de la République un préfet « seul chargé de l'administration » ⁶³.

Le 11 ventôse, un arrêté consulaire nomma préfet des Côtes-du-Nord le citoyen Boullé ⁶⁴. C'est le moment de dire quelques mots des antécédents de ce personnage qui devait rester en fonctions jusqu'à la fin de l'Empire.

Boullé (Jean-Pierre), sieur du Moustoir, né à Auray le 2 juillet 1753, appartenait par ses origines, comme tant d'autres personnages marquants de l'époque révolutionnaire et impériale, à la petite noblesse de robe. Son père, Yves Boullé, était avocat au Parlement et juge de la juridiction de Largouët, à Auray. Le nom de sa mère, Thérèse-Barbe Lauzer de Larmor, évoque celui du président et administrateur du département du Morbihan. Il fit ses études, d'abord chez les Pères Jésuites de Vannes, puis à l'École de droit de Rennes, où il suivit les cours de Poullain-Duparc. Licencié en droit en 1775 et inscrit au Parlement de Rennes comme avocat, il se fixa à Pontivy, où il épousa, le 14 juin 1785, Jeanne-Perrine Ruinet du Tailly, fille du maire de la ville, qui devait être second député de la

62. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, Conclusion, p. 495-496.

63. G. PARISSET, *Le Consulat et l'Empire dans l'Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919*, publiée sous la direction d'E. LAVISSE, Paris, s. d. (1920), 1 vol. in-4^e, p. 29-34 ; P. POULLET, *Les Institutions françaises de 1795 à 1814*, Paris 1907, 1 vol. gr. in-8^o, p. 750-751, et J. REGNIER, *Les Préfets du Consulat et de l'Empire*, Paris, 1913, 1 vol. in-12. A. AULARD, *La centralisation napoléonienne : les préfets dans la Révolution Française*, t. LXI, 1911, p. 144-164 ; 193-215 et 322-342. Le texte de la loi se trouve dans DUVERGIER, t. XII, p. 88-100.

64. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux (an VIII-1815), Côtes-du-Nord, an VIII, cf. E. DEJEAN, *Un Préfet du Consulat*, Jacques-Claude Beugnot, Paris, 1907, 1 vol. in-8^o, p. 58.

sénéchaussée de Ploërmel aux Etats généraux. Lui-même fut membre de la municipalité de cette ville dans les dernières années de l'Ancien Régime. En 1788, il avait été député à Paris pour réclamer le doublement du Tiers, et à Rennes, à l'assemblée extraordinaire des communes de Bretagne.

Nous le retrouvons successivement député aux Etats de Bretagne à Rennes en janvier 1789, électeur à l'assemblée de la sénéchaussée de Ploërmel, enfin député aux Etats généraux. A Paris, il se lia avec Lanjuinais, Le Chapelier et fut un des principaux fondateurs du Club breton, qui devait plus tard devenir le Club des Jacobins. Il fut secrétaire de l'Assemblée constituante, délégué par elle à l'armée du Nord, maire de Pontivy en 1791. En 1792, il fut élu membre du conseil général du Morbihan, puis du directoire du même département. Accusé de fédéralisme, il fut incarcéré à Vannes, au Petit-Couvent, par les ordres du représentant du peuple Prieur de la Marne. Il n'en sortit que le 9 thermidor. A partir du 18 floréal an III, il fut agent national, puis représentant du Morbihan aux Cinq-Cents, enfin commissaire du Directoire près l'administration centrale du département du Morbihan (an VII)⁶⁵. Voici en quels termes l'apprecie l'his-

65. Archives Nat., F¹^{br}, Personnel administratif, Dossiers des préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture, 156³⁸, dossier de Boullé (non daté; postérieur à 1811) Cf. H. FAURÉ, *Galerie administrative ou Biographie des préfets depuis l'organisation des préfectures jusqu'à nos jours*, Aurillac, 1839, 2 tomes en 4 vol. in-8°. T. I^{er}, p. 56-57, article Boullé; P. LEVOT, *Biographie bretonne*, t. I^{er}, p. 161-166 (article rédigé par son fils), et René KERVILER, *Bio-Bibliographie bretonne*, t. V, p. 381-388. Ce dernier article très complet donne l'indication des principaux écrits de Boullé actuellement livrés à l'impression. Citons parmi eux une *Correspondance* avec ses commettants du tiers de Ploërmel, publiée dans la *Revue de la Révolution*, par A. MACÉ, 1887, t. X, p. 161; 1888, t. XI, p. 11-20, 45-53, 113-120; t. XII, p. 7-14, 34-42, 49-58, 109-112; t. XIII, p. 11-17, 65-79; 1889, t. XIV, p. 26-32, 42-51, 82-92, 114-123; t. XV, p. 13-28, 99-120; t. XVI, p. 15-29, 45-60, 61-84; un *Rapport à l'Assemblée nationale sur l'affaire de Saint-Jean-de-Luz* lu à la séance du 5 juin 1790, Impr. Nat., in-8°; une *Lettre de M. Boullé, membre de l'Assemblée nationale et son commissaire dans les départements de la frontière du Nord* lue à la séance du 7 septembre 1791. Ibid., 1791, in-8°; un *Rapport sur la situation de la frontière et de l'armée du Nord, fait à la séance du 25 septembre 1791*. Ibidem, s. d., in-8°; un *Mémoire justificatif pour les anciens fonctionnaires publics du département du Morbihan destitués et détenus à Vannes en vertu d'arrêtés du représentant Prieur de la Marne*. Vannes, an II, in-4°; un *Réquisitoire à l'administration centrale du Morbihan pour demander l'application immédiate de la loi aux émigrés de Quiberon*, publié par A. DU CHÂTELLIER, *Histoire de la Révolution en Bretagne*, t. V, p. 358-363; une série enfin d'Opinions et Rapports au Conseil des Cinq-Cents publiés à l'Imprimerie Nationale en l'an V et en l'an VI,

torien de la chouannerie morbihannaise, M. Sageret, d'après les documents vannetais : « Ce personnage était un homme de valeur..., chaud partisan de la Révolution; pour le peindre davantage, on peut ajouter que son abord était froid, son maintien rigide, ses mœurs austères, que cela n'excluait point chez lui, dit-on, la sensibilité et même la bienveillance. Il parlait facilement et maniait avec aisance les phrases ronflantes et ampoulées de l'époque; son accent convaincu, sa voix chaude et vibrante les dardaient comme des traits dans

sous forme de brochures in-8° et conservés à la bibliothèque municipale de Rennes. Deux d'entre eux ont trait au domaine congéable, un autre est intitulé : *Sur le projet de consacrer par des monuments et fêtes publiques la mémoire de la Journée du 8 fructidor* (3 vendémiaire an VI). Cf. sur son activité politique antérieure à sa nomination comme préfet : S. STROWSKI, *Le député Boullé et les premiers mois de la Révolution* dans la *Nouvelle Revue*, 1^{er} et 15 mai 1909, p. 91-101 et p. 205-214; F.-G. LE LAY, *Histoire de la ville et communauté de Pontivy au XVIII^e siècle*, Paris, 1911, 1 vol. in-8°, p. 299 et seq., et *Les derniers Etats de Bretagne. Lettres des députés et codéputés aux Etats de 1788-1789* dans les *Annales de Bretagne*, t. XXVIII, année 1912-1913, p. 1-46; enfin et surtout E. SAGERET, *Le Morbihan et la Chouannerie morbihannaise sous le Consulat*, Paris, 1910-1918, 4 vol. in-8°, t. I^{er}, p. 73-76.

J.-P. Boullé eut cinq enfants : trois fils et deux filles. L'aîné de ses fils, Germain-Joseph, fut élève au lycée de Mayence, auditeur au Conseil d'Etat, sous-préfet de Vannes de 1809 à 1815, plus tard préfet de la Vienne, du Tarn-et-Garonne, de l'Aude et enfin du Finistère. C'est à lui qu'est due la notice consacrée à Boullé dans la *Biographie bretonne*, de Levot.

Le second, Jean-Pierre, fut lui aussi élève au lycée de Mayence, puis à l'Ecole militaire de Fontainebleau, sous-lieutenant de voltigeurs de la garde du roi d'Espagne, plus tard armateur et maire de Saint-Brieuc. Le troisième, Joseph, fut receveur particulier des finances à Dinan. Des deux filles, l'une épousa Baron du Taya, maire de l'Hermitage-Lorges, l'autre, Habasque qui devait être président du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc sous la Monarchie de Juillet, l'auteur des *Notions historiques ... sur le littoral du département des Côtes-du-Nord* (t. I^{er}, p. 408, note 1).

Le préfet Boullé fut fait chevalier de la Légion d'honneur le 25 prairial an XII et baron de l'Empire par décret du 15 août 1809; gratifié d'une dotation de 400 francs le 3 décembre de la même année; promu officier de la Légion d'honneur, en date du 30 juin 1811. Il acheta la terre de la Ville-Hellio, en Plédran, de 1.800 francs de revenu. Destitué par la première Restauration, comme on le verra plus loin, nommé préfet de la Vendée pendant les Cent-Jours (avril 1815), il n'a laissé dans ce dernier département que très peu de traces de son activité, ainsi que le prouve la rareté des documents le concernant, conservés aux Archives départementales de la Vendée (une douzaine d'arrêtés seulement). Il était sans doute malade dès cette époque, ou, tout au moins, très fatigué. Remplacé à la date du 10 juin 1815 pour raisons de santé par décret impérial, il devait mourir l'année suivante, le 13 juin 1816, au Vaumeno, près de Saint-Brieuc. Il est enterré dans cette ville au cimetière Saint-Michel. Cf. *Etat général de la Légion d'honneur depuis son origine*, Paris, 1814, 2 vol. in-12, t. I^{er}, p. 48 et 162 et E. CAMPARDON, *Liste des membres de la Noblesse Impériale*, Paris, 1889, 1 vol. in-8°, p. 27 (donne la date du 31 janvier 1810 pour l'anoblissement de Boullé).

le cœur de la multitude ; c'est ainsi qu'il harangua plusieurs fois avec succès des soldats révoltés ou avides de pillage et d'excès. »

Pendant les dernières années du régime révolutionnaire dans le département du Morbihan, il avait fait preuve d'activité et de zèle. Quant à son ralliement au régime consulaire, le même M. Sageret l'explique sans bienveillance mais non sans vraisemblance psychologique de la façon suivante : « Cet esprit quelque peu autoritaire était, comme beaucoup d'autres parmi l'ancienne magistrature bretonne, bien plus avide d'égalité que de liberté : au fond de ce cœur sous un brillant voile de généreuses utopies, probablement même insensible pour celui aux dépens desquels elle vivait, se cachait une passion maîtresse, la haine de classes ou plutôt la jalousie de caste, passion soigneusement nourrie par l'ambition et la conscience de la valeur personnelle » ⁶⁶.

Son ardeur à traquer les chouans et les royalistes n'avait d'ailleurs pas été sans lui attirer de violentes inimitiés. Un rapport de police de la fin de l'an VII notait expressément : « la haine qu'un grand nombre d'individus portaient à ce fonctionnaire et la réputation d'exagéré qu'on lui avait faite et qu'il avait conservée » ⁶⁷.

Cette réputation lui valut d'être, semble-t-il, l'objet d'un attentat. Le 21 germinal an VIII (11 avril 1800), après avoir prêté serment de fidélité à la Constitution entre les mains de son remplaçant, Giraud-Duplessix, Boullé se mettait en route pour rejoindre son nouveau poste, escorté de quelques gendarmes et du capitaine Michelet, commandant la gendarmerie du Morbihan, en personne. Sa berline s'engagea dans le grand chemin qui mène de Vannes à Pontivy, par Locminé, pour gagner de là les Côtes-du-Nord et Saint-Brieuc. Cette route traversait les landes de Meucon. La voiture en avait déjà parcouru la moitié et se trouvait à la hauteur de Locmaria-Trève « quand le capitaine de gendarmerie et ses hommes aperçurent plusieurs individus qui semblaient déboucher d'un bois taillis et traversaient la route près d'un cabaret appelé le Grand-Lin. Ils étaient 5 : 2 à pied et 3 à cheval. A leur vue les gendarmes dans leur zèle soupçonneux dégainèrent et se précipitèrent le

66. E. SAGERET, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 74-75, cf. HABASQUE, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 320, note 2.

67. *Ibid.*, p. 76.

sabre levé sur ces passants « pour savoir qui ils étaient », dit le rapport de leur chef. Devant cette charge menaçante les cavaliers s'esquivèrent à toute bride, mais les deux piétons, un nommé Morand et son domestique armés d'un fusil, furent aussitôt rejoints. Le second sur l'ordre de son maître saisit son arme et essaya de faire feu, mais le coup rata. Il réussit à s'échapper, Morand resta seul : les gendarmes irrités fondirent sur lui à coups de sabre et le tuèrent.

Le bruit se répandit bientôt qu'il y avait eu agression, que les chouans en étaient les auteurs. Brune... attribua cet attentat à la haine que beaucoup de personnes nourrissaient contre Boullé. Cependant le rapport du général Debelle, alors lieutenant de Brune dans le Morbihan, niait absolument que l'on eût cherché à attaquer le préfet des Côtes-du-Nord ; il rejetait tous les torts sur les gendarmes, et leur capitaine lui-même, dans son récit, semblait prêter le flanc à cette accusation ⁶⁸ ».

Quoi qu'il en soit du caractère véritable de cette alerte, le nouveau préfet des Côtes-du-Nord arriva deux jours plus tard à Saint-Brieuc, le 23 germinal, vers les sept heures du soir. L'administration centrale du département, composée de Le Provost, président, Bricchet et Benjamin Delaunay, administrateurs, Barbedienne, suppléant le commissaire du gouvernement, aussitôt prévenue, se transporta à son hôtel et lui demanda ses intentions au sujet de son installation. Boullé fit savoir qu'il désirait être installé le lendemain avant midi. La cérémonie eut lieu, en conséquence, le 21 germinal, à onze heures du matin. Le préfet escorté par la municipalité et par une troupe en armes avec musique se présenta à la salle des séances du département, où il fut reçu par l'administration départementale. Après que Boullé eut exhibé sa commission de préfet datée du 23 ventôse, une lettre du ministre de l'Intérieur du 24 du même mois, ainsi qu'une attestation du préfet du Morbihan du 19 germinal certifiant qu'il avait prêté serment à la Constitution, le président Le Provost ordonna la transcription de ces différentes pièces sur le registre d'arrêtés de l'administration centrale et déclara cesser ses fonctions. Le préfet ayant pris possession du fauteuil présidentiel prononça alors l'allocution suivante :

68. E. SAGERET, *op. cit.*, t. II, 1^{er} fascicule, p. 24-25.

« CITOYENS DU DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD,

» Le Gouvernement m'appelle à remplir dans ce département les premières fonctions administratives. Bien facilement sans doute il eût pu trouver au milieu de vous plus de capacité et plus de lumières et vous donner à vous-mêmes une garantie plus assurée de l'exécution de ses vœux de bienfaisance, mais nous devons fléchir sous la règle générale à laquelle il a subordonné ses propres choix et respecter les motifs qui l'ont déterminé à se prononcer.

» Ce n'est point du reste un homme étranger aux circonstances et aux besoins qui me pressent qui paraît au milieu de vous. Né dans un département voisin, appelé deux fois à concourir à son administration, je n'ai que trop épuisé l'expérience des calamités publiques que vous avez partagées avec ce département malheureux.

» Mais le Gouvernement veut y mettre un terme et c'est ce qui m'a fait envisager avec moins d'effroi malgré mon insuffisance la nouvelle carrière qui s'ouvre devant moi, et m'a déterminé à ne pas balancer à y entrer. Que de motifs, citoyens, doivent justifier à cet égard votre propre confiance ! Par tout ce que le Gouvernement a déjà fait pour le salut de la République et pour la replacer dans le rang qui lui appartient, vous devez juger de ses vues réparatrices. Il n'est point de plaies qu'il ne veuille sonder et connaître parce qu'il n'en ait aucune qu'il n'ait l'intention de cicatriser et d'adoucir. C'est sur les débris de toutes les factions qu'il s'est élevé par la volonté presque unanime du peuple français : à sa voix tous les partis doivent disparaître avec ces fatales dénominations qui les alimentent et qui ont versé sur nous tant de calamités et de proscriptions de telle sorte qu'il n'existe plus maintenant dans la République que des Français.

» Ce nom est assez beau pour qu'on le porte avec orgueil. Ramenons, comme le veut le Gouvernement, la Révolution vers son principe : à cette égalité devant la loi qui constitue seule la véritable liberté ; que tous les fonctionnaires publics soient impassibles comme elle, et qu'il n'y ait plus de distinctions à leurs yeux que celles qu'établissent eux-mêmes entre leurs actions les bons et les mauvais citoyens.

» Citoyens du département des Côtes-du-Nord, secondez ces intentions du Gouvernement par votre zèle et par cette soumission aux lois qui constitue seul l'esprit républicain.

Quelques sacrifices sont encore nécessaires pour atteindre le principal but qu'il se propose, la douce paix d'où doit découler toutes les consolations et tous les biens. Envisagez ce but et vous vous livrez avec joie à tout ce qui vous est demandé pour l'atteindre. Que je n'aie à remplir au milieu de vous qu'un ministère de direction et d'impulsion ; que tout se fasse ensuite par patriotisme, et, s'il est possible, que les voies de la contrainte nous soient inconnues. C'est ainsi que vous assurerez vous-mêmes votre tranquillité, que vous marcherez à grands pas vers la prospérité publique et que vous procurerez à vos administrateurs les encouragements dont ils ont besoin et la plus douce récompense de leurs travaux »⁶⁹.

C'est à peu de chose près la même note que dans le discours du préfet du Morbihan, Giraud-Duplessix. Le secrétaire général de l'administration centrale, Le Gorrec, se mit ensuite aux ordres du nouveau préfet.

Le lendemain, 25 germinal, une circulaire adressée aux administrations municipales et aux commissaires du Gouvernement placés près d'elles développa à peu près les mêmes idées :

« Citoyens, disait Boullé, appelé par le Premier Consul à remplir dans la nouvelle organisation la principale magistrature de ce département, j'ai l'avantage de vous annoncer que m'étant rendu au poste qui m'était assigné, j'y fus installé hier et que dès ce moment j'ai pris la direction des affaires que traitaient si bien les administrations qui m'ont précédé.

» Si mes forces ne se trouvent pas au-dessous de mon attachement à la République et de mon désir ardent de remplir les vues du Gouvernement pour opérer le bien du territoire dont la surveillance m'est confiée, j'ose espérer aussi quelques succès, mais je sens qu'il me sera très difficile d'en obtenir si je ne suis soutenu par la confiance des bons citoyens et le dévouement des fonctionnaires.

» J'ose croire que les uns et les autres s'uniront à moi pour cicatriser les plaies qu'a faites la guerre civile et contribuer à l'affermissement de la tranquillité intérieure.

⁶⁹. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*. La liquidation de la Révolution, p. 260-265, note 2, a publié *in-extenso* le procès-verbal d'installation et le texte du discours de Boullé d'après le dernier registre d'arrêtés de l'administration centrale du département des Côtes-du-Nord. En raison de l'importance de ce dernier document — véritable manifeste politique — nous le reproduisons ici également *in-extenso*.

» Cette tâche est belle à remplir, et, en l'accomplissant, chacun de nous y trouvera la plus douce récompense, celle d'avoir ramené le bonheur dans le sein de la population » ⁷⁰.

Enfin, le 8 floréal, une proclamation aux citoyens du département reproduisit en substance le discours d'inauguration ⁷¹.

En attendant la nomination des sous-préfets, prévue par la loi de l'an VIII, les administrations antérieures restèrent en fonctions ⁷². Cette nomination eut lieu par arrêté consulaire du 21 floréal, en même temps que celle des conseillers de préfecture et celle des maires et adjoints des grandes villes.

Le conseil de préfecture fut composé de la manière suivante : Baudouin Maison-Blanche ; Jacob, l'ancien évêque constitutionnel ; Hello, ex-député aux Cinq-Cents, concurrent

70. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 22, Correspondance intérieure du préfet, Objets généraux (20 germinal an VIII-25 vendémiaire an X), fo 2, le préfet aux administrations municipales et aux commissaires du Gouvernement près d'elles, 25 germinal an VIII.

71. Archives Nat., F^{1a} 408, Administration générale, Côtes-du-Nord, le préfet des Côtes-du-Nord aux citoyens de ce département, 8 floréal an VIII, Imprimé.

Après avoir publié la lettre du ministre de la Police générale du 3 floréal annonçant la remise en vigueur du régime constitutionnel dans le département des Côtes-du-Nord, le préfet ajoutait : « Citoyens, la Constitution reprend au milieu de vous son empire; vous rentrez tous dans la grande famille des Français. Ce retour heureux doit vous faire détester de plus en plus les causes qui vous en avaient momentanément séparés. Réprimez, écarterez de vous tous ceux qui tenteraient encore de les reproduire ... La Constitution seule peut vous garantir la sûreté de vos personnes et de vos propriétés : c'est par elle seule que vous pouvez jouir de la liberté individuelle, bien précieux qui a été son principal but parce qu'il est le premier besoin de tous les Français.

» Evitez donc qu'il lui soit porté de nouvelles atteintes; favorisez au contraire son établissement en entourant de votre confiance les nouveaux magistrats qu'elle vous donne et en vous montrant soumis aux lois. »

« Il reste encore au Gouvernement à faire renaître par la paix intérieure et générale tous les moyens industriels et de rouvrir ainsi toutes les sources de restauration, de prospérité et de richesses. Vous savez quels sont ses efforts ... seconde-les. La patrie a des besoins; ce département en ressent de particuliers; plusieurs parties du service public y sont en souffrance. Concourez à y subvenir au moins pour le paiement exact et ponctuel de vos contributions ordinaires. Ce n'est plus une faible quotité, un compte insuffisant qui sera réclamé, c'est le recouvrement de tout ce qui est exigible qui sera poursuivi; mais aussi toutes les exemptions, toutes les surcharges onéreuses ou arbitraires vont disparaître; les lois générales reprennent leur vigueur et toutes les valeurs qu'elles indiquent sont reçues en paiement.

» Citoyens, oublions le passé ou ne le rappelons que pour nous précautionner contre l'avenir. »

72. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 22, fo 2, lettre citée plus haut.

évincé de Boullé à la place du préfet; Guinot-Boismenu et Le Minihiy ⁷³.

L'installation solennelle eut lieu le 1^{er} prairial; elle fut selon la coutume marquée par des discours. Le préfet témoigna aux nouveaux conseillers « combien il était satisfait de trouver parmi eux d'anciens collègues dont il avait déjà eu lieu d'apprécier les lumières et le dévouement et des citoyens depuis longtemps connus dans la carrière civique et dans l'exercice des fonctions publiques ». Il leur fit savoir « qu'il comptait beaucoup sur l'accord de leurs volontés, sur leur zèle et leur prudence pour coopérer avec lui à réparer les maux de la guerre civile, à éteindre toutes les passions haineuses et à y substituer l'union qui constitue la force physique et morale des peuples : à diriger l'action du Gouvernement de manière à contrarier le moins possible la liberté individuelle et les intérêts privés, mais cependant aussi toujours de manière à ce que chacun fléchisse devant la loi, et enfin à contribuer avec lui par le prompt recensement des contributions et autres subsides à fournir au Gouvernement les moyens qui lui sont nécessaires pour obtenir par l'éclat des armes un dernier triomphe de la coalition et assurer ainsi la gloire de la République et le bonheur des Français ».

73. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, Côtes-du-Nord, an VIII.

Sur Baudouin Maison-Blanche, ex-constituant (1742-1812), cf. R. KERVILER, *Bibliographie bretonne*, t. II, art. Baudouin; H. POMMERET (abbé), *L'Esprit Public*, p. 41, note g, et surtout L. DUBREUIL, *Jean-Marie Baudouin de Maison-Blanche, juriste et député dans les Annales de Bretagne*, t. XXXIII, 1918-1919, p. 105-130 et 203-216. Baudouin de Maison-Blanche avait été, comme on l'a vu plus haut, administrateur du département des Côtes-du-Nord de l'an V à l'an VII. Ses *Institutions convenancières* avaient paru à Saint-Brieuc en 1776 sous forme de 2 vol. in-12.

Sur Jacob (1741-1801), ancien recteur de Lannebert, puis évêque constitutionnel des Côtes-du-Nord, cf. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 131, et note 3. Nous aurons l'occasion d'en parler plus longuement aux chapitres III et IV (Cultes).

Sur Hello, auparavant administrateur des Côtes-du-Nord (1792) et député aux Cinq-Cents (an VII), cf. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 236, note 1.

Sur Guinot-Boismenu, cf. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 329, et note 2.

Quant à Le Minihiy, L. DUBREUIL dans son ouvrage déjà plusieurs fois cité sur *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 265, le qualifie d'« ex-administrateur » sans donner aucune autre précision. Aux Archives Nat., le dossier F¹bi 166²⁵ donne les renseignements suivants : « Le Minihiy (Jean-Joseph), né à Rennes, le 21 mars 1752. Administrateur de district et de municipalité, commissaire du Directoire et président de la municipalité de Saint-Brieuc. »

De leur côté, deux des conseillers de préfecture, prenant la parole successivement, exposèrent « qu'ils étaient d'autant plus flattés d'avoir obtenu la confiance du Gouvernement que les fonctions qu'ils étaient destinés à remplir les mettaient en relation avec un magistrat dont les talents et le zèle sont connus et qui, depuis le peu de temps qu'il est dans ce territoire, a déjà signalé son administration par des actes de sagesse qui lui concilient l'estime et l'affection. Ils ont dit qu'eux et leurs collègues jaloux de marcher sur les traces d'un si digne modèle uniront à ses soins tous leurs efforts pour procurer le bien des administrés, faire oublier les anciennes et trop fatales divisions, respecter les personnes et les propriétés, obéir aux lois, révéler le Gouvernement et faire aimer la liberté à ceux mêmes qui ont paru jusqu'ici les plus opposés au régime républicain qui fera le bonheur comme il fait la gloire des Français »⁷⁴.

Le 19 prairial an IX, Jacob, décédé, fut remplacé par Barbedienne, nommé auparavant sous-préfet de Loudéac; le 17 pluviôse an X, Le Provost-Launay remplaça Hello; le 16 frimaire an XIV, de Courbon et Limon de Belleissue succédèrent à Baudouin Maison-Blanche et à Le Provost-Launay, démissionnaires; le 21 août 1811, Houvenagle remplaça Courbon⁷⁵. C'est la dernière mutation que nous ayons à enre-

74. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, Arrêtés du préfet relatifs à l'organisation des autorités constituées et aux objets généraux an VIII-an IX, f^{os} 7-9. Hello était absent; il était resté à Paris intriguer dans les bureaux du ministère de l'Intérieur. Sur la candidature de Hello à la préfecture des Côtes-du-Nord, cf. Archives Nat., F¹bi, Personnel administratif et objets généraux, Côtes-du-Nord, 3 (an VIII-1807), pétition de Hello ex-député aux Cinq-Cents au ministre de l'Intérieur, 24 pluviôse an VIII. Cf. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*. La liquidation de la Révolution, p. 265-267. Hello se rabattit ensuite sur la sous-préfecture de Guingamp.

75. *Almanach National*, an X, p. 288; an XII, p. 350; *Almanach Impérial*, 1806, p. 303, et 1812 p. 391. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, Côtes-du-Nord, an IX, an X, an XIV-1806 et 1811.

Sur Barbedienne, ex-administrateur du département en 1790 et de l'an VI à l'an VIII, cf. Archives Nat., F¹bi 156A, Dossier Barbedienne; René KERVILER, *Bio-Bibliographie bretonne*, t. II, p. 90, art. Barbedienne et H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 411, note 4. Il était né le 13 mars 1750, près de Saint-Brieuc. Des notes du préfet royaliste, C^{te} de Goyon, en date du 27 février 1815, l'apprécient comme il suit : « Jurisconsulte éclairé, probe, considéré et estimé, indispensable au conseil de préfecture ... c'est la lumière du conseil de préfecture dans les affaires difficiles. »

Sur Le Provost-Launay, ex-député suppléant à la Constituante, cf. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 411, note 5.

Nous n'avons trouvé aucun renseignement sur de Courbon. Sur Houvenagle, cf. Archives Nat., F¹bi 1627, Dossier Houvenagle (Jean-Joseph). Il était né à

gistrer pour la période impériale. Au total, personnel expérimenté et stable.

La loi du 28 pluviôse an VIII avait déterminé les attributions et la compétence de cette assemblée. Ces attributions étaient essentiellement contentieuses : le conseil de préfecture héritait de la juridiction précédemment exercée par les administrations centrales. Ce tribunal administratif prononçait :

1° Sur la demande des particuliers tendant à obtenir la décharge ou la réduction de leur cote de contributions directes ;

2° Sur les difficultés qui pouvaient s'élever entre les entrepreneurs des travaux publics et l'administration concernant le sens ou l'exécution des clauses de leurs marchés ;

3° Sur les réclamations des particuliers qui se plaignaient des torts et dommages procédant du fait personnel des entrepreneurs et non du fait de l'administration ;

4° Sur les demandes et contestations concernant les indemnités dues aux particuliers à raison de terrains pris ou fouillés pour la confection des chemins, canaux et autres ouvrages publics ;

5° Sur les difficultés qui pourraient s'élever en matière de grande voirie ;

6° Sur le contentieux des domaines nationaux ⁷⁶.

Les Archives départementales des Côtes-du-Nord possèdent la série complète des registres des délibérations du conseil de préfecture ⁷⁷. Cinq d'entre eux sont relatifs au contentieux des

Saint-Brieuc, le 9 octobre 1777. Sa fortune est évaluée à 6.000 livres de rente « en biens fonds et biens nationaux ». Il est noté en 1815 « Homme sage, modéré... sans esprit de parti ». Le préfet, C^{te} de Goyon, ajoute : « Il a été souvent mal jugé et je l'ai en raison de cela suivi très particulièrement. Je voudrais pour le bonheur de la patrie que tous les fonctionnaires publics et tous les sujets de S. M. fussent aussi raisonnables, aussi délicats et aussi désintéressés. »

Un sieur F. Limon de la Belleissue avait été maire de Saint-Brieuc en 1753-1754. Cf. J. LAMARE, *op. cit.*, p. 173. C'est probablement de son fils qu'il est question ici. Avant d'être conseiller de préfecture, Limon Belleissue (Joseph-Michel), né en 1761, échevin de Saint-Brieuc en 1789, avait été adjoint au maire de Saint-Brieuc depuis le 1^{er} pluviôse an IX, date de sa nomination par arrêté consulaire. Il avait eu comme concurrents, au poste de conseiller de préfecture, Huet-Brangolo, homme de loi, et Le Gorrec (Guillaume), procureur impérial, qui désirait quitter la magistrature pour l'administration. Il fut choisi sur recommandation du préfet, cf. Archives Nat., F¹^{bi}, Personnel administratif et objets généraux, Côtes-du-Nord, 3 (an VII-1807). Le préfet au ministre de l'Intérieur, 9 vendémiaire an XIV.

⁷⁶. P. POULLET, *op. cit.*, p. 766-767.

⁷⁷. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 K 3⁶-5 K 3¹⁰, Registres d'arrêtés du conseil de préfecture relatifs au contentieux des contributions (an VIII-1814).

contributions directes. Comme ils ne présentent aucun intérêt, nous nous abstenons de les analyser ici.

Neuf autres ont trait au contentieux des domaines nationaux ⁷⁸. En raison de la personnalité des plaideurs, nous y relevons les procès suivants. Le 28 frimaire an IX, un arrêté du conseil de préfecture reconnaît à Beslay la propriété de la halle de boucherie de Dinan, moyennant le paiement d'une rente de 60 francs à la République ⁷⁹. Le 3 vendémiaire an XIII, le conseil est appelé à statuer sur un litige pendant entre Alexandre Garlan contre Faisant, tous deux acquéreurs de biens nationaux, à propos de la métairie de la Vallée en Mégrit, confisquée sur Guéhenneuc-Boishüe, émigré ⁸⁰. Le 11 août 1806, nous voyons le sénateur Cornudet, représenté par son avocat, Bienvenue, plaider d'une part contre un certain Jacques-Yves Margeot, d'autre part contre Anne Fréhan, veuve Sicot. Le conseil le déboute de sa demande et déclare qu'il n'y a pas lieu d'annuler les baux à convenant de Kercabin, ni de Runefeullou, provenant des biens Stapleton ⁸¹.

Trois registres se rapportent aux contestations en matière de travaux publics et de grande voirie. Le conseil juge des délinquants qui lui sont déférés pour contravention aux arrêtés sur la coupe du goémon, pour dépôt de bois sur la voie publique. On y trouve aussi des autorisations à différents hospices d'ester en justice pour poursuivre le recouvrement des rentes qui leur sont dues ⁸².

Enfin, il arrive au conseil de préfecture de faire quelquefois des actes de vie politique, par exemple quand il vote une adresse au Gouvernement. Ainsi, le 13 nivôse an IX, le préfet, le secrétaire général et les membres du conseil de préfecture félicitèrent dans les termes suivants le Premier Consul d'avoir échappé à l'attentat de la rue Saint-Nicaise : « Citoyen Premier Consul. Nous avons appris avec la plus vive émotion les

78. *Ibid.*, 5 K 41-5 K 49, Délibérations et arrêtés du conseil de préfecture relatifs au contentieux des domaines nationaux (an VIII-1823).

79. *Ibid.*, 5 K 41 (an VIII-an IX), fol. 191.

80. *Ibid.*, 5 K 44 (an XII-1806), fol. 46.

81. *Ibid.*, 5 K 45 (1806-1818), fol. 48-49 et fol. 49-51.

82. *Ibid.*, 5 K 51 et 5 K 52, Délibérations et décisions du conseil de préfecture relatives aux travaux publics (an VIII-1827).

dangers récents qu'une exécration machination vous a fait courir. La lâcheté fut toujours la fidèle compagne du crime. Ce n'est plus le poignard, leur arme favorite, que les assassins osent employer contre vous ; votre aspect, citoyen Consul ; les eût glacés d'effroi, et leur main mal assurée n'eût porté que des coups incertains.

» Une machine infernale semble-t-elle leur présager un succès plus certain sans les exposer aux périls de l'attaque ? Habitues à tous les genres de forfaits, les scélérats la fabriquent et en usent, quoiqu'ils sachent qu'elle ne peut servir leurs projets sans multiplier les victimes, mais que leur importe le nombre des victimes, si parmi elles on trouve le premier magistrat de la République et avec lui la liberté expirante !

» Heureusement, citoyen Consul, le génie de la France était là, il vous a couvert de son égide et vous vivez pour accomplir vos brillantes destinées.

» Il n'est pas un Français, ami de l'ordre et de la tranquillité, qui ne partage l'indignation profonde dont nous sommes tous pénétrés contre les auteurs de l'horrible attentat commis sur votre personne. Tous connaissent le but de vos travaux continuels. Ils savent que vous ne perdez pas de vue un seul instant l'objet vers lequel se reportent sans cesse leurs vœux et leurs pensées, la paix. Ah ! citoyen Consul, à vous seul appartient de commencer ce grand œuvre !

» Les victoires et les brillants succès peuvent exciter l'admiration jusqu'à l'enthousiasme, mais la vue du crêpe funèbre marchant à la suite du char de triomphe produit bientôt un autre sentiment.

» Consolerez la nature, citoyen Consul, en faisant cesser l'effusion de sang humain ; c'est à cette époque qu'admirant dans le calme, la profondeur du génie, la grandeur et la force de caractère de l'auteur d'un si grand bienfait, la France entière n'éprouvera plus qu'un seul sentiment, celui de l'affection et de la reconnaissance.

» La conspiration qui a éclaté à Paris, citoyen Consul, coïncide et se lie parfaitement avec les mouvements qui ont eu lieu depuis quelque temps dans notre département et dans ceux qui l'entourent ; ils sont d'autant plus alarmants qu'ils s'accroissent en proportion de l'impuissance à les réprimer.

Ici, comme à Paris, le gouvernement anglais joue encore le premier rôle. Toutes les machinations sourdes sont empreintes du caractère de sa perfidie ordinaire. C'est toujours avec son or et avec le moyen de ses agents qu'il fomenté l'esprit de révolte et prépare la rébellion. Nous appelons donc, citoyen Consul, l'attention spéciale du Gouvernement sur nos malheureuses contrées, menacées de devenir un nouveau théâtre de calamités et d'horreur »⁸³.

Nouvelle adresse à l'occasion de la paix d'Amiens, 18 brumaire an X : « A Bonaparte. C'est au milieu des réjouissances pour la paix générale que nous ressentons vivement le besoin de reporter les élans de notre allégresse vers celui qui en est l'auteur; étrangers à l'adulation, nous ne le sommes point à la reconnaissance. Elle est due au héros qui sait vaincre, pacifier et gouverner. Nous lui offrons le tribut : en remplissant un devoir aussi cher à notre cœur, nous sommes les organes des sentiments de l'universalité des habitants de notre département. Autant ils souffrirent du malheur de la guerre maritime et civile, autant ils savourent aujourd'hui les bienfaits d'une pacification qui les délivre de ces fléaux.

» Jouissez longtemps, citoyen Premier Consul, de la gloire d'avoir fait le bonheur de votre patrie : des millions de voix s'élèvent pour vous bénir, nous joignons les nôtres à ce concert général. Veuillez les entendre et agréer l'attachement loyal que nous vouons à un gouvernement vraiment paternel »⁸⁴.

Le 9 ventôse an XII, après l'attentat de Cadoudal : « L'Angleterre a dit à ses sicaires « Qu'un grand forfait se commette » et déjà ses infâmes libellistes publiaient qu'il était commis. Mais la Providence qui veille sur les destinées de la France, lui conserve heureusement Bonaparte, tandis qu'elle frappe exemplairement le monarque infracteur du traité d'Amiens, le moteur des hordes sanguinaires vomies sur notre sol. Croient-ils donc, ces perfides Anglais, qu'un crime énorme puisse changer le dévouement d'une nation aussi généreuse au gouvernement qu'elle a choisi et qui fait

83. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, Arrêtés du préfet (an VIII-an IX), fol. 63-64, le préfet, le secrétaire général et les membres du conseil de préfecture au Premier Consul, 13 nivôse an IX.

84. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 16, Arrêtés du préfet (an IX-1815), fol. 25-26, adresse du préfet, du secrétaire général et des conseillers de préfecture des Côtes-du-Nord à Bonaparte, 18 brumaire an X.

le fondement de son bonheur, comme il est l'objet de l'envie de ses implacables ennemis ? L'ancre est désormais jetée et le vaisseau de l'Etat affermi par vos mains ne craint plus les orages qu'un souffle malfaisant tentait d'exciter. Le plus beau des titres est le prix d'un si grand bienfait : la France entière a proclamé Bonaparte père de la Patrie, et le premier devoir de tous ses enfants est de lui faire un rempart insurmontable contre les attentats de la scélératesse. Pour nous, citoyen Premier Consul, que vous choisîtes dans la grande famille pour nous confier des fonctions publiques, sous votre gouvernement paternel, si la distance du poste où vous nous avez placés ne nous permet pas de servir d'égide à votre personne auguste, au moins nous lui offrons nos vœux pour sa conservation et sa prospérité, au moins, pénétrés d'horreur à la vue d'une conspiration affreuse contre la sûreté de la République et les jours de son chef glorieux, nous disons avec la masse de nos concitoyens des Côtes-du-Nord, avec tous les Français amis de leur patrie : « Anathème aux conspirateurs ! Supplice aux coupables ! »⁸⁵.

A côté du préfet, la loi du 28 pluviôse an VIII prévoyait, comme rouage essentiel de l'administration préfectorale, le secrétaire général, chef des bureaux de la préfecture, suppléant le préfet en cas de besoin ou d'absence, commissaire du Gouvernement près le conseil de préfecture. Ce secrétaire général était désigné par le Gouvernement⁸⁶. Ce fut d'abord Concedieu, ex-administrateur du département de la Seine, qui fut nommé par arrêté consulaire du 1^{er} prairial an VIII, secrétaire général du département des Côtes-du-Nord⁸⁷.

Il n'y resta pas longtemps : dès le 8 fructidor an VIII, le préfet adressait contre lui une plainte en règle au ministre de l'Intérieur. « Une lutte indécente, y disait-il, s'est engagée entre lui et moi. » Concedieu avait dénoncé comme suspect de concussion et de liaison avec les fournisseurs un employé soutenu par Boullé. En réalité, il s'agissait d'une hostilité

85. Archives dép., des Côtes-du-Nord, 2 M 36, Correspondance extérieure du préfet, Objets généraux (an VIII-an XIV), fol. 115-116, le préfet, les conseillers de préfecture, le secrétaire général des Côtes-du-Nord au Premier Consul. 9 ventôse an XII.

86. DUVERGIER, t. XII, p. 100 et P. POULLET, *op. cit.*, p. 757.

87. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, Côtes-du-Nord, an VIII, arrêté consulaire du 1^{er} prairial an VIII et F¹bi 157³⁰, Personnel administratif, dossier de Concedieu.

irréductible entre deux personnalités au relief très accusé. Concedieu n'avait-il pas la prétention de réduire Boullé au rôle de « préfet fainéant » ? Un semblable rôle ne pouvait convenir à l'ancien commissaire du Directoire près l'administration centrale du département du Morbihan⁸⁸.

Il fut remplacé, le 23 prairial an IX, par Claude Le Gorrec, ancien secrétaire en chef de l'administration centrale, qui disposait de l'appui d'hommes politiques influents, en particulier de celui de son frère Guillaume et de Pouhaër, tous deux anciens députés aux Cinq-Cents. Concedieu avait été destitué⁸⁹. Toutefois, en annonçant à Boullé cette nouvelle par lettre du 1^{er} messidor an IX, le ministre de l'Intérieur, Chaptal, adressait au préfet des Côtes-du-Nord une sorte de blâme mitigé. « Le Gouvernement, disait-il, a désapprouvé la lutte d'autorité qui s'est élevée entre vous et le secrétaire général et malgré les ménagements avec lesquels il croit devoir traiter ses agents, il a vu dans cette occasion la nécessité de faire un exemple propre à rappeler tous les fonctionnaires publics aux principes de subordination dont ils ne doivent jamais s'écarter. Mais en appelant sur le citoyen Concedieu la sévérité du Gouvernement, je n'ai pu me dissimuler que ce fonctionnaire public, honoré de la confiance du Gouvernement, n'avait pas été traité par vos subordonnés avec la considération que ses fonctions lui donnaient le droit d'attendre d'employés subal-

88. Archives Nat., F¹^{bi}, Personnel administratif, Objets généraux, Côtes-du-Nord 3 (an VII-1807), le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 8 fructidor an IX (date erronée, il faut lire an VIII) et Archives dép. des Côtes-du-Nord, Administration générale, M², Personnel (liasse non cotée), le préfet au ministre de l'Intérieur (minute d'une lettre non datée qui doit être selon toute vraisemblance une réponse de messidor an IX). Cf. plus bas, note 90.

89. Archives Nat., AF^{iv}, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, Côtes-du-Nord, an IX, arrêté consulaire du 23 prairial an IX. Sur Claude Le Gorrec, cf. A. ROBERT et G. COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires français*, Paris, 1889, 5 vol. in-8°. Article Le Gorrec (il fut élu député à la Chambre des représentants en 1815), et L. DUBREUIL, *La Révolution dans les Côtes-du-Nord*, p. 272-273, note 1. En 1814, le préfet royaliste de Goyon, estimait qu'il avait été « très influent sous l'ancien préfet », cf. Archives Nat., F¹^{bi}, Côtes-du-Nord, 5, le comte de Goyon au ministre de l'Intérieur, 20 août 1814. C'est le secrétaire général qui remplace en principe le préfet pendant qu'il est absent. Sans parler des tournées nécessitées plus tard par la conscription, Boullé, à peine après avoir pris possession de son poste, semble avoir fait dans son département deux voyages d'inspection, l'un en floréal an X (Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 16, Arrêtés du préfet relatifs à l'organisation des autorités constituées (an IX-1815), fol. 41, arrêté du 1^{er} floréal an X), l'autre en fructidor de la même année (*Ibid.*, fol. 46, arrêté du 19 fructidor an X).

ternes »⁹⁰. Plus heureux ou plus habile, Claude Le Gorrec devait avoir une carrière aussi longue que celle de son préfet et rester en fonctions jusqu'en 1814.

L'organisation des bureaux de la préfecture dont il était le chef fut réglée par un arrêté de Boullé en date du 28 messidor an VIII. Il y eut cinq bureaux : bureau du secrétariat général, bureau des contributions, bureau des travaux publics, bureau de la guerre, bureau des domaines nationaux. Le bureau du secrétariat général comprenait : 1 chef, 2 sous-chefs, 3 expéditionnaires. Le bureau des contributions : 1 chef, 1 sous-chef, 3 expéditionnaires. Le bureau des travaux publics : 1 chef, 1 sous-chef, 2 expéditionnaires. Le bureau de la guerre : 1 chef, 1 sous-chef, 5 expéditionnaires. Enfin, le bureau des domaines nationaux : 3 chefs, 3 commis principaux, 4 expéditionnaires.

On remarquera le nombre relativement considérable d'employés attachés à ces deux derniers bureaux. Le conseil de préfecture avait un employé spécial ; un concierge et deux garçons étaient préposés à l'entretien matériel des locaux⁹¹. Plusieurs règlements successifs sous forme d'arrêtés fixèrent les heures d'ouverture des bureaux et d'audience du préfet⁹².

90. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 M², Personnel, le ministre de l'Intérieur au citoyen Boullé, préfet des Côtes-du-Nord, 1^{er} messidor an IX.

91. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, Arrêtés du préfet relatifs à l'organisation des autorités constituées (an VIII-an IX), fol. 40-43, arrêté du 28 messidor an VIII. Les chefs de bureau touchent de 1.400 à 1.800 francs de traitement ; les sous-chefs de 1.000 à 1.200 francs ; les expéditionnaires de 300 à 1.000 francs ; le concierge 550 francs ; le garçon de bureau 450 francs.

92. Les bureaux furent d'abord ouverts « aux citoyens » de 8 h. à 12 h., l'après-midi étant réservée « à l'expédition des affaires ». Ils fermaient le décadi et, après le Concordat, le dimanche. Le préfet donnait audience « à tous les citoyens » de 10 h. à 12 h. et de plus « aux fonctionnaires civils et militaires » de 8 h. à 10 h. et de 3 h. de l'après-midi à 6 h. Exceptionnellement il recevait aussi « les citoyens ayant une ouverture à faire au sujet de la sûreté générale ». En tout état de cause, ceux-ci pouvaient toujours s'adresser au secrétaire général (Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, fol. 3-4, arrêté du préfet du 1^{er} floréal an VIII, Règlement des bureaux de la Préfecture).

Un nouvel arrêté du 3 ventôse an IX modifia les heures d'ouverture des bureaux et d'audience du préfet. Celui-ci recut désormais de 11 heures à 3 heures. (Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, fol. 73-74).

Troisième modification par arrêté du 10 messidor an IX : « à la suite de réclamations des chefs de bureau et de plusieurs employés de la préfecture, les citoyens n'auront plus accès dans les bureaux que le matin. » (Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, fol. 5-6).

Un arrêté du préfet du 28 brumaire an XI, constituant règlement disciplinaire en 10 articles, exigea des employés l'assiduité, la subordination, l'attention aux incendies ; après trois avertissements, le délinquant serait révoqué ⁹³.

Un autre règlement du 15 vendémiaire an XII édicta certaines précautions à prendre contre l'incendie dans les locaux de la préfecture ⁹⁴. Cette préoccupation des incendies s'explique par les conditions de commodité et de sécurité précaires dans lesquelles étaient installés le préfet et ses bureaux. Faute de mieux, on avait dû se contenter de partager l'immeuble occupé par la municipalité briochine, situé place du Martrai-Neuf. « L'administration municipale occupait le rez-de-chaussée à droite, le conseil de préfecture à gauche, le préfet avait son logement au premier étage, les bureaux et les bâtiments de service étaient au fond de la cour » ⁹⁵.

Boullé se trouvait à l'étroit et s'en plaignait dès le 5 thermidor an VIII au conseil général dans un mémoire où il demandait la construction d'un bâtiment *ad hoc* dans le jardin des Ursulines ⁹⁶.

Mais le conseil général qui n'avait pas de ressources fit la sourde oreille ; il se borna à renvoyer la demande du préfet à l'examen du ministère de l'Intérieur (an VIII) ⁹⁷. L'année suivante, Boullé s'avisa d'un expédient : sous prétexte de vérifier l'actif et le passif de la commune de Saint-Brieuc, il fit rendre le 29 germinal an IX par son conseil de préfecture un arrêté déclarant domaine national l'hôtel de ville. « Pour justifier cette décision, on remontait au décret du 15 août 1793 et l'on prétendait que la liquidation des dettes de la commune ordonnée par ce décret avait donné un passif de 2.492 fr. 79 auquel on devait ajouter 19.450 francs de constructions et réparations faites par l'administration départementale depuis qu'elle occupait une partie de l'hôtel de ville » ⁹⁸.

93. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1⁶, fol. 53-54. Ce n'était pas une menace vaine ; le 9 floréal an IX, un expéditionnaire du bureau des travaux publics fut révoqué pour inassiduité persistante. *Ibid.*, 3 K 1⁶, fol. 57.

94. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1⁶, fol. 67-68.

95. J. LAMARE, *Histoire de la ville de Saint-Brieuc*, p. 256-257.

96. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1⁶, fol. 43-46.

97. Archives Nat., FlcV, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1 (an VIII-1815), séance du 7 thermidor an VIII.

98. J. LAMARE, *op. cit.*, p. 250-251.

Mais ce procédé autoritaire et sans façon souleva chez les édiles briochins, encore insuffisamment assouplis, un vif mécontentement. Ils répondirent en opposant à l'arrêté la confiscation du collège par l'Etat et les nombreux sacrifices que la ville s'était imposés « pour l'établissement de la liberté » desquels il résultait que l'Etat, toutes compensations faites, leur était encore redevable de 14.000 francs. Le ton de leur protestation n'était pas exempt de vivacité; ils se plaignaient « de ce qu'au nom d'une République qu'ils avaient si généreusement servie, on voulait leur ravir une propriété si légitime, que la tyrannie même avait respectée dans son délire ». Finalement l'administration municipale eut gain de cause. Un autre arrêté consulaire du 29 ventôse an X annula l'arrêté du conseil de préfecture concernant l'hôtel de ville. On abandonna de part et d'autre toutes les revendications, et le département lui-même compensa le loyer dû avec les dépenses qu'il avait faites dans l'immeuble ⁹⁹.

Mais Boullé ne cessait de se plaindre (an XI). Heureusement pour lui, cette cohabitation incommode avec la municipalité se termina plus tôt qu'il ne pensait, cela d'une façon imprévue : dans la nuit du 19 au 20 octobre 1805, un incendie qui avait pris naissance dans la salle du conseil de préfecture détruisit toute une partie de l'hôtel de ville : les réparations dont la ville fut obligée de faire les avances s'élevèrent à 17.000 francs. Le département essaya de rejeter la responsabilité du sinistre sur la ville, propriétaire de l'immeuble, puis finalement transigea. La ville lui vendit 60.000 francs ce qui restait de son vieil hôtel et acquit un nouvel édifice communal. Ainsi le préfet et ses scribes restaient finalement seuls occupants de l'ancienne maison commune, vétuste mais à la rigueur suffisante, maintenant qu'elle leur était exclusivement réservée ¹⁰⁰. Cet état de choses devait durer pendant tout l'Empire et plusieurs années de la Restauration et du régime de Juillet. Ce ne sera qu'en 1842 que l'administration préfectorale des Côtes-du-Nord prendra possession d'un bâtiment neuf spécialement construit pour elle et affecté à ses besoins ¹⁰¹.

99. J. LAMARE, *op. cit.*, p. 251.

100. *Ibid.*, p. 256-257.

101. *Ibid.*, p. 312.

A l'installation du préfet succéda sans tarder celle des sous-préfets, dans les arrondissements communaux, circonscriptions administratives nouvelles créées par la Constitution de l'an VIII. La loi organique du 28 pluviôse an VIII avait en effet divisé le département en cinq arrondissements :

L'arrondissement chef-lieu : composé des cantons de Châteaudren et Plélo, Etables, Lamballe, Landéhen, Lanvallon, Moncontour, Paimpol, Plouguernével, Pléneuf, Plédran, Plœuc et Lanfains, Plouha, Plouvara, Pommerit, Quintin, Saint-Brieuc, Trégomeur, Yffiniac, Yvias.

L'arrondissement de Dinan : composé des cantons de Broons, Caulnes, Corseul, Dinan, Evran, Hénanbihen, Jugon, Maignon, Mégrit, Plancoët, Plénée, Plédéliac, Ploubalay, Plouër, Plumaudan, Plumaugat, Saint-Méloir, Tréfumel.

L'arrondissement de Guingamp : composé des cantons de Belle-Isle-en-Terre, Bothoa, Bourbriac, Callac et Botmel, Carnoët, Duault, Guingamp, Gurunhuel, Maël-Carhaix, Péder nec, Pestivien, Plouagat, Plougonver, Pontrieux, Quérien, Rostrenen, Saint-Gilles-Pligeaux, Tréogan.

L'arrondissement de Lannion : composé des cantons de Lannion, Lézardrieux, Loguivy-Plougras, Penvénan, Perros-Guirec, Plestin, Plouaret ou Vieux-Marché, Prat, La Roche-Derrien, Saint-Michel-en-Grève, Tréguier.

L'arrondissement de Loudéac : composé des cantons de La Chêze, Corlay, Le Gouray, Langourla, Laniscat, Loudéac, Mellionnec, Merdrignac, Mûr, Plémet, Plémy, Plouguenast, Saint-Caradec, Trémor el, Uzel ¹⁰².

Le même arrêté consulaire du 21 floréal qui organisait le conseil de préfecture et que nous avons étudié plus haut nomma quatre sous-préfets : Mauviel, à Guingamp ; Gagon, à Dinan ; Le Grontec, à Lannion, et Barbedienne, à Loudéac ¹⁰³.

102. DUVERGIER, t. XII, p. 104-105. *Tableau des départements et des arrondissements communaux de France* en annexe de la loi.

L'arrondissement de Lannion y est qualifié de premier arrondissement, celui de Saint-Brieuc porte le numéro deux; celui de Dinan, le numéro trois; celui de Loudéac, le numéro quatre; celui de Guingamp, le numéro cinq.

Quant à la division en cantons, ce n'est plus celle actuellement en vigueur, cf. *Annuaire du département des Côtes-du-Nord*, Saint-Brieuc, 1914 (dit *Annuaire Guyon*), 1 vol. in-12, p. 68-78. *Tableau des communes*; les cantons de l'an VIII étaient plus nombreux et par conséquent plus petits.

103. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, Côtes-du-Nord, an VIII.

La sous-préfecture de Guingamp, considérée comme la plus importante de toutes, avait été l'objet de nombreuses convoitises. Vistorte et Faisant (tous les deux anciens députés aux Cinq-Cents), l'ancien administrateur Daniel-Kérinou, d'autres encore l'avaient ambitionnée. Le choix du Gouvernement se porta sur Mauviel, avant 1790 homme de loi à Pontrieux, puis suppléant au tribunal de ce district et enfin juge au tribunal des Côtes-du-Nord ¹⁰⁴.

Mauviel ne tarda pas à faire preuve, en paroles du moins, d'un zèle bonapartiste intempérant. Le 23 ventôse an XII, il écrivait au Premier Consul « L'univers s'éclaire, une sage philosophie amie de l'humanité soutient les rênes des gouvernements. Un seul, dont les vices annoncent la décrépitude et la chute prochaine, affiche honteusement la déloyauté ; aiguise les poignards des assassins et arme des mains criminelles de torches incendiaires. Mais la Providence, citoyen Premier Consul, vous a encore conservé pour le bonheur des Français. Vos ennemis, jaloux des actions éclatantes qui vous ont acquis tant de titres de gloire et d'immortalité, auraient voulu d'un seul coup plonger notre patrie dans le deuil et le désespoir.

» L'horreur de cet attentat n'a fait que fortifier de plus en plus l'amour des Français pour votre auguste personne. Il n'est pas un seul qui ne lie son existence à la vôtre et en faisant des vœux pour vous, ne croit en faire pour soi-même.

104. Mauviel nous donne sur lui-même en juillet 1814 dans une pétition adressée au gouvernement de la Restauration les renseignements suivants, qu'il ne faut, comme de juste, utiliser qu'avec précaution. Reçu avocat à Rennes en 1784, fixé à Guingamp en 1787, il aurait décliné au début de la Révolution les fonctions d'administrateur municipal et de district ainsi que celles de juge. En 1793 il aurait été enrôlé comme soldat, bien que père de quatre enfants, puis, après son licenciement, incarcéré comme suspect en 1794, transféré de Guingamp à Brest, traduit devant le tribunal révolutionnaire qui l'acquitta de l'inculpation d'avoir composé des écrits séditieux, mais le maintint comme suspect en état de détention jusqu'à la paix. Relâché quelques mois après thermidor, il avait été officier municipal en l'an V, puis fructidorisé.

Le préfet royaliste des Côtes-du-Nord le tient pour un « bonapartiste zélé », disposé à se rallier, mais de « moralité très douteuse ». On l'accuse, dit-il, d'abus de confiance à l'égard de ses clients. Au total « un très mauvais sous-préfet ». (Archives Nat., F¹^{bi}, Personnel administratif, Objets généraux, Côtes-du-Nord, 5, 1814-1820. Pétition de Mauviel, sous-préfet de Guingamp au ministre de l'Intérieur, 13 juillet 1814; le comte de Goyon au ministre de l'Intérieur, 20 août 1814).

» Puisse le cours de votre vie égaler l'étendue de votre gloire ! »

Mauviel resta en fonctions jusqu'en 1814 ; il était apprécié par les royalistes comme « fort dur » et les bonapartistes eux-mêmes n'avaient guère de considération pour lui ¹⁰⁵.

A Dinan, ce fut Gagon : Marie-Toussaint Gagon du Chesnay, avant 1789 avocat et maire de Dinan, puis député de la sénéchaussée de Dinan aux Etats généraux, membre du tribunal du district et grand acquéreur de biens ecclésiastiques. Gagon, âgé et infirme, démissionna pour raison de santé, le 1^{er} septembre 1806, et mourut peu après. Avant de décéder, il avait demandé la place pour son fils aîné, adjudant au 53^e de ligne à la Grande Armée ¹⁰⁶. Mais il fut remplacé provisoirement, puis définitivement (1807) par Ch. Néel, maire de Dinan, qui occupera encore ce poste en 1814, et dont nous avons déjà vu la carrière antérieure ¹⁰⁷. A Lannion, ce fut Le Grontec qui devait rester en fonctions également jusqu'en 1814. C'était au moment de sa nomination un juge du tribunal civil du département des Côtes-du-Nord, qui avait été auparavant, sous la Révolution, administrateur du district,

105. *Ibid.* Le comte de Goyon au ministre de l'Intérieur, 1^{er} avril 1815, et le préfet des Côtes-du-Nord, Pépin de Belle-Isle, au ministre de l'Intérieur, 4 mai 1815, et Archives Nat., F¹^{br} 167¹³, Dossier Mauviel (Bernard-Marie), le préfet des Côtes-du-Nord, Pépin de Belle-Isle, au ministre de l'Intérieur, 15 août 1816. D'après ce même dossier, Mauviel serait né le 11 mai 1758 à Châteaulin (Finistère).

106. R. KERVILER, *Bio-Bibliographie bretonne*, t. XV. Art. Gagon, et L. DUBREUIL, *Le district de Dinan*, p. 29, 74 (note) et 107. Cf. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 40 (note). Son dossier manque aux Archives Nat. dans F¹^{br} 161¹ ; la lettre au préfet du 1^{er} septembre 1806 à laquelle nous renvoyons se trouve dans F¹^{br} 168².

107. Archives Nat., F¹^{br} 168², Dossier Néel-Lavigne, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 17 septembre 1806. *Idem* à *idem* (avec la mention *à lui seul*), 10 octobre 1806, en lui transmettant plusieurs candidatures parmi lesquelles celle de Le Gorrec aîné, de Denoual de la Houssaye, employé dans les bureaux du Grand Juge, de Limon-Belleissus, conseiller de préfecture. Le même dossier contient des notes — non datées — de Boullé sur Néel-Lavigne. Voici les plus importantes : « Esprit cultivé et juste. Caractère ferme, modéré et bienveillant. Relations publiques : très bonnes. Relations sociales : convenables. Pas d'ambition. Conduite pendant la Révolution : toujours bonne et modérée ... Manière d'appliquer la conscription : bonne. Manière d'administrer : la meilleure. Exécution des lois : ponctuelle. Fortune : 400.000 francs (héritage et commerce). Aucune passion (ni jeu, ni femmes, ni chasse) ». On se rend à peu près compte par ces notes des qualités que l'administration bonapartiste réclamait de ses fonctionnaires.

commissaire du Directoire exécutif et officier municipal de la ville de Guingamp¹⁰⁸.

A Loudéac, Hillion remplaça Barbedienne en l'an IX et fut également maintenu à ce poste jusqu'à la fin de l'Empire. C'était un notaire qui avait été commissaire du Directoire. Boullé le tient pour un « esprit cultivé, laborieux, juste plus que brillant », « caractère ferme et modéré », ayant toujours eu pendant la Révolution une attitude sage, ponctuel dans l'exécution des lois, et le préfet royaliste de 1815 s'exprime d'une façon aussi élogieuse sur son compte « M. Hillion est un bon sous-préfet solide et modeste, connaissant bien son administration et la conduisant sagement, très aimé, estimé et considéré dans son arrondissement où il a une grande influence; s'il avait un peu plus de santé, un préfet serait heureux d'avoir tous ses sous-préfets pareils »¹⁰⁹. Chaque sous-préfet était assisté d'un secrétaire qui le suppléait le cas échéant et de deux employés; il portait l'uniforme. Les sous-préfets prenaient des arrêtés exécutoires dans l'étendue de leurs arrondissements et correspondaient régulièrement avec le préfet ainsi qu'avec les autorités inférieures. Les Archives départementales des Côtes-du-Nord ont conservé les registres d'arrêtés de Le Grontec, sous-préfet de Lannion de l'an VIII à 1815, ainsi que ceux de sa correspondance¹¹⁰. Les registres d'arrêtés du sous-préfet de Guingamp ont disparu, mais nous possédons ceux de sa correspondance pour l'an VIII, IX, X et XI¹¹¹. Enfin, nous avons retrouvé les registres d'arrêtés et de correspondance du sous-préfet de Loudéac¹¹². Il n'a

108. Archives Nat., F¹br 1662, Dossier Le Grontec (Guillaume). Il était né le 27 octobre 1764 à Saint-Gilles-Pligeaux. Cf. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 271, et note 4. Il avait en comme concurrent, à la sous-préfecture de Lannion, Rivoallan, protégé de Lucien Bonaparte.

109. Archives Nat., F¹br 1626, Dossier Hillion (Joseph-François). Il était né le 20 février 1769 à Châtelaudren. Fortune : 1.000 francs de rente en biens-fonds.

110. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K¹-4 K⁴, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an VIII-1836), 4 registres, 2 M 1¹-2 M 1⁷. Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités supérieures (an VIII-1815), 7 registres, plus 11 registres non cotés, série M : Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités inférieures et égales et avec les particuliers (an VIII-1817).

111. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 264 et 2 M 265, Correspondance avec le préfet (an VIII-an XI) et avec les autorités de l'arrondissement (an VIII-an IX).

112. Archives de la sous-préfecture de Loudéac, 1 registre d'arrêtés du sous-préfet (an VIII-1829); 1 registre de correspondance du sous-préfet (an IX-an X).

pas été possible de découvrir ceux du sous-préfet de Dinan, les archives de cette sous-préfecture ayant été détruites en 1848 par un incendie¹¹³. Après examen de ces diverses catégories de documents, on peut se faire une idée d'ensemble de l'activité des sous-préfets. Elle reproduit dans un cercle plus restreint celle du préfet. Le sous-préfet veille au maintien de l'ordre, surveille la gestion des municipalités, nomme les répartiteurs des contributions directes, les membres des commissions administratives des hospices, active la rentrée des impôts, les levées de conscrits, réglemente l'exercice du culte, favorise le développement de l'instruction publique et le respect de l'hygiène¹¹⁴.

Avec le préfet, et le sous-préfet, les maires et adjoints assuraient l'exécution des ordres du Gouvernement dans les points les plus reculés du territoire. Aux termes de la loi de pluviôse an VIII, il devait y avoir un maire et un adjoint dans les communes de 2.500 âmes et au-dessous; un maire et deux adjoints dans les communes de 2.500 à 5.000 habitants; un maire et deux adjoints et un commissaire de police dans les villes de 5.000 à 10.000 habitants. Le Premier Consul, plus tard l'Empereur, nommait les maires et adjoints des communes de plus de 5.000 âmes; le préfet les nommait dans les autres¹¹⁵. Enfin, d'après l'article 13 du sénatus-consulte du 16 thermidor an X, la durée du mandat des maires fut fixée à cinq ans (premier renouvellement en l'an XV)¹¹⁶.

A Saint-Brieuc, l'ancienne administration municipale de l'époque directoriale resta en fonctions jusqu'au 18 prairial an VIII. A cette date, une municipalité provisoire fut constituée avec Bourel-Villaudoré comme maire, assisté de Le Mée et de Damar Saint-Rivily comme adjoints¹¹⁷. Le 1^{er} pluviôse

113. C'est ce qui résulte d'une note du sous-préfet de Dinan du 19 juillet 1913 qui me fut aimablement communiquée par M. le Préfet des Côtes-du-Nord.

114. Cf. sur les sous-préfets du régime bonapartiste, P. POULLET, *op. cit.*, p. 768.

115. Sur l'organisation municipale de la France sous le Consulat et l'Empire, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 770-787, et J. BOURDON, *L'administration communale et le Consulat* dans la *Revue des Etudes Napoléoniennes*, 1914, p. 289-304. Ce sont les articles 12 à 20 de la loi du 28 pluviôse an VIII qui sont la base de cette organisation. Cf. DUVERGIER, t. XII, p. 99-100.

116. DUVERGIER, t. XIII, p. 505. La loi de pluviôse était muette sur cette question; P. POULLET, *op. cit.*, p. 774.

117. Archives mun. de Saint-Brieuc, D. Registre de délibérations du conseil municipal (ventôse an VII-pluviôse an IX), fol. 122, séance du 18 prairial an VIII.

an IX, cette organisation provisoire fut remplacée elle-même par une organisation définitive. Saint-Brieuc, comptant plus de 5.000 habitants, eut son maire, nommé par arrêté consulaire sur proposition du préfet. Ce fut Thierry fils, assisté de Limon-Belleissue et Dubois-Durivage, comme premier et deuxième adjoints ¹¹⁸. Leur installation eut lieu en grande pompe le 20 pluviôse an IX, par les soins du préfet, en présence de toutes les autorités civiles et militaires de Saint-Brieuc, au temple décadaire. Avant de leur faire prêter serment, Boullé leur exposa comment ils devaient concevoir leur rôle et quelles qualités ils devaient y déployer. « Principaux magistrats de la commune pour tout ce qui est privatif, vous allez être encore dans le système de l'administration générale le premier anneau de la chaîne qui la lie à toutes les autres parties de la République, qui unit vos concitoyens à toutes les autorités publiques et à ceux que notre constitution a chargés du gouvernement. Sous l'un et l'autre rapport, il n'est point de magistrature qui ait plus essentiellement que la vôtre un caractère populaire. Par elle vont s'établir entre vos concitoyens et vous des communications intimes, continuelles et immédiates. Vous serez pour eux l'organe de la loi, c'est par vous que leur en seront appliquées ses dispositions; c'est par vous qu'ils ressentiront les bienfaits du Gouvernement ou que seront réparties entre eux, avec cette égalité rigoureuse qui en allège le poids, les charges que les besoins de l'Etat et la difficulté des circonstances rendent nécessaires. Vous serez les confidents et les interprètes de leurs besoins, les dépositaires de toutes leurs réclamations et c'est par vous que la connaissance en sera transmise aux autorités chargées de pourvoir à la santé, à la salubrité publique, au maintien de l'union, de la police et du bon ordre; il n'est rien de ce qui peut intéresser vos concitoyens qui soit étranger à vos fonctions.

» De semblables relations vous feront considérer la commune que vous allez administrer comme une famille nombreuse dont vous serez les chefs; rapport touchant qui vous attachera par sentiment à tous les devoirs de votre magistrature et dans lequel vous trouverez la plus douce récompense de vos travaux.

¹¹⁸. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, Arrêtés du préfet relatifs à l'organisation des autorités constituées et objets généraux (an VIII-an IX), fol. 67, arrêté du 13 pluviôse an IX, portant ampliation de l'arrêté consulaire du 1^{er} de ce mois.

Mais que votre bonté paternelle soit toujours dirigée par la sagesse, qu'elle n'exclue jamais la fermeté nécessaire pour prévenir ou réprimer les délits de la méchanceté ou de la mauvaise foi, pour écarter les faux calculs de l'intérêt particulier et les faire constamment céder à l'intérêt commun ! Une conduite contraire ne serait qu'une indulgence perfide : elle mettrait le trouble parmi vos concitoyens et elle verserait sur votre propre carrière le chagrin, le remords et l'amertume. Vous avez besoin pour la remplir avec succès d'autorité et de confiance. Vous trouveriez la première dans la loi, dans votre titre, dans le concours et l'appui des autorités supérieures. Quant à l'autre, elle vous est d'avance acquise par vos qualités personnelles et vous ne ferez que la fortifier par la justice de votre administration.

» La justice est la première vertu de l'homme public ; c'est en la prenant pour règle invariable de tous vos actes que vous concurrez le plus efficacement à éteindre les germes funestes que les discussions civiles et les malheurs de la Révolution ont encore laissés dans les cœurs et à ramener tous vos concitoyens à cette bienveillance universelle et aux principes de la saine morale, seule base solide de tout votre ordre social. Que toute votre influence soit constamment employée à rappeler au milieu d'eux l'empire de la raison et de la vertu, à recréer dans ceux qui auraient eu le malheur de la perdre, des sentiments d'union, de tolérance et de concorde sans lesquels il n'y a rien à espérer ni paix, ni tranquillité, ni bonheur ! Que tous les esprits soient ralliés au gouvernement actuel de la République ! montrez à tous ce qu'il a fait au milieu de tous les obstacles dans le court intervalle écoulé depuis sa création ! Que l'on compare la position où se trouvait alors la France avec l'état actuel de la République et que l'on juge par un résultat aussi sensible de ce que l'on peut espérer des dispositions du Gouvernement et de ses travaux ultérieurs ! » ¹¹⁹.

A Dinan, un arrêté consulaire de la même date nomma comme maire, sur proposition du préfet, Charles Néel, négociant, assisté de Gesbert, ex-juge, comme premier adjoint et de Boullaire, officier de santé, comme deuxième adjoint. L'installation eut lieu par les soins du sous-préfet au temple

¹¹⁹. *Ibid.*, fol. 68-73, arrêté du 20 pluviôse an IX : procès-verbal d'installation de la municipalité de Saint-Brieuc.

décadaire (20 pluviôse an IX)¹²⁰. A Guingamp, une municipalité provisoire composée de Guyomar (Paul), puis Perrin, puis Buhot, Desjars et Onfray fonctionna du 8 prairial an VIII, jusqu'au 20 pluviôse an IX : elle fut remplacée à cette date par Barthélémy Desjars comme maire, Buhot-Kersers et Onfray comme adjoints¹²¹. Enfin, à Loudéac, la municipalité provisoire du 13 messidor an VIII composée d'Edy, maire, de Robin-Morhéry et Le Hesran, adjoints, céda la place le 1^{er} ventôse an IX à Robin-Morhéry comme maire, assisté de Brangolo et de Lansard comme adjoints. Lansard non acceptant fut remplacé par Quérangal aîné¹²².

Les villes au-dessous de 5.000 habitants eurent leurs maire et adjoints nommés par le préfet. A Lannion, ce fut de Miniac avec Le Feyer et Le Gouaziou; à Châtaudren, Corbel; à Lamballe, Bésuchet, ancien capitaine de cavalerie; à Moncontour, Lavergne, « instruit et estimé », avec Castel comme adjoint; à Tréguier, Duportal; à Paimpol, Nicol, remplacé en l'an XII par l'adjoint Bécot. Le maire de Paimpol, le jour de son installation, 20 ventôse an XII, se mit en frais d'éloquence et prononça le discours suivant : « Quelle jouissance pour nous, citoyens, quelle récompense pour tous ceux qui ont été précédemment vos magistrats de pouvoir dire à la France entière : « Paimpol depuis la Révolution n'a pris part à aucune espèce de désordre, toujours il a su respecter les lois et punir les ennemis de l'ordre et de la patrie, jamais les horreurs du brigandage ni les désastres d'une guerre civile et religieuse ne désolèrent cette ville qui resta toujours calme au milieu des plus fortes crises révolutionnaires.

» Cette tranquillité dont nous avons joui est votre ouvrage, citoyens, nous ne la devons qu'à votre sagesse et votre filial attachement au Gouvernement, vous ne changerez pas de principes, le passé me garantit de l'avenir, personne plus que moi n'apprécie vos valeureux sentiments, ils sont au-dessus des

120. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, fol. 67, arrêté préfectoral du 13 pluviôse an IX, cité précédemment, et Archives mun. de Dinan, D. Registre de délibérations du conseil municipal (an VII-an X), fol. 238-240, procès-verbal d'installation du maire définitif et de ses adjoints, 20 pluviôse an IX.

121. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, fol. 67, arrêté cité et Archives mun. de Guingamp, D. Registre de délibérations du conseil municipal (an VI-an XII), fol. 114, séance du 20 pluviôse an IX.

122. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, fol. 67, arrêté cité et Archives mun. de Loudéac, D. Registre de délibérations du conseil municipal, fol. 199, séance du 1^{er} ventôse an IX.

éloges et, des hommes libres ne voulant point être flattés, la récompense est dans le cœur, dans l'assurance d'avoir rempli leur devoir envers la patrie. Cette patrie, cette mère si chère à tous les bons Français, a récemment couru les plus grands dangers. L'Angleterre, cette puissance perfide pour qui rien n'est sacré, à qui tous les moyens paraissent convenables pourvu qu'ils tendent à ses vues, venait de vomir sur nos côtes une horde de sicaires qui, trop faibles pour en attaquer et combattre les défenseurs du gouvernement, prétendaient parvenir à sa ruine en assassinant le Premier Consul, mais la police qui toujours veille et suit d'un œil inquiet les démarches les plus secrètes des agents de l'ennemi a bientôt découvert cette trame odieuse et fait arrêter plusieurs coupables qu'elle a livrés à la vengeance nationale.

» Un autre malheur nous menace, citoyens, le Gouvernement est instruit que des évêques rebelles à la religion et à la patrie cherchent du fond de leur retraite à rallumer le flambeau de la guerre civile en France et à y rallier des partis pour en déchirer le sein. Ces mêmes évêques, pour parvenir plus facilement comme plus sûrement à leur but, se servent de quelques prêtres, factieux hypocrites, qui, sous le manteau de la religion, lancent adroitement la pomme de la discorde en cherchant à diviser les citoyens, en alarmant les consciences, en portant dans les âmes timorées des méfiances dangereuses. Dénoncer de tels hommes, leurs intrigues et leurs menées est pour tout citoyen ami de l'ordre un devoir et un acte de civisme. Ah ! citoyens, voulons-nous conserver la tranquillité ? dénonçons avec courage qui veut la troubler ! Voulons-nous conserver la Constitution sans laquelle il n'est plus de bonheur pour les Français ? dévoilons les fauteurs de tout genre qui voudraient y substituer un autre système de gouvernement !

» Si jamais il s'élevait parmi nous de pareils hommes, faisons-leur connaître que nous sommes dignes de la liberté, rallions-nous de bonne foi autour de la Constitution qui fait notre force, prouvons à l'univers que la soumission à la loi, la fermeté dans l'exécution nous rendent invincibles.

» Quant à moi, citoyens, dont vous connaissez les inviolables principes depuis le commencement de la Révolution, je ne reconnaitrai jamais d'autres voix que celles des autorités constituées et de la loi ; reposez-vous sur mon zèle pour la faire exécuter ; je vous promets justice de toute faction, si jamais

il pouvait s'en élever dans cette commune, j'en ai pris devant vous l'engagement solennel et j'y serai fidèle »¹²³.

A Quintin, ce fut Digaultray qui fulmina contre l'Angleterre à propos de la rupture de la paix d'Amiens : « Citoyens, vous avez partagé les sentiments d'indignation manifestés de toutes parts contre l'Angleterre parjure, jalouse des destinées de la France, ennemie du repos de la France.

» Vous verrez avec quelle courageuse persévérance, avec quelle constante modération le premier magistrat de la République a, dans les négociations, épuisé vainement tous les moyens de maintenir la paix.

» Chacun de vous est à lieu de recueillir chaque jour l'expression de dévouement dont tous nos concitoyens sont animés pour seconder les vues du Gouvernement, prêt à punir de lâches et perfides agresseurs »¹²⁴.

Ce personnel municipal ne subit pas au cours de la période impériale des modifications très nombreuses. Le 23 juin 1806, à Saint-Brieuc, Lucas, receveur des domaines, remplaça Limon-Belleissue comme adjoint. A Dinan, le 4 mars 1807, Néel, ayant été nommé sous-préfet, fut remplacé comme maire par Le Chevalier, précédemment adjoint¹²⁵. L'année suivante eut lieu le renouvellement des maires et adjoints, prévu par le décret du 15 avril 1806¹²⁶. A Saint-Brieuc, le préfet proposa comme maire en remplacement de Thierry, Leuduger-Fortmorel, ex-capitaine d'infanterie et administrateur de district;

123. Archives nat., F¹^{bi}, Personnel administratif, Côtes-du-Nord, 3 an VIII, 1807, liste des maires et adjoints des villes du département des Côtes-du-Nord, à la nomination du préfet (au-dessous de 5.000 habitants), actuellement en fonctions, 20 pluviôse an XIII et 25 novembre 1807. Archives mun. de Lannion, D, Registre de délibérations du conseil municipal, fol. 5, délibération du 20 fructidor an VIII; Archives mun. de Lamballe, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an-IX-an XII), fol. 1-4, séance du 15 pluviôse an IX; A. HOUSSAYE, *Moncontour*, p. 114; Archives mun. de Tréguier, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VIII-an XIII), séance du 25 thermidor an VIII; Archives mun. de Paimpol, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-an XII), séances des 20 brumaire an IX et 20 ventôse an XII.

124. Archives mun. de Quintin, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-an XII), fol. 37, séance du 15 messidor an XI.

125. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre d'arrêtés du maire et des adjoints (an IX-1811), fol. 70, arrêté du 23 juin 1806 en exécution d'un décret impérial du 29 mai; Archives nat., F¹^{bi}, Côtes-du-Nord 4 (1807-1813), décret impérial du 4 mars 1807.

126. DUVERGIER, t. XV, p. 401. Le premier renouvellement devait s'effectuer pour toutes les communes de l'Empire le 1^{er} janvier 1808; il devait ensuite avoir lieu tous les cinq ans à la même époque.

puis conseiller municipal et conseiller d'arrondissement, pour l'instant « négociant honnête, ayant de la fermeté, de la fortune et de l'instruction, attaché au Gouvernement et considéré dans la ville »; comme premier adjoint, Louis Sébert; comme deuxième adjoint, Jacques Le Roux. A Dinan, il demanda le maintien de Le Chevalier, Gautier et Lecomte. A Guingamp, il proposa Desjars comme maire, Salpin et Doré comme adjoints; à Loudéac, Mahé, Quéro et Edy¹²⁷. Nous n'avons pas retrouvé les décrets de nomination de ces magistrats municipaux: à Lannion, en janvier 1808, le préfet nomma Brichet, assisté de Bobony et de Chauvin comme adjoints. Le 10 juillet, Grégoire Guermaquer remplaça Bobony. Le 2 janvier 1809, ce fut le tour de Brichet, nommé juge, de céder la place à Le Gouaziou. En 1811, Le Bourva de Penlan prit la place de Chauvin devenu juge de paix. A Lamballe, en 1808, Grolleau de la Villegueury, notaire, succéda à Bésuchet; Lavergne fut maintenu à Moncontour¹²⁸. La durée de leur mandat étant de cinq ans, un second renouvellement eut lieu en 1813. Pour Saint-Brieuc, le préfet proposa Leuduger-Fortmorel comme maire, Sébert et Veillet-Dufrêche, puis Langlois, chirurgien, comme adjoints; à Dinan, Le Chevalier comme maire; à Guingamp, Guyomar (Pierre), « ex-conventionnel, probe, ferme, capable, considéré, zélé pour l'Empereur et le bien public »; à Loudéac, Mahé. Ces propositions furent ratifiées par décret impérial du 10 avril 1813¹²⁹.

127. Archives Nat., F¹^{bi}, Côtes-du-Nord 4 (1807-1813), liste des maires et adjoints de maire des communes de plus de 5.000 habitants, actuellement en fonctions, 15 octobre 1807. Thierry y est noté comme il suit : « Thierry Joseph, commis de marine avant 1789; depuis sous-commissaire. A acheté une propriété à 10 kilomètres de Saint-Brieuc et y réside une partie de l'année. Trop assidu à Saint-Brieuc pour être maire », et liste des candidats indiqués par le préfet pour les places de maires et d'adjoints auxquelles il doit être nommé par l'Empereur, en exécution du décret impérial du 15 avril 1806-15 octobre 1807.

128. Archives mun. de Lannion, D, Registre de délibérations du conseil municipal (1800-1816), séances du 10 janvier 1808, du 7 juillet 1808, du 2 janvier 1809 et du 16 novembre 1811. C. QUERNET, *Notions historiques... sur la ville de Lamballe*, p. 137, et A. HOUSSAYE, *Moncontour-de-Bretagne et ses environs*, p. 114. Cf. Archives Nat., F¹^{bi}, Côtes-du-Nord 3, (an. VIII-1807).

129. Archives Nat., F¹^{bi}, Côtes-du-Nord 4 (1807-1813), liste des candidats indiqués par le préfet des Côtes-du-Nord pour les places de maires et d'adjoints auxquelles il doit être nommé par S. M. l'Empereur, 26 octobre 1812; procès verbaux d'installation du maire de Loudéac (26 août 1813), de Guingamp (25 août), de Dinan (30 août).

Sur toutes ces nominations, cf. J. LAMARE, *op. cit.*, p. 249, 257 et 226; et L. ODORICI, *op. cit.*, p. 397-398.

En ce qui concerne les maires des communes moins importantes, à la nomination du préfet, une note de Boullé, envoyée au ministère de l'Intérieur en octobre 1812, nous fait connaître son impression sur Le Gouaziou, maire de Lannion. Avoué, « capable et intègre mais trop occupé d'affaires particulières pour les fonctions de maire ». Il fut remplacé en conséquence par Daniel-Kérinou¹³⁰.

Que valait ce personnel ? Il semble qu'à peu près à la hauteur de sa tâche dans les grandes communes, il ait laissé beaucoup à désirer dans les petites. Le 9 fructidor an VIII, le préfet signalait au ministère de l'Intérieur les difficultés qu'il rencontrait dans l'organisation du personnel municipal, le grand nombre de démissions qui lui parvenaient, « la pénurie effrayante de sujets capables et zélés dans la plupart des communes ». Il en trouvait l'explication dans l'état d'insécurité générale des départements de l'Ouest, « qui ont été à plusieurs reprises le théâtre de la guerre civile, qui semblent en être de nouveau menacés et où tant de causes ont concouru à dégoûter des fonctions publiques »¹³¹. Quelques jours auparavant, le 6 messidor, une circulaire aux maires du département insistait sur les trop nombreuses irrégularités constatées dans la tenue des registres de l'état civil¹³². Le 4 complémentaire an IX, le second adjoint de Tréguier, Daniel Faugeyroux est suspendu pour violences commises sur la personne d'un fils de Cavan, le juge de paix¹³³. En l'an XII, Lostys-Kerhor, maire de Maël-Pestivien, fut suspendu « pour le refuge et les secours qu'il a accordés aux chefs de brigands qui ont tenté de rallumer dans ces territoires les torches de la guerre civile et qui ont le projet d'attenter à la personne des membres du

130. Archives Nat., F¹bi, Côtes-du-Nord 4, 1807-1813, liste des maires et adjoints de maire à la nomination de M. le Préfet des Côtes-du-Nord actuellement en fonctions, 15 octobre 1812; arrondissement de Lannion : liste des maires et adjoints de maire que le préfet se propose de nommer, *idem*.

131. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 36, Correspondance extérieure du préfet relative aux objets généraux (an VIII-an XIV), fol. 12, le préfet au ministre de l'Intérieur, 9 fructidor an VIII.

132. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 22, Correspondance extérieure du préfet relative aux objets généraux (an VIII an X), fol. 37-39, le préfet aux maires du département, 6 messidor an VIII.

133. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 16, Arrêtés du préfet relatifs à l'organisation des autorités constituées an IX-1815), fol. 20, arrêté du 4 complémentaire an IX.

gouvernement, notamment du Premier Consul »¹³⁴. En septembre 1808, le préfet annonce au ministre de l'Intérieur qu'il a suspendu le maire de Saint-Barnabé, coupable d'avoir, de complicité avec le desservant, délivré un passeport à un conscrit pour le soustraire au service. Il fut destitué par l'Empereur, le 5 octobre¹³⁵. Le 9 décembre de la même année, c'est le tour du maire de Lescouët, Jean Morvan, d'être suspendu, pour avoir délivré à son frère Joseph, conscrit, un faux acte de mariage destiné à la dispense du service. Jean Morvan fut révoqué le 26 avril 1809¹³⁶. En 1809, le sous-préfet de Dinan signalait au préfet quantité de maires « incapables dans cet arrondissement qui entravent ou retardent la marche des affaires »¹³⁷. Même note en 1812 : « Dans ma tournée de conscription, je me suis encore plus fortement convaincu qu'il y a plusieurs maires incapables de remplir leurs fonctions, mais derechef j'ai appris qu'il n'existe pas dans leurs communes de personnes qui puissent convenablement les remplacer »¹³⁸. A côté de fautes professionnelles graves, des incidents simplement burlesques. De 1806 à 1807, le maire de Broons, Mahé, d'une part, ses administrés de l'autre, harcèlent préfet et sous-préfet de Dinan, d'exposés incessants de leurs griefs réciproques. Secrétaire de mairie, instituteur, employé des postes s'attirent tour à tour les foudres de cet intempérant magistrat, qui raconte ses exploits dans un style d'une grandiloquence prud'hommesque. Le sous-préfet de Dinan l'appréciait en fort bons termes, quand il disait de lui : « J'ai la conviction que les administrés ont des torts envers ce magistrat, mais il me semble aussi que M. le maire s'applique par trop à déverser le blâme sur les citoyens qu'il administre; il scrute le fond de leur cœur, il transforme en intentions coupables des actes qui ne peuvent bien être que le résultat du hasard : il me paraît trop

134. *Ibid.*, fol. 77-78, arrêté du 14 pluviôse an XII. Lostys-Kerhor fut en outre arrêté et poursuivi judiciairement pour complicité avec les Chouans et participation à la conspiration Cadoudal, cf. plus loin, t. I, chap. II, Police, p. 159 et seq.

135. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 37, Correspondance extérieure du préfet relative aux objets généraux (1807-1815), le préfet au ministre de l'Intérieur, 7 septembre 1808.

136. *Ibid.*, le préfet au ministre de l'Intérieur, 9 décembre 1808.

137. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Elections et nominations communales, le sous-préfet de Dinan au préfet, 12 août 1809.

138. *Ibid.*, *idem* à *idem*, 24 octobre 1812.

minutieusement à l'affût de ce qui se passe, il croit toujours son autorité méprisée. M. Mahé met du nerf dans son administration. C'est un maire assez exact à remplir les obligations de sa place, mais il y a manière, et celle de ce magistrat ne me semble pas toujours convenable »¹³⁹.

Au demeurant, ce tyranneau de village qui se targuait d'être avantageusement connu de « Nos Seigneurs le maréchal Augereau et l'intendant général Daru » paraît avoir transformé la commune de Broons en « une véritable pétaudière », l'expression est de Mahé lui-même. Il semble pourtant qu'aucune mesure de rigueur ne fut prise contre lui¹⁴⁰. A Plougonver, les habitants se plaignaient de leur maire particulièrement peu actif (1806). A quoi le sous-préfet de Guingamp répondait avec une franchise savoureuse : « Le maire de Plougonver se saoule — certes on préférerait qu'il fût plus sobre — mais si dans ce pays on destituait tous les maires ivrognes, on changerait souvent ces administrateurs »¹⁴¹.

Pour avoir une idée complète de la manière dont le pouvoir central fit sentir son action dans le département des Côtes-du-Nord dans les premières années du régime bonapartiste, il faudrait ajouter que la mise en activité des nouveaux rouages administratifs permanents que l'on vient de décrire, fut surveillée par des envoyés extraordinaires chargés de missions temporaires, par un procédé tout à fait conforme au précédent révolutionnaire des représentants du peuple en mission.

De l'an VIII à l'an X, on vit trois de ces « missi dominici » apparaître dans l'ouest. En frimaire an VIII, c'est un des 24 membres du Corps législatif délégué par les Consuls dans les départements en vertu de la loi du 19 brumaire an VIII, le citoyen Challan qui est chargé de mission dans la 13^e division militaire (Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan). Il ne dépassa pas Rennes chef-lieu de la 13^e division, mais il adressa de cette ville à l'administration centrale des Côtes-du-Nord, qui continuait provisoirement de fonctionner,

139. *Ibid.*, lettres très nombreuses relatives à ces démêlés : cf. en particulier celle du sous-préfet de Dinan au préfet, 21 avril 1807, à laquelle est emprunté le jugement ci-dessus.

140. *Ibid.*, le maire de Broons au préfet, 2 septembre 1807. L'écho de ces incidents parvint jusqu'aux oreilles de Réal et même de Fouché.

141. *Ibid.*, le sous-préfet de Guingamp au préfet, 26 mai 1805.

un questionnaire très détaillé, relatif surtout à l'impression produite sur l'esprit des populations par le coup d'Etat¹⁴².

Un peu plus tard, quand le Consulat définitif a succédé au Consulat provisoire, c'est à des fonctionnaires et non plus à des élus de la nation que le nouveau maître que s'est donné la France confie le soin de le documenter. En l'an IX, le citoyen Barbé-Marbois, conseiller d'Etat, reçoit la tâche de parcourir les quatre départements de la 13^e division; cette tâche, il l'accomplit réellement et consciencieusement¹⁴³. Le 21 nivôse, il arriva à Saint-Brieuc, venant de Pontivy, en compagnie du général Hédouville et du préfet, qui s'était porté à sa rencontre, et fut reçu en grande pompe par toutes les autorités ayant à leur tête le secrétaire général — c'était à cette date encore Concedieu — qui prononça deux discours, l'un spécialement adressé à Barbé-Marbois, l'autre au général Hédouville. Dans le premier, les anathèmes au gouvernement anglais alternaient avec les manifestations de dévouement au Premier Consul « Vous avez appelé notre préfet, il vous aura dit la vérité tout entière : vous préparez les moyens qui doivent ramener chez nous cette douce sécurité qu'un ennemi implacable et sanguinaire se plaît à troubler. Le cabinet anglais avide de nos ressources immenses redouble d'efforts au moment où la République partout victorieuse lui a donné le choix de la paix ou de son anéantissement. Il croit, ce cabinet, pouvoir l'éluder par des scélératesses; il s'y livre sans ménagement, il rejette l'olivier et porte chez nous qui l'avoinsons, ses forfaits et leurs ravages. Vous voyez, citoyen conseiller d'Etat, l'excès de sa fureur : il commande et soudoie le crime et pour le commettre il vomit dans nos contrées des brigands qui les désolent; impuissant par les armes, mais fécond en atrocités,

142. Archives dép., des Côtes-du-Nord, 5 M, Police Générale, le représentant du peuple délégué par les Consuls dans la 13^e division aux administrateurs du département des Côtes-du-Nord, Rennes, 24 et 25 frimaire an VIII, et Archives Nat., F¹^a 552. Cf. sur Challan et sa mission, L. BENAERTS, *Le régime consulaire en Bretagne. Le département d'Ille-et-Vilaine durant le Consulat (1799-1804)*, p. 83-84, notes 1 et 2; G. PARISSET, *op. cit.*, p. 5.

143. Sur Barbé-Marbois en général, cf. l'article de la *Grande Encyclopédie*; sur sa mission en particulier, cf. *Etat de la France au 18 brumaire, d'après les rapports des conseillers d'Etat chargés d'une enquête sur la situation de la République*, éd. F. Rocquain, Paris, 1874, 1 vol. in-12, p. 71-128. Le rapport de Barbé-Marbois y est publié *in-extenso* d'après Archives Nat., AF^{IV} 1047, Missions des conseillers d'Etat dans les divisions militaires (an IX-an X), 13^e division.

il justifie sa renommée par l'explosion d'une machine infernale, qui, en immolant des victimes, respecte le premier magistrat de la République contre lequel il la tournait dans sa rage sacrilège. Le génie de la France veille sans cesse, il terrassera le monstre; dites au Premier Consul, citoyen conseiller d'Etat, que si ce monstre nous tourmente, il n'abusera ni nos esprits, ni ceux des habitants de ce département! Dites-lui que ces habitants n'ont besoin que de secours momentanés pour faire disparaître et renvoyer sous les flots de la mer, les coupables ennemis du genre humain! Dites-lui enfin que nous ne formons tous qu'un vœu, celui de sa conservation pour le bonheur de la République! »¹⁴⁴.

A Hédouville, le secrétaire général rappelait que les bons souvenirs laissés par ses tentatives antérieures de pacification n'étaient point oubliées à Saint-Brieuc et se félicitait de le voir « revêtu d'un pouvoir terrible pour les méchants mais rassurant pour les amis de la paix ». Sa tâche, ajoutait-il, était moins malaisée « maintenant que la grande nation est victorieuse de toutes parts en Egypte, en Allemagne, en Italie; maintenant que les Républiques, nos sincères amies, n'ont plus à craindre que leur sol soit souillé... maintenant que toujours investi de la confiance du Gouvernement, fort et sage tout ensemble, vous revenez pour protéger nos personnes et nos propriétés. Nous sommes intimement persuadés que les maux qui désolent nos contrées vont cesser pour jamais »¹⁴⁵.

L'enquête de Barbé-Marbois semble avoir porté de préférence sur la question financière, la police des cultes et la chouannerie. Nous aurons à ce dernier égard l'occasion de revenir sur sa mission et sur le compte rendu qu'il en fit à son retour¹⁴⁶. Par contre, nous ne possédons point le détail de ses remarques sur l'administration proprement dite. Un mot seu-

144. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, Arrêtés du préfet relatifs à l'organisation des autorités constituées (an VIII-an IX), fol. 64-67, réception du citoyen Barbé-Marbois, conseiller d'Etat, envoyé extraordinaire dans la 13^e division militaire, 21 nivôse an IX, et 2 M 36, Correspondance extérieure du préfet relative aux objets généraux (an VIII-an XIV), fol. 23-24, le secrétaire général de la préfecture au préfet des Côtes-du-Nord, à Pontivy, 21 nivôse an IX.

145. Archives des Côtes-du-Nord, 3 K 15, fol. 64-67.

146. *Etat de la France au 18 brumaire*, cité plus haut : p. 71-116, rapport proprement dit; p. 117-127, procès-verbal d'un conseil tenu à Pontivy, sous la présidence de Barbé-Marbois, auquel prirent part le général Hédouville, les préfets du Morbihan, du Finistère et des Côtes-du-Nord, le 19 nivôse

lement à noter « Si on me demandait le modèle d'un administrateur, je nommerai le citoyen Borie, préfet d'Ille-et-Vilaine ». Il le tenait donc d'une façon générale pour supérieur à ses collègues du Finistère et du Morbihan, et même à Boullé dont il louait pourtant le zèle à faire respecter la législation des cultes¹⁴⁷.

L'année suivante, en pluviôse an X, un nouveau conseiller d'Etat, Béranger, fut envoyé en mission extraordinaire dans la 13^e division militaire et traversa les Côtes-du-Nord. Nous sommes encore moins exactement renseignés sur les résultats de son enquête que sur ceux de l'enquête Barbé-Marbois. Nous savons seulement qu'elle porta sur la perception et le versement des impôts, l'exécution des marchés et entreprises, enfin la tranquillité et la prospérité publiques¹⁴⁸. Puis l'habitude se perdit de ces tournées d'inspection, ou plutôt, le régime consulaire consolidé, transformé en régime impérial, ne crut plus en sentir la nécessité. Le mécanisme bureaucratique doit maintenant fonctionner normalement et sans à coups; plus n'est besoin qu'on l'accélère ni qu'on le rajuste. Pour voir reparaître les « *missi dominici* », il faudra attendre les années de crise, 1814 et 1815¹⁴⁹.

A côté des représentants du pouvoir central, presque aussi puissants que les intendants et les subdélégués d'Ancien Régime, le gouvernement consulaire, se souvenant qu'il était

an IX. Cf. plus loin, t. I, chap. II, p. 141-142, et chap. III, p. 375 et 391. Quant au rapport, il fut rédigé par Barbé-Marbois, à l'aide de documents communiqués par Boullé, ainsi que le prouve une lettre de ce dernier lui annonçant l'envoi de ces documents, 2 M 36, fol. 25, le préfet au citoyen Barbé-Marbois, conseiller d'Etat, 2 pluviôse an IX.

147. *Etat de la France au 18 brumaire*, p. 101 et 108.

148. Archives Nat., F^{1a} 408, mission du citoyen Béranger dans la 13^e division militaire, 3 pluviôse an X; Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de correspondance du maire (an IX-1806), fol. 38, le maire au citoyen Béranger, conseiller d'Etat, 22 pluviôse an X; ce fut à la suite du rapport de Béranger que l'état de siège fut levé dans les Côtes-du-Nord. Cf. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, Côtes-du-Nord, 27 pluviôse an X, le ministre de la Police générale propose de lever l'état de siège de ce département « attendu le rapport du citoyen Béranger en mission dans ce département. »

Sur le brumairien Jean Béranger (1767-1850), ex-député aux Cinq-Cents, conseiller d'Etat en service ordinaire depuis l'an X, cf. *Grande Encyclopédie*, art. Béranger, et L. AUCOC. *Le Conseil d'Etat avant et depuis 1789*, Paris, 1876, 1 vol. in-8°, p. 318.

149. Cf. sur la mission de Canclaux en 1814, t. II, chap. IV, p. 354 et 365 et sur celle de Caffarelli en 1815. *Ibid.*, Epilogue, p. 429-431.

par certains côtés l'héritier de la Révolution, admit dans le département des assemblées locales émanées au moins théoriquement du peuple souverain et destinées à leur servir de contrepoids. La loi du 28 pluviôse an VIII plaça au siège de chaque préfecture un conseil général, formé suivant l'importance du département de 16, 20 ou 21 membres, et au siège de chaque sous-préfecture un conseil d'arrondissement de onze membres, chargés essentiellement de voter la répartition des contributions directes et des centimes additionnels et de contrôler leur gestion par le préfet et le sous-préfet dans le département et l'arrondissement¹⁵⁰. Les membres de ces conseils étaient nommés par le Premier Consul qui les choisissait librement dans la liste de notabilité départementale. Mais les listes d'éligibles ne devant être formées pour la première fois qu'au cours de l'an IX, il en résulta que le Premier Consul fit à son gré les premières désignations¹⁵¹. Dans quel esprit allaient être faites ces propositions, c'est ce que nous apprend une circulaire, en date du 4 germinal an VIII, du ministre de l'Intérieur Lucien Bonaparte, aux préfets : « Avant de faire ce choix important, (le Premier Consul) vous demande de lui désigner pour ces places les citoyens que vous croirez les plus capables de vous seconder dans vos travaux. Vous fixerez principalement votre attention sur ceux qui par leur moralité connue, par leur attachement aux principes républicains et par des acquisitions de domaines nationaux présentent au Gouvernement une garantie de leur dévouement et de leur fidélité à la Constitution de l'an VIII »¹⁵².

En conséquence, et sur désignation du préfet, un arrêté consulaire du 12 prairial an VIII nomma membres du conseil général du département les citoyens dont les noms suivent :

Chaplain, de Port-Briec, président du tribunal de commerce ;

Le Mée-Desfontaines, négociant, ex-administrateur et maire ;

Harel père, de Moncontour, ex-administrateur du département ;

150. DUVERGIER, t. XII, p. 88-98 et 98-99.

151. P. POULLET, *op. cit.*, p. 760-761, et G. PARISSET, *op. cit.*, p. 33-34.

152. P. POULLET, *op. cit.*, p. 762, cite en partie cette circulaire d'après G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *Le département des Bouches-du-Rhône, de 1800 à 1810*, p. 126.

Desjars, de Guingamp, négociant, ex-administrateur du district;

Guyomar (Pierre), de Guingamp, ex-législateur, « ancien conventionnel »;

Festou-Villeblanche, de Guingamp, homme de loi, ex-administrateur du district;

Guyot aîné, de Callac, ex-législateur (ancien député aux Cinq-Cents);

Le Bris, ex-commissaire près l'administration municipale de Laniscat;

Brélivet père, de Loudéac, ex-administrateur du département;

Mahé, de Loudéac, ex-administrateur du district, ex-président d'administration municipale;

Duval-Latouche, de Broons, ex-receveur du district;

Touzé, de Broons, ex-administrateur municipal;

Dutertre (Yves), négociant à Dinan;

Delaunay (Benjamin), ex-administrateur du département;

Morvonnais l'aîné (Michel), de Pleudihen, ex-administrateur du district;

Corvoisier, de Jugon, ex-administrateur du département;

Besnier, de Lamballe, ex-président de l'administration municipale;

Armez (Nicolas), ex-commissaire central;

Le Provost (Vincent-Augustin), ex-président de l'administration du département;

Le Saulx père, de la Roche-Derrien, ex-président de l'administration municipale;

Brichet père, de Lannion, ex-administrateur du département;

Guillou le jeune (Pierre), négociant à Tréguier;

Kérinou-Daniel, de Lannion, ex-administrateur du département;

Fleury, de Quintin, « ex-législateur », ancien conventionnel¹⁵³.

Au total, 24 conseillers généraux ayant tous, à quelques exceptions près, exercé des fonctions publiques, ou fait partie d'assemblées élues. Nombreux étaient parmi eux les acquéreurs

153. Archives Nat., AFIV, Côtes-du-Nord, an VIII, arrêté consulaire du 12 prairial an VIII. Cf. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 277-279.

de domaines nationaux. Enfin, l'on remarque dans leurs rangs la présence de deux anciens conventionnels : Guyomar et Fleury, et des deux personnalités révolutionnaires les plus accusées du département : Le Provost et surtout Armez, le ci-devant abbé Armez, tour à tour ecclésiastique constitutionnel, puis prêtre abdicateur¹⁵⁴. On voit que les instructions de Lucien Bonaparte avaient été suivies à la lettre et que la première représentation départementale des Côtes-du-Nord sous le régime consulaire, conservait une couleur révolutionnaire encore assez accentuée.

Le même arrêté organisa les cinq conseils d'arrondissement de la façon que voici :

1^{er} Arrondissement : LANNION (11 conseillers) :

Tassel, ex-commissaire près l'administration de Perros-Guirec;

Adam (Guillaume), de Plouguiel, ex-commissaire;

Morinière-Villefort, ex-commissaire près l'administration de Tréguier;

Guillou-Permanguer, de Lézardrieux, ex-commissaire, ex-juge;

Le Cozannet (Pierre), de Hengoat, ex-administrateur du district;

Le Gallou, de Prat, ex-commissaire;

Le Roy (Aimable), du Vieux-Marché, ex-commissaire;

Le Teschier, de Loguivy-Plougras, ex-commissaire;

Grimault, de Saint-Michel-en-Grève, ex-commissaire;

Chauvin, de Plestin, ex-commissaire;

Robinet, de Lannion, receveur de l'enregistrement.

2^e Arrondissement : SAINT-BRIEUC (11 conseillers) :

Morand (Louis-François) aîné, de Paimpol, ex-commissaire;

Touroux, ex-administrateur du district, ex-président de l'administration municipale d'Etables;

Lebreton, de Châtelaudren, ex-commissaire;

154. Sur Fleury et Guyomar, cf. GUIFFREY, *Les Conventionnels*; A. KUSCINSKI, *Dictionnaire des Conventionnels*, déjà cité; H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 178-179; *Mémoires du conventionnel Fleury*, éd. R. Oheix, dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1888, t. LXIII et LXV, et L. DUBREUIL, *Révolutionnaires de Basse-Bretagne : le conventionnel Pierre Guyomar*, dans les *Annales de Bretagne*, 1920, t. XXXIV, p. 168-187 et 298-318.

Sur Nicolas Armez, cf. L. DUBREUIL, *Un correspondant de François Reyner : Nicolas Armez*, article déjà cité, p. 10-50.

Denis, négociant au Légué;
Lorin, de Port-Brienc, ex-administrateur du département;
Clérivet, ex-président de l'administration municipale de Pléneuf;
L'Oncle-Parment, de Lanballe, ex-administrateur du département;
Glais-Villeblanche, négociant, ex-président de l'administration municipale de Moncontour;
Brignon père, négociant à Quintin, ex-maire, agent municipal;
Corbin (Yves-Joseph), greffier du juge de paix, à Lanvollon;
Mazé (Yves-Gilles), ex-administrateur du district, ex-commissaire à Pommerit.

3^e Arrondissement : DINAN (11 conseillers) :

Delourmel, ex-commissaire près l'administration municipale de Ploubalay;
Carillet, ex-commissaire près l'administration municipale de Pleudihen;
Hardy du Bignon, ex-commissaire près l'administration municipale d'Evranc;
Robert, de Saint-Jouan-de-l'Isle, ex-commissaire près l'administration municipale de Caulnes;
Le Moine, de Broons, ex-président de l'administration municipale;
Bouvier, ex-commissaire près l'administration municipale de Mégrit;
Lavigne, ex-juge de paix, à Plancoët;
Beslay (Charles), négociant à Dinan, ex-procureur-syndic;
Le Mercier, médecin à Dinan, ex-président de l'administration du département;
Roquelin (J.-M.), ex-commissaire près l'administration municipale de Saint-Méloir;
Moucet de la Pommeraye, ex-juge de paix, à Plumaudan.

4^e Arrondissement : LOUDÉAC (11 conseillers) :

Carré, directeur des forges du Vaublanc;
Tilly, ex-commissaire près l'administration municipale d'Uzel;
Houis fils, ex-commissaire près l'administration municipale de Gouray;

Bidault ex-commissaire près l'administration municipale de Merdrignac ;

Morel père, ex-commissaire près l'administration municipale de Plémet ;

La Touche, ex-commissaire près l'administration municipale de la Chèze ;

Ruello, ex-commissaire près l'administration municipale de Saint-Caradec ;

Tostys, ex-commissaire près l'administration municipale de Mûr ;

Hamonie, directeur de la forge des Salles ;

Chapelain, ex-commissaire près l'administration municipale de Loudéac ;

Morhéry fils, ex-militaire, ex-administrateur municipal.

5^e Arrondissement : GUINGAMP (11 conseillers) :

Le Brigant, de Pontrieux, négociant, ex-administrateur municipal ;

Le Gal (Henry), ex-commissaire près l'administration municipale de Saint-Gilles-les-Bois ;

Harel, ex-commissaire près l'administration municipale de Guingamp ;

Le Grontec fils, ex-administrateur du district, ex-juge ;

Péron (Jean), ex-commissaire près l'administration municipale de Tréogan ;

Quenechdu, ex-militaire, ex-agent municipal ;

Labat, ex-administrateur du district, ex-commissaire près l'administration municipale de Belle-Isle-en-Terre ;

Le Balier, ex-commissaire près l'administration municipale de Gurunhuel ;

Ansquer, ex-commissaire près l'administration municipale de Pédervec ;

Le Provost, de Goudelin ;

Launay (Allain), de Rostrenen, ex-receveur du district ¹⁵⁵.

Le conseil général des Côtes-du-Nord se réunit pour la première fois le 1^{er} thermidor an VIII : il ne semble pas qu'il y ait eu de cérémonie solennelle d'installation. Le conseil se mit au travail sans désespérer : sa session devait durer dix jours.

¹⁵⁵. Archives Nat., AFIV, Côtes-du-Nord, an VIII, arrêté consulaire du 12 prairial an VIII déjà cité, et L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 279-283.

Il nomma une commission de répartition des contributions, une autre des dépenses et économies, une troisième des routes, travaux, agriculture. Michel Morvonnais fut élu président, contre Provost-Launay, et Guillou jeune, secrétaire.

Le conseil vota le budget départemental pour l'an IX, arrêta le tableau des arrondissements de justice de paix du département et répartit la contribution foncière. Dans sa séance du 7, il émit toute une série de vœux relatifs à l'agriculture, à l'industrie et au commerce. Le 9, il adopta les conclusions d'un rapport préparé par une commission spéciale et destiné au ministre de l'Intérieur, sur la situation générale du département. Enfin, le 11, il dressa à la demande du préfet la liste des citoyens morts pour la patrie dont les noms devaient figurer sur la colonne élevée aux frais du département¹⁵⁶. A partir de l'an VIII, le conseil général fonctionnera régulièrement et s'assemblera périodiquement tous les ans. La session de l'an IX s'ouvrit le 15 germinal. Elle devait durer jusqu'au 29 du même mois. Michel Morvonnais fut réélu président, mais on remarque la présence de trois membres nouveaux : Barbedienne, Bouan et Maurice, remplaçant respectivement Guyot, Fleury et Duval, démissionnaires. Conformément à une instruction du ministre de l'Intérieur du 16 ventôse, le conseil inaugure des travaux par l'envoi à ce ministre d'un mémoire sur la situation politique du département. Puis, trois commissions sont nommées : commission des contributions, commission des dépenses, commission de toutes les matières énumérées au chapitre 2 de l'instruction. Cette dernière se divise en cinq sous-commissions : agriculture et commerce ; prisons et assistance publique ; travaux publics et navigation, instruction publique, population et administration¹⁵⁷. Toute une série de vœux préparés par cette dernière commission sont

156. Les procès-verbaux des séances du conseil général des Côtes-du-Nord sont conservés aux Archives dép., sous la cote 1 N 11-1 N 16, 6 registres foliotés. Les Archives Nat., sous la cote Flcv, Côtes-du-Nord 1, en possèdent la reproduction à peu près complète, expédiée au ministre de l'Intérieur, Chaptal les utilisa pour son *Analyse des procès-verbaux des Conseils généraux des départements (an VIII et an IX)*, Paris, 1801-1802, 2 vol. in-4°.

Pour la session de l'an VIII, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11 (1^{er} thermidor an VIII-10 prairial an X), fol. 2-38, séances du 1^{er} au 11 thermidor inclus, et Archives Nat., Flcv, Conseils généraux, Côtes-du-Nord 1, an VIII.

157. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 28-121, séance du 15 au 29 germinal an IX, et Archives Nat., Flcv, an IX.

émis relativement à l'agriculture, à l'industrie, au commerce et à l'instruction publique.

La session de l'an X s'ouvrit le 1^{er} prairial. Deux nouveaux membres y participèrent : l'armateur Le Pommellec, remplaçant Chapelain, démissionnaire, et Guillaume Le Gorrec, qui succédait à Provost-Launay, nommé conseiller de préfecture. Elle dura du 1^{er} au 15. Ainsi qu'il l'avait fait les deux années précédentes, le conseil général adressa au ministre de l'Intérieur un mémoire sur la situation politique du département; d'autre part, en plus des commissions habituelles, il en est une spécialement chargée de trouver un logement à l'évêque de Saint-Brieuc ¹⁵⁸.

La session de l'an XI, qui dura du 15 au 25 floréal, vit choisir pour président Armez et pour secrétaire Besnier; rien de spécial ne la distingua des précédentes ¹⁵⁹. Mais la paix d'Amiens ayant été rompue le 18 mai, les conseillers furent convoqués en séance extraordinaire par lettres du ministre de l'Intérieur du 12 prairial et du préfet du 29. Cette séance eut lieu le 15 messidor an XI. Il s'agissait à l'occasion de la guerre contre l'Angleterre de voter un crédit destiné à l'acquisition des bâtiments de guerre de tout tonnage. Le conseil répondit dans les termes suivants à la lettre du préfet : « Le conseil général du département remercie le Gouvernement de l'avoir appelé pour lui exprimer les vœux de 530.000 citoyens qu'il représente. Il peut assurer que l'agression du gouvernement anglais a excité un frémissement d'indignation qu'il est impossible de peindre. Une guerre injuste commencée sans l'avoir déclarée, sans autre motif que la prétention d'un monopole que cette île orgueilleuse prétend exercer sur l'industrie et le commerce de l'univers, se poursuit sans respect pour le droit des gens et pour les traités les plus solennels avec une perfidie qui prouve la faiblesse et la perversité du gouvernement qui provoqua la nation française; de paisibles pêcheurs sans armes, des fermiers de quelques rochers qui bordent nos côtes ont été tout récemment victimes de leur piraterie.

» Le Premier Consul a dit à la France que l'état des finances sur le pied de paix suffit pour l'état de guerre avec un ennemi

158. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 125-167, séance du 1^{er} au 15 prairial an X, et 1 N 12, fol. 2-10 (suite); Archives Nat., Flev, an X.

159. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 11-43, séances du 15 au 27 floréal an XI; Archives Nat., Flev, an XI.

tel que le gouvernement anglais, mais la France veut des moyens « extraordinaires » pour en sortir promptement. Le conseil regrette que la situation du département à peine sorti des troubles d'une guerre civile ne lui permette d'offrir que 200.000 francs pour contribuer au moyen d'atteindre notre ennemi. Le conseil général du département des Côtes-du-Nord arrête qu'il sera offert au Gouvernement une somme de 220.000 francs, qui sera imposée par addition sur les contributions foncière, personnelle, mobilière et somptuaire, portes et fenêtres et patentes de l'an XII, à raison de 10 centimes par franc qui seront ajoutés par élargement à chaque article et qui seront perçus gratuitement tant par les percepteurs que par les receveurs.

» Le conseil général désire que cette somme soit employée à la construction d'une corvette de 16 canons de 8 qui portera le nom du département et de deux chaloupes canonnières. Mais le principal vœu du département étant d'être utile, le conseil général verra avec plaisir que la somme offerte soit employée à la construction de tout autre bâtiment de mer que le Gouvernement dans sa sagesse croira plus utile à l'accomplissement de ses projets : il désire, si la chose est possible, que la construction se fasse dans le département »¹⁶⁰.

L'année suivante, le conseil ouvre ses travaux le 15 germinal an XII, par une adresse de félicitations au Premier Consul au sujet de l'attentat de Cadoudal. « Le conseil, y était-il dit, ... suivant la première impulsion de son cœur et cédant au besoin qu'il éprouve de manifester au chef suprême de l'Etat sa reconnaissance, son attachement et son respect, a unanimement arrêté de voter une adresse au Premier Consul pour lui peindre les sentiments d'horreur et d'indignation dont chacun de ses membres a été pénétré en apprenant la trame des machinations ourdies contre sa personne auguste et contre l'Etat et en même temps pour lui témoigner la vive et sincère satisfaction qu'il partage avec les véritables amis de la patrie en voyant que le génie tutélaire de la France a encore une fois brisé le poignard des assassins, anéanti leurs complots liberticides et conservé à la République un héros

¹⁶⁰. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 43-44, séance du 15 messidor an XI : manque aux Archives Nat. dans Flcv.

destiné pour assurer sa prospérité, sa gloire et son bonheur ¹⁶¹. » Sept nouveaux membres nommés par arrêté consulaire du 10 ventôse précédent : Dieuleveult, Corouge-Kersaux, Ribault, Raffray, Quérangal, Le Gué, de Miniac, prirent part à la rédaction de ce vœu. La session remplie par les discussions, les votes et les vœux d'usage se termina le 27 germinal ¹⁶². En l'an XIII, le conseil siégea du 3 au 13 floréal; en 1806, du 3 au 13 juin inclus; en 1807, du 15 au 23 octobre. Dans ces dernières sessions, la rédaction des vœux divers devenue une vaine formalité, puisque le Gouvernement n'en tenait aucun compte, fut supprimée ¹⁶³. La session de 1808 n'eut lieu qu'en janvier 1809, du 10 au 18; Festou-Villeblanche remplaça Armez en qualité de président. Celle de 1809 fut également reportée en 1810 : elle se tint du 15 au 22 février. La session normale de 1810 eut lieu en juillet du 1^{er} au 5. Celle de 1811, présidée par Daniel-Kérinou, se déroula du 16 au 27 août; celle de 1812 ne dura que 3 jours, du 20 au 23 avril. Il en fut de même de celle de 1813 (10-14 mai) ¹⁶⁴. Dans ces années critiques, le gouvernement impérial ne tenait sans doute pas à prolonger l'existence d'assemblées délibérantes qui auraient pu être tentées de formuler quelques plaintes. Le conseil avait

161. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 45-47, séance du 15 germinal an XII : manqué aux Archives Nat. dans F¹ev.

162. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 48, séances du 16 au 27 germinal an XII; Archives Nat., F¹ev, an XII.

163. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 13, fol. 1-46, séances du 3 au 13 floréal an XIII; 1 N 14, fol. 1-22, séances du 3 au 13 juin 1806; 1 N 15, fol. 2-22, séances du 15 au 23 octobre 1807; Archives Nat., F¹ev, an XIII, 1806 et 1807. Dans sa séance du 13 floréal an XI, le conseil général s'était pourtant plaint d'être tenu presque toujours dans l'ignorance des suites données à ses mémoires et pétitions et il avait demandé au ministre de l'Intérieur de bien vouloir « apostiller en marge les articles du procès-verbal de la session du conseil de manière à lui faire connaître si ses vues ont été prises en considération, si elles ont été adoptées, rejetées ou modifiées ou si elles sont incomplètement présentées. » Rappelons à ce propos que les ministres de l'Intérieur successifs du Consulat et de l'Empire ont été Lucien Bonaparte, Chaptal, de Champagny, Crétet et de Montalivet, *Les Ministres Français (1789-1911)*, Paris, 1911, 1 vol. in-8°, p. 27-28. Leurs circulaires qui forment la contre-partie de la correspondance des préfets à eux adressée ont été publiées dans le *Recueil des lettres circulaires, instructions, programmes, discours et autres actes publics émanés du ministère de l'Intérieur* (thermidor an V-1820), Paris (an VII-1821), 20 vol. in-4°.

164. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 15, fol. 22-43, séances du 10 au 18 janvier 1809; fol. 43-55, séances du 15 au 22 février 1810; fol. 55-64, séances du 1^{er} au 5 juillet 1810 (manque dans F¹ev); fol. 64-81, séances du 16 au 27 août 1811; fol. 82-87, séances du 20 au 23 avril 1812 (manque dans F¹ev); fol. 88-93, séances du 10 au 14 mai 1813. Archives Nat., F¹ev, 1808, 1809, 1811, 1813.

d'ailleurs docilement répondu aux désirs du préfet en votant une adresse de fidélité à l'Empereur ¹⁶⁵.

Les sessions des conseils d'arrondissement sont naturellement encore moins intéressantes. La répartition des contributions directes entre les communes de l'arrondissement et l'examen des comptes de dépenses du sous-préfet absorbent presque entièrement leur activité. Les vœux qu'ils émettent sont encore plus rares et plus concis que ceux émis par le conseil général. Aux termes de la loi de pluviôse an VIII, ces conseils devaient tenir une session annuelle répartie en deux séries de séances, l'une précédant de quinze jours la session du conseil général, l'autre s'ouvrant cinq jours après ¹⁶⁶. Nous possédons le registre des délibérations de celui de Saint-Brieuc de l'an VIII à 1811 ¹⁶⁷.

En l'an VIII, le conseil fonctionna du 15 au 18 messidor d'une part, d'autre part du 23 au 25 thermidor; en l'an IX, sous la présidence de Brignon du 2 au 8 germinal et du 6 au 9 floréal. En l'an X, le président est Lorin : le conseil siège du 15 au 20 germinal et du 21 au 24 prairial. En l'an XI, Brignon est de nouveau président; session du 25 au 27 germinal et du 5 au 7 floréal ¹⁶⁸. Dans sa séance du 7 floréal an XII, le conseil « considérant qu'une nouvelle conspiration a été tramée par l'Angleterre contre le Premier Consul Bonaparte qui l'a déjouée assez pour en arrêter les funestes effets, arrête de lui envoyer l'adresse suivante pour lui témoigner la satisfaction qu'il éprouve en le voyant encore une fois échapper aux poignards de ce gouvernement perfide : « Citoyen Premier Consul, Les membres du conseil du 2^e arrondissement des Côtes-du-Nord ont partagé la joie publique en apprenant que vous aviez encore échappé aux poignards aiguisés par l'infâme et perfide Albion. Veuillez bien, citoyen Premier Consul, en

1165. Archives Nat., F¹ov, 1813, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 13 février 1813, en lui transmettant une adresse de fidélité à l'Empereur, du conseil général des Côtes-du-Nord. Ce vœu ne se trouve pas dans 1 N 15.

166. DUVERGIER, t. XII, p. 99, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 770-772.

167. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 97, 91 f^{os}.

168. *Ibid.*, fol. 1-11, session de l'an VIII; fol. 11-29, 1^{re} session de l'an IX et fol. 29-37, 2^e session de l'an IX; fol. 37-40, 1^{re} session de l'an X, et fol. 40-48, 2^e session de l'an X; fol. 48-50, 1^{re} session de l'an XI, et fol. 50-58, 2^e session de l'an XI; fol. 58-60, 1^{re} session de l'an XII, et fol. 61-68, 2^e session de l'an XII.

trouver ici l'assurance ainsi que celle de notre profond respect »¹⁶⁹. En l'an XIII, le conseil ne siège en tout que trois jours : d'une part, le 15 germinal; d'autre part, les 20 et 21 floréal. En 1806, Denis devient président : il n'y a que quatre séances, celles du 16 et du 17 mai, du 20 et du 21 juin 1806. Le procès-verbal du 6 novembre 1807, signé seulement de trois membres, mentionne que ceux-ci ont été prévenus par une lettre du préfet du 29 septembre dernier que le conseil n'aurait pas à s'occuper des contributions parce que la répartition serait la même pour 1808 que pour 1807. Le conseil, considérant d'autre part qu'aucune demande en dégrèvement n'a été formulée par les communes et que d'ailleurs la plupart des membres sont absents, décide de « clore cette session comme inutile »¹⁷⁰.

Pas de session en 1808, le conseil général ayant été reporté à 1809¹⁷¹. En 1809, une seule séance : la plupart des membres sont absents. Les quatre présents : Denis, Macé, Droguet, Lorin se bornent à adopter le « même répartition des contributions que l'année précédente »¹⁷². Le conseil reprend son fonctionnement normal en 1810 où il siège 5 jours; les 1^{er}, 2 et 3 février, et les 15 et 16 juin. Il tient même une séance supplémentaire, celle du 20 juillet 1810, pour la répartition de la contribution de 1811¹⁷³. En 1811, deux groupes de séances, celles des 1^{er} et 2 août, et celle du 6 août¹⁷⁴. Aucune trace des sessions de 1812 ni de 1813¹⁷⁵.

Le registre des délibérations du conseil d'arrondissement de Dinan a disparu dans l'incendie qui détruisit en 1848 les archives de cette sous-préfecture. Les Archives Nationales n'ont conservé que la copie des délibérations de l'an VIII. La

169. *Ibid.*, fol. 65.

170. *Ibid.*, fol. 68-69, 1^{re} session de l'an XIII; fol. 69-73, 2^e session de l'an XIII; fol. 73-74, 1^{re} session de 1806; fol. 75-80, 2^e session de 1806; fol. 80, procès-verbal de la séance du 6 novembre 1807.

171. Cf. plus haut.

172. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 97, fol. 81, procès-verbal de la séance du 4 janvier 1809.

173. *Ibid.*, fol. 81-82, 1^{re} session de 1810; fol. 82-83, 2^e session de 1810.

174. *Ibid.*, fol. 83-86, 1^{re} session de 1811; fol. 86-91, 2^e session de 1811.

175. Le registre 1 N 97 se termine à la session de 1811; 1 N 97 *bis* commence en 1814. Aucune trace non plus de ces deux sessions aux Archives Nat. dans FlevII

session dura du 16 au 24 messidor et fut présidée par Le Mercier ¹⁷⁶.

A Guingamp, le conseil d'arrondissement s'assemble dès l'an VIII, mais ce n'est qu'en l'an IX que l'on constate la tenue périodique de deux groupes de séances (1^{er} et 4 germinal an IX ; 17 germinal et 24 prairial an X ; 1^{er} et 25 germinal an XI ; 15 et 16 germinal an XIII). En 1806, il semble qu'il n'y ait eu qu'une seule séance, celle du 15 mai. Point de session en 1807, 1808, 1809, 1810. Il faut atteindre 1811 pour voir le conseil se réunir à nouveau. Le président Le Provost ne tarda pas à donner sa démission pour raison de santé et fut remplacé par André ¹⁷⁷.

A Lannion, le conseil fonctionna en l'an VIII du 16 au 19 messidor et du 21 au 25 thermidor : le président est Robinet. En l'an IX, c'est du 1^{er} au 9 germinal et le 10 floréal ; en l'an X, le 15 germinal et du 20 au 24 prairial ; en l'an XI, du 25 germinal au 4 floréal et du 1^{er} au 5 prairial ; en l'an XII, du 1^{er} au 10 germinal et du 5 au 9 floréal ; en l'an XIII, du 15 au 25 germinal ; en 1806 du 15 au 24 mai ¹⁷⁸. Cette année-là, le conseil éprouve le besoin de faire à l'égard de l'Empereur une démonstration de loyalisme : « Le conseil, est-il dit dans le procès-verbal, a ouvert la session par l'expression spontanée des sentiments d'admiration que lui inspire la personne auguste de S. M. l'Empereur et Roi d'Italie, ses vertus extraordinaires, ses étonnants et glorieux exploits. Il adresse au ciel les vœux les plus ardents pour qu'il continue de lui accorder son assistance et qu'il achève de triompher de ses ennemis et de consolider par de nouvelles victoires le bonheur du peuple français » ¹⁷⁹. En 1807, le conseil siège du 1^{er} au 10 octobre. Nouvelle adresse à Napoléon : « expression spontanée des nouveaux sentiments d'admiration dont le conseil est pénétré pour la personne auguste de S. M. l'Empereur et Roi d'Italie qui,

176. Archives Nat., F¹evii, Côtes-du-Nord, délibérations du conseil d'arrondissement de Dinan, séances du 16 au 24 messidor an VIII.

177. Archives de la sous-préfecture de Guingamp, Registre des délibérations du conseil d'arrondissement (an VIII-1818), 97 fol. : fol. 1-67, séances du 15 messidor an VIII au 10 août 1811. A cette dernière date André était encore président.

178. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 N 1. Registre des délibérations du conseil d'arrondissement de Lannion (an VIII-1840), fol. 1-47, séances du 15 messidor an VIII au 24 mai 1806.

179. *Ibid.*, fol. 47, séance du 15 mai 1806.

par une suite non interrompue de victoires éclatantes, vient de mettre le comble à la gloire du peuple français. Le conseil lui offre comme le juste tribut de sa reconnaissance un respectueux hommage et l'assurance de son entier dévouement »¹⁸⁰. Pas de session en 1808. En 1809, le conseil siège du 2 au 5 janvier 1809. Troisième adresse de félicitations à l'Empereur, mais avec une note nouvelle qui trahit la lassitude des guerres sans cesse renaissantes : « A l'ouverture de la séance, le conseil a exprimé les sentiments de respect, d'admiration et de reconnaissance dont il est pénétré pour la personne auguste de S. M. l'Empereur et Roi d'Italie. Il entrevoit avec la plus douce satisfaction que les nouvelles victoires qu'il vient de remporter sont les avant-coureurs d'une paix glorieuse et prochaine, après laquelle soupire plus particulièrement l'arrondissement de Lannion, dont les ressources sont en quelque sorte anéanties pendant la guerre »¹⁸¹. En 1810, il y eut, semble-t-il, deux sessions : l'une qui se tint le 1^{er} février et jours suivants, l'autre qui s'ouvrit le 15 juin et reprit, après interruption, le 21 juillet pour finir le 24. En 1811, la session commença le 1^{er} août et recommença du 5 au 9 septembre. Pas de session en 1812. En 1813, la session dura du 26 avril au 5 mai¹⁸².

A Loudéac, la session de l'an IX est présidée par Lostys. Nous voyons le conseil tenir la double série réglementaire de séances en l'an X et en l'an XI¹⁸³. En l'an XII, le conseil vote une adresse de félicitations au Premier Consul à propos de l'attentat de Cadoudal : « Réunis pour donner notre opinion sur les besoins de cet arrondissement, nous nous empressons de vous transmettre, ce que tous nos administrés partagent avec nous, que le premier besoin, le bien le plus précieux pour notre contrée comme pour la France c'est la conservation du héros qui a illustré la République et qui y a rétabli l'ordre et la tranquillité. Aussi la nouvelle de l'attentat prémédité contre votre personne, citoyen Premier Consul, a excité dans tous les cœurs

180. *Ibid.*, fol. 47-49, séances du 1^{er} au 10 octobre 1807.

181. *Ibid.*, fol. 49-51, séances du 2 au 5 janvier 1809

182. *Ibid.*, fol. 51-54, session de 1810; fol. 55-56, session de 1811; fol. 56-58, session de 1813.

183. Archives de la sous-préfecture de Loudéac, Registre des délibérations du conseil d'arrondissement (an VIII-1831), fol. 1-26, session de l'an VIII, IX et X; fol. 30-38, session de l'an XI.

la plus vive indignation et a ajouté à l'horreur qu'inspire cet odieux gouvernement d'Angleterre qui semble depuis longtemps n'exister que pour le crime... En vain, a-t-il cherché à renouer dans ces contrées la trame des anciennes perfidies. En vain, a-t-il choisi dans ce dessein le moment de la levée de la conscription il n'a trouvé que des cœurs dévoués à la République et à son gouvernement. La conscription a été levée et a parti non seulement sans trouble mais avec enthousiasme et les criminels agents que l'Angleterre avait vomis sur nos côtes ont été saisis ou forcés de fuir. Hâtez, citoyen Premier Consul, la trop juste vengeance que la grande nation attend des nombreux attentats de l'Angleterre. Accomplissez vos glorieuses destinées et puisse la durée de vos jours être mesurée à l'étendue de gloire et de bonheur que vous avez procurée à la République! Puissiez-vous trouver la récompense de vos travaux et de vos veilles dans l'amour et la reconnaissance que vous avez inspirés à tous les Français et qu'ils transmettent à leur postérité la plus reculée »¹⁸⁴. Rien de particulier à signaler dans les sessions de l'an XIII, ni de 1806. Pas de session en 1807, 1808, 1809. Le conseil se réunit de nouveau en 1810 et 1811 (1^{er} août et 5 septembre).

En 1812 le registre des délibérations porte cette mention expresse : « Il n'y a point eu de session dans le courant de cette année »¹⁸⁵.

Les conseils municipaux complètent la série des assemblées locales existant sous le Consulat et l'Empire. A la différence du régime de l'an III, chaque commune, de par la loi du 28 pluviôse an VIII, eut son conseil municipal, comprenant de 20 à 30 membres dans les communes de plus de 5.000 âmes, 10 membres dans celles de 2.500 âmes et au-dessous¹⁸⁶. A Saint-Brieuc, le conseil municipal fut nommé par arrêté préfectoral du 14 nivôse an IX et installé le 15. Il comprenait trente membres : Jacques Le Roux, homme de loi ; Damar, greffier du tribunal civil ; Louis Sébert, négociant ; Jean-Pierre Péchore, horloger ; Charles Runet aîné, marchand ; Bourel-Villaudoré, ex-maire ; Mathurin Leuduger-Fortmorel,

184. *Ibid.*, fol. 41, session de l'an XII.

185. *Ibid.*, fol. 44-59, sessions de l'an XIII à 1812.

186. DUVERGIER, t. XII, p. 99-100, loi du 28 pluviôse an VIII, art. 20 : « Les préfets nommeront et pourront suspendre de leurs fonctions les membres des conseils municipaux ». Cf. P. POULLET. *op. cit.*, p. 774-775.

ex-administrateur de district; Hénon, marchand; François Dhermitte, propriétaire; Jacques Piou père, ingénieur en chef; Mathurin Chancerel, architecte; Jean-François Le Boyer, professeur; Joseph Le Gall-Lassalle, médecin; Louis Désert, marchand; Ruellan-Villeberno aîné, ancien officier de marine; Louis Le Meur, homme de loi; Poulain Corbion Saint-Vringuet, ex-militaire; Jean Chauvin, orfèvre; François Jouannin père, marchand; Nicolas Levavasseur, ingénieur-géographe; Louis Gagnoux, propriétaire; François Mignard-Morlu, officier de gendarmerie à la suite; Grosvalet fils, instituteur; Jacques Gerno fils, chef de bureau à la préfecture; Thomas Ferrary, apothicaire; Haouisée de la Ville au Comte, propriétaire; Aimé Quérangal fils, négociant; Olivier Morin fils, négociant; Odio-Baschamps, bibliothécaire; Gélinau, libraire. La durée du mandat des conseillers municipaux était de trois ans¹⁸⁷. A partir du sénatus-consulte du 16 thermidor an X, la nomination passa au Gouvernement dans les villes de 5.000 âmes et plus, mais les assemblées de canton étaient admises à présenter deux citoyens pour chaque place vacante. Enfin le même sénatus-consulte porta de trois à vingt ans la durée du mandat des conseillers municipaux qui seront renouvelés par moitié tous les dix ans, le sort désignant les membres sortants. Les arrêtés consulaires du 19 fructidor an X et du 11 nivôse an XI fixèrent à l'an XI le premier renouvellement des conseils municipaux. Par application de ces différentes dispositions législatives¹⁸⁸, un décret impérial du 14 fructidor an XII pourvut au remplacement de 15 membres désignés par le sort : c'étaient Saint-Vringuet, Chauvin, Levavasseur, Mignard-Morlu, Gerno, Quérangal, Morin fils, Gélinau, Le Péchou, Villaudoré, Hénon, Dhermitte, Le Boyer, Désert et Villeberno. Désert, Gerno et Dhermitte furent seuls désignés à nouveau parmi les membres sortants. Les conseillers municipaux nouveaux furent : Chaplain, Cartel, Lucas, Guiot, Le Cardinal, Pouhaër, Ropartz, Ribault, Couppé, Latimier-Duclézieux, Le Mée-Desfontaines et Denoual. On remarquera parmi ces noms ceux de plusieurs fonctionnaires¹⁸⁹. En mai

187. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de délibérations du conseil municipal, n° 37, fol. 131, séance du 15 nivôse an IX.

188. DUVERGIER, t. XIII, p. 505; p. 539 et t. XIV, p. 77-78.

189. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de délibérations du conseil municipal, n° 39, fol. 3, séance du 10 vendémiaire an XIII.

1807, Bourel-Roncière, François Prud'homme, Dubois Saint-Séverin, Jacques Besson et Leuduger La Salle remplacèrent comme conseillers municipaux Leuduger-Fortmorel nommé maire, Chancerel et Odio-Baschamps, décédés, Lucas nommé adjoint, Couppe élu membre du Corps législatif¹⁹⁰. En 1811, Houvenagle, Mathurin Le Mée père et Goguelin remplacent Sébert devenu adjoint, Chapelain et Ribault, démissionnaires. Ce furent les dernières modifications subies par le conseil municipal de Saint-Brieuc jusqu'à la fin de l'Empire. Le renouvellement par moitié de 1812 ne semble pas avoir eu lieu¹⁹¹.

A Dinan, le conseil municipal, installé le 18 nivôse an IX, comprend également 30 membres : Duval-Boispaboul, ex-commissaire; Pierre Berthelot, ex-administrateur municipal; Gervais Turpin, idem; Raymond Chevalier, négociant; Louis Lhermitte, négociant; Urvoy Saint-Mirel aîné; Christophe Restif, notaire; Pierre Harouard, officier de santé; Bameulle-Chabossais, homme de loi; Baignoulx, greffier; Joseph Larère, marchand; Le Conte de Lisle, ex-officier de la 6^e demi-brigade; Auguste Denoual, notaire; Pierre Egault, notaire; Salomon Basfrène, propriétaire; Bouttier, père, ex-administrateur du département, Binard, directeur de la poste aux lettres; Le Peltier, négociant; Fouque, ex-administrateur du département; J.-A. Le Clerc, négociant; J.-B. Gautier, ex-maire; Fernand Pouthaye, propriétaire; Delaunay, médecin; Picquet, marchand; Thomas Salomon, propriétaire; Sergent, instituteur; Le Coq, ex-maire; Dubreil Bellebon; Auger, propriétaire; Beslay, ex-procureur de la commune¹⁹². En l'an XIII, Berthelot, Harouard, Larère, Salmon, Basfrène, Binard, Fouque, Bernard Pouthaye, Sergent, Le Coq, Beslay et Auger, conseillers sortants, furent respectivement remplacés par Gesbert, Goudelin, Gautier, Dutertre père, Alberge,

190. *Ibid.*, fol. 63, séance du 12 mai 1801. Le décret impérial les nommant est du 4 mars de la même année.

191. *Ibid.*, fol. 145-146, séance du 1^{er} mai 1811. Le décret impérial les nommant est du 1^{er} mars de la même année. Aucune mention de renouvellement en 1812.

192. Archives mun. de Dinan, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VII-an X), fol. 234-235, procès-verbal d'installation de la nouvelle municipalité, 18 nivôse an IX.

Fougeray, Beslay père, Corvoisier, Belètré, Binard, Larère, Herpin, Hédal Yves, Huart, et Ozou ¹⁹³.

A Guingamp, le conseil municipal fut composé comme il suit (17 nivôse an IX) : Louis Onfray, ex-administrateur municipal ; Monnac, idem ; Anfray, ancien ingénieur ; André, ex-administrateur du district ; Beauchard, commerçant ; Guillou-Kerhorre, ex-commissaire ; Le Roy père, priseur ; Herpe aîné ; Pierre Le Tiec ; Charles Le Bihan, ex-commissaire ; Bôulon-Dumény, ex-juge ; Pierre Château, marchand ; Chauvel-Desportes, négociant ; Redon, chirurgien ; Perrin, chirurgien ; François Derrien, ex-administrateur ; Briand, « ministre du culte » ; Joseph Sanson, négociant ; Pierre Depasse ; Alexis Béchet, ex-maire ; Yves Menguy ; Yves Radenac, marchand ; Pierre Gaultier, marchand ; Cyprien Le Gac, sellier ; Jean Michel, aubergiste ; Lallès, instituteur ; Yves Quilgars, marchand ; Le Baillif, ex-commissaire du canton rural de Guingamp ¹⁹⁴. En l'an XIII, une série de nouveaux conseillers municipaux nommés par décret impérial est installée. Ce sont : Guyomar (Paul), propriétaire ; Briand (J.-B^{te}), conseiller sortant ; Hello, juge de paix ; Herpe, receveur de l'arrondissement ; Clech, avoué ; Doré-Kérinou, capitaine de vaisseau ; Vistorte (Julien), président du tribunal ; Le Normand-Kergré, commissaire impérial ; Château père, marchand ; Buhot-Launay (Alexandre), conseiller général ; Le Lepvrier, juge de première instance ; Lallier, avoué ; Monnac, conseiller sortant ; Huchet (Henry), avocat ; Pastol (Yves), juge ; Salpin (Yves), notaire ¹⁹⁵. En mars 1811, Festou-Villeblanche, Desjars, Buhot-Kersers et Perrin furent nommés conseillers municipaux ¹⁹⁶.

A Lannion, le conseil municipal fut composé en l'an IX par le préfet, comme il suit : Le Coat, ex-militaire ; Le Coz-

193. Archives mun. de Guingamp, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-1810), fol. 81-82, séance du 19 ventôse an XIII. Le décret impérial les nommant est du 14 fructidor an XII. La profession sociale des nouveaux conseillers n'est malheureusement pas indiquée. Cependant quelques-uns de leurs noms sont déjà connus de nos lecteurs.

194. Archives mun. de Guingamp, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VI-an XII), fol. 112, extrait des registres de la préfecture de Saint-Brieuc, 14 nivôse an IX.

195. Archives mun. de Guingamp, D, Registre de délibérations du conseil municipal (1800-1807), fol. 67, séance du 13 nivôse an XII.

196. Archives mun. de Guingamp, D, Registre de délibérations du conseil municipal (1807-1827), fol. 38-40, séance du 17 août 1811.

Kéristiou, ex-administrateur; Chauvel, ex-officier municipal; Stéphan (René), ex-administrateur; Cadiou (Yves), Toussaint, ex-secrétaire de municipalité; Guyomar (Jacques), médecin; Dousset, ex-administrateur; Le Beaudour, ex-commissaire; Le Roux, capitaine de navire; Piriou (Jacques), officier de santé; Polard (Michel), marchand; Pillas (Pierre-Mathurin), ex-administrateur; Martinet (François); Gicquel (Louis); Grégoire Guermaquer père; Solier, chirurgien; Picard père, Le Coq père ¹⁹⁷.

A Loudéac, voici la composition du conseil : Jules Quéranjal, propriétaire; Henry Bernard, propriétaire; Pierre Moisan, avoué; Muydebled, marchand; Soupé père, per-ruquier; Le Ray, directeur de la poste aux lettres; Viet, receveur particulier de l'arrondissement; Quéro-Brangolo, rentier; Guilmoto-Kernoël, officier de santé; Chapelain-Villeguérin, marchand; Mahé (Pélage), homme de loi; Latimier, marchand; Le Sans-Keralain, marchand; Heurtault, officier de santé; Le Bigot, aubergiste; Saffray, notaire; Beurel père, notaire; Mahé (J.), marchand; Dounio, « laboureur »; Beurel (Alexandre), id.; Le Deist fils, id.; Gautier (Joseph), négociant; Pasco (Toussaint), « laboureur »; Poupart, id.; Carré (Jean-François), marchand; Jossé (Mathurin), « farinier »; Deslandes, « marchand cirier »; Gloux, « laboureur »; Blanchard, id. ¹⁹⁸.

A Moncontour, on relève les noms de Goguelin, Cartel, Le Douaren, Jacques Veillet-Dufrêche et René-Ange Le Loutre nommés par le préfet, le 12 fructidor an VIII, et installés en pluviôse an IX; à Paimpol, ceux de Le Pommellec, Lambert, Bécot, Le Bigot, des Essarts; à Lamballe, ceux de Caro-Villourmel, Grolleau-Villegueury, Lavergne, Plesse Saint-Mirel, Nivet fils ¹⁹⁹; à Tréguier, enfin, ceux de Goasmeur-Duportal, Le Moullec, Le Goaster, Cabanec, ex-administrateur; Quintin, négociant; Blouin, ex-administrateur de la

197. Archives mun. de Lannion, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VIII-1816), fol. 11-12, séance du 6 brumaire an IX.

198. Archives mun. de Loudéac, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IV-an XIV), fol. 194, séance du 17 nivôse an IX.

199. Archives mun. de Moncontour, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-1813), séance du 15 pluviôse an IX; Archives mun. de Paimpol, D, Registre de délibérations (an IX-an XII), séance du 15 pluviôse an IX, et Archives mun. de Lamballe, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-an XII), séance du 15 pluviôse an IX.

poste; Blouet, receveur de l'enregistrement; Bidamart, négociant; Villeneuve et Dieuleveult, médecins. En l'an X, Duval-Lezandini « ancien juge et avocat », entre au conseil de cette dernière ville. Au renouvellement partiel de l'an XIII, on voit figurer pour la première fois Cavan, juge de paix; Denis, commerçant; Toullic, percepteur; Duval-Kermodu, avocat, et Le Brigant, greffier de justice de paix ²⁰⁰.

L'activité des conseils municipaux sous le Consulat et l'Empire avait été circonscrite par la loi organique de l'an VIII. Le vote du budget des villes, l'établissement des tarifs d'octroi, et des droits de place aux foires et marchés — ces deux catégories de recettes étant presque toujours destinées à subvenir aux dépenses d'assistance publique —, la police municipale, parfois les secours contre l'incendie, plus rarement enfin l'instruction primaire dans les grandes communes, l'absorbent tout entière ²⁰¹. Exceptionnellement les conseils municipaux se risquent dans le domaine de la politique proprement dite; ils le font alors le plus souvent sous forme de vœux et d'adresses.

Comme de juste, c'est le conseil municipal du chef-lieu du département, fonctionnant sous l'œil du préfet, qui montre le plus d'empressement à multiplier ces sortes de manifestations. Le 28 brumaire an X, les maire, adjoints et commissaire de police de Saint-Brieuc rédigeaient l'adresse au Premier Consul que voici : « Citoyen Consul, La vraie grandeur repousse l'adulation mais elle est sensible à la reconnaissance. Pressés par le besoin de vous exprimer la nôtre, nous vous en adressons l'hommage et celui de nos sentiments et de notre admiration sur tout ce que vous avez fait pour la nation entière.

» Jouissez, citoyen Consul, de tout le bonheur que la France attend de vous et recevez par notre organe l'engagement que contractent les habitants de Saint-Brieuc, d'être constamment attachés à la patrie et au Gouvernement » ²⁰².

200. Archives mun. de Tréguier, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VIII-an XIII), séance du 25 thermidor an VIII, du 8 thermidor an X et du 15 pluviôse an XIII.

201. DUVERGIER, t. XII, p. 99, art. 15, cf. les Registres de délibérations des conseils municipaux de Saint-Brieuc, Lamballe, Moncontour, Paimpol, Dinan, Guingamp, Lannion, Tréguier et Loudéac, cités plus haut.

202. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de correspondance du maire avec les autorités supérieures (an IX-1806), fol. 29, le maire, les adjoints et le commissaire de police de Saint-Brieuc au Premier Consul, 28 brumaire an X.

Quelques mois plus tard, 28 germinal an X, ce sont des remerciements pour la signature de la paix avec l'Angleterre : « La paix avec l'Angleterre met un terme à tous les maux qui désolaient notre patrie et plus particulièrement ce département qui a eu tant à souffrir des malheurs de la guerre maritime et civile, en sorte que nous en ressentons plus vivement les bienfaits. Elle est due à votre génie, citoyen Premier Consul, et en vous offrant à cet égard le tribut de notre reconnaissance nous remplissons un devoir et nous vous rendons les sentiments de l'universalité des citoyens de cette commune.

» Jouissez longtemps, citoyen Premier Consul, du bonheur d'avoir rendu la France heureuse et agréez l'attachement que nous vouons au Gouvernement qui a acquis tant de droit à notre amour et à notre gratitude. Salut et profond respect »²⁰³.

En prairial an X, à propos du plébiscite relatif au Consulat à vie, ordonné par l'arrêté consulaire du 20 floréal, nouvelle adresse : « La France était déchirée par des factions sans cesse renaissantes prêtes à nous replonger dans l'anarchie. Vous avez su nous préserver de ce malheur en désarmant les partis par l'ascendant de votre renommée. L'Europe conjurée menaçait pour la seconde fois la République. Vos victoires l'ont rappelée au respect qui est dû au plus grand des peuples ; mais ne combattant que pour assurer le bonheur des Français, vous avez su retenir leur bouillant courage, lorsque leur sang eût désormais coulé sans fruit. Imitant les Turenne, les Duguesclin, les Charlemagne vous avez pensé que la religion était le plus solide appui des Empires. Nouveau Cyrus, vous avez rétabli celle qui est chère au plus grand nombre des Français, en punissant l'abus qu'on peut faire des choses les plus respectables. L'expérience a prouvé dans tous les temps qu'on peut allier les vertus paisibles de l'homme de bien au courage impétueux du héros. Où pourrions-nous jamais trouver tant de valeur, tant de modération, tant de sagesse réunies ? Continuez donc de veiller à nos destinées puisque vous voulez bien y employer votre vie toute entière. Nos neveux nous reprocheraient de n'avoir pas su apprécier vos rares talents, si nous ne les consacrons pas à assurer leur bonheur et le nôtre. Notre vœu, ainsi que celui de l'immense majorité de

203. *Ibid.*, fol. 41, *idem* à *idem*, 28 germinal an X.

ceux qui ont voté sur nos registres est que Napoléon Bonaparte soit nommé Premier Consul à vie »²⁰⁴.

Le 4 floréal an XII, à l'occasion de la découverte du complot Cadoudal, le conseil municipal de Saint-Brieuc s'exprime dans les termes suivants : « Citoyen Premier Consul, nous partageons l'indignation profonde que les nouvelles trames du gouvernement anglais viennent de répandre dans tous les cœurs. La France reconnaissante de vos triomphes immortels, du bienfait de la paix continentale et de la cessation de la guerre civile a remis dans vos mains le dépôt sacré de ses destinées. Vous les remplirez en dépit de l'odieux gouvernement qui ne rougit pas d'armer des assassins, de diriger leurs poignards contre le héros qu'il redoute et qu'il sait prêt à braver ses flottes imposantes. Et des Français qui ont si souvent conduit nos phalanges à la victoire se sont associés à de si vils complots ! Et ces hommes que leur patrie aurait aimé à compter dans les fastes de l'histoire au nombre des héros qui la servirent, jaloux du bonheur qu'elle a d'être enfin sagement gouvernée, se sont dévoués à un opprobre éternel en conspirant pour sa ruine avec de vils brigands en faveur de l'Angleterre, notre implacable ennemie.

» La grande nation est un grand corps qui avait besoin d'une grande tête ; citoyen Premier Consul, vous êtes la tête unie à ce grand corps social auquel vous avez donné la vie ; il ne saurait la conserver sans vous. Le sort en est jeté, inquiets insulaires. Le triomphe des conspirateurs et des assassins est passé. Une police active et surveillante ne vous perd pas de

²⁰⁴ *Ibid.*, fol. 45, *idem à idem*, 15 prairial an X. Cf. en fructidor de la même année, après la proclamation des résultats du plébiscite, adresse à Bonaparte, Consul à vie : « Nous jouissons en paix du fruit de vos exploits et de votre habileté dans l'art de gouverner, mais nous désirions que votre vie tout entière fût consacrée à assurer notre bonheur. Cette espérance vient d'être remplie par la proclamation du suffrage du peuple français.

» Après avoir terminé la guerre civile qui désolait nos contrées, vous avez rétabli la religion qui nous fut transmise par nos ancêtres. Vous avez rouvert toutes les sources de la prospérité publique, assuré la jouissance paisible des propriétés.

» Pénétrés d'admiration et de reconnaissance pour des services aussi signalés, veuillez agréer les vœux sincères que nous formons pour que le nombre de vos années égale celui de vos bienfaits. » (Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre d'arrêtés du maire (an IX-1811), fol. 40, arrêté du 8 fructidor an X).

vue. L'union des Français et leur amour pour le Gouvernement sont là au premier éveil pour lui servir de bouclier »²⁰⁵.

Le 26 floréal de la même année, deux jours avant le sénatus-consulte établissant l'Empire, Thierry et Limon Belleissue se mettent en frais de considérations politiques où l'œuvre de la Révolution est appréciée à la manière de Burke et de J. de Maistre : « L'Assemblée Constituante avait posé le fondement de la liberté et de l'égalité politique, mais bientôt la tribune dédaignant la sagesse des siècles et celle des publicistes les plus accrédités, sans consulter le climat ni les habitudes nationales, sans égard pour les croyances religieuses voulut ramener brusquement un peuple habitué à toutes les jouissances du luxe et des arts agréables, à l'austérité des Spartiates, à la frugalité des premiers Romains, à la simplicité du culte des Patriarches. Les méprises politiques durèrent trop longtemps et firent naître des lois qui portaient en elles-mêmes l'obstacle à leur exécution. On crut que la malveillance en arrêta l'effet tandis qu'il eût fallu voir qu'elles étaient repoussées par la nature des choses et par l'esprit national. C'est alors que la perfide Angleterre sut si bien profiter des désordres excités par son or corrupteur pour aigrir les ressentiments et attiser tous les feux de la discorde ».

Heureusement, Dieu « touché de nos longues infortunes » suscita « un héros qui devait les terminer ». Aussi « depuis l'heureuse époque du 18 brumaire, la nation a senti que les moyens étaient calculés pour la fin, qu'on laissait faire au temps ce que lui seul peut opérer. Elle a vu que sans négliger la postérité, on s'occupait d'assurer le bonheur de la génération présente. Elle a éprouvé en matière de religion cette sage tolérance qu'on s'était longtemps contenté de lui promettre ».

Sensible à de si grands bienfaits, pourrait-elle en méconnaître l'auteur ? « Après mille ans elle a cru voir renaître cet empereur ami du peuple qui a laissé de si touchants souvenirs,

205. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-an XII), fol. 137-138, séance du 4 floréal an XII. Cf. Archives Nat., F^{le} III, Esprit public et élections, Côtes-du-Nord 1, adhésions et adresses (1790-1852), extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Saint-Brieuc, 10 ventôse an XII. Dès le 8 ventôse — le sénatus-consulte édictant à cette occasion des mesures de police extraordinaires est du même jour — le maire Thierry et l'adjoint Limon-Belleissue avaient rédigé un texte à peu près semblable (Archives mun. de Saint-Brieuc, D, registre d'arrêtés du maire et des adjoints (an IX-1811), fol. 56).

elle veut que Bonaparte porte le même titre. Celui qui réunit la valeur brillante du guerrier à la sagesse profonde du législateur, mérite seul que les Français lui confient le soin glorieux de conserver le fruit de tant d'efforts et d'exploits mémorables faits pour étonner tous les siècles à venir. Nous nous félicitons de porter un nom si honorable pour réunir nos suffrages à ceux d'une foule d'amis de la patrie qui nous ont précédés et nous sommes comme eux convaincus que le seul moyen de prévenir les factions des rivaux qui prétendraient au rang suprême et d'anéantir les espérances de nos implacables ennemis, est de fixer héréditairement la dignité impériale dans votre illustre famille ».

Pourtant les deux édiles briochins n'avaient pas complètement oublié le langage de 1789, témoin ce paragraphe final : « Vous aimerez comme le fils de Pépin à vous environner des représentants du peuple qui, venant de tous les points de l'Empire, peuvent seuls vous faire connaître sans déguisement et sans flatterie les besoins et les vœux des citoyens qui vivent éloignés de vous. Et, s'il était possible que parmi vos successeurs, parmi ceux qui porteront le grand nom de Bonaparte, il s'en trouvât à qui des ambitieux voulussent ravir, comme aux descendants de Charlemagne, le privilège auguste de maintenir des droits que les hommes tiennent de l'auteur de la nature, pour pouvoir les asservir, nous sommes persuadés que, fortifiés par les sages institutions qui vont environner la suprême magistrature et secondés par la vigilance de la Nation, ennemie de toute servitude, ils continueront de faire le bonheur et la gloire des Français jusqu'à la postérité la plus reculée »²⁰⁶. On sait comment l'omnipotent régime impérial répondit à ces desiderata : néanmoins que surviennent les années sombres ; le loyalisme du conseil municipal continuera de s'affirmer. Le 23 janvier 1813, il vote à l'Empereur une adresse de fidélité²⁰⁷ ; le 5 novembre, c'est à l'Impératrice régente : « Associés par nos pensées, par nos vœux et par nos efforts aux nobles dessins de notre Auguste Empereur, ceux de conquérir une paix juste et honorable comme le seul bien auquel puissent aspirer des cœurs généreux, comme la source

206. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre d'arrêtés du maire et des adjoints (an IX-1811), fol. 56-57, arrêté du 26 floréal an XII.

207. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, registre de délibérations du conseil municipal (an XII-1813), séance du 23 janvier 1813.

unique de la propriété et du bonheur de son peuple, remplis des sentiments de la plus vive reconnaissance en voyant V. M. prendre au sort de la France un aussi tendre intérêt, nous allons aujourd'hui porter nos regards jusqu'au trône, contempler vos vertus et vous supplier d'agréer l'hommage respectueux de notre fidélité dont la preuve ne peut être autre que de nous consacrer de tous nos moyens au maintien de la monarchie et à la défense du territoire et de l'indépendance de la nation. Cette résolution émanée de cœurs profondément pénétrés et sincèrement dévoués est celle de tous les bons Français »²⁰⁸.

Le conseil municipal de Lamballe vota aussi, en l'an XII, une adresse de fidélité et d'indignation au Premier Consul²⁰⁹. A Loudéac, en l'an XI, l'assemblée municipale se déclare « pénétrée d'indignation contre la mauvaise foi et la perfidie du cabinet britannique ». Elle célèbre bien haut « la conduite sage, modérée, mais ferme du Premier Consul dans les négociations qui ont eu lieu avec l'ambassadeur d'Angleterre, elle sent que la guerre est préférable à un traité qui eût été la honte de la France »²¹⁰. Le 28 floréal, à propos de la conspiration de Cadoudal : « Le conseil tient à rappeler qu'il siège dans une contrée longtemps livrée aux fureurs des discordes civiles, où il reste peu de familles qui n'aient à regretter quelques-uns de leurs membres tombés sous le fer assassin de l'infâme Georges ou de ses adhérents, où la mort et la dévastation ont été portées au nom des membres fugitifs d'une dynastie justement proscrite. » Aussi supplie-t-il le Premier Consul de « consolider un gouvernement national et réparateur... par l'établissement d'un ordre de choses tel que la France n'aura jamais à redouter les déchirements qui accompagnent presque toujours les élections à la magistrature suprême »²¹¹.

Plus encore que dans les délibérations de ces assemblées locales, qui se trouvaient, de par leur mode de recrutement,

208. *Ibid.*, séance du 5 novembre 1813.

209. Archives Nat., F¹ciII, Côtes-du-Nord 1, adhésions et adresses (1790-1852), adresse du conseil municipal de Lamballe, 20 ventôse an XII.

210. Archives mun. de Loudéac, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an II-1815), fol. 58, séance du 19 messidor an XI.

211. Archives Nat., F¹ciII, Côtes-du-Nord 1, adhésions et adresses (1790-1852), les autorités et fonctionnaires publics de la ville de Loudéac au Premier Consul, 28 floréal an XII.

à la dévotion du pouvoir central, l'expression de la vie politique du département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire doit être cherchée dans les plébiscites et dans les élections. Le régime bonapartiste a été par excellence le régime plébiscitaire. De l'an VIII à l'an XII se succèdent trois consultations solennelles du peuple demeuré, en théorie du moins, souverain :

a) le plébiscite de l'an VIII approuvant la mise en vigueur de la nouvelle Constitution :

b) le plébiscite de l'an X, relatif au Consulat à vie ;

c) le plébiscite de l'an XII, établissant l'Empire.

Chacun de ces plébiscites fut accompagné, ou même précédé, d'une prestation de serment de la part des fonctionnaires²¹². Nous ne possédons du plébiscite de l'an VIII que des résultats fragmentaires. D'une façon générale, il semble que l'on ait peu voté, ce qui s'explique par l'état troublé du département, où sévissait encore la chouannerie, et qu'il y ait eu, d'autre part, très peu d'opposants. Voici quelques chiffres : à Saint-Brieuc, sur le registre de l'administration municipale figurent 220 oui contre 0 non ; sur celui de l'administration cantonale, 73 oui, contre 1 non, celui de Jacob, employé au département.

Dans le canton d'Evran, 75 oui, dont 20 à Evran même, contre 0 non.

A Lézardrieux, 30 oui, 0 non.

²¹². Sur le plébiscite de l'an VIII, cf. la loi du 23 frimaire an VIII, qui « règle la manière dont la Constitution sera présentée au peuple français », complétée par l'arrêté consulaire du 24 du même mois sur l'ouverture des registres « pour l'émission des votes sur la Constitution » et par la loi du 21 nivôse de la même année exigeant de « tous les fonctionnaires publics une promesse de fidélité à la Constitution », DUVERGIER, t. XII, p. 32, 33-34 et 65, cf. G. PARISSET, *op. cit.*, p. 16 et 20.

Sur le plébiscite de l'an X, cf. l'arrêté consulaire du 20 floréal an X, « portant que le peuple français sera consulté sur cette question : Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie ? ». DUVERGIER, t. XIII, p. 425; le message consulaire du 10 thermidor an X confiant au Sénat le soin de recenser le plébiscite, non reproduit dans DUVERGIER et le sénatus-consulte du 14 thermidor an X proclamant « Napoléon Bonaparte Premier Consul à vie ». DUVERGIER, t. XIII, p. 504-505. Cf. aussi G. PARISSET, *op. cit.*, p. 142-143.

Sur le plébiscite de l'an XII, cf. le sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII, art. 142, DUVERGIER, t. XV, p. 13; le décret du 29 du même mois « portant règlement sur le mode de présentation à l'acceptation du peuple de la proposition énoncée à l'article 142 du sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII », DUVERGIER, t. XV, p. 14-15 et le sénatus-consulte du 15 brumaire an XIII relatif à l'hérédité de la dignité impériale, DUVERGIER, t. XV, p. 133. Cf. aussi G. PARISSET, *op. cit.*, p. 216 et 218.

A Loudéac, 31 oui, 0 non (peu de votants en raison des chouans).

A Belle-Isle en Terre, 12 oui, 0 non.

A Caulnes, 59 oui, 0 non.

A Quintin, 114 oui, 0 non.

A Lannion, 364 oui, 0 non.

A Hénanbihen, Uzel, Saint-Gilles, Saint-Caradeuc, Mûr, par crainte des chouans, les républicains s'abstiennent de voter ²¹³.

Pour la Constitution de l'an X, nous connaissons les résultats globaux du département mais avec des chiffres contradictoires. Sur 85.960 inscrits, il y aurait eu 25.383 votants, dit un document, 29.481 dit un autre, se décomposant en 29.184 oui et en 297 non ²¹⁴. Pour le plébiscite de l'an XII, nous sommes mieux renseignés. Il y aurait eu dans le département 18.261 votants : 18.242 oui contre 19 non. L'arrondissement de Saint-Brieuc aurait donné 4.984 oui, contre 5 non ; Quintin, 467 oui ; Paimpol, 376 ; Moncontour, 638 ; Lamballe, 787 ; Saint-Brieuc (sud), 267, et Saint-Brieuc (nord), 611 : sur les cinq non, 2 appartiennent à la ville de Saint-Brieuc. L'arrondissement de Dinan aurait donné 4.328 oui, contre 5 non ; Broons, 512 ; Dinan (est), 670 ; Dinan (ouest), 341. Sur les 5 non, 1 provient de Dinan (ouest). L'arrondissement de Guingamp aurait donné 3.225 oui, contre 4 non ; le canton de Bégard, 189 oui ; celui de Guingamp, 384 ; celui de Pontrieux, 275 ; celui de Rostrenen, 482. L'arrondissement de Lannion aurait fourni 2.386 oui, contre 4 non ; canton de Lannion, 727 oui ; de Lézardrieux, 193 ; de La Roche-Derrien, 307 ; de Tréguier, 334 ; du Vieux-Marché, 346. L'arrondissement de Loudéac aurait présenté 3.319 oui ; canton de Corlay, 149 ; de Loudéac, 632 ; de Merdrignac, 906 ; d'Uzel, 131. Il y avait eu 3 non, dont 1 à Loudéac et 2 à Uzel ²¹⁵. En ce qui concerne la prestation de serment, elle fut effectuée d'une façon particulièrement solennelle en l'an XII par tous les fonctionnaires, jusqu'aux plus humbles : à Saint-Brieuc même, devant le préfet

213. Archives Nat., BII, Votes populaires (1793-1855), nos 133^a, 133^{bis}, 134^a et 134^{bis}, Côtes-du-Nord, Constitution de l'an VIII.

214. Archives Nat., BII, Votes populaires (1793-1855), nos 496^a, 496^b et surtout 671, Côtes-du-Nord. Acceptation de la Constitution de l'an X.

215. *Ibid.*, nos 699^a, 699^b, 699^c, 699^d, 699^e, acceptation de la Constitution de l'an XII et Bulletin des Lois, IV^e série. Bulletin 21, p. 73-110. Relevé du plébiscite de l'an XII par départements.

en personne; aux chefs-lieux d'arrondissement, devant les sous-préfets; dans les autres communes, devant les maires. A Saint-Brieuc, le préfet, au début de la cérémonie qui se déroula le 21 prairial an XII dans la salle des exercices de l'école secondaire, prononça le discours suivant : « L'acte solennel auquel vous êtes appelés, messieurs, est conforme aux dispositions de nos cœurs. Le serment prescrit n'est qu'une expression modifiée par les circonstances et par les changements mémorables qui viennent de s'opérer dans l'organisation des pouvoirs publics et dans la constitution de l'Etat, de votre dévouement à la Patrie, de votre zèle pour son service, de votre fidélité à ses lois et au pouvoir suprême chargé par la volonté de les faire exécuter. Entraînés par le sentiment des droits des peuples, par la haine de l'oppression, par la sublimité des principes qui provoquèrent l'immortelle explosion de 1789, vous vous dévouâtes dès lors à la cause de la Révolution. Cette Révolution dont on a tant abusé depuis, vous l'avez traversée avec honneur. Etrangers à toutes les factions qui l'ont troublée, vous êtes purs de tous les crimes qu'elles ont fait commettre, plusieurs même d'entre vous ont eu à souffrir de leurs auteurs, et, s'il n'a pas dépendu de vous de prévenir et d'empêcher tous les maux qu'ils ont produits, vous les avez du moins autant qu'il était en vous tempérés et atténués par vos services. Cette constance que les plus terribles secousses n'ont pu ébranler, pourrait-elle se démentir aujourd'hui par la force des choses ou par le génie d'un grand homme auquel ce pays qu'il a pacifié doit indépendamment de ses titres à l'admiration et à la reconnaissance universelle, une gratitude spéciale : la Révolution arrive enfin à son terme et est ramenée et fixée aux principes qui l'avaient déterminée : aujourd'hui que l'Etat raffermi sur les véritables bases qui conviennent à sa situation et à son étendue va jouir avec le plus haut degré de gloire et de considération extérieures, de tous les avantages qui peuvent résulter au dedans de la stabilité des institutions et de l'existence d'un gouvernement ferme, investi de la plus grande force pour le bien, mais tempéré pour la garantie des droits du peuple, par les lois mêmes qui l'ont instituée et qui doivent toujours en légitimer l'action. Non, sans doute, et c'est avec joie que dans d'aussi grandes circonstances, vous allez donner au peuple une nouvelle manifestation de vos sentiments et au Gouvernement la nouvelle garantie qu'il exige de vous en retour de la confiance qu'il

continue de vous témoigner. N'oubliez pas que le gouvernement auquel vous allez jurer d'être fidèle, s'honore lui-même d'être fondé sur le grand principe de la souveraineté nationale et pour la garantie de l'égalité des droits et de la liberté individuelle. Voyez dans ces fondements imprescriptibles, dans ce but sacré de notre pacte social le sens et l'étendue de vos serments ainsi que la règle de vos devoirs respectifs, suivant les diverses fonctions que vous avez à remplir. Que tout dans vos actes soit inspiré par l'intérêt du peuple et dirigé vers son plus grand bien, qu'ils tendent tous à garantir, autant qu'il est en vous, la liberté du citoyen et que par vos soins et votre influence, chacun sache et puisse s'apercevoir qu'il a un droit égal à la portion de l'autorité que vous exercez ou dont vous êtes les collaborateurs. C'est ainsi que vous remplirez dans toute leur étendue vos serments et que vous pourrez compter sur l'estime publique, la première et la plus douce des récompenses pour un fonctionnaire vraiment fidèle »²¹⁶.

A Lamballe, le maire Bésuchet, sans se perdre dans d'aussi nébuleuses déclarations sociologiques, convia en termes plus francs ses auditeurs à adorer le soleil levant : « Qu'il me soit permis de vous dire un mot de l'objet important qui vous rassemble. Napoléon Bonaparte est proclamé Empereur des Français. Cette dignité suprême est déclarée héréditaire dans sa famille. Il accepte ce nouveau titre non pour ajouter à sa gloire mais pour le bonheur de la France qui lui en a pour ainsi dire imposé l'obligation. « J'accepte, a-t-il répondu à » S. A. S. l'Archichancelier, le titre que vous croyez utile à » la nation. J'espère que la France ne se repentira jamais des » honneurs dont elle environne ma famille. Dans tous les cas » mon esprit ne sera plus avec ma postérité le jour où elle » cesserait de mériter l'amour et l'amitié de la grande nation ». Que ces expressions sont belles ! Messieurs. Que les sentiments qu'elles respirent sont nobles et élevés ! Combien elles honorent leur auteur ! Non, non, jamais la France ne se repentira des honneurs dont elle environne la famille de S. M. Elle n'aura qu'à se féliciter d'avoir obéi à la voix de la reconnaissance, de cette vertu sublime qui n'est inconnue qu'aux cœurs dépravés, corrompus.

²¹⁶. Archives Nat., F^{le} III, Esprit public et élections, Côtes-du-Nord 12. Prestations de serment (1792-1815), procès-verbal de la réception du serment de fonctionnaires et employés publics au chef-lieu du département, 21 prairial an XII. Suit la liste très détaillée des fonctionnaires de tout ordre : nous l'avons utilisée à maintes reprises au cours du présent travail.

» Napoléon, constamment occupé du bonheur des Français, ne s'asseoira point sur son auguste trône sans être comblé de bénédictions. Le restaurateur des autels n'implorera point en vain l'assistance du Très-Haut. Le pacificateur du monde n'aura plus désormais la douleur de voir les destinées de la France incertaines ou de voir le sein de sa patrie déchirée de mille manières. Il a cicatrisé toutes les plaies et nous ne pouvons plus exiger de cet immortel héros que la continuation de son amour pour nous. Jurons lui donc une fidélité inviolable, jurons à son illustre famille, un amour, un dévouement sans bornes. Ne formons plus qu'un vœu, n'ayons plus qu'une volonté, de voir ce grand homme vivre longtemps et de récompenser par un sincère attachement ses hautes vertus » ²¹⁷.

Venons aux élections proprement dites. Ces élections furent faites, comme on le sait, de l'an VIII à l'an X selon le système des listes de notabilité. Le Sénat nommait membres du Corps législatif et du Tribunat des candidats présentés par le peuple français sur la liste de notabilité nationale, formée elle-même du 1/10^e des listes de notabilité départementale (50 à 60.000 individus), provenant elles-mêmes des listes de notabilité communale. C'était le suffrage universel qui devait théoriquement décider de l'inscription sur cette dernière liste ²¹⁸. Ce mécanisme compliqué ne commença d'ailleurs à fonctionner qu'en l'an IX, pour le renouvellement partiel du Corps législatif de l'an X (élections pour la notabilité communale du 1^{er} au 15 prairial, pour la notabilité départementale du 20 au 30 messidor, pour la notabilité nationale, du 1^{er} au 10 fructidor) ²¹⁹. Pour le recrutement du Corps législatif en l'an VIII, le choix du Sénat, c'est-à-dire en fait du Gouvernement, put s'exercer d'une façon discrétionnaire et sans limites. En ce qui concerne le département des Côtes-du-Nord, le Sénat se borna à maintenir Le Mée seul des douze représentants du département qui existaient avant le 18 Brumaire. C'était un négociant de Saint-Brieuc, né en 1739, adminis-

²¹⁷. *Ibid.*, le maire de Lanaballe à S. Exc. le Ministre de l'Intérieur, 5 messidor an XII.

²¹⁸. Sur le régime électoral du Consulat décennal, cf. DUVERGIER, t. XII, p. 23-32, Constitution de la République française, 22 frimaire an VIII, art. 1-38, et P. POULLET, *op. cit.*, p. 459-478.

²¹⁹. DUVERGIER, t. XII, p. 402-411, loi concernant la formation et le renouvellement des listes d'éligibilité prescrites par la Constitution, 13 ventôse an IX. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 468-469.

trateur du département en 1790, suppléant du procureur-syndic du district de Saint-Brieuc de 1791-1792, receveur des contributions en l'an IV, puis de nouveau membre de l'administration départementale en l'an VI, élu le 25 germinal an VII membre du conseil des Anciens, acquéreur des biens nationaux²²⁰. On a vu d'autre part les choix en ce qui concernait les conseillers généraux, d'arrondissement et municipaux²²¹.

Les premières élections n'eurent lieu, comme on l'a dit plus haut, qu'en l'an IX. Elles furent précédées le 15 floréal d'une proclamation du préfet « aux citoyens de ce département ayant droit de voter », ainsi rédigée : « Citoyens, le Gouvernement vous appelle à l'exercice du plus précieux de vos droits, celui d'indiquer vous-mêmes les citoyens parmi lesquels doivent être choisis vos représentants et vos magistrats.

» En procédant aux élections prescrites par la Constitution, vous devez exercer le droit de vote qu'elle vous consacre, avec autant d'empressement que de sagesse et vous pénétrer surtout de cette vérité incontestable que, de la bonté de vos choix, dépendent la conservation de votre liberté et l'affermissement du gouvernement constitutionnel. Jamais de plus grands intérêts ne furent réunis dans les mains du peuple, jamais il n'eut autant de moyens de déployer son énergie puisque le système des notabilités en écartant les inconvénients qu'ont malheureusement trop souvent occasionnés dans les choix immédiats l'irréflexion et l'intrigue, donne aux citoyens la faculté d'indiquer, et au Gouvernement celle de choisir les hommes capables de remplir les fonctions publiques. Je ne m'appesantirai point sur l'importance du devoir que vous avez à remplir, il doit vous être trop cher pour cela, je ne vous observerai point, non plus, que vous devez y apporter ce sentiment de gravité et de réflexion qui désigne l'homme sentant la liberté de son être et caractérise le vrai citoyen, ami de l'ordre et des principes. Je vous dirai seulement que des choix

220. *Almanach National*, an VIII, p. 34, et an IX, p. 75. Sur Le Mée, en particulier, cf. A. ROBERT et G. COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires français de 1789 à 1889*, Paris, 1889, 5 vol. in-8°, art. Lemée; L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, *passim*, et *La vente des biens nationaux dans le département des Côtes-du-Nord*, *passim*; H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, *passim*, et surtout p. 104, note 1.

221. Cf. plus haut, pages 58-59 et 60-62.

que vous allez faire dépendront pour longtemps les destinées de la République : gloire, repos, prospérité, tout ce qui intéresse la nation ou les individus ressentiront l'influence de ce premier choix.

» Oh ! vous tous, citoyens, à qui ces grands objets sont chers, examinez avec soin ceux à qui vous allez en confier le dépôt : rappelez combien vous ont trompés et les affections privées et les engagements des partis et la conformité des opinions. N'oubliez pas que ceux-là seuls offrent au peuple une vraie garantie, qui réunissent à la probité sévère un esprit éclairé, un cœur droit et une vie sans reproches. Libres aujourd'hui de choisir dans cette classe les hommes qui doivent devenir les dépositaires de l'autorité publique, tous les citoyens sont responsables de leur vote à la société ; il ne reste à l'indifférence aucun prétexte, aucune excuse à la négligence. La patrie interroge en ce moment tous les gens de bien, le Gouvernement leur demande des magistrats dignes de s'associer à ses efforts, les nations attentives jugeront par le résultat du scrutin qui va s'ouvrir, si les Français après avoir étonné le monde par leur valeur, veulent mériter par leur sagesse de leur servir de modèle » ²²².

Les élections à la liste de notabilité départementale se déroulèrent du 20 au 30 fructidor an IX. L'arrondissement de Saint-Brieuc comprit 2.314 notables communaux ; celui de Dinan, 1.677 ; celui de Guingamp, 1.365 ; celui de Lannion, 1.295 ; celui de Loudéac, 1.260. En tout : 7.911 ²²³. Sur ces

²²². Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, Arrêtés du préfet relatifs à l'organisation des autorités constituées et objets généraux (an VIII-an-IX), fol. 98-99, proclamation du préfet..., 15 floréal an IX.

²²³. Archives Nat., F¹CH, Côtes-du-Nord, élections (an IX-an XII), arrêté du préfet des Côtes-du-Nord du 9 messidor an IX, reculant du 10 (date légale) au 30 courant la publication de la liste des notables communaux et fixant au 10 thermidor l'ouverture du scrutin pour l'élection des notables du département (d'après la loi de ventôse an IX, cette élection aurait dû se faire du 20 au 30 messidor). Puis survint l'arrêté consulaire du 3 thermidor an IX (DUVERGIER, t. XII, p. 485-486) qui recula de deux mois « toutes les opérations relatives à la formation, publication et impression des listes de notabilité départementale et nationale ». En conséquence, les élections à cette double liste eurent lieu dans les Côtes-du-Nord du 20 au 30 fructidor (Archives Nat., F¹CH, Esprit public et élections, Côtes-du-Nord, n° 3, élections an IX-an XII, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 9 vendémiaire an X).

Pour les chiffres ci-dessus, cf. *Ibid.*, tableau dressé par le préfet, en exécution des articles 51 et 52 de la loi du 13 ventôse an IX-1^{er} vendémiaire an X.

7.911 notables, 1/10^e formèrent la liste de notabilité départementale ²²⁴.

Celles à la liste de notabilité nationale ne furent pas terminées avant le 18 nivôse an X. Cette triple série d'élections aboutit à l'inscription sur la liste nationale de 87 notables du département des Côtes-du-Nord. Voici les principaux en tête : Mathurin Le Mée, membre du Corps législatif; Olivier Rupérou, de Châtelaudren, juge au tribunal de cassation, inscrits de droit, de par leur fonction. Puis viennent quatre militaires élus, absents : Alexandre Aubrée, chef de bataillon à Lamballe; Yves-Charles Bastiou, capitaine d'infanterie, de Pontrieux; François Pastol, chef de brigade, de Guingamp; Jean Valletaux, général de brigade, d'Erquy. Suivent les présents : Armez, conseiller général; Boullé, préfet; Besnier (Jacques), de Lamballe, conseiller général; Baudouin, conseiller de préfecture; Buart, juge de paix à Broons; Brichet, de Lannion, conseiller général; Beslay (Charles), négociant, conseiller de l'arrondissement de Dinan; Bigrel, commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Loudéac; Bienvenue, juge-suppléant au tribunal de première instance de Saint-Brieuc; Bouvard (François), chef d'escadron de la gendarmerie nationale; Brignon, négociant à Quintin, conseiller de l'arrondissement de Dinan; Odio-Baschamps, « ministre du culte » et bibliothécaire de l'école centrale; Le Baudour, avoué près le tribunal de Lannion; Corvoisier, conseiller général et officier de police judiciaire près le tribunal de Dinan; Chaplain, négociant, président du tribunal de commerce de Saint-Brieuc; Couppé, juge d'appel, président du tribunal criminel des Côtes-du-Nord; Corbel, « ministre du culte », maire de Langueux; Corouge-Kersaux, président du tribunal de commerce de Paimpol; Corbin, conseiller d'arrondissement de Saint-Brieuc; Chauvin, conseiller de l'arrondissement de Lannion; Cavan, juge de paix à Tréguier; Delaunay, conseiller général du département; Des-

224. Le dixième de 7.911 notables communaux devrait donner 791 notables départementaux, cependant les Archives Nat., AFIV, 1420-1421, listes d'éligibles par le département (ans IX-X) : Liste des notables du département des Côtes-du-Nord formée d'après les dispositions de la loi du 13 ventôse an IX concernant la formation et le renouvellement des listes d'éligibilité présentées par la Constitution, arrêtée en date du 1^{er} brumaire an X, imprimé de 16 pages, donne le chiffre de 860 notables départementaux, dont 126 fonctionnaires publics présents ou absents, et 734 notables proprement dits.

jars, maire de Guingamp; Despoirriés, commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Lannion; Damar-Villeneuve, greffier du tribunal de première instance de Saint-Brieuc; Dieupart, avoué près le tribunal de Saint-Brieuc; Dayot, armateur, « ministre du culte », professeur de belles-lettres à l'école centrale; Digaultray, maire de Quintin; Fleury, juge de paix du canton de Quintin; Festou-Villeblanche, conseiller général du département; Ferrary, sous-commissaire de marine de l'arrondissement de Saint-Brieuc; Guyomar (Pierre), conseiller général du département; Guiot, greffier du tribunal criminel de Saint-Brieuc; Guillemot-Treffainguy, avoué près le tribunal de première instance de Loudéac; Goudelin, juge au tribunal de première instance de Dinan; Glais, négociant à Moncontour, conseiller d'arrondissement de Saint-Brieuc; Gautier, « ministre du culte », à Dinan; Hello, conseiller de préfecture; Hélyar (Gabriel), avoué près le tribunal de première instance de Saint-Brieuc; Herpe, receveur principal des contributions directes de l'arrondissement de Guingamp; Huet, « ministre du culte » et maire de Broons; Hillion, sous-préfet de Loudéac; Jégou, professeur de grammaire à l'école centrale; Latimier-Duclézieux, receveur général du département; Le Gorrec (Claude), secrétaire général de la Préfecture; Le Gorrec (Guillaume), commissaire près le tribunal de première instance; Launay-Provost, conseiller général du département; Le Roux, avoué près le tribunal de première instance; Lucas, receveur des domaines, administrateur de l'hospice civil de Saint-Brieuc; Lambert fils (Pierre), chef de bataillon commandant du 7^e arrondissement des côtes; Lalleton, « ministre du culte » à Plouguenast; Lemer cier, médecin, conseiller de l'arrondissement de Dinan; Morand, négociant à Paimpol, conseiller de l'arrondissement de Saint-Brieuc; Néel (Charles), maire de Dinan; Onfroy-Kermoalquin, conseiller municipal de Guingamp; Pouhaër, président du tribunal de première instance de Saint-Brieuc; Ribault, juge au tribunal criminel du département; Ropartz (Joseph), commissaire du Gouvernement près le tribunal criminel; Robinot-Saint-Cyr, juge au tribunal de première instance de Dinan; Robinet, receveur de l'enregistrement, conseiller de l'arrondissement de Lannion; Touzé, conseiller général; Toudic, inspecteur des contributions directes du département; Thomas, capitaine de la gendar-

merie nationale; Vistorte-Boisléon, président du tribunal de première instance de Guingamp²²⁵. En somme, tout le personnel administratif et judiciaire du département, tous ceux qu'on a déjà vus jouer un rôle de moyenne importance dans la vie politique des assemblées révolutionnaires; bref, ce qu'on appellera quelque trente ans plus tard, au temps de Guizot, « le pays légal ». Sur cette liste de notabilité nationale le gouvernement choisit en l'an X, comme membres du Corps législatif, Beslay et Valletaux, qu'il adjoignit à Le Mée²²⁶.

La Constitution de l'an X modifia complètement ce régime électoral. Les listes de notabilité disparurent : à leur place fut créé un système compliqué d'assemblées aboutissant au total à un suffrage à deux degrés. Les citoyens domiciliés dans chaque canton constitue les « assemblées cantonales ». Ces assemblées cantonales élaient les membres des « collèges électoraux d'arrondissement » à raison d'un membre par 500 habitants et ceux des « collèges électoraux de département » à raison d'un membre par 1.000 habitants. Ces membres étaient nommés à vie : ceux du collège électoral du département devaient être choisis en outre sur une liste des 600 citoyens les

225. Archives Nat., AFIV (1420-1421), liste des notables du département des Côtes-du-Nord élus pour faire partie de la Liste Nationale, arrêtée par le préfet, le 18 nivôse an X, et procès-verbal du dépouillement du scrutin de la liste de notabilité nationale, 18 nivôse an X. Le scrutin ouvert le 21 frimaire se continua les 22, 23, 24 et 25. Le 26, au matin, le préfet notifia lui-même à l'assemblée l'arrêté suivant : « Le préfet des Côtes-du-Nord informé que des soupçons ont été répandus dans le public sur le résultat de la partie du dépouillement fait jusqu'à ce jour des listes pour l'élection des membres de la notabilité nationale, considérant que dans une opération de cette importance, il est indispensable de prendre des tempéraments qui puissent détruire ces soupçons et des précautions telles qu'on n'en puisse pas raisonnablement concevoir ultérieurement, après avoir conféré avec les membres du conseil de préfecture, arrête ce qui suit : le dépouillement fait et jusques et compris hier 25 est regardé comme onn avenu. Attendu que les listes dépouillées ont été conservées avec soin, le dépouillement sera recommencé. » En conséquence le dépouillement se poursuivit du 27 frimaire au 17 nivôse avec repos les décadi 30 frimaire et 10 nivôse. Il y avait eu 665 votants; les quatre notables ayant obtenu le chiffre de voix le plus élevé furent : Aubrée, Bastiou, Pastol et Valletaux, tous les quatre militaires.

226. DUVERGIER, t. XIII, p. 315, acte du Sénat conservateur contenant la liste de 240 membres élus pour continuer l'exercice des fonctions au Corps législatif, 27 ventôse an X, et p. 317, acte du Sénat conservateur contenant la liste des membres nommés pour remplacer le cinquième sortant du Corps législatif, 6 germinal an X. Cf. *Almanach National*, an XI, p. 75.

Sur Beslay, cf. A. ROBERT et G. COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires français de 1789 à 1889*; P. LEVOT, *op. cit.*, et R. KERVILER, *Bio-Bibliographie bretonne*, t. III. Sur Valletaux, cf. plus loin Appendice, p. 595-596.

plus imposés du département. Les collèges électoraux d'arrondissement choisiraient deux candidats pour le Corps législatif, deux pour le Tribunat et le conseil d'arrondissement avec suppléants. Un des candidats au Corps législatif devait être nécessairement choisi hors du collège. Les collèges électoraux de département présentaient deux candidats au Corps législatif, deux au Sénat, et deux au conseil général du département. Le Gouvernement choisissait ²²⁷.

Le nouveau système commença à fonctionner en l'an XI. La première opération consista à réunir les assemblées du premier degré ou assemblées cantonales. C'était le Premier Consul, plus tard l'Empereur, qui en nommait le président (pour 5 ans). En conséquence, en frimaire an XI, le préfet adressa au ministre de l'Intérieur une liste de candidats proposés pour ces fonctions, à raison de trois par assemblées. Citons pour l'assemblée des cantons de *Saint-Brieuc* (nord) : Couppé, Chaplain et Baudouin; pour *Saint-Brieuc* (sud) : Denoual, Latimier-Duclézieux et Barbedienne; pour le canton de *Lamballe*, Jacques Besnier, Etienne Bellanger, juge de paix, et Grolleau-Villegueury.

Canton de Moncontour : Glais, Henry; Harel.

Canton de Paimpol : Lambert, Corouge-Kersaux, Nicol.

Canton de Quintin : Digaultray (Jean-Baptiste), Fleury, Duval des Vallées.

Canton de Dinan (est) : Charles Néel, Delaunay (B.), Michel Morvonnais.

Canton de Dinan (ouest) : Le Mercier, Goudelin, Faisant.

Canton de Belle-Isle en Terre : Allain-Launay, maître de forges à Coat-an-Noz, Coat-an-Tiec, juge de paix, Guillaume Antoine.

Canton de Guingamp : Guyomar, Hello, Vistorte.

Canton de Lannion : Despoirriés, Robinet, Brichet.

Canton de Tréguier : Cavan, Duportal-Dugoasmeur, Morinière-Villefort

²²⁷. DUVERGIER, t. XIII, p. 505-511, sénatus-consulte organique de la Constitution, 16 thermidor an X, surtout les articles 1-38; dans les deux tableaux annexes, le département des Côtes-du-Nord est indiqué comme ayant droit à quatre députés et au point de vue du renouvellement annuel fait partie des départements de 3^e série (an XII, d'après un tirage au sort effectué au Sénat, le 12 fructidor an X). Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 541-553.

Canton de Loudéac : Robin, Bigrel, Brélivet ²²⁸.

Ces élections aboutirent à la constitution de deux espèces de collèges électoraux : le collège électoral du département, et les collèges d'arrondissement. Le collège électoral du département des Côtes-du-Nord comprit 204 membres ; en firent partie notamment, Nicolas Armez, élu par les cantons de Lanvallon, Paimpol et Broons ; le préfet Boullé élu par les cantons de Perros-Guirec, Plestin, La Roche-Derrien, Bégard, Vieux-Marché, Saint-Brieuc (midi), Lanvallon, Paimpol, Broons, Collinée, Gouarec, Belle-Isle, Botoha ; Charles Beslay élu par les cantons de Dinan (est), Evran, Saint-Jouan de l'Isle, Plancoët ; Couppé élu par les cantons de Saint-Brieuc (nord), Vieux-Marché, Saint-Brieuc (midi), Tréguier, Plouguenast, Plestin ; Festou-Villeblanche élu par le canton de Guingamp ; Desjars élu par le même canton ; Leuduger-Fortmorel élu par le canton de Saint-Brieuc (nord) ; Charles Néel élu par les cantons de Dinan (est) et de Plancoët ; Valletaux élu par le canton de Pléneuf ²²⁹.

Les collèges électoraux d'arrondissement comprirent respectivement : 182 membres pour celui de Saint-Brieuc, 179 pour celui de Guingamp, 150 pour celui de Lannion, 164 pour celui de Loudéac ²³⁰.

Restait maintenant à désigner les présidents de ces différents collèges. Le 13 vendémiaire an XII, le préfet, sur l'invitation du ministre de l'Intérieur, proposa trois candidats pour chaque collège savoir ; pour celui du département : Armez, Couppé et Baudouin ; pour celui de l'arrondissement de Saint-Brieuc : Bienvenue, Corbin et Henry ; pour celui de l'arrondissement de Dinan : Le Mercier, Delaunay et Buart ; pour celui de l'arrondissement de Guingamp : Guiot, Vistorte-Boisléon et

228. Archives Nat., F¹^{er} III, Côtes-du-Nord, n° 3, Elections (an IX-an XII), liste des candidats pour la présidence des assemblées cantonales dressée par le préfet en exécution de la demande du ministre de l'Intérieur, 30 frimaire an XI. Cette liste mentionne les lieux de délibération des assemblées cantonales par arrondissements. On a la surprise de constater que les églises sont encore assez souvent utilisées comme tels : ainsi à Lamballe (église Notre-Dame), à Quintin, à Belle-Ile-en-Terre, à Guingamp, à Lannion (chapelle Sainte-Anne).

229. *Ibid.*, table alphabétique des membres composant le collège électoral du département des Côtes-du-Nord, 5 vendémiaire an XII.

230. *Ibid.*, tables alphabétiques des membres qui composent les collèges électoraux des arrondissements de Saint-Brieuc, Dinan, Guingamp, Lannion et Loudéac.

Le Breton; pour celui de l'arrondissement de Lannion; Robinet, Despoirriés et Cavan; pour celui de l'arrondissement de Loudéac : Hillion, Guillemot-Treffainguy et Garnier ²³¹.

Le gouvernement consulaire ne se crut pas lié par la proposition de Boullé en ce qui concernait la présidence du collège de département. Ce fut l'évêque Caffarelli qui fut désigné ²³². La session du collège électoral du département des Côtes-du-Nord dura du 1^{er} au 6 frimaire inclus. Elle s'ouvrit par le discours suivant de Caffarelli : « Investis de toute la confiance de vos concitoyens, vous êtes appelés aujourd'hui, citoyens électeurs, à donner à la France des conservateurs de cette Constitution qui fait sa force, son bonheur et sa gloire, des législateurs chargés de faire des lois qui assurent et règlent la liberté politique de chaque membre de la société, et à ce département des conseillers qui, parfaitement instruits de ses besoins, de ses ressources sachent concilier ce qu'exigent une sévère économie, les droits usuels de chaque propriétaire, avec les sacrifices que la société attend de chacun de ses membres et que commandent l'intérêt général et la dignité du premier empire de l'Europe.

» Ils ne sont plus ces temps qui ont si cruellement affligé notre malheureuse patrie où pour s'éloigner des principes de l'Ancien Régime, l'on a donné dans un excès opposé et où les places les plus importantes de la République étaient devenues comme la possession abusive de quelques personnes.

» Les hommes de tous les états, de toutes les conditions qui se sont constamment montrés les amis des lois et de l'ordre... ceux qui n'ont aucune exagération dans les principes non plus que dans leur conduite... voilà ceux que le Gouvernement se plaît à instruire de sa confiance... ils doivent mériter la vôtre.

» La France, fatiguée de malheurs et de crimes, lasse de

231. *Ibid.*, état dressé en conséquence de la lettre du ministre de l'Intérieur du 12 prairial an XI, contenant l'indication des candidats pour la présidence des collèges électoraux du département et la désignation des lieux où il convient de réunir les assemblées électorales, 13 vendémiaire an XII.

232. Archives Nat., F^o III, Esprit public et élections (1790-1856), Côtes-du-Nord, n° 4, élections (an XII-1809), procès-verbal de la session du collège électoral du département des Côtes-du-Nord tenue à Saint-Brieuc le mois de frimaire an XII; AFIV 1436 et 1438 donne la liste des 600 plus imposés du département, mais seulement à la date de 1813.

changements et de révolutions, veut enfin se reposer. Un gouvernement juste et ferme, s'est élevé sur les débris de tous les partis, sur les ruines de toutes les factions.

.....
» A tous ses avantages, il en manquait un... c'était le rétablissement de la religion. Le Gouvernement l'a encore appelé pour consolider l'édifice de notre bonheur. Pouvait-il ignorer l'heureuse influence qu'a pour porter au maintien de l'ordre public une religion qui commande comme des devoirs indispensables... le respect pour les autorités et la soumission aux lois ? Qu'il est consolant pour un évêque de lui rendre dans le sein de cette auguste assemblée un hommage si mérité ! » ²³³.

162 électeurs étaient présents, soit les 6/10^{es} du collège. Après élection de deux scrutateurs et d'un secrétaire, le collège proposa pour le Sénat, dès le premier tour de scrutin : Rupérou, par 131 voix, et Boullé, par 102. L'élection au Corps législatif nécessita trois tours de scrutin, 167 votants y prirent part : Couppé obtint 135 voix, Vistorte 112 ; Buart et Armez furent élus premiers suppléants. Le collège élut ensuite candidats aux fonctions de conseiller général : Urvoy Saint-Mirel, Faisant, Raffray, Quérangal aîné, Le Brigant, Dieuleveult, Corouge-Kersaux, Ribault père, Michel Morvonnais, Deminiac, Grolleau-Villegueury, Moisan, Buart, Leroux, Le Gué. Les majorités obtenues variaient entre 102 et 57 voix sur 124 votants ²³⁴.

Le collège électoral de l'arrondissement de Saint-Brieuc fut présidé par Bienvenue ; il dura du 2 au 5 frimaire « jamais réunion populaire, dit Bienvenue, ne se forma sous de meilleures auspices, les passions turbulentes, les haines inexorables, les ambitions insensées ont fait place à la modération, à l'amitié, à cet amour du bien public..., si naturel au Français... Quels que puissent être les noms qui sortent de l'urne, qu'ils soient dignes... du Gouvernement, du grand homme qui en tient les rênes ! Qu'il apprenne, qu'il voie ce héros, dont pour notre bonheur la personne devrait être immortelle comme la gloire, que dans cette contrée aussi l'on sait seconder ses vues grandes et patriotiques ! » Les 131 votants qui prirent part au scrutin du Corps législatif désignèrent Bienvenue (101 voix)

²²³. *Ibid.*, séance du 1^{er} frimaire.

²³⁴. *Ibid.*, séances des 2, 3, 4, 5 et 6 frimaire.

et Le Gorrec (Claude) (83). Les 120 qui prirent part au scrutin du conseil d'arrondissement désignèrent six candidats : Méritte, ancien capitaine d'infanterie, Brignon, Cornic, Droguet, Leuduger-Fortmorel et Chéronnet ²³⁵.

Le collège électoral de l'arrondissement de Dinan fut présidé par Le Mercier, du 3 au 7 frimaire an XII. Il y vint une soixantaine de votants et, ce qui en dit long sur leur enthousiasme civique, Le Mercier les harangua en ces termes dépouillés d'artifice : « Mes instructions portent que je dois vous rappeler sans cesse à l'objet de votre convocation, cet objet est simple, il est unique, c'est celui de voter. Plus vous mettrez de l'exactitude, moins longtemps vous serez éloignés de votre domicile et de vos affaires. » Le collège électoral de Dinan choisit pour candidats au Corps législatif : Le Mercier, 63 voix, et Ribault, 53 ; pour candidats au conseil d'arrondissement : Le Moyné-Launay, Le Restif Motte-Colas, Le Roy de la Houssaye, La Vigne-Rouault, Ribault fils et Buart ²³⁶.

Le collège électoral de Guingamp fut présidé par Guyot, puis par Vistorte. Il désigna Guyot et Hello comme candidats au Corps législatif, mais le quorum n'étant plus atteint, ne put aboutir à aucun résultat pour le conseil d'arrondissement : de 72, le nombre des votants était tombé à 41 ²³⁷.

Le collège électoral de Lannion fut présidé par Robinet ; 105 votants y prirent part. Guillaume Robinet, receveur des domaines (55 voix), et Baudouin Maison-Blanche (57) furent élus candidats au Corps législatif ; Cathou, Le Morvan, Briand, Allain (Yves), de Perros-Guirec, Allain (Yves), de Rospez, candidats au conseil d'arrondissement ²³⁸.

Le collège électoral de Loudéac, présidé par le sous-préfet Hillion, fonctionna du 6 au 13 frimaire. Il comprit 78 votants. Hillion et Brélivet furent élus candidats au Corps législatif, par 64 et 54 voix. Au conseil d'arrondissement, furent élus

235. Archives Nat., F^{le} III, n° 4, procès-verbal de la session du collège électoral de l'arrondissement de Saint-Brieuc.

236. *Ibid.*, procès-verbal de la session du collège électoral de l'arrondissement de Dinan.

237. *Ibid.*, procès-verbal de la session du collège électoral de l'arrondissement de Guingamp.

238. *Ibid.*, procès-verbal de la session du collège électoral de l'arrondissement de Lannion.

candidats : Tilly-Kervenno, Ollitaut-Kermarec, Le Vexier, Garnier, Viet et Sottivel ²³⁹.

Le département des Côtes-du-Nord n'eut pas de sénateurs, (le sénateur du système bonapartiste, comme l'on sait, représentait non pas tel département mais l'ensemble du peuple français) ; à partir de l'institution des sénatoreries, il fit partie de celle de Rennes, dont le titulaire fut le comte Cornudet ²⁴⁰. En ce qui concerne le Corps législatif, le choix du gouvernement se porta sur Couppé et Brélivet. Mais Brélivet mourut en l'an XIII et ne fut pas remplacé, semble-t-il ²⁴¹. Pour les conseillers généraux, un arrêté consulaire du 10 ventôse an XII, nomma les candidats suivants : Faisant, Raffray, Qué-rangal aîné, Corouge-Kersaux, Ribaut père, Deminiac, Dieu-

239. *Ibid.*, procès-verbal de la session du collège électoral de l'arrondissement de Loudéac.

240. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, message p. 561-562, et, à partir de l'an XII, *Ibid.*, p. 608-609, et R. DURDENT, *Histoire critique du Sénat conservateur depuis sa création en nivôse an VIII jusqu'à sa dissolution*, Paris, 1815, 1 vol. in-8°; sur l'institution des sénatoreries, cf. DUVERGIER, t. XIV, p. 79-80, sénatus-consulte portant création de sénatoreries et règlement sur l'administration économique du Sénat, 14 nivôse an XI. Il y avait une sénatorerie par cour d'appel. L'arrêté consulaire du 18 fructidor an XI affecta à la sénatorerie de Rennes une dotation annuelle de 24.376 francs de revenu fournie exclusivement par des biens nationaux situés dans le département des Côtes-du-Nord, DUVERGIER, t. XIV, p. 392-395.

Sur le sénateur Cornudet, cf. *Grande Encyclopédie*. Cet ancien député de la Creuse à la Législative et aux Cinq-Cents était un brumairien qui fit partie de la Commission intermédiaire. Sénateur depuis le 4 nivôse an VIII.

241. Archives Nat., AFIV, arrêtés consulaires et décrets impériaux. Message au Sénat du 14 nivôse an XII annonçant la nomination des citoyens Couppé et Brélivet faite sur la liste des candidats formés par les collèges électoraux du département; *Almanach National*, an XII, p. 64 et seq., députés des Côtes-du-Nord : Beslay et Valletaux (prorogés par le sénatus-consulte du 16 thermidor an X, art. 74. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 543), *Almanach Impérial*, an XIII, p. 81 : Beslay, Couppé, Valletaux; *Almanach Impérial*, 1806, 1807 et 1808, *idem.* (nouvelle prorogation de Beslay et Valletaux, par sénatus-consulte du 22 février 1806 jusqu'à la sortie de la députation départementale dont ils faisaient partie, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 543).

Sur Couppé, cf. A. ROBERT et G. COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires français de 1789 à 1889*, art. Couppé; R. KERVILER, *Bio-Bibliographie bretonne*, art. Couppé; L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, *passim*, et *La Vente des biens nationaux*, *idem*; H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, *passim*, et surtout p. 40-41, note 1, fol.

Sur Brélivet, cf. A. ROBERT et G. COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, art. Brélivet, qui donne les renseignements suivants lesquels font défaut, et dans L. DUBREUIL et dans H. POMMERET : « Brélivet (Toussaint), né à Pontivy en 1743, négociant et conseiller général des Côtes-du-Nord, député des Côtes-du-Nord, en l'an XII (Sénatus-Consulte du 14 nivôse). Mort à Loudéac, le 9 décembre 1805 (an XIII). »

leveult et Le Gué ²⁴². Enfin, pour les conseils d'arrondissement, le Gouvernement, qui avait pris la précaution de se faire renseigner par le préfet sur les candidats qui lui paraissaient les plus dignes de sa confiance, nomma, par décret du 14 fructidor an XII, membres du conseil de l'arrondissement de Saint-Brieuc : Brignon père, Droguet et Leuduger-Fortmorel; de l'arrondissement de Dinan : Le Restif Motte-Colas, Lavigne-Rouault et Buhart; de celui de Lannion : Cathou et les deux Allain; de celui de Loudéac : Tilly-Kervenno, Ollitrault-Kermarec et Viet ²⁴³.

Une seconde série d'élections eut lieu en 1808. Cette fois, il n'y eut plus de convocation d'assemblées cantonales mais seulement des collèges électoraux de département et d'arrondissement. A la date du 14 novembre 1808, le collège électoral du département des Côtes-du-Nord comptait 251 membres, le collège électoral de l'arrondissement de Saint-Brieuc, 168; celui de Dinan, 173; celui de Guingamp, 156; celui de Lannion, 151; celui de Loudéac, 154 ²⁴⁴. En ce qui concernait la prési-

²⁴². Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Elections au conseil général et au conseil d'arrondissement, arrêté consulaire du 10 ventôse an XII.

²⁴³. *Ibid.*, liste des candidats pour les conseils d'arrondissement du département des Côtes-du-Nord, 18 frimaire an XII, et décret impérial du 14 fructidor an XII. Dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, en date du 11 prairial an XIII, le préfet appréciait, comme il suit, le résultat de ces diverses élections : « Par votre lettre datée de Turin, le 3 du mois dernier, vous me chargez de vous faire part de mes observations sur l'état d'esprit qui a régné dans les collèges électoraux de ce département pendant les sessions qui ont eu lieu jusqu'à ce jour.

» Les collèges électoraux de ce département n'ont été assemblés qu'une fois à l'époque de frimaire an XII et, s'il est vrai que l'esprit qui domine dans les assemblées de cette espèce, se manifeste le mieux par les choix qui y sont faits, je dois conclure que les dispositions de ces assemblées sont bonnes, puisqu'en général leurs élections portent sur des hommes recommandables par leurs anciens services, leur moralité et leur attachement au Gouvernement. » Archives Nat., F^{ic}III, Côtes-du-Nord, 4, Elections (an XII-1809).

²⁴⁴. Archives Nat., F^{ic}III, Côtes-du-Nord, n° 4, Elections (an XII-1809), liste des membres qui composent les collèges électoraux du département des Côtes-du-Nord, 14 novembre 1808.

On sait, d'autre part, que les assemblées cantonales avaient été organisées par décret du 17 janvier 1806 sur la base du suffrage universel. (DUVERGIER, t. XV, p. 352-361, et P. POULLET, *op. cit.*, p. 588-589). Toutefois cette réforme démocratique demeura illusoire au point de vue des élections au Corps législatif : « Les membres des collèges électoraux que les assemblées cantonales avaient élus lorsqu'elles ne comprenaient encore que les notables communaux avaient reçu un mandat à vie et le sénatus-consulte du 16 thermidor avait même décidé que les assemblées cantonales ne pouvaient procéder au remplacement des membres décédés, etc., d'un collège électoral que lorsque ce

dence de ces collègues, le gouvernement impérial demanda l'avis du préfet sur la possibilité de renouveler le mandat de ceux qui avaient rempli ces fonctions en l'an XII. Cet avis fut nettement défavorable pour Mgr Caffarelli. Le préfet s'exprimait ainsi sur son compte : « Livré à des relations exclusives, Mgr Caffarelli n'a pas montré, dans la session qu'il a présidée, l'impartialité que S. M. l'Empereur désire trouver dans les sujets honorés de son choix et ne peut conséquemment s'y concilier la confiance générale »²⁴⁵. Le président du collège d'arrondissement de Dinan, Mercier, décédé dans l'intervalle des sessions, était à remplacer; ceux des collèges d'arrondissement de Saint-Brieuc, de Lannion et de Loudéac pouvaient être renouvelés. Pour Loudéac, arrondissement très pauvre et très arriéré, Boullé ajoutait en regard du nom du sous-préfet Hillion : « C'est même le seul membre du collège de Loudéac qui soit en état de présider ». Comme remplaçants de Mgr Caffarelli, le préfet proposait en première ligne Armez, puis Denoual-Duplessix, Baudouin Maison-Blanche et Gourlay; pour remplacer Le Mercier, Benjamin-Delaunay²⁴⁶. Ce ne furent pas les candidats du préfet qui l'emportèrent. On jugea sans doute à Paris que passer de Caffarelli à Armez constituait un trop brusque coup de barre à gauche. On préféra à l'ancien procureur-général-syndic, à l'ancien prêtre constitutionnel, Rupérou. Pour l'arrondissement de Dinan, Reslou du Guémén, ancien conseiller au présidial de Rennes, juge à Saint-Malo, propriétaire considéré dans l'arrondissement et recommandé au ministère de l'intérieur par le gouverneur de la Banque de France, prévalut sur les propositions du préfet²⁴⁷.

collège serait réduit aux deux tiers (art. 35). Il en résulta qu'en règle générale les listes qui avaient été formées par les notables communaux en l'an XI servirent jusqu'à la fin de l'Empire. » (P. POULLET, *op. cit.*, p. 589). Cette assertion est sans doute exacte en ce qui concerne les Côtes-du-Nord pour les assemblées cantonales de 1808 dont nous n'avons pu retrouver les procès-verbaux ni aux Archives Nationales ni aux Archives départementales; nous verrons plus loin qu'il n'en fut pas de même en 1813.

245. Archives Nat., F¹⁰III, Esprit public et élections, Côtes-du-Nord, no 4, élections (an XII-1809), liste des présidents des collèges électoraux du département des Côtes-du-Nord dans les dernières sessions, arrêtée en préfecture, le 26 août 1808.

246. *Ibid.*, liste des candidats pour la présidence des collèges électoraux du département des Côtes-du-Nord, 29 août 1808.

247. *Ibid.*, le gouverneur de la Banque de France au ministre de l'Intérieur, 9 septembre 1808.

Le collège électoral du département siégea quatre jours, du 26 au 30 novembre 1808 ; 169 votants y prirent part. Rupérou l'ouvrit en faisant « l'éloge d'un souverain qui est au-dessus de tout éloge » et « qui ne veut plus régner que par les lois. » Furent élus candidats au Sénat conservateur : Rupérou, Olivier, membre de la Cour de cassation (166 voix), et Defermon, ministre d'Etat, comte de l'Empire (146) ; candidats au Corps législatif : Le Gorrec (Claude) (124 voix) et Gourlay (94) ; candidats au conseil général : Robin-Morhéry, Bouttier fils, Le Coz-Keristiou, Pelletier, Montjarret, Buhot-Kersaux, Carré, Perrin, Morice, négociant à Uzel ; Viet, négociant ; Le Bihan, avocat ; Duval-Kermodu, administrateur de l'hospice de Tréguier ; Moucet, Guimart, de Saint-Brieuc ; Briand père, ancien receveur de l'Enregistrement à Guingamp ; Baron du Taya père, homme de loi à Quintin ²⁴⁸. Avant de se séparer, le collège, sur l'initiative d'un de ses membres, vota à Napoléon une adresse qui constituait un « nouveau témoignage de sa reconnaissance, de son amour pour sa personne sacrée et auguste dynastie. » Une députation fut élue pour la porter « au pied du trône ». Elle comprit : Rupérou, Corbel, maire de Châtelaudren ; Grégoire Guermaquer, adjoint de Lannion ; Bonamy, directeur des Droits Réunis ; Bouan, négociant à Quintin ; Le Bozec (Pierre), capitaine des vaisseaux de S. M., et officier de la Légion d'honneur ; Robin-Morhéry fils, négociant à Loudéac ; Kergariou (Joseph), propriétaire ; Le Gorrec (Claude) ; Doré-Kerinou, de Guingamp, ancien capitaine de vaisseau, et Caffarelli, évêque de Saint-Brieuc ²⁴⁹. En clôturant les opérations du collège, Rupérou assura ses collègues qu'il lui avait été doux de présider à des choix dictés « par le désir de donner une nouvelle marque de... respect pour les institutions libérales que nous tenons du plus grand des monarques ». S. M., conclut-il, leur en témoignerait sa reconnaissance « en répandant de plus en plus ses bienfaits sur un territoire que sa profonde sagesse arracha aux feux de la guerre civile et où elle a ramené la tranquillité la plus parfaite » ²⁵⁰.

²⁴⁸. *Ibid.*, procès-verbal de la session du collège électoral du département du 26 au 30 novembre 1808 et liste préparatoire des candidats présentés pour le Sénat conservateur par le collège électoral du département des Côtes-du-Nord, 10 janvier 1809.

²⁴⁹. *Ibid.*, procès-verbal.

²⁵⁰. *Ibid.*, procès-verbal.

Le collège électoral de l'arrondissement de Saint-Brieuc fut présidé par Bienvenue. Lui aussi inaugura ses fonctions par un discours adulateur : « Réunis dans cette enceinte, la première pensée qui nous saisit... est une reconnaissance aussi vive que respectueuse pour le héros qui regardant comme son moindre titre celui de conquérant... fait consister sa plus grande gloire à rendre son nom cher et vénérable aux peuples par la sagesse et l'équité ». 126 votants sur 128 membres du collège proposèrent comme candidats au conseil d'arrondissement : Veillet-Dufrèche, négociant à Saint-Brieuc ; Méritte, ex-capitaine d'infanterie à Lamballe ; Garnier-Desgarennès, négociant à Quintin ; Morand jeune, négociant à Paimpol ; Foucault, maire de Bréhand ; Pontallier, régisseur à Lorges ; Salaün l'ainé, maire de Lanvollon ; Bourel, imprimeur à Saint-Brieuc. En se séparant, l'assemblée chargea son président de transmettre à la députation du collège du département « l'expression de son respect et de son amour pour le souverain »²⁵¹. Le collège électoral de l'arrondissement de Dinan, qui comprit au début 97 votants, choisit Beslay (85 voix) et Néel (83 voix) comme candidats au Corps législatif, mais le grand nombre de tours de scrutin pour le Conseil d'arrondissement finit par lasser la patience des électeurs. Le 6 décembre, (le collège siégeait depuis le 26 novembre), ils n'étaient plus que 18, c'est-à-dire en nombre insuffisant pour faire des propositions valables²⁵².

Le collège électoral de Guingamp fut présidé en fait par Vistorte, remplaçant Guiot, malade. Il comprit 83 votants ; Vistorte obtint 71 voix et Hello, 52 pour le Corps législatif. Pour le conseil d'arrondissement furent élus candidats : Le Bourhis, greffier de justice de paix à Maël-Carhaix ; Le Gorff, maire de Goudelin ; Le Bouëdec, employé de l'enregistrement à Callac ; Loyer, notaire et maire de Senven-Léhart ; Le Guillou-Kergoat, juge de paix de Bourbriac ; Thierry, maire de Botoha ; Guyomar, négociant à Guingamp ; Rouillon, receveur de l'enregistrement à Rostrenen²⁵³.

251. *Ibid.*, procès-verbal de la session du collège électoral de l'arrondissement de Saint-Brieuc, 1808.

252. *Ibid.*, procès-verbal de la session du collège électoral de l'arrondissement de Dinan, 1808.

253. *Ibid.*, procès-verbal de la session du collège électoral de l'arrondissement de Guingamp, 1808.

Le collège de l'arrondissement de Lannion fut présidé par Robinet qui fit l'éloge obligatoire de l'Empereur : « Dans ce moment encore, bravant les rigueurs de la saison, les dangers les plus imminents et les poignards aiguisés par le fanatisme, il vole en Espagne au milieu des phalanges de révoltés, les dissipe et les terrasse. Ses nouveaux triomphes nous présentent l'avenir le plus heureux et sont les avant-coureurs d'une paix prochaine après laquelle nous soupirons ». Sur 155 électeurs inscrits, 121 prirent part au vote. Despoirriés et Couppé obtinrent l'un 82, l'autre 75 voix comme candidats au Corps législatif. Les élections au conseil d'arrondissement durèrent jusqu'au 11 décembre ; elles réunirent un nombre de moins en moins élevé de votants si bien que quatre candidats seulement furent élus : André, Le Troadec, Bricbet et Le Saux fils ²⁵⁴.

Le collège de l'arrondissement de Loudéac fut présidé par le sous-préfet Hillion et s'ouvrit le 27 novembre dans la « chapelle de l'hospice ». « Un membre s'est approché du bureau demandant à faire une observation, il a dit que S. M. l'Empereur et roi par sa lettre au Corps législatif, datée de son camp impérial de Burgos, a donné aux corps électoraux le plus honorable témoignage, que cette assemblée sentira sans doute que c'est pour elle un nouveau motif d'apporter la plus scrupuleuse attention au choix qu'elle va faire. Il a demandé qu'il soit fait une adresse de remerciements à S. M. qui, du milieu des camps, ne laisse pas de porter constamment sa sollicitude sur tout ce qui peut contribuer au bonheur de ses sujets. Cette proposition a excité dans toute l'assemblée alors très nombreuse le plus vif enthousiasme. Le président, en applaudissant aux sentiments d'admiration, de reconnaissance et d'amour qu'elle manifeste pour notre auguste monarque a annoncé que le bureau s'occuperait de la rédaction de l'adresse et des moyens de la faire parvenir au pied du trône. Alors notre digne compatriote, le général Gautier, baron de l'Empire, actuellement à l'armée d'Espagne, a été désigné aux applaudissements unanimes pour présenter l'adresse à S. M. ». Sur 151 membres inscrits, 95 étaient présents et le scrutin ne dura que deux jours. Robin-Morhéry et Guillemet-Treffainguy furent désignés, l'un par 57, l'autre par 44 voix, candidats au Corps législatif. Les candidats au

²⁵⁴. *Ibid.*, procès-verbal de la session du collège électoral de l'arrondissement de Lannion, 1808.

conseil d'arrondissement furent Elie, Lostys, Houis, Onfroy-Duplessix, tous les quatre juges de paix; Chapelain, négociant à Loudéac; Morice, négociant à Uzel; Fraval, cultivateur à Goarec, et Le Deist, négociant à Uzel. Avant de déclarer le collège dissous, le président félicita « l'assemblée pour son zèle et son assiduité qui ont donné à ses travaux un ensemble et une rapidité qui l'honorent ». Et l'on se sépara aux cris unanimes et répétés de : Vive l'Empereur! Vive la dynastie impériale!²⁵⁵.

Parmi les candidats qui lui étaient soumis, le choix du Gouvernement se porta sur les noms suivants : Beslay, Couppé, Gourlay, et Vistorte furent nommés membres du Corps législatif; Carré, Perrin, Morice, Duval-Kermodu, Peltier, Buhot-Kersaux, Viet et Moucet, conseillers généraux²⁵⁶. Quant aux conseillers d'arrondissement, le même décret nomma membres du conseil d'arrondissement de Saint-Brieuc : Morand, Veillet-Dufrèche, Méritte et Salaün; de celui de Dinan : Roquelin, Hardy-Dubignon, Sevoy et Alberge; de celui de Guingamp :

255. *Ibid.*, procès-verbal de la session du collège électoral de l'arrondissement de Loudéac, 1808.

Les résultats des votes de ces différents collèges électoraux furent transmis par le préfet au ministre de l'Intérieur, le 22 décembre 1808 (F¹^{er}II, Côtes-du-Nord, n° 4, Elections an XII-1809). Cf. Archives Nat., CC 29, Elections de 1808.

256. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, Côtes-du-Nord, message de l'Empereur au Sénat pour lui transmettre la liste des candidats au Sénat formée sur le procès-verbal du collège électoral de ce département, 17 février 1809. Pas plus qu'en l'an XII, il n'y eut de sénateur à être choisi dans la liste des Côtes-du-Nord.

DUVERGIER, t. XVI, p. 409, acte du Sénat conservateur qui nomme les membres du Corps législatif pour les départements de la 3^e série, 1^{er} et 2 mai 1809. *Almanach Impérial*, 1810, p. 111, Beslay, Couppé, Gourlay, Vistorte, députés des Côtes-du-Nord au Corps législatif; 1811, *idem*; 1812 et 1813, avec la mention « sortent en 1813 ».

Sur Gourlay, cf. A. ROBERT et G. COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires français de 1789 à 1889*; R. KERVILER, *Bio-Bibliographie bretonne*; L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, *passim*; cf. plus loin, chapitre III, p. .

Sur Vistorte, cf., A. ROBERT et G. COUGNY, *op. cit.*; L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord et La vente des biens nationaux*, *passim*; H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. LVII, indique de lui dans sa bibliographie une *Opinion sur les domaines congéables*, Paris, an VI, in-8° (Bibl. Nat., LC 43/2303).

Sur Rupérou et Defermon, candidats au Sénat, cf. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord et La vente des biens nationaux*, *passim* (Rupérou); H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, *passim* (Rupérou) et surtout p. 146, note 4 (Rupérou); R. KERVILER, *Bio-Bibliographie bretonne et Grande Encyclopédie* (Defermon).

Le Bourhis, Le Bouëdec, Loyer, Le Guillou-Kergoat²⁵⁷; de celui de Lannion : André, Bricchet, Archambault, Le Vaillant; de celui de Loudéac : Lostys, Houis, Chapelain, Le Deist²⁵⁸.

Les élections ayant lieu tous les cinq ans, 1813 devait voir expirer le mandat des députés des Côtes-du-Nord au Corps législatif, d'un certain nombre des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement. D'autre part, la moitié des membres des conseils municipaux devait être renouvelée à cette date, dans les villes de plus de 5.000 habitants. Dès le mois d'octobre 1812, le préfet se préoccupa de pourvoir d'un président les assemblées cantonales. Ces présidents furent en principe les mêmes qu'en l'an XI, sauf les vacances par suite de mort ou de démission. Sur 48 postes, on ne remarque que 5 changements²⁵⁹. Les assemblées cantonales se tinrent du 18 au 22 juillet 1813; elles aboutirent à l'élection d'un certain nombre de candidats aux fonctions de conseillers municipaux²⁶⁰. Il ne semble pas qu'on leur ait demandé de renouveler la composition des collèges électoraux. Le préfet, néanmoins, fit désigner les présidents de ces collèges. Ce furent en première ligne pour le collège de département : Rupérou; en deuxième ligne : Caffarelli, Daniel-Kérinou et Carré; pour le collège d'arrondissement de Saint-Brieuc : Bienvenue; pour celui de Dinan : Reslou-Duguémen, bien qu'il ne fût pas « très agréable au collège de Dinan »; pour celui de Guin-gamp : Depasse; pour celui de Lannion : Robinet; pour celui

257. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Elections au conseil général et aux conseils d'arrondissements (décret impérial du 22 décembre 1809). L'année précédente, un autre décret daté du camp de Burgos, 23 novembre 1808, avait remplacé un certain nombre de conseillers généraux démissionnaires ou appelés à d'autres fonctions; ces conseillers généraux nommés en 1808 étaient Gourlay, Bobony, propriétaire, Robin-Morhéry fils et Desjars, tous deux négociants, Duportal-Dugoasmeur, maire de Tréguier et Lavergne, maire de Moncontour (Archives dép. des Côtes-du-Nord, *ibid.*). Aux termes de l'art. 32 du décret du 13 mai 1806 (DUVERGIER, t. XV, p. 444), l'Empereur nommait directement aux places de conseillers généraux et de conseillers d'arrondissement qui viendraient à vaquer dans l'intervalle de deux sessions de collèges électoraux.

258. Archives Nat., F¹⁰¹¹, Côtes-du-Nord, (1807-1813), décret impérial du 22 décembre 1809.

259. *Ibid.*, liste des candidats présentés par le préfet pour les places de présidents de canton, 26 octobre 1812.

260. *Ibid.*, liste des candidats présentés par les assemblées cantonales de département pour les places de membres des conseils municipaux des villes de 5.000 habitants et au-dessus, arrêtée par le préfet le 15 octobre 1813 (le scrutin avait eu lieu le 22 juillet).

de Loudéac : Hillion ²⁶¹. Mais, en août 1813, les événements militaires prenaient en Allemagne la plus fâcheuse tournure; la convocation de ces collèges et, par conséquent, les élections de 1813 furent ajournées *sine die* et finalement n'eurent pas lieu ²⁶².

Reste, pour avoir une image approximative de cete vie politique si indigente du département des Côtes-du-Nord sous le Premier Empire, à décrire les fêtes et cérémonies publiques. La Révolution avait appliqué ces principes. J.-J. Rousseau avait établi leur importance dans une démocratie et voulu que tous les citoyens y prissent part ²⁶³. Les fêtes du régime consulaire conservent encore quelque temps ce caractère de manifestation collective et civique; celles du régime impérial dégénérèrent rapidement en insipides et glaciales parades de fonctionnaires. La première fête célébrée au lendemain de Brumaire fut celle du 14 juillet 1800 (25 messidor an VIII). Son programme comprit à Saint-Brieuc la pose de la première pierre de la colonne départementale par le préfet. Un cortège dont faisaient partie outre les autorités, « six invalides de terre et de mer », et « douze élèves de l'école centrale, décorés de ceintures tricolores », partit de la place de la Liberté, traversa les rues de la ville et gagna la place de l'Egalité où devait s'élever la colonne. Huit ouvriers portaient la pierre sur un brancard. Les douze élèves de l'école centrale virent leurs noms proclamés et deux vétérans reçurent des sabres d'honneur. Enfin il y eut des discours. Cinq discours : discours du citoyen Dayot, du général La Barolière, d'un aide de camp de La Barolière, du général Roulland et du préfet. Dayot commença par flétrir le hideux assemblage du « despotisme » et de la « superstition fanatique » qui s'étaient conjurés pour étouffer la liberté naissante. Il rappela l'enthousiasme des premiers jours de la Révolution et le mouvement fédératif, qui anima toute la France en 1789-1790, prélude d'une transformation plus importante qui allait s'opérer « sous peu ». Tous les peuples de

261. Archives Nat., F¹^cIII, Côtes-du-Nord, 5, Elections (1810-1815), liste des candidats présentés par le préfet pour la présidence des collèges électoraux, 5 août 1813.

262. DUVERGIER, t. XVIII, p. 531, décret qui ajourne le Corps législatif, 31 décembre 1813.

263. J.-J. ROUSSEAU, *Lettre sur les spectacles et Considérations sur le gouvernement de Pologne*.

l'Europe ne seraient plus « qu'un peuple de frères » et l'on verrait « enfin se réaliser ce désir d'un grand homme, cette confédération européenne que jusqu'ici l'on appelle le rêve d'un homme de bien ».

» C'est à vous, ajoutait-il, à mes concitoyens, bons habitants des départements de l'Ouest, que la France doit le premier exemple de ces réunions fédératives. C'est à Pontivy que, pour la première fois, l'on voit une jeunesse instruite et sage donner à l'univers étonné des leçons de politique et d'administration. »

Le général La Barolière fit, en termes assez plats, l'éloge de la Révolution et celui de Bonaparte : « Il est vrai, dit-il, qu'à travers les grandes commotions de la Révolution, il s'est commis des crimes, mais tout ami de son pays doit oublier ces souvenirs pénibles..., car partout où il y a des hommes, il y a des abus ».

Par contre, « tout bon Français doit s'enorgueillir de voir à la tête de son gouvernement pour premier magistrat un personnage vraiment consulaire, un héros qui prime sur toutes les réputations modernes et qui prouve qu'il est des hommes qui sont l'apanage des siècles. Bonaparte, tu donneras sans doute ton nom au nôtre et ceux qui suivront regretteront de ne pas t'avoir connu ! » Conclusion : « Le gouvernement républicain est donc préférable à tout autre puisqu'en République on peut choisir pour diriger... celui qui a le plus de vertu et de génie. » Son aide de camp, mieux doué pour l'éloquence, commença par tracer un tableau peu flatté de la période directoriale : ces « temps de calamités qu'enfantèrent la sottise et la cupidité. Tout était dans un avilissement sans fond... Le gouffre se creusait de plus en plus ; l'immortel génie qui pouvait seul les fermer, retremper nos âmes et leur rendre leur première énergie, errait avec une armée de braves sur une terre dévorante. Cet illustre capitaine, perdu en quelque sorte pour la République, qu'il portait toujours dans son cœur, fixait bien la victoire aux sables brûlants de l'Afrique, mais le torrent destructeur n'en roulait pas moins l'anéantissement de la grande nation.

» Le pénible sentiment de notre déplorable situation suivait partout ce grand homme, une voix protectrice lui criait « Sauve la République ! » Toutes ses affections se tournaient vers elle, mais comment des bords du Nil arriver à ce peuple en proie à tant de désastres ? Cependant il cède et, s'aban-

donnant à sa fortune, il se confie, il confie le palladium de la République à un léger esquif. Rien ne l'arrête : ni le perfide élément, ni les barbares du Nord, de l'Asie et d'Albion qui le couvrent ! Ah ! sans doute, dans ce moment, le dieu de la liberté le couvrant de son égide, le conduisit à travers les dangers, vers cette terre chérie, dont sous un vain prétexte de gloire il avait été rejeté. Il revoit sa patrie... mais telle il l'a laissée, quelle il la retrouve !

» La République respirait à peine assise sur un volcan ; chacun de ses pas était une convulsion qui la traînait au tombeau. La victoire avait fui nos phalanges désolées, les braves étaient sacrifiés, l'Italie au pouvoir de l'Autriche et de la Russie vendues à l'Angleterre, la Suisse subjuguée, la Hollande presque envahie, le Rhin n'opposant plus qu'une faible barrière, la guerre civile agitant ses brandons au Midi et à l'Ouest, nos positions dans le Levant soumises, les Turcs maîtres du boulevard de l'Adriatique, sans forces navales dans la Méditerranée après la malheureuse catastrophe d'Aboukir ; telle était notre situation désespérante au 18 brumaire, à cette journée qui plaçant à la première magistrature le personnage extraordinaire et prodigieux qui, par le seul ascendant de sa gloire et l'impassibilité de son caractère, était capable de l'occuper, rouvrit enfin nos cœurs à l'espérance et nous arracha du chaos dans lequel nous avions été plongés !

» L'orateur célébra ensuite les exploits des armées républicaines : les héros du Rhin » devant qui le « Danube épouventé se courbe respectueusement » les « intrépides guerriers d'Italie » qui « malgré les Alpes glacées... ont réorganisé la victoire dans ces contrées déjà républicanisées par eux.

» Je vous salue, champs de Marengo, à jamais fameux par la délivrance de l'Italie, vous avez vu l'orgueil de l'Autriche chassé, vous avez vu l'armée de la grande nation confondre et disperser la coalition impie qui prétendait nous asservir à son caprice... Pourquoi faut-il que lorsque le laurier et l'olivier s'élèvent sur l'autel de la patrie, que le cyprès y enlace ses tristes rameaux ? Desaix, ce héros... a péri frappé du coup mortel lorsque son bras décidait la victoire longtemps incertaine.

» Au milieu des désordres du camp et des excès inséparables de la guerre, il fut toujours humain. Modeste dans la victoire, tranquille et ferme dans les revers, simple et désintéressé,

toutes les vertus reposèrent toujours avec lui sous sa tente. Et toi, à qui la Bretagne s'enorgueillit d'avoir donné le jour... valeureux la Tour d'Auvergne proclamé à si juste titre le premier grenadier de France, pourquoi faut-il que tu sois au nombre des guerriers magnanimes dont la République pleure aujourd'hui la perte ? Gloire vous soit rendue, soldats de l'armée de l'Ouest ! Si vos lauriers ne sont pas aussi brillants, ils n'en sont pas moins chers à la Patrie. Vous avez rappelé la tranquillité sur des contrées plus faibles que scélérates. Je vois s'y fermer par vos mains le temple de Janus dont le royalisme s'était permis de rouvrir les portes ».

Le général Roulland flétrit l'Ancien Régime et exalta l'« heureuse philosophie, qui, en préparant notre Révolution, terrassa à la fois l'hydre du despotisme et de la féodalité ».

Enfin, le préfet rappela le but principal de la cérémonie, l'inauguration de la colonne commémorative et exhorta les assistants à en retirer la leçon qui convenait : « Ce n'est pas sans raison et sans dessein que l'anniversaire du 14 juillet, cette journée à jamais mémorable, dans laquelle un mouvement rapide comme l'étincelle électrique précipita tous les Français vers la liberté a été choisi pour célébrer la fête de la cette journée immortelle est dans la réunion de tous les Français par l'acceptation de l'Acte constitutionnel et la cessation de la guerre civile, puisque le caractère et la beauté de cette journée immortelle est dans la réunion de tous les Français vers un même but et dans la tendance universelle vers toutes les idées libérales. Oublions, s'il est possible, les égarements et les crimes qui nous en avaient écartés et ne nous les rappelons que pour bénir la sagesse et la bienfaisance du Gouvernement qui va enfin y mettre un terme.

» Secondons ses efforts et que nous concourions aussi à consolider son ouvrage suivant notre position et nos moyens ! Occupé dans ce moment des plus hautes conceptions, réalisant des prodiges qu'on n'aurait pas osé imaginer, il se montre à l'intérieur, armé de toutes les forces que donne la victoire pour y proclamer la paix, pour rétablir et perfectionner l'administration, pour y rouvrir toutes les sources de richesse, pour y ranimer tous les germes d'industrie et de prospérité. Fuyez donc, repoussez de vous tous ceux qui voudraient encore éloigner cet esprit consolateur et empêcher qu'il se réalise dans ces contrées si longtemps malheureuses. Tant de calamités

qui ont été le fruit de leurs suggestions perfides doivent enfin vous mettre en garde contre elles. Songez que votre force, votre salut, toutes vos espérances de bonheur sont dans votre réunion, dans le sacrifice de tous les ressentiments, dans l'oubli et l'extinction de toutes les haines.

» Songez que les premiers devoirs sont les devoirs du citoyen et que la soumission aux lois est la base de toutes les vertus morales, civiles et religieuses » ²⁶⁴.

En l'an IX, trois fêtes furent célébrées : celle du 1^{er} vendémiaire (proclamation de la République) celle du 10 germinal (proclamation de la paix continentale), enfin celle du 26 messidor (14 juillet). Le 1^{er} vendémiaire, trois citoyens notables des Côtes-du-Nord, Nicolas Armez, Odio-Baschamps et Denoual, désignés par le préfet, assistèrent à Paris à la fête qui fut marquée par la translation des restes de Turenne au Champ-de-Mars ²⁶⁵. A Saint-Brieuc, le préfet, après avoir évoqué le souvenir des luttes qu'avait dû soutenir la République, vanta les bienfaits de la nouvelle constitution. « Comme les peuples, la Révolution a ses âges, celui des conquêtes et de la gloire militaire en est la jeunesse. Son âge mûr sera celui de la paix. Vous savez, citoyens, ce que le gouvernement que la volonté presque unanime du peuple français a enfin élevé sur les débris de toutes les factions, a déjà fait pour en avancer la jouissance, ses efforts et les vœux de l'humanité tout entière seraient-ils encore une fois déçus ? Qu'elle soit donc dans ce cas promptement vengée par de nouveaux triomphes, que les maux de la guerre retombent sur les têtes coupables qui l'auraient de nouveau provoquée et qu'en opérant leur ruine, elle les dévoue à l'exécration de la postérité !

» Jouissez cependant, citoyens, de tous les soulagements que la Constitution de l'an VIII vous a déjà procurés et par tout ce qui a été fait depuis le 18 Brumaire, jugez de tous les biens que le Gouvernement nous prépare lorsque toute sa puis-

264. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 Z¹, Fêtes et cérémonies publiques (an VIII-an XIII), an VIII, procès-verbal de la fête du 25 messidor an VIII. Imprimé. En ce qui concerne l'érection de cette colonne départementale prescrite par l'arrêté consulaire du 29 ventôse an VIII, cf. la délibération du conseil général des Côtes-du-Nord du 2 thermidor an VIII publiée *in-extenso* par D. TEMPIER, dans la *Revue des Archives Historiques des Côtes-du-Nord*, 1885, p. 91-95 avec les noms des citoyens des Côtes-du-Nord qui devaient être gravés sur le monument.

265. *Ibid.*, an IX, circulaire du ministre de l'Intérieur, 1^{er} fructidor an VIII.

sance et ses moyens pourront se diriger vers l'administration et la prospérité intérieures. Une multitude de taches ont déjà disparu de notre législation ; elle sera simplifiée et perfectionnée » ²⁶⁶.

Le 10 germinal an IX, nouvelle fête à l'occasion de la signature du traité de Lunéville. A Saint-Brieuc, le matin, une revue de troupes et de la garde nationale fut passée sur la place de la Liberté en présence du préfet par le général Gratien. Elle fut suivie au temple décadaire de la proclamation par le maire du nom des élèves des écoles primaires qui s'étaient les plus distingués. Puis le préfet prit la parole : « Citoyens, assez de fois ces voûtes sacrées ont retenti des chants de la victoire, assez de fois, les prodigieux triomphes de la France sur les plus formidables coalitions ont excité l'enthousiasme des amis de la patrie, mais tel est le fléau de la guerre que les victoires les plus éclatantes coûtent des regrets même aux vainqueurs.

« Aujourd'hui il convient de s'abandonner à une joie pure et sans mélange. Les rameaux d'olivier qui s'élèvent au-dessus de tant de lauriers... vous donnent le prix de tant de sacrifices et de travaux... Citoyens, bénissons le gouvernement que la volonté nationale avait chargé de terminer la Révolution, de faire au milieu de la gloire la puissance et la dignité de la France. Confiants dans ses intentions et dans ses forces, il nous promettait en s'établissant la paix intérieure et continentale ! Que de miracles ont été opérés pour l'obtenir ! Quinze mois se sont à peine écoulés et les promesses se réalisent. Un seul ennemi résiste encore aux cris de la prudence et de l'humanité, mais voyez le monde entier soulevé contre son ambition et sa tyrannie. Le Gouvernement vous a annoncé la liberté des mers comme il vous avait promis la paix continentale et vous jugerez aujourd'hui si l'on peut compter sur ses engagements. »

²⁶⁶. *Ibid.*, an IX, procès-verbal de la fête du 1^{er} vendémiaire à Saint-Brieuc. A Paris, trois « fonctionnaires » : Denoual-Duplessix, Odio-Baschamps, Armez représentèrent le département des Côtes-du-Nord auprès du Premier Consul lors de la cérémonie du 1^{er} vendémiaire, au lendemain de Marengo et de l'armistice d'Alexandrie. Ils en profitèrent pour lui remettre un exposé de la situation politique et administrative du département, et divers documents, entre autres un mémoire sur la chouannerie, un autre sur l'école centrale, une lettre demandant le remplacement de Concedieu par Le Gorrec, comme secrétaire général du département (Archives Nat., F^{le} III, Côtes-du-Nord, 10, Comptes rendus administratifs (an II-1819).

La cérémonie se termina par la distribution des prix aux élèves de l'école centrale pour la première partie de « l'année scolastique »²⁶⁷. Mêmes cérémonies au temple décadaire de Lannion, « au déclin du jour, à la lueur des flambeaux », et à Dinan où le maire fit l'éloge de « l'illustre général Moreau » et de « l'immortel Premier Consul »²⁶⁸.

Le 25 messidor (14 juillet), nouveau discours du préfet qui rappela discrètement les « crimes » et les « malheurs » de la Révolution, en les excusant. « Que ne peut-on consolider en un instant le triomphe de toutes les idées libérales sur tous les préjugés de la servitude ? Mais ces préjugés étaient vaincus et non détruits. Tous leurs efforts, toutes leurs machinations et leurs intrigues se dirigèrent bientôt contre la liberté naissante : ils suscitèrent partout des ennemis et l'exagération révolutionnaire fut le produit de la réaction qu'ils avaient occasionnée ». Il avoua que l'anniversaire du 14 juillet n'excitait plus qu'une ferveur très modérée.

« En proie pendant si longtemps à tant de tourments, de variations, de troubles civils et de calamités de tout genre qui devaient nécessairement agir sur l'esprit public et favoriser ceux qui s'occupaient de le corrompre, peut-être ne devons-nous pas être surpris de ne plus trouver dans la célébration de cette solennité annuelle ce même enthousiasme qui la signala la première fois et qui produisit la plus imposante fédération ? Mais lorsque la paix générale aura couronné tant d'efforts, ramené la tranquillité intérieure, rendu à l'industrie toute son énergie et tous les moyens de se développer, c'est alors que le peuple bénira le 14 juillet et appréciera les bienfaits de cette journée mémorable : le règne des lois substitué à celui du despotisme et de l'arbitraire, la liberté des personnes, l'affranchissement des propriétés, les progrès de l'agriculture et du commerce, enfin cette précieuse égalité qui rend en quelque sorte la jeunesse qui nous succède, l'arbitre de son sort en lui permettant d'aspirer à tout par son travail et son instruction,

267. Archives Nat., F¹ III, Côtes-du-Nord, Esprit public et élections, n° 13, Correspondance et divers (an VIII-1870), extrait des registres de la préfecture du département des Côtes-du-Nord, 10 germinal an IX. Proclamation de la paix.

268. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 Z¹, an IX, Proclamation de la Paix continentale, germinal an IX, procès-verbal de la fête à Lannion. *Id.*, à Dinan.

le développement et l'usage de ses facultés naturelles et de son talent » ²⁶⁹.

Un banquet « civique » réunit ensuite les fonctionnaires et les officiers. On y porta des toasts « à la République, à son gouvernement, aux armées triomphantes, à la propagation des idées libérales, à la paix ». Le soir, il y eut tir à la cible dans la vallée du Gouëdic pour les troupes de ligne et la garde nationale, « pépinière féconde de tant de héros et de toutes nos armées triomphantes », ainsi que l'avait qualifié le préfet dans son discours du matin. Le plus adroit tireur de la ligne, reçut un « chapeau garni d'une ganse en or et un plumet » ; le lauréat de la garde nationale, « un fusil » ²⁷⁰. L'an X ne présente point dans la célébration de ses fêtes de particularités dignes d'être notées. Le 18 brumaire fut proclamée la paix d'Amiens. On a vu plus haut l'adresse de félicitations votée au Premier Consul par le préfet et le conseil de préfecture ²⁷¹. A Lannion, on mit en perce pour désaltérer le populaire des « barriques de cidre surmontées d'un joueur de musette ornée de laurier et de chêne. » A un banquet de 100 couverts s'assirent le sous-préfet et le maire, ayant à leur droite, « le citoyen Libouban, de Coatascorn, porteur d'un brevet d'honneur pour sa conduite à Hohenlinden... On remarquait aussi deux citoyens d'Angleterre forcés par les vents de faire relâche à Lannion. Au dessert, l'un des voyageurs anglais chanta en anglais et en français » ²⁷².

Nous ne possédons pas le récit détaillé des fêtes de l'an XI ni de l'an XII. Nous savons seulement que le préfet, le 1^{er} vendémiaire an XI, donna lecture à Saint-Brieuc des noms des départements qui avaient les premiers acquitté leurs contributions ²⁷³. Mais le 25 messidor le ton change. C'est que dans l'intervalle la guerre a repris contre l'Angleterre; aussi les anathèmes contre la perfide Albion sont-ils de nouveau à l'ordre du jour. A Dinan, c'est le maire qui remplace le sous-

269. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K¹⁶, Arrêtés relatifs à l'organisation des autorités constituées et objets généraux (an IX-1815), fol. 8-12, arrêté du 25 messidor an IX.

270. *Ibid.*

271. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 Z¹, an X, procès-verbaux de la fête du 1^{er} vendémiaire à Dinan et à Lannion.

272. *Ibid.*, procès-verbal de la fête du 18 brumaire, à Lannion.

273. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 Z¹, an XI, procès-verbal de la fête du 1^{er} vendémiaire à Saint-Brieuc. Le général Simon, dans un discours « improvisé » y fit l'éloge de Kléber et de Desaix

préfet, malade : « Un an s'est écoulé depuis qu'à cette époque fameuse, chère à tous les Français, à tous les amis de la liberté, je proclamais la paix, la bienfaisante paix. Vous en avez goûté les charmes. Citoyens, à son sourire protecteur, les arts s'étaient réveillés, l'industrie avait fait de nouveaux progrès, le commerce s'était ravivé... Par quelle fatalité un avenir aussi flatteur s'est-il tout à coup évanoui ? Un cabinet perfide, jaloux de la prospérité des Français, ennemi du repos de l'Europe secoue de nouveau les brandons de la discorde. Il rompt un traité dont il avait solennellement juré d'accomplir les conditions. Il déverse sur le chef suprême du Gouvernement l'opprobre et l'ignominie, il compte par ses vociférations insultantes lui faire adopter des mesures précipitées, l'entraîner dans de fausses démarches. Ah ! qu'il connaît mal l'âme du héros pacificateur, impassible, étranger à toutes les passions qui agitent l'insensé cabinet de Saint-James ! il a repoussé avec le calme imposant d'une raison froide et mesurée des assertions mensongères, il a épuisé tous les genres de patience, il a fait tous les sacrifices de l'amour-propre blessé, pour conserver l'harmonie, pour empêcher que des scènes de carnage et d'horreur se renouvellent encore. Vains efforts, sacrifices inutiles ! Le fier Anglais la voulait cette guerre. En signant à Amiens, d'une main incertaine et tremblante, le fameux traité de paix, avoué de toutes les nations de l'Europe, il se promettait bien de l'enfreindre...

» Qu'ils ne croient pas cependant, ces alliés dominateurs des mers, nous avoir pris au dépourvu ! Le génie créateur des Français peut tout réparer, peut tout oser, peut tout entreprendre ». Même note à Lannion où le maire prophétise que « ce colosse effrayant de puissance maritime s'écroulera par son propre poids et puisse cette Bastille... qui tient enchaînée la liberté des mers avoir le même sort que celle qui tomba le 14 juillet 1789 ! » ²⁷⁴. L'an XII vit fêter pour la dernière fois le

²⁷⁴. *Ibid.*, procès-verbal de la fête du 25 messidor à Dinan, *id.* à Lannion.

A la fin de l'an XI il fut question d'un voyage du Premier Consul dans l'Ouest et de son passage à Saint-Brieuc. Le conseil municipal, le 3 fructidor, se préoccupa de cette éventualité et arrêta les grandes lignes de la réception. Leuduger-Fortmorel offrit sa maison pour héberger Bonaparte : elle serait aménagée et meublée aux frais de la municipalité. Il en serait de même des maisons voisines pour sa suite. La ville serait décorée et une garde d'honneur constituée avec l'uniforme suivant : habit bleu à parements blancs et collet rouge, veste et culotte blanches, guêtres blanches, chapeau à la française. Mais ce projet de voyage ne se réalisa pas. Archives mun. de Saint-Brieuc, D. Registres de délibérations (an IX-an XII), fol. 112-114, séance du 5 fructidor an XI.

25 messidor. Encore le sous-préfet de Lannion marqua-t-il de la façon la plus nette que des temps nouveaux allaient commencer. Après avoir brossé en sombre le tableau « des dix années remplies d'oscillations politiques, d'essais systématiques, de théories et d'erreurs » qui résumaient selon lui l'histoire intérieure de la France révolutionnaire, il en tira la conclusion qu'elle « était une nation terrible dans les combats, mais sans chef et sans politique ». Et il salua le moment prochain où on allait voir se relever le trône de Charlemagne : « Le peuple dont les vœux avaient été étouffés pendant une partie de la Révolution veut un gouvernement stable et tel qu'il convient à une grande nation »²⁷⁵.

A dater de l'an XII, les deux seules fêtes périodiques seront l'anniversaire du couronnement (2 décembre) et celle de la Saint-Napoléon (15 août). Chose assez curieuse, la fête du couronnement ne semble pas avoir été célébrée avec une pompe particulière dans le département des Côtes-du-Nord, peut-être parce que le préfet et les sous-préfets avaient été appelés à Paris^{275 bis}. Nous connaissons seulement le discours prononcé par le remplaçant du sous-préfet de Lannion (frimaire an XIII). « Comme l'industrielle abeille qui compose son ouvrage de tout ce qu'il y a de plus exquis et de plus embaumé dans les fleurs, le génie qui vient de fixer les destins de la France a recueilli ce qu'il y avait de plus sage dans les anciennes chartes et ce que la plus profonde méditation a jugé de plus parfait pour en former la base constitutionnelle de notre gouvernement.

Les lis, emblèmes de la puissance, ont cédé à des signes plus nobles et plus mâles et la France s'est figurée sous les ailes de l'aigle majestueux ». L'orateur célébra ensuite le héros « qu'entourent les trophées d'Arcole, d'Aboukir et de l'immortelle journée de Marengo » ainsi que la Constitution

²⁷⁵. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 ZI, an XII, procès-verbal de la fête du 26 messidor à Lannion.

^{275 bis}. F. MASSON, *Le livre du Sacre de l'Empereur Napoléon*, Paris, 1908, 1 vol. gr. in-8° illustr., p. 127, énumère parmi les invités à la cérémonie de Notre-Dame les préfets, les présidents et procureurs-généraux des cours criminelles, les présidents des conseils généraux, les sous-préfets, les maires des 36 « bonnes villes », les présidents des assemblées cantonales. En ce qui concerne les maires des « bonnes villes » rappelons que le décret du 3 messidor an XII (DUVERGIER, t. XV, p. 33) n'avait appelé à cet honneur en Bretagne que ceux de Nantes et de Rennes.

de l'an VIII. « Un Sénat composé de tout ce qu'il y a de plus notables parmi les guerriers » les savants et les hommes qui, dans la Révolution, avaient rendu les plus importants services à la patrie, veille à la conservation des lois constitutionnelles et un Conseil d'Etat resplendissant de lumières et riche de talents, éclaire tous les actes du Gouvernement. Les institutions féodales et tout ce qui pouvait s'y rattacher ont été soigneusement écartés. Ceux-là qui pensaient donc encore à voir ressusciter leurs antiques préjugés et ceux-là qui consignaient le retour des anciennes servitudes ont été également dans l'erreur.

Il faut bien que le système de la démocratie ne soit pas compatible avec le caractère national puisque les hommes qui l'ont jadis tant prôné, ont eux-mêmes et pour ainsi dire à l'unanimité, voté le gouvernement impérial. Si quelques distinctions ont été introduites, elles sont purement personnelles. Ces sortes d'encouragement sont assez puissants pour porter les hommes au plus haut degré d'émulation et sont d'ailleurs trop bien ménagés pour exciter à la jalousie : telle est l'institution des grandes dignités et celle de la Légion d'honneur où les vétérans de la Révolution et les plus signalés parmi les braves ont été appelés à siéger. Pour la famille impériale seule, des distinctions héréditaires ont été admises. La nécessité d'un ordre certain et invariable dans la succession du trône et le besoin d'environner la dynastie régnante d'un état conforme à son rang suprême justifient assez cette exception »²⁷⁶.

A Dinan, les élèves de l'école secondaire jouèrent deux comédies ; un ballon fut lancé²⁷⁷. Rien de particulier à signaler pour 1805, ni pour 1806. En novembre 1807, un décret impérial ordonna que le jour de la fête de l'anniversaire du couronnement, chaque commune ayant plus de 10.000 francs de revenus, doterait sur ses fonds « une fille sage » qui serait mariée à un homme ayant fait la guerre « choisi dans chaque commune par le conseil municipal et dans le chef-lieu du

276. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 Z²-3 Z⁶, Procès-verbaux des fêtes et cérémonies publiques (an XIII-1813), spécialement 3 Z³, procès-verbal de la fête du 11 frimaire an XIII à Lannion. Discours du « remplaçant » du sous-préfet.

277. *Ibid.*, procès-verbal de la fête du 11 frimaire à Dinan.

département par le préfet ²⁷⁸. C'était emprunter à la sentimentalité du XVIII^e siècle la fameuse institution des « rosières », qui devenaient ainsi une espèce de prime pour les vétérans de la Grande Armée. A partir de cette date et jusqu'à la fin de l'Empire se succédèrent régulièrement le 2 décembre les mariages de rosières. La fête du 2 décembre 1809 fut particulièrement brillante. Le juge Bienvenue se risqua à célébrer en vers, à côté desquels la plus plate strophe de Béranger apparaît d'un étincelant lyrisme, la beauté de cette journée.

1.

Lorsque l'heureuse France
Forme les plus doux concerts,
Que la Reconnaissance
De ses cris frappe les airs :
Pleins d'un sentiment si juste
Chantons des rois le plus grand,
Des sages le plus auguste,
Des guerriers le plus vaillant (*bis*).

2.

Réglant la destinée.
Roi, Héros, Législateur
De l'Europe étonnée,
Il est le Modérateur ;
En vain, l'Anglais à son aide
Appelle un prince puissant,
Il vient, il voit et tout cède
Au prince le plus vaillant.

3.

Et tandis que la gloire
L'élève au-dessus de tous,
De son char de victoire
Lui-même il descend vers nous.
Son active bienfaisance
Veut partout en même temps
Qu'amour soit la récompense
Du soldat le plus vaillant.

278. Archives Nat., F^{le} III, Côtes-du-Nord, 11, Fêtes nationales (an IV-1852), le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 18 novembre 1807. Cf. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre d'arrêtés du maire et des adjoints (an IX-1811), fol. 102-103, arrêté du 6 décembre 1807. Cf. précédemment un décret du 13 prairial an XIII relatif au même sujet. Ni l'un ni l'autre ne se trouvent dans DUVERGIER.

4.

La Discorde cruelle
Dit un jour en souriant :
« La Pomme à la plus belle,
La plus belle au plus galant. »
Mais chez nous, par un usage
Plus noble et non moins brillant,
La rose est à la plus sage,
La rosière au plus vaillant.

5.

Concitoyenne aimable
A qui le prix était dû,
Ce prix inestimable
Est celui de la vertu :
Soyez donc rosière heureuse
Et montrez-vous constamment
La compagne vertueuse
D'un époux sage et vaillant.

6.

Dans ces moments d'ivresse
Donnés par Napoléon,
Que nos cris d'allégresse
Redisent un si beau nom ;
Pleins d'un sentiment trop juste
Chantons des rois le plus grand,
Des sages le plus auguste,
Des braves le plus vaillant 279.

En 1810, à l'occasion du mariage de Napoléon avec Marie-Louise, l'institution fut réglementée par un nouveau décret. Le choix des candidates se fit désormais par canton et fut confié à une commission qui fut présidée par le juge de paix et comprit deux maires et deux ecclésiastiques du canton ²⁸⁰.

Comme fêtes extraordinaires célébrées sous le Premier Empire, il y a lieu de citer celle du 9 juillet 1810 et celle du

279. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre des arrêtés du maire et des adjoints (an IX-1811), fol. 156-158, arrêté du 3 décembre 1809.

280. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K¹⁶, Arrêtés relatifs à l'organisation des autorités constituées (an IX-1815), fol. 107-108, arrêté du 5 avril 1810, par application du décret impérial du 25 mars 1810. Cf. DUVERGIER, t. XVII, p. 70-71.

2 juin 1811. La fête du 2 juin 1811 commémora la naissance du Roi de Rome. A Saint-Brieuc, Lamballe, Quintin, Guingamp, Lannion et Loudéac le mariage des rosières, qui devait normalement avoir lieu le 2 décembre suivant, fut célébré par anticipation. « Des communes rurales placées sur la côte et qui avaient devant elles des croisières anglaises, rapportait le préfet, ont choisi pour les divertissements et les feux de joie des lieux élevés près de la mer pour faire voir aux ennemis la joie qu'inspire aux Français la naissance du roi de Rome »²⁸¹.

Mais la cérémonie la plus remarquable de la période impériale dans le département des Côtes-du-Nord fut celle qui s'était déroulée l'année précédente à Dinan, le 9 juillet 1810, à l'occasion de la translation du cœur de Bertrand Duguesclin. L'initiative de cette manifestation doit être attribuée au sous-préfet de Dinan, Ch. Néel, qui, du temps qu'il était maire, avait découvert dans l'ancienne église des Dominicains, bien national dont il était devenu acquéreur, une pierre tombale abritant deux boîtes de plomb en forme de cœur. Ces deux boîtes contenaient le cœur de Bertrand Duguesclin et de sa femme. Député à Paris pour les fêtes du couronnement, il avait remis à l'Empereur, au cours de la réception au Louvre, un placet relatant le procès-verbal des fouilles, auquel était jointe la demande d'un secours de 6.000 francs pour aider à l'érection du monument²⁸². A son retour à Dinan, Néel reçut une lettre du ministre de l'Intérieur lui exprimant son regret de ne pouvoir accorder la subvention sollicitée, mais en prenant bonne note et l'engageant à déposer « les précieux restes dans une église »²⁸³. La cérémonie n'eut lieu que six ans plus

281. Archives Nat., F^{le} III, Côtes-du-Nord, 11, Fêtes nationales (an IV-1852), le préfet des Côtes-du-Nord aux maires du département, 15 et 30 avril 1811. *Id.*, au ministre de l'Intérieur, 21 juin 1811.

282. Ch.-R. NÉEL DE LAVIGNE, *Souvenirs*, p. 184-185. Nota. *Le Moniteur* dans son numéro du 25 fructidor an XV annonça la découverte dans les termes suivants : « Dinan (Côtes-du-Nord, 18 fructidor). Presque dans le même moment où l'armure de Duguesclin servait à Boulogne à renfermer les décorations de la Légion d'honneur que S. M. I. allait distribuer, un heureux hasard faisait découvrir ici le cœur de ce grand capitaine parmi les décombres de l'église des Dominicains de notre ville ... Le maire, après la vérification la plus exacte, a reconnu que c'était bien réellement le cœur de Duguesclin. Il a été donné avis de cette précieuse découverte au préfet et au Gouvernement. On assure que les autorités sollicitent la permission d'élever dans cette ville un monument à la mémoire de ce guerrier célèbre par tant de victoires. »

283. *Ibid.*

tard, le 10 juillet 1810. A ce moment, Charles Néel était devenu sous-préfet. Une « grotte sépulcrale », aux armes du Connétable et de Tiphaine Ragueneil, jouant le rôle de chambre ardente, fut édifiée dans une salle de la sous-préfecture. A l'intérieur se trouvait un autel de forme antique avec une urne cinéraire renfermant le cœur de Duguesclin. Il fut veillé par deux ecclésiastiques. Puis en présence du préfet, de l'évêque, du général Boyer, commandant le département, des maires des communes voisines, des juges de paix, de tous les fonctionnaires, du clergé des paroisses, des chapelains de l'hospice et du collège, le sous-préfet fit l'éloge du connétable « le dixième des preux ». Quand on releva son corps sur le champ de bataille, « les Anglais, ces ennemis implacables de notre nation, les Anglais même... lui donnèrent des larmes. » Plus de quatre siècles se sont écoulés depuis cette époque de deuil et de consternation ! Quel nouvel et éclatant hommage rendu à sa mémoire ! Dans son casque le grand Napoléon fait distribuer le prix de la valeur. Il vous en fut plus précieux encore, bons soldats ! Le temps, qui dans sa course rapide renverse et détruit tout ce qu'il rencontre sur son passage, avait respecté le tombeau du héros breton, mais les malheurs presque toujours inséparables d'une grande révolution... pénètrent jusque dans les parois des temples antiques... Les restes des rois sont profanés. Les vôtres le furent aussi, magnanime Bertrand... Du moins votre cœur était en sûreté au milieu des habitants de cette ville. »

Aujourd'hui, « d'impérieuses circonstances les ont forcés à le déplacer, ils l'ont fait avec le sentiment du respect : ils le reportent dans un temple auguste. Dans leur marche funéraire ils s'arrêtent sur cette place où votre âme généreuse, irritée de la perfidie du déloyal Cantorbie le força de rendre hommage à votre valeur. Ils proclament le nom de ce champ que vous illustrâtes par votre victoire : il s'appellera le Champ-Du-Guesclin. »

Puis, après un silence, il continua : « Cette lugubre cérémonie nous rappelle la perte funeste que nous avons faite du duc de Montebello, ce héros cher à toute la France qu'il a tant illustrée. Vous fûtes, monsieur le Général, compagnon de sa gloire. Pour le peindre d'un trait, cet illustre guerrier, il suffit de dire qu'il possédait l'estime du grand homme qui tient les rênes de l'Europe... Ses dernières paroles furent un vœu

pour le bonheur de sa patrie à qui sa vie entière fut consacrée. Heureux le prince qui est servi par de tels hommes ! »

L'abbé Caron, Grand Vicaire, curé de Saint-Sauveur, prit ensuite la parole. Son discours peut se résumer en une phrase. Lannes « fut grand pendant la guerre, plus grand dans la paix et très grand par sa foi ». Un *De profundis* fut chanté par le clergé » en faux bourdon. Puis le cortège s'ébranla : en tête marchait la musique de la garde nationale, puis le clergé ; puis venait le brancard porté par le commandant d'armes et M. de Serizay. « Les coins du poêles étaient tenus par M. de Castellan, ancien brigadier des armées navales et trois officiers retraités ». Il était entouré de porteurs de torches, des élèves du collège ayant des crêpes au bras et à la main des branches de laurier et de cyprès et suivi des fonctionnaires publics.

L'escorte était fournie par des gendarmes, des douaniers, des sous-officiers de recrutement en tournée et un détachement d'élite de la garde nationale. On fit halte sur la place où des écriteaux portaient le nom de Champ-Du-Guesclin. Le canon tonna, les cloches sonnèrent. La musique joua « Mourir pour la Patrie », puis on se remit en route pour l'église Saint-Sauveur où fut célébré un service religieux et déposé le cœur. L'oraison funèbre y fut prononcée par le curé de Bédée qui prit comme texte un verset d'Isaïe, XIX : « Dieu leur enverra un homme puissant dans les combats pour les délivrer de leurs ennemis ». Ce sermon qui débuta par le panégyrique de Duguesclin finit naturellement par celui de l'Empereur : « Ainsi manifesté dans ces temps malheureux cette vérité consolante que la foi nous enseigne et qui se trouve rappelée dans la parole de mon texte qu'en quelque état d'affliction, d'oppression et de malheur que les plus fidèles soient réduits, ils doivent savoir qu'il est un temps marqué par les décrets de la Providence où elle suscitera l'homme puissant pour les délivrer de leurs ennemis, où elle leur enverra un consolateur qui fera succéder le règne de la paix, de la sagesse, de la religion... aux fléaux qui ont désolé les peuples. Et dans quel temps, Messieurs, cette grande et importante vérité pourrait-elle être mieux sentie qu'à l'époque où nous vivons ? Vous m'avez sans doute prévenu dans l'application des paroles consolantes du prophète. A Dieu ne plaise que je rappelle ici des souvenirs amers que la charité chrétienne ordonne d'étouffer...

Mais il est notoire que l'anarchie dévorait nos contrées, les autels étaient profanés et détruits, les ministres du sanctuaire incarcérés ou proscrits, la religion abandonnée et sans appui... la France elle-même se déchirait de ses propres mains. » Alors est apparu l'homme prédestiné et suscité par la Providence, les temples du Seigneur sont rétablis, ses autels relevés... à sa voix puissante les factions se sont calmées, partout règnent le bon ordre, les lois et les mœurs »²⁸⁴.

CONCLUSION. — Cette cérémonie de Dinan, avec son décor préromantique, son caractère intensément religieux et militaire où se révèle la préoccupation constante de souder la France chrétienne et royaliste d'avant 1789 à la France impériale, par dessus l'hiatus de la Révolution, complète, croyons-nous, d'une façon très heureuse le tableau que nous avons essayé de tracer ci-dessus des institutions administratives, ou représentatives du département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire. La tradition démocratique et rationaliste léguée par la Révolution, encore vivace pendant les premières années du Consulat, n'a pas tardé à s'atténuer peu à peu.

Au moment où l'Empire va s'écrouler sous le choc de la coalition européenne, il est devenu un despotisme centralisateur et de droit divin, à un degré que n'avait jamais atteint la monarchie d'Ancien Régime. De ce despotisme les préfets sont devenus les plus accomplis représentants dans les départements comme jadis les intendants dans les généralités. Aucune assemblée représentative locale ne leur fait véritablement contrepoids, pas plus qu'à l'Empereur lui-même le Sénat ni le Corps législatif, car le régime électoral en vigueur sous le Consulat et l'Empire, à la fois compliqué et hypocrite, truque le suffrage universel tout en prétendant le respecter, le réduit à une sorte de suffrage censitaire, avec adjonction, non de « capacités » indépendantes, mais de fonctionnaires dociles. Au bout du compte, on aboutit à cette organisation paradoxale : la bureaucratie impériale se contrôlant elle-même dans des ombres de corps délibérants, qui ne sont que sa doublure. Le despotisme d'Ancien Régime était plus franc avec son absence

²⁸⁴. Archives Nat., F^{le} III, Côtes-du-Nord, 13, Esprit public et élections, Correspondance et divers (an VIII-1870), procès-verbal de la translation du cœur de Bertrand Duguesclin, 9 juillet 1810. Cf. Ch.-R. NÉEL DE LAVIGNE, *Souvenirs*, p. 181-202.

de tout contrôle, ou son contrôle confié exclusivement à des assemblées de privilégiés.

Que si l'on compare à présent le département des Côtes-du-Nord aux autres départements choisis comme points de repère, voici les conclusions auxquelles on arrive.

Le préfet Boullé, maintenu à demeure pendant les quatorze ans du régime consulaire et impérial, ne semble pas d'une provenance ni d'une trempe très différentes de Delacroix ni de Thibaudeau, les deux anciens conventionnels qui se sont succédé dans les Bouches-du-Rhône, ni de Poitevin-Maissemy, le premier préfet du Pas-de-Calais, ni de Guiraudet, Liouffe et Lecoulteux, préfets de la Côte-d'Or, ni de Borie, ni même de Mounier, les deux premiers préfets d'Ille-et-Vilaine²⁸⁵. Tout ce personnel de grands bureaucrates, travailleurs acharnés, a donné des gages sérieux à l'œuvre révolutionnaire et n'est pas d'humeur à transiger sur la question des « principes de 1789 », en particulier sur les rapports de l'Etat laïque avec la « caste sacerdotale ». Peut-être cependant Boullé doit-il être rangé parmi les plus fermes sur ce point, en compagnie de Delacroix, de Poitevin et de Guiraudet²⁸⁶. Par contre, on remarquera que les Côtes-du-Nord n'ont pas connu — peut-être parce que département de physionomie plus inquiétante en raison de son passé de guerre civile, abritant de nombreux émigrés et réfractaires rentrés — les préfets de teinte moins accentuée, véritables fonctionnaires de la Restauration avant la lettre, qui apparaissent un peu plus tard, notamment dans le Pas-de-Calais et la Côte-d'Or : un officier d'Ancien Régime comme le général de la Chaise, un descendant de vieille famille parlementaire, comme Mathieu Molé, même un « aristocrate » des plus authentiques, au nom sonore, le comte de Cossé-

285. Sur ces différents préfets, cf. G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *Le département des Bouches-du-Rhône de 1800 à 1810*, Paris, 1899, 1 vol. in-8°, spécialement, p. 26-39; J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *Le Pas-de-Calais de 1800 à 1810*, Paris, 1907, 1 vol. in-8°, spécialement p. 1-20; P. VIARD, *L'Administration préfectorale dans le département de la Côte-d'Or*, Paris et Lille, 1914, 1 vol. in-8°, spécialement p. 31-34, 102-104 et 105-106; L. BENAERTS, *Le régime consulaire en Bretagne. Le département d'Ille-et-Vilaine durant le Consulat*, Paris, 1914, 1 vol. in-8°, spécialement p. 108-112 et 226-227.

286. G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *op. cit.*, p. 364 et seq.; J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *op. cit.*, p. 256-257; P. VIARD, *op. cit.*, p. 85-88 et 177-183.

Brissac²⁸⁷. Pareille observation vaut en ce qui regarde le secrétaire général et les sous-préfets²⁸⁸.

Par ailleurs les ressemblances au contraire sautent aux yeux. Identique ou à peu près, le recrutement des assemblées locales, conseil général, conseils d'arrondissement, municipalités de villes formées presque exclusivement de fonctionnaires, de négociants, de propriétaires, « hommes d'ordre », profiteurs de la Révolution et souvent grands acquéreurs de biens nationaux ; identiques aussi, leur effacement et leur servilité croissant surtout à partir de l'an XII. Peut-être toutefois le phénomène noté dans les Bouches-du-Rhône, le Pas-de-Calais et la Côte-d'Or²⁸⁹, l'envahissement progressif de ces assemblées par des hommes d'Ancien Régime, contre-révolutionnaires au fond du cœur, aujourd'hui ralliés en apparence à l'Usurpateur, mais demain tenants enthousiastes du descendant de Saint-Louis et de Henri IV, est-il moins frappant, toujours pour les mêmes raisons indiquées plus haut. Les souvenirs de la chouannerie étaient trop vivaces dans l'Ouest pour permettre une semblable politique, même à l'époque où le mariage autrichien faisait croire à l'Empereur qu'il était désormais de la race des rois légitimes.

Mais le recrutement des maires et des conseillers municipaux des petites communes, multipliées peut-être à dessein par la Constitution de l'an VIII, au lieu et place des municipalités cantonales de l'an III, présente partout et même plus encore qu'ailleurs dans les Côtes-du-Nord, département pauvre et illettré, les mêmes difficultés, et force très souvent les préfets à les choisir parmi les grands propriétaires du pays, sans avoir égard à leurs convictions, fussent-elles nettement royalistes²⁹⁰.

Enfin, les trois plébiscites de l'an VIII, de l'an X et de l'an XII et les élections au Sénat et au Corps législatif ont été dans les Côtes-du-Nord comme dans la Côte-d'Or, comme dans l'Ille-et-Vilaine, des simulacres de consultation nationale et

287. J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *op. cit.*, p. 50-32; P. VIARD, *op. cit.*, p. 104-105 et 106-107.

288. G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *op. cit.*, p. 57-68; J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *op. cit.*, p. 32-49; P. VIARD, *op. cit.*, p. 34-37, 107-111; L. BENAERTS, *op. cit.*, p. 116-118.

289. G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *op. cit.*, p. 72-145; J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *op. cit.*, p. 49-101; P. VIARD, *op. cit.*, p. 37-41, 110-125 et 131-145.

290. G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *op. cit.*, p. 145-159; J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *op. cit.*, p. 101-112; P. VIARD, *op. cit.*, p. 136-145.

pour employer le mot exact de véritables comédies, où l'indifférence, poussée souvent jusqu'à l'abstention du corps électoral, le dispute au cynisme et à la flagornerie des fonctionnaires chargés de « l'éclairer » dans ses choix ²⁹¹.

291. G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *op. cit.*, p. 123-124; J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, p. 49-54 (aucune précision sur les plébiscites); P. VIARD, *op. cit.*, p. 18-21, 96-101, 257-261, 277-297; L. BENAERTS, *op. cit.*, p. 91-104, 203-226, 233-235, 339-356.

CHAPITRE II

La Police, la Chouannerie et l'Esprit public (1800-1814)

- I. LA POLICE DANS LES ÉVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — La police royale : la maréchaussée. — La police municipale. — Les Cahiers de doléances et la police.
- II. LA POLICE, LA CHOUANNERIE ET L'ESPRIT PUBLIC DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — La police locale en 1791 : gendarmerie et garde nationale. — La police d'Etat sous la Convention et le Directoire. — La Chouannerie et l'esprit public; différentes phases de leur évolution : première phase (1794-1795), deuxième phase (1795-1797), troisième phase (1797-1798), quatrième phase (1798-1799).
- III. LA POLICE, LA CHOUANNERIE ET L'ESPRIT PUBLIC DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Mesures militaires contre la chouannerie : mort de Mercier; affaires Veillet-Dufrêche et Tréveneuc. — Réorganisation de la gendarmerie. — La police d'Etat proprement dite : préfet, commissaires, ministres et directeurs. — La conspiration Cadoudal. — Accalmie de 1805. — Affaire Prigent. — Affaire Chateaubriand. — Les dernières années (1809-1814). — Les émigrés. — Surveillance de l'esprit public : la presse. — Le *Journal des Côtes-du-Nord*. — Les spectacles. — Les sociétés. — La police municipale : règlements, voirie et hygiène. — Les pompiers et les incendies.
- CONCLUSION. — Caractère autoritaire de la police napoléonienne. — Résultats obtenus dans les Côtes-du-Nord : extirpation de la chouannerie mais destruction de l'esprit public. — Caractère policier de l'ensemble du régime.

I. — LA POLICE DANS LES ÉVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

Dans une province aussi incomplètement assimilée, aussi peu étroitement rattachée au gouvernement central qu'était la Bretagne avant 1789, on ne s'étonnera pas de constater que la police avant la Révolution est des plus rudimentaires. Elle se résume en deux organisations parallèles et juxtaposées, venant aboutir l'une et l'autre entre les mains de l'intendant « de police, justice et finances », savoir : la maréchaussée qui assure la police des campagnes et les polices municipales qui relèvent des communautés de villes.

La maréchaussée bretonne datait du XVI^e siècle. Par lettres patentes du 16 juillet 1654, le roi Henri II avait enjoint au

prévôt¹ des maréchaux de Bretagne de résider auprès « de la cour de Parlement ». Plusieurs fois réorganisée aux XVII^e et XVIII^e siècles, notamment par les édits de 1708 et de 1713 et par les déclarations de 1720, la maréchaussée bretonne formait à la veille de la Révolution une compagnie organisée de la manière suivante : 1 prévôt général, 5 lieutenants, 5 assesseurs, 5 procureurs du roi, 5 greffiers, 7 sous-lieutenants, 7 maréchaux des logis, 35 brigadiers, 126 cavaliers et 1 trompette.

Répartie en cinq lieutenances (Rennes, Saint-Brieuc, Nantes, Vannes et Quimper) et en quarante-deux brigades, elle veillait, outre la police des gens de guerre qui était sa tâche originelle et fondamentale, à la sécurité des campagnes et des routes. Ses officiers jugeaient « prévôtalement » avec le concours d'assesseurs qui étaient, eux, de véritables magistrats, un certain nombre de cas, dits pour cette raison « cas prévôtaux ».

D'une façon générale, c'est la maréchaussée qui constitue la force de police principale mise à la disposition de l'intendant, fonctionnaire essentiellement policier par son titre même, pour l'aider à accomplir la partie de sa tâche que l'on pourrait qualifier de préventive ou de répressive : exécution des « lettres de cachet », dispersion des attroupements séditieux, chasse aux vagabonds, surveillance de l'imprimerie, de la vente et du colportage des livres et journaux².

A côté de cette police rurale et ambulante, existe une police urbaine et sédentaire. Les communautés de ville entretiennent

1. Sur la maréchaussée en général en France sous l'Ancien Régime, cf. P. VIOLLET, *Le Roi et ses Ministres*, Paris, 1912, 1 vol. in-8°, p. 308-314; M. MARION, *Dictionnaire des Institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, art. Maréchaussée (médiocre); TENAILLE-CHAMPTIN (lieutenant de gendarmerie), *Histoire de la gendarmerie depuis sa création jusqu'en 1790*, Paris, 1829, 1 vol. in-8° (en réalité, histoire de la maréchaussée).

Sur la maréchaussée, particulièrement en Bretagne, cf. R. DURAND, *La maréchaussée dans le pays de Saint-Brieuc avant 1789*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXI, année 1915-1916, p. 323-329 (avec bibliographie).

2. Sur le fonctionnement de cette maréchaussée, en tant que police rurale luttant contre les vagabonds et voleurs de grand chemin, cf. Jean LORÉDAN, *La grande misère et les voleurs au XVIII^e siècle* (Marion du Faouët, chef de bandes bretonnes), Paris, 1910, 1 vol. in-8°.

Nous avons publié quelques lettres de cachet intéressant l'histoire de la Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles : R. DURAND, *Une lettre de cachet à l'abbaye de Beauport au XVII^e siècle*, dans les *Annales de Bretagne*, 1915-1916, t. XXXI, p. 47-49, et *Une lettre de cachet à Quimper au XVII^e siècle*, dans le *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, 1922, p. 43. L'histoire de la police des livres et gazettes en Bretagne avant 1789 reste tout entière à écrire

toutes, même les plus pauvres, pour le maintien de l'ordre dans les limites de leur juridiction, quelques agents salariés, désignés sous les noms variés de hérauts, gardes de police, sergents, chasse-gueux. Elles rédigent des ordonnances réglementant les marchés, la circulation, la voirie, l'hygiène, l'éclairage, les précautions à prendre contre l'incendie; c'est le cas, par exemple, de Saint-Brieuc³. Quelques-unes ont même à leurs gages une troupe de pompiers. Celle de Saint-Brieuc compte depuis 1776, 6 hommes disposant de 2 pompes et de 200 seaux de cuir⁴. Enfin, les plus importantes ont des milices bourgeoises, en principe troupes de parade, mais que l'on peut utiliser éventuellement en cas d'événements graves ou de troubles⁵.

Ajoutons le personnel de la police seigneuriale, laïque ou ecclésiastique, sergents et huissiers, et nous aurons une idée approximative de l'organisation à la fois compliquée et insuffisante de la police en Bretagne, à la veille de 1789. Les Cahiers de doléances sont peu explicites sur les sentiments du tiers à l'égard de cette organisation, peut-être justement à cause de son caractère rudimentaire. D'autre part, ils se bornent le plus souvent à énoncer des principes généraux visant à limiter le despotisme royal, plutôt qu'ils ne suggèrent les moyens pratiques de résoudre le problème fondamental de la police dans les sociétés civilisées, consistant à concilier ces deux termes contradictoires : le respect de la liberté individuelle et le maintien de l'ordre public.

Le Cahier des doléances de la ville de Lamballe demande très brièvement en son article 23 la liberté de la presse, en son article 28 que la police soit « désormais administrée par les officiers municipaux »⁶; celui de la paroisse de Pluduno,

3. A. DUPUY, *Etudes sur l'administration municipale en Bretagne au XVIII^e siècle*, chapitre IV, p. 44*-87*, la police municipale. Plus spécialement, Anne DUPORTAL, *Saint-Brieuc, La police de la ville à la fin du XVII^e siècle*, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. XLVII-XLVIII, 1909-1910, p. 1-73, et XLIX-L, 1911-1912, p. 71-108 (d'après les archives du tribunal de police de Saint-Brieuc conservées aux Archives dép.)

4. G. CERISE, *Etudes sur l'ancienne France : la lutte contre l'incendie avant 1789*, Paris, 1885, 1 vol. in-8°; Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 187.

5. A. DUPUY, *op. cit.*, p. 86*-87*. La milice bourgeoise, force de police.

6. H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*, t. III, p. 523 et 528; cahier de doléances de la ville de Lamballe.

paroisse rurale, réclame l'installation d'une brigade de maréchaussée à Plancoët pour arrêter les vagabonds nombreux dans ces parages, sans doute en raison de la proximité de la forêt de la Hunaudaie⁷. Le Cahier général de la sénéchaussée de Rennes porte simplement (art. CXLII) « que l'exercice de la police sera toujours attaché au corps de la municipalité »⁸.

Celui de la sénéchaussée de Dinan (art. 31) demande « que les lettres de cachet soient supprimées, que la police pour l'alignement et le nivellement des rues dans les villes, la propreté d'icelles, le bon ordre dans les foires et marchés, la fixation du prix du pain, de la viande et des autres comestibles concernant l'approvisionnement soit commise aux officiers municipaux » (art. 45), enfin, « que la presse soit libre sauf la peine justement due aux auteurs et imprimeurs pour les écrits calomnieux et incendiaires ou injurieux au prince et à la religion » (art. 56)⁹.

Le Cahier de la sénéchaussée de Tréguier et Lannion déclare : « La vraie sûreté consiste dans la liberté légale des personnes ; elle s'élève contre les abus des lettres de cachet qui incarcèrent souvent l'innocent ou soustraient le crime des coupables distingués à la peine. Elle sollicite au contraire la liberté de la presse qui produit tant de bien ailleurs et l'établissement d'une imprimerie près de chaque siège royal »¹⁰.

Le Cahier de la sénéchaussée de Ploërmel émet le vœu que « les lettres de cachet ou lettres closes soient supprimées » (art. 8) ; « que la liberté de la presse soit générale pourvu toutefois que l'imprimeur soit tenu de mettre son nom en tête de son ouvrage et que l'auteur signera sur le registre de l'imprimeur »¹¹.

Enfin le Cahier de la sénéchaussée de Saint-Brieuc pose les principes suivants (art. 21) : « La liberté de tout Français sera inviolable sans qu'il puisse en être privé en tout ou en partie par lettre de cachet et ordre supérieur, mais seulement par

7. *Ibid.*, p. 687, cahier de la paroisse de Pluduno.

8. *Ibid.*, t. IV, p. 265, cahier général de la sénéchaussée de Rennes.

9. *Archives parlementaires*, t. III, p. 150-151, cahier de doléances de la sénéchaussée de Dinan.

10. *Ibid.*, t. IV, p. 76, cahier de doléances de la sénéchaussée de Tréguier et Lannion.

11. *Ibid.*, t. V, p. 378 et 384, cahier de doléances de la sénéchaussée de Ploërmel.

ordonnance de son juge naturel et compétent (art. 22). La liberté de la presse répandue dans tout le royaume parce que ceux qui écriront ou feront imprimer seront responsables des erreurs et des méchancetés répandues dans leurs écrits ». Après quoi, descendant à des précisions plus terre à terre, il réclame l'installation de distance en distance de brigades de maréchaussée à pied pour la sûreté publique « attendu que l'établissement actuel n'est pas suffisant. Les villes de Pontrieux, Paimpol, Lanvallon et La Roche-Derrien font particulièrement cette demande »¹².

Au total, si l'on veut à tout prix dégager une idée d'ensemble, les Cahiers se prononcent par une police respectueuse de la liberté individuelle et de la liberté de la presse, et aussi décentralisée, aussi « municipalisée » que possible. Quelques-uns se préoccupent en outre de la sécurité dans les campagnes, laquelle, si l'on se réfère par ailleurs à leurs plaintes nombreuses contre les mendiants et les vagabonds qui y pullulent, laissait, semble-t-il, fort à désirer. Le remède leur paraît une augmentation et une réorganisation de la maréchaussée.

II. — LA POLICE, LA CHOUANNERIE ET L'ESPRIT PUBLIC DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

La Constituante allait donner satisfaction à ces desiderata du Tiers en matière de police et cela d'une façon que l'on peut même qualifier d'excessive. Décentralisant à l'extrême, en réaction contre l'œuvre de la monarchie absolue et des intendants, elle supprima la maréchaussée, la remplaça par la gendarmerie nationale et confia aux administrations locales le soin de maintenir l'ordre public. Gendarmes, gardes nationaux et, le cas échéant, troupes de ligne même furent à leur disposition.

Malheureusement, l'expérience prouva combien imprudent était cet affaiblissement du pouvoir central en matière policière ; en particulier dans l'Ouest, les autorités locales se révélèrent trop souvent impuissantes à réprimer les troubles de toute nature suscités par l'avènement du nouvel état de choses. D'où, la politique nettement centralisatrice de la Convention qui réserve au Comité de Sûreté générale le monopole de la

¹² *Ibid.*, p. 629 et 631, cahier de doléances de la sénéchaussée de Saint-Brieuc.

haute police et, plus tard, celle du Directoire. On n'oubliera pas l'institution par ce dernier d'un ministère de la Police, ni l'activité toute policière de ses commissaires auprès des administrations départementales¹³.

Le département des Côtes-du-Nord troublé à plusieurs reprises par la chouannerie éprouva de la façon la plus sensible le contre-coup de ces vicissitudes de la puissance publique¹⁴.

Modérément, mais sincèrement acquise dans son ensemble aux idées nouvelles, la population des anciens évêchés de Saint-Brieuc et de Tréguier avait assisté dans un calme relatif à l'écroulement de l'Ancien Régime d'abord, à celui de la monarchie constitutionnelle ensuite. L'exécution de Louis XVI, elle-même, l'avait laissée indifférente; la conspiration de La Rouërie n'avait étendu ses ramifications que dans le milieu très

13. Le décret de la Constituante du 16 janvier 1791 créa la gendarmerie nationale; celui du 19 juillet organisa la police municipale; celui du 28 septembre, la police rurale. Cf. DUVERGIER, t. II, p. 191-200; t. III, p. 132-144, et p. 430-442.

Sur le régime policier du Directoire, cf. en particulier P. POULLET, *op. cit.*, p. 167-188.

Sur la gendarmerie nationale depuis sa création, cf. G. DE CHAMBERET, *Précis historique sur la gendarmerie depuis les premiers temps de la monarchie jusqu'à nos jours*, Paris et Lyon, 1861, 1 vol. in-12; L. LE MAÎTRE, *Historique de la gendarmerie*, Paris, 1879, 1 vol. in-12; H. DELATTRE, *Esquisse historique de la gendarmerie française*, Paris et Limoges, 1885, 1 vol. in-18; P. POULLET *op. cit.*, p. 287-292 (La gendarmerie sous le Directoire).

14. Une histoire d'ensemble de la chouannerie dans le département des Côtes-du-Nord reste à écrire. Faute de mieux, on utilisera l'incohérente *Bibliographie des ouvrages et des écrits publiés sur les guerres de la Vendée et de la Chouannerie*, d'E. LEMIERE, en cours de publication, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. XLII, 1904 et seq. (Ordre alphabétique, s'arrête à la lettre K, 1923); Ch. CHASSIN, *Les pacifications de l'Ouest*, Paris, 1890-1900, 3 vol. in-8°; H. POMMERET (abbé), *L'esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution* (touche incidemment à la chouannerie). Certains épisodes — en général ceux qui présentaient le plus d'intérêt mélodramatique — ont été l'objet d'études de détail. Cf., par exemple, G. DE KÉRIGANT, *Les Chouans, Épisodes des guerres de l'Ouest dans les Côtes-du-Nord depuis 1792 jusqu'en 1800, suivis d'une notice sur la prise d'armes des royalistes de ce département pendant les Cent-Jours de 1815*, Dinan, 1882, 1 vol. in-8°; J. LETACONNOUX, *La chouannerie dans le département des Côtes-du-Nord durant le Directoire*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXIV, 1908-1909, p. 147-163; L. DUBREUIL, *Les origines de la chouannerie dans le département des Côtes-du-Nord*, dans *La Révolution Française*, t. LXVIII, 1915, p. 128-155, 225-243, 349-365, 445-462 et 526-550; et, enfin, G. LENÔTRE, *La Mirlitantouille. Episode de la chouannerie bretonne (1794-1800)*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1923, novembre-décembre, p. 797-826 et 1924, janvier-février, p. 85-117, 577-602, 885-912 et mars-avril, p. 655-682 et 881-911. (Selon son habitude, n'indique pas ses sources).

restreint des « ci-devant »¹⁵. D'autre part, le mouvement fédéraliste n'y avait été que feu de paille¹⁶. Il avait fallu le décret de la Convention sur la levée de 300.000 hommes, en mars 1793, pour provoquer un premier mouvement de mécontentement chez les paysans. Ce mouvement, Boishardy, le premier chef chouan en date des Côtes-du-Nord, avait essayé de l'utiliser, avec un succès d'ailleurs tout relatif¹⁷.

L'énergie des terroristes, stimulée par les représentants du peuple en mission dans l'Ouest, dont quelques-uns traversèrent le département, maintinrent celui-ci dans le loyalisme républicain. Par contre, l'application des décrets de la Législative aux prêtres réfractaires et surtout la politique de déchristianisation de Le Carpentier et des sociétés populaires provoquèrent dans les masses paysannes, d'aspirations démocratiques, mais très attachées au catholicisme traditionnel, une irritation violente¹⁸.

Quand Thermidor aura relâché le mécanisme répressif de la Terreur, cette irritation se manifestera par une insurrection en règle, aux cadres constitués par les gentilshommes revenus clandestinement d'émigration. Les paysans qui détestent maintenant la réquisition autant que jadis la milice et ne se consolent pas du départ ou de l'arrestation de leurs « bons prêtres », remplacés par des « jureurs » et quelquefois pas remplacés du tout, lui fourniront des recrues. A la vérité, ces recrues ne furent jamais très nombreuses ; quelques milliers d'hommes au plus, cultivateurs enrôlés de gré ou de force, tisserands sans travail, soldats et marins déserteurs des armées républicaines. Elles provenaient presque exclusivement de la partie française des Côtes-du-Nord et se débandaient au premier échec. Pourtant, de l'an II à l'an VIII, elles ne cessèrent de troubler la sécurité du département.

Résumons brièvement les différentes phases de cette agitation entrecoupée de périodes d'assoupissement.

15. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 202; cf. G. LENÔTRE, *Le marquis de la Rouërie et la Conjuration bretonne*, Paris, 1899, 1 vol. in-16.

16. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 193.

17. *Ibid.*, p. 206, cf. E. BERNARD, *Un chef chouan dans les Côtes-du-Nord*, dans la *Revue des études historiques*, 1915, p. 377-417; G. LENÔTRE, *La Miré-tantouille*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1923, novembre-décembre, p. 809-814, Boishardy, I.

18. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 276.

Première phase (1794-1795). — Après Thermidor on découvre auprès de Dinan un groupe de « ci-devant » en relations avec Puisaye; c'est ce qu'on appelle la conspiration de la Cour-Porée, du nom de la métairie qui en fut le siège. En même temps Boishardy qui a groupé un certain nombre de bandes en une division, dite de Lamballe, Boishardy disparu depuis son dernier échec de 1793, reparait et tente sur Jugon un coup de main heureux¹⁹. « A la fin de 1794, dans les districts de Saint-Brieuc, Lamballe et Loudéac, la Terreur blanche a remplacé la Terreur rouge et les chouans règnent en maîtres dans les campagnes »²⁰.

C'est alors que le conventionnel Boursault et le général Humbert entament avec Boishardy des pourparlers qui aboutissent à une sorte de trêve. Trêve très mal respectée par les chouans, puisqu'elle ne les empêche pas d'essayer de favoriser auprès de Plouha une tentative de débarquement de l'escadre anglaise. C'est ce qu'on nomme l'affaire de la Ville-Mario; qui tourna à l'avantage des républicains (5 mars 1795). Le 20 avril, le traité de la Mabilais consacrait définitivement et pour toute la Bretagne l'état de paix entre chouans et bleus. Pourtant, dans les Côtes-du-Nord, Boishardy reste toujours menaçant : pour le tenir en respect, Hoche établit auprès de Lamballe le petit camp de Meslin. C'est une colonne mobile sortie de ce camp qui surprend et tue ce chef de partisans auprès de Bréhand-Moncontour, le 17 juin 1795²¹.

Depuis la fin de mai, du reste, la trêve avait été rompue par les chouans. Le débarquement de Quiberon ne fait qu'aggraver la situation en surexcitant de nouveau les espérances des chefs royalistes. Les bandes des districts de Dinan, Broons, Loudéac, Rostrenen rentrent en campagne et, renforcées de 3 à 4.000 Morbihannais revêtus d'uniformes britanniques, « l'armée rouge » essayent de gagner la baie de Saint-Brieuc pour y favoriser un nouveau débarquement des Anglais. Mais la manœuvre échoua, en raison surtout des dissentiments qui travaillaient l'état-major royaliste. L'armée rouge dut se contenter d'occuper et de rançonner Quintin et Châtelaudren

19. *Ibid.*, *op. cit.*, 293, et G. LENÔTRE, *La Mirlitantouille*, *loc. cit.*, p. 814.

20. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 292.

21. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 294-295, 301-305 et 318, et G. LENÔTRE, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1924, janvier-février, p. 85-117.

(juillet 1795), d'où l'approche du général Chabot, avec 4.000 soldats, l'obligea à battre en retraite précipitamment sur Corlay. Abandonnée par son général, elle ne fut sauvée du désastre que par G. Cadoudal qui en prit le commandement et la ramena dans le Morbihan. Cet échec retentissant démoralisa pour quelque temps la chouannerie des Côtes-du-Nord ²².

Deuxième phase (1795-1797). — Elle se réveille vers la fin de 1795 dans les districts de langue française et dans celui de Rostrenen. Ses membres actifs ne sont guère nombreux, néanmoins subsistent des cadres de gentilshommes. Ils adoptent une tactique nouvelle ; ils n'opèrent plus que par petits groupes et par attentats isolés, attaques de diligences, assassinats d'estaffettes, de prêtres assermentés, d'acquéreurs de biens nationaux, mise à rançon de patriotes, mutilations d'arbres de la liberté, affichage de placards séditieux, vols de chevaux. Au lieu d'envoyer des renforts, le gouvernement directorial se met à pratiquer à l'égard des communes présumées complices et des prêtres réfractaires une politique de représailles qui aggrave le mal. Bientôt la gendarmerie et la garde nationale ne suffisent plus : il faut le concours de l'armée. En janvier 1796, les chefs militaires, se substituant aux autorités civiles, assument la police du département qui est mis en état de siège. Bien qu'appliqué avec modération par le général Valletaux, commandant la subdivision des Côtes-du-Nord, ce régime est supporté malaisément par la population. Les chouans s'enhardissent à nouveau ; en mai-juin 1796, ils commettent toute une série d'attentats parmi lesquels le meurtre de Leroux Chef-du-Bois, ancien président du tribunal criminel du département ²³. La situation des républicains paraît alors désespérée, mais au moment précis où l'« armée catholique et royale » est victorieuse dans les Côtes-du-Nord, elle est aux abois dans les autres départements de l'Ouest. C'est l'époque où Charette et Stofflet, en Vendée, sont fusillés ; où Cadoudal, dans le Morbihan, dépose les armes. A son tour, en juillet 1796, Le-Veneur de La Roche, commandant en chef dans les Côtes-du-Nord, fait sa soumission à Saint-Brieuc au général Valletaux. Presque aussitôt après prend fin la dictature militaire ²⁴.

22. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 319-320.

23. *Ibid.*, p. 339-349. Sur Leroux Chef du Bois, cf. P. HEMON, *La légende de Le Roux de Chef-du-Bois*, Rennes, 1899, 1 vol. in-8°, et G. LENÔTRE, *Bleus, Blancs et Rouges*, Paris, 1912, 1 vol. in-8°.

24. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 349-351.

Troisième phase (1797-1798). — Malgré cela, quelques chefs demeurent irréductibles, ce sont : Richard, dans la région de Dinan, et surtout Saint-Régent dit Pierrot et Le Gris-Duval, dans le district de Loudéac. La discipline qui règne dans leurs troupes est d'ailleurs des plus relâchées ; leurs hommes leur échappent souvent et guerroient, c'est-à-dire volent et assassinent, pour leur propre compte. Cette décomposition de « l'armée catholique et royale » combinée avec la désertion qui sévit dans l'armée et la marine républicaines donnent naissance vers cette date, dans les Côtes-du-Nord, au banditisme de droit commun²⁵. La gendarmerie est impuissante à la réprimer ; elle est presque partout, écrit un commissaire, le 14 janvier 1797, « dans un état de dormition »²⁶. Les brigades sont trop peu nombreuses et leur effectif est incomplet. Partout on enregistre des exploits de « chauffeurs ».

Après le coup d'Etat de Fructidor, la chouannerie relève la tête (1797-1798). Il y a maintenant quatre chefs : l'insaisissable Saint-Régent dit Pierrot, Duviquet, Le Dilly et Debar.

En présence de cette levée de boucliers, les autorités républicaines réagissent vigoureusement. Le 12 octobre 1797, un ancien lieutenant de Boishardy, Legris-Duval, était arrêté ; la complicité de l'accusateur public près le tribunal criminel du département, le fit remettre en liberté²⁷. Mais en mars 1798, Le Dilly fut capturé et fusillé. « La chouannerie endiguée et décimée, au printemps de 1798, est confinée à la frontière du Morbihan »²⁸.

Quatrième phase (1798-1799). — Mais le gouvernement des « patriotes exclusifs » revenus au pouvoir après les élections de l'an VI et les tentatives pour introduire le culte décadaire la raniment.

25. *Id.*, *op. cit.*, p. 371-373.

26. *Id.*, *op. cit.*, p. 373.

27. *Id.*, *op. cit.*, p. 390, 408 et 418-423. Sur Robinault de Saint-Régent, dit Pierrot, l'un des futurs conspirateurs du complot de la Machine Infernale, cf. A. DE M... (comte de Martel), *Essai sur l'affaire de la machine infernale* Paris, 1870, 1 vol. in-12, et surtout Jean LORÉDAN, *La machine infernale de la rue Nicaise* (3 nivôse an IX), Paris, 1924, 1 vol. in-12.

Sur Duviquet, cf. G. LENÔTRE, *La Mirlitantonville*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1924, janvier-février, p. 577-602 et p. 815-912 : Duviquet, I et II. Il sera plus loin question en détail de Debar.

28. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 423.

Les deux chefs en sont maintenant Debar et Saint-Régent, auxquels s'adjoignent à la tête d'irréguliers, à moitié voleurs de grand chemin, Lenepvou de Carfort et Duviquet. En juin 1798, Duviquet tente de s'emparer par surprise de la prison de Saint-Brieuc. Cette tentative échoue ; quelques jours après, Duviquet était arrêté par une colonne mobile, conduit à Saint-Brieuc, condamné à mort et exécuté ²⁹. Malgré cela il y a recrudescence générale de la chouannerie ; les républicains se défendent tantôt par la mise sur pied de colonnes mobiles et tantôt par l'espionnage. Deux lieutenants de Debar sont arrêtés et guillotins ³⁰.

Après les élections de l'an VII, c'est Denoual-Duplessix qui, en sa qualité de commissaire du Directoire près l'administration centrale du département, dirige la lutte contre les royalistes ³¹. Il a fort à faire car la situation est franchement critique et l'audace des chefs chouans ne fait que s'accroître. En août 1799, une rencontre sanglante entre les bandes de Debar et une colonne mobile a lieu à Plourach, près Guingamp ³². Enfin, le 27 octobre 1799, les chouans risquent sur Saint-Brieuc cette attaque, demeurée fameuse dans les traditions locales, où périt Poulain-Corbion. Elle n'eut pas de conséquences militaires, les chouans ayant été obligés de se retirer dans la forêt de Lorges : elle fut même la dernière de leurs entreprises de quelque envergure. Mais l'administration centrale sortit de cette aventure discréditée, inculpée de faiblesse et même de trahison. De toutes parts, on réclame des autorités plus prévoyantes et plus énergiques, capables d'en finir avec le « brigandage » sans cesse renaissant ³³. Telle est la situation du département au lendemain du 18 Brumaire, au moment du coup d'État.

29. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 460-463, et G. LENÔTRE, *La Militantouille*, p. 912.

30. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 463-469.

31. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 480, et J. LETACONNOUX, article cité résument un rapport de Denoual, du 19 thermidor an VII, sur la chouannerie.

32. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 486-487.

33. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 488-489, et, pour le détail, *La prise de Saint-Brieuc par les Chouans*, Saint-Brieuc, 1889, 1 vol. in-4°, et G. LENÔTRE, *La Militantouille*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1924, mars-avril, p. 655-682 et 881-911 : la nuit du 4 brumaire, I et II.

III. — LA POLICE, LA CHOUANNERIE ET L'ESPRIT PUBLIC
DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT
ET L'EMPIRE (1800-1814).

Le régime consulaire allait donner satisfaction aux populations des Côtes-du-Nord. Avant même que le préfet fut nommé et installé, Bonaparte manifestait son intention de rétablir coûte que coûte l'ordre dans les départements de l'Ouest.

Le 28 décembre, une proclamation consulaire menaça les Français habitant ces départements, de les « subjuguer par la force » s'ils ne rentraient pas dans leurs foyers. Un arrêté du même jour ordonna aux attroupements des insurgés de se dissoudre dans la décade et de rendre leurs armes. Amnistie était garantie pour les événements passés, mais les communes qui resteraient en rébellion seraient déclarées « hors de la Constitution et traitées en ennemies du peuple français »³⁴.

A l'expiration de la décade (8 janvier), l'armée d'Angleterre fut transformée en armée de l'Ouest; le général Hédouville, jugé trop peu énergique, remplacé par le général Brune³⁵. Une loi votée le 13 janvier suspendit « l'Empire de la Constitution pendant trois mois » dans les lieux des départements de l'Ouest où le gouvernement le croira nécessaire et un arrêté consulaire du 16, sur les mesures « relatives aux lieux où la Constitution est suspendue », autorisa le général à faire des règlements portant même la peine de mort »³⁶.

Le département des Côtes-du-Nord se trouvait compris dans la 13^e division militaire commandée par le général Taponier, puis par le général La Barolière; à la tête même du département, se succédèrent le général Casabianca, puis le chef de la 71^e demi-brigade Mazingant³⁷. Au moment où l'autorité

34. DUVERGIER, t. XII, p. 56, 7 nivôse an VIII, cf. *Moniteur*, 9 nivôse en date du 8, et G. PARISSET, *Le Consulat et l'Empire*, p. 57.

35. G. PARISET, *op. cit.*, p. 57. Sur Hédouville, cf. article de la *Grande Encyclopédie*, et surtout P. ROBIQUET, *Hédouville*, dans la *Revue historique*, t. LXXVIII, 1902; sur Brune, cf. article de la *Grande Encyclopédie* et *Notice historique sur la vie politique et militaire du maréchal Brune*, Paris, 1821. Brune prit possession de son commandement le 30 nivôse.

36. DUVERGIER, t. XII, p. 65-66, 23 nivôse an VIII, et 66-67, 26 nivôse an VIII. Cf. *Moniteur*, 28 nivôse an VIII, arrêté consulaire du 26 et G. PARISSET, *op. cit.*, p. 58.

37. Archives historiques du ministère de la Guerre, Archives modernes, Correspondance (décembre 1799-mai 1802).

militaire prenait en mains la police du département, la chouannerie faisait rage. Dans une lettre du 26 frimaire an VIII, adressée au ministère de la Guerre, Fouché, ministre de la Police générale, signalait une série d'attentats : assassinats d'agents municipaux, d'un juge de paix, attaques de diligences, vols à main armée dans les caisses des percepteurs. « Aucun chef rebelle, disait-il, n'avait encore fait à cette date sa soumission au général Casabianca »³⁸. Même son de cloche dans la correspondance de l'administration centrale du département, encore en fonctions, dans celle des généraux Taponier et Casabianca³⁹. Le 22 nivôse an VIII, Barbedienne, qui fait fonctions de commissaire du Gouvernement, écrit que le soulèvement est à peu près général dans tout le département et, peut-être avec une certaine exagération, il évalue le nombre des insurgés à 10.000, pourvus d'armes par les soins des Anglais⁴⁰. Le mouvement gagne jusqu'à la partie bretonne du département. Le 23 nivôse, le fameux Taupin, ex-maître d'hôtel de l'évêque de Tréguier, qui s'intitule maintenant capitaine Taupin, commandant la 6^e légion des Côtes-du-Nord, affiche à la porte de la cathédrale de Tréguier le placard suivant : « Au nom de S. M. Louis XVIII,

» Nous, officier commandant la 6^e légion des Côtes-du-Nord, deffendons à toutes personnes de prendre les armes contre les deffenseurs du Roi à peine de subir les punitions que S. M. a prononcées. Défense de sonner les cloches à peine d'être fusillé ; pareille défense de démolir les églises, chapelles, communautés religieuses et ce sous les mêmes peines de mort »⁴¹.

Au début de pluviôse, c'était la ville de Loudéac, abritant derrière des fortifications de fortune les caisses du préposé du

38. Archives historiques du ministère de la Guerre, Archives modernes, 1^{re} partie, Armée de l'Ouest, Correspondance (décembre 1799-mai 1802), carton 1, le ministre de la Police générale au ministre de la Guerre, 26 frimaire an VIII. Sur l'activité déployée par Fouché contre la chouannerie au début de son ministère, cf. L. MADELIN, *Fouché*, Paris, 1923, 5^e édition, 2 vol. in-8°, t. I^{er}, p. 276-310.

39. Archives historiques du ministère de la Guerre, Archives modernes, 1^{re} partie, Armée de l'Ouest, carton 1, l'administration centrale du département des Côtes-du-Nord au ministre de la Guerre, 1^{er} frimaire an VIII.

40. Archives Nat., F7, Affaires diverses (an IV-an XI), Côtes-du-Nord, 7639, dossier 1558, le commissaire du Gouvernement Barbedienne au ministre de la Police générale, 22 nivôse an VIII.

41. *Ibid.*, l'administration centrale du département des Côtes-du-Nord au ministre de la Police générale, 29 nivôse an VIII.

receveur-général, du receveur de l'enregistrement, du percepteur de la commune et de 35 percepteurs réfugiés des environs, qui était presque bloquée par les chouans ⁴².

Toutefois, l'action des renforts envoyés au général Brune commence à se faire sentir. Le 10 du même mois, Mazingant, chef de brigade commandant les Côtes-du-Nord, rend compte de plusieurs escarmouches heureuses pour les troupes républicaines : notamment à Châtelaudren et à Plancoët; le 19, les chouans se portèrent sur Portrieux; ils en furent repoussés par les habitants, aidés d'un détachement du 71^e. Un petit combat s'engagea à Tréglamus, dans le cimetière, où le fameux Taupin fut tué ⁴³. D'autre part, un chef royaliste de la région dinannaise, de Pont-Briand, traqué par les colonnes mobiles fit sa soumission au commandant de la place de Dinan, Mattat. Celui-ci fut d'ailleurs pour ce fait l'objet d'une mesure disciplinaire : Brune lui infligea quinze jours d'arrêts pour avoir contrevenu sur ce point à l'arrêté consulaire qui réservait au général en chef la prérogative de négocier le cas échéant avec les rebelles ⁴⁴. Le 18 ventôse, on signalait dans la région de Callac-Rostrenen la capture d'un autre chef, Menguy. Comme il cherchait à s'évader, il fut fusillé par ordre du commandant de la colonne mobile ⁴⁵. Le 19 ventôse, on enregistre à Lamballe la soumission de deux autres chefs : Keraoul, de Saint-Brieuc, et Bernard-Villeneuve, de Moncontour ⁴⁶.

C'est à ce moment (germinal an VIII), que le préfet Boullé prend possession de son poste après avoir été lui-même, comme nous l'avons vu, victime d'une agression des chouans morbihannais ⁴⁷. Son arrivée coïncide, à quelques jours près, avec le remplacement de Brune par Bernadotte, à la tête de l'armée de

42. Archives historiques du ministère de la Guerre, Archives modernes, Armée de l'Ouest, carton 2, le ministre de l'Intérieur au ministre de la Guerre, 30 nivôse an VIII.

43. *Ibid.*, Mazingant, chef de la 71^e demi-brigade, commandant la subdivision des Côtes-du-Nord au général La Barolière, 10 pluviôse an VIII, et carton 3, *id.* à *id.*, 24 pluviôse an VIII.

44. *Ibid.*, carton 3, Mazingant à Mattat, commandant la place de Dinan, 28 pluviôse an VIII; ordre du jour de Brune, imprimé, Vannes, 29 pluviôse an VIII.

45. *Ibid.*, carton 3, Mazingant à La Barolière, 18 ventôse an VIII.

46. *Ibid.*, Knapp, commandant de place à Lamballe, au général commandant la 13^e division militaire, 19 ventôse an VIII.

47. Cf. plus haut, p. 25-26.

l'Ouest, et celui de Mazingant par le général Gratien, à la tête du département⁴⁸. Il y avait amélioration par rapport aux semaines précédentes ; toutefois, la situation restait toujours sérieuse. Dans un rapport d'ensemble daté de Rennes, 4 prairial an VIII, Bernadotte la décrivait ainsi qu'il suit : « L'esprit public est nul, la 13^e division à l'exception du Finistère demande une surveillance continue. On songe toujours aux Bourbons. Une flotte anglaise de cinquante voiles continue de croiser sur les côtes ; en cas de débarquement ce sera la guerre civile. La levée de la conscription jette l'alarme et le mécontentement », et, plus spécialement en ce qui concerne les Côtes-du-Nord ». Les voleurs dans ce département se noircissent la figure pour commettre leurs crimes... De petites colonnes mobiles parcourent le département et rapportent beaucoup de fusils cachés. Pourtant, il en existe encore plus de 6.000 »⁴⁹. A la même date, le commandant de place de Dinan signale que le bruit courait parmi les paysans d'un désastre de l'armée d'Italie et d'un débarquement en Bretagne des Anglo-Russes de Jersey⁵⁰. De son côté, le 9 thermidor an VIII, le conseil général adressait au ministre de l'Intérieur un tableau du département, poussé au noir : « Les chouans méditent de nouveau la guerre civile. Les chefs Georges, Mercier, Saint-Régent, Guillemot ont repris les armes ; ils ont sur divers points, des agents qui ne transmettent d'ordres et ne correspondent que verbalement. Les troupes désertent, les forçats aussi ; la 82^e demi-brigade a perdu depuis un mois trois cents hommes et les chouans paient très cher les déserteurs pour les enrôler. Les chouans volent et assassinent les républicains, pillent les diligences, forcent les acquéreurs de biens nationaux à les rendre aux émigrés.

Les émigrés rentrent de toutes parts : quarante trois ont reçu des cartes de sûreté. Quelques-uns les avaient reçues en Angleterre ! Ils obtiennent aussi facilement des certificats de résidence ; ils se servent de ceux qu'ils avaient en l'an V quand ils

48. Archives historiques du ministère de la Guerre, Archives modernes, Armée de l'Ouest, Correspondance, carton 3, ordre du jour du général Brune, du 6 floréal an VIII.

49. Archives historiques du ministère de la Guerre, Archives modernes, Armée de l'Ouest, Correspondance, carton 4, rapport de Bernadotte, général en chef, sur la situation des départements de l'Ouest, 4 prairial an VIII.

50. *Ibid.*, Mattat, commandant la place de Dinan au général de brigade Paradis, 5 prairial an VIII.

remplissaient toutes les places. Ils emploient la terreur ou la séduction pour rentrer dans leurs biens, et à coup de menaces ils ont forcé les acquéreurs de biens nationaux à les leur rendre : il y a sept expropriations connues.

Les prêtres secondent ces manœuvres ; la plupart prêchent la haine de la République, soufflent l'insurrection, rappellent le trône et l'autel, correspondent avec les ennemis dont ils vantent le succès. D'autres prétendent le catholicisme inconciliable avec la République. Tous corrompent l'enfance et la jeunesse »⁵¹.

En manière de conclusion de ce réquisitoire voilé contre les procédés de l'administration consulaire, les conseillers généraux des Côtes-du-Nord, encore tout chauds de passion révolutionnaire, réclamaient l'exécution littérale de la loi sur les émigrés et la levée de l'état de siège qui neutralisait trop souvent l'action du pouvoir civil⁵².

Mais à Paris l'optimisme prévaît. Aussi le gouvernement consulaire croit-il pouvoir rétablir la Constitution dans les départements de l'Ouest et y prélever des renforts à destination de l'armée d'Italie⁵³. Le nouveau préfet s'en alarmait et, en l'an VIII, il dénonçait les menées des prêtres réfractaires qui faisaient circuler dans les environs de Tréguier un catéchisme soi-disant imprimé chez Guyon, à Morlaix, en 1783, en réalité, en Angleterre et tout récemment, catéchisme « anti-social », qui condamnait la Révolution ; le commerce clandestin avec les navires anglais croisant sur la côte, la fréquence des délits et des crimes commis par les mendiants attroupés par groupes de 9 à 10⁵⁴.

Avertissements inutiles : Paris persiste à voir les choses en beau. Dans un exposé d'ensemble de la situation des départ-

51. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative, an VIII, carton 1, le conseil général des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 9 thermidor an VIII. Il n'est que mentionné dans 1 N¹, Délibérations du conseil général des Côtes-du-Nord (an VIII-an X), fol. 32-33 et manque dans Archives Nat., F¹ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1.

52. *Ibid.*

53. DUVERGIER, t. XII, p. 209, arrêté consulaire du 1^{er} floréal an VIII et proclamation aux habitants des départements ... même date. Cf. *Moniteur*, 4 floréal an VIII et PARISSET, *op. cit.*, p. 58.

54. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 55, Correspondance extérieure du préfet relative à la police (25 germinal an VIII-16 prairial an IX), fol. 11, le préfet au ministre de la Police générale, 15 thermidor an VIII.

tements au point de vue de l'esprit public, daté des premiers mois de l'an IX, et émanant des bureaux du ministère de l'Intérieur, les Côtes-du-Nord sont notées assez favorablement. « Les esprits tendent au repos...

« Le préfet, on ne lui fait point de reproches... Sous-préfets : on ne leur reproche rien ». Cependant « quelques émigrés ont voulu inquiéter les acquéreurs de domaines nationaux »⁵⁵. Le mois suivant (brumaire an IX), Barbé-Marbois fut envoyé comme on l'a déjà vu, en mission dans la 13^e division militaire et, les 18-19 nivôse an IX, il présida, à Pontivy, une sorte de conseil de guerre central de toutes les autorités civiles et militaires chargées de réprimer la chouannerie. Y participèrent les trois préfets du Finistère, des Côtes-du-Nord et du Morbihan, ainsi que le général Hédouville. La situation dans les Côtes-du-Nord fut jugée comme il suit « Un brigand, appelé Desjardins, qui réside dans le département des Côtes-du-Nord, attaque les maires et les officiers municipaux des communes rurales ; il en a fait attacher quelques-uns sur des planches : ainsi garottés, on les bâtonne cruellement. Il est devenu difficile de trouver des officiers pour remplir ces fonctions : quelques-uns même y renoncent après les avoir acceptées. L'état de siège du département réduit pour ainsi dire à rien des fonctions qui, étant gratuites, devraient au moins procurer de la considération. Les citoyens en paraissent fort dégoûtés. Il en est de même des juges de paix et on peut présumer que ces brigands veulent introduire l'anarchie dans ces contrées, en effrayant les officiers publics et en leur donnant de l'éloignement pour ces fonctions. Malgré la faiblesse des chouans, ils parviennent quelquefois à répandre des inquiétudes dans les grandes communes, telles que Saint-Brieuc »⁵⁶.

Et un peu plus loin : « Les préfets du Morbihan, du Finistère, et d'Ille-et-Vilaine n'ont point connaissance que les acquéreurs des biens nationaux eussent été troublés dans leurs acquisitions. Il y a des ventes et des rétrocessions à quelques anciens propriétaires ; elles sont volontaires. Mais il y a dans le département des Côtes-du-Nord des exemples de rétrocessions

55. *L'état de la France en l'an VIII et en l'an IX, documents publiés par F.-A. AULARD*, Paris, 1897, 1 vol. in-8°, p. 91.

56. *Etat de la France au 18 brumaire, d'après les rapports des conseillers d'Etat chargés d'une enquête sur la situation de la République*, éd. F. Rocquain, Paris, 1874, 1 vol. in-12, p. 117-121. Cf. plus haut, p. 57.

forcées. Le préfet, qui s'en plaint, les a arrêtées et convient qu'elles sont rares »⁵⁷.

Le résultat pratique de cette conférence fut l'adoption des principes suivants par les trois préfets et le général Hédouville. « Continuer à traiter les prêtres et les amnistiés rentrés, ainsi qu'on l'a fait jusqu'ici, et leur garder fidèlement la foi promise.

» Réprimer sévèrement ceux qui violeront leurs engagements, mais ne pas s'en rapporter à cet égard à des accusations légèrement formées que l'esprit de parti ne rend que trop fréquentes.

» Instituer, autant que faire se pourra, les tribunaux d'exception. Mettre un frein à la trop grande facilité avec laquelle les gendarmes tirent sur les fuyards qu'ils poursuivent et encore plus, aux exécutions de ceux qu'ils ont atteints et arrêtés, fussent-ils notoirement coupables. Il y a des exemples de ces exécutions, mais on doit dire qu'ils sont rares. Il n'en faut plus souffrir une seule et l'instruction de ces tribunaux d'exception en fait cesser le prétexte.

» La gendarmerie à pied a donné un contentement général... Il est de la plus haute importance de payer l'excellent corps de gendarmerie à pied. L'autre sert moins utilement. Tous sont mal logés : les loyers des casernes ne sont pas payés aux propriétaires et ils sont sans moyens et sans volonté pour faire les réparations les plus urgentes.

» Mais il n'est pas moins essentiel de payer la solde de toutes les troupes avec plus d'exactitude que par le passé, de les vêtir, de les chauffer, de pourvoir aux plus grands désordres, aux violations de caisses, au pillage des greniers, aux réquisitions, à un état de guerre entre les habitants et les soldats et peut-être à la défection de quelques corps sur lesquels les mécontents ont déjà une grande influence »⁵⁸. Quelques jours après la conférence de Pontivy, le département des Côtes-du-Nord était le théâtre d'une sanglante échauffourée où succombait une des plus redoutables têtes de l'organisation chouanne de tout l'Ouest, le premier lieutenant, le confident, l'ami de Cadoudal, le major général de l'armée catholique, Mercier dit la Vendée. Georges, aux abois après l'armistice de Steyer, l'avait envoyé réclamer d'urgence des fonds en Angleterre, pour ranimer le

57. *Ibid.*, p. 125.

58. *Ibid.*, p. 125-127.

zèle défailant de ses partisans. Mercier, en compagnie de quatre hommes d'escorte, avait gagné à cheval la baie de Saint-Brieuc, entre Hillion et Dahouët, point où croisait habituellement un lougre royaliste chargé d'assurer la correspondance avec Jersey, sans être reconnu. Malheureusement pour lui, le lougre ne fut pas exact au rendez-vous ; peut-être en raison de la morte-eau. Ne pouvant ou ne voulant pas s'attarder dans ce pays peu sûr, Mercier et son escorte reprirent leur route, en brûlant les étapes, pour rejoindre Georges. Dans la soirée du 20 janvier, ils se trouvaient au hameau de la Fontaine-aux-Anges, à 2 kilomètres au sud du bourg de La Motte et à l'entrée de la forêt de Loudéac ; ils comptaient y passer la nuit quand un dénonciateur, comme l'or de Fouché en faisait surgir à foison à cette époque dans toute la Bretagne, alla prévenir la gendarmerie de Loudéac. Celle-ci se porta en toute hâte vers le hameau, en compagnie d'un détachement de la 71^e brigade. Mais les royalistes veillaient : au moment où les républicains cernaient la maison où reposait Mercier, ils furent accueillis par un feu terrible de carabines et de pistolets et pendant près d'une heure furent tenus à distance. Mercier essaya alors une sortie ; ses compagnons parvinrent à s'enfuir, lui-même tomba d'une balle au cœur tirée par un gendarme. Boullé s'empressa d'annoncer l'événement dans une lettre adressée au ministre de la Police générale, en même temps qu'il lui expédiait les papiers trouvés sur le chef chouan et établissant son identité (6 et 13 pluviôse an IX)⁵⁹. Une semaine plus tard, c'était une bande de quatre chouans arrêtés au bourg de Saint-Careuc par les paysans eux-mêmes, armés de bâtons, au moment où ils essayaient de mettre à contribution un meunier du bourg. Transférés à Saint-Brieuc, ils y furent condamnés à mort par une commission militaire présidée par le chef de brigade Mazingant

59. E. SAGERET, *Le Morbihan et la chouannerie morbihannaise sous le Consulat*, Paris, 1910-1918, 4 vol. in-8°, t. II, 2^e fascicule, p. 82-95. Cf. Archives du ministère de la Guerre, Archives modernes, Armée de l'Ouest, Correspondance, carton 6, le sous-préfet de Loudéac au général commandant la 13^e division militaire, 1^{er} pluviôse an IX, et copie de la lettre de Boullé, préfet des Côtes-du-Nord, à Fouché, ministre de la Police générale, 6 pluviôse an IX, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 55, Correspondance extérieure du préfet relative à la police (25 germinal an VIII-10 prairial an IX), fol. 77-78 : le préfet au ministre de la Police générale, 6 pluviôse an IX; fol. 81-82, *id.* à *id.*, 13 pluviôse an IX; fol. 132-133, *id.* à *id.*, 26 germinal an IX. Sur Mercier, dit la Vendée, pour plus de détails, cf. G. DE CADOU DAL, *G. Cadoudal et la chouannerie*, Paris, 1887, 1 vol. in-8°.

et exécutés le lendemain même ⁶⁰. Le 7 ventôse, c'était le tour de quatre autres, parmi lesquels un courrier de Georges. Comme le faisait remarquer au ministre de la Guerre le chef d'état-major Tilly, cette exécution purgeait de brigands tout un coin du département ⁶¹.

Le 21 ventôse, un autre chouan de la bande Desjardins, Yves Torcanet, de Miniac (Morbihan), était également fusillé ⁶². En floréal an IX, la gendarmerie de Belle-Isle-en-Terre, aidée d'un détachement de la 71^e demi-brigade, fit prisonniers deux chefs chouans, Madiou dit Sans-Pitié et Le Brigand. Madiou fut condamné à mort par la commission militaire et exécuté ⁶³.

Pour accélérer et intensifier la répression, des commissions militaires accompagnèrent les colonnes volantes et jugèrent « en plain air tout individu pris les armes à la main ». Le jugement devait être exécuté sitôt rendu (arrêté consulaire du 13 floréal an IX). Par application de ces dispositions nouvelles, un chef de bande, Guillaume, fut fusillé, en prairial, à Moncontour ⁶⁴.

Pourtant les attentats contre les biens et même la vie des patriotes ne cessaient pas. Au début de messidor an IX, le préfet signale le meurtre du préposé de l'inscription maritime de Portrieux, Basset, par des brigands déguisés en gendarmes :

60. Archives du ministère de la Guerre, Archives modernes, Armée de l'Ouest, Correspondance, carton 7, Le Cocq, chef de la 4^e division de gendarmerie nationale au général en chef, 21 pluviôse an IX, et Archives Nat., F7, Affaires diverses (an IV-an XI), Côtes-du-Nord, 7824, dossier 6582, jugement du 22 pluviôse an IX de la commission militaire formée par le général Gratien.

61. Archives du ministère de la Guerre, Archives modernes, carton 7, le lieutenant-général Tilly au ministre de la Guerre, 9 ventôse an IX, et Archives Nat., F7 7824, dossier 6582, jugement du 7 ventôse an IX de la commission militaire formée à Saint-Brieuc par le général commandant la division.

62. Archives Nat., F7, Affaires diverses (an IV-an XI), Côtes-du-Nord, 7824, dossier 6582, jugement du 21 ventôse an IX de la commission militaire formée à Saint-Brieuc par le général commandant la division.

63. Archives du ministère de la Guerre, Archives modernes, Armée de l'Ouest, Correspondance, carton 7, rapport du lieutenant-général Tilly, commandant en chef l'armée au ministère de la Guerre, 3 floréal an IX, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 55, fol. 140-141, le préfet au ministre de la Police générale, 9 floréal an IX.

64. DUVERGIER, t. XII, p. 451, et Archives du ministère de la Guerre, Archives modernes, Armée de l'Ouest, Correspondance, carton 7, ordre de la 13^e division, 26 floréal an IX; Bernadotte au ministre de la Guerre, 2 prairial et 6 prairial an IX. Le *Moniteur* du 4 prairial mentionne que « quatre émigrés venant d'Angleterre ont été arrêtés dans le département des Côtes-du-Nord. »

peu s'en fallut que le lieutenant de douane ne subit le même sort ⁶⁵. Et Boullé d'ajouter quelques jours plus tard : « L'assassinat est érigé en système général contre les hommes connus pour leur attachement à la République et les fonctionnaires qui osent déployer quelque vigueur dans l'exercice de leurs devoirs » ⁶⁶. L'arrondissement de Lannion jusque-là assez tranquille commence à donner des signes d'agitation spécialement dans les communes de Prat, Vieux-Marché et Plougras où des bandes armées alimentées par les désertions nombreuses qui ont lieu à Brest, cherchent à intercepter la circulation des voitures publiques ⁶⁷.

Enfin, le 26 fructidor an IX, peu de temps après que le champ d'opérations de l'armée de l'Ouest eût été restreint à la 13^e division militaire ⁶⁸, un riche négociant en toiles, de Moncontour, propriétaire d'une maison de commerce à Cadix, Veillet-Dufrèche, revenu au pays depuis peu de temps, fut attaqué par un groupe de brigands à une lieue et demi de Moncontour et emmené par eux vers une destination inconnue. En rendant compte au ministre de la Police générale de ce tragique fait divers, le préfet le commentait de la manière suivante : « Depuis environ deux mois il n'avait pas été commis d'assassinat dans ce territoire. Cette suspension était due, selon quelques rapports secrets, à ce que les chefs de parti avaient défendu à leurs sicaires de frapper jusqu'à nouvel ordre. La coïncidence de l'événement arrivé à la terre du citoyen Doison, près Baud, dans le Morbihan, et l'enlèvement de Veillet-Dufrèche semble annoncer que le signal du massacre dans nos malheureuses contrées vient d'être donné derechef » ⁶⁹. A ce propos, le préfet manifestait son peu de confiance dans l'efficacité des colonnes mobiles. « Après les événements de messidor dont je vous avais rendu compte, ainsi qu'au général

65. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 56, Correspondance extérieure du préfet relative à la police (10 prairial an IX-3 complémentaire an X), fol. 6-7, le préfet au ministre de la Police générale, 2 messidor an IX.

66. *Ibid.*, fol. 19-21, *id.* à *id.*, 24 messidor an IX.

67. *Ibid.*, fol. 25-26, *id.* à *id.*, 21 thermidor an IX.

68. DUVERGIER, t. XII, p. 510, arrêté consulaire relatif à l'armée de l'Ouest, 21 thermidor an IX.

69. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 56, Correspondance extérieure du préfet relative à la police (10 prairial an IX-3 complémentaire an X), fol. 49-51, le préfet au ministre de la Police générale, 28 fructidor an IX.

en chef Bernadotte, ce dernier s'empessa de se transporter en personne à Saint-Brieuc pour y concerter avec moi des dispositions à l'effet de détruire les bandes de brigands qui nous infectent et nous désolent. Pour devoir y parvenir, plusieurs colonnes mobiles ont été organisées et ont reçu l'ordre de parcourir simultanément le territoire dans toutes les parties, de fouiller les forêts, les bois, les maisons. Ce mouvement a eu lieu pendant deux mois consécutifs et malgré l'activité et la bonne volonté des troupes, pas un brigand n'a été rencontré. Quelle en est la cause ? C'est que les brigands, alimentés par les vols de l'intérieur et par les fonds que leur fournit l'Angleterre, ont de vastes moyens pécuniaires dont ils se servent pour entretenir des mouches qui les informent de la marche des troupes. Sitôt qu'ils aperçoivent des mouvements généraux ; ils se dispersent, se répandent chez leurs affiliés, couverts du costume des laboureurs et travaillant avec eux aux champs. Le mouvement fini, ils se concertent et se réunissent de nouveau. L'un d'eux vient-il à être pris ? La bande dont il faisait partie se disperse aussitôt et ne se réunit derechef qu'après avoir connu les suites faites en vertu des déclarations du brigand capturé. C'est en se séparant ainsi tout à coup, en changeant sans cesse leur organisation partielle et souvent leurs noms d'emprunt qu'ils parviennent à se soustraire aux recherches de la force armée.

» Les moyens militaires sont certainement indispensables pour la destruction des scélérats mais ils ne sont pas suffisants. Il faut y joindre ceux de l'espionnage. Malheureusement je ne puis disposer sous ce rapport que de très peu de fonds, lorsqu'il faudrait faire beaucoup de sacrifices et nos contrées ne fournissent d'ailleurs que peu d'hommes propres à ce service. Il est cependant indispensable de redoubler de soins pour faire en sorte d'écarter les malheurs dont nous sommes menacés pour l'hiver dont les nuits longues et obscures favorisent de plus en plus le brigandage et l'assassinat.

» Je demande en conséquence, citoyen Ministre, que vous veuillez mettre à ma disposition une somme de 6.000 francs à employer en dépenses secrètes. Vous ne doutez pas que j'en fasse l'emploi le plus utile à la chose publique ; je désirerais aussi que vous puissiez envoyer dans ce département quelques hommes exercés à l'espionnage qui fussent assez adroits pour

se faire admettre dans les bandes de brigands et pour donner des renseignements propres à les faire saisir » ⁷⁰.

L'affaire Veillet-Dufrèche eut un certain retentissement en dehors même du département et Fouché en fut instruit directement par ses mouchards ⁷¹. Il en fit part au préfet qui lui transmet des renseignements complémentaires le 16 vendémiaire an X ⁷². Telle était la terreur des représailles inspirée par les chouans, que ni la femme, ni le frère, ni aucun des parents de la victime n'osa porter plainte. « J'attribue leur silence, disait Boullé, à la crainte que je n'eusse provoqué auprès des chefs de la force publique des mouvements de troupes qui eussent rendu plus rigoureux le sort du citoyen Veillet. Je dois même vous avouer qu'un des beaux-frères et plusieurs des amis du citoyen Veillet sont venus me prier de ne pas en faire faire les recherches, parce que, d'un côté, ils étaient persuadés qu'on ne le trouverait pas, que d'un autre, les brigands avaient menacé de lui brûler la cervelle si on tentait de le délivrer. La même prière avait été faite au général Gratien.

« Les recherches eussent été infructueuses dans ce département, car on présume que le citoyen Veillet a été conduit immédiatement après son arrestation dans celui du Morbihan où on l'aura probablement fait passer sur quelque bateau anglais d'intelligence avec ses ravisseurs. Des amis du citoyen Veillet m'ont dit que les brigands lui avaient imposé une somme de 150.000 livres payables en or, dans douze jours, à compter de celui de son enlèvement, sous peine d'une augmentation de mille écus par jour de retard.

» Le citoyen Veillet passe pour être possesseur d'une fortune équivalente à 5 ou 600.000 francs si elle était réalisée, mais elle est en majeure partie répandue dans le commerce éloigné. Il possède aussi 15.000 livres de rentes provenant d'acquisitions nationales. On assure que sa situation financière met sa famille dans l'impossibilité de fournir une somme comme celle qu'on exige. On m'a dit que l'on a offert pour sa rançon 30 ou 40.000 livres qui n'ont pas été acceptées. J'ignore quel

70. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 56, fol. 49-51, le préfet au ministre de la Police générale, 28 fructidor an IX.

71. *Ibid.*, fol. 64-65, le préfet au ministre de la Police générale, 16 vendémiaire an X.

72. *Ibid.*, même lettre.

sera définitivement le sort de ce citoyen, mais ses parents et ses amis espèrent qu'il ne sera point assassiné et que les brigands finiront par préférer à la barbarie de le tuer 40 ou 50.000 francs qu'on tâche de rassembler pour le racheter.

» J'attribue la cause de l'enlèvement du citoyen Veillet au civisme dont il a fait profession et aux acquisitions de domaines nationaux qu'il a faites dans ce département.

» Car du reste, le parti royaliste ne pouvait lui faire aucun reproche relativement aux événements de la Révolution, puisqu'il résidait à Cadix dans les temps les plus orageux. Ce négociant mérite d'autant plus l'intérêt de ses concitoyens et du Gouvernement qu'il contribuait beaucoup à la réussite du commerce des toiles de Bretagne avec les colonies espagnoles et portugaises et que d'un autre côté, il a rendu des services essentiels à la République en usant de son crédit et en engageant sa fortune pour faire ravitailler plusieurs vaisseaux français qui furent obligés de se réfugier à Cadix après une expédition malheureuse. Ce sont même les rescriptions qu'il a reçues du Gouvernement en paiement de ses avances à Cadix qu'il a employées en domaines nationaux.

» Quoique ses amis aient cherché à me rassurer sur son existence, je ne suis pas sans inquiétudes sur son sort, car il faut s'attendre à tous les crimes de la part des scélérats qui l'ont enlevé » ⁷³.

Les craintes du préfet n'étaient que trop fondées : deux jours plus tard, le 18 vendémiaire, il mandait à Fouché « On est

73. *Ibid.*, même lettre. Sur le commerce des toiles auquel se livrait Veillet-Dufrêche, cf. notre t. II : chap. I, p. 18, et II, p. 97; sur les acquisitions de biens nationaux de la famille Veillet pendant la Révolution, cf. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux dans le département des Côtes-du-Nord (1790-1830)*, Paris, 1912, 1 vol. in-8°, p. 122, 123, 193, 329, etc. D'autre part, A. BIENVENUE, dans ses mémoires inédits, manuscrit B, fol. 75-76, nous donne sur Veillet-Dufrêche les détails suivants : « La famille Veillet-Dufrêche était nombreuse; en 1763, J.-B. Veillet, âgé de 19 ans, conçut le dessein de tenter la fortune et alla s'établir à Cadix où il resta, sauf quelques intervalles, jusqu'en 1793, époque où l'Espagne déclara la guerre à la France et expulsa les Français qui ne voulaient pas renoncer à ce titre. Veillet ... agit dans cette circonstance en bon patriote ... il abandonna une maison de commerce renommée dans les Deux Mondes, une fortune de près de 2 millions, tout cela créé par lui. Il traversa l'Espagne au risque d'être poignardé par les habitants fanatisés contre les Français... Il revient en France avec quelques débris, fait à la République des avances et fournitures perdues si la contre-révolution avait lieu. La paix ayant été conclue avec l'Espagne, il y retourna et, ce qui fait honneur à la loyauté espagnole, il y retrouva à très peu de choses près ce qu'il avait laissé, réalisa une partie de sa fortune, revint en France et y acheta des biens nationaux. »

venu me prévenir de la part de son beau-frère le citoyen Bienvenue, résidant en cette ville, qu'il avait reçu la nouvelle certaine de sa mort. Il a dû être fusillé par ses ravisseurs en la commune de Plaintel, près le bois de Lorges en ce département, le 6 de ce mois, le 15^e après son enlèvement » ⁷⁴.

Deux jours après (20 vendémiaire an X), le préfet annonçait un nouvel enlèvement : cette fois c'était celui du citoyen « Chrétien-Tréveneuc fils, ex-noble, propriétaire riche, résidant à sa terre de Pommerio, commune de Goudelin..., par des brigands déguisés en gendarmes. » Ils l'invitèrent, raconte le préfet, à leur montrer le chemin conduisant chez le maire. « Il déféra à leur désir simulé, accompagné d'un de ses amis qui était venu le voir. Ils n'étaient qu'à peu de distance de la maison lorsque les brigands enjoignirent à l'ami du citoyen Tréveneuc de s'en retourner et à Tréveneuc de les suivre. Ce dernier a dû écrire à sa famille les conditions auxquelles ses ravisseurs consentaient à le rendre à la liberté. Il s'agit d'une grosse somme pour rançon... Il n'est plus de doute que les enlèvements ne soient érigés en système positif par des brigands qui veulent profiter de la confusion où se trouve encore ce malheureux département pour ramasser beaucoup de richesses à l'effet peut-être de passer ensuite à l'étranger pour y jouir de leurs crimes. Jusqu'à ce moment, ils s'étaient bornés à exécuter leurs coups de main sur des personnes choisies exclusivement dans la classe des partisans prononcés de la Révolution. L'événement dont je vous rends compte semble être une dérogation à leur ancien plan, car M. de Tréveneuc ne pouvait être ni par sa naissance, ni par ses idées, ni par ses relations l'ami du nouvel ordre de choses. Il s'est, à la vérité, comporté paisiblement et n'a point émigré ; cette conduite a pu lui attirer le désagrément qu'il éprouve. C'est une nouvelle preuve que les brigands maltraitent tous ceux qui ne se sont pas montrés les ennemis acharnés de la République » ⁷⁵.

Tréveneuc fut relâché au début de brumaire moyennant paiement à ses ravisseurs d'une somme de 75.000 livres en or,

74. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 56, Correspondance extérieure du préfet relative à la police, fol. 66-68, le préfet au ministre de la Police générale, 18 vendémiaire an X.

75. *Ibid.*, fol. 68, le préfet au ministre de la Police générale, 20 vendémiaire an X. Sur la fortune de Chrétien de Tréveneuc (Jean-René), cf. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, p. 168, 411, 434 et 613.

et la promesse d'aller fixer son domicile dans le département du Finistère. Il se présenta en personne au préfet, mais ne put ou ne voulut lui donner aucun autre éclaircissement sur les conditions dans lesquelles s'était effectué son enlèvement ⁷⁶.

Comme le faisait remarquer précédemment Boullé; il semblait qu'on se trouvât en présence d'un plan méthodique d'intimidation des gens aisés et d'extorsion de fonds : « Plusieurs propriétaires résidant à la campagne se sont réfugiés dans les villes par suite des demandes d'argent et des menaces qui leur sont faites... Beaucoup d'autres ne pouvant abandonner leurs familles et leurs établissements ont aux dépens de leur aisance et même de leurs besoins acheté leur tranquillité momentanée, en payant les sommés demandées par les brigands. Les habitants des villes mêmes ne sont pas exempts des poursuites et des menaces des brigands. Le général Lorcet, commandant ce département, m'a communiqué une lettre par laquelle le citoyen Mattat, commandant particulier de la ville de Dinan, l'informe que cinq habitants de cette ville ont reçu des demandes d'argent et que n'en ayant pas fourni, ils sont menacés d'être assassinés et ne peuvent sortir de l'enceinte de la ville qu'avec la plus grande précaution » ⁷⁷.

Ce ne fut qu'en frimaire an X que la police consulaire put mettre la main sur les assassins de Veillet-Dufrèche. Au début du mois précédent, une colonne républicaine ayant soutenu, à Plédran, un petit combat avec la bande de Duros, « un des plus fameux chefs d'assassins qui parcourent le département », Duros fut tué : trois de ses compagnons furent faits prisonniers. Les révélations de l'un d'eux permirent au préfet de transformer en certitude de vagues soupçons de culpabilité. Une trentaine d'arrestations furent alors opérées, par les soins de la troupe et de la gendarmerie, parmi les chouans d'Etables, Saint-Quay, Plédran et Moncontour. Du nombre, faisaient partie Picard dit Sans-Quartier, Caro dit Fleur-d'Epine, et une femme, Marie-Anne Le Loutre, de Moncontour, ainsi que sa domestique, Julienne Touhier, qui avaient servi d'indicatrices aux brigands.

76. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 56, Correspondance extérieure du préfet relative à la police, fol. 73, le préfet au ministre de la Police générale, 11 brumaire an X.

77. *Ibid.*, *id.* à *id.*, fol. 75-76, le préfet au ministre de la Police générale, 15 brumaire an X.

Toute la bande fut traduite devant le tribunal spécial ⁷⁸ : telle était la crainte qu'elle inspirait, que le préfet écrivit en nivôse au ministre de la Police générale pour lui demander si l'on ne pourrait pas par mesure de prudence, après en avoir référé au Grand Juge, déroger à la procédure et éviter la confrontation publique des accusés et des témoins, ces derniers redoutant « d'être poursuivis avec acharnement et impitoya-

⁷⁸ *Ibid.*, fol. 73, le préfet au ministre de la Police générale, 8 brumaire an X, et fol. 86, *id.* à *id.*, 22 frimaire an X. Cf. plus loin chap. III, p. 299-300.

Le *Moniteur* du 3 nivôse an X publia à cette occasion un long rapport de Fouché aux Consuls de la République en date du 1^{er} du même mois. Le voici *in extenso* :

« Citoyens Consuls,

» Depuis la pacification de l'Ouest le département des Côtes-du-Nord n'avait pas cessé d'être agité par une horde de brigands, reste des troubles civils qui ont agité ces contrées. La paix qui partout ailleurs a eu sur la tranquillité publique une influence si marquée semblait augmenter leur férocité.

» Sans renoncer au plan d'assassinats qu'ils ont constamment suivi, ils avaient depuis peu adopté un système additionnel qui consistait à rançonner les propriétaires, les négociants, en un mot tous ceux qui passent pour posséder quelque aisance. Ce système se développait dans les départements de la 13^e division militaire, mais particulièrement dans celui des Côtes-du-Nord.

» Plusieurs citoyens avaient déjà été arrachés à leur domicile et obligés de payer leur liberté à prix d'argent, lorsque la dispartition du citoyen Veillet-Dufrêche vint frapper plus fortement et effrayer tous les esprits. Cet événement par les circonstances qui le suivirent fit dans le département une sensation profonde.

» Plusieurs propriétaires résidant à la campagne vinrent chercher dans les grandes communes un asile contre les dangers dont ils étaient ou dont ils se croyaient menacés.

» Tels étaient, citoyens Consuls, les renseignements qui depuis six mois me parvenaient journellement sur la situation du département des Côtes-du-Nord. Toutes les mesures militaires avaient échoué : cela devait être. Il faut que la force armée sache où trouver les ennemis qu'on la charge de combattre, mais les brigands ayant des retraites assurées, ne marchant que dans la plus profonde obscurité, s'assurant de l'absence de tous les moyens d'opposition dans les lieux où ils devaient se poster, il devenait impossible de les atteindre.

» L'opinion publique désignait en secret un grand nombre d'individus comme donnant asile aux brigands.

» J'étais depuis longtemps convaincu que les moyens de police étaient les seuls qu'on pût employer avec succès. Avant tout il était nécessaire de fermer aux brigands leur retraite accoutumée.

» Je chargeai le préfet de se concerter avec l'autorité militaire pour que la répartition qui serait faite des troupes garantît le succès des opérations.

» J'ordonnai la prompte arrestation des individus signalés comme ayant donné assistance aux brigands.

» D'après mes instructions le commandant de la gendarmerie fut investi de toute la latitude des pouvoirs nécessaires pour les poursuivre. Je connaissais d'avance le zèle, l'activité et la modération des chefs de ce corps aussi recommandable par son activité que par son dévouement.

» La troupe de ligne fut appelée comme auxiliaire, mise en nombre suffisant à la disposition des officiers de gendarmerie.

blement égorgés par les associés des brigands en cas de condamnation »⁷⁹. Il est infiniment probable que le Grand Juge ne put autoriser une pareille entorse à la légalité, puisque les accusés furent jugés dans les formes accoutumées en messidor an X⁸⁰.

Mais les craintes des témoins n'étaient pas sans fondement : une quinzaine de jours après le verdict, le propre frère de Veillet-Dufrèche, Olivier Veillet, lui aussi était enlevé à Ples-sala par une autre bande qui voulait le rançonner. Cette fois le coup manqua : Olivier Veillet parvint à s'échapper, et les gendarmes de Loudéac et de La Chèze s'étant lancés à la poursuite des brigands, en tuèrent trois. Leurs cadavres transportés à Loudéac furent exposés dans le cimetière aux regards du public. « Les campagnards, dit le sous-préfet, se portèrent en foule à ce spectacle et le considérèrent avec une satisfaction qui prouve que l'esprit public s'améliore »⁸¹.

De fait, les deux affaires Veillet-Dufrèche et Tréveneuc marquent le moment où la survivance de la chouannerie dans les Côtes-du-Nord atteint son paroxysme le plus aigu. Depuis les premiers jours de 1802, elle était en décroissance : les battues de colonnes mobiles et de la procédure expéditive des tribunaux d'exception commençaient à porter leurs fruits⁸². Ces

» Je fis passer au préfet les moyens nécessaires pour rendre plus efficaces et plus complets les renseignements qu'il avait déjà recueillis.

» Ces mesures ont eu tout le succès que je m'en étais promis, citoyens Consuls.

» De nouvelles révélations faites par quelques individus récemment arrêtés ont confirmé ce qu'on savait déjà.

» Le Préfet a fait arrêter simultanément 51 individus et les a fait conduire et déposer à la Maison d'arrêt de Saint-Brieuc.

» Le citoyen Bouvard, chef d'escadron de gendarmerie, juge rapporteur au Tribunal spécial est chargé de les interroger.

» Les informations auxquelles on procède, feront, je n'en doute pas, découvrir les principaux auteurs du système de brigandage qui a si longtemps opprimé et ruiné les citoyens de ce département. Le jugement qui interviendra, en effrayant les scélérats, rétablira la tranquillité et la sûreté dans cette contrée.

» Dans le Morbihan les mêmes délits appelaient les mêmes mesures : je les ai prescrites au Préfet de ce département. J'ai mis à sa disposition les mêmes moyens et j'ai l'espérance, citoyens Consuls, de vous annoncer incessamment qu'ils auront obtenu le même succès.

» Je vous salue avec respect.

» FOUCHÉ. »

79. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 56, Correspondance extérieure du préfet relative à la police, le préfet au ministre de la Police générale, 12 nivôse an X.

80. Cf. plus loin chap. III, *loc. cit.*

81. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 56, Correspondance extérieure du préfet relative à la police, le préfet au ministre de la Police générale, 29 messidor an X, et *id.* à *id.*, 4 thermidor an X.

82. Sur l'activité du tribunal spécial des Côtes-du-Nord, cf. plus loin chap. III, p. 293-300.

mesures répressives coïncidaient du reste avec les radiations d'émigrés, le vote du Concordat et la paix d'Amiens (janvier-avril 1802). En mai, l'armée de l'Ouest fut dissoute⁸³. A partir de ce moment, c'est le préfet seul et la gendarmerie qui vont être chargés du soin de maintenir l'ordre et de traquer les derniers brigands. C'est le moment d'étudier le personnel policier dans le département des Côtes-du-Nord.

Ce personnel comprend d'abord la gendarmerie. La gendarmerie avait été provisoirement réorganisée, dans tout l'Ouest, en l'an VIII, par le général Wirion, chargé de cette mission dans les seize départements des 12^e, 13^e, 14^e et 22^e divisions militaires⁸⁴. Le département des Côtes-du-Nord reçut pour sa part 286 hommes, se décomposant comme il suit : 5 officiers, 22 maréchaux des logis (17 à pied, 5 à cheval), 35 brigadiers, (17 à pied, 18 à cheval). L'emplacement des 22 brigades était le suivant : Saint-Brieuc (1 à pied, 2 à cheval), Lanvallon, Châtelaudren, Quintin, Moncontour (1 à pied, 1 à cheval), Pongand, Loudéac (1 à pied, 1 à cheval), Uzel, Guingamp (1 à pied, 1 à cheval), Belle-Isle en Terre, Callac, Rostrenen, Corlay (1 à pied, 1 à cheval), Mûr, Pontrieux, Tréguier, Lannion, Bégard, Lamballe, Collinée, Matignon, Plancoët, Broons (1 à pied, 1 à cheval), Merdrignac, Jugon, Dinan (1 à pied, 1 à cheval), Langouédic⁸⁵. Puis, un arrêté consulaire du 12 thermidor an IX, complétant et modifiant la grande loi organique sur la gendarmerie nationale de l'an VI, avait compris le département des Côtes-du-Nord dans la 4^e légion (avec le Finistère, le Morbihan et l'Ille-et-Vilaine). Chaque légion se subdivisait en deux escadrons, de deux compagnies chacun, une par département. La compagnie des Côtes-du-Nord était à l'effectif de 19 brigades à cheval et 29 à pied ; chaque brigade étant de 5 hommes commandés par un chef de brigade, maréchal des logis ou brigadier, ce qui donne au

83. Archives du ministère de la Guerre, Archives modernes, Armée de l'Ouest, correspondance, carton 8, cf. G. PARISSET, *op. cit.*, p. 70.

84. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Gendarmerie nationale (an VIII-1829), proclamation du général Wirion, chargé de l'organisation de la gendarmerie nationale dans les seize départements de la 12^e, 13^e, 14^e et 22^e division militaire, Aux gendarmes nationaux, Rennes, germinal an VIII.

85. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Gendarmerie nationale (an VIII-1819), état de la répartition des brigades de gendarmerie à pied et à cheval dans le département des Côtes-du-Nord, 19 prairial an VIII.

total 114 gendarmes à cheval et 174 à pied ⁸⁶. Il ne semble pas qu'on ait touché à la répartition de l'an VIII. En l'an XIII, l'effectif est à peu près le même : 289 hommes pour tout le département, soit 171 à pied, et 118 à cheval ⁸⁷. Le contingent de gendarmerie des Côtes-du-Nord dut être réduit en 1811 à la suite de la suppression de 150 brigades à pied dans les départements de l'Ouest, ordonnée par le ministre de la Guerre ⁸⁸.

L'état-major comprenait un chef d'escadron, commandant les deux compagnies d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord, un capitaine et quatre lieutenants ⁸⁹. Le chef d'escadron fut, de l'an VIII à l'an X, Bouvard, remplacé en l'an XI par Gauthier-Guistièrre qui était encore en fonctions en 1814 ⁹⁰. La gendarmerie, troupe d'élite, semble avoir rendu les plus grands services dans le département et le préfet ne manque jamais une occasion de manifester l'estime dans laquelle il la tient. En l'an IX (14 brumaire), il écrit au ministre de la Guerre : « La gendarmerie se comporte bien dans ce pays, les officiers, patriotes par principes, se concilient l'estime générale par la sévérité de leur conduite » ⁹¹. Nous le voyons d'autre part, en messidor an XI, demander au conseil général de lui voter en signe de reconnaissance l'acquisition « d'un guidon avec un tablier de trompette ». Le conseil vota pour ce double achat une somme de 300 à 400 francs, à prendre sur les fonds destinés aux dépenses imprévues « considérant... que le témoignage que lui rend le premier magistrat du département de l'activité du service de cette arme est fondé sur plusieurs actes de dévouement, que le calme dont on jouit depuis

86. DUVERGIER, t. XII, p. 491-502, arrêté consulaire sur l'organisation de la gendarmerie nationale, 12 thermidor an IX, avec tableau de répartition par départements. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 856-857.

87. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Gendarmerie nat. (an VIII-1829), effectif de la gendarmerie impériale dans les Côtes-du-Nord, an XIII.

88. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Gendarmerie nat. (an VIII-1829), état des brigades supprimées, 25 avril 1811.

89. DUVERGIER, t. XII, p. 496.

90. *Almanach national*, puis *impérial* (an X-1814), 13^e division militaire, gendarmerie. Parmi les capitaines commandant la compagnie des Côtes-du-Nord on relève les noms de Thomas, Hue, Géry, etc.

91. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 142, Correspondance diverse du préfet relative à la guerre (germinal an VIII-germinal an IX), le préfet au ministre de la Guerre, 14 brumaire an IX.

quelque temps est particulièrement dû à son exacte surveillance »⁹².

D'autre part, Boullé avait, pour le seconder dans les principales villes, des commissaires de police. Un arrêté consulaire du 25 prairial an VIII en nomma quatre : Belhomme, à Saint-Brieuc ; Le Harivel, à Dinan ; Chaplain, à Loudéac ; Le Bihan, à Guingamp⁹³. Belhomme, décédé en l'an XII, fut remplacé en fructidor de cette année par François Jouannin, peut-être par intérim ; en l'an XIII, par Balthazar (Germain), puis par Brindejone. Brindejone démissionna à son tour en décembre 1807⁹⁴. Il céda la place à François Rouxel, huissier, qui conserva ce poste jusqu'à la fin de l'Empire. Le Harivel était encore en fonctions en 1812. Le Bihan, qui avait été remplacé par Depasse fils, en l'an IX, parce qu'il démissionnaire, reprit ce poste en 1809 ; à Loudéac, se succédèrent Chaplain, Mahé, puis Bigrel⁹⁵.

Enfin, le préfet avait au-dessus de lui le ministre de la Police générale, Fouché, avec lequel il correspondait régulièrement jusqu'en fructidor an X ; puis le Grand Juge qui eut la police dans ses attributions de l'an X à messidor an XII⁹⁶ ;

92. *Ibid.*, 2 M 149, Correspondance diverse du préfet relative à la guerre (11 germinal an XI-27 messidor an XI), le préfet au conseil général du département rassemblé extraordinairement, 15 messidor an IX, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, Délibérations du conseil général, fol. 43-44, séance extraordinaire du 15 messidor an XI (manque dans Archives Nat., Flev, Côtes-du-Nord, 1).

93. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, Côtes-du-Nord, an VIII, arrêté du 25 prairial an VIII, et F7 3268, Commissaires de police, nominations (an VIII-1815), Côte-du-Nord.

94. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 57, Correspondance extérieure du préfet relative à la police, le préfet au ministre de l'Intérieur, 9 ventôse an XIII ; 2 M 48, Correspondance intérieure du préfet (prairial an XI-messidor an XII), fol. 64, le préfet au premier adjoint de Saint-Brieuc, 28 fructidor an XII, et fol. 87-88, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 9 pluviôse an XIII, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 50, Correspondance intérieure du préfet relative à la police (1807-1810), le préfet au maire de Saint-Brieuc, 8 décembre 1807.

95. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 43, Arrêtés concernant la police (1806-1807), arrêté du 9 décembre 1807, et 2 M 48, fol. 87-88, le préfet au sous-préfet de Loudéac, 9 pluviôse an XIII ; 3 K 10, Arrêtés relatifs à l'organisation des autorités constituées et objets généraux (an IX-1815), fol. 16-17, arrêté du 23 fructidor an IX.

96. Sur l'organisation et le fonctionnement du ministère de la Police générale de l'an VIII à l'an X, cf. L. MADELIN, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 449-508. Sur le « Bulletin de Police » confectionné en partie avec les rapports des préfets, et placé sous les yeux de l'Empereur, *ibid.*, et, en outre, E. D'HAUTERIVE, *La*

de nouveau Fouché, redevenu ministre de la Police de 1804 à 1810, enfin Savary, de 1810 à 1814, son successeur au même portefeuille ⁹⁷.

Ce fut pendant ces dix dernières années que le système compressif du Premier Empire fonctionna dans toute sa perfection ; à ce moment, la France est divisée en quatre arrondissements de police, ayant chacun à leur tête un directeur. Le département des Côtes-du-Nord fait partie du 1^{er} arrondissement. C'est dans les lettres écrites par Boullé à Fouché, Regnier et Savary ou plus exactement à Réal, leur « locum tenens » chargé de cet arrondissement, qu'il faut chercher surtout la description du département au point de vue policier à partir de 1802-1803 ⁹⁸. Un fait s'en dégage au premier coup d'œil, dont le contraste frappe avec ce que l'on a vu des années précédentes : sa tranquillité progressivement croissante.

Pourtant en fin 1803-1804, le préfet eut encore à liquider une grosse affaire de chouannerie ; nous voulons parler des ramifications de la conspiration de Cadoudal dans les Côtes-du-Nord ⁹⁹. Le 19 octobre 1803, un des compagnons d'armes de celui-ci, Debar, réfugié à Guernesey, débarqua de nuit dans

Police secrète du Premier Empire, Bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'Empereur, Paris, 1908-1924, 3 vol. in-8° (en cours de publication, s'arrêtant en 1807).

Sur la disgrâce de Fouché et le fonctionnement de la police sous la direction du Grand Juge Régnier, cf. L. MADELIN, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 352-378, spécialement p. 365-366.

97. Sur le second ministère de Fouché, cf. L. MADELIN, *op. cit.*, t. II, p. 1-223.

Sur le ministère Savary, on glanera quelques renseignements dans ce même tome, p. 223-271. Cf. en outre l'article Savary de la *Grande Encyclopédie*, Savary, duc de Rovigo, a laissé des mémoires pour servir à l'histoire de l'empereur Napoléon, Paris, 1828, 8 vol. in-8°. Les chapitres 23, 27 et 29 du t. IV concernent spécialement le ministère de la Police générale.

98. L. MADELIN, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 455 et 466-467 (détails sur Réal, l'*alter ego* de Fouché, que Savary lui-même dut conserver). Cf. aussi F. RÉAL, *Indiscrétions du portefeuille d'un fonctionnaire de l'Empire* (1797-1830), *Souvenirs anecdotiques tirés et mis en ordre par MUNIER-DESCLOZEAUX*, Paris, 1835, 2 vol. in-8°, et P.-M. DESMAREST, *Quinze ans de haute police*, Paris, 1833, 1 vol. in-8°, réédités sous le titre de *Témoignages de Desmarest*, par L. GRASILLIER et A. SAVINE, Paris, 1900, 1 vol. in-18; VILLENAVE, *Notice historique sur Réal*, Paris, 1846, 1 vol. in-8°.

99. Sur le complot de Cadoudal, en général, cf. G. PARISSET, *op. cit.*, p. 194-218 (donne la bibliographie détaillée de la question), et, plus spécialement, G. DE CADODAL, *Georges Cadoudal et la Chouannerie*, Paris, déjà cité, et CAUDRILLIER, *Le complot de l'an XII*, dans la *Revue historique*, 1900-1902, t. LXXIV, LXXV et LXXVIII. Sur les ramifications de ce complot dans les Côtes-du-Nord, cf. HUON DE PENANSTER, *Une conspiration en l'an XI et en l'an XII*, Paris, 1896, 1 vol. in-16 (d'après Archives Nat., F7 et AFIV)

l'anse de Cléhec, près Saint-Quay-Portrieux, avec l'intention de gagner le Morbihan à travers les Côtes-du-Nord et de fomenter dans l'Ouest une diversion qui retiendrait l'attention des autorités bonapartistes et la détournerait de Paris où Georges devait opérer en personne ¹⁰⁰. Le général Moncey, inspecteur général de la gendarmerie, qui entretenait sa police à lui, distincte de celle du Grand Juge, en fut averti à l'insu de Boullé, et donna l'ordre de filer le chef chouan ¹⁰¹.

Conformément à ses ordres, le chef d'escadron Gauthier-Guistièrè lança sur sa piste un traître royaliste, Tarillon, domicilié à Saint-Méloir-des-Ondes (Ille-et-Vilaine), qui avait été jadis chargé de la correspondance de Cadoudal avec Puitsaye, puis avec le prince de Bouillon. Tarillon essaya en tâtonnant de découvrir les étapes de Debar : il se rendit d'abord auprès de Guezno de Penanster, ancien maître particulier des Eaux et Forêts des trois évêchés de Léon, Tréguier et Cornouaille, père d'un compagnon de Cadoudal, retiré dans sa terre du Plessix, en Maël-Carhaix, auquel il se présenta comme un agent des princes : il apprit, en effet, de Penanster que Debar avait débarqué et qu'il avait envoyé des lettres pour la côte. De là, Tarillon gagna Callac où s'était établi comme notaire, Even, ancien employé de l'administration des domaines en Bretagne, incarcéré sous le Directoire pour royalisme à plusieurs reprises, notamment à Paris et à Saint-Brieuc. Mais la correspondance de Debar n'était déjà plus entre ses mains. Tarillon se dirigea ensuite vers le manoir de Kérauffret en Pestivien, propriété d'un autre royaliste, Lhostis-Kerhor, maire de cette commune. Là, il apprit que Debar avait couché après son débarquement et qu'il avait eu une entrevue assez longue avec Even ; quant à la correspondance, elle avait été expédiée chez le frère de Kerhor, à Lanvollon. Tarillon, en compagnie de deux gendarmes déguisés en paysans, parvint à se faire remettre ces lettres qu'il s'pressa

100. HUON DE PENANSTER, *op. cit.*, p. 65-66. Sur Debar, de son vrai nom Jean-François Le Paige-Dorsenne, cf. la note 2, très substantielle, de H. POMMERET (abbé), *L'esprit public dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 418-419. Debar était accompagné de La Haye-Saint-Hilaire, un condamné par contumace de l'affaire de la Machine infernale, cf. G. PARISSET, *op. cit.*, p. 200, et J. LORÉFAN, *La Machine infernale de la rue Nicaïse*, p. 210 et 279.

101. HUON DE PENANSTER, *op. cit.*, p. 66-67. Sur le général Moncey, cf. *Grande Encyclopédie*, art. Moncey, signé A. Debidour. Cf. aussi L. MADELIN, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 480.

de rapporter à Saint-Brieuc, au capitaine Thomas. C'étaient des lettres de Debar adressées au Comte d'Artois, à Georges, au chevalier de Vossey, et une lettre d'Even à Penanster. Thomas transmet le tout au général Moncey qui fit son rapport au Premier Consul ¹⁰².

Bonaparte écrivit alors au Grand Juge de faire arrêter Even (27 novembre 1803) ¹⁰³. Le 29, le Grand Juge envoya à Boullé un mandat spécial d'arrêt contre lui et un mandat général en blanc pour ses complices. On pensait d'ailleurs recevoir une réponse des îles indiquant le lieu où se cachait Debar ¹⁰⁴. Rien ne vint : Moncey furieux réprimanda Boullé et fit faire par Gauthier-Guistièrre une enquête sur l'administration de l'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord. Le 13 décembre, il en mettait le résultat sous les yeux de Bonaparte. En voici les conclusions en ce qui concernait Boullé : « Le citoyen Boullé, préfet des Côtes-du-Nord, beaucoup moins brillant (que Mounier, préfet d'Ille-et-Vilaine), mais fidèle à l'impulsion du Gouvernement, accueille sans préférence marquée les hommes de tous les partis et cherche à les rallier tous autour du Gouvernement. Il observe également les partisans des différents excès : il seconde en tout la gendarmerie. Il serait le premier à offrir toute assistance pour déjouer toute machination avec fermeté » ¹⁰⁵.

Malgré cela, on expédia à Saint-Brieuc un agent secret, Valette, ancien condisciple de Georges, de Penanster et de Debar, qui devait aider le préfet et, au besoin le surveiller. Valette arriva à Saint-Brieuc, le 27 décembre 1803, à minuit : il tint aussitôt, à la préfecture, avec Boullé et le capitaine Thomas, une espèce de conseil de guerre sur les moyens de s'emparer de Debar et en même temps d'Even. Il fut convenu que Valette se rendrait à Callac en compagnie du lieutenant de gendarmerie Goudelin et de gendarmes et essayerait de savoir d'Even où était Debar ; en cas de refus du notaire, on l'arrêterait ¹⁰⁶. Ce programme fut exécuté de point en point. La maison d'Even cernée, Valette se fit reconnaître à lui comme ancien camarade et lui demanda la retraite de Debar. Pour

102. HUON DE PENANSTER, *op. cit.*, p. 67-73.

103. *Ibid.*, p. 73-74.

104. *Ibid.*, p. 75-77.

105. *Ibid.*, p. 78.

106. *Ibid.*, p. 81.

toute réponse, Even déclara que Debar était repassé en Angleterre. La gendarmerie pratiqua alors une perquisition et, n'ayant rien trouvé, se saisit d'Even qui fut amené à Guingamp, puis à Saint-Brieuc. Là, le préfet procéda à son interrogatoire qui révéla un certain nombre de complices ; mais on n'en put rien obtenir quant à la cachette présente de Debar¹⁰⁷.

Valette persuada alors au préfet et à Thomas de relâcher Even en le surveillant étroitement et en le prévenant qu'au besoin il serait arrêté de nouveau. Le Grand Juge approuva cette manière de faire et, le 12 janvier, écrivit à Boullé de faire arrêter tous les autres individus ayant eu des rapports avec Debar. Pendant quelques jours, des mesures extraordinaires de police furent prises en Bretagne : la circulation interrompue, les embarquements suspendus, un détachement de gendarmes d'élite, commandé par le lieutenant Géry, envoyé dans les départements des Côtes-du-Nord et du Morbihan¹⁰⁸.

De son côté, Even joua double jeu. Il feignit de consentir à livrer Debar et, sur ses indications, la police consulaire alla le guetter du côté de Pontrioux, sous les murs du vieux château de la Roche-Jagu. Mais pendant ce temps, Debar averti par le même Even gagnait par l'intérieur le Morbihan et les îles. Thomas soupçonnant une tromperie se rendit à Callac où il interrogea de nouveau Even, puis à Rostrenen où il trouva un nommé Chatton, aubergiste, qui lui promit de saisir Debar à la première occasion, mais se garda bien d'en rien faire¹⁰⁹. Finalement, le préfet, comprenant qu'il avait été berné, donna l'ordre le 11 janvier 1804 d'arrêter Lhostis-Kerhor, maire de Pestivien, chez lequel avait eu lieu l'entrevue de Debar et d'Even¹¹⁰. Il voulait remettre à plus tard l'arrestation des autres complices, mais le Premier Consul lui donna l'ordre le 30 janvier de se saisir d'Even et de son beau-père Penanster¹¹¹. Une série de mandats d'arrêt et de dépôt furent lancés par le préfet pendant le mois de pluvieux an XII. Le lieutenant de gendarmerie Goudelin fut chargé de les faire exécuter à l'égard d'un certain nombre d'individus « prévenus de manœuvres

107. HUON DE PENANSTER, p. 84-94.

108. *Ibid.*, p. 95-96.

109. *Ibid.*, p. 164-165.

110. *Ibid.*, p. 165.

111. *Ibid.*, p. 160.

contre la sûreté générale de l'Etat par le refuge et les secours qu'ils ont accordés aux chefs de brigands qui ont tenté de rallumer dans ce territoire les torches de la guerre civile et qui ont le projet d'attenter à la personne des membres du Gouvernement, notamment du Premier Consul » ¹¹². Il y eut en tout vingt-cinq arrestations, les inculpés appartenant à toutes les classes de la société : Even (Joseph-Laurent), notaire à Callac ; Guezno-Penanster (Claude-Louis), propriétaire à Kersalio, en Maël-Carhaix ; Blanchard (Jérôme), de Duault ; Poder (François), dit « Turbot », aubergiste à Callac ; Chatton (Augustin), aubergiste à Rostrenen ; Allain-Launay (Jean-Marie-Jérôme), maître de forges à Coatannay et Coatannoz, canton de Belle-Isle-en-Terre ; Lhostis-Kerhor (François), de Lanvallon ; Lhostis-Kerhor (Julien-Jean-René), fils du précédent ; Lhostis-Kerhor (Grégoire), de Maël-Pestivien ; Carsin (Jérôme), cultivateur à Plourhan ; André (Jean), domestique de Lhostis-Kerhor, à Maël-Pestivien ; Paradis (Joseph), officier de santé à Rostrenen ; Le Bras (Julien), tonnelier à Gurunhuel ; Le Can (Henry), aubergiste à Kéranno, près Guingamp ; Le Can (Gilles), fermier près Callac ; Le Sommier (Pierre), fermier à Pont-Melvez ; Le Coz (Yves), fermier à Trélivan ; Le Moal (Guillaume), cultivateur à Pommerit-les-Bois ; Pierre (François), cultivateur à Saint-Clet ; Le Parc (Henry), cultivateur à Brélidy ; Le Gras (François), patron de gabarre à Quemper-Guézenec ; Le Bonhomme (Pierre), de Locarn ; Le Marec (Etienne), de Saint-Quay ; Gloaguen (François), de Maël-Carhaix ; Le Roy (Yves), de Maël-Pestivien ¹¹³. Vingt d'entre eux furent expédiés à pied à Paris, de brigade de gendarmerie en brigade. Ils y arrivèrent le 20 mars, juste à temps pour voir s'ouvrir le procès Moreau-Cadoudal. C'étaient : Even, Carsin, les trois Lhostis-Kerhor, Le Moal, Blanchard, Le Bras, Allain-Launay, Le Sommier, Le Coz, Le Gras, Pierre Le Parc, Le Can, Le Bonhomme, Chatton, Paradis, Guezno-Penanster, André ; même, Guezno-Penanster, qui avait pourtant 75 ans et qui était goutteux et infirme, dut faire le voyage ¹¹⁴. Par

¹¹². Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 41, Arrêtés du préfet relatifs à la police (11 pluviôse-3 complémentaire an XII), fol. 1-10, arrêtés du 11 au 30 pluviôse an XII. Cf. HUON DE PENANSTER, *op. cit.*, p. 166-167.

¹¹³. *Ibid.*

¹¹⁴. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 41, fol. 11-13, arrêté du 6 ventôse an IX. Cf. HUON DE PENANSTER, *op. cit.*, p. 167-168.

contre, Le Moal, malade d'une « fièvre catarrhale bilieuse », fut dispensé provisoirement de ce transfèrement à Paris. Il fut soigné à l'infirmerie de la prison et un peu plus tard relâché, mais placé en surveillance à son domicile avec Turbot et Gloaguen qui avaient d'abord été transférés de la maison d'arrêt de Saint-Brieuc dans celle de Guingamp. Julien Le Roy et Gilles Le Can moururent dans la prison de Saint-Brieuc ; Etienne Le Marec, lui non plus, ne fut pas transféré ¹¹⁵.

Even fut acquitté ¹¹⁶, mais par mesure de haute police placé en surveillance à Bar-sur-Aube ¹¹⁷ : il ne fut autorisé à rentrer chez lui qu'en 1810, grâce à l'intervention de Rupérou ¹¹⁸. Carfort, arrêté le 18 messidor an XII, fut enfermé au château de Lourdes ¹¹⁹, d'où il fut transféré le 14 octobre 1806 à celui d'If ¹²⁰. Les autres inculpés ne furent pas jugés ; preuve qu'il n'y avait contre eux aucune charge sérieuse. On se contenta de les assimiler à des prisonniers d'Etat et de les tenir enfermés à l'Abbaye ¹²¹. Guezno-Penanster fut renvoyé dans sa commune, en raison de son âge et de ses infirmités. De même, Allain-Launay, dont les affaires périchaient ¹²².

115. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 41, fol. 13, arrêté du 9 ventôse an XII, et fol. 14, arrêté du 9 messidor an XII.

Jean Tarillon « originaire de Rimeringue, département de la Moselle, domicilié à Saint-Méloir, arrondissement de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), résidant depuis plusieurs mois dans le département », reçut un « passeport spécial », pour Paris, « en vertu d'ordres supérieurs » (3 K 41, fol. 14, arrêté du 25 ventôse an XII). On avait besoin de ses « services » dans le procès Cadoudal-Moreau qui allait s'ouvrir.

116. HUON DE PENANSTER, *op. cit.*, p. 274.

117. *Ibid.*, p. 290.

118. Archives Nat., F7 3091, Feuilles de travail du premier arrondissement (an XII-1814), 8 novembre 1810. HUON DE PENANSTER, *op. cit.*, p. 312, donne 1812, date qui nous semble erronée.

119. HUON DE PENANSTER, *op. cit.*, p. 313, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 47, fol. 15, arrêtés du 18 messidor et du 5 thermidor an XII.

120. Il y était encore en 1814, sans que sa famille du reste se doutât de ce qu'il était devenu. HUON DE PENANSTER, *op. cit.*, p. 306, et G. LENÔTRE, *La Mirlitantouille*; V^{te} R. LE NEPVOU DE CARFORT, *Etude généalogique sur la maison Le Nepvou de l'évêché de Saint-Brieuc*, Saint-Brieuc, 1913, 1 vol. in-4^o.

121. HUON DE PENANSTER, *op. cit.*, p. 314. Archives Nat., F7 3089, Feuilles de travail du 1^{er} arrondissement de police (an XII-1814), 22 thermidor et 13 fructidor an XII.

122. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 48, Correspondance intérieure du préfet relative à la police (an XI-an XII), fol. 61-62. Le préfet au sous-préfet de Guingamp, 24 fructidor an XII. Le 17 vendémiaire an XIII, le préfet s'enquérât auprès du ministre de l'Intérieur de la question de savoir si Allain-Launay pouvait assister aux fêtes du couronnement en qualité de président

En vendémiaire an XIII, le préfet demanda au conseiller d'Etat Réal qui venait de reprendre, avec Fouché comme chef, la direction de la Police générale après l'attentat du duc d'Enghien, la mise en liberté de douze d'entre eux, moins coupables qu'Even, qui avait été acquitté. « La situation parfaitement calme, ajoutait-il, du département donne ouverture aux actes de clémence envers ces individus et permet de les laisser revenir dans leurs foyers. La plupart d'entre eux sont, comme vous l'avez sans doute remarqué, ou des vieillards ou des laboureurs et manœuvres sans éducation et sans influence.

.....
Au nombre des détenus, il est un homme dont je dois vous parler dans un sens différent : c'est Jérôme Carsin, âgé de 31 ans, laboureur domicilié à Plourhan. Cet individu, dont la demeure était voisine de la mer, a été à toutes les époques de troubles le commissaire affilié des chouans : il en était le porteur de correspondances et le guide et je pense qu'il serait fort dangereux qu'il revînt au pays. Je suis loin de demander qu'on le retienne dans la dure captivité des prisons ; mais, comme il est jeune et vigoureux, on le placerait à propos soit dans un fort, soit dans une île où l'on utiliserait ses bras comme manœuvre.

Quant à Lhostis-Kerhor fils, de Lanvallon, âgé d'environ dix-neuf ans, aussi détenu, je suis persuadé que l'oisiveté dans laquelle il vivait chez son père a contribué à le jeter dans le travers qu'on a à lui reprocher et on pourrait réformer ses

d'assemblée cantonale, le ministre de la Police générale ayant prescrit de s'opposer au départ pour Paris des personnes placées sous la surveillance de la haute police.

Le ministre de l'Intérieur en référa à son tout-puissant collègue Fouché qui lui répondit le 10 brumaire suivant qu'Allain-Launay avait été convaincu d'avoir favorisé le départ pour l'Angleterre de Debar, et qu'il s'était borné à invoquer comme excuse le désir d'en débarrasser le pays. Il n'avait été relâché « qu'en raison de la considération dont il jouissait et à son utilité dans un pays où son absence suspendait d'immenses travaux et laissait en quelque sorte sans pain un grand nombre d'ouvriers qu'emploient les forges de Coat-an-Noz ». Néanmoins, il le laissait libre de décider lui-même si Allain-Launay pouvait venir ou non à Paris. Nous ignorons la décision prise par le ministre de l'Intérieur. Archives Nat., F^o III, Côtes-du-Nord, 4, Elections (an XII-1809).

Sur Allain-Launay, ci-devant procureur du roi et notaire royal à Callac, député aux Etats provinciaux de 1788 et à la Législative, président du comité de surveillance de la Société révolutionnaire de Carhaix, cf. P. HÉMON, *François Delaizaire, maître des forges du Vaublanc et de la Hardouinate* (1743-1796), p. 53.

mœurs en le forçant en quelque sorte à prendre de l'occupation. Il paraîtrait particulièrement apte au service militaire par sa stature et sa bonne conformation »¹²³. Ces propositions du préfet ne furent pas de tout point ratifiées par le ministre. Le Bonhomme et les trois Lhostis-Kerhor furent relâchés et autorisés à rentrer chez eux¹²⁴. Carsin, qui devait d'abord être maintenu en état de détention, fut libéré à l'occasion du couronnement de l'Empereur, grâce à l'intervention du sénateur Clément de Ris¹²⁵. Les autres furent mis en surveillance à quarante lieues des côtes et de Paris¹²⁶.

Au début de la même année (brumaire an XII), avait eu lieu une autre capture importante de chef chouan. Le fameux Louis Daniel, dit Emmanuel, jadis la terreur de l'arrondissement de Dinan, et qu'on avait cru à tort tué en l'an IX, près de Quintenic, s'était réfugié dans l'Ille-et-Vilaine, à Saint-Pern, chez le desservant Dubois, qui lui enseignait la théologie et le préparait au sacerdoce. La brigade de gendarmerie de Tréfumel l'y découvrit et le ramena à Saint-Brieuc sous mandat de dépôt. Il y resta jusqu'en novembre 1806, date à laquelle il fut, par ordre de Réal, transféré au fort de Ham. Ce fut un des derniers épisodes de l'histoire de la chouannerie dans les Côtes-du-Nord sous l'Empire¹²⁷.

A partir de l'an XIII jusqu'à la fin du régime bonapartiste, un calme à peu près continu va régner dans le département, entrecoupé pourtant de quelques soubresauts révélant une agitation interne. En fructidor an XIII, le sous-préfet de Dinan

123. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 57, Correspondance extérieure du préfet (10 vendémiaire an XI-8 frimaire an XIV), le préfet au conseiller d'Etat Réal, 5 vendémiaire an XIII.

124. Archives Nat., F⁷ 3089, Feuilles de travail du 1^{er} arrondissement de police (an XII-1814), 18 brumaire an XIII.

125. *Ibid.*, 9 frimaire an XIII.

126. *Ibid.*, 7 nivôse an XIII et HUON DE PENANSTER, *op. cit.*, p. 288-289 (fourmille à ce sujet d'inexactitudes et de contradictions).

127. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 55, Correspondance extérieure du préfet relative à la police (25 germinal an VIII-10 prairial an IX), fol. 47-48, le préfet au ministre de la Police générale, 4 frimaire an IX, et 2 M 57, Correspondance extérieure du préfet relative à la police (10 vendémiaire an XI-8 frimaire an XIV), le préfet au Grand Juge, 17 brumaire an XII; 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1814), carton 10 (an XIV-1806), le directeur du 1^{er} arrondissement de police Réal au préfet, 15 octobre 1806. Cf. E. FLEURY et E. DANICOURT, *Histoire populaire de la ville et du château de Ham*, p. 171. Il y resta jusqu'en 1808.

d'une part, de l'autre le maréchal de logis de gendarmerie de Pontrioux, transmettent au préfet le bruit de « brigands » débarqués récemment d'Angleterre sur les côtes. Mais Boullé après avoir soumis le rapport des gendarmes à une critique serrée, se rendit compte qu'il n'y avait là qu'un excès de zèle peu éclairé; d'autre part, une battue faite dans la forêt de la Hunaudaie, par la garnison de Dinan, la gendarmerie et les douaniers, prouva qu'on se trouvait là aussi en présence d'un racontar ¹²⁸.

En vendémiaire an XIV, Boullé pouvait écrire à Réal : « Vous m'avez demandé par votre lettre du 20 fructidor un état de situation de chacun des arrondissements communaux du département sous le rapport moral et politique. J'aurais pu vous répondre sur-le-champ d'après mes connaissances particulières et les divers renseignements qui m'étaient parvenus par la correspondance des fonctionnaires publics, mais j'ai voulu le faire d'une manière encore plus certaine et qui vous satisfît davantage en consultant spécialement MM. les sous-préfets sur l'objet de votre lettre. Les comptes que ces magistrats m'ont rendus montrent tous les arrondissements comme jouissant d'une tranquillité parfaite » ¹²⁹. En brumaire an XIV, il note que l'esprit public est bon, que les nouvelles des victoires ont pénétré jusqu'au fond des campagnes. Pourtant, en fin vendémiaire an XIV, il avait fait arrêter un certain Grandvalet, boulanger de Plumieux, qui répandait des propos alarmants sur le compte des armées impériales, « être extrêmement dangereux sous tous les rapports..., disposé à servir les émissaires de l'Angleterre..., à égarer par de fausses nouvelles l'esprit de l'habitant » ¹³⁰.

La gendarmerie avait d'ailleurs toujours une tendance à présenter la situation sous un jour plus inquiétant qu'elle ne l'était en réalité et adressait des rapports en ce sens à l'Inspection générale qui en faisait part au ministère de la Police. Celui-ci à son tour demandait au préfet des explications. Ainsi, en frimaire an XIV, les lieutenants de gendarmerie de Loudéac et de Napoléonville signalaient des allées et venues de par-

128. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 57, Correspondance extérieure du préfet relative à la police (10 vendémiaire an XI-8 frimaire an XIV), le préfet au conseiller d'Etat Réal, 25 fructidor an XIII.

129. *Ibid.*, *id.* à *id.*, 13 brumaire an XIV.

130. *Ibid.*, *id.* à *id.*, 27 vendémiaire an XIV.

tisans des Bourbons dans la région de l'arrondissement de Loudéac voisine du Morbihan. Debar et Penanster auraient été vus, disait-on, dans les environs de Rostrenen. Boullé fit procéder à des battues par les soins du sous-préfet de Loudéac et à une enquête par ceux du lieutenant de gendarmerie de Guingamp. Battues et enquête ne donnèrent aucun résultat. Une fois de plus les subordonnés de Moncey avaient fait preuve d'un zèle intempestif ¹³¹.

Du reste, l'un après l'autre, les derniers chefs chouans venaient faire leur soumission ou bien étaient capturés. En septembre 1806, on arrête Julien-Marc Le Parc, dit Grégoire, ancien recteur de Saint-Rieul, condamné à mort par contumace, le 19 pluviôse an IX, pour intelligence avec Mercier, et vainement recherché depuis lors, auteur par surcroît « d'un écrit infâme contre le Consulat et le Concordat » ¹³². Le Parc, ayant été jugé à nouveau contradictoirement par la cour spéciale, s'en tira avec une condamnation à deux mois de détention. Mais le ministre de la Police générale ayant estimé cette sanction insuffisante, cet individu « très dangereux » fut transféré à Bicêtre (29 septembre 1806) ¹³³. Lors de l'enlèvement de l'évêque de Vannes par les chouans du Morbihan, qui arriva vers la même époque, le préfet prévenu par la gendarmerie fit faire une battue dans le sud du département : cette opération de police démontra que tout était tranquille dans les Côtes-du-Nord (26 septembre 1806) ¹³⁴. C'est peut-être pour cette raison que l'on choisit la prison de Saint-Brieuc pour y incarcérer quatre chouans morbihannais, arrêtés à cette occasion, par la colonne mobile du général Boyer opérant autour de Napoléonville, savoir : Guillaume-Marie Sécillon, François-Simon Porcaro et les deux frères Du Bouays ¹³⁵. En

131. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 58, Correspondance extérieure du préfet relative à la police (8 frimaire an XIV-21 juillet 1808), le préfet au conseiller d'Etat Réal, 8 frimaire an XIV.

132. *Ibid.*, *id.* à *id.*, 7 septembre 1806.

133. *Ibid.*, le préfet au ministre de la Police générale, 29 septembre 1806.

134. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 58, le préfet au conseiller d'Etat Réal, 10 septembre 1806, et *id.* à *id.*, 26 septembre 1806.

135. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1814), carton 10 (an XIV-1806), extrait des registres d'écrou de la maison d'arrêt de Saint-Brieuc, 28 décembre 1806. Sur toute cette affaire, cf. E. DAUDET, *La police et les chouans sous le Consulat et l'Empire* (1800-1815), Paris, 1895, 1 vol. in-16, p. 165-191 : l'enlèvement de l'évêque de Vannes, et L. MADELIN, *Fouché*, t. II, p. 22-23, qui a défiguré les deux noms de Porcaro et de Sécillon en « Policarro » et « Céclion ».

1807, ces quatre individus furent ensuite transférés au fort de Ham, par décision du ministre de la Police générale ¹³⁶.

Les années 1807, 1808, 1809 furent plus agitées. Les affaires d'Espagne et la tournure inquiétante qu'elles prirent dès le début pour Napoléon surexcitaient les royalistes. L'agence de Jersey, dirigée par Philippe de la Tour-d'Auvergne, fils naturel légitimé de Charles de la Tour-d'Auvergne, prince de Bouillon, sujet anglais puisque né à Jersey même et gouverneur de l'île, après avoir servi sur la flotte britannique, avait repris la correspondance avec les royalistes de l'Ouest pour le compte de Puisaye représentant des princes à Londres. Il employait pour le transport tout un personnel d'anciens soldats de Condé ou d'anciens compagnons de Cadoudal, parmi lesquels, sans parler de Debar que l'on a déjà vu, Prigent, fils d'une fruitière de Saint-Malo, décoré de la Croix de Saint-Louis pour ses deux cents et quelques atterrissages; Louis-Armand de Chateaubriand, cousin de l'auteur du *Génie*; le comte de Goyon-Vaucouleurs, ancien officier de la maison royale de la famille matignonnaise des Goyon ¹³⁷. Tous ces aventuriers opéraient de préférence dans le secteur du littoral breton compris entre Saint-Brieuc et Saint-Malo, à cheval sur la limite des deux départements de l'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord. Ce fut pour cette raison que Boullé se trouva avoir maille à partir avec eux à plusieurs reprises.

Ce fut d'abord avec Prigent. En avril 1807, on apprit que ce dernier était débarqué quelque part, sur un point des côtes de l'Ouest. Simultanément le commissaire général de police de Brest et le ministre en avertirent le préfet des Côtes-du-Nord ¹³⁸. On avait d'abord cru sur les renseignements d'agents secrets que le lieu en question était Saint-Brieuc; vérification faite, il se trouva que c'était Saint-Briac (Ille-et-Vilaine) ¹³⁹.

136. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 4³, Arrêts du préfet concernant la police (1806-1807), arrêté du 16 janvier 1807, et 5 M, carton 11 (1807), le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 14 janvier 1807.

137. E. DAUDET, *La police et les chouans...*, p. 289-290 : l'agence de Jersey, et L. MADELIN, *Fouché*, t. II, p. 26.

138. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative, an VIII-1814, carton 16, le commissaire général de police de Brest au préfet des Côtes-du-Nord, 6 avril 1807, et E. DAUDET, *op. cit.*, p. 290. Fouché avait été prévenu par ses espions de Hambourg.

139. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, carton 16, le commissaire général de police de Brest au préfet des Côtes-du-Nord, 10 avril 1807.

Prigent risqua pourtant une pointe dans les Côtes-du-Nord ; à la fin de mars, il eut à Créhen un entretien avec deux affidés qu'il croyait sûrs : Bergerac et Pellerin. En réalité c'étaient deux traîtres qui s'empressèrent d'avertir Fouché ¹⁴⁰. Pellerin en particulier, interrogé par le sous-préfet de Dinan en présence du lieutenant de gendarmerie Goudelin, fournit les détails les plus circonstanciés sur l'entrevue qu'il avait eue avec Prigent. Ce dernier lui aurait dit : « J'ai assisté en personne à un conseil qui s'est tenu à Londres où se sont trouvés les princes français, les ambassadeurs des princes étrangers, notamment ceux de l'Autriche, de la Russie, de la Prusse, de l'Espagne, de la Suède, du Danemark surtout et les ministres du roi d'Angleterre. Il y a été décidé de former une nouvelle coalition : on désire que Bonaparte s'enfonce encore davantage en Pologne et entre même en Russie. On ne veut pas le battre, on cherche seulement à l'attirer plus loin pour laisser le temps à la coalition de se renouer. » Et il aurait pressenti Pellerin sur les dispositions du pays en cas de débarquement des princes ; Pellerin ne lui cacha pas qu'elles étaient franchement mauvaises et qu'il n'y avait en particulier aucun espoir de voir le clergé s'associer à un soulèvement ¹⁴¹.

De fait au même moment, le ministre de la Police générale recommandait au préfet de recourir à ce clergé pour retrouver la piste de Prigent ¹⁴². Boullé, quoique très sceptique sur l'efficacité de ce dernier procédé, s'adressa à l'évêque Mgr Caffarelli qui lui répondit qu'en effet il connaissait l'arrivée de Prigent ; que dès qu'elle était parvenue à sa connaissance, il

140. *Ibid.*, le ministre de la Police générale au préfet des Côtes-du-Nord, 11 avril 1807; Archives Nat., F7 6480, copie d'une lettre du préfet des Côtes-du-Nord au conseiller d'Etat chargé du 1^{er} arrondissement de police, 10 avril 1807, et AFRV 1499, Bulletin du Police du 9 avril 1807; *id.* du 14 avril et du 23 avril. Cf. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 293.

141. Archives Nat., F7 6480, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de la police générale, 17 avril 1807, avec la mention de la main de Boullé : « A lui seul » ; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, carton 16, interrogatoire par Charles Néel, sous-préfet de Dinan, de Jacques Pellerin de Pleslin, 18 mai 1807; cf. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 293-294.

142. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 293, et Archives Nat., F7 6480, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de la Police générale, lettre distincte de celle précédemment citée et portant la même date. On y lit la phrase suivante : « Du reste, je ne crois point devoir dissimuler à V. Exc. que l'expérience m'a suffisamment appris que je ne pouvais compter sur le ministère des ecclésiastiques pour parvenir à connaître les trames de l'ennemi. Je vous fais cette observation dans le seul but de répondre au passage de la lettre de V. E. qui indique ce moyen. »

en avait averti le commandant de gendarmerie, mais qu'il n'était pas étonnant de voir les rebelles échapper à toutes les recherches parce que « l'on n'y mettait pas assez d'adresse » et qu'on déployait un trop pompeux appareil « pour surprendre des hommes qui se cachent ». Le prélat qui, cōme on le verra plus loin, ne manquait pas d'esprit, avait saisi avec empressement l'occasion de donner au sous-ordre de Fouché une leçon de stratégie policière des plus mortifiantes ¹⁴³.

Et pendant ce temps, la gendarmerie de Dinan, mise en éveil par des rumeurs circulant sur la présence de Prigent dans les environs de Saint-Jacut et de Plancoët, battait toujours l'estrade, mais sans succès ¹⁴⁴. Enfin, un ex-chouan, agent secret du préfet, Mathurin Dutertre, maire de Plaintel, vint fixer Boullé sur le sort de Prigent. Celui-ci avait bel et bien regagné l'Angleterre, peu satisfait sans doute de l'accueil qu'il avait reçu des royalistes bretons; le 17 avril, il avait donné rendez-vous à Dutertre, chez M^{me} de Goyon-Beaucorps, propriétaire au Vauméloisel en Saint-Potan, mais quand l'espion de Boullé s'était présenté, ç'avait été pour apprendre le départ de l'agent royaliste, qui avait chargé la dame en question de l'annoncer à Dutertre. Une fois de plus, l'oiseau s'était envolé et les limiers bonapartistes revenaient bredouilles ¹⁴⁵.

Boullé dut se contenter de faire perquisitionner chez une D^{lle} Stévenot retirée depuis l'an XII au Vauméloisel, qui « passait pour la fille du prince de Bouillon et servait de correspondante à l'agence de Jersey ». On songeait à l'arrêter et à la conduire à Paris, si vraiment elle était la fille du prince ¹⁴⁶. Mais l'interrogatoire d'identité auquel la soumit le sous-préfet de Dinan ne révéla rien de semblable ¹⁴⁷. Prigent recommença

143. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 293-294.

144. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 58, Correspondance extérieure du préfet relative à la police (an XIV-1808), le préfet au commissariat général de police, à Brest, 8 avril 1807.

145. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 294-295. Une dame de Goyon-Beaufort avait été impliquée dans l'affaire de la Machine infernale (cf. J. LORÉDAN, *op. cit.*, p. 172 et 247). Est-ce la même ? Goyon et Gouyon sont deux formes interchangeables.

146. Archives Nat., AFIV 1501, Bulletin de Police du 21 octobre 1807, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, carton 16, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 22 octobre 1807.

147. *Ibid.*, perquisition chez la demoiselle Stévenot, au Vauméloisel, par le sous-préfet de Dinan, 2 novembre 1807, et le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 4 décembre 1807.

sa tentative l'année suivante. Le 20 janvier 1808, il débarquait à Rothéneuf avec trois compagnons. Grâce aux renseignements fournis par le frère aîné de Puisaye, Puisaye des Joncherets, qui vivait paisiblement dans ses terres de l'Orne, Fouché et Réal connurent sa présence en France; ils apprirent même qu'il était en relations épistolaires avec deux dames nobles dont l'une, M^{me} de Fortia, habitait Paris (mars-juin 1808). Toutefois, là s'arrêtait la piste et le ministre de la Police générale mal renseigné par ses mouchards qui, peu de temps après, lui annonçaient le retour de Prigent à Jersey, avait chance de le manquer à nouveau, quand l'intervention de Boullé se produisit fort à propos¹⁴⁸. Le même Dutertre qui lui avait déjà fourni l'année précédente des précisions intéressantes sur Prigent vint lui révéler que celui-ci n'avait pas quitté la France. Dutertre lui-même venait d'avoir avec lui une entrevue à Clayes (Ille-et-Vilaine), au cours de laquelle le courrier des princes lui avait signifié sur un ton menaçant son intention de venir à Plaintel et l'avait sommé de lui préparer un gîte¹⁴⁹. Au reçu de cette confidence, Boullé se concerta avec son collègue d'Ille-et-Vilaine, et la surveillance de la gendarmerie devint plus active et plus étroite que jamais dans la région frontière des deux départements, c'est-à-dire dans les arrondissements de Saint-Malo, Montfort et Dinan. Le lieutenant Goudelin, de Dinan, et le capitaine Géry, de Rennes, serraient Prigent de près, chacun de leur côté. Bientôt la situation du chef chouan et de ses compagnons devint intenable. N'osant se montrer, ils erraient comme des bêtes traquées, couchant « tour à tour dans des châteaux, dans des chaumières, dans les ruines ou même à la belle étoile en rase campagne, menant l'existence la plus misérable »¹⁵⁰.

Finalement, l'un d'entre eux, Bouchard, prit le parti de se soumettre. Le 5 juin, s'étant présenté à la gendarmerie de Saint-Gilles (Ille-et-Vilaine), il se fit reconnaître et offrit de révéler la retraite de ses complices si, par avance et pour le cas où il serait ultérieurement condamné, on lui promettait sa grâce. De telles promesses ne lient personne et n'engagent

148. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 296-299.

149. Archives Nat., F7 6480, le préfet des Côtes-du-Nord au conseiller d'Etat, directeur du 1^{er} arrondissement de police générale, 15 juillet 1808, et AFIV 1502, Bulletin de Police du 6 mai 1808.

150. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 299.

guère ceux qui les font. Le préfet d'Ille-et-Vilaine consulté comprit qu'avant tout il fallait se saisir de Prigent ; il promit. Bouchard aussitôt s'exécuta. Il avait laissé Prigent caché dans un champ de blé à Pleumeleuc, en Clayes, en compagnie de deux chouans, François Deschamps et Jean Leclerc. Il y conduisit tout droit les gendarmes. Prigent dormait, ses deux compagnons veillaient sur lui. A la vue de la troupe armée, sans même le réveiller, ils sautèrent sur leurs fusils et firent feu. Un gendarme eut la cuisse brisée ; les autres répondirent par une décharge générale. Une balle atteignit Leclerc : hors d'état de se défendre, il fut pris et désarmé ainsi que Deschamps. Prigent ne s'éveilla que pour constater qu'il était prisonnier. On le transféra à Rennes et, de là, sous bonne escorte à Paris, où Desmarests l'interrogea en personne ¹⁵¹. Pour sauver sa tête, Prigent avoua tout, révéla tout, y compris le nom des diverses personnes avec qui, dès son arrivée en Bretagne, il s'était mis en rapports et qui l'avaient secondé dans ses efforts et ses démarches. Les révélations de Prigent eurent pour conséquence l'arrestation, dans les Côtes-du-Nord, de M^{me} de Goyon-Beaucorps, de la D^{lle} Stévenot, d'un certain Pierre Lemoine, commis à Saint-Brieuc chez Duclézieux, le trésorier général, qui avait eu une entrevue avec l'agent royaliste au Vauméloisel, et enfin d'un nommé Hautbois (Yves), meunier et blatier à Iffiniac ¹⁵².

Boullé s'était donné beaucoup de mouvement dans cette affaire. C'était grâce à lui et à son agent Dutertre qu'on avait retrouvé les traces de Prigent ; il prit la peine d'interroger minutieusement et à plusieurs reprises Lemoine son complice et Hautbois (juillet 1808) ¹⁵³. Et pourtant l'honneur et le profit de cette importante capture allaient lui échapper. Il entra en

151. Archives Nat., AFiv 1503, Bulletin de Police du 16 juin 1808. Rectifie le récit d'E. DAUDET, *op. cit.*, p. 390-391, qui place la scène, semble-t-il, « aux environs » de Dinan.

152. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 391-392, et Archives Nat., AFiv 1503, Bulletin de Police du 19-20 juin et 23 juin 1808; *id.*, du 30 juin 1808, demandant 4.000 francs de gratification pour être mis à la disposition du préfet des Côtes-du-Nord et servir à récompenser ceux qui avaient contribué à la capture de Prigent; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, carton 16, arrêté du préfet du 16 juillet 1808, et 3 K 43, Arrêtés concernant la police (1806-1817) : fol. 45, arrêté du 18 juin 1808; 46-47, arrêté du 16 juillet 1808; fol. 49, arrêté du 19 novembre 1808.

153. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, carton 16, interrogatoire par le préfet des Côtes-du-Nord de Pierre Le Moine, 18 juin 1808; le comte Réal au préfet, 11 juillet 1808; interrogatoire de Hautbois, 16 juillet 1808; 2^e interrogatoire de Le Moine, 1^{er} août 1808; 3^e interrogatoire de Le Moine, 6 août 1808.

conflit avec son collègue d'Ille-et-Vilaine au sujet de Dutertre que celui-ci voulait traiter en suspect et qu'il proposait même de mettre au secret. Boullé dans une longue lettre apologétique au conseiller d'Etat, directeur au premier arrondissement de Police générale, prenait fait et cause pour son agent dont le loyalisme était, disait-il, à toute épreuve et protestait contre des procédés merveilleusement propres à raréfier les vocations d'« indicateurs ». « J'avais pensé, écrivait-il, qu'en matière semblable où le plus souvent il n'y a d'autres preuves que la parole du fonctionnaire qui emploie l'agent secret, cette parole devait suffire pour prévenir toute méprise fâcheuse à ce dernier. S'il en était autrement, comment serait-il possible de se ménager dans un métier si périlleux quelques moyens de parvenir à découvrir les intrigues et les complots soit contre le Gouvernement, soit contre l'Etat en général ? C'est surtout dans un pays comme celui-ci où il reste tant de souvenirs des désastres des troubles intérieurs et des hommes sacrifiés à la vengeance du parti anglo-royaliste qu'il est difficile de trouver des personnes qui aient avec la volonté la capacité d'être utiles dans ce genre de services. Quand on a le bonheur d'en trouver un, il faut savoir le ménager avec beaucoup de soin et profiter de ses rapports sans jamais le compromettre, car en le dévoilant, non seulement on perd les avantages résultant de ses services, mais encore on l'expose à être presque toujours assassiné » ¹⁵⁴.

Dutertre se tira indemne de cette mauvaise passe, mais le préfet des Côtes-du-Nord semble tout de même avoir eu le dessous dans ce conflit d'autorité, et ce fut son collègue d'Ille-et-Vilaine qui fut chargé d'instruire l'affaire Prigent. Le 2 août 1808, Boullé recevait l'ordre du ministre de mettre à sa disposition tous les individus arrêtés dans les Côtes-du-Nord ¹⁵⁵. Le 28 du même mois, un décret impérial les renvoya,

154. Archives Nat., F7 6480, le préfet des Côtes-du-Nord au conseiller d'Etat, directeur du 1^{er} arrondissement de police générale, 15 juillet 1808, lettre déjà citée, et AFIV 1503, Bulletin de Police du 14 juillet 1808, avec en marge l'annotation suivante : « Dutertre est coupable ». Le ministre n'a voulu prendre aucune mesure particulière. Il sera nécessaire de prendre une mesure générale quand toute cette affaire sera bien éclaircie. » Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, carton 16, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 14 juillet 1808.

155. Archives Nat., AFIV 1503, Bulletin de Police du 21 juillet 1808. La conduite de Boullé y est appréciée comme il suit : « On peut croire que ce fonctionnaire s'est trop livré en cette circonstance au désir d'opérer lui-même l'arrestation de Prigent, soit pour donner une preuve éclatante de son zèle

ainsi que tous les complices de Prigent et Prigent lui-même, devant une commission militaire siégeant à Rennes et présidée par le général de gendarmerie Mignotte. Cette commission, par jugement du 27 septembre 1808, condamna à mort : dix inculpés parmi lesquels Prigent, Bouchard et les deux chouans arrêtés près de Clayes « convaincus d'embauchage et d'espionnage pour les ennemis de l'Etat »¹⁵⁶. Elle en mit quinze à la disposition du ministre de la Police générale pour complicité, parmi lesquels la veuve Goyon-Beaucorps, Pierre Lemoine de Saint-Brieuc, Pierre Lemée de Saint-Quay, Marguerite Bourseul de Saint-Potan, Pierre Lucas de Guitté, François Mouézan de Calorguen. Hautbois et Brindejone étaient acquittés¹⁵⁷. Les sentences de mort furent exécutées à Rennes, sur le Champ-de-Mars, le 3 octobre, à 4 heures de l'après-midi, sauf en ce qui concernait Prigent et Bouchard dont on espérait par un sursis tirer de nouveaux aveux. Ce sursis prit fin à son tour huit jours plus tard. Le 11 octobre, Bouchard et Prigent furent fusillés¹⁵⁸. Le 28, le ministre de la Police générale prenait à l'égard de ses complices originaires des Côtes-du-Nord les décisions suivantes : Marguerite Bourseul, de Saint-Potan, en surveillance spéciale à trente lieues des côtes. Brindejone (René), en surveillance spéciale dans sa commune, « attendu les services qu'il a rendus ».

La dame Goyon-Beaucorps, « en surveillance spéciale à trente lieues des côtes, après trois mois de prison ».

Hautbois (Yves), d'Yffiniac, en surveillance spéciale dans sa commune.

Lemée (François), de Saint-Quay, et Lemoine (Pierre), de Saint-Brieuc, en détention jusqu'à nouvel ordre.

Lucas (Pierre), de Guitté, en surveillance spéciale à trente lieues des côtes, après trois mois de prison.

pour le service de S. M., soit qu'il craignit que les indices donnés par lui à son collègue fussent mal suivis ou déjoués par la pénétration et l'activité de Prigent », et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, carton 16, le ministre de la Police générale au préfet des Côtes-du-Nord, 2 août 1808.

156. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 16, jugement de la Commission militaire spéciale établie à Rennes, 27 septembre 1808, imprimé, et Archives Nat., F7 6480.

157. *Ibid.*, et Archives Nat., AFIV 1504, Bulletins de Police du 8 et 13 octobre 1808.

158. *Ibid.*, et Archives Nat., AFIV 1504, Bulletin de Police du 17 octobre 1808; E. DAUDET, *op. cit.*, p. 307-308.

Moizan (François), en surveillance spéciale dans sa commune, après un mois de prison ¹⁵⁹.

La demoiselle Stévenot qui n'avait pas comparu, semble-t-il, à Rennes, fut arrêtée par ordre du ministre de la Police générale, interrogée par le sous-préfet de Dinan, le 21 novembre, et incarcérée dans la prison de cette ville. Elle devait y être détenue « jusqu'à plus amples renseignements », mais elle dut être transportée à l'hôpital, le 14 décembre, et y mourut deux mois plus tard, le 11 février 1809 ¹⁶⁰. A la fin de cette année 1809, Pierre Lucas, M^{me} de Goyon-Beaucorps et Marguerite Bourseul, sa femme de chambre, qui avaient été envoyés en surveillance à Laval et à Rennes, furent autorisés à rentrer dans leur commune ¹⁶¹.

A la suite de l'issue malheureuse de la tentative de Prigent, le découragement se mit dans l'agence de Jersey. Le recrutement des courriers pour la France devint de plus en plus difficile. Pourtant le prince de Bouillon parvint à décider Armand de Chateaubriand, gentilhomme aussi brave qu'incorruptible, à risquer la périlleuse aventure. « Il s'agissait d'aller à Paris observer l'état de l'esprit public, examiner les chances d'une restauration, se rendre compte de l'importance des forces de la garnison » et y porter plusieurs lettres confidentielles et secrètes. Il fallait en faire autant à Brest, afin de se mettre à même de prévoir avec quelque certitude l'accueil que trouverait une armée anglaise à son débarquement, enfin embaucher sur la côte de Saint-Cast, près de Saint-Malo, des marins disposés à se charger du service de la correspondance avec Jersey » ¹⁶².

Avant même que ne fussent jugés Prigent et ses complices, Armand de Chateaubriand se mit en route et, deux jours avant

159. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 16, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 5 novembre 1808.

160. *Ibid.* et interrogatoires de la demoiselle Stévenot par le sous-préfet de Dinan, du 22 novembre et 12 décembre 1808. Le capitaine de gendarmerie des Côtes-du-Nord au préfet, 23 novembre 1808; dossier Stévenot.

161. *Ibid.*, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 2 septembre et 11 novembre 1809.

162. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 308-309. Cf. plus spécialement sur Armand de Chateaubriand, E. HERPIN, *Armand de Chateaubriand, correspondant des princes entre la France et l'Angleterre (1768-1809), d'après des documents inédits*, Paris, 1910, 1 vol. in-16.

le verdict de Rennes, il abordait à Saint-Cast et allait frapper à la porte d'un de ses amis, propriétaire du pays, Delaunay de Boisé-Lucas, auquel il ne tarda pas à dévoiler la raison de son retour. Il lui demanda notamment de lui trouver deux émissaires en France pour les expédier l'un à Paris, l'autre à Brest. Boisé-Lucas, épouvanté par la tragédie qui se déroulait à Rennes, essaya en vain de persuader Chateaubriand de renoncer à ses projets; celui-ci s'obstina¹⁶³. Dans l'embarras où son entêtement jetait Boisé-Lucas, ce dernier crut devoir consulter son fils, étudiant en droit à la Faculté de Rennes, encore en vacances à cette époque de l'année et son gendre, M. de Bergerac, qui se trouvait de passage en sa maison. M. de Bergerac déclara ne vouloir tremper en rien dans cette affaire et retourna chez lui. Quant au jeune Boisé-Lucas, enchanté par la perspective de faire le voyage de Paris, il s'ingénia à faciliter la mission de Chateaubriand et se mit en devoir de transmettre de sa part à un officier de marine, de Goyon-Vaurouault, qu'il connaissait à Brest, une sorte de questionnaire relatif aux ressources et à l'état d'esprit de la garnison de ce port de guerre. Il lui demandait d'y répondre par un rapport détaillé. D'autre part, il trouva dans le pays un aubergiste, le sieur Chauvel, qui consentit à assurer le service des correspondances avec Jersey une fois que Chateaubriand y serait retourné. Enfin, lui-même se mit en route pour Paris, porteur de toute une série de missives¹⁶⁴.

Chateaubriand qui n'avait plus rien à faire personnellement à Saint-Cast songea alors, pressé d'ailleurs par son hôte, à repartir pour Jersey, mais le bateau qui l'avait amené et qui devait le reprendre soit le 29 septembre, soit le 15 octobre, manqua ce double rendez-vous. Entre temps, Chateaubriand reçut de Brest un rapport détaillé de Goyon-Vaurouault contenant les indications les plus précises sur les fortifications de Brest, les forces qui les gardaient, les moyens de s'en emparer, et de Paris toute une série de lettres de Boisé-Lucas. Celui-ci y relatait différentes entrevues avec plusieurs royalistes parisiens et, chose plus grave, joignait à ces récits un tableau des effectifs de la garnison de Paris et des remarques suspectes sur l'état d'esprit des soldats et des civils. On y lisait

163. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 309-310.

164. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 310-311.

entre autres la phrase suivante : « Pour ce qui est de la guerre d'Espagne ils pensent que c'est une usurpation atroce exercée contre un souverain allié sous les couleurs de la générosité. On croit que l'Espagne sera à la fin subjuguée, mais après le sacrifice de la jeunesse française » ¹⁶⁵.

Nanti de ces différents renseignements, Chateaubriand essaye alors de repartir pour Jersey sur une barque achetée par Chauvel (9 au 10 novembre). Il en fut empêché par le mauvais temps; alors qu'il était en vue même de l'île, le vent changea brusquement et le ramena en France. Il débarqua une seconde fois près de Saint-Cast, grâce à la négligence des douaniers qui n'étaient pas à leur poste, et pour la seconde fois demanda l'hospitalité à Boisé-Lucas père (15 décembre).

Enfin, le 6 janvier 1809, ne voyant toujours rien venir de Jersey, il repartit sur une embarcation de fortune en compagnie d'un paysan des environs de Saint-Cast, Depagne, que lui avait procuré Chauvel et lui servait de matelot. On sait comment, surpris par une tempête qui dura trois jours, les deux infortunés n'ayant plus ni gouvernail ni mât, ni voilure, à demi-morts de froid et de fatigue abordèrent non pas à Jersey mais à Bretteville-sur-Aye (Manche), où Chateaubriand fut identifié, arrêté, et de là transféré à Saint-Lô, Rennes et Paris (5 juin 1809). Ses papiers qu'il avait pourtant pris soin de jeter à la mer, au moment où il arrivait à Bretteville, par la plus cruelle fatalité vinrent à la côte au nord de Carteret et trouvés intacts, sous leur enveloppe toute mouillée, révélèrent la complicité de Goyon-Vaurouault, des deux Boisé-Lucas et de Chauvel ¹⁶⁶. Le premier fut arrêté à Brest : Boisé-Lucas père et Chauvel subirent le même sort à Saint-Cast; quant à Boisé-Lucas fils qui, rentré à Rennes, avait repris ses études et qui, à la nouvelle de l'arrestation de son père, était reparti pour Saint-Brieuc, il fut appréhendé en débarquant dans cette ville. Au mois de mars, tous les quatre allèrent rejoindre à Paris, à la prison de l'Abbaye, Chateaubriand, Depagne et un autre de ses compagnons d'aventure, Quintal, qui s'était fait prendre par les douaniers de Saint-Cast, dans le courant de décembre, alors qu'il cherchait

165. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 312-315.

166. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 315-319.

lui aussi à atterrir¹⁶⁷. Une commission militaire instituée par décret impérial du 25 février et présidée par le général de Bazancourt, l'un des juges du duc d'Enghien, condamna, le 30 mars, Chateaubriand, Goyon, Quintal et Boisé-Lucas fils à la peine de mort; Boisé-Lucas père fut renvoyé devant le jury des Côtes-du-Nord, pour y être jugé pour recel d'émigrés. Chauvel en fut quitte pour une année de prison, Depagne pour 6 mois¹⁶⁸. Chateaubriand, Quintal et Goyon furent fusillés, le 31 mars, dans la plaine de Grenelle¹⁶⁹. Boisé-Lucas fils fut épargné, peut-être à cause de son extrême jeunesse, et sa peine commuée en celle de deux ans de prison. Il la purgea au fort de Vincennes, « sans linge, sans vêtements, presque sans nourriture ». A l'expiration, en mars 1811, il réclama sa mise en liberté et l'obtint le 27 avril. A ce moment, son père, qui avait été de son côté acquitté par la cour d'assises de Saint-Brieuc, vivait, comme on le dira plus loin, à Saint-Cast, sous la surveillance de la police¹⁷⁰. En outre, l'instruction et le débats de l'affaire ayant révélé la négligence avec laquelle les préposés des douanes de Saint-Cast s'acquittaient de leur service et leur demi-connivence avec les agents royalistes, quatre d'entre eux furent destitués par le directeur général des douanes et le sous-lieutenant Le Tourneux envoyé en surveillance à Ernée (Mayenne)¹⁷¹.

Peut-être faut-il rattacher à la tentative de Chateaubriand un essai, tout local du reste, de résurrection de la chouannerie qui se produisit presque au même moment dans les Côtes-du-Nord. En février 1809, un ancien « capitaine de chouans », jadis délivré par Debar de la prison de Saint-Brieuc, Julien Le Naour, de Trébrivan, et l'adjoint de la commune de Locarn, Pierre Le Bonhomme, « confident chéri de Debarre, arrêté il y a cinq ans, et conduit à Paris à la prison du

167. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 13, le capitaine de gendarmerie des Côtes-du-Nord au préfet, 11 janvier 1809; le commissaire général de police de Saint-Malo au préfet des Côtes-du-Nord, 30 janvier, 10 février et 13 mars 1809.

168. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 320-322.

169. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 322, cf. L. MADELIN, *Fouché*, t. II, p. 73.

170. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 322.

171. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, carton 13, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 14 avril 1809, et le maire de Tréguier au préfet des Côtes-du-Nord, 10 mai 1809.

Temple, où il resta près d'un an », parvinrent à constituer une bande de cinq à six malfaiteurs qui rançonnaient de préférence les desservants des paroisses isolées dans la campagne bretonne¹⁷². D'après le rapport du lieutenant de gendarmerie qui procéda à leur arrestation, « ces scélérats avaient répandu une si grande terreur dans trois cantons du département et même dans une partie du Morbihan que tout leur obéissait. Pour parvenir à ce but, leur chef disaient qu'il n'agissait que d'après l'ordre de Penanster qui l'avait autorisé de poignarder ceux qui lui désobéiraient ou qui parleraient; déjà les percepteurs avaient de la difficulté à lever les impositions et les prêtres étaient prêts à abandonner leurs paroisses : un mois plus tard, le mal aurait été difficile à réparer »¹⁷³.

Le Naour adressait aux ecclésiastiques qu'il dévalisait le petit discours suivant : « Nous avons tout sacrifié pour vous, mille fois nous avons exposé notre vie et par reconnaissance vous avez prêté le serment de nous dénoncer; en attendant que nous prenions un parti pour punir cette infamie, vous devez venir au secours de nos camarades qui sont à Jersey dans un besoin réel. » Il leur remettait alors une lettre signée Labrousse, datée de Jersey, qui leur ordonnait de payer 1.200 francs, et une seconde qui les condamnait à la peine de mort, s'ils ne satisfaisaient à leur demande¹⁷⁴. La bande de Le Naour mit de la sorte à contribution les desservants de Paule et du Moustoir; elle se proposait de rendre visite à ceux de Plérin et de Glomel, quand elle fut capturée par la gendarmerie et traduite devant le tribunal spécial qui prononça contre elle quatre condamnations à mort¹⁷⁵. Les débats révè-

172. *Ibid.*, rapport du lieutenant de gendarmerie au capitaine Hüe, février 1809.

173. *Ibid.*, et Archives Nat., AFIV 1505, Bulletins de Police du 14 février et du 18 février 1809.

174. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, carton 13, rapport cité plus haut.

175. Archives Nat., AFIV 1505, Bulletins de Police du 22 et 23 février 1809. Dans celui du 22 on lit cette note de Fouché, qui prouve à quel point ce dernier suivait de près les plus minimes épisodes de la chouannerie bretonne. « On voit dans ce brigandage une circonstance remarquable : Chateaubriand, dans ses déclarations, a dit que la plupart des chouans de Jersey qui aspirent à être jetés sur la côte de France se vantent qu'une fois qu'ils y seraient, ils trouveraient à s'y maintenir et à y subsister au moyen de contributions et de levée de deniers qu'ils feraient sur les caisses et les particuliers. Or, c'est précisément le procédé que suivent dans les Côtes-du-Nord les brigands dont il est question. »

lèrent qu'on se trouvait en présence de bandits de droit commun plutôt que d'insurgés; néanmoins, des bruits inquiétants au point de vue politique circulaient sur leur compte que le préfet, d'abord sceptique, finissait par prendre en considération. On racontait, en mars 1809, que Penanster avait été vu dans le pays et que Le Naour lui avait servi de guide, que des rassemblements d'hommes armés avaient eu lieu et que le même Penanster y avait pris la parole. On ne poussa pourtant pas plus loin l'enquête dans cette direction et les Penanster ne furent pas inquiétés, peut-être en raison des appuis qu'ils avaient en haut lieu ¹⁷⁶.

La même année 1809, en juillet, pendant que se déroulait la dure campagne d'Autriche, des placards séditieux portant : « Vive Louis XVIII! Plus d'Empereur! », et une prétendue proclamation de Louis XVIII ordonnant la levée de tout le peuple français, furent affichés sur les murs de Merdrignac et sur quelques arbres de la forêt de la Hardouinaie. Ces appels ne paraissent pas avoir eu d'écho dans la population de l'arrondissement de Loudéac ¹⁷⁷. L'année 1810 fut une année extrêmement paisible : aucune tentative royaliste à signaler, mais par contre d'assez nombreux adoucissements de peine. Boisé-Lucas père, « renvoyé libre par le jury d'accusation », fut autorisé à se retirer dans sa commune « en surveillance »; la demoiselle Le Loutre, en surveillance à Moncontour, obtint un passeport pour Rennes où l'appellent des affaires de famille (septembre 1810); un nommé Freed (Joseph), tisserand détenu à Saint-Brieuc depuis l'an X pour

176. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 59, Correspondance extérieure du préfet relative à la police, fol. 27, le préfet à M. le Procureur général impérial, près la Cour de justice criminelle spéciale de ce département, 6 mars 1809. Fouché ne croyait pas à la présence de Penanster, cf. Bulletin de Police du 22 février 1809, cité plus haut : « On est toujours fondé à croire qu'on se sert ici du nom de Penanster sans qu'il y soit vraiment et même sans son aveu. » Le Penanster dont il s'agit ici est évidemment le fils de Penanster, arrêté en l'an XII, et sur lequel les Archives Nat., F7 3343, Emigrés, Listes et objets généraux (1792-1825), donnent les renseignements suivants datés du 28 fructidor an XIII : « Penanster-Guezno (Claude-Marie-René), chef chouan, 33 ans, au collège lors des débuts de la Révolution. En 1792, enrôlé dans le 2^e bataillon des Côtes-du-Nord, a servi trois ans. Capitaine. Retiré chez son père, à Maël-Carhaix, a pris part à la dernière insurrection des Chouans. Ne s'est pas rendu. En Angleterre. » (Le préfet des Côtes-du-Nord au comte Réal).

177. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 13, le sous-préfet de Loudéac au préfet des Côtes-du-Nord, 29 juin 1809, et le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 11 juillet 1809.

avoir chouanné « postérieurement à sa reddition d'armes » et qui avait échappé au tribunal spécial « à défaut de preuves judiciaires », est relâché et placé également en surveillance à Saint-Brieuc d'abord, un peu plus tard à Etables¹⁷⁸. Le préfet est autorisé à informer la famille de Carfort que ce dernier est transféré du château de Lourdes au château d'If¹⁷⁹. En octobre, Jean Chauvel, en surveillance à Angers, reçoit la permission de se retirer à Saint-Cast¹⁸⁰. Le calme persiste pendant l'année 1811 : les affaires religieuses préoccupent davantage l'opinion que le retour de plus en plus improbable des Bourbons ; témoin cette conversation entre deux chefs chouans, signalée par Réal au préfet (13 juillet 1811). « Le sieur Dufour, ancien lieutenant de Georges qui habite à Beauchamps, près Lanvollon, ayant rencontré dernièrement un de ses anciens camarades ex-chef des chouans, lui a dit que la religion était menacée, que le Concile alarmait tous les catholiques, qu'on allait supprimer la confession auriculaire et accorder aux prêtres la faculté de se marier et que le temps était venu de se montrer. On ajoute que le camarade du sieur Dufour lui répondit que, content de son sort, il ne voulait plus chercher de nouvelles aventures »¹⁸¹.

Mentionnons encore cette même année le départ de deux détenus pour mesure de haute police dans la prison de Saint-Brieuc : Julien Tirel et Yves Le Moan. Le premier, incarcéré depuis 1807 « pour vols de voitures publiques postérieurement à l'amnistie », fut renvoyé en surveillance dans sa commune natale. Le second, « arrêté après l'amnistie comme prévenu d'être le commissionnaire de ce reste impur de rebelles qui refusa de se soumettre avait été acquitté faute de preuves, mais maintenu en état de détention par décision du ministre, du 8 floréal an XIII ». En décembre 1811, l'ordre arriva à

178. *Ibid.*, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 11 avril 1810, 5 mai 1810, 4 août et 29 septembre 1810.

179. *Ibid.*, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 10 mai 1810.

180. *Ibid.*, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 20 octobre 1810. Savary avait remplacé Fouché disgracié, le 3 juin. Cf. L. MADELIN, *op. cit.*, t. II, p. 189. Réal resta en fonctions.

181. Archives dép. des Côtes-du-Nord. 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 15, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 13 juillet 1811.

Saint-Brieuc de le transférer à Paris de brigade en brigade : nous ne savons pour quelle fin ¹⁸².

En avril 1812, le préfet, sur rapport du sous-préfet de Dinan, signale au ministre de la Police générale que trois chouans viennent de débarquer d'Angleterre : Bertin, Kériauson et Guignotte, « sans doute des agents de Pui-saye » ¹⁸³. Ces chouans se dirigèrent vers l'Ille-et-Vilaine dont le préfet fut averti. En août, Réal apprit que Debar avait quitté l'Angleterre et donnait ordre de surveiller attentivement le littoral des Côtes-du-Nord, particulièrement les environs de Saint-Quay; on crut même, en septembre, qu'il était débarqué aux environs de Tréguier. En réalité, il n'en était rien. Debar, parti de Plymouth, à destination de Saint-Brieuc, à l'insu du gouvernement britannique qui s'était déjà opposé à l'une de ses tentatives, relâcha à Jersey avec deux compagnons; là, il éprouva beaucoup de contrariétés du côté des princes, auxquels il était devenu suspect. Le comte de Vossey voulait le diriger sur Morlaix; finalement, Debar se décida à aborder la Bretagne par le Morbihan et à atterrir à l'île d'Houat. C'est là qu'il fut surpris avec ses deux acolytes, par le commissaire général de police de Lorient, le 23 novembre 1812. Tous les trois furent tués « après s'être défendus comme des enragés et avoir blessé deux hommes ». Les commissaires généraux de police de Morlaix et de Brest en avisèrent aussitôt Boullé qui dut pousser un soupir de soulagement. Trop longtemps, l'insaisissable Debar avait été le cauchemar de ses nuits ¹⁸⁴.

Entre temps avait lieu à Paris la conspiration du général Malet; le jour même, Réal en informa Boullé dans les termes suivants : « Une tentative aussi vaine qu'insensée vient

¹⁸². *Ibid.*, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 13 août 1811; le ministre de la Police au préfet des Côtes-du-Nord, 16 décembre 1811, et Archives Nat., F7 3283, le préfet des Côtes-du-Nord au comte Réal, 1^{er} septembre 1810.

¹⁸³. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 16, le commissaire général de police de Saint-Malo au préfet des Côtes-du-Nord, 6 avril 1812, et le ministre de la Police générale au préfet des Côtes-du-Nord, 11 avril 1812.

¹⁸⁴. *Ibid.*, le ministre de la Police générale au préfet des Côtes-du-Nord, 22 août 1812, et le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 23 septembre 1812; le ministre de la Police générale au préfet des Côtes-du-Nord, 25 novembre 1812; le commissaire général de police de Morlaix au préfet, 2 décembre 1812. Même lettre de celui de Brest, en date du 30 novembre. Cf. E. DAUDET, *op. cit.*, p. 323-325.

d'éclater ce matin, à sept heures, à Paris : des misérables déjà connus par leurs intrigues tels qu'un Malet, un Guidal, etc., ont osé à la faveur de faux ordres attenter à la liberté du ministre de la Police et du général Hulin. Ces hommes coupables ont été arrêtés sur-le-champ : on les a trouvés munis d'un faux sénatus-consulte. Ils avaient répandu le bruit que l'Empereur était assassiné à Moscou, tandis que S. M. rayonnant de gloire et de santé poursuit ses hautes entreprises. Paris jouit de la plus grande tranquillité; on n'a pas eu un moment d'inquiétude. On se repose sur la force du Gouvernement. Rassurez les fidèles habitants de votre département; ils savent qu'il n'est point au pouvoir de quelques factieux d'ébranler un gouvernement fondé par la victoire et maintenu par le génie et la sagesse »¹⁸⁵. De fait, les « fidèles habitants » du département des Côtes-du-Nord restèrent parfaitement indifférents au reçu de cette nouvelle, pourtant sensationnelle. Les seuls symptômes d'effervescence qui se manifestent au cours de l'année 1812 sont causés par la cherté des grains. La récolte de 1810 avait été médiocre et celle de 1811, mauvaise : en avril 1812, des désordres éclatent sur plusieurs marchés et nécessitent l'intervention de la gendarmerie. A Châtelaudren, le blé ayant été enlevé par des blatiers, il fallut le leur reprendre contre indemnité et le distribuer à la populace au prix courant. A Pontrieux, un attroupement de 600 personnes se forme contre les blatiers. A Saint-Nicolas, faubourg de Guingamp, trois blatiers conduisant des chevaux chargés de blé furent assaillis sur la route de Saint-Brieuc par un groupe d'hommes et de femmes. Ils ne furent délivrés que par l'arrivée du sous-préfet, du maire et des gendarmes qui procédèrent à trois arrestations. Des désordres du même genre se produisirent à Goudelin et à Lamballe¹⁸⁶. La récolte de 1812

185. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 16, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 23 octobre 1812. Sur la tentative du général Malet, en général, cf. G. PARISET, *op. cit.*, p. 423 (en note, bibliographie), et 427-429.

186. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 16, le capitaine de gendarmerie des Côtes-du-Nord au préfet, 21 avril 1812; le sous-préfet de Guingamp au préfet, 27 avril 1812; le maire de Goudelin au sous-préfet de Guingamp, 2 mai 1812; le maire de Lamballe au préfet des Côtes-du-Nord, 6 mai 1812. Archives Nat., F7 3625, l'inspecteur général de la gendarmerie impériale au ministre de la Police, 28 avril, 2 mai et 15 mai 1812.

fut heureusement satisfaisante et amena une détente dans les esprits¹⁸⁷.

Au début de 1813, le préfet peut encore rendre compte au ministre de l'Intérieur que son département est parfaitement tranquille. « Le bruit qui occupe le plus généralement la population est celui de la ruine presque entière de la Grande Armée. On est chagriné par les lois actuelles, on est vivement agité par la crainte qu'il ne s'en fasse de nouvelles; on s'y résigne. Les conscriptions partent, les contributions se paient aussi facilement que le permettent les circonstances. Je ne sache pas qu'aucun autre bruit contraire aux intérêts de l'Empereur et de sa dynastie circule dans le département »¹⁸⁸. Même note optimiste dans deux autres rapports au ministre de l'Intérieur d'avril et d'août 1813¹⁸⁹.

En octobre seulement, le sous-préfet de Guingamp fait arrêter et « punir de quelques jours de prison » trois personnes de Plouagat qui répandaient de fausses nouvelles, notamment que les « ennemis étaient maîtres de la capitale, que le tocsin avait sonné à Guingamp pour faire partir tout le monde, même les hommes mariés »¹⁹⁰. Au début de décembre, le commissaire général de police de Caen avertit le préfet que le bruit circulait dans cette ville de mouvements populaires agitant le département des Côtes-du-Nord¹⁹¹. Cette fois encore, Boullé put démentir ces faux bruits : « Le département, disait-il, dans sa réponse au commissaire, est tranquille; les routes sont sûres, il n'y a pas de rebelles, les déserteurs sont peu nombreux, ne cherchent qu'à se cacher »¹⁹². Cependant, à la même date, invité par le même Boullé à mettre en campagne

187. Cf. notre t. II, chap. II, p. 82-85.

188. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 37, Correspondance extérieure du préfet relative aux objets généraux (1807-1813), le préfet au ministre de l'Intérieur, 8 mars 1813.

189. *Ibid.*, *id.* à *id.*, 9 avril et 11 août 1813.

190. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815); carton 17, le sous-préfet de Guingamp au préfet 11 octobre 1813.

191. *Ibid.*, le commissaire général de police de Caen au préfet des Côtes-du-Nord, 10 décembre 1813.

192. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 37, le préfet au commissaire général de police à Caen, 22 décembre 1813.

deux de ses liniers dans les Côtes-du-Nord pour observer l'esprit public, le commissaire général de police de Morlaix lui transmettait un rapport beaucoup moins rassurant. Les deux agents avaient suivi la côte depuis Paimpol jusqu'au Guildo en revenant par Dinan, Lamballe, Quintin et Guingamp, opérant à l'insu l'un de l'autre, de manière à permettre au commissaire de comparer leurs rapports respectifs. Or, leurs conclusions concordaient; les voici sommairement résumées :

« Les nobles et les prêtres ne sont point les amis du Gouvernement, ils propagent par tous les moyens, mais cependant avec une prudente circonspection, le mécontentement ou le découragement; ils font circuler les nouvelles les plus alarmantes, font répéter par leurs nombreux échos que l'Empereur ne veut point la paix, qu'il continuera la guerre jusqu'à ce qu'il ne se trouve plus d'hommes pour la faire, ils excitent le murmure et la haine par le tableau des désastres des deux dernières campagnes, ils s'efforcent de corrompre de plus en plus l'opinion publique, ils présentent comme inévitable le retour des Bourbons; ils insinuent que ce ne sera qu'à cette époque que la France jouira de la paix, de la tranquillité et du bonheur; rien n'annonce cependant de leur part l'intention d'exciter des troubles, de soulever le peuple; ils veulent arriver à leur but tout naturellement et par la force de l'opinion. Ils sont dans la croyance que la majorité des Français finira par penser comme eux, qu'ils obtiendront alors sans secousse ce qu'ils ne pourraient conquérir qu'avec beaucoup de peines et de dangers. Ce qu'ils paraissent redouter par-dessus tout, c'est la paix ou un rapprochement avec l'Autriche. Cette crainte les dispose peut-être à la circonspection et les empêche de se mettre plus en évidence.

» L'esprit des villes est, en général, beaucoup plus mauvais que celui des campagnes; la cause naturelle en est dans le plus grand nombre d'individus de ces deux classes qui y sont réunis et qui conséquemment y font mouvoir plus de ressorts... Les nobles et les prêtres isolés dans les campagnes n'y ont pas autant d'audace, ils n'osent travailler aussi fortement les habitants. Ils se tiennent en garde contre une influence qu'ils sont toujours sûrs d'exercer quand ils le voudront. Ils craignent en exaspérant les esprits de les pousser à des vices dont ils deviendraient responsables, ils verraient avec plaisir

les communes voisines refuser l'obéissance, mais chacun de son côté fera tout ce qui est en son pouvoir pour que la sienne ne donne pas l'exemple de l'insoumission. C'est à qui ne se mettra pas en évidence; ils sentent bien qu'il y aurait trop de dangers à se faire remarquer... ils ne sont à redouter que par leur grande influence sur l'opinion et c'est à la maîtriser dans leur sens qu'ils dirigent tous leurs efforts. On ne peut se dissimuler que de ce côté ils n'aient déjà fait des progrès qui doivent fixer toute l'attention du Gouvernement »¹⁹³.

Cette sourde fermentation augmenta naturellement dans les premiers jours de 1814. A la fin de janvier, Savary crut utile d'envoyer dans les départements de l'Ouest un délégué spécial : Paulze d'Ivoi, ci-devant auditeur commissaire spécial de police à Cologne, avec mission de rechercher les auteurs de rassemblements séditieux. Il en donna avis au préfet des Côtes-du-Nord, le 26; nous ignorons si ce délégué vint à Saint-Brieuc; et s'il eut des relations quelconques avec Boullé¹⁹⁴.

Au mois de février la situation s'aggrave : dans une lettre au comte Réal, le préfet n'essaye pas de le dissimuler. Sans doute, écrit-il, la publicité des bulletins annonçant les victoires de Sa Majesté sur le corps d'armée de Blücher, « a comprimé les personnes qui soupirent en secret pour le renversement du gouvernement actuel ». Mais le danger subsiste. Déjà elles faisaient circuler le bruit du retour « de l'époux de la fille de Louis XVI. On répandait des chansons ayant pour effet d'insulter Sa Majesté Impériale, de pronostiquer l'événement fatal de sa mort, d'annoncer un nouveau chef et de chanter son avènement au trône »¹⁹⁵.

Et Boullé transmettait à l'appui de ses dires un spécimen de ces chansons. Cela se chantait sur l'air de « Vraiment ma commère » et cela comprenait seize couplets d'une rare indigence de forme. Nous en donnons les plus typiques.

193. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 17, le commissaire général de police de Morlaix au préfet des Côtes-du-Nord, 14 décembre 1813.

194. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, carton 18, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 26 janvier 1814.

195. Archives Nat., F7 8377, le préfet des Côtes-du-Nord au comte Réal, 19 février 1814, et 3782, Bulletin de Police du 24 février 1814.

1.

Le tyran est donc parti
Vraiment ma commère, oui,
Il n'ira pas à la guerre.
Vraiment ma commère, vère,
Vraiment ma commère, oui.

.....

6.

Pour Roy nous aurons Louis
Vraiment ma commère, oui,
Il veut gouverner en père.
Vraiment ma commère, vère,
Vraiment ma commère, oui.

7.

D'Henri IV il est le fils,
Vraiment ma commère, oui,
Le fils ressemble à son père.
Vraiment ma commère, vère,
Vraiment ma commère, oui.

8.

Il fait grâce aux ennemis
Vraiment ma commère, oui,
Tout Français sera son frère.
Vraiment ma commère, vère,
Vraiment ma commère, oui.

9.

Le bon roy que celui-ci
Vraiment ma commère, oui,
Nous l'aurons sous peu, j'espère.
Vraiment ma commère, vère,
Vraiment ma commère, oui.

10.

Crions tous « Vive Louis ! »
Vraiment ma commère, oui,
Il a quitté l'Angleterre.
Vraiment ma commère, vère,
Vraiment ma commère, oui.

11.

Pour revenir à Paris,
Vraiment ma commère, oui,
Donner la paix à la terre.
Vraiment ma commère, vère,
Vraiment ma commère, oui.

12.

Réjouissez-vous, conscrits,
Vraiment ma commère, oui,
Vous n'irez plus à la guerre.
Vraiment ma commère, vère,
Vraiment ma commère, oui.

13.

Adieu donc, Droits Réunis,
Vraiment ma commère, oui,
Sénat, Préfets sanguinaires.
Vraiment ma commère, vère,
Vraiment ma commère, oui !¹⁹⁶.

En mars, ce sont des proclamations royalistes imprimées probablement à Rennes qui circulent à profusion dans le département et jusque dans les villes de Lamballe et Montcontour : l'une émanait de Louis XVIII, elle est datée d'Hartwell, 1^{er} février. L'autre était un manifeste du duc de Berry, que l'on disait être à Jersey, prêt à débarquer en France. Le général Fabre signalait le fait à Réal, au même moment où le préfet des Côtes-du-Nord en avertissait les sous-préfets¹⁹⁷.

Tel était l'état de l'opinion dans le département à l'instant où va s'écrouler, à la suite de la bataille de Paris, le régime impérial. Quelques jours plus tard, le sous-préfet de Loudéac la résumait en quelques mots qui ne paraîtront pas exagérés si on les rapproche des faits ci-dessus énumérés . « Il était

196. Archives Nat., F7 8377 et 3782, cités plus haut.

197. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, carton 18, minute d'une lettre du préfet des Côtes-du-Nord aux sous-préfets de Dinan, Guingamp et Lannion, 14 mars 1814, et M, Personnel administratif et administration en général, copie de deux pièces trouvées, le 28 février 1814, sur la grande route du Pontgan, au village de Saint-Théo, en Plouguenast. Cf. Archives Nat., F7 8377, le général Fabre au comte Réal, 12 mars 1814.

temps que la crise finit; tout était prêt pour un soulèvement » (15 avril 1814)¹⁹⁸.

Avec les chouans, la grande préoccupation du préfet au point de vue policier, ce sont les émigrés. Nous ignorons absolument combien le département des Côtes-du-Nord comptait d'émigrés : il nous sera, par conséquent, impossible de déterminer la proportion de ceux qui rentreront sous le Consulat et l'Empire¹⁹⁹. Contentons-nous de marquer les étapes successives de ce mouvement de retour.

Les premières mesures prises par Bonaparte, en faveur des émigrés, datent du lendemain du coup d'Etat. La loi du 12 ventôse an VIII (3 mars 1800) déclara close au 25 décembre 1799 la liste des émigrés. Seuls, les individus ayant été portés sur cette liste demeureront soumis aux lois sur l'émigration²⁰⁰. D'autre part, un arrêté consulaire du 7 ventôse an VIII (26 février) institua une commission de trente membres fonctionnant avec le concours des ministres de la Justice et de la Police générale pour examiner les démarches en radiation de cette liste formulées avant le 25 décembre, délai qui fut ensuite étendu jusqu'au 14 juillet 1800²⁰¹. Enfin, un autre arrêté du 2 mars raya d'office tous les anciens constituants, sur l'attestation qu'ils avaient voté pour l'établissement de l'égalité et l'abolition de la noblesse et qu'ils

198. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M. carton 18. Le sous-préfet de Loudéac au préfet des Côtes-du-Nord, 15 avril 1814.

199. Une étude sur la noblesse dans les évêchés de Saint-Brieuc et Tréguier à la veille de 1789 et sur l'émigration dans le département des Côtes-du-Nord reste à faire. Faute de mieux on pourra utiliser les ouvrages suivants : *Généalogie de la maison de Saisy de Kerampuil suivie de pièces justificatives et complémentaires*, Vannes, 1896, 1 vol. in-8°; *Généalogie de la maison Jégou du Laz*, Vannes, 1897, 1 vol. in-8°; J. BAUDRY, *Etude historique et biographique sur la Bretagne avant la Révolution à propos d'une correspondance inédite (1782-1790)*, Paris, s. d. (1905), 2 vol. in-8°. (Correspondance adressée aux Jégou du Laz, châtelains de Trégarantec et contenant des détails sur toute la noblesse du pays, les de Kersauzon, les de Kerouartz, les de Quilen, les du Boisgelin, les de Saisy de Kerampuil, les de Kergarion, les Fleuriot de Langlé). L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, p. 175, évalue, approximativement à 606 le chiffre des émigrés nobles du département des Côtes-du-Nord (il ne compte pas leurs domestiques).

200. DUVERGIER, t. XII, p. 125, et G. PARISET, *op. cit.*, p. 65-64. Déjà auparavant la loi du 3 nivôse an VIII (DUVERGIER, t. XII, p. 50) avait autorisé le Gouvernement à permettre sous condition de surveillance le retour « de tout individu nominativement condamné à la déportation, sans jugement préalable, par un acte législatif ». Cf. G. PARISET, *op. cit.*, p. 4-5.

201. DUVERGIER, t. XII, p. 121-122 et 258-259 (arrêté du 29 messidor an VIII) et G. PARISET, *loc. cit.*

n'avaient depuis fait aucune protestation ni aucune démarche qui aient démenti ces principes »²⁰². C'est sans doute par application des ces différentes mesures que nous constatons dès thermidor an VIII, la présence d'un certain nombre d'émigrés dans les Côtes-du-Nord.

Le sous-préfet de Dinan signale dans son arrondissement : Duchâtel et Landeneuf, résidant à Dinan même ; La Crochais et Pontphily, à Ploubalay ; les deux frères Saint-Pern, à Couëllan ; Constant-Henry Hingant, à Plouer, Hingant, dit l'Abbé, à Corseul, et il ajoute : « et beaucoup d'autres dont on ignore le nom et la résidence ». Celui de Lannion mentionne Bellingant, Gabriel de Crésolles, Henry Hingant, Le Lay Kermabin²⁰³.

Le conseil général du département s'alarmait de ces rentrées trop nombreuses et, dans une lettre au ministre de l'Intérieur, osait s'en plaindre ouvertement. Les émigrés, dit-il en substance, sortent de toutes parts. On leur délivre trop facilement des cartes de sûreté. Leurs partisans, depuis l'an V, remplissent les corps constitués. « Ils se font passer pour gens de lettres sortis de France, afin de cultiver les sciences et les arts. Le ci-devant marquis de Beaucourt, avocat général au Parlement de Bretagne, l'un des plus dangereux ennemis de la Révolution qui, en 1789, lorsque le Tiers forma ses premières réclamations, osa dire publiquement qu'il faudrait jouer des couteaux..., qui, en 1792, écrivit de Mayence aux officiers municipaux de Saint-Brieuc en leur adressant pour épouvantail le manifeste de Brunswick, qui a fait une édition de l'*Histoire des Deux-Indes*, de Raynal, exprès pour la purger de ce qu'il y avait de philosophique, ose bien dire aujourd'hui qu'il ne s'est enfui de France que pour cultiver la philosophie et il trouve des partisans à Saint-Brieuc qui l'attestent et des membres du Sénat et du Corps législatif qui le recommandent au préfet de ce département »²⁰⁴.

Quelques mois après, au lendemain de Marengo (28 vendémiaire an IX), nouvelle mesure de clémence : un arrêté

202. *Bulletin des Lois*, 11 ventôse an VIII, et G. PARISSET, *loc. cit.*

203. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M. Police générale et administrative, carton 1, an VIII, état des émigrés rentrés dans l'arrondissement de Dinan, 14 thermidor an VIII; *id.* dans l'arrondissement de Lannion, 15 thermidor an VIII.

204. *Ibid.*, le conseil général des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 9 thermidor an VIII.

consulaire raya, « d'un seul trait de plume, 52.000 individus de la liste des émigrés, sous la seule condition de faire promesse de fidélité à la Constitution »²⁰⁵. Dès lors, à partir de brumaire an IX, les rentrées deviennent de plus en plus nombreuses. Enfin, le sénatus-consulte du 26 avril 1802 (6 floréal an X) amnistia en bloc la quasi totalité des émigrés. Ceux-ci n'étaient tenus qu'à revenir en France pour le 1^{er} vendémiaire an XI (23 septembre 1802), au plus tard, et à prêter serment de fidélité au gouvernement établi par la Constitution : ils resteraient pendant dix ans en surveillance spéciale et rentreraient en possession de ceux de leurs biens qui n'auraient pas été aliénés²⁰¹.

La minute d'un état des prévenus d'émigration éliminés ou rayés depuis l'arrêté des Consuls du 28 vendémiaire an IX ou se trouvant sous le coup de l'amnistie en vertu du sénatus-consulte du 6 floréal an X, état non daté, mais qui doit être selon toute vraisemblance des derniers mois de l'an X, donne pour l'arrondissement de Saint-Brieuc le chiffre de 44 émigrés résidant (prêtres et nobles). Citons parmi eux, à Saint-Brieuc même : Bahuno de Liscoët, Trémereuc-Villerio, du Bois-Berthelot père et fils, Paul-Henry Saint-Pern Bois de la Roche, Louis et François Le Cardinal-Kernier, Auguste de Méhérenc-Saint-Pierre et sa femme; Dubouays-Bégassière, Chaton des Morandais, Joseph de la Motterouge, Jean-François Le Bel-Pinguilly, Edouard de la Fruglays, Joseph de la Goublaye-Ménorval; à Quintin : Louis Cavelier de Cuverville, Pierre-Bertrand et Aimé-François Hamon du Bois-martin, Germain Le Gonidec; à Moncontour : Alexandre de Courson-Kernescop; à Plélo : Toussaint de Kerguézec; à Plœuc : Guillaume Poënces-Kérilis; au Fœil : Drouet de la Noé-Sèche. Même chiffre ou à peu près (45) dans l'arrondissement de Dinan. A Dinan même résident : M^{lle} Samson du Gage, M^{me} de France, M^{me} Le Saige-Villebrune, M^{me} Kerouan de Boisrouault, Jean-Joseph Le Saigé de Landecot, Constant Dubouays de la Bégassière, François Hingant de Tremblay, M^{me} Prévost de la Tourandaye, Calixte Langlais de Pré-morvan; à Plancoët : M^{me} de Saint-Méloir, Auguste Goyon de

205. DUVERGIER, t. XII, p. 323-330. Cf. G. PARISSET, *op. cit.*, p. 70-71.

206. DUVERGIER, t. XIII, p. 397-400. Cf. G. PARISSET, *op. cit.*, p. 134, cf. Archives Nat., F7 5796, Emigration, sénatus-consulte du 6 floréal an X et 5808, Lettres de transmission de certificats d'amnistie, an X-an XI.

Vaurouault; à Matignon : Guillaume-Louis Vittu de Kerraoul; à Ploubalay : Emilie Lavocat de la Crochais ²⁰⁷.

Dans l'arrondissement de Guingamp l'état mentionne une trentaine d'émigrés rentrés ; à Guingamp même, M^{me} de Roquefeuille, M^{me} de Kérouartz, les trois demoiselles de la Houssaye, Urbain de Kérouartz, Olivier de Kermel, Gabriel Couffon de Kerdelech, Jean-Baptiste Dupleix de Cadignan, J.-Hyacinthe Blanvillain-Kéraudry ²⁰⁸.

Dans l'arrondissement de Lannion, 34 émigrés : citons parmi eux, Jonathan de Crésolles, Joseph Raison du Cleuziou, Hector Robiou de Troguindy, Armand Saliou Chef-du-Bois, Louis de Trogoff-Kerleau, résidant à Lannion même. Les émigrés sont également nombreux à Tréguier : les Arthur de Kéralio, les Cillart de Villeneuve y coudoient les Dubreil de Rays, les Fleuriot de Langle et les Launay-Duportal ²⁰⁹.

Par contre, l'arrondissement de Loudéac ne compte à la même date qu'un seul émigré rentré : Victor Poulain du Reposoir ²¹⁰. Peut-être l'insécurité relative de cet arrondissement très agité par la chouannerie donne-t-elle l'explication de ce fait. Un autre état qui doit être légèrement postérieur ajoute quelques noms à la liste précédente : Villéon-Villegourio père et fils résidant à Loudéac même, Thurién Douarin (sortant du régiment Royal Emigrant) à Corlay. Au total une dizaine, c'est encore inférieur au taux des autres arrondissements ²¹¹. Dans l'ensemble, à la fin de l'an X, on peut évaluer à environ 250, ecclésiastiques compris, le nombre des émigrés rentrés dans le département ²¹². Ce chiffre a dû s'accroître considérablement dans les années qui suivirent. Des états datés de 1810, mentionnent de nouveaux noms manquant sur les états précédents; dans l'arrondissement de Dinan : à Créhen, Bernard de Courville; à Saint-Potan, Dubreil-Caunelais; à Saint-Solen, les de Ferron; à Saint-Hélen, Guérin de la Houssaye; à Saint-Cast, de Lesquen; à

²⁰⁷. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 4.

²⁰⁸. *Ibid.*

²⁰⁹. *Ibid.*

²¹⁰. *Ibid.*

²¹¹. Archives Nat., F7 7988, Affaires diverses (an IV-an XI), état des personnes prévenues d'émigration éliminées ou rayées..., thermidor an X.

²¹². *Ibid.*

Trébédan, de Lorgeril; à Matignon, de la Moussaye; à Guitté de Saint-Pern; à Plévenon, de Tréveneuc; dans l'arrondissement de Guingamp : à Pontrieux, Auffret-Kerligan; à Guingamp, de Carné, Fleuriot-Delangle, Hingant de Saint-Maur, de Kermartin; à Pabu, Quélen du Plessix; à Botoha, Roch Cazre de Botcol; à Ploëzal, de Kerguézec; dans l'arrondissement de Lannion : à Tréguier, de Boisboissel, de Kergré, Trogoff-Boisguézennec, de Kerguézec; à Lannion même, de Brémoy; à Plestin, Bizien de Langoat ²¹³.

Comment se sont-ils comportés sous le régime de surveillance spéciale auquel ils étaient astreints? En général, de façon assez tranquille. Les lettres du préfet leur rendent justice à cet égard ²¹⁴. Rares ont été ceux qui ont commis l'imprudence de pactiser avec les derniers tenants de la chouannerie. Il fallut, comme on l'a vu plus haut, les événements de 1813 et de 1814 pour qu'ils s'enhardissent à sortir de leur attitude de soumission; encore ne le firent-ils que d'une manière sournoise et en évitant de se compromettre ouvertement. Le seul point sur lequel leur conduite put paraître répréhensible aux yeux de l'administration impériale, ce furent leurs agissements à l'égard des acquéreurs de leurs anciennes propriétés vendues comme biens nationaux. Assez souvent, les sous-préfets dans leurs lettres au préfet, le préfet dans ses rapports au ministre de la Police générale, signalent des manœuvres de la part des émigrés qui s'efforcent de reconstituer leur ancienne fortune terrienne. Ainsi, Boullé écrit en ventôse an X : « Ils (les émigrés) ont essayé en rentrant de se faire remettre sans bourse déliée, leurs propriétés confisquées, ils ont arraché des contrats simulés avec menaces de mort à des acquéreurs qui n'ont pas osé se plaindre » ²¹⁵. En l'an XI, les frères Pontfily font des « tracasseries » aux acquéreurs de biens nationaux, près Trigavou ²¹⁶. Aux rétrocessions plus ou moins extorquées par force, particulièrement aux paysans,

213. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 14, tableau des émigrés par arrondissements.

214. La plupart des émigrés portés dans les états ci-dessus sont notés « vit paisible ».

215. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, situation politique du département du 7 vendémiaire au 30 ventôse an X, émigrés, le préfet au ministre de la Police générale.

216. *Ibid.*, an XI. Cf. Archives Nat., AFIV 1065, Rapports du ministre de l'Intérieur (an VIII-1813), rapport de l'an XI.

s'ajoutent les rachats et les restitutions du Domaine. Au total, on peut évaluer à la moitié numérique des confiscations les biens récupérés par les émigrés rentrés dans le département des Côtes-du-Nord ²¹⁷. Notons du reste, pour finir, que l'émigré placé en surveillance est forcé pour tout déplacement de demander au préfet un passeport; très nombreuses sont les autorisations de ce genre accordées par Boullé. A ce point de vue, l'émigré rentré est exactement placé sur le même pied que le condamné de droit commun ayant purgé sa peine : avec la surveillance des émigrés une des grandes préoccupations du préfet est celle des forçats libérés résidant dans le département ²¹⁸.

Extirper du pays les derniers vestiges de la chouannerie, surveiller les émigrés et les anciens condamnés de droit commun ne paraissent pas au régime impérial des précautions suffisantes pour durer. Sa stabilité ne lui semble garantie qu'à condition de tenir en sa main et de diriger à son gré cette puissance nouvelle apparue dans la société française depuis 1789, l'opinion ou, comme on dit en style administratif : « l'esprit public ». Pour cela, il faut exercer un contrôle minutieux sur toutes ses manifestations extérieures : presse périodique ou non, spectacles et sociétés. Dès nivôse an VIII, un arrêté consulaire, mettant fin au régime de pleine liberté qui était

217. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, p. 445-449, 611-614 et 631. Cf. comme jugement d'ensemble sur l'attitude des émigrés, une note du sous-préfet de Dinan, en date du 24 vendémiaire an XII : « Les émigrés en général fréquentent ordinairement et avec plus d'assiduité, ainsi que les autres ci devant nobles, les personnes de leur classe.

Les émigrés cherchent par des moyens, toutefois licites et honnêtes, à se faire faire des cessions de leurs propriétés qui ont été aliénées au profit du Trésor public ». Même note sous la plume du sous-préfet de Lannion, 27 vendémiaire an XIII.

218. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M 137, Surveillance légale, Instructions et Correspondance générale, an IX-1859, et 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 12, nombreuses lettres de Réal relatives aux demandes de passeports d'émigrés; *id.*, carton 15. La levée de la surveillance des émigrés — après un délai de dix ans — est prononcée par l'Empereur, sur rapport du préfet et du ministre de la Police générale. Le préfet notifie ensuite la décision à l'intéressé : nombreuses lettres du préfet relatives à ces levées de surveillance. Quant aux ouvriers qui se rendent coupables du délit de « coalition » et de cessation concertée du travail, le préfet les traite selon la manière forte. En brumaire an XIII il écrivait au commandant de gendarmerie de faire arrêter le fauteur d'une « cabale » qui venait d'éclater sur le chantier de construction du Pont du Gouët et d'y faire ramener de force tous les ouvriers qui tenteraient de « s'évader ». Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 188, Correspondance intérieure du préfet relative aux travaux publics (an XII-an XIII), fol. 117.

celui de la presse française depuis le 18 brumaire, supprima en très grand nombre des journaux politiques. Un bureau spécial fonctionna désormais au ministère de la Police générale pour la surveillance quotidienne des brochures, des livres et des journaux, tant à Paris que dans les départements (17 janvier 1800). Le même jour, un bureau de censure théâtrale fut institué au ministère de l'Intérieur et rattaché à la direction de l'instruction publique ²¹⁹.

La censure théâtrale passa ensuite entre les mains du directeur de l'Instruction publique, puis disparut quelque temps (1802). D'autre part, le ministère de la Police générale fut supprimé et l'on put croire qu'il en était de même de son annexe le bureau de censure littéraire. Mais il n'en fut rien, et le Grand Juge, ministre de la Justice, héritier de la plupart des attributions du ministre de la Police Générale, eut bien soin de recueillir celle-là. Bien plus, l'arrêté consulaire du 27 septembre 1803 spécifia que, « pour assurer la liberté de la presse, aucun libraire ne pourra vendre un ouvrage avant de l'avoir présenté à une commission de revision; laquelle le rendra, s'il n'y a pas lieu à censure. » Cette commission de revision restaura de la sorte et même augmenta les pouvoirs dont disposaient auparavant les départements de l'Intérieur et de la Police générale ²²⁰.

Dans la Constitution impériale du 18 mai 1804 (séatus-consulte organique du 28 floréal an XII), Napoléon consentit à l'établissement d'une commission sénatoriale de la liberté de la presse, mais il prit soin d'en définir la procédure de manière à la rendre totalement impuissante ²²¹. Bientôt le

219. DUVERGIER, t. XII, p. 68, arrêté relatif aux journaux, 27 nivôse an VIII. Cf. d'une façon générale sur le régime de la presse périodique et non périodique et du théâtre sous le Consulat et l'Empire : E. HATIN, *Histoire politique et littéraire de la presse en France*, Paris, 1859-1861, 8 vol. in-8°; H. AVENEL, *Histoire de la presse française depuis 1789*, Paris, 1900, 1 vol. in-8°; G. LE POITTEVIN, *La liberté de la presse depuis la Révolution*, Paris, 1901, 1 vol. in-12; V. HALLAYS-DABOT, *Histoire de la censure théâtrale en France*, Paris, 1862, 1 vol. in-12; H. WELSCHINGER, *La censure sous le Premier Empire avec des documents inédits*, Paris, 1882, 1 vol. in-8°; DE GROUCHY, *La presse sous le Premier Empire*, Paris, 1896, in-8°; Van SCHOOR, *La presse sous le Consulat et l'Empire*, Bruxelles, 1899; le tout est résumé dans G. PARISET, *op. cit.*, p. 61-62 et 347-352, et P. POULLET, *op. cit.*, p. 924-933.

220. G. PARISET, *op. cit.*, p. 348-349, et P. POULLET, *op. cit.*, p. 931-932. Le texte manque dans Duvergier.

221. G. PARISET, *op. cit.*, p. 349

ministère de la Police générale fut reconstitué (10 juillet 1804) et, le 9 mars 1805, Fouché fit approuver par l'Empereur l'organisation « d'un bureau de presse » ou de « consultation » qui prit ensuite le titre de « bureau des journaux, des pièces de théâtre, de l'imprimerie et de la librairie ». Ainsi, le contrôle devient sans cesse plus restrictif et plus inquisitorial²²².

Pour le théâtre en outre, une série de décrets s'échelonnant du 8 juin 1806 au 1^{er} novembre 1807, l'organisèrent administrativement. A partir de 1807, l'Empire, à l'exception de la ville de Paris, serait divisé en 25 arrondissements théâtraux, dont 12 posséderaient deux troupes ambulantes et 13 une seule troupe. Les ministres de la Police et de l'Intérieur, les préfets, les sous-préfets et les maires surveilleraient les troupes stationnaires et ambulantes, leur composition et leur répertoire²²³.

L'année suivante, le Conseil d'Etat reprit, par ordre, la discussion sur la censure et la police de l'imprimerie qu'il avait commencée en 1805. Ses délibérations aboutirent à une série de décrets (5 février 1810-10 juin 1811). Le nombre des imprimeurs serait limité; ils seraient brevetés et assermentés. Les libraires aussi, mais leur nombre ne serait pas limité. Avant d'être imprimé, tout ouvrage serait soumis à la direction générale de l'imprimerie et de la librairie et éventuellement, en cas d'appel, au ministère de l'Intérieur, mais même après que le permis d'imprimer a été obtenu par cette voie, la Police générale et les préfets peuvent encore faire surseoir à l'impression ou à la mise en vente²²⁴. Il est difficile d'imaginer une compression plus parfaite qu'aggrave en outre une « fiscalité tracassière ». Pourtant Napoléon trouve le moyen de la perfectionner encore. En août 1810, la presse locale fut réduite à un journal par département, feuille d'annonces, rédigée sous la surveillance du préfet. Telle fut désormais la législation de la presse et du théâtre jusqu'à la fin de l'Empire²²⁵.

222. G. PARISSET, *op. cit.*, p. 349.

223. G. PARISSET, *op. cit.*, p. 350.

224. DUVERGIER, t. XVII, p. 24-28, décret du 5 février 1810, et G. PARISSET, *op. cit.*, p. 350-351.

225. DUVERGIER, t. XVII, p. 148, décret relatif aux journaux des départements, 3 août 1810. Cf. G. PARISSET, *op. cit.*, p. 351-352.

Etudions la répercussion de ces mesures dans le département des Côtes-du-Nord. Territoire pauvre et habité par une population en grande partie illettrée, il consommait peu de livres et en produisait moins encore, surtout au début du régime consulaire. Cependant le préfet ne manque pas de faire saisir tout imprimé qui pourrait porter ombrage au Gouvernement tant au point de vue politique qu'au point de vue religieux. En l'an IX, ce sont quelques exemplaires du fameux *Parallèle entre Bonaparte, César, Cromwell et Monk* sur lesquels sa police met la main²²⁶. En 1808, c'est le tour d'un *Libelle relatif aux affaires d'Espagne* (collection de divers actes, tels que proclamations des insurgés, manifeste du conseil de Castille), qui a été dénoncé par le maire de Quintin. Boullé l'estime « dangereux »²²⁷. En 1809, paraît une « *Réfutation des calomnies publiées contre le général Charrette, commandant en chef les armées catholiques et royales en Vendée* » ; en 1810, ce sont les « *Doléances des peuples du continent de l'Europe au sujet de l'interruption de leur commerce adressées à tous les princes de cette partie du monde* ». Ordre du ministère de la Police d'en empêcher la circulation²²⁸. Un peu plus tard, c'est « *Le Procès des Bourbons, avec figures* » nouvelle édition, à Hambourg²²⁹. Toutefois, ce sont surtout les ouvrages

226. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (1800-1815), carton bis, 2^e carton, le ministre de la Police générale au préfet des Côtes-du-Nord, 24 brumaire an IX, et 2 M 55, Correspondance extérieure du préfet relative à la police, le préfet au ministre de la Police générale, 4 frimaire an IX. D'après cette lettre, on n'avait saisi dans le département que « très peu d'exemplaires » de la brochure en question; ils étaient adressés « à des fonctionnaires et à quelques autres citoyens ». Mais ils avaient produit « peu d'impression ». Sur cette brochure, fruit d'un excès de zèle césarien de Lucien, ministre de l'Intérieur, qui concluait à l'établissement d'un régime monarchique ou héréditaire au profit du Premier Consul. Cf. G. PARISET, *op. cit.*, p. 71-72. Lucien l'avait adressée officiellement à tous les fonctionnaires de son département. A la demande de Fouché et de Moreau qui représentèrent à Bonaparte le mécontentement de l'armée encore républicaine, ordre fut expédié aux préfets d'en arrêter la distribution et de la faire saisir. Cf. L. MADELIN, *Fouché*, t. I^{er}, p. 332-333, avec le texte de la circulaire de Fouché. La brochure y est qualifiée de « pamphlet », « fruit d'une intrigue ».

227. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 59, Correspondance extérieure du préfet relative à la police, fol. 12-13, le préfet à M. le conseiller d'Etat Réal, 2 novembre 1808, et 5 M, carton 12, le maire de Quintin au préfet, 24 octobre 1808.

228. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative, carton 13, Pelet de la Lozère (en l'absence de Réal) au préfet des Côtes-du-Nord, 13 décembre 1809, et carton 14, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 20 février 1810.

229. *Ibid.*, carton 14, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 21 mars 1810.

religieux qui préoccupent l'administration bonapartiste ; et cette préoccupation ne sera jamais plus vive qu'à l'époque du conflit entre Napoléon et Pie VII (1809-1812). Incessantes sont les recommandations du ministre de la Police générale d'arrêter la circulation de tous livres et brochures relatifs à la controverse théologique que ce conflit suscitait. Le 22 septembre 1809, à la suite d'une lettre de Réal, on perquisitionna à Saint-Brieuc, Guingamp, Dinan, Quintin et Loudéac et jusqu'à Châtelaudren, pour rechercher une *Correspondance authentique de la Cour de Rome avec la France depuis l'invasion de l'Etat romain jusqu'à l'enlèvement du Souverain Pontife* ; le 17 août 1810, ordre de vérifier avec « ménagements », sans « formes inquisitoriales » si les *Nouveaux opuscules de l'abbé de Fleury*, édition 1807, et les *Corrections et additions pour les nouveaux opuscules de l'Abbé de Fleury* ne forment pas la base de l'enseignement donné au séminaire de Saint-Brieuc. Le 1^{er} février 1811, Réal prescrit de saisir le Bref du Pape adressé de Savone au chapitre de Florence « *Dilecti filii salutem.* » Le 26 mars 1811, le préfet enjoint aux sous-préfets, au maire de Saint-Brieuc, au capitaine de gendarmerie et à l'inspecteur des douanes de rechercher tous exemplaires d'un in-8° de 260 pages, *l'Eglise gallicane convaincue d'erreurs*. « Cet ouvrage, sans nom d'auteur ni d'imprimeur, est dirigé contre le nouveau catéchisme et paraît avoir principalement pour objet de rendre le Gouvernement odieux et de soustraire les sujets à l'obéissance du dit souverain. On met en usage, pour le répandre, beaucoup d'activité, de mystère et d'artifice. On le fait payer 3 fr. 50 que l'on dit destiné à de bonnes œuvres. »

En juin, le ministre de la Police générale est prévenu qu'il circule dans l'arrondissement de Loudéac un « écrit séditieux relatif au concile » et, le 19 juin, le sous-préfet de Loudéac mande au préfet qu'il croit être sur la piste de cet « écrit relatif aux affaires de l'Eglise » qui circule dans les environs de Plouguenast mais avec tant de mystère qu'il est impossible de s'en emparer. Au reste, ajoute-t-il, l'opinion publique ne s'en émeut pas ; seuls les « ecclésiastiques ne paraissent pas contents, et se consultent les uns les autres, mais rien ne transpire ». Le 10 juillet 1811, nouveaux ordres de Réal : cette fois, il s'agit de mettre la main sur les *Lettres de N. S. P. le*

Pape Pie VII, concernant les élections capitulaires, in-8°, 40 pages, et la gendarmerie des Côtes-du-Nord s'y emploie activement²³⁰. La méfiance du préfet en la matière s'étendait aux productions les plus humbles de la littérature pieuse, de tout temps très populaires en Bretagne. En policier voltairien, digne sous-ordre de Fouché et de Savary, Boullé les méprisait et les redoutait tout à la fois. On le voit, en messidor an XIII, déférer au tribunal de simple police de Saint-Brieuc un malheureux colporteur qui débitait publiquement des relations de prétendus miracles qui s'étaient opérés récemment à Sainte-Anne-d'Auray. Ce trafic est qualifié, par Boullé, de « jonglerie scandaleuse », et le commissaire de police s'étant permis d'ajouter dans son procès-verbal que, lecture faite de ces imprimés « il n'y a rien trouvé de contraire aux lois », le préfet ajoute : « Je ne puis partager l'opinion du commissaire; je trouve que de fabriquer et de vendre au public des relations mensongères propres à faire naître des fausses idées en matière religieuse et à entretenir un fanatisme grossier, plus susceptible de porter atteinte à la religion qu'à l'honorer, est certainement une chose également contraire à la loi, à la morale et au bon ordre et que ce fait constitue un véritable délit »²³¹. Les maires de Dinan et de Lamballe qui ont laissé librement circuler le colporteur en question sont tancés d'importance. « D'abord, cet écrit ne porte point le nom de l'imprimeur et c'était assez pour vous faire un devoir ou de lui refuser la permission de le distribuer ou d'arrêter le distributeur s'il le faisait sans y être autorisé, puisque par cela seul le distributeur se trouvait dans le cas d'encourir la peine de six mois de détention prononcée par les articles 1, 3 et 4 de la loi du 20 germinal an IV, mais d'ailleurs n'est-il pas du ser-

230. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 13, le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 22 septembre 1809; carton 14, *id.* à *id.*, 17 août 1810; carton 15, *id.* à *id.*, 1^{er} février 1811; le sous-préfet de Loudéac au préfet des Côtes-du-Nord, 19 juin 1811; le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 10 juillet 1811; le capitaine de gendarmerie au préfet des Côtes-du-Nord, 19 juillet 1811; 2 M 51, Correspondance intérieure du préfet relative à la police, fol. 51, le préfet aux sous-préfets, maire de Saint-Brieuc, capitaine de gendarmerie et inspecteur des douanes, 26 mars 1811. Sur l'activité essentiellement anti-cléricale de la police de Savary dans cette crise, cf. L. MADELIN, *Fouché*, t. II, p. 234.

231. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 48, Correspondance intérieure du préfet relative à la police, fol. 140, le préfet au magistrat de sûreté de Saint-Brieuc, 24 messidor an XIII.

vice des magistrats d'empêcher des aventuriers comme celui-ci d'escroquer l'argent du public et surtout en donnant aux gens simples des fausses idées sur des matières religieuses ? »²³².

Le mois suivant (thermidor), incident à peu près semblable. Des colporteurs demandent au commissaire de Police de Saint-Brieuc l'autorisation de vendre une *Pratique pour adorer le Saint-Suaire*, petit recueil de cantiques imprimé à Besançon, ainsi qu'une autre brochure sortant des presses de Robiquet, à Rennes, contenant des oraisons à Saint-Hubert, au Bienheureux Labre et à la Vierge des Sept-Douleurs. Le préfet lui rappelle que le décret impérial du 7 germinal dernier défend aux imprimeurs d'imprimer les livres d'église, heures et prières, sans la permission de l'évêque diocésain, à peine d'être poursuivis conformément à la loi du 19 juillet 1793, et cette défense d'imprimer s'applique naturellement à la distribution des ouvrages de l'espèce qui ne portent pas en tête la permission exigée. La police doit veiller d'ailleurs « à ce que des colporteurs avides et ignorants ne parviennent pas à s'attirer l'argent du pauvre en répandant dans le public des erreurs grossières sur les matières religieuses et c'est là évidemment ce que le décret du 7 germinal a pour but d'empêcher »²³³.

En 1808, le préfet maintient ses interdictions antérieures : « Cet usage est toujours dans mon opinion plus propre à avilir la religion qu'à la rendre respectable »²³⁴. Trois ans plus tard, le préfet réglemente l'ensemble de la matière par une circulaire aux sous-préfets (1^{er} mai 1811). Les considérants nous révèlent l'importance qu'il y attache : « Messieurs, il est une multitude de petits écrits que les presses reproduisent sans cesse. Tels sont les recueils de contes, d'anecdotes, de chansons, de pronostics, de cantiques, de complaints, les relations des événements récents.

Ces ouvrages pour la plupart sont méprisés autant qu'ils sont méprisables, mais ils ont une influence directe sur l'esprit

232. *Ibid.*, 2 M 49, fol. 2, le préfet aux maires de Dinan et de Lamballe, 27 messidor an XIII.

233. *Ibid.*, 2 M 49, fol. 9-10, le préfet au commissaire de police de la ville de Saint-Brieuc, 12 thermidor an XII, et fol. 10-11, le préfet aux sous-préfets et maires de Saint-Brieuc, 12 thermidor an XII, et 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 8, pratique pour adorer le Saint-Suaire, imprimé; Recueil de cantiques, Rennes, Robiquet, imprimeur.

234. *Ibid.*, 2 M 50, fol. 60, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 30 avril 1806.

du peuple des villes et des campagnes; ses opinions, ses préjugés en dépendent plus ou moins. On s'étonne quelquefois du progrès universel de certaines opinions nuisibles. Il provient de la distribution de ces écrits. En conséquence :

ARTICLE PREMIER. — « Il ne sera permis aux chanteurs et colporteurs de crier et colporter que des ouvrages examinés à la préfecture ».

ART. 2. — « A cet effet, ils devront déposer à la préfecture deux exemplaires des écrits qu'ils débitent, dont l'un devra être paraphé par le déposant article par article. »

ART. 3. — « Le second exemplaire paraphé par moi également article par article et revêtu d'un permis de vendre signé et scellé, sera remis aux chanteurs et colporteurs ».

ART. 4. — « Avant de pouvoir obtenir la permission de vendre ou de distribuer dans une commune, ils devront représenter cet exemplaire à M. le Maire. Ce magistrat le revêtira de son visa et ce visa servira au colporteur pour vendre et distribuer dans les communes ».

ART. 5. — « Tout chanteur ou colporteur auquel il aurait été signifié de se conformer à ces dispositions et qui se permettrait de les enfreindre encourra la confiscation de ses imprimés sans préjudice d'autres suites, s'il y a lieu d'après l'examen de ses caisses et balles, qui sera fait avec la plus sévère attention » ²³⁵.

Ces prescriptions étaient aussi nettes que rigoureuses; elles réservaient au seul préfet le droit d'autorisation des imprimés colportés. Aussi le sous-préfet de Guingamp se fait-il rappeler à l'ordre quelques mois plus tard : « Je n'ai donc pu voir qu'avec surprise, Monsieur, votre permis de distribuer apposé sur un écrit colporté par le sieur Marchand (François)...

» Je vous invite..., Monsieur, à vous renfermer à l'avenir dans le cercle de vos attributions sur ce point, c'est-à-dire à surveiller et à assurer l'exécution des instructions que vous avez reçues » ²³⁶.

L'année suivante (1812), l'imprimeur de Dinan, Huart, ayant sollicité par l'intermédiaire du sous-préfet l'autorisation

²³⁵. *Ibid.*, 2 M 51, fol. 56, le préfet aux sous-préfets du département des Côtes-du-Nord, 1^{er} mai 1811.

²³⁶. *Ibid.*, fol. 100-110, le préfet au sous-préfet de Guingamp, 17 décembre 1811.

d'imprimer « trois cantiques et une complainte sur divers sujets », se la voyait refuser dans les termes suivants : « J'ai examiné ces productions et reconnu que leur style grotesque et les événements plus que prodigieux qu'elles renferment ne peuvent qu'alimenter les idées superstitieuses du peuple et entretenir son ignorance »²³⁷. Malgré toutes ces prescriptions comminatoires, le préfet avait le désagrément de voir les chanteurs ambulants pousser l'audace jusqu'à venir chanter place du Martray, pour ainsi dire sous ses fenêtres.

Avec les colporteurs, ce sont les imprimeurs qui jouent le plus grand rôle dans les préoccupations du préfet en matière de presse²³⁸. La police bonapartiste avait fini, en effet, comme on l'a vu plus haut, par fixer ses regards soupçonneux sur le livre dès sa naissance, c'est-à-dire, dès sa sortie de leur atelier. Les imprimeurs étaient peu nombreux dans les Côtes-du-Nord : à Saint-Brieuc, on en comptait deux au début du Consulat, Bourel et Prud'homme, auxquels il faut ajouter un peu plus tard Beauchemin. Ils étaient en même temps libraires ; Bourel, d'abord établi à Lamballe, s'était installé à Saint-Brieuc en l'an VII ; d'opinions révolutionnaires, il était le fournisseur des administrations et des tribunaux²³⁹. Louis-Jean Prud'homme, né le 11 mars 1745, descendait par son père d'une famille angevine et par sa mère de Guillaume Doublet qui avait fondé à Saint-Brieuc, en 1620, la première imprimerie ; il était en 1789, le seul libraire de la ville. Ses opinions contre-révolutionnaires l'avaient fait inquiéter sous la Terreur. Député aux Cinq-Cents en l'an V, il s'occupa à partir

237. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 53, Correspondance intérieure du préfet (1812-1816), le préfet au sous-préfet de Dinan, 7 novembre 1812.

238. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 51, Correspondance intérieure du préfet (1810-1812), le préfet au maire de Saint-Brieuc, 23 mai 1812.

239. Sur l'imprimerie et la librairie dans le pays de Saint-Brieuc et de Dinan avant 1789, cf. TOUSSAINT-GAUTIER, *Histoire de l'imprimerie en Bretagne*, Rennes, 1857, 1 vol. in-8°; F. PLAINE (Dom), Rennes, *Essai historique sur les origines et les vicissitudes de l'imprimerie en Bretagne*, 1876, 1 plaquette in-4°; HABASQUE, *Notions historiques...*, t. II, p. 229-233; *La famille Prud'homme à Saint-Brieuc, Trois siècles de souvenirs intimes*, Saint-Brieuc, Prud'homme, 1912, 1 vol. in-4° (non mis dans le commerce). M. PLIHON, *L'imprimerie à Lamballe avant et pendant la Révolution*, dans le *Bulletin archéologique de l'Association Bretonne*, t. XXVI, p. 134-137. Dinan, d'autre part possédait l'imprimerie Huart, cf. G. LEPREUX, *Gallia typographica*, t. IV, *province de Bretagne*, Paris, 1876, 1 vol. in-8°, p. 128-157, *Côtes-du-Nord*, articles Doublet, Prud'homme et Huart.

de l'an VIII exclusivement de son commerce²⁴⁰. C'était l'imprimeur officiel du clergé; mais, indépendamment des livres de liturgie et de dévotion dont il avait quasi le monopole, il ne se faisait pas faute de fournir des livres de « ville ». Son catalogue de livres de fonds et d'assortiment publié en manière de réclame sur la couverture de l'*Ordo diocésain de 1812*, nous fournit des précisions curieuses sur les lectures des Briochins de cette époque. On peut se procurer chez Prud'homme des livres d'histoire : Rollin, Crevier, Lebeau, Vertot, Vellay, Raynal, Péréfixe, l'*Histoire de la Révolution* de Fantin des Odoards; des récits de voyage : Cook, de la Pérouse; des ouvrages philosophiques et scientifiques : la *Logique de Port-Royal*, l'*Essai sur l'entendement humain* de Locke, la *Richesse des Nations*, « par Schmitt » (lisez Adam Smith); Buffon, Linné, Lacépède; un certain nombre d'écrivains du XVIII^e siècle : Crébillon, Mably, Fontenelle, Destouches, Voltaire (*La Henriade*), Florian, Berquin, Gresset, M^{me} Deshoulières, Millevoye, enfin deux « nouveautés » : l'*Enéide*, en vers français, et les *Géorgiques*, de Delille; et même des étrangers, surtout des Anglais : *Don Quichotte*, la *Jérusalem délivrée*, Gessner, Milton, Thompson (*Les Saisons*), le *Vicaire de Wakefield*, *Gulliver*, Sterne, Young, Gray, *Paméla* et *Clarisse Harlowe*²⁴¹.

Le préfet, surtout à partir de 1810, surveille de près ces deux libraires, en particulier Prud'homme. L'article 2 du décret impérial, cité plus haut, prescrivait à tous les imprimeurs d'avoir un livre coté et paraphé par le préfet du département, où ils devaient inscrire par ordre de date le titre de chaque ouvrage qu'ils voudraient imprimer et le nom de l'auteur. Ce livre devait être représenté à toute réquisition et visé au besoin par « tout officier de police ». Toutefois, le décret ne spécifiait pas le délai dans lequel devait s'accomplir cette formalité. Boullé, dans une lettre au maire, le fixe à quinze jours à compter de sa notification et il ajoute : « Je les engage à ne pas outrepasser ce délai; ils auraient à craindre de se voir interdire l'exercice de leur profession, au moins provisoirement »²⁴².

²⁴⁰. La famille Prud'homme à Saint-Brieuc, et H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 386-388, 398 et 399 n., 424 et 453 n.

²⁴¹. *Ordo* du diocèse de Saint-Brieuc de 1812, imprimé.

²⁴². Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 50, Correspondance intérieure du préfet relative à la police (1807-1810), fol. 183, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 15 mars 1810.

Le 8 mai de la même année, Prud'homme recevait l'injonction de surseoir à l'impression du *Testament de Saint-Yves*, en latin, français et breton, jusqu'à décision du directeur général de l'imprimerie et de la librairie; motif : « Cette pièce rappelant aux fanatiques que la destination du legs de Saint-Yves a été changée serait propre à troubler la paix des acquéreurs des immeubles qui le composaient et à leur susciter des tracasseries et des querelles »²⁴³.

Pourtant le rapport d'ensemble que le préfet expédie sur le compte des libraires du département, en juillet de la même année, leur est à tout prendre favorable : « Je n'ai jamais appris, et soupçonné qu'aucun d'eux se livrât à la coupable et dangereuse spéculation des contrefaçons et je dois à la justice de déclarer qu'ils n'impriment pas indistinctement tout ce qu'on leur présente :

L'intérêt particulier des quatre imprimeurs existants repousse l'idée de suppression. Je crois qu'il est aussi dans l'intérêt du département qu'ils soient conservés. Le sieur Prud'homme est fort riche; le sieur Huart passe également pour l'être. Les deux autres paraissent trouver une honnête aisance dans l'exercice de leur profession. Tous enfin exercent leur état avec honneur. Je verrai donc avec plaisir conserver les imprimeurs actuels de mon département »²⁴⁴. L'avis du préfet prévalut; aucune suppression ne fut édictée. Mais Prud'homme, qui manquait décidément de liant dans ses rapports avec l'administration impériale, était l'objet en septembre 1811 d'un rappel à l'ordre très sec pour sa négligence à s'acquitter des frais d'expédition de son brevet : « M. le baron, directeur général de l'imprimerie et de la librairie, me charge, Monsieur, de vous prévenir que si courrier par courrier, il ne reçoit pas le récépissé du versement de 25 francs pour frais d'expédition de votre brevet, vous serez considéré comme ayant volontairement renoncé à votre état et rayé en conséquence de la liste des imprimeurs sans avoir aucun droit à réclamer d'indemnité »²⁴⁵.

243. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 59, Correspondance extérieure du préfet relative à la police (1808-1817), fol. 85, le préfet à M. le Conseiller d'Etat, directeur général de l'imprimerie, 8 mai 1810.

244. *Ibid.*, fol. 93, *id.* à *id.*, 31 juillet 1810.

245. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 51, fol. 86, le préfet à M. Prud'homme, imprimeur à Saint-Brieuc, 25 septembre 1811.

Par contre, Huart obtenait très aisément l'autorisation d'imprimer des stances sur la naissance du Roi de Rome : cette manifestation de loyalisme dynastique le faisait voir d'un bon œil par le préfet²⁴⁶ (26 juillet 1811). Celui-ci disposa enfin d'un moyen très efficace de diriger l'esprit public à partir de la fondation d'un journal local, le *Journal des Côtes-du-Nord*, le 19 mars 1811. L'imprimeur en fut Beauchemin et le rédacteur Th. Chevalier fils. Cet ancêtre de tous les périodiques départementaux des Côtes-du-Nord paraissait trois fois la semaine, « tous les jours de courrier », sous l'autorité du préfet, ainsi qu'il le portait ostensiblement en manchette. L'abonnement fut de 24 francs, puis de 26 francs par an pour Saint-Brieuc, de 25 francs puis de 28 francs pour les autres villes du département. D'après son prospectus, le journal devait contenir :

- « 1° Tous les actes et toutes les lois ;
- 2° Tous les actes de l'autorité administrative du département ;
- 3° Des avis d'annonces de publicité ;
- 4° Des extraits de journaux de Paris ;
- 5° Des extraits des feuilles qui s'impriment dans les autres départements de la Bretagne, spécialement en ce qui concerne les commerçants²⁴⁷ ».

Il donnait aussi des nouvelles locales, des variétés et enfin, dans les grandes occasions, des articles doctrinaux et officiels, très probablement émanés du préfet lui-même. Parmi les articles reproduits intentionnellement des journaux de Paris, citons, dans le numéro du 24 avril 1811, le discours du Grand-Maître de l'Université à l'inauguration des Facultés de théologie, des sciences et des arts ; dans celui du 29 juin, le discours de M. de Boulogne au Concile, extrait du *Journal des Curés* ; dans celui du 6 juillet, *l'Exposé de la situation de l'Empire présenté au Corps législatif dans sa séance du*

246. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 51, fol. 72, le préfet au sieur Huart, imprimeur à Dinan, 26 juillet 1811.

247. Nous avons utilisé la collection des Archives dép. des Côtes-du-Nord qui commence au n° 55, 19 mars 1811. La Bibliothèque Nat. n'en possède qu'un seul numéro. Cf. J. LAMARE, *Histoire de la ville de Saint-Brieuc*, p. 209, et R. KERVILER, *Essai d'une bibliographie des Publications périodiques de la Bretagne*, Rennes, 1885, 2^e fascicule, Côtes-du-Nord. Les Archives dép. des Côtes-du-Nord possèdent, en outre, un « Prospectus manuscrit du *Journal des Côtes-du-Nord* », signé Chevalier et Beauchemin, mais non daté. Nous en avons extrait une partie des renseignements ci dessus.

29 juin, par S. Exc. le Comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur; continué dans le numéro du 9; dans celui du 28 mars 1812, année qui fut, comme on le verra, une année de disette, le récit d'une émeute ayant éclaté à Caen, « à propos des subsistances, mais dont le pillage était le véritable but », avec détails copieux sur la répression qui se solde par huit condamnations à mort dont trois portées contre des femmes, et le commentaire suivant : « ... Le jugement a reçu son exécution. Cet acte de sévérité doit apprendre aux malveillants et aux factieux que toutes leurs tentatives échoueront contre la fermeté des magistrats chargés de veiller au maintien de l'ordre et au respect des propriétés. » Une affaire d'espionnage qui se déroule devant la cour d'assises de la Seine, où étaient impliqués des employés du ministère de la Guerre et qui se termine par une condamnation à mort, est également narrée par le menu (numéros du 18 et du 23 avril)... »²⁴⁸.

En 1813, l'affaire Malet est reproduite d'après le *Moniteur*, et sous le même titre : « Affaire Frochot »; de même, le texte de l'adresse de fidélité du conseil municipal de Paris à l'Empereur, du 12 janvier, et l'annonce de la signature du Concordat de Fontainebleau²⁴⁹. Parmi les nouvelles locales, « les événements de mer » sont une rubrique particulièrement bien fournie. C'est là qu'il faut aller chercher les récits de captures faites par les corsaires français et l'indication des marchandises constituant la cargaison des prises²⁵⁰. En 1811, un article nécrologique est consacré au général Valletaux, tué en Espagne, le 23 juin : « Sa fortune est un des mille exemples qui servent à prouver que, sous notre heureux gouvernement il n'est aucun Français qui ne puisse parvenir aux places les plus éminentes, s'il sait s'en rendre digne, et qu'avec de la conduite, des talents et l'amour de la gloire, tout militaire peut s'élever des rangs inférieurs de l'armée aux grades les plus distingués »²⁵¹.

En 1814, on insérera, dans un but facile à deviner, le récit de la revue de départ des deux bataillons mobilisés de la

248. Le *Journal des Côtes-du-Nord*, nos 72, 100, 103 et 104, 217, 226 et 228.

249. *Ibid.*, nos 334-348.

250. Cf. notre t. II, chap. IV, p. 373-377.

251. *Ibid.*, no 119 du 10 août 1811, signé L. B. (peut-être Louis Bienvenue). Cf. plus loin Appendice, p. 595-596.

garde nationale du département (28 janvier) : « Ces deux bataillons s'annoncent avec autant de force pour supporter les fatigues de la guerre que de courage pour en affronter les dangers. Jamais la voix du souverain et de la patrie ne parla plus puissamment à nos cœurs et ne fut plus propre qu'en cette circonstance à les enflammer de cette ardeur patriotique dont notre province n'a constamment cessé de donner les preuves aux époques les plus remarquables de notre histoire » ²⁵².

Les « variétés » ne sortent pas des limites de l'anecdote niaise ou du remplissage à l'aide de lieux communs. Relevons quelques titres : Sur le bonheur (30 avril 1811), De la mode (29 août 1811), Le fat d'autrefois et le fat d'aujourd'hui (21 décembre 1811), Les riens (24 décembre 1811), Les étrennes (2 janvier 1812), La quête au bal ; Anecdotes sur le cardinal du Belloy (10 janvier 1812) ; On ne s'entend pas (2 mars 1813), Vous êtes orfèvre, M. Jcsse (9 mars 1813) ; Anecdotes sur Voltaire (11 mars 1813) ; enfin le 1^{er} février 1814, *Le départ*, poésie patriotique de Desaugiers que l'on peut qualifier à cette date de poésie de circonstance ²⁵³.

Quant aux articles doctrinaux, ils deviennent particulièrement fréquents et particulièrement suggestifs à partir des années critiques. Pourtant, dès août 1811, le *Journal des Côtes-du-Nord* publiait un coup d'œil sur les résultats de la guerre actuelle entre la France et l'Angleterre qu'il prétendait avoir été écrit par un de ses « abonnés pour sa satisfaction particulière et pour se rendre compte à lui-même du résultat d'une guerre aussi importante et qui intéresse autant la prospérité publique », à l'encontre de l'opinion de « plusieurs personnes extrêmement prévenues en faveur de la puissance anglaise ». L'auteur anonyme — peut-être était-ce le préfet lui-même — après avoir fait l'apologie du Blocus continental s'enhardissait à prédire en Angleterre une crise imminente. Par suite de la banqueroute qui s'annonçait toute proche, le gouvernement britannique, disait-il, ne pourra plus ni augmenter les impôts ni pourvoir à l'entretien de ses colonies, ni conserver l'Inde, ni entretenir même la flotte et l'armée nécessaire à sa propre sécurité : « Est-ce avec quarante vaisseaux de ligne qu'elle (l'Angleterre) pourra défendre

252. *Ibid.*, n° 503 du 29 janvier 1814. Bataillons sans doute à destination de Brest. Cf. notre t. II, chap. IV, p. 353-355.

253. *Ibid.*, nos 74, 126, 175, 176, 180 et 181, 184, 359 et 504.

toutes ses colonies et garantir toutes ses côtes ? Est-ce avec 50.000 hommes qu'elle pourra entretenir des garnisons dans tous ses établissements de l'Inde, de l'Amérique, de l'Océan, de la Méditerranée et défendre son territoire menacé sur tous les points ? Non sans doute. La terre et la mer seront donc ouvertes de tous côtés à nos flottes et à nos armées. Il ne faudra pas même de batailles ni de victoires navales pour y pénétrer : ces quarante vaisseaux ne sont pas en état de garder tous les passages ni de protéger les mers qui l'environnent et 50.000 hommes ne sont pas en état non plus de s'opposer à 150.000 ou 200.000 hommes qu'on pourra jeter sur leurs rivages. Elle se trouvera donc dans ce moment fatal réduite à l'impuissance absolue de se défendre. »

La France, en obligeant sa flotte à de perpétuelles croisières, l'a tenue en échec avec la moitié seulement de son état militaire.

D'autres dangers d'ailleurs menacent la Grande-Bretagne : la mort prochaine du roi, une insurrection en Irlande, une rupture avec les Etats-Unis, enfin, « le soulèvement prochain des notables et des peuples de l'Inde qui n'attend qu'une occasion favorable pour éclater, le mécontentement secret des autres souverains de l'Asie fatigués du monopole qu'exercent les Anglais dans leurs Etats, mécontentement qui sera encore échauffé par l'Empereur ».

Conclusion : l'Angleterre « est condamnée à soutenir éternellement la guerre inégale, la plus ruineuse et la plus folle, puisqu'elle ne peut jamais se terminer autrement que par sa conquête et sa ruine » ²⁵⁴.

Le 16 novembre de la même année, dans un article intitulé : « Sur le patriotisme des Anglais », le *Journal des Côtes-du-Nord* revient sur ce sujet, qui est évidemment pour l'organe de la préfecture un sujet de prédilection : « On a beaucoup exalté le patriotisme des Anglais : c'est surtout en France, dans ce pays qui a contre eux de si justes et de si nombreux sujets de plainte que s'est établie cette prévention presque générale, toujours déplorée par nos écrivains modernes. Cependant aux yeux d'un observateur attentif tout ce patriotisme n'est que de l'intérêt personnel : ce grand amour de la patrie et de la constitution n'est autre chose chez eux que de

254. *Ibid.*, nos 120, 15 août, et 121, 17 août 1811.

l'amour du commerce et de la richesse qu'il leur procure ». A l'appui de sa thèse le publiciste du *Journal des Côtes-du-Nord* cite des exemples tirés de l'histoire : la guerre contre les colonies d'Amérique, guerre « barbare et impitoyable », le bombardement de Copenhague, le sort de la flotte espagnole. Si les Anglais détestent tant la France « c'est qu'elle seule par son voisinage, par sa position sur trois mers, par sa marine, sa population, ses revenus, l'activité et l'énergie de ses habitants a pu leur disputer jusqu'à présent les fruits de ce commerce qu'ils voulaient envahir tout entier ». C'est pour cela qu'ils ont « poussé la fureur jusqu'à faire tomber sous le fer des assassins un souverain puissant qui ne voulait plus servir leur haine et tâcher de consommer par une machine infernale le même attentat sur notre Empereur dont ils voyaient que le génie vengerait un jour la France de tous les maux qu'ils ont versés sur elle ». Pour eux, « l'or est tout », et l'article s'achève par le rappel des concussions de Clive aux Indes et de la corruption parlementaire chère à Walpole²⁵⁵. Surviennent les désastres de la campagne de Russie et de la campagne de Saxe, puis l'invasion menaçante. A la fin de novembre 1813, le *Journal des Côtes-du-Nord* est obligé de s'exprimer sans ambages pour la première fois depuis sa fondation : « Les discours prononcés dans le sein du Sénat font connaître les circonstances dans lesquelles se trouve l'Empire ; ces circonstances sont critiques ; elles sont impérieuses, il faut que la nation française se lève dans toute sa grandeur, dans toute sa puissance ou qu'elle renonce au rang glorieux qu'elle a toujours occupé. L'ennemi menace nos frontières... Mais prenons l'attitude ferme qui nous convient et ses projets seront une fois encore déjoués. Nos armées couvrent les bords du Rhin ; derrière ce rempart de fer s'élèvent cinquante places fortes, chef-d'œuvre de la nature et de l'art. Là veillent les cohortes de la garde nationale accourues au premier cri d'alarme, là, s'assemblent les nouvelles légions qui marchent de toutes parts ; là, viendront se briser tous ces flots irrités qui se soulèvent en vain contre nos limites. Mais pour mettre à profit ces avantages militaires à la frontière de l'Empire, il faut de grands efforts, il faut des hommes, de l'argent. Ces sacrifices peuvent peser momentanément sur l'industrie, sur le com-

255. *Ibid.*, n° 160.

merce, sur toutes les classes de la société, mais ils sont de la plus haute urgence. Les jours de nos frères, de nos fils nous sont chers, mais si nous ne présentons pas un front de bataillons nombreux, ils égorgeraient par milliers une multitude sans armes, si nous n'offrions pas au Gouvernement une partie de nos revenus, l'étranger viendrait envahir la totalité de nos fortunes. Y a-t-il un époux, un père, un propriétaire, un négociant, un citoyen qui ne frémisses d'horreur à l'idée d'un ennemi sans frein, maître de nos vies et de nos propriétés ? Y a-t-il un homme attaché à ce beau pays par des liens sacrés, par de tendres affections, par d'heureux souvenirs qui ne soit prêt à défendre, les armes à la main, tous les précieux objets qu'une invasion ennemie exposerait aux plus cruels périls ? Sans doute une partie de notre nombreuse jeunesse suffira pour former une barrière insurmontable à l'audace de l'ennemi, mais que tous, jeunes et vieux, citoyens et militaires s'arment d'une seule et même pensée : il faut défendre la Patrie » ²⁵⁶.

Trois jours plus tard, après la défection du Wurtemberg et de Bade, nouvel article : « A la nouvelle imprévue de la défection de nos alliés et particulièrement de la Bavière, un cri général s'est élevé d'un bout de l'Empire à l'autre. La France avait pour alliés des princes qui lui devaient le rang suprême : elle les avait défendus, protégés..., elle avait prodigué le sang de ses enfants pour sauver ces mêmes princes de la ruine inévitable dont ils étaient menacés par un voisin redoutable. Tant de bienfaits sont oubliés et payés d'une affreuse ingratitude.

» Quatre armées viennent fondre sur la Saxe notre alliée, qu'un moment soit perdu par nous et la capitale est prise d'assaut, pillée et détruite. Nous la sauvons par un miracle d'audace et de génie, nous y rentrons aux acclamations de tout un peuple... Le monarque, la nation nous proclament leurs libérateurs. Et bien peu de temps après, des soldats poussés à cette indignité par la plus coupable déloyauté, foulant aux pieds l'autorité de leur respectable souverain, désertent nos rangs sur les champs de bataille...

» Et pour servir de pendant à cette affreuse trahison, la Bavière qui n'a éprouvé aucun des maux de la guerre pendant cette campagne, la Bavière que nous avions préservée jus-

qu'alors de troupes étrangères, sans sujet de plainte, sans prétexte, sans nécessité nous abandonne...

» Il n'est rien dans l'univers qui puisse effacer une pareille tache dans l'histoire d'un peuple.

» Mais il ne s'agit point aujourd'hui d'exercer contre nos ennemis de vaines représailles de paroles, il s'agit de nous défendre. L'ennemi campe avec ses armées sur les bords du Rhin : que par une sécurité fatale ou par une inconcevable inertie nous lui laissions franchir le fleuve, et nous verrons le sort que nous réserve une apparente modération... Ne vous y trompez pas, on veut, on espère, on prépare votre ruine et quand même on aurait des projets moins funestes, pensez-vous que les princes entraînés comme ils le sont par les passions que des perfides ont allumées dans le cœur des peuples et qui menacent de toutes parts l'autorité souveraine, pourraient arrêter le torrent qui déborderait sur vous ? Non, ne vous fiez pas à cette vaine et impuissante garantie. Opposez donc par votre courage une digue insurmontable aux flots de vos ennemis, réunissez-vous autour du Gouvernement qui vous appelle et qu'on attaque parce qu'il est la clef de voûte de l'édifice social...

» On ne peut séparer les intérêts du monarque de ceux de la nation. La nation veut la paix, le monarque la veut aussi, mais ce n'est point à genoux et par d'humbles prières, c'est dans l'attitude de la force et les armes à la main que l'on peut obtenir un bien si désirable » ²⁵⁷.

Le 8 décembre, au moment où les alliés s'apprêtent à franchir le Rhin, le *Journal des Côtes-du-Nord* rappelle que « tous les grands monarques de la France surent délivrer leur patrie de la présence de ses ennemis. C'est même par ces bienfaits héroïques que plusieurs de ses princes généreux signalèrent leur avènement à la couronne », et il évoque à l'appui les noms de Clovis, Charles Martel, Pépin le Bref, Charlemagne, Philippe Auguste, Charles V et Charles VII. « Plusieurs fois la France a été menacée, envahie, plusieurs fois exposée à une dissolution totale, mais il semble que la Providence occupée à la relever de l'abîme tienne toujours en réserve et suscite à propos un prince dont la mission divine annonce les hautes destinées. Il paraît et tout d'un coup on dirait que notre sol est un sol sacré qui removit (*sic*) de lui-même les impies qui sont venus le violer par leur présence ou leurs ravages ».

257. *Ibid.*, n° 478, 30 novembre 1813.

La fin de l'article est un appel aux armes : « ... Français, hâtez-vous donc de donner par l'unanimité de vos efforts au prince qui a mille fois exposé ses jours pour vous dans les batailles, l'expédient et les moyens d'obtenir promptement le glorieux repos dont il a besoin pour élever et affirmer l'édifice de votre prospérité! »²⁵⁸.

La France est envahie, les premiers combats viennent d'être livrés sur notre sol : Napoléon s'apprête à quitter Paris pour prendre le commandement de ce qui lui reste de troupes, le *Journal des Côtes-du-Nord* place sous les yeux de ses lecteurs le souvenir de Bouvines : « Il est dans l'histoire une époque qui offre des rapprochements si frappants avec les circonstances actuelles que nous avons cru intéresser nos lecteurs en la rappelant à leurs souvenirs. Cette époque est celle où Philippe Auguste prêt à porter la guerre chez les Anglais vit fondre sur lui les princes de l'Europe jaloux de sa gloire »²⁵⁹. Le 17 février, après Champaubert, au moment où Augereau va prendre l'offensive contre Bubna, il exalte l'attitude patriotiques des Lyonnais : « Conçoit-on que quelques milliers de partisans aient eu l'imprudence d'envoyer un parlementaire pour proposer sérieusement à la ville de Lyon de leur livrer ses richesses et son honneur? Eh bien! cette ridicule ambassade, cette jactance insultante ont révolté les braves Lyonnais et à l'instant des milliers de soldats se sont armés! »²⁶⁰. Le 19 février, après Montmirail, ce sont les Parisiens dont l'ardeur patriotique est vantée à son tour²⁶¹.

Enfin, le numéro du 15 mars prêche la vengeance entre les exactions des Alliés : « Nos ennemis, en entrant sur le territoire français, ont encore plus compté sur l'artifice que sur le feu. Aussi se sont-ils fait précéder par des proclamations d'une modération feinte. A les entendre, ils ne voulaient que la paix, ils apportaient le bonheur de la nation ». Loin de tenir ces belles promesses, ils ont soumis les pays occupés à un régime de terreur. Aussi, « la guerre est maintenant nationale »²⁶². Ce fut le dernier effort belliqueux de la feuille bonapartiste, à

258. *Ibid.*, n° 480.

259. *Ibid.*, n° 498, 18 janvier 1814.

260. *Ibid.*, n° 511.

261. *Ibid.*, n° 512.

262. *Ibid.*, n° 522.

laquelle on peut rendre cette justice qu'elle avait consciencieusement tenu pendant ces trois années son rôle de porte-voix de la police impériale.

Pourtant malgré sa docilité à toute épreuve, il lui arrivait de commettre des intempérances et de se faire rappeler à l'ordre. Ainsi, le 7 juin 1811, Boullé adressait aux entrepreneurs du *Journal des Côtes-du-Nord* la mercuriale suivante :

« Messieurs, je vous ai fait communiquer le 12 décembre dernier une dépêche de S. Ex. le ministre de la Police générale dont l'objet était de blâmer l'annonce faite dans un de vos premiers numéros du débarquement, à Bréhat, de 96 Suisses provenant d'un régiment qui avait été employé en Espagne. Je vous recommandai à cette occasion de vous interdire à l'avenir toute annonce des mouvements de mer et de troupes et je restai persuadé que cette cause de reproches ne se serait pas reproduite. Je me suis trompé. Votre numéro du 23 mai annonce que 18 bâtiments dans la rade de Bréhat n'attendent qu'un vent favorable pour lever l'ancre et faire voile. Cette double indiscretion m'a mérité de nouveaux reproches de S. E. le ministre de la Police.

» Une fois pour toutes, Messieurs, je vous recommande et je vous ordonne au besoin de vous abstenir à l'avenir, de parler aucunement des mouvements militaires de terre et de mer, à défaut de quoi vous me placeriez dans la nécessité de prendre à votre égard un parti rigoureux » ²⁶³.

Le 8 juillet, nouvelle interdiction : « Messieurs, conformément aux ordres de S. E. le ministre de la Police générale référés en la dépêche de M. le Conseiller d'Etat, comte de l'Empire, chargé du 1^{er} arrondissement de Police générale, j'ai l'honneur de vous inviter à ne pas insérer dans vos feuilles les jugements en matière criminelle, correctionnelle et civile, à moins qu'ils ne vous aient été envoyés par l'autorité judiciaire et, dans ce cas, à vous borner à faire mention du texte. La suppression de votre journal, ajoute M. le Conseiller d'Etat, suivrait immédiatement la première contravention à la présente décision. Voulez-vous bien, Messieurs, m'accuser la réception de cette lettre ? » ²⁶⁴.

263. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 51, Correspondance intérieure du préfet relative à la police (1810-1812), fol. 63, le préfet aux entrepreneurs du *Journal des Côtes-du-Nord*, 7 juin 1811.

264. *Ibid.*, fol. 67, le préfet aux entrepreneurs du *Journal des Côtes-du-Nord*, 8 juillet 1811.

Le 11 septembre 1811, le préfet réitère explicitement ses défenses antérieures : « Messieurs, je vous invite à n'insérer à l'avenir dans vos feuilles aucun article de politique, de variétés, de mouvements militaires de terre et de mer, de récits d'événements de quelque nature qu'ils soient et d'annonces autres que celles permises par les autorités publiques sans avoir, au préalable, obtenu mon approbation. Ce parti, Messieurs, m'est inspiré autant par l'intérêt que je porte à votre journal, que par le désir d'éviter le renouvellement des reproches du genre de ceux que m'ont attirés de la part de l'autorité supérieure des insertions de ce genre. Je ne dois pas vous laisser ignorer que vous êtes responsables des articles que vous empruntez des feuilles autres que le *Moniteur*, et vous invite, en conséquence, à faire vos extraits des premières avec beaucoup de circonspection »²⁶⁵.

Enfin, le 23 mai 1812, le *Journal des Côtes-du-Nord* s'étant permis, dans les meilleures intentions du monde, de faire l'éloge de la bienfaisance des « magistrats et des principaux habitants de Saint-Brieuc », à propos de la disette, n'en est pas moins tancé vertement par ordre du ministre de la Police générale : « Le tableau que vous y présentez d'une infinité de malheureux existant dans cette ville, sans pain, sans ouvrage et dans une position affreuse a déplu parce qu'il peut servir de prétexte aux malveillants pour accréditer des bruits mensongers. Cette circonstance, Messieurs, me fait une loi de vous inviter à vous conformer plus rigoureusement que jamais aux instructions que je vous ai adressées le 7 juin dernier »²⁶⁶.

Avec la presse, les spectacles sont une des manifestations collectives de l'opinion publique les plus révélatrices à la fois et les plus influençantes. Même surveillance rigoureuse de la police impériale.

Jusqu'en 1789, en dehors des mystères bretons dédaignés de la belle société, les habitants de Saint-Brieuc n'avaient connu en fait de pièces de théâtre que les exercices annuels du Colège. Ce n'est qu'à partir de l'an II que la ville posséda un

²⁶⁵. *Ibid.*, fol. 83-84, le préfet aux entrepreneurs du *Journal des Côtes-du-Nord*, 11 septembre 1811.

²⁶⁶. *Ibid.*, fol. 131, le préfet aux entrepreneurs du *Journal des Côtes-du-Nord*, 23 mai 1812.

théâtre proprement dit²⁶⁷. Il fut installé dans l'ex-chapelle du séminaire et y demeura jusqu'en 1810. Sur le rideau on lisait : « Vivre libre ou mourir. Le théâtre instruit mieux que ne fait un gros livre ». Sous la Révolution, des amateurs y jouaient des « pièces patriotiques » : *Brutus*, *La Mort de César*, *La Veuve du Républicain*, *Guillaume Tell*, *Le Siège de Lille*²⁶⁸. Sous l'Empire, les « pièces patriotiques » disparurent, mais il continua toujours d'y avoir des artistes amateurs. En germinal an IX, le préfet écrivait au citoyen Langlois, « directeur de la Société dramatique des acteurs de Saint-Brieuc », pour le prier de faire jouer une « bleuette », œuvre de l'un de ses parents, le comte Champeaux, adjudant commandant à l'état-major des 1^{re} et 15^e divisions militaires, à Paris, *L'Heureuse journée*, qui avait été représentée sur un certain nombre de scènes de province²⁶⁹. Il y avait aussi des tournées : le département des Côtes-du-Nord avec le Finistère (à l'exception de Brest) et le Morbihan formait le 18^e arrondissement théâtral ayant droit à une troupe ambulante. Cette troupe fut d'abord dirigée par un sieur Hornot qui, de Dinan, le 25 avril 1807, sollicitait l'autorisation préfectorale en envoyant copie de son répertoire. Y figurent des comédies, des mélodrames, cette passion du public Premier Empire, et des drames historiques qui annoncent le goût romantique : *Le Chaudronnier de Saint-Flour*, *L'adroite Soubrette*, *Il ne faut pas condamner sans entendre*, *Les trois Sultanes*, *Claudine de Florian*, *L'enfant du malheur*, *L'honnête criminel*, *Victor ou l'enfant de la Forêt*, *Clémence de Waldemar*, *La Jeunesse de Henri IV*, *Geneviève de Brabant*²⁷⁰.

267. Sur le théâtre populaire breton dans la région de Tréguier avant 1789, cf. plus loin chap. V, p. 491, note 8. Sur les exercices dramatiques des collèges, cf. J. LAMARE, *Histoire du Collège de Saint-Brieuc*; Ch. BELLIER-DUMAINE, *Histoire du Collège de Dinan* et *Le Collège de Tréguier...*, par un ancien élève, cités dans le même chapitre.

268. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 50-51, et L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, p. 325, note 1. Cf. A. BIENVENUE, *Mémoires inédits*, manuscrit A, p. 129.

269. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 64, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics, fol. 68, le préfet au citoyen Langlois, 8 germinal an IX.

270. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M 127, Police des théâtres (an VIII-1865), règlement pour les théâtres du ministère de l'Intérieur, 25 avril 1807, et Hornot au préfet des Côtes-du-Nord, 25 août 1807.

En 1808, le conseil municipal se décida à faire construire une salle de spectacle. Les travaux furent mis en adjudication en 1809 et l'édifice inauguré en 1811 (21 juin), lors des courses²⁷¹. Il avait coûté une quarantaine de mille francs, Néther peignit l'intérieur, le rideau qui représentait la ville de Saint-Brieuc et les décors. On y donna pour la première fois *Adolphe et Clara*. A partir de cette inauguration la troupe théâtrale ambulante du 18^e arrondissement prit l'habitude d'y faire chaque année une saison de six semaines, commençant au mois de juin à l'époque des courses. Cette troupe, dirigée par un certain Maurin, comprenait une vingtaine de personnes. Nous possédons son répertoire de 1808 à 1813; il est à peu près le même que celui du sieur Hornot; notons-y, en plus, *Le Mariage de Figaro*, *Enphrosine* (de Méhul), *Le Château de Montenero*, opéra-comique, *Aline, reine de Golconde*, *Roméo et Juliette*, *Joseph*, *Le Calife de Bagdad*, *Les Visitandines*, *Vol-Fourberies de Scapin*, *La Jeunesse de Richelieu*, *Les Femmes savantes*²⁷². Il ne semble pas que Boullé ait eu jamais lieu de se plaindre de ces représentations et, en 1813, il appuyait favorablement la demande de renouvellement de privilège du sieur Maurin qui obtint satisfaction²⁷³.

En dehors du chef-lieu, les autres villes étaient réduites, pour se procurer le divertissement du théâtre, à des expédients. La plus favorisée est Dinan : les eaux minérales en faisaient, avant 1789, une sorte de petite villégiature fréquentée par les étrangers. Elle possédait un théâtre « petit et mal décoré », que la municipalité louait 9 à 10 francs par représentation aux troupes de passages. Cet amusement, ajoute le maire, en 1812, n'est d'ailleurs guère suivi; « la population préfère la promenade ». Cependant la troupe Hornot y donna des représentations en 1807²⁷⁴.

271. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 131-132, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M 129, Police des théâtres (an VIII-1865) : le ministre de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 22 avril 1813; le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 8 juin 1813; Barthélémy Maurin au préfet des Côtes-du-Nord, 27 février 1814.

272. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M 129, Répertoire des pièces jouées à Saint-Brieuc (1808-1813).

273. *Ibid.*, le préfet au ministre de l'intérieur, 26 janvier 1813.

274. Archives mun. de Dinan, 3^e Registre de correspondance du maire (1812-1828), le maire de Dinan aux artistes dramatiques en tournée à Saint-Brieuc, 1^{er} juillet 1812, et *id.* à M. Hornot, « régisseur de la Société des artistes dramatiques et lyriques en tournée à Vitré », 5 août 1807.

Ailleurs, il n'y a que des groupements d'amateurs. C'est le cas de Lamballe où « citoyens et citoyennes » jouent, pendant la Révolution, dans l'ancien couvent des Augustins, *Le Barbier de Séville* et *Le Mariage de Figaro* ²⁷⁵. C'est également celui de Guingamp, où un groupe de personnalités : Launay-Buhot, Buhot jeune, David, Pierre Guyomar, Ribault, Derrien et Binard-Doré demandent en l'an X à la municipalité de leur concéder le chœur de Montbareil pour y jouer « des pièces morales ». Ce groupement existait encore en 1808, puisqu'à cette date, le sous-préfet signalait au préfet la « zizanie » qui y régnait et rendait compte qu'il avait dû intervenir pour la faire cesser ²⁷⁶.

Quant au théâtre populaire breton, à ces *Mystères* que les paysans du Trécorrois, municipalités en tête, continuaient de copier, de jouer et d'applaudir passionnément au début du XIX^e siècle comme au XVI^e, Boullé a pour eux le mépris rageur d'un voltairien antitraditionnaliste et bel-esprit. Ce mépris s'exprime tout au long dans une lettre au sous-préfet de Guingamp du 19 floréal au XIII. « Par votre lettre du 17 courant vous me demandez si vous devez tolérer les représentations de pièces bretonnes qui ont lieu dans les campagnes de votre arrondissement et vous m'informez que les maires voisins sollicitent la permission de les faire jouer. Je sens comme vous tout le ridicule de ces sortes de pièces et les inconvénients que leur représentation peut entraîner. Je vous invite en conséquence à les défendre autant qu'il sera en vous. Vous observerez surtout aux maires qui les solliciteraient combien leurs démarches à cet égard se trouvent en opposition avec la dignité et la nature de leurs fonctions et qu'au lieu de protéger ces farces, qui sans rien changer à la morale, entretiennent la multitude dans des idées superstitieuses dont les effets sont souvent dangereux, ils devraient être les premiers à les proscrire de leurs communes. Au surplus, si malgré vos soins vous ne pouviez empêcher cette espèce de spectacle, vous devez au moins faire en sorte qu'on ne joue que des

275. A. BIENVENUE, *Mémoires inédits*, manuscrit A, fol. 129.

276. Archives mun. de Guingamp, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VI-an XII), fol. 138, arrêté du 6 brumaire an X, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M 129, Police des théâtres (an VIII-1865), le sous-péfet de Guingamp au préfet, 1^{er} février 1808.

pièces que vous connaîtrez et dont vous saurez qu'il n'y aura rien à craindre »²⁷⁷.

La surveillance soupçonneuse du préfet s'étend même aux spectacles forains; un arrêté du 25 fructidor an XI interdit à un montreur de figures en cire et d'automates à mécanique d'exhiber « Irma ou la jeune Indienne » qui, sous un nom déguisé, n'est autre que la fille du ci-devant roi de France, « provocation indirecte à la royauté »²⁷⁸. « Une demoiselle Braune, se disant écossaise, et sortant du Grand-Théâtre de Pétersbourg parcourt les départements et y donne des représentations de feux d'artifices. On a remarqué que parmi les différentes figures qu'elle montre au public on voit celle de l'Empereur représentée par une masse informe de feu, tandis que celle de Louis XVI a tout l'éclat et le développement qu'on peut désirer ». Heureusement, pour le salut de l'Empire, la perspicacité vigilante des policiers bonapartistes est toujours en éveil. « Cette circonstance indiquerait que cette femme serait un instrument dont on se sert pour semer de nouveaux germes d'intrigues et de désordre. Il est instant de réprimer cet abus dont les suites ne tendent à rien moins qu'à atténuer le respect que l'on doit au Gouvernement et à réveiller l'esprit de parti qu'on est parvenu si heureusement à étouffer ». Ordre, en conséquence, de noter avec le plus grand soin toutes les troupes de saltimbanques qui se présenteraient sur le territoire du département et plus particulièrement la demoiselle Braune en question²⁷⁹. Une troupe de « bateleurs » parcourt le département et y joue le *Mystère de la Passion*, avec des figurines en mécanique de la taille d'un enfant de huit à neuf ans. Par ordre du ministre de la Police générale, il est enjoint aux sous-préfets et aux maires de leur signifier de cesser de suite ces représentations et en cas de refus de les arrêter (26 messidor an XIII)²⁸⁰. Défense à un artiste ventriloque, à Saint-Brieuc,

277. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 48, Correspondance intérieure du préfet, fol. 123, le préfet des Côtes-du-Nord au sous-préfet de Guingamp, 19 floréal an XIII.

278. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 42, Arrêtés du préfet relatifs à la police (an XII-1806), fol. 142-144, arrêté du 29 fructidor an XI.

279. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 48, fol. 92, le préfet des Côtes-du-Nord aux sous-préfets et aux maires, 22 pluviôse an XIII.

280. *Ibid.*, fol. 142, le préfet des Côtes-du-Nord aux sous-préfets et aux maires, 26 messidor an XIII.

d'exécuter un numéro de son programme intitulé « Assemblée populaire » : nous ne savons pour quelle cause (19 mai 1808)²⁸¹.

Enfin, le vieux divertissement breton de la soule, ce ballon rempli de foin, ancêtre du foot-ball contemporain, est l'objet des sévérités de l'administration napoléonienne, toujours acharnée à déraciner les coutumes locales ; témoin cette lettre du 7 janvier 1812 au sous-préfet de Guingamp : « Dimanche dernier, un événement malheureux est arrivé à Corlay, au milieu d'un amusement d'institution ancienne connu sous le nom de soule : un homme est mort subitement, soit pour avoir été froissé, soit pour avoir fait de trop grands efforts dans la mêlée. Je suis informé que cet amusement est en usage dans quelques cantons de votre arrondissement, notamment dans ceux de Rostrenen et de Botoha. La bonne police doit le proscrire partout où il existe. C'est en effet, comme le fait observer le sous-préfet de Loudéac, un véritable combat corps à corps entre les deux partis qui se disputent la folle gloire de saisir la soule et d'en demeurer maître, et indépendamment du danger pour les combattants d'être foulés aux pieds et écrasés dans la mêlée, ce désordre et cette confusion sont souvent l'occasion d'exercer des actes de vengeance et donnent lieu à des excès condamnables. Je vous invite en conséquence, Monsieur, à défendre ce jeu barbare à ceux des cantons de votre arrondissement où vous apprendriez qu'il est en usage »²⁸².

Toute espèce de groupement humain, en dehors des organisations d'Etat, est vue avec inquiétude, pour ne pas dire avec suspicion par la police impériale. C'est ainsi que préfet et ministre sont amenés à s'occuper des Sociétés littéraires et autres du département ; nous laissons de côté, pour y revenir au chapitre des Cultes, les congrégations et associations religieuses²⁸³.

Dans les dernières années du XVIII^e siècle s'étaient constituées à Saint-Brieuc deux sociétés littéraires, dont l'une au

281. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 50, fol. 65, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 19 mai 1808.

282. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 51, fol. 106, le préfet au sous-préfet de Guingamp, 7 janvier 1812, et 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 15, le sous-préfet de Loudéac au préfet, 31 décembre 1811. Sur la soule, cf. Dom GOUGAUD, *La soule en Bretagne et les jeux similaires du Cornwall et du Pays de Galles*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXVII, 1911-1912, p. 571-604.

283. Cf. plus loin chap. IV, p. 461 et seq.

moins avait un cabinet de physique et une bibliothèque. Recrutées dans la bourgeoisie aisée et le clergé, elles comprenaient la plupart des hommes qui devaient jouer un rôle politique dans le département pendant la Révolution et l'Empire : Gautier, le futur député aux Cinq-Cents, Le Nepvou de Carfort, Le Saulnier de Vauhello, Le Mée, Chaplain, Le Saulnier de Saint-Jouan²⁸⁴. Nous ignorons ce qu'elles devinrent de 1789 à la fin du Directoire; probablement elles durent se dissimuler. Toutefois, la tradition de ces cercles était restée vivace dans la province française. Dès l'an VII, il se reconstitua une « Société littéraire et d'Agriculture », dont firent partie Baudouin Maison-Blanche, Denoual-Duplessix, Le Gal la Salle, le pharmacien Ferrary, grand amateur de botanique, Le Gorrec, Jouannin et Le Mée-Desfontaines. Elle s'assemblait dans le local du jury d'instruction publique. Ses travaux consistaient dans l'« étude de l'agriculture et la culture des belles-lettres »; elle était affiliée à la Société d'agriculture de la Seine. On étudiera dans le chapitre consacré au mouvement économique son activité dans ce domaine spécial²⁸⁵.

Aussitôt installé dans le département, le préfet se préoccupa d'enquêter sur son but et ses tendances²⁸⁶. La Société vivait dans une semi-clandestinité; faute grave. Elle n'en fut pourtant pas punie; ses membres avaient donné au régime de brumaire trop de gages de loyalisme. Mais le préfet, avec une arrière-pensée facile à deviner, s'en constitue le protecteur. En messidor an IX, c'est lui qui fait parvenir à la Société littéraire le prospectus du *Courrier des Sociétés d'arts et des sciences et des Amis de la littérature*, qui devait s'imprimer à Bourges, sous la direction du citoyen Pépin et Dumontier²⁸⁷. Une société dissidente s'étant constituée en l'an XI, sous le nom de « Société des Amis des sciences »; le préfet provoqua leur fusion²⁸⁸.

284. Archives dép. d'Ille-et-Vilaine. C, 1318, Sociétés littéraires (1752-1789), et Ch. Le Maout, *Annales armoricaines*, p. 197.

285. Cf. notre t. II, chap. I, p. 33.

286. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 64, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an X), le préfet au Jury central d'instruction publique, 5 ventôse et 14 ventôse an IX.

287. *Ibid.*, le préfet au président de la Société d'agriculture, sciences et arts de Saint-Brieuc, 2 messidor an IX.

288. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 65, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an X-an XII), le préfet au citoyen Limon-Belleissue, président de la Société d'agriculture, 27 frimaire an XI.

En 1810, le Code pénal fut mis en vigueur. Or, les articles 291 à 294 limitaient étroitement le droit de réunion et d'association ; même si des citoyens se proposent de traiter des questions non politiques, ils ne peuvent se réunir à plus de vingt personnes sans l'autorisation du Gouvernement²⁸⁹. Ce fut l'occasion, l'année suivante, en 1811, pour le ministre de la Police générale de se livrer par l'intermédiaire des préfets, sous-préfets et maires, à une enquête sur les sociétés de plus de vingt personnes, de quelque nature que ce fût, existant dans les départements²⁹⁰.

En ce qui concerne le département des Côtes-du-Nord, l'enquête révéla l'existence de plusieurs sociétés. Une lettre du préfet au maire de Saint-Brieuc, du 22 juin, en énumère quatre, sans parler de la Loge franc-maçonnique sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir : Société dite « du Calvaire », Société « de la Ruelle-Saint-Guillaume », Chambre de lecture « établie chez le sieur Bailly » et enfin la réunion « qui a lieu dans la maison du sieur Grandchamp »²⁹¹. La société, dite « du Calvaire », n'était pas autre chose qu'une société de joueurs de boule qui s'adonnaient à ce sport dans le jardin de l'ancien couvent des Calvairiennes de Saint-Brieuc. Celle-là du moins finit par se mettre en règle et par adresser au préfet qui les transmet au ministre le texte de son règlement et la liste de ses membres (août 1811). On y lit que la réunion de la société n'a aucun but politique ni littéraire, mais seulement qu'elle désire exister « sous l'unique rapport d'agrément que se proposent d'avoir certains fonctionnaires, propriétaires et négociants qui le soir par des jeux désintéressés se défatiguent des travaux de la journée ». Il faut, pour y être admis, vingt et un ans d'âge et un an de résidence à Saint-Brieuc, et un vote favorable des sept huitièmes des membres. « Défense de fumer, de boire des liqueurs fortes, d'amener des enfants ou des chiens ». En août 1811, elle ne comprend pas moins de 54 membres, parmi lesquels les personnalités les plus mar-

289. P. POULLET, *op. cit.*, p. 937-938.

290. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 51, Correspondance intérieure du préfet relative à la police, fol. 66, le préfet au sous-préfet de Dinan, 22 juin 1811; *id.* au maire de Saint-Brieuc et aux sous-préfets de Loudéac, Lannion, Guingamp; aux maires de Lamballe, Quintin et Moncontour, même date.

291. *Ibid.*, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 22 juin 1811. Sur la loge maçonnique de Saint-Brieuc sous l'Empire, cf. plus loin, chap. IV, p. 479-481.

quantes du monde administratif et commercial de Saint-Brieuc : Barbedienne, le conseiller de préfecture ; Bonamy, le directeur des Droits Réunis ; Denoual-Duplessix, le directeur des contributions directes ; Gourlay, le député au Corps législatif ; Latimier-Duclézieux, le receveur général du département ; Chaplain, le président du tribunal de commerce ; Leuduger-Fortmorel, le maire ; Ribault, « conseiller de Sa Majesté à la cour impériale de Rennes » ; Pouhaër, président du tribunal ; Ropartz, procureur impérial ; Sébert aîné et Veillet-Dufrèche, négociants ²⁹².

Les autres sociétés paraissent avoir fait la sourde oreille et nous ne voyons pas que le préfet ait insisté. D'ailleurs, outre cette énumération officielle, Arsène Bienvenue signale encore dans ses *Mémoires inédits* un petit groupe de lettrés qui se réunissaient chez son père, le juge de paix. Ce groupe paraît avoir eu une couleur politique plus accentuée que la Société du jeu de boule. Il comprend les professeurs de l'ex-école centrale, Boyer, Jégou, Fromaget, Baudouin Maison-Blanche, l'auteur des « Institutions convenancières » ; Peyronnet, le receveur des douanes, et Canoby, l'inspecteur ; Potier, quartier-maître de la gendarmerie, demeuré ardent républicain, « qui avait une jolie bibliothèque » ; enfin, Bouvart, ancien aide de camp de Moreau, « républicain plus exalté que Potier ». Peut-être parce qu'elle n'atteignait pas le chiffre de vingt personnes, elle échappa aux recherches du préfet ²⁹³.

A Lamballe, il y a deux sociétés. L'une d'elles, dite « Société de lecture », fondée en 1774, demandait en 1808 à louer une partie du couvent des Ursulines. Elle avait traversé la Révolution « sans le moindre trouble », et en 1811, affichait naturellement un zèle bonapartiste des plus fervents : « Le but principal de l'établissement est de lire les feuilles publiques, de pouvoir admirer la sagesse des décrets et des institutions de Sa Majesté Impériale et Royale, la gloire qu'elle s'est acquise par ses exploits et ses grandes conceptions ». On y paie une cotisation d'entrée de 21 francs et un droit annuel de 15 francs moyennant quoi on peut lire le *Moniteur*, le *Journal de l'Empire*, le *Journal de Paris* et profiter de la bibliothèque.

292. Archives Nat., F7 5288, Affaires particulières, R2 10428, Noms et qualités des membres composant la Société du jeu de boules de Saint-Brieuc et règlement de la Société du jeu de boules.

293. A. BIENVENUE, *Mémoires inédits*, manuscrit B, fol. 88.

Il y a 36 membres parmi lesquels le maire, le directeur de l'école secondaire, Coutance, et deux ecclésiastiques, Mahé et Micault-Souleville ²⁹⁴. A côté, le « Jeu de Boule », établi dans l'enclos des Augustins, compte 43 membres, payant 60 francs de droit d'entrée et 5 francs de droit annuel ²⁹⁵.

A Dinan, existe également une « Chambre de lecture établie depuis nombre d'années ». Son but est de « procurer à frais communs une bibliothèque choisie et les feuilles périodiques des journalistes »; droit d'entrée, 12 francs; droit d'abonnement, 24 francs; 66 sociétaires en 1811 et Gesbert pour « directeur » ²⁹⁶. Lannion a une « Chambre littéraire ». Son règlement date du 12 messidor an VIII et porte en exergue « *In unione melos* ». Droit d'entrée 12 francs; cotisation, 24 francs par an. Le local de la société est ouvert de 7 h. ou 8 h. du matin à 9 h. du soir. En 1811, elle compte une quarantaine de membres parmi lesquels le maire Le Gouaziou, le président du Tribunal Turquet, les juges de Miniac et Bricbet père, le procureur impérial Despoirriés, le receveur de l'arrondissement Viénot, le principal du collège Pérennès ²⁹⁷. Enfin, la ville de Tréguier a une « Chambre littéraire » qui avait inscrit en tête de son règlement les lignes suivantes dont le ton nous reporte à quelques années en arrière : « Le voile de l'ignorance est désormais déchiré. La guerre sourde déclarée aux talents n'affligera plus la société des hommes. Ils pourront s'assembler pour leur instruction, se rapprocher par la confiance, se civiliser et se policer par des communications réciproques et franchir par la pensée les espaces de l'avenir. » Son but est la lecture des feuilles publiques auxquelles elle est abonnée : *le Journal du Département, le Moniteur, la Gazette de France,*

294. Archives -Nat., F7 8288, Affaires particulières, copie du règlement de la Société de lecture établie à Lamballe en 1774; pétition des membres de la Société littéraire de Lamballe au ministre de l'Intérieur, 4 juillet 1811.

295. *Ibid.*, règlement pour la Société du jeu de boules établie dans l'enclos des Augustins de Lamballe; pétition des membres du jeu de boules de Lamballe au ministre de l'Intérieur, 20 juillet 1811; le préfet des Côtes-du-Nord au comte Réal, 21 août 1811.

296. *Ibid.*, statuts de la Chambre littéraire de Dinan, 10 janvier 1811; les membres de la Chambre de lecture établie à Dinan au préfet des Côtes-du-Nord, 1^{er} juillet 1811.

297. *Ibid.*, règlement de la Chambre littéraire de Lannion adopté le 12 messidor an VIII; les commissaires de la Chambre littéraire de Lannion au maire, 19 août 1811; liste des membres de la Chambre littéraire de Lannion, 25 septembre 1811.

le *Journal du Commerce*. En 1811, elle compte 24 membres, parmi lesquels le maire Duportal, le médecin Dieuleveult, le juge de paix Cavan, plusieurs négociants²⁹⁸. La Société littéraire de Tréguier, comme celle de Lannion, fut autorisée par décision du ministre de l'Intérieur du 11 octobre 1811²⁹⁹.

A côté de la police d'Etat, dont nous venons de passer en revue les multiples attributions et l'incessante activité, le régime impérial maintient, mais en les faisant contrôler par le préfet, les polices municipales. La loi de pluviôse an VIII donnait expressément aux maires les pouvoirs précédemment exercés en la matière par les administrations cantonales (art. 13)³⁰⁰.

Ces pouvoirs, les maires les exerçaient dans les villes avec l'aide des commissaires de police et des « gardes de police » ; dans les communes rurales, avec l'aide de gardes champêtres, au besoin de la garde nationale urbaine. Soit sous forme d'arrêtés, soit sous forme de délibérations du conseil municipal, ils imposaient à leurs administrés l'observation des règlements de police. Saint-Brieuc, qui a un commissaire de police et deux « gardes de police », procède dès messidor an XIII à la rédaction d'un nouveau règlement qui est soumis à l'approbation du préfet. Ce règlement ne comprend pas moins de cinquante-quatre articles ayant trait aux objets les plus divers : mendiants, registres des hôteliers, port d'armes, tapage nocturne, circulation des chevaux, ivresse, jeux de billard, jet d'objets par les fenêtres, amas de bois, décombres, constructions nouvelles, police des marchés, chiens, autorisations de bâtir, baignades, précautions contre l'incendie. On aura l'occasion de revenir sur quelques-uns de ces articles, notamment sur les deux derniers³⁰¹.

A Dinan, le conseil municipal prescrit aux citoyens de balayer leurs pavés trois fois par semaine et leur défend de jeter par les fenêtres « des matières fétides »³⁰². Dans cette dernière

298. *Ibid.*, règlement de la Chambre littéraire de Tréguier; Dieuleveult à M. Le Grontec, sous-préfet de Lannion, 20 août 1811; liste des membres de la Société littéraire de Tréguier, 25 septembre 1811.

299. HABASQUE, *Notions historiques*, t. I^{er}, p. 84-85, et notes 2 et 3.

300. DUVERGIER, t. XII, p. 99.

301. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre d'arrêtés du maire (an IX-1811), fol. 69-65, arrêté du 23 messidor an XIII.

302. Archives mun. de Dinan, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VII-an X), fol. 206, séance du 22 messidor an VIII.

ville, le commissaire de police avait fort à faire pour réprimer les espiègleries « de petits jeunes gens qui se permettaient d'enlever le soir des lanternes aux servantes et de tendre des cordes dans les rues pour faire tomber les passants »³⁰³. A Lannion, où il y a deux sergents, un règlement de police du 10 juin 1806 en cinquante articles vise le dégagement, l'alignement et l'éclairage des rues, le séchage du linge, la divagation des cochons, « animaux malfaisants et immondes », celle des chèvres « qui laissent dans les arbres un poison dangereux » en les broutant, le numérotage des maisons³⁰⁴. L'année suivante, le conseil municipal, par une de ses délibérations, oblige tout habitant circulant dans les rues, après 10 heures du soir, à se munir d'une lanterne³⁰⁵. Loudéac adopte aussi un règlement de police (pluviôse an XIII) et Rostrenen un peu plus tard, en 1808³⁰⁶. Le préfet est d'ailleurs là pour tenir en haleine sur ce point maires et conseils municipaux, exciter leur zèle, réparer leurs oublis, et au besoin réprimer leurs défaillances.

Ainsi, le 3 germinal an XI, le préfet signale au maire de Saint-Brieuc, sur plainte de l'inspecteur aux revues des troupes du département, que les aubergistes et même les particuliers ont la mauvaise habitude de déposer les verres des gobelets et de bouteilles cassées dans les rues et sur les grandes routes, au risque d'estropier « les chevaux de troupes et autres ». Ordre de réprimer cet abus³⁰⁷.

Le 23 juin 1807, c'est le commissaire de police de Saint-Brieuc qui reçoit une longue admonestation concernant « plusieurs objets de police municipale qui ne paraissent pas soignés

303. *Ibid.*, Registre (an XIII-1808), séance du 21 janvier 1806. « Un ministre du culte a été insulté, mais on n'a pu retrouver les auteurs du délit. »

304. Archives mun. de Lannion, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VIII-1816), séance du 10 juin 1806.

305. *Ibid.*, séance du 8 août 1807.

306. Archives mun. de Loudéac, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-an XIV), séance du 20 pluviôse an XIII, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Elections communales, règlement de police de la ville de Rostrenen, 20 avril 1808.

307. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 47, Correspondance intérieure du préfet relative à la police (an IX-an XI), fol. 135, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 3 germinal an XI.

avec l'intérêt et l'exactitude désirables. Le balayage des rues et en général tout ce qui peut contribuer à en procurer la propreté est constamment négligé. Il est des quartiers et surtout quelques issues dont l'état continu de saleté rend la fréquentation extrêmement désagréable pour ne pas dire plus. Je vous indiquerai particulièrement la Vicairerie, la Grenouillère, la rue de Gouët et la rue Saint-Benoît. Il n'est pas rare de trouver dans ces quartiers des boues et autres ordures amoncelées çà et là, des cadavres d'animaux putréfiés et les fragments de verre et de bouteilles...

» C'est impunément que les habitants des rues hautes ont sans interruption des fumiers entassés près de leurs maisons et sur la voirie. La salubrité publique commande de tenir fermement à ce que les fumiers soient placés aux distances réglées des habitations...

» Je vous indiquerai enfin, Monsieur, comme un abus qui intéresse la santé des citoyens, les abattis de chevaux faits sans être suivis d'excavation. On trouve en ce moment, dans le voisinage du moulin de Souzain, le cadavre d'un de ces animaux en état de putréfaction³⁰⁸. »

Nouvelle algarade l'année suivante, en octobre 1808. « On a dans cette ville le blâmable usage de jeter par la fenêtre et de nuit et de jour toute espèce de choses et de matières qui peuvent endommager les passants : j'ai ouï beaucoup de personnes se plaindre de cet abus et j'ai failli moi-même, il y a quelques jours, en être victime.

« Il faut, Monsieur, que cet abus cesse. Vous atteindrez ce but par quelques exemples de traduction de ses auteurs devant la police et surtout par la condamnation à la peine de la prison... »

Le 12 septembre 1809, lettre au nouveau maire de Saint-Brieuc pour le prier de tenir la main aux prescriptions de ses prédécesseurs, concernant « la suppression des conduites ou canaux découverts établis dans les rues mêmes et qui offrent à la vue le dégoûtant spectacle d'écoulement de matières fécales ». Le préfet s'est assuré par une visite personnelle que

308. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 49, Correspondance intérieure du préfet relative à la police (an XIII-1807), fol. 185-186, le préfet au commissaire de police de Saint-Brieuc, 23 juin 1807.

ces prescriptions étaient ouvertement violées³⁰⁹. Recommandation analogue au sous-préfet de Dinan, en 1811³¹⁰.

L'attention du préfet s'étend jusqu'à des points de détail : la police des baignades, celle des spectacles forains, celle des auberges enfin. Le 24 juin 1807, il écrit aux maires de Plérin et de Saint-Brieuc : « Le port du Légué et ses hauteurs qui offrent des promenades des plus agréables ne peuvent être fréquentées dans cette saison à raison du spectacle choquant que présentent à tous les yeux les personnes qui se baignent depuis le pont du Gouët jusqu'à la pointe de Cesson.

« Pour conserver à ces promenades leurs habitués, je vous invite à faire publier dans vos communes respectives, à la réception de la présente, la défense de se baigner en état de nudité..., sous peine aux contrevenants d'être traduits devant le tribunal de police pour attentats aux bonnes mœurs et à l'honnêteté publique, conformément à la loi du 22 juillet 1791... Quelques exemples de sévérité ne manqueront pas de produire l'effet qu'on attend de ces ordres »³¹¹.

Le 30 novembre, protestation contre un spectacle public : « ... établi sur la principale place de cette ville. Ce spectacle en face précisément de la principale administration a en quelque sorte interrompu de temps à autre le service. Il est facile de concevoir en effet que le son des fanfares et le bruit auquel donnent toujours lieu des spectacles de ce genre contrastent désagréablement avec les audiences que je suis dans le cas de donner et les conférences fréquentes qu'entraînent les affaires de l'administration. Désirant, Monsieur le Maire, prévenir les mêmes inconvénients pour l'avenir, je vous prie de ne pas permettre qu'il se fasse d'établissement permanent de spectacles publics sur la place de la Préfecture, tant pour ménager à l'administration la tranquillité dont elle a besoin que pour empêcher que la place ne soit obstruée de

309. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 50, Correspondance intérieure du préfet relative à la police (1807-1810), fol. 150-151, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 12 septembre 1809.

310. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 51, Correspondance intérieure du préfet relative à la police (1810-1812), le préfet au sous-préfet de Dinan, 11 février 1811.

311. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 49, fol. 187, le préfet aux maires de Plérin et de Saint-Brieuc, 24 juin 1807.

manière à nuire au mouvement des troupes et aux convois, s'il en arrivait »³¹².

Un des points les plus importants de la police municipale est le danger des incendies. Sur les précautions prises pour les prévenir et au besoin les combattre, par les municipalités des Côtes-du-Nord à l'époque consulaire et impériale, nous possédons quelques renseignements. La ville de Saint-Brieuc inscrit à son budget 200 francs pour l'entretien des pompes à incendie et 210 francs, pour le « salaire » annuel de six pompiers. Le règlement de police de l'an XIII contient plusieurs paragraphes relatifs à la matière : § 39, ramonage des cheminées, surtout de celles des boulangers; § 40, amas de bois combustible dans les cours; § 42, prohibition des couvertures en chaume, et spécifie formellement « en cas d'incendie... tous les citoyens sont requis de prêter secours sous peine de poursuites »³¹³. A Lamballe, une délibération du conseil, du 5 mars 1809, répartit ainsi qu'il suit les rôles de la municipalité en cas de sinistre. Le maire et le premier adjoint seront chargés de diriger le déblaiement; le second adjoint et deux conseillers municipaux, la manœuvre des pompes³¹⁴. A Dinan, la compagnie est réorganisée en l'an X : elle comprend 1 capitaine, 1 lieutenant, 1 sergent, 2 caporaux, 2 chefs pompiers, 27 pompiers recrutés parmi les ouvriers couvreurs, maçons, menuisiers, charpentiers. La compagnie fait l'exercice une fois par mois; chaque pompier touche 0 fr. 50, toutes les fois que les pompes sortent³¹⁵. A Guin-gamp, pas de pompiers en titre : la ville possède seulement un matériel extincteur confié à un citoyen. Ce matériel est augmenté en l'an XII par l'acquisition de nouveaux tuyaux et de 150 seaux « payés par les cent plus imposés de la commune, et déposés chez ces citoyens qui seront tenus de les porter au lieu

312. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 50, fol. 26, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 30 novembre 1807.

313. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-an XII), fol. 34-38, séance du 27 pluviôse an X, budget de l'an XI, et Registre d'arrêtés du maire (an IX-1811), cité plus haut, fol. 62-65.

314. Archives mun. de Lamballe, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an XII-1810), séance du 5 mai 1809.

315. Archives mun. de Dinan, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VII-an X), fol. 304-306, séance du 27 pluviôse an X.

de l'incendie quand battra la générale »³¹⁶. A Lannion, en l'an XIII, on achète deux pompes et l'on organise une compagnie avec un officier, 36 hommes et sous-officiers³¹⁷. Au besoin le préfet intervient lui-même pour faire prendre les précautions nécessaires. Ainsi, le 19 messidor an X, il écrit au commissaire de police de Saint-Brieuc pour lui faire remarquer des amas considérables de bois qui existent dans les cours ou jardins de plusieurs maisons de la campagne. « Les incendies qui se sont manifestés dans plusieurs endroits des environs de la ville doivent faire craindre que ces amas ne produisent les mêmes désastres. Il est urgent de les prévenir. Je vous charge, en conséquence, de faire dans la ville et partout où besoin sera une visite rigoureuse pour constater les endroits où il y aurait des bois de l'espèce dont il est question et d'en rapporter procès-verbal pour être statué ultérieurement ce qu'il sera jugé convenable »³¹⁸.

Pour les mêmes raisons, sans préjudice d'une secrète antipathie à l'égard de toutes les coutumes « gothiques », le préfet interdit à Saint-Brieuc les feux de la Saint-Jean et de la Saint-Pierre³¹⁹ (5 juin 1807). Enfin, le 4 octobre 1810, Boullé attire l'attention du maire de Saint-Brieuc sur les inconvénients résultant d'une autorisation d'établir une forge au centre de Saint-Brieuc : « Peut-on calculer les désastres que causerait un incendie dans cette partie de la ville ? » De fait, les villes bretonnes de cette époque, construites à peu de chose près comme elles l'étaient au Moyen Age, sont une proie toute désignée pour le feu. Loudéac l'expérimente dans les derniers

316. Archives mun. de Guingamp, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VI-an XII), fol. 178, séance du 2 vendémiaire an XII, et Registre d'arrêtés du maire (1800-1807), fol. 62 : arrêté du 27 pluviôse an XII.

317. Archives mun. de Lannion, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VIII-1816), séance du 28 nivôse an XIII. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-1808), le préfet au conseiller d'Etat, directeur du 1^{er} arrondissement de police, 2 ventôse an XIII. Le préfet mentionnait à cette date les trois villes de Saint-Brieuc, Dinan et Lamballe comme possédant des compagnies de pompiers et des pompes et annonçait qu'il provoquait « les mêmes mesures dans les autres villes ».

318. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 47, Correspondance intérieure du préfet relative à la police (an IX-an XI), fol. 104, le préfet au commissaire de police de Saint-Brieuc, 19 messidor an X.

319. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 49, fol. 182, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 5 juin 1807.

jours de l'an XI. Soixante-dix-neuf maisons sont détruites, soit le sixième de la ville, et le revenu de la commune, diminué de ce chef de 5.000 francs ³²⁰.

CONCLUSION. — Qu'il s'agisse du domaine de l'Etat ou de celui des municipalités, la police napoléonienne nous apparaît, si l'on étudie son fonctionnement dans les Côtes-du-Nord, partout la même : autoritaire, soupçonneuse, absolument irrespectueuse des droits de l'individu, même des plus essentiels, hostile à toute collectivité. Les lettres de cachet abolies par la Révolution sont rétablies sous d'autres noms : l'internement par mesure de haute police sans jugement ou la mise en surveillance, une fois purgée la condamnation judiciaire ; de même, les prisons d'Etat. Faute d'un chapitre spécial consacré à la matière, nous manquons de point de comparaison dans les départements du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône ³²¹. Pour le département de la Côte-d'Or, nous sommes un peu mieux renseignés ³²². Là aussi, nous voyons le préfet exercer une surveillance de tous les instants sur toutes les manifestations de l'esprit public. Là aussi le *Journal de la Côte-d'Or*, qui ressemble comme un frère au *Journal des Côtes-du-Nord*, dispense hebdomadairement à des lecteurs peu exigeants sous le rapport de l'esprit critique, la bonne doctrine élaborée dans les bureaux de la préfecture, leur annonce les nouvelles qu'il importe à la sûreté de l'Etat de divulguer et leur tait celles, plus nombreuses, qu'il convient de celer. Là aussi le préfet contrôle la production des imprimeurs et des libraires, un peu plus abondante, parce que nous sommes dans un département plus riche et plus instruit. Là aussi, enfin, il note avec soin les agissements des émigrés rentrés, peu nombreux du reste, assez sages et de plus en plus ralliés, en apparence, au régime bonapartiste, ce qui ne les empêche pas de reconstituer clandestinement et plus ou moins légalement leur fortune foncière.

320. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 51, Correspondance intérieure du préfet relative à la police (1810-1812), fol. 18, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 4 octobre 1810, et 2 M 57, Correspondance extérieure du préfet relative à la police (an XI-an XIV), le préfet au Grand Juge, 7 vendémiaire an XII. Cf. A.-D. GAUTIER, *Essai sur la statistique de l'arrondissement de Loudéac*, dans l'*Annuaire Dinannais*, 1834, p. 79-125.

321. Les deux ouvrages de G. SAINT-YVES et J. FOURNIER et de J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, déjà cités, ne contiennent aucun renseignement sur l'action de la police bonapartiste dans ces départements.

322. P. VIARD, *op. cit.*, p. 89-96 et 270-277.

Ce que nous trouvons par contre de plus développé dans la Côte-d'Or que dans les Côtes-du-Nord, c'est une opposition de gauche, recrutée dans la bourgeoisie, très active au temps du Consulat et qui même sous l'Empire « compte plus que des souvenirs »³²³. Dans le département des Côtes-du-Nord, cette opposition est pour ainsi dire réduite à sa plus simple expression. Armez, qui aurait pu en être le chef par son talent, n'avait pas le tempérament d'un martyr et ne se souciait pas de faire connaissance avec les sbires de son ex-confrère en cléricature, le ci-devant oratorien, Fouché; il se renferma pendant tout l'Empire dans un silence prudent³²⁴. D'autres, hommes de 1789 ou même de 1793, figurent dans les rangs de l'administration napoléonienne comme Beslay, comme les deux Le Gorrec, comme Boullé lui-même : quelles que soient leurs convictions intimes, républicaines ou anticléricales, gênés par leur livrée, ils ne peuvent être de véritables adversaires du régime auquel ils ont associé leurs destinées. Tout au plus pourrait-on noter la survivance d'une vie politique chétive mais tout de même réelle dans ces sociétés littéraires, qui éveillaient à si juste titre la méfiance du ministre de la Police générale. Dans ces petits groupes bourgeois, fréquentés par les Le Maout et les Bienvenue, ennemis de l'« arrogance féodale » et du « fanatisme sacerdotal », il est probable que survivait quelque chose de l'atmosphère intellectuelle et morale des dernières années du XVIII^e siècle. Ce quelque chose, que l'on distingue plus nettement à la lueur intense mais fugitive des événements de 1815, persistera souterrainement sous la deuxième Restauration et réapparaîtra au grand jour en 1830, au moins pendant les premiers mois du régime de juillet, quand la bourgeoisie libérale et voltairienne, revenue au pouvoir, assouvira ses rancunes sur l'« émigration » et le « parti prêtre ».

Mais dans les Côtes-du-Nord, le grand danger pour le régime bonapartiste n'est pas à gauche, il est à droite : il réside dans les restes agonisants mais encore redoutables, on l'a vu, de bandes chouannes en relations avec l'« agence de Jersey » d'une part, avec les insurgés irréductibles du Morbihan de l'autre. Par la mer au nord, par la sauvage région de landes

323. P. VIARD, *op. cit.*, p. 284-285.

324. L. DUBREUIL, *Un correspondant de François Rayer : Nicolas Armez*, article déjà cité, p. 44-45.

et de forêts de l'arrondissement de Loudéac, au sud, des communications aisées s'établissent entre ces deux groupes, et la route qui leur permet de se joindre passe juste par Saint-Brieuc. Même Cadoudal exécuté, des symptômes inquiétants d'effervescence continuent de se manifester longtemps encore dans le département, et il faudra toute l'intelligence et toute l'énergie de Boullé pour en triompher. Sur ce point du moins le système d'intimidation et de répression à outrance qui avait les préférences de Napoléon et de Fouché a donné de bons résultats. Il a purgé littéralement le département des débris de la chouannerie qui dégénérait d'ailleurs en brigandage de grand chemin et menaçait de s'éterniser; l'opération a été radicale. Pour lui trouver un pendant, c'est dans les départements tout proches, de l'Ille-et-Vilaine et du Morbihan qu'il faudrait chercher. Là, les méthodes expéditives des préfets Monnier, Borie, Bonnaire, Giraud-Duplessix et Jullien peuvent supporter la comparaison avec celles de Boullé³²⁵.

C'est sur ce terrain seulement que le régime policier inauguré en Brumaire a été pleinement heureux. Dans les autres domaines, on le constate dans les Côtes-du-Nord comme dans la Côte-d'Or, sa tyrannie n'a eu d'égale que son inefficacité : sa surveillance tracassière des émigrés ne les a pas empêchés d'intriguer sourdement et, le jour venu, de se retourner contre l'« Usurpateur ». Et l'opinion de la classe moyenne bailloignée de toute manière, soumise à l'action soporifique d'une presse exclusivement officieuse, et finalement annihilée ou presque, a été incapable du moindre sursaut d'énergie et de patriotisme quand est venue l'heure de l'invasion du sol national et des grands sacrifices. A cet égard, le département des Côtes-du-Nord plus éloigné de la frontière de l'Est que celui de la Côte-d'Or, moins exposé par conséquent, qui n'avait point connu sous l'ancienne monarchie les sévices du soudard espagnol ou allemand, qui ne comptait point dans ses traditions locales de souvenir glorieux et encore vivant comme celui de Saint-Jean-Belle-Défense³²⁶, ce département se

325. L. BENAERTS, *Le Régime consulaire en Bretagne, le département d'Ille-et-Vilaine durant le Consulat*, p. 81-104, 125-126, 169-175, et E. SAGERET, *Le Morbihan et la chouannerie morbihannaise sous le Consulat*.

326. Saint-Cast joue bien dans l'histoire du sentiment patriotique français en Bretagne un rôle analogue à celui de Saint-Jean-de-Losne en Bourgogne; toutefois il ne s'agissait là que des Anglais et non pas des Autrichiens, des Prussiens et des Russes qui en 1814 déferlaient sur la France de l'Est.

montra encore plus passif, et plus résigné : il assista, peut-on dire, à l'écroulement du système napoléonien, plutôt qu'il ne le provoqua, mais il ne fit rien pour le retarder, ni pour l'empêcher. Cette passivité, les agents de Boullé et de Fouché l'avaient cultivée systématiquement dès le lendemain du coup d'Etat; ils recueillirent en 1814 les résultats de leurs efforts persévérants.

Enfin, on aurait une idée inexacte de l'activité policière dans le département des Côtes-du-Nord, du régime bonapartiste, le plus essentiellement policier de tous les régimes politiques que la France ait connus, si l'on ne se rappelait qu'elle s'étendait à tout, qu'elle empiétait sur les autres branches de l'administration, qu'elle imprégnait enfin toute l'ambiance morale de l'époque d'une odeur de délation et, pour risquer le terme trivial mais exact, de « mouchardise »; c'est ce dont on se rendra compte dans la suite de ce livre et particulièrement en étudiant la justice et les cultes dans les deux chapitres suivants ³²⁷.

Peut-être une nouvelle tentative de débarquement anglaise en 1814 sur les côtes bretonnes aurait-elle produit plus d'effet, le « Saôzon » restant — en pays celtique du moins — « l'ennemi héréditaire » comme le « Kaiserlick » en pays lorrain ou bourguignon.

327. L'activité du ministère de la Police générale dans le domaine des affaires religieuses est particulièrement frappante. A cet égard, Fouché et Savary doublent Portalis et Bigot de Préameneu. Le ministre de la Police générale ne se gêne pas davantage pour empiéter sur les attributions du ministre de l'Intérieur. Fouché rêvait d'ailleurs de cumuler les deux portefeuilles ou plus exactement de les réunir en un seul, comme dans notre système actuel. Sur ce projet suivi d'un commencement de réalisation en 1809, par suite de la maladie de Crétet, remplacé par intérim par Fouché, cf. L. MADELIN, *op. cit.*, t. II, p. 97-100.

Cf., d'autre part, Archives Nat., F⁷ 8364, 1^{er} arrondissement de police, statistique personnelle (1807-1810). On y voit le ministre de la Police générale centraliser, d'après les rapports des préfets, des « fiches » sur des fonctionnaires de tous ordres et sur les notables.

CHAPITRE III

La Justice et les Peines. — Les Cultes (1800-1814)

PREMIÈRE PARTIE

La Justice et les Peines

- I. LA JUSTICE ET LES PEINES DANS LES EVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — La justice royale : le Parlement de Rennes et les sénéchaussées de Saint-Brieuc, Dinan, Jugon et Lannion. — Les justices seigneuriales, ecclésiastiques et laïques : les régaires de l'évêché de Saint-Brieuc. — Les tribunaux d'exception : traites et amirauté de Saint-Brieuc, gruerie de Jugon, maréchaussée de Saint-Brieuc. — Les officiers de justice et leurs auxiliaires : avocats, procureurs, notaires, sergents. — Les peines. — Les Cahiers de doléances et la justice.
- II. LA JUSTICE ET LES PEINES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — L'organisation judiciaire du département en 1791. — L'organisation judiciaire du département sous la Convention et le Directoire.
- III. LA JUSTICE ET LES PEINES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Les justices de paix : les élections de l'an IX et l'installation des juges; le renouvellement de l'an XI; les mutations postérieures. — Les tribunaux d'arrondissement et de commerce et leurs auxiliaires : le personnel judiciaire des tribunaux d'arrondissement de l'an VIII à 1807; l'épuration de 1807 et la réorganisation de 1810; fonctionnement des tribunaux d'arrondissement de 1800 à 1814; les tribunaux de commerce : Saint-Brieuc, Paimpol et Quintin; les auxiliaires de la justice : avocats, avoués, notaires, huissiers. — Les tribunaux répressifs proprement dits; leur personnel et leur fonctionnement : le tribunal criminel (an VIII-1811); la cour d'assises (1811-1814); le tribunal spécial. — Les peines : la peine de mort; le bagne de Brest; les prisons du département des Côtes-du-Nord.
- CONCLUSION. — Progrès réalisés par le système judiciaire napoléonien sur les tribunaux d'Ancien Régime : simplification et plus grande activité. — Recul effectué par rapport aux créations de la Révolution française : esprit autoritaire et mépris de la liberté individuelle. — Comparaison du personnel des tribunaux des Côtes-du-Nord avec ceux d'autres départements.

I. — LA JUSTICE ET LES PEINES DANS LES ÉVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

Avant 1789, l'organisation judiciaire de la Bretagne avait à son sommet le Parlement de Bretagne créé par édit de

Henri II, en mars 1553, dont les attributions, bien autrement étendues que celles de nos cours d'appel modernes étaient à la fois politiques, administratives et judiciaires. On sait en quoi consistaient les deux premières espèces de ces attributions : droit d'enregistrement des actes royaux avec remontrances le cas échéant, droit de faire des « arrêts de règlement » exécutoires dans toute l'étendue de la province¹.

Nous ne nous occupons ici que du rôle proprement judiciaire.

Avec ses quatre chambres, grand'chambre, chambre des requêtes, chambre des enquêtes, tournelle « pour le grand et le petit criminel », le Parlement fonctionnait tantôt comme juridiction spéciale de première instance, tantôt comme tribunal d'appel².

Au-dessous venaient « les justices royales » et les « justices seigneuriales ». — Les justices royales ou « sièges royaux » étaient au nombre de 25 en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime. Quelques-unes avaient été érigées en 1551 en sièges présidiaux, savoir : Nantes, Rennes, Vannes et Quimper. Les autres sièges royaux, désignés couramment en Bretagne sous le nom de « sénéchaussées », relevaient pour un certain nombre de cas des juridictions présidiales. Le territoire correspondant au département actuel des Côtes-du-Nord sous l'Ancien Régime ressortissait au présidial de Rennes et comprenait quatre sénéchaussées royales : Saint-Brieuc, Dinan, Jugon et Lannion³.

1. Sur le Parlement de Bretagne en général, cf. M. MARION, *Dictionnaire des Institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, art. Parlements, p. 422-432, et plus spécialement Th.-X. DE HAUCOUR, *Le Parlement de Bretagne*, Rennes, 1893, 1 vol. in-8°, 51 p., aussi sommaire que médiocre, et surtout F. SAULNIER, *Le Parlement de Bretagne (1554-1790). Répertoire alphabétique et biographique des membres de la cour avec Introduction*, Rennes, 1909, 2 vol. in-4°; G. SAULNIER, *Les gens du Roi au Parlement de Bretagne (1553-1790)*, Paris et Rennes, 1902, 1 vol. in-8°.

2. A. LE MOY, dans *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle*, Paris, 1909, 1 vol. in-8°, et dans les *Remontrances du Parlement de Bretagne au XVIII^e siècle*, Paris, 1909, 1 vol. in-8°, a étudié le rôle politique de ce corps; il semble que l'étude de son rôle proprement judiciaire reste à faire.

3. *Almanach de Bretagne pour 1789*, La justice; *Etrennes bretonnes*, même année. Cf. aussi J. TRÉVÉDY, *Organisation judiciaire de la Bretagne avant 1789*, dans la *Nouvelle revue historique du droit français et étranger*, 1893, t. XVII, p. 192-257 et 370-381, et R. GIFFARD, *Essai sur les présidiaux bretons*, Paris, 1904, 1 vol. in-8°.

En 1788, le sénéchal de Saint-Brieuc était Palasne de Champeaux; le procureur du Roi, de Bois-Jouan. Palasne occupait ce siège depuis 1765; de Bois-Jouan depuis 1785 seulement. Le sénéchal de Saint-Brieuc était assisté en outre d'un « alloué et auditeur » et d'un lieutenant. Le sénéchal de Dinan était Denoual, le procureur Reslou; le sénéchal de Jugon s'appelait Neuville; celui de Lannion, Couppé. Le procureur du Roi à ce dernier siège était Daniel Kérinou⁴. Les justices seigneuriales, nées de l'usurpation des droits régaliens par les féodaux au Moyen Age, étaient encore très nombreuses en Bretagne au XVIII^e siècle. Elles « fourmillaient » selon le mot de leur historien⁵. Un document de 1711, conservé aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, indique dans l'évêché de Saint-Brieuc, pour 138 paroisses, 424 justices seigneuriales, dont 18 ecclésiastiques et 406 laïques; dans celui de Tréguier, pour 130 paroisses, 293 justices seigneuriales dont 17 ecclésiastiques et 276 laïques⁶.

Un autre document, d'une cinquantaine d'années postérieur au précédent, puisqu'il est de 1766, donne le tableau suivant des justices seigneuriales par subdélégations :

Subdélégation de Dinan : 54 hautes justices, 19 moyennes et 4 basses. Total, 77.

Subdélégation de Saint-Brieuc : 19 hautes justices et 10 moyennes. Total, 29.

Subdélégation de Quintin : 14 hautes justices et 8 moyennes. Total, 22.

Subdélégation de Guingamp : 30 hautes justices et 14 moyennes. Total, 44.

Subdélégation de Lamballe : 75 hautes justices, 108 moyennes et 56 basses. Total, 239.

Subdélégation de Moncontour : 40 hautes justices et 11 moyennes. Total, 51.

Subdélégation de Lannion : 15 hautes justices, 10 moyennes et 1 basse. Total, 26.

Subdélégation de Corlay : 12 hautes justices et 7 moyennes. Total, 19.

4. *Almanach de Bretagne pour 1789, et Etrennes bretonnes*, même année.

5. A. GIFFARD, *Les justices seigneuriales en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1902, 1 vol. in-80, p. 55.

6. A. GIFFARD, *ibid.* Pièces justificatives : p. 307, tableau donnant le nombre des justices seigneuriales par évêchés.

Subdélégation de Callac : 14 hautes justices et 3 moyennes. Total, 17.

Subdélégation de Tréguier : 9 hautes justices, 17 moyennes et 14 basses. Total, 40 ⁷.

Les limites des justices seigneuriales sont celles des fiefs ; l'étendue de leur juridiction varie avec celle de ces derniers. Il en est de très importantes : ce sont surtout les justices temporelles ecclésiastiques ou, comme on disait, les « régaires ». A Saint-Brieuc, à Tréguier, la ville relevait presque en totalité du régaire épiscopal, lequel étendait en outre sa compétence sur une portion assez considérable des campagnes environnantes. Ainsi le régaire de Saint-Brieuc s'étendait à « tout le territoire entre les rivières de l'Urne et de Gouët, plus le haut Cesson, et sur des villages et maisons isolées dans Plédran, Hillion, La Méaugon, Trémuson, Planguenoual, Plouha, Le Gouray ». Les régaires de l'évêché de Tréguier comprenaient onze paroisses entières, plus des pièces peu considérables disséminées sur huit autres paroisses. Le chapitre de Tréguier avait également ses régaires ⁸.

Mais il y avait aussi de considérables justices seigneuriales laïques. De ce nombre étaient les justices de Guingamp, de Moncontour et de Lamballe relevant du duché de Penthièvre. La cour de Guingamp était une des principales juridictions de la Bretagne, elle avait du fief dans 56 paroisses et 118 juridictions en relevaient ⁹.

La justice de Quintin avait juridiction sur 27 paroisses ¹⁰. Au-dessous de ces grandes justices et le plus souvent y ressortissant, fourmillait « la multitude, l'infinité » des justices de

7. A. GIFFARD, *ibid.*, p. 308. Cf. aussi RUFFELET (abbé), *Annales briochines*, n. XXIII. Origine de la noblesse et des fiefs : liste de 262 justices de la région de Saint-Brieuc.

8. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. II, p. 105-110 et p. 121, les régaires de Saint-Brieuc, et A. GIFFARD *op. cit.*, p. 33-70. Sur les régaires de Tréguier, cf. A. GIFFARD, *ibid.* Une étude détaillée de cette dernière « justice » reste à faire.

9. Sur la justice de Guingamp, cf. A. GIFFARD, *loc. cit.*, et S. ROPARTZ, *Guingamp*, t. I^{er}, p. 289-293.

10. Sur la justice de Quintin, cf. A. GIFFARD, *ibid.*, et R. CHASSIN du GUERNY, *Etudes historiques sur l'organisation de la seigneurie de Quintin*, p. 88-103.

Sur les justices seigneuriales de Lamballe et environs, cf. en outre C.-J.-B. QUERNEST, *Notions historiques et archéologiques sur la ville de Lamballe*, p. 130-135, et H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*, t. III, p. 527, note 1.

« fief sans dignité », hautes, moyennes et basses. L'appel des plus petites justices seigneuriales se portait en premier lieu devant les justices des fiefs plus importants, desquels relevaient les fiefs où elles étaient elles-mêmes situées, puis devant les justices royales, sénéchaussées d'abord, présidial ensuite, enfin devant le Parlement de Bretagne, en sorte qu'il y avait parfois jusqu'à sept degrés de juridiction. Par exception, un certain nombre de justices, parmi lesquelles la sénéchaussée de Guingamp, la principauté de Lamballe, les régaires de Saint-Brieuc, les régaires du chapitre de Tréguier pouvaient en appeler « *omisso medio* », ou, comme on disait, « nuement » au Parlement ¹¹.

Nous connaissons le nom d'un certain nombre d'officiers de ces justices seigneuriales. Ainsi le sénéchal des régaires de Saint-Brieuc, en 1789, s'appelait Gautier. Il occupait ce siège depuis 1785; le procureur fiscal des mêmes régaires était un certain Dagorne. Le sénéchal des régaires de l'évêché de Tréguier était à la même date Duval de Lesandini; le procureur fiscal, Le Roux Chef-du-Bois. Le duc de Penthièvre était représenté à Lamballe par son sénéchal Le Dissez de Penanrun et par son procureur fiscal; à Moncontour, par Le Paige de Kervastoué; à Plancoët, par Basméule de Lantillais; à Guingamp, par de Rabault assisté d'un « alloué » et d'un « lieutenant », et par le Normand de Kergré comme procureur fiscal. Les seigneurs de Quintin avaient dans cette ville leur sénéchal qui fut, de 1779 à 1789, Baron du Taya ¹². Enfin, à Saint-Brieuc même, concurremment avec la justice royale et celle de l'évêque, s'exerçait une justice seigneuriale, la juridiction dite du Boisboissel, représentée par un sénéchal et un procureur fiscal ¹³.

A cette liste déjà longue de ces tribunaux, que l'on pourrait appeler de droit commun, il faudrait, si l'on voulait avoir un tableau approximativement exact de la justice dans le pays

11. A. GIFFARD, *op. cit.*, p. 192-224, les justices seigneuriales étudiées dans leurs rapports avec les justices royales et l'intendant, et p. 312, Pièces justificatives : liste des sièges seigneuriaux ressortissant nuement du Parlement.

12. *Almanach de Bretagne*, 1789, et *Etrennes bretonnes*, id.

13. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. II, p. 122-137, la cour royale de Saint-Brieuc. La liste des officiers de cette cour est donnée par l'*Almanach de Bretagne* et les *Etrennes Bretonnes*.

briochin avant 1789, ajouter les tribunaux d'exception, auxquels sont réservées certaines catégories de procès.

C'est ainsi que Saint-Brieuc possède une juridiction royale des « traites », seule compétente en matière de fraudes ou de contestations relatives à cet impôt. En 1789, le président de la juridiction des traites était Le Noir de Québriac; le procureur du Roi près le même tribunal était Duboys¹⁴. Les procès et débats relatifs à la navigation étaient jugés par les tribunaux de l'amirauté. Il y avait à Saint-Brieuc un lieutenant général de l'amirauté, qui s'appelait, en 1789, du Bois de la Villerabel¹⁵. Les procès et débats forestiers étaient jugés, pour les forêts royales, par les maîtrises des eaux et forêts et les grueries (la gruerie compétente étant en l'espèce celle de Jugon), pour les forêts seigneuriales, par les officiers de justice ordinaires qui cumulaient d'ordinaire leur charge avec celle de juge-gruyer¹⁶.

Enfin, les « cas prévôtaux », délits et crimes commis par les gens de guerre ou les vagabonds, ressortissaient à la juridiction prévôtale. Il y en avait une à Saint-Brieuc dont le titulaire était, en 1789, le lieutenant de maréchaussée Le Mourier Le Maigre, assisté d'un assesseur, Huet de Brangolo, d'un procureur du Roi et d'un greffier, Gautier¹⁷. Tous ces « officiers de judicature », seigneuriale ou royale, se recrutaient et étaient rétribués de la même manière. Ils achetaient leurs charges et recevaient du Roi ou des seigneurs justiciers une rétribution fixe, infime au reste, les « gages ». Le surplus du revenu de la charge doit être prélevé sur les plaideurs : ce sont les « épices ». Les charges peuvent se transmettre

14. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. II, p. 147, la juridiction des traites. Cf. *Almanach de Bretagne et Etrennes Bretonnes pour 1789*.

15. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. II, p. 142-147, l'amirauté de Saint-Brieuc, cf. *Almanach de Bretagne et Etrennes Bretonnes pour 1789*.

16. R. DURAND, *Les forêts royales en Bretagne avant 1789* dans les *Annales de Bretagne*, janvier 1917, t. XXXII, p. 19-20 : gruerie de Bosquen, avec siège à Jugon. Sur la gruerie seigneuriale de Quintin, cf. R. CHASSIN DU GUERNY, *op. cit.*, p. 103-106.

17. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. II, p. 151-152, la lieutenance de maréchaussée. Cf. *Almanach de Bretagne et Etrennes Bretonnes pour 1789*. Il y avait en outre la juridiction du « point d'honneur », cf. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *op. cit.*, t. II, p. 148-151.

héréditairement et souvent se cumulent. Enfin, autour des officiers de justice proprement dits, grouille tout un monde de bas officiers : notaires, procureurs, sergents. L'Ancien Régime connaissait, à côté des notaires royaux, des notaires seigneuriaux, très nombreux dans les campagnes : il nous est malheureusement impossible d'en fournir un chiffre, même approximatif, pour la région qui nous intéresse. Ces bas officiers de justice multipliaient les pièces de procédure, d'où complication et lenteur des instances engagées devant les justices seigneuriales, surtout des instances civiles.

Rappelons en ce qui concerne ces instances que la législation en vigueur dans ces tribunaux était la *Coutume de Bretagne*, dont la dernière rédaction remontait à 1580, complétée par l'*Ordonnance civile* de 1667¹⁸.

Quant à la procédure criminelle, n'oublions pas la barbarie des procédés d'instruction qui comportent la question, pratiquée en Bretagne par le « tourment » et le feu, ni la sévérité pénale de l'ancienne législation, qui réprime par la mort de simples attentats contre la propriété, tels que le vol de bestiaux. En 1719, le sénéchal de Lamballe condamna un individu à être « pendu et étranglé », pour vol d'une vache avec effraction, commis au château de la Hunaudaye. En 1701, la même « justice » de Lamballe avait eu à juger une affaire de viol et attentat à la pudeur perpétré sur une fillette : le coupable avait été également condamné à être pendu. En 1767, à Uzel, pour une tentative de viol, il y eut condamnation à mort par contumace et exécution en effigie¹⁹. En 1781, à Saint-Brieuc, sur la place du Martray, un parricide condamné par la cour royale subit l'ablation du poing et fut roué vif.

18. Cf. Art. Coutume de la *Grande Encyclopédie*, signé Planiol. La *Coutume de Bretagne* avait été rédigée et publiée en 1539, réformée en 1580. Elle avait eu de très nombreux éditeurs et commentateurs, parmi lesquels A. POUILLAIN-DUPARC, auteur de *La Coutume et jurisprudence coutumière de la Bretagne dans leur ordre naturel*, Rennes, 1778, 1 vol. in-8°.

19. En matière criminelle la *Coutume de Bretagne* est complétée par l'*Ordonnance criminelle de 1670*, Cf. DR^s CORRE et AUBRY, *Documents de criminologie rétrospective (Bretagne, XVII^e et XVIII^e siècles)*, Lyon et Paris, 1895, 1 vol. in-8°, notamment p. 322-337. QUERNEST, *op. cit.*, p. 170, mentionne à la date du 5 juillet 1710 un habitant de Lamballe pendu pour vol d'une vache. Cf. aussi Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 197; P. PARFOURU, *La torture et les exécutions en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, dans les *Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, 1896, t. XXV, p. 245-280. Sur les prisons, cf. A. DUPUY, *La Bretagne au XVIII^e siècle. Les Prisons*, dans les *Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. XVI, p. 1-54.

Ce que les justiciables bretons pensaient de cette organisation et de cette procédure nous est révélé par les Cahiers de 1789. C'est même avec la question religieuse une des matières sur lesquelles ils s'étendent le plus longuement, sans doute parce que les abus qu'ils y découvraient leur étaient particulièrement intolérables. Dans la sénéchaussée de Rennes très nombreux sont les cahiers de paroisses réclamant la suppression des justices seigneuriales qui multiplient les degrés d'appel pour le plus grand dam de la bourse des plaideurs : c'est le cas notamment des Cahiers de Caulnes, de Pleslin d'Yvignac, de Pléneuf, de Plédéliac, d'Yffiniac, de Trédaniel, des paroisses de Saint-Sauveur et de Sainte-Croix de Guingamp, de Bourgbriac, de Saint-Adrien ²⁰.

Ces mêmes Cahiers dénoncent à ce propos et dans les termes les plus vifs les lenteurs et les malversations de ces basses juridictions; l'incompétence et la partialité des officiers de justice à la dévotion des seigneurs et surtout la malhonnêteté des procureurs et des notaires de campagne. Sur les remèdes à apporter les avis sont partagés; les uns se contenteraient d'une amélioration dans le recrutement de ces officiers, d'autres demandent que la justice ne soit plus rendue qu'au nom du Roi et que les juridictions seigneuriales soient réunies à la plus proche des sénéchaussées royales, à quoi certains cahiers objectent que ces sénéchaussées royales sont en trop petit nombre, partant, trop éloignées des justiciables campagnards.

Ils en tirent argument pour réclamer l'institution dans chaque village d'espèces de prud'hommes ruraux, chargés de terminer, de préférence par la conciliation, les litiges de minime importance. Tous sont d'accord pour considérer comme l'idéal de simplicité en matière d'organisation judiciaire la règle du double degré de juridiction et la suppression des juridictions d'exception ²¹.

Comme de juste, ce sont les cahiers des agglomérations importantes qui formulent avec le plus de netteté et de hardiesse ce plan de réformes où l'on retrouve, quoique parfois

20. H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*, t. III, p. 253, 260, 265, 581, 689, 724, 784-785; t. IV, p. 57-58, 65, 165 et 167, 171. Cf. d'une manière générale A. DESJARDINS, *Les Cahiers des Etats généraux en 1789 et la législation criminelle*, Paris, 1883, 1 vol. in-8°.

21. H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances*., loc. cit.

affaibli par l'esprit de clocher, l'écho de la pensée des philosophes et publicistes du XVIII^e siècle. Plus audacieux que les cahiers des paroisses rurales, ils ne craignent pas d'envisager une refonte totale du système judiciaire du royaume : unification des lois, suppression de la vénalité des charges de judicature, abolition de la question, adoucissement de la procédure criminelle et de la législation pénale.

Le Cahier de la ville de Lamballe pose le principe « qu'un ordre ne peut pas obtenir le droit de juger seul et souverainement les deux autres mais la Nation doit au moins le partager. On ne peut donc attribuer au Tiers Etat moins de la moitié des charges des Parlements. Il nous restera à désirer qu'elles ne soient accordées qu'au mérite et à vie, sans finances, à des sujets qui auront les qualités requises pour être les représentants de cet ordre » (art. 8).

Article 9 : « Nous réclamons de nouvelles lois civiles et criminelles conformes au progrès de la raison ; la réformation de toutes les coutumes, leur réduction à une seule ». Bien entendu, les bourgeois de Lamballe sont pour la réduction des degrés de juridiction au chiffre de deux. Toutefois le souci de l'intérêt local tempère leur amour des principes et, comme ils craignent de voir supprimer la juridiction de Penthievre, ils se gardent de se prononcer pour l'abolition des tribunaux seigneuriaux, ou mieux, se tirent de la difficulté par l'échappatoire suivante.

« Si l'on juge à propos de rendre partout la justice au nom du Roi, il est indispensable de créer des justices royales dans tous les endroits où les commissaires de police ne sauraient suffire. La ville de Lamballe tenant un rang distingué parmi les villes de la province aurait à réclamer un tribunal de cette espèce à plus d'un titre. Le nombre des individus qui la composent, sa situation sur les routes de Brest, Lorient, Saint-Malo et la Normandie au milieu des terres les plus fertiles..., tout sollicite pour elle une justice principale. On peut ajouter à tous ces motifs la grande étendue de son ressort comprenant cinquante-deux paroisses et deux petites villes, la qualité de sa juridiction qui est actuellement la première paire de Bretagne après avoir été longtemps entre les mains des ducs et des rois de France »²².

22. H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*, t. III, p. 519, cahier de la ville de Lamballe.

Le Cahier de Moncontour est plus concis et demande simplement que la justice devienne « plus brève et moins dispendieuse »²³. Mais celui de Guingamp fustige âprement tous les vices des institutions judiciaires de l'Ancien Régime. « Beaucoup de contradiction dans l'ordonnance de 1667 ; elle est une source de procédures inutiles et condamnées par les règlements de 1721, 1728 et 1729. A l'égard de la procédure criminelle, elle a aussi beaucoup d'abus. M. l'abbé de Fleury en a fait la critique en peu de mots : « Réformez, dit-il, notre procédure tirée de celle de l'Inquisition, elle tend plus à découvrir et punir le coupable qu'à justifier les innocents » (Art. 1, réformation du Code civil et criminel).

L'article 2 est intitulé : Suppression des justices seigneuriales. « Des abus sans nombre la réclament : il y a jusqu'à six degrés de juridiction en Bretagne. La justice s'exerce dans les bourgs : les juges, greffiers et procureurs fiscaux et procureurs particuliers sont dispersés çà et là de sorte que pour faire un comparant de mainlevée ou autre, il faut faire quelquefois des lieues : indécence scandaleuse dans les audiences qui se tiennent dans les cabarets, des greniers et des cabanes... ; des officiers ignorants, des pillages, des vexations de toutes sortes. La multitude effrénée des notaires, la plupart ignares et sans conduite, est encore un abus dans les campagnes en ce que les mauvaises rédactions occasionnent des foules de procès : il serait à désirer qu'il n'y eut que des notaires bien examinés avant d'être reçus, et placés de distance en distance dans les campagnes. Que tous les tribunaux de l'attribution, même les officialités soient supprimés, également que les justices seigneuriales qui ne ressortissent pas nuement au Parlement. Que tout juge soit, dans son territoire, compétent dans toutes matières et qu'il n'y ait que deux degrés de juridiction. Que les procédures criminelles soient publiques et qu'on donne des conseils et défenseurs aux accusés »²⁴.

Tous ces vœux sont résumés et reproduits dans le Cahier général de la sénéchaussée de Rennes (art. CXX à CXXV) : « Ainsi un tribunal d'instruction dans un arrondissement réglé sur la commodité du service public et soumis à l'appel : tribunal d'appel et souverain dans chaque province, sans

23. H. SÉE et A. LESORT, *Cahier de doléances...*, t. III, p. 762.

24. *Ibid.*, t. IV, p. 17.

compétence en première instance, fors pour la surveillance sur les officiers inférieurs. Le duel, les émeutes populaires, aucun crime, aucune affaire ne seront exceptés de cette règle sans laquelle il ne peut y avoir ni sûreté ni liberté ». Le même cahier de sénéchaussée réclame en outre l'égalité des peines pour les nobles et les non nobles, la réforme de la législation civile et surtout de la criminelle « par la substitution d'une forme plus naturelle, plus simple et qui pour assurer la punition du crime ne devienne pas le supplice et, ce qui est plus malheureux encore, le piège de l'innocence calomniée » ²⁵.

Même note dans le Cahier de la sénéchaussée de Dinan : « Que les ordonnances civile et criminelle, celle des eaux et forêts et celle du commerce soient réformées; qu'elles soient remplacées par des lois uniformes qui assurent également la liberté des personnes et des biens, qui assujettissent également les prévenus de crimes et de délits aux mêmes peines sans distinction de rang ni de personnes... » (art. 30).

« Que la justice soit rendue à l'avenir au nom du Roi seul comme chef de l'Etat, qu'à cet effet les juridictions seigneuriales soient supprimées ainsi que toute juridiction d'attribution, à l'exception de celle des consuls dont Sa Majesté sera suppliée d'établir des sièges dans les villes de second ordre et de commerce dans la province... » (art. 42).

« Que Sa Majesté soit suppliée d'ordonner que la Coutume de Bretagne soit réformée par des commissaires choisis en Bretagne, attendu que plusieurs articles sont tombés en désuétude, que d'autres ont souffert des atteintes par des arrêts et que d'autres enfin sont mal rédigés et qu'on ne peut en connaître facilement l'esprit » ²⁶.

Le Cahier de la sénéchaussée de Lannion, outre les vœux ci-dessus, formule celui de voir constituer dans les campagnes « un tribunal plutôt économique que contentieux de simples jurés, qui connaîtront sans frais des servitudes, des cours d'eau, chemins de voisinage, gages domestiques, dommages de bestiaux et autres matières de ce genre... et donneraient leurs décisions en forme d'avis avant que l'on puisse procéder dans les tribunaux de justice » ²⁷.

²⁵. *Ibid.*, t. IV, p. 246-247.

²⁶. *Archives parlementaires*, t. III, p. 148-151.

²⁷. *Ibid.*, t. IV, p. 76-77.

Le Cahier de la sénéchaussée de Ploërmel est abondant et véhément sur le chapitre des réformes judiciaires : à cette question il ne consacre pas moins de douze articles. La plupart des récriminations et des revendications énumérées plus haut s'y retrouvent, avec quelques variantes parfois. Ainsi il admet le maintien des prévôts et de leurs troupes « pour la police et la sûreté publique », et se borne en ce qui concerne les juridictions consulaires à réclamer une modification de détail. Elles seraient désormais présidées « par un des juges royaux concurremment avec deux négociants ou marchands choisis par leur corps pour assesseurs, sans frais et suivant les formalités prescrites par l'ordonnance du commerce ».

A cette réserve près, est demandée la suppression de toutes les juridictions des seigneurs, soit laïques, soit ecclésiastiques, même de celle de l'ordre de Malte. « Chaque siège royal espacé de quatre en quatre lieues sera composé de trois juges. Les seigneurs seront indemnisés de la suppression de leurs justices particulières sur la finance des sièges royaux de nouvelle création, jusqu'à ce que les affaires de l'Etat permettent de supprimer la vénalité des charges. Il est urgent d'ordonner une réformation de la Coutume de Bretagne qui, en y joignant quelques dispositions des usements de Rennes et de Nantes concernant les droits de voisinage, sera désormais la seule et unique loi de la province. Cette coutume rédigée dans la barbarie des siècles respire l'esprit du gouvernement féodal : la rigueur en a encore été augmentée par la jurisprudence des arrêts extensifs au profit des seigneurs et oppressifs pour le Tiers Etat. Pour éviter ces inconvénients et donner au livre coutumier les caractères de la raison et de l'équité, il est nécessaire que les commissaires qui vaqueront à la réformation soient choisis dans les trois ordres et par leurs pairs : savoir une moitié dans le Tiers Etat, un quart dans la noblesse et l'autre quart parmi les pasteurs du premier et du second ordre ».

Le ton s'élève avec l'article 36 qui flétrit les vices de la procédure pénale de l'Ancien Régime : en le lisant on sent que Voltaire, Montesquieu, ou tout au moins Mably et Raynal ont trouvé des lecteurs jusque dans les bourgades perdues de la Chèze, de Mûr et d'Uzel. « Que l'ordonnance criminelle soit aussi réformée incessamment : il est de l'humanité et de l'équité d'accorder un conseil aux accusés, de

rendre l'instruction, publique, d'obliger les trois juges d'assister ensemble à l'information, à l'interrogation, au récolement des témoins et à la confrontation, d'abolir la sellette et toutes espèces de questions, de défendre au Parlement de juger pour le cas résultant du procès, de lui enjoindre de motiver ses arrêts et de rapporter un procès-verbal de tous les interrogatoires qu'il fera subir aux accusés ». Et l'article 37 réclame pour les prisonniers une nourriture suffisante, des locaux de détention propres et salubres. Le vent de « sensibilité » du XVIII^e siècle a soufflé jusque sur les landes désolées du plateau de Rchan²⁸.

Enfin, le Cahier de la sénéchaussée de Saint-Brieuc, d'accent moins âpre, suggère quelques retouches de détail à l'antique édifice judiciaire. « Que tous les Parlements soient désormais composés des trois ordres et la moitié de leurs membres soit prise dans l'ordre du Tiers : que les charges ne soient données qu'à des hommes d'un mérite et d'une probité reconnue, après plusieurs années d'exercice public de la profession d'avocat ou de fonctions de juge et par la voie du concours, auquel ne seront admis que des gens de bonne vie et mœurs...

Suppression des juridictions seigneuriales et tribunaux d'attributions à l'exception du consulat..., création d'un présidial à Saint-Brieuc »²⁹.

Au total, audacieux ou prudents dans l'expression, les cahiers des paroisses et des sénéchaussées correspondant à l'actuel département des Côtes-du-Nord sont unanimes à réclamer une réorganisation profonde — quelques-uns disent même radicale — des tribunaux et des lois de l'Ancien Régime, qui leur apparaissent, à la veille de 1789, aussi archaïques que malfaisants. Ajoutons à l'appui de cette assertion un dernier détail bien significatif : pas un seul officier de justice seigneuriale ne fit partie des députés du Tiers breton aux Etats généraux de 1789 ; leur impopularité et leur fâcheuse réputation étaient telles qu'on les élimina systématiquement³⁰.

28. *Archives parlementaires*, t. V, p. 378-385.

29. *Ibid.*, t. V, p. 629.

30. A. GIFFARD, *Les justices seigneuriales*, p. 298.

II. — LA JUSTICE ET LES PEINES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

L'Assemblée constituante, donnant satisfaction à ces griefs formulés d'une façon à peu près semblable sur tous les points de la France, abolit de fond en comble l'ancienne organisation judiciaire. Elle supprima la vénalité des charges et établit comme mode de recrutement l'élection par les justiciables, les candidats aux fonctions judiciaires devant présenter d'ailleurs certaines garanties de savoir professionnel. Elle établit en matière civile deux degrés de juridiction ; un juge de paix dans chaque canton, assisté de quatre assesseurs et élu par les assemblées primaires ; dans chaque district, un tribunal de cinq juges également élus, jugeant tantôt en première et dernière instance, tantôt en dernière instance. Le sommet de la hiérarchie judiciaire était couronné par le tribunal de cassation.

Au point de vue répressif, le jugement des délits était confié aux tribunaux correctionnels, celui des crimes aux tribunaux criminels. Il y avait un tribunal criminel par département, composé d'un président et de trois juges. Le président était élu par l'assemblée électorale du département, les juges étaient choisis à tour de rôle parmi les juges de district. Les fonctions de ministère public près ce tribunal étaient partagées entre le commissaire du Roi nommé par le pouvoir exécutif et l'accusateur public élu par l'assemblée électorale. La sentence était prononcée par le président, sur verdict d'un jury de 12 membres, dit de jugement. L'instruction s'effectuait au préalable par les soins d'un autre jury, dit d'accusation, composé au moins de 8 membres. Tous les tribunaux d'exception étaient supprimés, sauf les tribunaux de commerce qui furent réorganisés ³¹.

31. Sur l'organisation judiciaire de la France de 1789 à 1799, en général, cf. E. LAVISSE et A. RAMBAUD, *Histoire générale*, t. VIII, chap. IX, l'œuvre législative de la Révolution, par E. CHÉNON ; P. SAGNAC, *La législation civile de la Révolution française*, Paris, 1898, 1 vol. in-8°, et P. POULLET, *Les institutions françaises de 1795 à 1815*, Paris, 1907 (pour la période directoriale).

N. GILLET et F. DEMOLY ont donné l'*Analyse des circulaires, instructions et décisions émanées du ministre de la Justice (1791-1853)*, Paris, 1859, 1 vol. in-8°, 2^e éd. Cf. *Recueil officiel des instructions et circulaires du ministère de la Justice (de 1791 à 1875)*, Paris (1879-1883), 3 vol. in-8° et E. SELIGMAN, *La justice en France pendant la Révolution (1789-1792)*, Paris, 1901, 1 vol. in-8°.

En 1791, par exemple, voici qu'elle était la composition des différents tribunaux du département des Côtes-du-Nord.

A Saint-Brieuc, il y a deux juges de paix, flanqués chacun d'un greffier. Il y en a un à Dinan, deux à Lamballe (un pour la ville, l'autre pour la campagne), un à Guingamp, un à Lannion, un à Loudéac, un à Broons, un à Pontrieux, un à Rostrenen.

Le tribunal de district de Saint-Brieuc avait pour président Duval, pour assesseurs Vauquelin, Beuscher, Dubois aîné et Touzé. Tous étaient des hommes de loi du chef-lieu. Le commissaire du Roi était Bouvier (Urbain-René), ancien conseiller au présidial de Rennes. Le tribunal de Dinan était présidé par Le Boullanger. Le député Coupard faisait partie des assesseurs; le procureur du Roi était Reslou. Le tribunal de Lamballe avait pour président de la Porte, homme de loi, pour commissaire du Roi, Micault. Le Dissez père (ce doit être Le Dissez de Pénanrun) était un des assesseurs.

A Guingamp, le président fut Le Gruet ou Le Gruel assisté de Pastol (Alexandre), Le Levrier et Le Boitté. Le commissaire du Roi s'appelait Le Normand. Le président du district de Lannion s'appelait Cadiou. Parmi les assesseurs on relève les noms de Couppé, Le Beaudour, Le Roux Chef-du-Bois. Le commissaire du Roi près ce tribunal était Daniel Kerbriant. A Loudéac, le président du tribunal de district en 1791 est Morhéry, homme de loi et député à l'Assemblée nationale. Loncle, homme de loi et administrateur du département, est assesseur.

A Broons, le président, en 1791, est Buart; le commissaire du Roi, Cartel. Manquent les renseignements sur les autres districts.

Enfin, le tribunal criminel du département avait à sa tête Palasne comme président; les fonctions d'accusateur public y étaient tenues par Besné, celles du commissaire du Roi par Loysel, celles de greffier par Gourlai³². La Convention supprima pour l'élection des juges, les conditions de capacité professionnelle et réunit les fonctions d'accusateur public et de commissaire du Roi près les tribunaux criminels (décrets du 14 octobre 1792 et des 29 et 30 octobre 1792)³³.

32. *Almanach de Bretagne pour 1792.*

33. DUVERGIER, t. XV, p. 26 (décret du 14 octobre) Pour les deux autres, cf. *Bulletin des Lois*.

La Constitution de l'an III abolit les tribunaux civils de district et les remplaça par un tribunal unique de 20 membres siégeant au chef-lieu du département, et divisé en sections. Les tribunaux correctionnels étaient améliorés : il y en eut désormais au moins trois par département. Le tribunal criminel reste à peu près le même sauf que le nombre des juges (le président non compté) est porté à quatre. Ainsi par exemple, en l'an V, le tribunal criminel séant à Port-Briec a pour président Cartel aîné et pour accusateur public Gourlay. Le tribunal civil séant également à Port-Briec se divise en deux sections ayant à leur tête comme présidents, Ribault et Le Lepvrier. Il comprend 17 juges titulaires, et 3 suppléants, parmi lesquels Robin-Morhéry, Bouvier, Pastol, Turquet, Couëssurel. Deux substituts requièrent auprès de lui : Dubois Saint-Séverin et Touzé.

Il y avait six tribunaux correctionnels : Port-Briec, Guingamp, Lannion, Rostrenen, Loudéac, Dinan, et trois tribunaux de commerce ; Quintin, Port-Briec et Paimpol. Ce dernier avait pour président Corouge. Nous ignorons le fonctionnement de ces divers tribunaux dans le département pour toute la période comprise entre 1789 et l'an VIII ³⁴.

III. — LA JUSTICE ET LES PEINES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814).

Les premières modifications apportées par le régime consulaire à l'organisation judiciaire de la Révolution concernèrent les juges de paix. En l'an VIII, il y en avait plus de 6.000 ; l'article 1^{er} de la loi du 8 pluviôse an IX en réduisit le nombre à 3.000-3.600. Une loi du 29 ventôse an IX supprima les assesseurs et les remplaça par des suppléants ³⁵.

34. *Almanach National* an V. Cf. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 299-300 et 311, qui donne quelques détails succincts sur le fonctionnement des tribunaux du département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution. Une étude sur le tribunal criminel du département reste à faire. Nous avons nous-même publié dans *La Révolution française*, t. LXXIV, 1921, p. 218-231 une étude sur le *Personnel judiciaire dans le département des Côtes-du-Nord sous la Révolution française*, d'après un tableau dressé en l'an VIII à l'intention du Gouvernement consulaire et retrouvé par nous dans les Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Briec.

35. Sur les institutions judiciaires du Consulat et de l'Empire, cf. E. LAVISSE et A. RAMBAUD, *Histoire générale*, t. IX, Napoléon, chap. VII, *Les institutions civiles de l'Empire*, par E. CHÉNON; A. HIVER DE BEAUVOIR, *Histoire critique des*

Voici le tableau des justices de paix du département avant la réforme de l'an IX.

Arrondissement de Dinan : Dinan, Plouër, Lanvallay, Evran, Matignon, Tréfumel, Ploubalay, Caulnes, Pleudihen, Plumaugat, Broons, Mégrit, Jugon, Plédéliac, Hénanbihen, Plancoët, Corseul, Saint-Méloir, Plumaudan, Plénée. Total, 20 justices de paix

Arrondissement de Guingamp : Guingamp, Ploumagoar, Saint-Gilles-le-Vicomte, Péder nec, Bourbriac, Saint-Gilles-Pligeaux, Bothoa, Rostrenen, Tréogan, Maël-Carhaix, Plougou-ver, Belle-Isle-en-Terre, Duault, Magoar, Gurunhuel, Cállac, Plouagat. Total, 18 justices de paix.

Arrondissement de Lannion : Lannion-ville, Lannion-campagne, Perros-Guirec, Penvenan, Tréguier-ville, Tréguier-campagne, Lézardrieux, La Roche-Derrien, Prat, Plouaret, Loguivy-Plougras, Plestin, Saint-Michel-en-Grève. Total, 13 justices de paix.

Arrondissement de Loudéac : Loudéac, La Motte, Corlay, Uzel, Plémy, Le Gourray, Langourla, Merdrignac, Trémor el, Plémet, La Chèze, Saint-Caradec, Mûr, Plouguenast, Lanis-cat, Mellionnec. Total, 16 justices de paix.

Arrondissement de Saint-Brieuc : Saint-Brieuc, Plérin, Paimpol, Yvias, Plouha, Étables, Châtelaudren, Plélo, Yffi-niac, Planguenoual, Pléneuf, Trégomeur, Lamballe-ville, Lamballe campagne, Landéhen, Moncontour, Plédran, Plœuc, Lanfains, Quintin, Plouvara, Lanvollon, Pommerit-les-Bois. Total, 23 justices de paix.

Soit pour le département un ensemble de 90 justices de paix³⁶.

Un arrêté consulaire rendu en conseil d'Etat le 5 brumaire an X réduisit ce nombre à 47.

Arrondissement de Dinan : Dinan-Est, Dinan-Ouest, Broons, Evran, Jugon, Plancoët, Plélan-le-Petit, Ploubalay,

institutions judiciaires de la France de 1789 à 1848, Paris, 1848, 1 vol. in-8°, et surtout P. POULLET, *op. cit.* (période consulaire et impériale).

Sur la loi de ventôse relative aux justices de paix, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 648-649. Le texte des deux lois se trouve dans DUVERGIER, t. XII, p. 382 et 425-426.

36. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 U, Justices de paix, divers, tableau de paiement des juges de paix ... du département pour les deux premiers trimestres de l'an IX.

Saint-Jouan-de-l'Isle, Matignon, soit 10 justices de paix. Economie, 10.

Arrondissement de Guingamp : Guingamp, Bégard, Bothoa, Belle-Isle-en-Terre, Bourbriac, Callac, Maël-Carhaix, Plouagat, Pontrieux, Rostrenen, soit 10 justices de paix. Economie, 8.

Arrondissement de Lannion : Lannion, Lézardrieux, Tréguier, La Roche-Derrien, Le Vieux-Marché, Plestin, Perros-Guirec, soit 7 justices de paix. Economie, 6.

Arrondissement de Loudéac : Loudéac, Collinée, Corlay, Gouarec, La Chèze, Merdrignac, Mûr, Plouguenast, Uzel, soit 9 justices de paix. Economie, 7.

Arrondissement de Saint-Brieuc : Saint-Brieuc-Nord, Saint-Brieuc-Midi, Châtelaudren, Lamballe, Lanvollon, Moncontour, Paimpol, Pléneuf, Plœuc, Plouha, Quintin. Total, 11 justices de paix. Economie, 12³⁷.

C'est à peu près notre organisation actuelle (sauf le canton d'Etables, lequel ne date que de 1831).

En vertu de l'article 60 de la Constitution de l'an VIII. les juges de paix étaient directement élus par les citoyens du canton ainsi que leurs suppléants pour une durée de trois ans³⁸.

Les premières élections eurent lieu en l'an X, du 21 au 25 frimaire; le scrutin durant trois jours, s'il y avait ballottage³⁹.

Dans le canton de Dinan-Est qui comptait 1.380 votants, Le Boullanger-Duporche, ex-juge de paix de Pleudihen, fut élu par 934 voix contre 260 à Fougeray, ci-devant juge de paix de Dinan, qui devint premier suppléant et 111 à Ozou, homme de loi à Dinan, élu deuxième suppléant. Dans le canton de Dinan-Ouest, qui comptait 1.530 votants, le même

37. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 U 1, Justices de paix, Organisation (an VIII-1815), arrêté consulaire du 5 brumaire an X. Cf. DUVERGIER, t. XIII, p. 108-110.

38. DUVERGIER, t. XII, p. 27.

39. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 U 1, Justices de paix, Organisation (an VIII-1815), instruction du préfet des Côtes-du-Nord sur l'exécution de l'arrêté des consuls de la République du 5 brumaire an X relatif à la réduction des justices de paix ...et à l'élection de juges de paix qui y seront établis. Imprimé, Saint-Brieuc, Bourel, 12 p.

Fougeray n'obtint que 460 voix contre 477 à Collichet, juge de paix à Plouër, et 213 à Hardy du Bignon, maire d'Evran. Au scrutin de ballottage. Fougeray fut élu par 594 voix contre 590 à Collichet.

Dans le canton de Broons, où l'on comptait 1.333 votants, Jacques Buart, homme de loi et suppléant au tribunal de première instance de Dinan, fut élu par 764 voix contre 347 à Guillaume Gelliot, juge de paix.

Dans le canton d'Evran (986 votants), il y eut ballottage au premier tour de scrutin; au second tour, Hardy du Bignon, homme de loi et maire d'Evran, fut élu par 388 suffrages.

Dans le canton de Jugon (1.241 votants), Joseph Rabasté, maire de Plérin, fut élu par 677 voix.

Dans le canton de Matignon (951 votants), ce fut le juge de paix en fonctions Gentry (Guillaume) qui fut réélu par 821 votants.

A Plancoët (1.755 votants), ballottage entre Rouault Lavigne, juge de paix en fonctions, et plusieurs concurrents. Au second tour Rouault Lavigne l'emporta avec 1.016 voix.

A Plélan-le-Petit (708 votants), est élu Jean-Mathurin Roquelin, conseiller d'arrondissement, avec 487 voix; à Ploubalay (1.140 votants), Hervé Duval, juge de paix en fonctions, 694 voix.

A Saint-Jouan-de-l'Isle, il y eut ballottage au premier tour de scrutin. Sur 1.554 votants, de la Hardouinaie, juge de paix à Caulnes, obtint 480 voix; Duval (Félix), juge de paix à Plumaugat, 461, et Robert, notaire public à Saint-Jouan-de-l'Isle, 401. Chose curieuse, aucun de ces trois candidats ne réussit à passer; au second tour, ce fut un simple cultivateur de Guenroe, Joseph Neveu, lequel n'avait obtenu que 2 voix au premier tour, qui fut élu au second par 548 voix sur 1.608 votants.

Dans l'arrondissement de Guingamp, au premier tour de scrutin furent élus à Pontrieux, Le Goff; à Plouagat, Le Corvaisier; à Rostrenen, Le Bourhis, tous juges de paix précédemment en fonctions; à Bothoa, Lormaut; à Guingamp, Vistorte-Boisléon; mais ce dernier ne tarda pas à démissionner. Au deuxième tour, Vistorte-Boisléon fut remplacé par Hello, conseiller de préfecture. Furent élus d'autre part :

à Bégard, Stéphan, maire de Péder nec; à Belle-Isle, Coat-lantiec, juge en fonctions; à Bourbriac, Henri, maire de Saint-Adrien; à Callac, Guyton, homme de loi; à Maël-Carhaix, Allain Rolland, juge en fonctions.

Dans le canton de Lannion, qui comptait 1.081 votants, au premier tour de scrutin, les voix s'éparpillèrent entre Prigent-Tromorvan, de Lannion, Yves Briant, de Loguivy-Lannion, et cinq autres candidats. Au second tour, Prigent-Tromorvan fut élu par 692 voix.

Dans le canton de Tréguier (1.320 votants), Cavan, le juge de paix en fonctions, fut élu par 835 voix. Partout ailleurs, il y eut ballottage. A Perros-Guirec (395 votants), Yves Allain, maire de Perros, ne fut élu qu'au second tour avec 248 voix. A Lézardrieux (1.127 votants), Pierre Le Gouronnet, juge de paix en fonctions à Pleubian, passa au second tour avec 580 voix; à la Roche-Derrien (940 votants), Yves Savidan, juge de paix à Prat, fut élu par 517 voix; au Vieux-Marché (1.717 votants), Aimable Le Rey ou Le Roy fut élu par 833 voix; à Plestin (1.000 votants), Yves Le Brigant, greffier de paix à Plestin, fut élu par 719 voix.

Dans le canton de Collinée (1.015 votants), Houis (Julien), conseiller d'arrondissement, fut élu par 764 voix. Il démissionna le 5 ventôse et fut remplacé par Touzé, son premier suppléant.

A Corlay (315 votants), Tilly, juge de paix en fonctions, fut élu par 256 voix.

A Gouarec (1.127 votants), Le Moigne (Pierre), marchand et adjoint au maire de Gouarec, fut élu par 597 voix.

A La Chèze, il y eut ballottage : Louis Le Fèvre, greffier de paix à La Chèze, l'emporta au second tour sur plusieurs autres candidats par 848 voix sur 1.775 votants.

A Loudéac (1.527 votants), Guilmoto du Tailly, juge de paix en fonctions, fut réélu contre Blanchard, juge de paix de l'ex-canton de Saint-Caradec, et Viet, juge de paix de l'ex-canton de La Motte, qui durent se contenter des places de 1^{er} et 2^e suppléants.

A Merdrignac (1.132 votants), le juge de paix en fonctions Onfray Duplessix est réélu par 620 voix.

A Mûr (516 votants), Lostys, membre du conseil d'arrondissement, est élu par 429 voix; à Uzel (1.062 votants), Lavergne, juge de paix en fonctions, par 631 voix.

A Plouguenast, il y eut ballottage : au second tour de scrutin (579 votants), Chantar (François), juge de paix du ci-devant comté de Plémy, fut élu par 202 voix.

Dans le canton de Quintin (1.770 votants), Honoré Fleury fut élu par 893 voix.

A Saint-Brieuc-Midi (1.428 votants) où plusieurs candidats se trouvaient en présence, il y eut ballottage au premier tour : Hillion obtint 355 voix, Cartel jeune 299, Bienvenue 214. Nous ignorons les résultats du second tour.

A Châtelaudren (1.505 votants), il y eut également ballottage : Charles Faubert, juge de paix en fonctions, venait en tête avec 407 voix. Nous ignorons les résultats du second tour.

A Lamballe (1.130 votants), Jean Bellanger, juge de paix en fonctions, fut élu par 582 voix ; son confrère Jean Méheust, également en fonctions, devint premier suppléant avec 341 voix.

A Lanvallon (1.347 votants), il y eut ballottage au premier tour ; au second tour, Corbin fut élu par 459 voix. A Moncontour (1.241 votants), ballottage également au premier tour. Au second tour, Pélage (Henry), juge à Loudéac, est élu par 739 voix. Le titulaire en fonctions, Robert Vaumorin, dut se contenter de devenir premier suppléant.

A Paimpol, ballottage (1.382 votants), Joseph-René Morand obtint 674 voix au premier tour et 878 voix au second. Son concurrent Sérél-Desforges devint premier suppléant.

A Pléneuf (1.108 votants), Joseph Barbedienne, maire de Saint-Alban, fut élu dès le premier tour de scrutin par 573 voix.

A Plœuc (968 votants), il fallut deux tours de scrutin. Au second tour, Royan fut élu par 619 voix.

A Plouha (1.082 votants), Michel-Ange Chéronnet, juge de paix à Etables, fut élu par 560 voix⁴⁰.

Les nouveaux juges furent installés par les soins des sous-préfets. Nous possédons le procès-verbal de l'installation des deux juges de paix de Dinan : Le Boullanger-Duporche et Fougeray, par les soins du sous-préfet Gagon. La cérémonie eut lieu le 1^{er} pluviôse an X, au temple décadaire, en présence

40. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 U 2, Justices de paix, Organisation (an VIII-1815), copie des procès-verbaux des dépouillements des listes de candidats pour l'élection des justices de paix, 5 nivôse an X. *Id.* pour les scrutins de ballottage.

de tous les fonctionnaires, d'un détachement de troupes de ligne et de gardes nationaux. Le sous-préfet rappela les inconvénients de l'ancienne législation particulièrement en matière civile où « le moindre motif de contestation devenait presque interminable.

» ...Il était réservé à une nation voisine et rivale de nous donner l'exemple d'un meilleur ordre judiciaire et à la maturité de notre raison de l'adopter. L'établissement des justices de paix que nous avons puisé chez la nation anglaise est le vrai remède aux inconvénients d'une justice trop rigoureuse ».

Suivait une description du rôle idéal du juge de paix : « Un juge de paix est moins un juge qu'un arbitre amical; il exerce parmi ses administrés des fonctions paternelles, il les soustrait aux inconvénients des procédures lentes et coûteuses, il étouffe entre eux les germes de discorde et les dissensions, il les sauve des procédures rigoureuses du crime en les préservant de toutes les fautes graves par la punition de fautes légères.

» Dans les affaires de police un juge de paix déploie la sévérité de la loi; l'intérêt public exige de lui qu'il ne laisse aucun délit impuni. »

Et le sous-préfet ajoutait à l'adresse des autorités municipales. « C'est surtout aux adjoints des maires qu'il incombe de surveiller, chacun dans leur commune, les auteurs de petits délits et de les dénoncer; c'est le seul moyen de rétablir et d'entretenir la tranquillité et le bon ordre nécessaire au bonheur de tous ».

Après le sous-préfet les deux nouveaux magistrats prirent la parole, Le Boullanger-Duporche s'exprima comme il suit : « Les suffrages de mes concitoyens me furent toujours chers : je leur dois toujours les diverses positions honorables de ma vie politique, et dégagé de toute intrigue, de toute ambition, j'acceptai toujours avec reconnaissance les marques de l'estime que ma conduite avait su leur inspirer.

» Si le Gouvernement dans sa sagesse a cru devoir réduire les justices de paix, du moins, j'aime à croire qu'il ne tend pas à les détruire entièrement et cet établissement dont la création remonte aux principes de la Révolution organisée fut l'accomplissement du vœu bien prononcé des Français. Pourrait-il aujourd'hui leur être indifférent lorsqu'il conserve au peuple souverain le droit de son choix immédiat ? »

La fin de son allocution fut une discrète allusion à son passé révolutionnaire. « Heureux l'homme qui éprouve le besoin d'utiliser ses moyens pour sa patrie ! les circonstances ajoutent encore à son bonheur, lorsque ces circonstances sont pressantes et commandent même le sacrifice. C'est l'attrait de cette jouissance, citoyens, qui a déterminé notre résolution, c'est elle qui a fait disparaître l'intérêt personnel devant l'intérêt général, c'est elle enfin qui m'arrache à mes habitudes locales pour fixer mon séjour au sein de cette cité où j'ai vécu dans les temps difficiles et orageux, mais dont la rigueur fut puissamment tempérée par l'énergie, l'humanité et la prudence de ses habitants »⁴¹.

A Lannion, le sous-préfet Le Grontec, dans son discours d'installation, pronouça un réquisitoire véhément contre l'ancienne législation. « Il fut un temps parmi nous, citoyens, où la plus belle fonction de la société, celle de rendre la justice, était avilie par le mépris. Deux causes principales produisirent cet avilissement : la féodalité et la vénalité des offices.

» Quand les grands propriétaires eurent anéanti l'autorité souveraine et déchiré le territoire français en mille parties, ils comptèrent au nombre de leurs premiers droits celui d'y faire reconnaître leur juridiction et d'y rendre la justice. Ils firent plus : devenus à la fois juges et législateurs, ils dictèrent eux-mêmes des lois et donnèrent pour règle à leurs sujets tous les caprices divers de leur cupidité et de leur orgueil. Ce sont ces lois qui ont fait pendant près de 900 ans le destin de la France et le scandale de la raison.....

» Quelques siècles après, quand le trône eut recouvré quelques débris de son autorité évanouie, un autre abus vint déshonorer cette partie essentielle de l'ordre social.

» Un prince dominé par son ambition, pressé par les dépenses d'une guerre sanglante et opiniâtre, ne trouvant plus de ressources dans son imagination ni dans l'épuisement de ses finances, cède à prix d'argent les charges de magistrature, vend à l'enchère le droit de rendre la justice et convertit en un gain sordide le droit le plus sacré des gouvernements.....

41. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 U 2, extrait des registres de la sous-préfecture de Dinan, 1^{er} pluviôse an X.

» Que d'abus, citoyens, sont sortis de ces deux sources fatales ! qui pourrait compter les maux qu'ils ont produits et les plaies qu'ils ont faites à la justice ! » Et Le Grontec d'énumérer tous les inconvénients de l'ancienne procédure et de ses multiples degrés de juridiction. « La raison qui s'avance lentement mais dont les effets sont toujours assurés préparait un autre ordre de choses. La raison fait luire son flambeau, aussitôt s'écroulent tous ces tribunaux qui couvraient toute la surface de la France et les vœux de l'humanité sont enfin remplis. De nouveaux tribunaux composés d'hommes que leurs vertus et leurs lumières ont investis de la confiance publique, remplacent ces antiques juridictions, repaires de brigandage... ; avant d'obtenir l'entrée des sanctuaires de Thémis, il faut passer par le temple de la Concorde.

.....

» Cette institution digne de réaliser à nos yeux la chimère antique de l'âge d'or s'est constamment maintenue depuis le commencement de la Révolution. Les fureurs des partis, les ravages de l'anarchie, rien n'a pu altérer cette source pure du bonheur social » ⁴².

L'organisation des justices de paix fut complétée par une loi du 28 floréal an X qui réserva au Premier Consul la nomination des greffiers ⁴³. Le sénatus-consulte du 16 thermidor an X modifia le mode de recrutement des juges de paix. Son article 8 portait : « L'assemblée de canton désigne deux citoyens entre lesquels le Premier Consul choisit le juge de paix du canton. Elle désigne également deux citoyens pour chaque place vacante de suppléant de juge de paix et leurs suppléants sont nommés pour dix ans » ⁴⁴.

Le règlement électoral du 19 fructidor an IX décida que les juges élus en l'an IX se renouvelleraient par cinquième suivant le mode de nomination introduit par le Consulat à vie. Les divers cantons de justice de paix devaient être répartis en cinq séries par les ministres de l'Intérieur et de la Justice de telle manière, disait un avis du Conseil d'Etat en date du 29 vendémiaire an XI, qu'une partie seulement

42. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 U, Justices de paix, Divers, procès-verbal d'installation des juges de paix et assesseurs du canton de Lannien, 1^{er} pluviôse an X.

43. DUVERGIER, t. XIII, p. 436-438. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 649.

44. DUVERGIER, t. XIII, p. 505. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 650.

des juges de paix d'un arrondissement ou d'un département pourra être comprise dans l'indication du cinquième à renouveler. Le Gouvernement se préoccupa naturellement de faire porter le premier cinquième sur les magistrats les moins dignes et les moins capables ⁴⁵.

Dans ce but, une circulaire confidentielle du ministre de l'Intérieur aux préfets, du 19 brumaire an XI, leur demanda des renseignements sur les juges de paix en fonctions (moralité et capacité) ⁴⁶. Les préfets s'adressèrent pour cela aux commissaires du Gouvernement près les tribunaux de première instance et transmirent au ministre les indications fournies par eux.

Dans l'arrondissement de Saint-Brieuc : Cartel est noté « capable, de bonne conduite, attaché au Gouvernement » ; Bienvenue (Louis), « ancien avocat et commissaire du Gouvernement, instruit et estimé, conduite patriotique ». Bellanger, à Lamballe, Henry à Moncontour, Chéronnet à Plouha, Fleury à Quintin, ce dernier « ancien membre de la Convention » sont de même favorablement appréciés.

Morand à Paimpol est noté ainsi qu'il suit « ancien juge, ancien administrateur, ex-membre de la Législative. Capacité mais peu de zèle. Conduite privée peu régulière. Peu estimé. Ami du Gouvernement. » ; Barbedienne à Pléneuf « conciliant mais manquant de fermeté » ; Royan (Jean-Baptiste) à Plœuc « sans talents, sans zèle, ivrogne ».

Dans l'arrondissement de Dinan, Le Boullanger à Dinan est qualifié de « jurisconsulte éclairé, a présidé avec distinction pendant plusieurs années le tribunal du district » ; Fougerey, dans l'autre canton, est également noté avec faveur. A Broons, Jacques Buart, « jurisconsulte instruit..., pendant deux ans juge au tribunal civil du département..., a constamment pris une part active à notre régénération politique ».

Le plus sévèrement apprécié est Joseph Rabasté, de Jugon, « aucune éducation ; s'est imaginé être capable de remplir toutes les places depuis qu'il a été envoyé par sa commune porter son vœu à la Convention sur la Constitution de 1793. Aucune connaissance. Moralité douteuse. Doit son élection à l'intrigue ».

45. P. POULLET, *op. cit.*, p. 651.

46. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 U 1, Justices de paix, Organisation (an VIII-1815), circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets, 19 brumaire an XI.

L'arrondissement de Guingamp est particulièrement mal partagé. Sans doute, à Guingamp même, Charles Hello est noté « capable, actif, zélé », ayant une « bonne conduite », « ami du Gouvernement » ; mais à Bégard, Stéphan malgré sa bonne volonté est « sans expérience » ; à Belle-Isle, Coat-lantiec a « quelque capacité » et s'est bien conduit pendant la Révolution, mais c'est un ivrogne ; à Bourbriac, Henry (Vincent) est un cultivateur « inepte, ivrogne, de probité équivoque. Il ne sait pas ce que c'est qu'une opinion politique. Il s'est fait nommer à force d'argent. On assure même qu'il y a un traité entre lui et son greffier..., dont la probité est plus que douteuse ».

A Maël-Carhaix, Le Rolland est un cultivateur « inepte, ivrogne et inactif » qui « a toujours passé pour être bien vu des chouans ». L'influence de Penanster a beaucoup contribué à son élection. A Rostrenen, Le Bourhis (Pierre) « s'est bien montré contre les chouans », mais il est de capacité médiocre et « aime à boire ».

Dans l'arrondissement de Lannion, les renseignements fournis sur les juges de paix sont satisfaisants, particulièrement en ce qui concerne Prigent-Tromorvan, juge de paix de Lannion, et Cavan, juge de paix de Tréguier. D'une façon générale, le commissaire du Gouvernement près le tribunal de Lannion formulait au sujet de ces magistrats l'appréciation suivante : « Tous ces juges de paix sont dans les bons principes et attachés au Gouvernement. On est généralement satisfait de leur conduite comme citoyens et du zèle qu'ils apportent dans l'exercice de leurs fonctions notamment pour la conciliation des parties. Si plusieurs d'entre eux ne sont point aussi versés dans la pratique et la connaissance des lois qu'on pourrait le désirer, il serait difficile de faire un meilleur choix parce que leurs cantons n'offrent guère d'hommes plus instruits ».

La même note est donnée par le commissaire du Gouvernement près le tribunal de Loudéac sur les juges de paix de son arrondissement. Tous sont appréciés « ayant des talents, de la moralité (faute de mieux, les cantons présentant peu de sujets capables) et de l'attachement au Gouvernement », à l'exception du juge de paix du canton de La Chèze, Pierre Le Février, et de celui de Plouguenast, François Chantar. Le premier est aussi noté « tout à fait incapable..., du choix

du scélérat Desjardins : celui-ci influença ou pour mieux dire intimida le canton ». Et quand au second : « cet individu pêche du côté de la probité et de l'impartialité. On peut aussi l'accuser de déni de justice. Il doit son élection à une cabale et à une convention entre lui et son greffier »⁴⁷.

Les élections eurent lieu dans le courant de l'an XI, et, semble-t-il, dans tous les cantons. Voici les principaux candidats sur lesquels se porta le choix des électeurs d'après le tableau transmis par le préfet le 23 brumaire an XII.

Arrondissement de Saint-Brieuc : Saint-Brieuc-Nord, Car-
tel et Bienvenue; Saint-Brieuc-Sud, *idem*; Lamballe, Bellan-
ger et Méheust; Moncontour, Henry et Le Parc; Paimpol,
Morand et Nicol; Plouha, Chéronnet, candidat unique;
Quintin, Fleury et Bodin.

Arrondissement de Guingamp : Guingamp, Hello et
Toudic; Belle-Isle-en-Terre, Coatlantiec et Scolan; Bégard,
Stéphan et Tassel; Pontrieux, Le Breton et Le Goff; Ros-
trenen, Le Bourhis et Chatton.

Arrondissement de Loudéac : Loudéac, Guilmoto du Tailly
et Saffray; Corlay, Tilly-Kerveno et Gouëffec; La Chèze,
Febvrier et Bernard; Uzel, La Vergne et Le Couédic.

Arrondissement de Dinan : Dinan-Est, Le Boulenger du
Porche, 103 voix sur 121 votants, et Alberge, notaire, 80;
Dinan-Ouest, Fougeray (Guy), 40 voix, et Guérin (Charles),
24 voix; Broons, Buart (Jacques), 101 voix et Gilbert (Guil-
laume), 61 voix sur 104 votants; Jugon, Rabasté, 80 voix,
et Santier (Emmanuel), 51 voix sur 89 votants; Plancoët,
La Vigne-Rouault, 64 voix sur 87 votants, et Moucet (Yves),
50 voix; Matignon, Genty (Guillaume), 163 voix, et Bail-
lorge, 91 voix.

Arrondissement de Lannion : Lannion, Prigent-Tromorvan,
119 voix sur 147 votants, et Briant, 78 voix; Perros-Guirec,
Allain (Yves), 88 voix sur 100 votants, et Le Corre (Jacques),

47. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 U 1, Justices de paix, Organisation (an VIII-1815), le commissaire du Gouvernement Faisant près le tribunal de première instance de Dinan au préfet des Côtes-du-Nord, 27 frimaire an XI; le président du tribunal de Guingamp Vistorte au préfet des Côtes-du-Nord, 25 frimaire an XI; le commissaire du Gouvernement près le tribunal de Lannion, Despoirriés, au préfet des Côtes-du-Nord, 7 nivôse an XI; le commis-
saire du Gouvernement près le tribunal de Loudéac au préfet des Côtes-du-Nord, 25 frimaire an XI; état des renseignements fournis par le préfet au ministre de l'Intérieur, le 24 nivôse an XI, sur les juges de paix du départe-
ment.

56 voix; La Roche-Derrien, Savidan (Yves), 65 voix sur 92 votants, et Cathou (François), 52; Tréguier, Cavan, 140 voix sur 141 votants, et Adam (Guillaume), 84 voix ⁴⁸.

A partir de l'an XII, les décrets se succédèrent renouvelant les juges de paix. Celui du 17 nivôse an XII maintint les titulaires des quatre cantons de Paimpol, Plœuc, Belle-Isle et Maël-Carhaix. On se souvient que l'enquête de l'année précédente les avait notés tous quatre défavorablement. Les électeurs leur avaient cependant accordé derechef leur confiance ⁴⁹.

Le 17 germinal an XIII un décret remplaça, à Pontrioux, Le Breton, proposé n° 1, par Le Goff, proposé n° 2 : ledit Le Breton avait été noté en l'an XI; à Rostrenen, Verdier remplace Le Bourhis signalé comme ivrogne; Chatton proposé en deuxième ligne par les électeurs est nommé suppléant.

A Broons, Gilbert remplace Buart pourtant proposé en première ligne par les électeurs avec de bonnes notes du préfet. Peut-être est-ce le passé révolutionnaire de Buart qui le dessert ⁵⁰.

Le 28 messidor an XIII, Huet-Brangolo est nommé à Saint-Brieuc ⁵¹. Le 23 septembre 1806, Auguste Denoual, avocat, remplace Le Boulanger décédé, comme juge de paix de Dinan-Est ⁵². Le 31 mai 1807, un décret impérial proroge pour dix ans dans leurs fonctions de juges de paix : Prigent-Tromorvan à Lannion, Yves Allain à Perros-Guirec, Yves Brigant à Plesstin, Yves Savidan à La Roche-Derrien, François-Marie Cavan de Tréguier ⁵³. Le juge de paix de Perros-Guirec fut installé

48. Archives dép. des Côtes-du-Nord, U, Justices de paix, Elections de l'an X et de l'an XI, listes de candidats pour l'an XI, et 2 U 1, Justices de paix, Organisation (an VIII-1815), Renseignements fournis par le préfet, le 23 brumaire an XII, sur les juges de paix du département.

49. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, Côtes-du-Nord, an XII.

50. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 U, Justices de paix, Divers, le Grand Juge au préfet des Côtes-du-Nord, 13 floréal an XIII, et Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, Côtes-du-Nord, an XIII.

51. Archives Nat., *ibid.*

52. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 U 1, Justices de paix, Organisation (an VIII-1815), le Grand Juge Régnier au préfet des Côtes-du-Nord, 5 octobre 1806.

53. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, Côtes-du-Nord, 1807, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 U, Justices de paix, Divers, le procureur impérial de Lannion au sous-préfet, 13 août 1807.

par le maire Jourand, délégué à cet effet par le sous-préfet. Le discours de Jourand reflète ses ardentes convictions religieuses : « Vous savez, dit-il, que l'homme n'est rien par lui-même sans le secours immédiat de la Divinité. C'est elle qui éclaire le juge, c'est elle qui a jeté les bases du droit naturel par cette maxime à jamais vénérable « Ne faites pas à autrui, ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit à vous-mêmes ». Et s'adressant au juge et à ses suppléants, il terminait par cet éloge dithyrambique de l'Empereur : « Tous trois, ne faites qu'un pour assurer le bonheur de votre canton, comme le grand Napoléon fait la félicité des Etats qu'il gouverne ! Songez qu'universel en tout il promène ses regards sur la plus petite partie de son empire comme le soleil promène ses rayons bienfaisants sur toutes celles de l'univers » ⁵⁴.

En décembre 1807, Rolland Duval, percepteur des contributions directes, fut nommé juge de paix à Lanvollon en remplacement de Collin, décédé ⁵⁵. Le 31 août 1810, François Chauvin remplaça, à Lannion, Prigent-Tromorvan décédé, et, le 8 septembre de la même année, Louis Petitbon, greffier de paix, succéda à Broons au juge Gilbert également décédé ⁵⁶.

En résumé, depuis les élections de l'an X jusqu'à la fin de l'Empire, le personnel des justices de paix n'a guère changé. Les mutations y ont été aussi peu nombreuses que possible et motivées presque exclusivement par les décès des titulaires.

Les modifications apportées par le régime consulaire et impérial aux tribunaux supérieurs aux justices de paix furent plus importantes. La loi du 27 ventôse an VIII, la première loi d'organisation judiciaire, supprima les tribunaux civils de département et les remplaça par des tribunaux de première instance. Il y en eut un par arrondissement. L'article 8 prévoyait des tribunaux de trois juges et l'article 9 des tribunaux de quatre juges, suivant l'importance des villes ⁵⁷.

54. Archives dép. des Côtes-du-Nord, *Ibid.*, procès-verbal d'installation du juge de paix de Perros-Guirec, 23 août 1807.

55. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 U 1, Justices de paix, Organisation (an VIII-1815), le Grand Juge Régnier au préfet des Côtes-du-Nord, 9 décembre 1807.

56. *Ibid. Id.* à *id.*, 15 septembre 1810 et 4 octobre 1810.

57. DUVERGIER, t. XII, p. 151-163. P. POULLET, *op. cit.*, p. 652-653, et notes.

La composition du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc fut la suivante : Pouhaër, président; Dubois-Saint-Séverin, Gourlay-Kervisien et Bouvier-Destouches, juges; trois juges suppléants; Le Gorrec, commissaire du Gouvernement, et Damar, greffier; celle du tribunal de Dinan : Le Dissez-Penanrun, président; Robinot-Saint-Cyr, Goudelin et Touzé-Delorme, juges; trois suppléants; Faisant, commissaire du Gouvernement, et Baignoux, greffier; celle du tribunal de Guingamp : Vistorte, président; Pastol-Keramelin et Le Lepvrier, juges; deux suppléants; Le Normand-Kergré, commissaire du Gouvernement, Le Roy fils, greffier; celle du tribunal de Lannion : Turquet, président; Daniel-Kerinou et Le Beaudour, juges; deux suppléants; Despoirriés, commissaire du Gouvernement et Keranfort, greffier; celle du tribunal de Loudéac : Robin-Morhéry, président; Robert, Henry et Beucher, juges; trois suppléants; Bigrel, commissaire du Gouvernement, Lenormant, greffier⁵⁸.

Le passé d'un certain nombre de ces magistrats nous est connu : Dubois-Saint-Séverin était avocat avant la Révolution. Depuis 1790, il avait successivement occupé les fonctions de juge de paix à Pontrieux, puis de maire et de procureur de la commune. Il avait ensuite été juge au tribunal civil du département. Gourlay-Kervisien avait été, en 1790, maire de Lanrivain, puis président de l'administration du district de Guingamp, juge au tribunal de ce district, enfin juge au tribunal civil du département. Bouvier-Destouches avait été sous l'Ancien Régime juge au Présidial de Rennes, où il avait exercé pendant 19 ans, et membre pour le Tiers de la commission intermédiaire des ci-devant Etats de Bretagne. Sous la Révolution, il avait été commissaire du Roi à Port-Brieuc, et depuis l'an IV juge au tribunal civil. François Damar, le greffier, était homme de loi avant la Révolution; commandant de la garde nationale de Port-Brieuc depuis l'époque de son organisation, il avait été nommé juge

58. *Almanach National* an X, p. 491. La cérémonie d'installation du tribunal civil de Saint-Brieuc eut lieu le même jour que celle du tribunal criminel, le 10 prairial an VIII. Il y eut discours du préfet et du président Pouhaër. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, Arrêtés du préfet relatifs à l'organisation des autorités constituées et objets généraux (an VIII-an IX), fol. 14-22 : procès-verbal d'installation des tribunaux civil et criminel de Port-Brieuc, 10 prairial an VIII.

de paix par le représentant du peuple Boursault, puis commissaire près le tribunal correctionnel de l'arrondissement de Port-Briec, enfin greffier du tribunal civil du département.

A Lannion, le président Turquet, avocat avant la Révolution, avait été successivement capitaine des volontaires nationaux, juge de paix à Lannion, enfin juge au tribunal civil du département. Le commissaire du Gouvernement, Nicolas Despoirriés, homme de loi avant la Révolution, avait été successivement officier municipal, administrateur de district, membre du conseil général du département, procureur-syndic du district de Lannion, et, depuis l'an VI, commissaire du Gouvernement près les tribunaux civil et criminel du département.

A Guingamp, les juges Pastol-Keramelin et Le Lepvriier étaient également d'ex-membres du tribunal civil du département. Pastol, âgé de 70 ans, avait été juge déjà sous l'Ancien Régime. Le Lepvriier, avocat et juge à Quintin avant la Révolution, avait été juge de district à Guingamp de 1790 à 1792 et maintenu dans ses fonctions « par un représentant du peuple dont il fut un des conseillers pour l'épuration des corps constitués en floréal an III ». Au tribunal du département, il avait présidé la première section.

A Loudéac, Robin-Morhéry, jadis troisième député de la sénéchaussée de Ploërmel à la Constituante, n'avait cessé depuis d'exercer des fonctions judiciaires.

Robert était un ancien juge du district de Lannion, conseiller municipal et membre de l'assemblée de ce district; il siégeait depuis l'an IV au tribunal civil du département. Henry (Pélage) avait été procureur fiscal à Moncontour avant la Révolution, puis commandant de la garde nationale et maire de cette commune, enfin juge au district de Lamballe, puis au tribunal civil du département. Beucher (Pierre), avocat avant la Révolution, avait été juge au tribunal de district de Saint-Briec, juge de paix de ce même Saint-Briec et enfin juge au tribunal civil du département⁵⁹.

En l'an X, à Lannion, Paranthoën et Marbaud aîné remplacent comme juges Daniel-Kérinou et Le Bodour. Paranthoën, homme de loi et juge avant la Révolution, avait été en 1798 membre du comité des jeunes patriotes et capitaine

⁵⁹. R. DURAND, *Le personnel judiciaire dans les Côtes-du-Nord pendant la Révolution*, article déjà cité, p. 218-231.

de la garde nationale de Tréguier, administrateur du district de Pontrioux, sous-lieutenant dans le bataillon des Côtes-du-Nord, envoyé au secours de Nantes, greffier de la justice de paix de Lézardrieux et enfin membre du tribunal civil du département ⁶⁰.

En l'an XI, à Loudéac, Henry et Beuscher sont remplacés par Mahé et Cogniec-Kergrist ⁶¹. En pluviôse an XII, à Saint-Brieuc, Alexandre Garlan, précédemment substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal de Guingamp, remplace Bouvier-Destouches, décédé. Garlan, avocat et juge sous l'Ancien Régime, avait occupé pendant la Révolution différentes fonctions administratives et judiciaires à Guingamp, notamment celle de juge au tribunal de district ⁶². La même année mourut Le Dissez-Penanrun, président du tribunal de Dinan; il fut remplacé par le juge suppléant au même tribunal, Gesbert, que l'on préféra aux trois titulaires ⁶³. Aucun changement en l'an XIII ni en l'an XIV ⁶⁴.

L'année 1807 est une date dans l'histoire de la magistrature impériale. Un sénatus-consulte du 12 octobre décida que « les provisions instituant les juges à vie ne leur seraient désormais délivrées qu'après cinq ans d'exercice ». D'autre part, on procéda à l'épuration des magistrats antérieurement nommés. Ceux qui seraient signalés par leur incapacité, leur conduite et des déportements dérogeant à la dignité de leurs fonctions, devaient être examinés dans le courant de décembre 1807, sur rapport du Grand Juge, par une commission composée de dix sénateurs. Le travail de cette commission devait être terminé pour le 1^{er} mars 1808 ⁶⁵.

Nous possédons la correspondance confidentielle échangée à ce sujet, d'une part, entre les présidents et commissaires du

60. *Ibid.*, p. 228 et seq.

61. *Almanach Nat.*, an XII, p. 448 et seq.

62. *Almanach Nat.*, an XIII, p. 413 et seq. Sur ce personnage, cf. R. DURAND, art. cité, p. 224.

63. *Almanach impérial*, 1806, p. 438, et 1807, p. 450 et seq.

64. *Almanach Nat.*, an XIII, p. 413 et seq.; *Almanach impérial*, 1806, p. 438 et seq.

65. DUVERGIER, t. XVI, p. 220, et P. POULLET, *op. cit.*, p. 658-659. Cf. G. VAUTHIER, *L'épuration de la magistrature en 1808* dans la *Revue des études napoléoniennes*, 1919, 1^{re} partie, p. 218-223.

Gouvernement près les différents tribunaux, avec le premier président de la cour d'appel et le procureur général impérial ; d'autre part, entre ces deux derniers magistrats et le Grand-Juge. Le personnel des trois tribunaux de Saint-Brieuc, Dinan, Guingamp est noté comme irréprochable dans l'ensemble. Tout au plus signale-t-on pour Guingamp que Pastol-Keramelin, « très considéré », est « d'une capacité médiocre » ; très âgé, il ne peut se familiariser avec les nouvelles lois. Il conviendrait peut-être de le mettre à la retraite.

Il en va autrement des tribunaux de Loudéac et de Lannion. A Loudéac, le juge Mahé, ancien sénéchal de La Chèze, est l'objet d'accusations du reste assez vagues. On lui reproche d'être un ivrogne. Sa conduite morale est par ailleurs régulière et son vice ne va pas jusqu'au scandale. A Lannion, le juge Marbaud, dont le passé semble avoir été assez orageux, a peu de capacité surtout en matière civile ; il réussit assez bien par contre dans les affaires correctionnelles.

Mais c'est Paranthoën qui est noté d'une façon particulièrement sévère. « Monsieur Paranthoën, dit le premier président de la cour d'appel de Rennes..., doué d'esprit et de dispositions naturelles, rend ces qualités inutiles par son apathie et son inconduite depuis longtemps formée en habitude ; négligeant les études qui doivent être l'objet des méditations d'un juge, il va boire dans les auberges et donne l'exemple public de l'ivrognerie. Accablé de dettes criardes créées par la boisson, il a son traitement de chaque mois en tout ou en partie saisi chez le payeur. Sur ce point de vue, il est vraiment taré » ⁶⁶.

En conséquence, dans l'*Almanach impérial* de 1809, Mahé et Marbaud figurent encore, mais Paranthoën a disparu. Il est remplacé par le juge suppléant Brichet. A Saint-Brieuc, d'autre part, Gautier remplace, en qualité de juge, Dubois-

66. Archives Nat., CC57, Pièces à l'appui du S.-C. du 12 octobre, Correspondance des premiers présidents et des procureurs généraux par cour d'appel, Rennes, le procureur général impérial près la cour d'appel de Rennes, Hardy, au Grand Juge, 16 novembre 1807, et compte rendu du premier président de la cour d'appel de Rennes, Lemoine-Desforges, au Grand Juge, 19 novembre 1807 ; lettres des présidents et des procureurs des tribunaux des Côtes-du-Nord au procureur général impérial, d'après lesquels ont été rédigés les rapports précédents.

Saint-Séverin devenu magistrat de sûreté⁶⁷. Dans l'*Almanach* de 1810, Pastol-Keramelin, peut-être mis à la retraite, cède la place à Francheteau⁶⁸.

La loi du 20 avril 1810 fut une loi de réorganisation judiciaire; elle fut complétée par le décret du 18 août de la même année. Désormais aux termes de cette loi les tribunaux de première instance seraient composés, les uns de 3 juges (y compris le président, le vice-président et le juge d'instruction), et les autres de 4, 7, 8, 9, 10 et 12 juges. Les tribunaux composés de 3 ou 4 juges ne formeraient qu'une seule chambre; ils auraient 3 suppléants. Ceux composés de 7, 8, 9 ou 10 juges se diviseraient en deux chambres avec 4 suppléants; l'une des deux chambres connaîtrait des affaires civiles, l'autre des affaires correctionnelles⁶⁹. Par application de ce décret, à partir de 1811, les tribunaux du département des Côtes-du-Nord furent constitués ainsi qu'il suit :

Tribunal de Saint-Brieuc (9 membres, 2 chambres) : Pouhaër, président; Gautier de la Motte, vice-président; Dubois-Saint-Séverin, juge d'instruction; Gourlay-Kervisien, Kerarmel, Lorin, Bienvenue, Guiot et Ropartz, juges; plus 4 suppléants; Le Gorrec, procureur impérial, plus 2 substitués.

Les quatre autres tribunaux ne comprenaient que trois juges et une seule chambre.

Tribunal de Dinan : Gesbert, président; Goudelin, juge; Reslou, juge d'instruction; 3 suppléants. Faisant, procureur impérial, 1 substitué.

Tribunal de Guingamp : Vistorte, président; Buhot-Kersers, juge d'instruction; Rouxel, juge; 3 suppléants. Festou-Villeblanche, procureur impérial, 1 substitué.

Tribunal de Lannion : Turquet, président; Brichet, juge, et de Miniac, juge d'instruction; 3 suppléants. Despoirriés, procureur impérial; 1 substitué.

67. *Almanach impérial*, 1809, p. 481. Cette destitution ne fut pas rendue publique à la différence de certaines autres qui figurent au *Moniteur* du 25 mars 1808 (décret sur la magistrature du 24 mars 1808 destituant un certain nombre de juges par application du sénatus-consulte du 12 octobre 1807). Le ressort de la cour d'appel de Rennes ne présente aucun nom de juge destitué.

68. *Ibid.*, 1810, p. 491.

69. DUVERGIER, t. XVII, p. 66-82, et P. POULLET, *op. cit.*, p. 720-722.

Tribunal de Loudéac : Robin-Morhéry, président ; Robert, juge d'instruction ; Lecoguiec-Kergrist, juge ; 3 suppléants. Bigrel, procureur impérial ; 1 substitut⁷⁰.

Cette organisation n'est modifiée en 1813 que par la mort du procureur impérial près le tribunal de Saint-Brieuc, Le Gorrec, décédé le 21 décembre 1812. Il fut remplacé par son premier substitut, Tiengou-Tréfériou⁷¹. Le reste du personnel judiciaire était encore en fonctions à la chute de l'Empire.

Comment fonctionnèrent ces tribunaux de première instance de 1800 à 1814 ? Nous ne possédons de renseignements que pour le tribunal de Saint-Brieuc et pour celui de Dinan.

Installé le 10 prairial an VIII, le tribunal de Saint-Brieuc élaborait presque aussitôt un règlement intérieur. Les audiences publiques avaient lieu à dix heures du matin. Le primidi et le septidi de chaque décade étaient consacrés aux affaires des Domaines, le duodi au jugement définitif des affaires mises en rapport, le tridi et l'octidi aux causes civiles ordinaires, le quartidi et le quintidi aux affaires correctionnelles, le sextidi aux appels et enregistrements, le novidi aux affaires de douanes⁷².

Ce tribunal de première instance fonctionnait, comme on le voit, à la fois comme tribunal civil et comme tribunal répressif. Il nous est impossible de donner une idée de son activité comme tribunal civil. Il nous faudrait pour cela des statistiques des causes et des jugements qui nous font défaut⁷³.

Comme tribunal correctionnel, il nous est un peu mieux connu. Nous le voyons juger surtout des délits de contrebande, à la requête de l'administration des douanes, jusqu'en 1810 date de l'institution des tribunaux spéciaux de douanes⁷⁴.

70. *Almanach impérial*, 1811, p. 522, et 1812, p. 553.

71. Archives dép. d'Ille-et-Vilaine, U, Cour d'appel de Rennes, Correspondance du procureur général impérial près la cour d'appel de Rennes, Saint-Brieuc (1811-1816), et *Almanach impérial*, 1813, p. 548.

72. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, 1^{er} registre de délibérations du tribunal (an VIII-1810), fol. 1, délibération du 10 prairial an VIII et règlement pour le service intérieur.

73. Nous savons par Habasque qu'il se trouva en présence d'un arriéré formidable, héritage du tribunal de département de l'époque directoriale. « A l'instant de sa suppression, il s'y trouvait douze cents affaires pendantes. » *Notions historiques*, t. III. Coup d'œil sur l'ensemble du département des Côtes-du-Nord, p. 12 et 13, note 5.

74. Sur ces tribunaux, organisés par décret du 18 octobre 1810, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 732.

En l'an VIII ce sont trois négociants : Nicol et Morand de Paimpol, Buhot de Guingamp qui sont poursuivis pour non-réexportation de bouteilles provenant de la vente d'une prise anglaise. La condamnation comporte la confiscation et l'amende ⁷⁵. En ventôse an X, à la veille de la paix d'Amiens, à la suite d'une plainte de la régie des douanes contre inconnu, le tribunal prononce la confiscation de mouchoirs et mousselines anglaises débarquées au Roselier ⁷⁶. En messidor de la même année, le trafic étant repris avec l'Angleterre, la régie des douanes avait verbalisé contre l'anglais Clément Bailhache, capitaine du paquebot de Jersey, qui avait déclaré comme vêtements de passagers des pièces d'étoffes prohibées de fabrication anglaise (rideaux, camisoles et jupes). Le tribunal prononça la confiscation ⁷⁷.

Le 26 germinal an XI c'est le marchand de draps J.-M. Jouannin qui est surpris mettant en vente 57 pièces d'étoffes anglaises (nankinettes, draps de coton, casimir et bazins). Il est condamné à l'amende et à la confiscation ⁷⁸.

En l'an XIII, c'est un grand procès de contrebande qui se déroule pendant cinq audiences devant le tribunal de Saint-Brieuc. Turpin frères de Dinan et Belleville de Brest sont accusés d'avoir expédié à Jersey un brick *Le Cupidon*, capitaine Faurès, qui en a rapporté une cargaison de sucre, tabac et rhum, déchargée au Légue. Un commerçant de Paris, Bucon, et un autre de Cherbourg, Le Péqueux, sont impliqués dans l'affaire comme ayant revendu une partie des marchandises. Turpin, Bucon et Le Péqueux qui plaidaient la bonne foi et prétendaient être persuadés de l'origine française des marchandises furent acquittés de l'inculpation de complicité; Belleville qui faisait défaut et Faurès furent condamnés

75. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, Registres d'audience du tribunal correctionnel, 1^{er} registre (an IV-an VIII), fol. 188-189 et 190-192, audience du 4 fructidor an VIII; 2^e registre (an VIII-an X), fol. 3-5, audience du 13 fructidor an VIII.

76. *Ibid.*, 3^e registre (an X-an XI), fol. 1-2, audience du 4 ventôse an X. Le Roselier est une grève située à l'W et non loin du Légue.

77. *Ibid.*, fol. 74-76, audience du 20 messidor an X.

78. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, Registres d'audience du tribunal correctionnel, 4^e registre (an XI-an XII), fol. 17-21, audience du 26 germinal an XI.

à la confiscation du navire et de sa cargaison, à une amende triple et à cinq jours de prison⁷⁹. Enfin, à partir de 1807, on voit se multiplier les procès de fraudes en matière de sels, intentés par l'administration des douanes aux exploitants des salines du littoral⁸⁰.

Après les procès en matière douanière, les causes les plus nombreuses jugées par le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc sont les procès en matière de Droits Réunis. C'est une sage-femme poursuivie et condamnée en 1806 pour avoir vendu du tabac sans licence⁸¹; c'est un débitant de boissons de Plaintel condamné en 1810 pour 5 décilitres d'eau-de-vie transportés sans passavant⁸². En 1811, c'est un débitant de Lamballe, au domicile duquel on découvre 2 kil. 750 gr. de tabac en feuilles et 4 kilos en carotte : le tabac est confisqué et les deux inculpés se voient infliger en outre 1.000 francs d'amende⁸³. En 1812, une rixe avait éclaté entre trois débiteurs de boisson et deux commis des Droits Réunis qui prétendaient vérifier le contenu d'un fût de cidre circulant sur la route de Saint-Brieuc à Lamballe. L'affaire nécessita trois audiences : les magistrats étant partagés d'opinion, il leur fallut s'adjoindre un juge départiteur, Guyot. Finalement, les débiteurs furent acquittés et mainlevée fut donnée de la saisie⁸⁴.

Nous voyons aussi défiler à la barre de ce tribunal correctionnel des individus poursuivis pour exercice illégal de la médecine, ce qui vaut aux sœurs de Charité une condamnation à 25 francs d'amende⁸⁵, pour infraction au monopole d'Etat de la poste aux lettres⁸⁶, pour recel de conscrits réfrac-

79. *Ibid.*, 7^e registre (an XIII-an XIV), fol. 62-68, audience du 11 prairial an XIII; fol. 68-70, audience du 13 prairial an XIII; fol. 70-72, audience du 14 prairial an XIII; fol. 72-73, audiences du 18 et 19 prairial an XIII.

80. *Ibid.*, 9^e registre (1806-1808), fol. 17-23, audiences du 14, 21 et 27 février 1807; 10^e registre (1808-1809), fol. 36, audience du 1^{er} juillet 1808.

81. *Ibid.*, 8^e registre (an XIV-1806), fol. 49-51, audience du 7 mai 1806.

82. *Ibid.*, 11^e registre (1809-1810), fol. 91-92, audience du 28 avril 1810.

83. *Ibid.*, 13^e registre (1811-1812), fol. 75, audience du 13 décembre 1811.

84. *Ibid.*, 14^e registre (1812-1813), fol. 28-29, audience du 7 août 1812, et fol. 40, audience du 14 août 1812.

85. *Ibid.*, 8^e registre (an XIV-1806), fol. 62-63, audience du 19 avril 1806, et 14^e registre (1812-1813), fol. 111-113, audience du 26 mars 1813.

86. *Ibid.*, 9^e registre (1806-1808), fol. 92-93, audience du 3 novembre 1807.

taires ou de déserteurs⁸⁷. A partir de 1807, les condamnations de cette dernière espèce sont nombreuses. Elles comportent la pénalité d'un an de prison et le paiement d'une amende de 500 francs⁸⁸. D'autre part, le préfet poursuit devant le tribunal les conscrits réfractaires et les fait condamner à des amendes variant de 500 à 1.000 francs, dont les parents sont tenus responsables⁸⁹. Enfin, le tribunal enregistre des jugements de conseils de guerre contre des déserteurs, comportant condamnation à la prison et à l'amende, et les fait exécuter sur les biens meubles et immeubles du condamné situés dans son ressort⁹⁰.

Une dernière catégorie d'affaires jugées par le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc est constituée par les procès de presse. En l'an XIII, un colporteur, ancien soldat réformé, et Beauchemin, imprimeur à Saint-Brieuc, sont poursuivis l'un pour avoir vendu, l'autre pour avoir imprimé des relations « à la louange de S. M. » et « cantiques à Sainte Anne d'Auray », sans autorisation. Le colporteur voit sa marchandise confisquée; il est en outre gratifié de quinze jours de prison et de 6 francs d'amende. Beauchemin s'en tire avec 12 francs d'amende⁹¹.

D'un intérêt plus considérable est l'affaire qui avait amené en l'an X devant le même tribunal l'imprimeur Jean-Louis Prud'homme. Ce dernier était accusé d'avoir imprimé, d'une part, le Bref du pape Pie VII à Mgr Spina relatif aux évêques constitutionnels (1801); d'autre part, la lettre du Pape aux évêques réfractaires, les invitant à se démettre de leurs sièges, de la même date. Par jugement du 24 ventôse an X, il fut condamné à 100 francs d'amende et aux dépens⁹².

87. *Ibid.*, fol. 104-107, audience du 27 novembre 1807; 10^e registre (1808-1809), fol. 64-66, audience du 27 septembre 1808; fol. 82-84, audience du 30 décembre 1808; 14^e registre (1812-1813), fol. 25-27, audience du 25 juillet 1812.

88. *Ibid.*

89. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, Registres d'audience du tribunal correctionnel, 10^e registre (1808-1809), fol. 81-82, audience du 18 novembre 1808.

90. *Ibid.*, 14^e registre (1812-1813), fol. 136-138, audience du 18 mai 1813; 15^e registre (1813-1844), fol. 24, audience du 6 août 1813, et fol. 31-33, audience du 20 août 1813.

91. *Ibid.*, 7^e registre (an XIII-an XIV), fol. 105-107, audience du 7 thermidor an XIII. Cf. plus haut, chapitre II, p.

92. *Ibid.*, 3^e registre (an X-an XI), fol. 8, audience du 14 ventôse an X, et fol. 13-14, audience du 24 ventôse an X. Cf. plus loin, chapitre IV, p. 393.

En ce qui concerne Dinan, nous possédons une statistique relative aux années VIII, IX et X; dans ces trois années, d'après le commissaire du Gouvernement, ce tribunal aurait rendu 955 jugements dont 659 en matière civile, 112 en matière commerciale (Dinan n'ayant pas de tribunal de commerce) et 184 en police correctionnelle⁹³.

Indépendamment de cette activité judiciaire, les tribunaux se sont livrés de temps à autre à des manifestations politiques. Ainsi, le 12 nivôse an IX, après l'explosion de la Machine Infernale, le tribunal de Saint-Brieuc, réuni en chambre du conseil, envoie au Premier Consul l'adresse de félicitations suivante : « Nous pensons que c'est un devoir pour les magistrats immédiats du peuple d'être les organes de ses sentiments dans les circonstances qui intéressent le sort de l'Etat. Les destinées de la République ont été compromises par l'événement affreux qui a menacé les jours de son premier magistrat. A la nouvelle de ce crime inouï, l'indignation est générale.

» C'est que Bonaparte a l'amour et la confiance du peuple et que le peuple s'identifie avec celui dont il attend la paix et la prospérité.

» Après ce témoignage d'intérêt public aussi flatteur pour les héros que touchant pour l'honneur de l'Etat, qu'il nous soit permis de déposer dans son sein les sentiments particuliers de respect et d'attachement dont chacun est pénétré pour sa personne »⁹⁴.

A côté des tribunaux civils de droit commun, la Révolution française avait conservé, pour les contestations entre commerçants, des tribunaux particuliers héritiers de l'ancienne institution des consulats et même des amirautés (loi du 16-24 août 1790)⁹⁵. Ces tribunaux qui jugeaient suivant une procédure expéditive et peu coûteuse étaient composés d'un président et

93. Archives dép. d'Ille-et-Vilaine, U, Cour d'appel, Correspondance du procureur général, Dinan (1800-1815), le commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Dinan au commissaire du Gouvernement près le tribunal d'appel, 22 ventôse an XI.

94. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, 1^{er} registre de délibérations (an VIII-1810), fol. 3, copie de la lettre écrite le 12 nivôse an IX par les membres du tribunal de première instance de Saint-Brieuc au citoyen Premier Consul.

95. DUVERGIER, t. 1^{er}, p. 376. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 99-101; H. RIVIÈRE, *Etude sur les tribunaux de commerce*, Paris, 1865, 1 vol. in-8°; E. GENEVOIS, *Histoire critique de la juridiction consulaire en France*, Paris, 1866, 1 vol. in-8°; A. HOUYVET, *Les tribunaux de commerce, organisation, compétence, procédure*, Paris, 1894, 1 vol. in-8°.

de trois ou quatre juges élus par les commerçants patentés des villes pour deux ans. La Révolution avait établi trois tribunaux de commerce dans les Côtes-du-Nord, savoir : à Saint-Brieuc, Paimpol et Quintin⁹⁶. Le régime consulaire ne changea rien à cette organisation jusqu'à la promulgation du Code de commerce en 1807. En l'an IX les trois tribunaux étaient composés de la manière suivante :

Tribunal de Saint-Brieuc : Chapelain, président ; Ruellan-Villeberno, Legal, Louis Denis et Sébert, juges ; 1 greffier.

Tribunal de Paimpol : Corouge, président ; Nicol, Desforges et Riollay, juges ; 1 greffier.

Tribunal de Quintin : Fraval, président ; Boschat, Garnier, Rhex, Yves Bouthier, juges ; 1 greffier.

Pas de changement pour l'an X⁹⁷. En l'an XI, le tribunal de Quintin voit remplacer Fraval par Bouan, assisté de Duval, Lemer cier et Mazurier⁹⁸.

Dans l'*Almanach* de l'an XII, à Saint-Brieuc, Jacquinot et Allain-Prémois an remplacent Legal et Denis ; à Paimpol, on voit apparaître deux nouveaux noms de juges : Le Bigot et Le Pommellec⁹⁹.

Aucune modification en l'an XIII. En l'an XIV (1806), à Saint-Brieuc, figurent trois nouveaux noms : Le Mée, Halligan et Brindejone-Tréglodé. A Quintin, le président est maintenant Mazurier, flanqué de Lemer cier, Villart, Reux père et Hellart¹⁰⁰.

En 1807, le Code de commerce régla de nouveau l'ins titution de ces tribunaux. Les juges, dont le nombre variait de deux à huit avec suppléants, continuèrent d'être élus pour deux ans, avec renouvellement par moitié tous les deux ans. Mais l'assemblée électorale fut élargie ; elle comprit désormais non seulement les commerçants notables de la ville où siégeait le tribunal, mais encore ceux de tout l'arrondissement. La liste de ces commerçants était dressée par le préfet. Sur le vu

96. *Almanach National*, an VIII, p. 264 et seq.

97. *Almanach National*, an IX, p. 420, et an X, p. 560. C'est la même composition qu'en l'an VIII, antérieurement au coup d'Etat.

98. *Almanach National*, an XI, p. 524.

99. *Ibid.*, an XII, p. 524.

100. *Almanach impérial*, 1806, p. 560. Sur ces divers commerçants, cf notre t. II, chap. II, p. 97-99.

des procès-verbaux d'élection, l'Empereur conférait au président et aux juges l'institution ¹⁰¹.

A cette date on eut l'idée de créer deux nouveaux tribunaux de commerce, l'un à Lannion, l'autre à Loudéac, mais il ne fut pas donné suite à ce projet ¹⁰² et les tribunaux de commerce des Côtes-du-Nord restèrent jusqu'à la fin de la guerre au nombre de trois, établis comme avant 1807 à Saint-Brieuc, Quintin et Paimpol. Nous ne relevons dans l'*Almanach impérial* de 1808 aucune modification dans leur personnel, non plus que dans celui de 1809, de 1810, ni de 1811 ¹⁰³.

Le renouvellement n'eut lieu qu'en février 1811 par application des décrets impériaux du 6 octobre 1809 et du 18 novembre 1810 ¹⁰⁴. A la suite des élections, dont nous n'avons pu retrouver le procès-verbal, un décret impérial du 18 avril 1811 nomma au tribunal de Saint-Brieuc : Chaplain, président ; Mathieu Le Mée père, Sébert aîné et Léonard Charner, comme juges ; Prud'homme et François Jouannin comme suppléants.

A celui de Paimpol : Corouge-Kersaux, président ; Nicol, Louis Morand et Le Bigot comme juges ; Le Pommellec et Lambert fils comme suppléants.

A celui de Quintin : Mazurié, président ; Bouan, Le Mercié Bourgblanc et Fraval comme juges ; Duval-Desvallées et Villart comme suppléants ¹⁰⁵.

En 1813, il y eut de nouvelles élections. Le corps électoral de Quintin comprenait alors une vingtaine de membres. Les résultats du scrutin furent homologués par décret impérial du 10 avril 1813 qui nomma juges, à Saint-Brieuc : Prud'homme et Jouannin en remplacement de Sébert et de Charner, Quérangal et Le Pesant, comme suppléants ; à Quintin,

101. *Code de commerce*, livre IV, De la juridiction commerciale. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 672-674.

102. Archives dép. des Côtes-du-Nord, U, Tribunaux de commerce (an VIII-1830), le sous-préfet de Lannion au préfet des Côtes-du-Nord, 27 novembre 1807, et le sous-préfet de Loudéac au préfet des Côtes-du-Nord, 8 janvier 1808.

103. *Almanach impérial*, 1808, p. 590 ; 1809, p. 604 ; 1810, p. 625 ; 1811, p. 669.

104. Archives dép. des Côtes-du-Nord, U, Tribunaux de commerce (an VIII-1830), instruction sur la tenue des assemblées de commerçants notables concernant l'organisation des tribunaux de commerce de ce département, en exécution de la loi du 14 septembre 1807 et des décrets impériaux du 6 octobre 1809 et 18 novembre 1810, 25 février 1811.

105. *Ibid.*, décret impérial du 18 avril 1811.

Garnier des Garennes et Roppert aîné en remplacement de Lemercier et de Fraval ; Fraval comme suppléant. A Paimpol, Lambert fils en remplacement de Le Bigot ; comme suppléant, Le Tanafi ¹⁰⁶.

Quant à l'activité de ces tribunaux, nous pouvons nous en faire une idée assez exacte d'après les deux registres d'audience qui nous ont été conservés. Le tribunal de commerce de Saint-Brieuc, au cours de l'an VIII, jugea 21 procès ; en l'an IX, 27 ; en l'an X, 32 ; en l'an XI, 22 ; en l'an XII, 17 ; en l'an XIII, 10 ; en l'an XIV, 23 ; en 1806, 20 ; en 1807, 12 ; en 1808, 16 ; en 1809, 12 ¹⁰⁷.

Parmi les plaideurs notons, en l'an VIII, Mainguy, marchand de bœufs à Corlay, contre Bougeard, marchand boucher à Saint-Brieuc ; Le Millier, négociant à Pontrieux, contre Le Mée, négociant à Saint-Brieuc, dans une affaire de commerce de mer ¹⁰⁸. En l'an IX, on voit plaider les frères Allain, marchands de fil, d'Etables ; Jean Auffray, marchand roulier, d'Etables, en relations d'affaires avec des marchands de Tinchebray ¹⁰⁹ ; en l'an X, le même Auffray, dans une affaire de savons et d'eaux-de-vie avec la maison Otard de Bordeaux, Le Chartier fils, « marchand claincaillier à Saint-Brieuc », contre un « claincaillier en gros de Vire » ¹¹⁰ ; en l'an XII, Boursier, marchand de cuirs à Saint-Brieuc, contre Mousselet, tanneur à Moncontour ; Michel Cosson, marchand poëlier à Châtelaudren, contre Ozanne poëlier à Villedieu ¹¹¹.

Le tribunal de Paimpol, jusqu'en ventôse an VIII, juge surtout, comme il est naturel, des procès de prises. En l'an VIII, on le voit déclarer de bonne prise le sloop anglais *La Princesse royale*, capturé par le corsaire *Le Moissonneur*, de La Hougue, *L'Amitié*, navire danois chargé de fromages, papiers, toiles, allant d'Emden à Lisbonne, capturé par un

106. *Ibid.*, le procureur général impérial près la cour d'appel de Rennes au préfet des Côtes-du-Nord, 6 mai 1813.

107. Archives dép. des Côtes-du-Nord, U, Registre d'audiences du tribunal de commerce de Saint-Brieuc (an VIII-1809).

108. *Ibid.*, fol. 2, audience du 13 nivôse an VIII, et fol. 8, audience du 1^{er} complémentaire an VIII.

109. *Ibid.*, fol. 13, audience du 9 germinal an IX.

110. *Ibid.*, fol. 26, audiences du 20 floréal et 29 prairial an X.

111. *Ibid.*, fol. 41-44.

corsaire de Granville¹¹²; en l'an IX, la *Minerve*, bateau anglais, capturé par le corsaire la *Laure*, de Saint-Malo, le *Pally* et le *Beaurach*, deux navires anglais capturés par le *Grand Quinola*, corsaire malouin¹¹³. Par contre, le *Mer-cure*, prise suédoise, le *Graf Bernstorff*, le *Delights*, prise américaine, cette dernière allant de New-York à Hambourg avec chargement de tabac, riz, café, sucre, bois de campêche, mais ayant relâché en Angleterre, se voient donner main-levée¹¹⁴. A partir de ventôse an VIII, l'institution du conseil des prises dessaisit les tribunaux de commerce de tout ce contentieux¹¹⁵.

Pour tracer une esquisse à peu près satisfaisante de la justice civile, dans le département des Côtes-du-Nord, sous le Premier Empire, il faudrait encore dire quelques mots de ses auxiliaires : avocats, d'une part; de l'autre, officiers ministériels : avoués, notaires, huissiers, commissaires-priseurs. La Révolution avait supprimé les avocats; n'importe qui put s'établir « défenseur officieux »¹¹⁶. La loi du 22 ventôse an XII les rétablit en exigeant d'eux le diplôme de licencié en droit et le serment¹¹⁷. Le décret du 14 décembre 1810 les assujettit au stage et les constitua à partir du chiffre de 20 en corporation, « l'ordre des avocats », ou « le barreau », ayant à leur tête un conseil de discipline et un bâtonnier¹¹⁸.

Il ne semble pas qu'il y ait eu sous l'Empire auprès d'aucun tribunal du département des Côtes-du-Nord de barreau proprement dit. Le registre de délibérations du conseil de l'ordre des avocats de Saint-Brieuc ne commence en effet qu'en 1821. Nous connaissons pourtant le nom de quelques avocats ayant exercé à Saint-Brieuc de 1800 à 1815. Ce sont :

112. Archives du greffe du tribunal de commerce de Paimpol, 1^{er} registre de jugements (an VII-an X), jugements du 19 brumaire, 4 nivôse, 9 nivôse an VIII.

113. *Ibid.*, jugements du 26 nivôse, du 8 pluviôse, du 3 ventôse an VIII.

114. *Ibid.*, jugements du 9 nivôse, du 14 nivôse et du 5 pluviôse an VIII.

115. P. POULLET, *op. cit.*, p. 674.

116. P. POULLET, *op. cit.*, p. 104-102. Cf. Félix LIOUVILLE, *De la profession d'avocats*, Paris, 1864, 1 vol. in-8°, et L. DELZONS, *Le Barreau et son histoire*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1911, t. I^{er}, p. 317-348.

117. P. POULLET, *op. cit.*, p. 678-682, cf. Maurice SABATIER, *Le centenaire de l'ordre des avocats*, dans le *Correspondant*, 1910, p. 889-922, et J. LORTEL, *Napoléon et les Avocats* dans la *Revue des Etudes Napoléoniennes*, 1913, t. IV, p. 29-40.

118. *Ibid.*

Halligan, Barbedienne, Le Saulnier, René Morand, Jean Basset, Fortuné Ropartz, Antoine Aulanier, Guinot-Boismenu, Serel-Desforges, Louis Le Meur. Les plus âgés d'entre eux, Halligan, Barbedienne, Le Saulnier, Morand et Basset étaient d'anciens avocats au Parlement de Bretagne ¹¹⁹.

Les procureurs également supprimés par la Révolution furent ressuscités sous le nom d'avoués par la loi du 27 ventôse an VIII. L'article spécifiait qu'un certain nombre d'avoués seraient attachés aux tribunaux criminels et aux tribunaux de première instance ¹²⁰. Un arrêté consulaire du 3 thermidor de la même année nomma 8 avoués près le tribunal de Guingamp et 12 près celui de Lannion ¹²¹. L'*Almanach national* de l'an X indique, en effet, 12 avoués à Lannion, 9 à Dinan, 8 à Saint-Brieuc, 6 à Guingamp, et 3 à Loudéac ¹²². A quelques modifications près, création ou suppression de quelques charges, changement de plusieurs titulaires, ce personnel demeura en fonctions jusqu'à la fin de l'Empire.

Voici le tableau des avoués du département des Côtes-du-Nord pour l'an 1813 :

Saint-Brieuc : Lemeur, Leroux, Cotillard, Ducouédic, Collin-Port, Jégou, Hélary, Dieupart.

Dinan : Carillet, Houel, Roussan, Duval, Carillet fils, Thomas, Guérin aîné.

Guingamp : Le Baillif, Le Bihan, Leclech, Lalès, Gouery, Michel.

Lannion : Nayrod, Le Goaziou, Lasbleiz, Tassel, Lefeyer, Le Boudier, Grimault.

Loudéac : Lamard, Guillemot, Moizan, Delafargue, Daniel, Bigrel fils, Royer ¹²³.

119. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc. Pièces diverses concernant les avocats, avoués et huissiers qui ont prêté serment en exécution de la loi du 22 ventôse an XII, et tableau des avocats exerçant à Saint-Brieuc arrêté le 4 octobre 1811 en chambre du conseil par le président du tribunal.

120. P. POULLET, *op. cit.*, p. 102-103, et p. 682-683.

121. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, Côtes-du-Nord, an VIII.

122. *Almanach national*, an X, p. 530. Les huit avoués de Saint-Brieuc sont : Dieupart, Leroux, Hélary, Lemeur, Cartel, Cotillard, Barbedienne et Ducouédic.

123. *Almanach impérial*, 1813, p. 591.

Nous possédons des renseignements sur quelques-uns d'entre eux. Dieupart avait été sous la Révolution suppléant au tribunal de district de Pontrieux, puis juge de paix; enfin « défenseur officieux »¹²⁴. Jacques Le Roux est un ci-devant procureur au présidial de Rennes, assesseur de juge de paix à Rennes en 1791, avoué près le tribunal de district de Rostrenen et procureur de ladite commune, cette même année 1791, administrateur de district, en 1792, juge en l'an III au district de Rostrenen, depuis l'an VI défenseur officieux et suppléant de juge près le tribunal civil¹²⁵. Gabriel Hélyar avait été accusateur public près le tribunal de district de Pontrieux, puis juge et commissaire près le même tribunal, juge au tribunal civil du département, enfin suppléant de juge au tribunal d'arrondissement de Guingamp¹²⁶.

Un décret du 13 frimaire an IX plaça à la tête des avoués de chaque tribunal, un organisme disciplinaire : la chambre des avoués¹²⁷. Il ne nous a pas été possible de consulter les archives de la chambre des avoués du tribunal de Saint-Brieuc. En l'an IX, celle de Dinan adressa au Grand Juge, par l'intermédiaire de M^e Martineau, défenseur, avoué près le tribunal de cassation, un mémoire imprimé de huit pages protestant contre un arrêté du 18 fructidor an VIII, qui fixait les émoluments des avoués du ressort du tribunal d'appel de Rennes d'après le tarif de 1791. Ce tarif réduisait aux trois quarts les taxations précédentes fondées sur les lettres patentes de 1784 et 1786.

Les avoués de Dinan s'exprimaient comme il suit : « Le but de l'organisation nouvelle des tribunaux a été de faire cesser le désordre et les abus qu'une liberté dégénérée en licence avait introduite dans l'administration de la justice. En y attachant des avoués présentés par les magistrats, en les circonscrivant dans un nombre limité, en les couvrant de la garantie morale de leurs supérieurs, la loi a voulu les entourer de l'estime et de la considération, comme garantir les

124. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, Pièces concernant les avocats, avoués et huissiers, tableau des citoyens inscrits pour être admis comme avoués et huissiers au tribunal de première instance de l'arrondissement de Saint-Brieuc aux conditions de la loi du 27 ventôse an VIII.

125. *Ibid.*

126. *Ibid.*

127. P. POULLET, *op. cit.*, p. 684-685.

citoyens d'un arbitraire trop souvent désastreux et d'une voracité dont ils étaient trop souvent victimes. Cette mesure est sage, elle établit la confiance ».

Mais la rétribution accordée à ces officiers ministériels est insuffisante : « En 1784 et 1786, les temps étaient plus heureux, les affaires plus nombreuses, les denrées plus abondantes; cependant les droits des procureurs de la ci-devant Bretagne furent augmentés. Et aujourd'hui qu'avec leurs causes les affaires contentieuses sont réduites de plus de moitié, que les denrées sont de beaucoup plus rares et plus chères, que la guerre intérieure et tous les fléaux politiques ont dévasté ce pays, on réduit les taxations ». En conséquence, les avoués de Dinan demandaient au Gouvernement de rapporter purement et simplement l'arrêté mettant en vigueur le tarif de 1791¹²⁸.

Le notariat fut réorganisé par la loi du 25 ventôse an XI. Ce fut le Gouvernement qui détermina le nombre des notaires et qui nomma à ces fonctions en choisissant parmi les clercs ayant fait au minimum un stage de six ans¹²⁹. En l'an IX, on comptait une cinquantaine de notaires dans l'arrondissement de Saint-Brieuc; parmi eux, 6 résidaient à Saint-Brieuc même, 9 à Lamballe, 3 à Quintin, 3 à Châtelaudren, 3 à Paimpol, 1 à Saint-Quay, 4 à Moncontour 3 à Etables, 2 à Corlay. On en rencontrait, probablement survivants des anciens notaires seigneuriaux, jusque dans les petites communes de Quessoy et Pléguen.

L'arrondissement de Guingamp en a à peu près autant, dont 4 à Guingamp; celui de Dinan 25, dont 4 à Dinan; celui de Lannion une quarantaine, dont 4 à Lannion et 3 à Tréguier. L'arrondissement de Loudéac en possède une trentaine, dont 2 à Loudéac¹³⁰. La loi de l'an XI réduisit assez sensiblement le nombre de ces officiers ministériels¹³¹. L'arrondissement de Saint-Brieuc n'en comprit plus qu'une

128. Archives Nat., BB¹⁶, Division civile 178, mémoire pour la chambre des avoués du tribunal de première instance du 3^e arrondissement du département des Côtes-du-Nord. Imprimé, transmis le 3 floréal an IX au Grand Juge.

129. P. POULLET, *op. cit.*, p. 684-685. Cf. E.-D. BERGE, *Histoire du Notariat*, Paris, 1815, 1 vol. in-12.

130. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 7 U, Notariat, Organisation, état des notaires par arrondissement an IX. Les six notaires de Saint-Brieuc sont Guimard, Conan, Jamet, Chevalier, Tanguy et Parthenay

131. P. POULLET, *loc. cit.*

quarantaine; celui de Dinan, une vingtaine, dont 5 à Dinan; celui de Guingamp, une cinquantaine. L'arrondissement de Lannion en a une trentaine : les trois notaires de Lannion même qui exerçaient en l'an IX sont maintenus. Au total, 186 notaires dans le département ¹³².

La loi du 25 ventôse décréta en outre la création par arrondissement judiciaire d'une « chambre des notaires » investie entre autres d'attributions de pouvoirs disciplinaires. Son organisation fut l'objet du décret du 2 nivôse an XII ¹³³.

La chambre des notaires de l'arrondissement de Saint-Brieuc se constitua en germinal an XII : 36 notaires prirent part au vote. Le doyen d'âge, Conan, fut élu président par 29 voix; Mazé et Touroux, assesseurs, par 28 et 26 voix. Ce bureau se renouvela par des élections régulières qui avaient lieu tous les ans ¹³⁴.

En 1810, le procureur impérial sur l'ordre du Grand Juge invita la chambre des notaires de Saint-Brieuc à faire connaître son opinion sur une modification éventuelle du nombre des notaires de l'arrondissement. En guise de réponse celle-ci fournit une série de renseignements intéressants sur l'activité des différentes études ¹³⁵.

Le canton de Saint-Brieuc, disait la chambre, comptait 7 notaires, dont 5 à Saint-Brieuc même. Ce chiffre était trop élevé : six suffiraient, dont 4 en ville. Encore seraient-ils faiblement occupés par suite de la modicité des fortunes, du petit nombre de mutations, de la proximité enfin de Lamballe, Moncontour, Quintin et Châtelaudren, où les marchés et les foires attirent les clients. A Lamballe, par contre, les cinq notaires établis dans la ville font beaucoup d'affaires. Il y a dans le canton beaucoup de propriétaires riches, les marchés et les foires y étant considérables. Trois notaires étaient également indispensables à Paimpol, canton où régnait l'aisance. Par contre, les cantons de Moncontour, Pléneuf, Plœuc, Quintin, étaient pour les notaires des cantons pauvres. Dans

132. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 7 U, Notariat, Organisation, état des notaires par arrondissement (ans XI et XII).

133. P. POULLET, *op. cit.*, p. 685-686.

134. Archives de la chambre des notaires de l'arrondissement de Saint-Brieuc, Registre des assemblées générales (an XII-1885), fol. 1, séance du 20 germinal an XII.

135. *Ibid.*, fol. 11, séance du 5 novembre 1810.

celui de Quintin, en particulier, le sol médiocre, l'activité de la population tournée presque exclusivement vers la toile faisaient tomber le taux des transactions immobilières à un niveau extrêmement bas (100 francs en capital)¹³⁶.

La loi du 27 ventôse an VIII attribua au Premier Consul la nomination des huissiers près les tribunaux de première instance d'appel et criminels¹³⁷. Deux arrêtés consulaires du 19 fructidor an VIII et du 23 brumaire an IX accréditèrent 16 huissiers près le tribunal de Saint-Brieuc : 6 résidaient à Saint-Brieuc, dont 3 audienciers. Lamballe en comptait 2 ; Paimpol et Châtaudren, chacun 3. Il y en eut 4 près le tribunal de Loudéac¹³⁸.

En 1811, le nombre des huissiers du ressort de Saint-Brieuc fut augmenté de deux qui furent attachés spécialement au service de la cour d'assises¹³⁹. Parmi ces huissiers, quelques-uns l'étaient déjà avant la Révolution, d'autres avaient été notaires, procureurs ; l'un d'eux, à Quintin, était un ancien « commis aux devoirs ». D'autres sont d'anciens soldats. Un certain Duval, candidat à la place d'huissier près le tribunal civil de Guingamp avait été « instituteur public »¹⁴⁰. Un décret du 30 mars 1808 soumit les huissiers à la juridiction disciplinaire des tribunaux. Par application de ce décret, nous voyons le tribunal de Saint-Brieuc prononcer la peine de la suspension temporaire contre Samson, huissier à Lamballe, pour abus de confiance (avril 1809)¹⁴¹.

En 1811, le tribunal de l'arrondissement de Saint-Brieuc donna un règlement aux huissiers de son ressort. Considérant, dit-il, que « le nombre des huissiers du ressort, actuellement porté à 19 est trop considérable..., la plupart de ces officiers

136. *Ibid.*

137. P. POULLET, *op. cit.*, p. 686

138. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, Pièces concernant les avocats, avoués et huissiers, Extraits des arrêtés des consuls de la République du 19 fructidor et 23 brumaire an IX.

139. *Ibid.*, tableau des citoyens inscrits pour être admis comme avoués et huissiers au tribunal de première instance de l'arrondissement de Saint-Brieuc, cité plus haut.

140. *Ibid.*, pétition de Louis Duval, domicilié à Guingamp.

141. P. POULLET, *loc. cit.*, et Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, 1^{er} registre de délibérations du tribunal (an VIII-1810), fol. 9, délibération du 18 avril 1809.

ministériels ne peuvent vivre de leur état et que lorsqu'une profession ne peut faire subsister ceux qui l'exercent, l'on est forcé de la livrer pour ainsi dire à des hommes sans capacité, sans conduite, continuellement exposés à manquer de délicatesse »; considérant aussi la rétribution insuffisante des huissiers audienciers, le tribunal arrêta à 13 le chiffre des huissiers de l'arrondissement, dont 6 à Saint-Brieuc (3 attachés au service des audiences), 1 à Lamballe et 1 à Quintin, « le tout sans préjudice du droit qu'ont les juges de paix d'avoir des huissiers pour tous les actes résultant de leur juridiction ».

Le taux des vacations des huissiers audienciers serait fixé de la façon suivante : 0 fr. 75 pour l'évocation de chaque cause civile ; 0 fr. 50 pour chaque signification d'avoué à avoué ; 3 francs pour chaque audience correctionnelle. Il y aurait une chambre de discipline et une bourse commune. Le tribunal terminait son exposé en faisant remarquer que sous l'Ancien Régime la Coutume de Bretagne favorisait bien davantage les huissiers et gens de loi ¹⁴².

Le décret du 14 juin 1813 groupant les huissiers de chaque arrondissement en une corporation ayant à sa tête une chambre de discipline semble n'avoir fait que reprendre, en les généralisant à tout l'Empire, les dispositions ci-dessus énoncées. A la suite de ce décret eut lieu une nouvelle répartition des huissiers. Cette fois le chiffre de 13 est de nouveau dépassé, il y a 16 huissiers dans l'arrondissement de Saint-Brieuc, dont 10 à Saint-Brieuc même, 2 à Paimpol, 1 à Quintin, 1 à Moncontour, 1 à Lamballe ¹⁴³. Les pétitions de trois huissiers de justices de paix demandant à être nommés huissiers du tribunal furent rejetées ¹⁴⁴.

Quant aux tribunaux répressifs, il convient de distinguer dans leur histoire, sous le Consulat et l'Empire, deux périodes, l'une avant, l'autre après la mise en vigueur du Code d'instruction criminelle (1811). Dans la première période, qui va de

142. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, 2^e registre de délibérations du tribunal (1811-1833), fol. 1-3, délibération du 19 août 1811.

143. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, Pièces concernant les avocats, avoués et huissiers, tableau des huissiers du tribunal de première instance de Saint-Brieuc exerçant au 29 juillet 1811, et 2^e registre de délibérations du tribunal (1811-1833), fol. 9-10, délibération du 30 novembre 1813 en exécution du décret impérial du 14 juin 1813.

144. *Ibid.*

l'an VIII à 1811, la juridiction répressive de droit commun est le tribunal criminel de département, fonctionnant d'après le Code de brumaire an IV modifié par la loi du 7 pluviôse an IX. Le tribunal criminel comprend 1 président, 4 juges, 1 commissaire du Gouvernement, 1 greffier, plus le jury. Le jury statue sur le fait, le tribunal proprement dit applique la peine. Le commissaire du gouvernement met l'action publique en branle; il soutient en même temps l'accusation (depuis l'an VIII). Il est assisté d'un substitut, appelé communément « magistrat de sûreté » et chargé de la recherche et de la poursuite des délits dans l'arrondissement. L'instruction est confiée à un jury d'accusation composé de huit citoyens, ayant à leur tête un directeur, qui est toujours le président du tribunal correctionnel. Le tribunal criminel avait une double compétence : il connaissait en première et dernière instance de toutes les infractions frappées d'une peine criminelle, en appel, des jugements rendus par le tribunal correctionnel¹⁴⁵. Le tribunal criminel des Côtes-du-Nord eut comme président Couppé, juge au tribunal d'appel de Rennes, assisté de Ribault et de Jouannin-Folleville comme juges, de Hamon-Kerello et Tourroux comme suppléants. Le commissaire du Gouvernement fut Ropartz et le greffier Guyot¹⁴⁶. Le tribunal criminel fut installé solennellement par le préfet le 10 prairial an VIII.

Le préfet prononça le discours suivant : « Vous, qu'un choix honorable appelle à composer le tribunal criminel de ce département, considérez la latitude de cette vocation sublime, et toute la dignité des fonctions qu'elle vous confie ». Et s'adressant plus particulièrement à Couppé : « Vous en connaissez le poids et la gravité, vous dont je m'honore d'avoir été le collègue lorsque dans l'Assemblée constituante nous préparions les voies à la véritable liberté. La manière dis-

145. P. POULLET, *op. cit.*, p. 686-697 et 712-721. Cf. A. ESMEIN, *Histoire de la procédure criminelle en France*, Paris, 1882, 1 vol. in-8°, et E. AIGNAN, *Histoire du jury*, Paris, 1822, 1 vol. in-8°.

146. *Almanach national*, an IX, p. 356. Couppé, Ropartz et Guyot étaient déjà en fonctions antérieurement au coup d'Etat. Sur Couppé, juge au tribunal d'appel de Rennes, cf. A. MAULION, *Le tribunal d'appel et la Cour de Rennes* (an VIII-1904), Rennes, 1904, 1 vol. in-8°, p. 1. Ce tribunal créé par arrêté du 12 floréal an VIII avait été installé le 9 prairial. A la suite de la liste des membres du tribunal figure l'indication suivante : « Juges au tribunal d'appel délégués pour remplir les fonctions de présidents des tribunaux criminels du ressort. Tribunal criminel des Côtes-du-Nord. Couppé. » Cf. en outre sur le personnage, plus haut, p. 12 et 97.

tinguée dont vous avez rempli depuis, à diverses époques, des fonctions analogues justifie d'avance les applaudissements que l'on a donnés à votre nomination et garantit au public le succès de votre nouvelle présidence. Juges criminels, c'est à vous que la société remet le soin de sa sûreté et de sa vengeance... C'est ici que les malheureux, qui seraient tentés de la mériter, doivent puiser cette crainte salutaire propre à les arrêter sur le penchant de l'abîme et à opérer en eux ce que la vertu seule n'aurait pu faire.

» Fonctions terribles ! votre autorité recevra néanmoins aussi sa compensation ! Citoyens, vous serez le refuge, vous serez les protecteurs de l'innocence. Votre impartialité, votre sagacité et vos lumières la feront comparaître devant vous avec confiance ; votre humanité lui procurera des consolations et vous la vengerez enfin par une absolution solennelle des atteintes de la calomnie et des poursuites injustement dirigées contre elle par la méchanceté et l'erreur.

» Vous jouirez, citoyens, dans l'exercice de toutes ces fonctions sublimes, de toute la liberté nécessaire. C'est le Gouvernement qui vous a nommés, mais la loi a pourvu à votre indépendance, vous ne dépendrez plus comme magistrats que de vous-mêmes et de la loi. La Société ne réclame de vous, en ce moment, qu'une garantie morale et religieuse dont je vous présente la formule... Cette promesse qu'elle exige de vous, vous la prêterez avec empressement, avec effusion de cœur et elle va vous consacrer plus que jamais au service de la Patrie ».

Le président Couppé lui répondit dans les termes suivants : « Les membres du tribunal que j'ai l'honneur de présider, chargés par le Premier Consul de la République française de prononcer sur la vie, la liberté et l'honneur des accusés sont profondément pénétrés du sentiment de leurs devoirs. Ils en seraient effrayés s'ils n'étaient assurés d'avance qu'il seront bien secondés dans l'exercice de leurs fonctions. Mais, citoyen préfet, le Gouvernement vous ayant commis les premières fonctions administratives dans ce département, c'est par vos soins que se feront les listes des jurés. C'en est assez pour nous garantir qu'il n'y sera porté que des citoyens intelligents et probes, incapables d'écouter la haine ou la méchanceté, la crainte ou l'affection...

» Elles feront trembler le crime, elles seront l'espérance et la consolation de l'innocence inculpée. Jamais les déclarations formées de pareils éléments ne nous exposeront à condamner sans avoir l'assurance que le crime est bien prouvé, que le coupable en est bien convaincu. Jamais elles ne nous mettront dans la nécessité de prononcer que l'accusé est acquitté avec la certitude qu'il est coupable. C'est de votre amour bien connu pour la justice, citoyen préfet, c'est de la conduite distinguée, que vous avez tenue dans les fonctions éminentes que vous avez déjà exercées, que naissent ces réflexions rassurantes. Elles nous permettent d'espérer que le tribunal criminel des Côtes-du-Nord justifiera la confiance dont il est honoré...

» Amis de l'ordre, généreux et paisibles habitants de Saint-Brieuc, soumis aux lois de votre pays, vous continuerez d'en protéger l'exécution, et tandis que nos braves défenseurs franchissent nos frontières, pour dicter à l'ennemi étranger les conditions d'une paix honorable et solide, vous contribuerez de tous vos moyens au rétablissement et au maintien de la tranquillité publique dans l'intérieur. Vous sentez comme moi, que c'est par le rapprochement de nos opinions et par la réunion de nos efforts, que nous pouvons concourir efficacement à la prospérité de la République, premier objet de nos vœux » ¹⁴⁷.

Après lui, ce fut le tour du commissaire du Gouvernement Ropartz : « Telle est la vicissitude des institutions humaines qu'il n'est rien en elles de stable que ce qui est fondé sur la vérité et la justice. Ces deux bases éternelles et immuables doivent être le principe de toute association dans ses rapports privés et dans ses rapports communs. Chacun y puise et est sûr d'y trouver des ressources inépuisables de bonheur et de prospérité. Mais lorsque surtout un peuple entier établit sur des fondements aussi solides sa charte constitutionnelle, lorsque par une heureuse destinée il se forme dans une génération une fusion de volontés, d'intérêts, de talents et d'efforts, telle que tout le monde trouve dans cet ensemble des ressources communes une portion de biens égale à sa mise,

¹⁴⁷. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, Arrêtés du préfet relatifs à l'organisation des autorités constituées et objets généraux (an VIII-an IX), fol. 14-22, procès-verbal d'installation des tribunaux de Port-Brieuc, 10 prairial an VIII.

de ce concours naît une République, la plus belle comme la plus durable des institutions humaines.

» Rendons grâce au génie bienfaisant et à la vertu des hommes courageux qui l'ont fait éclore parmi nous puisque avec elle ils nous ont donné la liberté. Mais cette liberté dont les premières lueurs parurent en 1789, qui paraissait s'affermir de jour en jour pour la constance et la volonté permanente des vrais patriotes et plus encore par le courage et les efforts inouis des défenseurs de la Patrie, par les victoires sans nombre et les triomphes qui font l'étonnement et l'admiration de tous les peuples, cette liberté dont la conquête semblait assurée, n'y était encore qu'éphémère.

» Au moment où la nation s'était élevée par ses victoires à ses hautes destinées, au moment où l'on préparait à affermir par une paix glorieuse et durable les préliminaires conclus à Campo-Formio, les vils suppôts du despotisme, les soudoyés du cabinet de Saint-James, les partisans du fanatisme et de l'anarchie, déguisés au milieu de nous, secouaient le brandon de la guerre civile au dedans et renouaient au dehors les fils de la coalition : ils allaient assassiner la liberté et précipiter le peuple français dans l'infortune de l'esclavage. Mais que dis-je, assassiner la liberté ! Le germe en était éclos, il fallait en goûter le fruit.

» Nos travaux, citoyens, ne sont pas perdus. Nous jouirons de cette liberté pure qui fait le bonheur de l'homme social et nous en jouirons dans toute son étendue... La grande nation a cette fois un gouvernement digne d'elle, un gouvernement ferme et sage et dont les rouages sont d'autant plus forts qu'ils sont plus concentrés. Déjà nos armées triomphent de toutes parts. Nos ennemis extérieurs ne sont plus à craindre puisqu'ils sont aux abois et que bientôt ils n'existeront plus. Ceux de l'intérieur, s'ils ne sont pas sincèrement convertis, sont au moins comprimés ; ils restent sans moyens pour renouveler une lutte dans laquelle ils succomberont infailliblement. Mais repaissons-nous de l'idée que leur retour est sincère ; car nous devons nous persuader qu'ils doivent être convaincus qu'ils ne trouveront le bonheur que dans le giron de la République.

» Ils sont assurés d'avoir dans les républicains des frères généreux et incapables de leur rappeler même leur ancienne erreur ou leur ignominie. S'il en était autrement, si sous

les dehors du repentir, ils concevaient encore des desseins perfides, qu'ils apprennent que le Gouvernement veille sur eux et qu'il peut au premier signal exterminer tous les conspirateurs et les malveillants. Qu'ils se rappellent que le Premier Consul a fait choix de magistrats vertueux, zélés et clairvoyants qui épieront leurs démarches et leur conduite.

» Dans ce choix, je remarque particulièrement le chef de l'administration publique de ce département. Il s'est toujours distingué par un patriotisme à l'épreuve et les services qu'il a jusqu'ici rendus à la Patrie nous présagent, nous garantissent même le succès de ses talents et de sa surveillance pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique dans cette préfecture.

» Pour moi, mes concitoyens, également chargé d'une tâche grande et pénible, j'ai peu de garanties à vous offrir pour répondre avec dignité à la confiance que le Gouvernement vient de placer en moi. Aussi, connaissant toute l'étendue de mes devoirs, si je n'avais consulté que mes faibles moyens, si je ne me fondais que sur mes propres forces, la prudence m'eût dicté de m'abstenir de fonctions aussi importantes; mais appuyé des lumières de magistrats aussi recommandables par leurs vertus, leurs talents et leur science que ceux qui composent ce tribunal, j'ose entreprendre la carrière qu'on me donne à remplir...

» ...Poursuivre le crime dans ses repaires les plus sombres, dégager la vérité du dédale des mensonges et d'ambiguités dont le vice l'entoure et la couvre, faire tomber le glaive destructeur sur la tête du grand criminel, attirer la vengeance des lois sur le coupable, faire corriger le méchant et protéger l'innocence, voilà mes devoirs. Heureux et mille fois heureux si je n'avais que la dernière tâche à remplir !

» Divine vérité, justice éternelle, descendez du Ciel ! Eclairez de vos lumières tous les enfants de la Patrie, que tous les Français ne fassent qu'une famille de frères ! Imprimez dans tous les cœurs cette maxime sacrée : « Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fît et faites constamment aux autres le bien que vous voudriez en recevoir ». Alors, mes concitoyens, nous serons vraiment heureux, alors nous jouirons d'une paix parfaite, d'un bonheur indicible et nous nous écrierons d'un enthousiasme commun :

« Voilà le fruit de la liberté enfantée par la République ! »
Vive la République ! » ¹⁴⁸.

En l'an X, Launay-Provost et Philippe Kerarmel remplacèrent Hamon-Kerello et Tourroux comme suppléants ¹⁴⁹. D'autre part, en vertu de la loi du 7 pluviôse an IX, le commissaire du Gouvernement se vit adjoindre et subordonner cinq substituts : Cartel à Saint-Brieuc, Corvoisier à Dinan, Garlan à Guingamp, Boulon à Lannion, Garnier-Vaulorin à Loudéac ¹⁵⁰. Cartel fut remplacé en l'an XI par Raffray ¹⁵¹. Aucun changement en l'an XII ¹⁵². En l'an XIII le tribunal criminel prend le nom de « cour de justice criminelle » et le commissaire du Gouvernement s'intitule désormais « procureur général impérial » ¹⁵³. D'autre part Gourlay remplace Couppé comme président. Aucun changement en 1806 ¹⁵⁴. En 1807, Cartel, également juge à la cour d'appel de Rennes, devient suppléant ¹⁵⁵. Aucune modification en 1808, en 1809, ni en 1810 ¹⁵⁶.

Sur l'activité du tribunal criminel pendant cette période nous pouvons donner quelques précisions. En tant que tribunal d'appel des jugements rendus en première instance par le tribunal correctionnel, le tribunal criminel juge d'assez nombreux procès de douane, de Droits Réunis, exceptionnellement des procès relatifs aux lois sur la conscription.

Par exemple, à l'audience du 22 fructidor an VIII, on juge un procès pendant entre la régie des douanes et Louis Morand, négociant à Paimpol. La régie avait poursuivi Morand devant le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc pour non réexportation de 6.613 bouteilles sur 11.650 bouteilles de

148. *Ibid.*

149. *Almanach national*, an X, p. 467.

150. *Ibid.*

151. *Almanach national*, an XI, p. 425.

152. *Ibid.*, an XII, p. 422.

153. *Almanach impérial*, an XIII, p. 396. Gourlay figure dès l'an VIII parmi les membres du tribunal d'appel de Rennes (cf. MAULION, *loc. cit.*). Il ne faut pas le confondre avec Gourlay-Kervisen, juge au tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc.

154. *Ibid.*, 1806 p. 420.

155. *Ibid.*, 1807, p. 432.

156. *Ibid.*, 1808, p. 444; 1809, p. 461; 1810, p. 470.

verre de provenance anglaise. Le tribunal correctionnel avait condamné Morand à une amende triple de la valeur des bouteilles. La régie des douanes avait fait appel « à minima ». Le tribunal d'appel condamna Morand : 1^o à payer 556 fr. 95, somme représentant la valeur des bouteilles soustraites à la réexportation ; 2^o à payer une amende triple de ladite somme, soit avec les frais 1.670 fr. 85¹⁵⁷.

En l'an XI, c'est Jean-Marie Jouannin, négociant à Saint-Brieuc, qui en appelle d'un jugement rendu contre lui par le tribunal correctionnel en date du 26 germinal. L'administration des douanes avait saisi chez lui 51 pièces et 39 devants de gilets de laine, soie et coton, de provenance anglaise. Jouannin avait plaidé qu'elles étaient de fabrication française ; il avait nonobstant été condamné à la confiscation et à une amende triple. En appel, il soutint que les commissaires ne s'étant pas encore présentés chez lui pour l'estampillage, il n'y avait pas lieu de lui appliquer l'arrêté consulaire du 3 fructidor an IX. Il fut débouté de sa requête d'appel¹⁵⁸.

Le 8 ventôse an X, un certain Claude Hervé, qui avait traité les préposés des barrières de la route de Lamballe de « voleurs et de bandits », en appelle du jugement du tribunal correctionnel de Saint-Brieuc le condamnant pour ce fait à 100 francs d'amende¹⁵⁹. Le tribunal criminel rejette sa requête d'appel. Dans une affaire toute semblable qui s'était déroulée devant le tribunal correctionnel de Lannion, la nommée Pauline Briand, aubergiste et bouchère à Perros-Guirec, avait été acquittée bien qu'elle eût traité le préposé de la barrière de la route de Morlaix de « fripon » et de « voleur », qu'elle eût refusé de payer la taxe et finalement l'eût menacé du fouet. Sur appel « à minima » du commissaire du Gouvernement, le tribunal criminel condamna la femme Briand à 100 francs d'amende¹⁶⁰.

Le 22 brumaire an XII, c'est le fermier des octrois de Saint-Brieuc qui en appelle d'un jugement rendu par le

157. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc. Registre des jugements d'appel du tribunal criminel (an VIII-1811), fol. 6-7, audience du 22 fructidor an VIII.

158. *Ibid.*, fol. 46-48, audience du 17 floréal an XI.

159. *Ibid.*, fol. 33, audience du 8 ventôse an X.

160. *Ibid.*, fol. 57, audience du 26 ventôse an XII.

tribunal correctionnel de Saint-Brieuc, concernant François Ruellan, négociant. Ruellan avait introduit, avec un passe-debout, 10 pièces d'eau-de-vie. Ces pièces furent retrouvées entreposées chez une débitante. Pour n'avoir pas consigné le quart du droit, ainsi que le prescrivait le règlement d'octroi. Ruellan avait vu saisir les pièces, mais le tribunal correctionnel en avait donné mainlevée parce que le prévenu avait offert de consigner la somme. Le tribunal criminel annula ce jugement et prononça la confiscation ¹⁶¹.

Voici maintenant des procès de conscription. Le 9 nivôse an X, le commissaire du Gouvernement en appelle d'un jugement rendu par le tribunal correctionnel de Loudéac acquittant le nommé Fraboulet de l'accusation de recel d'un déserteur (son domestique à gages). Fraboulet avait plaidé la bonne foi. Le tribunal criminel condamna Fraboulet par défaut à 300 francs d'amende et à un an de prison. Fraboulet ayant fait opposition, l'affaire revint contradictoirement devant le même tribunal le 1^{er} ventôse : cette fois, Fraboulet fut acquitté pour le motif suivant : il n'était pas constant que son domestique fût déserteur à l'époque où il l'avait engagé ¹⁶².

Par contre, le 27 messidor an XI, Mathurin Lallinec appelant d'un jugement du tribunal correctionnel de Guingamp qui l'avait condamné à un an de prison et 300 francs d'amende pour avoir recélé un déserteur et lui avoir procuré des vêtements civils vit sa requête rejetée ¹⁶³.

Enfin, le 23 brumaire an XIV, sur appel « à minima », du procureur général impérial, le tribunal criminel éleva à un an de prison et 500 francs d'amende une condamnation à 300 francs d'amende et un an de prison infligée à Yves Nicolas pour avoir recélé un marin de Brest, déserteur ¹⁶⁴.

Comme juridiction de première instance, le tribunal criminel de 1800 à 1801 (praïrial an IX) eut surtout à réprimer des faits de chouannerie. Ainsi, le 17 germinal an VIII, François Le Penven, tisserand à Lanvézéac, et Jean Le Penven, tisserand à Brélévenez, sont condamnés à six mois d'emprisonne-

161. *Ibid.*, fol. 50-51, audience du 22 brumaire an XII.

162. *Ibid.*, fol. 18-30, audience du 9 nivôse an X et fol. 32-33, audience du 1^{er} ventôse an X.

163. *Ibid.*, fol. 48-49, audience du 27 messidor an XI.

164. *Ibid.*, fol. 66, audience du 23 brumaire an XIV.

ment et 500 francs d'amende pour avoir maltraité un habitant de Guingamp et avoir voulu le forcer à leur donner 1.200 francs pour les chouans, pendant qu'une bande de dix à douze brigands terrorisaient le village ¹⁶⁵.

A partir de 1801, le tribunal criminel se voit dessaisi de la plupart des faits de ce genre au profit du tribunal spécial.

Cependant, en l'an IX, nous voyons le tribunal criminel acquitter Hyacinthe Le Bris, cultivateur à Saint-Guen, chez qui l'on avait découvert une correspondance séditieuse d'un chef chouan demandant des renseignements sur l'opinion publique. L'accusation prétendait qu'il était en relations avec Penanster. Le Bris fut acquitté ayant pu faire la preuve que cette correspondance ne lui était pas adressée ¹⁶⁶.

Le 19 pluviôse an X, le même tribunal condamne à la détention l'ex-noble Trogoff, originaire de Lannion, prévenu d'intelligence avec les chouans ¹⁶⁷. Par contre, un jugement du 18 thermidor de la même année acquitte de la même inculpation six accusés. Dans cette dernière affaire siégeaient, parmi les jurés, Leuduger-La Salle, Jérôme Morin et François Jouannin, négociants à Saint-Brieuc, Eustache Ollitrault, Jean-Baptiste Villard et Nicolas Brignon, négociants à Quintin ¹⁶⁸. Voici enfin une condamnation infligée à un fonctionnaire prévaricateur : Nicolas-Louis Boschet, inspecteur des droits de barrière à Châtelaudren, accusé d'avoir transigé dans la perception de ces droits, est condamné par contumace, le 23 ventôse an XI, à six ans de fers ¹⁶⁹.

L'application en 1811 du Code d'instruction criminelle modifia profondément l'organisation des tribunaux répressifs. Les tribunaux criminels de département disparurent : leurs attributions comme tribunaux d'appel passèrent à la chambre des appels correctionnels des cours d'appel. En tant que juridiction de première et dernière instance connaissant de

165. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, Dossiers du tribunal criminel du département (an VIII-1809), n° 897.

166. *Ibid.*, n° 970.

167. *Ibid.*, n° 980.

168. *Ibid.*, n° 987. Nous rappelons que c'est le préfet qui dresse les listes de jurés. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 2^L3, Arrêtés du préfet des Côtes-du-Nord relatifs à la formation des listes des jurys (an VIII-1826), arrêtés rendus chaque trimestre en conseil de préfecture.

169. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, Dossiers du tribunal criminel du département (an VIII-1809), n° 1003.

crimes, ils furent remplacés par les cours d'assises. La cour d'assises, qui jugeait avec le concours du jury, se tenait tous les trois mois, en principe au chef-lieu du département. Elle était présidée par un membre de la cour impériale, assisté de quatre assesseurs pris parmi les présidents et juges les plus anciens du tribunal de première instance¹⁷⁰. La cour d'assises du département des Côtes-du-Nord commença à fonctionner en juillet 1811. Il n'y eut donc cette année-là que deux sessions, l'une en juillet et l'autre en octobre.

La session de juillet fut présidée par Duval-Villebogard, conseiller à la cour d'appel de Rennes, assisté de Pouhaër, Jouannin, Kerarmel et Lorin. A noter parmi les jurés : Le Brigant de Pontrieux, Urvoy-Fontimeu de Dinan, Montjarret-Kerjégu de Moncontour, Grégoire-Guermaquer; parmi les avocats : M^{es} Le Meur et Ducouédic. Pendant cette session, la cour eut surtout à s'occuper d'affaires de vol et prononça des condamnations aux travaux forcés variant de cinq à vingt ans¹⁷¹.

La session d'octobre fut présidée par Delaporte, conseiller à la cour d'appel de Rennes. Ce sont encore des affaires de vol, qui valent à leurs auteurs des condamnations aux travaux forcés, dont une à perpétuité, pour vol la nuit à main armée. Le surlendemain de la clôture de la session d'octobre, la cour d'assises se transforma par l'exclusion du jury et l'adjonction de trois membres militaires, en cour spéciale pour juger un cas de distribution de fausse monnaie. La condamnation portée fut de quinze ans de travaux forcés¹⁷².

En 1812, il y eut quatre sessions. Celle de janvier fut présidée par Couppé; parmi les jurés figurent Geslin de Bourgogne et Rouxel-Villeféron; parmi les avocats, M^{es} Hélyar et Ducouédic. Les affaires de cette session furent surtout des vols, réprimés par des condamnations à la réclusion et aux travaux forcés. Une femme infanticide est condamnée à mort par contumace¹⁷³. La deuxième session de 1812 fut présidée par le conseiller La Forest d'Armaillé; au nombre des jurés :

170. P. POULLET, *op. cit.*, p. 722-729.

171. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc. Dossiers de la cour d'assises du département (1811-1815), 1^{er} semestre de 1811.

172. *Ibid.*, 3^e semestre de 1811, notamment arrêts du 15 octobre 1811 et du 21 octobre 1811.

173. *Ibid.*, 1^{re} session de 1812 et extrait des arrêts de la cour d'assises des Côtes-du-Nord (janvier et février 1812); affiche imprimée.

Aubrée père, Dhermitte, Conan, Dieupart, Jouanin père, Haouisée-Villeaucomte de Saint-Brieuc, Jacques Besnier de Lamballe, Baron du Taya de Quintin, Chauchart du Mottay d'Evran. Ce sont toujours les affaires de vol qui occupent presque exclusivement l'activité de la cour. Le vol d'un couteau, la nuit, « dans un auvent dépendant d'une maison », vaut à la femme qui l'a perpétré cinq ans de réclusion. Le percepteur Louis Le Corre de Plouaret, concussionnaire, est condamné à cinq ans de réclusion et à 375 francs d'amende¹⁷⁴. Gourlay présida la troisième session de 1812 en qualité de conseiller à la cour d'appel de Rennes. Parmi les jurés : Fercocq, Désert (Louis), membres du collège électoral du département, Garnier des Garennes, négociant, membre du collège électoral de l'arrondissement de Saint-Brieuc; Lhermitte, entrepreneur de travaux publics; Rabasté, receveur des contributions; Harouard, chirurgien, etc. Ce fut une session assez chargée qui dura du 20 juillet au 3 août. Le 5 août, la cour d'assises se transforma en cour spéciale pour juger, d'une part, un bigame récidiviste déjà condamné aux fers (elle lui infligea douze ans de travaux forcés); d'autre part, par contumace, cinq marins déserteurs de Lorient pour rébellion commise sur le grand chemin de Loudéac à Moncontour « contre la force publique agissant pour l'exécution des lois ». Ces cinq marins furent condamnés à dix ans de réclusion. Trois autres, non inculpés de rébellion, furent renvoyés pour désertion devant le commandant des forces navales de Lorient¹⁷⁵. La quatrième session fut présidée par le conseiller Roumain de la Rallaye. Parmi les jurés : Chevalier (Jean), notaire; Rouxel (Louis), négociant; Duchêne, capitaine de navire, à Pordic; Barbedienne, conseiller de préfecture; Leuduger la Salle, conseiller municipal de Saint-Brieuc; Augé, ancien lieutenant de vaisseau. Cette session fut exclusivement consacrée à des affaires de vol¹⁷⁶.

La première session de 1813 fut présidée par Couppé, conseiller à la cour d'appel. Parmi les jurés : de la Lande

174. *Ibid.*, 2^e session de 1812 et extrait des condamnations prononcées par la cour d'assises du département (2^e session de 1812).

175. *Ibid.*, 3^e session de 1812 et extrait des arrêts portant condamnation à des peines afflictives et infamantes rendus pendant la session de juillet et août 1812.

176. *Ibid.*, 4^e session de 1812 et extrait des arrêts portant condamnation à des peines afflictives et infamantes (4^e session de 1812).

de Calan père, propriétaire à Plélo; Héлары, avoué à Saint-Brieuc; Debruc père, contrôleur général des Droits Réunis à Saint-Brieuc; Alberge, notaire à Dinan; Macé, officier de santé à Plouër; Le Roux, officier de santé à Broons; plus un certain nombre de cultivateurs propriétaires.

Ce fut une session très chargée. Indépendamment de nombreuses condamnations pour vol, peut-être causées par la misère croissante, la cour rendit plusieurs sentences de mort : deux pour vol, dont l'une par contumace, et une pour parricide comportant ablation préalable du poing¹⁷⁷. Enfin, la cour spéciale fonctionna du 5 au 7 février; elle condamna aux travaux forcés à perpétuité et à la marque, deux faux-monnayeurs d'une part, de l'autre deux forçats libérés. L'un d'eux avait volé « deux crêpes de blé noir et différents objets »¹⁷⁸.

La deuxième session de 1813 fut présidée par Gaillard-Kerbertin, conseiller à la cour impériale de Rennes. Parmi les jurés, Charles Beuscher, chirurgien à Saint-Brieuc; Dorcq, épicier en gros à Saint-Brieuc; Ducouédic, marchand de blanc; Larère, marchand de draps à Dinan; Kermaingant, pharmacien à Guingamp; Ramel, médecin à Lannion; elle fut consacrée à des affaires de vol¹⁷⁹.

Gourlay revint présider la troisième session de 1813 qui dura du 1^{er} au 5 août. Denoual, directeur des contributions à Saint-Brieuc; Prud'homme fils aîné, imprimeur; Guillemot (Laurent), chirurgien à Corseul; Buhot, négociant à Guingamp; Dieuleveult, médecin à Tréguier, faisaient partie du jury. Outre de nombreuses condamnations pour vol, la cour prononça une condamnation à mort contre une femme qui avait assassiné son mari¹⁸⁰.

177. *Ibid.*, 1^{re} session de 1813, extrait des condamnations aux peines afflictives et infamantes prononcées pendant la session de janvier-février 1813 et extrait des arrêts portant condamnation à des peines afflictives et infamantes qui n'ont pu être compris dans le dernier tableau imprimé, attendu que ces arrêts ne sont devenus exécutoires que depuis l'impression dudit tableau.

178. *Ibid.*, extrait des condamnations ...; arrêté du 7 février 1813 sur ces cours spéciales; cf. ce que nous en dirons plus loin, p. 296 et note 186, à propos des tribunaux spéciaux.

179. *Ibid.*, 2^e session de 1813 et extrait des arrêts de la cour d'assises des Côtes-du-Nord. Mois d'avril 1813.

180. *Ibid.*, 3^e session de 1813 et extrait des condamnations de la 3^e session de 1813.

Par contre, dans la quatrième session présidée par le conseiller Louis Aubrée, notons qu'une affaire de meurtre où étaient inculpés deux individus, dont un domestique accusé d'avoir assassiné son maître, ne vaut à ses auteurs que deux condamnations aux travaux forcés à perpétuité¹⁸¹.

La première session de 1814 fut la dernière session de la cour d'assises du département des Côtes-du-Nord qui ait eu lieu sous le régime impérial. Elle fut présidée par Boulay-Paty, conseiller à la cour d'appel de Rennes, et ne présenta rien de particulièrement remarquable. Le Gal La Salle, médecin à Saint-Brieuc, Le Minihy, conseiller de préfecture, faisaient partie du jury¹⁸².

Parallèlement à ces tribunaux criminels de droit commun, la loi du 18 pluviôse an IX créa des tribunaux criminels spéciaux pour réprimer le brigandage.

Ces tribunaux étaient destinés à remplacer les commissions militaires qui avaient accompagné les colonnes mobiles dans la première année du Consulat et dont la justice expéditive, mais souvent irrégulière, avait donné lieu à de graves abus. Les tribunaux spéciaux, composés du président et de 2 juges du tribunal criminel, auxquels étaient adjoints trois militaires ayant au moins le grade de capitaine et deux citoyens ayant les qualités requises pour être juges, devaient connaître « ratione personæ » de tous crimes commis par les vagabonds ou gens sans aveu, ou par les repris de justice non réhabilités, et, d'autre part, « ratione materiæ » contre toutes personnes des vols sur les grandes routes ou avec violences, voies de fait et autres circonstances aggravantes du délit, des vols dans les campagnes, lorsqu'il y avait effraction ou lorsque le crime avait été accompli avec port d'armes ou par une réunion de deux personnes au moins, du crime d'incendie, du crime de fausse monnaie, du crime d'embauchage, des rassemblements armés, enfin, concurremment avec les tribunaux ordinaires, d'assassinats prémédités.

Les tribunaux spéciaux jugeaient sans le concours du jury et, en dernier ressort, sans recours en cassation. C'étaient, comme on le voit, ressuscités sous un nom nouveau, les tri-

181. *Ibid*, 4^e session de 1813 et extrait des condamnations prononcées pendant le mois d'octobre.

182. *Ibid.*, 1^{re} session de 1814, et extrait des condamnations prononcées par la cour d'assises des Côtes-du-Nord pendant le mois de janvier 1814.

bunaux prévôtaux d'Ancien Régime¹⁸³. Une série d'arrêtés successifs établirent ces tribunaux dans 32 départements. Pour le département des Côtes-du-Nord, ce fut l'arrêté consulaire du 4 ventôse an IX.

Le tribunal comprenait huit membres : Couppé, président du tribunal criminel, président; Gautier-Guistière, chef d'escadron de gendarmerie; Folleville et Ribault, juges au tribunal criminel; Thomas, capitaine de gendarmerie; Nougues, capitaine à la 71^e demi-brigade; Kerarmel, ex-juge; Lorin, ex-juge de paix, ex-administrateur, tous nommés par arrêté du 19 germinal an IX. Les fonctions de commissaire du Gouvernement et de greffier étaient remplies par le commissaire du Gouvernement et le greffier du tribunal criminel¹⁸⁴.

L'installation eut lieu le 10 floréal suivant et revêtit une espèce de solennité menaçante et voulue. Le cortège constitué par le préfet, les fonctionnaires publics et les nouveaux magistrats partit de la préfecture; de là il se rendit au temple décadaire entre deux haies de soldats et de gardes nationaux.

Après la cérémonie, il gagna la maison du ci-devant Calvaire, où une salle spéciale avait été préparée. Le préfet occupait le fauteuil présidentiel. Ropartz, commissaire du Gouvernement, prit alors la parole pour requérir l'application de la loi. « Le Gouvernement dont la sollicitude paternelle est sans cesse fixée sur ce qui intéresse la tranquillité des citoyens, le bonheur et la prospérité de la République a vu que la législation était insuffisante pour la répression de certains crimes ».

A l'intérieur du pays existait « une vaste conspiration de brigandage ». Avec la nouvelle juridiction répressive cet état de choses va prendre fin : « le glaive vengeur de la loi frappera le scélérat convaincu avec la rapidité de la foudre ».

Pour sa part, le commissaire du Gouvernement aura l'œil toujours ouvert sur les malveillants de toute classe qui troubleraient la sûreté, la tranquillité publique ou individuelle ou qui porteraient atteinte à la propriété... « J'épierai avec

183. DUVERGIER, t. XII, p. 386-390, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 701-704. Cf. *Almanach national*, an XII, p. 431. Notice sur les tribunaux spéciaux.

184. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, an IX, Côtes-du-Nord : arrêtés du 4 ventôse et du 19 germinal. Ils ne figurent dans l'*Almanach national* qu'à partir de l'an XI, p. 440.

soin leurs démarches et je renouvelle l'engagement formel de poursuivre le crime jusque dans ses retraites les plus sombres... Que les agitateurs, les factieux, les frippons, les brigands, les conspirateurs et enfin tous les ennemis de la République... sachent donc une bonne fois que l'heure de la vengeance est sonnée ! »

Le préfet lui répondit comme il suit : « Troublé par les restes impurs des discordes civiles et des orages révolutionnaires, recélant encore dans son sein des hommes que le dégoût du travail et de toutes les occupations honnêtes..., l'habitude du crime, la soif du brigandage ont rendu insensibles aux cris de l'humanité et de la justice..., ce pays malheureux ne pouvaient plus espérer d'y voir mettre un terme par des moyens ordinaires et par la seule application des règles établies pour des temps calmes...

» C'est en vain que l'on voudrait opposer ici quelques dispositions constitutionnelles qui n'ont jamais eu pour objet que la garantie des citoyens soumis au pacte social; il est des exceptions que la Constitution elle-même autorise.

» Nous respectons autant qu'elle doit l'être, l'institution sublime de la procédure par jurés, nous en apprécions tous les avantages et les bienfaits, nous reconnaissons qu'elle sera le palladium de la liberté civile... Mais vous tous, citoyens, qui avez suivi et étudié la pratique de cette institution en y applaudissant sans doute lorsqu'il ne s'agissait que de délits privés et ordinaires, vous savez si elle a su s'approprier à ceux qui portaient l'empreinte du brigandage, de l'esprit de parti et de la rébellion ».

On dut lui substituer le procédé dangereux des commissions militaires, qui n'eurent jamais d'ailleurs qu'une efficacité restreinte. « Il fallait non plus de ces remèdes violents et momentanés mais un mode permanent et régulier de répression ». La nouvelle institution remplira parfaitement ce but. Désormais la partialité ne dictera plus les arrêts de la justice. « Citoyens, qui êtes appelés par la loi et par la confiance du Gouvernement à remplir un ministère auguste et terrible, vous trouverez dans la composition du tribunal que vous allez former ce que la Patrie attend de vous. Elle appelle au milieu de vous quelques-uns de ces braves militaires qui ont combattu avec autant de courage et de constance les ennemis intérieurs de la République qu'ils en avaient montré pour la faire triompher au dehors.

» Leur adjonction à des magistrats civils vous rappellera toujours de joindre la rapidité de l'exécution à toutes les précautions et les formes préservatrices de l'innocence »¹⁸⁵.

Le tribunal spécial, qui prit à partir du 13 février 1810 le nom de « cour spéciale ordinaire », fonctionna jusqu'à la fin l'Empire¹⁸⁶.

En l'an XIII, Pinon, capitaine de gendarmerie, avait remplacé Thomas. En 1806, deux nouveaux officiers apparaissent, les capitaines Henry et Mattat. En 1808, Burthiaux succède à Mattat¹⁸⁷. A partir de 1811, les membres civils ont disparu : il ne reste plus que trois capitaines : Hue, Burthiaux et Plessy, qui devaient faire partie de la cour jusqu'à la fin de l'Empire¹⁸⁸.

Le tribunal spécial justifia les espoirs qu'on avait fondés sur lui : sa justice fut expéditive et rigoureuse. Les condamnations à mort sont fréquentes. On en note 5 à l'audience du 8 prairial an IX pour vol et assassinat ; 2 dans celle du 12 du même mois pour vol à main armée et blessures graves ; 3 dans celle du 8 messidor pour vol à main armée ; 2 dans celle du 18 messidor pour le même motif (les coupables étaient deux gendarmes à pied de Loudéac) ; 6 dans celle du 23 pour vol ; 3 dans celle du 23 thermidor pour vol de nuit avec violences ; 3 dans celle du 25 thermidor pour vol avec effraction, tentative d'incendie et d'assassinat¹⁸⁹.

185. Archives Nat., F1a 408, Administration générale et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15, Arrêtés du préfet relatifs à l'organisation des autorités constituées et objets généraux (an VIII-an IX), fol. 89-95, procès-verbal d'installation du tribunal criminel spécial de Saint-Brieuc, 10 floréal an IX.

186. P. POULLET, *op. cit.*, p. 729-731, sur cette transformation. En réalité, la cour spéciale, à partir de cette date, n'est pas autre chose que la cour d'assises jugeant sans jury et avec adjonction de membres militaires. C'est dans ces conditions que nous l'avons vue fonctionner plus haut, p. 292, pour une affaire de fausse-monnaie et une affaire de forçats libérés qui s'étaient rendus coupables d'un vol.

187. *Almanach impérial*, 1806, p. 420 ; 1807, p. 432 ; 1809, p. 461, cf. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, Côtes-du-Nord, an XIII, arrêté du 19 nivôse an XIII ; an XIV-1806, décrets du 26 février et du 18 septembre 1806 ; 1808, décret du 23 novembre 1808.

188. *Almanach impérial*, 1812, p. 495. C'est une conséquence de la transformation du tribunal spécial en cour spéciale. Les anciens membres civils du tribunal spécial font maintenant partie des tribunaux de droit commun (tribunaux correctionnels et cours d'assises).

189. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, tribunal spécial, 1^{er} registre d'audiences (floréal-messidor an IX), audience du

An X : 1 dans les audiences du 21 vendémiaire et du 17 brumaire (sentence rendue contre un chouan coupable de trois assassinats), 2 dans celle du 27 brumaire, dont 1 contre une femme pour assassinat; 5 dans celle du 23 nivôse pour vol à main armée (sur 6 inculpés), 1 dans celle du 27 prairial pour vol nocturne; 3 dans celle du 21 thermidor pour vol avec effraction ¹⁹⁰.

An XI : 1 dans l'audience du 27 vendémiaire, affaire de vol en bande organisée.

2 dans celle du 28 vendémiaire, vol à main armée sur la route de Dol à Dinan.

1 dans celle du 17 frimaire pour assassinat.

3 (par contumace) dans celle du 28 nivôse pour assassinat.

1 (par contumace), dans celle du 20 ventôse pour incendie.

1 dans celle du 11 germinal pour vol à main armée.

1 dans celle du 23 messidor pour assassinat.

1 dans celle du 24 pour incendie, centre un mendiant.

1 dans celle du 12 fructidor pour vol avec effraction ¹⁹¹.

An XII : 1 dans celle du 29 thermidor pour incendie.

3 dans l'audience du 29 ventôse pour vol de mouchoirs et de pièces d'étoffe.

2 dans celle du 30 prairial pour vol.

2 dans celle du 8 thermidor pour vol et assassinat.

1 dans celle du 5 complémentaire, pour vol avec effraction ¹⁹².

An XIII : 1 dans celle du 26 pluviôse pour vol de linge avec effraction.

3 dans celle du 15 ventôse pour tentative de vol avec effraction.

8 prairial; *id.*, du 12 prairial an IX; 2^e registre (messidor an IX-messidor an X), audience du 8 messidor; *id.*, du 18 messidor; *id.*, du 23 messidor; *id.*, du 23 thermidor; *id.*, du 25 thermidor an IX.

190. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc; Tribunal spécial, 2^e registre d'audiences (messidor an IX-messidor an X) et Dossiers, (an X-1809), audience du 21 vendémiaire; *id.*, du 27 brumaire; *id.*, du 23 nivôse; *id.*, du 27 prairial; *id.*, du 21 thermidor an X.

191. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, tribunal spécial, Dossiers (an X-1809), audiences des 27 et 28 vendémiaire, 17 frimaire, 28 nivôse, 20 ventôse, 11 germinal, 23 et 24 messidor, 29 thermidor et 12 fructidor an XI.

192. *Ibid.*, audiences des 29 ventôse, 30 prairial, 8 thermidor et 5 complémentaire an XII.

1 dans celle du 29 germinal, contre une femme, pour incendie d'un refuge à pores ¹⁹³.

A partir de l'an XIV, les condamnations à mort deviennent un peu plus rares.

En 1805 même on en relève 1 dans l'audience du 30 vendémiaire pour vol d'un fusil.

1 dans celle du 25 février 1806, même motif.

1 dans celle du 11 avril, même motif.

1 dans celle du 6 juin, vol à main armée.

1 dans celle du 17 juin, contre une « filandière » de 28 ans, pour vol commis la nuit avec effraction en compagnie de plusieurs personnes armées de bâtons. Cette femme avait volé « du lard, du pain et un bonnet de coton » ¹⁹⁴.

1807 : 1 dans celle du 27 juin, vol de différents objets mobiliers.

1 dans celle du 25 septembre, tentative de vol avec effraction, non suivie d'exécution complète ¹⁹⁵.

1808 : 3 dans celle du 28 juin, contre 4 inculpés pour vol avec effraction « d'un fusil, linge, hardes et autres effets ».

1 dans celle du 30, incendie.

1809 : 1 dans celle du 27 janvier, incendie.

1 dans celle du 26 septembre, vol avec effraction ¹⁹⁶.

La plupart de ces sentences furent exécutées le lendemain même ¹⁹⁷.

On compte aussi d'assez nombreuses condamnations aux fers — nous dirions aux travaux forcés — allant jusqu'à 20 ans et plus, pour vol, faux en écritures, fausse monnaie, tentative d'assassinat, et à la réclusion pour les femmes (dans l'audience du 26 prairial an XI, sur 18 inculpés, 11 condamnations à 18 ans de fers) ¹⁹⁸.

Il convient toutefois de consacrer une étude à part au sensationnel procès pour assassinat en bande armée, qui se

193. *Ibid.*, audiences des 26 pluviôse, 15 ventôse et 29 germinal an XIII.

194. *Ibid.*, audiences du 30 vendémiaire an XIV, des 25 février, 11 avril, 6 et 17 juin 1806.

195. *Ibid.*, audiences des 27 juin et 25 septembre 1807.

196. *Ibid.*, audiences des 28 et 30 juin 1808; 27 janvier et 26 septembre 1809.

197. *Ibid.*, *passim*. Mention en est faite à la suite de l'arrêt.

198. *Ibid.*, audience du 26 prairial an XI.

déroula du 9 au 28 messidor an X devant le tribunal spécial et n'occupa pas moins de vingt audiences ¹⁹⁹.

Étaient impliqués dans l'affaire 45 inculpés dont 19 contumaces. Il y avait 10 avocats : Goret de Grand-Rivière, Le Meur, Gueury, Daniel, Hélyar, Dieupart, Le Roux, Le Loutrec, Baudouin père et Barbedienne.

L'acte d'accusation, qui ne comprend pas moins de 40 pages, relève à la charge des inculpés 17 chefs d'accusation, presque tous assassinats. Parmi ces assassinats, figurait celui de Veillet-Dufrèche, commerçant notable de Moncontour, « ami zélé de la liberté et du gouvernement républicain », enlevé comme on l'a vu sur la route de Saint-Brieuc à Moncontour, le 26 fructidor an IX, et mis à mort quinze jours après ²⁰⁰. Le crime avait été commis grâce à la complicité avec les assassins de deux femmes de Moncontour, Marie-Anne Le Loutre et sa servante Julienne Touhier. « Cette fille, disait l'acte d'accusation en parlant de Marie-Anne Le Loutre, est considérée dans l'opinion publique comme ayant épousé de cœur et d'affection le parti des rebelles ». Elle et sa domestique avaient prévenu les brigands du passage de Veillet-Dufrèche. Un autre crime relevé par l'accusation était l'enlèvement, dans sa propriété de Bringolo, de Chrétien Tréveneuc, que l'on a également mentionné plus haut ²⁰¹. Retenu captif pendant plusieurs jours, il n'avait été relâché que moyennant le paiement d'une somme de 72.000 francs.

L'accusateur public Ropartz flétrissait en termes véhéments ce qu'il appelait « un système affreux », dirigé à dessein contre « les riches particuliers », et concluait dans les termes que voici : « Tous ces détails font frémir d'horreur. Mais combien d'autres crimes encore dont ce malheureux pays a été le théâtre et dont les auteurs sont restés jusqu'ici inconnus ! Combien de républicains ont été victimes de la scélératesse, des monstres dévorants et des hordes impies qui ont couvert ces contrées de deuil et d'effroi et de quelles atrocités ne seraient pas capables des forcenés altérés du sang de leurs semblables ! Pour avoir la mesure de leur caractère féroce, il suffirait sans doute de se reporter aux faits malheureux

199. *Ibid.*, audiences des 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 messidor an X.

200. Cf. plus haut, p. 145-149.

201. *Ibid.*, p. 149-150.

énoncés, car leur haine est implacable, ils ne se cachent même pas pour le dire ! qu'on en juge d'après le style qu'ils emploient dans leurs lettres : « Mon cœur, dit l'un, ulcéré du malheur des miens, ne respire que la mort et le sang des patriotes ». « Je vous préviens, dit un autre, que vos terres resteront en friche, comptant punir de mort quiconque voudrait y entrer après sa défense ».

« Ceux qui sont pénétrés de sentiments aussi révoltants, ceux qui s'associent à des tigres de cette espèce, ou prennent leur parti, sont nécessairement des scélérats contre lesquels les amis de l'ordre et de la justice réclament prompt vengeance ».

Le tribunal spécial prononça 7 condamnations à mort, 1 à 14 ans de réclusion (la fille Touhier), 18 condamnations à mort par contumace, enfin 18 acquittements parmi lesquels celui de Marie-Anne Le Loutre²⁰².

Une description sommaire des procédés de répression alors en usage terminera cet exposé de la justice criminelle.

Disons d'abord que la très grande majorité, pour ne pas dire la quasi totalité des condamnations à mort, ont été exécutées. Celles rendues par le tribunal spécial, non susceptibles de recours en cassation, l'étaient le lendemain même du prononcé de l'arrêt : celles rendues par la cour d'assises, après confirmation par la cour de cassation. Il ne semble pas que l'Empereur ait fait usage de son droit de grâce, même pour les femmes. C'est dire que la guillotine fonctionna assez fréquemment sous l'Empire dans les Côtes-du-Nord. L'exécuteur des hautes-œuvres était un certain Charles Lacaille, originaire de Pont-l'Évêque²⁰³.

Les condamnés aux travaux forcés étaient dirigés sur le bagne de Brest, à pied, sous l'escorte de gendarmes et au besoin de soldats. Un convoi de forçats, c'était ce qu'on appelait « une chaîne ». Il passait assez souvent par Saint-Brieuc

202. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, Dossiers du tribunal spécial, audience du 23 messidor an X.

203. DUVERGIER, t. XII, p. 386-390, art. 29, et P. POULLET, *loc. cit.* On a dit ci-dessus (p. 298, note 197), que l'exécution des sentences est mentionnée dans les dossiers.

Sur l'exécuteur des hautes-œuvres, cf. Archives du greffe du tribunal d'arrondissement de Saint-Brieuc, Registre des décès de Saint-Brieuc, 19 mai 1842 : « décès de Charles-Marie-Louis Lacaille, exécuteur des hautes-œuvres, fils et successeur de son père, Charles-Lubin Lacaille, né en 1757, décédé le 11 juillet 1822. »

des « chaînes » de forçats, quelques-unes provenant d'autres départements ²⁰⁴.

Les condamnés à la réclusion accomplissaient leur peine dans une « maison de force » ou maison centrale. Le département des Côtes-du-Nord dirigeait ses condamnés à la réclusion sur la maison de force de Rennes et cette maison reçut aussi à partir de 1812 les condamnés correctionnels à plus d'un an de prison (une cinquantaine en tout par an) ²⁰⁵.

En 1808, il avait été question d'organiser une maison centrale dans le département des Côtes-du-Nord. On songea à Bégard d'abord, puis à Montbareil. Cette dernière maison aurait pu abriter environ 300 détenus; 180 hommes et 120 femmes. La dépense d'installation évaluée à 150.000 francs fit écarter le projet et en 1812 un décret impérial substitua définitivement la maison de force de Rennes à celle de Montbareil ²⁰⁶.

Enfin, les prévenus et les condamnés à des peines correctionnelles étaient incarcérés dans les cinq « maisons d'arrêt », une par arrondissement ²⁰⁷. La maison d'arrêt de Saint-Brieuc de construction relativement récente pouvait contenir jusqu'à 200 individus.

Celle de Guingamp, ancienne communauté des Carmélites, avait à peu près la même contenance. Celle de Dinan pouvait abriter 80 à 100 individus. Celle de Lannion était encore plus exiguë; celle de Loudéac, « très mauvaise », pouvait contenir au maximum 40 à 50 individus « en les entassant ». Saint-Brieuc était la seule prison satisfaisante « au point de vue salubrité et sécurité ». Encore y éclatait-il souvent des épidémies. Guingamp offrait « quelque sûreté, mais la salubrité laissait à désirer ».

Les trois autres étaient « des réduits infects où le détenu a la perspective certaine de trouver la perte de sa santé et

204. Il est fréquemment question de passage de « chaînes » dans la correspondance du sous-préfet de Lannion et dans celle du maire de Saint-Brieuc.

Sur le système pénal de l'Empire en général et ses prisons pour condamnés de droit commun, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 733-741.

205. *Bulletin des Lois*, 1812, n° 448. Lettres de création d'une Maison centrale de détention à Rennes, 23 août 1812.

206. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 Y 11, Prisons (an VIII-1839), Correspondance du ministre de l'Intérieur et du préfet des Côtes-du-Nord et 1 Y 12. *Id.*, cf. le décret cité ci-dessus.

207. P. POULLET, *op. cit.*, p. 735-736.

souvent la mort ». Les sexes n'y étaient point séparés; aucun aménagement commode pour en faire des « ateliers d'industrie ».

Cependant la « philanthropie des concierges » y suppléait. En général, on faisait travailler aux détenus le lin et le chanvre. On faisait même des toiles à Guingamp. Chaque maison avait son « concierge » payé de 400 à 600 francs. Saint-Brieuc avait en plus un guichetier ²⁰⁸.

Nous possédons le chiffre de la population journalière des prisons du département pour les années 1812, 1813, 1814. Saint-Brieuc abrite en moyenne 170 détenus par an. Guingamp une cinquantaine; Dinan une soixantaine, Lannion une trentaine, Loudéac une dizaine ²⁰⁹. Il y a en plus deux maisons de dépôt, celles de Lamballe et de Broons. C'étaient deux réduits infects ²¹⁰.

Restait la question de la mendicité assimilée par le Code pénal à un délit ²¹¹. Le département des Côtes-du-Nord était favorisé sous ce rapport, si l'on peut dire. Il ne comptait pas moins de 29.052 indigents et de 7.553 mendiants ²¹². Le décret du 5 juillet 1808 créait pourtant en principe dans chaque département un dépôt de mendicité où les individus mendiants et n'ayant aucun moyen de subsistance étaient tenus de se rendre ²¹³. On avait d'abord songé à l'établir à Saint-Brieuc, soit dans l'ancien couvent des sœurs de la Croix, soit dans celui des Ursulines, soit enfin dans l'ancien hospice. L'établissement aurait compris 1.000 femmes et 1.200

208. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 Y 5, Prisons (an X-1806), extrait du compte rendu au conseiller d'Etat Béranger, au mois de pluviôse dernier, à son passage à Saint-Brieuc, sur l'état des différentes parties de l'administration publique (non daté), et 2 Y 3, Médecins des prisons, le préfet des Côtes-du-Nord au comte Réal (lettre non datée mais postérieure à 1808, en réponse à un questionnaire sur les prisons).

209. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 Y 8, Prisons, Etats généraux des mouvements (1812-1815).

210. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 Y 3, Médecins des prisons, le préfet au comte Réal (lettre citée plus haut).

211. P. POULLET, *op. cit.*, p. 924.

212. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 Y 1, Dépôt de mendicité (1808-1815), état du nombre des pauvres et des ressources effectuées à leur service dans les différentes communes du département (non daté).

213. DUVERGIER, t. XVI, p. 323-324. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 923.

hommes²¹⁴. Puis on songea de nouveau à Montbareil; le conseil général émit même un vœu en ce sens en 1810. La même année, un arrêté du ministre de l'Intérieur nomma directeur du dépôt de mendicité des Côtes-du-Nord un sieur Conant²¹⁵.

Néanmoins, il semble qu'en 1811 aucune décision n'ait encore été prise et qu'il n'y ait eu pratiquement rien de fait. Enfin, en 1812, on se décida pour Sainte-Croix et le budget du département des Côtes-du-Nord comprit désormais un chapitre IV ainsi libellé : « Prisons : maison centrale de détention et dépôt de mendicité, 67.620 francs²¹⁶ ».

Le préfet prévoyait l'organisation suivante. Chaque détenu aurait droit à une paillasse, à raison de 60 livres de paille par an, des draps tous les mois, une couverture de laine pour l'hiver. Les malades seraient isolés. Chaque détenu en bonne santé recevrait par jour 7 hectogrammes de pain bis (seigle et froment) et une soupe; les malades et convalescents du pain de froment et du bouillon de viande. Les vêtements changés trois fois par an comprendraient pour les hommes : 1 chemise, 1 veste de laine, 1 gilet, 1 culotte, 1 bonnet, des bas et des sabots; pour les femmes, 1 chemise, 1 coiffe, 1 bonnet, 1 « mouchoir de col », 1 jupe de laine, 1 corsage, 1 paire de bas, 1 paire de sabots.

Les détenus du dépôt de mendicité coucheraient deux par deux. Les malades, les femmes enceintes et les enfants en bas âge auraient des lits séparés. Les détenus valides seraient occupés, outre les travaux d'entretien du dépôt, au tissage du lin, du chanvre et de la laine. Le lever serait à 5 h. 30 du matin du 1^{er} avril au 1^{er} octobre, à 6 heures d'octobre à avril, le coucher à 8 heures et à 9 heures du soir. Toute contra-

214. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 Y 1, Dépôt de mendicité (1808-1815), mémoire de M. Piou, ingénieur en chef du département, sur l'établissement d'une maison de mendicité dans l'ancien couvent des sœurs de la Croix de Saint-Brieuc, 31 août 1808.

215. Archives Nat., F¹ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1 (an VIII-1815), séance du 19 février 1810; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 15, Délibérations du conseil général (1807-1813), fol. 51-52, et 3 Y 1, Dépôt de mendicité (1808-1815), le ministre de l'intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 21 janvier 1809, et arrêté du ministre de l'Intérieur du 20 août 1810.

216. Archives Nat., F¹ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, n° 1 (an VIII-1815), séance du 11 mai 1813, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 15, Conseil général (1807-1813), fol. 89-90 et 91-92.

vention à cet article du règlement serait punie de 24 heures de prison.

Le dimanche, les détenus entendraient la messe et une instruction. Les marchés et les jeux d'argent entre détenus étaient interdits à peine de trois jours de cachot. Les condamnés au cachot ne recevraient que du pain et de l'eau. En outre, la peine du cachot prolongerait toujours la détention d'un mois. Le préfet seul pouvait donner un ordre d'élargissement. Néanmoins, au bout de trois mois, toute personne solvable pourrait réclamer l'élargissement d'un détenu interné pour la première fois. Elle devait s'engager à lui fournir des moyens d'existence et pour cela déposer une caution de 120 francs qui serait acquise au dépôt si l'individu retombait dans la mendicité dans un délai de cinq ans. Au bout d'une année de bonne conduite, le directeur remettra au préfet la liste de ceux qui pourront être élargis. La garde du dépôt de mendicité serait assurée par un poste de dix hommes et un sergent fournis par la compagnie de réserve départementale. Le dépôt de mendicité fonctionnait encore à la chute de l'Empire ²¹⁷.

CONCLUSION. — Telles étaient dans leur ensemble les institutions judiciaires et répressives du département des Côtes-du-Nord, à la fin de la période impériale. Elles donnaient satisfaction, comme on le voit, aux desiderata essentiels des cahiers. Unification des Codes, égalité devant les peines, abolition de la question, adoucissement des sanctions, suppression de la vénalité des charges, des justices seigneuriales et ecclésiastiques, simplification des circonspections judiciaires, création de justices de paix, maintien des tribunaux de commerce, sur tous ces points le régime bonapartiste pouvait se vanter d'avoir fait disparaître les abus les plus criants et les plus insupportables de l'Ancien Régime. Il ne faudrait pas d'ailleurs lui en faire exclusivement honneur et il conviendrait pour être équitable de ne pas oublier le hardi mais utile travail de défrichement accompli par les assemblées révolutionnaires

217. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 Y 1, Dépôt de mendicité (1800-1815), notes pour servir à la formation des dépôts de mendicité : département des Côtes-du-Nord; projet d'organisation du dépôt de mendicité du département des Côtes-du-Nord; projet de règlement pour les diverses parties du régime du dépôt de mendicité du département des Côtes-du-Nord.

dans le maquis inextricable de l'organisation judiciaire d'avant 1789.

Même on peut dire que l'œuvre des légistes napoléoniens marque dans une certaine mesure un recul sur celles des hommes de 1789 et de 1793. Caractérisés par un esprit autoritaire qui fait bon marché de la liberté individuelle et vise avant tout à maintenir l'ordre dans la société, les codes et les tribunaux dont ils dotèrent la France s'opposent de la façon la plus nette, aux tribunaux et aux codes antérieurs au coup d'Etat, imprégnés d'esprit humanitaire et démocratique. Le principe de l'élection de juges disparaît notamment, sauf pour les justices de paix; il est remplacé par celui de la nomination par le pouvoir central, tempéré, il est vrai, par l'inamovibilité qui doit donner aux magistrats un semblant d'indépendance. Mais nous avons vu que cette inamovibilité n'a pas été comprise par le régime de Brumaire d'une manière tellement stricte qu'il se soit interdit de pratiquer de temps en temps des épurations. C'est dire que, vers 1814, un président de tribunal d'arrondissement dans les Côtes-du-Nord se trouve d'une manière singulièrement plus étroite dans la main du Grand Juge que ne l'était en 1788 un lieutenant civil de sénéchaussée à Dinan ou à Lannion, dans celle du Chancelier.

La vénalité est rétablie pour les offices ministériels et les « chats fourrés » de médiocre pelage, pullulent dans les chefs-lieux de canton, à peu près aussi nombreux, aussi procéduriers, aussi retors, aussi avides qu'avant 1789. Assez vite ils ont appris à manœuvrer en marge du Code civil et parfois du Code pénal avec autant d'aisance qu'autrefois en marge de la Coutume de Bretagne.

Les juridictions d'exception ont disparu pour la plupart, mais pas complètement, et le tribunal spécial, fonctionnant sans jury avec adjonction d'officiers de gendarmerie, fait songer de la façon la plus frappante aux tribunaux prévôtaux avec leurs juges de « robe courte ». On a vu par ailleurs quel cas la police impériale avec ses internements ou ses mises en surveillance faisait de la liberté individuelle et de la séparation de l'exécutif et du judiciaire. Même un verdict d'acquiescement ne vous met pas en règle avec elle, quand la « raison d'Etat » s'y oppose. Enfin, l'on ne constate guère de progrès par rapport à l'Ancien Régime en ce qui touche

les institutions pénitentiaires. On ne roue plus, mais on guillotine et fréquemment, et les prisons sont aussi sales, aussi antihygiéniques, au double point de vue physique et moral, à la fin du règne de Napoléon qu'à la fin du règne de Louis XVI.

Tout cela, on le constate dans le département des Côtes-du-Nord, comme dans les Bouches-du-Rhône et le Pas-de-Calais ; les deux seuls départements dont les institutions judiciaires sous l'Empire aient été jusqu'à présent décrites avec quelque détail²¹⁸. Notons cependant une différence : dans ces deux départements on a remarqué qu'à partir de 1810 l'élément modéré, contre-révolutionnaire, pourrait-on dire, était devenu prépondérant dans le personnel des tribunaux supérieurs, les justices de paix exceptées, contrairement à ce qui s'était passé jusqu'à cette date. On ne peut signaler rien de semblable dans les Côtes-du-Nord. Le personnel des tribunaux d'arrondissement et des tribunaux répressifs de département resta constitué jusqu'à la fin de l'Empire, comme au lendemain du coup d'Etat, d'anciens robins du bas-Tiers, membres sans doute des ci-devant sièges royaux ou seigneuriaux, mais ayant donné des gages sérieux à la Révolution, et souvent même ayant fait partie d'assemblées ou de tribunaux pendant la période 1789-1800. Peut-être ce phénomène doit-il s'expliquer par les mêmes raisons que le maintien dans les cadres administratifs du département des Côtes-du-Nord, d'un important contingent d'hommes de 1789 ou même de 1793.

Dans ce département tout juste pacifié, l'ennemi du régime impérial est toujours à droite, non à gauche, et c'eût été folie de l'introduire au cœur de la citadelle gouvernementale en lui ouvrant l'accès du pouvoir judiciaire ou celui du pouvoir exécutif. Tout au plus à Rennes, au tribunal d'appel, quand il s'agit d'organiser pompeusement la cour impériale, pour lui donner du lustre, pourra-t-on recourir à quelques revenants du ci-devant Parlement de Bretagne, au nom sonore, à la belle prestance, habitués à siéger en robe rouge sur les

²¹⁸. Cf. G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *Le département des Bouches-du-Rhône de 1800 à 1840*, p. 165-207; J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *Le Pas-de-Calais de 1800 à 1840*, p. 121-147. P. Viard, *op. cit.*, p. 47-52 et 253-256 n'a fait qu'effleurer la question. L. BENAERTS, *op. cit.*, l'a complètement négligée.

fleurs de lis : ils se familiariseront assez vite avec le décor nouveau des aigles et des abeilles ²¹⁹.

On ne saurait du reste contester à ce personnel d'avoir rempli sa tâche avec zèle et succès, notamment en ce qui touche la disparition de la chouannerie. Avec la police il partage le mérite d'avoir fait succéder dans le département des Côtes-du-Nord à l'anarchie et au brigandage chroniques de l'époque directoriale une sécurité relative. C'est même dans ce domaine que l'effort napoléonien a atteint le plus complètement son but.

DEUXIÈME PARTIE

Les Cultes

- I. LES DIOCÈSES DE SAINT-BRIEUC, TRÉGUIER, SAINT-MALO, QUIMPER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — La Bretagne ecclésiastique sous l'Ancien Régime : application du Concordat de 1516; nomination aux cures; situation du bas clergé. — Le diocèse de Saint-Brieuc et ses limites; les évêques du XVIII^e siècle; les chapitres et le séminaire; le clergé régulier : abbayes et couvents d'hommes et de femmes. — Le diocèse de Tréguier et ses limites; les évêques du XVIII^e siècle : Mgr Le Mintier; les chapitres; le clergé régulier : abbayes et couvents d'hommes et de femmes; les confréries. — Le diocèse de Saint-Malo : les doyennés de Poudouvre et de Plumaudan; le clergé régulier : l'abbaye de Saint-Jacut; les couvents de Dinan. — Le diocèse de Quimper : Plouguernével. — Les dissidents : protestants et francs-maçons. — Les Cahiers de doléances et la question religieuse.
- II. LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD AU POINT DE VUE RELIGIEUX SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — Les évêques de Tréguier et de Quimper et les débuts de la Révolution. — La Constitution civile du clergé et son application : constitutionnels et insermentés; l'évêque Jacob; prêtres émigrés et déportés; poursuites contre les réfractaires; les condamnations à mort. — La politique de déchristianisation : cultes de la Raison et de l'Être suprême. — La loi de séparation et son application : les premières soumissions d'insermentés. — Le département des Côtes-du-Nord au point de vue religieux sous le Directoire : soumissionnaires et insoumissionnaires; les « colonnes mobiles »; Fructidor, la Guyane et l'île de Ré; les constitutionnels; le culte décadaire.

I. — LES DIOCÈSES DE SAINT-BRIEUC, TRÉGUIER, SAINT-MALO, QUIMPER, SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

Sous l'Ancien Régime, la Bretagne, divisée au point de vue religieux en neuf diocèses : Rennes, Dol, Saint-Malo, Saint-

²¹⁹. Cf. A. MAULION, *Le tribunal d'appel et la cour de Rennes, Personnel déjà cité*, et R. DURAND, *L'installation de la cour impériale de Rennes*, 1^{er} mai 1811, dans le *Bulletin de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. XLIII, 1921, p. XXXII-XXXIII.

Briec, Tréguier, Léon, Quimper, Vannes et Nantes, relevait du siège archiépiscopal de Tours ¹. Le Concordat de 1516 ne n'y appliquait pas, à proprement parler, comme dans le reste de la France ². C'était, comme on disait en style de canoniste, un « pays d'obédience », jouissant d'un statut spécial. En ce qui concernait les bénéfices consistoriaux, évêchés, abbayes, prieurés, Henri II avait dû reconnaître, par une déclaration solennelle, que la collation royale n'était pas de plein droit pour la Bretagne, province qui à l'époque de la signature du Concordat ne faisait pas partie, *stricto sensu*, du Royaume de France, et que lui-même, ainsi que ses successeurs, n'en jouiraient que par un indult pontifical expressément concédé à cet effet (1553) ³.

Cet indult fut renouvelé à plusieurs reprises, dans la seconde moitié du XVI^e siècle et au début du XVII^e; toutefois, à partir de Louis XIV, cette formalité cessa d'être observée et la collation royale, c'est-à-dire pratiquement le Concordat, fonctionna en Bretagne comme dans les autres provinces ⁴.

Il n'en fut pas de même pour les bénéfices simples tels que les cures. On sait que le Concordat de 1516 en réservait, en principe, la collation aux patrons soit laïques, soit ecclésiastiques : parmi ces derniers, il faut mettre à part le pape et l'évêque. Or, précisément, le régime des pays d'obédience stipulait pour le pape en la matière, un traitement de faveur : il lui réservait, pendant six mois de l'année, les mois impairs ou apostoliques, la nomination aux cures, les évêques ne la gardant que pendant les six autres mois pairs. C'est ce que l'on appelait « l'alternative ». Les cures bretonnes étaient à l'alternative ⁵.

1. Sur l'état religieux de la Bretagne avant 1789, en général, cf. TOUSSAINT DE SAINT-LUC (R. P.), *Mémoires sur l'état du clergé et de la Noblesse en Bretagne*, Paris, 1691, rééd. à Rennes, 1858, 1 vol. in-8° (rare); OGÉE, *Dictionnaire de Bretagne*, t. I^{er}, p. 7; DUCHESNE, *La France ecclésiastique*, Paris, in-12 (annuel), spécialement l'année 1788; TRESVAUX (abbé), *L'Eglise de Bretagne*; JEAN (R. P.), *Les évêques et les archevêques de France depuis 1682 jusqu'à 1801*, Paris, 1851, 1 vol. in-8°.

2. M. MARION, *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, art. Concordat.

3. E. DURTELLE DE SAINT-SAUVEUR, *Les pays d'obédience dans l'ancienne France. Etude de droit public ecclésiastique*, Rennes, 1908, 1 vol. in-8°, spécialement p. 23-27 et 31-33.

4. *Ibid.*, p. 54-55.

5. *Ibid.*, 57-72.

Cette pratique ne tarda pas à donner lieu à de nombreux abus. Mue par des considérations tout autres que le salut des âmes, Rome ne se faisait pas scrupule de nommer aux cures des sujets qui étaient loin d'être idoines et par exemple d'envoyer dans une paroisse de langue bretonne un clerc gallo. De là, des protestations incessantes, tant de la part des fidèles que de celle des évêques et des parlementaires, toujours prompts à repousser les empiètements ultramontains. Pour y mettre fin, Benoît XIV avait dû, par une bulle de 1740, enregistrée au Parlement de Rennes, en 1742, modifier l'état de choses existant depuis Henri II et charger les évêques de pourvoir uniformément, chacun pour leur diocèse, aux cures vacantes, à l'aide du « concours ». On appelait ainsi une épreuve assez bénigne de théologie et d'homilétique, accessible à tous les clercs de bonne vie et mœurs. La pratique du concours avait été recommandée par le Concile de Trente, mais ne s'était pas implantée, il s'en faut, dans tous les diocèses de France. En Bretagne, où elle était connue depuis longtemps pour les bénéfices à collation épiscopale, elle devint depuis le XVIII^e siècle le régime normal de nomination aux bénéfices non consistoriaux théoriquement réservés au Pape. Ainsi, de fait, le recrutement du bas clergé était tout entier entre les mains de l'évêque ⁶.

Faisaient partie de ce bas clergé, les « recteurs », les « curés », et les desservants de « trèves ». On appelait communément « recteur », en Bretagne, le titulaire d'une cure qu'on aurait appelé « curé » dans le reste de la France; « curé » au contraire était synonyme de vicaire. Enfin, il existait en Bretagne, pays où les vocations ecclésiastiques semblent avoir été de tout temps nombreuses, quantité de prêtres dits « habitués », utilisés comme auxiliaires par les recteurs et curés dans les grosses paroisses, ou le plus souvent desservant les innombrables chapelles éparses dans la campagne et désignées sous le nom de « trèves » ⁷.

Les recteurs avaient pour vivre :

1^o Le « titre clérical » ou revenu proprement dit, formé de rentes foncières ou mobilières, jadis constituées par le patron.

6. *Ibid.*, p. 78-79. et LE SAGE (abbé), *Notices historiques sur le diocèse de Saint-Brieuc avant, pendant et après la Révolution, et sur les environs de Broons et Uzel*, Saint-Brieuc, 1890, 1 vol. in-8°, p. 5-6.

7. M. MARION, *op. cit.*, art. Trêve.

2° La dîme, le plus souvent du reste détournée en partie par des laïcs, au point qu'on considérait comme exceptionnel le cas d'un recteur seul à la percevoir dans sa paroisse.

3° Divers droits dits curiaux.

4° Le tiers des oblations en nature faites à l'église.

5° Les honoraires de messes. Ces trois dernières sources de revenus étaient couramment appelées « le casuel »⁸.

La « portion congrue » était le minimum jugé nécessaire pour faire vivre un recteur et son vicaire, à l'aide de la dîme. Elle était due par le décimateur au clergé paroissial, quand celui-ci ne dimait pas. Le taux, plusieurs fois modifié, avait fini par être fixé sous Louis XV à 500 livres par an, pour un recteur, 200 pour un curé; ce taux subsistait encore en 1789. Les vicaires de trêve ne vivaient guère que du casuel et de la congrue, pour laquelle ils étaient assimilés aux « curés » des paroisses⁹.

D'une façon générale, la situation du bas clergé breton au XVIII^e siècle était précaire, pour ne pas dire, misérable. Voici le tableau pittoresque qu'en a laissé le chanoine Lesage, en ses Mémoires : « Après six ans d'humanités, deux de philosophie, trois et quatre de théologie, il (le futur recteur) parvenait au sacerdoce et se retirait dans sa famille, souvent peu aisée, en attendant le bonheur de devenir vicaire. C'était une chance de desservir la chapelle d'un hameau et d'en tirer une chétive rétribution. Sans cela, il n'avait d'autre ressource que l'honoraire de sa messe à 12 sols, et 5 pour son assistance aux services casuels qui se faisaient à la paroisse. Le prêtre employait ce premier loisir à apprendre quelques sermons qu'il prêchait, le carême suivant, dans les paroisses voisines.

» Il y faisait une quête dont le produit était censé considérable quand il s'élevait à 40 ou 50 écus. Alors, le candidat apostolique faisait dans son année de 4 à 450 livres, et se croyait en voie de s'enrichir. Il achetait la montre, le parapluie et quelques sermonnaires, outre la soutane de « cadis », pour le dimanche. Était-il nommé vicaire ? il allait loger chez son curé qui lui donnait la table, l'éclairage et le blanchissage, pour 250 livres que le décimateur devait au vicaire.

8. LE SAGE (abbé), *op. cit.*, p. 7-10, et M. MARION, *op. cit.*, art. Bénéfices ecclésiastiques et dîme.

9. *Ibid.*, et MARION, *op. cit.*, art. Portion congrue.

Celui-ci, outre ses messes et son petit casuel, faisait une quête de beurre et de blé chez les habitants et il en vendait le produit. La place était bonne quand tout cela réuni s'élevait à 400 livres : alors le vicaire songeait à aider sa famille ou à faire des économies pour monter son ménage... il était de simples prêtres qui ne le devenaient jamais et qui titulaires d'un altaristie ou d'une simple chapelle, se voyant assurés d'un revenu annuel et casuel de 6 à 700 livres, bornaient à ce sort modeste l'ambition de toute leur vie, prenaient une petite maison et une ménagère qui filait une toile pour payer les 25 écus de la barrique de vin.

» Le vicaire qui poussait plus loin ses prétentions saisissait l'« Abrégé », de Collet, l'étudiait et allait au concours disputer une paroisse. Rares étaient celles, ajoute-t-il, rapportant plus de 4.000 livres de revenu brut, duquel il fallait déduire les charges aussi lourdes que variées, depuis les décimes du don gratuit, jusqu'aux aumônes aux innombrables mendiants, en passant par l'hospitalité de rigueur aux neveux, nièces et parents à tous degrés « car un recteur était censé riche et l'appui naturel des siens »¹⁰.

Une étude de détail confirmera ces vues d'ensemble.

Sur les neuf diocèses cités plus haut, quatre se partageaient le territoire de l'actuel département des Côtes-du-Nord : celui de Saint-Brieuc, celui de Tréguier, celui de Saint-Malo et celui de Quimper¹¹.

L'ancien diocèse de Saint-Brieuc avait à peu près la forme d'un triangle isocèle dont le sommet aurait été constitué par le village des Forges, près la forêt de Lanouée, la base par le littoral de la Manche, de l'embouchure de l'Arguenon à celle du Trieux, du Guildo à Lézardrieux ; à part quelques enclaves de Dol, son domaine était d'un seul tenant. Il comprenait 2 archidiaconés : Goëlle et Penthievre, 1 chapitre cathédral, 2 chapitres collégiaux, 2 chapitres de chapelains, 113 paroisses et 13 trêves ou succursales desservies par 800 prêtres environ.

10. Cité par HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 436-438. L'abrégé de Collet, dont il est question ici, désigne sans doute les *Institutiones theologicæ* de Pierre COLLET, Paris (1744-1745), 3 vol. in-12, manuel de théologie d'usage courant au XVIII^e siècle.

11. Sur la configuration géographique de ces quatre diocèses, cf. la carte II ecclésiastique à la fin de notre t. II.

Son revenu était évalué à une douzaine de mille livres, y compris le produit de la justice des régaires constituant, comme on vient de le voir, sa juridiction temporelle propre. Illustré au Moyen Age, par les vertus apostoliques et les malheurs de Saint-Guillaume Pinchon, au XVII^e siècle, par la doctrine et le zèle de Melchior de Marconnay, de Le Porc de la Porte, de Denis de la Barde, grands réformateurs d'abus et grands fondateurs de couvents, ce siège n'avait vu se succéder au XVIII^e siècle que des prélats insignifiants ou indifférents dont quelques-uns, d'ailleurs, n'avaient fait que passer : de la Vieuxville (1721-1727), Vivet de Montelus (1727-1744), Thépault du Brignou (1744-1766), Barreau de Girac, le futur évêque de Rennes (1766-1769), Ferron de la Ferronnays (1769-1775). Le dernier titulaire, Regnault de Bellescize (1775-1791), un Lyonnais bizarre de caractère, ne résidait même pas dans son diocèse quand éclata la Révolution. Il s'en remettait du soin de l'administrer à ses deux vicaires généraux, de Robien et Le Gofvry, qui possédaient toute sa confiance ¹².

A côté de l'évêque, se trouvait le chapitre cathédral de Saint-Brieuc, composé de 6 dignitaires, dont l'évêque lui-même, le doyen, les 2 archidiaques, le scolastique et le chantre, et de 20 prébendés, tous à « l'alternative ». Lui aussi était seigneur féodal d'une partie de la ville : revenu, en 1779, 35.857 livres 10 sols. Le chapitre collégial de Saint-Guillaume, à Saint-Brieuc, comprenait 19 chanoines, 1 doyen et 1 chantre, également à « l'alternative » ; celui de Quintin était formé d'un doyen, de 4 chanoines et de 2 clercs curiaux. Les collégiales de chapelains étaient celles de Notre-Dame de Matignon et de Notre-Dame de Lamballe. La collégiale de Matignon, fondée peut-être en 1414, pour 6 chanoines dont 1 doyen, ne comptait plus en 1789 qu'un doyen et un chanoine. Celle de Notre-Dame de Lamballe, fondation du duc Jean V,

12. Sur le diocèse de Saint-Brieuc, en général, avant 1789, outre les ouvrages relatifs à la Bretagne cités plus haut, cf. *Etrennes bretonnes* et *Almanach de Bretagne* pour 1789, diocèse de Saint-Brieuc, et J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens Evêchés de Bretagne*, t. Ier, p. 8 et seq. On trouvera des indications biographiques, malheureusement sommaires, sur les évêques de Saint-Brieuc du XVIII^e siècle dans TRESVAUX, *op. cit.*, p. 335-344, et dans Ch. GUIMART, *Histoire des Evêques de Saint-Brieuc*, Paris, 1852, 1 vol. in-8°, p. 142-153. Quelques-uns de ces évêques mériteraient d'être étudiés en détail dans un article, sinon une monographie; aucun d'eux ne l'a été jusqu'à présent.

en 1430, comprenait en principe 6 chapelains, réduits à 5, en 1789¹³.

Le grand séminaire du diocèse, fondé en 1667, par Denis de la Barde, était tenu par les Lazaristes; il avait 6 professeurs. En sus des bâtiments, ses revenus, constitués par différentes rentes et fondations s'élevaient à la fin du XVIII^e siècle à un peu plus de 4.000 livres : les ordinands payaient en outre une pension de 16 sols 3 deniers par jour¹⁴.

Les cures du diocèse, à l'exception d'une douzaine relevant des abbayes de Beauport, de Saint-Melaine et de Rillé (au diocèse de Rennes) et de neuf autres qui avaient pour présentateurs des laïcs, étaient « à l'alternative », comme on l'a dit plus haut. Les plus riches ne rapportaient pas plus de 2.000 livres, encore étaient-elles peu nombreuses, la majorité oscillant entre 1.000 et 500 livres de revenu, ce qui justifie pleinement notre exposé antérieur de la condition matérielle du bas clergé breton, en général¹⁵. Quant à l'état psychologique du personnel titulaire de tous ces bénéfices, il semble avoir été caractérisé au XVIII^e siècle par une espèce d'honnête torpeur. Les grandes controverses théologiques de

13. Sur le chapitre cathédral de Saint-Brieuc, cf. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 146-200; sur le chapitre collégial de Saint-Guillaume, HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 43, et note, et J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 268-282; sur le chapitre collégial de Quintin, cf. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *op. cit.*, t. V, p. 106, et René CHASSIN DU GUERNY, *Etudes historiques sur l'organisation de la seigneurie de Quintin*, p. 120-135; sur la collégiale de Matignon, J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *op. cit.*, t. V, p. 370-371, et surtout TRÉGUY (abbé), *La paroisse de Notre-Dame de Matignon*, Saint-Brieuc, 1913, 1 vol. in-8°, p. 22-26; sur celle de Lamballe, cf. C.-J.-B. QUERNEST, *Notions historiques et archéologiques sur la ville de Lamballe*, p. 15, et *Le Diocèse de Saint-Brieuc pendant la période révolutionnaire. Notes et documents* (conférences ecclésiastiques de 1892), Saint-Brieuc, 1894-1899, 3 vol. in-8° t. I^{er}, p. 10.

14. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 53, et J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 324-331.

15. RUFFELET (abbé), *Annales briochines*, table alphabétique des trèves et paroisses de l'Evêché de Saint-Brieuc avec les noms des seigneurs et patrons, et LE SAGE (abbé), *Notices historiques sur le diocèse de Saint-Brieuc*, p. 5-6 et 13-55. Il n'existe aucune monographie de paroisse recommandable. Faute de mieux on glanera quelques détails sur la paroisse Saint-Michel de Saint-Brieuc dans HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 41-42, et J. GESLIN DE BOURGOGNE ..., t. I^{er}, p. 242-267; sur la paroisse de Plouha, dans HABASQUE, t. I^{er}, p. 256-258; sur Etalles, *ibid.*, t. I^{er}, p. 373-374; sur Plérin, *ibid.*, t. I^{er}, p. 413; sur les paroisses de Lamballe, dans C.-J.-B. QUERNEST, *Notions historiques*, p. 137-141, 141-145 et 146-151. Sur la paroisse Saint-Thurian de Quintin, en 1789, cf. *Le Diocèse de Saint-Brieuc*, t. II, p. 316.

l'âge précédent sont closes et les dernières traces du jansénisme, au témoignage d'un évêque de Saint-Brieuc lui-même, ont à peu près disparu¹⁶. Les ecclésiastiques quelque peu riches et instruits, somnolent, uniquement attentifs à percevoir leurs dîmes et à soutenir force procès. Même les progrès de l'esprit philosophique ne les émeuvent guère. Tout au plus, verra-t-on, en 1765, l'évêque Thépault du Brignou, député par la province de Tours à l'assemblée générale du clergé, s'associer à la condamnation portée par les prélats français contre plusieurs productions des Encyclopédistes¹⁷.

Ils ne se rendent pas compte du sourd travail de fermentation qui s'accomplit dans l'esprit de maint ecclésiastique moins fortuné. Or, dans les rangs du bas-clergé, les idées nouvelles étaient loin de rencontrer toujours un accueil hostile. On le verra à propos de l'acceptation de la Constitution civile, et il n'est pas sans intérêt d'évoquer ici le rôle joué dans les Côtes-du-Nord, sous la Révolution, par deux prêtres, Amateur Dayot et Nicolas Armez¹⁸.

Au point de vue régulier, le diocèse de Saint-Brieuc comprenait, d'une part, un certain nombre d'abbayes, datant du Moyen Age; d'autre part, des couvents et établissements congréganistes, postérieurs, en général à la Contre-Réforme.

Les monastères de la première catégorie, relevant d'« ordres rentés », étaient les abbayes de Lantenac, de Saint-Aubin-des Bois, de Boquen et de Beauport.

Celle de Lantenac, dans la paroisse de La Chèze, était une abbaye bénédictine, fondée pour 6 religieux, mais dont le

16. TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 336-337. Extrait d'une lettre manuscrite de l'évêque Thépault du Brignou à l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont.

17. Parmi les ecclésiastiques du diocèse les plus zélés et les plus instruits, il semble qu'il faille citer le vicaire général de Mgr de Bellescize, Le Gofvry, ex-sulpicien et professeur de théologie au grand séminaire d'Angers (cf. TRESVAUX, *op. cit.*, p. 340-341, note 1).

Sur la vie religieuse du clergé séculier, très peu ardent en général au XVIII^e siècle, mentionnons cependant deux faits intéressants à Lamballe : la translation des reliques du martyr Saint-Amateur ramenées de Rome, le 11 juillet 1762, et déposées dans l'église Saint-Jean et une mission de trois semaines donnée en mars 1782 dans cette même paroisse (C.-J.-B. QUERNEST, *op. cit.*, p. 77-79 et 92).

Sur cette manifestation d'orthodoxie combative de Thépault du Brignou, cf. Ch. GUIMART, *op. cit.*, p. 147-149.

18. Cf. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 19, 32 et 47-51.

revenu, 4.000 livres environ, était tout juste suffisant pour en faire vivre 3 : c'était à ce chiffre qu'elle était tombée en 1785. Son abbé était alors O. de Barral, vicaire général et archidiaque de Troyes ¹⁹.

Celle de Saint-Aubin-des-Bois et celle de Sainte-Marie-de-Boquen étaient toutes deux de l'ordre de Cîteaux. Saint-Aubin-des-Bois, en Plédéliac, était pour 4 religieux : revenu annuel 5.500 livres. Son dernier titulaire avait été un vicaire général du diocèse de Vannes, Bouin de la Ville Bouquais. Sainte-Marie-de-Boquen, en Plénée-Jugon, également avec 4 religieux, passait pour riche.

« De tous côtés que le vent ventait
Boquen rentait. »

Elle n'avait pourtant que 3.000 livres de revenu : dernier abbé, J. Le Mintier, ecclésiastique du diocèse de Saint-Malo ²⁰.

Enfin, Beauport, en Plouézec, près Paimpol, était une abbaye de Prémontrés, au passé illustre et de grand renom. Fondée pour 25 religieux, avec 10.000 livres de revenu, elle avait un noviciat et nommait les curés-prieurs de 14 paroisses, dont 7 dans le diocèse de Saint-Brieuc : Etables, Plélo, Plouha, Plouvara, Pordic, Plouézec, Yvias. Son dernier abbé était Alphonse de Pontevès, aumônier de Louis XVI ²¹.

19. Sur les établissements religieux des diocèses dont nous nous occupons, en général, cf. *Abbayes, Prieurés et couvents d'hommes en France. Liste générale d'après les papiers de la commission des Réguliers en 1768*, éd. Léon Lecestre, Paris, 1902, 1 vol. in-8°, p. 15, 21, 47, 69, 76, 108, 126, 129.

Sur l'abbaye de Lantenac, cf. TRESVAUX (abbé), *L'Eglise de Bretagne*, p. 478-481, et J. GESLIN DE BOURGOGNE..., *op. cit.*, t. IV, p. 229-250.

20. Sur l'abbaye de Saint-Aubin-des-Bois, cf. TRESVAUX (abbé), *ibid.*, p. 560-563; HABASQUE, *Notions historiques*, t. III, p. 27-26, et note; J. GESLIN DE BOURGOGNE ..., *op. cit.*, t. III, p. 1-202, cf. aussi Francisque MICHEL, *Extrait abrégé des vieux mémoires de l'abbaye Saint-Aubin-des-Bois en Bretagne*, Paris, 1853, 1 vol. in-16° (rare).

Sur l'abbaye de Boquen, cf. HABASQUE, *Notions historiques*, t. III, p. 199-201, et notes; TRESVAUX (abbé), *L'Eglise de Bretagne*, p. 557-560, et J. GESLIN DE BOURGOGNE ..., *op. cit.*, t. III, p. 202-374.

21. HABASQUE, *Notions historiques*, t. Ier, p. 218, p. 227 note, p. 227-228, p. 229-230, p. 235-236 note 2, p. 236-239, p. 243-244, p. 244-245, p. 245-46 note 4, p. 247-250; t. III, p. 36-38 note; TRESVAUX (abbé), *L'Eglise de Bretagne*, p. 536-542; J. GESLIN DE BOURGOGNE ..., *op. cit.*, t. IV, p. 16-228. Une thèse de l'Ecole des Chartes sur l'abbaye de Beauport est en préparation.

Toutes ces abbayes avaient eu la même destinée. Jadis florissantes, mais ruinées, au temporel comme au spirituel, par la pratique de la commende à partir du XVI^e siècle, elles étaient passées aux mains d'ecclésiastiques étrangers au pays et qui ne résidaient pas. Abandonnés à eux-mêmes, les quelques religieux qui les occupaient prenaient parfois d'étranges libertés avec la discipline des vieux âges, témoin les bruits fâcheux qui couraient sur les mœurs des Prémontrés de Beauport²². A la veille de 1789, elles ne jouent plus dans la vie du diocèse, sauf peut-être Beauport, qu'un rôle infime. Leur personnel n'échappe pas à l'influence dissolvante de l'esprit du siècle; on comptera dans ses rangs plus d'un jureur et c'est un moine de Beauport, Odio-Baschamps, qui sera l'inspirateur et le bras droit de l'évêque constitutionnel Jacob²³.

A la seconde catégorie, appartenaient les couvents d'ordres mendiants et les communautés de femmes. Tels sont les Carmes de Quintin (6 religieux), les Cordeliers de Saint-Brieuc (9 religieux), les Capucins de la même ville (8 religieux), les Augustins de Lamballe (10 religieux), les Récollets de l'île Verte, à l'entrée du Trieux, dont la fondation s'échelonne du XIV^e siècle aux dernières années du XVI^e²⁴. Un peu plus récentes encore, les Filles de la Charité, les Dames de la Croix, les Bénédictines réformées du Calvaire de Saint-Brieuc, les Ursulines de Saint-Brieuc, Lamballe et Quintin ne remontaient pas au delà du XVII^e siècle²⁵. Enfin, en 1746, un chanoine

22 HABASQUE, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 244-245, note 1 et 2, et III, p. 36-38.

23. Nous le retrouverons un peu plus loin, p. 342 et chap. IV et V, *passim*.

24. Sur les Carmes de Quintin, cf. R. CHASSIN DU GUERNY, *op. cit.*, p. 135-138. Sur les Cordeliers de Saint-Brieuc, cf. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 114, et J. GESLIN DE BOURGOGNE ..., *op. cit.*, t. I^{er}, p. 302-319; sur les Capucins de la même ville, cf. HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 116, note 2, et J. GESLIN DE BOURGOGNE ..., *op. cit.*, t. I^{er}, p. 319-324.

Sur les Augustins de Lamballe, cf. C.-J.-B. QUERNEST, *op. cit.*, p. 5, 6, 19, 20, 42-43, 49, 53, 54, 61, 74, 76, et *Le Diocèse de Saint-Brieuc*, t. III, p. 10. Leur prieur en 1785, le P. Jean Verne, devait être l'un des plus fougueux révolutionnaires des Côtes-du-Nord.

Sur les Récollets de l'île Verte, cf., HABASQUE, *Notions historiques*, t. I^{er}, p. 122-123 et note.

25. Sur les Filles de la Charité de Saint-Brieuc, cf. HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 106-107 et note 1; J. GESLIN DE BOURGOGNE ..., *op. cit.*, t. I^{er}, p. 363-368; sur les Dames de la Croix, HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 55-58, et J. GESLIN DE BOURGOGNE ..., *op. cit.*, t. I^{er}, p. 355-358; sur les Bénédictines du Calvaire, J. GESLIN DE BOURGOGNE ..., *op. cit.*, t. I^{er}, p. 350-355; sur les Ursulines de

de Saint-Brieuc, de Kersaliou du Plessix, avait établi, rue Vicairie, trois frères Ignorantins²⁶. Ces derniers groupements s'étaient maintenus plus fidèles à leur esprit de ferveur primitive. Leurs membres prêchaient, instruisaient les enfants des deux sexes, secouraient les malades, les orphelins et les vieillards. Le diocèse de Saint-Brieuc avait même eu l'honneur de donner naissance à deux importantes congrégations nouvelles : d'une part les Dames de Saint-Thomas-de-Villeneuve, créées à Lamballe, par l'Augustin Ange Le Proust, en 1658, qui n'avaient pas tardé à essaimer à Saint-Brieuc et à Moncontour²⁷; de l'autre, les Filles du Saint-Esprit de Plérin, fondées en 1706 par le chanoine scolastique Leuduger et désignées communément sous le nom de Sœurs Blanches, ordre mixte, à la fois hospitalier et enseignant, tenant dans les campagnes de petites écoles pour enfants pauvres et soignant les malades à domicile : ces dernières avaient des maisons à Trévé, Etables, Andel, Pléguen, Plœuc, Plaintel, Trégomeur²⁸.

Enfin, le diocèse de Saint-Brieuc comptait plusieurs confréries ou congrégations de laïques adonnés aux exercices de piété et aux œuvres de charité et de pénitence : à Saint-Brieuc même, la congrégation de Saint-Pierre formée d'artisans et de marchands; à Lamballe, celle de l'Ange-Gardien qui se réunissait dans la chapelle des Augustins; à

Saint-Brieuc, HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 19-20, et 183 note 1, et J. GESLIN DE BOURGOGNE, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 341-350, cf. aussi D. TEMPIER, *Extraits des registres de la ville de Saint-Brieuc relatifs aux Bénédictines et Ursulines de cette ville*, dans les *Mémoires de la Société archéologique et historique des Côtes-du-Nord*, t. II, 1885, 1886, p. XXXIII-XLJ.

Sur les Ursulines de Lamballe, cf. C.-J.-B. QUERNEST, *op. cit.*, p. 44, et *Le Diocèse de Saint-Brieuc*, t. III, p. 82-83; sur celles de Quintin, R. CHASSIN DU GUERNY, *op. cit.*, p. 135 et E. BLIVET, Quintin, *Deux siècles d'un monastère d'Ursulines*, p. 63-148.

26. Sur les Frères Ignorantins de Saint-Brieuc, cf. J. GESLIN DE BOURGOGNE ..., *op. cit.*, t. I^{er}, p. 332-334.

27. Cf. DABERT (Mgr), *Histoire de saint Thomas de Villeneuve*; P. BERNARD, *La Congrégation de Saint-Thomas-de-Villeneuve*; J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 361-363.

28. HABASQUE, *Notions historiques*, t. I^{er}, p. 412; S. ROPARTZ, *Portraits bretons des XVII^e et XVIII^e siècles*, Saint-Brieuc, 1857, 1 vol. in-12, p. 1-72; M. Leuduger, et p. 149-170, Les Sœurs Blanches; enfin et surtout, LEMERCIER (abbé), *Notice sur la Congrégation des Filles du Saint-Esprit* (de Plérin), 1706-1850, Saint-Brieuc, 1888, 1 vol. in-8^o, et DU BOIS DE LA VILLERABEL (Mgr), *Dom Leuduger fondateur de la Congrégation des Filles du Saint-Esprit*, Saint-Brieuc, 1924, 1 vol. in-8^o.

Loudéac, celle de Saint-Joseph qui s'était fait bâtir son oratoire particulier ²⁹.

Plus étendu au point de vue territorial, le diocèse de Tréguier affectait la forme d'un quadrilatère. Sa limite orientale allait de Bréhat à Quintin, sa limite méridionale suivait la ligne de faite des monts d'Arrée; sa limite occidentale, le cours du Jarlot. On voit qu'il englobait une partie de l'arrondissement de Guingamp, y compris la ville de Guingamp elle-même, tout l'arrondissement de Lannion et, dans le département actuel du Finistère, une partie de l'arrondissement de Morlaix y compris Morlaix même. Divisé en deux archidiaconés, celui de Tréguier et celui de Ploucastel, il renfermait en 1780 : 1 chapitre cathédral, 2 chapitres collégiaux, 109 paroisses et 31 trèves; ses revenus étaient évalués à environ 40.000 livres. Ses « évêques-comtes » exerçaient la haute justice par l'intermédiaire de la cour des régaires et la moyenne par celle de la prévôté. Illustré, par le souvenir de Saint-Yves le thaumaturge breton par excellence, dont le tombeau et le lieu de naissance n'avaient pas cessé depuis le Moyen Age d'être des buts de pèlerinage, le siège épiscopal de Tréguier n'avait pas connu au même point que celui de Saint-Brieuc le relachement et la décadence ³⁰.

A la différence de tant de prélats du XVIII^e siècle, entachés de jansénisme, voire de philosophisme, ses titulaires, sans s'élever à la hauteur de leurs devanciers du siècle précédent,

29. Sur la congrégation et la chapelle Saint-Pierre de Saint-Brieuc, cf. HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 48-49, et J. GESLIN DE BOURGOGNE ..., t. I^{er}, p. 283-302; sur celle de Lamballe, cf. C.-J.-B. QUERNET, *op. cit.*, p. 19, 20, 21 et 49; sur celle de Loudéac. Archives hospitalières de Loudéac, E. Registres de délibérations de la Commission administrative (1797-1817), fol. 25-26, séance du 13 nivôse an XII.

30. L'histoire du diocèse de Tréguier, beaucoup plus intéressante que celle du diocèse de Saint-Brieuc, reste à faire. Faute de mieux, on utilisera, d'une façon générale, l'article Tréguier du *Dictionnaire de Bretagne* d'OGÉE, et celui de la *Topo-Bibliographie* d'U. CHEVALIER. Cf. aussi HABASQUE, *Notions historiques*, t. I^{er}, p. 86; TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 348-386, et ONFROY-KERMOALQUIN, *Etudes sur les villes de Bretagne*, p. 292-463, Tréguier (des détails de l'histoire du diocèse y sont mêlés à ceux relatifs à l'histoire de la ville, chapitre malheureusement inachevé). Cf. aussi L. KERBIRIOU (abbé), *Jean-François de La Marche, évêque, comte de Léon (1729-1806), étude sur un diocèse breton et sur l'émigration*, spécialement p. 18-21 (Mgr de La Marche avait été chanoine et vicaire général de Tréguier, de 1756 à 1772), et F.-M. HENRY (le P.), Dom Maudez-René LE COZANNET, *Le diocèse de Tréguier au début du XVIII^e siècle*.

avaient fait bonne figure dans l'Eglise de Bretagne. François-Hyacinthe de la Fruglaie de Kerver (1731-1745) avait publié dans son diocèse en 1734 la Bulle *Unigenitus* et s'était assuré par tenue d'un synode que ses « recteurs » souscrivaient aux condamnations qu'elle renfermait³¹. Charles Le Borgne de Kermorvan (1745-1761), bien qu'ayant un frère prêtre engagé dans les erreurs de la secte au point de tâter de la Bastille, avait été d'une doctrine « saine »³². Joseph-Dominique de Cheylus, un Provençal, n'avait fait que passer à Tréguier (1761-1766)³³, mais son successeur, Jean-Marc de Royère (1767-1774) avait déployé une activité pastorale digne des jours de ferveur de la Contre-Réforme. Il introduit dans son diocèse la dévotion au Sacré-Cœur et organise, dans sa cathédrale, une confrérie placée sous ce vocable (1768), fait rédiger un nouveau Propre des Saints (1770), visite les communautés religieuses et y donne des conférences « pleines d'onction. C'est dans ces occasions qu'on l'entendit plus d'une fois annoncer les désastres de l'Eglise de France »³⁴. Jean de Frétat de Sarra n'avait occupé le siège qu'une quinzaine de mois (1774-1775) et n'avait pas tardé à être transféré à Nantes³⁵. Son successeur, Jean-Baptiste-Joseph de Lubersac (1775-1780), avait été moins édifiant encore. Aumônier du roi, sacré dans la chapelle du château de Versailles, ce type accompli de l'évêque de cour déplut fort à ses ouailles pieuses mais frustes, tant par ses manières que par celles de son entourage, dont faisait partie un jeune ecclésiastique destiné à une célébrité nullement hagiographique, l'abbé Siéyès. Le futur auteur de la brochure fameuse « Qu'est-ce que le Tiers Etat ? » fut en effet quelque temps chanoine de Tréguier, par la grâce de son patron. Mgr de Lubersac « qui lui-même ne se plaisait guère en Basse-Bretagne » quitta sans regrets Tréguier pour Chartres, beaucoup plus rapproché de Versailles, de ses faveurs et de

31. TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 374.

32. *Ibid.*, p. 375.

33. *Ibid.*, p. 375-376.

34. *Ibid.*, p. 377-380, et ENTRAYGUES (abbé), *Mgr de Royère, évêque de Tréguier, dernier évêque de Castres (1727-1802)*, Paris, 1913, 1 vol. in-12°.

35. TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 381.

ses plaisirs, emmenant avec lui son commensal ³⁶. Il fut remplacé par un prélat-d'un tout autre caractère. Auguste-René-Louis Le Mintier, originaire de Sévignac (diocèse de Saint-Malo) était un Breton convaincu et batailleur. Après avoir fait ses études de théologie à Paris, il avait été le vicaire général et le bras droit de Barreau de Girac, d'abord évêque de Saint-Brieuc (1766), puis de Rennes (1769). Après onze ans passés dans l'administration de ce dernier diocèse, Le Mintier fit ses débuts dans l'épiscopat en 1780. « Pieux et instruit », il observa la résidence et se rendit « très accessible à son clergé ». Il venait de publier un nouveau Catéchisme quand éclata la Révolution : nous verrons plus loin quel rôle il devait y jouer ³⁷.

Le diocèse de Tréguier renfermait trois chapitres. Celui de l'église cathédrale était composé d'un trésorier, d'un chantre, d'un scolastique, de 2 archidiacones et de 14 chanoines ; il était, tout comme l'évêque, possessionné en terres (notamment à Plouguiel et à Plougrescant) et grand justicier. Les deux autres chapitres étaient ceux de la collégiale de Notre-Dame du Mur à Morlaix et de la collégiale de Tonquédec. Cette dernière, qui seule nous intéresse, fondée au XV^e siècle, comptait 1 prévôt-recteur et 4 chanoines, à la nomination du seigneur de Tonquédec ³⁸.

Au dire de Lesage, dans ce diocèse les cures semblent avoir été d'un revenu plus inégal encore que dans celui de Saint-Brieuc. On n'en comptait qu'une dizaine de vraiment rémunératrices (de 1.000 à 4.000 livres) ; aussi étaient-elles réputées places de faveur et communément remplies par des nobles. On les nommait « cures d'abbés ». Les principales étaient : Pommerit-le-Vicomte, Pommerit-Jaudy, Plouagat, Louargat, etc. ³⁹.

36 *Ibid.*, p. 331-333.

37 *Ibid.*, p. 383-386, et P. LEVOT, *Biographie bretonne*, t. II, art. Le Mintier.

38. Sur le chapitre de Tréguier, cf. HABASQUE, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 89, note; TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 350; ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, p. 383-391; *Le Diocèse de Saint-Brieuc*, t. II, p. 431-432; et surtout J. ALLAIN (abbé), *Documents sur le chapitre de la Cathédrale de Tréguier*, Vannes, 1902, 1 plaquette in-12^o.

Sur les deux collégiales de Tonquédec et de Morlaix, cf. HABASQUE, *Notions historiques*, t. I^{er}, p. 86, et TRESVAUX, *op. cit.*, p. 351.

39. Cité par HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 436-438. Aucune monographie de paroisse du diocèse de Tréguier n'a encore été écrite. On ne peut que glaner

Quant aux réguliers, ils y étaient très nombreux et très influents. Sans doute, on n'y rencontrait que deux abbayes d'hommes, toutes les deux situées dans la région occidentale de l'actuel département : celle de Bégard, près Belle-Isle-en-Terre, et celle de Sainte-Croix de Guingamp, mais l'une d'elles était d'importance. L'abbaye cistercienne de Bégard avait encore, au XVIII^e siècle, 10.000 livres de revenu et 20 religieux. Louis de Coëtlogon avant d'être évêque de Saint-Brieuc avait été abbé de Bégard; promu à cette nouvelle dignité, il garda l'abbaye jusqu'à sa mort, survenue en 1707, alors qu'il était évêque de Tournai. Le cardinal de Polignac lui avait succédé à cette date; en 1741, l'abbaye passa aux mains d'Ignace Chaumont de la Galaizière, aumônier du roi Stanislas Leczinski, duc de Lorraine, et vicaire général du diocèse de Toul, qui mourut en 1785. Ce fut le dernier abbé de Bégard : après sa mort, on appliqua aux économats les revenus de la mense abbatiale ⁴⁰.

Sainte-Croix-de-Guingamp, abbaye de chanoines Prémontrés, fondée pour 8 chanoines, ruinée par la commende, ne comptait plus un seul religieux à l'époque de la Révolution. Toutefois, elle possédait un abbé, M. de la Freslonnière, ancien vicaire général du diocèse de Rennes, qui y avait été nommé en 1762 et en touchait les revenus évalués à 4.000 livres ⁴¹. Mais c'étaient surtout les « mendiants » et les congréganistes qui pullulaient au pieux pays de saint Yves.

On trouvait des couvents de Capucins à Morlaix, à Lannion et à Guingamp, comptant respectivement 16, 7 et 7 religieux; des Dominicains à Guingamp (9 religieux) et à Morlaix (14); des Minimes à Morlaix (2 religieux, 1.766 livres); des Cordeliers à Guingamp; des Récollets à Châtelaudren et à Plou-

quelques bribes de renseignements sur les paroisses de Guingamp, dans ONFROY-KERMOALQUIN, *Etudes sur les villes de Bretagne*, Guingamp, p. 93-104, et dans S. ROPARTZ, *Guingamp*, t. I^{er}, p. 78, 87, 89.

40. Sur les réguliers du diocèse de Tréguier, en général, cf. HABASQUE, *Notions historiques*, t. I^{er}, p. 86, et *Abbayes, Prieurés et couvents d'hommes en France en 1768*, p. 21, 35, 65, 77, 92, 100, 113, 126.

Sur Bégard, cf. HABASQUE, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 236; t. III, p. 31-33, note; TRESVAUX, (abbé), *op. cit.*, p. 543-549, et ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, Guingamp, p. 137-138, note.

Sur la caisse des économats, cf. MARION, *op. cit.*, art. Economats.

41. TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 503-506; ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, p. 137-138; S. ROPARTZ, *Guingamp*, t. I^{er}, p. 102-108.

guiel; des Augustins à Lannion ⁴²; les Lazaristes tenaient le séminaire de Tréguier ⁴³.

Très nombreux sont également les couvents de femmes, datant pour la plupart du XVII^e siècle et appartenant en majorité à des ordres hospitaliers ou enseignants. Les Carmélites contemplatives n'ont que deux établissements, l'un à Morlaix, l'autre à Guingamp; les Calvairiennes, un seul à Morlaix (1625) ⁴⁴; mais les religieuses Hospitalières de la Miséricorde de Jésus, appelées Augustines, qui tout en étant cloîtrées soignent les malades, desservent les Hôtels-Dieu de Tréguier (1654), de Guingamp (1676) et de Lannion (1667) ⁴⁵; celles de Saint-Thomas-de-Villeneuve sont affectées à l'hôpital général de cette dernière ville ⁴⁶. Les religieuses de Notre-Dame de la Charité du Refuge, fondées à Caen en 1644, par le Père Eudes, pour recueillir les filles pénitentes, possédaient depuis 1676 le couvent de Montbareil, à Guingamp, organisé

42. Sur les Capucins de Guingamp, cf. ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, p. 107; S. ROPARTZ, *Portraits bretons des XVII^e et XVIII^e siècles*, p. 187-201. Les dix cailloux des R. P. Capucins de Guingamp, et *Guingamp*, t. I^{er}, p. 120-121; sur ceux de Lannion, A. LE NEPVOU DE CARFORT, *Notice historique sur Lannion*, p. 49, 50 et 51.

Sur les Dominicains de Guingamp, cf. ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, p. 167-168; S. ROPARTZ, *Guingamp*, t. I^{er}, p. 118-121, et R. P. CHAPOTIN (O. P.), *Souvenirs dominicains dans le diocèse de Saint-Brieuc*, dans la *Revue historique de l'Ouest*, t. II, 1886-1887, p. 474, et t. X, 1894, p. 152-153. Le couvent des Dominicains de Guingamp était un prieuré dédié à sainte Anne.

Sur les Cordeliers de Guingamp, cf. ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, p. 161-167; S. ROPARTZ, *Guingamp*, p. 108-118.

Sur les Récollets de Châtelaudren, cf. B. JOLLIVET, *Les Côtes-du-Nord, Histoire et géographie de toutes les communes du département*. Guingamp, 1854-1859, 5 vol. in-8°, t. I^{er}, p. 70; sur ceux de Plouguiel, ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, Tréguier, p. 429.

Sur les Augustins de Lannion, cf. LE NEPVOU DE CARFORT, *op. cit.*, p. 14 et 15.

43. TRESVAUX (abbé), p. 350; *Le Diocèse de Saint-Brieuc*, t. II, p. 432. Sur le collège de Tréguier, cf. plus loin, chap. V, p. 490-491.

44. Sur les Carmélites de Guingamp, cf. ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, Guingamp, p. 175-176, et S. ROPARTZ, *Guingamp*, t. I^{er}, p. 123-124.

45. Sur les Augustines de Tréguier, cf. *Centenaire de la réintégration des religieuses Augustines en l'Hôtel-Dieu de Tréguier. Triduum célébré à cette occasion, les 16, 17 et 18 mai 1895, en leur chapelle de La Magdelaine*, Tréguier, 1895, une plaquette in-12°, et R. DURAND, *L'Hôtel-Dieu de Tréguier à la veille de la Révolution*, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, 1913, t. LI, p. 61-71.

Sur les Augustines de Guingamp, cf. ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, p. 169-171, et S. ROPARTZ, *Guingamp*, t. I^{er}, p. 134-136; sur celles de Lannion, LE NEPVOU DE CARFORT, *op. cit.*, p. 57.

46. LE NEPVOU DE CARFORT, *ibid.*, p. 72.

par M^{me} des Arcis (sœur Marie de l'Annonciation), avec quelques sujets de la maison de Rennes⁴⁷. Les Ursulines tenaient des écoles pour les jeunes filles à Morlaix, Guingamp, Lannion et Tréguier⁴⁸.

Les Filles de la Croix, que nous avons déjà vues à Saint-Brieuc, étaient aussi un ordre voué à l'éducation des jeunes filles. Balthazar Grangier les avait établies à Tréguier, en 1666. Leur maison s'ouvrait en outre aux personnes du monde qui voulaient y faire une retraite⁴⁹. Les Paulines avaient été fondées à Tréguier même en 1699, par M^{me} du Parc de Lézerdo, veuve d'un chevalier de Saint-Louis et amie de M^{me} de Maintenon, dans sa propre maison. « L'établissement avait pour objet l'instruction des pauvres filles de la campagne, la visite des pauvres à domicile et la tenue des bureaux de charité ». Leur couvent désigné sous le nom de Vieilles-Paulines fut une sorte d'hôpital général, pour les vieillards et les infirmes; en 1703, elles avaient essaimé à Pontrioux et à Péder nec⁵⁰. Enfin, les « Sœurs Grises » avaient été appelées à Guingamp dès 1742, à la suite d'une épidémie de peste, par une délibération de la communauté de Ville « pour le service des pauvres », mais ne s'y étaient définitivement installées qu'en 1776⁵¹.

Les confréries semblent avoir été en honneur, plus encore que dans le diocèse de Saint-Brieuc. Guingamp avait sa célèbre « Frérie blanche », qui remontait au XV^e siècle et qu'une bulle de Paul V avait confirmée, en 1619. Elle comprenait des membres des trois ordres, toutefois, son « abbé »

47. TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 610-611; ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, p. 176; S. ROPARTZ, *Guingamp*, t. II, p. 141-167; M^{me} des Arcis, et d'une façon générale J.-M. ORY (le P.), *Les origines de Notre-Dame de Charité du Refuge ou son histoire depuis sa fondation jusqu'à la Révolution*, Abbeville, 1891, 1 vol. in-8°.

48. Sur les Ursulines de Guingamp, cf. ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, p. 174-175, et S. ROPARTZ, *Guingamp*, t. I^{er}, p. 150-151; sur celles de Lannion, LE NEPVOU DE CARFORT, *op. cit.*, p. 69-71 et 90-93; sur celles de Tréguier, ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, p. 451-453.

49. TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 626, et ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, p. 460-461.

50. TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 629-630; GUILLOU, *Tréguier par un Trécorrois*, p. 180.

51. ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, p. 177, et S. ROPARTZ, *Guingamp*, t. I^{er}, p. 138-140. Par « Sœurs grises » il faut entendre les Sœurs de Charité.

laïque était choisi alternativement parmi les nobles et les bourgeois. Chaque année, elle célébrait à la Visitation sa fête patronale⁵². Lannion, au XVII^e siècle, n'a pas moins d'une douzaine d'associations pieuses⁵³; nous connaissons à Tréguier les statuts de la confrérie des maîtres sculpteurs, menuisiers et charpentiers, placée sous la protection de Saint Joseph, qui élisait tous les deux ans son « abbé » ou « gouverneur »⁵⁴.

Nulle part d'ailleurs, la vie religieuse ne semble avoir été aussi ardente que dans la ville de Tréguier même. Avec son tombeau et sa maison natale de saint Yves, son évêché, son chapitre, sa cathédrale, sa psalette, son séminaire, son collège, ses deux hôpitaux, ses couvents d'Ursulines, de Filles de la Croix, c'était à la veille de la Révolution une ville de prêtres, de nonnes, de bedeaux, de sacristains et d'enfants de chœur, une « île sonnante », une cité mystique et dévote, carillonnant, psalmodiant, processionnant depuis la Circoncision jusqu'à la Saint-Sylvestre, et depuis matines jusqu'à complies. Elle devait conserver ce caractère longtemps encore, par delà et malgré la Révolution, témoin les pieuses impressions d'enfance du jeune Ernest Renan⁵⁵.

L'ancien diocèse de Saint-Malo n'intéresse l'histoire du département actuel des Côtes-du-Nord que parce qu'il comprenait l'archidiaconé de Dinan ou de Poudouvre⁵⁶. A la veille de 1789, le titulaire de l'antique siège d'Aleth était, depuis

52. ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, p. 130-131; S. ROPARTZ, *Guingamp*, t. I^{er}, p. 1-6, la Frérie Blanche, et t. II, p. 167-172, Breve erectionis et confirmationis Confraternitatis Albae Guingampi.

53. LE NEPVOU DE CARFORT, *op. cit.*, p. 71.

54. Statuts de la confrérie des maîtres sculpteurs, menuisiers et charpentiers de Lantréguier, publiés dans la *Revue des archives historiques des Côtes-du-Nord*, 1885, 3^e livraison, nos 5 et 6, p. 84-88.

55. E. RENAN, *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, 1 vol. in-12^e, p. 4-5 et 7. Tréguier redevint, après la Révolution, « ce que l'avait fait saint Tudwal treize cents ans auparavant, une ville tout ecclésiastique, étrangère au commerce, à l'industrie, un vaste monastère où nul bruit du dehors ne pénétrait, où l'on appelait vanité ce que les autres hommes poursuivaient et où ce que les laïques appellent chimère passait pour la seule réalité ».

56. Sur l'ancien diocèse de Saint-Malo, aujourd'hui annexé pour la plus grande partie au diocèse de Rennes, en général, cf. *Etrennes bretonnes* pour 1789, p. 99; A. GUILLOTIN DE CORSON, *Pouillé historique de l'archevêché de Rennes*, 1880-1886, 6 vol. in-8^o, t. I^{er}, p. 557-705, et E. HERPIN, *La cathédrale et l'ancien diocèse de Saint-Malo*, Saint-Malo, 1895, 1 vol. in-12.

trois ans seulement, un Bourguignon, Gabriel Cortois de Pressigny, ancien vicaire général du diocèse de Langres. Quoiqu'il ne semble pas avoir déployé le zèle de son prédécesseur, M. des Laurents (1748-1785), l'adversaire du jansénisme et le restaurateur du collège de Dinan, il « laissa d'heureux souvenirs dans sa ville épiscopale » et sut « par son affabilité, son esprit de charité » se gagner l'affection de ses diocésains⁵⁷. Nous le retrouverons un peu plus loin à l'occasion de la Constitution civile du clergé. Son représentant direct dans la région qui nous occupe, l'archidiacre de Poudouvre avait sa justice à Dinan. Deux de ses doyennés, celui de Poudouvre, chef-lieu Saint-Enogat, et celui de Plumaudan (canton de Caulnes) comprenait les bénéfices suivants, aujourd'hui situés dans les Côtes-du-Nord, doyenné de Poudouvre ou de Dinan : Corseul, Créhen, Plélan-le-Petit, Le Plessix-Balisson, Plou-balay, Quévert, Saint-Malo de Dinan, Saint-Maudéz, Taden, Vildé-Guingalan.

Doyenné de Plumaudan : Broons, Brusvily, Calorguen, Eréac, Guenroc, Lanrelas, Lehon, Mégrit, Saint-Jouan-de l'Isle, Saint-Juvat, Saint-Maden, Saint-Sauveur de Dinan, Trédias⁵⁸.

C'était sur le territoire du diocèse de Saint-Malo, que se trouvaient situées les abbayes de Beaulieu et de Saint-Jacut et le prieuré royal de Saint-Magloire de Lehon. L'abbaye de Notre-Dame de Beaulieu, en Mégrit, était une abbaye de chanoines réguliers de l'ordre de Saint-Augustin. Rapportant environ 2.500 livres de revenu, elle avait pour abbé en 1789 M. de Pontual, vicaire général du diocèse de Vannes et n'abritait plus que 3 religieux⁵⁹.

L'abbaye bénédictine de Saint-Jacut était en réalité une enclave de Dol sur le littoral du diocèse de Saint-Malo. Sa fondation était pour 12 religieux et son revenu de

57. Sur l'évêque des Laurents, cf. TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 249-250, et sur Cortois de Pressigny, p. 250-253.

58. A. GUILLLOTIN DE CORSON, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 659. Sur ces paroisses, cf. quelques détails dans *Le diocèse de Saint-Brieuc*, t. I^{er}, p. 83-84 (paroisses de Dinan).

59. HABASQUE, *Notions historiques*, t. III, p. 267, note 1; TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 527-531; LE SAGE (abbé), *Notices historiques sur le diocèse de Saint-Brieuc*, p. 134-135; A. LEMASSON (abbé), *Documents pour servir à l'histoire de l'abbaye des Chanoines réguliers de Notre-Dame de Beaulieu au diocèse de Saint-Malo*, Nantes, 1915, 1 vol. in-80.

6.000 livres; son avant-dernier abbé avait été des Laurents, évêque de Saint-Malo, et son dernier (depuis 1786) un Franc-Comtois, Barthélemy-Philibert d'Andrezel, vicaire général de Bordeaux, ami et confident de Champion de Cicé, qui devait finir inspecteur général de l'Université de France⁶⁰.

Le prieuré, également bénédictin, de Saint-Magloire de Lehon, réformé au XVII^e siècle par les soins du P. Noël Mars, qui y avait fondé la « Société de Bretagne » (1605), s'était uni en 1628 à la congrégation de Saint Maur. Mais cent ans plus tard, en 1722, à la demande de l'abbaye de Marmoutier, de laquelle il relevait depuis le XII^e siècle, la mense prieurale de Lehon avait été supprimée et en 1767 le prieuré lui-même avait connu le même sort⁶¹.

Il existait aussi, dans cette portion du diocèse de Saint-Malo, un certain nombre de monastères et de maisons religieuses de date plus récente. Dinan, sans avoir l'importance religieuse de Tréguier, en renfermait plusieurs; parmi eux, un couvent de Dominicains, ou, comme on disait, de Jacobins, le premier que les Frères Prêcheurs eussent fondé en Bretagne et l'un des plus célèbres de France, ayant fourni à l'ordre jusqu'à trois vicaires généraux. En 1789, il abritait 8 religieux. Il y avait en outre un couvent de Cordeliers (6 religieux en 1789), un de Capucins (10 religieux en 1789), un de Trinitaires (1 religieux, revenu 745 livres), un couvent de Clarisses (35 religieuses en 1789), un d'Ursulines (36 religieuses en 1789), un de Dominicaines (31 religieuses en 1789)⁶². Les

60. HABASQUE, *Notions historiques*, t. III, p. 210-215; TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 400-406; J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. IV, p. 250-340; Th. JUHEL, *Notice sur Saint-Jacut-de-la-Mer et l'abbaye royale du même lieu*, Dinan, 1890, 1 plaquette in-8°; F.-D. NOËL MARS, *Histoire du royal monastère de Saint-Jacut-de-l'Isle-de-la-Mer*, éd. A. LEMASSON, dans les *Mémoires de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, 1912, t. L, p. 10-89, et *Saint-Brieuc*, 1912, 1 vol. in-8°; L. ODORICI, *Recherches sur Dinan*, p. 561-570.

61. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. IV, p. 340-385, et FOUËRÉ-MACÉ (abbé), *Le Prieuré royal de Saint-Magloire de Lehon*, Rennes, 1892, 1 vol. in-4°.

62. Sur le couvent des Jacobins de Dinan, cf. L. ODORICI, *Recherches sur Dinan...*, p. 307-317, et R. P. CHAPOTIN, *Souvenirs dominicains dans le diocèse de Saint-Brieuc*, dans la *Revue historique de l'Ouest*, année 1887, t. III, p. 148-156, 238-248 et 346-360, et 1834, t. X, p. 151-152. Cf. aussi *Le diocèse de Saint-Brieuc*, t. 1^{er}, p. 84.

Sur celui des Capucins, L. ODORICI, *op. cit.*, p. 579-580, et *Le diocèse de Saint-Brieuc*, t. 1^{er}, p. 84-85; sur celui des Cordeliers, cf. L. ODORICI, *op. cit.*, p. 317.

sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve desservait l'hôpital depuis la seconde moitié du XVII^e siècle; enfin, en 1751, trois sœurs de la Sagesse s'étaient installées à Dinan « pour visiter les malades et les prisonniers, les soigner et leur fournir du bouillon à domicile »⁶³.

Le Guildo avait un couvent de Carmes fondé en 1619 dont le plus clair des revenus était constitué par la ferme du bac, sur la rivière, environ 400 livres par an. Les religieux qui l'habitaient étaient très peu nombreux : 3 seulement en 1786⁶⁴. A Plancoët, depuis 1647, les Dominicains desservait le pèlerinage de la statue miraculeuse de Notre-Dame de Nazareth : d'abord simple vicariat, relevant du prieuré de Saint-Jacques de Dinan, ce petit établissement avait été érigé, en 1687 en prieuré indépendant et les paysans gallos ne cessaient d'y accourir, attirés par le bruit de guérisons surnaturelles⁶⁵.

Enfin, le diocèse de Saint-Malo comptait dans l'archidiaconé de Poudouvre plusieurs confréries, notamment à Dinan même celles du Mont-Carmel, des Tiers-Ordres des Carmes, de Saint-François et de Saint-Dominique⁶⁶.

Le diocèse de Cornouaille ou de Quimper englobait la partie sud-ouest de l'arrondissement de Guingamp et quelques communes de celui de Loudéac : en relevaient les cures de Callac, Corlay, Gouarec, Mûr, Maël-Carhaix et Saint-Nicolas-du-Pélem⁶⁷. Le dernier titulaire de cet évêché, au XVIII^e siècle,

327, et *Le diocèse de Saint-Brieuc...*, t. I^{er}, p. 84; sur celui des Trinitaires, L. ODORICI, *op. cit.*, p. 327-331, et *Le diocèse de Saint-Brieuc*, p. 85.

Sur le couvent des Clarisses de Dinan ou abbaye Sainte-Claire, cf. L. ODORICI, *op. cit.*, p. 331-345; sur celui des Ursulines, L. ODORICI, *op. cit.*, p. 336-358, et *Le diocèse de Saint-Brieuc*, t. I^{er}, p. 168; sur celui des Dominicains, ou couvent de Sainte-Catherine, L. ODORICI, *op. cit.*, p. 353-360; R. P. CHAPOTIN, *Souvenirs dominicains...*, dans la *Revue historique de l'Ouest*, 1889, t. V, p. 440-511, et *Le diocèse de Saint-Brieuc...*, t. I^{er}, p. 168.

63. Sur les religieuses de l'hôpital de Dinan, cf. L. ODORICI, *op. cit.*, p. 280-307; sur les religieuses de la Sagesse, cf. *ibid.*, p. 379-380.

64. E. TRÉGUY, *Le Guildo*, Saint-Brieuc, 1913, 1 vol. in-80.

65. R. P. CHAPOTIN, *Souvenirs dominicains* dans la *Revue historique de l'Ouest*, 1890, t. VI, p. 660-686, et 1894, t. X, p. 154, et A. LEMASSON (abbé), *Les origines de pèlerinage et du sanctuaire de Notre-Dame de Nazareth, près Plancoët*, dans les *Mémoires de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, t. LI, 1914, p. 101-224.

66. R. P. CHAPOTIN, *Souvenirs dominicains*, dans la *Revue historique de l'Ouest*, 1891, t. VII, p. 660-667.

67. Sur le diocèse de Quimper, en général, cf. *Etrennes bretonnes* pour 1789, p. 112-113, Diocèse de Quimper, et TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 108-110.

Toussaint-François-Joseph Conen de Saint-Luc, un ancien élève des Jésuites de Rennes et de Saint-Sulpice de Paris, avait les habitudes de vie et les principes d'un prélat du début du XVII^e siècle, plutôt que de la fin du XVIII^e. Assidu à la résidence, austère et pieux, multipliant les visites pastorales, il avait donné, en 1776, une grande mission à Quimper et y avait prêché en personne, contre la franc-maçonnerie « qui comptait beaucoup d'adeptes dans cette partie de la Bretagne ». Poursuivi par le présidial de la ville, à cette occasion, il avait fait blâmer par le Garde des sceaux le lieutenant-criminel qui avait pris l'initiative de cette procédure ⁶⁸.

Le diocèse de Quimper possédait dans le territoire actuel du département des Côtes-du-Nord, une collégiale, celle de Notre-Dame de Rostrenen, avec un doyen et quatre chanoines à la nomination des Rohan-Guéméné ⁶⁹ et deux abbayes cisterciennès, celle de Bonrepos, et celle de Coatmalouen. La première était située dans la paroisse de Laniscat. Son revenu de 10.000 francs permettait d'entretenir 8 religieux. François-Allaire de Saint-Brieuc, précepteur du duc de Chartres, le futur Philippe Egalité, en avait été nommé abbé commendataire en 1761 et l'avait gardée jusqu'à sa mort, survenue en 1776. A cette date, elle était passée entre les mains de M. de la Biochaye, vicaire général de Dol, qui la possédait au moment où éclata la Révolution ⁷⁰. L'abbaye de Coatmalouen était située dans la paroisse de Saint-Gilles-Pligeaux. Elle produisait un revenu annuel de 4.000 francs. Son dernier abbé commendataire avait été, depuis 1786, M. de Goyon, chanoine et vicaire général de Rennes ⁷¹.

Enfin, en 1668, deux prêtres de campagne, Picot, recteur de Plouguernével et Galerne, recteur de Mûr, avaient fondé à leurs frais, à Plouguernével, une petite société de cinq prêtres destinée à donner des missions et des retraites aux ecclésiastiques et aux laïques et à instruire la jeunesse. Des gentils-

68. TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 135-140, et J. TÉPHANY (abbé), *Histoire de la persécution religieuse dans les diocèses de Quimper et de Léon*, Quimper, 1879, 1 vol. in-8° p. 1-121, et plus spécialement, pour cette affaire de prédication, p. 12-15 et 115-120. Cf. Pierre DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, Paris, 1918-1923, 5 vol. in-8°, t. 1^{er}, p. 66-67.

69. TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 111, et *Le diocèse de Saint-Brieuc...*, t. II, p. 368-369.

70. TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, p. 582-586.

71. *Ibid.*, p. 572-574.

hommes du pays, les Coatual, dotèrent ce « séminaire » qui subsista dans son état primitif jusqu'à l'époque de la Révolution⁷².

Telle était dans ses grandes lignes la situation de l'Eglise catholique, à la veille de la catastrophe de 1789, dans la région que nous étudions. Elle nous apparaît organisée d'une façon archaïque, compliquée, onéreuse et gênante pour les fidèles, peu avantageuse pour le bas clergé, mais dotée de ressources en personnel et en biens encore considérables, malgré un certain relâchement de la discipline et de la ferveur tant chez les clercs que chez les laïques, sensible à partir du début du XVIII^e siècle. On peut ajouter, d'autre part, qu'elle n'a pas à faire face à des forces adverses bien dangereuses⁷³.

Les petites communautés protestantes, dont on constate encore l'existence au cours de la première moitié du XVII^e siècle, en particulier dans la région de Quintin et de Jugon, ont à peu près totalement disparu à la suite de la révocation de l'édit de Nantes. Une des dernières églises qui avaient survécu à la persécution avait été celle de la Moussaye, en Plénée, qui possédait encore un ministre au début du XVIII^e siècle⁷⁴. Il

72. *Ibid.*, p. 110-111, et CHATTON (abbé), *Souvenirs d'un ancien élève du Petit Séminaire de Plouguernevel*, Saint-Brieuc, 1899, 1 vol. in-8°, p. 1-95.

73. Pour être tout à fait exact, énumérons, d'après A. GUILLOTIN DE CORSON, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 545-547, les enclaves que le diocèse de Dol possédait dans les trois diocèses de Saint-Brieuc, Tréguier et Saint-Malo, que nous venons d'étudier.

Diocèse de Saint-Brieuc : paroisses de Landébia, Coëtmieux, Landéhen, Penquilly, Saint-Glen, Saint-Quay-Portrieux, Lanvollon, Lanleff, Lanloup, Kérity, Perros-Hamon, l'Île Bréhat.

Diocèse de Tréguier : Lanmodez, Trévou-Tréguignec, Saint-Quay-Perros, Perros-Guirrec, Loguivy, Lanvellec, Coadout, Locquirec, Lanmeur, Magoar.

Diocèse de Saint-Malo : Landouard (Saint-Jacut), Languenan, Auceleuc, Saint-Carné, Trébédan, Saint-Méloir, Bobital, Le Hinglé, Saint-Urielle, Saint-Launeuc, Illifaut.

Pour l'explication de la présence de ces enclaves, cf. F. DUINE, *La Métropole de Bretagne*, Paris, 1916, 1 vol. in-8°. Cf. aussi la carte ci-jointe.

74. Sur le protestantisme en Bretagne, en général, cf. Philippe LE NOIR, sieur de Crevain, *Histoire ecclésiastique de Bretagne depuis la Réformation jusqu'à l'Edit de Nantes*, éd. B. Vaurigaud, Nantes, 1851, 1 vol. in-8°, et B. VAURIGAUD, *Essai sur l'histoire des églises réformées de Bretagne*, Paris, 1870, 3 vol. in-8°; V. VINCENT, *Essai sur le protestantisme en Haute-Bretagne jusqu'à l'Edit de Nantes*, dans les *Annales de Bretagne*, 1913-1914, t. XXIX, p. 30-39. Sur le protestantisme dans la région de Saint-Brieuc, cf. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 21-23 et note 1, p. 26 et note 1, et t. III, p. 153-155, note 1; S. ROPARTZ, *Portraits bretons des XVII^e et XVIII^e siècles*, p. 203-294. Les derniers protestants dans les évêchés de Saint-Brieuc, Tréguier et Quimper : notes et correspondance du marquis de la Coste.

n'y avait aucune communauté juive. Par contre, les loges maçonniques avaient commencé à se fonder dans le pays, dans le dernier tiers du XVIII^e siècle. A quelques mois seulement de distance, en juillet et en octobre 1765, Dinan avait vu naître la « Tendre Fraternité » et Saint-Brieuc, la « Vertu Triomphante ». La première avait compté parmi ses Vénérables, Lohier, maire de Dinan, en 1785 ; la seconde, le sénéchal Palasne de Champeaux. La Vertu Triomphante groupait, en 1776-1777, une trentaine de membres, parmi lesquels de nombreux négociants et hommes de loi, et six « frères servants », domestiques, ouvriers et petits commerçants. A Guingamp, « l'Etoile des Maçons » brillait dès 1772 ; le futur ingénieur en chef du département et Vénérable de la loge de Saint-Brieuc, Piou, en avait fait partie alors qu'il était au service des Etats de Bretagne⁷⁵.

Naturellement il nous est impossible de dire quelle part exacte ces mystérieuses associations ont eu dans la diffusion des idées philosophiques. On peut cependant avancer, sans tomber dans la puérile hypothèse du « complot », chère à telle école historique, qu'elle a été très réelle. C'est vraisemblablement par ces loges maçonniques que le bas Tiers et même une partie du clergé ont connu les idées des Encyclopédistes ; c'est là qu'ils ont puisé la haine de la « superstition » et du « fanatisme », l'amour des « lumières » et de la « tolérance ». La plus grande partie du personnel administratif du Consulat et de l'Empire y fera son éducation philosophique et politique. L'évêque de Quimper, plus perspicace que nombre de ses collègues mitrés, avait vu juste quand, orthodoxe intransigeant, il les dénonçait comme des « foyers d'irreligion et de libertinage »⁷⁶.

75. Documents maçonniques communiqués par D. TEMPIER : planche à tracer contenant les noms et qualités des F.^{rs} composant la T.^{re} R.^{te} L.^{re} Saint-Jean, sous le titre distinctif de la *Vertu Triomphante* établie à l'Or. de Saint-Brieuc, régulièrement constituée par patentes, délivrées par le Grand Or.^{re} de France, le 10^e jour du 10^e mois de l'an 5.^{re} 7.^{re} 65.^{re}, cf. G. BORD, *La franc-maçonnerie en France, des origines à 1815*, Paris, 1908, 1 vol. in-80, t. I^{er} p. 389-488. Liste des loges bretonnes en 1771 ; Aug. HAMON, *La franc-maçonnerie en Bretagne et particulièrement dans les Côtes-du-Nord, aux XVIII^e et XIX^e siècles*, dans l'*Acacia*, 1911, t. XVII, p. 453-467. (Mentionne aussi une loge à Lamballe) ; Ar. F., *La franc-maçonnerie en Bretagne*, dans *Le Fureteur Breton*, 1911-1912, p. 78 et 122 ; L. ESQUIEN, *La franc-maçonnerie en Bretagne*, dans *Le Fureteur Breton*, 1919, p. 49 et 50.

76. J. TÉPHANY (abbé), *op. cit.*, p. 12-15 et 115-120.

Il est de fait qu'en parcourant les doléances des Cahiers on s'aperçoit que l'« esprit du siècle » a commencé à contaminer ces populations bretonnes naguère encore si dociles à l'Eglise. Ecoutons d'abord le Tiers. Aux rancunes traditionnelles contre l'autoritarisme et la fiscalité de la Curie romaine, contre la paresse et l'avidité des moines, se joignent des aspirations nouvelles vers un statut de l'Eglise plus rationnel, plus en harmonie avec les besoins du temps, plus équitable enfin à l'égard des masses populaires et du bas clergé associé à leur vie, à leurs travaux, et à leurs peines.

Le Cahier de la ville de Lamballe donne une note galli-cane. Art. 17 : « Les évêques rentreront dans leurs droits usurpés (par Rome), surtout en celui d'accorder des dispenses pour mariage ». Celui de la ville de Moncontour demande que « Messieurs les Recteurs y soient admis (aux Etats de la province) en nombre suffisant pour y avoir place et voix délibérative dans l'ordre de l'Eglise » (art. 10) ; « que les portions congrues de Messieurs les Recteurs soient augmentées jusqu'à concurrence de 1.000 livres pour MM. les Recteurs et de 500 livres pour MM. les Curés, laquelle augmentation sera prise sur les revenus des abbayes commendataires ou supplétivement sur les gros décimateurs » (art. 11) ; celui de la paroisse de Saint-Mathurin-de-Moncontour exprime le vœu que MM. les évêques soient obligés à la résidence permanente de leurs évéchés, de tenir le synode et de faire leur visite dans leur diocèse une fois par an ; que faute de l'un ou de l'autre, le revenu de leur évêché sera confisqué de plein droit au profit des pauvres contribuables du diocèse et régi, sur les poursuites du procureur du roi du lieu, par la commission diocésaine (art. 14) ; dans l'article 16, il s'élève contre l'inutilité des anciens ordres monastiques, ou tout au moins de bon nombre de leurs couvents. « Vu la richesse immense des abbayes des deux sexes et le petit nombre de profès dans chacun, ils doivent être réunis dans les principales abbayes de leur ordre où ils rempliront plus scrupuleusement leurs règles sous les yeux de leur chef ; si les revenus de l'abbaye ne sont pas considérables ou si une abbaye n'est pas assez vaste pour la résidence commode de tous les profès, on leur en assignera proportionnellement au nombre et le surplus des abbayes, ainsi que de leurs revenus, sera destiné d'abord au paiement de l'augmentation des portions congrues des recteurs et des pensions des curés, dont on

demande la fixation à 1.000 livres, pour les premiers et à 500 livres pour les seconds et la suite à la décharge de l'Etat » ⁷⁷.

Même réclamation en faveur d'une amélioration de la condition matérielle des recteurs et curés, dans le Cahier de la ville de Guingamp, dont le « pasteur » n'a « pour tous émoluments qu'un casuel précaire » (art. 17). Et, en outre, dans l'article 30, une audacieuse affirmation de principes qui annonce la Constitution civile : « MM. les députés aux Etats généraux sont priés de demander la suppression du Concordat et de l'alternative en Bretagne, et le rétablissement des élections pour tout bénéfice, à charge d'âmes, avec faculté aux paroissiens de présenter à l'évêque quatre sujets pour le rectorat » ⁷⁸. Les Cahiers des paroisses de Saint-Sauveur et de Sainte-Croix ne sont pas tendres pour les ordres monastiques, tant d'hommes que de femmes, qualifiés sans ménagement d' « inutiles à l'Etat », et celui de Coatascorn réclame formellement la « suppression de l'abbaye de Bégard et l'emploi des revenus à l'entretien d'une maison de charité » (art. 8) ⁷⁹.

Le Cahier général de la sénéchaussée de Rennes reproduit la plupart de ces revendications, en les codifiant, si l'on peut dire. Tout le paragraphe 1^{er}, du titre IV, c'est-à-dire 41 articles, sont consacrés à la matière et si le 1^{er} (l'art. LXXVIII) est une manifestation d'orthodoxie encore intolérante puisqu'il n'accorde qu'à la religion catholique « le culte public dans le royaume », nombre d'autres sont hardiment réformateurs, et cela dans les termes les plus énergiques. C'est ainsi que ce cahier dénonce « la corruption, l'intrigue et le despotisme », comme « ayant donné des pasteurs du premier et du second ordre dont la conduite n'a que trop répondu au vice de leur promotion. Après deux siècles et demi d'une épreuve désastreuse, que le Concordat soit proscrit de nouveau, comme il l'a été aux Etats d'Orléans..., que cette proscription soit irrévocable; en conséquence, élections des évêques rétablies..., les

77. H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*, t. III, p. 522, cahier de la ville de Lamballe; p. 760-761, cahier de la ville de Moncontour; p. 772-773, cahier de la paroisse Saint-Mathurin de Moncontour.

78. *Ibid.*, t. IV, p. 32 et 37, cahier de la ville de Guingamp.

79. *Ibid.*, t. IV, p. 54-55, cahier de la paroisse Saint-Sauveur de Guingamp; p. 64-65, cahier de la paroisse Sainte-Croix de Guingamp, et p. 79, cahier de la paroisse de Coatascorn.

élections étendues aux cures en tâchant de les concilier avec l'exercice du droit de patronage » (art. LXXIX). Il est vrai qu'il ajoute (art. LXXXIII) : « les non-catholiques ne pourront participer aux élections des pasteurs du premier et du second ordre ». Naturellement, il s'élève lui aussi contre les abus de la cour de Rome, réclame « la résidence rigoureuse des évêques et des curés, mais surtout des évêques » (art. LXXXV) et il ajoute : « Nous demandons un métropolitain en Bretagne. Les affaires de juridiction ecclésiastique ruinent les parties en frais de voyage à Tours » (art. LXXXVII). Le Tiers de la sénéchaussée de Rennes proteste contre la « pluralité des bénéfices » ; elle entraîne : « les abus les plus scandaleux » (art. XCVIII). « Toutes quêtes de religieux mendiants supprimées ; et seront interdites, sous peines sévères, comme contraires à la décence et aux bonnes mœurs, les quêtes que vont faire dans les maisons, à la ville et à la campagne, des religieuses ou sœurs converses de quelque ordre qu'elles soient » (art. XCVII). Enfin, d'une façon générale, « il ne sera toléré dans chaque ville et dans ses faubourgs qu'une seule maison de chaque ordre religieux, de l'un ou de l'autre sexe, et seront supprimés tous les monastères qui n'ont pas le nombre de religieux fixé par les derniers édits. » (art. XCIX).⁸⁰

Moins détaillé, le Cahier de Dinan s'en tient, d'une part, à la réclamation de style contre la fiscalité romaine ; d'autre part, à la demande de résidence des évêques et de non-cumul des bénéfices ; celui de Tréguier-Lannion voudrait que les pasteurs des villes et des campagnes fussent représentés désormais aux Etats de Bretagne ; « ils méritent cette confiance de la nation ».

« La Bretagne, ajoute-t-il, est couverte d'abbayes et de communautés inutiles : suppression et emploi des revenus à des établissements d'utilité publique, suivant les indications qu'en feront les Etats »⁸¹.

Le Cahier de Ploërmel s'étend longuement sur la question (art. 52 à 65) : on y retrouve les mêmes vœux que plus haut, en faveur de l'amélioration du sort des ecclésiastiques de campagne qui soutiennent « tout le poids du ministère », les

80. *Ibid.*, t. IV, p. 255-261. Réformes générales pour tout le royaume dans les diverses parties de l'administration, § 1, religion, état ecclésiastique, etc.

81. *Archives parlementaires*, t. III, p. 148, et IV, p. 77.

mêmes sévérités à l'adresse des ordres monastiques, spécialement des ordres mendiants, et de plus cette revendication curieuse autant par la hardiesse de l'idée que par l'âpreté de la rédaction, qui tendrait à prouver que les « robins » de Loudéac et de Pontivy avaient peut-être lu Diderot. « Que dans un âge où l'on ne peut, suivant les lois, aliéner la moindre partie de ses propriétés, l'on ne puisse plus, par une contradiction funeste et révoltante, aliéner pour toujours sa liberté; qu'en conséquence, l'émission des vœux et la profession religieuse, ne pourra plus, pour les personnes des deux sexes, avoir lieu qu'après l'âge de 25 ans accomplis » (art. 55)⁸².

Enfin, celui de Saint-Brieuc, d'une manière plus brève, se prononce pour « la suppression des ordres religieux et le pensionnement des moines, avec faculté de remplir les cures et autres objets de service public, comme les prêtres séculiers » (art. 35). On pourrait ainsi procéder à un remaniement des circonscriptions ecclésiastiques, ériger toutes les trèves et succursales en paroisses (II, 29), et assurer la subsistance des recteurs dont quelques-uns n'ont ni dime, ni portion congrue, et ne vivent que du casuel⁸³.

A côté des doléances du Tiers, celles du bas clergé lui-même, « recteurs, prieurs, bénéficiers, maisons régulières ou séculières » puisqu'il a été appelé, par l'arrêt du Conseil du 16 mars 1789 à délibérer en assemblées spéciales, par diocèses, en Bretagne, comme dans tout le reste du royaume : concession particulièrement importante dans une province où cette sorte d'ecclésiastiques n'était pour ainsi dire pas représentée aux Etats. C'était la première fois qu'on leur donnait vraiment la parole : ils s'en servent pour faire chorus avec le Tiers, d'autant plus qu'ils parlent d'abondance et qu'ils sont personnellement édifiés sur la mansuétude évangélique de certains évêques, le désintéressement et le zèle d'apôtre de la plupart des décimateurs et commendataires⁸⁴.

Le Cahier du bas clergé du diocèse de Saint-Brieuc n'a pas pu être retrouvé, mais un mémoire envoyé au Roi par un certain nombre de recteurs et de curés de la région de Saint-Brieuc, dès la fin de 1788, permet de se rendre compte approxi-

82. *Ibid.*, t. IV, p. 382.

83. *Ibid.*, t. V, p. 630-632.

84. H. POMMERET (abbé), *L'esprit public...*, p. 47.

vement de l'esprit qui devait l'animer. Le mémoire dénonce la composition abusive des Etats de Bretagne, où dominent presque exclusivement les ordres privilégiés et proclame la solidarité du bas clergé et du Tiers. Il faudrait, en outre, qu'aux Etats de Bretagne le nombre de recteurs fût double⁸⁵.

Celui du diocèse de Tréguier, dans le trop bref résumé qui nous est parvenu, apparaît le plus hardi de tous, il demande : « les dîmes rendues à chaque recteur..., suppression des annates..., assurer un revenu suffisant aux prêtres et une retraite aux infirmes..., l'élection des évêques au scrutin, par les recteurs qui présenteraient au Roi trois sujets..., suppression du Concordat..., toutes les paroisses au concours, l'évêque et les recteurs seuls examinateurs... Les prébendes des cathédrales aux recteurs après vingt ans de service. Pouvoir aux recteurs de s'assembler hors du temps de synode à la réquisition du doyen ou de cinq recteurs. Les synodes à de certaines périodes très rapprochées... Réunion des bénéfices simples en faveur des bénéfices qui ne sont pas pourvus..., finalement, une adhésion aux demandes du Tiers Etat. » Certaines de ces doléances, n'est-il pas curieux de le constater dans la portion la moins française et la plus arriérée, en apparence, du futur département des Côtes-du-Nord, révèlent chez ce clergé bas breton des tendances « presbytériennes » et démocratiques, très opposées à l'esprit « monarchique » du catholicisme romain. On songe, en les feuilletant, aux conceptions religieuses chères à d'autres Celtes, ceux du très protestant Pays de Galles, établis de l'autre côté de la Manche, mais tout voisins des gens du Trégorrois, par la race et par la langue⁸⁶.

Avec le Cahier du diocèse de Saint-Malo, le ton change : nous sommes à mi-chemin de la Normandie : les Normands sont gens prudents, nullement révolutionnaires, tout au plus sagement « progressistes », les clercs de Dinan aussi. On ne s'étonnera pas de les voir songer à eux tout d'abord, à leur situation d'ordre privilégié, encore qu'ils en occupent les derniers rangs, et réclamer « que la religion catholique seule ait en France un exercice public et que les ordonnances concernant le culte public soient renouvelées pour être plus exactement exécutées », qu'on prenne des mesures « contre la licence immo-

85. H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances...*, t. IV, p. 311-312.

86. *Ibid.*, t. IV, p. 313-314.

dérée de la presse ». Ces réserves faites, le cahier admet la possibilité de réformes de détail modérées et pratiques. Ainsi l'on demande « les moyens propres et efficaces à donner à la jeunesse des villes et des campagnes une éducation solide et utile à la religion et à l'Etat...; l'admission des députés de toutes les classes du clergé à toute assemblée ecclésiastique, soit nationale, soit provinciale, ainsi qu'aux assemblées politiques de cette province et dans celle-ci, une représentation proportionnelle et suffisante de l'ordre du Tiers. » On forme le souhait « que la science et la vertu soient désormais des titres nécessaires et suffisants pour être admis à toute espèce de dignité ecclésiastique » que soient respectés les « canons contre la pluralité des bénéfices », enfin « qu'on ne confère désormais de bénéfices qu'à ceux qui sont dans les ordres sacrés ou prêts à entrer », coup droit porté, sans en avoir l'air, aux abbés de cour, éternels tonsurés ou minorés. Mais, pas un mot de l'épineuse question de l'abrogation du Concordat, ni du rétablissement des élections. Décidément, au pays de saint Yves, bien qu'on n'y parlât pas partout le français, on était moins timoré et plus généreux ⁸⁷.

Du reste, pendant que le bas clergé breton faisait ainsi son apprentissage politique en liaison avec le Tiers, le haut clergé, lui, se solidarisant avec les nobles, s'enfermait, comme ces derniers, dans une attitude de bouderie impolitique. Assemblés à Saint-Brieuc, dans l'église des Cordeliers, le 16 avril, ses 25 représentants se montrèrent sourds à la voix de Barreau de Girac, évêque de Rennes, lequel essaya en vain de faire comprendre aux évêques, abbés, et délégués des chapitres cathédraux, parmi lesquels ils étaient recrutés « qu'ils étaient non seulement attachés à la province, mais qu'ils se devaient encore au clergé de France dont ils étaient membres ». La majorité se prononça en faveur de l'abstention aux élections pour les Etats généraux, tout comme la noblesse, et motiva sa décision dans une déclaration obstinément amoureuse du passé (20 avril). On y rappelait qu'aux termes du contrat « d'union de la Bretagne et de la France » et suivant « les formes anciennes et toujours observées », les Etats provinciaux avaient seuls qualité pour désigner « légalement » les députés aux Etats généraux. En conséquence, le Roi était supplié de

87. *Ibid.*, t. IV, p. 306-311.

convoquer au plus tôt les Etats de Bretagne. L'ordre déclarait « désavouer formellement tous ceux qui n'ayant pas été nommés par les Etats de Bretagne prétendaient « le représenter aux Etats généraux ». Enfin, il protestait « contre les dispositions du règlement du 16 mars dernier qui opère dans le clergé une division sans exemple, aussi funeste à la religion qu'au bien de la province » c'est-à-dire, contre le groupement des ecclésiastiques du premier et du second ordre en deux corps électoraux distincts⁸⁸.

Ainsi, au moment où s'ouvre la Révolution française, l'état d'esprit religieux des quatre diocèses constituant le futur département des Côtes-du-Nord apparaît avec une netteté singulière et de mauvais augure : d'un côté les membres du Tiers et la grande majorité du bas clergé réclament des réformes dont quelques-unes s'inspirent audacieusement, moins des canonistes gallicans de Bâle ou de Bourges, que des philosophes de l'Encyclopédie, de l'autre, les membres du haut clergé font cause commune avec la noblesse et s'entêtent à défendre les « privilèges » de leur province et de leur ordre, c'est-à-dire des ruines, menacées par le flot bouillonnant de l'esprit rationaliste et novateur du XVIII^e siècle.

II. — LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD AU POINT DE VUE RELIGIEUX SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

Entre ces deux tendances, une lutte ouverte était inévitable. Elle ne tarda pas à éclater. Très vite, les prélats bretons réagirent avec violence contre le courant révolutionnaire. Sans doute, l'insignifiant Regnault de Bellescize, toujours absent de son diocèse, ne fait guère parler de lui, mais il n'en est pas de même de ses collègues, surtout de ceux de Tréguier et de Quimper. Dès le 12 septembre 1789, en réponse à une lettre de Louis XVI demandant aux évêques des prières publiques, pour la paix du royaume, Le Mintier, dans un mandement retentissant, s'était exprimé sans bienveillance sur l'œuvre déjà réalisée et sur les projets de l'Assemblée constituante, spécialement dans le domaine religieux : « L'Eglise, y disait-il,

88. H. POMMERET (abbé), *L'esprit public*, p. 54-56, et *Archives parlementaires*, t. V, p. 627, Déclaration et protestation de l'Eglise de Bretagne assemblée à Saint-Brieuc, 20 avril 1789.

tombe dans l'avilissement et la servitude, ses ministres sont menacés d'être réduits à la condition de commis appointés ». Le « délire philosophique » va même jusqu'à vouloir substituer « à la charité une stoïque et stérile bienfaisance »⁸⁹. Dénoncé à l'Assemblée par les députés des sénéchaussées de Saint-Brieuc et Morlaix-Lannion, l'évêque avait vu son mandement déféré au tribunal du Châtelet. Celui-ci, il est vrai, le 14 septembre 1790, après enquête, arrêta l'affaire et déclara qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre⁹⁰. Mais, pendant ce temps, Conen de Saint-Luc provoquait chez les patriotes de Quimper une véritable émeute, par son refus d'adopter le drapeau tricolore, et se voyait menacé d'être pendu (août 1790)⁹¹.

Ce n'était là, toutefois, que le prélude de la violente crise religieuse qu'allaient déclancher les quatre décrets de la Constituante du 2 novembre 1789 sur la vente des biens ecclésiastiques, des 13 février, 12 juillet, et 8 octobre 1790, sur les vœux monastiques, sur la Constitution civile du clergé, portant rétablissement des élections pour les évêchés et les cures et remaniement des circonscriptions diocésaines, et sur les réguliers. La Constitution civile notamment bouleversait l'organisation religieuse traditionnelle de la Bretagne, en supprimant les sièges de Dol, Saint-Malo, Tréguier et en rattachant, comme on l'a vu, une partie de leur territoire ainsi qu'une partie de celui de Quimper, au territoire du diocèse de Saint-Brieuc. L'évêque du département des Côtes-du-Nord, en

89. Sur l'histoire religieuse de la Bretagne, en général, et du département des Côtes-du-Nord, en particulier, sous la Révolution française, cf. Pierre DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, déjà citée; Ludovic SCIOUT, *Histoire de la constitution civile du clergé (1790-1801)*, Paris, 1872-1881, 4 vol. in-8°; TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire en Bretagne à la fin du XVIII^e siècle*, 1845, 2 vol. in-12, rééd. en 1892; J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLEMY, *Etudes sur la Révolution en Bretagne principalement dans les Côtes-du-Nord*, Paris et Saint-Brieuc, 1858, 1 vol. in-8°; *Le diocèse de Saint-Brieuc pendant la période révolutionnaire, notes et documents*, Saint-Brieuc, 1894-1899, 3 vol. in-8°, déjà cité; H. POMMERET (abbé), *L'esprit public...*, déjà cité.

Sur le mandement de Le Mintier, cf. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire*, t. I^{er}, p. 30-33, et H. POMMERET (abbé), *L'esprit public...*, p. 76-77.

90. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire*, t. I^{er}, p. 89-91, et H. POMMERET (abbé), *L'esprit public...*, p. 78-79.

91. J. TÉPHANY (abbé), *Histoire de la persécution religieuse dans les diocèses de Quimper et de Léon*, p. 42-47. Lui aussi avait répondu à la lettre du Roi par un mandement contre-révolutionnaire (octobre 1789). *Ibid.*, p. 39.

résidence dans cette dernière ville, relevait désormais non plus de l'archevêque de Tours mais du métropolitain du Nord-Ouest, en résidence à Rennes ⁹². On comprend la vive émotion produite par ces mesures, surtout chez ceux dont elles lésaient les intérêts : prélats et chanoines des ci-devant diocèses. Aussi l'*Exposition des principes* des évêques députés du 30 octobre 1790 n'est-elle pas encore imprimée que Conen de Saint-Luc y adhère, sur son lit de mort, dans un sursaut suprême d'indignation contre l'audace sacrilège de la Constituante (30 septembre) ⁹³. Le 28 octobre, le chapitre de Tréguier, l'évêque en tête en sa qualité de chanoine, s'associe à la protestation du prélat de Cornouaille ⁹⁴. Le 2 novembre, c'est le tour de Le Mintier lui-même de publier une nouvelle déclaration enjoignant à son clergé de « regarder comme intrus tout ecclésiastique promu à l'épiscopat ou préposé au gouvernement d'une paroisse suivant les formes nouvelles jusqu'à ce qu'elles ne soient adoptées par l'Eglise » et à s'abstenir de toute communication « *in divinis* » avec eux ⁹⁵. Enfin, le 9 octobre, le chapitre cathédral de Saint-Brieuc s'élève avec véhémence contre le nouveau statut de l'Eglise de France et les « tristes fruits d'un régime ecclésiastique présenté par des mains inexpérimentées » ⁹⁶.

Le 27 novembre paraissait le décret sur le serment imposé à tous les ecclésiastiques exerçant des fonctions publiques. En présence de l'attitude hostile de tout le haut clergé — évêques et chanoines — quelle allait être celle de la masse des recteurs, curés et desservants, bref, de tous ceux que l'on pourrait appeler le prolétariat ecclésiastique des quatre diocèses ? C'est une question à laquelle il nous est difficile de répondre encore à l'heure actuelle, d'une façon rigoureuse, faute de monographies consciencieuses. Toutefois, nous disposons de quelques approximations. Dans l'ancien diocèse de Saint-Brieuc, à s'en

92. DUVERGIER, t. Ier, p. 64-65, 118-119, 283-290, 448-453.

93. J. TÉPHANY (abbé), *op. cit.*, p. 47, 49 et 50.

94. J. TÉPHANY (abbé), *op. cit.*, p. 82-87.

95. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 120-121.

96. *Protestation des chanoines de la cathédrale de Saint-Brieuc contre la Constitution civile du clergé*, 9 octobre 1790, éd. L. Dubreuil, dans *la Révolution française*, t. 70, année 1917, p. 351-353. Un mois plus tard, 9 novembre, ce fut le tour des chanoines de la collégiale Saint-Guillaume, TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, t. Ier, p. 114.

tenir à un chiffre suspect, il y aurait eu une centaine de prêtres à consentir au serment (22 recteurs, 23 « curés » ou « vicaires », 57 prêtres habitués ou recteurs de trèves), soit environ un huitième de l'effectif total. Parmi les recteurs, on remarque celui de Saint-Michel de Saint-Brieuc, Hillion; celui de Saint-Germain-de-la-Mer, Ernault; celui de Pléhérel, Boëtard; celui de Langueux, Corbel; celui de Pordic, un Prémontré de Beauport, Odio-Baschamps; celui de Lannebert, Jacob; parmi les « curés » et recteurs de trèves, Lalleton, recteur de Collinée; Pasturel, vicaire à Plurien; Petitbon, vicaire à Dolo; parmi les prêtres habitués, Corbel, professeur au collège de Saint-Brieuc; Dayot, prêtre de Morieux; Dobet, prêtre de Plurien; Micault-Souleville, Gallet et Bichemin, chapelains de la collégiale de Saint-Jean de Lamballe; Boscher, prêtre de Moncontour; Armez d'Yvias, Nau de Quintin, Boudet, chanoine de Matignon⁹⁷.

Par contre, malgré l'absence de Bellescize, la majeure partie des ecclésiastiques, même ceux qui avaient d'abord manifesté quelques sympathies pour les idées nouvelles, proteste contre l'œuvre de la Constituante et refuse le serment. Ainsi, Cormeaux, recteur de Plaintel et directeur des Hospitalières de Moncontour, jusque là « patriote », démissionne de son poste de président du district de Saint-Brieuc⁹⁸. Le recteur de Trégomeur, Haméon, écrit une *Exposition de la doctrine catholique sur les matières agitées en ce temps* qui, colportée de presbytère en presbytère, recueille près de 200 signatures⁹⁹. Pour le diocèse de Tréguier, nous sommes moins bien renseignés. D'après M. Pommeret, 225 prêtres auraient signé la déclaration de Le Mintier, du 2 novembre¹⁰⁰. D'après le chanoine Lesage, la proportion des jureurs aurait été plus forte que dans le diocèse de Saint-Brieuc : il l'évaluait au tiers de

97. DUVERGIER, t. II, p. 68-69.

Sur l'effectif des assermentés de l'ex-diocèse de Saint-Brieuc, cf. faute de mieux, LE SAGE (abbé), *Notices historiques sur le diocèse de Saint-Brieuc avant, pendant et après la Révolution*, p. 60-64.

98. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 118-119.

99. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. I^{er}, p. 179-180, et H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 121.

100. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 120.

l'effectif total ¹⁰¹. De fait, nous connaissons un certain nombre d'ecclésiastiques de Tréguier ayant prêté le serment. Sans doute, à Tréguier même, ceux du séminaire et du collège s'y refusent, mais deux vicaires de la cathédrale y consentent. De même, le recteur de Belle-Isle-en-Terre, celui de Bourbriac, un « curé » de Plésidy, Le Bescond, un autre de Bocqueho, le recteur de Louannec, celui de Plestin-les-Grèves, un chapelain de Pontrieux, un « curé » de Ploëzal. Les deux grands centres après Tréguier, Guingamp et Lannion semblent avoir été des nids de réfractaires ¹⁰².

Pour la portion du ci-devant diocèse de Saint-Malo, intéressant les Côtes-du-Nord, aucun chiffre précis. Nous savons seulement que sur 54 cures du district de Dinan relevant du diocèse de Saint-Malo, il y eut 17 recteurs à prêter le serment, plus 5 vicaires. A Dinan même, les recteurs des deux paroisses de Saint-Malo et de Saint-Sauveur le refusent, mais il y a des défections parmi les vicaires. Le recteur de Lanvallay jure, de même ceux de Bobital, de Saint-Carné et de Plumaugat ¹⁰³.

Enfin, dans la partie du diocèse de Quimper qui concerne notre sujet, 23 recteurs, 39 « curés » et 29 prêtres adhèrent à la protestation de leur évêque. Tous les chanoines de Rostrenen refusent le serment; il en est de même des « directeurs » du séminaire de Plouguernével ¹⁰⁴.

Malgré ces difficultés, le nouveau diocèse constitutionnel des Côtes-du-Nord s'organisa tant bien que mal. Le 14 mars 1791, l'assemblée des électeurs du département, réunie à Saint-Brieuc, élut comme évêque, par 383 voix sur 405 votants, le recteur de Lannebert, Jean-Marie Jacob, déjà administrateur du département. « C'était un prêtre d'allures très simples, de mœurs régulières, de science médiocre, mais d'une très grande bonté. Son apparence n'avait rien d'un prélat d'Ancien Régime, mais son esprit de charité l'avait fait surnommer dans la

101. LESAGE (chanoine), *Mémoires cités dans Le diocèse de Saint-Brieuc*, t. II, p. 19.

102. *Le diocèse de Saint-Brieuc*, t. I^{er}, p. 4, 17, 20, 56; t. II, p. 160, 174, 304-305, 312-313, 424.

103. *Le diocèse de Saint-Brieuc...*, t. I^{er}, p. 162, 164, 222, 232 et 236.

104. H. POMMERET (abbé), p. 120, et *Le diocèse de Saint-Brieuc...*, t. II, p. 368-369.

paroisse qu'il quittait « le Père des pauvres »¹⁰⁵. Sacré à Paris, le 1^{er} mai, par Gobel, il fut installé à Saint-Brieuc, le 13, et adressa presque aussitôt au clergé et aux fidèles de son diocèse, spécialement aux réfractaires, une lettre pastorale où, à grand renfort de textes de saint Paul, il essayait de dissiper leurs préventions à l'endroit de la Constitution et de les convaincre de la nécessité de l'union¹⁰⁶. En même temps, il choisissait ses « vicaires épiscopaux » : on remarque, parmi ces derniers, Hillion, Odio-Baschamps, Gautier, Gallet. Son secrétaire fut Pasturel¹⁰⁷. Jacob était tenu en haute estime par son métropolitain, Le Coz, évêque d'Ille-et-Vilaine, et devait garder d'étroites relations d'amitié avec lui jusqu'à la fin de la Révolution¹⁰⁸. Il parvint à disposer d'environ 175 prêtres constitutionnels, les uns anciens séculiers, les autres ex-réguliers ayant jeté le froc aux orties. Tous les grands centres, ou à peu près, furent pourvus, au moins d'une façon sommaire. A Saint-Brieuc, aux termes de l'article 7 de la Constitution elle-même, l'église cathédrale Saint-Etienne fut desservie par l'évêque faisant fonctions de curé et par ses vicaires épiscopaux faisant fonctions de vicaires. Le séminaire eut un « vicaire supérieur » (Philippe) et trois directeurs. Guingamp eut un curé constitutionnel, Dinan, deux, qui n'étaient autres que deux ex-dominicains du couvent de Nazareth de Plancoët : Tudeau à Saint-Malo, Tobie à Saint-Sauveur. On note également des assermentés à Plérin, Lamballe, Broons, Moncontour, Uzel, Châtelaudren, Corlay, Erquy, Plouguernevel, Etables, Loudéac, Rostrenen. Nous

105. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 130 et 131, cf. LESAGE (chanoine), *Mémoires*, fragment publié dans la *Semaine Religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, année 1891, p. 600-602; P. LEVOT, *Biographie bretonne*, t. I^{er}, article Jacob; P. PISANI, *Répertoire biographique de l'épiscopat constitutionnel (1791-1802)*, Paris, 1907, 1 vol. in-8°.

106. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 303, et lettre de Louis Le Beaudour, juge à Lannion, à Couppé, sur son installation datée du 13 mai 1791, dans la *Revue des Archives historiques des Côtes-du-Nord*, p. 142-144.

Cette lettre de M. l'Evêque du département des Côtes-du-Nord, 16 mai 1791, a été publiée, pour la première fois, par Ch. LE PÉCHOUX, dans *La Pensée Bretonne* du 15 janvier 1924.

107. LE SAGE (abbé), *Notices historiques...*, p. 60-64.

108. *Correspondance de Le Coz, évêque constitutionnel d'Ille-et-Vilaine*, éd. Rouxel, Paris, 1900-1903, 2 vol. in-8°, t. I^{er}, p. 128. Le Coz à Grégoire, le 3 floréal an III : « le citoyen Jacob, digne et saint évêque des Côtes-du-Nord », p. 149-150, 161, 260-261, 275.

n'avons retrouvé mention ni de Lannion, ni de Tréguier. Naturellement, l'installation des « intrus » ne se fit pas toujours pacifiquement et il fallut plus d'une fois recourir à l'intervention de la force armée, qui donna lieu à maints incidents tragi-comiques ¹⁰⁹.

Pendant que l'Eglise constitutionnelle, appuyée par l'autorité civile, s'installait ainsi péniblement, l'Eglise réfractaire commençait à éprouver les effets de sa résistance et à faire figure de persécutée. Son patrimoine traditionnel était déjà passé aux mains du tiers, par une série de ventes aux enchères qui s'échelonnèrent surtout à partir de 1791 ¹¹⁰. D'autre part, les couvents avaient vu leurs portes s'ouvrir et un certain nombre de réguliers, surtout dans les abbayes, reprendre leur liberté ¹¹¹.

C'était maintenant dans la personne de son clergé séculier qu'elle allait être atteinte. Le Mintier fut cité à comparaître, le 18 janvier, devant le tribunal du district de Lannion, pour s'expliquer au sujet de sa déclaration du mois de novembre précédent; sa longue réponse fut un nouveau réquisitoire contre la Constitution civile et le serment ¹¹². « Mandé avec les évêques de Léon et de Vannes, à la barre de l'Assemblée nationale, le 14 février 1791, il ne répondit pas à ce nouvel appel. Insulté et outragé dans sa ville épiscopale, même dans son propre palais, il crut devoir se soustraire par la fuite à des

109. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 440-442, note 1. Le clergé constitutionnel des Côtes-du-Nord, d'après un registre tenu par Jacob, et communiqué par Mgr Groin de la Romagère à l'auteur. Ce registre doit se trouver, selon toute vraisemblance, aux Archives de l'évêché, inaccessibles depuis la loi de Séparation.

Ibid., p. 442-443, incidents à Plédran, à Plouguernével, cf. *Le diocèse de Saint-Brieuc...*, *passim*.

110. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 112-127.

111. Aucune étude précise n'a encore été faite sur cette sécularisation des réguliers dans les anciens diocèses de Saint-Brieuc, Tréguier, Saint-Malo, Quimper. Faute de mieux on glanera quelques détails sur les plus retentissantes « apostasies » de Dominicains et d'Augustins, dans R. P. CHAPOTIN, *Souvenirs dominicains...*, dans la *Revue historique de l'Ouest*, *loc. cit.*, sur les couvents de Dinan et de Plancoët (à Dinan, Fidèle Paris; à Plancoët, Tobie et Tudeau se sécularisent) et C.-J.-B. QUERNEST, *op. cit.* (de même à Lamballe, le prieur des Augustins Verne). Ne pas oublier d'autre part qu'Odio-Baschamps était un Prémontré de Beauport.

112. Procès-verbal de l'interrogatoire d'Augustin-René-Louis Le Mintier devant le tribunal de district de Lannion, 18 janvier 1791, dans la *Revue des Archives historiques des Côtes-du-Nord*, p. 123-142.

persécutions sans cesse renaissantes ». En avril 1791, il passait à Jersey, en compagnie d'un certain nombre de prêtres de son diocèse; il devait y séjourner jusqu'en 1796, époque à laquelle, par crainte d'une descente des troupes françaises dans l'île, il se réfugia à Londres ¹¹³.

Cortois de Pressigny émigra à peu près à la même époque en Savoie, d'où il devait passer en Suisse, puis en Bavière. De son exil, il adressa successivement, le 24 avril 1791 et le 5 avril 1792, aux fidèles de son diocèse, deux Lettres pastorales dans lesquelles il leur enjoignait de ne point reconnaître les assermentés ¹¹⁴.

On sait, par quelles mesures répressives, la Législative qui venait de succéder à la Constituante fit face à cette levée de crosses. Le décret du 29 novembre 1791 supprime toute pension aux réfractaires qui se refusaient à prêter le « serment civique », et prévoit, en cas de dénonciation, leur éloignement de leur domicile, par les soins du directoire du département, en tant que « suspects ». Celui du 27 mai 1792 inflige la peine de la déportation à tout insermenté dénoncé par vingt citoyens; celui du 26 août donne quinze jours aux déportés pour gagner les frontières du royaume; passé ce délai, la peine prévue est la déportation à la Guyane. Enfin, le décret du 18 août supprime purement et simplement toute espèce de « corporation religieuse », c'est-à-dire de congrégation et de confrérie, et en assujettit les membres, pour toucher pension, à la prestation du serment civique ¹¹⁵.

En exécution de ces différentes dispositions législatives, l'administration du département des Côtes-du-Nord, qui avait déjà pris, dès le 18 juin 1791, un arrêté obligeant les insermentés à s'éloigner de six lieues de leur paroisse, dès l'apparition d'un constitutionnel dans la commune, par un nouvel arrêté du 15 février 1792, interna tous les réfractaires en instance de déportation au château de Dinan : dès le mois d'avril, on en comptait déjà une quinzaine ¹¹⁶. Le régime assez doux de

113. TRESVAUX (abbé), *L'Eglise de Bretagne*, p. 384-385, et *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. I^{er}, p. 192.

114. TRESVAUX (abbé), *L'Eglise de Bretagne*, p. 251, et *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. I^{er}, p. 234-235 et 346-347.

115. DUVERGIER, t. IV, p. 24-26, 205-210, 423-424.

116. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. I^{er}, p. 271 et 337-340.

la prison leur permettait de correspondre avec le dehors et même de soutenir une controverse théologique sur le serment avec les curés constitutionnels de Saint-Sauveur et de Saint-Malo, Tobie et Tudeau ¹¹⁷. En septembre, leur nombre atteignait 42, provenant des quatre diocèses; et, le 20 de ce mois, on les dirigea par la Rance, sur Saint-Servan et de là sur Jersey, où ils arrivèrent le 26 ¹¹⁸. Ils y furent rejoints par d'autres prêtres « qu'on n'avait pas privés de leur liberté, mais auxquels on avait enjoint de se soumettre au décret relatif à la déportation; ils allèrent s'embarquer au Ligué » ¹¹⁹. En octobre, on comptait à Jersey 178 prêtres du diocèse de Saint-Brieuc, 146 de Tréguier ¹²⁰. Un certain nombre des déportés de ce dernier diocèse gagnèrent d'ailleurs l'Espagne, sans doute, par le port de Morlaix, dont les relations commerciales avec ce pays avaient toujours été étroites ¹²¹. De Jersey, plusieurs prêtres des Côtes-du-Nord passèrent en Angleterre ¹²², d'autres allèrent plus loin encore. Des Prémontrés de Beauport, parmi lesquels le futur chanoine Lesage, gagnèrent les Pays-Bas où cet ordre comptait de nombreuses maisons, et plus tard, en raison de l'avance des armées françaises, se réfugièrent dans un couvent du diocèse de Breslau, au fond de la Silésie ¹²³.

117. *Le diocèse de Saint-Brieuc...*, t. I^{er}, p. 142-146, 147-154, 155-157 et 157-159.

118. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. I^{er}, p. 407-410.

119. *Ibid.*

120. Sur la vie et l'activité spirituelle de ces prêtres à Jersey, cf. abbé DE LUBERSAC, *Journal historique et religieux de l'émigration et déportation du clergé de France en Angleterre*, Londres, 1802, 1 vol. in-8°. Signale notamment les abbés Carron, Chantrel et Le Gofvry. Ce dernier, dont il a été question plus haut, écrit à cette époque sa *Doctrine du Saint Concile de Trente sur le dogme et la discipline*, cf. aussi PLASSE (abbé), *Le clergé français réfugié en Angleterre*, Paris, 1885, 2 vol. in-8°.

121. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. I^{er}, p. 419-420. cf. CONTRASTY (abbé), *Le clergé français exilé en Espagne (1792-1802)*, Toulouse, 1910, 1 vol. in-8°. Le diocèse d'Oviedo, en particulier, abrita bon nombre d'ecclésiastiques trécorrois.

122. DE LUBERSAC (abbé), *op. cit.*, p. 59, et TRESVAUX, *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. I^{er}, p. 409.

123. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, p. 420-421, cf. LESAGE (chanoine), *Mémoires*, fragment reproduit dans la *Semaine Religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, 1911, p. 219, et 1912, p. 348-351, 446 et 542-544 (Lettre supposée d'un ancien moine de l'abbaye de Beauport à une religieuse autrichienne de l'ordre de Prémontré).

En même temps que se produisait cet exode en masse du clergé séculier orthodoxe, par suite du refus de prêter serment de la grande majorité des religieux et religieuses, les autorités locales procédèrent à la fermeture de presque tous les couvents, à l'exception de ceux des ordres hospitaliers. Tel fut le sort, notamment, de ceux des Capucins de Saint-Brieuc, des Ursulines, des Sœurs de la Croix et des Calvairiennes de la même ville, des Ursulines de Lamballe, des Carmélites de Guingamp¹²⁴. Quelques-uns de ces bâtiments conventuels furent transformés en maison de détention ou d'arrêt, pour les prêtres réfractaires (couvents des Filles de la Croix de Saint-Brieuc, des Carmélites de Guingamp).¹²⁵

Avec la Convention, les pénalités s'aggravent. Le 24 avril 1793, un décret prescrit que « tous les ecclésiastiques séculiers, réguliers, frères convers et laïcs qui n'ont pas prêté le serment seront embarqués et transférés sans délai à la Guyane française », ainsi que tous ceux qui seront dénoncés pour cause d'incivisme, par six citoyens dans le canton ». L'Eglise constitutionnelle était encore couverte par la loi, mais elle ne tarda pas à être atteinte elle-même. Le 17 septembre, nouveau décret. Tout ecclésiastique, même assermenté, qui sera dénoncé pour incivisme sera déporté sur la côte occidentale d'Afrique. Toutefois, le prêtre assermenté qui se sera marié et qui aura ainsi fait preuve de civisme ne pourra être sujet ni à la déportation ni à la réclusion (25 brumaire an II). Enfin, le 20 octobre, la peine de mort est édictée contre tout prêtre, sujet à la déportation, surpris sur le territoire de la République, la sentence devant être exécutée dans les vingt-quatre heures¹²⁶.

Par application du décret du 24 avril, 26 prêtres des Côtes-du-Nord furent dirigés de Guingamp sur Rochefort, via Saint-Brieuc, Rennes et Nantes, le 9 mars 1794; de Rochefort, on devait les embarquer pour la Guyane, aussitôt que l'on croirait possible de déjouer la surveillance des croisières anglaises.

124. L'histoire du clergé régulier et de ses établissements dans les diocèses de Saint-Brieuc et Tréguier sous la Révolution reste à faire. On ne peut que glaner quelques renseignements, sur la question, dans GESLIN DE BOURGOGNE et DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. I^{er}, III et IV, *passim*; et dans les monographies consacrées à Saint-Brieuc, Dinan, Guingamp, Lamballe, que l'on a déjà mentionnées. Sur les Ursulines de Quintin, cf. E. BLIVET, *op. cit.*, p. 148-185.

125. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. I^{er}, p. 473.

126. DUVERGIER, t. V, p. 319, et VI, 298-299 et 351-352.

Sur ces 29 prêtres, 7 provenaient de l'ex-diocèse de Quimper, 3 de celui de Tréguier, 5 de celui de Saint-Malo, parmi lesquels Jacques Berthier, professeur au collège de Dinan, que nous retrouverons plus tard, sous l'Empire, et enfin 14 de celui de Saint-Brieuc, parmi lesquels le diacre Antoine Besson qui devait finir secrétaire de l'évêque concordataire Caffarelli. Ce dernier nous a laissé le récit de leur captivité : elle se passa tout entière, en raison du blocus anglais, en rade de Rochefort, à bord d'un navire aménagé en bagné flottant, les *Deux Associés*, ancien négrier, et ne devait prendre fin qu'au printemps de 1795. A cette date, les privations, l'entassement des prisonniers et les maladies épidémiques avaient fait leur œuvre : il n'y avait plus que dix survivants, Berthier et Besson, on l'a vu, étaient du nombre. Ramenés à Saintes, en février, ils furent autorisés, deux mois plus tard, par des délégués du Comité de Sûreté générale à rentrer dans leurs familles ¹²⁷.

Les prêtres non déportables, à cause de leur âge ou de leurs infirmités, avaient été d'autre part reclus, d'abord à Saint-Brieuc, au couvent des Filles de la Croix, puis au couvent des Carmélites de Guingamp (avril 1793). En mars-avril 1794, on en comptait un peu plus de 70, parmi lesquels plusieurs chanoines de la cathédrale de Saint-Brieuc, de Saint-Guil-laume et de Quintin. Jean-Gabriel de Robien, ex-grand-vicaire de Bellescize et Michel-Christophe Ruffelet, l'auteur des *Annales Briochines*, étaient parmi eux ¹²⁸.

Malgré tout, de nombreux orthodoxes continuaient de se cacher dans les campagnes et d'exercer clandestinement leur culte : c'étaient les « bons prêtres », comme disaient les paysans, pour les distinguer des autres, « les jureurs ». A ceux-là, les autorités révolutionnaires appliquaient, quand elles arrivaient à les saisir, la terrible loi du 20 octobre 1793 ¹²⁹.

127. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. 1^{er}, p. 536-554, et t. II, p. 77-79, 126, 128-129, 140-143, et *Notes sur les ecclésiastiques du département des Côtes-du-Nord déportés pendant la Grande Révolution*, éd. A. Lemasson (abbé), dans les *Mémoires de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, t. XLIX, 1911, p. 23-54 (il s'agit, en réalité, sous ce titre vague, du Mémoire de A. BESSON).

128. A. LEMASSON (abbé), *Les actes des prêtres insermentés du diocèse de Saint-Brieuc guillotisés ou déportés à Rochefort et à l'île de Ré*, Saint-Brieuc, 1916-1920, 2 vol. in-8°, t. II, p. 314-319.

129. DUVERGIER, t. VI, p. 298-299.

C'est ainsi que le tribunal criminel du département, sous la Terreur, envoya à la guillotine plusieurs insermentés, pour la plupart originaires des Côtes-du-Nord. A Saint-Brieuc, la première de ces exécutions capitales fut celle d'un tonsuré, clerc de Tréguier, Gabriel Kerambrun, récemment revenu de Jersey, qui périt le 9 décembre 1793 ; elle fut suivie en février 1794, de celle de Jean-Philippe Avril, prêtre de Plestin ; en mai, de celle de Servais-François Androuet, prêtre de Plumaugat ; en septembre de celle de Jacques Burlot, prêtre de Mûr. A Lannion, d'autre part, furent exécutés, le 3 mai 1794, André Le Gall, vicaire de Cavan, et François Lageat, vicaire de Pleubihan, faits prisonniers à Tréguier, dans la maison de la femme Taupin, dont le mari, valet de chambre du ci-devant évêque de Tréguier, avait suivi son maître en exil. Cette liste, toutefois, ne constitue pas à elle seule le bilan funèbre du clergé réfractaire des Côtes-du-Nord, pendant la Terreur : il faut y joindre plusieurs de ses membres, saisis et exécutés hors du département, en particulier à Brest, à Saint-Malo et à Rennes. Parmi eux, François-George Cormeaux, recteur de Plaintel, dont il a déjà été question, fut arrêté à Franconville (Seine-et-Oise), condamné par le Tribunal révolutionnaire et guillotiné à Paris, le 9 juin 1794 : il laissa dans le pays de Lamballe, où il était né, une réputation de piété et de zèle confinant à la sainteté ¹³⁰. Même une Bénédictine, Jeanne-Françoise-Noël de la Villehullin, nièce de Le Mintier, âgée de 36 ans, fut exécutée à Saint-Brieuc, le 16 juillet 1794, il est vrai, pour propos royalistes ¹³¹.

Puis la politique de déchristianisation qui fut quelque temps en honneur à la Convention fit sentir son contre-coup dans les Côtes-du-Nord, par l'intermédiaire des délégués du Comité de

130. CARRON (abbé), *Les confesseurs de la foi dans l'église gallicane à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, 1820, 4 vol. in-8°; TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. I^{er}, p. 517-518, 531-533; t. II, p. 33-40, 51-55, 109-110; LE SAGE (abbé), *Notices historiques...*, p. 57-59, et surtout LEMASSON (abbé), *Les actes des prêtres...*, t. I^{er}, p. 1-103 (Cormeaux), 103-129 (Conan du Jardin), 129-155 (Avril), 155-186 (Androuet), 189-213 (Burlot), 213-244 (Saint-Pez), 247-266 (Rolland), 265-291 (Le Clech); t. II, p. 440 (Le Gall et Lageat. Cf. G. LENÔTRE, *Bleus, Blancs et Rouges*, Paris, 1912, 1 vol. in-8°), p. 41-55 (Denoual), p. 60-94 (Tostivint), p. 95-108 (Robert et Leroux).

131. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 40, et Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 343. Il y eut aussi à Brest une ex-Pauline de Tréguier exécutée, le 9 juillet 1794, pour propos contre-révolutionnaires (TRESVAUX (abbé), *op. cit.*, t. II, p. 6-7).

Salut public. Déjà, Sevestre et Billaud Varennes, en mission dans l'Ouest, pour surveiller l'exécution de la levée de 300.000 hommes, s'exprimaient ainsi qu'il suit dans leur rapport à la Convention du 5 mai 1793 : « A peine le calme rétabli eut-il permis à vos commissaires de faire entendre le langage de la persuasion, qu'ils adressèrent aux campagnes une première proclamation destinée à leur montrer la perfidie de prêtres assez fourbes, assez cruels pour prêcher, dans l'intérieur le carnage et la dévastation des villes, tandis qu'ils appelaient les Anglais, pour asservir les campagnes.

» Sur la demande du département des Côtes-du-Nord, nous l'avons également autorisé à exporter tous les prêtres fanatiques. Dans les jours de fête, ces charlatans prodiguaient de leurs fenêtres, les bénédictions au peuple qui accourait en foule pour les recevoir sur les rochers voisins de leur maison d'arrêt. Conserver de pareils hommes dans son sein, c'est y réchauffer des couleuvres. D'ailleurs, veut-on l'anéantissement de l'Ancien Régime, il faut que les ruines de l'orgueil féodal servent de mausolée à l'hydre sacerdotal. » Et ils terminaient en dénonçant le « penchant » du peuple de Saint-Brieuc « à la superstition »¹³². Plus tolérant, Jean Bon Saint-André fait remettre en liberté, lors de son passage à Lamballe (novembre 1793), les cultivateurs simplement coupables de ne pas fréquenter les offices du curé constitutionnel¹³³. Mais, en février 1794, survint Le Carpentier dont on a pu dire avec raison que son action avait été « exclusivement antireligieuse »¹³⁴. Dès lors, ce ne sont pas seulement les réfractaires qui sont traqués, c'est au tour des constitutionnels de devenir suspects d'incivisme. Quelques-uns croient pouvoir fournir la preuve du contraire, en se déprêtrisant et en se mariant. D'autres refusent de livrer leurs lettres de prêtrise, tels l'évêque Jacob, lui-même, et Odio-Baschamps, son vicaire épiscopal : ils sont enfermés au château de Quintin (arrêté du 13 avril 1794)¹³⁵. Mais c'est surtout par la propagation du culte de la déesse

132. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. Ier, p. 457-458.

133. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 244.

134. *Ibid.*, p. 261.

135. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire*, t. II, p. 55, GESLIN DE BOURGOGNE et DE BARTHÉLÉMY, *Études sur la Révolution en Bretagne*, p. 70 et seq.; H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 271.

Raison que se traduit ce mouvement déchristianisateur. Dès pluviôse an II, Dinan donne le signal par une fête brillante où « sa moralité publique... justifie la hauteur de la position que la nature donna à cette cité »¹³⁶. Puis ce fut le tour de « Port-Briec » où la Société populaire régénérée, après avoir fait débaptiser les rues et la ville elle-même, célébra le 20 ventôse an II (10 mars 1794), dans la ci-devant cathédrale, le renversement de « l'idole de la superstition ». Une inscription, « Temple de la Raison », surmontée d'un triangle aux rayons dorés décora la porte d'entrée de l'édifice. Au cours de la cérémonie, deux « ci-devant calotins » se déprêtrisèrent¹³⁷. Les Briochins demeurés fidèles au catholicisme constitutionnel en furent réduits à demander pour leur culte la concession de la chapelle Notre-Dame¹³⁸. Le conseil de la commune y consentit, mais un arrêté de Le Carpentier ordonna de fermer cette chapelle et d'incarcérer au couvent des Capucins les dames de Saint-Thomas de Villeneuve de l'hôpital que l'on n'avait pas inquiétées jusque-là (24 germinal an II). Quatre citoyennes d'un « civisme éprouvé » les remplacèrent au chevet des malades et auprès des enfants trouvés¹³⁹.

Le mouvement gagna Guingamp où l'on finit par jeter au feu la statue vénérée de Notre-Dame du Hâlgouët, après s'en être servi quelque temps pour symboliser la Raison, faute de « déesse », en chair et en os¹⁴⁰; Lamballe qui fait disparaître de ses rues les noms des ci-devant saints¹⁴¹; Tréguier où la cathédrale, « repaire du fanatisme », est débarrassée de ses statues, de ses sculptures, de ses boiseries, par les soins du bataillon d'Etampes, avec une furie de Vandales. Le tombeau de saint Yves notamment est mis en miettes sous les yeux des municipaux et des membres de la Société populaire, eux-mêmes consternés et impuissants (15 floréal an II)¹⁴². L'agent

136. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 259.

137. J. LAMARE, *Histoire de Saint-Brieuc*, p. 211-212, HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 35, note 1, et Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 335.

138. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 336-337.

139. J. LAMARE, *Histoire de Saint-Brieuc*, p. 213, et Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 337.

140. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 269 et note 5.

141. C.-J.-B. QUERNEST, *Notions historiques...*, p. 101.

142. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 337-339, et TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 62-63.

national de Tréguier fit arrêter comme suspect tout individu chômant le dimanche et ne respectant pas le décadi ¹⁴³.

« A la fin de germinal an II (mi-avril 1794), peut conclure l'historien de l'esprit public dans les Côtes-du-Nord, « le culte constitutionnel est entièrement désorganisé et la plupart des églises fermées » ¹⁴⁴.

L'établissement du culte de l'Être Suprême ne modifie en rien cet état de choses. Le décret de la Convention du 18 floréal (17 mai) fut appliqué dans le département par les administrations, docilement mais sans le moindre enthousiasme de la part des populations restées secrètement attachées aux cérémonies catholiques. L'exécution de ce décret se borne du reste presque partout à substituer l'inscription « Temple de l'Être Suprême » à celle de « Temple de la Raison ». La liturgie décadiaire reste avant comme après allégorique, moralisatrice et ennuyeuse. Elle essaie vainement de dérouler ses pompes : elle ne rencontre dans les masses paysannes, si opposées pourtant à toute tentative contre-révolutionnaire, depuis qu'elles ont pris part à la curée des biens nationaux, qu'une indifférence sourdement hostile. Quelquefois cette indifférence se transforme en agitation et des rassemblements nocturnes, qui inquiètent jusqu'à Le Carpentier, ont lieu autour des vieux sanctuaires traditionnels, par exemple de Notre-Dame de Bulat, en Pestivien ¹⁴⁵.

C'est dans cet état de fermentation « fanatique » que Le Carpentier laisse les Côtes-du-Nord, le 19 thermidor, quand, à cette date, il est rappelé, sur sa demande, par la Convention ¹⁴⁶.

« Nos actes nous attirent toutes les campagnes pour ennemies », confessait sans ambages, vers la même époque, la municipalité de Paimpol, et rien n'est plus vrai de dire que le fruit de cette imprudente politique de déchristianisation « sera la chouannerie » ¹⁴⁷.

Neuf jours auparavant, du reste, avait eu lieu la chute de Robespierre. Cet événement tout parisien, tout « parlemen-

143. *Ibid.*

144. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 272.

145. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 340-342; J. LAMARE, *Histoire de Saint-Brieuc*, p. 213-214; C.-J.-B. QUERNEST, *op. cit.*, p. 102; H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 272-275.

146. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 275.

147. *Ibid.*, p. 276.

taire » pourrait-on presque dire, du 9 Thermidor, ne détermine au premier abord aucune réaction dans les Côtes-du-Nord. Mais il n'en fut pas de même, au bout de quelque temps, de la politique des thermidoriens. Insensiblement d'abord, puis de jour en jour de façon plus nette, on dérive, ainsi qu'il a été dit au chapitre I^{er}, vers ce qui s'appelait, il y a peu de temps encore, le « modérantisme » politique et religieux.

Sans doute, lors de la mission pacificatrice du représentant Boursault « les prisons entrebâillent leurs portes » et relâchent des suspects, voire des nobles ; mais non les prêtres, pas même les constitutionnels, incarcérés simplement pour avoir refusé de livrer leurs lettres d'ordination ou de prendre femme¹⁴⁸. Pourtant Boursault se rendait compte que la pacification de l'Ouest était étroitement subordonnée au règlement de la question religieuse, et, le 29 décembre, il écrivait de Brest, au Comité de Salut public : « Souvenez-vous du mot d'Henri IV : Paris vaut bien une messe. Et moi, je vous dis que l'affermissement de la République vaut bien un prêtre assermenté »¹⁴⁹.

Les administrateurs du département vont plus loin encore et, sans illusion sur le crédit des constitutionnels dans beaucoup de districts, s'appuyant d'autre part sur la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, récemment votée par la Convention (septembre 1794), « qui ne reconnaît plus la Constitution civile du clergé », ils demandent qu'on ne fasse pas de distinction entre « sermentés et insermentés », tout au moins qu'on tolère les derniers. « Nous sommes persuadés, disent-ils, qu'un décret de tolérance ou des instructions données dans ce département aux représentants par les Comités sépareraient dans les campagnes la cause des prêtres de celle des ci-devant nobles : ceux-ci réduits à leurs propres forces seraient bientôt écrasés »¹⁵⁰. La Convention thermidorienne, toutefois, ne voulut pas aller jusque-là ; elle ne fit bénéficier de sa tolérance relative à l'égard des groupements religieux que les ex-constitutionnels. Le 13 janvier 1795, les représentants Guezno et Guermeur, dans un arrêté daté de Lorient, rapportaient tous les arrêtés antérieurs qui avaient ordonné l'arrestation comme suspects des assermentés non abdicataires

148. *Ibid.*, p. 287-289.

149. *Ibid.*, p. 297.

150. *Ibid.*, p. 298.

et proclamaient que « nul ne pourrait plus être troublé ou inquiété dans le libre et paisible exercice de son culte »¹⁵¹. Cet acte fut accueilli avec la satisfaction la plus vive, par les masses rurales. Les prêtres constitutionnels voient s'ouvrir les portes des geôles où les avait jetés la Terreur. Un peu partout, dans des conditions matérielles souvent précaires du reste, ils recommencent à officier. Quand les églises désaffectées pendant plusieurs mois, transformées en magasins ou en casernes, lessivées à fond pour en extraire le salpêtre, vidées de leur mobilier, sont inutilisables, on dit la messe dans des locaux privés. A Saint-Brieuc, c'est l'ex-chapelle des Dames de la Croix qui sert d'église aux constitutionnels, en attendant qu'on leur rende la cathédrale¹⁵². Guezno et Guerneur vont même plus loin que la Convention : ils font remettre en liberté les ci-devant religieuses recluses, par ordre de Le Carpentier, pour refus du serment de Liberté-Egalité et s'abouchent même avec plusieurs réfractaires, leur promettant l'amnistie, si ceux-ci s'en remettent à la discrétion de la Convention nationale »¹⁵³. En fin février, celle-ci vote, sur des considérants d'ailleurs hostiles au catholicisme, la proposition de Boissy-d'Anglas sur la liberté des cultes. Partout, dans l'Ouest, la loi est appliquée « dans le sens le plus libéral, suivant le vœu de Hoche » ; même aux réfractaires qui sortent en foule de leurs cachettes et se présentent devant les fonctionnaires, pour y faire la déclaration de soumission aux lois de la République, prévue par le décret de prairial (30 mars 1795)¹⁵⁴.

A Saint-Brieuc, la chapelle Saint-Pierre, puis l'église Saint-Michel leur sont rendues ; des sœurs de Charité, des Calvairiennes, des Ursulines, des Filles de Saint-Thomas font acte de soumission¹⁵⁵. Même une partie du clergé qui se refuse à cette démarche croit devoir expliquer son attitude par une déclaration conciliante (16 prairial an III). « Les ennemis des ministres du culte catholique romain, ci-devant détenus ou cachés à raison du refus de serment ne cessent de leur

151. *Ibid.*

152. *Ibid.*, p. 299.

153. *Ibid.*, p. 300.

154. *Ibid.*, p. 305-306.

155. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLEMY, *Etudes sur la Révolution en Bretagne*, p. 94 et seq., J. LAMARE, *Histoire de Saint-Brieuc*, p. 219.

imputer d'être réfractaires à la loi et d'insinuer qu'ils sont en révolte contre le Gouvernement.

» Lesdits ministres ne sont point et n'ont point été réfractaires à la loi. Une loi a prescrit aux fonctionnaires publics de jurer la ci-devant Constitution civile du clergé ou d'abandonner leurs bénéfices : ils ont donc obéi et ils ne sont pas réfractaires. Ils ne sont point, ils n'ont point été et jamais ils ne seront en révolte contre le Gouvernement. Disciples d'un Maître qui leur a dit que son royaume n'est pas de ce monde, ils sont, par principe et par état, soumis au gouvernement civil de tous les pays qu'ils habitent. Lorsque Jésus-Christ a envoyé ses apôtres prêcher l'évangile dans tout l'univers, il les envoyait dans les républiques comme dans les monarchies et telle est l'excellence de cette religion toute divine qu'elle s'adapte à toutes les formes de gouvernement. Dire que le culte catholique romain ne peut s'exercer dans les républiques comme dans les monarchies, c'est calomnier ce culte et ses ministres. Tels sont, tels ont toujours été nos sentiments ».

Ce manifeste, dont on pourrait qualifier, par anticipation, l'esprit de concordataire, était signé de Robien et Manoïr, vicaires généraux administrant l'ex-diocèse de Saint-Brieuc en remplacement de l'évêque de Bellescize, toujours détenu à Paris, ainsi que d'un certain nombre de chanoines de l'église cathédrale et des collégiales de Saint-Guillaume et de Quintin : il avait, de ce faif, une portée considérable ¹⁵⁶.

Vers la fin de l'an III, il semble donc qu'un courant assez sensible en faveur à la fois de l'union et de la pacification religieuse se dessine dans les Côtes-du-Nord. Toutefois, des forces contraires allaient encore retarder pendant cinq années la réalisation de cette double tâche.

Ces forces contraires étaient d'abord représentées par les intransigeants de gauche, les « jacobins » peu nombreux dans le département, mais quelquefois assez audacieux pour sympathiser tout haut avec les derniers démocrates parisiens, en lutte contre la Convention thermidorienne. Ceux-là regrettent le « bon temps » de la Terreur, où l'on voyait les « calotins »

¹⁵⁶. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 146, et J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Etudes*, p. 101. Cf. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 313-314.

accomplir avec force grimaces le pèlerinage obligatoire de « Saint-Guillotine »¹⁵⁷.

Mais c'étaient aussi les intransigeants de droite, beaucoup plus nombreux encore et beaucoup plus influents. Car il s'en faut que Manoir et de Robien eussent derrière eux la totalité des réfractaires du département. Vicaires généraux de l'ex-diocèse de Saint-Brieuc, ils étaient sans action sur leurs confrères des ex-diocèses de Quimper et de Tréguier. En Cornouaille, réfugié à Bothoa, l'abbé Thiberge qui gouvernait le diocèse en remplacement de Conen de Saint-Luc, défendait à ses subordonnés de faire aucune déclaration ni acte de soumission, mais il tolérait le culte public. Plus irréductible, l'évêque de Tréguier, émigré à Jersey, l'interdisait formellement, affirmant qu'on ne pouvait se soumettre en conscience même aux « lois purement civiles de la République » et ordonnait à ses prêtres de refuser les offres de liberté faites par la Convention. Pratiquement, ces instructions de Le Mintier aboutissaient à ne permettre aux insermentés que le culte clandestin exercé sous la protection plus ou moins efficace des bandes chouannes et par conséquent à les solidariser de gré ou de force avec les pires ennemis du régime républicain¹⁵⁸.

Survienent la Terreur Blanche et Quiberon. La Convention, sur le point de se séparer, croit voir dans ces menées royalistes l'influence de ces réfractaires et remet en vigueur, sous peine de bannissement à perpétuité, l'obligation du serment de soumission aux lois, pour tous ceux qui « exerceraient encore un culte quelconque dans les édifices publics ou dans les maisons particulières »¹⁵⁹. Après le « décret des deux-tiers » et la journée du 13 vendémiaire, elle va plus loin encore et par l'article 10 de la loi du 3 brumaire an IV rétablit toutes les pénalités portées par les lois de 1792 et 1793, contre les prêtres insermentés¹⁶⁰.

Le nouveau régime directorial, né au milieu de ce réveil de passions anticléricales surveille naturellement l'application de ces décrets avec rigueur. C'est l'époque des « colonnes mobiles », formées de soldats, de gendarmes et de gardes

157. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 307-312.

158. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 314-315.

159. DUVERGIER, t. VIII, p. 360-363.

160. *Ibid.*, t. VIII, p. 431-432.

nationaux. Malheur au réfractaire qui tombe entre leurs mains ! Assimilé aux chouans, il est jugé sommairement et fusillé séance tenante. Parfois, on décrète son transfèrement devant les autorités civiles, mais souvent au cours du trajet l'escorte croit ou feint de croire à une tentative d'évasion : elle se débarrasse de son prisonnier à coups de crosse de fusil ou de baïonnette. Pendant les derniers mois de 1795 et la plus grande partie de 1796, le clergé orthodoxe des Côtes-du-Nord compte un certain nombre de ses membres qui périssent de la sorte. Tels Lemoine de la Vieuxville, vicaire de Gomené (août 1795) ; le Père Tournois, Capucin de Saint-Brieuc, fusillé à Saint-Solain (janvier 1796) ; de Rabec, ex-chanoine de Saint-Guil-laume, mis à mort dans sa maison de campagne de Mégrit (février 1796) ; Jossé, desservant de Caurel (mars 1796) ; Garnier, prêtre du Quiou, et Gaudin, de Caulnes (avril 1796) ; Gauron, recteur de Lanrelas ¹⁶¹. Mais l'épisode le plus tragique de cette nouvelle Terreur, dans les Côtes-du-Nord, est le massacre des Bernardins de Saint-Aubin-des-Bois. Cette abbaye, située au milieu de la forêt de la Hunaudaie, n'avait pas trouvé acquéreur et les ci-devant religieux avaient continué d'occuper les bâtiments invendus, comme locataires de l'Etat. Ils n'avaient pas cessé, protégés par leur éloignement contre les arrêtés de Le Carpentier, d'y pratiquer les observances de leur règle, lorsqu'au commencement de 1796, un gros de chouans, poursuivi par les troupes républicaines, se réfugia dans la forêt. C'est ce qui les perdit. Le bruit s'étant répandu à Lamballe, « ville remarquable par son exagération », que les Bernardins leur avaient donné asile, une colonne mobile s'y forma recrutée parmi les jeunes gens de familles riches ou aisées, « républicains ardents ». Arrivés à Saint-Aubin le 3 mars 1796, vers les 7 heures du soir, ils pénétrèrent de force dans l'abbaye aux cris de « Aux Chouans, aux Chouans ! » tuèrent tous les religieux, dont deux prêtres, pillèrent les vases et les ornements sacrés et s'en revinrent parader, avec leur butin, dans les rues de Lamballe ¹⁶².

A Saint-Brieuc, la maison Picot-Chappedelaine, transformée en maison de détention, reçoit en septembre 1796 une

161. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 193-195, 209-211, 213-217, 225-226, 227, et LE SAGE (abbé), *Notices historiques...*, p. 59-60.

162. *Ibid.*, t. II, p. 217-218. Cf. HABASQUE, *op. cit.*, t. III, p. 29-30.

quarantaine d'ecclésiastiques, parmi lesquels les chanoines de Robien et Ruffelet; à Guingamp, on en trouve une dizaine, à la même date, également incarcérés ¹⁶³.

Et pourtant, malgré ce renouveau de fureurs antireligieuses, les chefs du clergé orthodoxe s'entêtent dans leur attitude d'hostilité de principe contre le régime républicain et dans leur alliance avec les royalistes. Sans doute, Manoir qui dirige maintenant seul le diocèse de Saint-Brieuc, depuis la mort de Bellescize, survenue à Paris, en septembre 1796, et le nouvel emprisonnement de de Robien, d'ailleurs très âgé, incline personnellement à la modération ¹⁶⁴. Mais Thiberge, le vicaire général de Cornouaille, fait circuler vers cette époque un soi-disant mémoire des évêques réfugiés en Angleterre, condamnant toute formule de serment et assimilant les prêtres « soumissionnaires » aux « jureurs » ¹⁶⁵. De Londres, Le Mintier, plongé maintenant en pleine atmosphère d'intrigues anglaises et contre-révolutionnaires, prêche à son clergé la résistance à outrance et le martyre ¹⁶⁶. Cependant, en manière de représailles, les bandes chouannes pourchassent les prêtres constitutionnels et leur appliquent la peine du talion. Ceux d'entre eux, écrit de Saint-Brieuc, à cette époque, le correspondant des *Annales de la Religion*, « qui ne se réfugient pas dans les communes, donnent leur vie pour leurs ouailles et s'attendent chaque jour à être égorgés, comme l'ont été beaucoup de leurs confrères » ¹⁶⁷.

La fin de l'année 1796 fut un peu plus calme, et bientôt les élections de l'an V firent comprendre aux bourgeois voltairiens des Conseils de quel côté allaient, en matière religieuse, les sympathies du populaire. Ces élections envoient au Corps législatif une majorité que l'on pourrait peut-être qualifier plus justement de « catholique » que de « royaliste ». Par la loi du 7 fructidor an V, les Conseils abolirent les pénalités, et les

163. LEMASSON (abbé), *Les actes des prêtres...*, t. II, p. 321-323.

164. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 258; J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés*, t. I^{er}, p. 70.

165. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 204-205.

166. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 362. Ne donne pas la date précise de cette lettre. Nous supposons qu'elle fut écrite dans le courant de 1796.

167. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Etudes sur la Révolution en Bretagne*, p. 108-111.

condamnations portées contre les prêtres réfractaires ou accusés d'incivismisme et ceux qui leur donnaient asile ¹⁶⁸. Encouragés par cette mesure tolérante, bon nombre de prêtres déportés en Angleterre se risquent, au cours de 1797, à rentrer en France. « Les affaires publiques, écrit l'historien de la *Persécution révolutionnaire en Bretagne*, y prenaient une tournure si favorable qu'on se flattait de voir bientôt la religion sinon recouvrer son empire sur tous les cœurs, au moins n'y être plus persécutée. Partout les églises étaient ouvertes en Bretagne et les prêtres catholiques y exerçaient publiquement le culte divin sans le moindre obstacle » ¹⁶⁹. Dans les Côtes-du-Nord, en particulier, « les honnêtes gens », les « patriotes de 1789 », alors maîtres des administrations départementales et cantonales favorisent de toutes façons les réfractaires ¹⁷⁰. C'est aussi le moment où les congrégations religieuses de femmes se reconstituent, tantôt clandestinement, tantôt avec le consentement avéré des autorités. Tel est le cas des Hospitalières et des Filles de la Croix de Tréguier, des Dames de Saint-Thomas-de-Villeneuve de Saint-Brieuc. Dans cette dernière ville, ce sont trois membres de la municipalité : Conan, Ferrary et Prud'homme qui prennent l'initiative de demander leur rappel à l'hôpital ¹⁷¹.

Fructidor marque l'échec de cette politique et un second réveil depuis l'an I de terrorisme antireligieux. La formule de soumission aux lois est remplacée pour les ecclésiastiques, par un serment de « haine à la royauté et de fidélité à la République ». Les prêtres qui s'étaient déportés pour obéir au décret du 26 août 1792 sont assimilés aux émigrés volontaires, justiciables des commissions militaires, et passibles de la peine de mort, s'ils tentent de rentrer en France. Ceux résidant sur le territoire de la République qui se refusent au serment sont emprisonnés ou déportés ¹⁷².

168. DUVERGIER, t. X, p. 23.

169. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 275. Cf. A. LEMASSON (abbé), *Les prêtres bretons déportés à Jersey en 1796* d'après les registres de Mgr de Cheylus dans les *Comptes rendus de l'Association bretonne*, session de Quimper (1923), Saint-Brieuc, 1924, p. 115-131.

170. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 390-393.

171. J. LAMARE, *Histoire de Saint-Brieuc*, p. 223.

172. DUVERGIER, t. X, p. 42-46.

Le clergé réfractaire des Côtes-du-Nord éprouve le contre-coup sanglant de cette nouvelle Terreur. Dès le début de 1800, quatre de ses membres au moins tombent sous les balles des « bleus » : Georgelin, ordonné en Angleterre, fusillé à Plessala, par une bande de « contre-chouans », en 1798 ; Cochon, vicaire à la Trinité-Porhoët (diocèse de Saint-Malo), capturé à Plumieux, en septembre de cette même année, fusillé par les soldats de la garnison de Loudéac, pendant qu'on le transférait à Saint-Brieuc ; Loncle de Plougnenast, fusillé à Plessala, fin de 1799 ; Méheust, vicaire à Morieux, fusillé dans cette paroisse, le 3 février 1800. Il est à remarquer que ces deux dernières exécutions sont postérieures au coup d'Etat de Brumaire : le nouveau gouvernement n'était pas encore en mesure d'imposer sa volonté à certains révolutionnaires bretons habitués à la « chasse aux prêtres » ¹⁷³.

En 1798, trois ecclésiastiques rentrés d'Espagne sont embarqués pour la Guyane : Jean Le Jolly, vicaire à Plémet, André Le Pape, vicaire trévial à Laniscat, condamné le 21 décembre 1797 par la commission militaire de Saint-Brieuc, et Jean-Guillaume-Prigent, vicaire à Glomel. Le premier ne devait rentrer en France qu'à la fin de 1800, le second devait mourir à Konomana, le 11 octobre 1798 ; le sort du dernier, revenu en France en 1801 seulement, demeure inconnu ¹⁷⁴.

Une trentaine de leurs confrères n'évitent la Guyane que pour être enfermés dans la citadelle de Saint-Martin-de-Ré. Parmi ces derniers, il faut citer Cathenos (René), recteur de Taden, qui avait fait paraître en 1790 une biographie édifiante de Marot de la Garaye, le bienfaiteur des pauvres du pays de Dinan. La plupart d'entre eux, après leur libération en 1800, seront employés dans l'organisation concordataire ¹⁷⁵.

173. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 314, 327-329, 371, 379-381 ; LE SAGE (abbé), *Notices historiques...*, p. 59-60, et A. LEMASSON (abbé), *L'abbé Mathurin Cochon, vicaire à la Trinité-Porhoët pendant la Révolution*, Vannes, 1921, 1 plaquette in-8°.

174. VICTOR PIERRE, *La déportation ecclésiastique sous le Directoire*. Documents inédits, recueillis et publiés, Paris, 1896, 1 vol. in-8°, et A. LEMASSON (abbé). *Les actes des prêtres insermentés...*, t. II, p. 267-271. Prêtres déportés à La Guyane.

175. A. LEMASSON (abbé), *op. cit.*, t. II, p. 271-293. Ecclésiastiques se rattachant aux Côtes-du-Nord déportés à la citadelle Saint-Martin-de-Ré.

L'ouvrage de René CATHENOS auquel il est fait allusion est intitulé : *Vies de Mme de la Garaye et de Mme de Pontbriand, sa sœur*, Saint-Malo et Dinan, 1790, 1 vol. in-12°.

Les prêtres trop âgés ou trop infirmes pour encourir la peine de la déportation, furent détenus dans la maison d'arrêt de Guingamp; en germinal an VII, on en comptait un certain nombre, parmi lesquels le curé de Lannion, Le Barazer, âgé de 60 ans, un Carme, Hyacinthe Corbel, âgé de 60 ans, un ex-Capucin de Saint-Brieuc, Jean Perron, et Manoir lui-même¹⁷⁶.

Après le 30 prairial an VII, les hommes du nouveau Directoire, dont faisait partie Siéyès, ralentissent quelque peu l'application de la loi de fructidor. C'est l'époque où les généraux commandant les colonnes mobiles prennent l'habitude de délivrer aux prêtres « paisibles », des « cartes de sûreté » qui ne suffisaient du reste pas toujours à les mettre à l'abri des poursuites des autorités civiles¹⁷⁷.

Pendant que le clergé orthodoxe traversait ainsi ces dures épreuves, mais gardait, malgré tout, intactes sa doctrine, sa hiérarchie et sa discipline, l'Eglise constitutionnelle, quasi anéantie par la politique de déchristianisation, privée de son plus sûr appui, l'Etat, par la loi de séparation, essayait de se reconstituer et de s'épurer. Elle en avait grand besoin après le scandale des prêtres abdicataires.

Dès l'an III, Grégoire et cinq autres évêques constitutionnels, les « Réunis », avaient pris l'initiative d'adresser une sorte d'encyclique à leurs collègues en épiscopat, en vue d'une réorganisation d'ensemble de l'« Eglise gallicane ». C'est le moment où se fondent les *Annales de la Religion*, l'organe officiel de la nouvelle Eglise. Les constitutionnels tout en y attaquant avec acrimonie leurs « frères séparés », les réfractaires, essayent de restaurer la discipline ébranlée dans leurs propres rangs et d'en expulser les « brebis galeuses », c'est-à-dire les ecclésiastiques insubordonnés, incapables ou tarés¹⁷⁸. On ne s'étonne pas de voir Jacob, l'ami de Le Coz, coopérer étroitement à cette entreprise. Les *Annales* publient, en l'an III, son adhésion à cette encyclique suivie, peu après, d'une *Adresse de l'évêque des Côtes-du-Nord et des ministres exerçant le culte catholique dans la commune de Saint-Brieuc à leurs*

176. A. LEMASSON (abbé), t. II, p. 325, état des prêtres détenus en la maison d'arrêt de Guingamp, le 16 germinal an VII.

177. *Le diocèse de Saint-Brieuc*, t. II, p. 439, carte de sûreté délivrée par le général Valleteaux à J. Garat Saint-Priest, prêtre non assermenté de Trégulier.

178. E. LAVISSE et A. RAMBAUD, *Histoire générale*, t. VIII, chap. X, *L'Eglise et la Révolution*, par E. CHÉNON, p. 523-524.

confrères nouvellement mis en liberté, résidant dans cette commune¹⁷⁹. En l'an IV, nouvelle adhésion à la seconde encyclique des Réunis¹⁸⁰. En l'an V, se tint le concile national de Paris (août-novembre 1797). Dès juillet, Jacob avait invité son clergé à nommer un député du second ordre pour l'accompagner à cette assemblée solennelle de l'Eglise de France. Les assermentés de tout le diocèse transmirent leur vote à Saint-Brieuc où le dépouillement fut opéré selon les formes par sept d'entre eux, tout cela malgré la défiance et l'hostilité de l'administration municipale qui prenait ombrage de ce rassemblement de prêtres. On était à la veille du coup d'Etat de Fructidor. Jacob, admonesté et dénoncé à Paris, fit tête à l'orage : l'élu fut Bouëtard, curé de Moncontour. Jacob et Bouëtard participèrent aux sessions du concile de Paris. Bouëtard y prit même la parole¹⁸¹. A son retour dans son diocèse, Jacob écrivit aux *Annales* que la situation religieuse lui en paraissait satisfaisante. « Beaucoup de personnes égarées, disait-il, fréquentent de nouveau les églises »¹⁸². En prairial an IV, il tint un synode de deux jours qui élaborait un règlement synodal, pour le diocèse de Saint-Brieuc, en 13 articles. Ce règlement, imprimé à Lamballe, est très minutieux, il traite successivement des devoirs des ecclésiastiques en général, de leurs obligations envers leurs évêques, leurs confrères, leurs paroissiens, de l'administration des sacrements, des pratiques de piété à encourager chez les fidèles, des livres indispensables à tout prêtre et se termine par ce couplet de rigueur sur les relations avec le pouvoir civil : « L'attachement des ecclésiastiques à la République ne doit point être équivoque : ils le manifesteront par leur conduite et surtout par des prières ferventes ». Jacob se promettait merveille de cette initiative : il songeait même à confier à Bouëtard le soin de prêcher des missions dans son diocèse¹⁸³.

Au début de l'an VII, en février 1799, il assista en compagnie de Le Masle, évêque de Vannes, son métropolitain, Le

179. *Annales de la Religion*, t. I^{er}, p. 60 et 229-234.

180. *Ibid.*, t. II, p. 303.

181. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Etudes sur la Révolution en Bretagne*, p. 111-114.

182. *Annales de la Religion*, t. VI, p. 485.

183. *Annales de la Religion*, t. VII, p. 506, et *Règlement synodal pour le diocèse de Saint-Brieuc*, par le citoyen J.-M. JACOB, évêque de ce département, Lamballe, s. n. d'imprimeur, 3 prairial an VI, 38 p.

Coz, au sacre de Dorlodot, le nouvel évêque de la Mayenne, à Saint-Vénérand de Laval ¹⁸⁴. A son retour, il fit dans le département une tournée pastorale de sept semaines « visita 19 églises et confirma plus de 4.000 citoyens ». Puis, il tint aux environs de la Pentecôte un nouveau synode où fut agitée la question de la fondation d'un séminaire et de la formation intellectuelle et morale des candidats au sacerdoce ¹⁸⁵. Toutefois, faute d'argent, on dut s'en tenir à ce *pium desiderium*. Enfin, quelques jours plus tard, dans un mandement, il porta à la connaissance de ses ouailles les efforts tentés en exécution des décisions du concile national auprès des « dissidents » pour rétablir l'union et la paix ¹⁸⁶.

On voit que le « vertueux » évêque de Saint-Brieuc, pour parler comme Le Coz, prenait sa tâche très au sérieux, mais aussi qu'il s'illusionnait assez volontiers sur la vitalité de l'Eglise constitutionnelle et sur les sympathies qu'elle rencontrait dans les masses populaires. En réalité, c'était aux destinées d'un fantôme d'Eglise que présidait Jacob et tout lui manquait pour transformer ce fantôme en un corps vivant et agissant : le zèle et le prestige chez les dirigeants, la ferveur et la docilité chez les dirigés, les hommes et les ressources matérielles.

Encore plus lamentable était la situation du culte décadaire, cette autre création religieuse de la Révolution. Légalement, il n'avait pas cessé d'exister, depuis la fameuse loi de floréal an II sur le culte de l'Etre Suprême ; et sous le Directoire comme sous la Convention, chaque municipalité doit posséder son temple où, tous les décadis, près de l'Autel de la Patrie, le commissaire du Directoire vient régaler ses auditeurs d'un prêche civique et commenter le *Bulletin des Lois* et les fastes des armées républicaines. Légalement aussi, le décadi doit être chômé, à l'exclusion du ci-devant dimanche : l'arrêté directorial du 14 germinal an VI (3 avril 1798), en particulier, insiste sur l'importance de l'observation du calendrier républicain qu'il considère comme une des institutions les plus

184. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 351.

185. *Annales de la Religion*, t. VIII, p. 86 à 87, et t. IX, p. 226-230; TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 351.

186. *Ibid.*, t. VIII, p. 48 à 51.

propres à faire disparaître jusqu'aux dernières traces du régime royal, nobiliaire et sacerdotal. En conséquence, toute la vie sociale devait se régler sur ce calendrier, y compris les foires, et les jours de marché ¹⁸⁷.

Mais, il s'en faut que ces prescriptions soient respectées dans les Côtes-du-Nord. Sauf dans les villes, le repos décadaire n'est presque nulle part observé et les administrations se déclarent impuissantes à y contraindre les habitants, notamment ceux des campagnes. Les foires et les marchés se tiennent aux dates consacrées par des usages séculaires, quand bien même elles coïncident avec le jour du repos légal. Par contre, la cessation du travail, le ci-devant dimanche, continue automatiquement, et dans les communes privées de tout desservant assermenté ou insermenté, il n'est pas rare de voir un laïc, parfois même un municipal, suppléer à leurs offices par une « messe blanche », c'est-à-dire par la lecture du paroissien ¹⁸⁸.

La partie positive du nouveau culte n'a pas plus de succès. Le commissaire central du département avoue, en l'an VII, que les fêtes décadaires « ne sont pas intéressantes pour le peuple » ¹⁸⁹. En vain, le Directoire après la Convention thermidorienne, pour redonner un peu de lustre à la nouvelle liturgie, y avait-il introduit la commémoration des grands anniversaires ou même des vertus civiques. Les fêtes de la Souveraineté du peuple, des Epoux, de la Reconnaissance et des Victoires, de l'Agriculture, de la Liberté, des Vieillards, de la Jeunesse, qui se succèdent au cours des années VII et VIII à des intervalles assez rapprochés, ne semblent pas avoir provoqué un enthousiasme bien vif. Elles sont surtout un prétexte pour les orateurs du cru à débiter des harangues prolixes, « analogues à la circonstance », dont le style, tour à tour emphatique et douceâtre, toujours d'une insigne platitude, annonce de la façon la plus fâcheuse celui qui immortalisera quelque cinquante ans plus tard M. Joseph Prudhomme. L'article le plus goûté de leur programme fut sans nul doute les antiques divertissements qui les clôturaient, danses, courses, luttes, mais la partie sérieuse apparaît au lecteur moderne de nature à avoir provoqué chez les assistants le maximum d'ennui ¹⁹⁰.

187. DUVERGIER, t. X, p. 292-294.

188. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 448-449 et 454-459.

189. *Ibid.*, p. 458.

190. *Ibid.*, p. 457-458. Pour le détail de ces fêtes, cf. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 388-394.

Au surplus, les plus clairvoyants et les plus francs des observateurs contemporains ne s'y trompent pas. Au mois d'août 1799, avec l'autorité que lui confère « sa participation active aux poursuites contre les chouans », le prêtre (assermenté) Lalleton, président du canton de Plouguenast, résume la situation religieuse du département à la fin de l'époque directoriale, de la façon suivante : « Le peuple est mécontent ; il veut la religion, il l'aura ou il périra. Il ne veut ni décades, ni nouveau calendrier ; à ces conditions, il se rit des nobles auxquels il n'est nullement attaché... Qu'on lui accorde la demande ci-dessus énoncée, paix et satisfaction dans l'intérieur »¹⁹¹.

On ne saurait mieux dire. Las des « mascarades » antichrétiennes du culte de la Raison et des froides pompes de l'Etre Suprême ou du culte décadaire, le peuple veut « sa religion », c'est-à-dire le catholicisme. L'obtiendra-t-il sous la forme de l'obédience romaine, autoritaire et mystique, ou, au contraire, sous la forme d'une Eglise nationale, acéphale et semi-rationaliste, telle était la question qui se posait dans les derniers mois de l'an VII et que les hommes politiques qui s'apprétaient à recueillir la succession du Directoire moribond, allaient avoir à résoudre.

191. H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 459.

Sur l'activité des loges maçonniques dans les Côtes-du-Nord, de 1789 à 1800, nous ne savons à peu près rien. Cependant, J. LAMARE, *Histoire de Saint-Brieuc*, p. 211 note 1, mentionne que la *Vertu Triomphante* de Saint-Brieuc se « régénéra le 20 août 1792 » et qu'elle comptait alors 27 frères. D'autre part, il se fonda à Saint-Brieuc, à la veille du coup d'Etat, en l'an VIII, une seconde loge : l'*Egalité Triomphante*. Elle semble avoir eu un caractère plus militaire que son aînée la *Vertu Triomphante*, puisqu'on y rencontre quantité d'officiers de la 13^e demi-brigade et de la gendarmerie, et que le vénérable en est un capitaine. Pourtant on y trouve aussi des civils et précisément parmi eux la plupart des futurs fonctionnaires de l'Empire, Leuduger-Fortmorel, Chancerel, Denoual-Duplessix, Couppé, Paulmier, Le Lepvrier, etc. Cf. *Documents maçonniques* communiqués par D. Tempier : extrait du procès-verbal de l'installation de la R. L. Saint-Jean, sous le titre distinctif de l'Egalité Triomphante à l'Or. de Port-Brieuc. Port-Brieuc. 5799. A Dinan, la Tendre Fraternité avait été éprouvée par la Terreur : Le Carpentier l'avait dissoute en l'an II pour « modérantisme », *Revue des Archives historiques des Côtes-du-Nord*, p. 144, arrêté du représentant du peuple J.-B. Le Carpentier, délégué par la Convention nationale, 7 floréal an II.

CHAPITRE IV

Les Cultes (*Suite*) 1800-1814

III. LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD AU POINT DE VUE RELIGIEUX SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Le département des Côtes-du-Nord avant le Concordat (an VIII-an X) : clergé constitutionnel et clergé orthodoxe; réorganisation du culte orthodoxe et de l'administration consulaire; la situation à la veille du Concordat. — Le département des Côtes-du-Nord sous le régime concordataire (an X-1814) : A) Installation du nouveau régime : faiblesse de l'opposition anticoncordataire; l'évêque J.-B. Caffarelli et la réunion des deux clergés; les vicaires généraux et les chanoines; les curés; les desservants; les principales mutations jusqu'en 1814, J.-M. de La Mennais, secrétaire de l'évêché; le recrutement sacerdotal et la réorganisation du séminaire; les ressources matérielles (traitements, églises, presbytères et fabriques). — B) Fonctionnement du régime concordataire dans ses rapports avec le pouvoir civil : mandements loyalistes de Caffarelli; la crise de 1811; les deux clergés; la question des acquéreurs de biens nationaux; questions diverses de police des cultes (publication des lois, fêtes supprimées, quêtes). — C) Reconstitution partielle des réguliers, les frères des Ecoles chrétiennes, les congrégations de femmes : Dames de Saint-Thomas-de-Villeneuve; Hospitalières ou Augustines; Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul; Ursulines; Sœurs de la Charité du Refuge; Filles de la Croix; Sœurs du Saint Esprit de Plérin; Filles de la Sagesse. — Les confréries. — D) La minorité non catholique : protestants, juifs, francs-maçons.

CONCLUSION. — Bilan de l'Eglise catholique dans le département des Côtes-du-Nord à la fin de l'Empire. Les pertes : l'ancien et illustre siège de Tréguier et les réguliers. — Les gains : un seul diocèse mais plus cohérent; réorganisation du clergé séculier par les soins de Caffarelli; reconstitution des congrégations de femmes; esprit ultramontain du nouveau clergé. — Un seul groupe opposant : les francs-maçons. — Comparaison avec d'autres départements.

III. — LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD AU POINT DE VUE RELIGIEUX SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814).

Théoriquement, le coup d'Etat ne changea rien au régime des cultes qui demeura, pendant les deux premières années du Consulat, ce qu'il était sous le Directoire : celui de la séparation des Eglises et de l'Etat proclamé par la loi du 3 ventôse an III. Mais, en fait très vite le nouveau gouvernement

manifesta sa volonté de pacification religieuse, par plusieurs mesures efficaces. Ce fut d'abord l'arrêté consulaire du 29 novembre 1799 (8 frimaire an VIII), annulant les ordres de déportation prononcés contre les prêtres qui ont prêté tous les serments exigés d'eux et ne les ont pas rétractés : cet arrêté ne favorisait que les ex-assermentés¹. Mais voici, chose plus importante, le tour des insermentés : l'arrêté du 28 décembre suivant (7 nivôse an VIII), abroge la loi de fructidor et n'exige plus des ecclésiastiques, comme de tous les fonctionnaires publics, au lieu du serment qu'une simple déclaration et promesse de fidélité à la Constitution². En mars 1800, 17 prêtres des Côtes-du-Nord, encore détenus à Guingamp, dont Manoir, sont élargis, moyennant cette formalité; il en est de même de plusieurs prisonniers de l'île de Ré³. En octobre de la même année, l'arrêté du 28 vendémiaire an IX, ordonne de rayer de la liste des émigrés « tous les ecclésiastiques qui étant assujettis à la déportation sont sortis du territoire français pour obéir à la loi » : pour eux non plus pas d'autre condition requise que celle de souscrire à la promesse de fidélité⁴. Enfin, au mois de décembre, comme conséquence d'un autre arrêté du mois de septembre, les déportés de la Guyane sont ramenés à l'île de Ré, en attendant d'être définitivement libérés, ainsi que les derniers hôtes de la citadelle Saint-Martin⁵.

De tout cela, il résulte qu'on trouve dans le département des Côtes-du-Nord, pendant les deux années qui précèdent la signature du Concordat, deux clergés juxtaposés : le clergé constitutionnel et le clergé orthodoxe, ce dernier subdivisé lui-même en deux groupes : les soumissionnaires et les insoumissionnaires. Quant à l'Autel de la Patrie, « il est délaissé presque partout dès le printemps de 1800 »⁶.

1. DUVERGIER, t. XII, p. 12. Cf. E. LAVISSE, *Histoire de France contemporaine*, t. III; G. PARISSET, *Le Consulat et l'Empire*, Paris, 1920, 1 vol. in-4^o, p. 78 et P. POULLET, *Les institutions françaises de 1795 à 1814*, p. 860-861.

2. DUVERGIER, t. XII, p. 55. Cf. G. PARISSET, *op. cit.*, p. 78, et P. POULLET, *op. cit.*, p. 859-860.

3. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire*, t. II, p. 392, et A. LEMASSON (abbé), *Les actes des prêtres insermentés*, t. II, p. 271-298.

4. DUVERGIER, t. XII, p. 328, cf. G. PARISSET, *op. cit.*, p. 70-71, et P. POULLET, *op. cit.*, p. 861, note 1.

5. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire*, t. II, p. 397.

6. G. PARISSET, *op. cit.*, p. 79.

Le clergé constitutionnel avait toujours son évêque Jacob, flanqué de ses deux vicaires épiscopaux, Odio-Baschamps, maintenant professeur à l'Ecole centrale, et Jacques Pasturel, ci-devant curé de Plurien. Mais les vicaires du séminaire se sont dispersés et nous en rencontrerons quelques-uns placés dans des cures. Saint-Brieuc abrite en outre un certain nombre de curés constitutionnels qui ont fui l'hostilité de leurs paroissiens ou les coups de main des chouans : Jacques Philippe, ci-devant recteur de Saint-Careuc, et vicaire supérieur du séminaire ; Alexis Boyer, ex-directeur de l'hôpital, curé de Plédran ; Maréchal, curé d'Yffiniac ; Resmon, son vicaire ; Le Nouvel, curé d'Hillion ; Berthelot, curé d'Hénon ; Corlay, curé de Saint-Martin-des-Prés ; Le Nouvel, curé de Saint-Quay ; Dayot, professeur à l'école centrale. Dans l'arrondissement, plusieurs communes sont pourvues de desservants constitutionnels exerçant régulièrement. Ce sont presque toutes des communes de la région littorale, plus « patriote » que l'intérieur, depuis le début de la Révolution : Pordic où officie François Bouëtard, une des lumières de l'Eglise constitutionnelle, député, on vient de le dire, au Concile de 1797 ; Langueux, avec Corbel, également gros personnage de l'Eglise assermentée, vicaire de l'évêque et directeur du séminaire ; Lanleff où siège un ex-Prémontré ; Pléhédel ; Plouha qui possède curé et vicaire ; Pludual ; Yvias ; Bréhat ; Kérity avec deux ex-Prémontrés de Beauport ; Paimpol, avec curé et vicaire ; Plouézec, avec quatre constitutionnels ; Plounez où réside Alain Jacob, le frère de l'évêque, en compagnie d'un vicaire ; Plourivo (3 prêtres) ; Pléneuf, Erquy, Plurien (3 prêtres : Clérivet, auparavant curé constitutionnel de Lamballe, Besret, de la Bouillerie et Dobet, ex-directeur du séminaire). L'important chef-lieu de canton de Lamballe est un véritable nid de constitutionnels. On n'en compte pas moins de neuf, dont quelques-uns de marque comme Jean Verne, ex-prieur des Augustins, Micault-Soulleville et Grolleau, ex-chanoines de Notre-Dame de Lamballe, Bichemin et Gallet auparavant vicaires épiscopaux de Jacob. On trouve également des constitutionnels à Châtelaudren, Plouvara et à Montcontour. Ils semblent avoir été moins nombreux dans le canton de Quintin.

Dans l'arrondissement de Guingamp, on n'en signale qu'à Pontrieux et à Guingamp même (7 résidents). Dans l'arron-

dissement de Lannion, les communes de Plouaret, Penvenan, Plougrescant, Pommerit-Jaudy, Pleumeur-Bodou, Ploëzal et Servel étaient desservies par des assermentés. Nous manquons de renseignements sur les arrondissements de Dinan et de Loudéac : dans ce dernier sans doute, les constitutionnels devaient être particulièrement rares, en raison de la chouannerie qui y sévissait ⁷.

La situation matérielle de tous ces ecclésiastiques était, en général, assez précaire : dès l'an IV, l'un d'eux n'écrivait-il pas aux *Annales de la Religion* « qu'ils périssaient de misère » ⁸ ? Pourtant, ils s'obstinaient à vivre et ne désespéraient pas, encore à cette date, de triompher de leurs adversaires, avec l'aide des autorités civiles. Plus d'une fois on les verra pendant ces deux premières années du régime consulaire recourir à celles-ci et leur dénoncer les orthodoxes comme perturbateurs de la paix publique. En tous cas, ils ne manquaient jamais l'occasion d'affirmer officiellement leur existence. L'évêque de Tréguier, Le Mintier, ayant fait réimprimer en Angleterre, au cours de l'année 1800, une nouvelle édition du catéchisme de son diocèse, dans laquelle il avait ajouté « sur l'article de l'Eglise des explications propres à prémunir les fidèles contre les erreurs des constitutionnels » ⁹, et ce catéchisme circulant dans le département, Jacob le réfute solennellement, et point par point, dans une Lettre pastorale qui ne comporte pas moins d'une cinquantaine de pages (27 thermidor an VIII). « Il est étonnant, disait-il dans le préambule, que dans le temps où l'on s'occupe de rapprocher les extrêmes, d'étancher le sang, de cicatriser nos plaies et de poser les fondements d'une paix générale, des esprits brouillons cherchent à renouveler nos querelles religieuses, à éloigner le peuple des pasteurs-citoyens, pour s'emparer de leurs places, déformer l'esprit public, ressusciter les prétentions ultramontaines et exciter contre les répu-

7. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Personnel ecclésiastique, Dénombrement des prêtres et leur réunion (an X), tableau des prêtres constitutionnels exerçant dans le département, dressé par les maires sur l'ordre du préfet, 9 floréal an X. Sur les personnalités les plus marquantes de ce clergé on pourra consulter E. SEVESTRE (abbé). *Le clergé breton en 1801, d'après les enquêtes préfectorales de l'an IX et de l'an X*, Paris, Picard, 1912, 1 vol. in-8° (renseignements sur Armez, Baschamps, Gautier, Pasturel, Jacob, Lalleton, Bouëtard, Clérivet, Corbel, Dayot, Dobet, etc.).

8. *Annales de la Religion*, t. II, p. 563. Cf. aussi t. XIII, p. 108-111, Fanatisme et cruauté des « bons prêtres » dans le département des Côtes-du-Nord.

9. TRESVAUX (abbé) *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 386.

blicains français une nouvelle persécution¹⁰. » Le 9 ventôse an IX, il lançait encore un mandement pour faire chanter un *Te Deum*, en actions de grâces de la paix conclue avec l'Empereur à Lunéville, qu'il terminait par cet appel aux orthodoxes : « Réunissons-nous pour faire à nos frères absents une guerre de charité, donnons-leur le baiser de paix; que l'Évangile et la République soient désormais notre signe de ralliement! »¹¹.

Ce fut là toutefois sa dernière manifestation d'activité épiscopale. Dès le 25 floréal an VIII, il avait dû, faute de ressources — ce qui en dit long sur la ferveur de ses fidèles — accepter le poste de conseiller de préfecture du département, aux appointements de 1.200 francs¹². Moins d'un an après (8 prairial an IX), il mourait d'une « fièvre putride », à l'âge de 60 ans, « sans avoir donné le moindre signe de repentir »¹³.

10. *Lettre pastorale de M. l'évêque des Côtes-du-Nord, Jacob, 27 thermidor an VIII*, Saint-Brieuc, Bourel, imprimeur, 1 plaquette in-12, 48 p.

11. *Mandement, par J.-M. Jacob, évêque, du département des Côtes-du-Nord pour faire chanter le Te Deum en actions de grâces de la paix conclue avec l'Empereur, à Lunéville, 9 ventôse an IX*, Saint Brieuc, Bourel, imprimeur, 1 plaquette in-12, 9 p.

12. Cf. plus haut, chap. I^{er}, p. 29.

13. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire* ... t. II, p. 409. Le chanoine Lesage donne de ces funérailles un récit empreint évidemment de malignité dans un fragment de ses *Mémoires* publié dans *Le diocèse de Saint-Brieuc*, t. I^{er}, p. 280-281. Jacob fut inhumé dans la cathédrale, dans la même tombe que Thépault du Brignou, décédé en 1766. Le couvercle de sa bière était « orné de l'habit national, du chapeau à panache tricolore, de l'épée, attributs de ses fonctions civiques. Après avoir promené autour de la place et de la cathédrale les restes du citoyen, l'on s'arrêta sous la porte d'entrée, on lève le couvercle et voyez-vous, c'est un évêque crossé en cuivre et mitré en carton doré. Alors les frères jureurs s'emparèrent du capitaine. Le plus hardi, Bouëtard aîné, prétendu savant universel, bavard absurde et présomptueux, fit un éloge funèbre que rompit vifs les patriotes eux-mêmes ».

Le procès-verbal de la cérémonie à laquelle assistaient préfet, fonctionnaires et gardes nationaux, nous a été conservé aux Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 15. Arrêtés du préfet relatifs à l'organisation des autorités constituées et objets généraux (an VIII-an IX), fol. 102, procès-verbal de l'enterrement du citoyen Jean-Marie Jacob, membre du conseil de préfecture et évêque constitutionnel du département, 9 prairial an IX. « Le corps a été transféré à la ci-devant cathédrale qui sert maintenant de temple pour les cérémonies décadaires et le culte catholique, à l'entrée duquel temple » il a été reçu « par le clergé qui l'attendait et qui l'a conduit au milieu de la nef, la face découverte; pendant la cérémonie on a exécuté des morceaux de musique, il a été prononcé une oraison funèbre par un ecclésiastique, ensuite le corps a été déposé dans un caveau du temple contre le mur de l'allée de gauche, du côté de la rue de la Clouterie, en face du bas du sanctuaire, avec la précaution d'y jeter une quantité suffisante de chaux. »

Il s'éteignait trop tôt pour voir l'ouverture du deuxième concile de l'Eglise gallicane, qui allait se tenir, en juin, à Paris¹⁴. Dans les *Annales de la Religion*, son collaborateur et familier Odio-Baschamps le compare complaisamment à saint Guillaume, pour les vertus qu'il avait portées sur le siège de Saint-Brieuc¹⁵. Jacob disparu, le même Odio-Baschamps et Pasturel, auxquels s'adjoignirent Corbel et Bouëtard, firent tout ce qui dépendait d'eux pour perpétuer l'organisation constitutionnelle. A défaut d'un nouvel évêque qu'ils essayèrent en vain de faire élire, ils constituèrent le « Presbytère de l'Eglise veuve des Côtes-du-Nord »¹⁶. En l'an IX, ce « Presbytère » censurait le citoyen Le Bourhis, vicaire constitutionnel de Grâce, à la demande du préfet, et à cette occasion priait Boullé de continuer ses bontés « au clergé assermenté » (14 messidor)¹⁷. En fructidor de la même année, il adressait aux archiprêtres et curés des Côtes-du-Nord une proclamation au sujet des négociations en cours entre le Premier Consul et le Pape, d'après une lettre de Corbel, député au deuxième Concile national de 1801. La conclusion du Concordat et l'ajournement *sine die* du concile y étaient annoncés¹⁸. On peut dire, sans exagération, que c'était la lettre de faire-part des funérailles de l'Eglise constitutionnelle. Cependant, le 8 germinal an X suivant (29 mars 1802) à l'occasion de la signature de la paix d'Amiens, le « Presbytère » donna une dernière fois signe de vie publique, dans un mandement solennel. C'était une exhortation à chanter un *Te Deum*, dans laquelle on plaçait parmi les « prodiges des miséricordes du Seigneur », sur le même pied que le coup d'Etat de Brumaire, les victoires de Marengo et de Hohenlinden, et le rétablissement de Pie VII sur le trône pontifical. Le tout se terminait par le vœu que « l'état déplorable de l'Eglise de

14. Sur ce concile auquel prirent part Bouëtard et Corbel pour le département des Côtes-du-Nord, cf. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 411-412.

15. *Annales de la Religion*, t. XIII, p. 168.

16. J. LAMARE, *Histoire de Saint-Brieuc*, p. 253. Odio-Baschamps s'était adressé à la municipalité de Saint-Brieuc (thermidor, an IX); le projet échoua en partie, dit Lamare, grâce au préfet.

17. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V. Cultes, Divers, les membres du Presbytère de l'Eglise des Côtes-du-Nord au préfet, 14 messidor an IX.

18. *Ibid.*, les membres du Presbytère de l'Eglise de Saint-Brieuc aux archiprêtres et curés, 1^{er} fructidor an IX. Imprimé, 4 pages.

France » prit fin, que tous ses membres fussent réunis « par les liens de l'unité et de la charité »¹⁹. Dix jours après (18 germinal an X), le Tribunat et le Corps législatif faisaient du Concordat une loi de l'Etat français.

D'ailleurs que pouvait faire, encore qu'elle fût moins nombreuse qu'en ne serait tenté de le croire, cette minorité constitutionnelle, en face du clergé réfractaire qui chaque jour se réorganisait plus fortement, tant au point de vue du matériel que du personnel ?

Pendant les deux années VIII et IX, innombrables sont les demandes de réouverture d'églises ou de chapelles qui parviennent soit à la préfecture, soit aux sous-préfectures, émanant de fidèles du culte orthodoxe. La plupart reçoivent un accueil favorable²⁰. Signalons pourtant quelques refus, survivance du vieil esprit voltairien. A Saint-Brieuc, outre la chapelle Saint-Pierre qui leur avait été concédée par l'autorité militaire, sous le Directoire et dont le préfet leur maintient la jouissance à la suite d'une pétition de cinquante signataires, les catholiques, grâce à une autre pétition, obtiennent l'église Saint-Michel précédemment ouverte jusqu'en l'an V et réparée à leurs frais (12 floréal an VIII) : il restait donc tout juste la cathédrale aux assermentés²¹. Le 26 floréal an VIII, ce sont les habitants de Lanvignec, réduits depuis longtemps à une « messe aveugle » qui demandent une église²². A Lamballe, les réfractaires qui occupaient l'église Saint-Martin réclament en outre Notre-Dame transformée en temple décadaire, mais le maire provisoire, Tadel (19 fructidor an VIII), émet un avis défavorable ou tout au moins subordonne son consen-

19. *Ibid.*, le Presbytère de l'Eglise veuve des Côtes-du-Nord aux archiprêtres, curés, vicaires, prêtres desservants et fidèles suivant le culte catholique, apostolique et romain, salut en N.-S. l'auteur de la Paix et le Dieu de toute consolation, 8 germinal an X. Imprimé, 4 pages.

20. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes (an VIII au Concordat) et V, Cultes avant le Concordat an IX.

21. Archives dép. des Côtes du-Nord, V (an VIII au Concordat), pétition des habitants de Saint-Brieuc au citoyen La Barolière, général en chef demandant l'autorisation de célébrer le culte dans l'église (*sic*) de Saint-Pierre an VIII (renvoyée au préfet; parmi les signataires figure le citoyen Fromaget, professeur à l'école centrale). Pétition des citoyens de la commune de Saint-Brieuc au préfet des Côtes-du-Nord, 11 floréal an VIII et 3 K 42. Arrêtés du préfet relatifs à la police (an XII-1806), fol. 1, arrêté du 12 floréal an VIII.

22. *Ibid.*, les habitants de Lanvignec, canton de Paimpol, au préfet des Côtes-du-Nord, 26 floréal an VIII.

tement à deux conditions : réparations de l'église Notre-Dame très délabrée, translation de l'Autel de la Patrie à la chapelle Sainte-Anne, aux frais des pétitionnaires. De fait, en l'an IX, le culte décadaire dut être transféré provisoirement à Saint-Jean ; mais, un peu plus tard, au début de l'an X, il semble bien que le préfet ait passé outre à l'hostilité du maire de Lamballe, puisqu'il concède à un groupe d'habitants de Lamballe, parmi lesquels Haugomar, de Lorgeril, la veuve Kersaux, née Kerjégu, Piquet et Plesse Saint-Mirel, de faire réparer à leurs frais l'église Notre-Dame (26 vendémiaire an X) ²³.

A Guingamp, également, un groupe de pétitionnaires réclame l'église de la Trinité, transformée en dépôt à fourrages (22 fructidor an VIII), ou, à son défaut, quatre appartements de l'ancienne communauté de Montbareil. L'administration, très embarrassée par l'état de dégradation de tous les édifices de cette ville auparavant affectés au culte, après avoir songé un instant à la chapelle des Carmélites, finit par leur concéder, en l'an IX, l'église de Saint-Sauveur ²⁴. A Belle-Isle-en-Terre, le préfet accorde la chapelle de Locmaria (12 fructidor an VIII). Dans l'arrondissement de Loudéac, à Plouguenast, les réfractaires demandaient l'usage de l'église de la commune, occupée par les constitutionnels, dont le curé était Lalleton ; sur contre-pétition de ce dernier, le préfet assigna aux insermentés la chapelle de Saint-Michel ²⁵. A Dinan, le 5 vendémiaire an IX, on réclame au préfet l'une des deux églises : Saint-Malo ou Saint-Sauveur. Celui-ci leur accorde Saint-Sauveur et le culte y reprend aussitôt. Par contre, lorsqu'enhardis par ce premier succès, les catholiques dinannais réclament Saint-Malo (14 pluviôse, an X), Boullé le leur refuse et le culte décadaire continuera d'y être solennel-

23. *Ibid.*, le maire provisoire de la commune de Lamballe au préfet des Côtes-du-Nord, 19 fructidor an VIII, et 3 K¹, Arrêtés concernant les établissements publics (an VIII-an XII), fol. 69, arrêté du 26 vendémiaire an X.

24. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes (an VIII au Concordat), les citoyens Douaren, Auffray et Le Roy, habitants de Guingamp, au préfet, 22 fructidor an VIII, et 1 V 1/2, Police du culte (an IX), le préfet au sous-préfet de Guingamp, 26 nivôse an IX et le sous-préfet de Guingamp au préfet, 9 prairial an IX.

25. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 42, Arrêtés du préfet relatifs à la police (an XII-1806), fol. 14, arrêté du 28 nivôse an IX et 1 V 1/2, extrait des registres de la sous-préfecture de Loudéac, 23 nivôse an IX.

lement célébré jusqu'en l'an XI -- fait digne de remarque, en raison de sa rareté²⁶.

De même, les gens de Plédéliac, déjà en possession de l'église de leur commune, ayant demandé la chapelle du Saint-Esprit, sous prétexte qu'elle était plus centrale, le sous-préfet de Dinan s'y oppose parce qu'il a appris que près de cette chapelle se faisait chaque année « une grande assemblée, sous le nom de pardon ou pèlerinage, assemblée qui ne peut servir qu'à tromper la crédulité du peuple ignorant et dont les prêtres profitent en s'appropriant les dons des dévots »²⁷.

A Lannion, le 5 fructidor au VIII, le sous-préfet permet la célébration ouverte du culte orthodoxe, dans la chapelle de l'hôpital Sainte-Anne, au faubourg de Kerampont. A partir de cette date jusqu'à la conclusion du Concordat, son registre d'arrêtés nous permet de suivre jour par jour les progrès du catholicisme dans l'arrondissement. Tantôt, on utilise les églises paroissiales, tantôt, les simples chapelles, innombrables au pays breton. Le 28, c'est le tour des églises du « ci-devant séminaire et de la maison d'hospice, dit hôtel-Dieu », à Tréguier; le 13 nivôse, de la chapelle Sainte-Barbe, même commune; le 25 décembre, de la fameuse chapelle Saint-Yves, au Minihiy-Tréguier; le 6 fructidor, de Saint-Jean-de-Brélevenez, faubourg de Lannion, où les « sectaires du culte catholique » doivent se transporter de Sainte-Anne, en raison d'une « fièvre putride » qui règne à l'hôpital; le 1^{er} nivôse, an X, de la chapelle Saint-Garand, en Plestin; le 25 pluviôse, de l'église de La Roche-Derrien²⁸.

Exceptionnellement, croyons-nous, on constate la présence du « *simultaneum* ». A Uzel, les réfractaires à l'étroit dans la chapelle de Bonne-Nouvelle demandent, et obtiennent avec le consentement du curé constitutionnel, Louis Chevé, d'être mis en possession de toutes les parties de l'église paroissiale que celui-ci n'occupe pas (5 messidor an IX). A Pléneuf, les

26. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 42, Arrêtés du préfet relatifs à la police, fol. 15, arrêté du 14 pluviôse an IX; 1 V 1/1, Police du culte (an IX), le sous-préfet de Dinan au préfet des Côtes-du-Nord, 14 vendémiaire an IX et *id.* à *id.*, 4 ventôse an IX.

27. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 1/1, le sous-préfet de Dinan au préfet des Côtes-du-Nord, 6 ventôse an IX.

28. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Registres des arrêtés des sous-préfets, 4 K 1, Sous-préfecture de Lannion, avis et arrêtés (an VIII-an XI), fol. 17-19, 20, 22, 24, 25, 27, 28-29, 33, 34 (chapelle Saint-Yves), 37, 38, 58, 77, 81-82, 99, 105.

choses se passent d'une façon un peu différente : le même local sert au deux cultes qui se célèbrent à des heures distinctes ²⁹.

En même temps que l'Eglise orthodoxe reprenait possession de son décor liturgique d'antan, elle voyait ses effectifs grossir sans cesse. Aux anciens réfractaires qui n'avaient pas quitté le pays et qui maintenant sortent de leur cachette, aux détenus de la Guyane, de Ré ou de Guingamp élargis depuis peu, viennent s'ajouter de très nombreux ex-déportés, retour de Jersey, d'Angleterre ou d'Espagne. Toutefois, pour tous ces prêtres se posait une question très grave : celle de la promesse de fidélité. Y consentiraient-ils, ou s'y refuseraient-ils ? Seraient-ils « soumissionnaires », comme on disait, ou « insoumissionnaires » ? Evidemment leur attitude dépendrait de celle de leurs supérieurs hiérarchiques. Or, en l'an VIII, la situation du département des Côtes-du-Nord, formé, comme on l'a dit, de quatre anciens diocèses, présentait, à cet égard, une complexité singulière. Sur les quatre titulaires de ces anciennes circonscriptions, deux étaient morts, Conen de Saint-Luc, l'évêque de Quimper, décédé dès le début de la Révolution et l'évêque de Saint-Brieuc, Regnault de Bellescize, qui venait de terminer à Paris, en 1796, une carrière sacerdotale assez terne ³⁰.

L'évêque de Quimper était remplacé par son vicaire général, Thiberge, dont on a vu la conduite à l'endroit des exigences du Directoire, en matière de police des cultes ³¹. Nous ignorons s'il se montra plus accommodant vis-à-vis du gouvernement consulaire : cela paraît improbable.

Dans le diocèse de Saint-Brieuc, depuis la disparition de Bellescize et celle de Robien, l'un de ses vicaires généraux, mort en 1797, l'unique et véritable chef du clergé orthodoxe était Manoir, dont on a décrit dans le chapitre précédent l'existence mouvementée, à partir de la promulgation de la Constitution civile du clergé ³². Au début de l'an VIII, il venait de sortir de la prison de Guingamp et s'était chargé des

29. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 1/2, Police du culte (an IX), pétition des habitants d'Uzel au préfet transmise avec avis favorable du sous-préfet de Loudéac, 5 messidor an IX, et 1 V 1/1, Cultes, Policee (an IX), Bouguet, curé constitutionnel de Pléneuf, au préfet, 17 pluviôse an IX.

30. Cf. plus haut, chap. III, p. 357.

31. *Ibid.*, p. 355 et 357.

32. *Ibid.*, p. 354 et 360.

fonctions de curé d'office, de Saint-Michel de Saint-Brieuc. Il n'y groupait pas moins de seize prêtres autour de lui, parmi lesquels quelques-uns avaient joué, avant 1789, et devaient jouer après le Concordat un certain rôle dans le diocèse : Jacques Courcoux, ex-chanoine de Saint-Guillaume et principal du collège, déporté en Angleterre et rentré dans les premiers jours de 1802 ; Michel Ruffelet, chanoine de la cathédrale, reclus pendant 37 mois, l'auteur des *Annales briochines* ; Antoine Besson, ex-déporté de Rochefort ; François Richard d'Yvias, ci-devant recteur de Ploubazlanneec ; en raison de son caractère combatif, ce dernier sera cité plus d'une fois, au cours du présent ouvrage³³.

Manoir se piquait d'un loyalisme rigoureux à l'égard des autorités quelles qu'elles fussent, pourvu qu'elles se montrassent tolérantes. On a noté plus haut sa déclaration de neutralité politique de l'an III³⁴ : il n'avait pas changé depuis. En nivôse an IX, lors du passage à Saint-Brieuc du conseiller d'Etat, Barbé-Marbois, en mission extraordinaire dans la 13^e division militaire, il l'assura en son nom et au nom de ses confrères de Saint-Michel : « ... de l'hommage de leur respect.

Dans le calme comme dans la persécution, ils ont fait preuve de leurs sentiments et n'ont jamais cessé d'adresser au ciel les vœux les plus ardents pour la prospérité de l'Etat et la conservation des jours précieux de celui qui a su rendre à la Religion, liberté et protection ! » Il terminait par cette requête discrète mais significative : « Ces mêmes ministres, dépouillés de leurs biens, incarcérés ou déportés, ont été depuis 1792, privés de tout traitement et sont à charge de leurs familles ou amis. Ils ne parlent ici de leur situation que parce qu'ils espèrent qu'un

33. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Personnel ecclésiastique, Dénombrement des prêtres et leur réunion (an X), tableau des ecclésiastiques résidant dans la commune de Saint-Brieuc dressé par le maire Thierry, le 18 floréal an X. L'abbé POMMERET, *op. cit.*, p. 133 et 314, note 3, mentionne un abbé Richard, recteur de Ploubazlanneec comme s'étant signalé par son opposition à la Constitution civile et plus tard à la législation des cultes de la Convention thermidorienne. C'est peut-être le même duquel il s'agit ici : Ploubazlanneec et Yvias étant deux paroisses du canton de Paimpol. D'après Ch. LE MAOUT, *Bibliothèque bretonne*, t. I^{er}, p. 27, Richard d'Yvias serait mort grand-vicaire du diocèse de Saint-Brieuc en 1823, laissant un *Evangile médité mis en breton* en 4 vol. in-12.

34. Chap. III, p. 354.

gouvernement juste et libéral ne demande qu'à connaître leurs besoins pour y subvenir »³⁵.

Conduits par un guide aussi circonspect et aussi conciliant, les prêtres de l'ex-diocèse de Saint-Brieuc ne pouvaient qu'adopter, en général, le point de vue soumissionnaire. Mais tout autre était la situation du clergé de l'ancien diocèse de Tréguier. Leur évêque, Le Mintier, quoique très âgé, vivait toujours en 1800 et les années n'avaient en rien atténué son intransigeance doctrinale, ni calmé son humeur combative. On a vu tout à l'heure, à propos de Jacob, qu'il avait fait réimprimer et distribuer une nouvelle édition de son Catéchisme où les constitutionnels étaient dénoncés à la réprobation des fidèles. Sur la question de la promesse de fidélité réclamée par le gouvernement consulaire il ne se montrait pas moins intraitable. Dans le courant de 1800, il fit paraître, contre cette promesse, deux Mémoires, l'un daté du 14 mars, l'autre du 2 mai. Dans le premier, notamment, il affirmait une fois de plus ses ardentes convictions royalistes, qui, à ses yeux, ne faisaient qu'un avec sa foi religieuse, et condamnait la promesse comme une rébellion à la seule autorité légitime, celle du prétendant Louis XVIII. Quant à l'œuvre des gouvernements successifs, le Consulat compris, que la France avait connus depuis 1789, elle était appréciée comme il suit : « Je ne prends point en considération la misère qui attend les vrais pasteurs une fois rétablis dans leurs fonctions. De longues années les y ont accoutumés. Jamais elle n'arrêtera leur activité. Dans les plus beaux siècles de l'Eglise, ses ministres n'avaient d'autre ressource pour leur subsistance que la charité des fidèles. Cette ressource nous reste et nous y avons la plus grande confiance. L'incertitude de pourvoir aux besoins de la vie n'a point empêché l'abandon de nos propriétés, jamais il n'arrêtera le retour à nos fonctions. La malignité néanmoins, pendant longtemps nous a accusé de regretter nos revenus, nos prérogatives et nos privilèges. Nous les regrettons, il est vrai, mais ce n'est pas pour nous « *Non vestra sed vos* » ; nous les regrettons parce que c'étaient autant de moyens dans nos mains d'établir le bon ordre, de soulager l'indigence, d'augmenter la pompe de nos augustes cérémonies. Nous les regrettons parce que nous

35. Archives Nat., AFIV 1017, Mission de Barbé-Marbois dans la 13^e division militaire. Au citoyen Barbé-Marbois, conseiller d'Etat... Manoir prêtre, pour lui-même et au nom de ses confrères de Saint-Michel de Saint-Brieuc.

voyons l'usage ou plutôt l'horrible abus qu'on en a fait. Le Gouvernement, au lieu d'y trouver l'augmentation d'aisance qu'on lui annonçait avec tant de pompe, a vu la détresse augmenter sensiblement. Jamais l'État, dans sa généralité, non plus que dans ses parties, n'a éprouvé plus de besoins. Les hôpitaux sont dépourvus de tout, les monts-de-piété et tous les établissements de charité sont détruits, la marine ruinée, les troupes, les officiers de la justice, les instituteurs de la jeunesse mal payés, les manufactures en banqueroute ou languissantes. Voilà les vrais, les seuls motifs de nos regrets. La malignité peut continuer de les censurer, ils n'en seront ni moins légitimes, ni plus mal fondés »³⁶. Le Mintier poussait l'aversion à l'égard de toute politique de conciliation jusqu'à censurer les cartes de sûreté elles-mêmes. Voici le réseau serré de syllogismes qui lui servait à enfermer les partisans de ce *modus vivendi*; on le trouve dans un petit écrit « en forme de lettres » paru également au cours de l'année 1800. L'acceptation de la carte de sûreté équivaut à la promesse et celle-ci au serment; or les ecclésiastiques ne peuvent se permettre de prêter serment au nouveau gouvernement de la France, illégitime en son principe. Donc, ils doivent s'abstenir de tout acte qui y ressemblerait de près ou de loin. On reconnaît là des théories de tout point semblables à celles que professait à la même époque Asselin, évêque de Boulogne³⁷.

L'année suivante, en 1801, bien que tourmenté par la goutte, et sentant ses forces l'abandonner, il eut encore l'énergie suffisante pour publier une *Dissertation concernant la promesse de fidélité exigée des prêtres catholiques, par le nouveau Gouvernement*. Il y renouvelait ses anathèmes. Ce fut là son suprême effort : le 21 avril 1801, il rendait le dernier soupir, à Londres, chez M^{me} de Catuélan, veuve d'un ci-devant président du Parlement de Bretagne³⁸.

Mais cet acharné défenseur du Trône et de l'Autel une fois disparu, les choses changèrent du tout au tout, dans le diocèse

36. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 392-394.

37. *Ibid.*, p. 401.

38. *Ibid.*, p. 408 et *L'Eglise de Bretagne*, p. 385. Cf. Abbé DE LUBERSAC, *Journal historique...*, p. 185-186. Il fut enterré au cimetière Saint-Pancrace à Londres. Son oraison funèbre fut prononcée par l'abbé de Châteaugiron, prêtre du diocèse de Rennes.

de Tréguier. En effet, son remplaçant et successeur, l'ex-chanoine Garat Saint-Priest rentré de déportation, était loin de partager l'hostilité irréductible de son ancien évêque, à l'égard du gouvernement consulaire. A l'exemple de Manoîr, il estimait, au contraire, qu'il y avait lieu de lui savoir gré de sa politique religieuse, relativement tolérante, surtout quand on la comparait à celle du Directoire, depuis Fructidor³⁹. Aussi commença-t-il par recommander à ses subordonnés de l'arrondissement de Morlaix la prudente formule de promesse suivante : « Etranger à toutes les discussions civiles et politiques, comme la religion que nous professons nous l'impose, je viens donner à la puissance temporelle une garantie de ma soumission, sauf néanmoins la religion catholique dont la loi garantit le libre exercice ; à cette condition, je promets fidélité à la Constitution »⁴⁰. Puis, dès sa première entrevue avec le sous-préfet de Lannion, il s'engagea à donner la même consigne au clergé de cet arrondissement (3 thermidor, an IX)⁴¹. Après quelques hésitations deux autres ecclésiastiques de marque, de l'ex-diocèse de Tréguier, Honoré Lallier, ancien supérieur du grand séminaire, et Philippe Ellès, curé de Lannion, se décidèrent à marcher dans le même sens et à souscrire à la formule (8 et 12 thermidor an IX)⁴².

Ce fut le clergé du diocèse de Saint-Malo qui se trouva placé dans la posture la plus équivoque. Plus heureux que son collègue de Tréguier, l'évêque Cortois de Pressigny avait résisté aux fatigues et aux misères de l'émigration et put rentrer en France dès la fin de 1800. Néanmoins, il ne regagna pas son diocèse et continua de résider à Paris, observant une attitude d'expectative à l'égard du nouveau gouvernement. D'aucuns, l'ayant approché, prétendaient même qu'il n'était pas opposé

39. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 413.

40. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 1/2, Police du culte (an IX), le sous-préfet de Lannion au préfet des Côtes-du-Nord, 3 thermidor an IX.

41. *Ibid.*

42. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Pensions ecclésiastiques, extrait des registres de la mairie de Loguivy-Plougras, 8 thermidor an IX. Soumission de Philippe Ellès, prêtre « éclairé sur le sens de la promesse de fidélité, par le *Journal Officiel* du 10 nivôse an VIII », et Cultes avant le Concordat (an IX) interrogatoire d'Honoré Lallier prêtre insoumis à Lannion par le sous-préfet du 1^{er} arrondissement, 12 thermidor an IX. Lallier avait d'abord répondu qu'il consulterait ses supérieurs ecclésiastiques.

à la formalité de la promesse ; par contre, il évitait personnellement d'officier en public ⁴³.

On comprend que les insermentés les plus influents et les plus considérés de l'arrondissement de Dinan, Puelle de Saint-Simon, ancien principal du collège des Laurents, Caron, curé de Saint-Sauveur et Letulle, curé de Saint-Malo, qui jouaient dans cette région le rôle de Manoir dans celle de Saint-Brieuc, et de Garat Saint-Priest, dans celle de Tréguier, montrèrent moins d'empressement que ceux-ci à reconnaître le nouvel état de choses. Visiblement embarrassés par la question de la promesse et n'osant la trancher de leur chef, ils en référèrent à Cortois de Pressigny, attendirent en vain sa réponse, perdirent du temps et s'attirèrent par là-même, comme on le verra peu après, de l'administration consulaire pressée d'en finir, des tracasseries assez graves ⁴⁴.

Quoi qu'il en soit de ces divergences d'attitude, chez les prêtres des quatre anciens diocèses, pendant les années VIII et IX, un même fait se manifeste partout dans les Côtes-du-Nord : le clergé réfractaire se reconstitue et apparaît au grand jour. Tantôt il agit indirectement pour obtenir sa radiation de la liste des émigrés et, sous main, fait adresser au préfet ou au ministre de la Police générale des pétitions en ce sens, signées de parents ou de paroissiens sûrs. Tantôt, il procède directement : des groupes nombreux de déportés débarquent, de préférence dans les petits ports, pour ne pas éveiller l'attention des autorités, qui par Plestin, qui par Saint-Cast, quelques-uns par Saint-Malo. Une fois sur le territoire national, ils se mettent à officier, attendant qu'on leur demande des explications et mettant ainsi l'administration consulaire en présence du fait accompli. Les maires et les sous-préfets viennent-ils à s'émouvoir, quelques-uns exhibent des cartes de sûreté, à eux délivrées jadis, au temps des pacifications directoriales, d'autres se bornent à une simple déclaration de résidence, d'autres enfin font la promesse exigée par la loi de l'an VIII ⁴⁵.

43. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 404.

44. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 1/1, Police du culte (an IX), le sous-préfet de Dinan au préfet des Côtes-du-Nord, 2 pluviôse an IX, et *id.* à *id.*, 20 ventôse an IX.

45. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 1/1 et 1 V 1/2, Police du culte (an IX).

Il est très difficile d'évaluer exactement le nombre des membres de ce clergé exerçant dans le département. Toutefois, si l'on passe en revue les renseignements, d'ailleurs incomplets fournis par les maires au début de l'an X sur les prêtres assermentés et insermentés de leurs communes, on s'aperçoit que ces derniers l'emportent sensiblement au point de vue numérique. On a vu plus haut l'état-major clérical qui desservait Saint-Michel sous les ordres de Manoir ⁴⁶; tout à côté, Plérin abrite 7 insermentés ⁴⁷.

Lamballe opposait au groupe serré des constitutionnels, une phalange presque aussi compacte d'orthodoxes : François Millet, Jean-Baptiste Sorgniard et François Le Moine, ex-chanoines de Notre-Dame de Lamballe; Toussaint Motte-Rouge, ex-chanoine de Tréguier; René Abgral, ex-directeur des Ursulines ⁴⁸. Quintin a 11 ecclésiastiques insermentés, dont plusieurs de ses ex-chanoines, entre autres l'ancien doyen Jacques Souvestre qui fait fonctions de curé. Plœuc a 2 insermentés contre 1 constitutionnel. Châtelaudren a 1 insermenté et 1 jureur ⁴⁹. Dans l'arrondissement de Lannion, Perros a 2 insermentés; Tréguier, dès l'an VIII, en recèle une vingtaine. Dans celui de Guingamp, Pontrieux a 3 réfractaires contre 1 constitutionnel ⁵⁰. A Guingamp même, à côté des 7 assermentés, nous rencontrons 9 constitutionnels, dont 2 ex-chanoines de Quimper, Des Noës et Roquancour ⁵¹. Même dans les communes littorales de l'arrondissement de Saint-Brieuc, particulièrement attachées au culte constitutionnel, il est bien rare de ne pas rencontrer des prêtres fidèles à l'obédience romaine. Pendant que l'« intrus » officie dans l'église paroissiale, ils se contentent d'une simple chapelle du voisinage. Nous ne voyons guère que Plourivo, Plouézec et Paimpol où triomphent exclusivement les constitutionnels : il est vrai que la commune toute voisine de Ploubazlannec permet aux « sectaires catholiques » de suivre les cérémonies

46. Cf. plus haut, p. 375.

47. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Personnel ecclésiastique, Dénombrement des prêtres et leur réunion (an X), tableau des ecclésiastiques résidant dans le canton de Saint-Brieuc-Nord.

48. *Ibid.*, canton de Lamballe, commune de Lamballe.

49. *Ibid.*, canton de Quintin, tableau des ecclésiastiques résidant à Quintin; *id.* à Plœuc; *id.* à Châtelaudren.

50. *Ibid.*, arrondissement de Lannion et arrondissement de Guingamp.

51. *Ibid.*, arrondissement de Guingamp, commune de Guingamp.

orthodoxes. Par contre, nombre de communes de l'intérieur de l'arrondissement et même du littoral ne sont desservies que par des insermentés : Yffiniac, Cöhiniac, Plerneuf, Lantic, Plélo, Trégomeur, Ploufragan, Plédran, La Méaugon, Hillion, Saint-Julien, Lanloup, Saint-Quay, Plainehaute, Saint-Alban, Lhermitage, Lanfains, Etables ⁵².

Quels furent pendant ces deux années les rapports de ce clergé avec les autorités civiles ? Celles-ci s'étaient d'abord montrées très bienveillantes, du moins le pouvoir central. Le ministre de la Police générale, Fouché, qui a dans son portefeuille les Cultes (an VIII-an X) interprète en floréal an VIII d'une façon extrêmement large l'arrêté de nivôse relatif à la promesse de fidélité à la Constitution. Il reconnaît la validité même des « cartes de sûreté » des généraux et il estime qu'elles équivalent à une promesse en règle faite devant les magistrats civils.

« La nécessité de maintenir la paix commande aujourd'hui de respecter tous les moyens qui ont concouru à l'établir. Vouloir assurer l'empire de certaines lois par des mesures brusques et indiscretes, ce serait risquer de perdre les fruits que le Gouvernement commence à recueillir de sa sagesse et de sa modération », écrivait-il à Boullé. Et il lui traçait la ligne de conduite à suivre à l'égard des ex-réfractaires : « Vous vous abstenrez de toute mesure directe et positive relativement aux ministres du culte. Vous tolérerez qu'ils exercent leurs fonctions sans avoir fait la déclaration de fidélité à la République toutes les fois que vous aurez la certitude qu'on l'exigerait vainement. Cette tolérance applicable aux conditions du libre exercice des cultes ne doit néanmoins pas l'être à l'abus de cet exercice ; et rien ne devra, même dans les circonstances actuelles, absoudre le délit d'un ministre du culte qui aurait provoqué des troubles.

» Que les prêtres insoumis sachent que vous les surveillez ; qu'ils s'en aperçoivent même, mais gardez-vous dans l'état présent des choses de leur fournir un prétexte contre le Gouvernement !

.....
» Ne dites rien d'absolu et de positif sur les intentions du Gouvernement à leur égard, mais seulement ce qu'il est néces-

⁵². *Ibid.*, canton de Saint-Brieuc-Nord, canton de Paimpol, canton de Plouha, etc.

saire qu'ils sachent et qu'ils croient pour n'être pas inquiets sur eux-mêmes. Ne manquez pas surtout de leur faire envisager la tolérance dont ils sont l'objet comme la condition essentielle du bon usage qu'ils feront de leur influence. » (24 floréal an VIII)⁵³.

Même note quatre jours plus tard (28 floréal an VIII). Le préfet n'a point à se préoccuper de savoir si les ecclésiastiques qui se présentent pour faire la promesse de fidélité de l'arrêté consulaire an VIII, ont prêté ou non des serments antérieurs, ou s'ils se sont rétractés. La loi du 21 nivôse dernier « en déterminant une condition nouvelle unique et simple à l'exercice des fonctions religieuses doit être considérée comme une révocation unique et simple de toutes les conditions prescrites pour le même objet par les lois antérieures.

» Vous devez donc admettre à la déclaration de fidélité à la Constitution tous les ministres d'un culte quelconque sans égard à leur état politique antérieurement au 21 nivôse dernier, c'est-à-dire sans examiner si les ministres étaient ou non assujettis à quelqu'un des serments prescrits par les lois précédentes »⁵⁴. En thermidor, le ministre dispense encore les ecclésiastiques qui ont fait une promesse de fidélité dans la commune de leur domicile, de la répéter dans une autre où ils se trouvent accidentellement, ainsi que l'exigeaient certains maires⁵⁵. On ne saurait dire plus nettement que le gouvernement consulaire entendait passer l'éponge en matière religieuse sur dix ans de troubles et de querelles.

Mais le ton des instructions de Fouché ne tarda pas à changer. Dès le mois de prairial an VIII, le préfet reçoit un blâme indirect pour avoir délivré aux prêtres des cartes de sûreté à l'imitation des généraux. « Il ne fallait pas donner, disait le ministre, une forme aussi solennelle à des actes que les circonstances seules peuvent motiver »⁵⁶.

53. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes (an VIII au Concordat), le ministre de la Police générale au préfet du département des Côtes-du-Nord, 24 floréal an VIII.

54. *Ibid.*, le ministre de la Police générale au préfet du département des Côtes-du-Nord, 28 floréal an VIII.

55. *Ibid.*, le ministre de la Police générale au préfet du département des Côtes-du-Nord, 27 thermidor an VIII.

56. *Ibid.*, le ministre de la Police générale au préfet du département des Côtes-du-Nord, 13 prairial an VIII.

En messidor, les menaces commencent. « On me dit, écrivait Fouché, qu'en général les prêtres des Côtes-du-Nord abusent de l'indulgence du Gouvernement, que les uns exercent leur culte clandestinement dans des granges, où ils forment des réunions de 5 à 600 personnes, et que d'autres se sont emparés de toutes les églises dont ils ont fermé l'entrée aux autorités civiles, qui se voient souvent forcées de célébrer le décadi dans les cabarets »⁵⁷. En vendémiaire an IX, le ministre revient à une application rigoureuse de la loi de nivôse. « Depuis le 18 brumaire, citoyen Préfet, vous savez quelle a été l'indulgence du Gouvernement envers les prêtres insermentés. J'en ai autorisé un grand nombre à rentrer dans leurs foyers et pour toute condition je leur ai prescrit de faire la promesse de fidélité à la Constitution.

» Cependant beaucoup de ceux qui ont profité de l'indulgence du Gouvernement sont revenus avec l'intention de ne pas la donner et ils l'ont refusée. Désormais je n'autoriserai le retour d'un prêtre déporté... qu'autant qu'il aura envoyé souscrite de sa main la promesse de fidélité... avec offre de la renouveler devant le sous-préfet ou le maire de l'arrondissement dans lequel il désirera fixer sa résidence. » Faute de cette formalité on procédera à leur expulsion⁵⁸.

Une lettre du 2 prairial n'était pas moins virulente. Les prêtres insermentés y étaient qualifiés d'« apôtres de la Contre-Révolution » contre lesquels il fallait procéder, si besoin était, par voie d'arrestation et de détention provisoire, en usant cependant des ménagements... que nécessitent les circonstances et sans déroger aux dispositions de ma circulaire du 24 floréal an VIII », laquelle recommandait précisément le contraire, c'est-à-dire de fermer les yeux⁵⁹. Il ne devait pas

57. *Ibid.*, le ministre de la Police générale au préfet du département des Côtes-du-Nord, 29 messidor an VIII.

58. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes avant le Concordat, (an IX), le ministre de la Police générale au préfet des Côtes-du-Nord, 29 vendémiaire an IX.

59. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes avant le Concordat, (an IX), le ministre de la Police générale au préfet des Côtes-du-Nord, 2 prairial an IX.

Enfin une circulaire imprimée du 1^{er} thermidor an IX semble codifier les instructions précédentes et donne aux préfets, en matière de police des cultes, la triple consigne suivante :

1^o « Faire rechercher les prêtres séditieux qui ont jusqu'ici refusé la promesse de fidélité ... et les faire sortir du territoire de la République dans le plus bref délai.

2^o Ordonner provisoirement et par mesure de police à tout prêtre rentré dans une commune, où il exerçait avant sa déportation, les fonctions d'évêque,

être toujours aisé, on le conçoit, au préfet de se reconnaître dans ce dédale d'instructions contradictoires ; et son incertitude était partagée par les sous-préfets.

Quoi qu'il en soit, cette modification, assez nette au total, dans les dispositions du Gouvernement à l'égard des prêtres insermentés s'explique par les nombreux incidents auxquels donnait lieu leur retour et dont ne cessent de se plaindre, parfois d'ailleurs en les exagérant, les autorités locales.

C'était d'abord la question de la promesse de fidélité. On vient de voir que la plupart des chefs du clergé réfractaire dans les Côtes-du-Nord l'accomplirent sans trop de difficultés, et qu'ils la conseillèrent à leurs subordonnés. Mais ils n'avaient pas pour se faire obéir le prestige d'un évêque ; nombre de simples prêtres, bornés d'esprit, timorés ou fanatiques, s'y refusaient obstinément ou n'y consentaient qu'avec des réserves qui aux yeux de l'autorité civile semblaient des échappatoires de mauvaise foi. A Lanvignec, Rolland Le Lay, muni d'une carte de sûreté, répond expressément le 5 thermidor an VIII aux municipaux du canton de Paimpol que cette carte lui suffit pour exercer le culte et qu'il ne fera pas la promesse. En conséquence Nicol et Le Bigot lui font défense d'exercer⁶⁰. En frimaire an IX, le sous-préfet de Guingamp n'avait encore

de curé ou vicaire, et où sa présence nuirait à la tranquillité publique, de s'en éloigner sur le champ à une distance telle que son influence ne puisse plus la troubler.

³⁰ D'enjoindre aux maires des communes où il n'existe qu'un seul édifice consacré à l'exercice du culte, de n'en permettre l'usage qu'au prêtre qui y exerçait à l'époque du 18 brumaire et dans le cas où l'église aurait été vacante, d'y maintenir exclusivement le prêtre appelé le premier par le vœu de la majorité des habitants ». En cas de mesures exceptionnelles, en référer à Fouché lui-même (Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes avant le Concordat (an IX). Cette circulaire doit être complétée par cette autre du 23 du même mois, contemporaine des ultimes négociations du Concordat. « La convention qui vient d'être arrêtée ... entre le gouvernement de la République et le Pape apporte nécessairement des modifications aux dispositions que je prescrivais par ma lettre du 1^{er} thermidor.

» Cette convention va sans doute réunir en un même esprit tous les prêtres quelles qu'aient été leurs opinions jusqu'à ce jour, et tous pleins d'un égal respect pour les lois, vont en prêcher l'exécution et concourir à l'affermissement de la tranquillité publique.

» Je vous invite donc à ne rien innover à cet égard, jusqu'au moment où vous serez officiellement instruit des déterminations qui ont été prises et des règlements de police qui en seront la suite » (Archives dép. des Côtes-du-Nord, *ibid.*). Tout ce côté de l'activité ministérielle de Fouché n'a été que sommairement indiqué par L. MADELIN, dans son *Fouché*, t. I^{er}, p. 344-345 et note 2.

⁶⁰. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes (an VIII au Concordat), extrait des registres du canton de Paimpol, 5 thermidor an VIII.

reçu aucune soumission⁶¹ ; les réfractaires préféraient s'installer à Pabu, aux portes mêmes de la ville et le préfet prescrivait au sous-préfet de le leur interdire⁶². Le sous-préfet de Loudéac signale en vendémiaire an IX nombre de réfractaires qui n'ont pas fait la promesse ; parmi eux se trouvait un certain Viet que le sous-préfet surveillait particulièrement et que le ministre de la Police signalait au préfet « comme un esprit inquiet et remuant qui met tout en œuvre pour propager un système d'intolérance et pour allumer des haines... entre les citoyens » (29 germinal an IX)⁶³. A partir de l'an IX le préfet, stimulé par Fouché, fit procéder à des arrestations : un prêtre de Lannion, François Jégou, incarcéré en brumaire an IX, ne fut relâché qu'en ventôse après avoir satisfait à la loi⁶⁴.

Jacques Liziard, ex-gardien du couvent des Récollets de Tréguier, rentré le 22 floréal au Légué, refuse la promesse ; il est emprisonné en thermidor⁶⁵. Thérézien Le Dieuzet, de Pleudaniel, qui déclare ne pouvoir la faire « en conscience », subit le même sort (fructidor an IX)⁶⁶. A Dinan, Puelle de Saint-Simon finit par s'y décider (28 ventôse) mais ses confrères qui hésitaient encore furent décrétés d'arrestation par le sous-préfet (germinal). Il fallut que Néel prit la défense de Caron dans une lettre au préfet où il expliquait le refus de ce dernier par le souci de ne pas se désolidariser de quelques autres ecclésiastiques plus scrupuleux et moins éclairés, lesquels « attendent une décision prochaine sur cet

61. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes avant le Concordat (an IX), le sous-préfet de Guingamp au préfet, 11 frimaire an IX.

62. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 1/2, Police du culte (an IX), le maire de Guingamp au sous-préfet de Guingamp, 11 floréal an IX, et le préfet des Côtes-du-Nord au sous-préfet de Guingamp, 19 floréal an IX.

63. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes avant le Concordat (an IX), le sous-préfet de Loudéac au préfet, 3 vendémiaire an IX, et le ministre de la Police générale au préfet des Côtes-du-Nord, 25 germinal an IX.

64. *Ibid.*, le ministre de la Police générale au préfet des Côtes-du-Nord, 19 brumaire an IX, et 1 V 1/2, Police du culte (an IX), le sous-préfet de Lannion au préfet des Côtes-du-Nord, 25 ventôse an IX.

65. Archives dép. des Côtes-du-Nord. 1 V 1/2, Police du culte (an IX), interrogatoire de Jacques Liziard, ex-récollet, ci-devant gardien de la communauté de Tréguier, 2 thermidor an IX.

66. *Ibid.*, le sous-préfet de Lannion au préfet, 13 fructidor an IX.

objet » (12 germinal an IX). Caron dut néanmoins fournir une caution de 3.000 francs ⁶⁷.

A Moncontour, Gaillard prétendait, lui aussi, attendre la décision du pape en la matière (22 germinal an IX). Malgré une pétition des habitants de Moncontour revêtue d'une centaine de signatures, le préfet le fait arrêter le 18 frimaire an X; il n'est relâché qu'en nivôse après avoir souscrit la promesse ⁶⁸. Quelquefois l'interrogatoire des ecclésiastiques ainsi arrêtés tourne à la controverse théologique et révèle chez le personnel administratif du Consulat des traces de l'ancien esprit gallican. Un prêtre semi-prébendé de la cathédrale de Tréguier, François Guillaume, conduit devant le sous-préfet de Lannion, expliquait son refus de faire la promesse de la manière suivante : « Je ne suis pas assez éclairé sur le sens qu'elle peut avoir, j'attends les ordres de mes supérieurs ».

« Vous croyez donc, riposta Le Grontec, que les lois civiles de la France sont subordonnées aux décisions de l'Eglise catholique ? »

Rép. « Je n'ai rien à répondre à cette demande » ⁶⁹.

Nous ignorons quels résultats a donné sur ce point particulier le mélange de brutalités et de prévenances qui caractérise la politique religieuse du Consulat en attendant qu'elle caractérise celle de l'Empire. Fouché dans sa circulaire du 29 vendémiaire an IX réclamait un état nominatif des prêtres ayant refusé la promesse ⁷⁰. Cet état, nous ne le possédons pas, non plus que la liste de ceux qui l'ont faite. D'autre part, le département des Côtes-du-Nord ne figure pas dans le tableau dressé par le ministre de l'Intérieur à la même époque. On ne peut avoir que des vues fragmentaires. Le 12 fructidor an IX le sous-préfet de Lannion adressait au préfet la liste de

67. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 1/1, Police du culte (an IX), le sous-préfet de Dinan au préfet, 20 ventôse an IX, citée plus haut, p. 379, note 44; *id.* à *id.*, 28 ventôse an IX; le maire de Dinan au préfet des Côtes-du-Nord, 12 germinal an IX; le sous-préfet de Dinan au préfet des Côtes-du-Nord, 22 prairial an IX.

68. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes avant le Concordat (an IX), le maire de Moncontour au préfet, 22 germinal an IX, et Personnel (an X), interrogatoire de Gaillard, prêtre détenu à la maison d'arrêt de Saint-Brieuc, 7 nivôse an X, 3 K 4². Arrêtés du préfet relatifs à la police, fol. 56-57, arrêté du 18 frimaire an X et fol. 64-65, arrêté du 9 nivôse an X.

69. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes avant le Concordat (an IX-thermidor an IX), interrogatoire du prêtre François-Marie Guillaume.

70. Cf. plus haut, p. 383.

50 ecclésiastiques de son arrondissement ayant promis fidélité⁷¹; d'un autre côté, dans l'état du personnel réfractaire au début de l'an X rédigé par les maires avec plus ou moins de sincérité, presque tous les réfractaires portent la mention « soumissionnaire »⁷². Il semble donc qu'après une période de résistance assez courte le clergé réfractaire des Côtes-du-Nord dans l'ensemble, impressionné par les mesures de rigueur et plus encore par les négociations en cours avec le Saint-Siège, se soit résigné à faire ce qu'on exigeait de lui.

Mais il n'y avait pas que la question de la promesse de fidélité à soulever des conflits entre fonctionnaires consulaires et clergé insermenté. Il y avait aussi celle du culte extérieur, celle des prédications, celle des rapports avec les acquéreurs de biens nationaux et avec les prêtres constitutionnels. Comme on le voit, les points de friction ne manquaient pas. On les retrouvera d'ailleurs aussi nombreux, sinon plus, sous le régime concordataire. En ce qui concerne le culte extérieur, dans plusieurs communes les prêtres réfractaires font sonner les cloches et sortent en procession.

Les choses se passent ainsi à Yvias où Armez lui-même, au moment de résigner ses fonctions de commissaire du Directoire exécutif, croit devoir signaler cette violation de la loi du 7 vendémiaire an IV dans une lettre qui est un véritable manifeste. Passant en revue les différents symptômes de réaction religieuse, l'ex-vicaire cathédral constitutionnel de Vannes, demeuré ardent jacobin, écrivait : « Dans telle commune les offices s'annoncent comme autrefois par le son des cloches, dans telle autre, les processions ne se renferment point dans l'enceinte des édifices destinés au culte et l'Angelus se sonne sous le prétexte d'annoncer aux ouvriers l'heure à laquelle ils doivent commencer et cesser le travail. Cette violation scandaleuse attire mille reproches aux fonctionnaires qui ne se sont pas laissés entraîner par le torrent, mais je dois vous le prédire, si l'impunité continue, vous devez vous attendre à une défection totale et rapide de fonctionnaires qui ont eu le courage de braver à cet égard les clameurs de leurs concitoyens.

71. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 1/2, Police du culte (an IX), état nominatif des prêtres du 1^{er} arrondissement qui ont fait la promesse de fidélité à la Constitution.

72. Cf. plus haut, p. 368, note 7.

» Les croix sont relevées partout et elles ne le seraient nulle part si la surveillance des autorités constituées n'avait été éternuée par la crainte de heurter l'opinion du peuple... et si la première infraction avait été punie ». C'était le langage de l'an I ou de l'an VI ; en l'an VIII, le préfet n'y prêta aucune attention ⁷³. Quelques mois plus tard, le maire d'Yvias, Bastiout, renouvelait, sans plus de succès, les mêmes doléances ⁷⁴. A Lamballe, le citoyen Besnier, membre du conseil général du département, dénonçait le même scandale, « nul signe n'étant aussi propre à réveiller le fanatisme que celui des cloches dont la malveillance... tire de grands avantages vis-à-vis des personnes peu éclairées et surtout des habitants de la campagne » (20 thermidor an VIII). Il en rendait responsable le maire provisoire Tadel, dont on a vu pourtant l'attitude dans la question de l'affectation des églises, et celui-ci dut se justifier en invoquant la nécessité « d'annoncer... aux habitants des campagnes qui dans cette journée ne quittent pas les champs d'un soleil à l'autre », l'heure du repos ⁷⁵.

A Dinan, les prêtres de Saint-Sauveur faisaient « leurs cérémonies hors de l'enceinte » ⁷⁶ et dans un certain nombre de communes de l'arrondissement on sonnait les cloches matin et soir ainsi qu'au commencement des offices (brumaire et nivôse an IX). Le sous-préfet menaça les contrevenants de poursuites en correctionnelle ⁷⁷. Dans l'arrondissement de Loudéac (vendémiaire et frimaire), Hillion signale des rassemblements de 15 à 20 prêtres circulant d'une commune à l'autre, malgré sa défense ⁷⁸, sous prétexte de « missions et de communions

73. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes (an VIII au Concordat), le commissaire du Directoire Exécutif près l'administration municipale du canton d'Yvias au préfet des Côtes-du-Nord, 5 floréal an VIII.

74. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V (an IX), Cultes avant le Concordat, le maire d'Yvias au préfet, 6 vendémiaire an IX et 24 vendémiaire an IX.

75. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes (an VIII au Concordat), Besnier, membre du conseil général du département au préfet, 22 thermidor an VIII.

76. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Police du culte (an IX), le sous-préfet de Dinan au préfet, 2 brumaire an IX et 2 nivôse an IX.

77. *Ibid.*

78. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes avant le Concordat (an IX), le sous-préfet de Loudéac au préfet, 3 vendémiaire an IX et Police des cultes, an IX, *id* à *id.*, 3 frimaire an IX.

d'enfants ». De même à Prat, arrondissement de Lannion, où a lieu une « retraite » d'une semaine (thermidor an IX) ⁷⁹.

A Ploulech (même arrondissement dans la chapelle du Guiodet, Dohollon ancien curé de la paroisse, déporté et oncle du chouan Madiou, processionnait et se livrait à « des prédications incendiaires ». La chapelle fut fermée par arrêté du sous-préfet Le Grontec du 11 messidor an IX malgré les protestations de son propriétaire le citoyen Grimault, conseiller d'arrondissement de Lannion et acquéreur de biens nationaux, qui estimait l'accusation sans fondement et l'attribuait « à des anarchistes », désireux de remettre en vigueur la Constitution de 1793 ⁸⁰. Deux affaires plus graves furent celle de François Richard d'Yvias et celle de Jean Brexel de Trégomar. Le premier, dénoncé par le maire de la commune et par Armez, était accusé d'avoir prêché contre les prêtres constitutionnels, d'avoir traité le Premier Consul « d'usurpateur », d'avoir refusé d'admettre à un baptême pour parrains et marraines des adeptes du culte constitutionnel, enfin d'avoir brutalisé les fossoyeurs de la commune ⁸¹.

Richard fut arrêté le 6 floréal an IX par la gendarmerie de Lanvallon et transféré à Saint-Brieuc. Cette mesure produisit une vive émotion : une pétition s'organisa en sa faveur « parmi les dévots » du pays. D'autre part un certain nombre de personnalités briochines parmi lesquelles Huet-Brangolo et le libraire Prud'homme que l'on trouve toujours mêlé de très près aux affaires religieuses, demandaient au préfet son élargissement en se portant au besoin caution (28 floréal an IX) ⁸².

Richard dans une lettre au préfet du 26 floréal niait tous les faits à l'exception de ceux relatifs au baptême mais il estimait dans ce cas n'avoir pas dépassé les limites de son droit ; « On peut désapprouver un autre culte que celui qu'on professe, sans cela il n'y a que le nom de liberté de religion ⁸³ ». ... Richard fut relâché en thermidor an IX ; il fut autorisé à se retirer à

79. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 1/2, Police des cultes (an IX), le sous-préfet de Lannion au préfet, 2 thermidor an IX.

80. *Ibid.*, le sous-préfet de Lannion au préfet, 18 messidor an IX.

81. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes, Police (an VIII-1815), le maire d'Yvias au préfet des Côtes-du-Nord, 5 floréal an IX et *id.* à Armez, membre du conseil général du département, 8 floréal an IX.

82. *Ibid.*, pétition des citoyens ... Huet-Brangolo et Prud'homme, libraire, en faveur de l'élargissement de Richard, 12 floréal an IX.

83. *Ibid.*, Richard au préfet des Côtes-du-Nord, 26 floréal an IX.

Yvias d'abord sous la surveillance du maire, puis il revint, semble-t-il, à Saint-Brieuc, puisque nous l'y avons vu exerçant à Saint-Michel au début de l'an X⁸⁴. Jean Brexel recteur de Trégomar réfractaire, mais soumissionnaire en l'an III, avait été incarcéré en l'an VII par l'Administration centrale et délivré par les chouans lors du coup de main sur Saint-Brieuc de la nuit du 4 au 5 brumaire. Depuis cette époque il exerçait à Trégomar au su des autorités municipales du canton de Landéhen, mais « sans entretenir, d'après ses dires, aucune intelligence avec les rebelles ». Le 25 nivôse an IX, le maire de Trégomar, Petitbon, le dénonçait à la préfecture comme ayant tenu des « propos incendiaires et contre-révolutionnaires », contre les « schismatiques » qui venaient d'acheter la chapelle de Notre-Dame de Patience, et comme ayant organisé tout un système d'offrandes et de quêtes à son profit⁸⁵. Le 13 messidor suivant, Petitbon tombait sous les coups d'une bande de chouans sortie de la forêt de La Hunaudaie⁸⁶. Tout naturellement l'administration consulaire vit dans le rapprochement de ces deux faits autre chose qu'une simple coïncidence. Jean Brexel fut amené devant le préfet et subit un minutieux interrogatoire (18 messidor) où il protesta de son innocence et se déclara prêt à faire la promesse de fidélité à la Constitution ; comme d'autre part la preuve de sa complicité ne put être établie, le préfet, sur les instructions du ministre de la Police générale, le laissa retourner à Trégomar, tout en ayant soin de le surveiller « particulièrement » (22 fructidor)⁸⁷.

Au total, si l'on veut se faire une opinion d'ensemble sur les rapports du clergé réfractaire dans les Côtes-du-Nord et du gouvernement consulaire à la veille du Concordat, on se trouve en présence de deux appréciations des contemporains abso-

84. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 56, Correspondance extérieure du préfet relative à la police, fol. 18, le préfet au ministre de la Police générale, 22 messidor an IX.

85. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Pensions ecclésiastiques, le maire de Trégomar au préfet des Côtes-du-Nord, 25 nivôse an IX.

86. Archives Nat., F7, Affaires diverses (an IV-an XI), Côtes-du-Nord, 7855, dossier 2104, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de la Police générale, 27 messidor an IX.

87. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Pensions ecclésiastiques, interrogatoire, par le préfet, de Jean Brexel, prêtre insermenté, ex-recteur de Trégomar 18 messidor an IX.

lument contradictoires. A en croire le conseil général dans sa session de thermidor an VIII, ce clergé perpétue la guerre civile. « Les prêtres secondent les manœuvres (des émigrés) ; la plupart prêchent la haine de la République, soufflent l'insurrection, rappellent le trône et l'autel, correspondent avec les ennemis dont ils vantent les succès. D'autres prétendent le catholicisme inconciliable avec la République. Tous corrompent l'enfance et la jeunesse »⁸⁸. Écoutons au contraire le conseiller d'Etat Barbé-Marbois six mois plus tard (nivôse an IX) « La conduite de tous (les prêtres réfractaires) est régulière et modérée... » écrit-il dans son rapport.

« Les magistrats et les hommes les plus renommés par leur sagesse et leur modération m'ont dit que c'est surtout aux prêtres insoumis qu'on devait la paix dans ces contrées et le paiement régulier des contributions... Les préfets reconnaissent que c'est en grande partie à eux que l'on doit... la réussite des campagnes aux sollicitations de Georges et de ses émissaires. » Il estime l'obligation de la promesse inutile et maladroite ; pour un peu il accuserait le préfet Boullé d'avoir la main trop lourde en matière religieuse, plus lourde même que ses collègues des autres départements de l'Ouest. Il admettrait même le rétablissement du budget des cultes sous forme de secours⁸⁹. Il est probable que la vérité se trouve entre ces deux appréciations extrêmes. Barbé-Marbois parle peut-être en haut fonctionnaire qui voit les choses en gros et en beau et n'est pas fâché de faire sa cour au Premier Consul en s'inspirant de sa politique religieuse personnelle (on était en ce moment en pleines négociations concordataires). Quant au langage des conseillers généraux des Côtes-du-Nord, il est encore tout chaud des violences de la lutte contre l'Ancien Régime et ses retours offensifs. N'oublions pas que parmi eux se trouvent des hommes comme les anciens conventionnels Fleury et Guyomar, les anciens administrateurs du département Delaunay et Bricbet, et surtout Nicolas Armez dont on

88. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, Délibérations du conseil général des Côtes-du-Nord (an VIII-an X), fol. 32-33, séance du 9 thermidor an VIII. Rapport de la commission chargée de faire son rapport au ministre de l'Intérieur sur la situation du département (manque aux Archives Nat. dans F¹ev). Cf. plus haut, chap. II, p. 139, texte déjà cité.

89. *Etat de la France au 18 brumaire*. Rapport de Barbé-Marbois, p. 101-102 et p. 124-125.

a vu plusieurs fois l'intervention personnelle et passionnée dans les incidents que nous avons relatés.

A celui qui juge les choses de loin et à tête reposée, il paraîtra probable que le clergé des Côtes-du-Nord n'était à la veille du Concordat, ni aussi loyaliste que le prétend Barbé-Marbois, ni aussi fanatique que le dit le conseil général.

Les Dohollon et les Richard devaient être la minorité; quant aux autres, c'est-à-dire à la masse, l'alerte avait été trop vive et trop récente pour qu'ils ne désirassent pas maintenant vivre en bons termes avec un pouvoir laïque qui se consolidait chaque jour, à condition qu'on calmât leurs derniers scrupules théologiques et qu'on les assurât d'une paix religieuse durable. Le conseil général des Côtes-du-Nord lui-même s'en rendait compte et, appréciant les choses avec plus de sang-froid et plus de perspicacité au début de l'an IX (5 avril 1801), que l'année précédente, peut-être aussi, habilement stylé par le préfet, adressait au Premier Consul ces observations qui durent paraître ou ne peut plus opportunes au négociateur du Concordat : « Le moyen de faire taire les prêtres ne peut être absolu... Le Gouvernement leur ferait perdre une grande partie de leur influence, il augmenterait les nuances qui, en les divisant, les affaibliraient, s'il peut engager le Pape à commander la paix, à pardonner toutes les erreurs passées et à imposer silence sur les disputes. On présume qu'un Bref du Pape, dont le Gouvernement tolérerait la publication, influencerait beaucoup sur la tranquillité publique et rattacherait au Gouvernement par l'effet de la persuasion les intolérants qui n'y tiennent que par le lien de l'autorité »⁹⁰.

Un peu plus de trois mois à peine après que ces lignes étaient écrites, les signatures du cardinal Consalvi et de Joseph Bonaparte apposées au bas du Concordat faisaient du vœu du conseil général des Côtes-du-Nord une réalité (15 juillet 1801, 26 messidor an IX). C'est le 23 fructidor que les ratifications avaient été échangées, mais ce n'est que sept mois plus

90. Archives Nat., Flev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séance du 15 germinal an IX. Mémoire au ministre de l'Intérieur sur la situation politique du département des Côtes-du-Nord et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol., 73. Cf. *L'état de la France en l'an VIII et en l'an IX*, p. 91. Tableau contenant des renseignements sur l'esprit public, déjà cité (chap. II, p. 141) : Côtes-du-Nord, ministres du culte. « Ils sont tranquilles. Il paraît que l'on ne leur fait pas précisément prêter la promesse de fidélité et que l'on se contente d'une promesse de ne pas troubler l'ordre. »

tard (le 18 germinal an X) que l'accord approuvé par le Tribunal et le Corps législatif devait devenir loi de l'Etat français. Pendant cette période d'attente il ne paraît pas s'être manifesté dans le clergé réfractaire d'opposition systématique à la réconciliation de la Papauté et de la France nouvelle. Point d'évêque gallican à prêcher la résistance (Cortois de Pressigny donna sa démission au reçu du Bref pontifical du 15 août 1801⁹¹), partant, aucun germe de schisme anticoncordataire. Deux faits isolés, tout au plus, sont à signaler dans cet ordre d'idées : d'abord une perquisition effectuée en exécution d'un arrêté préfectoral du 15 pluviôse an X par le juge de paix de Saint-Brieuc, Bienvenue, chez le libraire Prud'homme, soupçonné d'avoir imprimé ou recélé des exemplaires du faux Bref de Pie VII « *Post multos labores* » adressé à Mgr Spina et portant improbation de la conduite des nouveaux archevêques et évêques de France. On ne trouva rien ni dans les planches d'imprimerie ni dans les impressions en feuilles. Toutefois Prud'homme ne nia pas avoir vendu un certain nombre d'exemplaires, croyant, disait-il, ce document aussi authentique que le Bref « *Tam multa ac præclara* ». Il refusa d'ailleurs de dire de qui il tenait les unes et les autres. Et comme le juge de paix alléguait en bon gallican, au courant peut-être de l'article premier des Organiques qui allaient incessamment paraître, qu'« aucuns actes ou écrits touchant la matière des cultes » ne pouvaient être publiés « en France sans l'autorisation du Gouvernement », il argua de sa bonne foi et de son ignorance de son interdiction puisque depuis l'an IV tout ce qui émanait de la Cour de Rome avait été inséré dans les journaux français. Ces explications ne l'empêchèrent pas d'être traduit devant le tribunal correctionnel qui le condamna, comme on l'a vu plus haut, à 100 francs d'amende⁹².

D'autre part, trois ans plus tard, en floréal an XIII, devait avoir lieu l'arrestation d'un ancien prêtre de Lamballe Briosne, réfractaire et déporté en 1792. Rentré en France en 1801 et revenu à Lamballe sans passeport, il s'y était mis à

91. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire*, t. II, p. 425.

92. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes, Police (an X-1811), procès-verbal de Louis-René-François Bienvenue, juge de paix du canton sud de Saint-Brieuc, 16 pluviôse an X, et Portalis au préfet des Côtes-du-Nord, 11 ventôse an X (lettre accusant réception de ce procès-verbal et approuvant la perquisition. Cf. chapitre III, p. 269.

célébrer la messe clandestinement et n'avait fait sa soumission ni aux autorités civiles ni aux autorités ecclésiastiques. La gendarmerie le conduisit à Saint-Brieuc en présence du préfet qui lui fit subir en personne un minutieux interrogatoire. Cet interrogatoire révèle, à n'en pas douter, un adepte de la Petite Eglise (notons en passant que Briosne déclara avoir séjourné cinq mois à Lyon à son retour d'Italie).

Comme Boullé lui reprochait de n'avoir pas donné « des garanties au public et au Gouvernement de son amour pour la paix intérieure », il répondit : « Je n'ai pas rempli ces formalités parce que toute paix n'est pas bonne ; la vraie paix est celle du Seigneur, celle qui s'accorde avec la vérité selon la parole de l'Ecriture « *Pacem et veritatem diligite* ». Or la composition de la nouvelle Eglise de France d'après les lois organiques, contre lesquelles le Saint Père Pie VII a lui-même réclaté, est contraire aux véritables fondements de l'Eglise catholique, apostolique et romaine parce qu'ayant été formée de personnes de différents sentiments sur la foi et la doctrine de l'Eglise romaine, elle n'est point bâtie sur le fondement des apôtres et des prophéties et n'a point Jésus-Christ pour chef et pour époux. » Il ajoutait en manière de glose à cette profession de foi, déjà pourtant assez explicite par elle-même. » Le Concordat est plutôt l'ouvrage de Paris que de Rome et il n'y a pas de doute que Notre Saint Père Pie VII parfaitement libre et instruit de ses conséquences et malheureuses suites, savoir du renversement de l'antique Eglise gallicane... ne casse et annule non seulement la collation des évêchés aux constitutionnels mais encore généralement celle de tous les autres ».

Et il signait fièrement comme saint Paul, Briosne « *in Domino vinctus et liber* ». Malgré les efforts du maire qui essayait de le faire passer pour fou, Briosne fut transféré de brigade en brigade de gendarmerie au fort de Ham comme prisonnier d'Etat le 24 messidor⁹³. Toutefois ce n'était là

93. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes, Police (an VIII-1815), interrogatoire du prêtre Briosne par le préfet des Côtes-du-Nord, 27 floréal an XIII; Briosne au préfet des Côtes-du-Nord (observations écrites sur son interrogatoire, non datées); le comte Réal au préfet des Côtes-du-Nord, 14 prairial an XIII, et *id.* à *id.*, 7 messidor an XIII. Cf. 3 K 42, Arrêtés du préfet relatifs à la police (an XII-1806), fol. 163, arrêté du 24 messidor an XIII. Briosne arrivé à Ham le 17 fructidor devait y rester jusqu'en 1814. Cf. E. FLEURY et E. DANICOURT, *Histoire populaire de la ville et du château de Ham*, p. 171. A plusieurs

qu'un cas individuel de fanatisme et d'entêtement. La quasi-unanimité des ecclésiastiques des anciens diocèses constituant le département des Côtes-du-Nord, aussi bien assermentés que réfractaires, accepta le Concordat sans protester. Il est vrai que, comme on va le voir, chaque parti entendait bien l'appliquer et l'interpréter à sa façon.

Interprétation et application dépendaient essentiellement du choix de l'évêque du nouveau diocèse de Saint-Brieuc. Le 28 germinal an X (18 avril 1802) le Concordat avait été solennellement promulgué à Paris; quatre jours auparavant le préfet avait reçu à ce sujet une circulaire détaillée du ministre de l'Intérieur (24 germinal)⁹⁴. Le dimanche suivant, 5 floréal an X, en exécution d'une lettre du préfet, le maire de Saint-Brieuc, Thierry, et son secrétaire publièrent la loi à la grand' messe dans les deux églises Saint-Etienne et Saint-Michel⁹⁵. Et dès le lendemain, par une nouvelle lettre, Boullé invitait le maire à faire aménager la cathédrale et à préparer un logement provisoire à l'évêque⁹⁶.

Cet évêque, quel allait-il être ? Les constitutionnels avaient d'abord eu la naïveté de croire qu'il serait choisi dans leurs rangs; dès le 7 germinal an X le métropolitain du Nord-Ouest, Claude Le Coz, dont l'influence auprès du gouvernement consulaire était encore à cette époque considérable; écrivait à Nicolas Armez, président du conseil général du département, alors à Paris, pour le prier de lui adresser le plus tôt possible les noms des prêtres du diocèse des Côtes-du-Nord qu'il jugeait

reprises, notamment en 1809, en 1811 et 1812, il sollicita et fit solliciter son élargissement, mais sans succès. Une note du ministre de la Police à la suite des deux séances du Conseil Privé du 9 et 10 juillet 1811 porte : « maintenu en détention jusqu'à ce que les discussions avec le Pape soient terminées ». Archives Nat., F⁷ 8085 (R 1573). Affaires particulières.

Sur Briosne, cf. aussi *Le diocèse de Saint-Brieuc pendant la période révolutionnaire*, t. II, p. 378-379. Le même ouvrage indique la présence à Bréhand-Loudéac de trois femmes adeptes de la Petite-Eglise, les trois sœurs Rouault du Tiers-Ordre, t. II, p. 40.

94. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Réorganisation du culte catholique. (an X), liasse 2, le ministre de l'Intérieur aux préfets des départements, 24 germinal an X.

95. *Ibid.*, extrait du registre des délibérations de la mairie de Saint-Brieuc, 5 floréal an X, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 15, Correspondance du préfet relative aux Cultes (floréal an X-fructidor an XI), le préfet au maire de Saint-Brieuc, 4 floréal an X.

96. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 15, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 6 floréal an X.

« les plus propres à l'épiscopat » et il ajoutait : « On désire qu'ils sachent la langue populaire du pays ». Armez mit le conseil général au courant de ce billet de Le Coz et dans le public commencèrent à circuler comme candidats probables les noms d'Armez lui-même et d'Odio-Baschamps⁹⁷.

Mais Bonaparte et Portalis n'eurent garde de placer sur le siège de Saint-Brieuc un ancien prêtre abdicataire, ni un ex-Prémontré qui, après avoir jeté allègrement son froc aux orties, avait été le conseiller écouté de Jacob et peut-être même le rédacteur de ses mandements. Leur choix se porta sur un insermenté, étranger au pays, dont la famille devait tout au Premier Consul, et qui semblait par là-même devoir être à la fois étranger aux dissensions qui déchiraient le clergé des Côtes-du-Nord et entièrement dévoué au nouveau régime.

Le 3 floréal an X, le préfet recevait l'avis que le nouvel évêque avec lequel il allait cohabiter, si l'on peut dire, et aussi lutter pendant quatorze ans, était Jean-Baptiste Caffarelli, né le 1^{er} avril 1763 au Falga-Villefranche, diocèse de Toulouse, département de la Haute-Garonne, d'une famille d'origine italienne transplantée en France depuis quelque temps déjà, noble mais peu fortunée et par contre bien pourvue d'enfants⁹⁸. Quatre de ses frères jouèrent un certain rôle dans l'histoire du Consulat et de l'Empire. L'aîné, Louis, officier du génie, ami et confident de Bonaparte à ses débuts, était mort devant Saint-Jean-d'Acre ; le second, Joseph, officier de marine avant la Révolution « dont il embrasse les principes », devint préfet maritime de Brest. Le troisième, Charles, prêtre et chanoine

97. L. DUBREUIL, *Un évêque concordataire, J.-B. Caffarelli, évêque de Saint-Brieuc* (1^{er} mai 1802-11 janvier 1815), dans la *Révolution française*, t. LXXI, 1918, p. 537-542 et t. LXXII, 1919, p. 11-38. Sur la candidature Armez et celle d'Odio Baschamps, cf. t. LXXI, p. 539.

98. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Réorganisation du culte catholique, (an X), liasse 1, Portalis, conseiller d'Etat chargé des cultes, au préfet des Côtes-du-Nord, 3 floréal an X.

Sur la personne, la famille et les débuts de l'évêque Caffarelli, cf. Ch. GUIMART, *Histoire des évêques de Saint-Brieuc*, p. 154-156; SOUCHET (abbé), *Tableau de tous les évêques de Saint-Brieuc, dont il est parlé dans l'histoire, la chronique et les chartes*, Saint-Brieuc, 1860, 1 feuille in-fo; J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLEMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. 1^{er}, p. 72-73; *L'Episcopat français depuis le Concordat jusqu'à la Séparation (1802-1905)*, Paris, 1907, 1 vol. in-4^e, art. Caffarelli; *Grande Encyclopédie*, 7 articles Caffarelli signés A. DEBIDOUR. Sur Louis, préfet maritime de Brest, cf. notre t. II, chap. IV, p. 369-371. Cf. aussi R. DURAND, *La défense de Brest sous le Consulat*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXI, 1916, p. 522-527.

de Toul avant 1789, se sécularisa et finit préfet du Calvados. Le plus jeune, Auguste, un ancien dragon de l'armée des Pyrénées-Orientales, devait devenir après le 18 Brumaire chef d'Etat-major de la garde consulaire, puis gouverneur des Tuileries et général de division, enfin ministre de la guerre et de la marine du royaume d'Italie. Tous les Caffarelli avaient été élevés à Sorrèze. Charles et Jean-Baptiste avaient ensuite fait leur théologie au séminaire de Toulouse dirigé par les Lazaristes ⁹⁹. Jean-Baptiste, celui qui nous occupe, ordonné prêtre en 1786 était vicaire de Saint-Jean-du-Falga, paroisse de 120 habitants dont son oncle était curé, et bornait son ambition à lui succéder, quand éclata la Révolution de 1789. Réfugié en Espagne dans le diocèse de Cordoue, il rentra en France en l'an VII et se rendit auprès de son frère Joseph à Brest. Il y vécut quelque temps se faisant passer pour un laïc ¹⁰⁰.

Au commencement de 1802, sur la recommandation du préfet maritime et de l'amiral Gravina, commandant la flotte espagnole notre alliée, alors concentrée à Brest, il fut nommé évêque par arrêté consulaire du 20 germinal et partit aussitôt pour Paris où il fut sacré à Saint-Roch le 1^{er} mai 1802 par de Boisgélin, archevêque de Tours, assisté de du Vivier de Lorry, évêque de La Rochelle, et de Maillé de la Tour-Landry, évêque de Rennes ¹⁰¹. Il avait alors 39 ans, c'était un méridional, de tempérament gai et sociable, beau parleur, assez cultivé malgré des études médiocres, curieux de chimie, l'esprit primesautier plutôt que profond, et, sous des dehors insinuants et souples, plus autoritaire et plus tenace en ses desseins, qu'on ne l'aurait supposé dès l'abord. Il devait fournir à Saint-Brieuc toute sa carrière épiscopale qui ne fut, comme on le verra, qu'une lutte de tous les instants contre le pouvoir civil, « une guerre journalière d'humeurs et de chicane », et même dans une certaine mesure contre son clergé, qui ne voyait pas d'un bon œil un évêque totalement étranger à la Bretagne ¹⁰².

99. *Grande Encyclopédie*, art. Caffarelli (Jean-Marie) et (Charles).

100. *Ibid.*, et J. CONTRASTY (abbé), *Le clergé français exilé en Espagne*, p. 70.

101. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 453.

102. LESAGE (chanoine), *Mémoires : fragments publiés dans la Semaine Religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, 1892, p. 209-212, et p. 225-231.

De Paris il écrivit au préfet une épître habile et fleurie pour lui annoncer son arrivée; il promettait de se conduire « avec toute la prudence, toute la modération » que demandaient les circonstances. Il se disait pénétré des sentiments qui animaient le Gouvernement, c'est-à-dire « des sentiments de paix et de conciliation »; il désirait « ramener tous les esprits à une même façon de penser, assoupir toutes les querelles, ôter tout motif de division; appelé à le servir dans ses desseins, je pense que je ne pourrai y réussir qu'en employant des voies de douceur, qu'en usant des plus grands ménagements »¹⁰³. De son côté le préfet, qui ne voulait pas être en reste de politesses, lui répondait (11 floréal an X) : « Oui, citoyen évêque, le rapprochement des opinions vers un centre commun, celui de la morale et de l'amour de la Patrie : la réunion des cœurs aigris par de longues et funestes dissensions, le rétablissement de l'ordre public, principalement altéré par le prétexte de querelles religieuses, sont les principales œuvres confiées à votre sagesse et à votre dévouement. Je vous seconderai de tout mon pouvoir dans cette mission si belle, si agréable à l'auteur de tout bien et si propre à consoler l'humanité des maux qu'elle a soufferts. » Il terminait par l'offre de sa collaboration.

« Je vous fournirai sur l'état de mon département et sur chacune de ses localités les renseignements propres à éclairer vos choix et vos autres opérations. Je ne vous dissimule pas qu'il est possible que dans les premiers moments les passions se réveillent et cherchent à vous inspirer ou des préventions ou des inquiétudes; mais votre prudence repoussera les insinuations malignes pour n'écouter que la voix de la vérité et de la justice »¹⁰⁴. Belles phrases doucereuses de circonstance, où l'on sent poindre de part et d'autre une hostilité qui ne va pas tarder à éclater. De Paris qu'il quitta le 27 floréal, l'évêque passa par Caen où il embrassa son frère Charles; il en repartit le 18 prairial et le 23 il était à Saint-Brieuc¹⁰⁵.

103. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Réorganisation du culte catholique, (an X), l'évêque Caffarelli au préfet des Côtes-du-Nord (non datée, reçue le 10 floréal).

104. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 215, Correspondance du préfet relative aux cultes (an X-an XI), p. 3-4, le préfet au citoyen Caffarelli, évêque de Saint-Brieuc, 11 floréal an X.

105. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Réorganisation du culte catholique, (an X), l'évêque Caffarelli au préfet des Côtes-du-Nord, Paris, le 27 floréal an X; *id.* à *id.*, Caen, 18 prairial an X; *id.* à *id.*, Saint-Brieuc, 23 prairial an X.

Avant même son arrivée, la guerre avec la préfecture avait commencé. En effet, de Paris l'ancien réfractaire avait envoyé à Manoir une formule de rétractation à imposer aux constitutionnels du diocèse, ainsi conçue « Je renonce à la Constitution civile du clergé, j'adopte le Concordat. Je reconnais Mgr Caffarelli pour mon évêque légitimement institué par le Pape et lui promets fidélité et obéissance conformément aux Saints Canons », formule que Manoir commenta dans une longue lettre ¹⁰⁶.

La nouvelle de cette exigence provoqua immédiatement dans les rangs du clergé constitutionnel et même chez les laïcs une vive émotion que le préfet signalait dès le 9 prairial au directeur des cultes, Portalis, en lui demandant des instructions¹⁰⁷. Le 1^{er} prairial an X, le conseil général décrivant la situation religieuse du département dans un mémoire au Gouvernement, se montrait médiocrement enthousiaste du choix de Portalis. Il s'exprimait dans les termes suivants qui constituaient comme une sorte d'avertissement « En traitant avec le Pape, le Gouvernement est allé au delà de nos espérances; nous le remercions de ce nouveau bienfait. Si d'une main ferme il arrête les entreprises du nouveau clergé, s'il arrête les bouilleurs (*sic*) qui exigeraient des déclarations ou qui voudraient faire souscrire des formulaires que la loi ne commande pas... on pense que la paix s'établira.

Le 4 prairial le général Caffarelli, préfet maritime de Brest, avait écrit à Boullé pour lui recommander son frère : « Son ministère est tout paternel; la persuasion soutenue par l'exemple de la vertu en fait la base. » *Ibid.*

106. LESAGE (chanoine), *Mémoires*. Fragment cité, *Semaine Religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, 1882, p. 209-212, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 215, Correspondance du préfet relative aux cultes (an X-an XI), fol. 10-11, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de la Police générale, 27 prairial an X. Cf. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II. p. 463. On notera, ainsi que le fait remarquer Tresvaux, qu'au même moment (18 prairial an X) Fouché, ministre de la Police générale adressait aux préfets une circulaire leur recommandant « de veiller attentivement à ce qu'on n'exige des prêtres aucune déclaration contraire aux principes de liberté de l'Eglise gallicane et au serment qui lie le citoyen à l'Etat. Vous devez porter une égale attention à ce qu'aucun des partis qui ont divisé l'Eglise n'exige aucune espèce de rétractation. » Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Réorganisation du culte catholique (an X).

107. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 215, Correspondance du préfet relative aux cultes (an X-an XI), le préfet au ministre de l'Intérieur et au conseiller d'Etat chargé des cultes, 9 prairial an X.

» Si au contraire les nouveaux évêques au lieu de venir avec l'huile et le baume du Samaritain pour guérir les plaies... entrent dans leurs diocèses avec le flambeau de la discorde, s'ils renouvellent les disputes, ils exalteront les haines et les fureurs de parti »¹⁰⁸. Odio-Baschamps, qui avait fait à franc-étrier le voyage de Rennes, pour consulter à ce sujet Lanjuinais, ancien vicaire général de Le Coz, revint avec le conseil de refuser nettement la rétractation. Les prêtres constitutionnels adressèrent au préfet une protestation écrite; des deux côtés on s'agitait¹⁰⁹.

C'est à ce moment (le 23) qu'arriva Caffarelli dans sa ville épiscopale. Dès le lendemain une conférence se tint à la préfecture. Elle comprenait, outre le préfet et l'évêque, le secrétaire général, les conseillers de préfecture, Le Mée député au Corps législatif, les présidents et commissaires des tribunaux criminel et de première instance, le général de brigade Lorcet et le chef de la 77^e demi-brigade d'infanterie, peut-être même des représentants du clergé assermenté. Devant cet étrange synode le préfet représenta à l'évêque les inconvénients au point de vue de la tranquillité publique de sa formule. Il lui lut le passage des délibérations du conseil général que l'on vient de rappeler; il lui communiqua une circulaire de Fouché du 18 prairial interdisant d'exiger des anciens assermentés aucune rétractation. Pourtant l'évêque tenait à son idée; il ne fallut pas moins de deux heures de discussion pour le convaincre¹¹⁰.

Finalement, il se retira, emportant pour l'étudier à loisir du point de vue de l'orthodoxie un texte transactionnel rédigé par le préfet. Pendant quelques jours il hésita; le bruit courait que plutôt de l'accepter il allait repartir pour Paris : mais la réception des instructions de Portalis aux nouveaux évêques

108. Archives Nat., F^{lev}, Côtes-du-Nord, 1, séance du 1^{er} prairial an X. Mémoire sur la situation politique du département, cité par L. DUBREUIL, art. cité, t. LXXI, p. 540.

109. LESAGE (chanoine), *Mémoires*, fragment publié dans la *Semaine Religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, 1892, p. 209-212.

110. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 215, Correspondance du préfet relative aux cultes (an X-an XI), le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de la Police générale, 28 prairial an X.

Cette importante réunion n'est pas indiquée par M. L. Dubreuil dans l'article cité plus haut. Tresvaux l'avait pourtant mentionnée brièvement, mais avec précision, *Histoire de la persécution révolutionnaire*, t. II, p. 463.

acheva de le décider : il se rallia à la proposition du préfet (26 prairial an X). Pour contribuer « à la réunion des esprits et au parfait rétablissement de la paix, il se déclarait prêt à faire tous les sacrifices » ¹¹¹.

La cérémonie de la réconciliation des deux clergés eut lieu le 1^{er} messidor à la cathédrale d'une façon tout à fait solennelle, cloches sonnant à toute volée après un si long silence, en présence de tous les fonctionnaires du département, des troupes de la garnison et de la garde nationale. Caffarelli escorté d'Odio-Baschamps et de Manoir, dont la présence simultanée était symbolique, quitta son logis provisoire et vint revêtir à la préfecture ses ornements pontificaux. De là, on partit en cortège pour la cathédrale. A la porte, Boullé lui fit remise de l'édifice et le harangua. Il salua dans l'évêque « un ange de paix, ... un centre de réunion pour rallier tous les partis, faire cesser toutes les disputes et mettre un terme à toutes les divisions ».

Il se porta garant que l'assistance allait déposer aux pieds des autels jusqu'au souvenir de nos divisions et de nos malheurs. Le général Lorcet parla dans le même sens, puis on pénétra dans l'église. Là, Manoir porteur des pouvoirs de l'archevêque de Tours, procéda à l'installation canonique du nouvel évêque. Puis Caffarelli monta en chaire et protesta « de son attachement à la Patrie, de sa soumission aux lois, de son respect pour le Gouvernement et les autorités constituées de la République ». Enfin une grand'messe fut célébrée pontificalement ; à l'Offertoire les « ecclésiastiques des deux opinions reçurent de lui le baiser de paix et se le donnèrent récipro-

111. L. DUBREUIL, art. cité, t. LXXII, p. 10-11 : lettre de Pouhaër à Nicolas Armez du 6 messidor, provenant des papiers d'Armez, conservés à Plourivo.

Ce qui décida Caffarelli à capituler ce fut la divulgation de la circulaire de Fouché du 18 prairial arrivée à Saint-Brieuc par le courrier du 24, à laquelle le préfet se hâta de faire donner la plus large publicité (Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 215, lettre citée), et aussi, semble-t-il, les instances de Courcoux (cf. lettre Pouhaër). Sur le texte transactionnel suggéré par le préfet, le chanoine Lesage donne les détails suivants : « Un formulaire de doctrine fut lu et souscrit par tous les assistants. Il contenait comme extraits des conciles quelques principes généraux sur la constitution essentielle de l'Eglise, l'autorité du Souverain Pontife, son droit dans la discipline présente de conférer l'institution canonique aux évêques... L'évêque déclara relever de l'excommunication et de toute autre censure que les assistants pourraient avoir encourues. » Fragment des *Mémoires* publié dans la *Semaine Religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, 1892, p. 212.

quement » en signe d'une réconciliation sincère et inaltérable »¹¹².

Le même jour l'évêque adressait à son diocèse un mandement de prise de possession de son siège en manière de commentaire du Concordat. Après les gémissements de circonstance sur les écarts auxquels les Français s'étaient livrés, « écarts dans lesquels peuvent malheureusement entraîner l'indifférence pour la religion, l'oubli de tous les sentiments qu'elle inspire ou un zèle mal entendu pour ses intérêts », l'évêque célébrait l'heureuse transformation qui venait de s'accomplir « le rétablissement de la religion, la paix des consciences, la réunion des ministres chargés de conduire les fidèles dans la voie du salut. Il en rapportait l'honneur au nouveau Cyrus que la droite du Tout-Puissant a choisi, qui comme Alexandre... avait dans ses campagnes toujours respecté le Souverain Pontife du Très-Haut, qui comme Constantin veut rétablir la religion, la faire jouir de tout son éclat. D'accord avec Pie VII, il a conclu un traité par lequel les Français redeviennent enfants de l'Eglise catholique... les premiers pasteurs reçoivent, selon l'usage antique, l'institution canonique du Père commun des fidèles; chargés de paître le troupeau confié à leurs soins, ils sont eux-mêmes soumis à l'autorité que l'on a toujours reconnu dans le chef de l'Eglise... et ils auront pour les décisions émanées de lui toute la soumission d'un Fénelon, soumission qui l'a tant honoré ». Ainsi « une séparation honteuse ne déshonorera plus l'Eglise gallicane ».

Comme conclusion « jetons un voile épais sur le passé... n'ayons plus comme les premiers fidèles qu'un même cœur, un même esprit, qu'aucun de nous ne dise qu'il appartient à Céphas ou à Apollo, vous appartenez tous à Dieu qui vous a créés, à Jésus-Christ qui vous a rachetés, à votre pasteur qui est chargé de vous guider dans la voie du salut ».

Suivaient quelques prescriptions destinées à assurer l'exercice du culte en attendant la circonscription des paroisses et la nomination des curés, desservants et vicaires. Provisoirement tous les ecclésiastiques conservaient leurs fonctions; dans un délai de deux mois, ils devaient faire viser leurs lettres de prêtrise; défense leur était faite de célébrer la messe dans les

¹¹². Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Réorganisation du culte catholique (an X), procès-verbal de l'installation du citoyen Caffarelli, évêque de Saint-Brieuc, 1^{er} messidor an X (imprimé et manuscrit).

maisons ou les chapelles particulières, à l'exception de celles des hospices approuvées par le préfet. Le premier dimanche qui suivrait ce mandement les desservants feraient aux fideles une instruction sur les avantages du Concordat ¹¹³.

Dès le lendemain (2 messidor an X) un règlement également soumis à l'approbation du préfet réorganisait les deux paroisses de Saint-Michel et de la cathédrale qui correspondaient aux deux justices de paix. La cathédrale avait pour curé d'office Courcoux assisté de 11 prêtres dont un certain nombre d'anciens chanoines : Ruffelet, Duros, Quérangal, Besson et les deux constitutionnels Odio-Bachamps et Pâturel, ce dernier avec le titre de maître des cérémonies.

Saint-Michel avait pour curé Manoir avec 10 prêtres parmi lesquels Le Mée, Chancerel et Dayot, Le Nouvel et Boyer (C.). Il y aurait 3 messes par jour, annoncées chacune par le son de la cloche, le dimanche, messe chantée à 10 heures et vêpres à 3 heures. Le Viatique serait porté solennellement aux malades. L'office serait chanté selon le rite romain ¹¹⁴. En même temps l'évêque se faisait restituer les cloches de Saint-Michel et 3 calices confisqués sous la Révolution ¹¹⁵. La semaine suivante, la cérémonie de réconciliation des deux clergés se répéta dans les principaux centres du département. A Lamballe, elle eut lieu sous la présidence de Mettrie-Lassalette, doyen d'âge, à l'église Saint-Jean (17 messidor an X) ¹¹⁶.

A Guingamp, ce fut Garat Saint-Priest qui présida à la réunion (14 messidor) ¹¹⁷. A Lannion ce fut Courcoux (22 messidor), qui fit à Saint-Jean-du-Baly un discours, au témoignage du sous-préfet, « où régnait l'esprit de sagesse, de tolérance et de modération » et nomma curé provisoire Honoré Lallier, ex-supérieur du séminaire de Tréguier, auquel Caffarelli adjoignit, comme premier vicaire, Le Bonniec, ancien

113. *Ibid.*, mandement de Caffarelli du 1^{er} messidor an X.

114. *Ibid.*, Caffarelli au préfet, 2 messidor an X, en lui envoyant le texte du règlement qui commence par ces mots : « Monsieur l'Evêque de Saint-Brieuc, vivement pénétré du désir d'établir promptement un culte solennel dans la cathédrale de Saint-Brieuc et dans l'église de Saint-Michel, de mettre la plus grande uniformité dans les exercices de la religion, ordonne provisoirement ce qui suit... »

115. *Ibid.*, Caffarelli au préfet, 9 messidor an X.

116. *Ibid.*, le maire de Lamballe au préfet, 17 messidor an X.

117. *Ibid.*, le maire de Guingamp au préfet, 14 messidor an X.

curé constitutionnel ; Lunégan fut le deuxième vicaire ¹¹⁸. La veille, la nouvelle du remplacement de Le Bonniec par Lallier avait causé quelque effervescence ; cependant, tout se passa dans le calme ¹¹⁹.

Mais à Moncontour les choses faillirent se gêner, le curé constitutionnel Boscher soutenu par le maire, le juge de paix et une partie des habitants, se refusait à reconnaître, pour curé provisoire, Quéro ancien recteur, envoyé par l'évêque et soutenu par les anciens réfractaires Gaillard, Gaudin et Gauthier, qui de leur côté persistaient à vouloir dire leur messe dans la chapelle de l'hôpital. Finalement Boscher s'exécuta ¹²⁰.

Comme on le voit par ces exemples, avant de procéder de concert avec le Gouvernement à la nomination légale des curés, telle qu'elle était prévue dans le Concordat, Caffarelli de sa propre autorité, réinstallait les réfractaires dans les places importantes et leur subordonnait, quand il ne les éliminait pas, les constitutionnels. Le préfet déclarait que ces nominations n'avaient aucune valeur à ses yeux, mais cette protestation, purement platonique, n'empêchait pas Caffarelli de poursuivre ses agissements : « L'évêque, écrivait Pouhaër à Armez, continue à n'avoir près de lui que des prêtres d'un seul parti. Baschamps m'a dit encore hier qu'on ne le consultait en rien et que ses collègues, prêtres assermentés, tant à Saint-Michel qu'à la cathédrale avaient l'air d'être en pénitence, en ce qu'on ne leur faisait faire aucune fonction » ¹²¹.

118. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Réorganisation du culte catholique (an X), procès verbal de la réunion du clergé au chef-lieu de la sous-préfecture à Lannion, 22 messidor an X et le maire de Lannion au préfet, 23 messidor an X.

119. *Ibid.*, le sous-préfet de Lannion au préfet, 23 messidor an X.

120. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Cultes, Personnel, Organisation du culte, an X, Etienne Boscher au préfet des Côtes-du-Nord, 18 messidor an X ; le juge de paix du canton de Moncontour au préfet, 22 messidor an X ; l'évêque de Saint-Brieuc à Boscher (non datée) ; le maire de Moncontour au préfet, 22 thermidor an X.

, Cf. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire...*, t. II, p. 463-466. « M. Caffarelli fut moins heureux à Moncontour où il se vit forcé de laisser les choses comme elles étaient jusqu'à l'organisation définitive ». Et il ajoute : « La réunion des prêtres catholiques et des constitutionnels éprouva aussi des obstacles dans l'arrondissement de Dinan, bon pays et très attaché à la religion. Le sous-préfet, ancien membre du côté gauche de l'Assemblée nationale, porta des plaintes contre le clergé non assermenté qui, suivant lui, entretenait la division dans les esprits. »

121. L. DUBREUIL, art. cité, t. LXXII, p. 10-11.

Le 27 thermidor, jour de l'Assomption, suivant les instructions de Portalis on chanta un *Te Deum* en remerciement du Consulat à vie en même temps qu'en commémoration de la ratification du Concordat par le Pape et, le clergé des deux paroisses, à Saint-Brieuc, fit après vêpres en procession le tour de la ville ¹²². Presque à la même date, Portalis réclamait pour le mois suivant la liste des ecclésiastiques proposés pour les places de vicaires généraux, de chanoines et de curés ¹²³. Caffarelli transmitt ses propositions au préfet le 28 fructidor. Les deux vicaires généraux seraient l'un, un ex-réfractaire, Manoir qui se trouvait ainsi récompensé de son zèle pendant la Révolution, l'autre un ex-constitutionnel, Jacques Dépagne, de Lamballe. Le chapitre comprendrait 8 chanoines : 2 constitutionnels, Alain Jacob et Jacques Pasturel, et 6 insermentés, Ruffelet, Despons, Floyd, Coustin-Manadou, de la Noue et Duros ¹²⁴.

Quant aux 47 cures du diocèse, 12 étaient attribuées aux constitutionnels, parmi lesquelles Plouha, Paimpol (Odio-Baschamps), Jugon (Amateur Dayot), Pontrieux, Bégard, Belle-Isle-en-Terre, La Roche-Derrien, Bourbriac, Plestin, Plouaret, Pleumeur (Gauthier). Les 35 autres revenaient aux réfractaires et l'on comptait parmi elles les plus importantes ; la cathédrale de Saint-Brieuc à Courcoux, curé provisoire, Saint-Michel à André Rouxel, Lamballe à Pierre Millet, Quintin à Jacques Souvestre, Moncontour à François Jamet, Loudéac à Pierre Ruello, Matignon à Nais, Saint-Sauveur de Dinan à Caron et Saint-Malo à Le Tulle, Guingamp à Le Dall-Tromelin, Tréguier à Olivier Paris, Lannion à Lannier ¹²⁵.

Le préfet réclama aussitôt auprès du directeur des Cultes contre cette liste qui excluait des ecclésiastiques ayant rempli des fonctions publiques sous la Révolution (vendémiaire an XI), et qui, par contre, comprenait des prêtres inscrits sur la liste des émigrés, non éliminés ni amnistiés par le

122. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Réorganisation du culte catholique (an X), l'évêque de Saint-Brieuc au préfet des Côtes-du-Nord, 24 thermidor an X.

123. *Ibid.*, *id.* à *id.*, 28 thermidor an X (en lui envoyant la lettre de Portalis qui est du 12).

124. *Ibid.*, *id.* à *id.*, 28 fructidor an X et état des ecclésiastiques que M. l'évêque de Saint-Brieuc présente au Gouvernement pour obtenir de lui l'agrément de les employer (même date).

125. *Ibid.*

sénatus-consulte du 6 floréal ¹²⁶. Le 22 frimaire l'évêque transmettait d'ailleurs de nouvelles propositions pour les cures. Elles différaient assez peu des précédentes; le chiffre de 12 cures affectées aux constitutionnels était maintenu. Était également maintenue la majeure partie des nominations.

Cependant on remarque à Paimpol, Le Cornec ex-curé assermenté de Pommerit-les-Bois au lieu d'Odio-Baschamps; à Jugon, Le Mée au lieu de Dayot; à La Roche-Derrien, Le Barazer au lieu de Le Bonniec; à Tréguier, Riou, ancien chanoine de Tonquédec, au lieu de Paris; enfin à Guingamp, au lieu du seul Le Dall-Tromelin, l'évêque présentait deux autres candidats, Garat Saint-Priest et François Roger ex-curé de Trégrom ¹²⁷. Au mois de nivôse, Boullé avertissait Caffarelli qu'il lui était impossible de ratifier ces propositions et que le Gouvernement trancherait le différend ¹²⁸. C'est en effet ce qui se produisit, mais pas dans le sens que l'espérait Boullé.

Le 3 ventôse an XI, le conseiller d'Etat, directeur des Cultes, Portalis lui écrivait qu'après examen de l'état des propositions de l'évêque et de ses observations, le chiffre de 12 cures attribuées aux constitutionnels lui paraissait en principe assez plausible. Et il raisonnait comme il suit : « Il y a environ 822 prêtres dans le diocèse de Saint-Brieuc dont 152 qui ont appartenu à la classe constitutionnelle; on peut déduire de ce nombre 250 d'incapables ou d'infirmes. Il n'en resterait qu'à peu près 572 en état d'opérer; or dans le nombre total les prêtres constitutionnels ne figurent que pour 1/5°. Si l'on en distraait ceux qui n'ayant été ordonnés que pendant la Révolution n'ont ni assez d'expérience, ni assez d'instruction pour remplir dignement les fonctions de pasteur, ceux qui dans la licence des temps orageux ont altéré leurs mœurs ou perdu leur considération, on aurait une proportion bien moindre encore.

126. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 215, Correspondance du préfet relative aux cultes, fol. 45-46, le préfet des Côtes-du-Nord au conseiller d'Etat, chargé de toutes les affaires concernant les cultes, 12 vendémiaire an XI, et fol. 47, *id.* à *id.*, 17 vendémiaire an XI.

127. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Curés (an XI-1813), état des ecclésiastiques que M. l'évêque de Saint-Brieuc nomme et présente au Gouvernement pour remplir les 47 cures du diocèse, 22 frimaire an XI.

128. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 215, Correspondance du préfet relative aux cultes, fol. 60, le préfet à l'évêque de Saint-Brieuc, 18 nivôse an XI, et au conseiller d'Etat, directeur des Cultes, 29 nivôse an XI.

» Le calcul fait par Mgr l'évêque me paraît très juste. Cependant par des considérations particulières je persiste... à croire que le nombre des curés pris dans la classe des prêtres constitutionnels doit être augmenté et j'écris à Mgr l'évêque de Saint-Brieuc pour l'engager à le porter à 14.

» ... Quant au personnel des sujets, la plupart de vos observations portant sur la lenteur de quelques-uns à faire des actes de soumission, tous ayant fait depuis ceux que le Gouvernement a exigé en vertu du Concordat, ce motif n'en est plus un pour les éloigner si d'ailleurs leur conduite ne les repousse pas et s'ils ont les qualités qu'exige leur ministère.

» Il en est d'autres sur lesquels la notion de Mgr l'évêque différerait du vôtre, et comme elle porte sur les facultés relatives à l'état ecclésiastique, Mgr l'évêque se trouve à cet égard juge compétent. » C'était en somme un blâme déguisé au préfet pour excès de zèle et une homologation à quelques détails près du choix de l'évêque. A Guingamp notamment le directeur adoptait la préférence donnée à Le Dall-Tromelin et à Garat Saint-Priest; peut-être Courcoux envoyé à Paris y était-il pour quelque chose ¹²⁹.

Malgré cette algarade le préfet ne se tint pas pour battu et, le 3 germinal, il adressait au directeur une nouvelle lettre où il maintenait le chiffre de 16 curés constitutionnels, dont 2 de première classe qu'il avait précédemment proposés et s'inscrivait en faux contre les renseignements fournis par l'évêque dont Portalis avait fait état. Et il réclamait énergiquement Guingamp pour Henry Le Gall et Saint-Michel de Saint-Brieuc pour Olérivet ¹³⁰. Cette fois le Gouvernement passa outre. Le 18 germinal l'état des nominations aux cures de l'évêque était approuvé, sauf quatre modifications : la plus considérable attribuait à A. Dayot l'importante cure de Guingamp ¹³¹. Une série d'ordonnances épiscopales du 12, 20 floréal et

129. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Curés, le conseiller d'Etat Portalis au préfet des Côtes-du-Nord, 3 ventôse an XI, et Réorganisation du culte catholique (an XI), Caffarelli au préfet, 15 pluviôse an XI, « Le conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes m'a fait dire par M. Courcoux... »

130. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 215, Correspondance du préfet relative aux cultes (an X-an XI), fol. 65-67, le préfet au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, 3 germinal an XI.

131. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Curés, état des nominations aux cures du diocèse de Saint-Brieuc approuvé par le Gouvernement, 18 germinal an XI.

1^{er} prairial, les rendait publiques ¹³² et le 2 de ce mois la prestation de serment avait lieu à la cathédrale en présence du préfet et des principales autorités civiles et militaires.

Le protocole de la cérémonie avait été minutieusement dressé à l'avance de manière à symboliser d'une façon aussi exacte que possible la part contributive des deux pouvoirs, le temporel et le spirituel dans cette importante opération de nominations ecclésiastiques. « A 8 h. 30 du matin quelques ecclésiastiques se rendront chez Mgr l'évêque pour l'accompagner jusqu'à l'église cathédrale. Rendus à l'église, les curés se rangeront dans le sanctuaire près de l'autel, du côté de l'épître jusqu'au trône de l'évêque et du côté de l'évangile jusqu'au siège du préfet.

» Ils assisteront en soutane, surplis et bonnet carré à la messe et aux vêpres qui seront chantées pontificalement. L'office commencera par le *Veni Creator*. Après que le diacre aura chanté l'évangile, Mgr l'évêque s'assiéra devant l'autel et prononcera un discours sur l'importance des engagements que vont prendre les curés. Après le discours le secrétaire de l'évêché se rendra au pied de l'autel où il fera une génuflexion, un salut à Mgr l'évêque, puis un salut au citoyen préfet et ira se mettre à genoux sur un prie-Dieu placé devant ce magistrat.

» La main sur les évangiles il prononcera à haute et intelligible voix la formule du serment prescrit par le Concordat. Après s'être relevé il fera une inclination au préfet, un salut à Mgr l'évêque, une génuflexion au pied de l'autel et se remettra à sa place. Tous ayant prêté le serment ; on continuera la messe. Vêpres à 2 heures après-midi ; après vêpres sermon.

» Après le sermon, le secrétaire de l'évêché dira : « *Accedant qui installandi sunt canonici Ecclesie Cathedralis* ». Mgr l'évêque sur son trône parlera aux chanoines sur l'utilité et les avantages du culte public. On fera ensuite lecture de l'ordonnance qui établit un Chapitre et de l'acte du Gouvernement qui l'approuve. Chaque chanoine appelé séparément, même le curé de la cathédrale et le supérieur du séminaire (comme chanoines honoraires), sera pris à la porte du sanctuaire, conduit par Mgr l'évêque à l'autel qu'il baisera, ouvrira et fermera le missel placé à côté de l'épître et le livre du

132. *Ibid.*

pupitre du chœur et de là conduit à l'une des stalles où il s'assiera.

» Après l'installation de tous les chanoines, Mgr l'évêque nommera le président du Chapitre, le grand chantre, le sacristain et le maître des cérémonies. Ensuite le secrétaire de l'évêché appellera le prêtre appelé à la cure de Saint-Etienne : « *Accedat qui instituendus est parochius Ecclesiæ Sanctæ Stephani hujusce civitatis* ». Mgr l'évêque le conduira à l'autel dont il ouvrira et fermera le tabernacle, à la chaire, aux fonts baptismaux et au confessionnal. En chaire le curé pourra parler au peuple qui lui est confié. La cérémonie finira par un salut et un *Te Deum* ». Ce cérémonial fut observé de part et d'autre avec la plus grande correction et dans le plus parfait accord apparent ¹³³.

Elle enregistrerait pourtant une victoire éclatante de l'évêque sur le préfet. Le chapitre comprenait définitivement en sus des deux vicaires généraux Dépagne et Manoir « président » : Ruffelet, Floyd, Coustin du Manadou, Duros, Boulard, Méléard, Odio-Baschamps remplaçant Alain Jacob, promu curé de La Roche-Derrien, et Pasturel, ce qui fait 2 constitutionnels ; enfin Chantrel, supérieur du séminaire, qui figure comme chanoine honoraire. Pour les 47 cures, pas d'autres modifications que celles indiquées ; sauf Guingamp, les cures importantes, Saint-Brieuc, Lamballe, Dinan, Lannion, Tréguier, Moncontour, Quintin et Loudéac restaient aux réfractaires ¹³⁴.

133. Prestation de serment des nouveaux chanoines et curés le dimanche, 2 prairial an XI (22 mai 1803), Saint-Brieuc, imprimerie Prud'homme ; reproduite *in-extenso* par L. DUBREUIL, article cité, t. LXXII, p. 15-16 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Réorganisation du culte catholique (an XI) procès-verbal constatant la prestation de serment des ecclésiastiques appelés aux places de vicaires généraux, de chanoines, de directeur du séminaire et de curés du diocèse de Saint-Brieuc, 2 prairial an XI.

134. TRESVAUX (abbé), *Histoire de la persécution révolutionnaire*, t. II, p. 480-481. Le choix de Dépagne est expliqué et excusé comme il suit : « M. Caffarelli, évêque de Saint-Brieuc, ne put non plus se dispenser de prendre pour vicaire-général un prêtre schismatique. Il le choisit tel que cet homme, par sa nullité, n'eut aucune influence. C'était un vieillard nommé Dépagne qui n'avait de remarquable que son obstination dans l'erreur et qui était presque entièrement étranger à l'administration diocésaine. »

Sur Manoir, cf. plus haut, p. 374-376.

Ruffelet, Ducros ou Duros, Méléard et Boulard étaient quatre anciens chanoines de Saint-Brieuc ; Coustin du Manadou était un ancien trésorier du chapitre de Tréguier ; Floyd avait été vicaire général de Conen de Saint-Luc,

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, le préfet se dédommagea de son échec en prononçant après la prestation de serment un discours, bien que ce supplément d'éloquence n'eût pas été prévu, semble-t-il. Le début sentait bien encore la philosophie du XVIII^e siècle; n'y affirmait-il pas que la religion n'avait « été donnée aux hommes que comme un moyen principal de sociabilité et d'union » ? Mais la péroraison avait une allure homilétique. « Que le peuple guidé par les exemples et les instructions de ses pasteurs réunis désormais dans une seule profession politique comme dans une même foi n'offre plus qu'une âme comme ces premiers disciples du christianisme, comme ces héros de l'Eglise primitive, devenus si recommandables dans tous les siècles par la seule pratique de la charité universelle qui est l'essence de la religion ! »¹³⁵.

Ce n'était là toutefois que la première passe d'armes entre Caffarelli et Boullé. La seconde allait être la nomination des desservants institués par les Articles organiques 60, 61 et 68... Aux termes de ces articles, il devait y avoir autant de succursales qu'il serait nécessaire. Les noms en seraient arrêtés par le préfet et l'évêque de concert et ratifiés par le Gouvernement; les titulaires choisis parmi les anciens pensionnés¹³⁶. L'évêque se mit au travail presque aussitôt après avoir pourvu aux cures. Dans une lettre adressée au préfet le 18 prairial, il définissait ainsi les principes qui allaient le guider dans cette opération : 1^o exclure tous les ecclésiastiques n'ayant pas « une moralité reconnue, suspects d'inconduite ou d'ivrognerie » ; 2^o exclure également tout sujet « ayant manqué par l'exagération de ses principes » ; 3^o tous ceux ayant occupé des fonctions civiles dans des époques critiques de la Révolution...

évêque de Quimper. Odio-Baschamps et Paturol sont les ex-collaborateurs de Jacob.

Tresvaux ajoute : « Les paroisses importantes, celles de la ville épiscopale et la plupart des autres furent confiées à des prêtres fidèles qui par leur fermeté dans la foi et leurs autres vertus ne tardèrent pas à gagner la confiance de leurs troupeaux lorsqu'ils n'en étaient pas déjà connus. MM. les recteurs Millet de Saint-Jean de Lamballe, Souvestre de Quintin, Ruello de Loudéac, Caron de Saint-Sauveur de Dinan, Le Tulle de Saint-Malo de la même ville et Beubry de Bothoa eurent la consolation de rester dans leurs anciennes paroisses, où ils jouissaient d'une estime et d'une considération qu'un exil de dix ans n'avait pu effacer, ni même altérer parmi leurs paroissiens. »

135. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Réorganisation du culte catholique (an XI), procès-verbal constatant la prestation de serment..., 2 prairial an XI, déjà cité plus haut.

136. DUVERGIER, t. XIII, p. 323.

« Ils se sont souvent portés, ajoutait l'évêque, à des actions contraires à leurs principes religieux. Ils sont accusés d'avoir tracassé et persécuté des citoyens, ils n'auront jamais leur confiance » ; d'ailleurs le Gouvernement a déclaré les fonctions pastorales incompatibles avec les fonctions municipales ; 4° tenir compte de l'état d'esprit, voire des préventions des habitants, ne pas essayer de mettre des constitutionnels dans des paroisses qui n'en veulent pas. Enfin d'une façon générale faire le moins de changements possible ¹³⁷.

Le 29 messidor suivant, le préfet répondait point par point à ce manifeste. Il faisait d'expresses réserves en particulier à propos du second principe : « Par une exclusion de cette espèce on se priverait d'hommes capables qui, aujourd'hui réunis sur le point de discipline qui les divisait, peuvent être utiles et même nécessaires à raison de l'état du clergé du diocèse ». Toutefois, ajoutait-il, et ceci était à la fois une parade et une riposte, « je demeure d'accord qu'il est certains hommes qui ont dégradé leur caractère par les plus viles actions et qu'il faut écarter du sanctuaire par respect pour la divinité et pour la morale politique.

» Tels sont ceux qui sont convaincus de s'être associés aux égorgeurs, d'avoir servi les fureurs du parti anglais... » Passant ensuite à l'examen des propositions de l'évêque pour l'arrondissement de Saint-Brieuc il remarquait que sur 78 succursales, 12 seulement étaient attribuées aux constitutionnels, c'est-à-dire moins du sixième au lieu du quart, chiffre préconisé par le Gouvernement. Il intercédait en faveur d'un certain nombre d'assermentés notoires : Corbel qu'il aurait voulu maintenir à Langueux, Bouëtard à Pordic ou tout au moins à Plouvara, Clérivet à Plurien, et enfin Lalleton curé de Plouguenast dans l'arrondissement de Loudéac, auquel il s'intéressait tout particulièrement malgré les « traits odieux » sous lesquels on l'avait représenté à l'évêque. Il réclamait pour lui une succursale « éloignée du théâtre de ses malheurs et où il soit à l'abri des individus qui ont tant de fois attenté à ses jours », par exemple Pléguien dans le canton de Lanvollon ¹³⁸.

¹³⁷ Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Réorganisation du culte catholique (an XI, l'évêque de Saint-Brieuc au préfet, 18 prairial an XI.

¹³⁸ Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 215, Correspondance du préfet relative aux cultes (an X-an XI), fol. 76-86, le préfet à M. l'évêque de Saint-Brieuc, 29 messidor an XI.

En même temps, il recommandait par circulaire aux sous-préfets (23 thermidor an IX), appelés à fournir des renseignements sur les candidats de l'évêque, de donner de bonnes notes aux constitutionnels¹³⁹. Pendant toute la fin de l'an XI et le début de l'an XII, évêque et préfet se livrèrent à un jeu savant d'intrigues souterraines pour arriver à leurs fins.

L'évêque fit le voyage de Paris pour faire trancher le différend en sa faveur ; de son côté le préfet écrivait à Portalis en date du 24 frimaire an XII que sur 294 succursales à créer dans le département, 73 devaient revenir aux constitutionnels au lieu de 30 que proposait l'évêque¹⁴⁰. Portalis recourut aux lumières « d'un membre de la députation des Côtes-du-Nord au Corps législatif (Le Mée) et d'un juge au tribunal de cassation, nommé candidat au Sénat par le même département (Rupérou) »¹⁴¹. Finalement ce fut l'évêque qui l'emporta ; un arrêté consulaire du 25 nivôse an XII ratifia purement et simplement les choix de Caffarelli. Le diocèse comprendrait 293 succursales (contre 379 communes), dont 31 seraient attribuées aux constitutionnels (Bouëtard à Plouvara, Clérvet au Merzer, Corbel à Plurien). Sur les 262 non constitutionnels, il y avait 21 amnistiés pour émigration et 241 déportés. Le 23 germinal, l'évêque de retour de Paris apportait lui-même l'arrêté au préfet¹⁴².

Le conseil général tenait alors sa session annuelle. L'annonce du retour de l'évêque provoqua une vive émotion dans cette

139. *Ibid.*, fol. 88-89, lettre circulaire aux sous-préfets, 23 thermidor an XI.

140. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 216, Correspondance du préfet relative aux cultes (an XI-an XIII), fol. 29-30, le préfet au conseiller d'Etat, directeur des Cultes, 24 frimaire an XII. « L'évêque se rend auprès de vous : je vous prie de me tenir au courant de ses objections pour que j'y réponde. »

141. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Desservants (an XII-1814), Portalis au préfet des Côtes-du-Nord, 18 pluviôse an XII. Desservants et succursales. Diocèse de Saint-Brieuc. Désignation des succursales, 25 nivôse an XII, par justices de paix avec le nom des desservants.

Fait à Saint-Brieuc, le 1^{er} frimaire an XII : Jean Caffarelli. Approuvé à Paris le 25 nivôse an XII : Bonaparte, Maret, Portalis, Fain.

142. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M. 216, Correspondance du préfet relative aux cultes (an XI-an XIII), fol. 47-50, le préfet au conseiller d'Etat chargé des cultes, 13 floréal an XII (lettre omise à la place que lui assignait l'ordre chronologique suivi par le registre).

« Vous m'annoncez par votre lettre du 18 pluviôse que vous avez remis à M. l'évêque de Saint-Brieuc, l'expédition du travail relatif aux succursales et que l'évêque a déferé à vos observations sur l'insuffisance des constitutionnels, qu'il avait modifié sa liste et qu'il devait me la remettre.

» Il me la remit le 23 germinal... »

assemblée dont les passions révolutionnaires et anticléricales n'étaient pas encore complètement éteintes, ainsi qu'on l'a déjà vu à plusieurs reprises. Un membre, nous ignorons malheureusement son nom, déposa une motion tendant à ce que le conseil demandât au préfet communication du travail et la motion fut adoptée¹⁴³. Aussitôt que le conseil général eût pris connaissance de l'arrêté, il protesta vigoureusement dans sa séance du 26 germinal.

Cette protestation est d'une importance telle que nous la reproduisons presque *in-extenso*. « D'après une instruction du 19 prairial adressée au nom du Gouvernement par le conseiller d'Etat Portalis aux évêques et archevêques nommés en exécution de la loi du 18 germinal an X, les ecclésiastiques qui avaient appartenu à ce qu'on appelait le clergé constitutionnel devaient être rappelés dans la proportion du tiers au quart à remplir les fonctions de curés, de chanoines et de desservants. Cette proportion a été suivie pour la nomination primitive des curés et des chanoines.

» Lorsqu'il s'est agi de la nomination des vicaires de succursales, Mgr l'évêque a communiqué au préfet un travail dans lequel il s'était écarté des instructions du Gouvernement à cet égard. Il y avait à pourvoir 294 places dont le quart attribué aux ci-devant constitutionnels eût été de 73. Cependant Mgr l'évêque ne leur en accordait que 30; c'était beaucoup moins que la moitié du nombre qui leur était attribué par l'instruction. Le préfet, tant par principe de justice que par respect pour les intentions du Gouvernement, crut devoir réclamer pour la classe des ci-devant constitutionnels, sinon l'application stricte de l'instruction, du moins la participation égale et proportionnelle à la distribution des places. » Ici se place le récit détaillé des manœuvres respectives de Boullé et Caffarelli décrites plus haut. Puis le conseil général s'exprime, ainsi qu'il suit, sur le document à lui soumis concernant les nominations aux succursales. « Le préfet a remarqué avec surprise : 1° que le nombre des constitutionnels qui s'y trouve

¹⁴³. Archives Nat., Flév, Côtes-du-Nord, 1, séance du 24 germinal an XI et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, délibérations du conseil général des Côtes-du-Nord (an X-an XII), session de l'an XII, fol. 74. On supposerait volontiers que ce « membre » est Armez. Il faut écarter cette supposition, si tentante qu'elle soit : Armez, président du conseil général, n'aurait pas été désigné de la sorte, selon toute vraisemblance, dans le procès-verbal des sessions du conseil.

compris ne s'élève qu'à 38, sur lesquels, déduisant trois décès, il n'en reste plus que 35, au lieu de 57 qu'on devrait encore y trouver; 2° que des changements ont été faits au travail sur des points convenus entre Mgr l'évêque et M. le préfet sans que celui-ci ait été consulté à cet égard. Et il signale avec indignation quelques-uns de ces changements; par exemple. M. Corbel, prêtre de beaucoup de mérites, et à qui le pays doit même de la reconnaissance à raison des services qu'il a rendus, avait été proposé et agréé par la commune de Langueux qui le désire ardemment, et qui, on peut le dire, ne veut que lui. Cependant le travail le déplace et l'indique pour Plurien.

» Plurien est desservi par un ecclésiastique très estimé, M. Clérivet. La commune le désire, Mgr l'évêque le destine pour la commune de Merzer. Mais le peuple de cette commune ne parle que le bas-breton et M. Clérivet ne le sait pas. Il ne peut donc desservir cette commune : M. Mordellet, desservant actuel de Merzer, avait été indiqué et agréé pour vicaire succursal de cette commune mais on vient de voir qu'on y appelle M. Clérivet et en résultat, M. Mordellet est exclu de l'organisation. M. Le Febvre, curé actuel de Pléguien, avait été proposé et agréé pour la commune de Plouézec, canton de Paimpol. Les habitants de cette commune ne veulent pour pasteur qu'un prêtre constitutionnel et M. Le Febvre leur convenait infiniment. Mais Mgr l'évêque changea l'indication et y fait nommer M. Courson de Plouha, ci-devant déporté, qui n'a rien de ce qu'il faut pour diriger une grande paroisse comme Plouézec.

» Il est à craindre que les habitants ne le repoussent. L'y souffrirait-on par respect pour l'autorité, toujours paraît-il certain qu'il n'acquerra jamais assez de confiance pour faire le bien. M. Jouan, prêtre constitutionnel avait été proposé et agréé pour la succursale de Pléhédel. Mgr l'évêque fit changer cette indication : il y substitue M. Conan le jeune, prêtre non constitutionnel, quoique beaucoup moins méritant que M. Jouan, que l'on place néanmoins à Lanloup. M. Querray d'Yvias, non constitutionnel, ci-devant déporté, mais homme paisible, avait été indiqué et agréé pour Kérity commune contigüe à Paimpol. Mgr l'évêque change sa destination et y substitue le prêtre Le Lay, un des instruments les plus actifs des troubles qui ont affligé le canton de Paimpol.

» Cependant le préfet avait fortement motivé l'éloignement de ce prêtre qu'on avait dans le travail indiqué pour Tréverec. M. Allonet, curé de Camlez, homme de beaucoup de mérite, fortement désiré de sa commune est exclu de l'organisation. On y appelle M. Le Saint, curé constitutionnel de Pommerit-Jaudy, qui avait des droits réels à être conservé dans son ancienne place. Cette commune de Pommerit-Jaudy a besoin d'être dirigée par un homme sage, attendu qu'elle est très divisée et qu'un rien peut y rallumer des troubles. On sera étonné d'apprendre que l'on a confié à un prêtre ci-devant déporté appelé Loaz dont l'esprit est notoirement dérangé. Cet homme est violent, grossier et d'une avarice sordide : on ne le supporte nulle part.

» Une foule de prêtres respectables, anciens titulaires, ci-devant constitutionnels, sont exclus de l'organisation, quoique désirés du peuple, tandis qu'on place à leur exclusion des prêtres qui ont notoirement figuré dans les troubles et même porté les armes avec les chouans. Pour en acquérir la preuve, il n'y a qu'à lire l'avis donné par le préfet sur le premier travail de l'évêque.

» L'état des nominations arrêté par le Gouvernement le 25 nivôse dernier, quoique émané de l'autorité suprême est néanmoins le résultat d'une surprise faite à la religion du Premier Consul et, sans doute du conseiller d'Etat Portalis. Car on ne saurait croire que si les faits avaient été exposés avec exactitude, le Gouvernement eût jamais adopté un travail qui consacre tant d'injustices et tant d'inconvénients pour la tranquillité publique. En conséquence, le conseil général après avoir entendu le rapport de sa commission spéciale arrête : 1° que le rapport soit transcrit sur ses registres ; 2° qu'une expédition sera envoyée au Premier Consul, qui sera supplié de vouloir bien ordonner la suspension de l'organisation des vicaires du département jusqu'après la rectification du travail déjà arrêté et le rétablissement de l'égalité entre les sujets composant le clergé du département »¹⁴⁴.

144. Archives Nat., Flev, Côtes-du-Nord, 1, séance du 26 germinal an XII, et Archives dép., 1 N 12, Délibérations du conseil général des Côtes-du-Nord (an X-an XII), fol. 88-90, séance du 26 germinal an XII.

Le lendemain 27, le conseil se livra à une nouvelle manifestation anticléricale à l'occasion des ordinations et invita le préfet, par application de l'article 26 de la loi du 18 germinal an X, à se faire communiquer au préalable par l'évêque la liste des ordinants (1 N 12, fol. 91-92).

Les deux délibérations furent envoyées à Paris pour être mises sous les yeux du Premier Consul avec l'adresse suivante : « L'une des plus belles attri-

Mais cette virulente manifestation fut sans effet. La délibération du conseil général fut bien mise sous les yeux du Premier Consul, sans doute, mais accompagnée d'un rapport défavorable de Portalis et de l'annotation méprisante que voici : « Tout est extraordinaire, irrégulier et malveillant dans les deux mémoires dont il s'agit. La forme en est essentiellement repréhensible et le fond n'offre que des plaintes qui prouve que les plaignants ont le désir de nuire, mais qu'ils sont trop ignorants pour y réussir ». Le directeur des Cultes prenait en somme le parti de l'évêque¹⁴⁵. Aussi malgré une longue lettre du préfet à Portalis du 13 floréal signalant dans diverses communes le mécontentement produit par les décisions de Caffarelli, la prestation de serment des desservants eut lieu le 4 prairial, au chef-lieu de chaque arrondissement¹⁴⁶. A

butions des conseils généraux de département est de faire connaître directement au chef suprême de l'Etat les besoins du peuple sur la conduite des fonctionnaires publics et l'exercice des pouvoirs qui leur sont confiés.

» L'usage de cette attribution précieuse est un devoir toutes les fois qu'il s'agit d'actes surpris à la religion du Gouvernement, contraires à ses arrêtés, au vœu du peuple et capables de compromettre sa tranquillité.

» Le mémoire ci-joint contient la preuve que dans la nomination des vicaires des succursales, les ordres du Gouvernement n'ont pas été suivis, la justice a été violée et le vœu du peuple méconnu.

» C'est avec la plus grande confiance que nous attendons de la justice du Premier Consul le redressement de ces griefs et nous nous permettons de lui signaler encore l'espèce d'extorsion que les bureaux du prélat de ce diocèse exercent sur le peuple sous le nom de « Dispenses de bans, d'âge et de parenté pour mariage ». Il est notoire que, sous ces divers prétextes, l'on perçoit continuellement des sommes arbitraires dont on ne connaît pas l'usage et qui, en résultat, équivalent à une forte contribution.

Si ce tribut n'est pas inconciliable avec l'esprit de la religion et l'intérêt du peuple, il importe du moins d'en fixer le taux et d'en régulariser la perception et l'emploi.

C'est l'objet du second vœu que nous adressons au Premier Consul et auquel nous ajoutons avec ardeur celui de sa gloire et de sa prospérité. » Archives Nat., AFIV, Secrétairerie d'Etat impériale, Rapports des ministres à l'Empereur, 1044, Rapports du ministre de l'Intérieur, Cultes (an VIII-an XII), les membres composant le conseil général du département des Côtes-du-Nord à Bonaparte, Premier Consul de la République Française, Saint-Brieuc, 27 germinal an XII. M. L. SÉCHÉ dans l'*Archiviste, revue historique et documentaire*, 1892-1893, p. 150-154 avait publié le premier de ces rapports du conseil général d'après Archives Nat., AFIV 1044, mais sans le dater et en estropiant un certain nombre de noms de conseillers généraux.

145. Archives Nat., AFIV, Secrétairerie d'Etat impériale, Rapport des ministres à l'Empereur, Cultes (an VIII-an XII), rapport présenté par le conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes au Gouvernement de la République, 11 floréal an XII. Nous publierons ce rapport *in-extenso*.

146. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 216, Correspondance du préfet relative aux cultes (an XI-an XIII), fol. 47-50, le préfet au conseiller d'Etat chargé des cultes, 13 floréal an XIII, lettre déjà citée.

Saint-Brieuc, l'évêque et le préfet présidèrent la cérémonie. L'évêque fit un sermon dans lequel il s'attacha à démontrer l'importance et la légitimité sous les rapports religieux et temporel de la promesse qu'ils allaient faire. Le préfet fit remarquer que les circonstances qui avaient jusqu'alors retardé l'installation des vicaires succursaux leur avaient du moins procuré l'avantage de ne se dévouer..., au gouvernement de la République que lorsque celui-ci s'établissait « enfin sur des bases inébranlables » et acquerrait avec le dernier degré de stabilité, toute la majesté qui convient à un grand peuple vainqueur de tous les efforts qui ont été tentés contre son indépendance, que dans le moment où le gouvernement impérial fondé sur le principe incontestable de la souveraineté du peuple allait « nous garantir tous les biens faits ou préparés par le gouvernement consulaire durant son existence provisoire »¹⁴⁷. A Dinan, le chanoine Le Dall Tromelin représentant l'évêque exhorta les nouveaux élus à la soumission au Gouvernement établi et à la concorde, cependant que le sous-préfet Gagon célébrait lui aussi l'établissement de l'Empire¹⁴⁸.

A Guingamp, le délégué de Caffarelli fut le chanoine Floyd ; à Lannion, ce fut Garat Saint-Priest. Le sous-préfet Le Grontec, à ses côtés, flétrit l'athéisme en termes que n'eût pas désavoués un prédicateur « L'impie dans son délire a osé dire qu'il n'y a pas de Dieu... et fit l'éloge du nouveau Josué qui mit un frein aux passions des hommes et arrêta les factions ». A Loudéac, enfin, Manoir reçut le serment des ecclésiastiques en compagnie de Hillion¹⁴⁹.

Cette seconde étape de la réorganisation du clergé du département des Côtes-du-Nord faillit, d'ailleurs, avoir pour le préfet de fâcheuses conséquences. Deux jours après la cérémonie, il apprenait qu'il avait été dénoncé à Portalis comme

147. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Réorganisation du culte catholique (an XII), Prestations de serment, procès-verbal de la prestation de serment des ecclésiastiques desservant les succursales de l'arrondissement de Saint-Brieuc, 4 prairial an XII.

148. *Ibid.*, arrondissement de Dinan. Le Dall-Tromelin (Sébastien-Corentin) avait été nommé chanoine en brumaire an XII pour remplacer l'ex-constitutionnel Pasturel décédé. Il « appartenait à une famille d'émigrés et de chouans » et était patronné par le sénateur Clément de Ris qui possédait d'importantes propriétés dans les Côtes-du-Nord et par Portalis lui-même. L. DUBREUIL, article cité, t. LXXII, p. 17.

149. *Ibid.* Arrondissements de Guingamp, Lannion et Loudéac.

ayant mis des entraves à l'installation des ecclésiastiques nommés aux places de vicaires de succursales. La démarche du conseil général n'aurait eu lieu en particulier qu'à son instigation. La dénonciation émanait de Caffarelli lui-même et visait avec Boullé le secrétaire général Le Gorrec, ainsi que nous l'apprend une lettre de ce dernier à Armez de la même époque (13 prairial an XII). « Et nous aussi, disait-il, mon cher citoyen, nous partageons la haine profonde de l'homme saint que nous avons à la tête des voies du salut dans ce département ainsi que l'animadversion du ministre des Cultes. Avant ce moment, j'ai été personnellement l'objet d'une délation lancée dans l'ombre par le prélat; aujourd'hui, le préfet et moi sans doute, sommes détérés comme les complices de l'acte d'accusation adressé au chef de l'Etat par le conseil général. Cette affaire sur laquelle il paraît que l'Empereur a demandé des renseignements à M. Portalis, a fait grand bruit là-haut. M. Portalis, au lieu de se prêter à dévoiler les abus commis, s'est au contraire offensé de ce que les autorités locales aient eu le courage de les signaler. Il a dû être fait dans ses bureaux des rapports virulents destinés à être mis sous les yeux de l'Empereur, dans lesquels le préfet est averti qu'il est fort maltraité. Ainsi donc les choses sont organisées de telles manières qu'il est inutile de vouloir éclairer le Gouvernement et que pour éviter des désagréments personnels, il faut tenir la vérité captive.

» Nous attendons les résultats des rapports de M. Portalis; si désormais les communes nous portent des plaintes dans les matières ecclésiastiques, nous leur conseillerons de s'adresser directement soit à l'Empereur, soit à l'archichancelier »¹⁵⁰

De son côté, dans une sorte de Mémoire très vif de ton, en date du 6 prairial, adressé au directeur des Cultes, le préfet se disculpa de ces accusations. « Quelques réclamations se sont élevées touchant des déplacements de prêtres désirés par leurs anciens paroissiens. J'ai dû vous les faire connaître, en même temps que j'ai recommandé de respecter les décisions du Gouvernement.

» Le conseil général assemblé ayant pris connaissance de l'état de l'organisation a dû adresser au chef du Gouvernement quelques représentations à ce sujet. Il n'a sans doute fait

150. L. DUBREUIL, article cité, t. LXXII, p. 22. On voit que Le Gorrec était bien renseigné sur les agissements de Portalis.

qu'user de son droit, mais cet acte m'est du reste étranger ». Et il en appelait à la justice de l'Empereur¹⁵¹. Les choses n'allèrent pas plus loin pour le préfet, mais les nominations n'en demeurèrent pas moins ce qu'avait désiré l'évêque. Dans une lettre du 10 pluviôse an XIII au conseiller d'Etat Réal chargé de la Police générale du 1^{er} arrondissement, où il semble se soulager près de ce confident de Fouché, de ses rancœurs contre Portalis, Boullé, passant en revue le clergé du diocèse, avouait qu'il avait perdu la partie. « L'inutilité de mes efforts jusqu'à présent pour faire rendre aux ex-constitutionnels la justice qui leur est due m'avait décidé à ne plus parler d'eux et à laisser au temps et à la Providence à effacer ou à réparer leurs peines.

» Il n'a fallu rien moins que votre lettre pour me porter à rompre le silence sur ce point et à vous apprendre des faits que toutefois je n'entends pas faire servir de manière à une plainte à l'autorité suprême. Je vous en informe pour répondre à votre confiance et pour que vous connaissiez le véritable état de l'organisation ecclésiastique, laissant à votre prudence à adopter les moyens que vous croirez les plus propres à ramener les choses au point d'équité qui ne peut manquer d'être dans les intentions du chef de l'Empire »¹⁵².

A partir de cette date en effet, on ne voit plus guère le préfet intervenir dans les nominations ecclésiastiques. L'évêque pourvoit comme il lui convient aux vacances de son personnel. Quelques-uns de ses choix sont à noter. Le secrétaire particulier de Caffarelli, le chanoine Besson, étant mort en janvier 1813, fut remplacé par un futur Jésuite, François Renault de Ploubalay, qui devait devenir plus tard une des gloires de la Compagnie¹⁵³.

151. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 216, Correspondance du préfet relative aux cultes (an XI-an XIII), fol. 46. le préfet au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, 6 prairial an XII.

152. *Ibid.*, fol. 91-93, le préfet à M. le conseiller d'Etat chargé de la police du 1^{er} arrondissement, 10 pluviôse an XIII.

153. Sur le personnel ecclésiastique du diocèse de Saint-Brieuc — tout au moins le haut personnel — pendant les années 1805 et 1806, on pourra consulter l'*Annuaire du département des Côtes-du-Nord pour l'an XIII*, Saint-Brieuc, an XIII, in-12, p. 40-43, et l'*Annuaire du département des Côtes-du-Nord pour l'an 1806*, *ibid.*, p. 43-45.

Sur François Renault (1788-1860), cf. A. GUIDÉE (Le P.), *Notice historique sur le R. P. François Renault*, Paris, 1864, 1 vol. in-12. Renault entra au noviciat de la Compagnie de Jésus de Montrouge, le 5 août 1819.

A Renault Mgr Caffarelli ne tarda pas à adjoindre Jean-Marie de La Mennais prêtre de l'ancien diocèse de Saint-Malo, dont il avait fait la connaissance dès 1807 par l'intermédiaire d'un de ses confidents l'abbé de Quélen ¹⁵⁴. Le frère du célèbre Féli, dont la place dans l'histoire de l'Eglise de France au XIX^e siècle est considérable, était alors au début d'une carrière qui devait être singulièrement laborieuse, mais déjà il avait fait ses preuves. Fondateur d'un collège ecclésiastique à Saint-Malo, défenseur des idées ultramontaines et rénovateur des études ecclésiastiques, il avait rédigé dans la solitude de la Chesnaye en collaboration avec son frère les *Réflexions sur l'état de l'Eglise en France pendant le XVIII^e siècle et sa situation actuelle* (1809) supprimées par la police impériale, et *La Tradition de l'Eglise sur l'institution des évêques* qui ne devait paraître qu'en 1814. Obligé de quitter Saint-Malo après la suppression du collège ecclésiastique et sa transformation en collège universitaire en août 1812, privé de ressources par la faillite de son père, il accepta avec empressement cette situation subalterne. Son intelligence des affaires, sa dévorante activité, son érudition théologique et patristique allaient faire de lui le confident et le guide des dernières années de l'évêque, un véritable vicaire général sans le titre, et cela à la grande colère du clergé indigène ¹⁵⁵.

En face de ce nouveau venu ultramontain, un gallican déterminé, qui ne l'aimait guère, Hervé Lesage, ancien Prémontré de Beauport, prieur-curé de Bocqueho avant la Révolution, insermenté et émigré en Belgique, puis en Silésie, prédicateur assez renommé, auteur de Mémoires encore inédits dont on a eu l'occasion d'utiliser quelques fragments, prend dans le chapitre la place de Ruffelet, décédé en août 1806 ¹⁵⁶. Caffarelli

154. Sur Mgr de Quélen et ses relations avec Caffarelli — qui l'ordonna prêtre en 1807 — cf. P. D'EXAUVILLEZ et M. HENRION, *Vie de Mgr de Quélen, archevêque de Paris*, Paris, 1840, 2 vol. in-8^o

155. Sur les débuts de Jean-Marie de La Mennais dans le diocèse de Saint-Brieuc, cf. LAVEILLE (Mgr), *J.-M. de La Mennais*, Vannes, 1911, 2 vol. in-8^o, chap. VIII, p. 145-175, Saint-Brieuc. Le séjour auprès de Mgr Caffarelli. Le nom de l'évêque de Saint-Brieuc revient assez souvent dans la correspondance de Féli et de Jean, notamment dans les *Lettres inédites adressées à Bruté de Rémur*, Ed. DE COURCY, Nantes, 1802, 1 vol. in-12, p. 37, 77, 81.

156. LESAGE (chanoine), *Mémoires*, fragments publiés dans la *Semaine Religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, 1893, p. 601-603; 1896, p. 735-736 (détails sur le chapitre et ses membres); 1911, p. 219-220 (comment Lesage devint

eut plus d'une fois à se plaindre de l'opposition têtue, que cet esprit frondeur et caustique fit au nom de la tradition et du bon vieux temps à toutes ses innovations, en particulier à l'introduction du rituel romain.

Pour les curés, les changements les plus notables furent les suivants : à Saint-Etienne de Saint-Brieuc, Ambroise Nais curé de Plouguenast succéda à Courcoux décédé le 30 avril 1813; à Lamballe, Le Jolly, précédemment curé de Saint-Alban, à Millet en 1814; à Saint-Malo de Dinan, Julien Berthier, vicaire à Saint-Sauveur, à Le Tulle en mai 1808; à Guingamp, Jacques Lagain, ex-dominicain, professeur de théologie et sermonnaire, à Dayot, en l'an XIII; à Lannion, Philippe Ellès, curé de Perros-Guirec, à Honoré Lallier, en avril 1808; à Loudéac, Yves Beubry curé de Bothoa, à Pierre Ruello en 1806 (27 janvier) : tous anciens insermentés ¹⁵⁷.

Quant aux succursales il serait fastidieux et inutile de relever toutes les mutations. Rappelons seulement qu'en l'an XIII un décret impérial du 5 nivôse complétant celui du 11 prairial an XII ordonna une nouvelle répartition des succursales. De 295, chiffre primitif, elles furent ramenées à 230; le décret du 30 septembre 1807 revint au chiffre primitif de

chanoine). Cf. surtout 1893, p. 109-112, à propos des derniers moments de Caffarelli, « Jean-Marie de La Mennais qu'il (l'Evêque) avait amené à Saint-Brieuc pour créer un mouvement de retour vers Rome ». Mgr LAVEILLE a aussi utilisé d'autres fragments de ces *Mémoires*.

¹⁵⁷. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Curés, Lagain, prêtre, au sous-préfet de Guingamp, 5 nivôse an XIII; prestation de serments de Beubry, curé de Loudéac, 26 janvier 1806; prestation de serment de Philippe Ellès, curé de Lannion, 17 avril 1808; nominations de curés et desservants, 3 mai 1808 : Berthier Julien-Jacques, à Saint-Malo de Dinan; prestation de serment de Berthier, curé de Saint-Malo de Dinan, 15 mai 1808; prestation de serment d'Ambroise Nais, curé de la cathédrale de Saint-Brieuc, 9 mai 1813.

Sur tout ce personnel nous ne possédons que des renseignements tout à fait fragmentaires. Sur Jacques Lagain, qui eut une existence assez agitée, cf. P. LEVOT, *Biographie bretonne*, t. II, p. 102-104. Il avait commencé par embrasser avec ardeur les idées révolutionnaires et il semble qu'il fût question de lui pour devenir évêque constitutionnel de la Loire-Inférieure (il appartenait au couvent de Nantes). Mais il finit par refuser le serment et par émigrer en Italie.

Pour ce qui est d'Ellès, nous avons eu communication de ses papiers grâce à l'obligeance de M. A. Raison du Cleuziou et nous les avons utilisés à plusieurs reprises au cours de ce travail. *Le diocèse de Saint-Brieuc...*, t. Ier, p. 4-5, mentionne encore une personnalité ecclésiastique d'un certain intérêt : le curé de Belle-Isle-en-Terre, Le Roux (1811), prédicateur populaire plein de verve, s'exprimant couramment en breton.

295¹⁵⁸. Nous verrons tout à l'heure en étudiant les ressources matérielles du diocèse à quelles causes étaient dues ces modifications.

Pour l'instant, une autre question se pose : celle de savoir avec quelles ressources en hommes l'évêque put faire face pendant quinze ans aux nominations de ces trois cents paroisses. On peut dire que ce fut une des grosses préoccupations de Caffarelli. Sans doute aux ecclésiastiques dont nous avons constaté la présence dans le diocèse à la veille du Concordat, vinrent s'en joindre d'autres rentrés pendant les années X, XI, même XII et XIII¹⁵⁹, mais ce n'était pas suffisant.

La destruction des anciens séminaires et des anciens collèges ecclésiastiques, la vente de leurs immeubles et de leurs rentes, l'appauvrissement général de la population à la suite de la Révolution, la déchristianisation partielle des masses, enfin la conscription : autant de causes qui tarissaient le recrutement sacerdotal. Sans cesse l'évêque se plaint du manque de prêtres ; surtout pour la partie bretonne de son diocèse. En l'an XII dans une lettre pastorale du 4 germinal, il poussait le cri d'alarme.

« Le défaut de ministres a déjà fait cesser dans plusieurs églises l'exercice du culte ; d'autres sont prochainement menacées du même malheur. Partout les ecclésiastiques se plaignent de l'excès d'un travail qui les accable et les consume et tous les jours nous avons à regretter la perte de quelque coopérateur... Sur environ 700 ecclésiastiques, il ne s'en trouve guère que 500 en état d'être employés. La mort a dans l'année dernière enlevé plus de 60 prêtres. Depuis 14 ans les séminaires sont supprimés et les ordinations interrompues. Ces événements ont causé dans le clergé le vide d'une génération entière, si l'on considère le temps des études nécessaire aux nouveaux candidats du sacerdoce pour les mettre en état d'être utiles »¹⁶⁰.

158. Sur ces mutations, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Registre contenant le tableau des cures et succursales du diocèse de Saint-Brieuc (non daté, mais postérieur à 1815). Donne par cantons et paroisses toutes les mutations sous le Consulat et l'Empire.

On trouvera le texte du décret dans DUVERGIER, t. XVI, p. 212-216. Le décret donne le chiffre de 283.

159. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Registre contenant les déclarations de soumission des prêtres rentrés (an X-1810).

160. Archives dép. des Côtes du-Nord, 1 V 12/1, lettre pastorale de M. l'évêque de Saint-Brieuc au clergé et aux fidèles de son diocèse pour l'établissement d'un séminaire diocésain, 4 germinal an XII. Imprimé. Saint-Brieuc, Prud'

Aussi dès l'an XI (1803) s'était-il préoccupé de rouvrir un séminaire. Il en confia la direction à un ancien lazarusiste, Louis Luc Chantrel, originaire du diocèse de Rennes (peut-être ancien supérieur du séminaire de Saint-Pol-de-Léon)¹⁶¹, qui loua une maison rue aux Toiles, une partie des bâtiments de l'ancien séminaire ayant été aliénée, et groupa quelques étudiants en théologie¹⁶². L'année suivante, l'évêque organisait, sous le nom d'Association de charité, une œuvre de souscriptions permanentes, destinée à lui fournir les ressources nécessaires à l'entretien du nouvel établissement.

Le minimum de la cotisation annuelle était de 1 fr. 50; recueillies par les desservants et curés dans chaque paroisse, les sommes étaient ensuite centralisées par arrondissement, puis à Saint-Brieuc entre les mains d'un receveur général. On acceptait les dons en nature. Les élèves s'engageaient en retour à prier pour leurs bienfaiteurs et l'on célébrait chaque année pour eux un office solennel le jour de la Saint-Vincent-de-Paul (19 juillet)¹⁶³. Sans attendre le résultat de cet appel à la générosité de ses diocésains, associé à quatre chanoines Manoir, Floyd, Chantrel et Rouxel, Caffarelli avait déjà

homme, 12 p. et circulaire imprimée, 10 germinal an XII (probablement aux curés du diocèse et sans doute aussi jointe à la lettre pastorale précédente). L'article 23 des Organiques prévoyait l'organisation de séminaires mais n'impliquait de la part de l'Etat aucune obligation de subvenir pécuniairement à cette organisation. La loi du 23 ventôse an XII mit à la charge du budget des cultes les frais d'établissement et d'entretien des séminaires métropolitains seulement (DUVERGIER, t. XIV, p. 519). Un peu plus tard, en 1807, un décret impérial du 30 septembre créa dans les séminaires diocésains 2.400 bourses et demi-bourses d'Etat. Le séminaire de Saint-Brieuc fut compris pour 12 bourses et 24 demi-bourses. DUVERGIER, t. XVI, p. 216.

161. *Ibid.*, l'évêque de Saint-Brieuc au préfet des Côtes-du-Nord, 29 floréal an XI. TRESVAUX (abbé), *L'Eglise de Bretagne*, p. 303, dit qu'il était Lazariste et ancien supérieur du séminaire de Saint-Pol-de-Léon, émigré en Angleterre pendant dix ans. HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 53-54, l'apprecie « excellent ecclésiastique, d'un sens droit mais d'un caractère un peu dur » et le donne comme originaire de Montauban-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine). Caffarelli, dans la lettre citée plus haut, le mentionne aussi comme étant « ci-devant du diocèse de Rennes ». Boullé demanda des renseignements sur son compte à Monnier, préfet d'Ille-et-Vilaine, qui répondit le 3 germinal an XI. Louis-Luc Chantrel « a de la probité » et sa théologie est « très orthodoxe et aussi tolérante qu'elle peut l'être. Il a résisté à la Constitution du clergé... mais il n'a pris aucune part aux troubles politiques. » Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 12/1, Grand séminaire de Saint-Brieuc, le préfet d'Ille-et-Vilaine au préfet des Côtes-du-Nord.

162. TRESVAUX (abbé), *L'Eglise de Bretagne*, p. 309.

163. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 12/1, Grand Séminaire de Saint-Brieuc, lettre pastorale citée plus haut.

racheté (16 fructidor an XII) à Dhermitte l'ancien séminaire à l'aide de ressources personnelles et avec l'intention d'en faire donation au diocèse. Cette acquisition ne fut ratifiée que par le décret impérial du 19 août 1808. Entre temps il avait reçu par testament d'une dame Le Mée, en date du 14 décembre 1807, 6.000 francs pour son séminaire¹⁶⁴. Enfin le 9 janvier 1810 l'évêque acquit au prix de 15.000 francs la chapelle qui jusque-là avait servi de théâtre et cette opération fut ratifiée par le Gouvernement au mois d'août¹⁶⁵.

Le séminaire de Saint-Brieuc était double ; il comprenait ce que nous appellerions un grand et un petit séminaire, car c'est bien un petit séminaire « que ce pensionnat où l'on enseignera la langue latine, la grammaire française et la philosophie, destiné à fournir à ceux qui entreront dans la carrière théologique... des connaissances préliminaires qui en assureront le succès », qui s'ouvrit en vendémiaire an XIII. Nous verrons dans le chapitre sur l'Instruction publique ce qu'il advint lors de la création de l'Université impériale de cet établissement d'enseignement, concurrent redoutable de l'école secondaire. D'après l'évêque il comptait en 1810 plus de 200 élèves. Il y avait parmi eux des internes et des externes, les uns chez leurs parents, les autres chez des hôtes. Le prix de la pension annuelle des internes variait de 50 francs à 55 francs, certains élèves fournissaient eux-mêmes leur alimentation, plus 3 francs par mois pour frais d'éducation. Quant aux externes, un règlement spécialement rédigé pour eux montre à quel point l'esprit de l'école était encore curieusement archaïque et clérical. Les pensions sont surveillées par un préfet de discipline. La confession mensuelle et la communion fréquente sont de rigueur. Défense de sortir après la nuit fermée. « N'aller chez ses parents qu'à Pâques et aux grandes vacances ». « N'aller jamais à la baignade ni y assister ; cet article est le plus sévèrement défendu »... « Porter toujours les cheveux courts un peu desséchés par un grain de poudre, surtout les dimanches et fêtes, comme aussi le petit collet » ; au fur et à

164. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. 1^{er}, p. 331. Le chanoine Ruffelet lui légua sa bibliothèque.

165. Lettre pastorale de Mgr Caffarelli du 21 janvier 1810 provoquant des souscriptions en faveur des établissements d'instruction religieuse de son diocèse publiée par A. DUBOIS DE LA VILLERABEL, dans *L'École Saint-Charles de Saint-Brieuc*, Saint-Brieuc, 1891, 1 vol. in-8°, p. 104-110 d'après les Archives de l'évêché de Saint-Brieuc.

mesure qu'on achètera des vêtements ne les prendre que de couleur noire ¹⁶⁶.

Le régime des séminaristes du grand séminaire ou, comme on disait, des « théologiens » semble avoir été l'externat, ce qui dérouta nos idées modernes ; toutefois avant d'être promus au sacerdoce ils faisaient « à différentes époques une année de séminaire selon l'ancien usage ». Le prix de la pension variait de 1 fr. 25 à 1 franc par jour pour 9 mois, plus les frais d'étude ¹⁶⁷. En 1810, l'évêque estimait qu'il lui fallait des bâtiments pour 150 théologiens, mais il semble dire que ce chiffre n'est pas toujours atteint ¹⁶⁸. Il y avait parmi eux un certain nombre de boursiers du Gouvernement ; un décret impérial du 18 février 1808 en créa 9 à bourse entière et 20 à demi-bourse au séminaire de Saint-Brieuc. En 1811 nous trouvons 12 boursiers et 27 demi-boursiers ¹⁶⁹.

Le personnel enseignant du grand séminaire semble avoir compris outre le directeur, 2 professeurs choisis parmi les non-constitutionnels, l'un qui paraît spécialisé, à partir de 1811 du moins, dans la théologie dogmatique et l'histoire ecclésiastique, l'autre dans la théologie morale et l'explication de l'Ancien Testament. En 1808, l'un de ces professeurs est Brice ; en 1814 c'est Julien Renault, l'ancien secrétaire de l'évêque.

166. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 12/1, Grand séminaire de Saint-Brieuc, circulaire de l'évêque de Saint-Brieuc sur l'établissement du séminaire de son diocèse, Saint-Brieuc le 16 fructidor an XII. Imprimé, 4 p. et T, Collège de Saint-Brieuc, 1809-1815, règlement pour les écoliers externes du petit séminaire de Saint-Brieuc (non daté).

167. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 12/1, Grand séminaire de Saint-Brieuc, circulaire de l'évêque ... 16 fructidor an XII citée dans la note précédente. Ce règlement fut approuvé par décret impérial du 9 nivôse an XIII. Caffarelli l'avait envoyé à Portalis sans le communiquer au préfet. Boullé s'en plaignit mais le ministre des Cultes donna gain de cause à l'évêque, Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 12/1, le ministre des Cultes au préfet des Côtes-du-Nord, 25 pluviôse an XIII et surtout 27 ventôse an XIII. « Comme les règlements n'ont pour objet que des choses qui sont uniquement de discipline ecclésiastique, les évêques sont seuls chargés de leur exécution intérieure. Les préfets ne doivent point y concourir. » Sur l'application du monopole universitaire au petit séminaire de Saint-Brieuc, cf. le chapitre suivant, p. 553-556.

168. Lettre pastorale du 23 janvier 1810 reproduite par DUBOIS DE LA VILLERABEL et citée plus haut.

169. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 V 12/1, Grand séminaire de Saint-Brieuc, état des sommes à payer aux élèves du séminaire de Saint-Brieuc pour le 3^e trimestre de 1811. La bourse est de 400 francs. Sur l'institution des bourses dans les séminaires, cf. plus haut, p. 424, note 165.

Chantrel est remplacé, à la suite de démêlés avec Caffarelli dont nous ignorons le détail, à la fin de 1812, par l'abbé Vielle, originaire du diocèse de Noyon, grand ennemi du gallicanisme et du jansénisme, directeur spirituel et collaborateur de J.-M. de La Mennais, dans la famille duquel il avait vécu caché à Saint-Malo pendant la Terreur. Ce fut à partir de ce moment, semble-t-il, que les théories ultramontaines commencèrent à pénétrer au grand séminaire de Saint-Brieuc ¹⁷⁰.

Nous venons de constater à propos du séminaire la nécessité où s'était trouvé l'évêque de recourir à la bienfaisance privée pour subvenir aux dépenses causées par le recrutement de son clergé. C'est que les ressources matérielles qu'il avait à sa disposition étaient au début de son épiscopat surtout singulièrement exiguës. A la pénurie d'hommes correspond la pénurie de biens et d'argent.

On sait sur quels principes de stricte économie le Concordat et les Organiques avaient établi le budget des Cultes. Seuls les évêques et les curés avaient droit à un traitement du Trésor; les desservants devaient se contenter de la pension accordée par la Constituante aux ex-titulaires de bénéfices supprimés et du produit des oblations dont le tarif devait être arrêté par le préfet et l'évêque ¹⁷¹. Mais bientôt, le gouvernement consu-

170. Sur l'abbé Vielle, cf. *Semaine Religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, 1896, p. 13-14, 76-77 et 363-365, Notice, et LAVEILLE (Mgr), *J.-M. de La Mennais*, t. I^{er}, p. 150. « Il avait succédé à un prêtre vénérable que Mgr Caffarelli avait dû éloigner à cause de certains défauts choquants de caractère, M. Chantrel. » On peut se demander si cette phrase d'une habileté onctueuse et toute cléricale ne fait pas allusion à un antagonisme latent entre les tendances ultramontaines de l'évêque et les opinions nettement gallicanes de Chantrel. Celui-ci avait signé dès le 14 floréal an XI une adhésion expresse à la *Déclaration des Quatre Articles de 1862* (Archives Nat., F¹⁹ 830, Personnel des séminaires, Reims-Saint-Brieuc, l'évêque de Saint-Brieuc au ministre des Cultes, 14 décembre 1807) et Habasque nous dit formellement que c'est après le départ de Chantrel que les doctrines ultramontaines prévalurent au grand séminaire de Saint-Brieuc. » *Notions hist.*, t. II, p. 55.

Les *Ordo* du diocèse de Saint-Brieuc, Prud'homme, in-12, des années 1805, 1806, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812. 1813, 1814 contiennent des détails sur l'enseignement donné au grand séminaire. Voici par exemple le programme de l'année scolaire 1813 : « L'un des professeurs expliquera les *Traité*s de la Religion et de l'Eglise avec les trois premiers volumes des siècles chrétiens; l'autre professeur, les *Traité*s de la Pénitence, de la Justice et des Contrats, avec toutes les Epîtres des Apôtres, Daniel et les Petits Prophètes. »

171. DUVERGIER, t. XIII, p. 319 et 323-324. Cf. Ch. JOURDAIN, *Le budget des cultes en France depuis le Concordat*, Paris, 1859, 1 vol. in-8°; P. POULLET, *op. cit.*, p. 881-884; E. DUPONT, *La part des communes dans les frais du culte paroissial pendant l'application du Concordat*, Paris, 1906, 1 vol. in-12.

laire se relâcha de cette rigueur, en se déchargeant, il est vrai, sur les finances locales, départementales ou communales, du soin de procurer au clergé des ressources supplémentaires.

Déjà l'article 67 des Organiques portait que les conseils généraux des grandes communes pourraient sur leurs biens ruraux ou sur leurs octrois « leur (aux ministres du culte) accorder une augmentation de traitement si les circonstances l'exigent ». Et l'article 71 ajoutait « Les conseils généraux de département sont autorisés à procurer aux archevêques et évêques un logement convenable »¹⁷².

Un peu plus tard, un arrêté consulaire du 18 germinal an XI autorisa d'une manière explicite les conseils généraux à voter une augmentation de traitement aux évêques, vicaires généraux et chanoines; les conseils municipaux, à faire de même pour les curés et desservants¹⁷³. Caffarelli ne tarda pas à se prévaloir de ces textes pour tâcher de se procurer à lui et à son clergé un supplément de ressources. « A peine arrivé à Saint-Brieuc, écrit Pouhaër à Armez en messidor an X, il s'était informé auprès du préfet si l'intention du conseil général était d'augmenter son traitement; il lui fut répondu négativement en raison de la situation financière du département »¹⁷⁴. Quant à son logement, Caffarelli avait dû se contenter d'une installation de fortune d'abord dans la maison du chanoine Ruffelet, puis dans l'hôtel Gouyon-Thaumatz, Grande Rue, loué pour une somme de 1.500 francs par le département¹⁷⁵.

L'année suivante il revint à la charge. Le 17 floréal an XI il écrivit à Armez pour lui demander si le conseil général voulait bien recevoir sa visite, car il désirait avoir l'honneur de le saluer¹⁷⁶. Cette démarche avant tout destinée, comme on le pense, à flatter l'amour-propre des élus du département, fut suivie d'une seconde lettre mielleuse où l'évêque en venait à ce qu'on lui tenait à cœur; le vote de nouveaux crédits destinés à l'entretien du culte. Elle était ainsi rédigée : « Citoyens,

172. DUVERGIER, t. XIII, p. 323.

173. DUVERGIER, t. XIV, p. 186; POULLET et DUPONT, *op. cit.*

174. L. DUBREUIL, article de la *Révolution française*, t. LXXII, 1919, p. 26-27, déjà cité.

175. L. DUBREUIL, article de la *Révolution française*, t. LXXI, 1918, p. 540-542, déjà cité.

176. L. DUBREUIL, t. LXXII, p. 27.

le Gouvernement n'a pas cru que pour rétablir la religion il suffit de faire des lois qui en permettent et en réglissent l'exercice, mais il a encore préparé dans sa sagesse les moyens de l'environner de la pompe et de l'éclat qui lui conviennent et il veut pourvoir à l'honnête subsistance de ses ministres, afin d'inspirer aux peuples la vénération dont il est lui-même pénétré pour elle. Il a voulu associer le département, les communes ainsi que leurs conseils à ses vues religieuses : il les a chargées de l'honorable mission de veiller à l'entretien et à la réparation des églises et de pourvoir à tout ce qui était nécessaire à la décence du culte. Il a senti qu'il ne pouvait confier cette importante fonction à des mains plus sûres qu'à une administration qui, établie pour l'avantage des citoyens, parfaitement instruite de leurs besoins, animée du zèle le plus vif pour leur bonheur, regardera toujours comme son premier devoir de faire tout en faveur d'une religion, objet de leurs affections les plus chères, à une administration qui, plus rapprochée de ses administrés est plus à portée de connaître leurs besoins, leurs goûts, leurs inclinations et plus empressée à les satisfaire.

» Déjà, dans plusieurs départements, dans plusieurs communes, on s'est hâté de céder à l'impulsion du Gouvernement; des fonds ont été assignés, les temples sont réparés, le culte s'y exercera avec dignité et les ministres trouvent dans l'affection et la reconnaissance du peuple une subsistance honnête.

» Vous vous empresserez sans doute, citoyens, d'imiter de tels exemples; le Gouvernement l'attend de vous et votre réunion si désirée par les habitants de Saint-Brieuc sera dans leur souvenir une époque mémorable par le gage solennel que vous allez donner de votre respect et de votre attachement à la religion à laquelle ils tiennent si profondément parce qu'elle est leur bien le plus précieux.

» J'ai donc l'honneur de vous inviter, citoyens, à vous occuper de l'exécution de l'arrêté du 18 germinal an XI. Je ne prendrais pas cette liberté, si le conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes ne m'avait pas prié par sa lettre du 30 ventôse dernier de lui rendre compte d'une partie des résultats de votre délibération à ce sujet.

» J'ai l'honneur de vous saluer,

» J.-B. CAFFARELLI, évêque de Saint-Brieuc » 177.

Ce plaidoyer *pro domo* n'eut pas le succès qu'en attendait son auteur. La commission spéciale nommée par le conseil pour étudier la question déposa son rapport le 25 et conclut avant tout à la nécessité de faire des économies en raison du déficit énorme « sur la somme destinée à faire face aux dépenses variables de l'an XII ». Le conseil adopta cette manière de voir : en conséquence il refusa nettement toute augmentation de traitement à l'évêque, aux vicaires généraux et aux chanoines parce que « la nécessité d'une pareille mesure n'est pas justifiée ». Il maintint seulement un crédit de 3.000 francs pour l'ameublement de la maison épiscopale précédemment voté, et invita le préfet à acquérir pour 30.000 francs, tous frais compris, un immeuble destiné à servir définitivement d'évêché. Ajoutons-y 1.600 francs pour des réparations urgentes à la cathédrale et 3.000 francs pour l'achat d'objets nécessaires au culte destinés à la même église : là s'arrêta la munificence du conseil général des Côtes-du-Nord à l'égard de l'évêque¹⁷⁸. Caffarelli en éprouva un vif mécontentement ; il n'était pourtant pas au bout de ses déceptions.

L'année suivante, en germinal an XII, le conseil réduisit de 900 francs la demande faite par l'évêque pour le loyer de sa maison et refusa un crédit de 6.000 francs, pour les réparations de l'église cathédrale, le tout justifié par des considérants aigre-doux¹⁷⁹.

En l'an XIII, nouvelle demande de crédits présentée par le préfet pour réparations à l'église cathédrale. Nouveau refus de principe, « vu qu'il appartient à chaque commune de payer les grosses et menues réparations de son église », tempéré toutefois un peu plus tard, par le vote sous forme d'avances de la somme demandée, en raison du caractère très urgent des réparations. Mais l'assemblée, comme pour accentuer sa méfiance à l'égard de l'évêque, spécifiait « qu'il ne pourra sous aucun prétexte être distrait aucune partie de cette somme pour autre destination »¹⁸⁰.

Enfin le 11 floréal à l'occasion du rapport qui lui fut présenté relativement au chapitre 2 du Titre III du budget départe-

178. L. DUBREUIL, d'après Archives Nat., Flev, Côtes-du-Nord, 1, t. LXXII, p. 28-29.

179. *Ibid.*, p. 30.

180. *Ibid.*, p. 31.

mental (frais de culte), l'assemblée s'exprima avec une netteté et une précision ne laissant aucun doute sur ses sentiments. Après avoir rappelé que les augmentations de traitement à accorder aux évêques, vicaires généraux et chanoines, les frais de loyer et d'ameublement des maisons épiscopales, ceux de réparations des églises cathédrales constituaient aux termes du Concordat et des Organiques des dépenses essentiellement facultatives pour les départements et non point obligatoires, les conseillers généraux décochaient à l'insatiable Caffarelli qui avait quémandé diverses indemnités, quelques vérités déplaisantes au sujet de ses prétendus besoins d'argent. Le rapport de la commission adopté par le conseil rappelait que ce prélat était logé dans une des plus belles maisons de la ville « qu'il a achetée et ameublée depuis peu, et où il a établi son séminaire diocésain. »

Qu'il avait « payé le prix de cette acquisition du produit des recettes d'une espèce de caisse ou économat qu'il a établie sous le titre d'association de charité, sur un plan rédigé en forme de règlement d'administration publique, recettes qui, dit-on, s'élèvent de 12.000 à 15.000 francs par semaine.

» Quant au supplément de traitement et à l'indemnité des frais de secrétariat et de tournées de visites, l'on se permettra d'observer : qu'un traitement de 10.000 francs doit suffire à un ecclésiastique, puisque avec cette somme l'on gage des magistrats pères de famille et pour la plupart chargés de beaucoup d'enfants.

» Que les frais de secrétariat et de tournées de visites doivent être plus que couverts par les taxes proportionnelles imposées à ceux qui croient devoir s'adresser à la chancellerie épiscopale pour obtenir des dispenses de parenté et de bans pour se marier, des permissions d'ondoyer, de faire gras, enfin par la prestation annuelle de 50 francs exigée pour donner la permission d'exercer des fonctions religieuses dans les chapelles particulières.

» Toutes ces considérations portent la commission à penser qu'il n'y a lieu à délibérer dans l'état sur les demandes respectives qui font l'objet de ce rapport. Le conseil général après avoir délibéré sur le rapport ci-dessus arrête qu'il n'y a lieu à délibérer... »¹⁸¹.

181. L. DUBREUIL, t. LXXII, p. 32-36.

Le conseil persista dans son refus en 1806 et en 1807 ; à la fin de l'Empire, bien que les sommes disponibles votées dans les dernières années s'élevassent à 42.000 francs, la question de l'installation définitive de l'évêque restait toujours pendante. Caffarelli dut se contenter jusqu'à la fin de sa vie d'occuper comme locataire les appartements médiocrement confortables, prétendait-il, de l'hôtel Gouyon-Thaumatz, qui ne comprenaient ni antichambre ni local assez vaste pour son secrétariat et sa bibliothèque ¹⁸².

Les curés furent un peu plus heureux que l'évêque ; certains conseils municipaux consentirent à voter des indemnités assez importantes. Ce fut le cas de celui de Lamballe ; à Quintin, à Dinan, à Guingamp, par contre, la proposition essuya un refus catégorique. A Saint-Brieuc, le conseil estima le traitement des curés suffisant ; il se borna à allouer 1.600 francs aux vicaires des deux paroisses ¹⁸³.

Pour les desservants, un tarif d'oblations très modique fut arrêté par l'évêque et ratifié par le préfet le 20 vendémiaire an XI ¹⁸⁴. Mais quant au supplément de traitement à recevoir des communes, celles-ci, sauf les grandes, mirent peu d'empressement à les consentir : ainsi dans l'arrondissement de Lannion, la plupart des conseils ne délibèrent même pas sur cet objet ¹⁸⁵. Ce peu d'empressement ne fut du reste pas particulier aux Côtes-du-Nord ; il se manifesta dans la plupart des départements français, si bien que Napoléon dut se résigner, comme on sait, à instituer pour les malheureux desservants un traitement d'État dans 24.000 communes, chiffre porté plus tard à 30.000. Dans ce chiffre global, les Côtes-du-Nord furent

182. L. DUBREUIL, t. XXII, p. 36.

183. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-an XII), séance du 23 thermidor an XI. Archives mun. de Lamballe, D, Registre de délibérations du conseil (an IX-an XII), fol. 68-70, séance du 5 prairial an XI; Archives mun. de Quintin, *Id.* (an IX-an XII), fol. 34, séance du 9 prairial an XI; Archives mun. de Dinan, *Id.* (an IX-1810), fol. 56-57, séance du 25 floréal an XI; Archives mun. de Guingamp, *Id.* (an IX-1807), fol. 53, séance du 24 floréal an XI.

184. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 132, Arrêtés du préfet concernant les cultes (an X-1808), fol. 57, arrêté du 20 vendémiaire an XI.

185. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Arrondissement de Lannion : traitement des desservants.

comprises pour 230 communes, puis 235; 62 communes continuèrent d'être grevées de l'entretien de leur « recteur »¹⁸⁶.

D'autre part, les églises étaient en général, au sortir de la Révolution, en piteux état ainsi qu'en témoigne un tableau envoyé à Portalis en pluviôse an X. On a vu plus haut le délabrement de la cathédrale; dans l'arrondissement de Saint-Brieuc, d'après le document en question, plus de la moitié des églises paroissiales sont indiquées comme ayant besoin de grosses réparations (de ce nombre, Saint-Michel de Saint-Brieuc) et quelques-unes même sont presque en ruines, ainsi, la collégiale de Quintin et Notre-Dame de Lamballe.

Dans l'arrondissement de Dinan la situation est un peu plus satisfaisante : un certain nombre d'églises portent la mention « en assez bon état ». Pourtant celle de Broons, Saint-Malo de Dinan, la collégiale de Matignon sont fortement délabrées. Dans l'arrondissement de Guingamp beaucoup sont en « mauvais état » et même « en très mauvais état »; il en est de même dans celui de Loudéac. L'arrondissement de Lannion est moins mal partagé : Saint-Jean-du-Baly et la cathédrale de Tréguier sont « en assez bon état »¹⁸⁷.

Les cloches des églises du département avaient été transportées sous la Révolution au dépôt de Rostrenen : il y en avait 7 à 8.000. Caffarelli parvint à s'en faire restituer 2 à 3.000; les autres étaient hors de service. Il récupéra aussi un certain nombre de vases et ornements sacrés¹⁸⁸.

La question du logement des ecclésiastiques soulevait de grosses difficultés. L'évêque, comme on l'a dit plus haut, l'éprouva personnellement. Ses subordonnés n'étaient pas plus avantagés à cet égard : parmi les presbytères, en effet, quelques-uns avaient été vendus, d'autres mis à la disposition des instituteurs primaires. C'était le cas, par exemple, de ceux

186. Décrets du 11 prairial an XII et du 5 nivôse an XIII, complétés par celui du 30 septembre 1807. Cf. DUVERGIER, t. XV, p. 23-24 et 139 et t. XVI, p. 212-213; P. POULLET et E. DUPONT, *op. cit.* et Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Desservants (an XII-1814), état des communes auxquelles sera appliqué l'article 2 du décret impérial du 9 nivôse an XIII.

187. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Organisation du culte (an X), état des édifices servant au culte (par arrondissements), an X et Portalis au préfet des Côtes-du-Nord, 17 nivôse an X.

188. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Organisation du culte, Cloches et mobilier, le ministre des Finances au préfet des Côtes-du-Nord, 29 mai et 11 septembre 1807 et l'évêque de Saint-Brieuc au préfet, 26 pluviôse an XI et 2 pluviôse an XIII.

de Dinan ; d'autres étaient occupés par les municipalités qui s'en servaient comme de mairies. Il fallut les faire rendre aux curés et desservants ; ce ne fut pas chose aisée. Dès germinal an XI, le préfet mit les maires en demeure de fournir à ceux-ci un logement convenable et le cas échéant d'évacuer ou de réparer les presbytères. Beaucoup se firent tirer l'oreille, ainsi que le constate une nouvelle circulaire du 10 messidor an XII ¹⁸⁹.

En 1811, environ 70 paroisses du département, parmi lesquelles les deux paroisses de Saint-Brieuc, Paimpol, Matignon, n'avaient pas encore de presbytère et ceux de l'arrondissement de Guingamp « laissaient beaucoup à désirer » ¹⁹⁰. Cependant, malgré toutes ces difficultés, l'Eglise recouvrait peu à peu ses ressources traditionnelles. Le décret du 7 thermidor an XI restitua aux paroisses les biens et rentes non aliénés qu'elles possédaient avant la Révolution ¹⁹¹. On trouvera dans l'ouvrage de L. Dubreuil un état approximatif dressé par lui, par anciens districts, des biens rendus aux fabriques dans le département des Côtes-du-Nord ¹⁹².

Pour les administrer, le même décret créa des fabriques, prévues du reste par l'article 76 des Organiques, composées de trois membres nommés par le préfet sur présentation d'une double liste formée par des curés et des maires ¹⁹³. Ce fut encore l'occasion d'un conflit avec l'évêque. En effet, la lettre du ministre accompagnant le décret n'arriva à Saint-Brieuc

189. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, 1 V 4/1, Eglises et Presbytères, circulaire imprimée du préfet des Côtes-du-Nord aux maires du département, 10 messidor an XII.

190. *Ibid.*, tableau des communes manquant de presbytère, 1811 et rapport de la commission nommée pour dresser la liste des presbytères et églises du diocèse demandant des réparations adressé à S. E. le ministre de l'Intérieur, Comte de l'Empire, 2 décembre 1811. La commission nommée d'après la circulaire du ministre du 19 juillet 1810, comprenait Caffarelli, Le Gorrec, procureur impérial et J.-B. Morice, ces deux derniers, membres du conseil général

191. DUVERGIER, t. XIV, p. 358-359. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 880-881.

192. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 606-610. Revenu par district. Saint-Brieuc : 486 fr. 20; Broons : 1.383 fr. 05; Dinan : 1.864 fr. 10; Guingamp : chiffre manquant; Lamballe : 104 fr. 80; Lannion : chiffre manquant; Loudéac : 704 fr. 95; Pontrieux : 2.136 fr. 70; Rostrenen : 529 fr. 55. L. Dubreuil estime qu'au total l'Eglise a perdu plus qu'elle n'a récupéré et que l'Empire s'est borné à lui rendre « le strict minimum ».

193. DUVERGIER, t. XIII, p. 324.

que le 12 fructidor. Boullé chargea aussitôt les sous-préfets de réunir les listes de leurs arrondissements respectifs et de les lui envoyer avec des renseignements sur les sujets proposés. Les maires se montrèrent extrêmement négligents, si bien qu'à la fin de vendémiaire an XII le préfet n'avait encore rien reçu. Mais il avait appris entre temps par le sous-préfet de Loudéac que, le 15 de ce mois, le curé de Plouguenast « avait écrit au citoyen Gallais, trésorier de l'église, pour lui annoncer que, d'après les ordres qu'il a reçus de l'évêque, il a nommé trésoriers les citoyens Mathurin Gorin et François Gautier et l'inviter à leur rendre les comptes de la gestion qu'il a faite des revenus de la fabrique ». Ainsi il était évident que l'évêque, interprétant à sa guise l'article 76 des Organiques et sans se soucier du nouveau décret, avait déjà nommé de son chef tout un personnel de fabriciens qui ne serait très probablement pas celui que le préfet se proposait d'instituer. Boullé s'émut et fit aussitôt défense aux marguilliers nommés par le curé de Plouguenast, de s'immiscer dans « l'administration temporelle de l'église » et aux « trésoriers de rendre compte à d'autres qu'aux marguilliers qui seront nommés conformément à l'arrêté du 7 thermidor »¹⁹⁴. Après quoi, selon son habitude, il en référa à Paris¹⁹⁵. Selon son habitude aussi, le Gouvernement n'osa pas lui donner complètement raison. Pour se tirer d'affaire, le ministre de l'Intérieur introduisit un subtil « *distinquo* » : il fallait, selon lui, ne pas confondre deux sortes de fabriques : les unes, celles prévues par l'article 76, qui devaient « veiller aux besoins des églises et administrer le produit éventuel de tout ce qui peut se percevoir dans les temples pour pourvoir aux frais journaliers du culte » étaient à la nomination de l'évêque seul ; les autres, celles du décret de thermidor an XI, qui « ne seront chargées que de gérer les biens fonds et les rentes qui sont restituées aux fabriques » étaient à la nomination du préfet¹⁹⁶. Conformément à cette

194. L. DUBREUIL, *Un évêque concordataire...* t. LXXII, p. 23, d'après Archives Nat., F¹⁹ 418.

195. *Ibid.*

196. *Ibid.*, cf. E. DUPONT, *La part des communes dans les frais du culte paroissial...*, p. 69-70.

La question posée par le préfet des Côtes-du-Nord aurait été soumise par le ministre de l'Intérieur à Portalis et la réponse à Boullé s'inspire de cette consultation.

doctrine juridique, le préfet, dans le courant de vendémiaire an XII, organisa à sa convenance les fabriques « extérieures » des paroisses du département. Parmi les marguilliers appelés à en faire partie, citons : à Saint-Etienne de Saint-Brieuc, Huet-Brangolo, Jacques Beuscher et Louis Prud'homme ; à Saint-Michel de la même ville, Louis Sébert, François Jouanin et Célestin Damar-Villeneuve ; à Lamballe, Fichet-Duportal, Louis Blanchet et Pierre Plesse Saint-Mirel ; à Saint-Sauveur de Dinan, Gesbert, Thébault et Herpin ; à Saint-Malo de la même ville, Baignoux, Urvoy Saint-Mirel et Dutertre père ; à Guingamp, Jacques Anfray, Alexandre Garlan et Dupleix-Cadignan jeune ; à Lannion, Charles Le Bricquir, Jacques Le Bonder et Gabriel Gancel ; à Tréguier, Bizien du Lézard, Dieuleveult et Yves Le Bozec ; à Loudéac, Julien Lansard, Jules Quérangal et François Pasco, tous recrutés dans la bourgeoisie aisée et parmi les fonctionnaires¹⁹⁷. Les marguilliers des fabriques intérieures furent définitivement institués par règlement épiscopal du 10 nivôse an XII¹⁹⁸ : nous n'en avons malheureusement pas retrouvé la liste. En décembre 1810, fabriques « extérieures » et fabriques « intérieures » furent réunies en vertu du décret impérial du 30 décembre 1809. Les nouvelles fabriques comprenaient 9 membres dans les paroisses au-dessus de 5.000 habitants, 5 dans les autres, nommés en partie par le préfet, en partie par l'évêque¹⁹⁹. En décembre 1810, l'ancien personnel en fonctions fut presque partout conservé par le préfet, notamment à Saint-Michel de Saint-Brieuc, Dinan, Guingamp, Lannion²⁰⁰. Anciennes et nouvelles fabriques géraient le patrimoine des paroisses sous l'étroite tutelle administrative du préfet se traduisant par de fréquents arrêtés émanés, soit du préfet lui-même, soit du préfet séant en conseil de préfecture et par d'innombrables lettres (réparations aux églises, presbytères, aliénations et

197. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 131, Arrêtés du préfet relatifs aux nominations de marguilliers (an XII-1808).

198. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Conseils de fabrique, arrêté du préfet du 3 décembre 1810.

199. DUVERGIER, t. XVI, p. 496-506. Cf. P. POULLET et E. DUPONT. *op. cit.*

200. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Conseils de fabrique, arrêtés préfectoraux du 3 décembre 1810 et 3 K 133, Arrêtés du préfet relatifs aux cultes (1808-1823).

échange d'immeubles, recherches de rentes, etc...). Ces lettres ne remplissent pas moins de six registres dans la correspondance de Boullé depuis 1806 jusqu'en 1814 ²⁰¹.

Après avoir ainsi passé en revue le personnel du diocèse de Saint-Brieuc et les ressources matérielles dont l'évêque dispose au lendemain du Concordat, il nous reste à voir quels usages il va en faire; en d'autres termes, comment va fonctionner le régime concordataire qui associe si étroitement l'Eglise et l'Etat, le clergé et les fonctionnaires ?

Commençons par Caffarelli lui-même. Personnellement et extérieurement celui-ci manifeste un loyalisme absolu, on pourrait dire presque excessif. Telle est l'impression qui se dégage de la lecture de ses mandements. Celui du 23 thermidor an X, ordonnant un *Te Deum* en actions de grâces du sénatus-consulte qui instituait le Consulat à vie, comparait la Constitution de l'an X à la création du monde. Ne visait-elle pas à établir sur les institutions « cette immutabilité qui caractérise toutes les lois de la divinité et établit dans l'univers l'harmonie la plus admirable » ? Aussi les sénatus-consultes qui viennent d'être publiés, « en fixant sans retour l'autorité du Gouvernement dans les mêmes mains, en déterminant un mode de succession simple et facile, tendent à affermir la Constitution de ce vaste état, à tranquilliser tous ceux qui aiment l'ordre et la paix et à rassurer nos alliés. »

D'autre part, il était juste que la nation témoignât sa reconnaissance à ce degré « à ce guerrier valeureux qui l'a élevée à un si haut point de gloire, qui a conclu avec ses ennemis des traités si avantageux, qui a éteint les troubles et dissipé les factions » ²⁰². Le mandement du 29 prairial an XI, au lendemain de la rupture de la paix d'Amiens, est une violente diatribe contre l'Angleterre, qui transpose en style biblique les invectives des *Bulletins et Proclamations*. « Une nation rivale, jalouse de notre prospérité renaissante, infidèle aux

201. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 13² et 3 K 13³, Arrêtés du préfet relatifs aux cultes (an X-1823) et 2 M 80-2 M 85, Correspondance générale du préfet relative à l'administration des biens communaux et de fabrique (18 vendémiaire an XIV-8 mars 1819).

202. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Mandements de Caffarelli, mandement de M. l'Evêque de Saint-Brieuc qui ordonne qu'il sera chanté un *Te Deum*... en actions de grâces des sénatus-consultes qui nomment les consuls à vie, 23 thermidor an X, Saint-Brieuc, imprimerie Prud'homme.

traités qu'elle avait conclus a, sans aucune déclaration de guerre repris les armes... Enflée d'un cours de prospérité qui a fortifié son orgueil, comme Tyr, dont l'Esprit-Saint reprend la vanité avec tant de force, elle voudrait retenir dans son alliance ou dans sa dépendance toutes les puissances maritimes..., « pleine de sa prétendue sagesse, fière de ses richesses immenses qu'elle a amoncelées comme la boue des rues », elle se croit imprenable... Il fallait pour satisfaire son ambition que la France manquât à la foi de ses traités... qu'elle se jouât des puissances garantes et qu'après avoir accepté les troupes qu'elles promettaient pour assurer l'indépendance de l'île de Malthe, on les refusât et on livrât à l'ennemi du commerce du monde une place qui assurerait son despotisme; il fallait que notre industrie rendue aussi faible que celle du peuple de Dieu dans des temps d'affliction fût anéantie, ou au moins tributaire de la sienne. De pareilles prétentions étaient incompatibles avec la gloire du nom français...

» Jugez-nous, Seigneur, prenez notre défense contre une nation qui méconnaît les droits de l'équité... Autrefois, lorsque nous vous avons abandonné, lorsque votre culte était outragé, vous nous avez donné la victoire..., aujourd'hui, ô mon Dieu, que nous sommes revenus à vous dans la sincérité de notre cœur..., que ne devons-nous pas attendre de votre protection ? »

Pour finir, un habile appel à la concorde et un net désaveu de la chouannerie et de son alliance avec l'étranger. « N'ayons tous qu'un même sentiment, alors notre ennemi s'efforcera vainement de nous séduire, vous ne vous laisserez pas éblouir par l'éclat de ses trésors, ni tromper par l'hypocrisie de ses promesses... Une triste expérience a appris qu'il est encore moins prodigue de son or que du sang de ceux qui servent ses desseins... Plaines de la Vendée, champs de Quiberon, déposez ici contre notre ennemi ! La voix du sang de nos frères crie de la terre contre le ciel et demande vengeance contre lui » ²⁰³. Le 5 ventôse an XII, après la découverte de la conspiration de Cadoudal, nouveau mandement prescrivant des prières

²⁰³ *Ibid.*, mandement ... pour demander à Dieu, par des prières publiques, la prospérité des armes de la République, 29 prairial an XI, *idem*. Cf. *Moniteur* du 8 messidor an XI, Extraits de mandements d'évêques relatifs à la guerre avec l'Angleterre.

publiques à Dieu pour avoir préservé « malgré les projets des méchants, cette tête précieuse sur laquelle reposent les destinées de la France » ²⁰⁴. Le 18 prairial de la même année, à l'occasion de la proclamation de l'Empire, l'évêque explique à ses diocésains l'excellence du gouvernement monarchique, « le plus parfait de tous les gouvernements..., sans contredit, puisque c'est celui qui se rapproche davantage du plan et de la marche du Père commun des hommes dans la conduite de l'univers » ... D'ailleurs, serait-ce à des hommes si longtemps témoins et victimes des maux affreux que traîne à sa suite une désastreuse anarchie, ou que produit la domination toujours orageuse et souvent injuste de perfides agitations... qu'il faudrait vanter les avantages précieux d'un ordre de choses dans lequel les délibérations sont les plus sages et les plus secrètes, le concours au bien public, le plus sûr et le plus unanime, les force pour l'exécution, les plus actives et les plus puissantes ?

... « Ne redoutez plus, Nos Très Chers Frères, le retour de ces jours de deuil et de calamités... Le héros, que le Seigneur suscita du fond de l'Orient et que des bords du fleuve d'Egypte sa main puissante conduisit au travers des flots pour en faire le libérateur de son peuple, n'est plus un magistrat investi d'un pouvoir précaire pour juger Israël, sous le palmier d'Ephraïm » ²⁰⁵.

Même note, encore accentuée, le 14 nivôse an XIII, à propos du sacre : « Si déjà par les biens qu'il avait procurés à la France, si déjà par l'autorité morale dont il était investi, Napoléon avait des droits à notre reconnaissance et à notre respect, combien plus ne mérite-t-il pas aujourd'hui notre amour et notre vénération ? Il est l'oint du Seigneur, il est l'homme de sa droite... c'est par lui que la Providence gouverne l'Empire français ; résister à ses ordres, ce serait résister à l'ordre de Dieu, porter atteinte à son autorité... ce serait renverser ce que Dieu a établi. » Ce sont à peu de choses

204. *Ibid.*, mandement ... qui ordonne des prières publiques en actions de grâces de la découverte de la conspiration contre le Gouvernement, 5 ventôse an XII.

205. *Ibid.*, mandement ... qui ordonne des prières publiques et des actions de grâces à rendre à Dieu pour l'avènement de Napoléon-Bonaparte à la dignité héréditaire d'Empereur des Français, 18 prairial an XII.

près les termes de la VII^e leçon du *Catéchisme de l'Empire* qui allait devenir obligatoire l'année suivante ²⁰⁶.

En 1806, Caffarelli ne se contenta pas de célébrer par la plume le régime impérial dans un mandement relatif à l'institution de la Saint-Napoléon ²⁰⁷; il le glorifia encore par la parole. En décembre, à la suite d'instructions de Portalis, il monta en chaire et prononça un long sermon sur le devoir militaire et la morale chrétienne; le but avéré de ce discours était de préparer l'opinion publique à la levée par anticipation des conscrits de 1807, rendue nécessaire par la prolongation de la campagne de Prusse. A grand renfort de citations des *Juges* et des *Macchabées* il y fulminait contre cette « piété timide », qui « cherche à se soustraire aux occupations du monde les plus légitimes et redoute surtout le tumulte des camps » et justifiait d'une façon grossièrement sophistique ce patriotisme belliqueux par la charité chrétienne ²⁰⁸. Ce sermon fut imprimé et envoyé aux curés et desservants à titre d'indication ²⁰⁹.

Trois ans plus tard s'ouvre la seconde campagne d'Autriche. Napoléon qui commence à voir pâlir son étoile dans la désastreuse entreprise d'Espagne et qui, par surcroît, s'est engagé dans sa lutte contre la Papauté, éprouve le besoin de s'assurer du dévouement et de la fidélité de « son clergé ». Le 13 juillet 1809, le lendemain même de l'armistice^c de Znaïm, sept jours

206. *Ibid.*, mandement ... qui ordonne qu'on chantera un *Te Deum* en actions de grâces du sacre de Sa Majesté Impériale, 14 nivôse an XIII.

Caffarelli avait été fait chevalier de la Légion d'honneur quelques mois auparavant par décret du 16 messidor an XII (5 juillet 1804). Cf. *Etat général de la Légion d'honneur depuis son origine*, publié par le Grand Chancelier Lacépède, Paris, 1814, 2 vol. in-12, t. II, p. 103.

207. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Mandements de Caffarelli, mandement du 25 juin 1806.

208. Discours prononcé le 1^{er} dimanche de décembre 1806 dans la cathédrale de Saint-Brieuc, par Mgr Caffarelli, évêque de Saint-Brieuc. Saint-Brieuc, Prud'homme, 30 p. (Bibl. mun. de Saint-Brieuc).

209. *Ibid.*, avec une lettre aux curés et desservants ainsi conçue : « Tout ce qui est un devoir pour les fidèles doit être la matière de vos instructions. Le Gouvernement n'en sera que plus fortement porté à favoriser et soutenir la religion catholique, lorsqu'il verra que ses ministres inspirent au Peuple ces sentiments de respect et de soumission pour le Prince dont se sont toujours glorifiés les chrétiens.

« Cependant, Monsieur, en cherchant à entrer dans les vues du Gouvernement, vous devez régler vos démarches sur la prudence. Dans le diocèse de Saint-Brieuc, l'on n'a jamais apporté d'obstacle à la conscription ... il n'est pas de pays où l'on compte moins de déserteurs ... Il pourrait arriver que l'excès des précautions nuisît au bien que vous voudriez faire. »

après l'arrestation de Pie VII, par lettre circulaire, il demande aux évêques de l'Empire des prières pour la paix ²¹⁰. Caffarelli s'exécuta par mandement du 31 du même mois. C'est un morceau d'éloquence très curieux où sous le voile des dithyrambes de style à l'adresse du vainqueur « d'Enzersdorf et de Wagram » perce plus d'une allusion au conflit de l'Empereur et du Pape.

« Le plus beau titre de gloire de Napoléon, plus encore que d'avoir gagné cent batailles, n'est-ce-pas, s'écrie l'évêque de Saint-Brieuc, d'avoir restauré la religion catholique en France de manière qu'elle soit conservée dans toute son intégrité et qu'elle jouisse en toute liberté de la plénitude de ses droits (discours du Premier Consul au clergé de Milan du 5 juin 1800) ? Il sait en effet et il aime à reconnaître « que les intérêts spirituels dont le gouvernement est confié à l'Eglise de Dieu sont immuables, qu'il est des vérités éternelles qu'on ne peut jamais confondre avec les intérêts temporels qui changent suivant les circonstances et la politique du temps » (décret de Sa Majesté du 17 mai 1809).

» Ah ! prions donc, Nos Très Chers Frères, prions qu'il puisse, enfin, amener à sa perfection cette grande œuvre si chère à son cœur ! Il l'a déjà heureusement en partie atteinte. En effet, dans combien de contrées n'a-t-il pas rétabli par sa puissante médiation l'exercice de la religion catholique autrefois pros-crite ou du moins comme étrangère au gouvernement et un titre d'exclusion de toutes les places de l'Etat ? Combien de catholiques dans les vastes contrées de l'Allemagne et de la Hollande ne lui doivent point aujourd'hui le bonheur de pouvoir servir à la fois et leur Dieu et leur Souverain ?

» Et nous, Nos Très Chers Frères, pourrions-nous jamais oublier que suivant l'engagement qu'il en avait pris auparavant envers le clergé d'Italie (discours du Premier Consul au clergé de Milan, le 5 juin 1800), que c'est à lui que la France doit sa réconciliation avec le chef de l'Eglise, avec la chaire de saint Pierre « ce centre de l'unité catholique » (saint Cyprien au Pape Corneille), « cette pierre sur laquelle est bâtie l'Eglise

²¹⁰. *Correspondance de Napoléon*, t. XIX (14 mai 1809-15 octobre 1809), p. 281.

²⁸². Lettre circulaire aux évêques de l'Empire, 13 juillet 1809. Cf. *Moniteur*, 21 juillet 1809. Rappelons à cette occasion que Caffarelli avait été fait baron de l'Empire l'année précédente, en date du 21 septembre 1808, cf. E. CAMPARDON, *Liste des membres de la noblesse impériale*, p. 35.

de Dieu » (Mathieu, XVI, 18) cette Eglise en un mot, mère et maîtresse de toutes les Eglises (Concile de Trente, session 7, canon 3), dont chacun est obligé d'embrasser « la foi et la communion » (Profession de foi du clergé de France assemblé à Melun en 1579 et dont on ne saurait se séparer, nous dit saint Cyprien, « sans renoncer à la glorieuse qualité d'enfant de Dieu » (De l'unité de l'Eglise).

» En effet, Nos Très Chers Frères, « c'est la promesse de Jésus-Christ, nous dit le célèbre Bossuet, l'organe de l'Eglise gallicane que nous sommes guidés dans l'inviolable attachement à cette chaire, la source de l'unité, le chef de l'épiscopat, à cette chaire qui ne connaît point d'hérésie (Discours de M. Bossuet à l'ouverture de l'Assemblée de 1682).

» Pénétrés de ces sentiments qui furent toujours la gloire de l'Eglise gallicane, nous nous écrirons donc avec le même prélat : « Sainte Eglise romaine, mère de toutes les Eglises et de tous les fidèles, Eglise choisie de Dieu pour unir ses enfants dans la même foi, etc... »

Voilà, Très Chers Frères, quelle a toujours été la foi de l'Eglise, ce qu'elle a cru à travers les révolutions des âges et les vicissitudes des événements. Voilà des principes dont notre auguste monarque nous garantit lui-même l'inviolabilité lorsqu'il repousse les erreurs de ces sectaires qui confondant tous les intérêts ont regardé ceux de la religion catholique comme incompatibles avec l'indépendance des trônes » (Lettre de l'Empereur)²¹¹. Ces audacieuses citations d'une irréprochable orthodoxie ultramontaine, encore que quelques-unes fussent habilement empruntées à des discours où des écrits de l'Empereur lui-même, cette évocation de Bossuet et du sermon sur l'Unité de l'Eglise déplurent fort à Napoléon, ou plutôt quelqu'un, Fouché peut-être, les lui signala. Une phrase en particulier, nous ne savons pas laquelle, parut « douteuse ». Il est possible qu'il en témoigna son mécontentement à Bigot de Préameneu, dans une lettre qui n'a point été publiée dans la *Correspondance* ni dans les *Suppléments*. Il est probable aussi que le ministre des Cultes, toujours porté à prendre la défense

²¹¹. Archives Nat., AFIV*, Registres 86-89, Mandements d'évêques, 86 mandements d'évêques en actions de grâces des batailles d'Enzersdorf et de Wagram. Par diocèse. Saint-Brieuc, 31 juillet 1809. Les références entre parenthèses sont bien entendu de Caffarelli lui-même.

de ses subordonnés, parvint à conjurer l'orage naissant, en donnant de la phrase en question une interprétation à peu près satisfaisante.

C'est du moins ce qui semble résulter d'une lettre de l'Empereur datée de Schönbrunn, 3 octobre, et adressée à ce même ministre. « Monsieur Bigot de Préameneu, en lisant l'ensemble du mandement de l'évêque de Saint-Brieuc, je pense comme vous. La phrase qu'on m'avait mise sous les yeux m'avait paru douteuse; cela prouve le danger d'isoler des passages. Il me semble que le mandement est bon. » On voit que Napoléon, le cas échéant, ne demandait pas mieux que de se laisser crever les yeux « agréablement », surtout en matière de police des Cultes ²¹².

Un mois plus tard, après la paix de Vienne et la nouvelle lettre de l'Empereur aux évêques (6 novembre 1809) ²¹³; nouveau mandement de Caffarelli. Cette fois, probablement mis au courant de l'impression produite sur le maître par sa lettre précédente, l'évêque de Saint-Brieuc se montre d'une prudence et aussi d'une insignifiance parfaites. Les banalités de circonstance sur la gloire du grand homme et les bienfaits de la paix victorieuse constituent tout le contenu de cette pastorale : on y cherchait en vain la plus petite allusion aux événements de Savone, ni même au conflit toujours pendant entre Pie VII et Napoléon ²¹⁴.

Même, par surcroît de précaution et sans doute pour prévenir tout écart de langage de la part des prédicateurs imprudents, le mandement se termine en guise de post-scriptum par l'avis suivant aux curés et desservants : « Quand vous croirez devoir appeler quelques ecclésiastiques pour exercer dans votre église le ministère de la prédication, vous devez préalablement m'écrire pour demander l'autorisation nécessaire; nous révoquons tous pouvoirs et toute faculté particulière que nous

212. *Correspondance de Napoléon*, t. XIX, p. 547, Napoléon au comte Bigot de Préameneu, ministre des Cultes à Paris, Schönbrunn, 3 octobre 1809. Sur le rennais Bigot de Préameneu qui remplaça Portalis le 4 janvier 1808, cf. l'article Bigot de Préameneu de la *Grande Encyclopédie* et A. NOUGARÈDE, *Notice sur la vie et les travaux de M. le Comte Bigot de Préameneu*, Paris, 1843, in-8°.

213. *Correspondance de Napoléon*, t. XX (16 octobre 1809-31 juillet 1810), p. 33.

214. Archives Nat., AFiv*, 87, Mandements d'évêques sur la paix conclue avec l'Autriche, Saint-Brieuc, 20 novembre 1809

pourrions avoir donnés à ce sujet à MM. les curés et desservants »²¹⁵.

L'année suivante, 1810, est celle du mariage de Napoléon avec Marie-Louise, et, en novembre, la grossesse de la nouvelle impératrice est officielle. Une lettre de l'Empereur non reproduite dans la *Correspondance* demande à ce sujet des prières aux évêques, (11 novembre), Caffarelli s'exécute aussitôt dans un mandement daté du 19. Même creuse rhétorique, même circonspection que précédemment. « C'est un de ces dons signalés que Dieu réserve pour récompenser la piété des peuples, assurer la tranquillité des Etats et affermir l'empire des lois. Chacun de nous voyait avec satisfaction la paix et le calme dont il jouissait, chacun espérait couler le reste de ses jours dans la tranquillité; sous un gouvernement sage et ferme la prévoyance la plus craintive ne pouvait entrevoir aucun sujet de trouble et d'agitation. Aujourd'hui, nous étendons nos espérances et nous pouvons nous flatter de transmettre à nos neveux des biens aussi précieux.

» Ils seront heureux comme nous, ils vivront comme nous dans le calme et la paix, ils goûteront comme nous les douceurs d'un gouvernement ferme et juste. Ainsi Dieu pour ajouter à notre bonheur nous montre en quelque façon celui de nos descendants. »

.....
» Nous demanderons au Seigneur de prévenir de ses bénédictions l'enfant que porte l'Impératrice, de lui donner un cœur droit qui l'attache à sa loi sainte, une âme élevée et sensible qui lui fasse compatir aux malheurs du peuple. Puisse-t-il faire un jour les délices de ses augustes parents dont il fait aujourd'hui l'espérance! Que formé par eux au grand art de régner il console leurs vieux ans par l'ensemble des vertus et des qualités qui font les grands princes! » En conséquence, on récitera tous les jours à la messe une collecte, une secrète, une post-communion « *Pro Imperatrice gravida* »²¹⁶.

Bigot de Préameneu, en transmettant à l'Empereur le texte de cette lettre, pouvait sans exagération en louer « le bon esprit » et même la mettre au rang des meilleures productions de l'épiscopat français en la circonstance, en compagnie des

215. *Ibid.* Avis à MM. les Ecclésiastiques.

216. Archives Nat., AFIV*, 88, Mandements d'évêques pour la grossesse de S. M. l'Impératrice, Saint-Brieuc, 19 novembre 1810.

lettres des archevêques de Besançon et de Tours, des évêques d'Evreux et de Bayonne ²¹⁷.

Le 20 mars 1811 naît le Roi de Rome et, le 18 mai, l'Empereur annonce aux évêques son intention de le faire baptiser le 9 juin, jour de la Trinité, « dans l'église de Notre-Dame de Paris. Notre intention, ajoute-t-il, est que nos peuples se réunissent dans leurs églises pour assister à un *Te Deum* et joindre leurs prières aux nôtres. Concertez-vous donc avec qui de droit et remplissez nos intentions avec le zèle dont vous nous avez donné des preuves réitérées » ²¹⁸. Aussitôt Caffarelli de dérouler une fois de plus la grandiloquence pompeuse et vide de ses périodes épiscopales : « Nos vœux sont exaucés, Nos Très Chers Frères, un prince nous est né : Napoléon a un fils, le trône un héritier et la France un gage de la continuation de ses prospérités... Une nouvelle dynastie s'élève comme un arbre majestueux à l'ombre duquel les Français respireront en paix et dans les transports de joie, écriez-vous : « C'est Dieu qui a opéré ces biens : sa bonté sur les enfants des hommes est infinie, les faveurs qu'il répand sur la France sont innombrables. » Et cela continue sur ce ton pendant trois pages ²¹⁹.

Malheureusement pour Caffarelli, il allait bientôt s'agir de tout autre chose que de chanter des *Hosannah* et des *Te Deum* dans sa cathédrale en l'honneur de l'enfant impérial. Les cierges de ces dernières cérémonies étaient à peine éteints, que s'ouvrait à Paris le Concile national convoqué par l'Empereur pour mettre fin à son différend avec le Pape (17 juin). L'ère des responsabilités à prendre commençait. Caffarelli fut du nombre des 81 évêques institués canoniquement qui siégèrent au Concile ²²⁰. Avant de partir pour Paris, en compagnie de Courcoux, curé de la cathédrale, nous dit le chanoine Lesage, il convoqua son chapitre qui fut « charmé de ses principes et de ses dispositions » ²²¹. Ces principes étaient ceux d'un ultra-

217. *Ibid.*, Bigot de Préameneu à l'Empereur, 19 décembre 1810.

218. *Ibid.*, 89 Mandements des évêques à l'occasion de la naissance du Roi de Rome. Texte de la lettre de l'Empereur aux évêques (non publiée dans la *Correspondance*), Rambouillet, 18 mai 1811.

219. *Ibid.*, Mandement de Caffarelli.

220. Comte D'HAUSSONVILLE, *L'Eglise romaine et le Premier Empire*, 3^e éd., Paris, 1870, 5 vol. in-12, t. IV. Le Concile National, spécialement, p. 309 et RICARD (Mgr), *Le Concile National de 1811*, Paris, s. d. (1894), 1 vol. in 12.

221. LESAGE (chanoine), *Mémoires*. Fragment publié dans la *Semaine Religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, 1892, p. 728-730.

montain modéré se situant à peu près à égale distance des gallicans bonapartistes et des opposants papalins tels que Hein, de Broglie et de Boulogne, les évêques de Tournai, de Gand et de Troyes.

Bien que lié d'étroite amitié avec la plus forte tête du Concile, l'évêque de Nantes, Duvoisin, qui essaya de jouer, dans l'assemblée de 1811, le rôle de Bossuet dans celle de 1682, de ce Bossuet dont Caffarelli avait précisément évoqué le souvenir dans son mandement de 1809, l'évêque de Saint-Brieuc eut selon le mot du chanoine Lesage, une attitude « glorieuse » et encourut de ce chef la colère impériale. Napoléon pensa à plusieurs reprises à l'incarcérer et eut avec lui une entrevue orageuse.

« Savez-vous bien, lui aurait dit l'Empereur, que je puis vous destituer ? — Oui, Sire, aurait répondu le prélat, cela vous est plus facile que de me rendre mes frères tués pour vous » ²²².

Répartie peut-être forgée après coup comme tant de mots historiques, mais dont la tradition vivace dans le clergé du diocèse de Saint-Brieuc pendant tout le XIX^e siècle doit correspondre à une résistance réelle. Quoi qu'il en soit, Caffarelli en fut quitte pour se voir refuser pendant deux ans toute exemption du service militaire à ses ordinands et toute nomination de bourse à son séminaire. Ainsi en ordonna l'Empereur

²²². LESAGE (chanoine) et Ch. GUIMART, *Histoire des évêques de Saint-Brieuc*, p. 155. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. 1^{er}, p. 73 (texte de la réponse à l'Empereur). Dans un rapport de Bigot de Préameneu, ministre des Cultes à l'Empereur daté du 2 avril 1811, Caffarelli est indiqué comme faisant partie du groupe des 12 évêques n'ayant pas adhéré au projet de décret du Concile National sur les sièges à pourvoir avec la note suivante : « Ceux qui n'ont pas adhéré tiennent à leur idée qu'un Concile National ne peut faire de règlement que du consentement du Pape. Aucun motif, aucune considération ne peuvent les faire sortir de leur système ultramontain. » Préameneu était pourtant bien disposé pour Caffarelli. Un an auparavant — 4 décembre 1810 — il songeait à le nommer archevêque d'Aix en remplacement de Champion de Cicé et l'appréciait comme il suit : « Comme toute sa famille, fort dévoué à V. M. Il administre avec beaucoup de zèle. C'est un bon évêque. Je ne sais pas s'il aurait la fermeté de caractère convenable à une grande place. » Archives Nat., AFIV 1047, Rapports des ministres, Cultes, 1810-1811. Le P. A. GUIDÉE, *op. cit.*, p. 6, note 1 donne — visiblement d'après un récit du P. F. Renault — une version sensiblement différente et plus diplomatique de la réponse de Caffarelli à l'Empereur. « Sire, l'exil dans mon diocèse sera une peine suffisante puisque j'emporterai le regret de vous avoir déplu et de ne plus vous présenter l'hommage de ma reconnaissance : n'y ajoutez pas celui de ne pouvoir remplir mes devoirs d'évêque, titre que je tiens de l'Eglise et de vous. Ce serait trop pour mon cœur. »

par lettre datée d'Amsterdam et adressée au comte de Préameneu (22 octobre 1811).

« J'ai vu dans votre dernier travail des demandes pour exempter du service militaire 239 étudiants qui se destinent à l'état ecclésiastique et pour la nomination de 148 bourses dans les séminaires. J'ai rayé parmi ces demandes toutes celles qui étaient relatives aux évêchés de Saint-Brieuc, de Bordeaux, de Gand, de Tournai, de Troyes et des Alpes-Maritimes, parce que je ne suis pas satisfait des principes que manifestent les évêques de ces diocèses.

» Mon intention est que vous ne me proposiez pour ces arrondissements aucune exemption du service pour des conscrits, aucune nomination à des bourses, à des cures, à des canonicats. Vous me ferez un rapport sur les diocèses qu'il serait convenable de frapper de cette interdiction. Cette manière d'opérer doit être tenue secrète. Quand les évêques insisteront sur les nominations, vous leur ferez connaître que j'ai refusé mon approbation »²²³.

Un mois plus tard, cette interdiction est levée pour les diocèses de Gand et de Tournai; elle est maintenue pour ceux de Bordeaux, de Saint-Brieuc et des Alpes-Maritimes. « Il est indispensable, enjoint Napoléon au même ministre, que vous écriviez aux préfets pour qu'on s'assure des principes qu'on enseigne dans les séminaires de Saint-Brieuc, de Bordeaux, et des Alpes-Maritimes, devant avoir peu confiance dans les évêques de ces diocèses »²²⁴. On voit que sa rancune contre Caffarelli était tenace. Par contre, cette semi-disgrâce eut pour conséquence de valoir à celui-ci, après son retour dans sa ville épiscopale, un regain de popularité auprès de son clergé, qui lui avait témoigné jusque-là beaucoup de froideur, en raison de son origine exotique et de ses allures autoritaires²²⁵.

Ce ne fut qu'en 1815, à l'occasion du Concordat de Fontainebleau qui venait « de terminer tous les différends élevés à

223. *Lettres inédites de Napoléon Ier*, éd. Lecestre, Paris, 1897, 2 vol. in-8°, t. II, p. 171. Napoléon au comte Bigot de Préameneu, Amsterdam, 22 octobre 1811.

224. *Ibid.*, p. 181. Napoléon au comte Bigot de Préameneu, Saint-Cloud, 30 novembre 1811.

225. LESAGE (chanoine), *Mémoires*. Fragment cité plus haut d'après la *Semaine Religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, 1892, p. 728-730. Sur les procédés autoritaires de Caffarelli à l'égard de ses prêtres et le peu de sympathie qu'il rencontrait chez ceux-ci, cf. un autre fragment des mêmes *Mémoires* publié dans la *Semaine Religieuse*, 1892, p. 324-326.

l'occasion des affaires de l'Eglise », que Caffarelli obtint la permission d'ordonner ses séminaristes²²⁶. Il était temps ; la lutte de Napoléon et de Pie VII s'était traduite dans le diocèse de Saint-Brieuc, comme sur beaucoup d'autres points de la France, par la désorganisation partielle du régime concordataire de l'an X, et il n'y avait pas moins d'une quarantaine de postes ecclésiastiques à vaquer depuis 1811²²⁷.

Il ne faudrait pas du reste conclure de cette passe d'armes entre Caffarelli et l'Empereur que l'évêque de Saint-Brieuc devint en vieillissant un adversaire du régime impérial. Par ses origines de famille, il n'avait guère d'attaches avec les Bourbons et, par contre, lui et ses frères devaient tout à Bonaparte. Dans le domaine temporel, il semble qu'on puisse le compter parmi les soutiens les plus résolus de la « quatrième dynastie ». On a vu plus haut le ton docilement belliqueux de ses mandements, qui n'étaient pas sans choquer jusqu'à son entourage. Le chanoine Lesage dans ses *Mémoires* a stigmatisé ces morceaux d'éloquence de quartier général, qui parfaitement déplacés dans la chaire évangélique « faisaient frissonner l'assistance chrétienne », qui étaient « le présage certain, l'avant-coureur immanquable d'une réquisition qui consternait et décimait les familles et d'une augmentation d'impôts qui saignait les contribuables et accablait les peuples, cette éloquence plate et emphatique qui répétait à satiété les formules d'adulations ». Ce que le chanoine Lesage écrivait, beaucoup de prêtres et de laïcs le pensaient sans doute, et peut-être même le disaient tout bas²²⁸.

226. Archives Nat., F¹⁹, Cultes, 951 B, Ordinations, Diocèse de Saint-Brieuc, l'évêque de Saint-Brieuc au ministre des Cultes, 9 février 1813. Cf. Ch. GUMART, et J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *loc. cit.*

227. Archives Nat., F¹⁹, Cultes 951 B, lettre citée ci-dessus. Sur la surveillance exercée d'autre part par la police impériale sur les livres et brochures relatifs au conflit de Napoléon avec le Pape, pendant les années 1809-1812, cf. chap. II, p. 195-197 et note. Dans le même ordre d'idées mentionnons que le 21 mars 1811, sur injonction du ministre de la Police générale, le préfet invita les sous-préfets — confidentiellement — à lui « rendre compte de l'esprit qui anime les prêtres de leur arrondissement » et à lui signaler notamment « ceux d'entre eux qui auraient prêché contre les quatre propositions ou qui seraient déjà connus par leur opposition aux principes proposés par le Chapitre Métropolitain de Paris. » Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 51, fol. 51.

228. LESAGE (chanoine), *Mémoires*. Fragment publié dans la *Semaine Religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, 1895, p. 731-734. Le P. GUIDÉE, *op. cit.*, p. 6, note 1, vraisemblablement toujours d'après le P. Renaut, confident de Caffarelli, insiste sur ce loyalisme bonapartiste de l'évêque de Saint-Brieuc : « En

Du moins cet empressement excessif à servir la politique autoritaire du régime napoléonien, Caffarelli le montra jusque dans les mauvais jours. En 1813, à la nouvelle des désastres de la campagne de Russie, il convoqua chez lui le chapitre et le clergé de Saint-Brieuc et, après une longue harangue, il proposa une contribution volontaire dont le produit devait être employé à équiper un cavalier ²²⁹. Peut-être faut-il voir dans ce loyalisme bonapartiste tenace le secret de la froideur que témoignera à l'évêque de Saint-Brieuc le gouvernement de la Première Restauration, pendant le court laps de temps qu'elle le comptera à son service ²³⁰.

Du reste dans tout ce qui précède il ne s'agit que de manifestations extérieures, réglées par un cérémonial invariable, se déroulant sous les yeux du ministre des Cultes et sous ceux plus vigilants encore du ministre de la Police générale, qui eussent tôt fait tous les deux de réprimer tout écart de langage et d'attitude. Pour apprécier exactement le rôle de Caffarelli dans ses quatorze années d'épiscopat et, par conséquent, le fonctionnement réel du Concordat dans le diocèse de Saint-Brieuc, il faut étudier ce même évêque dans ses rapports journaliers et intimes avec le préfet son égal et son rival, avec ses prêtres dans leur chétive et triste existence à la tête de leurs paroisses, dans l'exercice détaillé de leur ministère : célébration des cérémonies du culte, administration des sacrements, prédication. Nous verrons que les conflits avec l'autorité civile sont de tous les instants et que pour n'avoir plus le caractère violent qu'ils présentaient sous le régime préconcordataire, quelques-uns n'en sont pas moins sérieux, voire aigus. D'abord, en dépit de l'union officiellement faite et proclamée, on retrouve la rivalité entre prêtres insermentés et constitutionnels, les premiers forts de l'appui de l'administration impériale et en particulier du préfet; les seconds s'abritant derrière leur évêque. Insermentés et constitutionnels se boudent, refusent de commu-

même temps que la restauration du trône de saint Louis comblait ses vœux par la délivrance du Souverain Pontife, elle blessa les sentiments de sa reconnaissance pour l'Empereur. On oublia trop à Saint-Brieuc sa consciencieuse résistance à la puissance de Napoléon et la froideur des procédés de quelques-uns de ses diocésains semblait lui faire un reproche de l'attachement qu'il avait conservé pour son bienfaiteur. Mgr Caffarelli mourut de chagrin. »

229. LESAGE (chanoine), *Mémoires*. Fragment publié dans la *Semaine Religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, 1892, p. 806-809.

230. Cf. notre t. II, Epilogue, p. 410-411.

niquer « *in divinis* » suivant l'expression théologique. Quand le curé est insermenté et le vicaire, constitutionnel, la bouderie tourne naturellement à la vexation et à la tracasserie. C'est le cas de Millet, curé de Lamballe, dont le préfet a d'ailleurs combattu, autant qu'il a pu, la nomination, et qu'il dénonce à Paris, le 3 complémentaire an XI, comme un « esprit orgueilleux, implacable, intolérant et persécuteur », cachant « sous un air mystique et un extérieur régulier une haine profonde pour tout ce qui tient à la Révolution »²³¹. Aux dires du juge de paix et du maire, il distinguait parmi ses vicaires ceux qui avaient refusé et ceux qui avaient prêté le serment. Ces derniers n'étaient admis qu'à dire des messes basses, non à chanter la grand'messe. Il leur imposa une sorte de stage expiatoire avant de leur restituer la plénitude de leur juridiction. Il inquiétait à l'article de la mort un ancien constitutionnel, l'ex-prieur des Augustins, Verne²³².

A Dinan, au lendemain même de la cérémonie solennelle de la cathédrale de Saint-Brieuc du 1^{er} messidor, Caron, qui passait pourtant pour tolérant, refusait d'administrer Gautier, un constitutionnel, parce que celui-ci ne voulait pas signer un écrit portant qu'il devait rentrer dans la communion du Pape²³³. A Evran, le ci-devant curé Renault excite les habitants contre le curé concordataire Eballard, jadis curé constitutionnel de Quévert, en le qualifiant d'intrus (15 fructidor an XI)²³⁴. A Pordic, deux réfractaires, Mottais et Le Pouliguen, refusent de se joindre à Bouëtard dans l'église paroissiale et

231. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 216, Correspondance du préfet relative aux cultes (an XI-an XIII), fol. 6-8, le préfet des Côtes-du-Nord à Portalis, 3 complémentaire an XI en réponse à une demande de renseignements émanée du Premier Consul lui-même (19 fructidor). Boullé avait essayé de faire nommer à la place de Millet, Honoré Lallier (ex-supérieur du séminaire de Tréguier). Ce dernier fut, comme on l'a vu plus haut, nommé à Lannion.

232. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Prêtres insoumis : le juge de paix du canton de Lamballe au préfet des Côtes-du-Nord, 19 frimaire an XI; *id.* à *id.*, 1^{er} fructidor an XI; *id.* à *id.*, 27 fructidor an XI.

233. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Organisation du culte, Personnel (an X), le sous-préfet de Dinan au préfet, 20 messidor an X et *id.* à *id.*, 13 thermidor an X; et 2 M 215, Correspondance du préfet relative aux cultes (an X-an XI), fol. 23, le préfet à l'évêque de Saint-Brieuc, 24 messidor an X.

234. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 216, Correspondance du préfet relative aux cultes (an XI-an XIII), fol. 4, le préfet à l'évêque de Saint-Brieuc, 19 fructidor an XI.

continuent d'officier dans une chapelle isolée que le préfet est obligé de faire fermer (30 frimaire an XII) ²³⁵.

Le Jubilé de 1805, et les prédications auxquelles il donna lieu, fut l'occasion de nouvelles imprudences de langage de la part d'un certain nombre d'ecclésiastiques. A Lamballe, le curé de Matignon, Guillaume Nais, prêchant le 15 ventôse dans l'église Saint-Jean, fit « une sortie véhémence » contre les prêtres assermentés qui avaient occupé les places de curés sous la Constitution civile du clergé. Lesage, « prêtre résidant habituellement à Saint-Brieuc » il s'agit très probablement du futur chanoine « prêcha dans les mêmes termes ». Ces prédications firent l'objet d'un rapport du lieutenant de gendarmerie de Lamballe au préfet et celui-ci en instruisit longuement Réal, le 21 germinal an XIII ²³⁶. Naturellement Caffarelli déclara ces accusations sans fondement ; elles n'étaient d'après lui que l'écho des rancunes de prêtres constitutionnels, et Boullé de maintenir toutes ses allégations dans une nouvelle lettre à Réal du 5 prairial an XIII ²³⁷.

Abordant la question de principe, et écartant « les escobarades » de l'évêque, il se plaignait d'une façon générale de l'état d'esprit du clergé et réclamait de Caffarelli une instruction générale et catégorique à l'exécution de laquelle il tint sévèrement la main pour faire cesser ces misérables tracasseries. Les tracasseries ne cessèrent pas pour autant et il faut croire que Caffarelli, par l'intermédiaire de Portalis ou autrement, trouva le moyen de présenter à Paris même et dans les bureaux du ministère de la Police générale les choses sous un jour tout différent, puisque le 2 fructidor Réal faisait remarquer au préfet que les plaintes contre l'état d'esprit du clergé provenaient exclusivement des parties du diocèse où il y avait des prêtres assermentés, ce qui était une façon habile de lui insinuer qu'elles n'étaient pas exemptes de partialité ²³⁸. A quoi le préfet répondait (27 fructidor) que ces incidents

^{235.} *Ibid.*, fol. 30-31, le préfet au conseiller d'Etat directeur des cultes, 30 frimaire an XII.

^{236.} Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 217, Correspondance du préfet relative aux cultes (an XIII-1808), fol. 17-19, le préfet au conseiller d'Etat Réal, germinal an XIII. Sur les jubilé en général, cf. LICHTENBERGER, *Encyclopédie des Sciences Religieuses*, t. VII, art. Jubilé. Depuis le pape Paul III, le Jubilé se célébrait tous les vingt-cinq ans.

^{237.} Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 217, le préfet au conseiller d'Etat Réal, 5 prairial an XIII.

^{238.} *Ibid.*, fol. 47-49, le préfet au conseiller d'Etat Réal, 27 fructidor an XIII.

avaient été portés à sa connaissance non par des ecclésiastiques mais par des laïcs, fonctionnaires ou particuliers, que peu importait au surplus le canal par lequel les renseignements lui étaient parvenus puisque les faits étaient patents et constatés par des procès-verbaux de magistrats, qu'au surplus cet « esprit réacteur et intolérant » d'une partie des prêtres s'était également manifesté sur plusieurs points de l'arrondissement de Loudéac où il n'y avait pas d'assermentés, et il concluait en bon légiste d'Ancien Régime : « Sous la Monarchie où le clergé formait une corporation aussi puissante par ses richesses que par son titre de premier ordre de l'Etat, son privilège était beaucoup moins étendu qu'aujourd'hui sous le rapport de la police civile, car pour tout ce qui n'était pas du dogme et de la discipline il était justiciable du bras séculier... La nécessité de lui donner un frein efficace sera sans doute sentie sous peu de temps, si déjà le besoin n'en est pas reconnu et alors seulement les abus disparaîtront devant la sagesse et l'énergie de la loi »²³⁹. Souvent ces attaques contre les assermentés ont lieu à propos des sacrements. Les anciens réfractaires tiennent pour non valides les baptêmes et mariages administrés par les « schismatiques » pendant la Révolution et prétendent les conférer de nouveau, ce qui suscite de violentes protestations de la part des fidèles.

Le Jubilé fut marqué dans plusieurs paroisses par des incidents de cette nature. Ainsi, à Lamballe, Nais ne se contenta pas de flétrir les assermentés d'une façon générale, il ajouta : « que les personnes qui, en les suivant, croyaient avoir satisfait au devoir des paroissiens, non seulement se trompaient mais avaient péché grièvement et qu'elles devaient profiter de l'heureuse occasion du Jubilé pour obtenir la rémission de leur faute »²⁴⁰. Lesage déclara « à M^{me} Besnier (épouse du président du canton), qui s'était adressée à lui pour la confession, qu'elle n'était point mariée légalement parce que son mariage avait été béni par un curé constitutionnel, et lui conseilla de se faire remarier par le curé actuel »²⁴¹.

²³⁹. *Ibid.*

²⁴⁰. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Méintelligence entre les curés et les maires, le capitaine de gendarmerie des Côtes-du-Nord au préfet, 6 germinal an XIII.

²⁴¹. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 217, Correspondance du préfet relative aux cultes (an XII-1808), fol. 17-19, le préfet au conseiller d'Etat Réal, 21 germinal an XIII et V, Méintelligence entre les curés et les maires, le capitaine de gendarmerie des Côtes-du-Nord au préfet, 6 germinal an XIII.

Un vicaire de Millet, Sorgniard, en dit autant à un M. Canap, ancien militaire qui l'avait appelé à son chevet de malade. A Kermaria-Sulard, le desservant Bertrand Cadoudal refusa d'admettre à la première communion une petite fille qui avait été baptisée par les constitutionnels (9 prairial an XIII). Le préfet dénonça à Réal « ses sentiments réacteurs et antipatriotiques »²⁴².

Pleumeur-Gautier, toujours à propos du Jubilé, en floréal de la même année, est le théâtre d'une véritable mission qui fait songer par avance à celles de la Restauration. On n'y compta pas moins de onze prêtres, parmi lesquels Le Quellec, desservant de Plouguiel, directeur de la mission et Rogé, curé de la Roche-Derrien, « interlocuteur », sans doute dans ces conférences dialoguées que Grignon de Montfort avait popularisées au XVIII^e siècle et qui faisaient la joie des populations bretonnes. Dès la première conférence, Le Quellec déclara expressément que les sacrements des assermentés étaient nuls parce que ces prêtres n'avaient aucune juridiction. Le maire l'ayant exhorté à la prudence, Le Quellec ne tint aucun compte de ses avertissements. Maire et sous-préfet de Lannion en référèrent au préfet qui ne paraît pas s'en être ému²⁴³.

Deux ans plus tard, en novembre 1807, dans cette même paroisse de Pleumeur-Gautier, un ecclésiastique nommé Lozach, prêchant au prône de la grand'messe, dit que « les sacrements administrés par les assermentés étaient autant de sacrilèges. » Or, cette paroisse avait eu justement un curé constitutionnel, Gallon, qui avait laissé à ses paroissiens d'excellents souvenirs. Un de ses vicaires, Lhotellier, avait conservé ses fonctions sous le Concordat et assistait à l'office. Un tumulte s'éleva dans l'église et le maire « se crut obligé de prendre la parole pour inviter le public au silence et l'orateur à ne point réveiller le passé et à se borner à prêcher l'évangile de Jésus-Christ ». Lozach riposta en « fulminant » et il fallut que le curé officiant, Savidan, ancien assermenté lui-même, lui intimât l'ordre de descendre de la chaire.

242. *Ibid.* et le sous-préfet de Lannion au préfet, 9 prairial an XIII et 2 M 217 Correspondance du préfet relative aux cultes (an XIII-1808), fol. 32-33, le préfet au conseiller d'Etat Réal, 15 prairial an XIII.

243. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Mésintelligence entre les curés et les maires, le maire de Pleumeur-Gautier au préfet des Côtes-du-Nord, 9 messidor an XIII.

Cette fois, le préfet dénonça le trop bouillant prédicateur au ministre des Cultes (15 janvier 1808)²⁴⁴. Dans toutes ces affaires on ne voit point le préfet obtenir satisfaction. La plupart du temps, l'évêque mis au courant des incidents soit par Boullé, soit par Préameneu, taxe les rapports de faux ou d'exagérés. Il couvre ses subordonnés, ergote, réfute, disserte, bref pratique avec succès la méthode essentiellement ecclésiastique de la temporisation et du compromis. Ce sont là « les escobarderies » qui exaspéraient son impétueux adversaire habitué à aller droit au but et à foncer sur l'obstacle. Mais, *in petto*, l'évêque ne pouvait s'empêcher de reconnaître de temps en temps le bien fondé de certaines allégations de l'autorité civile ; le Méridional cultivé et rompu aux exigences de la vie mondaine, modéré malgré sa pétulance, trouvait à part lui le zèle de certains ecclésiastiques bretons, rustres batailleurs, parfois bien intempestif.

Nous en avons un témoignage décisif dans cette lettre confidentielle adressée au curé de Lannion, Lallier, le 18 floréal an XIII : « Vous me ferez plaisir, mon cher curé, de surveiller avec le plus grand soin les jubilés qui se feront dans le ressort de votre juridiction. Tous les jours, l'on se laisse aller à de vieilles querelles qui (*sic*) vaudrait mieux laisser tomber. L'on ne fait pas attention qu'en en parlant continuellement l'on leur donne de la consistance et que l'on crée des partisans à des opinions presque tombées dans l'oubli : Jésus-Christ ne voulait pas éteindre le lumignon fumant... saint Léon ne parlait qu'en termes couverts contre les Manichéens qui étaient dans Rome de peur de leur donner de la consistance... Et nous, nous ne cesserons pas de crier contre la Constitution civile du clergé, nous n'avons pas honte d'insulter au cadavre d'un ennemi mort et nous donnons par notre inconsidération des forces et des armes à des personnes que notre silence anéantissait... *Oportet sapere sed sapere ad sobrietatem* ».

» Ainsi ne soyons pas plus sages que le Souverain Pontife ; il accueille avec une égale bonté tous les ministres de la religion ; imitons-le, et n'écartons pas de nous par des menaces ou des invectives ceux que nous devons nous faire un devoir d'en rapprocher... Nous sommes aujourd'hui aussi peu avancés que

²⁴⁴. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 217, Correspondance du préfet relative aux cultes (an XIII-1808), fol. 178-180, le préfet au ministre des Cultes, 15 janvier 1808.

nous l'étions il y a trois ans et votre pays ne m'offre pas un seul retour, tandis que celui-ci en présente plusieurs »²⁴⁵. On voit que, l'expérience et le contact de la réalité aidant, Caffarelli avait fait du chemin depuis l'intransigeance du début.

Au reste, il n'y avait qu'à laisser le temps faire son œuvre ; à partir de 1809, les faits d'intolérance à l'égard des constitutionnels disparaissent des lettres et rapports des autorités civiles. C'est que la maladie et la vieillesse débarrassent peu à peu Caffarelli de ce personnel gênant ; les vides sont à la veille de 1814 comblés par de jeunes prêtres de formation récente. Le clergé du diocèse retrouve son homogénéité d'avant la Révolution.

Une autre question non moins irritante, celle des acquéreurs de biens nationaux, ne cesse de mettre aux prises ecclésiastiques et fonctionnaires. Le 29 thermidor an X, Boullé écrivait à ce sujet au ministre de la Police générale : « Nonobstant la teneur de l'article 13 de la Convention du 26 messidor an IX d'entre le Gouvernement français et le Pape, la doctrine de la plupart des prêtres insermentés relativement aux acquisitions de domaines nationaux est très équivoque... Quelques-uns de ces prêtres veulent bien convenir que d'après le consentement du Saint Père les acquéreurs peuvent légitimement conserver la possession des biens ci-devant ecclésiastiques. Mais ils ne pensent pas qu'il en soit ainsi des biens provenant des émigrés relativement auxquels le Pape n'a point prononcé et ils saisissent les différentes circonstances dans lesquelles on a recouru à leur ministère, soit pour déclarer, soit pour insinuer qu'on ne peut sans crime aux yeux de Dieu retenir les biens de cette dernière classe.

» Quelques autres ne tiennent pas compte des dispositions de l'article 13 du Concordat et condamnent également la possession des biens des deux origines... Il m'est revenu que d'accord avec le Gouvernement, le cardinal Caprara a dû écrire aux nouveaux évêques pour leur recommander de donner aux prêtres de leurs diocèses respectifs des instructions propres à mettre les acquéreurs des domaines nationaux de toute origine à l'abri des tracasseries auxquelles ils sont depuis longtemps en butte...

²⁴⁵. *Papiers de M. Ellès, curé de Lannion, communiqués par M. A. Ratson du Cleuziou.*

» Je ne sache pas que M. l'évêque de ce département ait encore transmis à ses subordonnés d'instructions sur ce point ». En conséquence, il demandait l'autorisation de faire souscrire à tous les prêtres du département devant les autorités civiles « une déclaration..., énonciation de leur doctrine touchant la possession des biens nationaux provenant tant du clergé que des émigrés »²⁴⁶. Le gouvernement consulaire, comme on le pense bien, évita d'approuver une initiative aussi dangereuse qui eût risqué de compromettre la pacification religieuse, si péniblement obtenue et les choses demeurèrent en l'état.

C'est-à-dire que dans plus d'une église, si l'on en croit les maires et les sous-préfets, on prêche contre les acquéreurs de biens nationaux quand on ne leur refuse pas les sacrements à moins qu'ils ne se dessaisissent. C'est ce qu'est accusé de faire en messidor an X, à Tréguier, le curé d'office Rolland-Cheffontaine à l'égard du citoyen Jacques Illiac. Sur une plainte du préfet, l'évêque écrit à Rolland-Cheffontaine qui proteste de son innocence. Boullé déclare qu'il n'est pas dupe de ses dénégations, mais ne pousse pas l'affaire plus loin faute de preuves²⁴⁷.

En thermidor, le sous-préfet de Loudéac est chargé de faire une enquête sur Joughannic, ex-prieur des Carmes d'Auray, à l'occasion de faits analogues²⁴⁸. Le 18 nivôse an XI, c'est le tour de Mauffray d'Erquy, dont le cas se complique d'une captation de testament²⁴⁹. En l'an XIII, au fameux jubilé de Lamballe, il est également question des acquéreurs de biens nationaux. Le préfet dans sa lettre à Réal du 21 germinal an XIII, prétend que les « Pères du jubilé » avaient dressé la liste des acquéreurs de biens nationaux et qu'un de ces derniers,

²⁴⁶. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 215, Correspondance du préfet relative aux cultes (an X-an XI), fol. 30-39, le préfet au ministre de la Police générale, 29 thermidor an X.

²⁴⁷. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 215, Correspondance du préfet relative aux cultes (an X-an XI), fol. 23, le préfet à l'évêque de Saint-Brieuc, 23 messidor an X et V, Réorganisation du culte catholique, an X, l'évêque de Saint-Brieuc au préfet, 24 messidor an X; copie d'une lettre adressée à l'évêque par M. Rolland, curé d'office de Tréguier, 30 messidor an X; l'évêque de Saint-Brieuc au préfet, 2 thermidor an X. Cf. 2 M 215, fol. 29, le préfet à l'évêque de Saint-Brieuc, 5 thermidor an X.

²⁴⁸. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 215, Correspondance du préfet relative aux cultes (an X-an XI), fol. 36, le préfet au sous-préfet de Loudéac, 25 thermidor an X.

²⁴⁹. *Ibid.*, fol. 58-59, le préfet à l'évêque de Saint-Brieuc, 18 nivôse an XI.

Lesné, marchand de draps, s'était vu exclure des exercices par La Salette, le prêtre, pour la seule raison qu'il y figurait »²⁵⁰.

Les attaques contre les constitutionnels et les acquéreurs de biens nationaux ne dataient pas du Concordat ; elles s'étaient produites auparavant sous le régime de la Séparation. Mais à ces causes de froissement antérieures entre clergé et administration, le régime concordataire qui les unit étroitement l'un à l'autre, va, comme de juste, en ajouter d'autres.

L'une des plus importantes est la question de la publication dans les églises des actes du Gouvernement : lois, décrets, arrêtés, circulaires. Cette formalité avait son intérêt à une époque où l'instruction primaire était aussi peu développée que la presse à bon marché dans les campagnes. On se souvient que l'Ancien Régime utilisait ses curés pour lire au prône les ordonnances de Sa Majesté, les arrêts du Conseil, ou même simplement les instructions de Mgr l'intendant. La Révolution avait sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, suivi les mêmes errements ; même le Directoire avait fait de la lecture du *Bulletin des Lois* une des cérémonies essentielles du culte décadaire.

Les temples décadaires fermés, les maires se trouvèrent fort embarrassés pour faire connaître à leurs administrés les documents officiels. Dans beaucoup de paroisses ils prirent l'habitude d'en donner lecture à la grand'messe, soit après le prône du curé, soit après l'office. Les ecclésiastiques virent naturellement d'un très mauvais œil cette sorte d'ingérence des laïques dans leurs fonctions sacerdotales. Dès le 26 floréal an XI, Caffarelli se plaignait avec amertume au préfet de ces abus et il lui annonçait qu'ayant écrit au directeur des Cultes sur l'interprétation de l'article 53 des Organiques, il en avait reçu en guise de réponse une consultation donnée par ce dernier sur des difficultés toutes semblables au préfet de l'Orne d'une part, et de l'autre à l'évêque de Nancy.

Portalès y posait en principe que le magistrat civil, quel que fût le caractère dont il fût revêtu, ne devait jamais perdre de vue les obligations dont il est tenu comme fidèle, et que les publications d'actes de l'autorité devaient se faire en général sur les places publiques, dans les maisons communes où à la

²⁵⁰. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 217, fol. 17-19, lettre citée plus haut.

portes des églises ²⁵¹. C'était en somme donner raison à l'évêque et celui-ci s'empressa sans doute de le faire savoir à ses curés. Car c'est aussitôt au tour des fonctionnaires civils de se plaindre : le maire de Saint-Brandan, le sous-préfet de Guingamp au nom des maires de son arrondissement, déclarent ne plus pouvoir assumer la responsabilité de faire connaître au public les volontés du Gouvernement (messidor an XI et vendémiaire an XII) ²⁵².

Alors Boullé, auquel Portalis avait adressé le 29 thermidor an XI copie de sa lettre à l'évêque de Nancy en manière d'instruction, proteste contre une interdiction qui lui paraît trop absolue (12 fructidor an XI). Il admet que les maires ne doivent pas interrompre l'office mais il réclame pour eux la faculté de prendre la parole « à la fin de la messe paroissiale. » Dans les campagnes où toutes les habitations sont isolées, il est impossible de faire aucune publication, à son de trompette ou de tambour comme cela a lieu dans les villes, il faut saisir le moment de la réunion des citoyens et ce moment est celui de la messe paroissiale.

« Quand l'office est fini... peut-il y avoir aucun inconvénient à ce que le maire de la commune fasse au peuple les annonces ou les lectures qui sont nécessaires ?... Peut-on considérer cela comme une entreprise contre les droits inhérents au sacerdoce ? Non sans doute... Je regarderais plutôt comme contraire aux bienséances d'obliger un magistrat, qui ne saurait être environné de trop de considération, à ne parler à ses administrés qu'à la porte de l'église... » ²⁵³.

Et il renouvelait ses doléances au ministre de l'Intérieur, le 29 fructidor ²⁵⁴. Celui-ci lui répondit le 24 vendémiaire an XII qu'il était impossible de modifier les instructions de Portalis, vu qu'elles étaient essentiellement conformes à l'esprit de la

251. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Publications dans les églises, l'évêque de Saint-Brieuc au préfet des Côtes-du-Nord, 26 floréal an XI avec copie de la réponse de Portalis et Portalis au préfet des Côtes-du-Nord, 29 thermidor an XI.

252. *Ibid.*, le maire de Saint-Brandan au préfet, 16 messidor an XI et le sous-préfet de Guingamp au préfet, 18 vendémiaire an XII.

253. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 216, Correspondance du préfet relative aux cultes (an XI-an XIII), fol. 3, le préfet au conseiller d'Etat, directeur des Cultes, 12 fructidor an XI.

254. *Ibid.*, fol. 5-6, le préfet au ministre de l'Intérieur, 29 fructidor an XI, lettre publiée dans *La Révolution française*, t. LXII, 1912, p. 425, sous la rubrique : Documents : *Les églises et les usages civils*.

loi de germinal²⁵⁵. Le préfet enregistrait cette fois encore un échec. Deux mois après, en frimaire, le desservant de Plusquellec, Gicquel, s'étant opposé à ce que le maire donnât lecture d'une de ses circulaires relatives à la conscription de l'an XI et de l'an XII, Boullé n'en adressa pas moins une plainte à Portalis. Celui-ci avertit Caffarelli qui, selon son habitude, donna raison au desservant²⁵⁶.

En 1809, le préfet soumettait encore au ministre de l'Intérieur la même requête qu'il avait formulée en l'an XI : tolérance pour les maires de prendre la parole dans les églises, à la fin de la messe²⁵⁷. Quant à la lecture des actes par le prêtre lui-même, l'article 53 des Organiques stipulait qu'elle devait être ordonnée « par le Gouvernement » et Caffarelli interprétant le mot dans le sens strict, c'est-à-dire Consul ou Empereur, refusait ce droit au préfet. Encore, ajoutait-il, cette concession ne devait-elle s'appliquer qu'en cas de circonstances extraordinaires seulement²⁵⁸. Il lui arriva pourtant quelquefois de se relâcher de sa rigueur. C'est ainsi qu'en 1806 le directeur des Droits Réunis du département, Bonamy, demanda à l'évêque l'autorisation de faire lire l'importante loi sur les boissons du 24 avril et le décret du 5 mai qui la complétait et dont la violation exposait les propriétaires à une lourde amende et à la confiscation. L'évêque, craignant d'encourir en cas de refus une trop lourde responsabilité, se laissa fléchir, mais il eut soin dans sa circulaire aux curés de souligner que son autorisation était valable pour cette fois seulement (14 mai 1806)²⁵⁹.

Il y avait aussi la question des fêtes supprimées par l'article 41 des Organiques et l'Indult pontifical du 9 avril

255. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Publications dans les églises, le ministre de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 24 vendémiaire an XII.

256. *Ibid.*, l'évêque de Saint-Brieuc au citoyen Boullé, préfet du département, 18 frimaire an XII.

257. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 218, Correspondance du préfet relative aux cultes (1808-1816), fol. 34-35, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 10 mars 1809.

258. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Publications dans les églises, l'évêque de Saint-Brieuc au citoyen Boullé, préfet du département, 18 frimaire an XII, lettre citée plus haut.

259. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Exercice du culte, publications, le directeur des Droits Réunis du département des Côtes-du-Nord à l'évêque de Saint-Brieuc, 12 mai 1806 et circulaire de l'évêque de Saint-Brieuc aux curés, 12 mai 1806.

1802. Dès l'an XI, de différents points du département, des fonctionnaires signalaient au préfet l'inobservance de la loi : par exemple, le sous-préfet de Lannion, le maire d'Yvias ; le préfet résuma leurs griefs dans une lettre au directeur des Cultes du 28 nivôse an XII.

Il se plaignait que dans les communes rurales les fêtes supprimées et non renvoyées au dimanche fussent célébrées comme avant la suppression et que dans les villes mêmes la seule différence entre les offices et ceux du dimanche consistât dans un son de cloches moins solennel, que néanmoins le travail était suspendu et les églises fréquentées comme le dimanche. Et il en rendait responsable le clergé. « Ce n'est pas, disait-il, que les prêtres desservants engagent leurs paroissiens à choisir les fêtes supprimées ; je suis persuadé qu'il n'en est aucun, qui, dans l'annonce des fêtes de chaque semaine, ne se conforme à l'Indult du 9 avril. Mais il ne suffit pas de ne rien dire contre l'exécution de cet acte bienfaisant.

» Il faudrait que chaque curé ou vicaire entrant dans les vues du Gouvernement et de l'Eglise recommandât à ses paroissiens de se livrer à leurs occupations les jours de fêtes supprimées comme aux jours ordinaires, et fit entendre surtout à la classe ouvrière, qui souffre extrêmement de la cherté des grains, que pour des chefs de famille qui ont des enfants à nourrir... le travail est plus méritoire que la fréquentation des églises dans un jour qui n'est pas obligatoire. » En conséquence, il priait Portalis de prescrire à l'évêque de donner à ses prêtres des ordres en ce sens²⁶⁰. Portalis lui répondit le 4 pluviôse que le légat Caprara préparait une instruction générale destinée à prévenir le retour de pareils abus²⁶¹.

Ceux-ci néanmoins se répétèrent à Moncontour en l'an XII, à Plouëc en 1806 : on y annonçait même au prône les fêtes supprimées²⁶². Vers 1807, Caffarelli se décida enfin à faire une ordonnance interdisant aux curés et desservants cette pra-

260. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Fêtes supprimées, le sous-préfet de Lannion au préfet, 22 germinal an XI; le maire d'Yvias au préfet, 14 prairial an XI; et 2 M 216, Correspondance du préfet, relative aux cultes (an XI-an XIII), fol. 35-36, le préfet au directeur des Cultes, 28 nivôse an XII.

261. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Fêtes supprimées, Portalis au préfet des Côtes-du-Nord, 4 pluviôse an XII.

262. *Ibid.*, le maire de Moncontour au préfet des Côtes-du-Nord, 15 germinal an XIII; le conseiller d'Etat Réal au préfet, 8 août 1806.

tique²⁶³. Néanmoins le sous-préfet de Loudéac mandait le 15 février 1808 que ceux-ci n'en tenaient aucun compte. Le 1^{er} janvier on célébra dans nombre de paroisses un service pour les Morts et le 2 février, jour de la Chandeleur, on bénit les cierges, on chôma partiellement et il en résulta des désordres²⁶⁴. Le 26 février le préfet transmet son rapport au ministre de la Police générale avec cette addition : « Il en est de même dans tout le département »²⁶⁵. Cette fois le ministre des Cultes, Bigot de Préameneu, s'émut et demanda au sous-préfet des renseignements complémentaires ; en même temps, il écrivait à l'évêque. Le sous-préfet désigna plus particulièrement au ministre comme s'étant signalés en l'occurrence par leur mépris de la loi, les curés de Plouguenast, Uzel, Corlay, les desservants de Collinée, La Ferrière, Saint-Thélo et Merléac ; un peu plus tard, le curé de Goarec. Et il signalait un peu partout des rixes entre travailleurs et chômeurs (29 avril 1808)²⁶⁶. Quant à l'évêque, il adressa au ministre des Cultes une série de certificats des maires des mêmes localités attestant que les curés n'avaient point annoncé les fêtes supprimées (11 juin 1808)²⁶⁷.

A quoi le préfet riposta par la lettre suivante, à Réal, du 22 juin 1808 : « J'ai fait part au sous-préfet de Loudéac des démentis qui vous sont parvenus au sujet de l'observation des fêtes non légales.... Je crois devoir vous faire observer que les maires des campagnes surtout, accordent malheureusement soit par complaisance ou par opportunité tous les certificats qu'on leur sollicite sans égard à la vérité lorsqu'il s'agit de rendre justice et ils résistent d'autant moins que les individus qui s'adressent à eux sont craints ou considérés »²⁶⁸.

263. Nous n'avons pas retrouvé cette ordonnance mais son existence résulte des documents utilisés ci-dessous.

264. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Fêtes supprimées, le sous-préfet de Loudéac au préfet des Côtes-du-Nord, 15 février 1808.

265. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 217, Correspondance du préfet relative aux cultes (an XIII 1808), fol. 185-186, le préfet au conseiller d'Etat chargé du 1^{er} arrondissement de la Police générale, 26 février 1808.

266. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Fêtes supprimées, le ministre des Cultes au préfet des Côtes-du-Nord, 3 mars 1808 ; le sous-préfet de Loudéac au préfet, 1^{er} avril 1808 et *id.* à *id.*, 29 avril 1808.

267. *Ibid.*, le ministre des Cultes au préfet des Côtes-du-Nord, 11 juin 1808.

268. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 218, Correspondance du préfet relative aux cultes (1808-1816), fol. 3-4, le préfet au conseiller d'Etat chargé du 1^{er} arrondissement de police, 22 juin 1808.

Sur ce point comme sur les autres, préfet et évêque opposaient assertion à démenti, sans pouvoir trouver de terrain sinon d'entente, du moins de discussion. Deux ans après l'intervention du ministre des Cultes, le 30 mai 1810, le maire de Paimpol, Bécot, renouvelait les mêmes plaintes sur le même sujet ²⁶⁹. Enfin, la modicité du traitement du clergé rural, et aussi de vieilles habitudes profondément enracinées dans les campagnes bretonnes amenaient les ecclésiastiques à tâcher de se procurer quelques ressources supplémentaires à l'aide de quêtes : nouvelles causes de contestation avec le pouvoir civil. De l'an XI à 1810, il n'y a pas d'année où l'on ne note des réclamations à ce propos des sous-préfets ou des maires. C'est surtout dans l'arrondissement de Loudéac que se produisent ces abus. Tantôt c'est en argent, tantôt c'est en nature : grains, fil, beurre. Tantôt il s'agit d'achats d'ornements ou de cloches et tantôt de rétribuer le desservant lui-même. A Plouguenast, de vendémiaire an XIII au 1^{er} thermidor de la même année, le maire signale sept quêtes : trois pour la Toussaint, une après Noël pour le Jubilé, une après Pâques pour le séminaire, une après la Saint-Pierre, une pour ouvrir une chapelle ²⁷⁰. Ces quêtes pesaient lourdement sur les paysans peu aisés du département des Côtes-du-Nord ; elles leur rappelaient en outre désagréablement une des pratiques d'Ancien Régime les plus impopulaires, la dîme ; d'autant qu'on accuse çà et là les ecclésiastiques d'user pour stimuler le zèle de leur paroissiens de procédés d'intimidation allant jusqu'au refus des sacrements. Quand le bruit de ces démêlés arrivait jusqu'à Caffarelli, celui-ci invoquait la détresse des desservants dont quelques-uns n'étaient pas pensionnés ; les quêtes étaient pour lui des occasions « de laisser manifester les élans de la reconnaissance » du peuple chrétien et pour finir il se retranchait derrière le texte fameux : « celui qui sert à l'autel doit vivre de l'autel » ²⁷¹. En 1810, le préfet se décida à avertir le ministre des Cultes de l'abus de ces collectes et il citait lui-même ses textes ; c'étaient les arrêts du Parlement de Bretagne des 24 novembre 1664,

²⁶⁹. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Fêtes supprimées, le maire de Paimpol au préfet des Côtes-du-Nord, 30 mai 1810.

²⁷⁰. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Quêtes, le maire de Plouguenast au sous-préfet de Loudéac, 11 thermidor an XIII.

²⁷¹. *Ibid.*, l'évêque de Saint-Brieuc au préfet des Côtes-du-Nord, 30 germinal an XII.

19 juillet 1734, 20 septembre 1779, 22 mai 1784, défendant « tant aux prêtres qu'aux personnes par eux interposées toutes sortes de quêtes, soit de deniers, soit autres, sous quelque prétexte qu'elles fussent consenties » et ce sous peine d'amende et de restitution ²⁷².

Il en fut pour ses frais d'érudition juridique : le sous-préfet de Guingamp écrit, le 11 janvier 1813, que les quêtes se multiplient dans son arrondissement et toujours sous une forme impérative ²⁷³. On n'en finirait pas d'énumérer les autres contestations qui s'élèvent à tout propos entre maires et desservants, évêque et préfet, pendant les quinze années de régime concordataire que nous étudions. Enterrements, pèlerinages, processions, érections de croix, ouvertures de chapelles ou d'oratoires, tout est prétexte, de part et d'autres, à chicanes, empiètements, arguties scolastiques ou procédurières ²⁷⁴. Réduit à de mesquines et quelquefois grotesques propositions, le duel éternel du Sacerdoce et de l'Empire continue de se dérouler dans les obscures paroisses du département. C'est en suivant ces péripéties qu'on se rend compte à quel point le Concordat a été un « mariage de raison ».

Il y avait d'ailleurs tout un côté de l'activité de l'Eglise, et non des moins importants au point de vue religieux, que le Concordat n'avait ni réglementé ni même prévu. On veut dire la formation et le développement des ordres religieux et des congrégations. Dans le chapitre précédent on a tenté de donner un tableau d'ensemble de ceux existant dans les diocèses de Saint-Brieuc, Tréguier, Saint-Malo et Quimper, à la veille de 1789; on a vu la Révolution essayer comme partout ailleurs de les anéantir, sans toutefois y réussir complètement.

Voyons-les maintenant se reformer du moins en partie sous le régime impérial.

A l'égard des congrégations d'hommes, on sait combien rigoureuse fut sa politique. L'interdiction absolue de se recons-

²⁷². Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 218, Correspondance du préfet relative aux cultes (1808-1810), fol. 68-69, le préfet à S. E. le ministre des Cultes, 28 mai 1810.

²⁷³. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Quêtes, le sous-préfet de Guingamp au préfet, 11 janvier 1813.

²⁷⁴. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V. Refus de sacrements et de sépultures religieuses. *Id.*, Fêtes supprimées, Repos dominical. *Id.*, Son des cloches. *Id.*, Pèlerinages et processions. *Id.*, Missions et calvaires.

tituer ressort pour elles du décret du 3 messidor an XII et d'une circulaire de Fouché du 19 vendémiaire an XIII ²⁷⁵. Furent exceptés toutefois de cette mesure de principe les Frères des Ecoles chrétiennes autorisés par décret du 11 frimaire an XIII ²⁷⁶. Cette même année, il fut question de rétablir ceux de Saint-Brieuc et le conseil municipal fut saisi du projet. Le maire poussait énergiquement à sa réalisation; c'était, d'autre part, le vœu de Caffarelli qui avait offert dans ce but ses bons offices auprès du cardinal Fesch, protecteur de leur institut (2 mars 1807). Mais leur ancienne maison appartenait depuis la Révolution à la commission des hospices qui voulait même l'échanger contre une métairie appartenant à Le Gorrec. Tout ce que put faire le conseil municipal fut de s'opposer à cet échange, mais il ne réussit pas malgré ses réclamations au préfet et au ministre de l'Intérieur, à leur faire restituer l'immeuble. Les Ignorantins ne devaient reparaitre à Saint-Brieuc que sous la seconde Restauration (1817) ²⁷⁷.

Pour les congrégations de femmes, la législation consulaire et impériale se montra un peu plus libérale, à condition toutefois qu'elles fussent hospitalières ou enseignantes. Le décret de messidor an XII, cité plus haut, les obligeait simplement à

275. Sur les congrégations religieuses sous le Premier Empire, en général, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 934-936 et G. VAUTHIER, *Les Congrégations religieuses sous l'Empire dans la Revue des études napoléoniennes*, 1917, 2^e partie, p. 233-245.

On trouve le texte du décret du 3 messidor dans DUVERGIER, t. XV, p. 34 cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Ordres religieux d'hommes, le ministre de la Police générale aux préfets, 19 vendémiaire an XIII.

276. Manque dans DUVERGIER, t. XV. Cf. A. CHEVALIER, *Les Frères des Ecoles chrétiennes après la Révolution (1797-1830)*, Paris, 1887, 1 vol. in-8^o et *Annales de l'Institut des Frères des Ecoles chrétiennes*, Paris, 1883, 1 vol. in-8^o.

277. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de délibérations du conseil municipal n^o 39 (20 fructidor an XIII-22 novembre 1813), fol. 8, séance du 16 pluviôse an XIII et fol. 57-63, séance du 23 avril 1807. Cf. J. LAMARE, *op. cit.*, p. 276; J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. I^{er}, p. 334.

Le 30 juillet 1808, Bigot de Préameneu avait adressé aux préfets une circulaire demandant quel était dans chaque département le nombre d'anciens Frères des Ecoles chrétiennes exerçant leur ancien état ou disposés à le reprendre. Le 27 août le maire de Saint-Brieuc répondit au préfet qu'il n'existait dans toutes les Côtes-du-Nord qu'un seul individu dans ce cas, le sieur Pierre Beaucourt, sécularisé et marié, titulaire d'une pension, qui tenait à Saint-Brieuc une école primaire et qui « n'avait pas l'intention de reprendre son ancien état. » Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Ordres religieux d'hommes, le maire de Saint-Brieuc au préfet, 27 août 1808. Cf. plus loin chap. V, p. 514-515.

faire viser leurs statuts par le Conseil d'Etat; celui du 18 février 1809 plaçait les Hospitalières sous la protection de Madame mère de l'Empereur²⁷⁸. A la faveur de ces dispositions, somme toute peu gênantes, un certain nombre de communautés de femmes se reconstituèrent dans le département.

Ce furent d'abord les religieuses des anciens hôpitaux, dont beaucoup d'ailleurs ne s'étaient dissoutes sous la Révolution, on l'a vu, que pour la forme et étaient revenues bien avant le Consulat. C'est le cas des sœurs de Saint-Thomas-de-Villeneuve de l'hôpital de Saint-Brieuc. En 1808, elles sont au nombre de 3 religieuses, dont la supérieure, M^{me} Villeberno; 3 novices, une postulante, une sœur converse²⁷⁹. A Lamballe, on les voit revenir dès le 6 vendémiaire an IX, sous la direction de M^{me} Lallier, malgré les protestations du préfet et de l'évêque constitutionnel Jacob. En 1808, on en comptait 9 à l'hôpital militaire, dont 6 plus que septuagénaires, elles-mêmes hospitalisées, et 6 à l'hôpital civil : il y avait en outre 3 novices²⁸⁰.

A Quintin, le 18 floréal an XIII, ces mêmes dames de Saint-Thomas remplacent définitivement les ex-Paulines dissoutes nominalement par la Révolution. Celles-ci n'essayaient pas de se reconstituer : leurs survivantes, restées comme infirmières laïques, prirent l'engagement de s'affilier à la congrégation de Saint-Thomas²⁸¹. En 1808, la communauté de Quintin com-

278. DUVERGIER, t. XVI p. 385-386. Cf. *Correspondance de Napoléon 1^{er}*, t. XVI, p. 120-122. Ordre concernant les associations religieuses, Fontainebleau, 19 octobre 1807, établissant un Petit Conseil destiné à surveiller les maisons des Sœurs... les Pères de la Foi, les Sulpiciens. En faisaient partie le Grand Juge, trois conseillers d'Etat, et Portalis fils.

279. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 V 33, Filles de Saint Thomas, état du personnel des associations religieuses de femmes existant dans le département des Côtes-du-Nord. Hospice de Saint-Brieuc, 6 mai 1808. Cf. A. DE BARTHÉLÉMY et J. GESLIN DE BOURGOGNE, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. 1^{er}, p. 361-363 cité plus haut. La commission administrative les avait rappelées dès le 2 nivôse an V.

280. Archives hospitalières de Lamballe, E, 1^{er} registre de délibérations de la commission administrative de l'Hospice, fol. 1, séance du 6 vendémiaire an IX; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 220, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an VIII-an X), fol. 46-47, le préfet au maire de Lamballe, 7 vendémiaire an IX; 4 V/2, Ordres religieux, Renseignements généraux (1809), état des communautés de femmes en 1808. Cf. *Le diocèse de Saint-Brieuc pendant la période révolutionnaire*, t. III, p. 112-113.

281. Archives hospitalières de Quintin, E, 2^e registre de délibérations de la commission administrative de l'hospice, fol. 4, séance du 18 floréal an XIII et 1^{er} registre, *id.*, fol. 94-95, séance du 2 vendémiaire an XIII.

prenait 5 religieuses : 3 dames de chœur et 2 converses²⁸². A Moncontour, les religieuses de Saint-Thomas avaient continué de desservir l'hospice pendant la Révolution comme infirmières soi-disant laïques; elles n'eurent après Brumaire qu'à reprendre leur ancien costume²⁸³. A Dinan, elles reparurent le 25 floréal an XII au nombre de 4, dont la supérieure, M^{me} Le Paticier, et une converse, et firent congédier la directrice laïque de l'établissement alors en fonctions, M^{me} Tranchevent. En 1808, leur nombre s'est accru : elles sont 6 dames de chœur et 2 converses²⁸⁴.

A peu près à la même époque et dans les mêmes conditions rentrent les Augustines. A Guingamp, le 15 fructidor an XI, à la suite d'un rapport de Pierre Guyomar, membre de la commission administrative de l'hospice, l'évêque revint installer 3 religieuses : M^{mes} Villemadrin, Sebille et Souvestre. Cette communauté s'accrut dans des proportions particulièrement considérables et dans un délai relativement court; en 1808 elle comptait déjà 18 religieuses et une novice²⁸⁵.

A Lannion, les choses se passèrent moins facilement et le retour des Hospitalières dans leur ancien hôpital laïcisé allait donner lieu à de vifs incidents. Le 29 messidor an VIII, le sous-préfet approuvait une délibération de la commission administrative rappelant les religieuses de la Miséricorde de Jésus, au nombre de 20, et le 3 vendémiaire an IX un groupe d'habitants de Lannion adressait au préfet une pétition lui demandant de prendre un arrêté dans le même sens²⁸⁶. Mais,

282. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 V 2, tableau des communautés de femmes établies dans la commune de Quintin, 12 octobre 1807 (dressé par le maire).

283. Renseignements fournis par la secrétaire de la commission administrative de l'hospice de Moncontour.

284. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 V 2, Ordres religieux, Renseignements généraux, le maire de Dinan au préfet, 22 octobre 1807 et état des communautés de femmes en 1808 et Archives hospitalières de Dinan, E. 2^e registre de délibérations de la commission administrative de l'hospice, fol. 12, séance du 25 floréal an XII.

285. Archives hospitalières de Guingamp, E, 1^{er} registre de délibérations de la commission administrative, fol. 78-79 et fol. 86, séances du 10 germinal et du 15 fructidor an XI et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 V 2, état des communautés de femmes en 1808.

286. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K¹, Sous-préfecture de Lannion, Avis et arrêtés (an VIII-an XI), fol. 4, arrêté du 29 messidor an VIII, et V, Hospitalières de Lannion (an IX-1810), pétition des habitants de Lannion au préfet des Côtes-du-Nord, 3 vendémiaire an IX.

le 14 vendémiaire, le préfet rejeta cette pétition comme tendant « à faire absorber une partie précieuse des revenus affectés au secours de l'indigence seule » et présentant « l'expectative du rétablissement d'une communauté religieuse »²⁸⁷. Là-dessus, lettre du président de la commission au préfet et délibération de cette commission en date du 27 brumaire rappelant les Hospitalières; cette fois on se contente de 6²⁸⁸. Nouveaux arrêtés du préfet et du sous-préfet (des 4 et 7 frimaire an IX) annulant cette seconde délibération et destituant en outre la commission pour son « opiniâtreté déraisonnable »²⁸⁹. A quoi les Lannionais répondent par une seconde pétition du 20 thermidor an X, en tête de laquelle figure l'ancien président de la commission des hospices, Daniel-Kerbriant, en compagnie « de plusieurs individus qui en temps d'orage ont cherché à agiter la commune », dit le sous-préfet²⁹⁰.

Naturellement la nouvelle commission donne un avis défavorable, d'autant plus qu'elle croit y voir une machination destinée à ruiner l'école secondaire installée dans une partie des dépendances (germinal an X) et le sous-préfet se basant sur cet avis rejette la pétition (23 fructidor an X). « On voudrait par cette pétition remettre ce département sous le joug du fanatisme »²⁹¹. L'année suivante, les partisans des Hospitalières ayant vraisemblablement fait agir quelqu'un auprès du ministre de l'Intérieur, celui-ci prescrit au préfet une enquête sur la question²⁹².

287. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an VIII-an XI), fol. 17, arrêté du 14 vendémiaire an IX.

288. Archives dép. des Côtes du-Nord, V, Hospitalières de Lannion (an IX-1810), extrait des registres de la commission administrative de l'hospice de Lannion, 27 brumaire an IX.

289. Archives dép. des Côtes du-Nord, 3 K 141, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an VIII-an XI), fol. 25, arrêté du 4 frimaire an IX et fol. 26, arrêté du 25 frimaire an IX; 4 K1, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an VIII-an XI), fol. 29, arrêté du 7 frimaire an IX.

290. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Hospitalières de Lannion (an IX-1810), pétition des habitants de Lannion au préfet des Côtes-du-Nord, 20 thermidor an X et le sous-préfet de Lannion au préfet des Côtes-du-Nord, 23 fructidor an X.

291. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Hospitalières de Lannion (an IX-1810), le sous-préfet de Lannion au préfet des Côtes-du-Nord, 23 fructidor an X.

292. *Ibid.*, le sous-préfet de Lannion au préfet des Côtes-du-Nord, 23 germinal an XI.

Sous-préfet et commission administrative continuent de déclarer que le retour des Hospitalières serait funeste à la prospérité de l'établissement. Leur objection capitale consiste à faire remarquer que cette congrégation est avant tout un ordre contemplatif et cloîtré, aux yeux duquel le soin des malades ne sera jamais qu'une tâche accessoire ²⁹³. Deux ans plus tard, en brumaire an XIII, la commission administrative doit délibérer sur une nouvelle pétition au ministre. Cette fois une minorité de deux voix se prononce en faveur des Hospitalières; les trois autres administrateurs persistent dans leur veto, « considérant que la rentrée des dites religieuses dans leur communauté tend au rétablissement d'une corporation supprimée par les lois et arrêtés du Gouvernement » ²⁹⁴.

Quant au sous-préfet, « après lecture du livre des Constitutions, imprimé en 1566 », il a changé d'avis. Il déclare que les changements continuels de personnel et le désordre qui règne dans l'hôpital nécessitent et justifient le retour des religieuses. « L'expérience, dont on ne peut repousser le témoignage, disait-il dans une lettre au préfet, démontre aujourd'hui que des femmes consacrées par esprit de piété et de religion aux soins des infirmes et des indigents remplissent ces devoirs pénibles avec bien plus de dévouement et de succès que celles qui n'ont en vue en acceptant ce fardeau que de se procurer une existence à la fois agréable et tranquille... D'ailleurs, depuis le Concordat et la fusion des opinions politiques, les autres raisons puissantes qui s'opposaient à leur rentrée au sujet de leur influence pernicieuse dans les temps ne subsistent plus » (8 frimaire an XIII) ²⁹⁵. En même temps, les religieuses redoublaient d'efforts, elles adressaient au sous-préfet et à la commission administrative supplique sur supplique (10 frimaire et 16 pluviôse), proclamant bien haut leur loyalisme et leur docilité ²⁹⁶. Cette nouvelle demande amena de violents dis-

293. *Ibid.*, même lettre que ci-dessus.

294. *Ibid.*, extrait du registre des délibérations de la commission des hospices civils de Lannion, 19 brumaire an XIII.

295. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Hospitalières de Lannion (an IX-1810), extrait des registres de la sous-préfecture de Lannion, 24 brumaire an XIII et le sous-préfet de Lannion au préfet des Côtes-du-Nord, 8 frimaire an XIII.

296. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Hospitalières de Lannion (an IX-1810), les Hospitalières de Lannion actuellement à Trégulier au sous-préfet, 10 frimaire an XIII et Hospices de Lannion. Pétition des Sœurs Hospitalières aux administrateurs des hospices de Lannion, 16 pluviôse an XII.

sentiments entre les administrateurs dont les uns continuaient de tenir pour les infirmières laïques, les autres pour les Hospitalières.

Au nombre de ces derniers était Bobony, une des personnalités marquantes du parti dévot de Lannion. Le conseil municipal et le bureau de bienfaisance prenaient également leur parti ; le sous-préfet aussi. Finalement les Hospitalières eurent gain de cause. Un arrêté du ministre de l'Intérieur du 27 vendémiaire an XIV autorisa 13 sœurs à réintégrer une partie des bâtiments de l'hospice (le reste continuant d'être affecté à l'école secondaire), dont 6 seraient affectées au service des salles, les 7 autres à l'atelier de charité et aux secours à domicile (sœurs converses). Il n'avait pas moins fallu de six ans pour arriver à ce résultat. Ce long délai est significatif ; il montre à quels obstacles se heurta parfois l'Eglise dans son œuvre de restauration de la vie conventuelle au lendemain de la Révolution ²⁹⁷.

Mais la victoire des Hospitalières était complète : un décret impérial du 15 novembre 1810 approuva définitivement leurs statuts ²⁹⁸. A Tréguier, les Augustines avaient fait leur réapparition au ci-devant Hôtel-Dieu dès 1795 : toutefois, elles n'avaient pas repris tout de suite leur costume religieux, puisqu'en germinal an XI leur supérieure, Christine Leroux, sollicitait cette faveur du ministre de l'Intérieur. Malgré un avis nettement défavorable du préfet (12 floréal an XI) qui les accusait d'empiéter sur l'emplacement réservé aux malades et de se refuser à rendre leurs comptes à la commission administrative, avis concluant à l'urgence de les dissoudre, les Hospitalières restèrent à Tréguier, d'où elles essaimèrent à Lannion, comme on vient de le voir. En 1808, elles comptaient 30 professes, 4 novices, 1 postulante et 6 converses, ce qui peut paraître un effectif assez disproportionné par rapport aux chiffres des malades (30) ²⁹⁹. Il est clair que ce que redoutait

297. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Hospices de Lannion, arrêté du ministre de l'Intérieur, 27 vendémiaire an XIV et le chef de la 3^e division du ministère de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 29 vendémiaire an XIV.

298. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Hospitalières de Lannion (an IX-1810), statuts des religieuses Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Lannion, 18 février 1809 approuvés par décret impérial du 15 novembre 1810.

299. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 V/10-13, Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de Tréguier, le ministre de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord.

le préfet s'était produit : un véritable couvent s'était reconstitué en marge de l'hôpital proprement dit. Les Hospitalières de Tréguier n'en furent pas moins approuvées par décret impérial du 15 novembre 1810³⁰⁰.

Quant aux Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul de Saint-Brieuc, dont on a vu plus haut les avatars sous la Révolution, dès l'an IX, le maire sollicita du ministre de l'Intérieur l'autorisation de leur confier à nouveau l'administration du bureau de bienfaisance et de les rétribuer en conséquence. Ainsi fut fait en l'an XI, malgré l'opposition du préfet; en 1808 ces religieuses étaient au nombre de 7, y compris leur supérieure³⁰¹.

Les ordres de femmes enseignantes ne tardèrent pas à suivre l'exemple des ordres charitables. Les Ursulines, dispersées, comme on l'a vu, par la Révolution, ayant vu leur congrégation approuvée par décret du 9 août 1806, rouvrirent leurs écoles l'une après l'autre. A la fin de l'Empire, le département des Côtes-du-Nord en comptera trois³⁰².

A Tréguier, elles réclament et obtiennent en 1809, de la commission des hospices, la concession d'une portion de l'ancien couvent des Paulines, s'engageant à le réparer à leurs frais et à instruire gratuitement 100 jeunes filles pauvres présentées par le maire de la commune. Un état datant de la fin de l'Empire évalue leur nombre à 20 religieuses, 2 novices, 2 postulantes, 10 converses, 80 élèves gratuites et 34 payantes³⁰³. A Quintin, Jacques Duval-Desvallées, acquéreur de leur ancien couvent, le leur restitua par donation du 17 août 1807. Dès 1807, cette communauté comprenait 22 Ursulines, 150 élèves gratuites et

300. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 V/10-13, Hospitalières de la Miséricorde de Jésus, de Tréguier, décret impérial du 15 novembre 1810.

301. Archives mun. de Saint-Brieuc, 1^{er} registre de correspondance du maire (an IX-1806), le maire au ministre de l'Intérieur, 8 prairial an IX et le maire au préfet des Côtes-du-Nord, 18 frimaire an X; le maire au citoyen Chaptal, ministre de l'Intérieur, 10 nivôse an X, et J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés*, t. 1^{er}, p. 367.

302. Sur les Ursulines au XIX^e siècle, en général, cf. Ch. SAINTE-FOI, *Annales de l'Ordre de Sainte-Ursule, depuis la Révolution française jusqu'à nos jours*, Clermont-Ferrand, 1858, 5 vol. in-8^o.

303. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Ursulines de Tréguier (1809-1831), extrait du registre des délibérations de la commission administrative des hospices de Tréguier, 4 juillet 1809 et état indicatif des noms, etc., des Dames Ursulines résidant en la ville de Tréguier, 29 juillet 1809. En 1812 le maire de Tréguier semble avoir élevé des difficultés devant leur intention de recruter des novices; Caffarelli intervint auprès du préfet (V, Ursulines de Tréguier, les Ursulines au préfet, 4 décembre 1812, et l'évêque au préfet, 16 décembre 1812).

12 pensionnaires, et elles sollicitaient à ce titre du conseil municipal une subvention : on leur alloua sur l'exercice 1809 600 francs, qui ne furent d'ailleurs pas approuvés³⁰⁴. A la fin de l'Empire l'importance de l'établissements'est encore accru : 2 novices, 1 postulante, 15 sœurs converses et 250 élèves³⁰⁵. A Dinan, le préfet ayant reçu, le 6 juin 1809, une pétition d'une quinzaine de religieuses Ursulines, autorisa leur reconstitution en communauté, mais il refusa d'appuyer leur demande de concession de l'ancien couvent de Sainte-Catherine à ce moment dépendant du ministère de la Guerre (24 juillet 1809). Ce couvent était destiné, écrivait-il au ministre des Cultes, à servir de caserne ou de dépôt de mendicité. Les Ursulines devaient se contenter de l'autorisation accordée, et louer à leurs risques et périls une maison particulière. Quant à la délibération du conseil municipal en leur faveur, elle était le résultat d'une intrigue, les deux tiers des membres étant absents³⁰⁶. Les Ursulines s'installèrent provisoirement dans un hôtel place Duguesclin, et ce ne fut qu'en 1823 qu'une ordonnance royale leur affecta l'ancien couvent de la Victoire, jusqu'alors occupé par le Collège³⁰⁷. Les Ursulines de Lamballe après la fermeture de leur couvent, s'étaient dispersées dans la ville groupant chacune autour d'elle cinq à six élèves. Sous l'Empire, le conseil municipal, qui avait transformé leur couvent en école secondaire, rejeta leur demande de reconsti-

304. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Ursulines de Quintin (1806-1831), le ministre des Cultes au préfet des Côtes-du-Nord, 29 décembre 1807 et Archives mun. de Quintin, D. Registres de délibérations de la municipalité (an XII-1809), fol. 36-39, séance du 15 mai 1808.

305. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Ursulines de Quintin (1803-1831), l'évêque de Saint-Brieuc au préfet des Côtes-du-Nord, 15 mai 1808. Sur la restauration de la communauté des Ursulines de Quintin, cf. E. BLIVET, *Quintin*, p. 186-197. Caffarelli procéda en personne, le 8 avril 1807, à la cérémonie du renouvellement des vœux des religieuses.

306. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Ursulines de Dinan (1809-1852), arrêté du préfet des Côtes-du-Nord autorisant les Ursulines de Dinan, 9 juin 1809; pétition des Ursulines au préfet, 19 juillet 1809.

307. L. ODORICI, *Recherches sur Dinan*, p. 365 et Ch. BELLIER-DUMAINE, *Histoire du collège de Dinan* dans les *Annales de Bretagne*, t. XI, p. 689.

Cf. R. DURAND, *Jean-Marie de Lamennais, vicaire capitulaire du diocèse de Saint-Brieuc et les congrégations (1815-1819)* dans les *Documents sur l'histoire religieuse de la France pendant la Restauration 1814-1820* (publiés par le Comité des Travaux historiques du ministère de l'Instruction publique), Paris, 1913, 1 vol. in-8°, p. 261-271.

tution en communauté. Ce ne fut que sous la Restauration, en 1825, qu'elles parvinrent à se reformer ³⁰⁸.

Leurs sœurs de Saint-Brieuc, de Guingamp et de Lannion furent moins heureuses. Malgré des instances réitérées, ces couvents demeurèrent supprimés. Les sœurs de la Charité du Refuge de Montbareil, à Guingamp, avaient été dispersées, comme on l'a dit, par la Révolution. Une quinzaine d'entre elles s'étaient réfugiées à Quintin d'où, en 1806, elles adressèrent au préfet une demande en restitution de leur ancien couvent : du nombre se trouvaient Anne-Marie Corbel et Suzanne Glais, sœur de J.-M. Glais de Moncontour. Elles se recommandaient de la haute protection de Madame Mère ³⁰⁹. Le 30 septembre 1807, un décret impérial approuvait définitivement leur congrégation et réglait les conditions d'internement des filles de mauvaise vie ³¹⁰. En 1809, nouvelle demande de Montbareil qui était alors en vente. L'administration impériale ne voulut pas se dessaisir de cet important immeuble qu'elle avait le projet de transformer en dépôt de mendicité. D'accord avec Caffarelli, elles changèrent alors résolument d'objectif et sollicitèrent l'autorisation de se reformer à Saint-Brieuc dans l'ancien couvent des Filles de la Croix. Elles achetèrent 12.000 francs deux corps de bâtiment et un terrain, le 27 septembre 1809 ³¹¹. Le conseil municipal approuva leur démarche et reconnut que l'établissement tant d'un pensionnat pour jeunes filles de la bourgeoisie, que d'un Refuge pour « repenties » était chose fort désirable, et le préfet transmet au ministre des Cultes des renseignements très favorables ; « tout le pays, disait-il, sent la nécessité d'un Refuge » ³¹². Le 10 octobre 1811, un décret impérial approuvait

308. Archives mun. de Lamballe, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an XII-1810), séance du 9 mai 1806; C.-J. B. QUERNEST, *Notions historiques et archéologiques sur la ville de Lamballe*, p. 111-112.

309. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 V/19-20, Dames du Refuge, pétition des religieuses de la Charité du Refuge, autrefois établies à Montbareil, à M. le Préfet des Côtes-du-Nord, Quintin, 21 juillet 1806.

310. *Ibid.*, décret impérial du 30 septembre 1807 autorisant définitivement l'association religieuse des Dames charitables ... dites du Refuge de Saint-Michel. Cf. DUVERGIER, t. XVI, p. 217-218.

311. *Ibid.*, pétition des religieuses de la Charité du Refuge de Montbareil de Guingamp au préfet des Côtes-du-Nord, 6 novembre 1809; le ministre des Cultes au préfet, 19 octobre 1809.

312. *Ibid.*, le ministre des Cultes au préfet des Côtes-du-Nord, 5 avril 1811 et réponse du préfet.

la nouvelle fondation placée sous la surveillance d'un conseil d'administration composé du préfet, du maire de Saint-Brieuc, du président du conseil général et de l'évêque. Son assentiment était nécessaire à toute réception de religieuse ou de novice « de manière que la religion ne soit pas surchargée de membres inutiles »³¹³. Les Dames du Refuge, au nombre de 24, ayant à leur tête la sœur Corbel, paraissent avoir joui de la protection particulière des autorités impériales et s'être recrutées dans la haute bourgeoisie.

Le 29 janvier 1812, la bénédiction de la chapelle restaurée coïncida avec la vêtue de M^{lle} Guépin, nièce de Boullé, en présence de l'évêque, du préfet et de toutes les autorités civiles et militaires. Il y eut un grand repas, et les visiteurs parcoururent toute la maison, après quoi Caffarelli établit la clôture. Le 10 avril 1813, c'était le tour d'Antoinette Sébert, fille du négociant³¹⁴. Dans son rapport de 1811, le préfet prévoyait un effectif de 25 pensionnaires et de 200 « repenties ». Nous ignorons si ces chiffres furent atteints sous l'Empire³¹⁵.

Un autre couvent de religieuses enseignantes se reconstitua également à Tréguier : les Filles de la Croix. En 1800, elles revinrent habiter, en l'affermant, une partie de leur ancienne maison. Toutefois, leur établissement paraît être resté pendant toute la durée de l'Empire provisoire et semi-clandestin ; en 1819, elles étaient encore en instance d'autorisation³¹⁶.

Les sœurs du Saint-Esprit, de Plérin, se reforment en congrégation dès l'an VIII. Elles n'étaient plus que 46. Le 23 août 1804, Mgr Caffarelli fit procéder sous la présidence de Manoir à l'élection d'une nouvelle supérieure, Yvonne

313. *Ibid.*, décret impérial du 10 octobre 1811 approuvant l'institution de la Maison du Refuge établie à Saint-Brieuc et statuts de la maison joints. Cf. DUVERGIER, t. XVIII, p. 32.

314. A. DE LA VILLERABEL, *Bénédiction de la chapelle de Montbareil en 1812*, d'après les annales de la communauté dans la *Semaine religieuse du diocèse de Saint-Brieuc*, 1891, p. 307-312.

315. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 V/19-20, Dames du Refuge, demandes d'autorisation de profession et de vêtue au préfet des Côtes-du-Nord et réponse du préfet des Côtes-du-Nord à la lettre du ministre des Cultes du 5 avril 1811 citée plus haut.

316. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 V/7, Filles de la Croix de Tréguier, les sœurs de la Croix de Tréguier au préfet des Côtes-du-Nord, 23 novembre 1812 et 4 V/3 et 4, Ordres religieux, Pièces communes, tableau du personnel; état des congrégations du diocèse de Saint-Brieuc au 23 juin 1819. D'après leur lettre de 1812 elles auraient reçu par an de 60 à 80 jeunes filles « de la campagne » comme élèves.

Clec'h³¹⁷. En 1808, Plérin abritait déjà 18 professes et 2 novices, et la maison mère avait 7 succursales dans le département : Andel, Plœuc, Plaintel, Etables, Pléguen, Trégomeur et Uzel³¹⁸.

A Plaintel, en 1809, il y avait 3 religieuses, 66 élèves gratuites et 30 payantes³¹⁹. Le 13 novembre 1810, un décret impérial approuva les statuts de la communauté de Plérin. Leurs fonctions devaient consister, comme avant 1789, dans le soin des malades pauvres et la tenue des petites écoles où l'on apprendrait les prières, le catéchisme, la lecture, la couture et les travaux manuels : filer et tricoter. Leurs maisons au nombre de 8 pourraient être augmentées. A cette époque le chiffre total des religieuses du Saint-Esprit devait être de 34 dans le département, réparties en général 2 par 2. A Etables, elles avaient de 95 à 100 élèves³²⁰. En 1813, une nouvelle maison fut établie à Lannion à la demande de la commission administrative de l'hospice. Tandis que les Hospitalières conservaient le soin des malades à l'hôtel-Dieu ou hôpital Sainte-Anne, celui des vieillards et des enfants serait confié à trois filles du Saint-Esprit, dont une au moins devait parler breton. Les sœurs furent installées le 9 novembre. L'année suivante, vu les besoins croissants de l'hospice leur nombre était porté à quatre³²¹.

Les Filles de la Sagesse de Dinan rentrent dès l'an XII : au nombre de quatre, elles se remettent à instruire des élèves, les unes gratuites, les autres payantes et à distribuer à domicile les remèdes du bureau de bienfaisance³²². Elles réalisent

317. LEMERCIER (abbé), *Notice sur la congrégation des Filles du Saint-Esprit (1706-1850)*, déjà citée, p. 111-113.

318. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 V/2, Ordres religieux, Renseignements généraux, état des communautés de femmes, 1808.

319. *Ibid.*, communauté des religieuses du Saint-Esprit de Plaintel.

320. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 V/23, Filles du Saint-Esprit de Saint-Brieuc, décret impérial du 13 novembre 1810 approuvant les statuts de la communauté de Plérin et texte des statuts. Cf. abbé LEMERCIER, *op. cit.*, p. 107 et seq.; et DU BOIS DE LA VILLERABEL (Mgr). *Dom Leuduger, fondateur de la congrégation des Filles du Saint-Esprit*, déjà cité, p. 466 et seq.

321. Archives hospitalières de Lannion, E, Registre de délibérations de la commission administrative (an XIII-1819), séances des 16 avril, 5 juin, 9 novembre 1813, 8 août 1814.

322. Cf. FONTENEAU (Le P.), *Histoire de la congrégation de la Sagesse*, Paris et Poitiers, 1878, 1 vol. in-8° et 4 V/2, le maire de Dinan au préfet, 22 octobre 1807 et renseignements sur les Filles de la Sagesse de Dinan fournis par le maire, 4 octobre 1811.

même un gain net : l'hôpital de Loudéac desservi jusqu'à la Révolution par des laïques fut confié à partir de vendémiaire an X à trois d'entre elles venues de la maison de Lorient. Deux s'occupaient des malades, une de l'instruction des enfants ³²³.

Moins heureux dans sa tentative de reconstitution fut un petit groupe de Carmélites de Guingamp, débris de l'ancienne communauté. Pendant toute la durée du régime impérial, elles menèrent une existence précaire, à demi-tolérées seulement par l'administration qui parle sans bienveillance dans ses notes de leur « spiritualité oisive ». En 1808, elles atteignaient pourtant encore le chiffre de dix, plus une novice. La Restauration contrairement à leur attente ne devait pas leur être plus favorable ; de guerre lasse en 1816 elles abandonneront la partie et se réuniront à leurs sœurs de Morlaix ³²⁴.

Somme toute, comme on s'en rend compte, la renaissance des congrégations de femmes dans le département des Côtes-du-Nord sous le premier Empire s'effectua assez rapidement, eu égard surtout aux difficultés matérielles et juridiques qu'elle rencontrait. Il advint même au gouvernement impérial, qui se souvenait par instant de ses origines révolutionnaires, ou à tout le moins de ses prétentions gallicanes, de s'en inquiéter. Aussi, le 8 octobre 1807, le préfet dans une circulaire confidentielle aux sous-préfets et à un certain nombre de maires demandait pour les transmettre à Paris des renseignements sur les communautés de femmes, lesquelles « se multipliaient avec un zèle inconsidéré » ³²⁵. Mais cette défiance ne se traduisit pas dans la législation ; c'est que le gouvernement impérial qui voulait réduire au maximum ses dépenses en matière d'instruction primaire et d'assistance publique trou-

323. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 V/2, le sous-préfet de Loudéac au préfet, 22 octobre 1807 et Archives hospitalières de Loudéac, E, Registre de délibérations de la commission administrative (1797-1817), fol. 3, séance du 18 thermidor an IX.

324. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 V/2, Etat des communautés de femmes en 1808 et 4 V/3, pétition au Roi des religieuses Carmélites de Guingamp, novembre 1814, cf. R. DURAND, *op. cit.*, p. 266-267, Jean-Marie de Lamennais au préfet des Côtes-du-Nord, 28 novembre 1816.

325. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 217, Correspondance du préfet relative aux cultes (an XIII-1808), circulaire aux sous-préfets et aux maires de Saint-Brieuc, Châtaudren, Lamballe, Moncontour, Paimpol, Pléguien, Plérin, Trégomeur et Plaintel. Maires et sous-préfets doivent indiquer dans leurs réponses le nombre des religieuses, celui des novices, l'époque de leur réunion, l'esprit de la communauté et des prêtres qui la dirigent.

vait dans les congrégations des auxiliaires dociles et peu dépendieuses. Il ne pouvait se passer d'elles et c'est ainsi que, sur ce point comme sur plusieurs autres, il se fit inconsciemment l'artisan de cette restauration de l'Eglise catholique en France, dont les effets ne devaient se faire sentir qu'un peu plus tard après le retour des Bourbons.

Par contre, il se montra soupçonneux et brutal à l'égard des « confréries » ou des « congrégations » de laïques, hommes et femmes que nous avons vu prospérer en Bretagne sous l'Ancien Régime. La Révolution les avait dispersées : la tempête calmée, elles essayèrent de se reconstituer.

En vendémiaire an XIII (1805) la congrégation d'hommes de Loudéac, tracassée par le procureur impérial Bigrel qui prétendait lui appliquer le décret du 3 messidor précédent et lui avait fait défense de se réunir avant d'avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement, s'adressait au maire et au sous-préfet pour la réclamer. Elle comprenait alors 26 membres, parmi lesquels le juge de paix Guilmoto, payant chacun une cotisation de 6 francs le jour de leur réception. Ils avaient fait réparer leur chapelle qui avait servi de grenier à foin, acheté des ornements et ils entretenaient un chapelain pour dire la messe à leur intention. Et comme le sous-préfet s'était contenté de transmettre leur pétition sans l'appuyer, les confrères prièrent le sénateur Cornudet d'intervenir auprès du ministre des Cultes. Celui-ci écrivit alors à Caffarelli, le 19 pluviôse, que le décret de messidor ne visait point « les confréries ou congrégations de personnes qui vivent chacune dans leur famille et qui ne se rassemblent que les dimanches et fêtes dans l'église pour y faire des prières particulières »³²⁶. A Saint-Brieuc, la congrégation de la Vierge-Marie recommença sous l'Empire à participer aux enterrements et aux processions, suivant la croix et précédant le clergé le flambeau à la main³²⁷.

Le préfet écrivit au maire, le 20 juillet 1806, que de pareilles manifestations exposaient les congréganistes à des poursuites

326. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Confréries, pétition des congréganistes de Loudéac au maire, 17 vendémiaire an XIII; le ministre des Cultes à l'évêque de Saint-Brieuc, 19 pluviôse an XIII; l'évêque de Saint-Brieuc au préfet, 29 prairial an XIII.

327. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 49, Correspondance intérieure du préfet relative à la Police (26 messidor an XIII-17 août 1807), fol. 101-102, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 20 juillet 1806.

du procureur impérial : « La tolérance que l'on a faite jusqu'à présent de leur réunion dans la chapelle Saint-Pierre pour y dire des prières communes, loin de leur donner le droit de se montrer en procession sous la bannière de congréganistes, leur interdit d'autant plus sévèrement tout acte extérieur qu'ils se sont constitués en corporation de la façon la plus irrégulière et qu'ils doivent éviter avec soin toute occasion de provoquer contre leur agrégation l'action du ministère public »³²⁸.

Et comme le maire, pour se disculper, objectait que les inculpés se réclamaient de la lettre de Portalis à Caffarelli citée plus haut, le préfet ripostait que l'exception stipulée par la lettre ne pouvait s'appliquer à la congrégation en question : « car les congréganistes sont isolés, ont un aumônier, font bande à part et forment en quelque sorte secte... On a toléré jusqu'ici leur réunion quoique irrégulière et on est disposé à la tolérer encore... Mais elle s'est montrée en véritable corporation mystique avec sa bannière et ses autres signes religieux. Voilà ce que le décret ne veut pas ; voilà aussi ce que le ministre des Cultes explique qu'on ne peut pas faire sans contravention, voilà enfin ce que j'ai entendu prohiber conformément à la volonté du Gouvernement »³²⁹.

Malgré cette prohibition, les congréganistes figurèrent dans la procession du 15 août expressément autorisée par Portalis. Toutefois, l'on comprend que l'hostilité du préfet à l'égard des institutions de ce genre conseillât à Caffarelli de procéder prudemment à leur rétablissement ; et telle était la ligne de conduite qu'il recommandait au curé de Lannion, Lallier, qui essayait de reconstituer la congrégation du Saint-Nom-de-Marie (10 septembre 1806)³³⁰. De fait, les confrères au nombre de neuf devaient eux aussi éprouver les effets de la mauvaise volonté et de la suspicion de l'autorité civile à leur endroit. Ils demandèrent d'abord aux administrateurs de l'hospice la permission de se réunir dans la chapelle et ceux-ci y consentirent (25 septembre 1806)³³¹. Mais le sous-préfet prit en date

328. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 49, fol. 101-102, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 20 juillet 1806.

329. *Ibid.*, fol. 105-106, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 31 juillet 1806.

330. *Papiers d'Ellès, curé de Lannion*. Mgr. Caffarelli à Lallier, curé de Lannion, 10 septembre 1806.

331. *Ibid.*, pétition des frères de la congrégation du Saint-Nom de Marie, de Lannion, aux administrateurs de l'Hospice, 18 septembre 1806.

du 4 octobre un arrêté improuvant cette décision de la commission, et le préfet partagea sa manière de voir.

Il ajoutait qu'il était d'ailleurs loisible aux congréganistes de s'assembler dans l'église « pourvu qu'ils se bornent à y exercer intérieurement leur culte, mais jamais extérieurement ». C'était à peu de chose près ce qu'il avait répondu au maire de Saint-Brieuc. Les confrères de Lannion n'insistèrent pas; d'accord avec la municipalité et la fabrique, ils se transportèrent à Saint-Jean-du-Baly, où se trouvait déjà l'image de la Vierge qu'ils avaient sauvée pendant la Révolution et où tous les dimanches on célébrait une messe suivie d'une quête affectée partie aux frais du culte, partie aux malades et infirmes de l'association ³³².

Telle fut la condition des confréries pendant la première partie de l'Empire : une tolérance dédaigneuse et précaire de la part du pouvoir leur tenait lieu de statut juridique. Mais en 1809 les choses changèrent. Une circulaire en date du 3 novembre du ministre de la Police générale attirait l'attention du préfet « sur des associations mystiques qui s'établissent sous diverses formes » et qu'il supposait affiliées à une congrégation du culte de la Vierge Marie dont il avait fait arrêter les adhérents à Paris et à Bordeaux. En conséquence, ordre leur était donné de dissoudre ces associations qui « s'entretiennent d'objets tout à fait étrangers à la religion », de saisir leurs papiers et de transmettre au ministre la liste des membres ³³³.

Les ordres de Fouché furent exécutés sans retard par le préfet des Côtes-du-Nord. Un mois après, le 6 décembre, l'opération était terminée : elle avait eu lieu à Saint-Brieuc, où, non content de dissoudre la congrégation de la Vierge-Marie, le préfet fit fermer la chapelle Saint-Pierre, prenant ainsi sa revanche de ses insuccès précédents; à Moncontour qui possédait une congrégation mixte; à Lamballe qui en avait deux, une d'hommes (147 adhérents), l'autre de femmes (162 adhérentes); à Quintin, où il existait une congrégation de dames (51 membres) qui se réunissait dans la chapelle Saint-Jean et

332. *Ibid.*, pétition des frères du Saint-Nom de Marie aux fabriciens et curé de Saint-Jean-du-Baly, 30 juillet 1807; *id.* du 18 août 1808; *id.* à la municipalité de Lannion, 10 août 1808.

333. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Confréries, le ministre de la Police générale au préfet des Côtes-du-Nord, 3 novembre 1809.

une d'hommes (112 membres), sous l'invocation de la Très Sainte-Vierge et de la Sainte-Croix dont le siège était la chapelle Saint-Yves; à Guingamp (congrégation mixte de Notre-Dame du Rosaire), à Lannion, à Loudéac, où il y avait une congrégation d'hommes et trois de femmes (Carmélites, 37 membres; du Sacré-Cœur, 39; de Saint-François, 38), la plupart filandières ou domestiques³³⁴.

Même à Evran, le maire, Chauchard du Mottay, crut devoir signifier les ordres de Fouché à quelques filles qui dans les différents villages sous la direction du curé s'occupaient de l'instruction de la jeunesse, apprenant aux enfants le catéchisme ou la prière, ou du soin des malades³³⁵. On n'avait rencontré aucune difficulté sérieuse à disperser ces confréries. Au reste, Boullé les considérait comme inoffensives. « Les 99 centièmes se composent d'ouvriers ou artisans et, en général, dans tous ces noms je n'en vois aucun qui puisse aucunement inquiéter la police. Les autorités locales s'accordent sur les faits que ces associations ne s'occupaient point d'objets étrangers au but de leur institution.

» Je pense avec ces autorités que l'existence de ces mêmes associations n'a eu sous le rapport politique rien de dangereux jusqu'à ce jour dans mon département, mais je n'en reste pas moins persuadé qu'elles sont des foyers de superstition et que l'intrigue pourrait au besoin s'y ménager de fâcheuses et cri-

334. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Confréries, le conseiller d'Etat chargé du 2^e arrondissement de police (en l'absence de Réal) au préfet des Côtes-du-Nord, 9 décembre 1809 et Dissolution des congrégations non autorisées, 1809. Procès-verbal du maire de Moncontour, 17 novembre 1809; *id.* de la dissolution de la congrégation de Lamballe, 15 novembre 1809 et liste des congréganistes de la ville de Lamballe; procès-verbal de la dissolution de la congrégation de Quintin, 14 novembre 1809 et registre des congrégations; procès-verbal de la dissolution de la congrégation N.-D. du Rosaire, à Guingamp, 14 novembre 1809; *id.* de la congrégation de Lannion, 13 novembre 1809; *id.* de Loudéac, même date. A Dinan, le maire certifie (le 20 novembre) « qu'autrefois il existait dans cette commune des associations pieuses qui étaient connues sous les dénominations des sœurs du Mont-Carmel, du Tiers-Ordre des Carmes, de Saint-François et de Saint-Dominique, que maintenant il ne reste plus que quelques-unes de ces vieilles filles isolées, chacune chez elles, et qui, comme les autres habitants, font leurs dévotions dans les églises paroissiales aux heures des cérémonies des cultes. Que depuis la suppression des ordres monastiques, ces sortes d'agrégations, associations ou sociétés se sont d'elles-mêmes éteintes et qu'il n'y a pas d'apparence que ces femmes aient eu des chefs ou présidents, soit ecclésiastiques, soit laïcs. »

335. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Dissolution des congrégations non autorisées (1809), procès-verbal du maire de la commune d'Evran, 2 décembre 1809.

minelles intelligences. Les esprits éclairés parmi les sectaires du christianisme applaudissent à la dissolution de ces sociétés »³³⁶. Quelques années plus tard, sous la Restauration, toutes ces confréries devaient renaître de plus belle.

Ici s'arrête l'esquisse que l'on a essayé de tracer de la situation de l'Eglise catholique dans le département des Côtes-du-Nord sous l'Empire : elle est prépondérante, pour ne pas dire exclusive, car en face d'elle les dissidents sont bien peu nombreux et bien faibles. On a vu combien le protestantisme comptait peu dans le pays de Saint-Brieuc et de Tréguier avant 1789. Ni la Révolution ni le coup d'Etat ne modifient comme de juste cet état de choses. Quand on parle par hasard de protestants dans la correspondance officielle des autorités du département des Côtes-du-Nord sous le premier Empire, il s'agit toujours d'étrangers. Par exemple, en l'an X, le maire de Dinan demande au préfet l'autorisation d'exercer le culte pour un pasteur d'origine française (il était de Bordeaux), Gilbert, aumônier de la petite colonie anglaise qui pendant l'année 1802, profitant de la courte paix d'Amiens, villégiaturait à Dinan et y prenait les eaux minérales. En témoignage de son loyalisme, il avait soumis au maire qui le transmettait au préfet la formule de prières pour les autorités constituées qu'il récitait à la fin de ses instructions³³⁷. En 1810, le sous-préfet de Lannion dénonçait au préfet comme reprehensible la conduite du curé de Tréguier, Riou, qui avait refusé la sépulture ecclésiastique à un marin luthérien, décédé à bord d'un navire danois dans le port. Le préfet répondit à cet excès de zèle de son subordonné par une docte leçon de théologie : « Les rites (de la religion protestante) diffèrent essentiellement de ceux de la religion catholique et l'on ne peut forcer un prêtre de la communion romaine à faire aucunes cérémonies pour les individus d'une autre religion »³³⁸.

Quant aux juifs, en avril 1808, le préfet en réponse à un questionnaire du ministre des Cultes, lui faisait savoir qu'il

336. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 59, Correspondance extérieure du préfet relative à la police (1808-1817), fol. 67-69, le préfet à S. Exc. le ministre de la Police générale, 6 décembre 1809.

337. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Pièces diverses, le maire de Dinan au préfet des Côtes-du-Nord, 16 fructidor an X.

338. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 218, Correspondance du préfet relative aux cultes (1808-1810), fol. 62, le préfet au sous-préfet de Lannion, 9 mars 1810.

n'y en avait aucun dans le département³³⁹. Ce n'était pas tout à fait exact. L'année suivante, le préfet signale la présence d'un certain Simon Mayer établi marchand de draps et de mercerie à Guingamp. Mayer demandait une patente pour continuer son négoce et il présenta à l'appui un avis favorable du conseil municipal, certifiant qu'il ne pratiquait pas l'usure et qu'il s'adonnait au commerce avec « honneur et loyauté »³⁴⁰.

Mais ce n'était là que des exceptions, on pourrait presque dire des curiosités. Le seul groupement religieux au sens large du mot que l'on rencontre dans les Côtes-du-Nord à cette époque en marge de l'Eglise catholique c'est la franc-maçonnerie. On a noté l'existence des loges à Saint-Brieuc, Dinan et Guingamp, dès le XVIII^e siècle : on a vu qu'elles s'étaient maintenues pendant la Révolution française. On les retrouve sous le Consulat et l'Empire.

A Saint-Brieuc, il semble que les deux loges mentionnées plus haut, la *Vertu triomphante* et l'*Egalité triomphante* aient fusionné au lendemain de Brumaire. La première paraît seule subsister et nous y rencontrons de nombreux membres de l'ex-Egalité, tels que Chaplain, maintenant président du tribunal de commerce, Piou, Le Lepvrier, Denoual-Duplessix devenu directeur des contributions directes. Les militaires y sont toujours en grand nombre : citons parmi eux les généraux Valletaux, Lorcet, Roulland, Simon, sans parler d'officiers subalternes. Par contre, on n'y rencontre jamais ni sous-officier ni soldat. A côté d'eux, nous remarquons une partie des employés de la préfecture et non les moins importants : les deux secrétaires généraux, Concedieu, puis Claude Le Gorrec, son successeur, le conseiller Provost-Launay des magistrats tels que Pouhaër, président du tribunal de Saint-Brieuc; Guillaume Le Gorrec, commissaire du Gouvernement auprès de ce même tribunal; Ropartz, accusateur public, puis

339. Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Pièces diverses, le ministre des Cultes au préfet des Côtes-du-Nord, 14 avril 1808.

340. Archives mun. de Guingamp, D, 3^e registre de délibérations du conseil municipal (1807-1827), fol. 20, séance du 20 mars 1809 et Archives dép. 2 M 50, Correspondance intérieure du préfet relative à la police, fol. 106, le préfet au sous-préfet de Guingamp, 10 janvier 1809. D'après une autre lettre du préfet du 26 janvier 1809 (*ibid.*, fol. 108) il y aurait eu un autre Juif à Guingamp, nommé Sanson Waser. L'un et l'autre durent faire la déclaration prescrite par le décret impérial du 20 juillet 1808 « concernant les Juifs qui n'ont pas de noms de famille et de prénoms fixes » (DUVERGIER, t. XVI, p. 327-328).

procureur général impérial ; Gourlay, Paranthoën, Buart, Bienvenue, juge de paix, l' « orateur de la loge » ; Despoirriés, Hello, Damar-Villeneuve, le greffier ; plusieurs professeurs de l'Ecole centrale ; Caro, Néther, Le Maout ; des fonctionnaires des Ponts et Chaussées, tels que Piou père, qui exerce les fonctions de Vénérable. Il y a même deux prêtres expressément nommés avec leur titre ecclésiastique : Amateur Dayot, curé de Guingamp, et Verne, ex-Augustin de Lamballe, tous deux d'ailleurs anciens constitutionnels ³⁴¹. La loge de Saint-Brieuc tenait ses séances sous l'Empire dans une partie du couvent désaffecté des Dames de la Croix ³⁴². On y donnait dans les grandes occasions des « tenués » solennelles qui se terminaient par des banquets. Au cours de ces agapes un F. .°. poète se risquait parfois à enfourcher Pégase, témoin cet échantillon de lyrisme maçonnique qui nous a été conservé.

« Amis de la Maçonnerie
Savez-vous ce qu'on dit de nous
Et que d'un peu de diablerie
Le peuple nous accuse tous.

Dès que quelqu'un de nous se montre
Toutes les vieilles du quartier
De crier « Fuyez la rencontre
C'est un maçon, c'est un sorcier » ³⁴³.

A dater de 1806, nous ne possédons plus d'indications sur la composition de la loge. En 1811, le gouvernement impérial ayant fait procéder à une enquête d'ensemble sur les associations de toute espèce, le préfet demanda au maire de Saint-Brieuc des renseignements sur la *Vertu triomphante*. Celle-ci semble avoir mis peu d'empressement à fournir à ce dernier les éléments de sa réponse. Finalement, le maire fit savoir au préfet que depuis quelques années la loge s'était dissoute et que le Vénérable, Piou père, avait quitté Saint-Brieuc. Cette dernière indication était exacte : Piou avait, en effet, pris sa retraite et s'était établi à Rennes, mais la première ne l'était

³⁴¹. A. HAMON, *La Franc-Maçonnerie en Bretagne et particulièrement dans les Côtes-du-Nord aux XVIII^e et XIX^e siècles*, dans l'*Acacia*, 1911, t. XVII, p. 453-467.

³⁴². HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 59.

³⁴³. A. BIENVENUE, *Mémoires inédits*, Manuscrit B, fol. 67.

pas ³⁴⁴. D'après Habasque, témoin oculaire, la loge était encore en activité en 1815, et, d'après les mémoires manuscrits de Bienvenue fils, elle se transforma à cette époque en *Vente de Charbonniers français* ³⁴⁵.

La loge de Guingamp, l'*Etoile des Maçons*, subsiste également sous l'Empire : Vistorte, Desjars et André en faisaient partie en 1811 ³⁴⁶. Enfin, il y eut des loges nouvelles à se créer : en 1802, la *Vertu Triomphante* fonda en manière de filiale, à Lannion, la *Loge de la Paix*, dont les adhérents furent Despoirriés (Vénérable) ; Boulon-Dumény, magistrat de sûreté ; le maire, de Miniac, Bricchet, Marbaud, Grégoire-Guermaquer, le sous-préfet Le Grontec, Paranthoën. La loge de Lannion était encore en activité en 1811 : le sous-préfet Le Grontec en était alors Vénérable. A cette même date elle correspondait avec 14 autres loges, en particulier avec celle de Quimper, celle de Toulouse, celle de Toulon, le *Temple des Muses* de Paris, et même avec le *Secret des Trois Rois de Cologne* ³⁴⁷.

La même année, une seconde filiale de la *Vertu Triomphante* s'établit à Lamballe : l'*Union philanthropique*, loge dont le caractère fut surtout militaire, Lamballe étant une ville de garnison. Parmi les adeptes civils de l'*Union*, citons le juge de paix Bellanger, le maire Bésuchet, l'inspecteur des forêts Harel de la Parrière, le médecin Mareschal, le conducteur des Ponts et Chaussées Labbé-Dubourquet, le professeur de l'Ecole secondaire Legrand ³⁴⁸.

Il est impossible de dire catégoriquement quelle a été sous l'Empire l'influence politique et religieuse de ces curieuses associations. Certains faits tendraient à prouver qu'elles n'ont pas toujours été le foyer d'idées révolutionnaires que prétend telle école historique. En effet, parmi les maçons cités plus haut figurent des contre-révolutionnaires assez notoires tels que le maire de Lamballe, Bésuchet, auquel le préfet a reproché

344. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 51, Correspondance intérieure du préfet relative à la police (27 juin 1810-15 juillet 1812), fol. 66, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 22 juin 1811 et Archives mun. de Saint-Brieuc, D, 2^o registre de correspondance au maire (1806-1815), le maire au préfet, 3 septembre et 9 octobre 1811.

345. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 59 et 142, et A. BIENVENUE, *Mémoires inédits*. Manuscrit B, fol. 141-142.

346. A. HAMON, article cité plus haut.

347. A. HAMON, *ibid.*

348. A. HAMON, *ibid.*

plus d'une fois, on l'a vu, sa mollesse à l'égard des empiétements du clergé, Grégoire Guermaquer, futur ultra de Lannion ³⁴⁹.

Toutefois, sans que l'on puisse fournir là-dessus des statistiques précises, la grande majorité des maçons que nous avons cités paraît avoir été attachée au caractère antitraditionaliste et laïque de l'œuvre de 1789. Et il n'est pas téméraire de supposer, sans qu'on se rende très exactement compte comment, qu'ils ont contribué à faire circuler sous les dehors monarchiques et religieux du régime impérial un courant souterrain d'esprit philosophique, rationaliste et anticlérical. Ainsi s'expliquerait la résistance tenace et sournoise que le catholicisme concordataire a rencontré de la part de l'élément fonctionnaire pendant toute la durée de l'Empire dans le département des Côtes-du-Nord.

CONCLUSION. — En résumé, si l'on compare la situation de l'Eglise catholique dans le département des Côtes-du-Nord en 1814 avec ce qu'elle était dans les pays correspondants, à la veille de 1789, on obtient le bilan suivant.

Sans doute les pertes ont été notables. L'illustre et vénérable siège épiscopal de Tréguier, un des lieux sacrés de la Bretagne qui commémorait le souvenir du grand saint Yves, a disparu, emporté par la tourmente révolutionnaire. Il en a été de même de tous les établissements religieux d'hommes : abbayes de Beauport, de Bonrepos, de Boquen, de Lantenac, de Saint-Aubin-des-Bois, de Saint-Jacut, de Bégard, de Guingamp, de Coatmalouen, prieuré de Saint-Magloire de Lehon, couvents de Carmes, de Cordeliers, de Capucins, d'Augustins et de Dominicains de Saint-Brieuc, Dinan, Quintin, Guingamp, Tréguier, Lannion, Lamballe.

Il n'y a plus désormais qu'un seul diocèse, celui de Saint-Brieuc plus modeste d'éclat, mais plus solidement constitué. La complication résultant autrefois pour le Penthièvre et le Trécorrois de l'enchevêtrement des enclaves de Saint-Malo et de Quimper a disparu. L'organisation ecclésiastique calquée sur l'organisation civile aboutit à créer un diocèse de caractère mixte, comme le département, partie français, partie breton. Le premier titulaire de ce nouveau siège, Mgr Caffarelli, sans être une personnalité ecclésiastique de premier plan, a fait de bonne besogne et a bien rempli ses quatorze années d'épiscopat.

³⁴⁹. A. HAMON, article cité plus haut.

Il a lutté pied à pied contre le préfet, et d'une manière générale contre le pouvoir civil, pour tâcher de tirer du Concordat et des Organiques le maximum d'avantages pour l'Eglise. Il y a réussi à peu près complètement; il a reconstitué les cadres de son clergé en éliminant ou en comprimant les constitutionnels et en confiant les postes de choix aux réfractaires. Il en a assuré le recrutement futur en réorganisant un séminaire; il a récupéré tous les débris qu'il a pu sauver de l'ancien patrimoine du clergé : églises, presbytères, terres, rentes, cloches, ornements et vases sacrés. Il en a confié la gestion à des laïques sûrs et bien en main. Sous son impulsion l'exercice du culte public a recommencé partout et le plus souvent dans des conditions assurant à l'autorité ecclésiastique la supériorité sur les magistrats civils.

Surtout, à défaut des anciens ordres monastiques, il s'est attaché à ressusciter les congrégations religieuses de femmes, en attendant que ses successeurs en fassent autant pour celles d'hommes. N'oublions pas que le vrai fondateur de l'enseignement primaire congréganiste rural en France au XIX^e siècle sous sa double forme masculine et féminine, J.-M. de La Mennais, futur supérieur général des Frères de l'Instruction chrétienne et des Filles de la Providence, a été découvert et protégé à ses débuts par Mgr Caffarelli ³⁵⁰.

Ainsi le régime concordataire, même renforcé par les Organiques, tel qu'il a été pratiqué par l'Empire, a été loin d'être défavorable à l'Eglise catholique. Celle-ci nous apparaît en 1814, dans le diocèse de Saint-Brieuc, avec sa hiérarchie, ses biens immobiliers et mobiliers, ses religieuses hospitalières et enseignantes comme une puissance avec laquelle l'Etat devra de nouveau bientôt compter. Et cela d'autant plus qu'elle est désormais expurgée de tout virus gallican : ce n'est pas pour rien que J.-M. de La Mennais, l'Eminence grise de Caffarelli déclinant, est le frère et le confident de Félicité; qu'il vient d'écrire en collaboration avec ce dernier les *Réflexions sur l'état de l'Eglise en France pendant le XVIII^e siècle et sur sa situation actuelle* (1808) et la *Tradition de l'Eglise sur l'institution des évêques* (1814), deux manifestes ultramontains ³⁵¹. La doctrine de l'omnipotence romaine a trouvé en lui l'un

350. LAVEILLE (Mgr), *op. cit.*

351. Sur ces deux ouvrages, cf. LAVEILLE (Mgr), *op. cit.*, et F. DUINE, *La Mennais, sa vie, ses idées, ses ouvrages*, Paris, 1922, 1 vol. in-8°, p. 20-33, 33-37 et 46-50.

de ses plus ardents propagandistes et la formation théologique du jeune clergé du diocèse de Saint-Brieuc ne va pas tarder à s'en ressentir, aussitôt écroulé le régime impérial, dernier héritage des prétentions de l'ancienne Monarchie dans le domaine spirituel.

A cette formidable organisation de prosélytisme et de domination religieuse, point de « Petite Eglise », de temple ni de synagogue pour faire contrepoids. Seul le groupe obscur des francs-maçons conserve peut-être en cachette la tradition rationaliste, anticléricale, voire antichrétienne, des « patriotes » de 1789, ennemis du fanatisme et de la superstition, qui sera celle des « libéraux » de la Restauration et du Régime de Juillet, adversaires du « parti prêtre ».

Cherche-t-on des points de comparaison dans d'autres parties de la France ? L'activité de Caffarelli et les résultats obtenus par lui n'apparaissent pas très différents de la tactique ni des conquêtes d'un Champion de Cicé sur le siège archiépiscopal d'Aix, d'un de la Tour-d'Auvergne dans le diocèse d'Arras, d'un de Maillé dans celui de Rennes³⁵². C'est la même méthode de combat contre l'autorité laïque, la même habileté douce-reuse alternant avec la roideur intransigeante, la même hostilité tantôt sournoise et tantôt ouverte contre les constitutionnels, le même acharnement à solliciter les textes concordataires dans un sens favorable aux empiètements de l'Eglise, la même persévérance à favoriser la résurrection de la vie monastique, la même adresse à se concilier les bonnes grâces des ministres des Cultes et à paralyser avec leur appui la résistance des préfets et des ministres de la Police, la même hâte à s'humilier et à se terroriser temporairement, pendant la durée de l'orage, quand le maître excédé de cette cautèle sacerdotale et quasi-féminine gromelle un « *Quos ego* » menaçant. De ci de là, à noter quelques variantes d'attitude motivées par des circonstances un peu particulières ; dans le diocèse d'Arras, l'évêque doit compter avec l'influence occulte d'un évêque d'Ancien Régime non-démissionnaire ; dans celui de Rennes, avec le noyau schismatique de la « Petite Eglise »³⁵³.

352. Sur l'activité de ces trois évêques, cf. L. LÉVY-SCHNEIDER, *L'application du Concordat par un prélat d'ancien Régime. Mgr Champion de Cicé, archevêque d'Aix et d'Arles (1802-1810)*, Paris, 1921, 1 vol. in-8°; J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *Le Pas-de-Calais de 1800 à 1810*, p. 210-263; L. BENAERTS, *Le régime consulaire en Bretagne*, p. 285-311.

353. J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *op. cit.*, p. 252-253 et p. 260, et L. BENAERTS *op. cit.*, p. 307-308.

Mais dans le fond, leur manière de procéder est identique : c'est que Caffarelli, Champion de Cicé, de la Tour-d'Auvergne et de Maillé sont tous les quatre des évêques de formation romaine et orthodoxe.

Dans le département de la Côte-d'Or, la situation apparaît plus nettement différente. La raison en est qu'à la tête du diocèse de Dijon, Napoléon a placé un ex-constitutionnel, Rémond, jadis choisi comme évêque par les électeurs de l'Isère. Aussi dans ce diocèse les ex-réfractaires connaissent-ils le sort réservé ailleurs aux ex-jureurs. Ce sont les anciens tenants de la Constitution civile du clergé qui se voient réserver les meilleures places et le préfet, du moins au début, n'a qu'à se louer des rapports qu'il entretient avec son « collègue » d'Eglise ³⁵⁴.

Mais cette lune de miel ne dura pas ; la fonction modéla l'homme, les subordonnés entraînèrent leur chef, l'évêque de Dijon dès l'an XIII est presque aussi mal noté en haut lieu que Caffarelli : « *Tu es sacerdos in æternum* » ³⁵⁵.

Ainsi, après avoir retracé les péripéties de la longue guerre d'escarmouches entre évêque et préfet qui résume l'histoire de l'Eglise catholique dans le département des Côtes-du-Nord, de 1800 à 1814, nous avons le droit de dire, semble-t-il, qu'elle est caractéristique des rapports d'ensemble du régime bonapartiste avec le clergé et que les conclusions que nous en avons tirées valent pour la France entière.

354. P. VIARD, *L'administration préfectorale dans le département de la Côte-d'Or*, p. 85-89 et 177-204

355. *Ibid.*, p. 195.

CHAPITRE V

L'Instruction publique (1800-1814)

- I. L'INSTRUCTION PRIMAIRE ET SECONDAIRE DANS LES EVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — L'Instruction primaire : les Frères des Ecoles chrétiennes de Saint-Brieuc; les religieuses enseignantes. — L'Instruction secondaire : le collège de Saint-Brieuc; le collège de Dinan; le collège de Tréguier. — Les Cahiers de doléances et l'Instruction.
- II L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — L'Instruction primaire. — L'Instruction secondaire : la Constitution civile et les collèges; l'école centrale des Côtes-du-Nord (an IV-an VIII) : le jury d'Instruction publique; l'emplacement : Guingamp ou Saint-Brieuc; l'inauguration; les professeurs; le règlement de l'école.
- III. L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — L'Instruction primaire : instituteurs et préfet; le recteur d'académie et l'évêque. — L'Instruction secondaire : les deux dernières années de l'école centrale des Côtes-du-Nord (an VIII-an X); la discipline, le matériel, l'enseignement, les exercices publics et les prix; l'école secondaire communale de Saint-Brieuc (an XI-1810); le collège de Saint-Brieuc et l'application du monopole universitaire (1810-1814); la concurrence ecclésiastique. — L'école secondaire de Sergent à Dinan et l'école ecclésiastique de l'abbé Berthier; l'école secondaire de Guingamp; l'école secondaire de Lannion; l'école secondaire de Tréguier et l'école ecclésiastique de l'abbé Richard; l'école secondaire de Lamballe; les bourses dans les Lycées; l'enseignement secondaire féminin. — La vie intellectuelle dans le département : bibliothèque, musée, Société philharmonique de Saint-Brieuc.
- CONCLUSION. — Activité d'esprit au total bien médiocre, paralysée à la fois par le caractère policier du régime et le manque de ressources matérielles : l'enseignement secondaire masculin assujéti comme avant 1789 à l'humanisme vieillot. — L'enseignement primaire et l'enseignement secondaire féminin quasi-inexistants. — L'Eglise hostile et le monopole inopérant. — Comparaison avec d'autres départements.

I. — L'INSTRUCTION PRIMAIRE ET SECONDAIRE DANS LES EVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

Nous connaissons très mal l'état de l'enseignement primaire dans la région de Saint-Brieuc et de Tréguier sous l'Ancien Régime. Il n'existe ni travail d'ensemble, ni monographies sur la question. Il faut aller glaner les renseignements dans les études publiées sur les localités ou sur les congrégations religieuses du département des Côtes-du-Nord et ces études

sont malheureusement assez pauvres le plus souvent en indications de ce genre.

Avant 1789 il n'y avait, dans les deux diocèses de Saint-Brieuc et de Tréguier et dans la portion de celui de Saint-Malo correspondant au futur arrondissement de Dinan, qu'une seule école de garçons, celle de Saint-Brieuc, tenue par les Frères des Ecoles chrétiennes, dont on a parlé au chapitre III, à propos des cultes¹.

Par contre, on l'a vu dans le même chapitre, les couvents d'Ursulines et de Filles du Saint-Esprit, dispensant aux jeunes filles l'enseignement primaire, étaient assez nombreux, relativement parlant, dans les deux diocèses. Il faut y ajouter les religieuses de Montbareil, à Guingamp, et les Filles de la Sagesse de Dinan et de Trigavou².

Il est probable, d'autre part, qu'il existait çà et là, comme partout en France sous l'Ancien Régime, pour les garçons du moins, un certain nombre de « petites écoles » privées, dirigées par des « magisters » non congréganistes et même quelquefois laïques, mais ce n'est là qu'une supposition, car nous ne possédons jusqu'à présent pour la région qui nous occupe aucune précision sur ces « petites écoles »³.

Relativement à l'instruction secondaire, nous sommes mieux renseignés. Trois villes possédaient des collèges : Saint-Brieuc, Dinan et Tréguier. Il y avait, en outre, à Plouguernével, diocèse de Cornouaille, un petit séminaire que l'on peut considérer comme un établissement d'enseignement secondaire⁴.

1. E. ALLAIN (abbé), *L'instruction primaire en France avant la Révolution*, Paris, 1881, 1 vol. in-8°; Marcel MARION, *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, p. 205-208. Art., Enseignement primaire; PRÉ-DERRIÈRE (abbé), *Les petites écoles en Bretagne avant la Révolution*, dans la *Revue de Bretagne*, t. II, 1877, p. 131-138, 215-224 et 229-300; LE MÉE (abbé), *L'instruction du peuple en Bretagne avant la Révolution*, Saint-Brieuc, 1883, 1 vol. in-16°; sur les Frères de Saint-Brieuc, cf. plus haut, p. 317.

2. Cf. plus haut, p. 316-317.

3. C'est la thèse même de l'abbé Le Mée qui soutient, en s'appuyant sur les signatures d'actes de baptême, que l'instruction primaire était plus répandue en Bretagne avant 1789 qu'on ne le croit généralement.

D'après QUERNEST, *Notions historiques et archéologiques sur la ville de Lamballe*, p. 98, il y avait à Lamballe, au début de la Révolution, un maître et six maîtresses d'école, sans parler des Ursulines.

4. Sur ce petit séminaire, cf. (A. CHATTON), *Souvenirs d'un ancien élève du Petit Séminaire de Plouguernével*, déjà cité, et ce que nous en disons nous-mêmes, chap. III, p. 328-329.

Le collège de Saint-Brieuc, fondé en 1609, conjointement par la municipalité et l'évêque, Melchior de Marconnay, était desservi par un principal nommé par l'évêque sur présentation de la communauté de ville et par une dizaine de régents. Ce principal était d'ordinaire un ecclésiastique séculier. Le collège comptait dès 1619, de 5 à 600 écoliers; 505 en 1713, dont 30 internes. L'enseignement presque exclusivement littéraire commençait en 6^e pour s'achever en classe de théologie : il y avait cependant une chaire de « physique » au moins au XVIII^e siècle. Les revenus constitués primitivement par le produit d'une prébende canoniale, par une contribution de la ville et enfin par la rétribution scolaire, avaient grossi au cours du XVIII^e siècle, grâce à la fondation de nombreuses bourses et atteignaient, au moment de la Révolution, 10.620 livres. Ce collège avait dans la province de Bretagne une certaine réputation qui dépassait les limites de la ville et même celles du diocèse : en 1762, la Sorbonne le citait en exemple au Roi, comme preuve que l'on pouvait se passer des Jésuites dans l'enseignement ⁵.

Le collège de Dinan, encore plus ancien, fondé par la ville peut-être dès 1527, avait été réorganisé et installé définitivement en 1775 dans l'ancienne abbaye bénédictine de la Victoire, par Mgr des Laurents, évêque de Saint-Malo, qui s'était réservé en retour le droit de nommer le principal et les régents, d'où l'appellation usuelle de « collège des Laurents ». Le collège des Laurents comprenait à la veille de la Révolution : 1 principal, 10 régents, tous ecclésiastiques, et 245 élèves. Plusieurs de ceux-ci devaient acquérir dans le monde quelque illustration : Ch. Néel de Lavigne, que nous avons vu sous-préfet de Dinan et qui nous a laissé, dans ses *Souvenirs*, quelques renseignements intéressants sur ses années d'études; Broussais et enfin Chateaubriand qui y passa

5. HABASQUE, *Notions historiques sur le littoral des Côtes-du-Nord*, t. III. Coup d'œil sur l'ensemble du département (1836), p. 31-32, le collège de Saint-Brieuc avant 1789; J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne* (1856), t. II, p. 165-172; J. LAMARE, *Histoire du collège de Saint-Brieuc*, dans les *Mémoires de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, t. III (1866), p. 65-82; A. DUPUY, *L'instruction secondaire en Bretagne au XVIII^e siècle*, discours de rentrée des Facultés de Rennes, Rennes, 1883, 1 vol. in-8°; R. DURAND, *Le collège de Saint-Brieuc en 1763*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXVIII, 1912-1913, p. 597-604; E. GALMICHE, *Les règlements du collège de Saint-Brieuc de 1731 à 1791*, dans les *Mémoires de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, t. LI, 1913, p. 71-92.

quelque temps, à son retour de Brest, sous prétexte de se préparer à la cléricature. L'actif du collège, outre la rétribution scolaire, était constitué essentiellement par les revenus du prieuré Saint-Georges, en Broons, auxquels devaient s'ajouter très souvent, pour éviter le déficit, de nombreuses donations de particuliers, spécialement des évêques de Saint-Malo. Comme à Saint-Brieuc, il y avait une chaire de philosophie et une de théologie, mais l'enseignement, dans son ensemble, était surtout littéraire avec le latin pour base ⁶.

Le collège de Tréguier qui remontait peut-être encore plus haut, jusqu'au XIV^e siècle, était en pleine prospérité dès le XVII^e. Lui aussi avait un caractère nettement ecclésiastique. Le personnel enseignant, principal et régents, était tout entier d'Eglise et vivait du revenu de divers bénéfices, notamment de celui de prévôt de la Collégiale de Tonquédec, ou encore de chanoine du chapitre de Tréguier. Ce collège avait été reconstruit à neuf de 1708 à 1782, grâce à la participation financière de la communauté de ville, des évêques de Tréguier et de Léon. L'effectif oscillait autour de 200 élèves, dont un certain nombre hébergé en ville dans des pensions de famille tenues par des femmes d'âge canonique et de mœurs respectables. Sa clientèle provenait non seulement de la ville et des environs mêmes de Tréguier, mais encore de Guingamp, de Lannion, voire de Morlaix.

On relève sur les palmarès quantité de noms appartenant à la bourgeoisie et à la noblesse rurale : les Grégoire-Guermaquer, les de Kérinou, les Hersart de la Villemarqué, les Le Gonidec. Enfin, notons que plusieurs des élèves du collège de Tréguier se destinaient à la prêtrise. Citons parmi ces derniers le futur abbé Le Hir qui sera à Saint-Sulpice le professeur d'hébreu d'Ernest Renan. A Tréguier comme à Dinan, comme à Saint-Brieuc, peut-être davantage encore si possible, le fond de l'enseignement était l'humanisme traditionnel avec ses creuses amplifications, françaises et surtout latines. Quant à l'esprit qui y régnait, nous sommes édifiés à cet égard par un discours du principal, en 1780, d'une hostilité systématique à l'endroit des innovations pédagogiques du XVIII^e siècle. « On s'est beaucoup occupé en

6. HABASQUE, *op. cit.*, t. III, p. 35; Ch. BELLIER-DUMAINE, *Histoire du collège de Dinan*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XI, 1895-1896, p. 3-26 et 198-222; Ch.-R. NÉEL DE LAVIGNE, *Souvenirs*, p. 9-12.

France de l'instruction publique depuis vingt ans; on a beaucoup déclamé contre l'éducation qu'on y reçoit, on a même sollicité le Gouvernement de la réformer et dressé de toutes parts de nouveaux plans d'études. On a essayé de les faire exécuter par de nouveaux instituteurs, mais une funeste expérience a fait voir que tous ces projets qui semblaient présenter l'utilité dans la perspective manquaient de possibilité dans l'exécution. Tous les gens sages reconnaissent aujourd'hui que c'est n'est pas à l'âge de vingt ans qu'il faut commencer à s'instruire de la religion, qu'il est plus difficile d'enseigner la géométrie à un enfant de sept ans qui ne sait pas encore lire, que l'étude des langues savantes quoique mortes, est nécessaire pour devenir savant ». Et, faisant allusion au caractère tout clérical de l'établissement : « Si c'est un vice essentiel dans l'institution d'un collège d'avoir pour but de préparer les sujets à l'état ecclésiastique ou à la magistrature, il n'y aurait pas moins d'inconvénients à ne s'y appliquer qu'à former des guerriers ou des ingénieurs. A l'égard des maîtres auxquels il importe de confier les écoles publiques, on a reconnu que les instituteurs qui ont eux-mêmes des enfants ne sont pas, comme l'assuraient les réformateurs avant l'expérience qu'on en a faite, les plus propres à élever ceux des autres. Bien plus, le Roi en confiant toutes les écoles militaires à des moines ou à des hommes de communauté et en déchargeant de savants et vertueux ecclésiastiques séculiers de l'un des plus riches et des plus fameux collèges du royaume, celui de La Flèche, pour le donner à des réguliers, aux Pères de la Doctrine chrétienne, a décidé l'ancien problème qui consistait à déterminer les avantages et les désavantages qui résultaient pour l'éducation nationale, de la préférence des corps ou des particuliers pour la direction des écoles publiques » 7.

En somme, avant 1789, l'enseignement dans les anciens diocèses de Saint-Brieuc et de Tréguier, qu'il s'agisse du

7. HABASQUE, *op. cit.*, t. III, p. 37; *Le collège de Tréguier depuis sa fondation jusqu'à nos jours, par un ancien élève*, Saint-Brieuc, 1895, 1 vol. in-12, spécialement p. 34-48; sans indication de sources, a dû utiliser les archives du collège.

Sur les soi-disant « collèges » de Guingamp et de Lannion avant 1789 dont il est quelquefois question sous la plume des érudits locaux et qui n'étaient guère que des classes préparatoires aux collèges de Tréguier ou de Saint-Brieuc, cf. HABASQUE, *loc. cit.*, p. 36 et 38, et S. ROPARTZ, *Guingamp*, t. Ier, p. 145-147.

primaire ou du secondaire, garde une physionomie nettement archaïque et confessionnelle; il est en outre, surtout le primaire, très insuffisamment répandu. Et l'enseignement féminin est encore plus mal partagé que l'enseignement masculin.

Quant à la vie intellectuelle de la contrée, elle est des plus indigentes. Point de théâtre permanent, même à Saint-Brieuc; point de journaux locaux. Très peu de libraires. Les couvents ont des bibliothèques, riches surtout en ouvrages théologiques; de rares particuliers possèdent des livres en propre. Ce sont surtout des gens de loi ou des médecins : leurs livres sont des livres de jurisprudence ou de médecine nécessaires à l'usage de leur profession. Ne lisent guère d'ailleurs, en dehors des gens d'Eglise, que les nobles et quelques bourgeois. Cependant, il y a lieu de rappeler l'existence dans plusieurs villes, et notamment à Saint-Brieuc, de « sociétés de lecture », ou « chambres littéraires » déjà étudiées au chapitre II (Police), où l'on recevait à frais communs quelques livres et quelques journaux. Ce sont ces sociétés de lecture, il faut le répéter, qui ont répandu jusque dans les coins les plus reculés du Penthièvre et du Trégorrois le « goût des lumières » et aussi les idées des Encyclopédistes⁸.

Les Cahiers de doléances se préoccupent de cette organisation insuffisante de l'instruction publique. Sans doute, dans l'évêché de Saint-Brieuc, les Cahiers des paroisses de Lamballe et de Moncontour sont muets sur la question, mais Trégomar et Plémy réclament un maître d'école et deux religieuses par paroisses, entretenus sur les biens ecclésiastiques, entre autres ceux des réguliers, pour enseigner « la lecture,

8. Nous ne parlons naturellement que du théâtre français à l'usage de la noblesse et de la bourgeoisie lettrées, non du théâtre populaire breton très florissant précisément au contraire à cette époque. Sur ce dernier théâtre, cf. HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 130, note 1, et surtout A. LE BRAZ, *Le théâtre celtique*, Paris, 1904, 1 vol. in-12, chap. XII, p. 492-518. La fin du théâtre breton. A. Le Braz appelle le XVIII^e siècle : « l'ère par excellence de la tragédie rustique en Bretagne », p. 491 et signale le Trégorrois comme un des principaux centres de production.

Sur l'imprimerie et la librairie dans le pays de Saint-Brieuc et de Dinan avant 1789, cf. plus haut, p. 200.

Nous manquons d'études de détail sur les bibliothèques de couvents des évêchés de Saint-Brieuc et de Tréguier. Beauport possédait probablement la plus riche (près de 2.000 volumes), cf. HABASQUE, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 235, note 2.

Sur les chambres littéraires, cf. H. POMMERET (abbé), *L'Esprit public dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 58 et notes 1 et 2.

l'écriture et le chiffre aux enfants pauvres »⁹. Sainte-Croix de Guingamp consacre à l'enseignement primaire tout son article 20, « Dans aucune ville de nos environs et dans la plupart de celles de Bretagne nulle école publique et gratuite pour l'instruction des enfants de l'un et l'autre sexe; de là naît l'ignorance : l'on ne trouve que quelques maîtres ignares et qui se font payer largement. Il n'y a donc que les riches qui puissent faire éduquer leurs enfants. Il serait à propos et ce serait une très bonne chose d'établir, dans chaque ville où il n'y en a pas, deux écoles publiques pour l'instruction de la jeunesse de l'un et l'autre sexe qui y serait éduquée gratuitement : deux couvents seraient très propres à cet utile établissement et l'on pense que les religieux et religieuses qui y sont se prêteraient avec plaisir à d'aussi charitables fonctions »¹⁰. Le Cahier de la ville de Guingamp demande au nom des habitants l'établissement d'un collège avec bibliothèque « dans son enceinte, afin que leurs enfants et ceux des environs y reçoivent à moins de frais les instructions concernant la grammaire française et dont ils n'apprennent les éléments que d'une manière très imparfaite dans l'école déjà subsistante et dirigée par un ecclésiastique du lieu, et que pour l'exécution d'un projet aussi important on y attribue les fonds et même les édifices des maisons religieuses dont la suppression est devenue praticable et nécessaire par leur inutilité »¹¹.

Le Cahier général de la sénéchaussée de Rennes souhaite « ...qu'il soit établi des écoles pour l'instruction des habitants des campagnes et surtout de la classe la moins aisée » (art. CLV)¹².

Le Cahier général de la sénéchaussée de Ploërmel, demandant la suppression des abbayes et des bénéfices en commende, ajoute : « Que les biens qui y sont attachés soient régis par les Etats de la province et que pour se rapprocher de l'intention des fondateurs... un tiers du revenu serve à établir dans les villes et dans les bourgs des écoles publiques et

9. H. SÉE et A. LESORT. *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*, t. III, p. 695 et 778. Cf. E. ALLAIN (abbé), *La question d'enseignement en 1789 d'après les Cahiers*, Paris, 1886, 1 vol. in-18.

10. H. SÉE et A. LESORT, *op. cit.*, t. IV, p. 68.

11. *Ibid.*, t. IV, p. 33.

12. *Ibid.*, t. IV, p. 268.

nationales où chacun puisse acquérir les connaissances et les principes propres à la profession pour laquelle il est destiné »¹³.

Le Cahier du Tiers de la sénéchaussée de Saint-Brieuc reproduit un article du Cahier de la ville proposant « la réunion de quelques bénéfices simples aux collèges... du diocèse, établissements dont les revenus actuels ne suffisent pas à leurs besoins »¹⁴.

S'inspirant d'une préoccupation analogue, le Cahier du bas clergé du diocèse de Saint-Malo sollicite « pour le collège de Dinan l'union d'un prieuré »¹⁵.

II. — L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

Outrepassant les initiatives les plus hardies des Cahiers, la Révolution française fit table rase des institutions pédagogiques de l'Ancien Régime. Elle fut entraînée à cette mesure radicale par les nécessités de sa politique religieuse, ces institutions, surtout en Bretagne, ayant comme on l'a vu un caractère nettement clérical. Dépendances de l'Eglise de France, petites écoles et collèges furent emportés par la tourmente qui ébranla cette dernière jusque dans ses assises séculaires.

Tel fut, dans les Côtes-du-Nord, le sort des établissements des Frères des Ecoles chrétiennes et des Ursulines : dissous comme congréganistes par application des décrets de la Constituante, les uns et les autres virent leurs biens mis à la disposition de la Nation¹⁶. Que leur substitua-t-on ? en d'autres termes que fit-on pour l'enseignement primaire dans le département, de 1789 à 1800 ? C'est ce que nous serions heureux de savoir, c'est ce que nous ignorons, la littérature historique locale étant jusqu'ici, sur la question, d'une insuffisance lamentable. Tout ce que l'on peut dire c'est que les municipalités les plus importantes, dans la mesure où le leur permettait la situation critique du pays, s'inspirèrent, surtout à

13. *Archives parlementaires*, t. V, p. 382, art. 52.

14. *Ibid.*, t. V, p. 632.

15. H. SÉE et A. LESORT, *op. cit.*, t. IV, p. 309.

16. Cf. plus haut, p. 343 et 346.

partir de 1793, des principes posés en matières d'instruction publique par la Constituante, puis par la Convention : création d'un jury chargé d'examiner les instituteurs, subvention à ceux-ci, affectation de locaux disponibles dans les immeubles nationaux, en particulier dans les presbytères¹⁷.

C'est ainsi qu'à Saint-Brieuc, dès 1791, les trois « Ignorantins » furent remplacés par trois instituteurs, dont un ex-Cordelier, rétribués respectivement 500, 400 et 200 livres. Il y en avait quatre en l'an III; ils ne paraissent pas d'ailleurs avoir pu obtenir de la municipalité un local convenable et l'on ne saurait dire exactement où ils faisaient classe. Les Ursulines parties, l'enseignement des petites filles fut confié à trois institutrices. Langueux, Châtaudren, Plouha, dans le même district, eurent aussi des instituteurs laïques. En l'an III, le district de Dinan, qui semble le mieux pourvu du département, a 46 instituteurs pour 56 communes; celui de Pontrieux, à la même date, 12 instituteurs pour 50 communes; dans celui de Broons, les communes de Merdrignac, Sévignac, Rouillac, sont également dotées d'un instituteur: dans celui de Loudéac, celles de Loudéac, Mayeux, Plémet, Plémy, Saint-Hervé, La Chèze. Nos renseignements sont moins précis pour les districts de Guingamp et de Lannion. Bref, il y eut un peu partout une série d'efforts plus ou moins persévérants, plus ou moins coordonnés, mais tout de même réels pour organiser l'enseignement populaire. Quant aux résultats, si l'on se place pour les examiner au lendemain du coup d'Etat, ils ne paraissent pas avoir été bien satisfaisants¹⁸.

17 Sur l'œuvre pédagogique de la Révolution française dans le domaine primaire, en général, cf. E. LAVISSE et A. RAMBAUD, *Histoire générale*, t. VIII, *La Révolution française*, chap. XI. *Les créations scolaires et scientifiques de la Révolution* par A. MALET, p. 538-543; E. ALLAIN (abbé), *L'œuvre scolaire de la Révolution (1789-1802). Etudes critiques et documents inédits*, Paris, 1891, 1 vol. in-8°; P. POULLET, *Les Institutions françaises de 1795 à 1814*, Paris, 1907, 1 vol. in-8°, p. 349-376; A. AULARD, *Napoléon Ier et le monopole universitaire*, Paris, 1911, 1 vol. in-12, p. 1-18; L. CAHEN et R. GUYOT, *L'Œuvre législative de la Révolution*, Paris, 1913, 1 vol. in-8°, p. 414 et seq.

18 HABASQUE, *op. cit.*, t. III, p. 40, dans le Coup d'œil sur l'ensemble du département n'évalue pas à plus de 15 le nombre total des écoles élémentaires du département « sous la République ». Ce chiffre nous paraît très au-dessous de la vraisemblance à la suite de quelques sondages opérés dans la série L^t des Archives départementales des Côtes-du-Nord. Ce sont les résultats de ces sondages que nous donnons dans le texte.

Sur Saint-Brieuc, en particulier, cf. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 310, et J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés*,

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, la Constitution civile du clergé et la question du serment portent aux trois collèges un coup désastreux. A Dinan, les professeurs — le principal, abbé Derouillac, en tête, — refusent de prêter serment et surexcitent les élèves contre le nouvel état de choses. Un arrêté départemental du 18 juin 1791 ordonna la fermeture anticipée du collège. « Le temps des vacances y était-il dit, n'est pas loin et il vaut mieux l'anticiper que d'exposer les jeunes gens à recevoir des principes aristocratiques ». La mesure fut exécutée par arrêté municipal du 17 juillet 1791¹⁹. A Saint-Brieuc, dès le 26 janvier 1791, le principal Courcoux avait annoncé au district qu'il allait se retirer avec tous ses collègues, ne pouvant prêter le serment à la Constitution civile du clergé²⁰. Le collège de Tréguier — le collège de l'évêque Le Mintier dont on a vu l'attitude combative à l'égard des premiers actes de la Révolution — aurait dû, semble-t-il, surpasser en intransigeance ceux de Dinan et de Saint-Brieuc. Pourtant il y eut même là quelques assermentés; mais la plupart des professeurs, à commencer par le principal Savidan, refusèrent le serment. L'un d'eux, Morvan, suivit Mgr Le Mintier à Jersey; un autre, Le Guilcher passa en Espagne et se fit recevoir docteur à l'Université de Salamanque; un autre, Marion, émigra en Angleterre. Savidan resta caché dans le pays : quant au collège, il fut fermé et le resta jusqu'en 1803²¹. En somme, au début de 1792 rien ne subsistait plus des trois collèges que comptaient le Penthièvre et le Trécorrois sous l'Ancien Régime.

On sait, d'autre part, que ce fut seulement en l'an III que la Convention thermidorienne dota la France d'une organisation nouvelle de l'enseignement secondaire. Entre la fermeture des anciens collèges et cette date s'étend dans l'histoire de la pédagogie française une période confuse pendant laquelle les autorités locales — districts ou municipalités — concurremment avec les initiatives individuelles s'ingénient à

t. Ier, p. 333-334, *Le diocèse de Saint-Brieuc pendant la période révolutionnaire*, t. Ier, p. 199, mentionne la nomination à Plendihen en l'an II (30 août 1794) d'un instituteur et d'une institutrice.

19. Ch. BELLIER-DUMAINE, *op. cit.*, p. 221-222.

20. J. LAMARE, *Le collège de Saint-Brieuc*, p. 82-83.

21. *Le collège de Tréguier, par un ancien élève*, p. 83-90. Sur Plouguernével, cf. A. CHATTON, *op. cit.*, p. 85-93.

comblent tant bien que mal le vide qui vient d'apparaître brusquement. C'est ainsi qu'à Dinan la municipalité d'accord avec les constituants Gagon et Coupard, essaye de reconstituer le collège à l'aide d'un personnel laïque recruté à Paris. Elle s'imposa de gros sacrifices : un traitement de 1.200 livres par an au principal ; de 900 à chacun des maîtres. Le principal fut Louis-Auguste Dubos qui s'intitule, au moment de sa nomination « professeur de philosophie », assisté de 5 à 6 régents qui enseignent la grammaire, les humanités, les mathématiques « l'hydrographie et la géométrie pratique ». Le nouveau collège qui s'ouvrit le 7 novembre 1791 fonctionna d'abord assez bien : il groupa de 150 à 200 élèves recrutés dans la bourgeoisie révolutionnaire de Dinan et même de Saint-Malo, Saint-Servan et des communes de l'Ille-et-Vilaine, de la Manche et des Côtes-du-Nord, dans un rayon de 5 à 6 kilomètres. On relève à cette date sur les palmarès du collège de Dinan, les noms des élèves Beslay, Lavigne, Néel, Forcouëff, Bameulle-Chabossais ; Broussais y termina ses études. Mais l'enseignement ne tarda pas à être désorganisé par la fièvre politique qui agitait à ce moment le district. Les professeurs sont chargés de tâches diverses et qui n'ont rien de scolaire. C'est ainsi que Dubos est un des auxiliaires les plus dévoués de Le Carpentier. Les élèves participent aux exercices militaires de la garde nationale ; les locaux sont affectés à toutes sortes d'usages. Finalement les cours sont suspendus pendant cinq mois. Le 25 vendémiaire an III seulement ils reprennent et le collège réorganisé par le district s'appelle maintenant « Lycée National ». Quatre professeurs : Charles Beslay, R. Delaunay, Dubos et Sergent sont envoyés à Paris suivre les cours de l'Ecole normale. Dubos ne revint pas ; ce fut Sergent qui sauva le « Lycée » agonisant. Au début de l'an V, il l'avait à peu près remis sur pied. On y enseignait le latin et les mathématiques, on y préparait même à Polytechnique et pendant les trois années du régime directorial le « Lycée » de Sergent, installé d'abord dans les anciens bâtiments du collège des Laurents, puis dans l'ex-couvent des Jacobins, joua dans le département des Côtes-du-Nord, le rôle d'« école centrale supplémentaire », doublant celle du chef-lieu du département²².

22. Ch. BELLIER-DUMAINE, *op. cit.*, p. 442-456 et 456-465.

Celui-ci avait été moins heureux dans sa tentative pour ressusciter son ancien collège. En vain, après la démission de Courcoux, le conseil de la commune de Saint-Brieuc avait-il lancé une proclamation pour rassurer les familles (avril 1791) et avait-il essayé de réorganiser un corps de professeurs formé d'assermentés et de laïcs. Le nouveau collège que l'on pourrait qualifier de municipal, végéta pendant l'année 1792 sous la direction du régent de physique, Le Boyer, promu principal aux appointements de 1.200 livres par an. Le 31 juillet eut lieu la dernière distribution des prix avec représentation dramatique en présence de six commissaires du département. Survint la Terreur : le collège fut déserté à la fois par les maîtres et par les élèves. Il ne resta plus que quelques petites institutions dirigées par des laïcs, épaves de la pédagogie d'Ancien Régime, que nous retrouverons plus loin en étudiant l'école centrale : Bidan, Fromaget, Grosvalet ²³.

Tout cela était du provisoire. La Convention entendait faire œuvre définitive. Le 18 germinal an III, en application de la grande loi du 7 ventôse sur la formation des écoles centrales, elle décida qu'il en serait établi deux dans le département des Côtes-du-Nord, une à chaque extrémité de cette espèce de rectangle : la première à Dinan, la seconde à Guingamp ²⁴. Puis, moins d'un an plus tard, le 3 brumaire an IV, revenant au principe de l'unité, elle n'accorda à chaque département qu'une école et fixa le siège de celle des Côtes-du-Nord à Guingamp ²⁵.

Ce choix, on le comprend sans peine, se heurta tout de suite à l'opposition des habitants de Saint-Brieuc. Le 15 thermidor an IV, une pétition d'un certain nombre d'entre eux fut adressée au Corps législatif. Parmi d'autres considérations,

23. J. LAMARE, *Histoire du collège de Saint-Brieuc*, p. 83-85.

24. *Bulletin des Lois*, an III, 4^e trimestre, cf. DUVERGIER, t. VIII, p. 92, loi du 18 germinal an III. Sur les écoles centrales en général, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 376-391; E. LAVISSE et A. RAMBAUD, *op. et loc. cit.*, p. 543-546; A. AULARD, *op. cit.*, p. 18-39. J. LAMARE, dans son *Histoire du collège de Saint-Brieuc* citée précédemment, p. 85-87, avait esquissé, en quelques alinéas, la création et le développement de l'école centrale des Côtes-du-Nord : appréciation malveillante due aux préjugés humanistes de Lamare.

25. *Bulletin des Lois*, an IV, 1^{er} trimestre et DUVERGIER, t. VIII, p. 434, loi du 3 brumaire an IV. Cf. L. Cahen et R. Guyot, *op. cit.*

Dans ce dernier recueil le texte de l'art. 1^{er} du titre II de cette loi est reproduit d'une façon fautive. Il faut lire : « Il sera établi une école centrale dans chaque département de la République », et non « Il sera établi dans chaque canton ... une ou plusieurs écoles primaires ».

elle invoquait l'article 10 du titre XI de la loi de brumaire autorisant les communes qui possédaient ci-devant des collèges « à organiser à leurs frais des écoles centrales supplémentaires ». D'autre part, Saint-Brieuc avait l'avantage de se trouver en pays de langue française; Guingamp, au contraire, l'inconvénient d'être situé dans une contrée bretonnante, alors que le Corps législatif avait annoncé plusieurs fois son « projet d'anéantir les idiomes en France ». Enfin, l'immeuble de l'ancien collège de Saint-Brieuc était, d'après les pétitionnaires, bien supérieur à celui de Montbareil, à Guingamp, où l'on voulait installer la nouvelle école ²⁶.

Vers la même époque, l'administration centrale du département nommait, le 24 thermidor an IV, un jury chargé de choisir les professeurs de la future école centrale. Ce jury se subdivisait en quatre sections :

Section de dessin : Levavasseur, dessinateur; Bouan, ancien officier du génie; Piou fils, ingénieur.

Section de langues anciennes, belles-lettres, histoire, mathématiques et sciences naturelles : Grégoire Désaunay, ancien garde de la Bibliothèque Nationale à Paris; De Rist, ancien recteur de l'Université de Nantes; Urvoy Saint-Mirel, député à la première législature.

Section de législation : Urvoy Saint-Mirel, Festou-Villeblanche, Gautier, hommes de loi.

Section de physique et de chimie expérimentales : Dieuleveult, Limon-Belleissue, Besson, officiers de santé.

Ce jury devait s'assembler à Saint-Brieuc le 1^{er} vendémiaire an V ²⁷; il désigna comme professeurs : de dessin, Néther; d'histoire naturelle, Le Maout; de langues anciennes, Fromaget; de mathématiques, Simonin; de physique, Le Boyer; de grammaire générale, Pérennès; de belles-lettres, Dayot; d'histoire, Le Deist de Botidou; de législation, Rupérou. On verra plus loin quels étaient ces différents personnages ²⁸. Pour

26. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt n° 1 (an IV), Ecole centrale de Saint-Brieuc, les citoyens soussignants de la commune de Saint-Brieuc, département des Côtes-du-Nord, au Corps législatif. Imprimerie Prud'homme, 15 thermidor an IV.

27. *Ibid.*, arrêté de l'administration centrale du département des Côtes-du-Nord, 24 thermidor an IV. Imprimé.

28. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt n° 2 (an V), Ecole centrale de Saint-Brieuc, liste des professeurs aux écoles centrales proposée par le jury d'instruction publique approuvée par l'administration centrale du département des Côtes-du-Nord.

l'instant, contentons-nous de suivre, épisode par épisode, la polémique qui va s'engager entre Saint-Brieuc et Guingamp au sujet de l'emplacement de l'école centrale. Le 7 vendémiaire an V, le jury d'instruction publique et les professeurs nouvellement nommés de l'école joignent leurs efforts à ceux de l'administration municipale de Saint-Brieuc et demandent au Corps législatif que l'école y soit placée²⁹. Le 26 frimaire, l'administration centrale du département, après avoir longtemps hésité, entraînée par l'opinion du jury, par l'adhésion de la municipalité de Dinan, se prononce également pour Saint-Brieuc. Elle avait pourtant fait commencer par l'ingénieur en chef Piou des études préliminaires pour l'aménagement de Montbareil³⁰.

De son côté, l'administration municipale de Guingamp ne restait pas inactive. Le 29 vendémiaire an VI elle adressait au ministre de l'Intérieur un long réquisitoire contre la commune de Saint-Brieuc et réclamait la mise à sa disposition immédiate de Montbareil³¹. Le 29 frimaire, elle demandait à l'administration centrale du département, épurée par le coup d'Etat de Fructidor, de rompre avec les procédés de ses prédécesseurs, inspirés par « l'incivisme, la malveillance et l'intrigue »³², et, dans une série de lettres s'échelonnant en nivôse, pluviôse, germinal et même messidor an VI, elle renouvelait ses instances et ne craignait pas de mettre en cause l'obstruction sournoise du citoyen Piou, l'ingénieur en chef du département lui-même qui avait tardé à faire les devis³³. Ceux-ci, enfin dressés, furent envoyés au ministère de l'Intérieur, en germinal an VI³⁴. Pendant ce temps,

29. *Ibid.*, les membres soussignés, du jury central d'instruction publique pour les écoles centrales du département des Côtes-du-Nord, au Corps législatif. 7 vendémiaire an V. Imprimé.

30. *Ibid.*, copie d'une lettre de l'administration centrale du département des Côtes-du-Nord, au ministre de l'Intérieur, 26 frimaire an V, et correspondance des ingénieurs Le Tertre et Piou.

31. Archives dép. des Côtes-du-Nord, L^t n° 3 (an VI), Ecole centrale de Saint-Brieuc.

32. *Ibid.*

33. *Ibid.* Notamment, l'administration municipale de Guingamp à l'administration centrale du département des Côtes-du-Nord, 19 nivôse an VI.

34. *Ibid.*, l'ingénieur en chef Piou à l'administration centrale du département des Côtes-du-Nord, 12 germinal an VI.

quelques-uns des professeurs nouveaux, faute de local, enseignaient chacun de leur côté, à domicile : Néther, Fromaget et Le Boyer, à Saint-Brieuc; Dayot, à Lamballe; Pérennès, à Guingamp³⁵. Le 19 thermidor an VI, l'administration centrale du département se prononçait pour Saint-Brieuc et l'affaire revenait de nouveau devant les Conseils³⁶. Celui des Cinq-Cents adopta en première lecture le 19 frimaire an VII, en seconde et en troisième, le 9 nivôse, les conclusions du rapport de Lucas-Bourgerel, député du Morbihan, tendant à choisir Saint-Brieuc pour siège de l'école centrale³⁷. Le Conseil des Anciens en fit autant dans ses trois séances du 24 nivôse, 21 pluviôse et 26 ventôse, malgré l'intervention de Rivoallan et de Pierre Guyomar qui plaidèrent naturellement « pro domo » et se rengea à l'avis du rapporteur Moreau, de l'Yonne³⁸. L'administration départementale reçut communication de la loi, le 7 germinal : six jours après elle nommait une commission chargée d'indiquer le local le plus convenable pour abriter la nouvelle création. Cette commission composée de Le Mée, administrateur du département; Langlois, président de la municipalité; Chaplain, président du tribunal de commerce; Piou, ingénieur en chef; Poulain, commissaire du Directoire près la municipalité de Port-Brieuc; Le Boyer et Fromaget, professeurs, après avoir visité l'immeuble de l'ancien collège, conclut qu'il était trop petit et, d'ailleurs, occupé par le tribunal militaire, la gendarmerie et la bibliothèque. Elle lui préféra l'ancien couvent des Cordeliers que l'on rendrait disponible en transférant le magasin des subsistances militaires dans le couvent du Calvaire³⁹.

35. Archives dép. des Côtes-du-Nord, L^t n^o 2 (an V) et n^o 3 (an VI, Ecole centrale, correspondance de Néther, Fromaget, etc., avec les administrations centrales et municipales.

36. Archives dép. des Côtes-du-Nord, L^t n^o 3 (an VI), Ecole centrale.

37. Archives dép. des Côtes-du-Nord, L^t n^o 4 (an VII) Ecole centrale de Saint-Brieuc, rapport et projet de résolution présentés par Lucas-Bourgerel, député, par le département du Morbihan..., pour le placement, dans la commune de Port-Brieuc, de l'école centrale du département des Côtes-du-Nord, 18 frimaire an VII, imprimé de 8 pages.

38. *Ibid.*, loi qui ordonne l'établissement de l'école centrale du département des Côtes-du-Nord à Port-Brieuc, 26 ventôse an VI.

39. *Ibid.*, l'administration centrale du département des Côtes-du-Nord aux citoyens Le Mée, etc., 13 germinal an VII, et procès-verbal des commissaires ci-dessus désignés.

La question du local ainsi réglée, le 24 floréal an VII, l'administration centrale lança à ses administrés une proclamation annonçant pour le 10 prairial l'inauguration de l'école⁴⁰. La cérémonie eut lieu avec pompe dans la salle du « Lycée dramatique » et coïncida avec la fête de la Reconnaissance. Toutes les autorités civiles et militaires de Saint-Brieuc étaient présentes, ainsi que les professeurs et les instituteurs des écoles primaires. Jean-François Denoual, président de l'administration centrale, ouvrit la série des discours. Après s'être demandé pourquoi « l'immortel auteur de *l'Emile* » regardait les sciences comme un calamité publique, il se fait la réponse suivante : « C'est qu'alors, citoyens, l'on apprenait à la jeunesse... toutes choses, excepté ses devoirs ». Heureusement la Révolution a mis un mur d'airain entre nous et ces temps de barbarie. Toutefois, le système d'éducation conçu par les fondateurs de la République n'a pas été tout de suite réalisé. « Ce ne pouvait être, en effet, dans le tumulte des passions en furie, pendant ces moments déplorables où les Français agités par un esprit destructeur étaient devenus opprimés ou oppresseurs, victimes ou bourreaux qu'on pouvait former un établissement qui aurait nécessairement porté l'empreinte de l'anarchie et du vandalisme. S'il en eût été ainsi, on eût bientôt vu une classe d'hommes semblable à celle dont j'ai essayé de retracer la conduite comme elle, hypocrite, adroite, audacieuse... former une association criminelle, s'emparer de l'éducation et offrir son puissant appui à de nouveaux dominateurs ». Il fallut attendre la Constitution de l'an III; alors « le bon Jean-Jacques », s'il revenait sur cette terre, reconnaîtrait que les sciences loin de servir le despotisme, comme elles l'ont fait jadis sous Louis XIV, ont au contraire « donné l'essor à la Liberté et à l'Egalité qui étaient ses idoles ».

Le commissaire du Directoire exécutif requit ensuite l'installation des professeurs : Néther, Fromaget, Le Maout, Le Boyer, Dayot et Baschamps prêtèrent serment individuellement. Puis, le citoyen Limon-Belleissue prit à son tour la parole. Il rappela que « Descartes était d'origine bretonne »; il évoqua les noms de Duclos, Lesage, La Mettrie, nés « sous le ciel de l'antique Armorique »; du « brave et sensible

⁴⁰ Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt n° 4 (an VII). Procès-verbal des commissaires désignés pour l'établissement de l'école centrale.

Duguesclin » qui « né dans un siècle de barbarie » devança ses contemporains « par ses connaissances et son humanité ». Il fit l'éloge du vainqueur de l'Italie « aussi profond dans la politique, qu'il était redoutable dans les combats » et qui pourtant ne dédaignait pas « de regarder comme un de ses plus beaux titres, celui de membre de l'Institut national ». Et faisant allusion à la campagne d'Egypte « on ne peut douter, ajouta-t-il, que le désir de rallumer le flambeau des sciences dans une contrée célèbre qui en fut autrefois le berceau n'ait été le principal motif de sa brillante expédition sur les bords du Nil ».

L'orateur passa en revue les différentes variétés d'enseignement qui allaient être données à l'école. Il fit allusion à la controverse naissante entre les partisans et les adversaires des humanités : « Il est des personnes, dit-il, qui pensent que l'étude des langues de Rome et d'Athènes devient de jour en jour moins utile depuis que nous possédons en France des ouvrages qui rivalisent avec ceux que nous a transmis l'antiquité. Mais on répond avec avantage que les auteurs n'eussent pas réussi à enlever notre admiration si, en démêlant l'artificieuse construction de ces langues harmonieuses, ils n'avaient pas appris à imiter dans la nôtre cette précision et cette énergie qui en épargnant les mots se rapprochent autant qu'il est possible de la simplicité de la pensée...

» L'utilité de l'histoire naturelle est mieux sentie que jamais, depuis que le Plin de notre siècle devenu le confident de la nature en a emprunté le brillant coloris pour nous tracer le tableau des merveilles qu'elle étale à nos regards.

» La chimie ne cherche plus à nous éblouir par la promesse trompeuse de fournir un remède universel à tous les maux qui nous affligent et de transformer de vils métaux en celui qui a toujours tenté la cupidité... Grâce aux découvertes du trop malheureux Lavoisier immolé par de sanguinaires vandaux, la formation de l'eau n'est plus pour nous un mystère. »

L'étude des sciences ne fera d'ailleurs pas négliger aux élèves celle de l'histoire. « Ils n'y chercheront pas uniquement des dates et des faits stériles. Une critique judicieuse leur apprendra à discerner ce qui mérite notre croyance d'avec les récits fabuleux que les écrivains crédules ou séduits ont consigné dans leurs ouvrages. Cette étude deviendra pour eux le cours le plus instructif de politique mise en action... ils

apprendront que l'oubli des principes de la morale et de la justice a presque toujours amené ces catastrophes sanglantes qui renversent la constitution des Etats ».

Fromaget, professeur de langues anciennes, fit ensuite l'éloge de la reconnaissance « d'après Cicéron, ce sauveur de Rome », et sa péroraison fut une invocation au Dieu de paix et de concorde.

Enfin, Dayot clôtura cette collection de harangues par un éloge des lettres et des arts. Il y célébrait « Bacon qui le premier découvrit à l'Europe encore barbare et courbée sous le joug du despotisme, les vraies routes de la science et du perfectionnement de la civilisation ». Il évoqua les mânes « des Bailly, des Lavoisier, des Vergniaud, des Condorcet..., victimes innocentes de la brutale férocité des ignobles fauteurs de l'ignorance, sœur de l'anarchie, du despotisme et de tous les crimes ».

Et la cérémonie se termina par un concert où l'on chanta sur « l'air du vaudeville des *Visitandines* » des couplets de la composition du citoyen Bienvenue, dont on a déjà admiré précédemment le lyrisme ingénu.

O divine Philosophie,
Talents, savoir, arts enchanteurs,
Venez, écarter de la vie
Les préjugés et les erreurs (*bis*).
Que votre clarté vive et pure
Dissipe les fantômes vains
Et montre à nos yeux incertains
Le vrai dessein de la Nature (*bis*)

.....
En vain l'ignorance fatale
Confondant les lieux et les temps
Veut éterniser le scandale
Du long règne de nos tyrans (*bis*)
De l'humanité qui murmure
La Raison proclame les droits
Et brise le sceptre des lois
Que n'a point créées la Nature (*bis*) 41.

A partir de ce moment, l'école centrale va fonctionner régulièrement jusqu'à la fin du Directoire et même, on le

41. *Ibid.*, procès-verbal de la fête de la Reconnaissance et inauguration de l'école centrale, célébrée à Port-Briec, le 10 prairial an VII, Port-Briec, Bourel, imprimeur, 1 brochure in-8° de 48 p.

verra plus loin, pendant les trois premières années du Consulat. Passons d'abord en revue le personnel enseignant. Le jury, a-t-on dit plus haut, avait choisi comme professeurs : Néther, Le Maout, Fromaget, Simonin, Le Boyer, Pérennès, Dayot, Le Deist de Botidoux et Rupérou, soit 9 titulaires. De ces 9 titulaires, 6 seulement, en comprenant Odio-Baschamps, le bibliothécaire, avaient prêté serment à la cérémonie du 10 prairial⁴². Simonin, professeur d'hydrographie au Croisic, avait démissionné presque aussitôt (5 prairial)⁴³. Le professeur de grammaire générale, Pérennès, un ancien élève du collège de Tréguier que le district de Pontrieux avait fait revenir du service militaire en l'an III pour l'envoyer à l'Ecole normale de Paris, et qui tenait un petit établissement d'enseignement secondaire à Pleubihan, puis à Guingamp, en avait fait autant le 30 floréal an VII pour raisons de santé. En réalité, ce n'était là qu'un prétexte ; le vrai motif de cette démission, c'est que Pérennès se savait suspect de tiédeur républicaine et avait même été dénoncé pour cette cause à l'administration centrale⁴⁴.

Le professeur d'histoire était Jean-François Le Deist de Botidoux, l'ancien député suppléant à la Constituante de la sénéchaussée de Ploërmel, compromis à fond dans l'aventure girondine et même dans l'insurrection chouanne en Morbihan, amnistié par Boursault. Son défaut de fixité dans les idées l'avait rendu suspect aux royalistes aussi bien qu'aux patriotes. Est-ce pour cette raison que son installation fut retardée jusqu'en brumaire an IX ?⁴⁵.

42. *Ibid.*, procès-verbal, p. 12.

43. *Ibid.*, Simonin au citoyen Piou fils, membre du jury d'instruction publique, Le Croisic, 5 prairial an VII.

44. *Le collège de Tréguier, par un ancien élève*, p. 70, 73, 74, 77, 83 et 91, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, L, District de Pontrieux, Correspondance du procureur-syndic (1791-an IV), le procureur-syndic du district de Pontrieux au comité d'instruction publique de la Convention nationale, 13 nivôse an III, et L^t n° 4, an VII, Ecole centrale de Saint-Brieuc, Pérennès à l'administration centrale du département des Côtes-du-Nord, 28 brumaire an VII; *id.* à *id.*, 30 floréal an VII; l'administration municipale de Guingamp aux administrateurs du département des Côtes-du-Nord, 1^{er} prairial an VII.

45. Sur Le Deist de Botidoux, cf. P. LEVOT, *Biographie bretonne*, t. 1^{er}, article Botidoux; P. HÉMON, *Le Deist de Botidoux a-t-il trahi les députés girondins?*, Paris, 1909, 1 plaquette in-8°, et H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 5, note 1. Il fit paraître, en 1809, une traduction des *Commentaires de César* et, en 1817, *Des Celtes antérieurement aux temps historiques*, Paris, 1817, in-8°.

Le professeur de législation, Olivier Rupérou, nous est connu : c'est l'ancien sénéchal de Guingamp, en 1789, qui, pendant la Révolution, avait, à deux reprises, exercé d'importantes fonctions dans l'administration centrale du département. Fédéraliste, comme Botidoux, il avait vécu caché pendant la Terreur. Le régime directorial en avait fait un juge au Tribunal de cassation en l'an VI ; c'est vraisemblablement cette qualité qui lui valut d'être choisi pour occuper la chaire de législation à l'école centrale des Côtes-du-Nord. Désignation purement fictive : Rupérou n'enseigna jamais à Saint-Brieuc et ne tarda pas à reprendre sa place au Tribunal même ⁴⁶.

En réalité, le personnel enseignant du nouvel établissement secondaire au moment de son ouverture se réduisait à Néther, Le Maout, Fromaget, Le Boyer, auquel il faut adjoindre le bibliothécaire Odio-Baschamps.

Henri-Daniel Néther, le professeur de dessin, était un Polonais de Varsovie qui, depuis 1791, — on ne sait à la suite de quels avatars — enseignait le dessin à Saint-Malo ⁴⁷.

Efflam Le Maout avait une personnalité plus accentuée. Ce fils d'un meunier de Plestin qui avait fait ses études au collège de Saint-Brieuc, puis à Paris, au Collège de pharmacie, avait 25 ans quand la Révolution éclata. Il s'y lança avec ardeur, fut successivement pharmacien de marine, commandant de la garde nationale de son canton, chargé de mission dans le Finistère, préposé à la fabrication du salpêtre dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Terreur, juge de paix à Guingamp. Le jury d'instruction publique, en considération de ses connaissances scientifiques, en avait fait un professeur d'histoire naturelle. Verbeux et grandiloquent, toujours prêt à exalter l'étendue et les pouvoirs de la « science », sans oublier la sienne propre, inventeur de remèdes, tous plus efficaces les uns que les autres, et grand ennemi de la « superstition », il fait songer à un autre phar-

⁴⁶. Sur Rupérou, cf. P. LEVOT, *Biographie bretonne*, t. II, article Rupérou et H. POMMERET (abbé), *op. cit.*, p. 146, note 4.

⁴⁷. Il était né à Varsovie, en 1760. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 72, fol. 150-152, le préfet des Côtes-du-Nord au conseiller d'Etat chargé de la direction et de la surveillance de l'instruction publique, 14 fructidor an XI. La même lettre contient des renseignements sur Odio-Baschamps, Le Boyer et Jégou.

macien célèbre, encore que ce dernier appartienne au roman et non à l'histoire ⁴⁸.

Le professeur de langues anciennes, Fromaget (Jean-Joseph-Pierre), natif de Pontrieux était, comme tout humaniste d'Ancien Régime qui se respecte, un ancien élève des Jésuites. Il avait fait ses études au collège de Rennes et publié, en 1778, dans l'*Almanach des Musès*, diverses pièces de poésie, notamment une *Ode au Dauphin*. Pendant la Terreur, il avait tenu, comme on l'a dit plus haut, un petit pensionnat à Saint-Brieuc ⁴⁹.

Jean-François Le Boyer, le titulaire de la chaire de physique, était un Normand d'Yvetot (Manche), régent de philosophie au collège de Valognes, en 1789. La Révolution l'avait nommé professeur de physique, puis principal du collège de Saint-Brieuc, en 1791-1792. En frimaire an III, le district de Saint-Brieuc l'avait envoyé suivre les cours de l'Ecole normale. Il était donc tout désigné pour enseigner la physique à l'école centrale; il ouvrit en outre, le 30 floréal an VII, un pensionnat pour les élèves qui en suivaient les cours dans l'ancien couvent des Dames de la Croix ⁵⁰.

Amateur Dayot, né à Morieux en 1765, était un ancien Eudiste qui, avant 1789, professait à Valognes, comme Le Boyer. Au début de 1791, il avait prêté serment et avait été nommé professeur au collège de Saint-Brieuc. Elu curé constitutionnel de Saint-Germain-de-la-Mer, en juin 1791, il avait renoncé à ses fonctions ecclésiastiques pendant la Terreur. Au début de l'an IV, Armez l'avait fait nommer commissaire

48. Sur Efflam Le Maout, cf. P. LEVOT, *Biographie bretonne*, t. 1^{er}, article Le Maout et L. DUBREUIL, *L'extraction du salpêtre dans le district de Dinan*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXVIII, 1912-1913, p. 147-177. Il mourut en 1852; il est le père de Charles Le Maout (1805-1857), l'auteur des *Annales armoricaines*, 1846, que nous avons maintes fois citées, et de la *Bibliothèque bretonne. Collection de pièces inédites ou peu connues concernant l'histoire, l'archéologie et la littérature de l'ancienne province de Bretagne*, 1851-1852, 2 vol. in-8^o.

49. Sur Fromaget, cf. *Annuaire des Côtes-du-Nord*, 1841, p. 437, et R. KERVILER, *Bio-Bibliographie bretonne*, t. XV, p. 26-27, article Fromaget. Il publia en l'an VI, chez Prud'homme, à Saint-Brieuc, des *Eléments de Grammaire générale*, en cinq parties, 2 vol. in-12.

50. Sur Le Boyer, cf. *Annales de la Société royale académique de Nantes*, t. VII, 1836, p. 100 et seq. Notice sur Jean-François Le Boyer, professeur de physique et de mathématiques au collège de Nantes. Il mourut en 1835. Il avait publié, en 1822, un *Traité complet du calendrier considéré sous les rapports astronomique, commercial et historique...*, Nantes et Paris, 1 vol. in-8^o.

du Directoire, près le canton de Planguenoual (canton rural de Lamballe). C'est là que le jury d'instruction publique le vint chercher pour le charger d'enseigner les belles-lettres à l'école centrale ⁵¹.

Pierre-Marie Odio-Baschamps nous est connu. Ancien vicaire épiscopal de Jacob, il avait pendant la Terreur, comme on l'a vu plus haut, refusé de livrer ses lettres de prêtrise et partagé, pour cette raison, la captivité de l'évêque. Mis en liberté par Boursault, en l'an III, il avait été depuis employé dans les bureaux du district de Saint-Brieuc qui l'avait chargé d'établir, au chef-lieu, une bibliothèque municipale. Il était tout indiqué pour occuper le poste de bibliothécaire de l'école centrale ⁵².

Au total, le corps professoral de la nouvelle école était, en majorité, composé de ci-devant régents et même de ci-devant ecclésiastiques, ayant donné, il est vrai, des gages sérieux à la Révolution. Il devait rester en exercice jusqu'à la fin de l'école centrale ; quelques-uns de ses membres survivront même à cette dernière.

A la fin de l'an VII, le jury qui avait déclaré vacantes les deux chaires de législation et de grammaire générale, désigna pour celle-ci, le 11 fructidor, après des épreuves qui durèrent quatre jours, Yves-Marie Jégou. Originaire des environs de Perros-Guirec, c'était un ancien régent de troisième au collège de Tréguier, en 1788. Soldat depuis 1792, il partit en vendémiaire an VIII, se perfectionner à Paris, en suivant les cours des écoles centrales du département de la Seine, et prolongea son séjour jusqu'au 10 frimaire, avec l'autorisation du jury ⁵³. Le concours pour la chaire de législation fut fixé un peu plus tard au 1^{er} prairial an VIII ; nous verrons qu'il n'aura pas lieu ⁵⁴. Provisoirement, en attendant l'évacuation

51. Notes biographiques communiquées par M. H. POMMERET (abbé) d'après des recherches effectuées aux Archives départementales des Côtes-du-Nord, L.

52. *Ibid.*

53. P. LEVOT, *op. cit.*, t. I^{er}, article Jégou. Il publiera, en 1807, une *Grammaire de la Jeunesse ou principe de la langue française d'après nos meilleurs grammairiens*, Saint-Brieuc, Prud'homme, 1 vol. in-16, qui aura plusieurs éditions cf. Archives départementales des Côtes-du-Nord, Lt, 1 vol., Ecole centrale de Saint-Brieuc, n° 4 (an VII), délibérations du jury d'instruction publique du 11 fructidor an VII, et du 19 vendémiaire an VIII.

54. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt, Ecole centrale, n° 6 (an VIII), avis du jury, 28 ventôse an VIII.

des Cordeliers par les subsistances militaires, l'école centrale fut établie au Calvaire ⁵⁵.

La loi qui créait les écoles centrales portait que chacune d'elles devait avoir une bibliothèque publique, un cabinet d'histoire naturelle et un jardin botanique. L'administration départementale des Côtes-du-Nord se préoccupa, aussitôt l'école installée, de réaliser ces vues, au moins partiellement, et le 12 messidor an VII elle prit un arrêté confiant aux citoyens Limon-Belleissue et Odio-Baschamps le soin de parcourir les dépôts de livres, objets d'art, tableaux et gravures provenant des domaines nationaux et des biens d'émigrés existant à Dinan, Lamballe, Guingamp, Lannion et Paimpol, et d'en dresser la liste. La bibliothèque de l'école centrale prélèverait là-dessus ce qui lui serait indispensable; le reste constituerait les bibliothèques communales ⁵⁶.

L'effectif des élèves de l'école, depuis la date de l'inauguration jusqu'au 1^{er} vendémiaire an VIII, était de 169, fréquentant, comme il suit, les différents cours : dessin, 126; histoire naturelle, 21; mathématiques, 67; physique, 32; grammaire générale, 72; belles-lettres, 2. Sur ces 169 élèves, il y a 20 boursiers du département proposés par les administrations cantonales et sélectionnés par voie de concours ⁵⁷.

Dès le 8 prairial an VII, le jury d'instruction publique avait élaboré un règlement provisoire de l'école centrale; en même temps, il invitait les professeurs à y proposer des retouches. Ceux-ci demandèrent que la rédaction du texte définitif fût confiée à une commission composée d'un membre de l'administration centrale, du jury et des professeurs. Nous ignorons si cette procédure fut adoptée; toujours est-il que le 27 pluviôse an VIII un règlement très minutieux était

55. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt, Ecole centrale de Saint-Brieuc, n° 5, (an VIII), pièces relatives à l'établissement provisoire de l'Ecole centrale au ci-devant Calvaire de Port-Brieuc (floréal-prairial an VII).

56. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt, Ecole centrale de Saint-Brieuc, n° 4, (an VII), extrait des registres de l'administration centrale des Côtes-du-Nord, 12 messidor an VII.

57. *Ibid.*, n° 6 (an VIII), tableau nominatif des citoyens qui ont assisté aux leçons de l'école centrale des Côtes-du-Nord, depuis son inauguration, jusqu'au 1^{er} vendémiaire an VIII, et n° 4, an VII, arrêté de l'administration centrale du département des Côtes-du-Nord, 19 floréal an VII, portant création de 20 bourses de 300 francs chacune à l'école centrale, ainsi que le procès-verbal de la nomination de 20 boursiers à l'école centrale, 6 prairial an VII.

soumis à l'approbation de l'administration des Côtes-du-Nord qui le sanctionna par un arrêté, et ratifié un peu plus tard par le ministre de l'Intérieur.

Les cours commencent le 10 vendémiaire et finissent le 1^{er} fructidor. Les professeurs donnent huit leçons par décade, en hiver, et seize l'été, chacune de deux heures. Les cours vaquent les quintidis, décadis et les jours de fêtes nationales. Les élèves ne peuvent suivre que trois cours à la fois, y compris celui de dessin, sauf autorisation spéciale. Chaque cours est divisé en deux sections : les forts et les faibles. Il y a chaque année — pratique renouvelée des anciens collèges — deux séries d'exercices publics, les uns en germinal, les autres, plus solennels, en thermidor. Les élèves y sont interrogés sur les matières vues pendant l'année. Ils sont soumis à un droit d'inscription trimestrielle se montant pour chaque cours à 6 francs. Le quart d'entre eux, y compris les vingt boursiers, en sont exempts. Les militaires sont exempts de droit. C'est le jury d'instruction publique qui exerce la police de l'école. Chaque professeur fait tous les mois son rapport au secrétaire du jury, sur la conduite des élèves : « les peines corporelles sont interdites, mais on peut employer celles qui peuvent causer de la confusion aux élèves, comme de les obliger à se tenir la tête découverte, pendant une ou plusieurs classes, les faire se placer sur un banc à part, exiger d'eux quelque travail extraordinaire ». Les mutins seront exclus de la classe et n'y pourront rentrer qu'après avis du professeur et du jury. « Lorsque les fautes seront plus graves, on prendra d'autres mesures » ⁵⁸.

En ce qui concerne l'enseignement donné à l'école centrale, nous ne possédons d'autres précisions que celles fournies par les programmes imprimés de ces exercices de fin d'année dont on vient de parler. Les Archives départementales des Côtes-du-Nord n'ont conservé que ceux postérieurs à l'an VIII ; nous remettons donc à plus loin la description de cet enseignement, quand nous étudierons l'école centrale sous le Consulat.

Au reste, comme on le voit par tout ce qui précède, l'école centrale des Côtes-du-Nord avait eu à peine le temps de fonc-

58. *Ibid.*, n° 4 (an VII), règlement provisoire; n° 6 (an VIII), observations des professeurs sur le règlement provisoire, 25 nivôse an VIII; règlement pour l'école centrale des Côtes-du-Nord, 28 pluviôse an VIII; le préfet des Côtes-du-Nord au jury central d'instruction publique, 28 germinal an VIII.

tionner régulièrement quand se produisirent le coup d'Etat et l'avènement du régime bonapartiste.

III. — L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LE DÉPARTEMENT
DES CÔTES-DU-NORD
SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814).

Qu'allait faire le nouveau régime pour l'instruction publique dans le département des Côtes-du-Nord ? Pour l'instruction primaire la tâche qui s'offrait à lui était vaste : tout était à faire ou à peu près. Dans sa séance du 7 thermidor an VIII, le conseil général des Côtes-du-Nord le rappelait sous une forme indirecte en émettant le vœu « que le Gouvernement s'intéressât aux écoles primaires, seul moyen de préparer le bonheur du peuple »⁵⁹. Même note l'année suivante (7 germinal an IX), dans les délibérations du conseil d'arrondissement de Saint-Brieuc. D'après les vérifications des comptes des communes de cet arrondissement pour l'an X, 26 d'entre elles, non compris Saint-Brieuc et Lamballe, possédaient des secrétaires de mairie, maîtres d'école sans doute intermittents et de qualité médiocre⁶⁰. Ainsi en jugeait le conseil lorsque, répondant à un questionnaire du ministre de l'Intérieur du 25 ventôse an IX sur l'état de l'instruction publique, il estimait qu'une réorganisation complète de l'enseignement primaire s'imposait. « Il faudrait, disait-il, placer les instituteurs par groupes de deux ou trois dans chacune des grosses communes telles que Lamballe, Moncontour, Quintin, Châtelaudren, Lanvollon, Paimpol et Etables. On les recruterait parmi les boursiers de l'école centrale; quant à leur traitement, une petite partie pourrait en être fournie par la rétribution des élèves, une autre par les centimes additionnels des communes; enfin, le Gouvernement pourrait mettre à leur disposition des revenus et des édifices pris dans les domaines nationaux »⁶¹.

59. Archives dép. des Côtes-du Nord, 1 N 11, fol. 21-27, séance du 7 thermidor an VIII, et Archives Nat., F¹¹¹¹, Côtes-du-Nord, 1, séance du 7 thermidor an VIII.

60. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 97, fol. 13-26.

61. *Ibid.*, fol. 31-33, séance du 9 floréal an IX. Sur l'instruction primaire, en général, au début du Consulat, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 891, et A. AULARD, *op. cit.*, p. 10-18.

Le conseil d'arrondissement de Dinan, le 21 messidor an VIII, réclamait également des écoles primaires qui constituent selon lui « une dette du souverain envers ses membres » et où les citoyens puisent « l'idée et le goût des institutions républicaines » ⁶².

Celui de Lannion, en l'an IX, attend « que le Gouvernement prenne des mesures, pour l'instruction des campagnards, « par l'établissement d'écoles primaires » et reproduit ce vœu dans sa session de l'an IX, en réponse au questionnaire du ministre ⁶³. D'après un arrêté du sous-préfet de Lannion approuvant pour l'an IX, les comptes des communes de cet arrondissement, 26 d'entre elles sur 66 (non compris Tréguier ni Lannion) auraient eu un secrétaire de mairie, maître d'école ⁶⁴. Peut-être ces résultats, si médiocres qu'ils fussent, étaient-ils dus aux efforts tout particuliers du sous-préfet de Lannion, Le Grontec, pour développer l'enseignement primaire. Dans un arrêté pris quelques mois plus tôt (5 complémentaire an VIII), aux considérants très significatifs, il avait institué pour le 25 messidor an IX, fête de la Liberté, une distribution solennelle de prix aux élèves de tous les instituteurs et institutrices de l'arrondissement, précédée d'un concours ⁶⁵.

Dans beaucoup de communes le presbytère désaffecté sert de logement aux instituteurs : c'est le cas de Guingamp, de Dinan, de Broons, de Planguenoual. Quant aux indemnités de logement, elles varient dans l'arrondissement de Lannion, de 200 à 60 francs. Il arrive parfois que les municipalités se font tirer l'oreille pour acquitter ces dépenses, obligatoires pourtant de par la loi du 3 brumaire an IV ⁶⁶. Depuis le coup d'Etat, c'est d'ailleurs le préfet, héritier des pouvoirs publics

62. Archives Nat., F¹c^{vii}, extrait du registre des délibérations du conseil d'arrondissement de Dinan, 21 messidor an VIII.

63. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 N 1, fol. 10-16, Délibérations du conseil d'arrondissement de Lannion, séances des 1^{er}-9 germinal an IX.

64. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 1, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an VIII-an XI), fol. 63-68, arrêté du 25 prairial an IX.

65. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 1, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an VIII-an XI), fol. 21, arrêté du 5 complémentaire an VIII.

66. *Ibid.*, 2 M 12, Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités supérieures (an X-an XII), le sous-préfet au préfet, 20 brumaire an XI.

de l'ancienne administration départementale, qui a la haute main sur l'enseignement primaire ⁶⁷.

En l'an VIII, le 30 thermidor, nous le voyons présider la distribution des prix accordés par l'administration municipale de Saint-Brieuc aux écoles primaires tenues par les citoyens Fromaget et Lucas (écoles mixtes), Cousin (école mixte), Beaucourt, Neuville et Deffoye (école mixte). Le ton et les idées du discours qu'il adressa à cette occasion aux instituteurs méritent d'être notés. « Ecartez d'eux (des enfants), s'écrie-t-il, les funestes doctrines qui ne tendent qu'à... l'anarchie... à la haine de nos semblables... qui ont poussé le sacrilège jusqu'à se servir du nom de Dieu comme d'un instrument de réprobation, comme si ce n'était pas par le bien de l'humanité qu'on pouvait honorer le Créateur... Profitez de l'expérience de la Révolution, n'oubliez pas que c'est par l'immoralité et le crime que la République entière s'est vue exposée à tant de dangers, que ce pays en particulier a tant souffert et que c'est au contraire par l'enseignement de toutes les vertus que vous pouvez pour votre compte concourir à terminer la Révolution et à former de véritables républicains » ⁶⁸.

Le 17 ventôse an X, il renouvelle en exécution d'un arrêté consulaire du 19 nivôse, le personnel des jurys d'instruction publique du département, nommé par la précédente administration centrale le 27 floréal an IV. Il y a pour l'instruction primaire 5 jurys dans le département (1 par arrondissement) composés chacun de trois membres : à Saint-Brieuc, Couppé, président, Chaplain et Le Gorrec ; à Dinan, Benjamin Delaunay, conseiller général, Mercier, médecin et conseiller d'arrondissement, Le Coq fils, propriétaire ; à Guingamp, Vistorte-Boisléon, Festou-Villeblanche, Jean-Baptiste Le Tertre ; à Lannion, Robinet, receveur de l'enregistrement, Guyomar-Kermorin, médecin, Chauvin ; à Loudéac, Robin-Morhéry, Bigrel, Brélivet. Les candidats-instituteurs une fois examinés

⁶⁷ Sur ces attributions des préfets, cf. A. AULARD, *op. cit.*, p. 49 et 61-62, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1¹, fol. 14, arrêté du préfet, du 15 messidor an VIII, nommant un instituteur à Trémuson; fol. 20 *id.*, du 7 fructidor an VIII, nommant un instituteur à Planguenoual.

⁶⁸ Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt, Ecole centrale de Saint-Brieuc, (an VIII), imprimé, écoles primaires et secondaires de la commune de Saint-Brieuc, et discours prononcé par le citoyen Boullé (devant les élèves des écoles primaires).

par ces jurys, c'est le préfet qui les nomme; c'est aussi lui qui les révoque ⁶⁹.

La loi du 11 floréal an X ne changea rien à cet état de choses ⁷⁰. Rareté des écoles et des maîtres, insuffisance des ressources, inertie des municipalités, malgré les exhortations du préfet, c'est la même situation qui dure depuis le début de la Révolution et qui continue. Lisons plutôt le réponse de Boullé au questionnaire détaillé du conseiller d'Etat, directeur de l'instruction publique, Fourcroy, du 14 germinal an XI, au sujet de l'application de la loi précédemment citée, en ce qui concernait les écoles primaires : « J'ai circulièrement écrit (aux sous-préfets et aux maires), dit-il, afin d'obtenir les notices les plus exactes, je suis presque certain d'avance qu'elles seront peu satisfaisantes, l'exiguïté des ressources municipales surtout des communes rurales s'opposant à ce qu'il soit fait face même aux seules dépenses de la mairie et de l'état civil. Il est aussi à remarquer que difficilement on trouvera des sujets qui veuillent se charger de semblables places s'il ne leur est assigné outre le logement un traitement fixe... Il faut le dire, quoique avec peine, sans d'autres ressources, l'instruction primaire restera encore presque partout dans le néant » ⁷¹.

L'année suivante, dans une lettre adressée au conseil général, au début de la session de l'an XIII, le même préfet montrait le recrutement des élèves des écoles secondaires entravé par la pénurie d'écoles primaires « bien organisées », dont il existe à peine « quelques-unes de loin en loin, la plupart tenues par des instituteurs particuliers ». Et il ajoutait que le Gouvernement pour remédier à cette détresse envisageait « la réintégration prochaine des frères « scolarts », dits des Ecoles chrétiennes » ⁷².

69. Archives dép. des Côtes-du-Nord, L¹, Ecole centrale de Saint-Brieuc (an X). extrait des registres de la préfecture des Côtes-du-Nord; 2 M 67, le préfet au maire de Plouha, 3 mars 1806, 3 K 12, arrêté du préfet du 11 mars 1807.

70. Sur cette loi, cf. A. AULARD, *op. cit.*, p. 47-53. Le texte de la loi est dans DUVERGIER, t. XIII, p. 410-414.

71. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 72, fol. 136, le préfet des Côtes-du-Nord au conseiller d'Etat chargé de la direction et de la surveillance de l'instruction publique, 19 germinal an XI.

72. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, le préfet au conseil général des Côtes-du-Nord, 30 germinal an XIII.

Aux doléances du préfet faisaient écho les plaintes des assemblées délibérantes : témoin celles du conseil général dans sa séance du 23 germinal an XII : « Les écoles primaires, quoique une dette rigoureuse du corps social envers chacun de ses membres, ont été jusqu'ici négligées dans les communes rurales ». De même dans sa séance du 8 floréal an XIII : « Les écoles primaires ne sont pas encore organisées, car on ne peut appeler de ce nom quelques écoles particulières dispersées sans ordre, établies sans autorisation et dans lesquelles il n'y a ni discipline, ni surveillance publique, ni mode uniforme d'enseignement »⁷³. De son côté, le conseil d'arrondissement de Lannion, dans ses trois sessions de l'an XI, XII, XIII, constatait que rien n'avait été fait pour les écoles primaires prévues par le législateur, dont il faudrait qu'il existât au moins une par canton⁷⁴.

Si l'on est tenté de voir dans tout ce qui précède des propos de style dans la bouche des autorités locales toujours prêtes à exagérer la détresse du pays pour apitoyer le pouvoir central, nous avons un moyen de contrôler la vérité de leurs dires. A défaut de l'état détaillé demandé par la circulaire de Fourcroy, de l'an XI, nous possédons un document, presque contemporain : la liste des fonctionnaires ayant prêté serment à la Constitution de l'an XII, parmi lesquels furent expressément compris, sur l'injonction du ministre de l'Intérieur, les instituteurs non seulement publics mais encore particuliers. C'est ainsi qu'à Saint-Brieuc, le 21 prairial an XII, devant le préfet, nous voyons prêter serment quatre maîtres de « lecture et d'écriture, Beaucourt, ex-frère des Ecoles chrétiennes, Tréguy, Cousin et Saint-Esprit. De ces quatre instituteurs, un seul, Beaucourt, avait le caractère d'instituteur public et recevait de la municipalité, depuis l'an X, un traitement de 600 francs pour « l'école gratuite des pauvres ». Devant le sous-préfet de Dinan, prêtent serment deux instituteurs ; devant celui de Guingamp, trois instituteurs, dont Delafolie, instituteur public ; devant celui de Lannion, quatre

73. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 68-69, et Archives Nat., Flcv, Côtes-du-Nord, 1, séance du 23 germinal an XII; 1 N¹³, fol. 3-8, et Flcv, Côtes-du-Nord, 1, séance du 8 floréal an XIII.

74. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 N 1, fol. 27-30, séances du 25 germinal au 4 floréal an XI; fol. 34-36, séances du 1^{er} au 10 germinal an XII, et fol. 39-43, séances du 15 au 25 germinal an XIII.

instituteurs; devant celui de Loudéac, deux instituteurs, Soupé et Tanguy; devant le maire de Moncontour, Jacques Lemaître, instituteur; devant celui de Paimpol, Luc Pointel « pensionné de la marine et instituteur particulier »; devant celui de Tréguier, « Mauffray jeune » dont l'école, l'une des plus importantes du département, compte plusieurs sections et près de 90 élèves ⁷⁵.

Le recrutement continue de s'opérer comme sous le régime de la loi de l'an IV. Les candidats ont souvent exercé auparavant une profession toute différente : l'un d'eux, on vient de le voir, est un pensionné de la marine, un autre est un ex-notaire. Le jury d'instruction primaire mentionné plus haut les examine sommairement. Munis de leur certificat, les nouveaux instituteurs passent marché avec le conseil municipal d'une commune, le préfet ratifie l'accord et commisionne l'intéressé ⁷⁶.

La grosse difficulté à laquelle on continue de se heurter, sous le régime de la loi de l'an X comme sous celui de la loi de l'an IV, c'est le manque de ressources des communes. A Lannion, le sous-préfet crut pouvoir prendre un arrêté pour contraindre celles-ci à entretenir une école primaire par canton, aux frais des parents en état de payer, mais le préfet n'osait pas ratifier cette initiative de son subordonné qui lui paraissait de nature à provoquer de vifs mécontentements ⁷⁷. De fait, il y eut en 1807, à Plounevez-Moëdec, une sorte de petite émeute causée par la nomination d'un instituteur : les habitants se rassemblèrent tumultueusement à la mairie,

75. Archives Nat., F¹⁰II, Côtes-du-Nord, N° 12, procès-verbal de la prestation de serment des fonctionnaires et employés publics du chef-lieu du département, 21 prairial an XII, et extrait des procès-verbaux de prestation de serment des fonctionnaires et employés publics an XII.

Les détails sur les instituteurs publics de Saint-Brieuc et de Tréguier et leurs écoles sont fournis par les Archives mun. de Saint-Brieuc, Registres de délibérations du conseil municipal (an IX-an XII), séance du 13 fructidor an X (budget de l'an XI), et par les Archives mun. de Tréguier, Registre de délibérations du conseil municipal (an VIII-an XIII), spécialement séance du 12 fructidor an X.

76. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 67, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XIII-1806), le préfet au maire de Plouha, 3 mars 1806.

77. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 1, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion, fol. 142-143, arrêté du 16 vendémiaire an XI et 2 M 72, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an XII), le préfet au directeur de l'instruction publique, 25 brumaire an XI.

déclarant qu'ils ne paieraient pas les taxes d'octroi votées par le conseil pour subvenir à son entretien ⁷⁸.

On comprend que dans ces conditions les vocations pédagogiques fussent peu nombreuses. Les instituteurs se décourageaient, quittaient une commune pour une autre, espérant y trouver une moins maigre pitance, souvent même ils abandonnaient l'enseignement ⁷⁹.

Le préfet surveille d'ailleurs plus étroitement que jamais les instituteurs et les écoles : le 6 fructidor an XIII, il recommande au maire de Saint-Brieuc d'uniformiser les méthodes de l'enseignement primaire et celles de l'enseignement secondaire en enjoignant aux maîtres d'école de ne se servir comme livres élémentaires que de ceux indiqués par la commission d'instruction publique. On reconnaît là les procédés de centralisation en matière d'enseignement qui trouvèrent quelques années plus tard leur réalisation la plus complète dans l'Université impériale ⁸⁰.

En attendant, l'enseignement primaire, desservi à la fois par la tutelle tracassière des préfets et la mauvaise volonté des administrations municipales, végétait tout comme auparavant. En 1807, à la veille de l'organisation définitive de l'Université, le directeur de l'instruction publique, Fourcroy, voulant se rendre compte une fois de plus des résultats acquis dans le domaine de l'enseignement primaire, transmet aux préfets un questionnaire très précis. La réponse de Boullé fut une répétition des précédentes constatations de la quasi-inanité de tous les efforts tentés : « Vous verrez avec peine ainsi que moi que cette éducation première est négligée de la part des communes...; il faut en attribuer la cause au peu de ressources qu'ont eues jusqu'à présent et qu'ont encore les communes pour payer des instituteurs instruits, d'un autre côté, au manque de ces instituteurs » ⁸¹.

78. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 68, le préfet au sous-préfet de Lannion, 11 mars 1807 (blâme au maire de la commune).

79. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 70, le préfet à M. Debroise, instituteur public à Paimpol, 21 juillet 1814.

80. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 67, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 6 fructidor an XIII.

81. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 68, le préfet aux maires, 6 avril 1807 (en leur envoyant le questionnaire de Fourcroy), et 2 M 73, le préfet au conseiller d'Etat, directeur général de l'instruction publique, 19 août 1807.

L'organisation du régime universitaire qui se bornait à l'égard de l'enseignement primaire à des promesses vagues d'amélioration jointes, en fait, à une centralisation plus rigoureuse, ne se traduisit pas dans le département des Côtes-du-Nord, non plus que nulle part ailleurs, par un perfectionnement bien sensible de l'enseignement populaire.

Cette fois ce n'est plus dans les vœux des assemblées délibérantes, conseil général ou conseil d'arrondissement, qu'il faut aller chercher des vues d'ensemble ni des projets. Soit lassitude de ne voir tenir aucun compte de leurs desiderata, soit résultat de la diminution progressive de leur activité générale par suite du despotisme grandissant, ces assemblées, à partir de 1807, semblent se désintéresser complètement de cette question qui sous le Consulat et dans les premières années de l'Empire paraissait leur tenir tant à cœur.

Par contre, au préfet, seul chef jusqu'à présent de l'enseignement primaire, viennent se superposer désormais le recteur de l'Académie de Rennes qui englobe les cinq départements bretons et même le grand maître de l'Université, de Fontanes.

Il convient de dire quelques mots du recteur, d'autant que nous le retrouverons à l'occasion de l'enseignement secondaire. Germé (Augustin-François), né à Rennes le 12 juillet 1745, régent du collège de Rennes en 1766 et prieur de la chapelle de Beaumont, professeur de belles-lettres au lycée de Rennes, fut nommé recteur de l'Académie de Rennes en 1809. Il démissionna pour raison de santé, en 1816, avec le titre de recteur honoraire et de vice-président du conseil académique et une pension de 6.000 francs. Il mourut le 22 mars 1824. C'était un de ces ecclésiastiques que le gouvernement impérial employa en assez grand nombre dans l'Université. Sa correspondance conservée aux Archives académiques de Rennes révèle une physionomie douce et insinuante, essentiellement cléricale ⁸².

Désormais, ces deux personnages vont coopérer avec le préfet à l'organisation et au fonctionnement de l'enseignement primaire dans le département. En premier lieu, il ne

82. Archives Nat., F17c-45, dossier de Germé, recteur de l'Académie de Rennes. Les Archives académiques de Rennes n'ont conservé qu'un registre de sa correspondance (20 novembre 1809-24 janvier 1812). Chateaubriand l'avait connu au collège royal de Rennes quand il y était élève, et le note : « professeur distingué... pour la rhétorique », dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, éd. BIRÉ, t. I^{er}, p. 107.

suffit plus aux instituteurs d'être commissionnés par le préfet, il faut maintenant qu'ils soient affiliés à l'Université impériale et agréés par le grand maître. La correspondance de Boullé nous révèle un certain nombre de ces titularisations : Jean Martin à Cavan, en 1809; Rabbé à Penvenan (*id.*); Héliouen, ex-employé des douanes à Rospez; Courtin à Plestin (1810); Hellequin à Prat (1811); Robin à La Roche-Derrien; Jacques Morel, ancien maître d'études au lycée de Nantes, à Bréhat, et Le Moine à Pordic, en 1812, Le Roux à Plouha en 1813. Ceux qui exerçaient durent demander l'autorisation de continuer leurs fonctions (Campistron et Lemaître à Moncontour, Botrel à Loudéac, en 1811)⁸³.

D'autre part, le recteur morigène à son tour les maîtres d'école comme le faisait jusqu'à présent le préfet. Dans une circulaire imprimée, du 2 novembre 1812, adressée aux instituteurs des départements du ressort de l'Académie, on pouvait lire ces lignes : « Quoique on ne puisse attendre que de l'organisation des écoles normales qui, en vertu de l'article 108 du décret du 17 mars 1808, doivent être établies dans l'intérieur des lycées et collèges un perfectionnement uniforme et général dans l'art de montrer à lire, à écrire et à chiffrer, je suis persuadé, Messieurs, que vous n'omettez rien pour prévenir et hâter les effets salutaires des mesures qui seront prises pour ce perfectionnement.

« La loi veut que dans les écoles primaires on apprenne à lire et à bien écrire. Vous devez donc, Messieurs, avoir soin que vos élèves ne contractent aucune habitude vicieuse dans la prononciation, qu'ils articulent distinctement chaque syllabe, qu'ils apprennent à connaître la différence des accents et tous les signes de ponctuation. Vous devez aussi leur apprendre assez d'orthographe pour qu'ils écrivent correctement. Dans l'arithmétique, il importe que vous leur donniez sur le calcul décimal des notions suffisantes pour qu'ils puissent faire l'application de ce calcul aux nouveaux poids et mesures. Aucun ouvrage n'ayant été désigné pour ces divers objets, par l'Université, je me borne à vous recommander la plus sévère attention à ce que vos élèves n'apprennent à lire

83. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 68, le préfet au maire de Moncontour, 9 novembre 1808; 2 M 69, *id.* au sous-préfet de Lannion, 27 juin 1809, 5 juillet 1809, 21 juillet 1810, 11 septembre 1811; 2 M 70, *id.* au maire de Plouha, 25 janvier 1813; T, Généralités, Enseignement primaire (an VIII-1815), le grand maître de l'Université au préfet, 18 juin 1811.

que dans des livres qui soient notoirement approuvés. Vous devez apporter les mêmes précautions dans le choix des exemples d'écriture.

» Un de vos premiers devoirs, Messieurs, c'est de faire observer dans vos écoles une discipline régulière, c'est d'exercer la plus grande surveillance sur les mœurs de vos élèves. La réunion de deux sexes dans une même école est défendue de la manière la plus expresse par les règlements de l'Université : règlements qu'un instituteur ne peut violer sans encourir la destitution et plus grande peine, s'il y a lieu.

» N'oubliez pas, Messieurs, que la première base de l'enseignement est la religion. C'est en conséquence de ce principe formellement exprimé dans l'article 38 du décret du 17 mars 1808 que le conseil de l'Université a décidé que dans les lycées on se conformerait pour l'enseignement et les exercices de la religion aux usages des anciens collèges. Vous devez donc commencer et finir vos classes par une prière, enseigner à vos élèves le catéchisme adopté dans l'Empire français et même leur faire apprendre soir et matin quelques versets du Nouveau Testament...

» Tout se réunit donc, Messieurs, la loi, l'intérêt public et le vœu des familles pour vous imposer l'obligation de faire connaître, aimer et respecter la religion à vos élèves. Mais sur ce point important, la première instruction que vous leur devez est celle du bon exemple »⁸⁴.

On comparera utilement le ton homilétique de ces instructions à l'allure combative du discours de distribution des prix du préfet de l'an VIII avec ses allusions à l'adresse du clergé réfractaire et l'on mesurera le chemin parcouru.

Un mois plus tard, en décembre, nouvelle circulaire du recteur, adressée cette fois aux maires et insérée dans le *Journal des Côtes-du-Nord*, numéro du 10 décembre 1812. Les maires sont autorisés à désigner des candidats aux fonctions d'instituteur primaire spécialement « dans les communes qui en sont privées et qui se trouvent en très grand nombre », de telle sorte « que leurs administrés ne soient pas privés plus longtemps d'un avantage aussi précieux que celui de faire donner à leurs enfants les premières connaissances qui sont nécessaires à tous les hommes ». Ces candidats doivent pré-

84. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Généralités, Enseignement primaire (an VIII-1815).

senter des certificats de moralité et de capacité. Le certificat de bonne vie et mœurs doit être visé par surcroît par le curé de leur domicile. Quant à leur capacité, il faut qu'elle soit relative à la partie de l'enseignement qui se réduit à la lecture, l'écriture et aux premières notions du calcul »⁸⁵

Cette circulaire semble avoir réveillé la sollicitude du préfet pour l'enseignement primaire, sollicitude qui sommeillait depuis quelque temps, car il fait suivre dans le même numéro du *Journal des Côtes-du-Nord* la lettre du recteur de recommandations personnelles également à l'usage des maires. « Les mesures à prendre dans cette branche de l'administration générale ne peuvent se borner à l'envoi d'un simple tableau de l'état actuel des choses : il importe d'examiner si cet état n'a pas besoin d'amélioration et, en cas affirmatif, de faire en sorte de l'opérer. L'instruction est le besoin de tous, la connaissance des lettres et des sciences ne peut sans doute être le partage de la masse de la population, mais il n'est personne qui ne se trouve plus ou moins souvent avoir besoin de savoir lire, écrire et les éléments du calcul parce que les affaires de tous les jours et de tous les moments exigent ce degré d'instruction. Comme je le remarque avec peine, l'ignorance fait dans les campagnes des progrès affligeants, puisque à peine on trouve dans certaines communes des personnes en nombre suffisant susceptibles de remplir les fonctions publiques. C'est l'intention de Sa Majesté l'Empereur et de l'Université impériale et la surveillance de l'instruction publique dans ce département que m'attribue le décret du 18 novembre 1811 me prescrit, Messieurs, de vous entretenir de cet objet et de réclamer le concours de votre zèle pour préparer dans cette partie l'amélioration dont elle est susceptible ». En conséquence, les maires étaient instamment priés de répondre dans la quinzaine à un questionnaire minutieux sur les écoles primaires existant actuellement dans leurs communes et, dans le cas où il n'y en aurait pas, sur les moyens d'en établir⁸⁶.

Nous possédons très probablement le résumé de ces réponses dans un état transmis par les soins du recteur au grand maître, peut-être en vue de l'affiliation de ces instituteurs à

85. *Journal des Côtes-du-Nord*, 10 décembre 1812, n° 324.

86. *Ibid.*, le préfet des Côtes-du-Nord aux maires du département, 4 décembre 1812.

l'Université. Cet état n'est pas daté, mais on peut selon toute vraisemblance en placer la rédaction vers 1812-1813; il s'en faut d'ailleurs qu'il soit complet et un certain nombre d'instituteurs relevés par nous dans les archives communales n'y figurent pas. On fera donc bien de ne l'utiliser qu'avec précaution, pour comparaison avec les indications données plus haut sur le nombre des écoles au début et à la fin du régime consulaire, toutefois il a l'avantage de nous fournir, ce que ne faisaient pas les autres états, le nombre des élèves, la rétribution scolaire payée par chacun d'eux et parfois, même, des notes de moralité sur les maîtres.

D'après cet état, il n'aurait plus existé à Saint-Brieuc que deux écoles dirigées respectivement par Jean Le Tanaf et Pierre Cousin. Ce dernier a 100 élèves, dont beaucoup de gratuits. Ni l'un ni l'autre ne sont indiqués comme subventionnés par la municipalité. A Lamballe, François Le Gallais et Claude Friquet ont l'un 24, l'autre 30 élèves, payant chacun 1 fr. 50 par mois; à Moncontour, J. Campistron a 25 élèves à 3 francs par mois, plus 8 gratuits; il reçoit en outre une indemnité de 100 francs de la commune. A Quintin, il y a deux écoles, celle de Louis Duval et celle de Jean Lucas. Le premier a 50 élèves à 1 fr. 50 et plusieurs gratuits; le second en a à peu près autant, payant les uns 1 franc, les autres 1 fr. 50. Tous les deux reçoivent une indemnité communale de 100 francs; à Châtelaudren, Louis Le Meur reçoit aussi 100 francs, en plus de ce que lui versent ses 30 élèves payants à raison de 1 fr. 50 par tête, 6 sont reçus gratuitement. Dans l'arrondissement de Dinan, on ne relève qu'une seule école, celle de François Renaud, à Dinan même : 30 élèves à 1 fr. 50 et 6 gratuits. De même dans celui de Loudéac, une seule école celle de Botrel, à Loudéac même, fréquentée par 40 élèves à 1 fr. 50; la municipalité fournit en outre à Botrel le logement et une indemnité de 600 francs, charges relativement considérables, pour un pays pauvre.

L'arrondissement de Guingamp paraît moins favorisé. A Guingamp même on trouve indiqués quatre instituteurs. L'un d'eux est noté « ivrogne, sans capacité, ayant peu d'élèves ». Les autres en ont respectivement 60, 40 et 30, avec trois tarifs : 1 franc, 2 francs et 3 francs par mois, selon qu'on leur apprend à lire, à lire et à écrire, ou enfin à lire, à écrire et à compter. A Pontrieux, il y a un instituteur avec

30 élèves à 1 fr. 50 et 2 fr. 50, plus 9 gratuits. A Rostrenen, il y en a quatre, tous notés « médiocres ». L'un qui réside à Saint-Clet, André, est un ancien prêtre marié sur lequel le préfet a fourni au recteur des renseignements satisfaisants, mais dont la réputation est par ailleurs douteuse. Il groupe pourtant 50 élèves; ses concurrents n'en ont, l'un que 17, l'autre 12 et le troisième 6. Dans l'arrondissement de Lannion, La Roche-Derrien a deux instituteurs : Guyomar et Robin, l'un avec 25 élèves à 0 fr. 50 et 0 fr. 75, l'autre avec 30 élèves à 1 franc et 2 francs. Ils sont aussi mal notés l'un que l'autre : ce sont des ivrognes et des incapables. Guyomar est un ex-notaire, un ex-maire, un ex-juge de paix. Tréguier est omis; nous savons pourtant par ailleurs qu'il y avait là au moins deux écoles, celle de Maufray et celle de Rouillet. La ville de Lannion a huit instituteurs se partageant 321 élèves à des taux variant de 3 à 1 franc⁸⁷.

Au total, si l'on s'en tenait aux chiffres donnés par cet état, il y aurait eu en 1812-1813 seulement 30 instituteurs dans le département contre 41 en l'an XII, tant publics que particuliers. Mais ce sont là des totaux très approximatifs dont il convient de se méfier. Cependant l'impression d'ensemble qu'on en retire confirme bien le jugement sommaire de Habasque qui s'exprime ainsi : « Sous l'Empire et la Restauration cet ordre de choses (l'enseignement primaire) s'améliore peu⁸⁸ », et fait dater de la Monarchie de Juillet les premiers efforts sérieux pour répandre l'instruction populaire dans le département.

Avant de terminer cet exposé de l'enseignement primaire sous l'Empire, notons l'attitude du gouvernement impérial en cette matière à l'égard de l'Eglise. Nous avons fait remarquer plus haut la portée des conseils pédagogiques du recteur Germé donnant à l'enseignement des instituteurs un caractère nettement confessionnel. Rappelons, d'autre part, la tentative précédemment étudiée pour rétablir les Frères des Ecoles chrétiennes à Saint-Brieuc; on a vu qu'elle échoua. Du moins si le gouvernement impérial n'eut pas le temps de donner au clergé ce nouveau gage d'alliance, il manifesta l'intention bien arrêtée de lui subordonner de toutes manières le per-

87. Archives Nat., F17-1791, Ecoles primaires, Académie de Rennes (1809-1822).

88. *Notions historiques*, t. III. Coup d'œil sur le département, p. 40.

sonnel primaire et d'éviter tout ce qui aurait pu paraître donner à ce dernier l'apparence d'une corporation rivale. C'est ainsi que les évêques furent appelés à faire jouer aux curés le rôle d'inspecteurs primaires. M. Aulard a signalé dans son livre une circulaire de Fontanes dont il n'a pu retrouver la date exacte mais qu'il suppose être de 1808⁸⁹. Une lettre circulaire de l'évêque Caffarelli à ses curés, du 8 février 1809, en exécution des instructions du grand maître, confirme sa supposition. L'évêque s'exprime ainsi : « Les maîtres d'école, soit des villes soit des campagnes, exercent une influence inévitable sur les mœurs de la classe la plus nombreuse de la société. Le choix de ces instituteurs primaires ne peut donc être indifférent aux amis des mœurs et de la religion. Si, dans différents temps, nous avons vu l'ignorance et les passions y présider, nous avons eu bientôt à gémir sur des désordres et des scandales que ces écoles semblaient devoir à jamais ignorer...

» Je vous prie, en conséquence, Monsieur (le curé), de me dire si vous avez dans votre paroisse des maîtres d'école qu'une ignorance grossière ou des mœurs et des habitudes vicieuses rendent indignes de l'enseignement, et, dans ce cas, vous voudrez bien m'indiquer les sujets que vous croirez les plus dignes de cette importante profession. Je ne vous observerai pas que la vérité seule et une sévère impartialité doivent motiver les renseignements que vous me donnerez. Il s'agit ici du bonheur de la portion la plus nombreuse de votre troupeau ; de préparer à la société une génération meilleure, et des grands intérêts de la religion et de la patrie. Je ne crois donc pas avoir besoin d'exciter votre zèle et je me borne à vous recommander de remplir le ministère que je vous confie avec autant de prudence que de discernement »⁹⁰. Nous possédons le brouillon de la réponse d'Ellès, curé de Lannion ; les instituteurs qui y sont portés : Laouénan, Le Moine, Fontaine, Rouxel, Isaac, sont ceux que nous retrouvons avec la rubrique « capacité et moralité », dans l'état de 1812-1813, envoyé par le recteur au grand maître⁹¹.

89. A. AULARD, *Napoléon 1^{er} et le Monopole universitaire*, p. 249, note 1.

90. *Papiers d'Ellès, curé de Lannion*.

91. *Ibid.*

Dans tout ce que l'on vient de voir, il n'est question que des instituteurs. Les documents passent presque sous silence les institutrices : très rares sont les délibérations de conseils municipaux comportant une nomination de maîtresse d'école. Il y en eut cependant sous la Révolution et il en subsista quelques-unes, soit privées, soit publiques, sous l'Empire. L'état des prestations de serment des fonctionnaires de l'an XII en mentionne çà et là ⁹². Une lettre du préfet au maire de Pléhédel, du 25 floréal de cette même année, approuve le choix de Marie-Françoise Julloux, jadis commissionnée en cette qualité en l'an III par le district de Pontrieux ⁹³. Le curé de Lannion, Ellès, en signale quatre ou cinq dans cette petite ville ⁹⁴. Toutefois, on peut dans l'ensemble considérer des exceptions comme négligeables et affirmer qu'en ce qui concerne l'enseignement primaire féminin, le gouvernement impérial s'en remit purement et simplement aux anciennes congrégations de femmes reconstituées, en particulier aux Ursulines. Nous renvoyons le lecteur à ce que nous en avons dit dans notre chapitre IV ⁹⁵.

La seule branche de l'instruction à laquelle s'intéressait le régime de Brumaire, — ce régime qui n'était démocratique que de nom, comme on a pu le voir dans le chapitre I et qui aboutissait pratiquement à une sorte de système censitaire, — était l'enseignement secondaire, pépinière d'officiers, de fonctionnaires, d'hommes de loi, qui, avec les médecins et quelques industriels et commerçants, constituaient précisément le « pays légal ».

Au moment où Bonaparte s'empare du pouvoir, il trouve en plein fonctionnement les écoles centrales, héritage de la Convention thermidorienne ⁹⁶. Et, bien que ces écoles lui soient suspectes, voire antipathiques, et par leur régime et par leur programme beaucoup trop « idéologique », il les laisse provisoirement subsister sous la tutelle de ses préfets et du ministre de l'Intérieur, lequel délègue cette partie de ses attributions

92. Archives Nat., F¹cIII, pièce citée; par exemple, à Paimpol.

93. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66.

94. *Papiers d'Ellès, curé de Lannion*.

95. Pages 469-471 et 472-474.

96. Sur les écoles centrales, sous le Consulat, cf. A. AULARD, *Napoléon Ier et le Monopole universitaire*, p. 18-46, et G. PARISSET, *Le Consulat et l'Empire*, p. 318-326.

à l'un de ses subordonnés directs, le directeur général de l'instruction publique. L'école centrale des Côtes-du-Nord devait durer jusqu'à l'an XI, date qui, comme on le verra plus loin, marque le commencement d'un nouveau régime de l'enseignement secondaire dans toute la France.

De provisoire, son installation matérielle devint définitive; un arrêté consulaire du 21 nivôse an VIII mit en effet à sa disposition les bâtiments de l'ancien couvent des Cordeliers ⁹⁷. Son budget à la charge du département oscilla de 28.600 francs pour l'an IX, à 33.000 francs pour l'an XI, dont 16.000 francs pour le traitement des professeurs ⁹⁸. Son effectif d'élèves se maintint autour d'une centaine, ce qui implique une légère diminution par rapport aux chiffres de la période directoriale : vendémiaire an VIII, 107; vendémiaire an IX, 165; vendémiaire an XI, 108 ⁹⁹.

Le personnel des professeurs resta le même qu'à la veille du coup d'Etat : Le Deist de Botidoux étant toujours absent et Rupérou non remplacé, seuls exercent véritablement : Le Boyer (mathématiques et physique), Le Maout (histoire naturelle), Jégou (grammaire générale), Fromaget (langues anciennes), Dayot (belles-lettres) et Nêther (dessin). Odio-Baschamps est bibliothécaire. Deux mutations à signaler en l'an VIII : un arrêté préfectoral du 4 prairial nomma à la chaire de physique, jusque-là cumulée par Le Boyer avec celle de mathématiques, un médecin des environs d'Avranches, Louis Tesnière, qu'avaient recommandé au préfet le citoyen Gautier, député de la Corrèze au Corps législatif et le consul Lebrun ¹⁰⁰. Le Boyer se consacra désormais exclusivement aux mathématiques. D'autre part, Fromaget mourut en ventôse

97. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt, Ecole centrale de Saint-Brieuc, n° 5, (an VIII), extrait des registres des délibérations des consuls de la République.

98. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 8-12, séance du 6 thermidor an VIII; fol. 160-161, séance du 14 prairial an X (état des dépenses fixes et variables du département) et Archives Nat., F¹ev, Côtes-du-Nord, séance du 5 thermidor an VIII (vote du budget départemental de l'an IX); séance du 22 germinal an IX (vote du budget de l'an X); séance du 14 prairial an X (vote des dépenses fixes et variables de l'an XI).

99. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt, Ecole centrale de Saint-Brieuc, (an VIII), n° 6, tableau des élèves ayant suivi le cours de l'école centrale pendant le trimestre de vendémiaire an VIII; an IX, n° 7 (*id.* vendémiaire an IX); an XI (vendémiaire an XI).

100. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 11, fol. 6, et Lt, Ecole centrale de Saint-Brieuc (an VIII), n° 6.

an XI, et fut remplacé par Jégou qui assumait la charge des deux enseignements, grammaire générale et langues anciennes, jusqu'à la fin de l'école centrale¹⁰¹.

Le jury d'instruction publique subsistait également, mais sa composition a été modifiée. L'arrêté du préfet de l'an X, cité plus haut, le divise en deux sections : l'une littéraire, l'autre scientifique ; Bienvenue faisait partie de la première ; Piou père de la seconde¹⁰².

On a vu précédemment qu'au point de vue disciplinaire les professeurs avaient de bonne heure manifesté une tendance à éliminer le jury d'instruction publique, seul compétent en la matière, de par la loi organique de l'an III. Cette tendance s'accroît après le 18 Brumaire : à une date que nous ne pouvons pas préciser mais qui est certainement postérieure au coup d'Etat puisqu'il est question du préfet, Jégou adressait à ce dernier un mémoire tendant à la réorganisation de l'école centrale. Il imaginait de constituer, à côté du jury, un « conseil général de l'école centrale » composé exclusivement de professeurs qui délègueraient le pouvoir exécutif à un « conseil d'administration » formé d'un président, d'un secrétaire et d'un « édile » chargé spécialement de la police de l'établissement (propreté et moralité). Ce conseil surveillerait attentivement les lectures des élèves ; il ne permettrait pas que les libraires leur vendissent des ouvrages ou des gravures licencieuses, et, si besoin était, il en référerait au préfet. D'autre part, le conseil général de l'école se formerait une fois par an en comité d'instruction : on y coordonnerait les différents enseignements, on y discuterait pédagogie, on y correspondrait enfin avec les écoles centrales des autres départements. Des répétiteurs suppléeraient les professeurs en cas de maladie : on pourrait les choisir parmi les boursiers, qui deviendraient une pépinière de professeurs ou même d'instituteurs pour les écoles primaires. Jégou entrait même dans les détails les plus infimes sur les moyens propres à stimuler ou à punir les élèves. Des compositions mensuelles lui paraissaient un excellent procédé pour contrebalancer ce que les épreuves finales de

101. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole centrale de Saint Brieuc (an XI), les élèves de la classe de langues anciennes de l'école centrale... au citoyen préfet, 20 ventôse an XI (pour faire célébrer un service funèbre en l'honneur de leur ancien maître).

102. *Ibid.*, T, Ecole centrale de Sainte-Brieuc (an X), extrait des registres de la Préfecture des Côtes-du-Nord, 17 ventôse an X.

l'année pouvaient comporter de factice et d'aléatoire. Quant à son échelle des sanctions, elle était à peu de chose près celle du règlement primitif du jury¹⁰³.

Les idées de Jégou, où l'on reconnaît les souvenirs de la pédagogie autoritaire et cléricale d'Ancien Régime, étaient trop en harmonie avec les tendances du régime césarien, en matière d'instruction publique, pour ne pas agréer au préfet. Dès l'an X, ses bureaux élaborèrent un projet de règlement qui a tout l'air de s'inspirer du mémoire de Jégou et le 27 vendémiaire an XI un arrêté portant règlement disciplinaire de l'école centrale créait un conseil d'administration de cinq membres, élus par leurs collègues, en présence du jury¹⁰⁴. Odio-Baschamps recueillit le 29, six suffrages, et devint président; Jégou dut se contenter d'être secrétaire. Les trois autres membres furent Le Maout, Fromaget et Le Boyer¹⁰⁵. Ainsi, le jury d'instruction publique perdait à peu près tout pouvoir effectif et même toute raison d'être : on revenait à une organisation monocéphale qui fait pressentir celle des futures écoles secondaires et même celle des futures collèges universitaires.

Malgré ces différentes tentatives pour la consolider, la discipline de l'école centrale des Côtes-du-Nord, aussi bien sous la période consulaire que sous la période directoriale, semble toujours avoir été médiocre. Néther, le professeur de dessin, éprouve les plus grandes difficultés à faire régner l'ordre dans sa classe, surtout parmi les boursiers; les élèves se battent entre eux et Néther est obligé de les exclure, ceux-ci déclarant que le jury saura bien les faire rentrer¹⁰⁶. Fromaget n'a pas l'air plus heureux. Il se plaint que la plupart des boursiers ne font rien; des élèves s'absentent sans autorisation plusieurs jours de suite¹⁰⁷. A l'époque du Carnaval on ne peut les retenir et le conseil d'administration en est réduit à demander

103. Archives dép. des Côtes-du-Nord, L^t, Ecole centrale de Saint-Brieuc, n° 6 (an VIII).

104. Archives dép. des Côtes-du-Nord, L^t, Ecole centrale de Saint-Brieuc, n° 6, an VIII et T (an XI), règlement pour l'école centrale des Côtes-du-Nord, en exécution de l'arrêté du préfet, du 27 vendémiaire an XI.

105. *Ibid.*, procès-verbal du scrutin, 29 vendémiaire an XI.

106. Archives dép. des Côtes-du-Nord, L^t, Ecole centrale de Saint-Brieuc, n° 6, (an VIII), Néther au jury d'instruction publique, 9 frimaire an VIII, et 19 frimaire an VIII.

107. *Ibid.*, Fromaget au jury d'instruction publique, 30 floréal an VIII, et 17 prairial an VIII.

au préfet trois jours de congé¹⁰⁸. Les parents prétendent intervenir dans la discipline de l'école et soutiennent leur progéniture dans ses démêlés avec les professeurs¹⁰⁹.

Les rapports des professeurs eux-mêmes, entre eux, ne sont pas toujours des meilleurs. Fromaget, d'humeur atrabilaire, se querellait avec Néther au sujet de la coïncidence de leurs horaires, avec Le Boyer, auquel il prétendait faire la leçon en matière de traduction latine, et cela, dans un programme imprimé des exercices de l'école. Leur rivalité s'aggravait du fait que chacun d'eux tenait un pensionnat concurrent¹¹⁰. Enfin, Néther semble avoir été un professeur sans prestige et sans conscience professionnelle; au début de l'an XI, il fallut rappeler à son poste ce besogneux, qui délaissait ses élèves pour courir çà et là après quelques tâches plus lucratives¹¹¹.

En ce qui concerne le matériel pédagogique, le jury d'instruction publique d'abord et, un peu plus tard, le préfet avaient fait un louable effort pour doter le nouvel établissement d'une façon convenable. Dès vendémiaire, an VIII, le jury avait écrit au citoyen Le Mée, législateur à Paris, pour l'intéresser à l'organisation du laboratoire de physique et chimie, et de la classe de dessin prévus par la loi de l'an III¹¹². Le Mée entra en relations à ce propos avec le physicien Charles, le chimiste Fourcroy, le peintre Le Barbier; et, sur leurs conseils, fit expédier à Saint-Brieuc un certain nombre d'instruments, de gravures, et de plâtres pour la bosse¹¹³. L'organisation du cabinet d'histoire natu-

108. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole centrale de Saint-Brieuc (an XI), le jury d'instruction publique au préfet des Côtes-du-Nord, 27 pluviôse an XI.

109. *Ibid.*

110. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole centrale de Saint-Brieuc (an IX) Fromaget au jury d'instruction publique et au préfet, floréal an IX.

111. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole centrale de Saint-Brieuc (an XI), Néther au préfet, 30 vendémiaire an XI.

112. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt, Ecole centrale de Saint-Brieuc, an VIII, n° 5, Le Mée aux administrateurs du département des Côtes-du-Nord, Paris, 25 vendémiaire an VIII.

113. *Ibid.* et *id. à id.*, Paris, 4 brumaire an VIII. Les notes des fournisseurs avec l'indication détaillée des divers objets se trouvent dans la même liasse. Le physicien Charles et le chimiste Fourcroy sont suffisamment connus; sur le peintre et dessinateur J.-J.-Fr. Le Barbier (1738-1826), cf. *Grande Encyclopédie*, article Le Barbier.

relle et du jardin botanique se poursuivait parallèlement pendant toute la durée de l'an VIII et le début de l'an IX. On acquit un terrain, on le défricha et le 19 prairial an IX un arrêté du préfet nomma un « conservateur », qui paraît avoir déployé une certaine activité. Il fit venir des arbres et des arbustes d'Orléans, demanda des plantes exotiques du jardin botanique de la marine de Brest, des échantillons minéralogiques aux mines du Huelgoat et de Poullaouen; enfin, il acquit pour un peu plus d'un millier de francs tout un stock d'objets rares mis en vente qui servirent à constituer le fonds du nouveau cabinet ¹¹⁴.

Quant à la bibliothèque, le préfet continua la tâche entreprise précédemment et le 3 fructidor an VIII, Odio-Baschamps partait pour Paris, investi par arrêté d'une mission analogue à celle qu'il avait accomplie dans le département pour le compte de l'ex-administration centrale. Il devait se procurer dans les dépôts de l'Etat plusieurs centaines d'ouvrages de sciences et de littérature qui faisaient défaut à l'école centrale des Côtes-du-Nord. Son séjour s'y prolongea cinq mois (jusqu'en pluviôse an IX) ¹¹⁵; à son retour, il fut autorisé à acquérir pour 600 francs de livres, provenant de la bibliothèque de Jégou du Laz, à Trégarantec, et mis en vente à Rostrenen ¹¹⁶. D'autre part, ses recherches antérieures en vue de l'organisation d'un musée artistique n'avaient pas été infructueuses, et dès la fin de l'an VIII, le préfet pouvait signaler au ministre de l'Intérieur le succès qu'il avait rencontré auprès du public admis à le visiter. « Il y a eu affluence; les personnes de la campagne appelant cela la Curiosité; elles n'avaient rien vu de semblable, disaient-elles, sous l'Ancien Régime » ¹¹⁷. Cette exposition comprenait environ

114. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt, Ecole centrale de Saint-Brieuc, n° 5, an VIII, le jury d'instruction publique au conseil général du département, 5 thermidor an VIII; 3 K 1¹, fol. 51, arrêté du 19 prairial an IX; fol. 52, *id.*, du 11 prairial an IX; fol. 63, *id.*, du 9 fructidor an IX.

115. En compagnie de Limon-Belleissue, membre du jury d'instruction publique. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1¹, fol. 19, arrêté du préfet, du 3 fructidor an VIII.

116. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1¹, fol. 53, arrêté du préfet du 23 prairial an IX.

117. *Ibid.*, 2 M 72, fol. 12-13, le préfet au ministre de l'Intérieur, 15 thermidor an VIII, cf. *Annuaire des Côtes-du-Nord*, 1842, p. 94, état de la galerie des gravures et des tableaux qui faisaient partie du Musée de Saint-Brieuc, en l'an VIII de la République.

500 toiles et gravures ; les premières, mythologiques pour la plupart, les secondes appartenant à l'Ecole anglaise du XVIII^e siècle.

Reste maintenant à voir le rendement de l'institution ainsi pourvue, en d'autres termes, à essayer de nous représenter l'enseignement donné par des professeurs pendant ces trois ans. Les exercices solennels de fin d'année, dont il a déjà été question à plusieurs reprises, véritables récapitulations des matières étudiées, nous le permettent assez commodément, grâce à leurs programmes imprimés. En l'an VIII, le professeur de mathématiques Le Boyer qui prend pour devise deux lignes de d'Alembert : « La géométrie et la mécanique sont les deux clefs indispensablement nécessaires de toutes les sciences physiques », avait fait un cours de géométrie élémentaire, de trigonométrie, d'algèbre et même de calcul différentiel ¹¹⁸. Les auteurs suivis sont Le Gendre ¹¹⁹ et Bezout ¹²⁰. L'année suivante, dans son programme, il prenait vivement à partie l'insuffisance de l'enseignement scientifique dans les anciens collèges, « que quelques personnes paraissent aujourd'hui regretter », et il cite à ce propos le P. Lami qui raillait leur philosophie pédantesque : « Dans les écoles centrales, au contraire, tous les objets d'enseignement ont un but d'utilité. On n'y apprend pas les catégories d'Aristote, mais on y étudie les mathématiques... Il ne manque à ces écoles pour avoir le degré de perfection dont est susceptible un système d'éducation, qu'un règlement uniforme pour toute la République » ¹²¹.

En physique, le même Le Boyer, professeur par intérim pour l'an VIII, avait divisé son cours en deux parties : la

118. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole centrale, Recueil de thèses, exercices de l'an VIII, thèses de mathématiques démontrées, le 17 thermidor dans une des salles de l'école centrale, par les élèves du citoyen Le Boyer, imprimé.

119. Adrien-Marie Legendre (1752-1833), géomètre et membre de l'Académie des sciences. Il s'agit, sans doute, de ses *Eléments de Géométrie* parus en 1794. Cf. *Grande Encyclopédie*, article Legendre.

120. Etienne BEZOUT (1730-1783), Mathématicien, auteur d'un *Cours de mathématiques à l'usage des gardes du pavillon de la marine*, Paris, 1764, 6 vol. in-8°, et d'un *Cours de mathématiques à l'usage du corps royal de l'artillerie*, 4 vol. in-8°, cf. *Grande Encyclopédie*, article Bezout.

121. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole centrale, Recueil de thèses, exercices de l'an IX. Exercice sur les mathématiques, du 26 thermidor an IX, imprimé.

physique générale et la physique particulière. La première comprenait l'étude de la mécanique « statique et dynamique » ; la seconde, celle des gaz, de l'eau, du feu, de l'électricité. Cette dernière d'après le système d' « Epinus » qui lui avait paru le plus satisfaisant. La chimie fut abandonnée au professeur d'histoire naturelle, Le Maout. Pour Le Boyer, indépendamment de ses applications pratiques à la vie courante, la physique a le grand mérite « de détruire les superstitions sans nombre qu'engendre l'ignorance des phénomènes de la nature ». C'est ainsi que la jeunesse accoutumée aux phénomènes électriques du laboratoire, s'habitue insensiblement à ne regarder le tonnerre que comme un « météore naturel... auquel le grand Franklin nous a appris à commander » ¹²².

Tesnière, qui le remplace en l'an IX, traite à peu près le même programme ; il y joint l'optique, l'acoustique et l'astronomie. En chimie, il étudie le « calorique, l'air atmosphérique, l'eau, les alkalis, les corps combustibles, les acides, les sels, les métaux, les corps organisés » ¹²³. L'année précédente, son suppléant pour la chimie, Le Maout, entrait dans des détails un peu plus précis. Voici quelques-unes de ses questions : « De quelle substance obtient-on le gaz oxygène ? Quels sont les caractères du gaz azote ? Comment s'obtient le gaz hydrogène ? Qu'est-ce que le gaz acide carbonique ? Quel moyen emploie-t-on pour graver le verre sans burin ? Comment se fabrique la faïence ? Comment étame-t-on les glaces ? » Le Maout distingue en chimie deux opérations fondamentales, l'analyse et la synthèse : « Le triomphe de la chimie serait sans doute complet s'il pouvait parvenir à former un animal, en réunissant les principes qu'il a obtenus en le décomposant, comme il parvient à le faire à l'égard du cinabre..., et ensuite à l'animer par le procédé du contact de l'argent et du zinc...

122. *Ibid.*, exercices de l'an VIII, thèses de physique qui seront démontrées, le 29 thermidor, dans une des salles de l'école centrale, par les élèves du citoyen Le Boyer remplaçant provisoirement le professeur de physique, imprimé.

« Epinus », dont il s'agit ici, n'est autre qu'Ulric-Théodore Æpinus, de son vrai nom Hoch (1724-1802), d'origine allemande, précepteur du futur tsar Paul I^{er}, et auteur du *Tentamen theoriæ electricitatis et magnetismi*, Saint-Pétersbourg, 1759, 1 vol. in-4o. Haüy en avait donné un abrégé, en français, en 1787. Cf. *Grande Encyclopédie*, article Æpinus.

123. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T. Ecole centrale, Recueil de thèses, an IX, Acte public de physique et de chimie, imprimé.

Mais il n'est que la nature, cette mère féconde et intarissable, qui peut parvenir à opérer une telle merveille » ¹²⁴.

Le même Le Maout professa un cours très complet d'histoire naturelle, de l'an VII à l'an XI. En l'an VII, il enseigna la botanique, d'après les classifications de Tournefort et de Linné. En l'an VIII, il y joint un cours de « minéralogie » qui, par certains côtés, est ce que nous appellerions un cours de géologie et même de géographie physique; il s'inspire des livres de Daubenton. En l'an IX, il aborda la zoologie, d'après Cuvier : il étudia l'homme, les mammifères quadrumanes et carnassiers; en l'an X, ce fut le tour des oiseaux, des reptiles « d'après le citoyen Lacépède », des poissons, des insectes, des vers et des zoophytes ¹²⁵.

En somme les études scientifiques de l'école centrale se ressentent heureusement du grand mouvement de recherches positives qui caractérise le XVIII^e siècle.

En grammaire générale, Jégou, imbu comme tous les hommes de sa génération des idées de Condillac, avait d'abord prétendu, en l'an VIII, rechercher philosophiquement les principes du langage, et il alliait bizarrement ses idées aventureuses à l'étude des « tropes » et des « figures de grammaire », d'après Dumarsais ¹²⁶. Il voulait même y joindre un cours de déclamation « par un acteur estimé pour sa moralité et ses talents ». Devant l'ignorance des élèves, il fallut en rabattre et se borner à enseigner l'orthographe et les principes de composition française. « Nous lisons, disait Jégou en l'an X, *Télémaque* pour la prose, La Fontaine pour les fables, Racine pour la haute poésie. Pour l'orthographe, nous prenons pour juge l'Académie qui me paraît encore le tribunal le plus compétent et le plus respectable en attendant le

124. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole centrale, Recueil de thèses, an VIII, Programme de l'examen public qui aura lieu le matin du 21 thermidor an VIII, et continuera le 22 pour la classe d'histoire naturelle et de chimie.

125. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt, Ecole centrale de Saint-Brieuc, n° 6 (an VIII), Cours de botanique (professé en l'an VII), imprimé; T, Recueil des thèses : thèses de l'an VIII, Programme de l'examen public qui aura lieu le matin du 21 thermidor an VIII et continuera le 22 pour la classe d'histoire naturelle et de chimie; thèses de l'an IX, Programme du cours d'histoire naturelle de l'an IX, zoologie; thèses de l'an X, Programme de l'examen public d'histoire naturelle, zoologie, botanique, imprimés.

126. César Chesneau-Du Marsais (1676-1756), le grammairien, célèbre auteur du *Traité du Tropes*, 1730, et des *Principes de grammaire*, 1769. Cf. *Grande Encyclopédie*, article Du Marsais.

Dictionnaire de l'Institut national »¹²⁷. En l'an XI, Fromaget étant mort, il en vint à transformer son cours de grammaire générale en rudiment du latin. Il suivait la grammaire du professeur de langues anciennes de l'Ecole Centrale des Quatre-Nations¹²⁸. Ses élèves expliquaient les *Selectæ a profanis scriptoribus historiæ*, les *Vies des hommes illustres* de Cornelius Nepos, l'*Appendix de diis et heroibus* de Jouvancy¹²⁹, tout comme dans les collèges humanistes d'avant 1789. Insensiblement, le cours de grammaire générale évoluait vers le cours de langues anciennes jusqu'à se confondre avec lui.

Fromaget, lui aussi, avait commencé par sacrifier au goût du jour : il avait fait en l'an VIII, l'éloge de Dumarsais et de Beauzée¹³⁰, de leur méthode qui donnait aux élèves cet « esprit géométrique d'analyse qui prépare si heureusement aux sciences ». En réalité, il avait dû se borner à expliquer Phèdre aux débutants et à leur faire réciter les quatrains moraux de Lachabeaussière¹³¹; les élèves plus avancés avaient étudié les deux premiers livres de l'*Enéide* et de l'*Art poétique* d'Horace, d'après la traduction du citoyen Daru¹³². En l'an IX, son enseignement est devenu purement humaniste : 1^{re} section, Cornelius Nepos, Phèdre, les *Bucoliques* et

127. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Recueil de thèses : thèses de l'an VIII, Eléments de grammaire générale appliqués à la langue française; thèses de l'an IX, Programme de l'exercice public de grammaire générale; thèses de l'an X, Grammaire générale; thèses de l'an XI.

128. *Ibid.*, thèses de l'an XI, Grammaire générale appliquée à la langue française et à la langue latine, imprimé.

L'*Almanach National* de l'an VIII à l'an XI indique comme professeurs de langues anciennes, à l'école centrale des Quatre-Nations, les citoyens Guiroult aîné et Dumouchel.

129. Le P. Joseph de Jouvancy, S. J. (1643-1719), auteur de l'*Appendix de diis et heroibus*, recueil classique tiré des auteurs latins expurgés, Paris, 1692, 1 vol. in-8°. Cf. *Grande Encyclopédie*, article Jouvancy.

130. Nicolas Beauzée (1717-1789) grammairien, membre de l'Académie française, disciple de Dumarsais, rédacteur des articles de grammaire de l'*Encyclopédie*, auteur d'une *Grammaire générale*, 1767, 2 vol. in-8°. Cf. *Grande Encyclopédie*, article Beauzée, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, Recueil de Thèses; thèses de l'an VIII, Programmes de l'exercice public de langues anciennes.

131. Etienne-Xavier Poisson de Lachabeaussière (1752-1780), auteur dramatique et administrateur de l'Opéra, a laissé de nombreuses poésies fugitives. Cf. *Grande Encyclopédie*, article Chabeaussière.

132. Il s'agit du futur administrateur et ministre de l'Empire qui cultiva assidûment les lettres. Sa traduction en vers d'Horace est de 1798, 2 vol. in-8°. Cf. *Grande Encyclopédie*, article Daru.

l'Enéide; 2^e section, Salluste, Catilina, les *Catilinaires*, *l'Enéide* (livre VI) et les *Annales* de Tacite (livre I). En l'an X, la 1^{re} section explique la *Milonienne*, les *Commentaires* de César; la 2^e section, *l'Art poétique* d'Horace.

Fromaget mourut, comme on l'a vu, en ventôse an XI; Jégou le suppléa et continua de faire traduire les auteurs latins, donnant à ses élèves quelques notions de prosodie. Il commença même en germinal an XI un petit cours de grec; il se servait de la grammaire du citoyen Gail, professeur au Collège de France¹³³, et expliquait Esope et Anacréon.

Le professeur de belles-lettres, Dayot, se contenta de tirades assez creuses sur les genres littéraires et leurs principaux représentants. Il distinguait l'éloquence, la philosophie, la critique et la poésie qu'il subdivisait en épopée, drame, apologue, ode et églogue. Naturellement la *Henriade* est citée comme un modèle du genre épique; J.-B. Rousseau est classé à côté de Pindare et d'Horace; M^{me} Deshoulières, Gessner et Berquin à côté de Théocrite et Virgile¹³⁴. En l'an VIII, l'auteur louait encore « les Fontenelle, les Buffon, les Dalember, les Voltaire », et leurs « sublimes ouvrages ». Mais, il faisait sur leur compte de prudentes réserves et leur préférait « les Platon, les Augustin et les Descartes »¹³⁵. Il devait d'ailleurs cesser son cours en floréal an XI; des trois professeurs de lettres, Jégou restait seul au moment où l'école centrale allait fermer ses portes¹³⁶.

Indépendamment de ces enseignements prévus dans le plan d'études, signalons deux tentatives assez curieuses et qui malheureusement ne durèrent pas.

En l'an IX, Le Deist de Botidoux, titulaire de la chaire d'histoire, étant toujours absent, Jégou eut l'idée de le sup-

133. J.-Baptiste Gail (1775-1829), helléniste et professeur au Collège de France. Sa *Grammaire grecque* avait paru en 1798. Cf. *Grande Encyclopédie*, article Gail.

134. Les *Idylles* de M^{me} Deshoulières sont bien connues (1695); celles de Berquin avaient paru en 1775; celles de Gessner avaient été traduites en français par Huber. Paris, 1786-1793, 3 vol. in-4^o.

135. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Recueil de Thèses, thèses de l'an VIII, Programme de l'exercice littéraire qui se fit à l'école centrale des Côtes-du-Nord, le 25 thermidor..., avec une citation de *l'Orator* de Cicéron en épigraphe : « *Hæc studia adulescentiam abunt...* », imprimé.

136. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole centrale de Saint-Brieuc an XI, le jury d'instruction publique au préfet, 27 floréal an XI. Dayot venait d'être réintégré dans le clergé concordataire.

pléer pendant quelques mois pour la géographie. Il s'en faisait d'ailleurs une conception singulière : elle lui apparaissait comme un moyen de comprendre et d'expliquer les noms de lieux que l'on rencontre au cours de la lecture des auteurs. Jégou se servait des cartes parlantes de Philippe Buache¹³⁷ et reproduisait docilement la théorie rendue classique par ce dernier des « bassins fermés » ; il insistait surtout sur la géographie politique : étude de l'Europe par « empires, royaumes, républiques » ; de la France, avec son « ancienne division par provinces et gouvernements militaires », puis sa division actuelle en départements. Ce cours ne fut pas repris en l'an X¹³⁸.

En l'an VIII, le bibliothécaire Odio-Baschamps, en exécution d'une circulaire de François de Neufchâteau, entreprit un cours de bibliographie ; il l'interrompit en l'an IX et X, il en annonçait la reprise pour l'an XI. Deux fois par semaine, l'ex-chanoine Prémontré, rompu aux sévères méthodes d'érudition des ordres savants de l'Ancien Régime, donnerait aux futurs bibliothécaires quelques notions sur les éditions rares, l'origine et les progrès de la typographie, le plan de classement d'une bibliothèque¹³⁹. Nous ignorons si ces projets furent réalisés ; au surplus, la suppression imminente des écoles centrales les rendait assez vains.

Les exercices du second semestre s'achevaient par la distribution des prix, événement capital de la vie scolaire de l'école centrale et même de la vie sociale de Saint-Brieuc. Toutes les autorités constituées, préfet en tête, y assistaient ; on y prononçait des discours, on y distribuait des ouvrages aux lauréats. Le 30 thermidor an VIII, après midi, alors que la matinée avait été consacrée à la distribution des prix aux

137. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Recueil de Thèses, thèses de l'an IX, Programme de géographie, acte public à l'école centrale des Côtes-du-Nord, le 24 thermidor an IX, imprimé.

Philippe Buache (1700-1773), géographe du Roi et membre de l'Académie des sciences. Son *Atlas physique* avait paru en 1754. Cf. *Grande Encyclopédie*, article Buache.

138. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Recueil de Thèses, thèses de l'an IX, Programme de géographie.

139. *Ibid.*, thèses de l'an X, Bibliographie par M. Baschamps, bibliothécaire, avec une citation de Pline l'Ancien : « *Asinii Pollionis, hoc Romae inventum, qui primus Bibliothecam dicando rem publicam fecit* », en manière d'épigraphe, imprimé.

élèves des écoles primaires et à ceux des deux écoles secondaires privées de Fromaget et de Le Boyer, eut lieu la cérémonie de l'école centrale, à la salle de spectacle. Le préfet, le citoyen Piou fils et Jégou prirent successivement la parole. Le préfet fit appel aux sentiments d'émulation des élèves et à leur amour de la gloire : « Quelle situation plus propre à nourrir cette émulation féconde, que celle où le régime républicain a si fort agrandi le domaine, l'objet et le but de l'instruction ? Plus heureux que vos pères, vos lauriers ne viendront plus comme ceux qu'ils recueillaient dans des occasions semblables se flétrir contre un préjugé décourageant qui réservait, par suite de je ne sais quelle vaine chimère attachée au hasard de la naissance, toutes les distinctions, tous les avantages, tous les emplois, comme s'ils ne devaient pas être le prix du talent, des lumières et de la vertu ».

Le citoyen Piou opposa les « professeurs instruits, citoyens et pères » de l'école centrale aux « pauvres maîtres » d'autrefois « vivant sans émulation dans l'ignorance et le célibat » ; sa « riche bibliothèque où les bons ouvrages se comptent par milliers » et ses « collections en tableaux et gravures, en instruments de toutes sortes », aux « quelques tablettes chargées d'une centaine de mauvais livres », aux « quelques misérables appareils » de l'ancien collège.

Jégou développa à peu près les mêmes idées ; il s'éleva contre les prétendus bienfaits de l'enseignement privé. « Les mettre en parallèle avec l'éducation publique, c'est comparer les ombres et la lumière ». D'autant plus que celle donnée dans les écoles centrales, pratique et réaliste, prépare à toutes les professions et permet de faire face à toutes les vicissitudes de l'existence. Pourtant, en sa qualité de professeur de grammaire générale, il fit un éloge des humanités : « On peut dire que les peuples les plus civilisés sont peut-être ceux qui ont le mieux profité de la littérature des anciens ; et cependant on demande : pourquoi du grec ? pourquoi toujours du latin ? Oh ! gardons-nous de laisser éteindre ce feu sacré du génie et des talents allumés par les Grecs, entretenu avec tant de soin par nos ancêtres ! » Il déplora que l'histoire ne fût pas enseignée à l'école centrale de Saint-Brieuc ; elle eût appris aux élèves par les exemples des empires que « la liberté, divinité qui rend à l'homme toutes ses forces, toute son

énergie, disparaît à l'aspect du désordre et du mépris des lois »¹⁴⁰.

En l'an IX, la cérémonie eut lieu dans la grande salle de l'école centrale. Ce fut le tour de Tesnière de vanter les bienfaits de l'instruction publique et les nombreuses ressources de l'école, spécialement sa collection de minéraux « parmi lesquels nombre d'échantillons proviennent de la mine de Poullaouen », son jardin botanique et sa bibliothèque ; le préfet Boullé développa une fois de plus son thème de l'année précédente, l'un des principaux ressorts qu'allait utiliser le régime nouveau : « Il n'est rien dans l'Etat où vous ne puissiez prétendre, point de place ni de fonctions où vous ne puissiez aspirer ». Il cita Sénèque et laissa prévoir que le gouvernement consulaire préparait une réforme complète de l'enseignement secondaire, « soit pour mieux régler la discipline intérieure des écoles, soit pour restaurer, sans nuire à l'étude des sciences exactes, l'enseignement des langues anciennes, partie de l'instruction publique beaucoup trop négligée, sans doute, puisqu'il ne peut y avoir sans elle de vraie connaissance de l'antiquité, de goût solide de la belle littérature et même de profondeur dans plusieurs parties de la science ». Le discours le plus curieux fut celui de Denis, membre du jury d'instruction publique ; après avoir fait l'éloge du « Gouvernement réparateur », et sous prétexte de recommander aux professeurs l'importance de l'enseignement de la morale, il se lança dans une véhémence diatribe contre « cette secte » qui « prostituant le nom de philosophie et la mission d'éclairer le peuple, attaqua les vérités les plus sacrées et les plus nécessaires » et « à la faveur de quelques pages utiles inonda l'Europe d'écrits empoisonnés ». Il flétrit leur « odieux athéisme », leur « matérialisme ravalant au niveau de la brute ». Il conjura les élèves de détourner leurs yeux des productions d'un Diderot ou de ce « séduisant Parny qui a déshonoré son talent..., par les obscénités les plus impies », et de chercher au contraire des maximes de conduite « dans les gracieux écrits du sensible et vertueux Fénelon, du judicieux La Bruyère et des excellents auteurs qui ne

140. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt, n° 6 (an VIII). Ecole centrale de Saint-Erieuc, distribution des prix de l'école centrale, 30 thermidor an VIII, procès-verbal et texte des discours.

prirent pas le nom de philosophes parce qu'ils furent des sages » ¹⁴¹.

En l'an X, l'évêque assistait à la cérémonie aux côtés du préfet; les deux orateurs, outre ce dernier, furent Bienvenue et Odio-Baschamps. La harangue de Bienvenue fut d'un optimisme anodin. Renouvelée par la crise salutaire de « sa grande Révolution », la société française ne va plus connaître qu'une « activité vivifiante » qui trouvera dans « le bien public son aliment », grâce à un gouvernement « tutélaire ». Alors chacun, « à quoi qu'il aspire », pourra briller de son propre éclat. Un discret appel à la concorde la terminait : « l'homme instruit puise dans la diversité des opérations et des usages les motifs d'une douce tolérance et d'une sage circonspection ». Au contraire, le discours d'Odio-Baschamps fut agressif et plein de sous-entendus. La situation ne manquait pas de piquant, de voir sur l'estrade l'évêque concordataire, ex-réfractaire, et l'ancien Prémontré assermenté qui allait redevenir chanoine. En outre, la loi de floréal an X qui venait d'être votée équivalait à la suppression des écoles centrales et à la condamnation du système d'enseignement secondaire cher aux hommes de 1793 et de 1795. Odio-Baschamps, tout en feignant d'admettre que les lycées étaient un perfectionnement des écoles centrales, protesta avec une certaine âpreté contre les « cris de la calomnie » auxquels était en butte l'institution condamnée. Une fois de plus, il fit le procès de « l'ancienne routine » (il avait ajouté *ecclésiastique*, dans sa minute) et des « ennemis-nés de toutes les innovations »; l'éloge des disciplines variées enseignées dans les écoles centrales. Toutefois, pour se faire pardonner ses hardiesses et se ménager une porte de sortie, il ajoutait : « Si autrefois, on consacrait trop d'années à l'étude seule du latin, ne tombons pas dans un excès contraire, en le proscrivant entièrement. Grâce soient rendues au gouvernement actuel qui, dans l'organisation des lycées, vient de réparer le défaut de celle des écoles centrales, en établissant plusieurs professeurs en cette partie vraiment intéressante de l'instruction publique ¹⁴² » :

141. *Ibid.*, Lt, n° 7 (an IX), Ecole centrale de Saint-Brieuc, distribution des prix de l'école centrale, du 30 thermidor an IX, procès-verbal.

142. *Ibid.*, T, an X, Ecole centrale de Saint-Brieuc, procès-verbal de la distribution des prix, 4 fructidor an X.

La distribution des prix de l'an X devait être la dernière de l'école centrale du département des Côtes-du-Nord. Le gouvernement consulaire n'avait jamais eu de sympathie pour ce système d'enseignement qui lui rappelait d'une façon fâcheuse les hardiesses philosophiques et pédagogiques des penseurs du XVIII^e siècle, les Diderot, les d'Alembert, les Condillac, les Condorcet. Il lui préférait de beaucoup la formation humaniste des Jésuites et des régents ecclésiastiques d'avant 1789, à base de mathématiques et de latin, deux matières présentant le grand avantage de ne point éveiller l'esprit critique. Tout en tolérant, faute de mieux, les écoles centrales en exercice, il n'avait pas tardé à leur manifester sourdement sa malveillance. Dès l'an VIII, le préfet des Côtes-du-Nord faisait connaître au jury d'instruction publique que l'intention du gouvernement consulaire était de supprimer les bourses. Naturellement, le jury protesta aussitôt (3 fructidor) : les boursiers remplaçaient, disait-il, « les séminaristes qui étaient attachés aux collèges ». Il se pouvait que dans quelques départements l'institution n'eût pas donné d'heureux résultats ; ici, il n'en avait pas été de même. « Dispersés chez des citoyens honnêtes, les boursiers vivent très bien avec la somme de 300 francs et donnent en général satisfaction à leurs maîtres au point de vue du travail ». Le jury suppliait en conséquence le préfet d'intervenir auprès du ministre de l'Intérieur¹⁴³. Récrimination inutile : le 29 ventôse an IX, le préfet avertissait le jury du fait accompli ; tout au plus, les boursiers qui resteraient au chef-lieu du département continueraient-ils d'être exempts de la rétribution scolaire¹⁴⁴. Pourtant, l'opinion publique n'en prit pas aisément son parti. Le conseil général dans sa séance du 28 germinal affirma que la suppression des boursiers portait « un préjudice notable à l'instruction publique et à la pro-

143. Sur l'hostilité du gouvernement consulaire aux écoles centrales, cf. le rapport du 22 mars 1800, de Lucien Bonaparte aux Consuls, cité par G. PARISET, *Le Consulat et l'Empire*, p. 326, et celui de Barbé-Marbois, après sa tournée d'inspection dans la 13^e division, publié par F. ROCQUAIN, *La France au 18 Brumaire*, p. 108, « Les écoles centrales doivent être promptement réformées ».

La correspondance du préfet et du jury, à l'occasion de cette question des bourses, se trouve aux Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt, Ecole centrale de Saint-Brieuc, n° 6 (an VIII).

144. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lt, n° 7 (an IX), Ecole centrale de Saint-Brieuc, le préfet au jury d'instruction publique.

pagation des lumières » ¹⁴⁵. Encouragés par cette résistance, les professeurs et les membres du jury s'enhardirent, en floréal, à réclamer leur rétablissement ¹⁴⁶. Naturellement le gouvernement consulaire ne tint aucun compte de cette démarche. Un an plus tard, le 11 floréal an X, comme on l'a déjà dit, il faisait voter une loi supprimant les écoles centrales et les remplaçant par des écoles secondaires auxquelles étaient superposés les lycées ¹⁴⁷. Le conseil général du département demanda aussitôt, dans sa séance du 15 prairial, l'établissement d'un lycée à Saint-Brieuc, vœu qu'il devait reproduire l'année suivante (20 floréal an XI) ¹⁴⁸. En attendant, un arrêté consulaire du 25 vendémiaire an XI, avant même la fin de l'année scolaire, supprimait l'école centrale des Côtes-du-Nord à la date du 1^{er} messidor suivant ¹⁴⁹. Aussitôt le jury et les professeurs s'émurent et prièrent le préfet de leur accorder un sursis jusqu'à la date habituelle des vacances ¹⁵⁰. Le préfet en référa à Fourcroy qui répondit sèchement que l'arrêté du Gouvernement devait être exécuté à la lettre. A compter du 1^{er} thermidor, les professeurs n'émargeraient plus au budget départemental; libre à eux d'ailleurs de rester en fonctions jusqu'au 1^{er} fructidor en prenant des engagements particuliers avec leurs élèves ¹⁵¹.

On eût dit que le Gouvernement avait hâte d'en finir avec une institution détestée. En même temps, on se hâtait d'orga-

145. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, Délibérations du conseil général (an VIII-an X), fol. 66-69, séance du 28 germinal an XI, et Archives Nat., F^{lev}, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance.

146. *Ibid.*, Lt, n° 7 (an IX), Ecole centrale de Saint-Brieuc, les professeurs de l'école centrale au jury d'instruction publique.

147. Cf. DUVERGIER, t. XIII, p. 410-414, déjà cité plus haut à propos de l'enseignement primaire. Sur cette loi, au point de vue de l'enseignement secondaire, cf. P. POULLET, *Les Institutions françaises*, p. 891 et 893-895; A. AULARD, *Napoléon I^{er} et le Monopole universitaire*, p. 47-141, et G. PARISSET, *1^{er} Consulat et l'Empire*, p. 326-334.

148. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, Délibérations du conseil général (an VIII-an X), fol. 178-179, séance du 15 prairial an X, et 1 N 12 (an X-an XII), fol. 17, séance du 20 floréal an XI. Cf. Archives Nat., F^{lev}, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, mêmes séances.

149. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole centrale de Saint-Brieuc (an XI).

150. *Ibid.*, le jury d'instruction publique au préfet, 26 prairial an XI.

151. *Ibid.*, le conseiller d'Etat Fourcroy au préfet, 23 messidor an XI.

niser ou plutôt de faire organiser par la commune de Saint-Brieuc, l'école secondaire. Dès le 29 prairial, le préfet pressait le maire, de manière à ce qu'il n'y eût pas d'interruption entre école centrale et école secondaire. La chaire de rhétorique serait mise au concours. Ce concours aurait lieu le 15 thermidor devant le jury au complet (les deux sections réunies) ¹⁵². Mais aucun candidat ne se présenta; en conséquence, le jury désigna le citoyen Jégou qui serait remplacé par le citoyen Grosvalet (18 thermidor an XI). Le préfet approuva les deux nominations par lettre du 21 thermidor. Il attirait également l'attention du premier adjoint Limon-Belleissue sur la nécessité de choisir un directeur spécialement chargé de la surveillance de l'école centrale (c'était condamner implicitement le système « anarchique » de cette école) et proposait le citoyen Odio-Bâschamps en raison de ses talents et de sa moralité ¹⁵³. Le premier adjoint était de cet avis, à condition que son traitement continuât d'être celui de bibliothécaire. Le conseil avait d'ailleurs estimé le budget annuel de l'école à 9.000 francs : 5 professeurs à 1.500 francs plus 1.500 francs pour l'entretien des bâtiments et les prix. (La bibliothèque, le musée et le cabinet d'histoire naturelle passant à la charge du département) ¹⁵⁴.

Le 24 fructidor an XI le conseil municipal arrêtait de faire imprimer le prospectus de la future école. Elle s'ouvrirait le 10 vendémiaire an XII. Son programme d'études y était défini de la manière suivante : « Dans le plan d'éducation adopté pour cette école, on a tâché de réunir à la sagesse des anciens collèges dans la gradation des études, l'avantage des écoles centrales dans le choix et l'enseignement des sciences. Les éléments d'instruction ont entre eux une liaison naturelle sans laquelle les jeunes gens, trop souvent déterminés par les

152. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 65, Correspondance intérieure du préfet, Etablissements publics (an X-an XII), le préfet au maire de Saint-Brieuc, 29 prairial an XI, et T, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Correspondance (an XI-1908), le premier adjoint de Saint-Brieuc au préfet, 8 me sidor an XI.

153. *Ibid.*, T, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Correspondance (an XI-1808), le premier adjoint de Saint-Brieuc au préfet, 18 thermidor an XI, et 2 M 65, Correspondance intérieure du préfet, Etablissements publics (an X-an XII), le préfet au premier adjoint de Saint-Brieuc, 21 thermidor an XI.

154. *Ibid.*, T, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Correspondance (an XI-1808), le premier adjoint de Saint-Brieuc au préfet, 5 fructidor an XI, et le conseil municipal au préfet, 18 nivôse an XI.

circonstances ou par leur caprice se jettent aveuglément dans tel ou tel cours qu'ils abandonnent ensuite avec la même légèreté... Au collège de Saint-Brieuc, on enseigne essentiellement et par classe le latin et les mathématiques ». En outre, « les principes de la physique et de la chimie », le dessin. Ces connaissances conduisent les élèves « à l'Ecole polytechnique, au génie, à la marine, à l'artillerie, aux grades militaires ». L'histoire et la géographie serviront à « étudier les anciens écrivains et les modernes » ; il n'y aura pas de professeurs spéciaux, ce seront les professeurs d'humanités qui en seront chargés. De la sorte, « en cinq ou six années d'une application soutenue, un jeune homme peut suivre tous ces cours avec succès et ensuite diriger ses vues avec confiance vers l'état ecclésiastique, le barreau, la médecine, l'instruction publique ou toute autre profession savante » ¹⁵⁵.

Le personnel de l'école comprendrait 5 professeurs : Néther, pour le dessin ; Le Boyer, pour les mathématiques, la physique et la chimie ; Grosvalet, pour la 6^e et la 5^e ; Tesnière, pour la 4^e et la 3^e ; Jégou pour la 2^e et la rhétorique ¹⁵⁶.

Parmi eux, Grosvalet seul était un débutant dans l'enseignement public. Grosvalet (François), né à Saint-Brieuc en 1772, avait fait ses études au collège, puis il avait été chargé de donner des leçons de latin et de français à plusieurs jeunes gens. Depuis 1791 jusqu'en 1793, il avait vécu de répétitions. En 1793, atteint par la réquisition, il avait servi sur terre et sur mer, jusqu'à l'an III. A cette époque, le district de Saint-Brieuc l'avait envoyé élève à l'Ecole normale. Rappelé au service de la République, il avait été fait prisonnier en Angleterre où il était resté plus d'un an. Echangé, il avait ensuite vécu à Saint-Malo comme précepteur, puis depuis quatre ans, à Saint-Brieuc, à l'école secondaire tenue par Le Boyer ¹⁵⁷.

La maison d'éducation de Le Boyer serait le pensionnat du collège. La rétribution des élèves était fixée à 3 francs par

155. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole centrale de Saint-Brieuc, Recueil de thèses, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, imprimé, 4 pages, Saint-Brieuc, 24 fructidor an XI.

156. *Ibid.*, et 2 M 72, Correspondance extérieure du préfet, Etablissements publics (an VIII-an XII), le préfet au conseiller d'Etat chargé de l'instruction publique, 14 fructidor an XI.

157. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics, arrêté du 22 nivôse an XII approuvant la nomination... du directeur et des professeurs de l'école secondaire de Saint-Brieuc.

mois ¹⁵⁸. En même temps, paraissait l'arrêté consulaire du 19 vendémiaire an XII, portant règlement des écoles secondaires communales et créant dans chaque ville un bureau d'administration composé du préfet ou du sous-préfet, du maire, du commissaire du Gouvernement près le tribunal, de deux membres du conseil municipal, du juge de paix de l'arrondissement et du directeur de l'école. En conséquence, le bureau ainsi constitué de Boullé, Thierry, Le Gorrec aîné, Le Gal la Salle et Damar-Villeneuve, tous deux élus par le conseil municipal, de Bienvenue, le juge de paix, et du directeur Odio-Baschamps, s'assembla le 4 nivôse. C'est ce bureau qui va hériter des fonctions administratives de l'ancien jury d'instruction publique. Il ne subsiste plus de ce dernier que les jurys secondaires d'arrondissement pour l'examen des candidats instituteurs ¹⁵⁹.

Le bureau proposa aussitôt un professeur supplémentaire de mathématiques. Son choix se porta sur Curo (Jacques). Né à Arles le 3 février 1743 et d'abord sous-officier d'artillerie, il avait quitté le service « pour faire une éducation à Saint-Brieuc ». En 1786, il était professeur au collège de la marine à Vannes, et devait le rester jusqu'à sa suppression. En 1791, il passe l'examen de professeur à l'école d'hydrographie, créée en exécution de la loi du 10 avril devant Lévêque, examinateur de la marine. Installé au collège de Saint-Brieuc, il figure sur la liste des professeurs de cet établissement comme professeur d'hydrographie dans un état de 1792. Membre de la loge maçonnique, « La Vertu triomphante », puis de « l'Egalité triomphante », il fait partie du comité de surveillance de Saint-Brieuc en 1793 et sert comme lieutenant dans la garde nationale. Sous le Consulat, on le retrouve membre du jury pour les écoles primaires, puis du jury central d'instruction publique ¹⁶⁰. Boullé l'agréa et par un de ses arrêtés,

158. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole centrale de Saint-Brieuc, Recueil de thèses, prospectus imprimé de l'école secondaire cité plus haut.

159. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Correspondance (an XI-1808), élection de deux membres du bureau, par le conseil municipal de Saint-Brieuc, 17 frimaire an XII, et Registre de délibérations du conseil d'administration de l'école secondaire communale de Saint-Brieuc (an XII-1852), fol. 1, séance du 4 nivôse an XII. Cf. J. LAMARE, *Histoire du Collège de Saint-Brieuc*, p. 87-89. Le Collège de Saint-Brieuc sous le Consulat et l'Empire.

160. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Correspondance (an XI-1808), Curo à Odio-Baschamps, 25 nivôse an XII.

le 22 nivôse an XII, confirmé le 25 pluviôse par le ministre de l'Intérieur, organisa définitivement l'école secondaire sur ces bases ¹⁶¹.

L'enseignement qu'on y donna fut conforme à la liste d'ouvrages classiques arrêtée par la commission de l'Institut national du latin et des sciences à la date du 25 floréal et du 20 germinal an XI. Les exercices publics de l'an XII en font foi. En 6^e, Grosvalet a fait expliquer l'*Appendix de Diis*, de Jouvençy, « avec quelques notions indispensables sur la mythologie des Anciens », l'*Epitome historiæ græcæ*, de Siret, et l'*Epitome historiæ latinæ*, de Lhomond. Les élèves ont appris par cœur un certain nombre de morceaux du *Catéchisme historique* de Fleury, sorte d'Histoire sainte; en 5^e, il a fait étudier le *De Viris*, Cornélius Nepos et Phèdre. Faute d'un nombre suffisant d'exemplaires, on n'a pas pu apprendre par cœur : *Les Mœurs des Israélites*. En 4^e, Tesnière a fait expliquer les deux premiers livres du *Selectæ*, trois églogues de Virgile et les quatre premiers livres de Justin; en 3^e, les épisodes des *Géorgiques* et le premier livre de l'*Enéide* ¹⁶².

Tesnière ne nous donne aucun renseignement sur les auteurs français qu'il commentait, ni sur son cours d'histoire et de géographie. Notons qu'il donnait des leçons de grec, enseignement qui n'était pourtant pas prévu dans la loi. Il expliquait Esope, Lucien, Homère, les trois premiers chants de l'*Illiade* et le chant VII; l'*Odyssée*, chant IX; Xénophon

161. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés concernant les établissements publics (an VIII-an XII), fol. 9-12, arrêté du 22 nivôse an XII, et T, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Correspondance (an XI-1808), le conseiller d'Etat chargé de l'instruction publique au préfet, 28 pluviôse an XII, en lui transmettant l'arrêté du ministre.

162. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Correspondance (an XI-1808), ouvrages proposés pour l'enseignement des classes... des lycées. Liste réimprimée à Saint-Brieuc, le 9 ventôse an XII, et Recueil de Thèses, thèses de l'an XII.

Ch. Siret (1760-1838), né à Reims, qui devait être successivement maître de pension, professeur et enfin censeur du lycée de Reims avait fait paraître, en 1798, un *Epitome historiæ græcæ*.

Lhomond est trop connu pour qu'il soit besoin d'en parler ici.

Claude Fleury (1640-1723) est l'auteur de l'*Histoire ecclésiastique*; son *Catéchisme historique* avait paru en 1679, et ses *Mœurs des Israélites* en 1681.

Sur Lhomond et Fleury, cf. *Grande Encyclopédie*, verbis citatis. Sur Siret, cf. faute de mieux M.-N. BOUILLET, *Dictionnaire universel d'histoire et de géographie*.

(7^e livre de la *Cyropédie*), Anacréon, l'*Iphigénie en Aulide* d'Euripide et l'*Electre* de Sophocle ¹⁶³.

Au contraire, nous sommes abondamment documentés sur les cours de Jégou, en 2^e et en 1^{re}. En 2^e, il explique Virgile : *Enéide*, le *Catilina* de Salluste, les *Odes* d'Horace, le *Pro Marcello* de Cicéron, c'est-à-dire presque tout le programme latin ; puis les auteurs français, le 7^e chant de *La Henriade* qui figure au programme de la classe de belles-lettres, dans l'arrêté du Gouvernement. En 1^{re}, il étudie Virgile, Tite-Live (les débuts de Rome), la première Catilinaire de Cicéron, la *Vie d'Agricola* de Tacite, ouvrages empruntés au programme de la classe de belles-lettres, non organisée à Saint-Brieuc : aucun auteur français. Son cours d'histoire et de géographie mérite quelque attention. Il se borne à l'histoire de France qu'il commence au IV^e siècle, avec « Pharamond proclamé roi des Francs » et qu'il poursuit jusqu'à la bataille de Poitiers, pour la 2^e, jusqu'à celle de Pavie ; pour la 1^{re} (avec l'intention de continuer l'année suivante). Deux de ses élèves, dont Georgelin, ont composé l'éloge de Charlemagne et celui de Du Guesclin. En géographie, il traite l'Europe et la France ; les élèves font sous forme de petites narrations des récits de voyages ¹⁶⁴.

Au total, un enseignement provisoire, faute de temps et de ressources pour le mettre définitivement sur pied, intermédiaire entre le programme de l'école centrale et celui édicté par le Gouvernement, ainsi que le fait remarquer le prospectus des exercices publics.

L'année suivante (an XIII) l'organisation devient complète et réglementaire. L'école secondaire comprend sept classes littéraires et six scientifiques. La 6^e et la 5^e littéraires sont faites par Georgelin, ancien boursier de l'école centrale, répétiteur dans le pensionnat de Fromaget et maintenant directeur du pensionnat tenu actuellement par M^{me} Fromaget ; la 3^e et la 4^e, par Lagadeuc, ex-professeur à Plouguernével qui explique Fénelon (*Télémaque*) et Voltaire (*Vie de Charles XII*) ; la 2^e et la 1^{re} par Grosvalet. En 2^e on voit l'histoire jusqu'à Constantin ; en 1^{re}, on étudie Boileau et Rousseau « le lyrique ». La chaire de belles-lettres est occupée par Jégou qui commente Boileau (*Art poétique*) et Racine

163. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Recueil de thèses : thèses de l'an XII *De Lingua græcæ* et programmes des exercices de la 4^e et de la 3^e classe.

164. *Ibid.*, Classes de littérature : seconde et première.

(*Athalie*). Le cours scientifique comprend une 6^e et une 5^e (Le Boyer); une 4^e et une 3^e (Curo); une 2^e et une 1^{re} (Le Boyer).

L'école est fréquentée par 120 externes et 40 internes. Pour la première fois, l'enseignement religieux est donné par un vicaire de Saint-Michel, Le Maux, d'abord dans le pensionnat de Le Boyer, puis à l'école même (à partir du 24 brumaire an XIII)¹⁶⁵.

Les exercices de l'an XIII se passèrent devant un jury composé de : Le Vavasseur et Lorin fils, pour le dessin; Curo, Le Boyer et Grosvalet pour les mathématiques; Le Maout, Curo et Le Boyer, pour l'histoire naturelle et la physique; Limon-Belleissue, Beaudouin père, Denoual du Plessis et Denis (du Légué) pour la littérature. On remarquera que les membres de l'ancien jury, sauf quelques-uns éliminés (entre autres, Piou) y siègent à côté des professeurs. Une comédie de Regnard « arrangée » fut représentée à ces exercices, par les élèves de l'école¹⁶⁶.

Presqu'au même moment se produisit une série d'événements qui allaient modifier profondément la physionomie et le personnel de l'école secondaire. Ce fut d'abord, la démission de Le Boyer de la direction du pensionnat; il fut remplacé par Jégou (thermidor an XIII). Puis survint le décès d'Odio-Baschamps (vendémiaire an XIV); il fut également remplacé comme directeur de l'école par Jégou. Enfin, l'aumônier provisoire mourut également. L'abbé Besson, secrétaire de l'évêché et chanoine honoraire de la cathédrale succéda à ce dernier; Jégou s'installa dans les locaux occupés par Baschamps et le pensionnat fut pourvu d'un petit « oratoire »¹⁶⁷.

L'effectif de l'école a peu varié : il est de 150 internes et d'une trentaine de pensionnaires portant l'uniforme. Un cer-

165. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire communale de Saint-Brieuc, Registre des délibérations du conseil d'administration, fol. 4, délibération du 24 brumaire an XIII et Correspondance (an XI-1808), exercice pour la clôture de l'an XIII.

166. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Correspondance (an XI-1808), exercice pour la clôture de l'an XIII, et Registre des délibérations, fol. 12-13, 2 fructidor an XIII.

167. *Ibid.*, T, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Registre de délibérations, fol. 7, 13 thermidor an XIII; fol. 12, 20 thermidor an XIII; fol. 13-14, 15 vendémiaire an XIV.

tain nombre d'entre eux se préparent à l'examen d'aspirants de marine. Le jury d'examen comprend quelques nouveaux membres : Courcoux, curé de Saint-Etienne, pour la littérature ; Dany, ex-professeur à Dinan ; Piou père qui reparaît ¹⁶⁸.

En 1807, Curo mourut ; Rogues, professeur de mathématiques à Avranches, lui succéda ¹⁶⁹. Les effectifs se maintinrent : 157 externes, 34 internes. Les professeurs faisaient maintenant leurs cours en uniforme ¹⁷⁰. Le 23 août, après les examens d'usage passés devant le même jury qu'en 1806, on représenta *Le connétable de Clisson*, « tragédie en 5 actes et en vers de M. Germain Boullé, fils de M. le Préfet » composée par lui lorsqu'il était élève au lycée de Mayence. M^{lle} Eulalie Boullé, fille du préfet, âgée de 13 ans était chargée du principal rôle, celui de la duchesse de Bretagne. La pièce fut suivie de symphonie et de danses. Le préfet, dans son discours, fit l'oraison funèbre de Curo et conclut en ces termes en s'adressant aux élèves : « Vous vivez au surplus dans le siècle des merveilles et quoi de plus propre à enflammer les cœurs et à les embraser d'émulation que tous ces prodiges qui se succèdent ? Plus heureux que ceux qui vous ont devancés dans la carrière, vous serez exempts de toutes les agitations qui les ont tourmentés : vous êtes appelés à jouir en paix du fruit de leurs travaux. Vous devez au génie de l'homme étonnant qui nous gouverne et à l'intrépidité des braves armées qu'il dirige de faire partie d'une nation parvenue au plus haut degré de gloire militaire et d'influence politique... Déjà s'annoncent les projets que son inconcevable activité a conçus pour améliorer nos institutions et vivifier les germes de la prospérité publique. Mettez-vous en état par vos travaux de seconder... ses projets réparateurs : c'est le plus bel hommage que vous puissiez rendre à ce héros » ¹⁷¹. On était au lendemain de Tilsitt et la guerre d'Espagne ne faisait que commencer.

168. *Ibid.*, T. Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Correspondance (an VI-1808), rapport de Jégou sur la situation de l'école, 3 juillet 1806; prospectus du pensionnat, 18 juillet 1807, et Registre de délibérations, fol. 16-18, délibération du 3 juillet 1806.

169. *Ibid.*, Registre de délibérations, fol. 19, 21 avril 1807.

170. *Ibid.*, fol. 20, 2 juillet 1807 et Correspondance (an XI-1808), état de situation de l'école en 1807.

171. *Ibid.*, Correspondance (an XI-1808), procès-verbal de la solennité relative à la distribution des prix de l'école secondaire, 23 août 1807.

Dans l'hiver de l'année scolaire 1807-1808 un petit incident se produisit prouvant que les passions religieuses savamment étouffées par l'administration napoléonienne n'étaient pas complètement éteintes. Des élèves de l'école secondaire se prirent de querelle avec ceux du séminaire (alors externes) dans la rue Saint-Guillaume. On se traita réciproquement de « centralistes » et de « couacs ou de corbeaux ». Il y eut des coups de poing échangés et l'on proposait de nommer, de part et d'autre, des champions pour vider la querelle quand les autorités s'émurent. Le bureau de l'école secondaire, le directeur du séminaire et le préfet furent avertis par Jégou. Les élèves de l'école secondaire furent admonestés et des instructions données à la police municipale. Il ne semble pas qu'elle ait eu à intervenir¹⁷². Cette même année 1808, pendant laquelle s'organisa l'Université impériale, vit le départ de Le Boyer et de Jégou, nommés tous deux professeurs au lycée de Nantes¹⁷³. Le Boyer fut remplacé par Roques et celui-ci par Legrand, un des meilleurs élèves de l'école. Jégou fut suppléé comme directeur par Grosvalet¹⁷⁴. Il y avait à cette date 160 élèves; un certain nombre d'entre eux avait pourtant été nommés au lycée de Nantes, mais ils avaient été presque aussitôt remplacés¹⁷⁵. Vers la fin de l'année scolaire, on se préoccupa de pourvoir définitivement de titulaires les chaires de mathématiques et de belles-lettres. Pour la place de Le Boyer, le candidat unique fut Nicolas Rochat, ancien élève de l'Ecole polytechnique, professeur d'hydrographie à Boulogne, puis à bord de l'Escaut et en dernier lieu à Saint-Brieuc. Il fut nommé le 20 septembre¹⁷⁶. Pour les lettres, après avoir songé à Coutance, directeur de Lamballe qui n'accepta pas, on se décida à maintenir définiti-

172. *Ibid.*, Correspondance (an XI-1808), rapport de Jégou au préfet, 10 décembre 1807, et Registre des délibérations, fol. 23, 10 décembre 1807.

173. *Ibid.*, Registre de délibérations, fol. 25, 24 mars 1808, et fol. 27, 26 mars 1808.

174. *Ibid.*

175. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Correspondance (an XI-1808), rapport trimestriel du directeur Grosvalet sur la situation de l'école, 9 juin 1808, et Registre des délibérations, fol. 30-31, 9 juin 1808.

176. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Registre de délibérations, fol. 33, 18 août 1808, et Correspondance (an XI-1808), Levêque (membre de l'Institut) au préfet, 9 août 1808, pour lui recommander la candidature de Rochat.

vement comme professeur, Grosvalet, ex-professeur de 2^e et de 1^{re}. Lagadeuc monta à sa place ; Georgelin fit la 4^e et la 3^e ; la 6^e et la 5^e furent confiées à Joseph Bidan et à Pierre Gautier de Saint-Brieuc, « instituteur de latin et de français »¹⁷⁷.

En même temps, une commission composée de Bienvenue et Le Gorrec était chargée du soin de rédiger « un règlement » complétant celui du Gouvernement « et destiné à rapprocher les études de celles des lycées ». Ce règlement réorganisait surtout l'enseignement du grec. Désormais, on en commencerait l'étude en 3^e et on la poursuivrait progressivement jusque dans la classe de belles-lettres. On se servirait de la grammaire de Gail et l'on expliquerait successivement : en 3^e, Esope ; en 2^e, Lucien, Théocrite et la seconde *Olympique* de Pindare ; en 1^{re}, *Criton* de Platon, *Philoctète* de Sophocle, et *Iphigénie en Aulide* d'Euripide ; en classe de belles-lettres, les deux traités moraux de Plutarque ; le discours de Démotène *Sur la Couronne* ; le 22^e et le 24^e chant de l'*Illiade*¹⁷⁸.

Remarquons quelques détails relatifs à la discipline qui était rendue encore plus sévère. Une exclusion de plus de trois jours doit être soumise au bureau. Les peines de prison sont prononcées par le directeur. La correspondance des élèves lui est soumise. Aucun pensionnaire ne pourra sortir, même accompagné de ses parents, sans une permission écrite du directeur. Tout élève trouvé dehors sans permission, par un agent, ou après l'heure, sera mené sur-le-champ au pensionnat et, s'il résiste, à la mairie. Aucun pensionnaire ne pourra obtenir la permission de dîner chez qui que ce soit plus d'une fois tous les quinze jours et jamais cette permission ne pourra être accordée à plus d'un quart des pensionnaires le même jour. En cas de faute collective, l'instigateur subira une sanction deux fois plus grave que les autres et, s'il ne peut être connu, le plus âgé des élèves sera réputé l'être et puni comme tel. La prière est faite au pensionnat le matin et le soir, avant et après les repas. L'aumônier célèbre la messe à l'école, à la rentrée des classes et durant l'année scolaire, tous les dimanches et fêtes gardées. Il fait l'instruction et le caté-

177. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T. Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Registre de délibérations, fol. 34, 25 août 1808, et fol. 35-42, 7 septembre 1808.

178. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T. Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Registre de délibérations, fol. 35-42, 7 septembre 1808, règlements pour l'école secondaire communale de Saint-Brieuc : études et tenue des classes.

chisme après la messe. Néanmoins, un dimanche par mois et aux fêtes solennelles de Pâques, de la Pentecôte, du 15 août, de la Toussaint et de Noël, les élèves assisteront à l'office paroissial¹⁷⁹.

Cette année 1808-1809 l'effectif paraît être de 192 élèves dont une vingtaine de pensionnaires. Les plus âgés, en classe de belles-lettres, ont de 17 à 21 ans. Quelques-uns ne suivent que les cours de mathématiques, de dessin et de grammaire française; il y a là comme un embryon d'enseignement moderne ou d'école primaire supérieure¹⁸⁰. Le port de l'uniforme se généralise, mais péniblement et non sans résistance de la part des parents¹⁸¹. A la distribution des prix de 1809, on donna *Le Joueur*, d'un auteur inconnu, dit le prospectus, peut-être de Regnard, dont les tendances moralisatrices semblaient convenir à un auditoire de jeunes gens¹⁸². Dans le personnel enseignant, quelques changements se sont opérés : Roques fait la 6^e, la 5^e et la 4^e dé mathématiques; Rochat, en 3^e, 2^e et 1^{re}, s'inspire des théories d'Ampère en géométrie, et d'Haüy en physique. Grosvalet, dans la classe de belles-lettres, ajoute, pour la première fois, à l'explication des auteurs français et latins, des notions de logique, nous dirions de philosophie, « sur la nature et la propriété de l'âme. Les principales opérations de l'esprit. Le syllogisme. L'analyse et la synthèse »¹⁸³.

A partir de 1810, l'école secondaire de Saint-Brieuc commence à s'appeler le « collège » de Saint-Brieuc. L'étiquette change mais le contenu reste le même. A la distribution des prix, on joue *Grégoire*, ou *Les Inconvénients de la Grandeur*, « comédie historique », de Ducerceau, suivie d'un ballet¹⁸⁴.

179. *Ibid.*, articles 19 à 38.

180. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Correspondance (an XI-1808). Elèves inscrits au 20 novembre 1808.

181. *Ibid.*, rapport du directeur du 3 novembre 1808.

182. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Registre de délibérations, fol. 46, 25 mai 1809.

183. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Collège de Saint-Brieuc (1809-1815), programme des exercices publics qui auront lieu à ce collège, les 19, 21, 22 et 23 août 1809, Saint-Brieuc, imprimé, 13 pages.

184. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Saint-Brieuc, Registre de délibérations, fol. 52, 19 juillet 1810.

Le Jésuite J.-A. du Cerceau (1670-1730), qui avait été précepteur du prince de Conti, avait composé plusieurs pièces latines et françaises fréquemment jouées

Au mois de septembre, un des régents de mathématiques; Roques, prit sa retraite. Le directeur, Grosvalet, qui s'intitule maintenant « principal », demanda, pour le remplacer, Le Grand (Pierre), ancien élève de l'école secondaire, déjà pourvu précédemment d'une suppléance en 1808. Satisfaction lui fut accordée par le grand maître de l'Université, le 4 octobre 1810¹⁸⁵.

En même temps, se faisaient sentir les effets de la centralisation universitaire. Sur proposition de l'inspecteur d'Académie Lesage, chargé de visiter les établissements d'instruction du département des Côtes-du-Nord, le recteur Germé réorganisait le bureau administratif du collège, par arrêté du 25 octobre, en conformité avec les instructions de Fontanes, du mois de juin précédent. Le préfet Boullé et le maire Leuduger-Fortmorel en faisaient toujours partie, mais, à la place de deux conseillers municipaux élus par leurs collègues, on y trouve maintenant l'évêque, Mgr Caffarelli et le curé de Saint-Etienne, Courcoux; La Motte-Gautier, juge au tribunal de première instance, le complétait. Ce bureau devait comme le précédent surveiller la comptabilité et la discipline, faire des propositions pour les chaires et émettre des vœux, mais sous réserve de l'approbation du recteur¹⁸⁶. Il devait désormais fonctionner régulièrement jusqu'à la Restauration. Les seules modifications qu'il subira seront les suivantes : le 1^{er} août 1813, Bienvenue, membre du bureau de l'ex-école secondaire, remplacera Courcoux, décédé; Gautier, peu assidu, démissionna la même année et fut remplacé par Denoual-Duplessix (19 janvier 1814), enfin, sur le désir du préfet, et bien que les bureaux de collège ne comprissent d'ordinaire que cinq membres, le recteur leur adjoignit, en août 1813, Guyot, juge au tribunal de 1^{re} instance, et Guimart, avocat et juge de paix¹⁸⁷.

Le 1^{er} mars 1811, le collège était définitivement constitué par arrêté du grand maître, nommant Grosvalet, principal et

dans les collèges de la C^{ie}, *Œuvres complètes*, éd. Péricaud, Lyon, 1828, 2 vol. in-8. Un recueil de ses comédies avait paru dès 1803. Cf. *Grande Encyclopédie*, article Ducercean.

185. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Collège de Saint-Brieuc (1809-1815). le préfet des Côtes-du-Nord au grand maître de l'Université, 14 septembre 1810. et le grand maître de l'Université au préfet des Côtes-du-Nord, 5 octobre 1810.

186. *Ibid.*, arrêté du recteur de l'Académie de Rennes, 25 octobre 1810.

187. *Ibid.*, bureau administratif du collège de Saint-Brieuc.

régent de rhétorique; Lagadeuc, régent de 2^e d'humanités; Georgelin, de 1^{re} (2^e et 3^e); Bidan, de la chaire de 1^{re} année de grammaire et de la classe élémentaire; Rochat et Le Grand, régents de mathématiques. Néther n'était pas considéré comme membre de l'Université, néanmoins, il continua de donner ses leçons de dessin¹⁸⁸. Quelques mois plus tard, le bureau d'administration et le conseil municipal, d'accord, réclamaient la création d'un professeur de classe élémentaire; ce fut Marée (François-Jean), installé en novembre 1811¹⁸⁹. L'année suivante (juin 1812), après avis de Le Fèvre-Gineaux et Rendu, inspecteurs généraux qui avaient visité le collège, la chaire de logique, jusque-là réunie à celle de rhétorique, fut séparée. Le principal, Grosvalet, professerait désormais la logique; Lagadeuc, la rhétorique; la seconde serait confiée à un prêtre, Souchet, qui enseignait avec succès la rhétorique à l'école ecclésiastique; il remplirait, en même temps, les fonctions d'aumônier du collège. Georgelin, professeur de grammaire, passerait en humanités; Le Maître, un diacre, professeur à l'école ecclésiastique, prendrait la 2^e année de grammaire¹⁹⁰. En septembre, il est question de supprimer la chaire de classes élémentaires, et Le Grand étant retourné à l'Ecole normale, de ne garder qu'un professeur de mathématiques. A la suite des protestations du principal, Fontanes nomma Le Maître régent des classes élémentaires, et un ancien officier d'artillerie, de Sévelinges, titulaire d'une chaire de mathématiques élémentaires au lycée de Napoléonville, comme adjoint provisoire de Rochat. C'était un professeur des plus médiocres, au témoignage du préfet, incapable de faire régner la discipline dans sa classe¹⁹¹. En mai 1813, les études scientifiques sont de nouveau désorganisées : Rochat quitte brusquement sa place pour s'en aller

188. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire communale de Saint-Brieuc, Registre de délibérations, fol. 53, 1^{er} mars 1811.

189. *Ibid.*, fol. 63, 29 août 1811, et fol. 68, 14 novembre 1811.

190. *Ibid.*, fol. 69, 6 juillet 1812, et Collège de Saint-Brieuc (1809-1815), note des propositions qui ont fait les matières principales de la conférence du jour et sur lesquelles le bureau... du collège s'est réservé de prendre ultérieurement des délibérations, 9 juin 1812.

191. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Collège de Saint-Brieuc (1809-1815), le principal du collège au préfet des Côtes-du-Nord, 18 septembre 1812; arrêté du grand maître de l'Université, 17 octobre 1812; le préfet des Côtes-du-Nord au grand maître, 3 septembre 1813.

à Brest comme professeur à l'école spéciale de navigation. Les deux vides furent comblés par la nomination de Merpault, ancien élève du collège, et de Dubus (François-Jacques), élève de l'Ecole normale supérieure, comme régents de mathématiques¹⁹². Vers la même époque, la distribution des chaires de littérature était encore une fois remaniée. Grosvalet restait principal, mais abandonnait sa place de professeur de logique à Lagadeuc, Souchet devenait régent de rhétorique, un certain Julien Marie prenait la place de Georgelin dont nous ignorons le sort; la chaire de 2^e année de grammaire revenait au principal, assisté de Marée (François). Peut-être faut-il voir là une disgrâce. Bidan et Le Maître gardèrent leurs postes¹⁹³.

L'événement le plus important de l'histoire du collège, à cette époque, c'est l'application du monopole universitaire. On sait comment ce monopole, en apparence redoutable, avait été éludé par l'enseignement libre et spécialement par l'enseignement clérical, grâce à la complicité de Fontanes et d'une partie du personnel universitaire. C'est ainsi que l'enquête du ministre de la Police révéla, en 1810, la concurrence ruineuse faite aux lycées par des écoles secondaires ecclésiastiques. Le département des Côtes-du-Nord en comptait deux. l'une à Dinan, l'autre à Saint-Brieuc. Cette dernière n'était autre que le petit séminaire, annexe du grand séminaire du diocèse. « On y fait, disait le préfet, des humanités, concurrence avec de la théologie. Les professeurs sont des prêtres ou des étudiants... Tout y est soumis à des règles claustrales et occultes. Les jeunes gens pour se soustraire à la conscrip-

192. *Ibid.*, copie d'une lettre du grand maître au recteur de l'Académie de Rennes, 30 septembre 1813.

193. *Ibid.*, copie d'une lettre du grand maître au recteur de l'Académie de Rennes, 31 août 1813. Sur la manière dont la « Logique », autrement dit la Philosophie, était enseignée en 1813, au collège de Saint-Brieuc, nous sommes renseignés par une lettre du recteur de Rennes au grand maître, en date du 6 avril, résumant les renseignements que lui avait fournis le principal à la suite d'une circulaire du mois de février de la même année. « Le Principal — régent de la Logique — a donné tous les jours, sauf les dimanches et jeudis, une leçon d'une heure sur la première partie de la Philosophie. Ses cahiers sont rédigés sur les notions développées dans la Philosophie dite de Lyon et dans celle de Seguy, ancien professeur de l'Université de Paris. » Désormais, sur invitation du recteur, il donnera des leçons de 2 heures par jour sur les « trois parties de la Philosophie » (sans doute la Logique, la Morale et la Méta-physique). Archives Nat., F¹⁷, 63.006, Collèges communaux, Saint-Brieuc. Sur la « *Philosophia lugdunensis ad usum scholarum* », anonyme, 1782, cf. A. AULARD, *Napoléon et le Monopole*, p. 279.

tion y entrent, sous le titre d'étudiants en théologie »¹⁹⁴. De cette enquête allait sortir le fameux décret du 15 novembre 1811. En attendant, une circulaire du grand maître, du 12 octobre 1810, prescrivait la réunion au collège de la ville des institutions qui sont en état d'en suivre les cours même élémentaires¹⁹⁵. En vue de l'application de cette mesure le bureau du collège se réunit d'abord, le 18 avril, puis le 22, et le principal, Grosvalet, se concerta avec le supérieur du séminaire, Chantrel¹⁹⁶. Mais on avait compté sans l'intervention de Caffarelli, bien résolu, comme tous les évêques, à paralyser, dans la mesure du possible, l'application de la circulaire de Fontanes. Dès le 24 octobre, il avait écrit au recteur, pour réclamer un délai. Ce délai expirait, comme on vient de le voir, le 14 avril¹⁹⁷. A présent, il prenait prétexte d'une circulaire du recteur, du 24 février, interprétant celle du grand maître et ainsi conçue : « La mesure prescrite n'atteint précisément, dans les pensions, les élèves qu'à commencer de la 1^{re} année de grammaire qui correspond à la ci-devant 5^e de latin et dans les institutions, à commencer de la 2^e de grammaire ». En conséquence, l'évêque réclamait que la réunion ne s'opérât qu'à partir de la 4^e¹⁹⁸. Là-dessus, protestation du bureau qui décida de surseoir à la réunion projetée jusqu'à ce que le grand maître eût statué sur le diffé-

194. Sur l'enquête de 1810 prescrite par deux circulaires de Savary, l'une du 17 juillet, l'autre du 24 septembre, cf. Ch. SCHMIDT, *La réforme de l'Université impériale en 1811*, Paris, 1905, 1 vol. in-8°, p. 24 et 25; A. AULARD, *Napoléon 1^{er} et le Monopole*, p. 301 et seq.

Le texte de la réponse du préfet des Côtes-du-Nord est résumé dans SCHMIDT, p. 69-70, d'après les Archives Nat., F7, 4346, cf. aussi 8369, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de la Police générale, 26 octobre 1810. L'année suivante, nouvelle enquête portant cette fois sur les séminaires du 1^{er} arrondissement de la Police. Le préfet des Côtes-du-Nord y répondit par une lettre à Réal, du 11 janvier 1811, que ce dernier résuma le 10 mars (Ch. SCHMIDT, *op. cit.* p. 31 et 71, note), sans doute pour mettre sous les yeux de l'Empereur. Enfin, le 20 décembre, Boullé envoyait encore à Réal un long exposé — en réponse à une lettre confidentielle du 12 — sur les résultats de l'application du décret impérial, du 15 novembre, relatif aux petits séminaires. Cf. Archives Nat., F7, 8369, enquête sur les séminaires, 1811.

195. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Généralités, Enseignement secondaire (an VIII-1815), le recteur de Rennes au préfet des Côtes-du-Nord, 19 novembre 1810, reproduit le texte de la circulaire en question.

196. *Ibid.*, T, Registre de délibérations, fol. 55-58 et 58, délibérations du 18 et du 22 avril 1811.

197. *Ibid.*, délibération du 22 avril 1811.

198. *Ibid.*

rend¹⁹⁹. Nous ne possédons pas sa réponse, mais il faut bien admettre qu'il ne désavoua ni Caffarelli, ni Lesage, puisque la réunion effectuée le 14 juin 1811 se borna aux classes de 4^e, 3^e, 2^e et rhétorique (30 élèves en rhétorique, 16 élèves en 2^e, 42 en 3^e, et 37 en 4^e). Du coup, l'effectif total du collège se trouva porté à 260 élèves²⁰⁰. Mais il s'en faut que la fusion ait été véritablement complète. De l'aveu du principal, les élèves du petit séminaire ne fréquentaient pas pour la plupart les classes de mathématiques (lesquelles avaient lieu dans l'après-midi) ; ils se bornaient à suivre les cours d'humanités, ils ne participaient ni aux compositions mensuelles, ni aux exercices de fin d'année ; « ils appartiennent réellement à deux établissements distincts, le matin, ils sont élèves du collège, l'après-midi, ils le sont de l'école ecclésiastique »²⁰¹. En outre, sous prétexte qu'ils avaient payé aux mains de Chantrel la rétribution universitaire, ils refusèrent de la verser au collège ; le maire s'en plaignit encore au préfet, au début de l'année scolaire 1811, et le bureau demanda là-dessus des explications au supérieur Chantrel qui répondit, le 9, par un mémoire longuement motivé, appuyé sur les circulaires du grand maître et du recteur lui-même, duquel il ressortait, en substance que l'école secondaire ecclésiastique n'avait jamais cessé d'exister, qu'elle avait besoin de ces rétributions pour subsister et qu'au surplus ses élèves complètement nécessiteux ou du moins très pauvres étaient hors d'état de payer double rétribution²⁰². Nous ignorons quelle suite eut l'affaire : un fait certain c'est qu'en avril 1812 le maire réclamait encore du préfet un ordre contraignant le supérieur²⁰³. Comme nous n'avons pas trouvé d'arrêté du préfet en ce sens, il y a lieu de croire que rien ne put triompher de la résistance passive de ce dernier. L'école secondaire ecclésiastique de Saint-Brieuc devait subsister jusqu'au 1^{er} juillet 1812 :

199. *Ibid.*

200. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Collège de Saint-Brieuc (1809-1815), le principal du collège de Saint-Brieuc au préfet, 5 juillet 1811.

201. *Ibid.*

202. *Ibid.*, le maire de Saint-Brieuc au préfet des Côtes-du-Nord, 17 octobre 1811; Chantrel, directeur de l'école ecclésiastique, au préfet, 16 novembre 1811.

203. *Ibid.*, le maire de Saint-Brieuc au préfet, 8 avril 1812.

à cette date, elle fut fermée et il ne subsista plus dans le diocèse que celle de Dinan ²⁰⁴.

Au reste, si le clergé avait soutenu une lutte aussi tenace, c'est qu'il était systématiquement hostile au collège, foyer d'impiété et de libertinage à ses yeux. Au moment où se poursuivaient ces négociations délicates au sujet de l'application du monopole, Fontanes recevait une dénonciation (février 1811) l'avertissant que l'aumônier du collège de Saint-Brieuc avait été renvoyé de cet établissement et il prescrivait au recteur Germé d'ouvrir une enquête ²⁰⁵. Celui-ci reconnut partiellement l'exactitude des faits. L'aumônier n'avait pas été renvoyé expressément, mais il avait donné sa démission, les élèves n'étant pas suffisamment astreints à suivre ses instructions; d'autre part, le principal se plaignait de « l'insubordination de quelques élèves, surtout à l'égard des devoirs de la religion ». Enfin, l'inspecteur d'Académie, lors de son dernier passage, avait trouvé la chapelle transformée en salle de dessin. Et le recteur rendait responsable de cet état de choses le bureau d'administration nommé en octobre 1810, qui ne s'était encore réuni qu'une fois ²⁰⁶. Cette affaire eut sa répercussion sur la réorganisation du collège de 1812. A la fin de 1811, à propos de la nomination de Marie, faite en l'absence de Caffarelli, alors à Paris, et peut-être malgré lui, le recteur songeait à affaiblir l'autorité de Grosvalet, à la fois principal et professeur de logique et de rhétorique; il proposait au grand maître de confier la direction du collège à un ecclésiastique qui serait au choix : Fouace,

204. Par application du grand décret du 15 novembre 1811 « concernant le régime de l'Université ». Sur ce décret, cf. AULARD, *op. cit.*, p. 306 et seq., et Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Généralités, Enseignement secondaire (an VIII-1815), le préfet des Côtes-du-Nord aux sous-préfets, 29 juin 1812, confidentielle : « Le Décret Impérial du 15 novembre 1811, par les articles 27, 28 et 29, porte qu'il n'y aura pas plus d'une école secondaire ecclésiastique par département.

» Par une lettre du 15 de ce mois, S. E. le Sénateur grand maître de l'Université m'avertit que S. M. l'Empereur a décidé que celle du département des Côtes-du-Nord serait fixée à Dinan et que les autres écoles ecclésiastiques seront fermées le 1^{er} juillet.

» Les Procureurs généraux et impériaux sont prévenus d'avoir à réprimer les infractions à cet égard ».

205. Archives académiques de Rennes, Registre de correspondance du recteur, fol. 72-73, le recteur au grand maître de l'Université, 19 février 1811.

206. *Ibid.*

Naix ou Courcoux²⁰⁷. Fontanes n'adopta pas cette manière de voir; toutefois, en 1812, nous avons vu entrer dans le corps professoral deux ecclésiastiques, dont Souchet, cependant que le principal, Grosvalet, n'enseignait plus que la logique. Caffarelli lui aussi s'était occupé activement de l'affaire et il avait eu à Paris des entretiens particuliers à ce sujet avec Bonald, le champion attitré de l'Eglise au sein du conseil de l'Université (10 octobre 1811)²⁰⁸. En outre, sur sa demande, un nouveau règlement fut élaboré par ses soins, le 8 octobre 1812. On y voit l'interdiction aux élèves de fréquenter « les cabarets, les billards, les maisons de jeu » de se promener dans les rues après dix heures du soir, de s'exercer à la natation, sinon « vêtus d'un caleçon ou d'un autre voile convenable » et « dans des lieux écartés où la pudeur ne puisse être blessée »; l'obligation pour les externes de ne prendre pension que « dans des maisons irréprochables au point de vue des mœurs, de la décence et de la religion », et pour tous les élèves indistinctement d'assister à la messe et aux instructions religieuses. Deux professeurs, au moins, y assisteraient. On reconnaît sans peine la provenance de tout ce rigorisme : il est visiblement d'origine ecclésiastique²⁰⁹.

Saint-Brieuc ne fut d'ailleurs pas la seule ville du département des Côtes-du-Nord, sous l'Empire, à être pourvue d'un établissement d'enseignement secondaire : Dinan, Guingamp, Lannion, Tréguier, Lamballe eurent chacun le leur.

On a vu précédemment les efforts de Sergent à Dinan, dans les dernières années du régime directorial, pour sauver le « Lycée National », efforts aboutissant au maintien, concurremment à l'école centrale de Saint-Brieuc, d'un petit cours d'humanités et de mathématiques, installé provisoirement aux Jacobins²¹⁰. Le coup d'Etat de Brumaire ne nuisit en rien à la prospérité de cette entreprise que patronnait la municipalité dinannaise. Même il commença par la favo-

207. *Ibid.*, le recteur au grand maître, 15 septembre 1811.

208. *Ibid.*, le recteur au grand maître, 10 octobre 1811. Sur ce rôle de Bonald, cf. A. AULARD, *op. cit.*, p. 228-229.

209. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Collège de Saint-Brieuc, Registre de délibérations, fol. 66-68, 7 novembre 1811, et fol. 70-72, 8 octobre 1812, texte du règlement en 22 articles.

210. CH. BELLIER-DUMAINE, *Histoire du Collège de Dinan. Annales de Bretagne*, t. XI, 1895-1896, p. 456-462.

riser : en thermidor an X, un arrêté préfectoral lui reconnut le titre d'école secondaire de l'arrondissement, et cet arrêté fut confirmé l'année suivante par un arrêté consulaire du 5 frimaire an XI qui qualifiait comme telle deux écoles de Dinan, celles des citoyens Sergent et Dany ²¹¹. Le 3 vendémiaire an XIII, un décret de l'Empereur, daté de Mayence, concédait définitivement à la ville de Dinan l'abbaye de la Victoire ; Sergent revint s'y installer ²¹². A partir de cette date son école reçut une subvention régulière de la municipalité, d'environ 2.700 francs qui, s'ajoutant à la rétribution scolaire, permettait d'assurer à chaque régent un traitement de 1.200 francs ²¹³. Le préfet contrôlait d'ailleurs de près le fonctionnement et veillait à ce qu'elle ne devint pas pour celle de Saint-Brieuc une concurrente dangereuse ; ainsi, en ventôse an XIII, il lui interdisait de créer une chaire de belles-lettres et il se plaignait que le prospectus de la maison parût calqué sur celui de l'école de Saint-Brieuc ²¹⁴. C'est qu'en effet rien ne ressemble à l'enseignement de Jégou et de Le Boyer, comme celui de Sergent et de ses collaborateurs ; prédominance presque exclusive de la culture latine et des mathématiques, abandon des auteurs français, de l'histoire et des sciences naturelles, exercices publics de fin d'année où les élèves s'essayaient à des amplifications de plus ou moins bon goût, comme le jeune Benjamin Petit qui, en 1806, « composa une petite pièce sur la campagne d'Austerlitz et une ode sur la campagne de vendémiaire » ²¹⁵. A la suite du décret de 1808, l'école secondaire de Dinan fut transformée en collège communal, avec cinq professeurs dont trois de latin et deux de mathématiques. Ampère qui l'inspecta, en 1810, louait la compétence et le zèle de ces derniers particulièrement ²¹⁶.

L'école communale de Sergent n'était du reste pas l'unique école secondaire de l'arrondissement. En l'an X, un rapport

211. Ch. BELLIER-DUMAINE, p. 462-464, Le Collège de Dinan sous le Consulat et l'Empire.

212 Ch. BELLIER-DUMAINE, p. 465.

213. Ch. BELLIER-DUMAINE, p. 672-674.

214. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet, Etablissements publics (an XII-an XIII), le préfet au sous-préfet de Dinan, 28 ventôse an XIII.

215. Ch. BELLIER-DUMAINE, p. 679.

216. Ch. BELLIER-DUMAINE, *op. cit.*, p. 675.

du sous-préfet signala trois institutions particulières : celle de Dany, le futur membre des commissions d'examen de l'école de Saint-Brieuc ; celle d'un citoyen Chevalier qui avait 7 élèves, et celle de Pierre Bagot, ex-professeur chez Dany ²¹⁷. Mais la rivale la plus dangereuse de l'école communale de Dinan fut l'institution fondée dès 1804 dans l'ancien couvent des Cordeliers, par l'abbé Berthier, jadis professeur au collège des Laurents, puis prêtre réfractaire ; cette institution primitivement destinée à servir de petit séminaire n'avait pas tardé à se transformer en véritable école secondaire et comprenait environ 200 élèves ²¹⁸. Bien qu'il fût surveillé de près, Berthier, dès l'an XIII, avait engagé contre l'école de Sergent une lutte sans merci. En 1807, le gouvernement impérial s'en émut et, par ordre de Fourcroy, le préfet ouvrit une enquête au sujet des bruits que l'on faisait circuler relativement à l'école de Sergent, « comme d'enseigner une philosophie subversive de toute religion et de toute morale ». D'après le rapport du sous-préfet (janvier 1808), ces bruits avaient circulé réellement dans tout l'arrondissement, toutefois, il fut impossible d'établir la responsabilité directe et personnelle de Berthier dans cette campagne « de basses calomnies ». « Quoi qu'il en soit, concluait le préfet, on ne peut se dissimuler que l'influence qu'ont les ministres du culte, dans les campagnes, ne contribue, pour beaucoup, à en porter les habitants à envoyer leurs enfants de préférence aux écoles dirigées par des ecclésiastiques ; comme autrefois, la plupart des pères de famille des classes peu fortunées n'envoient leurs enfants au collège que pour en faire des prêtres. La considération et les avantages attachés à ces fonctions, des préjugés, des habitudes que la Révolution n'a pu détruire déterminent encore, dans les villes mêmes, un grand nombre de familles à préférer les écoles dirigées par des ecclésiastiques à celles qui sont avouées et organisées par le Gouvernement. Il n'est pas douteux, au reste, que les ecclésiastiques ne cherchent par toutes sortes de moyens à profiter de ces dispositions et, de cet état de choses, si le Gouvernement n'y mettait obstacle, pourrait

217. Archives Nat., F17A, 62.995, Etat des collèges communaux (1800-1808), Côtes-du-Nord.

218. Archives Nat., F19, état des écoles établies dans le diocèse de Saint-Brieuc, dressé par l'évêque (non daté), Dinan, 200 élèves, 7 professeurs.

naître le renversement du système actuel d'instruction publique »²¹⁹.

Le décret de novembre 1811 vint débarrasser Sergent de ce concurrent gênant. Les élèves de l'école ecclésiastique de Dinan, la seule reconnue du diocèse, durent désormais suivre les cours du collège et l'effectif monta à près de 200 élèves²²⁰. En 1813, on augmenta le nombre des professeurs qui fut porté à 10 et s'accrut de 3 prêtres, auparavant employés dans l'institution des Cordeliers²²¹.

On a vu, d'autre part, les efforts désespérés de Guingamp pour obtenir l'établissement d'une école centrale, efforts qui aboutirent finalement au triomphe de Saint-Brieuc. En l'an VIII, la partie était définitivement perdue par les Guingampais : il était évident que l'école centrale leur échappait. Du moins, voulurent-ils avoir comme à Dinan une école secondaire qui y suppléerait, dans une certaine mesure. Vers l'an VIII, deux « instituteurs », Lalès et Toullic étaient fixés à Guingamp. Aussitôt, le conseil municipal se préoccupa de les encourager : dès le mois de germinal an IX, il demandait au préfet de lui accorder, sur les fonds disponibles pour l'instruction publique, un crédit pour la distribution des prix de ces « écoles particulières »²²². Le préfet se déclara hors d'état d'y subvenir, mais il exhorta vivement la municipalité à encourager cet établissement essentiel et le fonds fut imputé, en fructidor an IX, sur les dépenses municipales²²³. Le conseil ne se découragea pas et quelques jours après la distribution des prix, au début de l'an X, il adressait au sous-préfet une pétition tendant à ce qu'à partir du 1^{er} vendémiaire, l'école des citoyens Lalès et Toullic fût subventionnée, à raison de 1.000 francs par an, par tout l'arrondissement qui « profite de cette école », au moyen de centimes additionnels.

219. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance extérieure des préfets, Etablissements publics (an XII-1808), le préfet à M. Fourcroy, directeur général de l'Instruction publique, 11 janvier 1808, et Ch. BELLIER-DUMAINE, *op. cit.*, p. 674-675.

220. *Ibid.*, p. 681.

221. *Ibid.*

222. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 64, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an X), fol. 66-67, le préfet au sous-préfet de Guingamp, 4 germinal an IX.

223. *Ibid.*

En échange de cette subvention, les deux instituteurs seraient tenus de donner gratuitement l'instruction à 10 boursiers, proposés par les maires, « en raison de la population de la commune » et désignés par le sous-préfet ²²⁴. Celui-ci répondit qu'une pareille mesure excédait ses attributions et ne pouvait être édictée que par une loi. Mais, en même temps, il pressait le préfet d'organiser à Guingamp une école secondaire, « dans le mode proposé par le citoyen Chaptal », c'est-à-dire, aux frais, non de l'arrondissement, mais de la commune ²²⁵. C'est à cette solution que l'administration et le conseil municipal se rallièrent définitivement. Le 23 pluviôse an X, le conseil votait sur les octrois « indépendamment de la dépense allouée pour l'instruction primaire » une somme annuelle de 1.200 francs pour l'école secondaire et la bibliothèque, somme partagée par moitié entre les deux instituteurs, à charge d'élever gratuitement cinq élèves indigents ²²⁶. Le 25 floréal cette subvention était portée à 1.800 francs. En outre, on offrirait aux instituteurs le logement ²²⁷. Pour l'emplacement, le sous-préfet songea soit à l'hôpital général, ou mieux encore, à l'hospice civil, ce dernier étant transféré à l'hôpital général, ou enfin à Montbareil, déjà proposé pour l'établissement de l'école centrale ²²⁸. On se décida pour l'ancien hôpital général dont on fit déloger la gendarmerie (27 thermidor an X) ²²⁹. Les travaux d'aménagement évalués à 4.000 francs furent échelonnés sur les trois exercices XI, XII, XIII ²³⁰. Dans le budget municipal de l'an XII, l'école secondaire est inscrite pour 2.500 francs et l'arrêté consulaire du 5 frimaire an XI lui reconnaît officiellement le titre d'école secondaire ²³¹. En

²²⁴. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Guingamp, Correspondance (an IX-1815), copie de la lettre écrite par le maire de Guingamp au sous-préfet, le 25 fructidor an IX.

²²⁵. *Ibid.*, le sous-préfet de Guingamp au préfet, 26 fructidor an IX.

²²⁶. *Ibid.*, extrait du registre de délibérations du conseil municipal de Guingamp, 23 pluviôse an X.

²²⁷. *Ibid.*, 25 floréal an X.

²²⁸. *Ibid.*, le sous-préfet de Guingamp au préfet, 19 frimaire an X.

²²⁹. *Ibid.*, extrait du registre de délibérations du conseil municipal de Guingamp, 9 thermidor an X.

²³⁰. *Ibid.*, 27 thermidor an X.

²³¹. Archives mun. de Guingamp, 2^e registre de délibérations du conseil (1800-1807), fol. 50, séance du 25 pluviôse an XI, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Généralités, Enseignement secondaire (an VIII-1815), extrait du registre des délibérations des consuls de la République, 5 frimaire an XI.

floréal an XI, Lalès se fit recevoir comme avoué au tribunal de Guingamp ; il dut se démettre de ses fonctions pour incompatibilité. Le sous-préfet proposa, pour le remplacer, Eugérand, ancien collaborateur de Pérennès, à Lannion ²³² ; il ne semble pas que ce fût lui qui ait été nommé (car, en thermidor an XII, il est encore appelé instituteur), mais plutôt un mathématicien, Langlais, qui, dès l'an XI, avait remplacé Toullic que nous retrouverons à Tréguier un peu plus loin ²³³. Cette même année, l'école secondaire de Guingamp fut inspectée rapidement par l'inspecteur général Despaulx ²³⁴.

Au début de l'an XII, le conseil municipal de Guingamp se résolut pour accroître la prospérité de l'école à un nouveau sacrifice. Jusqu'alors, il n'y avait que deux professeurs ; un crédit de 900 francs, déduction faite du loyer, fut voté pour l'entretien d'un troisième. Ce fut Lettu, le maître de dessin qui n'avait jusque-là que 400 francs d'appointement. Désormais, il cumulerait cet enseignement avec celui des mathématiques et de la grammaire, cependant que le nombre des boursiers serait porté à 15 ²³⁵. La distribution des prix de cette année-là fut marquée par un incident assez significatif. Eugérand, dans son programme imprimé, s'étant permis de dire que « les autorités qui avaient gouverné la France pendant la Révolution » avaient « pros crit de l'éducation la langue latine », le préfet refusa de l'approuver et il ajoutait : « Le contraire est prouvé par les lois relatives à l'organisation des écoles centrales et spéciales et par les résultats de l'enseignement, en conséquence de ces lois. C'est un très mauvais genre que de s'inscrire ainsi toujours contre la Révolution, en affectant de retracer les malheurs qu'elle a entraînés, sans faire valoir les innombrables avantages qu'elle a produits. Au surplus, sans pousser plus loin ces réflexions, je dis que

232. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Guingamp, Correspondance générale (an IX-1815), le sous-préfet de Guingamp au préfet, 3 prairial an XI.

233. Cf. plus loin, p. 574.

234. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Guingamp, Correspondance générale (an IX-1815), le sous-préfet de Guingamp au préfet, 17 prairial an XI.

Sur Despaulx, ex-Bénédictin, ancien directeur de Sorrèpe, cf. A. AULARD, *op. cit.*, p. 84.

235. *Ibid.*, extrait du registre de délibérations du conseil municipal de Guingamp, 16 brumaire an XII.

les discussions qui touchent la politique ne sont pas du ressort des instituteurs et qu'ils doivent s'abstenir rigoureusement de s'y livrer dans la crainte de communiquer à leurs élèves des idées plus ou moins inexactes et dangereuses sur cette matière »²³⁶.

Deux ans plus tard, en 1806, le directeur de l'école, Langlais, nommé géomètre-vérificateur du cadastre, donnait sa démission. Le bureau d'administration, composé du maire, de Le Normand-Kergre, procureur impérial, de Depasse et de Lalès, conseillers municipaux, proposait à cette occasion une réorganisation complète de l'école. Il présentait comme candidats pour la chaire de mathématique, Louis Vistorte, fils du magistrat, ancien élève de l'école de Guingamp, et Charles Hello, étudiant en droit; pour le poste de directeur, Engerand cadet et un ecclésiastique, Jean Leroux, desservant de Brélidy (juin 1806). Le sous-préfet s'opposa à ces nominations, et l'école resta quelque temps sans direction en titre²³⁷. En 1807, elle comptait 37 élèves externes, payant une rétribution de 6 francs. La ville lui versait en outre, sur l'octroi, une allocation de 2.850 francs. Engerand enseignait le latin, Vistorte les mathématiques et Lettu le dessin²³⁸. Ce fut au tour de ce dernier de soulever un nouvel incident à la distribution des prix de cette année. Sous prétexte de venger son art de dédains injustifiés, il se livra, dans son discours, à une amère satire des autres branches d'enseignement. Le préfet trouva ces attaques déplacées et refusa son « imprimatur »²³⁹. Ce ne fut que le 29 décembre 1807 que l'école reçut un directeur, dans la personne de Trelou (Antoine), ex-professeur à l'école centrale de la Charente. Lettu qui était en mauvais termes avec Vistorte et prétendait cumuler la chaire de mathématiques et celle de dessin

236. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet, Etablissements publics (an XII-an XIII), le préfet des Côtes-du-Nord au sous-préfet de Guingamp, 22 thermidor an XII.

237. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Guingamp, Correspondance générale (an IX-1815), extrait du registre de délibérations du bureau d'administration de l'école de Guingamp, 13 juin 1806.

238. *Ibid.*, état de situation des écoles secondaires communales de Guingamp, 10 avril 1807.

239. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 68, Correspondance intérieure du préfet, Etablissements publics (1806-1809), le préfet au sous-préfet de Guingamp, 24 août 1807.

donna sa démission au mois d'avril de cette même année. D'autre part, Trelou mourut, et au mois d'octobre fut remplacé par Edme Graphth, instituteur à Morlaix ²⁴⁰.

La ville de Guingamp versait maintenant 4.000 francs à l'école secondaire; pourtant l'établissement, désorganisé sans doute par ces perpétuels changements, végétait. Le maire, Depasse, avouait « le discrédit » où elle était tombée, malgré tous les sacrifices consentis ²⁴¹. En octobre 1810, sur rapport de l'inspecteur Lesage, le recteur de Rennes réorganisa le bureau de l'école secondaire destinée à devenir un collège. Il comprenait le sous-préfet Mauviel, le procureur Festou-Villeblanche, le maire Depasse, le curé Lagain et Bathélemy Desjars ²⁴². Aussitôt, ce bureau proposa pour relever le collège d'en confier la direction à un prêtre, Jean Gautho, qui tenait à Plaintel une institution préparant des sujets pour le séminaire. Deux autres ecclésiastiques : Apollinaire Hillion, également professeur à Plaintel, prêtre, et Hippolyte Courtois, clerc tonsuré, occuperaient respectivement les chaires de 3^e et de 6^e. Le personnel laïc était réduit à Engerand et à Vistorte ²⁴³. Le maire avait beau s'en défendre dans les explications qu'il fournissait à ce sujet au préfet, le collège de Guingamp, tout en gardant l'estampille universitaire, devenait un établissement presque complètement ecclésiastique. Le règlement adopté le 5 novembre prescrit aux régents et aux élèves de ne jamais perdre de vue que « la religion catholique... est la base de l'enseignement », il recommande « l'intégrité des mœurs, la piété ». La confession sera obligatoire tous les mois, et tous les ans, aura lieu une retraite de trois à quatre jours, pour les élèves qui font leur première communion, et pour ceux qui l'auraient déjà faite. Le

240. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Guingamp, Correspondance générale (an IX-1815), le conseiller d'Etat Fourcroy au préfet des Côtes-du-Nord, 8 janvier 1808, et Archives Nat., F¹⁷A, 62.995, état des collèges communaux (1800-1808), Côtes-du-Nord.

241. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Guingamp, Correspondance générale (an IX-1815), le maire de Guingamp au préfet des Côtes-du-Nord, 28 septembre 1810.

242. *Ibid.*, état de composition du bureau administratif du collège de Guingamp, organisé conformément à l'arrêté de M. le recteur de l'Académie de Rennes, du 13 octobre 1810.

243. *Ibid.*, le maire de Guingamp au préfet des Côtes-du-Nord, 7 octobre 1810.

5 octobre, l'inauguration en fut célébrée solennellement par une messe du Saint-Esprit, une procession au chant du *Laudate pueri* et un *Te Deum*²⁴⁴.

Le préfet ne s'y trompait pas et dans une lettre confidentielle à Vistorte père, il dénonçait dans cette transformation le résultat d'une intrigue cléricale nouée par l'évêque, le curé de Guingamp, Lagair, l'inspecteur d'Académie de Rennes « prêtre ou ex-moine », avec la complicité du sous-préfet et de Festou-Villeblanche. Pendant deux mois, l'opinion publique avait été travaillée par une série de sermons sur l'éducation chrétienne. Même, on avait songé à expulser complètement les professeurs laïcs; toutefois le maire s'y était opposé²⁴⁵. Il faut croire que le recteur et le grand maître n'ont tenu aucun compte de ces observations, car on retrouve tout ce personnel ecclésiastique en fonctions deux ans plus tard; il s'est même encore augmenté de trois unités, deux clercs tonsurés et un prêtre, le fameux François Richard, d'Yvias, professeur de rhétorique depuis 1811. Il y a maintenant 142 à 145 élèves dont une quinzaine de pensionnaires. Nombre d'entre eux se préparaient à l'état ecclésiastique. C'est l'époque la plus prospère du collège : à cette date Mauviel se portait garant à la fois des progrès réalisés sur l'ancienne école secondaire et du loyalisme des maîtres dont les leçons étaient « en rapport avec les principes libéraux, et dans lesquels on n'oublie ni l'avantage du Gouvernement monarchique, ni le dévouement qu'on doit au chef de la dynastie »²⁴⁶.

À la différence de Guingamp, Lannion ne possédait avant 1789 aucun établissement d'enseignement secondaire même élémentaire. Le centre intellectuel, si l'on peut dire, du pays lannionais, c'était Tréguier. Dès l'an VIII, le conseil d'arrondissement demandait que des mesures fussent prises pour

244. *Ibid.* « Il ne s'agit donc pas ici d'une école purement ecclésiastique : le directeur sera un prêtre, mais l'enseignement sera propre à former des citoyens pour tous les états, et nous le surveillerons avec une exactitude telle qu'il soit toujours conforme à celui qui est prescrit par le Gouvernement ». Extrait du registre des délibérations du bureau d'administration du collège de Guingamp, 5 novembre 1810 (texte du règlement) et le sous-préfet de Guingamp au préfet, 27 décembre 1810.

245. *Ibid.*, le préfet à Vistorte, membre du Corps législatif à Guingamp, 1^{er} décembre 1810, et Vistorte au préfet (non datée, mais en réponse à la lettre précédente).

246. *Ibid.*, état de consistance du collège de Guingamp, 27 juillet 1812, dressé par le sous-préfet et état nominatif des élèves à la même date.

remédier à cette pénurie : Lannion aurait besoin d' « instituteurs » de mathématiques, d'hydrographie, de grammaire, de géographie et d'histoire ²⁴⁷. Le même vœu se retrouve dans les délibérations de l'an IX ²⁴⁸ et dans la réponse au questionnaire du ministre de l'Intérieur ; la même année, après avoir fourni des renseignements sur l'ancien collège de Tréguier, le conseil ajoutait qu'il vaudrait mieux ne pas le rétablir dans l'atmosphère « fanatique et antirépublicaine » de cette ville essentiellement cléricale, mais plutôt à Lannion, sous la surveillance directe des fonctionnaires du chef-lieu, dans l'ancien couvent des Ursulines qui possédait un jardin, et il esquisait comme suit le budget de la future école secondaire : dépenses annuelles, 6.000 francs dont 4.800 francs pour 4 professeurs (1 directeur, 2 professeurs de grammaire, 1 de mathématiques et de physique) ; 1.200 francs d'entretien et de prix ; plus 2.400 francs de frais de premier établissement : total, 8.400 francs. Ces 8.400 francs seraient couverts de la façon suivante : 540 francs d'anciennes rentes du collège de Tréguier, 4.000 francs de rentes de remplacement, enfin 3.860 francs de centimes additionnels perçus dans l'arrondissement, dont 1.460 francs pour l'entretien et 2.400 francs pour les frais de premier établissement ²⁴⁹.

Il y avait à ce moment à Lannion deux institutions particulières : celle de Pilatte et celle de Pérennès. Nous avons vu qui était ce dernier personnage, à propos de l'école centrale des Côtes-du-Nord. Nous savons qu'il était suspect aux yeux de beaucoup de complaisance royaliste ²⁵⁰. L'administration municipale de Guingamp, en l'an VII, l'en accusait en termes voilés ; en l'an IX, le préfet écrivait au sous-préfet de Lannion qu'il s'était refusé à faire la soumission prescrite par la loi du 21 nivôse an VIII, c'est-à-dire à prêter serment à la Constitution et qu'il s'en vantait même « auprès d'une certaine classe de personnes ». Il fallait, disait Boullé, si le

247. Archives Nat., F¹evii, Côtes-du-Nord, Délibérations du conseil d'arrondissement (an VIII), extrait du procès-verbal des séances de la 1^{re} session. Arrondissement de Lannion, 15-19 messidor an VIII.

248. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 N 1, Délibérations du conseil d'arrondissement de Lannion (an VIII-1840), fol. 10-16, séances des 1^{er}-9 germinal an X. Chapitre II, titre 4, Instruction publique.

249. *Ibid.*, fol. 16-19, séance du 10 floréal an IX : réponse au questionnaire du 25 ventôse an IX sur l'instruction publique.

250. Cf. plus haut, p. 505.

fait était exact, lui interdire les fonctions d'instituteur et s'il s'obstinait, porter plainte au tribunal²⁵¹. Il faut croire que Pérennès avait été calomnié ou tout au moins qu'il s'exécuta, car il continua de professer. Mais la bienveillance de l'administration s'adresse désormais à son concurrent Pilatte. Le 11 pluviôse an X, le sous-préfet autorisait la commission des hospices, sous réserve de son droit de propriété et d'une juste location, à accorder un logement au citoyen Pilatte préalablement installé aux Ursulines, dans les immeubles qu'elle gérait²⁵². Huit jours plus tard, paraissait le « Prospectus du Collège du 1^{er} arrondissement des Côtes-du-Nord » approuvé par le ministre de l'Intérieur, le préfet, le sous-préfet, et le jury de l'arrondissement composé de Guyomar, de Robinet et de Chauvin, portant pour épigraphe cette phrase de J.-J. Rousseau : « On façonne les plantes par la culture et les hommes par l'éducation ». L'école comprendrait trois professeurs : Pilatte, pour les mathématiques et la géographie, un ancien élève du collège de Tréguier, Briand, pour le latin, et Girardin qui s'intitule « élève de Neveu » pour le dessin. La rétribution scolaire est de 5 francs par élève et par mois, plus 2 francs, pour le dessin ; 15 places sont gratuites. Il y a un pensionnat : le montant annuel de la pension est de 500 francs²⁵³. Cette école fut inaugurée en grande pompe le 15 floréal, en présence de toutes les autorités et d'un piquet de la garde nationale, dans l'ancienne chapelle Sainte-Anne. Il y eut des discours du sous-préfet, du citoyen Robinet et du citoyen Pilatte²⁵⁴. Cependant, en face de cette école secondaire, qu'on aurait pu appeler par anticipation communale, se maintenait l'institution Pérennès, et le conseil municipal, en mauvais termes avec le sous-préfet, ne déguisait pas ses regrets de ne pas la voir devenir l'école officielle. Il approuvait même le programme des exercices publics de Pérennès

251. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 64, Correspondance intérieure, Etablissements publics (an VIII-an X), le préfet au sous-préfet de Lannion, 18 thermidor an IX.

252. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Lannion, Correspondance (an X-1815), le sous-préfet de Lannion au préfet des Côtes-du-Nord, 10 pluviôse an X.

253. *Ibid.*, prospectus du collège du premier arrondissement des Côtes-du-Nord, 19 pluviôse an X.

254. *Ibid.*, inauguration de l'école secondaire de l'arrondissement de Lannion, désignée sous le nom de collège, 15 floréal an X.

(fructidor an X)²⁵⁵. On comprend que le sous-préfet écrivît au préfet à la même date que, dans les villes de 4 à 5.000 âmes, il ne faudrait qu'une seule école secondaire : il songeait à faire supprimer celle de Pérennès²⁵⁶. Cependant l'arrêté consulaire du 5 frimaire an XI reconnaît concurremment le titre d'école secondaire aux deux écoles²⁵⁷. Mais la balance allait pencher définitivement du côté de Pilatte. Le 20 nivôse an XII, le conseil municipal demandait que son école fût érigée en école secondaire municipale²⁵⁸. A peu près à la même époque, Pérennès abandonnait la partie et s'en allait chercher fortune à Tréguier. Le bureau d'administration composé de Le Grontec, sous-préfet, de Despoirriés, procureur impérial, de Bobony et Guyomar-Kermorin, conseillers municipaux, et de Prigent, juge de paix, proposa la réorganisation suivante : Pilatte, directeur, Girardin professeur de dessin, Briand professeur de 3^e et de 4^e, enfin, pour la 5^e et la 6^e, Hamon, un jeune homme qui était sorti de France avant la Révolution, avait émigré en Espagne et tenu, depuis son retour, une pension. Pilatte toucherait 2.000 francs, Briand 1.200 francs, Hamon, 1.000 francs, et Girardin 300 francs, sur les 5.000 francs que la ville allouerait à l'école²⁵⁹. Ce fut avec ce personnel qu'elle fonctionna jusqu'en 1806. Il y avait à cette époque 60 élèves ; un certain nombre d'entre eux se destinait à la carrière navale²⁶⁰.

Au début de juin 1806, Pilatte donna sa démission : il était nommé professeur au lycée d'Angers. Le bureau pro-

255. *Ibid.*, délibération du conseil municipal de Lannion, 24 pluviôse an X.

256. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 65, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an X-an XII), le préfet au sous-préfet de Lannion, 28 thermidor an X.

257. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Généralités, Enseignement secondaire (an VIII-1815), extrait du registre des délibérations des consuls de la République, 5 frimaire an XI.

258. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Lannion, Correspondance (an X-1815), le sous-préfet de Lannion au préfet des Côtes-du-Nord, 12 pluviôse an XII.

259. *Ibid.*, le préfet des Côtes-du-Nord au sous-préfet de Lannion, 16 pluviôse an XII, et le sous-préfet de Lannion au préfet, 19 pluviôse an XII; et Registre du bureau de l'école secondaire de Lannion (1804-1838), fol. 1, délibération du 11 pluviôse an XII.

260. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Lannion, Correspondance (an X-1815), état de situation des écoles secondaires de Lannion pour 1806.

posa aussitôt, pour le remplacer, Tesnière, professeur à l'école secondaire de Saint-Brieuc²⁶¹. Ce choix fut ratifié par le préfet et par Fourcroy²⁶². Les appointements semblent avoir été légèrement baissés : Tesnière ne touche plus que 1.200 francs; Briand et Hamon 900 francs; Girardin, par contre, 500 francs. L'école est fréquentée par 63 externes. Tesnière ne resta que deux années en fonctions²⁶³. Le 19 juillet 1808, Pérennès le remplaça, grâce à l'appui de Despoirriés et de Le Gorrec, secrétaire général de la préfecture. Cette année-là, à la distribution des prix, le maire Chauvin célébra par des lieux communs d'usage, les bienfaits de l'instruction et l'on joua *Les Plaideurs*, de Racine et *Le Déserteur*, drame de Berquin²⁶⁴. L'année suivante, 1809, ce fut le tour de la comédie de Ducerceau qu'on a déjà vu représentée sur le théâtre de l'école de Saint-Brieuc, et du *Pourceaugnac* de Molière « ajusté aux théâtres des pensions et collèges »²⁶⁵. En 1810, ce furent *L'Avare*, de Molière, et *Le Retour de la Croisière*, de Berquin²⁶⁶. Cette même année, le bureau d'administration fut réorganisé en conformité avec les décrets sur l'Université impériale : il comprit désormais, outre le sous-préfet et le maire, Le Gouaziou, Turquet le président du tribunal et le curé de Lannion, Ellès²⁶⁷. L'école secondaire est devenue le collège communal et Pérennès arbore le titre de principal et de bachelier ès lettres; le corps professoral s'est augmenté d'une unité, Savidan, professeur de 7^e

261. *Ibid.*, le sous-préfet de Lannion au préfet des Côtes-du-Nord, 9 juin 1803; et Registre du bureau de l'école secondaire de Lannion (1804-1838), fol. 9, délibération du 1^{er} juin 1806.

262. *Ibid.*, Correspondance (an X-1815), le conseiller d'Etat Fourcroy au préfet des Côtes-du-Nord, 30 juin 1806.

263. *Ibid.*, état de situation des écoles secondaires communales de Lannion, 27 mars 1807.

264. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Registre du bureau de l'école secondaire de Lannion, délibérations du 20 et du 21 mai 1808. Ecole secondaire de Lannion, Correspondance (an X-1815), le sous-préfet de Lannion au préfet, 23 mai 1808; Pérennès à Le Gorrec, 27 mai 1808; Despoirriés à Le Gorrec, 30 mai 1808; le conseiller d'Etat Fourcroy au préfet des Côtes-du-Nord, 22 juillet 1808.

265. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Registre du bureau de l'école secondaire de Lannion, délibération du 21 juin 1809.

266. *Ibid.*, délibération du 16 juillet 1810.

267. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Lannion, Correspondance (an X-1815), état de composition du bureau administratif de Lannion, 28 septembre 1810.

et de mathématiques, démissionnaire en 1809 et remplacé par un ancien élève du collège, Le Meaux, jusqu'en 1811, puis par un certain Salem Pinchus, d'origine prussienne et protestant²⁶⁸. En septembre 1812, Pérennès s'adjoint un de ses fils Yves, comme maître de classes élémentaires, auquel succède en 1814 son frère Auguste²⁶⁹. L'effectif des élèves se maintient au chiffre de 63 et ne semble guère avoir bénéficié de l'application plus stricte du monopole universitaire²⁷⁰.

Malgré le vœu du conseil d'arrondissement de Lannion de ne pas rétablir le collège de Tréguier, que nous avons vu plus haut, les Trécorrois regrettaient leur école, source de prospérité pour leur ville. Le conseil municipal, dès l'an IX, réclamait une école secondaire : il rappelait la prospérité de l'ancien collège fréquenté par plus de 400 élèves et mentionnait, à titre de renseignement, que quelques-uns des professeurs vivaient encore et que deux laïcs n'avaient pas quitté la ville²⁷¹. Le 12 fructidor an X, il traçait un plan du futur établissement et le sous-préfet de Lannion l'approuvait par arrêté du 24 brumaire an XI. Les dépenses annuelles montèrent à 4.000 francs : 1 directeur à 1.000 francs ; 3 professeurs à 900 francs chacun, plus 300 francs de prix. On aurait, pour faire face à ces dépenses, plus de 2.900 livres de rentes, dues à l'ancien collège et non vendues. On songeait au citoyen Duval-Lézandini, ancien juge, pour le poste de directeur et professeur de mathématiques ; à Périchoux-Kerverseaux, avocat et maître-ès-arts de la ci-devant Université de Paris, pour l'histoire et la géographie ; à Tugdual Offret, ancien élève du collège de Tréguier, pour le latin et le français ; à un certain Chisson, pour le dessin²⁷². A la même date, 5 frimaire an XI,

268. *Ibid.*, Pérennès au préfet des Côtes-du-Nord, 30 mai 1809, et Registre du bureau de l'école secondaire de Lannion, délibérations des 27 septembre 1809, 31 mars 1811, 27 novembre 1811.

269. *Ibid.*, délibération du 25 mai 1814.

270. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Lannion, Correspondance (an X-1815), le sous-préfet de Lannion au préfet des Côtes-du-Nord, 8 septembre 1812 : « On ne s'est pas aperçu que le nombre des élèves ait augmenté par la suppression des écoles ecclésiastiques » et état du personnel des collèges de l'arrondissement de Lannion à la fin de l'année scolaire de 1812, 8 septembre 1812.

271. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Tréguier, extrait du registre de délibérations du conseil municipal, 19 germinal an IX.

272. *Ibid.*, extrait des registres de la sous-préfecture de Lannion, 24 brumaire an XI.

un arrêté consulaire reconnaissait comme école secondaire celle du citoyen Offret à Tréguier. C'est incontestablement l'école dont nous nous occupons, mais encore incomplètement organisée²⁷³. En nivôse an XI, on en fixa l'organisation définitive. La direction appartiendrait à Pérennès, à ce moment à Guingamp, et dont nous avons vu les difficultés avec l'administration. Il recevrait 1.000 francs, serait logé dans une partie des bâtiments de l'ancien collège et aurait pour collaborateurs Offret et Chisson, avec 1.000 francs d'appointements. Offret aurait, en outre, une indemnité de logement de 170 francs. On ferait face à toutes ces dépenses à l'aide de la rétribution scolaire, d'une allocation prélevée sur l'octroi municipal et enfin des rentes non aliénées de l'ancien collège. Dans le prospectus annonçant l'ouverture du nouvel établissement, le maire Le Guillou s'exprimait ainsi : « La langue latine si utile d'ailleurs, occupait jadis un trop grand espace dans l'instruction publique. Par un excès contraire, depuis quelques années, elle était totalement négligée dans presque toute la France. Le Gouvernement vient de prendre un sage tempérament entre ces deux extrêmes »²⁷⁴.

D'autre part, les élèves de « l'école secondaire ou collège de Tréguier » pourraient suivre les cours d'une école d'hydrographie anciennement établie à Saint-Pol-de-Léon, depuis peu transférée à Tréguier, par ordre du Gouvernement et « dignement dirigée par le citoyen Pinard », Pérennès tiendrait le pensionnat du collège ; concurremment, le citoyen Offret, demeurant en ville prendrait aussi des jeunes gens en pension, pour les prix de : 370 francs (pension entière), 185 francs (demi-pension), 92 fr. 50 (chambre seule)²⁷⁵. Le préfet approuva cette organisation, par arrêté du 4 pluviôse, et le gouvernement consulaire, par arrêté du 11 germinal. Toutefois, ce dernier refusa de concéder à la ville de Tréguier les revenus

273. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Généralités, Enseignement secondaire (an VIII-1815), extrait du registre des délibérations des consuls de la République, 4 frimaire an XI.

274. *Ibid.*, T, Ecole secondaire de Tréguier, extrait des registres de la préfecture des Côtes-du-Nord, 4 pluviôse an XI, et prospectus du collège de Tréguier ou école secondaire, imprimé, cf. *Le Collège de Tréguier, par un ancien élève*, p. 11 et p. 91-103, le collège de Tréguier sous l'Empire.

275. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Tréguier, prospectus...

non aliénés de l'ancien collège²⁷⁶. Au début de l'an XII, l'école commença à fonctionner régulièrement sous la direction de Pérennès, avec 61 élèves dont 52 externes. Le bureau d'administration comprit, outre le directeur, le maire Le Guillou, le juge de paix Cavan et deux conseillers municipaux²⁷⁷.

Dans le courant de cette année, un nouveau professeur apparaît : c'est Rouxel, prêtre, qui fait la 3^e et la 4^e. En 1807, parmi les auteurs français expliqués en 1^{re}, notons le *Discours sur l'Histoire universelle* de Bossuet, les *Lettres choisies* de M^{me} de Sévigné, la 9^e *Satire* de Boileau et l'*Epître à Lamoignon*, enfin les *Odes* de Rousseau. L'enseignement scientifique comprend quelques notions de sciences naturelles²⁷⁸. Dans le programme des exercices de fin d'année, un professeur, nous ignorons lequel, se permit plusieurs critiques à l'adresse des écoles centrales qu'il appela « des institutions colossales et fastueuses ». Ce reproche pouvant atteindre « les lycées dont l'organisation qui embrasse la majeure partie des connaissances utiles devrait paraître encore plus étendue », le préfet fit supprimer ce paragraphe²⁷⁹. A la distribution des prix, on joua le *Pourceaugnac* de Molière et un drame moral en un acte, l'*Hypocrite corrigé*²⁸⁰. Cette même année se produisit entre le clergé de Tréguier et le collège un incident avant-coureur des difficultés beaucoup plus graves qui allaient surgir peu après. Le curé et les vicaires refusèrent d'entendre en confession les écoliers qui s'adressaient à eux. Le bureau d'administration leur ayant demandé des explications à ce sujet, le curé déclara qu'il n'avait pas à en fournir, ce sur quoi le bureau décida d'en saisir l'évêque et, au besoin, le

276. *Ibid.*, copie d'une lettre du conseiller d'Etat Fourcroy au préfet des Côtes-du-Nord, 25 pluviôse an XI, et extrait du registre des délibérations des consults de la République, 11 germinal an XI.

277. *Ibid.*, état nominatif des élèves pour le premier trimestre de l'an XI, et extrait du registre du bureau d'administration du collège de Tréguier, 14 vendémiaire an XIII.

278. *Ibid.*, programme des exercices publics de l'école secondaire de Tréguier, 24 et 25 août 1807.

279. *Ibid.*, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-an XIII), le préfet des Côtes-du-Nord au sous-préfet de Lannion, 25 thermidor an XII.

280. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Tréguier, programme des exercices publics...

directeur des Cultes²⁸¹. Il ne paraît pas qu'il fût donné suite à l'affaire.

En juillet 1808, Pérennès quitta Tréguier pour Guingamp ; il fut remplacé, en novembre, par Offret qui assumait la direction, aidé de Rouxel, de Toullic, l'ancien professeur de Guingamp, membre du bureau par ailleurs, depuis 1807, en qualité de conseiller municipal²⁸². Ce personnel, sauf deux modifications : Loisel qui remplaça Toullic et Tremel (classes élémentaires) subsista jusqu'en 1810. A cette époque, le bureau administratif de l'école fut complètement renouvelé par les soins du recteur de l'Académie de Rennes (arrêté du 8 novembre). Il comprit désormais, avec le maire Duportal-Dugoasmeur, le médecin Dieuleveult, le négociant Le Guillou aîné, Riou, curé de Tréguier, Cillart de la Villeneuve, ancien officier émigré, de la Noue, marchand de bois, ex-chouan²⁸³. Le premier soin de ce nouveau bureau où dominaient les éléments conservateurs fut de tenir, au début de novembre 1800, une séance extraordinaire, au cours de laquelle on proposa pour principal Richard, prêtre et directeur d'une institution ecclésiastique, d'abord établi à Yvias, dont il était desservant, puis transféré tout récemment à Tréguier, par ordre de l'évêque, dans l'ancien bâtiment des Paulines-Vieilles. Le prétexte invoqué était l'incapacité d'Offret²⁸⁴. Duportal-Dugoasmeur s'éleva contre cette proposition, la place de principal n'étant pas vacante, et se hâta d'avertir le préfet²⁸⁵. Celui-ci adressa, le 29 décembre, un rapport détaillé au grand maître de l'Université, dans lequel il accusait le recteur Germé « de s'être laissé circonvenir » et d'avoir composé le bureau « au mépris des usages ». En même temps, il donnait sur Richard « prêtre fanatique et ultramontain »,

281. *Ibid.*, extrait des registres du bureau d'administration du collège de Tréguier, 2 et 9 mars 1807.

282. *Ibid.*, le conseiller d'Etat Fourcroy au préfet des Côtes-du-Nord, 16 novembre 1808.

283. *Ibid.*, le maire de Tréguier au préfet des Côtes-du-Nord, 16 novembre 1810; état de la composition du bureau administratif de Tréguier organisé conformément à l'arrêté du Gouvernement du 19 vendémiaire an XII; état de la composition du bureau administratif de Tréguier organisé par le recteur de l'Académie de Rennes, novembre 1810.

284. *Ibid.*, le maire de Tréguier au préfet des Côtes-du-Nord, 26 novembre 1810.

285. *Ibid.*, et *idem à idem.*, 19 décembre 1810. En appendice à cette dernière lettre, état de situation du collège en décembre 1810.

les plus défavorables renseignements et concluait à la nécessité de changer ce « singulier bureau » et de rétablir dans leurs fonctions les anciens membres ²⁸⁶. D'autre part, Boullé signalait la chose comme étant importante au ministre de la Police générale (18 janvier 1811) ²⁸⁷. Précisément, à cette date, Richard venait de partir à Paris, pour se justifier auprès du ministre des Cultes d'un sermon « séditieux » qu'il avait prononcé le 2 décembre 1810. La police impériale le surveilla de près pendant son séjour dans la capitale. Toutefois, elle le laissa revenir à Tréguier dans le courant de février ²⁸⁸. C'est alors qu'une seconde affaire se greffa sur la première : en même temps qu'il recevait des plaintes au sujet de l'irrégularité du collège de Saint-Brieuc, le grand maître de l'Université était prevenu qu'un élève du collège de Tréguier avait été « bafoué et obligé de quitter le collège pour avoir dit qu'il avait été à confesse. On ajoute que beaucoup ont suivi son exemple et sont allés se réfugier dans l'école secondaire ecclésiastique ». En conséquence, il prescrivait au recteur d'ouvrir une enquête (18 février 1811) ²⁸⁹. Tout ceci, ne l'oublions pas, au moment même où devait s'accomplir la réunion de l'école ecclésiastique et du collège. Naturellement, le préfet vit dans cette dénonciation une nouvelle manœuvre de Richard (22 février 1811) ²⁹⁰, et le maire nia purement et simplement les faits. C'était à ses yeux « une de ces mille calomnies que l'on se plaît à répandre journellement sur les collèges civils. Tout le monde sait que depuis plusieurs années ces établissements sont en butte aux traits de la calomnie la plus noire. C'est sous le manteau de la religion que se cachent ces vils détracteurs. Ils affectent de publier partout que l'enseignement et les exercices de la religion sont négligés dans les collèges et que les mœurs de la jeunesse y sont compromises

286. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Généralités, Enseignement secondaire (an VIII-1815), le préfet des Côtes-du-Nord au grand maître de l'Université, 29 décembre 1810. Minute.

287. *Ibid.*, le conseiller d'Etat, comte Réal, au préfet des Côtes-du-Nord, 1^{er} février 1811.

288. *Ibid.*, le préfet des Côtes-du-Nord au maire de Tréguier, 22 février 1811. Confidentielle.

289. *Ibid.*, le préfet des Côtes-du-Nord au maire de Tréguier, 22 février 1811. Lettre distincte de la précédente.

290. *Ibid.*

par le défaut de discipline et de principes religieux. Ils mettent en usage tous les genres de diffamation ». Le maire rappelait l'incident du refus des sacrements, de quelques années antérieur et il terminait ainsi : « De quelque côté que l'on jette un coup d'œil, sur le programme de nos exercices littéraires, on verra que l'article de la religion y occupe la première place, que le nouveau Catéchisme français et celui de l'abbé Fleury sont enseignés dans presque toutes les classes. J'ajouterai à cela qu'il est à ma connaissance que M. le Principal conduit régulièrement, tous les matins, ses élèves à la messe et qu'il les envoie, tous les dimanches, au catéchisme que les prêtres de la paroisse font dans l'église » ²⁹¹.

Cependant que ce scandale avortait ainsi, les partisans de la candidature de Richard à la direction du collège ne se décourageaient pas. Le 17 avril 1811, sous prétexte que le collège ne pouvait supporter la concurrence victorieuse de l'institution Richard, laquelle comptait 120 élèves, alors qu'il n'en avait que 40, le bureau proposait une nouvelle répartition des chaires, ainsi conçue : Richard, directeur et professeur de philosophie; comme professeur de rhétorique, Le Bézot-Fontaine, ancien maître ès arts de l'Université de Paris, qui, de 1789 à 1792, avait dirigé un pensionnat à Saint-Cloud, protégé de Toullic et de Duportal. L'ex-principal Offret était relégué en 5^e; toutefois, en récompense des services qu'il avait rendus depuis vingt ans, on demandait pour lui « une distinction honorable en forme d'indemnité » ²⁹². Même vœu, le 19; au cours des deux séances, le maire protesta et proposa Le Bézot-Fontaine comme principal. Le sous-préfet de Lannion joignit sa protestation à la sienne ²⁹³. Mais Richard avait pour lui le recteur de Rennes lui-même, dont on a eu l'occasion de remarquer à maintes reprises le singulier rôle de défenseur de l'Eglise, en matière d'enseignement. Dans une lettre au grand maître, du 26 avril 1811, il se prononçait pour la candidature de Richard. Au surplus, Offret était un homme

291. *Ibid.*, le maire de Tréguier au préfet des Côtes-du-Nord, 27 février 1811.

292. *Ibid.*, extrait du registre du bureau administratif du collège de Tréguier, 17 avril 1811, et le sous-préfet de Lannion au préfet des Côtes-du-Nord, 19 avril 1811.

293. *Ibid.*, extrait du registre du bureau administratif du collège de Tréguier, séance extraordinaire, 19 avril 1811, et le maire de Tréguier au préfet des Côtes-du-Nord, 19 avril 1811.

de bonnes mœurs, mais il avait le grand tort d'être marié et d'avoir trois filles : il lui paraissait plus fait pour être un régent qu'un chef d'établissement. Au contraire, ayant un principal ecclésiastique à sa tête, le collège de Tréguier, « organisé conformément aux désirs du plus grand nombre », pourrait rivaliser avec celui « de Saint-Pol-de-Léon qui compte 3 à 400 élèves dont l'organisation n'a souffert aucune difficulté, parce qu'il règne dans cette ville une telle union que le vœu public peut l'exprimer librement, sans être traversé par des accusations vagues »²⁹⁴. Le 9 septembre suivant, il revenait à la charge dans une lettre au préfet. Une visite personnelle à Tréguier l'avait convaincu que « le principal actuel ne convenait pas et que M. Richard, qu'un si grand nombre de communes telles que Guingamp, Pontrieux, La Roche-Derrien » demandent pour instituteur, tout en ayant eu le « malheur de déplaire à M. le Maire de Tréguier, était néanmoins celui qui ferait le plus de bien ». En conséquence, il priait le préfet de profiter d'une tournée à Tréguier pour faire tomber l'opposition de Duportal²⁹⁵. Malgré tant d'efforts, on ne put triompher de l'invincible défiance que Richard inspirait à l'administration impériale. Offret resta principal et vers la fin de 1811, Richard, nous l'avons vu, fut transféré à Guingamp comme professeur de rhétorique, sous les ordres de Gautho²⁹⁶. Par compensation, son école subsista jusqu'à la 4^e, malgré la réunion officiellement effectuée au collège, sous la direction de Quéré, recteur de Landebaëron²⁹⁷. C'était une manière élégante de sortir d'une situation qui semblait sans issue. Toutefois, le clergé n'abandonna rien de ses prétentions : il voulait reconquérir Tréguier, métropole religieuse des Côtes-du-Nord, il s'y acharna. En janvier 1813, Offret se plaignait encore des « insinuations vicieuses de la plupart des desservants des communes environnantes. Ces Messieurs, propagandistes outrés de M. Richard, ont poussé les éloges

294. Archives académiques de Rennes, Registre de correspondance du recteur, le recteur de Rennes au grand maître de l'Université, 26 avril 1811.

295. Archives académiques de Rennes, Registre de correspondance du recteur, le recteur de Rennes au préfet des Côtes-du-Nord, 9 septembre 1811.

296. Archives académiques de Rennes, Registre de correspondance du recteur, le recteur de Rennes au grand maître de l'Université, 10 octobre 1811, cf. plus haut, p. 566.

297. *Le collège de Tréguier, depuis sa fondation jusqu'à nos jours*, déjà cité p. 104-112.

au point d'abuser du puissant levier de la confession et de la chaire, pour détruire notre collège » ²⁹⁸.

Pas plus que Guingamp, Lamballe ne possédait sous l'Ancien Régime de collège proprement dit : ceux de Saint-Brieuc et de Dinan, situés dans le voisinage, attiraient toute la clientèle secondaire du Penthievre. Il ne semble pas, d'autre part, qu'il y ait eu de tentative pour en établir un pendant la Révolution, au moins pendant les premières années ; toutefois, en l'an XI, un instituteur de Lamballe, Campistron, réclamait pour son école le titre d'école secondaire, en exécution de la loi de floréal an X. Il enseignait le latin, le français, les mathématiques, l'histoire et la géographie, et le conseil municipal, dans sa séance du 18 pluviôse, émettait un avis favorable à sa pétition ²⁹⁹. En même temps, le maire s'adressait à un Lamballais d'origine, le citoyen Delaporte, juge au tribunal d'appel de Rennes, en état d'intervenir efficacement auprès des pouvoirs publics par sa haute situation, et le priait de gagner à sa cause le préfet des Côtes-du-Nord. Dans son projet d'installation, il prévoyait comme local l'ancien couvent des Ursulines suffisant pour abriter 50 élèves, tant pensionnaires qu'externes et 3 professeurs. La ville allouerait à l'école 5.000 francs prélevés sur les octrois. La rétribution des élèves serait fixée à 6 francs par mois. On inviterait, au besoin, les communes voisines à contribuer à cette dépense dont elles étaient appelées à profiter, au même titre que Lamballe ³⁰⁰. Les Lamballais reçurent satisfaction : un arrêté préfectoral du 19 ventôse an XII, et un décret

²⁹⁸. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Tréguier, Offret, principal du collège de Tréguier, à M. Le Gorrec, secrétaire général du préfet des Côtes-du-Nord, 6 janvier 1812.

L'auteur du *Collège de Tréguier*, par un ancien élève, affirme qu'en 1813 Offret fut remplacé par Le Gall « maître ès arts de l'Université de Paris », et que le collège comprenait, à cette date, 84 élèves. De fait, Le Gall est indiqué comme principal dans une note du 8 novembre 1815 adressée au sous-préfet de Lannion par le premier adjoint au maire de Tréguier, et Offret comme professeur de classe élémentaire (Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Tréguier).

²⁹⁹. Archives mun. de Lamballe, Registres de délibérations du conseil municipal, 1^{er} registre (an IX-an XII), séance du 18 pluviôse an XI.

³⁰⁰. *Ibid.*, séance du 30 brumaire an XII, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Lamballe (an XII-1851), Delaporte au préfet des Côtes-du-Nord, 12 brumaire an XII, et 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet, (17 brumaire an XII-29 messidor an XIII), fol. 2, le préfet des Côtes-du-Nord au citoyen Delaporte, juge au tribunal d'appel de Rennes, 15 brumaire an XII.

impérial du 2 messidor affectèrent à l'école secondaire l'ancien couvent des Ursulines ³⁰¹.

Louis Lavergne et Pierre Plesse Saint-Mirel, conseillers municipaux constituèrent le bureau d'administration de l'école en compagnie du maire et du juge de paix, Bellanger. On leur adjoignit, l'année suivante, Labbé-Dubourquet (Julien), conducteur des ponts et chaussées et Pierre Prével, chirurgien ³⁰².

Mais contrairement à ce qu'on pouvait supposer, ce ne fut pas Campistron qui fut appelé à diriger l'école. On fit appel à Michel Coutance qui tenait une maison d'éducation à Saint-Servan. Il professa la 5^e et la 4^e, et eut pour collaborateurs Charles Le Grand, auparavant professeur à l'école secondaire de Saint-Malo (3^e et 2^e) ³⁰³ et Jacques Lesage, de Coutances, pour la 6^e et les mathématiques. Un peu plus tard, Campistron dut s'en aller chercher fortune, comme instituteur primaire, à Moncontour (1806) ³⁰⁴. En floréal an XII, l'école secondaire de Lamballe ouvrit ses portes avec une précipitation qui valut au maire un blâme du préfet ³⁰⁵. Trop rapprochée d'ailleurs de celles de Dinan et de Saint-Brieuc, elle eut des débuts particulièrement pénibles. Le préfet qui s'attendait d'un moment à l'autre à sa suppression ne se pressait pas d'accorder l'autorisation de commencer les travaux d'aménagement des Ursulines ³⁰⁶.

Provisoirement, l'école fut donc installée à la mairie et le nombre des élèves, peut-être en raison de ces conditions maté-

301. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an XII-1808), fol. 16, arrêté du 19 ventôse an XII, et T, Ecole secondaire de Lamballe (an XII-1851), extrait des registres de délibérations de la ville de Lamballe, 14 mai 1807.

Cf. DUVERGIER, t. XV, p. 33. décret du 2 messidor an XII.

302. *Ibid.*, bureau du collège de Lamballe organisé conformément à l'arrêté du Gouvernement du 19 vendémiaire an XIII.

303. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Lamballe (an XII-1851), le maire de Lamballe au préfet des Côtes-du-Nord, décembre 1810.

304. Archives mun. de Moncontour, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-1813), séance du 4 octobre 1806.

305. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-an XIII), le préfet au maire de Lamballe, 10 floréal an XIII; T, Ecole secondaire de Lamballe (an XII-1851), le maire de Lamballe au préfet, 13 floréal an XII.

306. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, le préfet au maire de Lamballe, 10 floréal an XIII (lettre citée plus haut).

rielles défectueuses, loin de s'accroître, diminua. Il était de 36, au début; il tombe à 14, en 1807, et le préfet, dans une lettre à Fourcroy, en tirait argument, pour réclamer sa fermeture ³⁰⁷. Les instances des Lamballais, auprès du directeur de l'instruction publique, firent ajourner cette mesure et il semble qu'en 1807, la translation aux Ursulines fut enfin chose faite. Une partie du jardin du couvent fut aménagée pour le pensionnat ³⁰⁸. En 1810, l'école comptait 44 externes et 3 internes; Le Grand enseignait l'histoire et un petit cours de dessin avait été organisé, avec l'aide d'un jeune professeur originaire de Dinan, Murciani ³⁰⁹. Cette même année, l'école secondaire de Lamballe subit le sort commun; affiliée à l'Université impériale, elle devint le collège de Lamballe et son bureau d'administration fut réorganisé par le recteur, le 22 octobre. Il comprit désormais, avec le maire et le curé Pierre Millet, Mathurin Gaultier, ex-officier de santé de la marine, Labbé du Bourquet et Edouard de la Fruglais, ex-officier de marine et émigré ³¹⁰. Il ne semble pas que ce bureau ait essayé, comme quelques-uns de ceux que nous avons vus, de livrer le collège de Lamballe à l'élément clérical. Cependant, le 21 septembre 1812, le maire demandait au préfet l'autorisation de convoquer son conseil pour rédiger une pétition tendant à ce que l'école secondaire ecclésiastique du département, dont l'emplacement n'était pas encore décidé, fût installée à Lamballe. Si ce vœu avait été réalisé, il est probable qu'on eût vu se reproduire à Lamballe, les tentatives que nous avons décrites à Tréguier. Mais l'école secondaire ecclésiastique resta fixée à Dinan. Le collège de Lamballe put donc se maintenir, tant bien que mal, jusqu'à la première Restauration ³¹¹.

On aurait une idée insuffisante de ce que l'Empire a voulu faire pour l'enseignement secondaire, dans le département

307. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 67, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-1808), le préfet au conseiller d'Etat, directeur de l'instruction publique, 3 avril 1807.

308. Archives mun. de Lamballe, 2^e registre de délibérations (an XII-1810), séance du 5 mai 1807.

309. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Lamballe (an XII-1851), bureau du collège de Lamballe organisé par arrêté du recteur de Rennes, du 22 octobre 1810.

310. *Ibid.*, le maire de Lamballe au préfet des Côtes-du-Nord, 6 octobre 1815.

311. *Ibid.*, le maire de Lamballe au préfet des Côtes-du-Nord, 21 septembre 1812

des Côtes-du-Nord, si l'on n'ajoutait pas aux collèges établis dans le département, les bourses instituées dans les lycées. Celles des écoles centrales avaient été supprimées en l'an IX et la mesure avait suscité une vive émotion. Mais il entraînait dans les vues du gouvernement impérial de se constituer une clientèle docile de fils de fonctionnaires qui lui devrait tout, y compris l'éducation. Pour cela, par la loi de floréal an X, il rétablit les bourses, mais les plaça dans les lycées. Il y aurait 6.400 boursiers dont 2.400 choisis par le Gouvernement, parmi les fils de militaires et fonctionnaires, et 4.000 recrutés au concours, par les inspecteurs généraux, parmi les élèves des écoles secondaires³¹². En prairial an XI, eurent lieu les premiers concours à Saint-Brieuc, sous la direction des citoyens Chénier (Marie-Joseph) et Despaulx. Les interrogations portaient « particulièrement sur la langue latine et les mathématiques, accessoirement sur la sphère, la géographie et l'histoire »³¹³. Le département des Côtes-du-Nord, par arrêté du 18 fructidor an X s'était vu accorder 16 places, au choix. Ces places avaient d'abord été réservées au lycée de Mayence : les deux fils du préfet Boullé, celui du sous-préfet de Guingamp, Mauviel, Ropartz, le fils du commissaire près le tribunal de Saint-Brieuc, Toussaint, fils du greffier de Lannion, Mahé de Loudéac, Bidamant de Tréguier, Le Tertre, fils de l'ingénieur de Guingamp, étaient parmi les élus³¹⁴. Mais on avait compté sans l'éloignement. Un certain nombre de parents refusèrent, par exemple : M^{me} Guérin, veuve La Galiotais, de Saint-Brieuc, Mauviel, Goeury, de Callac; sur 15 nominations, il n'y eut que 10 acceptations³¹⁵. Au début de l'an XII, 5 d'entre eux, dont les deux Boullé et Toussaint, de Lannion, se mirent en route pour Mayence, sous la conduite de Toussaint père, pourvus d'une lettre de recommandation du préfet à son collègue du département du Mont-Tonnerre,

312. A. AULARD, *op. cit.*, p. 76.

313. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, École centrale (an XI), Marie-Joseph Chénier de l'Institut national, inspecteur général de l'instruction publique, au préfet, Saint-Brieuc, le 16 prairial an XI.

- 314. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-an XIII), le préfet au conseil général du département, 30 germinal an XIII.

315. *Ibid.*, et à M^{me} Guérin, V^{ve} La Galiotais, à Saint-Brieuc, 21 frimaire an XII; au maire de Callac, 9 brumaire an XIII.

Jean Bon Saint-André³¹⁶. A partir de l'an XIII, les lycées de Nantes et de Napoléonville venant à s'ouvrir, le Gouvernement renonça à donner des bourses dans les lycées lointains. Désormais, le département des Côtes-du-Nord va devenir la zone de recrutement des boursiers de ces deux lycées, préférés nous ne savons pourquoi, à celui de Rennes. Signalons parmi les candidats à une bourse au lycée de Nantes, les fils de Castel et de Lavergne de Moncontour, de Lavigne-Rouault de Plancoët, de Lhermite de Dinan, de Le Maigre-Gueslan de Saint-Brieuc (6 messidor an XII), de Cavan, le juge de paix de Tréguier³¹⁷, à une bourse au lycée de Napoléonville, ceux de Guépin, l'adjoint d'Uzel, de Le Bricquoir-Meshir de Lannion (an XII), un des fils de M^{me} Cohas, veuve du directeur de l'enregistrement du département (an XIII), les fils de Le Hesran, négociant de Loudéac, de Robin-Morhéry et de Lansard (1808)³¹⁸.

Un arrêté du Gouvernement du 9 fructidor an X avait accordé au département des Côtes-du-Nord deux places par arrondissement de justice de paix, c'est-à-dire 94 places, au collège du Prytanée de Compiègne, ou plus exactement à sa succursale de Beaupréau (Maine-et-Loire)³¹⁹. C'était une sorte d'école d'arts-et-métiers, destinée à former des chefs d'ateliers et des ouvriers d'élite. Par une lettre du 20 vendémiaire an XIII, les parents des élèves désignés pour Beaupréau furent autorisés à opter entre cette école et les lycées; 21 demandèrent l'admission aux lycées, 33 s'en tinrent à Beaupréau³²⁰.

Enfin, le département des Côtes-du-Nord a connu aussi sous l'Empire ce que nous appellerions le système des bourses

316. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 72, Correspondance extérieure du préfet (an VIII-an XII), le préfet des Côtes-du-Nord au préfet du Mont-Tonnerre, 3 brumaire an XII, et au directeur de l'instruction publique, 5 brumaire an XII.

317. *Ibid.*, avis d'ouverture du lycée de Nantes, lettre-circulaire du préfet, 6 messidor an XII.

318. *Ibid.*, 2 M 66, Correspondance du préfet (an XII-an XIII), le préfet au maire de Lannion, 4 complémentaire an XII; à Guépin, adjoint d'Uzel, même date; à M^{me} V^{ve} Cohas, 27 nivôse an XIII.

319. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole centrale (an XI), Fourcroy au préfet des Côtes-du-Nord, 12 frimaire an XI, et 20 frimaire an XI.

320. *Ibid.*, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-an XIII), circulaire du préfet aux parents des élèves présentés au Prytanée de Compiègne, 3 brumaire an XIII.

d'enseignement supérieur. L'Académie de législation, espèce de petite Faculté de droit libre, fondée en l'an X, pour suppléer à l'absence des écoles de droit, par un groupe d'hommes de loi et qui avait pour administrateur Brugnière, du Gard, avait mis à la disposition des départements, un certain nombre d'inscriptions gratuites réservées à des jeunes gens peu fortunés désignés par les préfets³²¹. En vendémiaire an XII, ce fut, pour les Côtes-du-Nord, le jeune Le Mée Boisléart, de Jugon, remplacé en prairial, par Pierre Revel, de Lamballe, ancien élève de l'école centrale. Ce dernier, ayant été reçu licencié en droit, céda, en 1806, sa place à Gabriel Gervaise, de Corseul³²². Cette même année, l'Académie fit plus : elle demanda au conseil général du département d'entretenir à ses frais « dans son grand pensionnat », un élève d'élite à raison de 1.160 francs. Le conseil refusa en arguant de la gêne financière dans laquelle se débattait le département³²³.

L'enseignement secondaire féminin, sous l'Empire, est caractérisé, sauf en ce qui concerne les établissements de la Légion d'honneur, par l'abstention des pouvoirs publics. Il est absolument abandonné à l'initiative de l'Eglise et à celle des particuliers. Dans le département des Côtes-du-Nord, les congrégations enseignantes reconstituées des Ursulines et des Filles de la Sagesse cumulent dans leurs maisons l'enseignement primaire et secondaire féminin. Pour la description de ces écoles congréganistes, nous ne pouvons, ainsi que nous l'avons déjà fait à propos de l'enseignement primaire, que renvoyer à notre chapitre IV³²⁴.

Pourtant, il existait en dehors des couvents, des pensionnats de demoiselles, ou des maisons d'éducation pour jeunes personnes, tenues par des laïques. Dès l'an XIII, l'*Annuaire des Côtes-du-Nord* indique, à Pléhédel, l'établissement que M. et M^{me} du Roscoat avaient formé précédemment à Rennes et qu'ils viennent de transporter dans leurs terres. D'après le

321. Sur cette Académie, cf. A. AULARD, *op. cit.*, p. 119-120.

322. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet concernant les établissements publics (an XII-1808), arrêté du 1^{er} prairial an XII et arrêté du 28 janvier 1806.

323. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 67, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XIII-1806), le préfet au conseil général, 2 juin 1806, et 1 N 14, Délibérations du conseil général, 1806, fol. 15-16, séance du 9 juin 1806.

324. Pages 469-474.

prospectus, on y enseignait non seulement la lecture, l'écriture et le calcul, mais encore « l'histoire, la géographie, l'italien, l'anglais, le dessin, la peinture à l'huile, en miniature et au pastel, la musique, le chant, le piano, la harpe, la danse, la broderie et l'enseignement ménager »³²⁵. En 1807, sur les ordres du ministre de l'Intérieur, le préfet dressait un état qui ne nous est pas parvenu, de toutes ces maisons « autres que les écoles primaires », et il prescrivait, en particulier, au maire de Pléhédel, de visiter celle de M. du Roscoat³²⁶. En 1810, des dames Delaunay créèrent à Dinan une « maison d'éducation pour les personnes du sexe » ; elles eurent soin de faire approuver leur prospectus par le sous-préfet et le préfet³²⁷. Enfin les places dans les maisons de la Légion d'honneur, toutes proportions gardées, en raison de leur petit nombre, jouent pour les filles le même rôle que les bourses de lycées pour les garçons. Elles servent à entretenir le loyalisme des fonctionnaires. En 1813, le préfet appuie la pétition de M^{me} veuve Tesnière au ministre de la Guerre, demandant l'admission à Ecouen de sa fille Henriette³²⁸.

A côté des institutions proprement pédagogiques, écoles et collèges, le département des Côtes-du-Nord compte encore sous le Consulat et l'Empire quelques centres de « diffusion des lumières », comme on aurait dit quelques années plus tôt. C'étaient la bibliothèque, le musée, le théâtre, les sociétés littéraires et la Société philharmonique.

Nous avons vu précédemment la constitution du noyau de la bibliothèque de l'école centrale, par Odio-Baschamps et Limon-Belleissue. Au moment de la suppression de l'école, en l'an XI, le conseil général se préoccupa de l'arrêté consulaire du 8 pluviôse, an X, prescrivant de remettre à la disposition et à la charge des municipalités les bibliothèques, musées et jardins botaniques. Il craignit, avec raison, que

325. *Annuaire des Côtes-du-Nord*, pour l'an XIII, p. 102, maisons d'éducation pour les jeunes personnes.

326. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 68, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1806-1809), le préfet au maire de Plaintel, 21 avril 1807, et lettre-circulaire aux sous-préfets, 8 avril 1807.

327. *Ibid.*, 2 M 69 (1809-1812), le préfet au sous-préfet de Dinan, 23 avril 1810.

328. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 75, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1816), le préfet à S. Exc. le duc de Feltre, ministre de la Guerre, 5 octobre 1813.

les ressources du budget municipal ne fussent pas suffisantes pour subvenir à leur entretien. Il émit, en conséquence, le vœu que cet arrêté fût rapporté et que ces établissements restassent, comme par le passé, propriétés départementales (23 floréal an XI)³²⁹.

Le Gouvernement pressenti par le préfet ne rapporta pas l'arrêté, et ce dernier laissa le conseil général libre d'agir comme bon lui semblait³³⁰ (an XII). Celui-ci continua d'inscrire, dans le budget du département, une somme de 6.000 francs, pour les dépenses de la bibliothèque, du musée et du jardin³³¹. Le bibliothécaire fut comme auparavant Odio-Baschamps, remplacé par Jégou, puis par Grosvalet³³². Ainsi, bien que l'école devînt communale et que la bibliothèque restât départementale, les liens établis entre ces deux institutions, par les administrations du département ne furent pas rompus. En l'an XIII, le préfet annonçait au conseil général qu'Odio-Baschamps allait achever le catalogue. Pourtant Boyer et Jégou y travaillèrent encore après lui³³³. Un instant fermée, après la mort d'Odio-Baschamps, elle fut rouverte sur les instances du préfet, en mars 1806. Le public y avait accès tous les jours, de 10 heures à midi et de 3 heures à 5 heures³³⁴. Reste à savoir si elle fut beaucoup fréquentée : il est permis d'en douter. Sur les 6.000 francs, absorbés par le musée et le jardin, le directeur-bibliothécaire ne touchait pas un centime ; il est vraisemblable qu'il devait déployer un zèle médiocre à remplir ces fonctions bénévoles. Au sur-

329. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, Délibérations du conseil général (an X-an XII), fol. 22, séance du 23 floréal an XI, et Archives Nat., F^{lev}, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance.

330. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-an XIII), le préfet au conseil général, 21 germinal an XII.

331. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 52-59, séance du 20 germinal an XII, état des dépenses fixes et variables du département pour l'an XII, instruction publique et Archives Nat., F^{lev}, même séance.

332. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, le préfet au conseil général, 30 germinal an XII; 2 M 67, *id.* à Jégou, 27 février 1806; 2 M 68, *id.* à Grosvalet, bibliothécaire à Saint-Brieuc, 25 novembre 1808.

333. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-an XIII), le préfet au conseil général, 30 germinal an XIII.

334. *Ibid.*, 2 M 67 (an XIII-1806), le préfet à Jégou, directeur de l'école secondaire de Saint-Brieuc, 27 février 1806, et au maire de Saint-Brieuc, 29 mars 1806.

plus, absorbé par sa tâche de professeur, quand aurait-il eu le temps de s'occuper de la bibliothèque ? Une lettre du préfet, de 1808, en contient, dirait-on, l'aveu implicite. Il recommandait à Grosvalet de la tenir ouverte pendant la durée de la session du collège électoral, pour que ses membres pussent la visiter³³⁵. Point n'aurait été besoin de cette injonction si la bibliothèque eût fonctionné normalement. Quant à l'accroissement de ses collections, les ressources disponibles sont singulièrement exiguës. A part quelques dons provenant de particuliers, quelques achats plus rares encore, la bibliothèque est réduite aux envois disparates et intermittents du ministère. C'est ainsi que nous la voyons recevoir, en l'an XII, la *Statistique du département du Rhin*; en 1806, la *Connaissance des temps pour l'an XV*; en 1808, les *Maladies des vers à soie*, de Nysten dont l'utilité dans le département des Côtes-du-Nord paraîtra contestable; en 1813, la *Géographie*, de Strabon; en 1814, les *Œuvres d'Euclide*, traduction Peyrard³³⁶. Quelquefois, la bibliothèque échange : le 7 frimaire an XIII, avec l'autorisation du préfet, Odio-Baschamps troque l'*Encyclopédie*, 39 vol. in-4°, édition de 1751, contre l'*Histoire abrégée des Voyages*, de Delahaye, 28 vol. in-8°³³⁷. Nous ignorons s'il s'agit d'un double.

La bibliothèque départementale de Saint-Brieuc n'était pas la seule des Côtes-du-Nord; les instructions données à Odio-Baschamps et à Limon-Belleissue, en l'an VI, supposaient l'existence de dépôts de livres dans les districts, provenant des confiscations opérées dans les couvents et dans les châteaux. Lorsque les écoles secondaires communales se furent constituées, la plupart des municipalités trouvèrent commode de

335. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 68, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1806-1809), le préfet à M. Grosvalet, bibliothécaire à Saint-Brieuc, 25 novembre 1808.

336. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-an XIII), le préfet au bibliothécaire du département, 8 prairial an XII; 2 M 67, *Idem* (an XIII-1806), le préfet à M. Martin, conservateur des Dépôts scientifiques du département, 16 mai 1806; 2 M 68, *Idem* (1806-1809), *idem* à M. Grosvalet, bibliothécaire et directeur de l'école secondaire de Saint-Brieuc, 12 août 1808; 2 M 70, *Idem* (1812-1815), *idem* au maire de Saint-Brieuc, 20 juin 1814; 2 M 75, Correspondance extérieure relative aux établissements publics (1812-1816), *idem* au ministre de l'Intérieur, 23 septembre 1813.

337. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-an XIII), le préfet à Odio-Baschamps, bibliothécaire, 7 frimaire an XIII.

joindre la bibliothèque à l'école et, le plus souvent, ce fut un professeur qui fut chargé des fonctions de bibliothécaire. A Dinan, ce fut Sergent (arrêté préfectoral du 3 frimaire an IX)³³⁸. A Lamballe, en l'an IX, on se préoccupa des livres entassés sans ordre aux Ursulines et on songea à les transporter à la mairie. Une commission de trois conseillers municipaux fut chargée de ce soin. A partir de l'an XIII, elle s'adjoint Coutance, le directeur de l'école secondaire et réclame à Odio-Baschamps le double des livres que celui-ci avait enlevés pour l'école centrale. Finalement, la bibliothèque resta aux Ursulines et, en 1806, le conseil lui vota 200 francs. A cette date, Coutance et Méritte étaient en train de confectonner un catalogue réclamé par le préfet³³⁹.

A Lannion, où la bibliothèque se composait de livres provenant du séminaire, des Franciscains et de l'ancien collège de Tréguier, des Capucins de Lannion, et de biens d'émigrés, ce fut Pilatte qui en fut chargé, en même temps que de l'école secondaire³⁴⁰. Il s'agissait de « concourir à raffermir l'amour de la liberté, par la propagation de lumières, suivant le vœu du Gouvernement ». La bibliothèque était à ce moment aux Ursulines; en nivôse an X, elle se transporta avec l'école de Pilatte à la communauté de Sainte-Anne, dont elle occupa le chœur. 1.400 francs furent affectés à son entretien; le conseil élabora un règlement aux termes duquel elle devait être ouverte trois jours par semaine³⁴¹. En 1808, après le départ de Pilatte, le poste de bibliothécaire fut rempli par le professeur de dessin, Girardin, qui toucha pour cela une indemnité de 400 francs³⁴². En l'an XI, Guy Morice, ancien recteur de Ploumilliau, déporté en 1792, essaya vainement de se faire restituer divers livres saisis chez lui, qui se trouvaient dans la bibliothèque de Lannion³⁴³. Mais en 1812, par

338. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1¹, Arrêtés du préfet concernant les établissements publics, floréal an VIII-vendémiaire an XII, fol. 33-34.

339. Archives mun. de Lamballe, 1^{er} registre de délibérations, séance du 25 pluviôse an IX; 2^e registre, séances du 27 pluviôse an XIII et du 31 octobre 1806.

340. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 1, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an VIII-an XI), arrêté du 15 thermidor an IX.

341. Archives mun. de Lannion, Registre de délibérations (an VIII-1816), séance du 11 floréal an X.

342. *Ibid.*, séance du 30 mars 1808.

343. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1, Arrêtés du préfet concernant les établissements publics (an VIII-an XI), arrêté du 9 floréal an XI.

décision du ministre de l'Intérieur, celle-ci dut restituer au séminaire du diocèse tous les ouvrages de théologie qu'elle possédait³⁴⁴. A Tréguier, dépouillé par la révolution des bibliothèques du collège et du séminaire, le conseil municipal émit, en 1806, le vœu qu'une bibliothèque fût reconstituée. Là encore, elle le fut à l'école secondaire. Dès vendémiaire an XIII, on avait acheté au celtisant et érudit Le Brigant des classiques latins, quelques auteurs français Gresset, Fénelon (*Dialogues des Morts*), La Fontaine (*Fables*), l'*Histoire de l'Académie française*, de Pellisson, et les *Eléments primitifs des langues*, par Bergier, où l'on reconnaît les goûts philologiques de l'ami de La Tour-d'Auvergne³⁴⁵. En floréal, par ordre du préfet, la bibliothèque de Lannion dut se dessaisir en faveur de Tréguier d'un certain nombre de doubles. C'étaient surtout des ouvrages d'histoire ecclésiastique, de théologie et de droit canon. C'est là un des efforts les plus sérieux qui aient été tentés, dans le département, pour constituer un dépôt convenablement garni³⁴⁶.

Le musée subit la même destinée que la bibliothèque; il demeure propriété départementale et le préfet ne cessa pas de s'en occuper. On a vu plus haut qu'il avait fait nommer un conservateur, le citoyen Martin; dès l'an XI, il l'avait chargé de recueillir des « médailles romaines, trouvées entre le château de Robien et Carétienne »³⁴⁷. La même année, le citoyen Jouanin (Julien), graveur à Paris, l'un des fils du marchand de draps, partait avec la commission de solliciter des administrateurs du Jardin des Plantes : « des objets en surabondance, pour le musée du département »³⁴⁸. En l'an XII, on mit au jour des monnaies anciennes de bronze, à la métairie de la Fosse-Billy, en Quessoy; le préfet les

344. *Ibid.*, 2 M 70, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1815), le préfet au sous-préfet de Lannion, 8 décembre 1812.

345. Archives mun. de Tréguier, Registre de délibérations (1806-1815), séance du 23 octobre 1806 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Tréguier, premier achat de livres..., à la vente, chez M. Le Brigant.

346. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Tréguier, état des livres extraits de la bibliothèque de Lannion pour être envoyés à celle de Tréguier...

347. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 11, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an VIII-an XII), arrêté du 7 vendémiaire an XI.

348. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet concernant les établissements publics (an XII-1808), arrêté du 18 messidor an XII.

réclama³⁴⁹. Enfin, en l'an XIII, une médaille de cuivre, portant le nom « d'Augustus Constantinus » ayant été découverte, à Guingamp, par Planche, géomètre-géographe de l'arrondissement, celui-ci en fit hommage à Boullé qui la donna au musée³⁵⁰.

D'autre part, le préfet fut amené à se préoccuper non plus seulement des collections fort restreintes du musée, mais encore des richesses archéologiques du département. Dès l'an X, à la suite d'un voyage d'exploration et d'un rapport de l'archéologue rennais Denoual de la Houssaye, il fit entreprendre à Corseul des fouilles qui aboutirent à déblayer quelques ruines et à recueillir quelques monnaies et statuettes : le *Moniteur* en rendit compte dans son numéro du 17 messidor^{350 bis}. Une lettre du ministre de l'Intérieur, du 20 juin 1810, lui prescrivait de faire le relevé exact des châteaux, abbayes et tombeaux ou monuments des Côtes-du-Nord, présentant un intérêt « historique ou légendaire » et de désigner dans chaque arrondissement « une personne compétente sur ces différents objets ». On dirait que le gouvernement impérial a songé d'une façon vague à organiser un service de monuments historiques tel que Guizot allait le constituer moins d'un demi-siècle plus tard. Le préfet s'adressa à Piou, l'ingénieur en chef du département qui avait amassé des notes sur le sujet, à Nicol, juge de paix à Paimpol, à Baudouin Maison-Blanche et à Robinet de Lannion, comme à des amateurs d'antiquités et à des érudits au courant de l'histoire locale³⁵¹. Nous ne

349. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet du département relative aux établissements publics (an XII-an XIII), le préfet au maire de Quessoy, 20 germinal an XII.

350. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-an XIII), le préfet au bibliothécaire du département, 26 prairial an XIII.

350 bis. *Moniteur*, n° du 17 messidor an X (extrait d'une lettre, en date du 6 messidor, adressée de Dinan au citoyen Malingre de la Bibl. Nat.). Cf. HABASQUE, *op. cit.*, t. III, p. 249-250. Le préfet aurait nommé par arrêté, en exécution d'un ordre du ministre de l'Intérieur, une commission des fouilles dont faisaient partie « Benj. Delaunay, membre de l'Académie celtique; Sergeant, principal du collège de Dinan », mais cette commission « ne répondit pas à l'intention qu'on avait eu en la fondant ».

Sur Alexandre Denoual de la Houssaye (1778-1812), auteur de *Mémoires archéologiques*, cf. P. LEVOT, *Biographie bretonne*, t. II, art. Noual de La Houssaye.

351. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 69, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1809-1812), le préfet aux sous-préfets et aux maires de Saint-Brieuc, etc., 20 juin 1810; à M. Beaudouin père, avocat à Lannion, 16 juillet 1810; à M. Piou, ingénieur en chef, 10 septembre 1810; à M. Nicol, juge de paix à Paimpol, 8 octobre 1810.

possédons pas le tableau d'ensemble résultant de cette enquête ; du moins, savons-nous que le sous-préfet de Loudéac signala l'existence dans la chapelle du Parc, commune du Gouray, « d'une effigie sculptée sur bois, de grandeur naturelle, de Gilles de Bretagne » provenant de l'ancienne abbaye de Bosquen (30 juillet 1812)³⁵². Le préfet écrivit aussitôt au maire de veiller à sa conservation. D'autre part, cette même année, le sous-préfet de Lannion relata la découverte, dans un champ, à Camlez, d'une cloche portant « une inscription gothique ». Le préfet la fit mettre sous séquestre, probablement avec l'intention de l'acquérir pour le musée : l'inscription déchiffrée par le sous-préfet ayant révélé qu'elle provenait de l'église de Camlez, il la lui fit restituer (18 juin 1813)³⁵³.

Le préfet intervient également toutes les fois que se produit un événement de quelque intérêt, au point de vue scientifique. En janvier 1812, la tempête ayant jeté sur la côte de Ploubazlannec un troupeau de cétacés, le préfet averti par Le Maout, le délégué, en compagnie du docteur Derrien, de Paimpol, pour en prélever quelques spécimens (10 janvier). Trois médecins de Saint-Brieuc, Limon-Belleissue, Le Quier et Poulguen, commis à cet effet, les disséquèrent et le *Journal des Côtes-du-Nord* publia, le 31 janvier, un rapport pédantesque et pompeux de Le Maout qui fit hommage à « Sa Majesté Impériale et Royale », d'une jeune femelle préparée. Cuvier la plaça au Muséum et lui en accusa réception³⁵⁴. En l'an VIII, Baudouin Maison-Blanche envoya à Boullé le prospectus de son ouvrage en préparation sur les *Antiquités Celtiques*. Celui-ci lui répondit par une lettre fort aimable s'engageant à lui faire de la publicité auprès de ses collègues

352. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 70, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1815), le préfet au sous-préfet de Loudéac, 30 juillet 1812, et 28 octobre 1812, cf. A. DE BARTHÉLÉMY, *Bulletin de la Société des antiquaires de France*, 1873, p. 77-78, et E. GALMICHE, *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, 1921, p. 48-49. Cette statue se trouve aujourd'hui au Musée de Saint-Brieuc.

353. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 70, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics, le préfet au sous-préfet de Lannion, 18 juin 1813.

354. *Journal des Côtes-du-Nord*, 20 février 1812, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 69, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1809-1812), le préfet à Le Maout, 10 janvier 1812; *id.* à Limon-Belleissue, Le Quier et Poulguen, 20 janvier 1812.

des départements voisins et souscrivit à six exemplaires³⁵⁵. En l'an XI, il remercie un instituteur de Paimpol, Blandin, qui lui a fait hommage de son *Traité des Nouvelles Mesures*³⁵⁶. En l'an XII, il songe à faire traduire par Le Boyer un ouvrage technique : *Le Pilote anglais*, saisi à bord d'une prise anglaise, sous Bréhat³⁵⁷.

Lui-même patronne une entreprise de librairie, éphémère, il est vrai, mais qui devait, plus tard, être reprise avec succès : *l'Annuaire des Côtes-du-Nord*, rédigé par Odio-Baschamps et dont deux années seulement parurent, l'an XIII et l'an XIV. Ces petits volumes comprennent, outre les renseignements administratifs, de brèves notices sur les Antiquités du département des Côtes-du-Nord, « dont on donnera le développement dans les années suivantes ». Celles de l'an XIII concernent les ruines de Perros, de Corseul, de Yaudet (Lexobie), d'Erquy (Rheginea). Celles de l'an XIV, plus longues, donnent quelques détails historiques et géographiques sur Saint-Brieuc, Lamballe, Moncontour, Quintin, Châtelaudren, Lanvollon, Binic, Paimpol, l'île Bréhat ; archéologiques, sur les fouilles d'Erquy, le soi-disant temple druidique de Lanleff, le camp de César de Pordic et la Tour de Cesson³⁵⁸. L'ex-constituant, animé d'un respect un peu naïf mais sincère, pour tout ce qui, de près ou de loin, touche à la « philosophie », n'avait pas complètement disparu sous le fonctionnaire surchargé de besognes administratives.

On a vu plus haut dans le chapitre sur la Police, les ressources intellectuelles qu'offraient, par ailleurs, aux habitants du département des Côtes-du-Nord et plus spécialement du chef-lieu : le théâtre, les sociétés littéraires, les libraires ; joignons-y, pour la musique, la Société philharmonique de Saint-Brieuc. Dans les deux hivers de 1810-1811 et de 1811-1812, elle donna

355. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 64, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an X), le préfet au citoyen Baudouin de Maison-Blanche, 19 floréal an VIII.

356. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 65, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an X-an XII), le préfet au maire de Paimpol, 6 fructidor an XI.

357. *Ibid.*, 2 M 66, *Idem* (an XII-an XIII), le préfet au citoyen Le Goïc, à Bréhat.

358. *Annuaire des Côtes-du-Nord pour l'an XIII* (présenté à M. Boullé, préfet, et approuvé par lui, Saint-Brieuc, Prud'homme, 1805, 1 vol. in-12, 128 p., p. 35-40. Notice des antiquités du département des Côtes-du-Nord; *Idem.* pour 1806, Saint-Brieuc, 144 p., p. 87-90. Notions historiques sur les arrondissements.

deux concerts, l'un en mars et l'autre en décembre. Les morceaux sont empruntés au répertoire italien ou italianisant, alors en vogue, la *Symphonie 30* de Haydn, l'*Iphigénie* de Bononi, les ouvertures des *Aveugles de Tolède*, des *Trois Fermiers*, de *Proserpine*, du *Mariage Secret*³⁵⁹. Cette même fin d'année 1811, le *Journal des Côtes-du-Nord* relate, comme un événement artistique, une messe à grand orchestre, de la composition de M. Cluny, exécutée à la cathédrale, le jour de la Sainte-Cécile³⁶⁰. A Dinan, les étrangers, pendant la saison, prenaient volontiers des leçons de musique³⁶¹.

CONCLUSION. — Au total, organisation scolaire défectueuse et routinière, activité d'esprit bien chétive chez les classes cultivées : telles sont les conclusions auxquelles on arrive quand on veut tracer un tableau d'ensemble de la vie intellectuelle du département des Côtes-du-Nord, de 1800 à 1814.

Le mouvement révolutionnaire y avait provoqué, comme partout ailleurs, une espèce d'enthousiasme mystique pour « les lumières » ; on avait dressé un programme ambitieux de réformes et de créations pédagogiques, embrassant l'enseignement primaire et secondaire, sans parler de leurs annexes ou prolongements, les bibliothèques et les musées. Finalement, faute de ressources, quelques articles seulement de ce programme, ceux qui intéressaient la bourgeoisie possédante, avaient pu être réalisés, après Thermidor. Du moins, par la création d'une école centrale, tout incomplète qu'elle fut, l'ancien système d'éducation littéraire et cléricale avait été rénové. Le Consulat et l'Empire firent, sur ce point, comme sur tant d'autres, œuvre de réaction. L'école centrale du département des Côtes-du-Nord détruite, ce qu'ils restaurent dans les écoles secondaires, puis dans les collèges de Saint-Brieuc, Dinan, Tréguier, Guingamp, Lannion, Lamballe, c'est l'humanisme vieillot et timoré des ci-devant collèges de Saint-Brieuc et de Tréguier. Partout, les méthodes routinières, les exercices artificiels sont remis en honneur. Le personnel disparate, mal préparé et mal payé, n'est pas à la hauteur de sa tâche. Les ressources matérielles : immeubles,

359. *Journal des Côtes-du-Nord*, 28 mars 1811, et 19 décembre 1811.

360. *Ibid.*, 25 novembre 1811.

361. Archives mun. de Dinan, Registre de correspondance du maire (an XIII-1808), le maire à M. Schaidre, artiste musicien dans la garde municipale à Montmartre, 23 juin 1807.

traitements, livres sont insuffisantes. Malgré les circulaires pompeuses et les rapports à effet, on ne crée rien de neuf ni de solide; on se contente de redonner un air de jeunesse et d'apparat, dans le décor solennel de l'Université impériale, à des vieilleries décrépites de l'Ancien Régime.

Quant à l'enseignement primaire et à l'enseignement secondaire féminin, le bilan du gouvernement impérial est plus simple encore : il se chiffre par zéro. Si encore le monopole universitaire s'était montré efficace et avait pu préserver le libre esprit de recherche du XVIII^e siècle ! Mais il s'en faut : en face de l'Etat, l'Eglise n'a pas désarmé, pas plus sur le terrain pédagogique que sur le terrain proprement religieux. Dès le lendemain du Concordat, avec la complicité de la bourgeoisie et des anciens nobles, quelquefois même des fonctionnaires bonapartistes, elle dresse son enseignement à elle, qui fait une concurrence ruineuse, en dépit de tous les textes prohibitifs, aux écoles secondaires et collèges, et quand, à partir de 1806, le gouvernement impérial veut se débarrasser de ce rival dangereux, en l'absorbant, on s'aperçoit bientôt que c'est lui qui est joué et que les collèges universitaires se transforment automatiquement en petits séminaires : la tâche de la Restauration est préparée.

A cet égard, le département des Côtes-du-Nord n'offre pas une physionomie différente du Pas-de-Calais, des Bouches-du-Rhône ni de la Côte-d'Or. Le collège d'Arras, avec son personnel semi-ecclésiastique, son directeur qui est un ancien chanoine³⁶²; le lycée de Marseille étroitement surveillé par l'archevêque d'Aix³⁶³; le lycée de Dijon ressemblent d'une façon frappante aux collèges de Saint-Brieuc et de Dinan³⁶⁴. Sous la férule des subordonnés de Fontanes, les abstractions mathématiques et les futilités grammaticales ou littéraires y occupent systématiquement et synchroniquement l'intelligence des nourrissons de l'*Alma Mater* et l'empêchent de divaguer dans les dangereux sentiers de la philosophie, de

362. J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *Le Pas-de-Calais de 1800 à 1810*, p. 170-209.

363. G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *Le département des Bouches-du-Rhône...*, p. 271-304. et L. LÉVY-SCHNEIDER, *Mgr Champion de Cicé*, p. 405-410.

364. Sur l'instruction publique dans la Côte-d'Or, cf. les maigres renseignements donnés par P. VIARD, *op. cit.*, p. 52-55 et p. 242-248.

On pourra aussi consulter, sur les débuts du Lycée de Rennes, L. BENAERTS, *Le régime consulaire en Bretagne. Le département d'Ille-et-Vilaine durant le Consulat*, p. 311-327.

l'histoire ou des sciences d'observation. On y forme des générations bien pensantes et dociles de fonctionnaires et d'officiers qui ne seront point entravés dans leur dévouement au maître par un développement excessif de l'esprit critique.

Peut-être, cependant, la concurrence, puis la mainmise ecclésiastique, en matière d'enseignement secondaire est-elle plus nettement marquée dans le département des Côtes-du-Nord que dans les trois autres. Et peut-être aussi l'enseignement primaire est-il plus insuffisant encore dans ce pays pauvre et inculte, dont la moitié des habitants ignore le français ou se contente de le parler mal ; de même l'activité intellectuelle de la bourgeoisie est sans doute plus faible encore à Saint-Brieuc et à Dinan qu'à Arras, à Dijon et surtout à Marseille.

C'est qu'il y avait incompatibilité entre le despotisme militaire et la vie de l'esprit. Les entreprises de destruction et de magnificence gaspillent l'argent demandé aux contribuables et ne laissent au budget de l'instruction publique que des ressources misérables ; la compression cléricale et policière tue tout germe de pensée sincère et novatrice.

APPENDICE

Note sur le Général Valletaux (1757-1811)

On consultera sur le général Valletaux, l'une des personnalités les plus intéressantes du département des Côtes-du-Nord pendant la période révolutionnaire et impériale : le *Journal des Côtes-du-Nord*, 10 août 1811, article nécrologique; HABASQUE, *Notions historiques*, t. III, p. 108-112; A. ROBERT et G. COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires français*, et P. ROBINET (D^r), *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire*, art. Valletaux; L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, p. 302; A. BOTREL, *le général Valletaux*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXX, 1914-1915, p. 64-71.

Voici le résumé des renseignements fournis par ces différents ouvrages. Jean-André Valletaux, ou mieux Valleteau¹, était né à Hiersac, dans l'Angoumois, le 23 novembre 1757. D'abord étudiant en médecine, il ne tarda pas à s'engager dans le régiment d'Aunis. Il y était adjudant sous-officier quand éclata la Révolution. Il fit partie de la garde constitutionnelle de Louis XVI, fut licencié avec elle et combattit dans les rangs royalistes lors de la défense des Tuileries, le 10 août. Après la chute de la monarchie, il se cacha à Paris, puis parvint à se faire élire commandant du bataillon des volontaires de la Charente-Inférieure, c'est en cette qualité qu'il fait campagne à l'armée du Nord. Promu chef de brigade au siège de Bois-le-Duc, puis général, il est détaché dans l'Ouest au début de l'an III avec un renfort de 6.000 hommes pour réprimer la chouannerie. Lieutenant de Hoche, il incline comme lui vers une politique de pacification religieuse. Le 21 nivôse an III il se signale en repoussant une tentative de débarquement d'une flotte anglaise dans la baie de Saint-Brieuc².

1. C'est la forme donnée par A. Botrel d'après l'acte de naissance. Néanmoins Valletaux est la forme courante.

(2) Cf. notre t. II, chap. IV, p. 329.

Après Quiberon, où il fut cité à l'ordre du jour de l'armée « il se fit délivrer un congé illimité et, voulant désormais vivre tranquille, il épousa M^{lle} Marie-Thérèse Rouxel, fille d'un armateur du Légué. Ce mariage le fixa naturellement à Saint-Brieuc »³. Il acquit alors nationalement pour 64.000 livres environ la magnifique terre de Bienassis en Erquy, d'un revenu de 80.000 francs, qui appartenait avant 1789 aux Visdeloup de la Ville-Théart.

Nous ignorons à quelle date et dans quelles circonstances il reprend du service, mais on le retrouve en l'an IX commandant la garnison de Lamballe. En l'an X il est élu membre du Corps législatif; en l'an XII il est choisi comme « capitaine » de la garde d'honneur formée à Saint-Brieuc, en vue du passage éventuel dans cette ville du Premier Consul. Il ne se représenta pas aux élections de 1808 et demanda un commandement actif. Il obtint satisfaction et fut employé à l'armée d'Allemagne en 1809, puis en Hollande en 1810. Cette même année il passa à l'armée d'Espagne et fait dans les Asturies la « guerrilla » contre le partisan Marquesito (3^e brigade de la division Boudet, corps d'armée Bessières). Il s'y distingue à plusieurs reprises, notamment le 29 novembre 1810, sur la route de Miranda à Belmonte, et un peu plus tard en enlevant à la baïonnette la montagne fortifiée de Puelo. Le 23 juin 1811, il tombait mortellement frappé à Quintemilla del valle dans le Léon, non loin de la rivière d'Orvigo, au cours d'un engagement où la colonne qu'il commandait avait failli être cernée. Valletaux parvint à lui frayer un passage à l'arme blanche, mais fut atteint d'une balle.

Membre de la Légion d'honneur depuis le 4 frimaire an XII, officier le 25 prairial suivant, il fut nommé commandeur le 14 juillet 1811 par l'Empereur, qui à cette date encore ignorait sa mort. Sa fille épousa un armateur, Le Pommellec, qui fut plus tard maire de Saint-Brieuc. Type accompli du soldat de métier, pour qui la Révolution a été une excellente affaire. Membre de la loge maçonnique : l'Egalité triomphante.

3. HABASQUE, *op. cit.* p. 109-110.

4. Cette garde, à l'effectif d'un lieutenant, d'un sous-lieutenant, de deux sergents et d'une quarantaine de fusiliers, reçut un étendard de la municipalité et fut passée en revue par le Préfet, Archives Mun. de Saint-Brieuc, D, Registres de délibérations (an IX-an XIII), f^o 113-114, Séance du 3 fructidor an XI, et Registres d'arrêtés du maire (an IX-1811), f^o 53-55, arrêté du 1^{er} vendémiaire an XII. Cf. plus haut, p. 113, note 274.

TABLE DES MATIÈRES

(TOME 1)

INTRODUCTION, p. vii.

BIBLIOGRAPHIE. — Documents d'Archives, p. xii. — Documents manuscrits (autres que les documents d'Archives), p. xlv. — Documents imprimés, p. xlv. — Travaux modernes (livres et articles), p. lv.

CHAPITRE I

**Le Personnel dirigeant, les Élections et les Assemblées
(1800-1814)**

- I. LES AGENTS DU POUVOIR CENTRAL ET LES ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES DANS LES EVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER, SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — L'intendant de Bretagne et ses subdélégués, p. 1. — Les Etats de Bretagne et leur commission intermédiaire, p. 3. — Les communautés de ville et le personnel municipal, p. 4. — Les paroisses rurales : généraux et syndics, p. 7. — Les Cahiers de doléances et les questions électorale et administrative, p. 9.
- II. LES AGENTS DU POUVOIR CENTRAL ET LES ASSEMBLÉES ÉLUES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — La représentation des Côtes-du-Nord aux assemblées nationales : Constituante, Législative, Convention, Anciens et Cinq-Cents, p. 11. — Les assemblées et administrations locales en 1791, p. 15. — Les représentants du peuple en mission et leurs épurations, p. 17. — Les assemblées et administrations locales sous le Directoire, p. 19.

- III. LES AGENTS DU POUVOIR CENTRAL ET LES ASSEMBLÉES ÉLUES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Le préfet Boullé : son passé, son caractère, son installation, p. 22. — Le conseil de préfecture, p. 29. — Les secrétaires généraux : Concedieu et Le Gorrec, p. 36. — Les bureaux de la préfecture, p. 38. — Les arrondissements et les sous-préfets : Mauviel, à Guingamp, p. 41 ; Gagon, puis Néel, à Dinan ; Le Grontec, à Lannion, p. 43 ; Hillion, à Loudéac, p. 44. — Les municipalités, maires et adjoints des principales communes, p. 45. — Les missions de Challan, Barbé-Marbois et Béranger, p. 54. — Les assemblées élues : conseil général, p. 58 ; conseils d'arrondissement, p. 60 ; leurs principales sessions, p. 62 ; les conseils municipaux et leur activité, p. 71. — Les plébiscites, p. 81. — Les élections proprement dites : système des notabilités, p. 86 ; système de l'an X et différents renouvellements, p. 91. — Les fêtes et cérémonies, p. 105 ; translation du cœur de Duguesclin, p. 118.
- CONCLUSION. — Caractère absolutiste et centralisateur de l'administration napoléonienne, p. 121. — Comparaison avec d'autres départements, p. 122.

CHAPITRE II

La Police, la Chouannerie et l'Esprit Public (1800-1814)

- I. LA POLICE DANS LES EVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — La police royale : la maréchaussée, p. 125. — La police municipale, p. 126. — Les Cahiers de doléances et la police, p. 127.
- II. LA POLICE, LA CHOUANNERIE ET L'ESPRIT PUBLIC DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — La police locale en 1791 : gendarmerie et garde nationale, p. 129. — La police d'Etat sous la Convention et le Directoire, p. 130. — La chouannerie et l'esprit public ; différentes phases de leur évolution : première phase (1794-1795), p. 131 ; deuxième phase (1795-1797), p. 133 ; troisième phase (1797-1798) ; quatrième phase (1798-1799), p. 134.
- III. LA POLICE, LA CHOUANNERIE ET L'ESPRIT PUBLIC DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Mesures militaires contre la chouannerie, p. 136 ; mort de Mercier, p. 142 ; affaires Veillet-Dufrêche et

Tréveneuc, p. 145. — Réorganisation de la gendarmerie, p. 153. — La police d'Etat proprement dite : préfet, commissaires, ministres et directeurs, p. 155. — La conspiration Cadoudal, p. 156. — Accalmie de 1805, p. 163. — Affaire Prigent, p. 166. — Affaire Chateaubriand, p. 173. — Les dernières années (1809-1814), p. 176. — Les émigrés, p. 187. — Surveillance de l'esprit public : la presse, p. 192. — Le *Journal des Côtes-du-Nord*, p. 203. — Les spectacles, p. 212. — Les sociétés, p. 217. — La police municipale : règlements, voirie et hygiène, p. 222. — Les pompiers et les incendies, p. 226.

CONCLUSION. — Caractère autoritaire de la police napoléonienne, p. 228. — Résultats obtenus dans les Côtes-du-Nord : extirpation de la chouannerie mais destruction de l'esprit public, p. 230. — Caractère policier de l'ensemble du régime, p. 231.

CHAPITRE III

La Justice et les Peines. — Les Cultes (1800-1814)

PREMIÈRE PARTIE. — *La Justice et les Peines.*

- I. LA JUSTICE ET LES PEINES DANS LES EVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — La justice royale. Le Parlement de Rennes et les sénéchaussées : Saint-Brieuc, Dinan, Jugon et Lannion, p. 232. — Les justices seigneuriales, ecclésiastiques et laïques : les régaires de l'évêché de Saint-Brieuc, p. 234. — Les tribunaux d'exception : traites et amirauté de Saint-Brieuc, gruerie de Jugon, maréchaussée de Saint-Brieuc, p. 236. — Les officiers de justice et leurs auxiliaires : avocats, procureurs, notaires, sergents, p. 237. — Les peines, p. 238. — Les Cahiers de doléances et la justice, p. 239.
- II. LA JUSTICE ET LES PEINES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — L'organisation judiciaire du département en 1791, p. 245. — L'organisation judiciaire du département sous la Convention et le Directoire, p. 246.
- III. LA JUSTICE ET LES PEINES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Les justices de paix : les élections de l'an IX et l'installation des

juges, p. 247 ; le renouvellement de l'an XI, p. 256 ; les mutations postérieures, p. 259. — Les tribunaux d'arrondissement et de commerce et leurs auxiliaires : le personnel judiciaire des tribunaux d'arrondissement de l'an VIII à 1807, p. 260 ; l'épuration de 1807 et la réorganisation de 1810, p. 263 ; fonctionnement des tribunaux d'arrondissement de 1810 à 1814, p. 266 ; les tribunaux de commerce : Saint-Brieuc, Paimpol et Quintin, p. 270 ; les auxiliaires de la justice : avocats, avoués, notaires, huissiers, p. 274. — Les tribunaux répressifs proprement dits ; leur personnel et leur fonctionnement : le tribunal criminel (an VIII-1811), p. 280 ; la cour d'assises (1811-1814), p. 289 ; le tribunal spécial, p. 293. — Les peines : la peine de mort ; le bagne de Brest ; les prisons du département des Côtes-du-Nord, p. 300.

CONCLUSION. — Progrès réalisés par le système judiciaire napoléonien sur les tribunaux d'Ancien Régime : simplification et plus grande activité, p. 304. — Recul effectué par rapport aux créations de la Révolution française : esprit autoritaire et mépris de la liberté individuelle, p. 305. — Comparaison du personnel des tribunaux des Côtes-du-Nord avec ceux d'autres départements, p. 306.

DEUXIÈME PARTIE. — *Les Cultes.*

I. LES DIOCÈSES DE SAINT-BRIEUC, TRÉGUIER, SAINT-MALO ET QUIMPER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — La Bretagne ecclésiastique sous l'Ancien Régime : application du Concordat de 1516 ; nomination aux cures ; situation du bas clergé, p. 307. — Le diocèse de Saint-Brieuc et ses limites, p. 311 ; les évêques du XVIII^e siècle ; les chapitres et le séminaire, p. 312 ; le clergé régulier : abbayes et couvents d'hommes et de femmes, p. 314 ; les confréries, p. 317. — Le diocèse de Tréguier et ses limites, p. 318 ; les évêques du XVIII^e siècle : Mgr Le Mintier, p. 319 ; les chapitres, p. 320 ; le clergé régulier : abbayes et couvents d'hommes et de femmes, p. 321 ; les confréries, p. 323. — Le diocèse de Saint-Malo : les doyennés de Poudouvre et de Plumaudan, p. 324 ; le clergé régulier ; l'abbaye de Saint-Jacut, p. 325 ; les couvents de Dinan, p. 326. — Le diocèse de Quimper : Plouguernével, p. 327. — Les dissidents : protestants et francs-maçons, p. 329. — Les Cahiers de doléances et la question religieuse, p. 331.

II. LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD AU POINT DE VUE RELIGIEUX SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — Les évêques de Tréguier et de Quimper et les débuts de la Révolution, p. 337. —

La Constitution civile du clergé et son application : constitutionnels et insermentés ; l'évêque Jacob, p. 338 ; prêtres émigrés et déportés, p. 343 ; poursuites contre les réfractaires ; les condamnations à mort, p. 346. — La politique de déchristianisation : cultes de la Raison et de l'Etre suprême, p. 348. — La loi de séparation et son application : les premières soumissions d'insermentés, p. 352. — Le département des Côtes-du-Nord au point de vue religieux sous le Directoire : soumissionnaires et insoumissionnaires, p. 353 ; les « colonnes mobiles », p. 355 ; Fructidor, la Guyane et l'île de Ré, p. 358 ; les constitutionnels, p. 360 ; le culte décadaire, p. 362.

CHAPITRE IV

Les Cultes (*suite*) 1800-1814

III. LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD AU POINT DE VUE RELIGIEUX SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Le département des Côtes-du-Nord avant le Concordat (an VIII-an X) : clergé constitutionnel et clergé orthodoxe, p. 365 ; réorganisation du culte orthodoxe dans les différents diocèses, p. 374 ; rapports du clergé orthodoxe et de l'administration consulaire, p. 381 ; la situation à la veille du Concordat, p. 390. — Le département des Côtes-du-Nord sous le régime concordataire (an X-1814) : A) Installation du nouveau régime : faiblesse de l'opposition anticoncordataire, p. 392 ; l'évêque J.-B. Caffarelli et la réunion des deux clergés, p. 395 ; les vicaires généraux et les chanoines ; les curés, p. 405 ; les desservants, p. 410 ; les principales mutations jusqu'en 1814 : J.-M. de La Mennais, secrétaire de l'évêché, p. 420 ; le recrutement sacerdotal et la réorganisation du séminaire, p. 422 ; les ressources matérielles (traitements, églises, presbytères et fabriques), p. 426. — B) Fonctionnement du régime concordataire dans ses rapports avec le pouvoir civil : mandements loyalistes de Caffarelli, p. 436 ; la crise de 1811, p. 444 ; les deux clergés, p. 448 ; la question des acquéreurs de biens nationaux, p. 454 ; questions diverses de police des cultes (publication des lois, fêtes supprimées, quêtes), p. 456. — C) Reconstitution partielle des réguliers ; les Frères des Ecoles chrétiennes, p. 462 ; les congrégations de femmes : Dames de Saint-Thomas-de-Villeneuve ; Hospitalières ou Augustines ; Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul ; Ursulines ; Sœurs de la Charité du Refuge ; Filles de la Croix ; Sœurs

du Saint-Esprit de Plérin ; Filles de la Sagesse, p. 463. — Les confréries, p. 475. — D) La minorité non catholique : protestants, juifs, francs-maçons, p. 479.

CONCLUSION. — Bilan de l'Eglise catholique dans le département des Côtes-du-Nord à la fin de l'Empire. — Les pertes : l'ancien et illustre siège de Tréguier et les réguliers. — Les gains : un seul diocèse mais plus cohérent ; réorganisation du clergé séculier par les soins de Caffarelli ; reconstitution des congrégations de femmes ; esprit ultramontain du nouveau clergé, p. 483. — Un seul groupe opposant : les francs-maçons. — Comparaison avec d'autres départements, p. 485.

CHAPITRE V

L'Instruction publique (1800-1814)

- I. L'INSTRUCTION PRIMAIRE ET SECONDAIRE DANS LES EVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — L'Instruction primaire : les Frères des Ecoles chrétiennes de Saint-Brieuc, p. 487 ; les religieuses enseignantes, p. 488. — L'Instruction secondaire : le collège de Saint-Brieuc ; le collège de Dinan, p. 489 ; le collège de Tréguier, p. 490. — Les Cahiers de doléances et l'Instruction, p. 492.
- II. L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — L'Instruction primaire, p. 494. — L'Instruction secondaire : la Constitution civile et les collèges, p. 496 ; l'Ecole centrale des Côtes-du-Nord (an IV-an VIII) : le jury d'Instruction publique, p. 498 ; l'emplacement : Guingamp ou Saint-Brieuc, p. 500 ; l'inauguration, p. 502 ; les professeurs, p. 505 ; le règlement de l'école, p. 509.
- III. L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — L'Instruction primaire : instituteurs et préfet, p. 511 ; le recteur d'académie et l'évêque, p. 518. — L'Instruction secondaire : les deux dernières années de l'école centrale des Côtes-du-Nord (an VIII-an X), p. 525 ; la discipline, le matériel, p. 527 ; l'enseignement, les exercices publics, p. 531, et les prix, p. 536 ; l'école secondaire communale de Saint-Brieuc (an XI-1810), p. 541 ; le collège de Saint-Brieuc et l'application du monopole universitaire (1810-1814), p. 551 ; la concurrence ecclésiastique, p. 554. — L'école secondaire de Sergent à Dinan, p. 558, et

l'école ecclésiastique de l'abbé Berthier, p. 560 ; l'école secondaire de Guingamp, p. 561 ; l'école secondaire de Lannion, p. 566 ; l'école secondaire de Tréguier et l'école ecclésiastique de l'abbé Richard, p. 571 ; l'école secondaire de Lamballe, p. 578 ; les bourses dans les lycées, p. 580 ; l'enseignement secondaire féminin, p. 583. — La vie intellectuelle dans le département : bibliothèques, musée, Société philharmonique de Saint-Brieuc, p. 584.

CONCLUSION. — Activité d'esprit au total bien médiocre, paralysée à la fois par le caractère policier du régime et le manque de ressources matérielles. — L'enseignement secondaire masculin assujetti comme avant 1789 à l'humanisme vieillot, p. 592. — L'enseignement primaire et l'enseignement secondaire féminin quasi-inexistants. — L'Eglise hostile et le r. m. p. inopérant. — Comparaison avec d'autres départements, p. 593.

APPENDICE

Note sur le général Valletaux (1757-1811), p. 595.

TABLE DES MATIÈRES DU TOME I, p. 597.

ERRATUM ET ADDENDUM

P. xvii, ligne 7, *au lieu de* AF^{IV}, *lire* AFiv.

P. xviii, ligne 10, *au lieu de* AFiv^x, *lire* AFiv*.

P. xlvi, note 28, *au lieu de* Journaux 56474, *lire* S 22196.

P. lxxi, après la ligne 21, *ajouter* A. Gouaislin. Etat des péages en France et plus particulièrement en la province de Bretagne sous l'Ancien Régime, Rennes, 1924, 1 vol. in-8° (Thèse de doctorat en droit).

P. lxxiv, après la ligne 15, *ajouter* (Ch. Le Maout). Bibliothèque bretonne. Collection de pièces inédites ou peu connues concernant l'histoire, l'archéologie et la littérature de l'ancienne province de Bretagne, Saint-Brieuc, 1851-1852, 2 vol. in-8°.

P. lxxv, ligne 8, *au lieu de* « t. LV, 1924. Est rendue à la lettre K », *lire* « t. LVI, 1925. Est rendue à la lettre L ».

P. lxxvii, après la ligne 17, *ajouter* (H. Pommeret). Le dernier évêque-comte de Tréguier, Augustin-René-Louis Le Mintier (1728-1801), dans les Bulletins et Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, t. LVI (1925), p. 129-144 (à suivre. S'arrête à 1780).

P. 41, ligne 8, *au lieu de* « Plouguernével », *lire* « Planguenoual ».

P. 60, ligne 28, *au lieu de* « Robinot », *lire* « Robinet ».

P. 66, note 163, ligne 12, *au lieu de* « Les Ministres Français », *lire* « Les Ministères Français ».

P. 67, *au lieu de* note 1165, *lire* note 165.

P. 73, ligne 6, *au lieu de* « Mathurin Le Mée », *lire* « Mathieu Le Mée ».

P. 89, ligne 7, *idem*.

P. 90, ligne 5, *au lieu de* « Dayot, armateur », *lire* « Dayot Amateur ».

P. 93, ligne 20, après 179, *ajouter* « pour celui de Dinan, 175 ».

P. 100, ligne 11, *au lieu de* « Buhot-Kersaux », *lire* « Buhot-Kersers ».

P. 103, ligne 14, *idem*; et note 256, ligne 13, *ajouter* « 286, note 153 ».

P. 130, note 14, ligne 6, *au lieu de* « s'arrête à la lettre K 1923 », *lire* « s'arrête à la lettre L 1924 ».

P. 201, ligne 10, *au lieu de* « Vellay », *lire* « Velly ».

P. 213, ligne 12, *au lieu de* « comte », *lire* « citoyen ».

- P. 220, ligne 18, *au lieu de* « Boyer », *lire* « Le Boyer ».
- P. 236, ligne 24, *au lieu de* « le Normand de Kergré », *lire* « Le Normand de Kezgré ».
- P. 250, ligne 16, *au lieu de* « Gentry », *lire* « Genty ».
- P. 252, ligne 3, *au lieu de* « comté », *lire* « canton ».
- P. 261, note 58, *au lieu d'* « Almanach National, an X, p. 491 », *lire* « Almanach National, an IX, p. 375 ».
- P. 275, ligne 22, *au lieu de* « Collin-Port, Jégou », *lire* « Collin Port-Jégou ».
- P. 303, ligne 8, *au lieu de* « Sainte-Croix », *lire* « le couvent des sœurs de la Croix ».
- P. 320, note 37, *ajouter* H. Pommeret (abbé). Le dernier évêque-comte de Tréguier, Augustin-René-Louis Le Mintier (1728-1801) dans les Bulletins et Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, t. LVI (1925), p. 129-144.
- P. 329, note 73, ligne 14, *au lieu de* « la carte ci-jointe », « la carte II ecclésiastique à la fin de notre t. II ».
- P. 377, ligne 24, *au lieu d'* « Asselin », *lire* « Asseline ».
- P. 379, ligne 29, *au lieu de* « et mettant », « et placent ».
- P. 396, note 98, ligne 11, *au lieu de* « Louis », *lire* « Joseph ».
- P. 397, note 99, *au lieu de* « Caffarelli Jean-Marie », *lire* « Caffarelli Jean-Baptiste ».
- P. 405, ligne 28, *au lieu de* « Lannier », *lire* « Lallier ».
- P. 426, note 170, ligne 9, *au lieu de* « 1862 », *lire* « 1682 ».
- P. 427, avant-dernière ligne, *au lieu de* « à ce qu'on lui tenait à cœur », *lire* « à ce qui lui tenait à cœur ».
- P. 445, ligne 16, *au lieu de* « mes frères tués », *lire* « mon frère tué ».
- P. 485, ligne 4, *au lieu d'* « héritage », *lire* « héritier ».
- P. 497, ligne 18, *au lieu de* « Lavigne, Néel », *lire* « Lavigne-Néel ».
- P. 548, ligne 5, *au lieu de* « Rogues », *lire* « Roques ».
- P. 563, note 234, ligne 4, *au lieu de* « Sorrèpe », *lire* « Sorrèze ».
- P. 592, ligne 7, *au lieu d'* « orcheste », *lire* « orchestre ».
-

Imp. Oberthur, Rennes (3559-241).
